



Slovenské vydanie

Informácie a oznámenia

Ročník 65

24. novembra 2022

Obsah

IV Informácie

INFORMÁCIE INŠTITÚCIÍ, ORGÁNOV, ÚRADOV A AGENTÚR EURÓPSKEJ ÚNIE

Európsky parlament

ZASADANIE 2014 – 2015

Schôdza 12. až 15. januára 2015

2022/C 447/01	Doslovný zápis z rozpráv 12. januára 2015	1
2022/C 447/02	Doslovný zápis z rozpráv 13. januára 2015	18
2022/C 447/03	Doslovný zápis z rozpráv 14. januára 2015	281
2022/C 447/04	Doslovný zápis z rozpráv 15. januára 2015	417

Použité značky

*	Konzultačný postup
***	Postup súhlasu
***I	Riadny legislatívny postup, prvé čítanie
***II	Riadny legislatívny postup, druhé čítanie
***III	Riadny legislatívny postup, tretie čítanie

(Typ postupu závisí od právneho základu navrhnutého v návrhu aktu.)

Skratky parlamentných výborov

AFET	Výbor pre zahraničné veci
DEVE	Výbor pre rozvoj
INTA	Výbor pre medzinárodný obchod
BUDG	Výbor pre rozpočet
CONT	Výbor pre kontrolu rozpočtu
ECON	Výbor pre hospodárske a menové veci
EMPL	Výbor pre zamestnanosť a sociálne veci
ENVI	Výbor pre životné prostredie, verejné zdravie a bezpečnosť potravín
ITRE	Výbor pre priemysel, výskum a energetiku
IMCO	Výbor pre vnútorný trh a ochranu spotrebiteľa
TRAN	Výbor pre dopravu a cestovný ruch
REGI	Výbor pre regionálny rozvoj
AGRI	Výbor pre poľnohospodárstvo a rozvoj vidieka
PECH	Výbor pre rybné hospodárstvo
CULT	Výbor pre kultúru a vzdelávanie
JURI	Výbor pre právne veci
LIBE	Výbor pre občianske slobody, spravodlivosť a vnútorné veci
AFCO	Výbor pre ústavné veci
FEMM	Výbor pre práva žien a rodovú rovnosť
PETI	Výbor pre petície
DROI	Podvýbor pre ľudské práva
SEDE	Podvýbor pre bezpečnosť a obranu

Skratky politických skupín

PPE	Poslanecký klub Európskej ľudovej strany (kresťanských demokratov)
S&D	Skupina Pokrokovej aliancie socialistov a demokratov v Európskom parlamente
ECR	Európski konzervatívci a reformisti
ALDE	Skupina Aliancie liberálov a demokratov za Európu
GUE/NGL	Konfederatívna skupina Európskej zjednotenej ľavice – Severskej zelenej ľavice
Verts/ALE	Skupina zelených/Európska slobodná aliancia
EFDD	Skupina Európa slobody a priamej demokracie
NI	nezaradení poslanci

Pondelok 12. januára 2015

IV

(Informácie)

INFORMÁCIE INŠTITÚCIÍ, ORGÁNOV, ÚRADOV A AGENTÚR EURÓPSKEJ ÚNIE

EURÓPSKY PARLAMENT

ZASADANIE 2014 – 2015

Schôdza 12. až 15. januára 2015

ŠTRASBURG

DOSLOVNÝ ZÁPIS Z ROZPRÁV 12. JANUÁRA 2015

(2022/C 447/01)

Obsah	Strana
1. Pokračovanie prerušeného zasadania	3
2. Vyhlásenia predsedníctva	3
3. Schválenie zápisnice z predchádzajúceho rokovania: pozri zápisnicu	8
4. Zloženie Parlamentu: pozri zápisnicu	8
5. Zloženie výborov a delegácií: pozri zápisnicu	8
6. Podpis aktov prijatých v súlade s riadnym legislatívnym postupom (článok 78 rokovacieho poriadku): pozri zápisnicu	8
7. Petície: pozri zápisnicu	8
8. Program práce	8
9. In memoriam	9
10. Predložené dokumenty: pozri zápisnicu	9

Pondelok 12. januára 2015

Obsah	Strana
11. Jednominútové vystúpenia k otázkam politického významu	10
12. Program rokovania na nasledujúci deň: pozri zápisnicu	17
13. Skončenie rokovania	17

Pondelok 12. januára 2015

DOSLOVNÝ ZÁPIS Z ROZPRÁV 12. JANUÁRA 2015**VORSITZ: MARTIN SCHULZ***Präsident**(Die Sitzung wird um 17.05 Uhr eröffnet.)***1. Pokračovanie prerušeného zasadania**

Le Président. - Je déclare reprise la session du Parlement européen interrompue le jeudi 18 décembre 2014.

2. Vyhlásenia predsedníctva

Le Président. - Chers collègues, Philippe Braham, Franck Brinsolaro, Frédéric Boisseau, Jean Cabut, Elsa Cayat, Stéphane Charbonnier, Yohan Cohen, Yohav Hattab, Philippe Honoré, Clarissa Jean-Philippe, Bernard Maris,

Dix-sept personnes sont mortes. Ces dessinateurs, ces journalistes, ces policiers, ces simples employés, ces simples citoyens de confession juive sont morts parce qu'ils ont défendu et parce qu'ils ont incarné ce que les fanatiques ne veulent pas voir: la critique, l'humour, la satire, la liberté d'expression, notre «vivre ensemble» au-delà des opinions et des confessions, notre droit à vivre ensemble et en sécurité, notre liberté tout simplement.

Aujourd'hui, nous devons craindre que les journalistes et les dessinateurs de presse se censurent, que l'irrévérence des crayons se taise devant la violence des armes. Nous devons craindre de nouveau que les juifs français se sentent menacés chez eux en France et en Europe. Nous devons craindre que tout musulman soit suspecté, par amalgame irresponsable. Nous devons craindre que la peur de l'autre soit agitée pour déstabiliser notre société. Nous devons le craindre car, si cela se produit, les terroristes auront gagné et nous, nous aurons perdu la liberté.

Chers collègues, nous, les représentants du Parlement, incarnons nous aussi tout ce que ces fanatiques haïssent: la collaboration pacifique entre des hommes et des femmes que parfois tout sépare. Ensemble, nous devons lutter pour ne jamais nous laisser contaminer par la haine des terroristes. Nous devons défendre la liberté de tous en Europe et dans le monde. C'est pour cela que nous rendrons également hommage aujourd'hui aux très nombreuses victimes des fanatiques de Boko Haram au Nigeria. C'est un moment de grande tristesse mais nous devons agir avec prudence.

Permettez-moi de citer l'ancien premier ministre norvégien, Jens Stoltenberg, qui a dit après les attentats d'Oslo à Utøya: «Nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et de tolérance». Que ces mots guident notre travail dans cette Assemblée.

Je vous demande, chers collègues, de vous lever pour une minute de silence à la mémoire des victimes.

Merci beaucoup.

Pondelok 12. januára 2015

Alain Lamassoure, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, je veux vous remercier, et remercier tous nos collègues qui ont participé avec nous, hier à Paris – boulevard Voltaire – à cette immense marche pacifique pour la liberté. Partout ailleurs, dans toute l'Europe, des millions de personnes en ont fait un formidable tsunami populaire.

C'est pourquoi ce 11 janvier restera la date de naissance de l'Europe des peuples unis dans la diversité, unis dans l'adversité, unis pour nos valeurs et contre la haine. Unis non pas dans les livres, non pas dans les traités et pas même dans les discours, mais dans la rue et dans les cœurs. Car les victimes de Paris sont les mêmes que celles qui sont tombées à Madrid, à Londres, à Oslo, à Bruxelles ou à Toulouse. Vous l'avez dit, Monsieur le Président: des journalistes tués parce qu'ils étaient journalistes, des policiers tués parce qu'ils étaient policiers, des juifs tués parce qu'ils étaient juifs, des musulmans tués parce qu'ils avaient lu dans le Coran que la paix est le plus beau des noms de Dieu et d'humoristes tués parce qu'ils osaient rire.

Les vraies cibles sont nos valeurs universelles que l'Europe a proclamées la première et autour desquelles est fondé tout le projet européen: la liberté d'expression, la liberté de croire, la tolérance, le droit à toutes les différences, la dignité de la personne humaine et, bien sûr, la valeur de la paix – la valeur suprême. La paix comme but, comme moyen de régler tous les différends en préservant toutes les différences. C'est le miracle qu'a réussi l'Europe. Ce miracle est menacé. Déjà la haine était revenue insidieusement dans les discours, elle revient maintenant dans les actes.

À nous d'être dignes de ce formidable cri de fraternité poussé hier dans un immense silence par toutes les foules d'Europe.

(Applaudissements)

Pervenche Berès, *au nom du groupe S&D*. – Monsieur le Président, au nom de ce qui nous unit, au nom de ce que nous défendons et continuerons de défendre, au nom des droits fondamentaux de toutes les femmes et de tous les hommes, au nom de leur liberté de penser, de dire, de croire ou de ne pas croire, d'aimer et de rire, au nom de mon pays, la France, au nom de tous les pays de l'Union européenne et du monde entier qui ont vu des êtres humains tomber parce qu'ils étaient au mauvais endroit, au mauvais moment, parce qu'ils croyaient en un autre au-delà ou pas, parce que leur métier était de nous protéger ou parce qu'ils étaient aux yeux de lâches assassins les porte-drapeaux de nos valeurs, j'affirme avec les millions de citoyens qui se sont levés à Paris, en France, dans les villes et les villages de la planète entière, hier et les jours précédents, que nous ne céderons jamais.

Parce que l'Europe s'est construite sur le refus d'horreurs commises en d'autres temps. Parce qu'à la terreur doit répondre plus de démocratie et plus d'état de droit. Parce que la diversité est féconde quand la tolérance et la solidarité sont ses étendards. Parce que comme ici, aujourd'hui, quand un malheur frappe un des leurs, les autres sont à l'unisson. Nous ne laisserons personne nous diviser, ni dans l'Union ni dans nos nations.

Oui, nous sommes tous Charlie. Ce Charlie si gaulois, satirique toujours, si libre. Ils sont tombés avec d'autres sous des balles qu'aucun dieu n'a jamais commanditées. Mais leurs idéaux resteront vivants parce qu'ils font notre raison d'être ensemble: le refus de la peur, de celle de l'autre, de la haine, de la barbarie.

L'idéal que les victimes des terroristes chérissaient est le nôtre: la démocratie. Soyons-en fiers, défendons-la et décernons un prix Sakharov exceptionnel à Charlie Hebdo.

(Applaudissements)

Helga Stevens, *namens de ECR-Fractie*. – De laatste dagen keken wij in Europa en de hele wereld met grote verbijstering en verdriet toe hoe onze Europese waarden van democratie, verscheidenheid, vrijheid en tolerantie bedreigd werden en hoe wij, burgers, en onze veiligheid aangevallen werden. Deze zinloze en weezinwekkende daden van geweld en moord gaan ons bevattingvermogen en ons verstand te boven.

Maar uit de duisternis die ons de voorbije week omringde, kwam wat ons verbindt sterker dan ooit naar voren: onze waarden. Europese burgers hebben massaal hun stem laten horen, een stem die zegt: "Wij staan voor vrijheid, wij staan voor tolerantie, wij staan samen."

Pondelok 12. januára 2015

Deze week heeft aan Europa en de wereld getoond dat, wat er ook gebeurt, onze waarden onveranderd blijven. Wij geloven in de vrijheid om godsdienst te beleven, de vrijheid om te denken en te zeggen wat wij willen, maar vooral in een samenleving vrij van angst.

De tragedies en het lijden in Frankrijk moeten onze vastberadenheid nog sterker maken. Wij mogen niet onder elkaar vechten of elkaar met de vinger wijzen. De uitdaging bestaat er niet alleen in om onze veiligheid te verzekeren, maar ook om onze samenleving te verbinden. Alleen samen kunnen wij hier sterker uitkomen. Daarbij is niemand meer of minder omdat hij of zij een andere achtergrond heeft. Voor ons is het niet het verleden, maar de toekomst die van belang is. En dat zal een toekomst zijn, gebaseerd op de fundamentele Europese waarden en vrijheden.

Wij delen allen in de pijn van Frankrijk en bieden onze diepste blijk van medeleven aan. Woorden kunnen helaas het verdriet niet helpen minderen, maar wij kunnen vandaag wel beloven dat, wanneer haar waarden worden bedreigd, Europa sterk, vrij en verenigd zal blijven en daadkracht zal tonen.

Guy Verhofstadt, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, chers collègues, ce n'est pas la première fois que le terrorisme tue en Europe, mais jamais un attentat n'a provoqué un tel choc, comme l'a démontré la manifestation d'hier à Paris où l'on a pu voir côte à côte Mahmoud Abbas et Benjamin Netanyahu.

Un symbole de la liberté d'expression, valeur première de notre démocratie, a été visé, et si nous sommes tous Charlie, ici dans cet hémicycle, c'est d'abord parce que nous sommes tous Européens et attachés au système séculier d'état de droit que nous avons bâti. N'oublions pas que parmi les trois policiers assassinés, il y avait une femme noire, un musulman et un français de souche. Cela prouve que nos sociétés sont multiculturelles et que notre état de droit a la vocation de donner une chance à tous.

Pourtant, de Madrid à Londres, et aujourd'hui à Paris, nous devons également reconnaître un échec. Ces terroristes sont nos enfants, nés, élevés et morts sur notre sol. Certes, l'enfermement sectaire qui frappe une partie de la jeunesse et l'endoctrinement djihadiste de certains est un phénomène qui touche tout le monde musulman, mais il pose aussi la question de notre rôle et de notre responsabilité européenne.

Pendant beaucoup trop longtemps, l'Europe a cru pouvoir se détourner des problèmes du monde. L'entrée en Iraq et l'indifférence envers la Syrie sont des sources de terrorisme. Elles ont un impact énorme sur nos vies quotidiennes et nous devons, ensemble, créer une capacité d'agir dans notre voisinage au lieu, Monsieur le Président, de confondre l'islam et l'islamisme, cette idéologie théocratique. L'islam a autant sa place dans nos sociétés que le christianisme, le judaïsme ou toute religion ou philosophie, et l'immensité des foules de toutes origines qui ont manifesté ces derniers jours en est la preuve vivante et vibrante.

Enfin, il nous faudra prendre des mesures supplémentaires contre le terrorisme à l'échelle européenne. Cette réponse ne peut pas prendre la forme d'une limitation des libertés civiles, mais doit justement servir à les préserver. La restriction de ces libertés est précisément le but visé par les terroristes.

Il y a peut-être quelque chose de positif, chers collègues, dans toute cette tragédie. La semaine dernière, pour moi, est née pour la première fois une autre Europe: l'Europe des peuples, l'Europe des citoyens et surtout l'Europe des valeurs.

(Applaudissements)

Pondelok 12. januára 2015

Patrick Le Hyaric, *au nom du groupe GUE/NGL*. – Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, nous saluons le puissant élan de solidarité des peuples européens et du monde entier avec le peuple français en deuil, mais debout et déterminé face aux exécutions dont ont été victimes des journalistes – beaucoup de mes amis personnels –, des policiers et des citoyens de confession juive. Hier, dans chaque ville et dans chaque village, le peuple de France, uni, s'est rassemblé pour dresser un front, un barrage solide contre le fondamentalisme intégriste, contre la barbarie. Et il l'a fait en étant bien conscient qu'ailleurs dans le monde, de Bagdad à Kaboul, d'Alep à Kobané, la même terreur inonde de sang les rues. Celles et ceux qui ont été assassinés l'ont été pour ce qu'ils représentaient. Certains la religion juive, les policiers le service public de la République française, et nos amis journalistes parce qu'ils représentaient l'esprit libre et frondeur, le refus de l'esprit de caserne.

Par fidélité aux idéaux de ces amis exécutés, il nous faudra éviter toute récupération politicienne et réfléchir à travailler plus aux moyens d'éviter cela, aux moyens efficaces d'éradiquer le terrorisme. À l'évidence, l'esprit de guerre ne le permet pas. Quel est le bilan de quinze années de guerre contre le terrorisme? Il faut s'y prendre autrement et porter un plan de codéveloppement, de dialogue avec les peuples du Proche et du Moyen-Orient. Le refus de faire droit au mouvement national palestinien depuis si longtemps n'a fait que jeter du sel sur des plaies de l'humiliation. Le débat va certainement naître aussi entre la dialectique de liberté et celle de la sécurité. On ne peut sacrifier la sécurité sur l'autel de la liberté. On ne peut sacrifier la liberté sur l'autel de la sécurité. Les deux doivent vivre et progresser de pair. Nous avons la responsabilité de jeter de nouveaux ponts avec la Méditerranée pour un nouveau type de dialogue et de coopération tout en asséchant le financement des réseaux terroristes.

Enfin, on ne peut laisser, comme c'est le cas aujourd'hui, tant de quartiers à l'abandon, d'enfants, d'adolescents en souffrance, de jeunes sans avenir. Voilà pourquoi il faut sortir des choix d'austérité pour donner des moyens financiers à l'école, à la culture, au sport, à la formation, à la petite enfance, à l'emploi et à l'aide aux villes.

Ceci doit nous faire réfléchir en même temps. Il faut absolument sortir des amalgames, des discours de division et de haine qui se répandent depuis des mois. Au contraire, c'est l'esprit de l'unité populaire qui doit primer, l'esprit du débat, le rejet de l'exclusion pour faire société commune, Europe commune.

La France a dit hier son esprit de fraternité, du vivre ensemble contre la barbarie, soyons-en dignes!

(Applaudissements)

Michèle Rivasi, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, mes pensées – nos pensées – vont aux dix-sept victimes, artistes et journalistes défendant la liberté d'expression, policiers, juifs, chrétiens, athées et musulmans, ainsi qu'à leurs familles et à leurs proches. Mes pensées vont à ces millions de citoyens en France, en Europe et dans le monde qui ont exprimé leur chagrin et leur soutien, et qui nous ont encore rappelé hier que le camp de la peur et de la haine n'a pas gagné.

Pourtant, au lendemain de ces attentats, au réveil de cet immense choc en France et en Europe, nous devons encore veiller à ne pas tomber dans un double piège. Le piège des fanatiques à l'origine de ces terribles attentats, mais également le piège des démagogues de tous bords qui considèrent les événements de ces derniers jours comme une déclaration de guerre de l'islam au reste de la planète. Tout comme nous n'accepterons pas de guerre de civilisation, nous n'accepterons pas les amalgames nauséabonds pratiqués par les mouvements identitaires et nationalistes à travers l'Europe.

Un autre piège s'annonce également, celui de voir nos libertés publiques noyées sous un nouvel arsenal sécuritaire au prétexte de lutter contre le terrorisme. Rappelez-vous la réponse apportée par les États-Unis après le 11 septembre: le *Patriotic Act* a mené à de nombreuses dérives qui ont mis en danger les droits et libertés des citoyens jusqu'en Europe, à l'instar du scandale des prisons et des vols secrets de la CIA. Ne tombons pas dans ce piège. On ne protège pas les droits humains en les reniant, on ne protège pas la liberté avec moins de liberté, comme le déclarait M. Schulz.

Pondelok 12. januára 2015

Agissons contre la stigmatisation et la discrimination des enfants d'Europe en fonction de leur religion, de leur nom, de leur origine ou du quartier où ils vivent. Stoppons cette spirale où l'échec annoncé de notre jeunesse se transforme pour tous en désespoir et pour quelques-uns en haine et en barbarie. Puisque nous préparons un plan d'investissement européen, profitons-en pour donner une priorité à l'éducation, à la formation et au service public pour ces millions de jeunes, donnons aux enfants d'Europe plus d'amour et moins de haine comme l'illustrait encore, il y a peu, une couverture du magazine de Charlie Hebdo.

(Applaudissements)

Nigel Farage, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, I join with you and others in utterly condemning what has happened and in sympathising with the families and friends of those affected. It was quite something to see millions of people on the streets of Paris and elsewhere – sincere, worried, and, in some cases, very frightened people.

However, there were also 40 significant, important political leaders, and they too were using the language of unity and solidarity; but I am afraid, for them, *'Je suis Charlie'* is simply not enough, because we need now to have an honest admission that, actually, our political decisions have led to much of what has happened.

Just think about foreign policy: from Afghanistan, through Iraq to Libya, and even the attempt to seek to arm the rebels in Syria. We were told that all of this was done to make our streets safer. In fact, what we have done is to stir up very deep resentment within much of the Muslim community, and it has had the very opposite of the desired effect. We have pursued policies of mass immigration at a rate that has made it frankly impossible for many new communities to integrate. For that, I think, we have to hold our hands up.

Perhaps worst of all, we have been guilty of weakness, of lack of courage and of a lack of assertion in who we are as people, and we have turned a blind eye within many of our minority communities to practices that would not be tolerated in the rest of the population. Indeed, we have allowed preachers of hate to go around saying things that are totally unacceptable.

The result of all this is that we have, I am sad to say, a fifth column that is living within our own countries and is utterly opposed to our values. How we deal with that problem is vital for the future. We must embrace the vast majority of Muslims, who themselves are horrified at the civil war that is going on within Islam. But unless we are prepared to admit our own culpability in much of what has happened, we are not going to be able to find solutions. I would suggest for the future, however, that we are going to have to be a lot braver and a lot more courageous in standing up for our Judeo-Christian culture.

(Applause from the right)

Marine Le Pen (NI). – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, permettez-moi d'abord de remercier les peuples frères d'Europe qui se sont sentis depuis cinq jours en communion avec le peuple français et ont rendu avec nous hommage à toutes ces vies détruites.

Je crois que le premier devoir que nous avons à l'égard des victimes, c'est de mettre un nom sur ce qui les a tuées. Ce n'est pas le terrorisme qui les a tuées. Le terrorisme, c'est un moyen. C'est le fondamentalisme islamiste qui les a tuées. C'est cette idéologie mortifère qui a fait tant de victimes et tant de malheurs depuis cinq jours mais qui en fait tant dans le monde par milliers aujourd'hui, au moment même où nous nous parlons.

Nos sociétés, nos pays sont attaqués parce que nos valeurs sont honnies par les fondamentalistes. Cela aussi, nous nous devons de le regarder en face. Nos valeurs, au premier rang desquelles est évidemment la liberté.

M. Mezri Haddad, ancien ambassadeur de Tunisie auprès de l'Unesco, dénonçait dans une tribune, il y a quelques jours, trente ans de laxisme, d'angélisme, de conformisme, écrits par les concessions aux tenants de l'islam identitaire, holistique et totalitaire, au nom de la démocratie et de la tolérance républicaines. Il appelait à l'autocritique. C'est cela que nous devons faire, l'autocritique. L'Europe est-elle capable de nous protéger nous, peuples européens, de la menace du fondamentalisme islamiste? Est-ce que l'ouverture totale de nos frontières nationales peut être un moyen pour contrôler les fondamentalistes qui passent les frontières dans un sens ou dans l'autre? Est-ce que les politiques économiques d'austérité ne sont pas celles qui ont effondré nos capacités de réponse et ont désarmé notre police, nos moyens de renseignement et notre armée? Voilà toutes les questions que nous devons nous poser.

Pondelok 12. januára 2015

Moi, en ce qui me concerne, ma religion est faite: laissez les nations se défendre!

(Applaudissements à droite)

3. Schválenie zápisnice z predchádzajúceho rokovania: pozri zápisnicu

4. Zloženie Parlamentu: pozri zápisnicu

5. Zloženie výborov a delegácií: pozri zápisnicu

6. Podpis aktov prijatých v súlade s riadnym legislatívnym postupom (článok 78 rokovacieho poriadku): pozri zápisnicu

7. Petície: pozri zápisnicu

8. Program práce

Der Präsident. - Der endgültige Entwurf der Tagesordnung dieser Tagung, wie er in der Konferenz der Präsidenten in ihrer Sitzung vom Donnerstag, dem 8. Dezember 2015 gemäß Artikel 149 der Geschäftsordnung festgelegt wurde, ist verteilt worden. Zu diesem Entwurf wurden folgende Änderungen beantragt:

Montag/Dienstag: Keine Änderung

Mittwoch: Die Fraktion der Grünen beantragt, eine Erklärung der Vizepräsidentin der Kommission / Hohen Vertreterin zu den neuesten Gräueltaten in Nordnigeria auf die Tagesordnung zu setzen. Die Debatte soll mit einer Entschließung abgeschlossen werden.

Heidi Hautala (Verts/ALE). - Mr President, as you have mentioned, our group proposes that we have a statement by the High Representative, preferably with a resolution, on the amazing, incredible, horrendous atrocities that have been conducted by the terrorist Islamist group, Boko Haram, in northern Nigeria. A whole town with its 2 000 people seems to have been wiped out, and this seems to be the most extensive and horrendous atrocity that this group has so far perpetrated. So I would ask that this House agree that we have it on our agenda on Wednesday.

Enrique Guerrero Salom (S&D). - Señor Presidente, mi Grupo quiere apoyar que haya una declaración por parte de la Alta Representante y que procedamos a un debate sobre estos hechos, que se producen ya repetidamente en Nigeria y que están afectando a la vida de muchas personas y causando humillación, especialmente a las mujeres.

En todo caso, preferiríamos que la Resolución se adoptara en el siguiente Pleno, puesto que la discutiremos al final de esta semana y no tendremos mucho tiempo para prepararla, pero estamos a favor del debate y de la declaración. Sí nos parece importante abordar este asunto y preferiríamos que la Resolución se incluyera en el orden del día del período parcial de sesiones de febrero.

Der Präsident. - Möchte jemand dagegen sprechen? Das ist nicht der Fall.

Frau Hautala, dann frage ich Sie: Sind Sie mit dem Vorschlag von Herrn Guerrero einverstanden, dass wir zunächst eine Erklärung hören und dann die Entschließung in der nächsten Sitzung machen?

Heidi Hautala (Verts/ALE). - Mr President, I think this is a very good solution. I think it is our duty to discuss it this week.

(Das Parlament nimmt den Antrag an.)

Pondelok 12. januára 2015

Davor Ivo Stier (PPE). - Mr President, it is not to speak against, but just a question of whether we should have such an important debate on Wednesday or rather on Thursday morning, when probably more MEPs would be able to participate, rather than to have it late on Wednesday evening, given how the agenda looks at the moment.

So the proposal is to have it, but on Thursday in the morning.

Der Präsident. - Wir haben die Abstimmung eigentlich jetzt schon durchgeführt. Im Übrigen ist es so, dass Frau Mogherini am Mittwoch ganztätig hier ist, insofern macht es – glaube ich – Sinn, die Erklärung der Hohen Vertreterin dann auch am Mittwoch zu hören.

Wir werden versuchen, den Punkt so auf die Tagesordnung zu setzen, dass möglichst viele Kolleginnen und Kollegen teilnehmen können.

Donnerstag: Keine Änderung

(Der Arbeitsplan ist somit angenommen.)

9. In memoriam

Der Präsident. - Meine Damen und Herren! Ich habe Ihnen weitere traurige Mitteilungen zu machen.

Am 19. Dezember verstarb unser Kollege Philip Bradbourn im Alter von 63 Jahren nach einer schweren Krankheit. Kollege Bradbourn war seit 1999 Abgeordneter dieses Hauses. Er vertrat – wer ihn kannte, kann das bestätigen – mit großem Stolz seine Region, die West Midlands. Philip Bradbourn begann seine politische Karriere, nachdem er über 20 Jahre als Stadtplaner beruflich tätig war.

Ich habe im Namen des Europäischen Parlaments seinen Freunden bereits unser herzliches Beileid ausgesprochen. Ich möchte das an dieser Stelle erneut tun. Das Europäische Parlament wird Herrn Bradbourn nicht vergessen.

Am 26. Dezember vergangenen Jahres verstarb Leo Tindemans im Alter von 92 Jahren in seinem Haus in der Nähe von Antwerpen. Tief geprägt von der brutalen Besetzung seines Heimatlandes durch die Nazis, die ihn als jungen Mann, als Achtzehnjährigen, zur Flucht zwangen, arbeitete Tindemans sein ganzes Leben lang unermüdlich für den Frieden in Europa – als Abgeordneter im belgischen Parlament, als Premierminister des Königreichs Belgien, als Außenminister seines Landes und als Mitglied des Europäischen Parlaments. In den ersten Direktwahlen zum Europäischen Parlament wurde Tindemans in Belgien mit einer solchen Mehrheit gewählt, dass die Zeitungen ihn schon damals zum „Mister Europa“ ernannten. Ich glaube, diesen Namen trug Leo Tindemans zu Recht. Er war ganz sicher ein großer Europäer.

Seiner Familie spreche ich im Namen des Europäischen Parlaments unser herzliches Beileid aus. Wir werden Leo Tindemans ein ehrendes Andenken behalten.

Ich bitte Sie, meine Damen und Herren, sich zu Ehren von Philip Bradbourn und Leo Tindemans von Ihren Plätzen zu erheben.

(Die Mitglieder des Parlaments erheben sich zu einer Schweigeminute.)

10. Predložené dokumenty: pozri zápisnicu

Pondelok 12. januára 2015

VORSITZ: ULRIKE LUNACEK

Vizepräsidentin

11. Jednominútové vystúpenia k otázkam politického významu

Die Präsidentin. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgen die Ausführungen von einer Minute zu Themen politischer Bedeutung (Artikel 163 GO).

Claude Rolin (PPE). — Madame la Présidente, la directive concernant le détachement des travailleurs est un sujet des plus sensibles pour les travailleurs et pour les chefs entreprise, notamment dans les secteurs de la construction et du transport routier.

Quotidiennement, je suis interpellé par des employeurs et des citoyens. Le dumping social est un véritable fléau, sur lequel se développe le rejet du projet européen. Il doit fermement être combattu. La directive d'exécution devrait corriger certaines des faiblesses de la directive sur le détachement. Mais il y a urgence pour sa transposition dans les législations nationales. Elle doit se faire de façon ambitieuse afin d'assurer les droits des salariés et de mettre fin aux abus, aux fraudes et à la concurrence déloyale.

En la matière, les autorités nationales et européennes doivent pouvoir s'appuyer sur l'expérience et la connaissance des partenaires sociaux. Dès à présent, il nous faut envisager les modalités d'une révision partielle de cette directive.

Csaba Molnár (S&D). – Elnök Asszony! Egy szörnyű idézzettel szeretnék kezdeni: „Nem akarunk tőlünk különböző kulturális tulajdonságokkal és háttérrel rendelkező jelentős kisebbséget látni magunk között, Magyarországot szeretnénk Magyarországgént megtartani.” Ezt a szörnyű mondatot nem egy szélsőjobboldali politikus, hanem Magyarország miniszterelnöke, Orbán Viktor mondta a tegnapi párizsi Köztársasági Menetet követően. Szégyenletes, kirekesztő és rasszista szavak ezek. A terror áldozatainak emlékét, a franciákat és Európát is sérti, amikor a miniszterelnök a bevándorlókról, mint minden rossz okozóiról beszél. Orbán ismét bebizonyította, hogy nincs helye az európai vezetők között. A párizsi menetben jómagam is részt vettem és láttam, hogy ez a menet nem a kirekesztésről, hanem éppen az összetartozásról, az európai szellemiség megerősítéséről szólt. Ezért itt az Európai Parlamentben is világossá kell tennünk: Orbán Viktor, a magyar miniszterelnök nem a magyarok nevében beszélt, mi magyarok nem ilyenek vagyunk! Liberté, Égalité, Fraternité – ezt valljuk mi továbbra is!

Ангел Джамбазки (ECR). - Г-жо Председател, на фона на събитията от Париж, в които се видя и се случи истински ислямски терор над европейските ценности, съм изключително обезпокоен от новините и от предположението, че голям брой нелегални емигранти, които се намират на територията на европейски държави, ще бъдат върнати обратно в България.

Ситуацията в момента изисква изключителна европейска солидарност, изисква сериозен разговор по темата с нелегалните емигранти и изисква решения да бъдат взимани на общоевропейско ниво, в духа на общата европейска отговорност и на общата европейска солидарност. България не може да си позволи да издържа на територията си огромна група нелегални емигранти с недоказан произход и неполучили съответния бежански статут.

Сегашната ситуация в Европейския съюз налага изграждане на обща политика за сигурност и налага едно общо поведение, което да гарантира едновременно и нашата сигурност, и запазването на нашите права и ценности.

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE). - Señora Presidenta, en Venezuela hay persecución política, censura de los medios y de internet, detenciones arbitrarias, encarcelamientos ilegales, torturas y asesinatos y un acoso sistemático a la oposición. Esto no es una opinión. Es la realidad oprobiosa que demuestran los hechos. Países como Bélgica han reconocido esta persecución política concediendo asilo de urgencia a perseguidos. Leopoldo López, el opositor, lleva meses encarcelado ilegalmente.

Pondelok 12. januára 2015

Este Parlamento acaba de pronunciarse mayoritariamente condenando esta situación, pero me turba y me desconcierta que 109 eurodiputados hayan rechazado condenarla. Quiero decir en este momento, y quiero reconocer, que la mayoría de este Parlamento, un 75 %, no solamente la condena sino que va a hacer lo que haya que hacer para que el Gobierno venezolano asuma las responsabilidades que deba asumir y recupere los derechos humanos para sus ciudadanos.

Quiero decir aquí que, de la misma manera que se enseñan imágenes de personas que supuestamente han sido..., perdón.

Geraldine Moreno, lo siento, esto es para ti y esto es para Rosa Orozco, que es tu madre: «Los resistentes estamos también aquí en el Parlamento. Lo siento, pero vamos a resistir y te prometo que vamos a hacer lo que tengamos que hacer».

Νεοκλής Σουλκιώτης (GUE/NGL). - Κυρία Πρόεδρε, στις 6 Ιανουαρίου 2015 η Τουρκία, συνεχίζοντας τις παράνομες ενέργειες, εξέδωσε νέα οδηγία

Jordi Sebastià (Verts/ALE). - Señora Presidenta, queridos colegas, el 15 de enero del año pasado la Agencia Europea de Medicamentos dio una buenísima noticia a los enfermos de hepatitis C: los nuevos fármacos, eficaces en el 90 % de los casos, habían pasado los controles y eran autorizados.

Pero esta alegría inmensa para pacientes que hasta entonces estaban sentenciados no se puede compartir en el Estado español, porque el Gobierno ha restringido su uso a unos pocos casos —seis o siete mil—, mientras los médicos dicen que al menos treinta mil enfermos lo necesitan. Los enfermos se ven desamparados. Doce afectados mueren cada día. Han tenido que encerrarse en hospitales en Madrid o en Girona, y siguen esperando una respuesta. Como ellos dicen, el Gobierno español salva bancos y recorta vidas.

La clave de este conflicto es la sumisión a las grandes compañías farmacéuticas, que imponen sus precios: las ganancias por encima de la vida de las personas. Y, si la Comisión Europea las apoya mientras sus ciudadanos mueren por culpa de esa actitud irresponsable, se convierte en su cómplice.

Tim Aker (EFDD). - Madam President, we are told that we must stay in the EU because of jobs. Well, tell that to 220 of my constituents who lost their jobs when Tilbury power station closed in 2013. The Large Combustion Plant Directive has forced the closure of the plants in the UK that provide us with a third of our energy. All of this was done while Ed Miliband was Secretary of State at the Department of Energy and Climate Change. My residents in Thurrock need to ask Mr Miliband and his candidate in Thurrock, who worked for him at the time, why they did nothing to save those jobs.

Together you have cost jobs in my community. The days of Labour looking out for working people in my constituency and my country are long gone. You have forgotten about communities like Tilbury and the people of Thurrock. In May you will be judged by your actions, because UKIP is standing up for working people in the United Kingdom.

Zoltán Balczó (NI). – A Déli Áramlat gázvezeték megépítése Ukrajnát elkerülő alternatívát biztosítana több európai ország számára, növelve így az ellátásbiztonságot. Azonban az Unió liberális, bürokratikus versenyszabályai megakadályozzák ezt. Hozzáteszem, az Északi Áramlat esetében – amely egyedül Németországot látja el – ez nem jelent problémát. Az Egyesült Államok budapesti nagykövetségét vezető ügyvivő kijelentette – abszolút kijelentést tett –, hogy a Déli Áramlat megépítése veszélyezteteti Magyarország energiafüggetlenségét. Az ok világos, hogy miért mondja. Nekik az az érdekük, hogy az orosz gázszállítás tranzitországa egyedül Ukrajna maradjon, amelynek kormánya kiszolgálja az ő érdekeiket. Az Európai Uniónak el kell döntenie kinek az érdekeit szolgálja. Egy globális hatalmi játszmaiban az Egyesült Államok csatlósa lesz, vagy pedig a tagországok, az európai lakosság érdekeit szolgálja?

Marijana Petir (PPE). - Gospođo predsjednice, kao osoba koja se zalaže za vladavinu prava, tražim od Europske komisije da uvjetuje Srbiji ukidanje izmjena i dopuna Zakona o organizaciji i nadležnosti državnih organa u postupku za ratne zločine koji je stupio na snagu 2010. godine.

Pondelok 12. januára 2015

U suprotnom, Srbija neće moći nastaviti svoj europski put koji je započela jer ugrožava suverenitet Republike Hrvatske i njezinih građana. Naime, Srbija si je odredbama ovog zakona uzela za pravo suditi hrvatskom državljaninu za navodni zločin počinjen na hrvatskom teritoriju protiv drugog hrvatskog državljanina što je u suprotnosti s međunarodnim kaznenim pravom te europskom praksom. Koliko je apsurdan ovaj zakon, govori i činjenica da je na temelju njega u Srbiji doslovce otet hrvatski branitelj Veljko Marić, kojega su srpske vlasti zatvorile, a tek potom raspisale međunarodnu tjeralicu i već 5 godina ga drže u zatvoru.

Stoga očekujem od Europske komisije da odmah zatraži od Srbije stavljanje van snage ovog zakona i isto tako da se Veljka Marića transferira u Hrvatsku i omogući mu se pošteno suđenje.

Jiří Pospíšil (PPE). - Paní předsedající, já chci informovat kolegy o tom, že u nás v České republice jsme přijali a v těchto dnech začíná být účinná novela zákona o veřejných zakázkách, která transponuje velkou část směrnice o zadávání veřejných zakázek, která byla přijata tímto Parlamentem v roce 2014. Z té odborné debaty, kterou jsme u nás v České republice vedli, jasně vyplývá, že je dobře, pokud na úrovni Evropy jsme schopni se shodnout na základních principech práva, které upravuje veřejné zakázky. Podnikatelé, kteří chtějí soutěžit nejen ve svých národních státech, ale řekněme na celém území Evropy, mohou předvídat, jaká pravidla veřejné soutěže budou upravovat, a pokud se ta pravidla sobě podobají, pak se domnívám, že tím pro podnikatele, ať již se jedná o střední podnikatele, menší podnikatele nebo větší podnikatele, vytváříme prostor pro lepší podnikání a i lepší zaměstnanost.

Takže vítám tuto směrnici a domnívám se, že bychom do budoucna měli sledovat, jak bude tato směrnice aplikována, a případně uvažovat o dalším rozšíření oblastí práva pro veřejné zakázky, které by mělo být společně upraveno.

Catherine Stihler (S&D). - Madam President, I want to raise in the Chamber this evening the appalling crime of human trafficking and, in particular, the distressing subject of child trafficking. Human trafficking is the fastest growing criminal industry in the world; it is the second largest source of illegal income worldwide, 1.2 million people are trafficked every year globally, and it is estimated that 27 to 35 million people worldwide are trapped in a life of slavery. That is just short of the entire population of Poland.

I want to commend the work of Tearfund with their 'No child taken' campaign, which tackles this issue head on. By focusing on 50 000 of the most vulnerable children, helping through education and vocational training and equipping them with skills which can lift them out of poverty, it is hoped that this will help keep those children safe from trafficking.

In conclusion, a child is trafficked every 30 seconds. In the time I have been speaking tonight, two children will have fallen prey to traffickers. We have to work together to tackle this appalling crime and to ensure that children are protected across the world.

Alfred Sant (S&D). -Fl-ahhar snin bnejna struttura qawwija ta' harsien għaż-żona euro. Hi qed tithaddem permezz ta' batterija shiha ta' għodod maħsuba biex ikejl u s-saħħa ekonomika u finanzjarja tal-pajjiżi membri u jżommu r-riżultati ekonomiċi u finanzjarji tagħhom fil-parametri mixtieqa. Dan jagħti l-impressjoni li qed nikkontrollaw is-sitwazzjoni aħjar. Għaliex, mela, żvilupp li suppost jitqies bħala relattivament ɕkejken għaż-żona, bħall-elezzjoni fil-Greċja, iqajjem inkwiet kbir?

Il-proġett tal-euro huwa wieħed politiku; appuntu għalhekk sar importanti wisq biex jithalla jfalli. Din tibqa' l-aqwa saħħa tiegħu u l-aqwa dghufija. Il-proġett inbena fuq il-baži tas-soft power enormi li tgawdi minnu l-Unjoni Ewropea. Imma mill-bidu nett iż-żona euro ma kinitx zona monetarja ottimali. Ma kellhiex l-istrutturi federali meħtieġa biex iżommuha soda u d-diverġenzi ekonomiċi fi hdanha ždiedu mas-snin. It-thaddim ta' pożittiviżmu tekniku biex nikkontrollaw is-sitwazzjoni qed jispiċċa eżerċizzju ta' fetišiżmu politiku li qed jherri l-istess soft power tal-Unjoni. Hafna mill-linji gwida taż-żona euro jitilqu minn premissi li għadda żmienhom imma li jridu jiġġeddu b'mod politiku u mhux tekniku.

Joachim Starbatty (ECR). - Frau Präsidentin! Ich berichte von einem Erlebnis in meinem Brüsseler Büro, das ich wahrscheinlich mit vielen von Ihnen teile.

Pondelok 12. januára 2015

Bei konzentrierter Anspannung vor meinem Rechner werde ich aus meinem Tun gerissen: Das Licht geht aus, ich springe auf, will zum Schalter und stolpere über die herausgezogene Schublade meines Schreibtischs. Wie von Zauberhand geht das Licht wieder an. Nach einer halben Stunde dasselbe Spiel. Nun begreife ich: In meinem Abgeordnetenbüro ist ein unsichtbarer Bewegungsmelder installiert. Er soll wohl prüfen, ob noch jemand im Raum ist oder ob vergessen wurde, das Licht zu löschen.

Ich weiß nicht, ob so wirklich Strom gespart wird. Aber der tiefere Sinn liegt vielleicht darin, dass wir uns bewegen, aufstehen und mit den Händen rudern müssen, um zu signalisieren, dass wir da sind. Wenn das gewollt ist, Frau Präsidentin, dass wir abends in unserem Abgeordnetenbüro Sport betreiben, dann würde ich vorschlagen, dass wir den Rhythmus von einer halben Stunde auf eine Viertelstunde verkürzen, damit wir mehr Abendsport betreiben können.

Die Präsidentin. - Herr Starbatty, wir werden diesen Vorschlag prüfen. Aber bewegen kann man in diesem Gebäude auch anders, indem man rasch von einem Büro zum nächsten geht. Das wäre eine andere Variante.

Илхан Кючюк (ALDE). - Г-жо Председател, колеги, по стечение на обстоятелствата се изправям пред тази авторитетна зала в дни, когато нашият Европейски съюз е под разтърсващото влияние на бруталния терористичен акт в Париж. Акт, който бе заклемен от председателя на най-голямата либерална партия в България, г-н Лютви Местан, с оценката, че всяко едно цивилизационно различие не само не е повод за тероризъм, а е повод за още по-убеден общ стремеж към пълнотата и мултикултурализъм.

На този фон ви представям развитието на един анахроничен по своята същност проблем на нетолерантност в Република България. Казвам развитието, защото вече имах възможността да го маркирам по време на пленарната сесия на 12 ноември 2014 г. Държа в ръцете си акта за установяване на административно нарушение на Централната изборна комисия. Нарушението ми е, че по време на последната предизборна кампания, редом с официалния български език, съм използвал няколко изречения и на майчиния си език.

Възражих пред компетентните български власти, възразвам и тук пред вас. Връченият ми административен акт е грубо нарушение на член 10 от Европейската конвенция за правата на човека и основните свободи, на член 9 от Рамковата конвенция за защита на националните малцинства, както и на членове 11 и 22 от Хартата за основните права на Европейския съюз.

Г-жо Председател, приключвайки, повдигам този въпрос не защото не обичам родината си, а защото искам и тя да достигне до високите демократични стандарти на обединена Европа.

Matt Carthy (GUE/NGL). - Madam President, in order to force the Irish people to pay 43% of the European banking crisis, Dublin governments have introduced several new stealth charges and taxes that have caused devastation and hardship to many families. These taxes have not led to improved services; they have been unfair and have deliberately targeted those on lower incomes disproportionately. The Irish people are sending a very clear message that they have had enough. In their hundreds of thousands, Irish communities have joined together and marched against the latest tax on their families. The Irish Government has called it a water charge, but the Irish people see it for what it is: another tax which, if introduced, would put many families over the edge and would further hamper domestic economies.

That under pressure the Irish Government has now introduced temporary caps proves that the charge has absolutely nothing to do with water conservation but is just another attack on Irish families. I want to take this opportunity to declare in the European Parliament, as it has been declared on streets in every town in Ireland, that the water tax will be defeated and a new economic policy that is based on fairness and prosperity and against the austerity agenda will emerge.

Karima Delli (Verts/ALE). - Madame la Présidente, chers collègues, hier à Paris et partout en Europe et même dans le monde, nous étions des millions à dire: «Nous n'avons pas peur. Nous sommes là pour défendre nos valeurs contre l'attaque menée notamment contre cette liberté d'expression, contre ce vivre ensemble». Nous le disons: nous voulons rester ensemble.

Cette volonté est une chance. Après la peur que nous avons vécue, hier nous avons vécu l'unité dans la diversité et démontré l'envie de poursuivre l'aventure ensemble.

Pondelok 12. januára 2015

Plus que jamais, construisons ensemble l'Europe, une Europe inclusive dans laquelle chacune et chacun a sa place, une Europe dans laquelle plus personne ne peut être menacé parce qu'il est journaliste, parce qu'il est juif, parce qu'il est musulman, policier ou migrant.

Certains ont peur des amalgames, d'autres ont peur pour leur sécurité. Cette peur est compréhensible au vu des derniers jours, mais nous devons leur dire bien haut et bien fort: «Nous sommes tous ensemble. Il ne faut pas avoir peur. Nous avons besoin de tout le monde pour construire l'avenir de notre société».

Et je termine en citant un proverbe mexicain: «Ils ont voulu nous enterrer; ils ne savaient pas que nous étions des graines, des graines de liberté, des graines de démocratie». Alors prenons nos responsabilités.

Giulia Moi (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, oggi qui voglio sollevare l'attenzione su un pericolo che sta per incombere su una piccola isola al centro del Mediterraneo, ricca di rare specie animali e vegetali: la Sardegna. Presto, infatti, la Sardegna potrebbe essere riempita da scorie radioattive.

Dopo averci imposto le basi militari e i loro inquinamenti di polvere di piombo e uranio, adesso, a danneggiare la salute dei cittadini, ci potrebbero essere anche i rifiuti nucleari. A pochi giorni dallo smistamento del materiale, il governo tiene tutti all'oscuro su dove, come e quante scorie stoccare. È arrivato il momento che qualcuno, l'Europa per prima, prenda provvedimenti e scongiuri il terribile destino a cui potrebbe andare incontro quest'isola: quello di diventare la prima discarica di immondizia tossica d'Europa. Per questo, oggi, in quest'Aula, chiedo formalmente alla Commissione che vigili e intervenga prima che sia troppo tardi!

Λάμπρος Φουντούλης (NI). - Κυρία Πρόεδρε, η Ευρώπη βιώνει πρωτόγνωρες καταστάσεις βίας. Θέλω να πιστεύω πως όλοι καταδικάζουμε τη βία και την τρομοκρατία από όπου και αν προέρχεται. Στην Ελλάδα, δυστυχώς, μόνο με λόγια και όχι με πράξεις. Από την ημέρα της εκλογής μας οι ευρωβουλευτές του Λαϊκού Συνδέσμου – Χρυσή Αυγή δεχόμαστε απειλητικά μηνύματα. Με επιστολή μας στον Υπουργό Προστασίας του Πολίτη και στον Αρχηγό της Ελληνικής Αστυνομίας ενημερώσαμε για το γεγονός και ζητήσαμε μέτρα προστασίας τόσο για εμάς όσο και για τους τοπικούς βοηθούς που εργάζονται στα γραφεία μας. Δυστυχώς δεν λάβαμε καμία απάντηση.

Καταγγέλλω ότι στις 24 Δεκεμβρίου 2014 άγνωστοι έγραψαν με σπρέι απειλητικά μηνύματα κατά της ζωής μας στους τοίχους και στην είσοδο των γραφείων μας. Η Αστυνομία απλώς κατέγραψε το συμβάν. Στις 25 Δεκεμβρίου 2014, ξημερώματα Χριστουγέννων, τη νύχτα, άγνωστοι τοποθέτησαν εμπρηστικό μηχανισμό στην είσοδο με αποτέλεσμα να υποστούν υλικές ζημιές τα γραφεία μας. Τόσο ο πολιτικός κόσμος της χώρας όσο και τα μέσα μαζικής ενημέρωσης αποσιώπησαν το γεγονός.

Ζητάμε από το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο τη στήριξή του για να πράξει ως οφείλει η Ελληνική Κυβέρνηση και επιτέλους να τοποθετηθεί εικοσιτετράωρη φύλαξη στα γραφεία μας, έτσι ώστε οι συνεργάτες μας και εμείς να μπορούμε απερίσπαστοι να ασχοληθούμε με το έργο μας. Ήδη ο Λαϊκός Σύνδεσμος–Χρυσή Αυγή θρηνεί δύο θύματα από τρομοκρατική επίθεση την 1η Νοεμβρίου 2013. Ελπίζω να μην θρηνήσουμε και άλλα θύματα και μετά μπροστά στις κάμερες να λέμε «Είμαι και εγώ Charlie».

Γεώργιος Κύρτσος (PPE). - Κυρία Πρόεδρε, στην Ελλάδα έχουμε εκλογές στις 25 Ιανουαρίου 2015 και αυτό δίνει την ευκαιρία σε διάφορα διεθνή μέσα ενημέρωσης να επαναφέρουν το θέμα του λεγόμενου Grexit, δηλαδή της αναγκαστικής εξόδου από την ευρωζώνη. Μάλιστα ορισμένοι διεθνείς οίκοι δίνουν και ποσοστά της τάξης του 25%. Θεωρώ ότι, αν όλοι - Έλληνες και Ευρωπαίοι συνάδελφοι - είμαστε συνεπείς προς τις υποχρεώσεις μας, όλα θα πάνε καλά και απαντώ έτσι και στις ανησυχίες ορισμένων που συνδέουν τα προβλήματα της Ελλάδας με το ευρώ.

Τι πρέπει να κάνουμε; Πρώτον, να είμαστε συνεπείς προς τις υποχρεώσεις που έχουμε αναλάβει, και δεύτερον, να γίνει η αναδιάρθρωση του χρέους, να πάει η αποπληρωμή του από τα τριάντα στα πενήντα χρόνια, να πέσουν τα τοκοχρεολύσια και να μπορέσει έτσι να αναπτυχθεί η οικονομία. Εάν είμαστε αποτελεσματικοί και γρήγοροι, θα προλάβουμε τις αρνητικές εξελίξεις στην οικονομία και θα εκμηδενίσουμε τις πιθανότητες για το λεγόμενο Grexit.

Róża Gräfin von Thun und Hohenstein (PPE). - Pani Przewodnicząca! Znana jest Pani wrażliwość na prawa człowieka. Nie może tak być, że jeden kraj w Unii Europejskiej otacza opieką obywatela państwa trzeciego i udziela mu azylu, by potem inne państwo członkowskie deportowało tego samego człowieka do kraju jego pochodzenia, gdzie grozi mu prześladowanie. To jest złamanie zasady *non-refoulement*, której każde państwo członkowskie powinno przestrzegać. Dziś chodzi mi o obywatela Kazachstanu Muratbeka Ketebajewa, który otrzymał w Polsce azyl polityczny, a teraz został zatrzymany i grozi mu deportacja z Hiszpanii do Kazachstanu.

Pondelok 12. januára 2015

Drodzy Koledzy i Drogie Koleżanki! Europosłowie z Hiszpanii, do Was się zwracam, żebyśmy nie pozwolili na to, aby uchodźcy polityczni byli odsyłani do krajów, w których

Tonino Picula (S&D). - Gospođo predsjednice, snovom godinom, u Hrvatskoj je prestala postojati kategorija tradicionalnog malog ribolova za osobne potrebe. Preko deset tisuća malih ribara izgubilo je pravo da tradicionalnim metodama osiguraju opstanak i ostanu živjeti na otocima. A život na otocima je ionako dovoljno otežan ograničenom prometnom povezanošću i višim troškovima.

Održivost ribljeg fonda kao cilj je neupitna. No, upitno je koliko su zalihe ribljeg fonda ugrožene zbog malih ribara i zašto se, bez relevantnih znanstvenih istraživanja, male ribare i ovu kategoriju ribolova smatra odgovornima. Zloupotreba pravila je uvijek bilo, no rješenje je bolja kontrola, a ne zabrana.

Premda europsko zakonodavstvo poznaje samo kategorije sportskog i profesionalnog ribolova, u rezoluciji o Strategiji ribarstva u Jadranskom i Jonskom moru iz prosinca 2013. jasno se spominje različitost ribolova. Propusti u pregovorima za članstvo u Europskoj uniji ne smiju se koristiti kao alibi za napade na male ribare i našu tradiciju.

Tradicionalni mali ribolov je prije svega stil života, dio identiteta i preduvjet egzistencije. Zato moramo poduzeti sve da ga zaštitimo i očuvamo.

Kashetu Kyenge (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Europa che ha parlato a Parigi sia coerente e assuma un impegno straordinario a difesa delle libertà democratiche e di espressione per aiutare tutti i paesi in preda agli estremismi. Non lasciamo sola l'Africa!

Poche settimane fa, in quest'Aula, è stato assegnato il Premio Sacharov al dottor Mukwege e pochi giorni fa i conti dall'ospedale da lui diretto sono stati congelati. L'Europa dia un segnale forte, a difesa delle libertà e contro ogni violazione grave dei diritti umani come, in questo caso, nella Repubblica democratica del Congo!

L'Europa che ha parlato a Parigi non lasci sola la Nigeria, dove un orrore senza fine si sta consumando per mano di *Boko Haram* e sono felice della decisione presa in quest'Aula, oggi, dal Parlamento di proseguire su questo punto. Ancora attacchi, ancora morte, come in questo momento è stato attaccato un villaggio del Camerun e su questo noi dobbiamo reagire. Non manca tuttavia la speranza, incarnata da una bambina che pochi giorni fa ha mostrato la forza di opporsi ai suoi aguzzini rifiutando di farsi esplodere, con coraggio, dopo la prima esplosione si è consegnata alle autorità, ribellandosi. L'Europa deve essere lì, alla guida di una task force internazionale!

Marcus Pretzell (ECR). - Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Ich möchte meinen tiefen Respekt für die Journalisten und Karikaturisten zum Ausdruck bringen, die für ihren Dienst an unserer liberalen Gesellschaft in Paris ermordet worden sind, für die Polizisten, die in Ausübung ihres Dienstes für ihr Land ermordet wurden, und für weitere Opfer, die ermordet wurden, weil sie Teil unserer Gesellschaft sind, die diese Terroristen so sehr hassen.

Mein Mitgefühl gilt den Angehörigen und Freunden der Opfer. Meine Sorge aber gilt einem Europa, das sich derzeit lieber selbst damit beschäftigt, sich gegenseitig die Schuld an diesem unfassbaren Verbrechen zuzuweisen, als geschlossen gegen eine kleine, dafür aber umso radikalere Minderheit aufzustehen und entschlossen dagegen vorzugehen. Weil eben die gemeinsamen Werte weitgehend abhandengekommen zu sein scheinen und es lieber darüber diskutiert, welche Werte das denn sein könnten.

Was wir brauchen, ist eine Diskussion über unsere gemeinsamen Werte und eine Versicherung unserer gemeinsamen Werte, damit diese Gesellschaft stark ist gegen solche Extremisten, die uns mit Terror überziehen.

Angelika Mlinar (ALDE). - Frau Präsidentin! Nach den tragischen Ereignissen in Paris fühlen wir tiefe Betroffenheit, Trauer und auch Angst. Wir haben Angst davor, nicht zu wissen, welche Folgen diese Ereignisse von letzter Woche für unser weiteres Leben haben werden. Es ist uns wieder einmal schmerzhaft vor Augen geführt worden, dass Freiheit und Demokratie Werte sind, die verteidigt werden müssen. Eine freie Gesellschaft ist ein Wert, für den es sich lohnt, sich mit aller Kraft für ihn einzusetzen immer und gegen sämtliche Bedrohungen aus allen Richtungen, denn die liberale Demokratie ist eine sehr empfindliche Pflanze, die geschützt werden muss.

Pondelok 12. januára 2015

Die Rufe nach Einführung der Todesstrafe, nach Wiedereinführung der Vorratsdatenspeicherung oder einer weiteren Verschärfung der Einwanderungspolitik, wie wir sie nun aus dem rechten politischen Eck hören, sind nicht nur falsche Reaktionen auf terroristische Angriffe, wie uns die Vergangenheit beweist, sie sind auch eine Bedrohung für die freie Gesellschaft, in der wir leben. Was wir brauchen, ist mehr Demokratie, mehr Meinungsfreiheit und mehr Rechtsstaatlichkeit. Und wir brauchen den Mut, diese mit den richtigen Mitteln zu verteidigen.

Daniel Buda (PPE). - Doamnă Președintă, doresc să atrag atenția asupra unei situații inacceptabile pentru România, care este tratată ca o țară de mâna a doua. În anul 2007 aderam la Uniunea Europeană, ca o recunoaștere a eforturilor și progreselor făcute în mai toate domeniile. Intrarea în spațiul Schengen a fost însă amânată în vederea îndeplinirii unor condiții tehnice de securitate specială. Astăzi, frontierele României îndeplinesc toate condițiile tehnice asumate, lucru recunoscut de toți responsabili de resort, fiind în același timp un furnizor de securitate și stabilitate, atât pentru regiune, cât și pentru întreaga Uniune. Cu toate acestea, în mod nejustificat, ne este refuzat accesul în spațiul Schengen, sub pretexte inacceptabile pentru o Europă care se dorește a fi respectabilă. Acest lucru creează o concurență neloială între firmele românești și cele străine, fiind grav afectată circulația mărfurilor și viața cetățenilor români.

De aceea, trebuie să o spunem clar și răspicat: România trebuie să fie tratată în mod egal cu celelalte state membre ale Uniunii Europene, trebuie să se bucure de toate drepturile depline, iar aderarea la spațiul Schengen nu constituie doar un drept al României, ci și o obligație a Uniunii Europene!

Péter Niedermüller (S&D). - 2011-ben ez a Ház elfogadta az Európai Roma Stratégiát. Azóta születtek nemzeti stratégiák, születtek jelentések, született töménytelen papír, de a helyzet lényegében nem változott. Ma, az európai közösségen belül is a roma közösség a mindennapi élet szinte minden vonatkozásában – lakhatás, oktatás, egészségügy – súlyos diszkriminációval kell szembesülnön. Úgy kell megterveznie az életét, hogy folyamatos hátrányos megkülönböztetéssel kell szembenéznie. Ennek ellenére nincs az a benyomásom, hogy az Európai Parlament vagy az Európai Bizottság súlyának megfelelően kezelné ezt a helyzetet. Nem tudok arról a mai napig, hogy az Európai Bizottságon belül kihez, melyik biztoshoz tartozik a romákkal való foglalkozásnak a területe. Noha itt is ugyanolyan európai polgárokról van szó, mint Ön, elnök asszony vagy én. Éppen ezért nyomatékosan felszólítom a Parlamentet és az Európai Bizottságot, hogy az eddigieknél sokkal hatékonyabban foglalkozzon az európai romák helyzetével.

Beatrix von Storch (ECR). - Frau Präsidentin, liebe Kollegen! Nicht nur Politiker machen Politik, es reicht ein einziges Wort, und so ein Wort ist Grexit. Grexit wird aus deutschen Regierungskreisen lanciert, mindestens wird es von dort nicht dementiert. Aber Grexit ist eine Wortschöpfung – nichts anderes – zur Täuschung und zur Drohung. Getäuscht werden soll der deutsche Wähler, der nämlich das dritte Griechenland-Rettungspaket demnächst hinnehmen soll, und bedroht werden soll der griechische Wähler. Denn der griechische Wähler soll unbedingt nicht Alexis Tsipras und seine Syriza wählen. Das ist eine massive Einmischung in die demokratischen Wahlen in einem demokratischen Land. Das halte ich für unterirdisch und undemokratisch.

Der Euro funktioniert nicht, er kostet viele Millionen Menschen den Job und die Zukunft. Aber er kostet uns zunehmend auch unsere Demokratie. Nicht eine Währung ist das Herz Europas, es ist die Demokratie. Schützen wir die!

Cristian-Silviu Bușoi (PPE). - Doamnă Președintă, atacul terorist laș din redacția *Charlie Hebdo* și evenimentele din orele următoare, soldate cu 17 victime, au îndoliat Franța și au șocat o lume întreagă. Marșul solidarității de ieri de la Paris, cu peste un milion și jumătate de participanți, a arătat că cetățenii francezi și cetățenii europeni nu se intimidează în fața terorii și sunt uniți pentru libertatea presei, toleranță, libertăți individuale, pace și bună conviețuire. Trebuie să fim fermi și uniți în fața extremismului, terorismului, intoleranței religioase, să facem toate eforturile să întărim instituțiile care luptă împotriva terorii și să construim strategii comune cât mai eficiente pentru a înlătura cauzele mai profunde ale acestor evenimente.

Toată compasiunea și susținerea pentru familiile, colegii de redacție și toți cetățenii francezi afectați de tragicele evenimente. *Je suis Charlie!*

Pondelok 12. januára 2015

Hugues Bayet (S&D). - Madame la Présidente, il ressort de deux entretiens donnés fin décembre par le président et l'économiste en chef de la Banque centrale européenne (BCE) que le risque de déflation existe pour la zone euro et nous connaissons évidemment les dangers de cette configuration économique: charge accrue de la dette, baisse de la demande et donc de la consommation et in fine, montée du chômage.

Certes, l'évolution du prix des produits pétroliers est, à cet égard, favorable puisqu'elle devrait redonner un peu de pouvoir d'achat aux citoyens, mais cela sera-t-il suffisant pour endiguer les risques déflationnistes? En effet, une fois de plus, les politiques d'austérité démontrent aujourd'hui toute l'ampleur de leur impact négatif, à la fois en termes humains et sociaux et sur le plan économique.

Un premier pas, timide, de relance a été fait par l'intermédiaire du plan proposé par le président de la Commission, mais je pense qu'il faut clairement aujourd'hui aller bien au-delà. Deux leviers me paraissent essentiels à cet égard.

Premièrement, il faudrait neutraliser l'investissement public productif qui est réalisé pour relancer l'économie, par le changement du calcul des déficits, et donc pas uniquement dans le cadre des participations publiques au fonds européen d'investissement spécifique.

Deuxièmement, la BCE doit jouer un plus grand rôle dans la relance européenne, notamment dans la prévention du risque de déflation. L'opération TLTRO a, à ce titre, montré les limites du volontarisme de l'investissement privé. Elle doit dès lors développer des mesures expansionnistes afin de promouvoir l'investissement public et actionner ainsi un levier public pour relancer la demande et l'emploi.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D). - Señora Presidenta, quiero denunciar la situación de las familias de las víctimas del franquismo en España. En los principios recogidos por la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas se dice lo siguiente: «El conocimiento por un pueblo de la historia de su opresión pertenece a su patrimonio y, como tal, debe ser preservado con medidas apropiadas en nombre del deber a la memoria que incumbe al Estado».

Especialmente doloroso y traumático es el dolor de las familias de las víctimas del franquismo en España que todavía no han podido siquiera dar sepultura a sus familiares al no haberlos localizado en alguna de las innumerables fosas comunes que persisten todavía en mi país.

El Gobierno socialista aprobó una ley que se ha visto paralizada por el actual Gobierno del Partido Popular. El Gobierno de la Junta de Andalucía ha demostrado sensibilidad y compromiso con las víctimas del franquismo y aprobará en breve una ley para la memoria democrática en mi región, Andalucía. Ante todo esto, el Gobierno actual del Partido Popular de mi país deja la ley nacional sin contenido y está permitiendo que no haya lugar para la verdad, la justicia y la reparación de las víctimas del franquismo en España. Por tanto, como altavoz de estas demandas, quiero denunciar esta situación ante este Pleno.

Die Präsidentin. - Damit ist dieser Tagesordnungspunkt geschlossen.

12. Program rokovania na nasledujúci deň: pozri zápisnicu

13. Skončenie rokovania

(Die Sitzung wird um 18.30 Uhr geschlossen.)

Utorok 13. januára 2015

DOSLOVNÝ ZÁPIS Z ROZPRÁV 13. JANUÁRA 2015

(2022/C 447/02)

Obsah	Strana
1. Otvorenie rokovania	20
2. Rozpravy o prípadoch porušovania ľudských práv, demokracie a princípov právneho štátu (oznámenie o podaných návrhoch uznesenia): pozri zápisnicu	20
3. Zloženie výborov: pozri zápisnicu	20
4. 70. výročie oslobodenia Osvienčimu	20
5. Zhodnotenie talianskeho predsedníctva (rozprava)	21
6. Možnosť členských štátov obmedziť alebo zakázať pestovanie GMO (rozprava)	47
7. Zloženie Parlamentu: pozri zápisnicu	69
8. Hlasovanie	69
8.1. Dohoda o partnerstve v sektore rybolovu medzi EÚ a Svätým Tomášom a Princovým ostrovom: rybolovné možnosti a finančný príspevok (A8-0061/2014 – João Ferreira) (hlasovanie)	69
8.2. Dohoda medzi EÚ a Seychelami o prístupe rybárskych plavidiel do vôd Mayotte (A8-0055/2014 – Alain Cadec) (hlasovanie)	69
8.3. Protokol k Euro-stredomorskej dohode medzi ES a Tuniskom s cieľom zohľadniť prístupenie Bulharska a Rumunska k EÚ (A8-0049/2014 – Elmar Brok) (hlasovanie)	69
8.4. Žiadosť o konzultáciu s Európskym hospodárskym a sociálnym výborom na tému „Implementácia bielej knihy o doprave z roku 2011: hodnotenie a pokrok smerom k udržateľnej mobilite“ (hlasovanie)	70
8.5. Možnosť členských štátov obmedziť alebo zakázať pestovanie GMO (A8-0038/2014 – Frédérique Ries) (hlasovanie)	70
8.6. Ustanovenia týkajúce sa rybolovu v oblasti dohody o GFCM (Všeobecná rybárska komisia pre Stredozemné more) (A8-0057/2014 – Gabriel Mato) (hlasovanie)	70
9. Vysvetlenia hlasovania	70
9.1. Dohoda o partnerstve v sektore rybolovu medzi EÚ a Svätým Tomášom a Princovým ostrovom: rybolovné možnosti a finančný príspevok (A8-0061/2014 – João Ferreira)	70
9.2. Dohoda medzi EÚ a Seychelami o prístupe rybárskych plavidiel do vôd Mayotte (A8-0055/2014 – Alain Cadec)	87
9.3. Protokol k Euro-stredomorskej dohode medzi ES a Tuniskom s cieľom zohľadniť prístupenie Bulharska a Rumunska k EÚ (A8-0049/2014 – Elmar Brok)	103
9.4. Žiadosť o konzultáciu s Európskym hospodárskym a sociálnym výborom na tému „Implementácia bielej knihy o doprave z roku 2011: hodnotenie a pokrok smerom k udržateľnej mobilite“	115
9.5. Možnosť členských štátov obmedziť alebo zakázať pestovanie GMO (A8-0038/2014 – Frédérique Ries)	122

Utorok 13. januára 2015

Obsah	Strana
9.6. Ustanovenia týkajúce sa rybolovu v oblasti dohody o GFCM (Všeobecná rybárska komisia pre Stredozemné more) (A8-0057/2014 – Gabriel Mato)	169
10. Žiadosť o zbavenie poslaneckej imunity: pozri zápisnicu	186
11. Opravy hlasovania a zámery pri hlasovaní: pozri zápisnicu	187
12. Schválenie zápisnice z predchádzajúceho rokovania: pozri zápisnicu	187
13. Závery zo zasadnutia Európskej rady (18. decembra 2014) (rozprava)	187
14. Situácia v Líbyi (rozprava)	212
15. Nedávne prípady prevádzachstva v Stredozemí (rozprava)	229
16. Ženy vo vrcholových orgánoch spoločností (rozprava)	249
17. Európske opatrenia na boj proti organizovanej trestnej činnosti a korupcii (rozprava)	261
18. Zloženie výborov: pozri zápisnicu	275
19. Sledovanie advokátov v EÚ (rozprava)	275
20. Program rokovania na nasledujúci deň: pozri zápisnicu	280
21. Skončenie rokovania	280

Utorok 13. januára 2015

DOSLOVNÝ ZÁPIS Z ROZPRÁV 13. JANUÁRA 2015**VORSITZ: MARTIN SCHULZ***Präsident***1. Otvorenie rokovania***(Die Sitzung wird um 9.15 Uhr eröffnet.)***2. Rozpravy o prípadoch porušovania ľudských práv, demokracie a princípov právneho štátu (oznámenie o podaných návrhoch uznesenia): pozri zápisnicu****3. Zloženie výborov: pozri zápisnicu****4. 70. výročie oslobodenia Osvienčimu**

Der Präsident. - Verehrte Kolleginnen und Kollegen, sehr geehrte Damen und Herren! Vor 70 Jahren, am 27. Januar 1945, wurde das Konzentrationslager Auschwitz von sowjetischen Soldaten befreit. Die Bilder, die die Befreier sahen und festhielten, erschüttern die Welt bis heute: die Leichenberge, die Krematorien, die Berge von Schuhen, Brillen und menschlichen Haaren als Zeugnisse ausgeplünderten Lebens, die Bilder der ausgemergelten Überlebenden, dem Tod näher als dem Leben, diese Bilder haben sich in das kollektive Gedächtnis der Menschheit eingegraben.

Für die allermeisten Gefangenen in Auschwitz kam die Rettung zu spät. Mehr als eine Million Menschen wurden in diesem Vernichtungslager ermordet – durch Hunger, durch Krankheit, durch kriminelle medizinische Versuche, durch Folter, durch Hinrichtung und vor allen Dingen durch den systematisierten Tod in den Gaskammern. Vor allem Juden aus Ungarn, Polen, Frankreich, Holland, Griechenland, Menschen jüdischen Glaubens aus ganz Europa, Sinti und Roma, Behinderte und Kranke, Homosexuelle, Kriegsgefangene, politische Gefangene und – besonders abscheulich für jeden, der jemals Auschwitz besucht hat – unzählige Kinder. Diese Menschen, von fanatischen Naziideologen zu „Untermenschen“ erklärt, zu Schädlingen, deren Leben als lebensunwertes Leben betrachtet wurde, diese Menschen sollten, ja, die Schlichter wollten, dass dieses Leben vernichtet und ausgerottet wird.

Auschwitz war nicht der einzige, aber der zentrale Ort des organisierten Massenmordes, des schlimmsten Zivilisationsbruchs in der Menschheitsgeschichte. „Dieser Ort sei allzeit ein Aufschrei der Verzweiflung und der Mahnung an die Menschheit“, so steht es auf der Erinnerungstafel im Konzentrationslager geschrieben. Ja, meine Damen und Herren, das soll Auschwitz für immer sein, ein Aufschrei der Verzweiflung und der Mahnung. Die persönliche Schuld mögen die Täter mit ins Grab genommen haben, aber die Verantwortung, die aus deren Gräueltaten erwächst, ist eine gemeinsame Verantwortung der Völkergemeinschaft, und sie ist ganz sicher eine besondere Verantwortung des Volkes, dem ich angehöre, der Deutschen. Die Verantwortung, den Schwur „Niemals wieder“ einzulösen, tragen wir als nachkommende Generationen für alle Zeiten.

Utorok 13. januára 2015

Geschichte wiederholt sich nicht, aber aus der Vergangenheit erwächst die Gegenwart, und wie wir mit der Geschichte umgehen, das entscheidet über unsere Zukunft. Deshalb wollen wir im Wissen darum, dass in Auschwitz das Unfassbare geschah, jeden Tag die Freiheit energisch verteidigen. Deshalb wollen wir jeden Tag im Wissen um die Gefährdung dieser Freiheit für die Unbedingtheit der Würde des Menschen eintreten. Deshalb wollen wir jeden Tag einschreiten gegen die Rückkehr von Denkweisen, die wir in Europa für überwunden hielten und bei denen wir dennoch sehen müssen, dass sie immer existieren: den Hass, die Fremdenfeindlichkeit, den Antisemitismus, den Ultranationalismus, die Intoleranz. Wenn heute, 70 Jahre nach der Befreiung von Auschwitz, Juden in Europa um ihre Sicherheit fürchten und um ihr Leben bangen, dann muss uns das verstören, und es muss uns wachrütteln.

Jetzt müssen wir gegen die Angst zusammenstehen, uns nicht anstecken lassen von dem Hass, den zum Beispiel die Attentäter in Paris in sich trugen. Wir dürfen dem Hass nicht mit mehr Hass begegnen, nicht auf Gewalt mit noch mehr Gewalt antworten, sondern müssen ein wachsendes Misstrauen bekämpfen, die Freiheit aller verteidigen und die Würde eines jeden einzelnen Menschen beschützen. Das ist der Auftrag, den wir 70 Jahre nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs und der Befreiung von Auschwitz gerade hier in diesem Parlament als der multinationalen Völkerversammlung in besonderer Weise wahrzunehmen haben.

(Beifall)

5. Zhodnotenie talianskeho predsedníctva (rozprava)

Der Präsident. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärungen des Rates und der Kommission zur Bilanz des italienischen Ratsvorsitzes (2014/2855(RSP)).

Matteo Renzi, *Presidente in carica del Consiglio*. - Signor Presidente Schultz, onorevoli deputati al Parlamento europeo, faccio mie le parole che Lei Presidente ha rivolto a quest'Aula in occasione del ricordo di ciò che è avvenuto settant'anni fa ad Auschwitz e assicuro l'impegno del governo e del popolo italiano per combattere quella terribile infamia che ha caratterizzato l'Europa decenni orsono, mantenendo alta l'attenzione oggi per un debito che noi abbiamo nei confronti del passato ma anche per un grande investimento che dobbiamo fare sulle nuove generazioni.

Credo che il suo saluto, il suo *speech*, signor Presidente, ci consenta di entrare nel merito del bilancio del semestre di Presidenza italiana ricordando da dove noi eravamo partiti. Prendendo spunto dalla figura di Telemaco, anche in continuità con la Presidenza greca, c'eravamo chiesti se oggi queste istituzioni, questi politici, questi rappresentanti dei territori che compongono il grande sogno dell'Unione europea, fossero in grado di assumere il diritto a essere eredi.

Cosa vuol dire essere eredi? Vuol dire poter pensare che l'Europa per noi non è soltanto il ricordo: l'Europa è innanzitutto una speranza; si declina al futuro, non soltanto al passato. Ha il calore e il colore dell'opportunità prima ancora che della preoccupazione. Siamo stati in grado in questi sei mesi di essere all'altezza di questa sfida? Certo sono consapevole che la stampa, che gli operatori, che gli addetti ai lavori, prima di affrontare questo grande tema sottolineano ed evidenziano: «Però, prima parlatci dei risultati, raccontaci se sei soddisfatto di ciò che hai fatto in Europa per l'Italia!» È una domanda mal posta, signor Presidente! Perché chi fa politica non è mai soddisfatto, se è soddisfatto è bene che cambi mestiere! Anche perché non si guida un semestre pensando all'interesse del proprio paese, si guida un semestre pensando a come l'Europa può avere una chance per il futuro!

Noi italiani, di qualunque colore politico, sappiamo perfettamente che la nostra sfida non è qui, è a casa nostra. Non si tratta semplicemente di evocare il cliché delle riforme strutturali. Significa dire che l'Italia se vuole stare nella competizione globale deve cambiare e in questi sei mesi abbiamo fatto molto nel nostro paese, ciò che serve all'Italia lo fanno i cittadini italiani, non le istituzioni europee, e i cittadini italiani devono avere molta più consapevolezza del fatto che in questi anni noi abbiamo provveduto a dare all'Europa molte più risorse di quelle che abbiamo preso. Ogni anno l'Italia dà alle istituzioni europee circa 20 miliardi di euro ricevendone non più della metà.

L'Italia in questi anni a concorso a salvare non soltanto Stati amici, ma anche le banche, gli istituti di credito di altri paesi e lo ha fatto non per un atto di generosità ma perché crede nelle istituzioni europee. Lo ha fatto senza mettere un centesimo dei denari delle istituzioni europee a beneficio dei propri istituti di credito che, anzi, dopo gli stress test, sono stati costretti a aumenti di capitale. Lo ha fatto perché crede nell'Europa, l'Italia è un paese che non viene nelle istituzioni europee per chiedere un aiuto, viene per offrire una grande storia iniziata a Roma con la firma del Trattato, ma forse possiamo dire iniziata molto prima, iniziata nei valori che hanno fatto grande il nostro paese, che hanno fatto grande il nostro continente.

Utorok 13. januára 2015

Noi abbiamo questa idea di Europa: l'idea di un grande luogo di speranza per le prossime generazioni e sappiamo che i nostri problemi li dobbiamo affrontare a casa nostra, come stiamo facendo con la riforma della Costituzione, della legge elettorale, della giustizia, della pubblica amministrazione, tutte realtà che in questi sei mesi il parlamento italiano ha mandato avanti.

Lo abbiamo fatto animati da una visione europea ed europeista, che ha tanti autorevoli rappresentanti nella storia del nostro paese – e mi permetterà signor Presidente, mi permetteranno i membri del Parlamento europeo di ricordarne uno per tutti, che è stato e ha rappresentato anche in questi sei mesi la guida per il nostro paese – vorrei che oggi da qui il Parlamento europeo portasse il proprio saluto al Presidente della Repubblica italiana Giorgio Napolitano, convinto europeista che proprio in queste ore lascerà il proprio incarico avendo compiuto un lungo percorso di cambiamento e avendo affrontato le difficoltà in Italia con l'intelligenza, la saggezza che molti di voi gli hanno riconosciuto lavorando a fianco anche in quest'Aula negli anni passati.

Bene, in questo semestre l'Italia ha utilizzato due grandi obiettivi: il primo, quello di dare valore politico al vostro lavoro, signori parlamentari: il due luglio quando siamo venuti qui a cominciare il semestre non c'era ancora la nuova Commissione. Noi siamo stati coprotagonisti insieme a tutti gli altri governi, di una scelta che giudico storica: si è scelto di dare valore politico al risultato delle elezioni del 25 maggio. La designazione di Jean-Claude Juncker come Presidente della Commissione non nasce semplicemente dal riconoscimento di un risultato che di per sé non sarebbe stato sufficiente, perché il partito che ha presentato Jean-Claude non aveva ottenuto la maggioranza dei membri necessaria ad avere un voto di fiducia, ma di un accordo politico con P maiuscola in cui valorizzando la scelta popolare nei confronti del Presidente Juncker si è scelto di dare significato profondo al voto dei cittadini, legando alla Commissione Juncker un pacchetto di riforme, un progetto politico per i prossimi anni. È la prima volta che questo accade nella storia delle istituzioni europee, io credo che non dovrà essere l'ultima e che dovrà essere in qualche misura codificata dalla consuetudine politica, ma è un passo in avanti di grande significato.

Accanto a questo, l'Italia ha proposto un cambiamento del paradigma economico che ha caratterizzato questi anni nel nostro dibattito continentale. Io credo che, o l'Europa cambia marcia sull'economia oppure noi diventiamo il fanalino di coda di un mondo che cambia molto rapidamente. Il Presidente Juncker ha fatto proprio questo ragionamento, lo ha allargato con i membri del suo Collegio e trovo simbolico che oggi, nella riunione del Collegio, il Presidente Juncker presenterà la comunicazione sulla flessibilità e il fondo, architrave strategica degli investimenti, del piano per gli investimenti.

Sono due operazioni su cui il nostro giudizio è un giudizio positivo, riconosciamo che stiamo andando nella giusta direzione, a nostro giudizio si deve fare ancora di più e siamo pronti a fare la nostra parte. Siamo pronti ad essere generosi con il Fondo, siamo pronti a credere profondamente nell'investimento sulla flessibilità, anche perché se non ci fosse stata flessibilità tanti dei paesi da cui proveniamo e provenite non avrebbero oggi le condizioni economiche che hanno. Se non ci fosse stata la flessibilità la ricostruzione in Germania non sarebbe stata così semplice, se non ci fosse stata la flessibilità la politica sarebbe oggi cancellata da quest'Aula.

Ma quello che voglio dire è che in questi sei mesi ci pare di aver visto un cambiamento profondo nella direzione, ancora non nei fatti. Io ricordo il vertice di Ypres, era il giugno di quest'anno, ricordo la discussione molto dura con i miei amici e colleghi capi di governo, quando sottolineavamo l'importanza di investire sulla crescita, quando sottolineavamo l'importanza di investire in modo diverso sul rapporto tra economia e flessibilità. Quanto tempo sembra essere passato, eppure sono trascorsi solo sei mesi! Questi sono i due risultati che penso stiano insieme: investimento in politica con la politica, della Commissione che sceglie una direzione.

Utorok 13. januára 2015

Naturalmente potrei a lungo discutere dei risultati, l'accordo sul clima e sull'energia, la politica di passaggio da Mare Nostrum a Triton, la transizione istituzionale svolta a dispetto degli auspici negativi in un clima di positiva cooperazione, i meccanismi automatici di lotta all'evasione, l'investimento su una diversa politica di cooperazione internazionale, la declassificazione, che tanto stava e sta a cuore a questo Parlamento, degli accordi negoziali per il TTIP, gli OGM, anche con alcune sconfitte, ritengo Presidente Schultz che sia una sconfitta che sul *made in* gli impegni che questo Parlamento, inteso come Istituzione – perché fu nell'aprile dello scorso anno – ma comunque questo Parlamento inteso come Istituzione ha assunto chiedendo al Consiglio e alla Commissione di farsi promotori non sono stati portati a risultato positivo. Sul *made in* è incomprensibile la resistenza che alcuni paesi stanno facendo.

Per comodità, abbiamo presentato questo documento, è un documento che presenta tutti i risultati di questo semestre e mi consentirete, allora, di passare immediatamente alla seconda e conclusiva parte del mio ragionamento. Di tornare cioè alla domanda di fondo: siamo riusciti in questi mesi a ridare un'anima all'Europa? È difficile affrontare questo dibattito in un momento in cui la discussione sul significato profondo dell'Europa vede oggi contrapposta una demagogia imbarazzante contro quell'idea di luoghi della speranza e della politica dell'Europa che, per esempio, Sua Santità Papa Francesco – che ha voluto portare il suo intervento in quest'Assise proprio durante questo semestre – ha spiegato con questa chiarezza e con questa bellezza: l'idea dell'Europa come un qualcosa che serve al mondo e dall'altro il tentativo di investire sulla demagogia, sulla paura, il tentativo di bloccare e rannicchiare i nostri valori dentro una piccola cornice e dentro una fortezza. Il luogo dell'Europa non è la fortezza è la piazza! Il luogo dell'Europa non è la trincea è il museo, è la scuola! La parola chiave dell'Europa non è conflitto e scontro ma dialogo e incontro!

Allora da questo punto di vista, mi permetta signor Presidente, di essere molto chiaro: noi in questa stessa sede abbiamo aperto il semestre ricordando una giovane donna, Miriam che stava in Sudan in catene per la sua fede religiosa e sono orgoglioso e ho i brividi nel dire che l'Europa è che in questi sei mesi abbiamo permesso a quella donna di tornare alla libertà e di portare il suo bambino nato in un carcere a vivere libero. Perché per noi Europa è innanzitutto libertà. Presidente mi permetta di dire che sono emozionato pensando a quando il 20 agosto ho avuto – a nome anche vostro – la drammatica bellezza e la difficile situazione di entrare in un campo profughi a Erbil; io me la ricordo la reazione di un giovane ventenne, di tanti giovani ventenni, quando a Srebrenica l'Europa di fronte al genocidio non ebbe il coraggio di aprire bocca e anzi persino i caschi blu assistettero attoniti e squallidi di fronte alla violenza e al genocidio.

Oggi abbiamo di fronte a noi tanti luoghi in cui si perpetrano situazioni di dolore, terrore e orrore. Credo che l'Europa debba essere lì e lo sanno bene, amici del Parlamento europeo, quei cittadini che sono scesi in piazza a Parigi. Lo sanno bene perché alcuni commentatori hanno detto: la foto storica è la foto dei leader, no non è la foto dei leader che camminano insieme, la foto storica è la foto di un popolo, innanzitutto il popolo francese, alla cui storia di lumi e cattedrali, di ragione e di bellezza, io pongo entrando a Strasburgo, in una sede europea ma anche in una città francese, un omaggio, l'omaggio di tutte le italiane e di tutti gli italiani dopo quello che è accaduto; ma è anche, me lo lasci dire signor Presidente, quell'idea profonda, quella straordinaria esperienza che abbiamo fatto sentendo i canti della Marsigliese mentre camminavamo. Vedendo le immagini di donne e uomini che non si rassegnavano all'idea del terrore e della paura e che dicevano con la loro presenza in quelle piazze, che l'Europa è più grande delle minacce, che i nostri valori sono più forti dei loro attentati e che ciascuno di noi, se vuol essere davvero fedele all'idea di Unione europea e di unità europea, oggi ha il compito di identificare un nemico.

Perché il nemico c'è! Guai a chi finge di non sapere che il nemico ci sia! Certo che c'è il nemico, ma a quelli che dicono che il nemico è la religione, li invito ad andare a rileggere un grandissimo discorso fatto dal presidente egiziano – tra i tanti appuntamenti di questo semestre vorrei sottolineare come il bilaterale che abbiamo fatto sia al Cairo che a Roma, con gli egiziani, sia uno dei punti fondamentali di svolta per il Mediterraneo – ma quel discorso che Al Sisi ha tenuto il primo giorno dell'anno in un'università al Cairo, in un'università dove ha spiegato che il nemico non è la religione, ma è quell'ideologia che punta ad uccidere anche l'idea stessa di religione che persone e leader Al Sisi cercano di portare avanti quotidianamente.

Il nemico c'è, è l'ideologia, è il fanatismo, ma il rischio grande che noi corriamo non è quello di non vedere il nemico, è quello di pensare che la paura ci possa fermare, ci possa immobilizzare, ci possa bloccare; e allora io credo che rinchiudersi, isolarsi, alzare i limiti, alzare muri, significhi non essere europei. Signor Presidente qualcuno in queste ore sta andando oltre, nel dibattito politico, ma anche in quello culturale, e arriva a dire che noi dobbiamo in nome della nostra sicurezza vivere impauriti e rannicchiati. Siamo arrivati a dire che la parola identità è in contrasto con la parola integrazione, da uomo di governo, da uomo italiano, lasciatemelo dire da uomo di sinistra, io voglio dire con forza che non

Utorok 13. januára 2015

lascерemo mai la parola identità a chi grida più forte, perché la parola identità è una parola bella che ci appartiene, che ci riguarda, la parola identità è una parola che esprime il senso profondo dell'essere europei.

Io sono fiero delle mie radici, io sono fiero delle strade in cui ho giocato a calcio, io sono fiero delle scuole dove sono cresciuto, io appartengo alla mia terra, sono orgoglioso di essere europeo, italiano, fiorentino, sono orgoglioso di ciò che rappresenta la mia piccola storia personale, perché la mia identità è un tratto fondamentale. Il contrario di identità non è integrazione, il contrario di identità è anonimato, il contrario di integrazione è disintegrazione, è rottura, è distruzione.

Allora, noi oggi dobbiamo avere la forza di dire con grande chiarezza, con grande determinazione, che quando all'interno delle istituzioni europee e fuori si pensa di difendere la nostra identità rinchiudendoci in fortezze in nome della sicurezza, dobbiamo sempre ridire a noi stessi che libertà e responsabilità sono le precondizioni della sicurezza, che non c'è sicurezza possibile senza libertà in Europa e che in questo mondo i nostri nemici non potendo ucciderci puntano a cambiare il nostro modo di vivere. Noi non possiamo consentire a nessuno di cambiare il nostro modo di vivere, se volete chiamatela con le parole che ritenete più opportune; volete chiamarla guerra? volete chiamarla conflitto? potete chiamarla come vi pare!

C'è una realtà vera, lo spauracchio della demagogia può portare un decimale di voto in più, ma se qui saremo classe dirigente, se noi qui saremo leader e uomini capaci di guidare le istituzioni, la sfida di oggi è far tornare l'Europa a fare il proprio mestiere e questo passaggio mi porta a dire una cosa molto semplice per chiudere: se stiamo vedendo tornare la politica oggi in Europa è perché in questi mesi e in questi anni noi abbiamo visto che il mondo reclama più Europa, non meno Europa; però dobbiamo dire la verità: questo tipo di Europa che abbiamo costruito in questi anni ha dato l'impressione di essere troppo spesso un modello basato soltanto sull'economia, sui parametri, sui vincoli, sull'austerità.

Credo, signor Presidente, che al termine di questi sei mesi possiamo dirci che quest'atteggiamento è stato un errore e che quel cambiamento che la Commissione Juncker sta portando in questi sei mesi è un cambiamento che probabilmente andava immaginato negli ultimi sei anni, non negli ultimi sei mesi. Oggi il mondo cambia, il mondo sta cercando di investire sul futuro, l'Europa no! Noi siamo stati a Brisbane, insieme al G20, e le parole di crescita, investimenti e innovazione sono parole che sono risuonate ovunque. Noi dobbiamo essere alla guida di questo fenomeno di cambiamento, non in fondo.

Lo saremo soltanto se l'Europa tornerà a guardarsi negli occhi con la consapevolezza di chi rappresenta una superpotenza non economica, una superpotenza valoriale, la stessa superpotenza di valori che certa parte della demagogia vorrebbe cancellare. Nel lasciare il testimone alla Presidenza della Lettonia ricordo a me stesso che quando questo Parlamento fu chiamato all'elezione diretta fu sotto la Presidenza italiana, era il 1975. Sotto la Presidenza italiana si fece l'accordo perché si passasse al voto diretto e all'elezione diretta dei parlamentari europei, fu un momento molto importante, molto bello, molto significativo. Quarant'anni fa la Lettonia non soltanto non faceva parte dell'Unione europea, ma stava in una storia totalmente diversa.

Oggi dimostriamo che l'Europa è in grado di cambiare, dobbiamo anche pensare però, che questo cambiamento deve innanzitutto farci guardare, da un lato, alla politica di vicinato in modo diverso e questo è il lascito che noi diamo innanzitutto alla nuova Presidenza, politica di vicinato significa attenzione diversa al Mediterraneo, significa attenzione diversa all'allargamento dell'Unione europea, perché noi non possiamo fare a meno di Albania, Serbia, Montenegro, e non possiamo permettere che questa discussione sull'allargamento sia dettata e viziata dalla paura. Certo riguarda anche il rapporto tra Ucraina e Russia che è stato un tema tra i più delicati di questo semestre e che io temo continuerà ad attraversare la stagione che stiamo vivendo.

Nel darvi appuntamento ai prossimi appuntamenti internazionali dell'Italia, a partire dall'EXPO, che il 1° maggio affronterà un grande tema, per chi crede nella politica: nutrire il pianeta, cambiare la vita degli uomini. Questo significa fare un grande investimento sullo stile di vita, ma anche di lotta alla fame. Io vorrei lasciarvi non con un pensiero su Telemaco ma con un pensiero su Ulisse, perché è difficile – leggere più di due libri è difficile per alcuni di voi, lo capisco – però ho imparato cosa fosse l'Europa non nei corridoi delle istituzioni, ho imparato cosa fosse l'Europa, signor Presidente, nello studiare la storia della mia città. Nella mia città c'è un grande personaggio che è Dante Alighieri, che quando mette in bocca una piccola orazione a Ulisse, fa un riferimento che trovo straordinariamente efficace oggi, nel momento in cui vorrebbero rintanarci in casa impauriti e sconvolti, dice Dante facendo parlare Ulisse: *fatti non foste per viver come bruti, ma per seguir virtute e canoscenza*. Credo che sia un grande messaggio per ciascuno di noi, oggi.

Utorok 13. januára 2015

Il Parlamento europeo è a un bivio, scelga se immaginare di vivere come dei bruti, inseguendo un messaggio demagogico che forse potrà portare qualche mezzo punto in più ma che non consentirà di governare l'Europa e, dall'altro, c'è la possibilità di seguire virtù e conoscenza, cioè di essere europei. E noi emozionati e responsabili crediamo che oggi l'Europa sia il vero luogo della sfida di domani.

Con questo spirito, ringrazio le istituzioni per la cooperazione e dico al Presidente del Parlamento europeo che sempre l'Italia, fedele al suo messaggio di civiltà, di valori e di ideali continuerà a lavorare per un'Europa che sia sempre più dei popoli e sempre meno della burocrazia.

Jean-Claude Juncker, président de la Commission. - Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, cher Matteo Renzi, Mesdames et Messieurs, chers collègues, il y a de temps à autre des moments où il est difficile de passer d'un instant à l'autre. Vous avez, à très juste raison, évoqué, en ouvrant la séance d'aujourd'hui, la libération des camps nazis. Ceux qui sont nés longtemps après la guerre et ceux qui ont une connaissance livresque des événements dont vous parlez ne peuvent pas s'imaginer les douleurs et tragédies qui ont pu déferler sur l'Europe entre les années non seulement 1940 à 1945 mais aussi 1933 à 1945. Attention aux mauvais débuts, souvenons-nous de l'histoire et tirons-en les leçons qui conviennent.

Et puis nous sommes aujourd'hui réunis sur le territoire français. Comment pourrais-je oublier en ce moment le drame, la tragédie collective et individuelle qui vient de frapper la France au milieu de la semaine écoulée. Nous restons choqués, scandalisés, consternés, dégoûtés par ce qu'il vient de se passer à Paris. Oui, nous sommes tous Charlie mais, à travers le monde, il y a beaucoup de Charlie auxquels nous devons aujourd'hui penser. Cependant, comme nous sommes en France, je veux dire ici: «Vive la République et vive la France!».

(Applaudissements)

Nous sommes arrivés au terme de la Présidence italienne et à la veille de la Présidence lettone. C'est une circonstance qui invite à la réflexion.

Voilà le terme d'une Présidence italienne, une Présidence d'un État membre fondateur, et demain s'exprimera devant nous la première ministre lettone, d'un nouveau pays membre. Qui aurait cru en 1957 qu'en 2015 la Lettonie présiderait aux destinées de l'Europe? Qui aurait pu croire que demain nous entendrions le discours d'une première ministre lettone qui, en s'exprimant devant nous, symbolisera la réconciliation entre l'histoire et la géographie européenne et qui actera la fin du décret funeste d'après-guerre qui aurait voulu que l'Europe, à tout jamais, soit scindée en deux parties irréconciliables. Je dis aujourd'hui: «Vive l'Europe!» parce que demain, comme aujourd'hui, nous assisterons à un grand moment européen et nous pouvons être fiers de ce que nous avons réalisé au cours des décennies écoulées.

Nous voilà arrivés à la fin de la Présidence italienne à laquelle je voudrais rendre, mon cher ami, *carissimo amico*, tous les hommages possibles.

J'ai présidé dans ma vie ministérielle le Conseil à cinq reprises, dont deux fois le Conseil européen. Je connais ce sentiment de fin de Présidence. On est soulagé, on est heureux de remettre les clés à la Présidence suivante mais on est aussi frustré parce qu'on n'a pas pu faire tout ce dont on avait rêvé avant le début de la Présidence. Mais le gouvernement italien a fait beaucoup de choses. Il nous a notamment permis de nous mettre d'accord sur les budgets 2014 et 2015. Sur ce point, la coopération, la collaboration et la complicité entre la Présidence et la Commission furent totales et, avec l'autre branche de l'autorité budgétaire que vous êtes, Mesdames et Messieurs les parlementaires, nous avons pu faire ensemble du bon travail. Mais sans l'engagement, sans la volonté quotidienne de la Présidence italienne, ce résultat n'aurait pas été possible et si la Présidence italienne n'avait pas été capable de faire ce qu'elle a fait, nous nous trouverions aujourd'hui au milieu d'une crise budgétaire dont nous ressentirions les effets à chaque instant.

La Présidence italienne a su faire en sorte que nous puissions adopter toutes les décisions légales sur le mécanisme de résolution unique des défaillances bancaires, un pilier de l'Union bancaire. Ensuite, nous avons pu prendre appui sur la volonté de la Présidence italienne de nous faire avancer rapidement en matière d'investissement. Nous étions d'accord pendant la campagne électorale, au moment de l'investiture de la Commission par le Parlement, sur le fait qu'il faudrait que nous mettions en place un triangle vertueux: la consolidation budgétaire qui reste essentielle, les réformes structurelles qui sont importantes mais également une dimension de croissance et de création d'emplois qui a trouvé une première traduction concrète dans le plan d'investissement que j'ai eu l'honneur de présenter devant vous fin novembre.

Utorok 13. januára 2015

Sans la volonté, sans l'encouragement du premier ministre italien, la Commission aurait eu du mal à avancer aussi rapidement qu'elle l'a fait en matière de relance de la croissance européenne, qui reste une dimension essentielle des volontés politiques réunies de l'Europe tout entière.

Nous adopterons – et Matteo Renzi vient de le dire – aujourd'hui, cet après-midi en collège, tous les textes légaux qui sont en relation avec la mise en place du Fonds d'investissement. Nous adopterons aujourd'hui une communication de la Commission sur la flexibilité du pacte de stabilité et de croissance, la flexibilité dans le pacte de stabilité et de croissance et non pas à côté et en parallèle. Sur ce point comme sur d'autres, nous devons à l'enthousiasme de la Présidence italienne beaucoup d'éléments inspireurs de l'action de la Commission européenne.

Pour rendre un long discours plus compréhensible, je voudrais dire ici: «Oui, la Présidence italienne a fait, comme on le dit dans un français quelque peu approximatif, du bon boulot!». La Présidence italienne a été à la hauteur et je veux espérer que le gouvernement italien, lorsqu'il aura quitté la Présidence, se souviendra des inspirations nobles qui ont conduit son action pendant la Présidence et que l'Italie, grâce au génie de son peuple que je ne cesse d'admirer, restera européenne tout comme elle le fut pendant cette Présidence. Viva Italia!

Manfred Weber, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Kommissionspräsident, Herr ausscheidender Ratspräsident, Herr Premierminister, liebe Kolleginnen und Kollegen! Italien ist ein Kernland der Europäischen Union, wirtschaftlich von großer Bedeutung, kulturell von großer Bedeutung, historisch von großer Bedeutung für unser gemeinsames europäisches Haus.

Deswegen, Herr Premierminister, waren auch die Erwartungen vorhanden, die Erwartungen waren groß an die italienische Präsidentschaft, als gestartet worden ist vor einem halben Jahr. Ich möchte zunächst danke sagen, auch im Namen auch der EVP-Fraktion, für die Themen, die geleistet worden sind. Die Ergebnisse, dass wir heute einen stabilen Haushalt für 2015 haben, das ist mit ein Erfolg der italienischen Präsidentschaft. Dafür danke schön – dies signalisiert Stabilität und Stärke.

Die italienische Präsidentschaft hat das Thema Migration auf die Tagesordnung gesetzt. Ich sage danke bei Ihrem Innenminister, Angelino Alfano, der das Thema mit angesprochen hat, es mit auf die Tagesordnung gesetzt hat und damit einen Beitrag geleistet hat, dass wir als Europäer spüren, dass wir in einer gemeinsamen Verantwortung sind. Und wir hatten die großen Themen Flexibilität und Investitionen, die in diesem halben Jahr angesprochen worden sind. Deswegen zunächst einmal danke für die Arbeit, danke auch den Ministern und den Fachleuten für die Gestaltung.

Ich möchte mich zudem bedanken für Ihre Aussagen zum Thema Dimension, die historische und demokratische Dimension des letzten halben Jahres zu erkennen. Ihre klare Aussage, dass wir dem Wähler die Entscheidung gegeben haben, wer Europa führen soll, dass Sie auch als Ratspräsident das in den letzten Monaten unterstützt haben, war ein wichtiges Zeichen. Dass heute Jean-Claude Juncker auf dem Platz sitzt, haben die Wähler entschieden, weil sie die EVP-Fraktion zur größten Fraktion gemacht haben. Diese Grundaussage, dass die Wähler das entscheidende Wort haben – danke dafür, dass Sie das noch einmal unterstrichen haben.

Jetzt für die Zukunft: Die Aufgaben enden natürlich nicht. Auch die Verantwortung Italiens endet nicht. Ich habe über den alten Streit – Flexibilität, Investitionen – gesprochen. Sie sind darauf eingegangen. Sie haben davon gesprochen, dass wir das Europa der Wirtschaft vielleicht nicht mehr als so entscheidend sehen sollen, sondern mehr das Europa der Werte sehen sollen. Ehrlich gesagt geht mir dabei durch den Kopf: Warum müssen wir immer die Konflikte aufbauen im Sinne von Unterschiede aufbauen, das eine tun und das andere nicht so stark tun? Ich glaube, wir sollten uns doch bewusst sein, dass es nur miteinander funktioniert! Wir werden die Werte Europas intern gegenüber dem Bürger nur begründen können, wenn wir auch wirtschaftlich stark bleiben, und vor allem nach außen werden wir sie nur vertreten können, wenn Europa eine starke Wirtschaft bleibt.

Deswegen, glaube ich, sollten wir nicht das Gegeneinander aufbauen, sondern miteinander unterstreichen, was uns wichtig ist. Wenn Sie über den EFSI, den Investitionspakt reden, den Jean-Claude Juncker mit seiner Kommission heute Nachmittag legislativ auf den Weg bringen wird, dann, ja, verweist der zuständige Vizepräsident Katainen immer auf die Investitionsseite, dass wir in Europa mehr investieren müssen. Aber er unterstreicht genauso, dass Teil des Investitionspaketes ist, dass wir Strukturreformen voranbringen und dass wir bei den Zusagen für die Budgets, bei der Stabilität unserer nationalen Haushalte mehr leisten müssen.

Utorok 13. januára 2015

Wenn heute Nachmittag Flexibilität beschlossen wird, dann ist es unser gemeinsamer Wunsch klarzustellen, was Flexibilität heißt. Aber, Herr Premierminister Renzi, Sie haben im Europäischen Rat auch beschlossen, dass die Regeln – Sixpack, Twopack – unangetastet bleiben, dass sie so bleiben wie sie sind. Darin steht zum Beispiel, dass die Staaten sich bemühen sollen, bei der Gesamtverschuldung auf 60 % des Bruttoinlandsprodukts zu kommen. Ich glaube, dass beide Seiten richtig sind, dass wir Flexibilität interpretieren – und da hat die Kommission heute Nachmittag eine große Verantwortung, dass man klarstellt, was das bedeutet –, aber dass wir andererseits auch an das erinnern, was im Rat beschlossen worden ist, nämlich die Regeln nicht zu ändern. Mit Werten in Europa hat für mich übrigens auch viel zu tun, dass wir verlässlich sind und das, was wir den Menschen zusagen, auch umsetzen.

Meine sehr verehrten Damen und Herren, die heutige Woche hat einen anderen Ton, weil wir alle von Paris und von den Entwicklungen auf unserem Kontinent tief geprägt sind. Deswegen möchte ich zum Schluss noch einmal das unterstreichen, was uns als Europäer mit verbindet. Die Emotionen, die uns alle prägen, sollten uns nicht davon abhalten, einen guten Weg für unseren Kontinent zu gehen. Ich möchte vor allem deutlich machen, dass das, was das sogenannte Abendland ausmacht, nicht die Ideen sind, die von vielen radikalen Kräften in allen Ländern der Europäischen Union praktiziert werden. Abendland ist Solidarität, Abendland ist Subsidiarität, Abendland ist Aufklärung, d.h. Trennung von Staat und Religion, Glaubensfreiheit. Das sind die Punkte, die das Abendland ausmachen, und für die werden wir auch in Zukunft werben und kämpfen.

(Beifall)

Gianni Pittella, a nome del gruppo S&D. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, gentile Presidente Renzi, in quest'Aula lo scorso 2 luglio, nel discorso d'inaugurazione della Presidenza italiana lo ha ricordato qualche minuto fa, Lei disse che la grande sfida era quella di ritrovare l'anima dell'Unione europea. Domenica eravamo a Parigi, l'anima dell'Europa era lì, tra milioni di persone.

A chi vuole chiuderci in casa, a chi vuole alzare muri, instillare diffidenza, paura, noi abbiamo risposto domenica scendendo in strada, marciando uniti. L'attacco di Parigi non è semplicemente un attacco alla libertà di pensiero, di espressione, è un attacco alla sovranità europea – e sovranità europea significa che un popolo è libero di scegliere come vivere e che nessuno può imporci un modo di vivere che noi non vogliamo.

Attenzione quindi a non cadere nella trappola del terrorismo che vorrebbe trasformare le nostre società in fortezze sotto assedio: dopo l'11 settembre, l'America scelse di costruire più prigioni che *college*, non commettiamo lo stesso errore in Europa! Gli europei vogliono vivere in una società aperta, in cui libertà e sicurezza stiano assieme. Ritrovare l'anima dell'Europa non è quindi una formula retorica, vuol dire tornare ad occuparsi delle vite reali delle persone, delle loro ansie e delle loro speranze; vuol dire dare ai cittadini una vita libera e dignitosa e la prima libertà è quella dal bisogno. L'austerità cieca e sorda ha aumentato la disoccupazione, la precarietà e la povertà.

La Presidenza italiana ha posto le condizioni per rimettere l'Europa in marcia. A luglio, quando Lei parlò di investimenti da rilanciare, molti sorrisero, Presidente. Questo pomeriggio, come è stato ricordato dal Presidente Juncker e da Lei stesso, la Commissione approverà il regolamento del piano dei 300 miliardi. Abbiamo un piano per la crescita, con i punti di forza e anche con i punti di debolezza, sui quali il mio gruppo è impegnato a intervenire perché siano modificati. Nell'inaugurare il semestre Lei ha parlato anche di flessibilità, anche lì ci fu molta ironia: che è questa flessibilità di cui parla Renzi? Sembrava quasi una battaglia di Don Chisciotte! Renzi Don Chisciotte che viene qui e riesce a sgomitare e a togliere quel rigore con il quale è stato attuato il patto.

Oggi la Commissione presenta ufficialmente la comunicazione sulla flessibilità e io credo che conterrà elementi importanti di cui dobbiamo essere fieri. Grazie anche alla Presidenza italiana, siamo riusciti a fermare l'idea di chi voleva di fatto commissariare gli Stati membri, imponendo sanzioni se questi si fossero rifiutati di implementare le riforme decise da Bruxelles; quella che rischiava di essere una cattiva comunicazione si è trasformata in un ottimo punto di partenza.

Otteniamo una conquista importante, la regola d'oro dell'investimento, sembrava un sogno, una chimera: la regola d'oro sugli investimenti è una battaglia storica del nostro gruppo, il cofinanziamento degli investimenti europei anche di quelli previsti dal piano Juncker sarà scomputato dal patto di stabilità per quei paesi che non superano il limite del 3% del deficit. Anche il cofinanziamento dei Fondi strutturali, anche questo sembrava una chimera, un sogno, ed è un fatto! Un fatto rivoluzionario, certo! Andate a parlare con i cittadini, con le regioni, con gli attori privati, che non possono cofinanziare i Fondi europei. Sì, vogliamo ancora ottenere di più, ma questi sono fatti e risultati importanti. Mi permetta un'ultima citazione, Presidente Schultz, in un racconto di Borges: un bambino chiede a un uomo saggio se è capace di

Utorok 13. januára 2015

toccare le stelle e l'uomo saggio si china e tocca la terra! Ecco, senza rumore, con coraggio ma con realismo, questa Presidenza ha cominciato a cambiare l'Europa, dobbiamo andare avanti per il cambiamento con Lei, Presidente Renzi!

Ryszard Antoni Legutko, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, Prime Minister Renzi, in June you asked how the EU would look if we were to take a selfie. I am just wondering how the Italian Presidency would look today if it were to take a selfie, and my answer is that there would not be much in it – although that is not surprising, because from the very beginning there was going to be a minimalist legislative agenda reflecting the post-election situation. However, your presidency has managed to broker some agreements between Parliament and the Council on legislation, so let me enumerate some of these.

First, money-laundering: the problem here is that the agreement reached on the fourth directive should not only address the burden on innocent people who have been tied up in red tape, but should also indicate how we are to tackle the billions of euros that go towards organised crime and terrorism.

Second, GMOs: this is a highly divisive issue, and the deal we are going to vote on soon reflects the fact that some governments are definitely pro-GMO, while others are more cautious.

Third, the 2015 budget: it is true that you secured agreement on the budget, but that agreement still leaves significant unpaid bills. I think you missed an opportunity to take responsibility for this unsustainable situation.

Fourth, migration in the Mediterranean: I think that is a plus for you.

Fifth, the Trans-Atlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) talks. We are pleased that, under the Italian Presidency, the Council declassified negotiating directives and, given last week's publication of the legal proposals by the Commission, it is fair to say that there is more transparency around the agreement, and people's fears may be dispelled.

All in all, if I were to give you a grade, I would give you 'fair'. I do not know if you would be happy with that. Probably not, but it is quite good, so congratulations anyway.

Guy Verhofstadt, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, first of all I would like to say to Mr Renzi that I was pleased with his pro-European intervention, because I am a little anxious about Italy when I see that in the latest opinion polls the three main opposition parties have around 40%. That is normal in a democracy, but these three main opposition parties are now parties against the euro and against more European integration. So my wish for you is that you succeed in your reforms in Italy in order to stop this anti-European movement in your country, because we certainly need Italy at the centre of the European Union.

I would also like to thank Sandro Gozi, who did the concrete work and was the link with Parliament. I remember also the enormous contribution made by Giorgio Napolitano here in this Parliament at the beginning of the year, showing the way for the future. I think when we look at the Italian Presidency, the most important feature of your presidency was to end this discussion, as Mr Weber has indicated, between fiscal discipline on the one side and growth and investment on the other. We need both. I think that can be the conclusion of this whole debate.

But that is only the start of this work, because we now need this Investment Plan. I have to tell you, Mr Renzi, that what we need now – and I hope for your support in the next Council – is for all Member States to enter the guarantee scheme of that Investment Plan. The participation of Member States will not count in the Stability Pact – that is certain, and we have known that from the beginning – so there is no reason why all Member States should not enter the guarantee scheme of the Investment Plan to make it a success. I think that it is absolutely unacceptable that some of the Member States are saying that this is not their business.

Secondly, we need real structural reforms – not only the announcement of structural reforms – in the near future. Finally, we need a package of legislation to open these key markets, but we shall discuss that with the Commission later.

Utorok 13. januára 2015

I have only one disappointment with the Italian Presidency, and that is that the Telecoms Package has not been concluded. Let us be honest. We are talking here – everybody is talking – about investment, the digital world, Google... we need to have an answer to that. Are we not capable today, in 2015, of making an agreement with the Member States on the digital market and on the Telecoms Package, getting rid of the roaming charges, installing net neutrality? So that is my only disappointment, but I hope that in the next six months under the new Presidency, the Italians can push forward that absolute need for a digital market.

Curzio Maltese, a nome del gruppo GUE/NGL. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, domenica a Parigi milioni di cittadini hanno fatto finalmente battere il cuore dell'Europa ed è stata una consolazione nel dolore, vedere capi di governo sfilare in piazza, per una volta in nome di grandi valori invece che rinchiusi in vertici fumosi a discutere di decimali del 3%.

Sei mesi fa, Lei ci aveva illuso – una cosa che le riesce bene – spalancando un libro dei sogni con la ricetta magica per riavvicinare i cittadini europei a un'istituzione da Lei definita noiosa. Ha promesso di impegnare ambizione, energia, coraggio – doti che le riconosco – sono rimaste però parole! In sei mesi Lei ha messo molte energie nel cercare piccole scappatoie all'interno di trattati che vanno piuttosto riscritti o rottamati. O qualche pazzo crede davvero che l'Italia, col terzo debito pubblico del mondo, in presenza di recessione e deflazione, potrà mai applicare il *fiscal compact*? Non ha avuto l'ambizione di rivendicare un ruolo per l'area mediterranea diverso dal destino di periferia dell'Impero! Non ha avuto il coraggio di chiedere la fine dell'austerità che ha distrutto il ceto medio.

È stato un semestre poco europeo e molto italiano, Lei era molto impegnato a illustrare a italiani bizzarri cure omeopatiche come combattere la disoccupazione di massa rendendo più facile i licenziamenti o depenalizzando i reati fiscali per combattere l'evasione fiscale. Sei mesi fa il signor Verhofstadt ha detto che nel rapporto tra Italia e Europa si erano persi dieci anni dietro alle sciocchezze di Berlusconi, con oggi siamo a dieci anni più sei mesi!

Rebecca Harms, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Herr Präsident, sehr geehrte Kolleginnen und Kollegen, Herr Präsident Juncker, Herr Ministerpräsident Renzi! Ihre Ratspräsidentschaft war keine einfache, sie spielte in diesen Zeiten des Übergangs. Es wäre falsch gewesen, zu viel zu erwarten.

Ich hätte mich gefreut, wenn Sie etwas offener über die Probleme geredet hätten, die gerade auch in den letzten Tagen wieder zutage getreten sind; wir haben ja gestern sehr gut darüber geredet. Wir müssen alle zusammen den Bürgern Frankreichs dankbar sein, dass sie mit diesem *marche républicaine* der europäischen Politik quasi eine neue Chance gegeben haben, zwischen den politischen Lagern, aber auch zwischen der Politik und den Bürgern neu über die Werte und die Ziele zu verhandeln, über die wir seit langem reden. Gemessen an den Zielen Ihrer Ratspräsidentschaft ist es wichtig, jetzt neu darüber zu reden, wie aus Misstrauen wieder Vertrauen werden kann, und zwar nicht nur zwischen den verschiedenen Gruppen in unseren Gesellschaften, sondern tatsächlich auch zwischen Bürgern und Politik.

Ich hätte mich gefreut, wenn Sie in diesem Zusammenhang gesagt hätten, wie Sie das eigentlich sehen, was die Innenminister der Europäischen Union als Antworten auf die Herausforderung der Freiheit präsentiert haben. Nachdem ich gesehen habe, wie viele Daten in Frankreich über die Attentäter, die Mörder vorhanden waren, fühle ich mich eher verunsichert, wenn die neue Antwort die alte Antwort ist und mehr Daten angeblich mehr Sicherheit für Europa schaffen sollen. Über Integration, über Bildung, über all das werden und müssen wir reden. Aber auch als Grüne weiß ich, dass diese Sicherheitsherausforderung eine ernste Herausforderung ist. Trotzdem: Die bisherigen Antworten sind überhaupt nicht zufriedenstellend.

Sie hatten Flucht, Asyl, Einwanderung zu einer Priorität der italienischen Ratspräsidentschaft gemacht. Zurzeit würde ich sagen, dass diese Schrottdampfer, diese Schrotttanker, die immer mehr Menschen, verzweifelte Menschen, aus Asien und Afrika nach Europa transportieren, eigentlich das symbolisieren, was wir mit Dublin I, II und III angerichtet haben, und dass sie auch symbolisieren, dass Europa, obwohl wir wirtschaftlich nicht am Ende, sondern einer der reichsten Räume der Welt sind, bis heute nicht in der Lage gewesen ist, ein angemessenes Einwanderungsrecht zu schaffen.

Utorok 13. januára 2015

Griechenland und der Euro – ein großes Thema der Verunsicherung. Ja, da ist ein bisschen geschraubt worden an der Euro-Stabilisierungspolitik und der Krisenpolitik. Aber ich will an dieser Stelle für meine Fraktion noch mal sagen, dass ich nicht glaube, dass der Euro stabil werden wird, ohne dass die politische Elite es wagt, an die politische und wirtschaftliche Integration der Europäischen Union zu gehen. Nicht Herr Tsipras ist das Problem in Griechenland oder für Griechenland, das Problem ist, dass wir bisher nicht in der Lage waren, Vertrauen für eine wirtschaftliche und politische Integration der Europäischen Union zu schaffen.

Marco Zullo, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Presidente Renzi, sei mesi fa in quest'Aula Lei disse: se l'Europa si facesse un *selfie*, avrebbe il volto della noia, il volto della stanchezza, il volto della rassegnazione. A noi questa sembra l'esatta descrizione del suo semestre italiano di Presidenza.

Oggi in quest'Aula mi sembra di vedere un prestigiatore che tira fuori il coniglio dal cilindro, qua si spera di stupire tutti estraendo dalla giacca la promessa di un accordo per garantire maggiore flessibilità ai bilanci nazionali, vedremo! Purtroppo, dalle prime indiscrezioni, ci sembra di capire che quest'accordo riguarda appena il minimo di quello che ci si aspettava, ovvero che solo con gli investimenti per cofinanziare opere già individuate e promosse dalla Commissione stessa. Un po' poco rispetto alle premesse di luglio scorso!

Ci lasci dire che questo ennesimo colpo di scena non ci ingannerà più, non riusciremo a distrarci dal fatto che il suo è stato il semestre delle occasioni perdute – e questo lo dico perché quando ci si mette alla guida di un'istituzione così importante, bisogna dare assolutamente il massimo, perché se si traina con forza si porta vantaggio a tutti, altrimenti non facciamo altro che perdere tempo! È stata un'occasione perduta, la nomina della sua pupilla Mogherini ad Alto rappresentante per gli affari esteri, ha insistito per un ruolo di facciata quando avremmo potuto e dovuto chiedere un portafoglio che poteva davvero fare la differenza. Mogherini che, tra l'altro, non ha ancora portato a casa i marò.

È stata un'occasione perduta la crescita dell'occupazione, da Lei tanto sbandierata come priorità del semestre, ma sulla quale invece non è stato in grado di proporre alcuna misura concreta e questo lo vediamo in Italia dove il 43% dei giovani è senza lavoro e la disoccupazione totale ha toccato il 13,4%. È stata un'occasione perduta la tutela delle nostre imprese, le chiedevano a gran voce di trovare finalmente un accordo in Consiglio per difendere il *made in*, accordo che con una norma questo Parlamento le ha servito su un piatto d'argento, ma Lei ha vergognosamente gettato la spugna.

Sono state occasioni perse: – l'accordo sull'efficienza energetica, siglato al ribasso, svenduto agli interessi di chissà quali poteri forti; – il regolamento sugli OGM che condanna i nostri agricoltori a mettersi nelle mani delle multinazionali del biotech; – le politiche sull'immigrazione, miseramente limitate ad un programma, Triton, la cui dotazione finanziaria è ancora una volta rimessa solo alla buona volontà dei singoli Stati; – la mancata trasparenza sul TTIP, un accordo che rischia di mettere ulteriormente in difficoltà le aziende europee; – il programma sull'agenda digitale che non prevede investimenti concreti per rendere la nostra economia più moderna e competitiva.

Per tornare all'immagine del *selfie*, a Lei tanto cara Presidente Renzi, mi duole dirle che nonostante lo smagliante sorriso che si ostina a sfoderare in primo piano, dietro noi non possiamo fare altro che vedere le macerie!

Matteo Salvini (NI). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il semestre non è bocciato dalla Lega Nord, è bocciato da quest'Aula! Io vorrei che per dieci secondi i cittadini in tutt'Europa che ci stanno seguendo via TV e via Web non vedessero la mia bella o brutta faccia, ma grazie alle telecamere inquadrassero quest'Aula, girando: è il nulla, è il deserto, è la degna fine di sei mesi di chiacchiere, neanche gli uomini del partito di Renzi hanno perso qualche minuto del loro tempo per ascoltare il suo nulla, evidentemente quest'Aula deserta è la miglior risposta alle parole al vento di chi ci ha dato 80 pagine sei mesi fa. Abbiamo letto: Europa, un nuovo inizio!

Oggi ci dà altre pagine su quello che è stato fatto, cosa ci rimane in mano? Disoccupazione ai massimi storici; una moneta sbagliata come l'euro che nessuno rimette in discussione; sulla difesa delle imprese: zero; sulla difesa del *made in Italy*: zero; sulla difesa delle imprese europee dalle invasioni dei prodotti contraffatti dalla Cina: zero; cambiare la direttiva Bolkestein che sta mettendo a rischio migliaia di lavoratori del settore balneare: zero; difesa dell'agricoltura: zero; 4.000 aziende del riso a rischio perché siamo invasi dal riso che arriva dalla Cambogia: zero; aziende di frutta e verdura: zero, preferite fare gli accordi col Marocco, nel nome del dialogo chiudono le aziende e aiutiamo le multinazionali che vanno a investire in Nord Africa, geniale; ci occupiamo di problemi di mezzo mondo e ci sono due soldati europei da anni trattenuti in India, rimandati avanti e indietro: zero; immigrazione, avete cambiato i nomi ma non cambia il senso, potete chiamarlo Mare Nostrum, Triton, Pippo, Pluto o Paperino, è in corso un'invasione senza precedenti che mette a

Utorok 13. januára 2015

rischio l'incolumità di milioni di cittadini europei, su questo cosa avete fatto?: zero; la Russia, ma in un momento come questo invece di andare in giro a Parigi – giustamente come han fatto tante persone per bene – dialoghiamo con la Russia che deve essere un nemico contro l'estremismo islamico.

Di una cosa sono contento, di questo nulla, a pagina 11 del suo programma c'era l'intento di riavviare i negoziati per far entrare la Turchia in Europa, fortunatamente il suo nulla ci ha evitato anche il riavvio di questi negoziati. Grazie e in bocca al lupo ed evviva alla Lettonia che sicuramente saprà fare qualcosa di più rispetto alla drammatica Presidenza italiana.

Herbert Reul (PPE). - Meine Herren Präsidenten! Der einzige, der ganz konkrete Ergebnisse von diesem halben Jahr vorgetragen hat, war der Kommissionspräsident. Er hat nämlich davon geredet, dass der Haushalt und dass die Bankennabwicklung konkret zum Ergebnis geführt wurden. Das stimmt. Ansonsten wurde viel über die europäischen Werte und über das Vertrauen der Bürger geredet und dann als Konsequenz, Herr Ratspräsident, gesagt, das Wichtigste wäre, dass man jetzt die ganze Politik umkehren müsse, und das müsse jetzt stattfinden, das würde heute in den Kommissionssitzungen stattfinden.

Ich hoffe, es findet nicht statt. Denn das, was bisher die Politik war, war doch eine Politik von Verlässlichkeit, von Stabilität und von Wachstum! Das war doch der Versuch, auch über gegebene Worte und gegebene Verabredungen, die wir gemeinsam getroffen haben – Sixpack, Twopacks – Schritt für Schritt voranzukommen. Wir sind da auch Schritt für Schritt vorangekommen, wenn ich das richtig sehe, wenn ich mir Spanien angucke, wenn ich mir Irland angucke. Es ist doch in vielen Staaten vorangekommen. In einigen ist es nicht so gut vorangekommen, das stimmt.

Aber da muss man doch die Frage stellen, woran das liegt. Ist die Antwort, dass man jetzt einfach alles über Bord wirft, dass man jetzt Investitionen anrechnen lässt, Stabilitätskriterien locker macht, dass man nur noch davon lebt, dass man Strukturreformen versprechen muss, sie aber gar nicht einhalten muss? Ich glaube nicht.

Das Vertrauen der Menschen wird davon abhängen, ob wir Ergebnisse liefern, ob wir Fortschritte liefern, ob die Menschen spüren, dass es wirklich vorangeht, dass wir Wachstum hinkriegen. Das hängt nicht von mehr Geld ab, das hängt auch nicht von mehr Programmen ab, sondern das hängt von Verlässlichkeit ab. Dazu gehört auch, dass das, was man einmal beschlossen hat, auch eingehalten wird. Das würde ich mir wünschen von der Kommission, vom Parlament und vom Rat und übrigens auch von den Mitgliedstaaten.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Vicepresidente

Bill Etheridge (EFDD), blue-card question. – I wonder: would you agree with me that what we have seen from Mr Renzi today is a virtuoso performance with absolutely wild ideas and arrogance beyond words when describing the people who oppose him? Or maybe you agree with him that people like me – who are just poor brutes and who do not have the opportunity to have a democratic point of view – should maybe be quiet in the face of such civilised and learned people and not bother representing the people who voted for us?

Herbert Reul (PPE), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Herr Kollege! Ich finde, diese Präsidentschaft hat ein paar Ergebnisse gebracht, die sind vorgetragen worden. Dann hat der Ratspräsident politische Forderungen vorgeschlagen, dass hier alles umgekehrt werden muss. Das teile ich überhaupt nicht. Das habe ich genauso präzise und klar gesagt. Das ist der Unterschied. Daraus würde ich aber nie eine allgemeine Beschimpfung von Politik und Politikern ableiten. Das bringt nämlich überhaupt nichts. Damit kommt man auch keinen Schritt vorwärts.

Utorok 13. januára 2015

Elisa Ferreira (S&D). - Senhor Presidente Juncker, Senhor Primeiro-Ministro Renzi, a Presidência italiana será lembrada por uma série de iniciativas, nomeadamente no que diz respeito ao fundo de resolução bancária ou ao branqueamento de capitais, mas será sobretudo lembrada por ter tido a coragem e a inteligência para colocar na agenda política algumas das questões essenciais para a sobrevivência do euro e do projeto europeu.

A conciliação entre a disciplina das contas públicas e a sobrevivência da economia e do emprego ou a necessidade de não matar o investimento estratégico só porque é preciso conter a despesa pública podem parecer assuntos triviais e, no entanto, não o são.

A Presidência italiana trouxe estes temas seriamente como temas de discussão das políticas fundamentais da Europa. A Comissão Europeia é nova, mudou, o Parlamento mudou, a Europa continua, no entanto, mergulhada na estagnação com riscos de deflação, com um desemprego assustador e com a perda de confiança dos cidadãos no projeto europeu.

É verdade, a Presidência italiana não trouxe ainda o choque de energia e vitalidade de que a Europa necessita urgentemente, mas talvez isso fosse impossível. Mas depois de anos de dogmatismo, de austeridade cega e empobrecedora e sem esperança, a nova Comissão Juncker e a Presidência italiana começaram a abrir os temas que interessam e a apontar na direção certa. Nada fica concluído, mas abriram-se as portas para o trabalho que temos de fazer, certamente a nível de cada país, mas certamente também a nível coletivo, agora que estão evidentes os limites e as lacunas da arquitetura europeia e, sobretudo, da moeda única.

A reflexão tem de continuar. Eu faço votos para que a Presidência letã não perca o momento, mas faço votos também de que a Itália, uma vez no Conselho, não perca o rumo. A Europa precisa da Itália, os cidadãos representados aqui nesta Casa precisam de reencontrar a esperança e de reencontrar sobretudo a alma da Europa. Obrigada à Presidência italiana e abre-se uma luz de esperança na nossa frente.

Ivan Jakovčić (ALDE). - Gospodine predsjedniče, želim najprije čestitati Italiji na predsjedanju Europskim vijećem i želim iskoristiti ovu priliku, poštovani premijeru Renzi, da se zahvalim i na tome što je napokon lansirana Jadransko-jonska strategija Europske unije u uvjerenju da će zemlje koje su obuhvaćene ovom strategijom imati novu priliku. Četiri zemlje članice Europske unije, Italija, Hrvatska, Slovenija i Grčka, i četiri zemlje nečlanice, koje su sastavni dio ove Jadransko-jonske strategije, imaju razloga očekivati mnogo.

Ja vas pozivam, gospodine premijeru, da Italija, u ovih narednih godina stvaranja ove strategije, zaista ostane vjerna toj strategiji jer će biti vrlo teško bez snažnog uključivanja vaše države da ta strategija zaista i zaživi. Velika su očekivanja na Balkanu, na često nemirnom Balkanu, vezano za ovu strategiju i očekujem vaše aktivno sudjelovanje u realizaciji strategije.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, io proporrei di abbandonare la metafora del *selfie*, si rischierebbe di vedere molto fumo della retorica dietro questo *selfie* e magari in controluce la scritta: *lasciate ogni speranza o voi che entrate*. Propongo di abbandonare questo gesto narcisistico e guardare negli occhi la generazione che è stata chiamata Erasmus, che è stata chiamata Telemaco e che si scoprirebbe essere la generazione con la disoccupazione giovanile più alta che l'Europa ricordi.

Voglio smontare una per una le parole che qui ho sentito nominare:

— crescita; crescita sarebbe il piano Juncker?

— flessibilità; flessibilità sarebbe il rispetto di tutti i trattati e i patti di stabilità come veniva ricordato in quest'Aula? Oppure la sottrazione di democrazia del TTIP? Oppure l'EXPO in cui lavoreranno migliaia di giovani senza retribuzione?

Credo che la speranza per l'Europa venga dalle migliaia di persone che hanno manifestato in Italia contro un ulteriore processo di precarizzazione, con lo sciopero sociale, con lo sciopero generale e venga dalla Grecia. Non si può parlare di Europa, ipotizzando che la Grecia venga espulsa dal nostro continente. Crediamo che in Grecia con la vittoria di Alexis Tsipras si possa riaprire la speranza di un'altra Europa possibile.

Utorok 13. januára 2015

Alain Lamassoure (PPE). - Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, en tant que Français, je voudrais vous remercier pour votre participation à la manifestation historique de Paris et pour les paroles sensibles et justes qu'elle vous a inspirées. Je voudrais également remercier Jean-Claude Juncker pour les mots sortis du plus profond de son cœur.

Monsieur le Président du Conseil, nous vous rejoignons quand vous dites, que pendant cette période de six mois, ce que vous avez fait de plus utile pour l'Europe, ce sont finalement les réformes réalisées en Italie même. D'autres gouvernements, dont celui de mon pays, pourraient s'inspirer de votre courage.

Le bilan européen proprement dit n'est pas tout à fait au niveau des ambitions verbales qui avaient été affichées à l'origine. J'évoquerai simplement deux résultats ambigus.

Premièrement, le budget. Oui, l'Union a un budget en 2015, mais l'arriéré des 25 milliards de factures non payées empêchera la Commission européenne de lancer toute nouvelle politique cette année.

Deuxièmement, le contrôle maritime en Méditerranée. Nous saluons la performance et le courage de la marine italienne avec l'opération Mare Nostrum. Triton lui a succédé, mais n'a pas d'argent et risque d'être moins efficace pour sauver les naufragés et maîtriser la pression migratoire.

Dans les deux cas, les problèmes de fond ont simplement été renvoyés à plus tard.

(L'orateur accepte de répondre à deux questions «carton bleu» (article 162, paragraphe 8, du règlement))

David Coburn (EFDD), blue-card question. – Do you not agree with me, Mr Renzi, that the Italian Presidency will be remembered only for two things: the collapse of the euro and the potential exit of Greece and Italy and, of course, the LuxLeaks scandal, which has been dogging this presidency?

Giulia Moi (EFDD), Domanda «cartellino blu». – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ha detto che la Presidenza italiana l'ha ispirata, io vorrei sapere se l'ha ispirata anche per quanto riguarda le truffe e le ruberie che stanno venendo a galla, che la nostra classe politica ha portato avanti in tutti questi anni. L'EXPO a Milano, c'è la mafia, ci sono infiltrazioni di 'ndrangheta e per anni non hanno fatto niente e hanno nascosto tutto; il MOSE a Venezia, hanno rubato fondi pubblici per miliardi e non hanno mai detto nulla e sono tutti corrotti e nessuno è colpevole e tutti hanno patteggiato; a Roma, c'è la mafia capitale e tutto questo l'ha ispirata? Complimenti!

Alain Lamassoure (PPE), réponse «carton bleu». – Je dirai aux deux intervenants qu'à la différence d'eux, je ne suis pas un fédéraliste européen. Par conséquent, je considère que ce qui a pu se passer en Grèce, au Luxembourg et dans d'autres pays européens pendant ces six mois ne dépendait pas de l'Union européenne ou de la Présidence italienne, mais de chacun des pays concernés.

De la même manière, je dirai que les reproches qui peuvent éventuellement être faits à la politique italienne ne doivent pas être adressés au Parlement européen, mais au premier ministre italien ici présent.

Roberto Gualtieri (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, credo che le parole con cui il Presidente Juncker ha oggi riconosciuto che le due importanti decisioni che il Collegio dei Commissari si accinge a varare, cioè il regolamento sul piano di investimenti e la comunicazione sulla flessibilità, sono state ispirate dalla Presidenza italiana, dovrebbero chiudere il dibattito sui risultati di questa Presidenza che solo vedo un'inguaribile provincialismo fazioso un po' autolecionista si ostina invece ad alimentare in Italia e in parte anche in quest'Aula.

Utorok 13. januára 2015

Sono risultati concreti, di grande rilievo, che vanno ben oltre i tradizionali compiti di una Presidenza semestrale, sono risultati importanti nel merito. Comprendo il nervosismo del collega Weber, ma la comunicazione dimostrerà in modo inequivocabile che le regole contengono la flessibilità e il problema è che negli anni precedenti queste regole, cioè la flessibilità nelle regole, non sono state applicate con grandi danni non per le regole stesse, ma per l'economia del nostro continente. Sono risultati importanti soprattutto per il metodo, questa Presidenza ha insistito, ha investito sulla nascente dimensione politico parlamentare dell'Europa e se le strade e le piazze di Parigi ci hanno dimostrato che l'Europa non è solo procedura, credo che questa scommessa di una nascente Europa politica costituisca il lascito principale e più duraturo della Presidenza italiana.

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 149, paragrafo 8, del regolamento)).

Mara Bizzotto (NI), Domanda «cartellino blu». – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Lei parla di risultati concreti, io so che in Italia il debito pubblico è aumentato, la disoccupazione è aumentata, le imprese che chiudono sono aumentate. Lei li ha letti questi dati? Lei parla con i cittadini, con gli imprenditori? Perché quest'ottimismo che Lei e il nostro primo ministro Renzi esprime non si percepisce in Italia! La situazione sta solo peggiorando, quindi basta con queste annunciazioni e queste belle parole, perché in concreto i problemi ci sono e sono aumentati in questo semestre europeo.

Roberto Gualtieri (S&D), Risposta a una domanda «cartellino blu». – Signor Presidente, onorevoli colleghi, vedo che siamo in pieno dibattito nazionale, comunque l'economia italiana versa in una situazione preoccupante anche per effetto di scelte sbagliate compiute per molti anni, comprese quelle compiute dai governi ai quali Lei e il suo partito per molti anni hanno dato la fiducia. In questo semestre sono state per la prima volta poste le basi per un cambiamento di rotta della politica europea.

Certo aspettarsi che una comunicazione approvata alle ore 13.00 abbia retrospettivamente i suoi risultati forse è un po' troppo per qualsiasi Presidenza, anche penso *Superman* non riuscirebbe a fare questo. Credo che con i risultati che oggi – con tutti i loro limiti – il Collegio dei Commissari varerà, noi poniamo le basi concretamente per un cambio di indirizzo della politica europea e questo è un fatto che non può non essere riconosciuto ed è uno straordinario successo politico.

Fredrick Federley (ALDE). – Mr President, I must also thank Mr Renzi for what he has been able to achieve during the last six months. Mr Renzi, you came along with an ambitious agenda at a time when the financial crisis was still hitting hard on all of the Western world. You also came at a time when we have a new Parliament, when we have a new Commission. I would like to stake out two points where I actually feel that we – and especially the Presidency – could have done much more.

The first one is the digital single market, which my leader, Guy Verhofstadt, also mentioned. But the second one is maybe the biggest task that we have to address for the future, and that is the climate goals, where the Council actually lowered the ambitions which were set high by this House. I do hope that slowing down on the Green path for the future does not mean that we lose investments and pace for the future, because that task is something we have to keep up during the whole legislature to be able to tackle the tasks that we have to address in the future for business and especially for the citizens of Europe.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Maria Grapini (S&D), Întrebare adresată conform procedurii „cartonașului albastru”. – Ați subliniat foarte bine. Ați spus că dumneavoastră constatați că Comisia Europeană a scăzut anumite pretenții, v-ați legat doar de mediu - personal, cred că și alte pretenții pe care noi, ca Parlament, le-am susținut. Sunteți dispus să susțineți o rezoluție a grupului nostru pentru îmbunătățirea programului Comisiei?

Fredrick Federley (ALDE), blue-card answer. – I am always in favour of taking steps forward when it comes to Green policies, because I am among those in this House who believe that the future lies on the Green path, which is beneficial for our industries and economies, as well as for jobs. However, we are not speaking about the Commission's working programme at the moment; we are reviewing the Italian Presidency.

Utorok 13. januára 2015

I think more could have been done, but actually much was also achieved if we take the circumstances into account: a new Parliament, a new Commission and also the devastating effects of the financial crisis that we are in. But that does not mean that we have an excuse not to do the right things on the Green path.

Elisabetta Gardini (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, devo dire che è evidente sotto gli occhi di tutti che nonostante la buona volontà che ci stiamo mettendo, caro Presidente, non c'è un grande entusiasmo, ci saremmo aspettati qualcosa di più concreto. Dopo tanti anni che si sta in Europa anche noi italiani abbiamo preso una buona abitudine di diventare concreti, perché qui siamo abituati a entrare nel merito e, allora, se abbiamo in qualche modo aperto un credito nel discorso di apertura, quando Lei con tantissime belle parole ci ha comunque trasportato verso l'Europa futura e futuribile, oggi questo slancio che Lei continua ad avere verso l'Europa che si ostina a declinare al futuro, è un pochino fuori tema.

Noi oggi qui siamo per fare un bilancio, quindi sicuramente ci sarà tutto in quelle carte, ma forse era più utile poterle aprire le carte qui in questo momento per avere un po' di dibattito tra di noi. Non è che abbiamo tantissime occasioni e questa del semestre italiano oggi si chiude e il bilancio non è dei più entusiasmanti. Ci saremmo aspettati ripeto qualcosa di più concreto, qualcosa di più concreto sui *file* che sono rimasti lì interrotti, sui quali noi continueremo a lavorare alacramente convinti che siano cose importanti per i nostri concittadini, ma ci saremmo aspettati qualcosa di più sull'economia e sullo sviluppo.

Lei ha accennato al *made in*, ha accennato a tante cose che non sono state concretizzate ma soprattutto non ha detto nulla e non ha dato qualche indirizzo su come gestire le emergenze di queste ultime ore della missione Tritone, nulla sull'atteggiamento che l'Europa dovrebbe avere verso l'ISIS che è diventato esempio e ricovero per tutti i terroristi islamici di tutto il mondo.

Neppure l'auspicio che le spese per la sicurezza vengano scorporate dal patto di stabilità, questa potrebbe essere una cosa che si potrebbe fare credo in poche ore. Dal Telemaco con cui avevamo cominciato a fare il viaggio sei mesi fa, penso che ci sia rimasta l'immagine di quel ragazzo un po' spaesato che vedeva la mamma tessere e disfare con lo sguardo puntato verso l'orizzonte aspettando nuove che tardavano tanti anni ad arrivare. Speriamo di fare meglio nei prossimi sei mesi!

(L'oratrice accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Mercedes Bresso (S&D), Domanda «cartellino blu». – Signor Presidente, onorevoli colleghi, volevo chiedere all'on. Gardini: noi qui non facciamo che dire che il nostro obiettivo principale è far tornare l'Europa alla crescita e la crescita sono investimenti. Ora, sono due risultati – quello non solo del piano Juncker, ma della possibilità attraverso la *Goldenrule* di poter attivare investimenti direttamente e indirettamente anche degli Stati – assolutamente essenziali. Non crede che questi siano risultati concreti? Gli altri ne hanno già citati altri e non ho tempo di farlo io, ma questi mi sembrano molto concreti e soprattutto nella linea assoluta di quello che noi in questi brevi mesi abbiamo chiesto, ma che Lei sicuramente ha chiesto in passato inutilmente.

Elisabetta Gardini (PPE), Risposta a una domanda «cartellino blu». – Signor Presidente, onorevoli colleghi, credo che su questo troviamo una linea comune non credo che sia una cosa astrusa. Mi fa piacere che la Presidenza italiana – come ha detto prima il Presidente Junker – abbia collaborato e non ostacolato ma aiutato su questa strada ma era una strada che era già stata intrapresa per esempio per quanto riguarda il PPE, ancora nella primavera scorsa molto prima del semestre italiano, nel nostro congresso di Dublino. Di concreto, voglio dire, anche per come verrà declinato questo discorso in Italia non abbiamo saputo nulla. Va benissimo, ma ne ha parlato il Presidente non ne ha parlato il Presidente del Consiglio.

Jörg Leichtfried (S&D). - Herr Präsident, Herr Premierminister! Sie sind in einer bewegten Zeit Ratsvorsitzender geworden. Es hat im wahrsten Sinne des Wortes der Wind geweht, und wenn der Wind weht – das weiß ich als Segler – dann gibt es immer zwei Arten von Leuten: Die einen ziehen sich in die heimischen Mauern zurück und die anderen setzen Segel und versuchen, irgendwohin zu kommen. Ich habe das Gefühl, Sie haben versucht, Segel zu setzen. Aber dieser Tanker Europäische Union ist halt trotzdem auch bei gutem Wind schwer zu steuern und darum geht auch nicht alles immer so, wie man will, und es erfordert vor allem harte Arbeit.

Utorok 13. januára 2015

Diese harte Arbeit habe ich von der italienischen Ratspräsidentschaft erfahren. Ich war Chefverhandler für die sogenannten Gialiner, diese Riesentrucks, die manche durch Europa fahren lassen wollen. Es ist mit harter Arbeit gelungen, ein vernünftiges Paket, eine vernünftige Lösung zu schaffen, womit jetzt alle zufrieden sind. Das ist gut so, das zeichnet Ihre Präsidentschaft aus, und da verstehe ich die Kolleginnen und Kollegen nicht, die sich an dieser Arbeit überhaupt nicht beteiligen, die immer gegen alles sind, die hier rechts hinten oben sitzen und Ihnen dann vorwerfen, dass nichts weitergeht. Kolleginnen und Kollegen, das ist einfach nur scheinheilig.

Cecilia Wikström (ALDE). - Herr talman, kommissionsordförande Juncker, premiärminister Renzi! Jag skulle vilja ta tillfället i akt att tacka det italienska ordförandskapet för ett mycket gott arbete på område efter område.

Efter de senaste dagarnas händelser i Frankrike känns det dock nästan lite futtigt att diskutera små saker som till exempel varumärkesregler, men kanske det är det som är styrkan i vår union – att vi samtidigt klarar att hantera stora viktiga frågor och lite mindre.

Som föredragande för reformen av de europeiska varumärkena har jag haft förmånen att arbeta med mycket skickliga diplomater och experter. Tack vare de stora framsteg som vi gjort, är jag övertygad om att vi snart kommer att lösa denna fråga.

Medborgarnas Europa förstärktes i sorgen som manifesterades av tre och en halv miljoner medborgare under helgen. De förväntar sig av oss att vi nu försvarar öppenhet – det öppna Europa där grundläggande rättigheter är en hörnsten. Därför är det nu så viktigt att det är detta vi slår fast och verkar för i allt vi gör.

Luis de Grandes Pascual (PPE). - Señor Presidente, yo me uno sin problemas a los que han hecho elogios del éxito de la Presidencia italiana el día que rinde cuentas de su mandato. Creo que, en el ámbito económico, se puede decir que lo han hecho bastante satisfactoriamente y que ha habido datos y conductas que han permitido la reactivación y el crecimiento, y esa recuperación ya se percibe como sólida. Y en este punto, permítame, señor Presidente, que cite a España.

Además, ha sido en este tiempo en el que se ha establecido el plan Juncker, esperanza y eje central del futuro. En el ámbito de los transportes, quiero citar que se ha dado una solución y se ha alcanzado un buen acuerdo sobre el cielo único europeo. En política exterior, hay que destacar el lugar que sigue y seguirá ocupando la crisis ucraniana. Y los ataques terroristas de estos días nos demuestran que es necesario fortalecer el espacio de libertad, seguridad y justicia.

En concreto, consideramos que resulta prioritaria la puesta en marcha del registro de pasajeros PNR. Y queremos decir con toda solemnidad: para garantizar las libertades es inexcusable que se refuerce el papel de la seguridad. La seguridad no es un derecho fundamental, pero sí es un bien jurídico que resulta esencial para preservar la garantía y el ejercicio de las libertades.

Olga Sehnalová (S&D). - Pane předsedající, Itálie se ujala předsednictví v období obměny evropských institucí. Během posledních šesti měsíců byl ustaven nový Parlament, zvolena nová Komise, nastoupili vedoucí představitelé Evropské unie. Předsednictví se s nelehkým přechodem mezi dvěma legislativními cykly vypořádalo důstojně, ať už prací v rámci vlastních priorit, ale také pokračováním v práci nedokončené.

Jako zpravodajka legislativního návrhu na zavedení veřejného systému tísňového volání eCall jsem měla příležitost osobně spolupracovat se zástupci italského předsednictví. Byla to spolupráce konstruktivní. Díky intenzivnímu nasazení italských kolegů se podařilo dosáhnout shody mezi členskými státy i Parlamentem. Výsledkem je podpora návrhu, který má pozitivní dopad na každodenní život občanů a přispěje k posílení bezpečnosti na evropských silnicích.

Proto bych chtěla využít této příležitosti, abych Vám, pane premiére, i Vaším kolegům upřímně za Vaši práci poděkovala.

Mariya Gabriel (PPE). - Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président de la Commission européenne, à l'issue de cette Présidence, je crois que nous pouvons vous féliciter d'une transition institutionnelle réussie entre deux Commissions d'une envergure démocratique différente. Mais cette transition a accru votre responsabilité politique. C'est pourquoi j'aimerais revenir sur quatre priorités.

Utorok 13. januára 2015

Tout d'abord, je tiens à saluer l'adoption des conclusions sur la gestion des flux migratoires et le lancement du processus de Khartoum avec les pays de la Corne de l'Afrique. On peut ainsi constater une plus grande synergie entre la politique de migration et les politiques extérieures. C'est la direction à prendre pour instaurer une véritable diplomatie en matière de migration.

Néanmoins, je reste beaucoup plus réservée en ce qui concerne l'opération Triton et ses moyens pour atteindre l'objectif d'une politique solidaire et efficace. S'agissant de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, je constate que les portes de l'espace Schengen sont encore restées fermées pour la Bulgarie et la Roumanie, malgré le respect des critères techniques. Le blocage politique ne doit plus durer.

Troisièmement, nous avons vu ce qui s'est passé avec *South Stream*. La politique de l'énergie doit être conçue aujourd'hui comme un instrument d'intégration régionale qui permettra aux États membres – dont la Bulgarie – de continuer à soutenir le projet européen tout en ouvrant les perspectives de bénéfices mutuels avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Je félicite à ce propos la Présidence italienne pour la conférence interministérielle tenue à Rome en novembre dernier avec les pays Euromed.

Enfin, je regrette que cette Présidence n'ait pas permis d'avancer sur le seul dossier législatif crédible en matière d'égalité hommes-femmes: la directive sur l'équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs des sociétés. C'est une occasion manquée et j'espère qu'à l'avenir, cela ne sera plus le cas.

Marc Tarabella (S&D). - Monsieur le Président, Monsieur le Président Renzi, comme l'a souligné le président Juncker, vous avez pu obtenir un accord sur les budgets 2014 et 2015. On a pu également souligner votre volonté de mettre en avant la relance et la croissance. Mais votre Présidence aurait pu être meilleure si vous n'aviez pas cumulé deux handicaps de calendrier.

Le premier, on le vit tous les cinq ans. C'est celui du renouvellement des institutions: l'installation du Parlement le 1^{er} juillet, au début de votre Présidence, puis l'installation de la Commission, présidée par M. Juncker, le 1^{er} novembre. Il est normal que la production législative en ait souffert.

Le deuxième handicap, c'est celui vécu par toutes les présidences de second semestre, qui commencent à travailler lorsque, tout doucement, on entre en été, avec deux mois qui ne sont pas deux mois d'arrêt de travail – en tout cas, le mois de juillet a une continuité –, mais qui sont un handicap. Aussi ma proposition est la suivante: ne pourrait-on pas réfléchir à faire commencer les présidences semestrielles le 1^{er} février et le 1^{er} août, de manière à mieux répartir les deux mois d'été qui sont nécessairement moins productifs?

Massimiliano Salini (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, io sono parlamentare per la prima volta e ascoltando questo dibattito ho avuto la sensazione che molte delle cose che sono state dette dopo il suo intervento sarebbero state dette comunque. Qualunque cosa avesse fatto durante la Presidenza italiana e questo a me dispiace perché rende il dibattito un po' deprimente e toglie efficacia anche ad alcune legittime critiche che potrebbero arricchire il nostro lavoro.

Io sono tra quelli che ritengono che la presenza di un piano di investimenti da più di 300 miliardi di euro sia un fatto e un fatto positivo, sarebbe stato peggio non averlo. Quindi parto da questo, molto umilmente. Mi metto nella disponibilità di fare anche alcuni ragionamenti di merito, quel piano è un piano che ha caratteristiche buone ma anche con d'ombra, la leva finanziaria dall'1 al 20 è impegnativa. Ad esempio toglie diritto di ingresso in questo piano a molti investimenti che invece sarebbero strategici, ma che hanno poca capacità di generare profitto, faccio l'esempio degli investimenti in ambito ferroviario.

Gente che ha voglia di lavorare sul concreto dei problemi, gente che ha voglia di andare fino in fondo in questo grande tentativo, in questa grande avventura di costruire un'Europa che non sia l'oggetto di un dibattito o di un convegno, ma sia un luogo dove crescere e far famiglia e fare impresa, c'è. Io le assicuro che c'è. Tante volte è vero, quest'Aula è vuota, purtroppo spesso quelli che accusano quest'Aula di essere vuota qua non ci sono, però quello che io dico è che quelli che ci sono hanno voglia di lavorare e di studiare, sapendo che la nostra proposta è una proposta che ha radici chiare e le ripeto ancora una volta: sono radici giudaico cristiane che in questo momento sappiamo sono state messe sotto attacco. Non aspettiamo altri segnali!

Utorok 13. januára 2015

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Marco Valli (EFDD), *Domanda «cartellino blu»*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, grazie per avermi dato la parola dopo il terzo cartellino blu che non ascoltava e che non ha visto, forse. Volevo chiederle, Salini, visto che Lei è nuovo però siede in un partito qua al Parlamento europeo che sostiene fortemente il patto di stabilità e crescita se quanto non raggiunto dal Presidente Renzi in questo semestre per modificare il patto di stabilità e crescita e poi il *fiscal compact* sarà poi sostenibile per gli italiani dal punto di vista fiscale? Questa è la mia domanda: voglio sapere se per Lei questo è sostenibile, perché gli italiani devono sapere che si impoveriranno nei prossimi anni.

Massimiliano Salini (PPE), *Risposta a una domanda «cartellino blu»*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, io sono convinto di una cosa, ho fatto anche l'amministratore locale, ho fatto il presidente della provincia e quindi il patto di stabilità l'ho vissuto sulla mia pelle. Non è vero che il patto di stabilità ci impedisce di esistere, impedisce di esistere a chi non ha proposte alternative per amministrare la cosa pubblica. Noi – e oggi pomeriggio sulla revisione del regolamento sul piano lo discuteremo – abbiamo chiesto non di evitarlo, il patto di stabilità, ma di rivederlo, di riconcepirlo, quindi le sue preoccupazioni sono anche le nostre ma con *quid pluris* «qualche proposta concreta».

Nicola Danti (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Presidente del Consiglio, Presidente Juncker, il semestre di Presidenza italiana appena concluso ha segnato una prima svolta nelle priorità politiche dell'Europa. Se i temi di una flessibilità intelligente, degli investimenti e delle politiche di crescita sono prepotentemente entrati all'ordine del giorno dell'agenda politica europea, se nel Mediterraneo, assieme alle navi italiane oggi incrociano quelle di altri paesi europei, tutto ciò si deve sì al mutato quadro politico uscito dalle elezioni di maggio, ma soprattutto a una decisa azione della Presidenza italiana.

Tutti insieme dovremmo trasformare questa svolta politica in una fase costituente che ci consegni un'Unione più autorevole nel mondo, più attenta alle priorità sociali e a una crescita basata sull'economia reale. I fatti di questi giorni ci hanno dimostrato una volta di più come soltanto con più Europa potremo affrontare le sfide dei prossimi anni. Vorremmo signor Presidente che l'immagine che domenica tutti noi abbiamo visto, quella dei leader europei che marciavano uniti, si traducesse oggi in un'azione politica. Citando Altiero Spinelli: la via da percorrere non è facile né sicura, ma deve essere percorsa!

Boris Zala (S&D). - Mr President, colleagues, when assessing the Italian Presidency, we must not forget that the past six months were probably the most challenging from the perspective of foreign policy: from the Russian aggression in Ukraine to the rise of Islamic State (ISIS) in Iraq and Syria, which have fundamentally altered Europe's strategic environment. Under Italy's stewardship the EU responded well enough. We came together to agree on a robust sanctions package in response to Russia's blatant violation of international law, and this in itself counts as a historic achievement for our common foreign policy.

In the southern neighbourhood, several EU Member States, including Italy, joined the international coalition against ISIS which halted its military advance and forced it to retreat. Italy also steered the EU's response to the immigration crisis in the Mediterranean Sea – the Triton operation. For the moment, we should take some comfort from the fact that, in both the southern and eastern neighbourhoods, things look a little more stable than they did in the summer. We have averted the worst-case scenarios, and for that the Italian Presidency deserves credit.

Utorok 13. januára 2015

Marek Jurek (ECR). - Panie Przewodniczący! Od wczoraj usłyszeliśmy na tej sali (również w czasie dzisiejszej debaty) bardzo wiele pięknych słów na temat solidarności europejskiej, ale wtedy, kiedy nasi rolnicy potrzebowali solidarności, kiedy zostali dotknięci embargiem rosyjskim, nasza solidarność okazała się – mierząc skalą pomocy – dziesięcioprocentowa. Właśnie w takich sytuacjach, kiedy państwa, które przeciwstawiają się bezpieczeństwu naszych państw, próbują sondować naszą odporność, naszą solidarność w sposób najbardziej pokojowy, powinniśmy pokazywać, że jesteśmy przygotowani do podjęcia takich wyzwań. Dlatego w przyszłości, bilansując to półrocze, powinniśmy działać tak, żebyśmy byli gotowi okazywać zdolność do pomocy bezpieczeństwu naszych narodów, interesom naszych obywateli, a także lojalność wobec naszych przyjaciół.

Silvia Costa (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, Presidente Renzi, credo che la Presidenza italiana abbia avuto un ruolo fondamentale e politico nell'anno di cambio legislatura e della revisione anche della strategia Europa 2020, ossia di mettere al centro della nostra attenzione e del nostro lavoro una politica per gli investimenti che il Presidente Juncker ha riconfermato come componenti ispirate e non solo accompagnate dalla Presidenza italiana; inoltre l'ampliamento dell'interpretazione della flessibilità, ma vorrei aggiungere anche il triangolo importante: Ricerca, Educazione, Cultura e Audiovisivo. Questo è un tema che so molto a cuore del Presidente e devo riconoscere che abbiamo fatto un ottimo lavoro, lo dico anche da presidente della commissione per la cultura, con la Presidenza italiana, con il ministro della cultura, della gioventù, dello sport perché su questi temi c'è stato un grande lavoro.

Vorrei ricordare, da questo punto di vista, che un importante risultato è che l'educazione sarà una delle cinque priorità del piano d'investimenti e vorrei che su questo si mantenesse una grandissima attenzione e sull'collegamento recepito dall'Unione nell'impostazione della Presidenza con l'ultimo Consiglio dei ministri sull'educazione e imprenditorialità: nuove competenze e nuove opportunità di lavoro devono essere molto centrali rispetto anche al vostro lavoro e ci interessa anche molto il rilancio dell'investimento nel patrimonio culturale europeo e nella possibilità che avrà di dare più opportunità non solo di lavoro, ma di turismo culturale e di nuovo anche sviluppo economico perché sia al centro della revisione della Strategia Europa 2020. Di questo ringrazio la Presidenza.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL). - Señor Presidente, en la Presidencia italiana se ha hablado mucho de la identidad. Una identidad europea. Esta identidad estaba compuesta por el modelo social europeo, basado, entre otras cuestiones, en el diálogo social y en la importancia de la negociación colectiva, con un equilibrio en las relaciones laborales a través del Derecho laboral. Y, sin embargo, al final de esta Presidencia hemos visto, una vez más, cómo se siguen planteando reformas que desmantelan las estructuras básicas de la protección social y laboral. También en Italia, como antes sucedió en España y en otros países.

No se ha trabajado para garantizar ni la recuperación económica ni el empleo. Tenemos pocas esperanzas en el plan Juncker. Hemos oído hablar de Ulises, un aventurero. Pero en *La Odisea* también existe Penélope, una mujer asediada que teje y desteje su red para preservar el patrimonio, precisamente, de Ulises. Ustedes y sus nefastas políticas están consiguiendo desmantelar el patrimonio social de Europa y de sus ciudadanos, y, con ello, poner las bases para la pérdida de la identidad europea a la que tanto se apela.

Menos mal que se abre una esperanza de cambio a través, precisamente, de Syriza, a la que deseamos grandes éxitos.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, Presidente Renzi, oggi abbiamo ascoltato un discorso surreale in un'atmosfera surreale. Lei ha parlato di un'Europa che cambia marcia, di un nuovo corso sulla flessibilità e sulla crescita, di una visione europea; ma quale visione e quale cambiamento Presidente? Quella degli irrealizzati *eurobond* e dei 21 miseri miliardi della Commissione Juncker? L'ennesimo cavallo di Troia, per distrarre e ingannare i cittadini europei? Quella in cui ci si è dimenticati di nuovo di proporre un reddito minimo e obbligatorio di cittadinanza per il continente? Di dignità, di vita, nel silenzio assordante della mancata Europa del sociale?

La vostra visione, sì, quella in cui la mia generazione in Italia e in molti altri paesi è spezzata a metà, tra sommersi e salvati, nel diluvio di una disoccupazione universale. Visto che le piace la letteratura, le dirò che la gioventù del Sud Europa sta *Come d'autunno sugli alberi le foglie*, Presidente! Non l'avete privata di un sogno nel cassetto, le avete rubato l'intera scrivania! Per loro e per tutti gli ultimi d'Europa, noi siamo qui, per abbattere insieme agli altri popoli del Mediterraneo quel nuovo orrido muro che sta esiliando a Nord la civiltà dello Stato sociale, condannando il Sud alla barbarie di un *iperliberismo* antisociale. Perché chi ha perduto un lavoro, chi chiude l'attività di generazioni, chi ha ottant'anni ed è ridotto a rubare nei supermercati, oggi non ha bisogno della nostra opinione, ha bisogno del nostro coraggio, esempio coerente e coraggioso, questa è l'Europa, questa è l'Italia.

Utorok 13. januára 2015

Mario Borghesio (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, il Presidente di turno Renzi aveva promesso un grande impegno per le piccole e medie imprese, in effetti l'impegno lo ha svolto per salvare dal fallimento l'industria di suo padre con i fondi pubblici mentre gli altri piccoli imprenditori italiani si suicidano, accorati e disperati insieme ai loro dipendenti. Noi riceviamo quotidianamente appelli, ne abbiamo anche qui uno sul tavolo, di imprenditori del nostro paese, piccoli imprenditori e lavoratori che vorrebbero salvare le loro imprese.

Ci domandiamo se il Presidente Renzi che oggi resta comunque il Presidente del Consiglio italiano voglia smettere di prendere in giro le gente e voglia impegnarsi a salvare seriamente i posti di lavoro, a risolvere il problema della disoccupazione giovanile, a fare per gli altri quello che ha fatto per l'azienda di suo padre che doveva fallire se non fosse stata l'azienda del Presidente del Consiglio e, protempore, di quest'Europa.

(Fine degli interventi su richiesta)

Matteo Renzi, Presidente in carica del Consiglio. - Grazie Presidente Tajani, ci sono tre grandi questioni oggetto del nostro dibattito.

La prima riguarda il bilancio tecnicamente inteso: io sono grato ai membri del Parlamento europeo per aver sottolineato cose che io per primo non avevo elencato in misura puntuale, rimandando al testo conclusivo, ma fa piacere che ci siano stati dei riconoscimenti dalla riflessione su tutto e sul lavoro fatto sul bilancio alle questioni positive che sono state affrontate in questo semestre che paradossalmente sono venute dall'Aula e non da noi. Mi pare un fatto positivo.

Con la stessa franchezza devo dire che ha ragione Verhofstadt quando evidenzia alcuni fatti non positivi: noi non abbiamo chiuso non soltanto il *made in* che un tema sul quale continueremo a lavorare, ma che certo rappresenta per noi un elemento di oggettiva negatività ma anche il tema del dossier telecomunicazioni. Un dossier complicato, difficile, che ha visto molte, molte riunioni, 11 volte ci siamo riuniti con i gruppi di lavoro, oggetto di una discussione molto serrata nella cena di lavoro dei ministri nel Consiglio informale di settembre a Milano, le due bozze di testo che abbiamo proposto, alcuni aspetti hanno visto dei passi in avanti, la *net neutrality*, non il *roaming* purtroppo, su cui penso si siano registrate le divergenze maggiori.

Quindi, non c'è dubbio, ci sono anche tanti aspetti che non sono stati raggiunti come avremmo voluto, quella parte di dibattito che si è concentrata sui risultati del semestre è però una parte di dibattito che ci ha particolarmente colpito per l'attenzione data anche da colleghi di altre forze politiche o di altri paesi sui risultati oggettivi raggiunti.

C'è poi un secondo elemento che è il dibattito – come spesso avviene del paese di provenienza – l'occasione della fine e dell'inizio del semestre è sempre l'occasione per un dibattito anche politico – reso più complicato sicuramente in Italia perché la difficile transizione italiana ha visto succedersi alla guida del governo, governi politici di una parte e governi tecnici e poi governi politici di alleanze e di coalizione guidati in alcuni casi da componenti opposte. Però, trovo davvero strano che i deputati europei che rappresentano l'Italia evidenzino con questa grande cura certissima tutti gli aspetti negativi del nostro paese – lo dico a Lei Presidente Tajani che ha servito le istituzioni europee anche in altra veste, non solo nel Parlamento e che ben sa e conosce questo elemento anche se veniamo da famiglie politiche diverse.

Mi riferisco, per esempio, all'onorevole Maltese, che non è qui in sala, quando lui sostiene l'Italia ha il terzo debito pubblico al mondo: è vero! L'Italia ha un debito pubblico significativo, pensate due trilioni di euro! Eppure, nessuno sottolinea che l'Italia ha il primo risparmio privato al mondo, quattro trilioni di euro! E quando i deputati 5 Stelle vengono a evidenziare come le famiglie si stiano impoverendo, questo cozza, come talvolta accade, contro la realtà dei fatti e dei numeri. Pensate, in un tempo di crisi, le famiglie italiane hanno visto crescere i propri risparmi da 3,5 trilioni di euro a 3,9 (dal 2012 al 2014).

Perché è accaduto questo? È accaduto questo perché l'economia italiana – mi perdonerà il Parlamento se sono costretto a rispondere anche su questioni domestiche – vive una fase di terrore, di preoccupazione, i messaggi che arrivano sono messaggi improntati non semplicemente all'austerità – che è dibattito filosofico-culturale che potremmo a lungo tenere – ma al terrore e alla paura del futuro, a considerare il futuro come una minaccia. Quindi, arriviamo al paradosso che in questi mesi l'Italia ha visto aumentare i propri risparmi e i propri denari, le famiglie si stanno paradossalmente arricchendo perché hanno preoccupazione e paura.

Utorok 13. januára 2015

È molto difficile convincervi della realtà, però la realtà piano piano si impone, lo dico all'onorevole Moi, deputata 5 Stelle, che sottolinea i gravi problemi della corruzione in Italia. Proprio nel 2014 il Parlamento italiano su proposta del governo ha scelto – pensate un po', ma forse non hanno fatto in tempo a dirglielo! – all'unanimità, sulla proposta del governo, di affidare a Raffaele Cantone il compito di guidare l'autorità anticorruzione che ha consentito di commissariare il MOSE, esperienza alla quale l'on. Moi faceva riferimento, che ha consentito all'EXPO di chiudere la stagione delle illegalità e di aprire il grande tema dei contenuti, che ha consentito di intervenire con una legislazione che è inedita in Europa.

È difficile sottolineare gli aspetti positivi del proprio paese se si considera la tribuna europea come la tribuna nella quale andare a parlar male di noi stessi. Diverso è il caso dell'on. Salvini, al quale riconosco una coerenza di comportamento più che di contenuti – credo che abbia fatto molto bene egli ha sottolineare la difficoltà e anche il senso di amarezza che i cittadini provano quando vedono le Aule del Parlamento vuote. Io intanto sono molto contento che l'on. Salvini abbia trovato il suo banco all'interno del Parlamento europeo considerata la larga presenza sui mezzi di informazione italiana e la forse minore presenza all'interno delle istituzioni europee che serve ormai da 11 anni. Quando l'on. Salvini che è impegnato in una battaglia politica nazionale e che io rispetto, perché sta dall'altra parte, arriverà alla campagna elettorale – tra tre anni, tra quattro anni, quando sarà (tra tre anni, non vorrei allungare la legislatura!) – quando l'on. Salvini sarà in campagna elettorale, sarà facile per i cittadini italiani chiedergli: ok, chiederemo a Renzi che cosa ha fatto in Italia e chiederemo a Salvini cosa ha fatto in questi 15 al servizio dell'Europa!

Io però posso dire, oggi, qui, nell'andare poi a concludere rapidamente, che in questa giornata di oggi il gruppo politico che rappresenta il modello dell'on. Salvini ha ad esempio proposto la sospensione degli accordi di Schengen. Si tratta di un obiettivo che l'on. Marine Le Pen ha illustrato non in Aula, ma ha illustrato con grande attenzione all'interno della conferenza stampa. Vorrei citare che cosa diceva il ministro degli interni italiano, componente dello stesso partito della Lega Nord, guidata da Salvini che diceva esattamente questo: sospendere Schengen sarebbe la fine dell'Europa, credo – diceva in quel caso, Maroni – che l'Italia debba essere totalmente contraria alla chiusura dello spazio Schengen.

Questo accordo, questa considerazione, questa frase dell'on. Salvini che sta cercando di svoltare a sinistra ma non riuscirà a ottenere il risultato politico, dimostra con molta forza e con molta chiarezza una cosa molto semplice e cioè che c'è una distanza impressionante tra la demagogia e la realtà. C'è una distanza pazzesca tra chi investe su un'idea di politica in grado di entusiasmare e chi invece scommette sulla paura. E questo, mi consentirà Presidente, è anche il punto conclusivo che vorrei lasciare al dibattito europeo.

Mi spiego: oggi, in Italia, c'è un *derby*, è il *derby* tra chi vede le difficoltà ma si alza in piedi e prova a risolverle e prova a immaginare per il nostro paese un futuro grande almeno quanto la storia dalla quale proveniamo e, dall'altro, c'è chi, vedendo le difficoltà scommette sul fallimento, di chi scommette sulla paura, di chi scommette sul fatto che noi non ce la faremo. È un messaggio, forse, comodo a livello elettorale – anche se, voglio dire ai colleghi del UKIP che adesso non ci sono e che sono intervenuti prima urlando sul fatto che io avrei definito bruti coloro che sono elettori – rappresento il partito che ha preso più voti di tutti in Europa, il Partito Democratico 11 milioni e 200 mila persone e quindi non consideriamo bruti quelli che votano; consideriamo bruti coloro i quali negano la realtà dei fatti e la realtà dei fatti è che noi usciremo da questa situazione di crisi non investendo sulla paura, non scommettendo sul fallimento, ma cercando di far capire che l'unica soluzione possibile per i nostri figli è che l'Europa non sia un cimelio, non sia un luogo dei ricordi, non sia il museo delle cere, non sia un insieme di luoghi comuni e di frasi fatte!

L'Europa può avere un senso solo e soltanto se riuscirà a rimettere al centro la vita delle persone che hanno voglia di credere nel domani e che non hanno paura, e che non hanno la preoccupazione di considerare ciò che avviene nel mondo semplicemente una minaccia. Il mondo fa paura? Sì, io penso, credo e spero che sarà convinzione comune che l'Europa è più grande delle paure e delle minacce e l'Europa è molto più forte nei suoi valori di qualsiasi attacco possa esistere. Questa è la differenza tra noi e coloro i quali vogliono vivere come bruti, noi pensiamo che il futuro che ci aspetta dipenderà dall'impegno di ciascuno di noi e se saremo in grado di essere coerenti con la nostra storia, questo futuro è un futuro che vedrà le stelle dell'Europa guidare il cammino e la navigazione, anche nel nostro paese.

Utorok 13. januára 2015

Presidente. - Grazie alla Presidenza italiana per il lavoro che ha svolto durante questi mesi. Buona fortuna all'Italia, paese di cui ho l'onore di essere cittadino, paese fondatore dell'Unione.

Ora la parola al Presidente della Commissione europea Jean-Claude Juncker.

Jean-Claude Juncker, président de la Commission. - Monsieur le Président, en conclusion de ce débat, je voudrais, une fois de plus, rendre hommage à la qualité du travail du gouvernement italien, de la Présidence italienne et du président du Conseil, Matteo Renzi.

Pour le reste, je ne voudrais pas prolonger le débat italo-italien. Nous sommes, me semble-t-il, ici au Parlement européen, et comme je vous avais promis l'autre jour de ne jamais m'ingérer dans la politique intérieure d'un autre pays, je me tairai immédiatement.

Presidente. - La discussione è chiusa.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Isabella Adinolfi (EFDD), per iscritto. – Oggi si è concluso il semestre di presidenza italiano del Consiglio dell'Ue. Nonostante i grandi proclami, nessuno si è accorto dell'indirizzo impresso dall'Italia all'Ue. Doveva cambiare tutto ed invece, in una forma di gattopardismo 2.0, non è cambiato proprio nulla. Si citerà il piano di investimenti presentato da Juncker e gli sforzi fatti per e favorire la flessibilità, nonché la nomina di Federica Mogherini ad Alto Rappresentante. Si tratta di trufferie semantiche, risposte demagogiche, che hanno il solo scopo di gettare fumo negli occhi ai cittadini europei e distogliere l'attenzione dalle questioni veramente importanti. Nulla per esempio si è fatto in materia di armonizzazione fiscale ed anzi si continuano a tollerare evolute forme di concorrenza fiscale che danneggiano i contribuenti e nuocciono al progetto di integrazione europea. A tal proposito, emblematico è il caso della c.d. web tax. Era stato proprio Renzi a promettere solennemente che si sarebbe attivato in sede di Consiglio. Tuttavia, il semestre di presidenza italiano è terminato e nulla è cambiato. Renzi pifferaio magico ha colpito ancora. Peccato che a pagarne le conseguenze siano sempre e soltanto i cittadini. Mi auguro che la presidenza lettone faccia qualcosa di più. Non dovrebbe essere molto difficile

Dominique Bilde (NI), par écrit. – Cette présidence italienne qui devait se doter de «grandes ambitions» est arrivée à son terme ce 12 Janvier 2015 sans véritable avancées pour l'Europe. C'était à prévoir... Matteo Renzi déclarait pourtant en Juillet 2014 que l'Europe doit faire un «changement de visage permettant de retrouver son âme». On nous avait promis de desserrer l'étau de l'austérité en donnant plus de flexibilité aux États membres de la zone euro. On nous vantait aussi le grand plan de relance prévu par la Commission Juncker. Au printemps dernier, l'idée d'inclure les investissements publics dans le calcul des déficits a totalement disparue, succombant ainsi aux volontés allemandes. Il est bien évident que cette décision n'est pas de nature à favoriser la croissance, déjà mise à mal dans la zone euro. Oublié aussi le projet sur ma neutralité d'internet ou l'étiquetage sur l'origine des produits de même que les crédits supplémentaires en faveur de l'emploi des jeunes. La Présidence italienne aura tout de même réussi à mettre en place «l'opération Triton», nouvelle opération passeiroie ouvrant la porte à une immigration de masse incontrôlée au seul profit de réseaux mafieux de passeurs.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), raštu. – Šiandien Italijos premjeras Matteo Renzi pateikė savo šalies pirmininkavimo Europos Sąjungos Tarybai rezultatus ir perdavė pirmininkavimo vairą mūsų kaimynei Latvijai. Sutinku su premjeru, jog ekonominė krizė paliko gilų randą, tačiau Europa turi įveikti kitą didelį iššūkį – iš naujo atrasti pasitikėjimą savo piliečiais ir Europa. Aš manau, kad turime dar labiau kovoti su ekonomine recesija ir atsisakyti griežto taupymo politikos. Europa turi laikytis socialinės dimensijos principų, investuoti į žmogų, į jo protą ir į mūsų vaikų ateitį. Italijai nepavyko pasiekti džiuginančių rezultatų srityse, kurios tiesiogiai liečia mūsų žmonių gyvenimus. Tikiuosi, kad Latvija, perėmusi pirmininkavimą į savo rankas, sugebės tarp valstybių narių rasti bendrą sutarimą dėl Motinystės atostogų direktyvos ir mes jos neprarasime. Labai tikiuosi, kad bus atblokuota Kovos su diskriminacija direktyva, kurios laukia daugybė europiečių. Be to, turi būti sprendžiamas ir Moterų bendrovių valdybose direktyvos likimas, nes valstybės narės iki šiol dėl jos nesutarė. Norėčiau paraginti Latviją, kad ji atsižvelgtų ir į dabartines aktualijas, nes be laisvės nebus ir piliečių saugumo bei jų teisių. Labai svarbu tęsti pradėtus darbus, t. y. užtikrinti Stabilumo ir augimo pakto įgyvendinimą, vykdyti Strategijos „Europa 2020“ vidurio peržiūrą, įgyvendinti valstybėse narėse Europos semestrą, siekiant intensyvesnio ekonomikos atsigavimo ir augimo.

Utorok 13. januára 2015

Simona Bonafè (S&D), *per iscritto*. – Il semestre italiano di Presidenza del Consiglio si è praticamente aperto in concomitanza con l'avvio della nuova legislatura del Parlamento europeo. La sfida che nel luglio scorso ci trovavamo di fronte era chiara: mostrare che le istituzioni europee potessero cambiare verso e liberarsi dal dogma dell'austerità, potessero reagire alla crisi economica e sociale con azioni concrete, con politiche attente alle necessità di cittadini e imprese e non solo agli equilibri di bilancio. Proprio oggi mentre il presidente Renzi interviene in Parlamento, la Commissione si riunisce per approvare la proposta di regolamento sul fondo per gli investimenti di 315 miliardi e le nuove linee guida al riguardo sulla flessibilità dei bilanci nazionali. Possiamo dire che l'Europa ha cambiato verso in soli sei mesi? Credo piuttosto che con il nuovo Parlamento, la Commissione insediata a novembre e l'eccezionale contributo della Presidenza italiana abbiamo finalmente avviato le manovre per cambiare direzione. In Italia il Governo ha scelto il motto «Passo dopo passo». Credo sia un messaggio che possa funzionare anche in Europa. La manovra è iniziata, ora occorre dare forza ai motori e per fare questo il Parlamento dovrà saper trasformare la pressione dei cittadini nel migliore dei carburanti.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Riguardo gli investimenti, l'Italia si è adoperata, fin dall'inizio del semestre, al fine di inserire questo tema al centro dell'azione politica dell'UE. L'acquisto di liquidità a prezzo contenuto sarà nei prossimi due anni una importante risorsa per il mercato, grazie all'azione della BCE, e al tal fine saranno strumento utile progetti efficaci e strategici.

All'ultimo ECOFIN della Presidenza italiana sono stati poi messi a punto i dettagli del «Fondo unico di risoluzione» che verrà capitalizzato nei prossimi 8 anni, tassando le banche europee per una somma pari all'1% dei depositi.

Sotto la Presidenza italiana si è dato definitivo impulso, inoltre, a una numerosa serie di fascicoli in materia ambientale, fino alla loro approvazione. Tra le tante: - la direttiva sulla libertà del divieto di coltivazione di OGM; - l'intesa sulle norme per l'eliminazione delle buste di plastica monouso; - la ratifica del prolungamento degli accordi di Kyoto sul clima.

Infine, sono stati portati avanti con successo durante il semestre italiano molti fascicoli in materia di elusione ed evasione fiscale: - la direttiva che regola l'imposizione fiscale sulla casa madre di una compagnia e le sue filiali in paesi differenti; - quella sullo scambio automatico di informazioni fiscali. Anche Austria e Lussemburgo hanno rinunciato al segreto bancario. Questo forse è il campo in cui l'Italia è riuscita meglio a giocare il suo ruolo di mediazione.

Raffaele Fitto (PPE), *per iscritto*. – Il presidente Renzi parla a un'Aula semivuota e questo è di per sé un giudizio eloquente e impietoso degli europarlamentari di tutti i paesi e di tutte le appartenenze politiche sul semestre italiano. Un'Aula vuota per un semestre vuoto, si potrebbe sintetizzare. Ma ciò che è politicamente più grave è il fatto che Renzi predichi bene dopo aver razzolato male. Anche oggi, infatti, ha detto la cosa giusta che noi sosteniamo da tempo: mettere in discussione i vincoli e l'austerità europea a favore di una stagione di maggiore flessibilità. Peccato però che in questo semestre l'Italia non abbia fatto nulla per invertire la rotta. Anzi, proprio in questi mesi, anche rispetto alla legge di stabilità, Renzi ha subito tutti i *diktat* di Bruxelles. Che ora ci faccia anche la predica sul superamento dei vincoli è un po' troppo. Di più: lo stesso Presidente Juncker lo ha smentito in tempo reale ribadendo la tesi (per me assolutamente non condivisibile) di Berlino-Bruxelles: e cioè che l'unica flessibilità accettabile è quella già prevista negli attuali trattati. Un ultimo punto, per me e per tutta l'Italia relevantissimo: è grave e deludente, anche oggi, il silenzio di Renzi sul caso dei marò.

Utorok 13. januára 2015

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. — The Italian Presidency conducted its work during a period still affected by the ongoing economic crisis and its bad social effects. Last year there were European Parliament elections, when EU citizens proved to be united in their demand for a better Europe. The Italian presidency, taking into account the demands of European citizens, has successfully promoted an agenda for change. This agenda is focused on the need for increased growth and greater prospects for employment. It pushes for a public investment programme that can give an alternative to the unsuccessful politics of the troika and demonstrate how EU institutions can be closer to citizens. Let me thank the Italian Presidency for its outstanding activity, its accomplishments in achieving more flexibility, dealing with the challenges of immigration and strengthening a common foreign policy. I am especially thankful for the efforts that have been made for the accession of Romania (and Bulgaria) to the Schengen Area, which is of the utmost importance in order to show that we, Europeans, support dialogue, inclusion and solidarity both inside and outside the borders of Europe, especially after the abominable terrorist attacks in Paris.

Enrique Guerrero Salom (S&D), *por escrito*. — Muchos han sido los obstáculos superados en estos 6 meses por la Presidencia italiana: un presupuesto de la Unión para el 2015 que, aunque limitado, cumple las expectativas del Parlamento Europeo, velar por la transparencia y la integridad durante la 7ª ronda de negociaciones del TTIP con los Estados Unidos, el lanzamiento de iniciativas para una acción común más contundente y solidaria en temas como la migración y sentar las bases para una cooperación al desarrollo más eficiente y coherente -logros que han tenido lugar en un marco político difícil-.

Ha sido una presidencia que ha puesto en marcha el camino para salir de la nefasta política de austeridad impulsando un paquete de estabilidad basado en la innovación, la inversión y el crecimiento. Han sido primeros pasos -pero importantes en su conjunto-, y espero que con las siguientes presidencias podamos obtener acuerdos legislativos en temas claves para el crecimiento y el empleo, así como para un mercado digital único, una Unión energética sostenible y una política exterior común que refuerce la solidaridad y la ayuda humanitaria.

Νότης Μαριάς (ECR), *γραφτως*. — Η Ιταλική Προεδρία αποτελεί μνημείο αποτυχίας αφού δεν τόλμησε καν να αμφισβητήσει στην πράξη την εφαρμογή της μερκελικής λιτότητας και της βίαιης δημοσιονομικής προσαρμογής η οποία έχει γεμίσει τον Ευρωπαϊκό Νότο με στρατιές ανέργων και φτωχών. Ταυτόχρονα απέτυχε στη διασφάλιση σοβαρών πόρων για τη δημιουργία νέων θέσεων εργασίας, στήριξε την πολιτική κοινωνικοποίησης των ζημιών των τραπεζών, δεν αμφισβήτησε τις περιφερειακές ανισότητες και εξακολούθησε να στηρίζει τις παράνομες πολιτικές της Τρόικας στην Ελλάδα. Είναι προφανές ότι και κατά τη διάρκεια της Ιταλικής Προεδρίας οι λαοί της Ευρώπης βίωσαν τα ίδια προβλήματα και τα ίδια τεράστια κοινωνικά αδιέξοδα. Οι νέοι της Ευρώπης συνέχισαν να αναζητούν εναγωνίως ευκαιρίες για νέες δουλειές. Δεν είδαν όμως κανένα πραγματικό αποτέλεσμα αφού η περίφημη ρευστότητα της Ευρωπαϊκής Κεντρικής Τράπεζας δεν έφτασε ποτέ στην πραγματική οικονομία. Οι μικρομεσαίες επιχειρήσεις συνέχισαν να πλήττονται από την υπερφορολόγηση, ενώ οι αγροτικοί πληθυσμοί της Νότιας Ευρώπης είδαν να αυξάνεται συνεχώς το κόστος παραγωγής και τα προϊόντα τους να μην μπορούν να πωληθούν σε καλές τιμές. Συμπερασματικά, η Ιταλική Προεδρία, ενώ δημιούργησε πολλές προσδοκίες με τις μεγάλες υποσχέσεις που έδωσε, τελικά με τις πράξεις της κατέληξε να υλοποιεί την ίδια αποτυχημένη συνταγή που υπηρετεί την γραφειοκρατία των Βρυξελλών και την Γερμανική Ευρώπη.

Luigi Morgano (S&D), *per iscritto*. — Da più parti si è affermato che non si potevano ottenere grandi risultati, data la sfavorevole collocazione temporale del semestre di Presidenza italiana. Al contrario, il Presidente Renzi ha ricordato oggi numerosi successi di questo «semestre breve». Nonostante una difficile transizione istituzionale, al centro dell'agenda europea sono tornati i temi dell'occupazione, degli investimenti infrastrutturali, della flessibilità. Si è ottenuto un rinnovato impegno per politiche volte alla crescita, sostenibile e inclusiva, testimoniato anche dal Piano Juncker, su cui come Socialisti e Democratici molto abbiamo insistito e insisteremo. Il lancio dell'operazione Triton segna il passaggio a una politica europea per l'immigrazione. La pubblicazione del mandato di negoziazione del TTIP, l'impegno per la trasparenza. Si è definita una posizione comune europea in vista della Conferenza di Lima, nonostante le resistenze di alcuni Stati Membri, anche con l'accordo quadro 2030 per il clima e l'energia. Risultati sempre perfetibili, certo. Ma importanti passi verso una rinnovata agenda politica e non solo economica dell'UE, non a caso riconosciuti anche da colleghi di altri paesi europei e autorevolmente dal Presidente Juncker. Questa è la vera richiesta dei cittadini europei uscita dalle urne a maggio: più politica, più cultura, più cittadinanza europee. Un'Europa – ribadiamolo – come «superpotenza dei valori».

Utorok 13. januára 2015

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. – L'intervento del Presidente Renzi sul bilancio del semestre italiano è stato molto deludente. Sono stati citati interventi, come ad esempio quello sulla flessibilità, che già erano stati ampiamente programmati nei precedenti semestri. Assai grave poi è che non è stato minimamente sfiorato il tema drammatico dei nostri Marò in India e del ruolo che l'Italia doveva assumere per risolvere definitivamente questa assurda prigionia che dura ormai da tre anni. Potendo dare a Renzi un voto da uno a dieci sarebbe un bel quattro!

Tonino Picula (S&D), *napisan*. – Talijansko predsjedanje obilježila su brojna izvanredna događanja koja su svakako utjecala na rad i rezultate postignute u šest mjeseci predsjedanja. Tako je u poljoprivredi primjerice, talijansko predsjedanje značajnu pažnju moralo posvetiti saniranju posljedica ruskog embarga na uvoz poljoprivrednih proizvoda iz EU-a, potaknutim sankcijama koje je EU nametnula Rusiji. U području ribarstva postignut je važan dogovor o ribolovnim mogućnostima unutar EU voda kao i izvan EU voda za 2015. s ciljem očuvanja zaliha. Nadam se da će i zaštita malih ribara naći svoje mjesto na dnevnom redu u što skorijoj budućnosti. Iako je kriza u Ukrajini bila vanjskopolitička top tema talijanskog predsjedanja Vijećem ministara, Mogherini je u srpnju istaknula problem Libije i migracija kao glavne prioritete za Italiju. Italija je spriječila veliki broj tragedija s novom misijom spašavanja na moru, Mare Nostrum, koja je spasila desetke tisuća migranata ove godine. Operacija je zaustavljena, a zamijenila ju je operacija puno manjeg opsega, Triton. Pozivam stoga Latvijsko predsjedništvo da posebnu pažnju posveti jačanju zajedničkih migracijskih politika. Zaključno, talijanskim kolegama čestitam na obavljenom poslu a budućim predsjedateljima želim puno uspjeha u njihovom radu i još uspješnije predsjedanje.

Czesław Adam Siekierski (PPE), *na piśmie*. – Włoska prezydencja w Radzie UE przypadła na okres związany z wyborami do Parlamentu Europejskiego oraz wyborem nowego składu Komisji Europejskiej. Nie był to jednak jedynie czas poświęcony na kwestie organizacyjne, choć przeważały sprawy natury technicznej związane z rozpoczęciem nowego cyklu instytucjonalnego. Mniejszy zakres prac w kontekście czysto legislacyjnym wiązał się jednak w przypadku ostatniego półroczia ze wzmożoną debatą na temat celów i programu działania UE na najbliższe lata, a także nad powołaniem funduszu inwestycji strategicznych. Państwo sprawujące swoją prezydencję w takim okresie posiada zatem szczególną możliwość włączenia się oraz wpływu na debatę programową Unii.

Hasłem tytułowym programu prezydencji było wezwanie do swoistego odrodzenia – „Fresh start”, które samo w sobie sugerowało chęć podjęcia ważnych tematów o zasięgu europejskim, a nie jedynie skupienie się na kwestiach organizacyjno-formalnych. Program ten bardzo dobrze współgrał z wytycznymi na obecną kadencję Komisji Europejskiej – „Nowy początek dla Europy”, co pomogło w wysłaniu mocnego sygnału do obywateli, że UE chce dokonać pozytywnych zmian i ambitnych usprawnień swojego funkcjonowania. Wśród spraw, które prezydencja włoska zdecydowała się podjąć były, między innymi, polityka antykryzysowa i powiązane z nią ożywienie wzrostu gospodarczego w oparciu o dalsze pogłębianie integracji rynku wewnętrznego, realizację reform strukturalnych oraz promowanie inwestycji.

Monika Smolková (S&D), *písomne* – Taliansko si dalo pre svoje predsedníctvo odvážne plány. Prioritu dostalo riešenie zamestnanosti mladých ľudí prostredníctvom účinného zavádzania systému záruky pre mladých, spolu s investovaním do vzdelávania, školení a mobility pracovnej sily. Tu si myslím, že talianske predsedníctvo nesklamalo a vytvorilo predpoklady pre pokračovanie pre ďalšie predsedníctva a vytvorenie vhodnej legislatívy v rámci EÚ. Ďalšou veľmi významnou prioritou bolo riešenie problémov azylovej a migračnej politiky v Európe. Tento problém si posúvame už dlhšie, ale doteraz sa žiadny štát v rámci predsedníctva nevenoval tejto problematike. Taliansko ako štát, ktorý najviac prijíma a zachraňuje migrantov z krajín, kde im hrozí hlad, bieda a mnohokrát si útekem z vlastnej krajiny zachraňujú zdravie a život, veľmi otvorene začalo hovoriť o problematike azylovej politiky a problematike migrantov. Problém juhu Európy musí byť problémom EÚ. Preto vytvorenie spoločnej azylovej a imigračnej politiky musí byť aj prioritou Komisie a všetkých členských štátov aj do budúcnosti.

Utorok 13. januára 2015

Tibor Szanyi (S&D), írásban. – Az olasz elnökség három fő prioritásának egyike volt, hogy új lendületet biztosítson az Európai Unió külpolitikájának. Magam is egyetérték e céllal, annak szükségességét a Közel-Keletet és az Ukrajnát érintő fejlemények is megmutatták. Ezek az események – bár határainkon kívül történtek –, de közvetlen hatással bírnak a szomszédos tagállamokra, és ezáltal az egész Európai Unióra. Az olasz elnökség helyesen ismerte fel a célt, de a lett elnökségnek még jelentős előrehaladást kell elérnie e téren. Ehhez pedig az Európai Parlament mellett a tagállamok támogatása is szükséges lesz. Ha ugyanis a legfontosabb külpolitikai történések kapcsán az Unió nem tud felmutatni egységes és hatékony intézkedéseket, akkor ezáltal az egész Unió gyengül. Magam részéről ezért is támogatom Mogherini asszony célját, hogy a közös fellépésekkel Európa mutassa meg globális szerepét. Köszönöm az olasz elnökség e téren tett intézkedéseit és kérem, hogy a lett elnökség mindezt a folyamatot gyorsítsa fel eszközei révén.

Ulrike Trebesius (ECR), *schriftlich*. – Die italienische Präsidentschaft ist vorbei und wir haben viele schöne Worte gehört, was Erfolge angeht. Leider kann ich mich den Gratulanten nicht anschließen, denn die italienische Präsidentschaft war unspektakulär. Das ist nachvollziehbar, denn Italien ist eines der größten ökonomischen Katastrophengebiete der Euro-Zone, und es ist von zentraler Bedeutung, dass die italienische Regierung sich zunächst der Lage zu Hause annimmt. Wie steht es um Italien? Die Jugendarbeitslosigkeit ist auf 44 % gestiegen, die Industrielleistung liegt 30 % unter ihrem Höchststand, die Banken sitzen auf über 180 Mrd. fauler Kredite, und die private Kreditvergabe liegt seit über zwei Jahren im negativen Bereich. Die Staatsquote liegt seit Jahren regelmäßig über 50 %. Vor sechs Jahren ist die Euro-Krise ausgebrochen, und erst jetzt werden die ersten Reformen vorsichtig auf den Weg gebracht. Trotzdem ist man in Italien bereits jetzt der „Austerität“ überdrüssig. Italiens Substanz geht verloren, seine jungen Menschen haben keine Perspektiven mehr, und nur noch Herr Draghi hält mit seiner Transferpolitik das Land über Wasser. Liebe Italiener, Sie haben bereits ein verlorenes Jahrzehnt hinter sich und können sich kein zweites erlauben. Treten Sie aus dem Euro aus, machen Sie eine Umschuldung, reformieren Sie ihren Staat, und geben Sie sich und ihren Kindern wieder eine Zukunftsperspektive!

Marco Valli (EFDD), *per iscritto*. – «Cambio l'Europa in 6 mesi», questa la promessa di Renzi all'apertura del semestre di Presidenza italiana. Poteva essere il semestre per cambiare rotta rispetto ad anni devastanti di austerità e recessione. Poteva essere l'occasione per costruire un fronte comune contro l'egemonia tedesca al fine di ridiscutere insostenibili vincoli di bilancio che si sono rivelati estremamente dannosi per l'economia. Ma l'occasione di dettare l'agenda europea nell'interesse di milioni di cittadini è stata vergognosamente sprecata, a unico vantaggio dei paesi del nord e dei poteri forti. Non solo non c'è stata una rinegoziazione del *fiscal compact*, ma Renzi non è nemmeno riuscito a chiudere dossier cruciali su cui mancava solo l'accordo del Consiglio. Come quello sul «*made in*», bloccato dalla Germania, che avrebbe concretamente aiutato le PMI italiane. O quello sulla tassa sulle transazioni finanziarie, osteggiato dalle *lobbies*, che avrebbe frenato la speculazione, liberando 35 miliardi all'anno per l'economia reale e la lotta alla povertà.

Renzi chiude lasciandoci solo l'imbarazzante piano Juncker «per gli investimenti». Un fondo da EUR 21 miliardi che dovrebbero trasformarsi per l'effetto di un misterioso moltiplicatore in 315 miliardi. Probabilmente il simbolo migliore di quello che sarà ricordato come il semestre del bluff mediatico e delle occasioni perse.

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. – Oggi chiudiamo i sei mesi di Presidenza italiana dell'Unione europea, sei mesi di grandi ambizioni e aspettative, che si sono purtroppo risolti in un vero e proprio «nulla di fatto». In nessun ambito infatti l'Italia è riuscita a imporre una sua linea, e questo è fallimentare se si considera l'enorme patrimonio e forza politica di cui disponeva Renzi dopo le elezioni europee di maggio. In Europa i suoi slogan di luglio sono rimasti tali e nulla è stato fatto per cambiare il volto di un'Unione malata, a detta dello stesso Presidente del Consiglio. Questi «non risultati» sono il frutto della linea politica di Renzi e probabilmente dell'incapacità stessa di poter in qualche modo modificare le sorti dell'Unione europea, se non attraverso qualche azione particolarmente forte e incisiva. A questo punto assume ancor più valore la nostra iniziativa di chiedere agli italiani cosa ne pensino della moneta unica, che ci sta sicuramente portando più danni che benefici: se i politici italiani che avrebbero avuto possibilità di cambiare questa Europa non lo hanno fatto, non resta altro che affidarsi al popolo per decidere quali debbano essere le sorti di quello che era un sogno che ora rischia invece di diventare un incubo.

Utorok 13. januára 2015

Carlos Zorrinho (S&D), por escrito. – A Presidência italiana da União Europeia criou expectativas elevadas. A intervenção inspiradora de Matteo Renzi no Parlamento Europeu e as prioridades definidas - Europa pelo Emprego e Crescimento Económico, Uma Europa mais próxima dos cidadãos: um espaço para a democracia, os direitos e a liberdade e um novo ímpeto para a política externa da União Europeia - geraram uma esperança que só parcialmente foi correspondida. Se, no plano das relações externas, foi notório um esforço de maior protagonismo da União Europeia nos múltiplos conflitos económicos e militares que assolam o mundo, no plano do crescimento e do emprego a Presidência italiana não conseguiu transformar as palavras em atos, certamente não por ausência de esforço, mas por ter continuado a prevalecer na Europa uma hegemonia punitiva de uns países em relação a outros, em vez de se ter evoluído para um patamar de cooperação e solidariedade que beneficiaria a todos.

Milan Zver (PPE), pisno. — Zahvaljujem se italijanskemu premierju Matteu Renziju za predstavitev dosežkov italijanskega predsedstva. Italija je predsedovanje prevzela julija 2014, na koncu mandатов evropskih institucij. Ni bilo lahko, a priznati je treba, da je italijansko predsedstvo pripomoglo h konsolidaciji in dokončnemu oblikovanju nove evropske institucionalne strukture, ki je predpogoj za funkcioniranje EU. Italija se lahko pohvali tudi z manjšimi koraki, kot je na primer kompromis o genetsko modificiranih organizmih (GMO) med Parlamentom, Svetom in Komisijo. Ta kompromis, na katerega smo čakali vse od leta 2010, bomo prav danes potrdili v Parlamentu. Italija je dosegla tudi nekaj drugih pomembnih ciljev na področju davčne politike, reševanju bank, migracijskih težav in evropskega proračuna, ne nazadnje tudi pri utrjevanju „duše“ Evrope. Pri mnogih naloga pa Italija ni bila uspešna. Kakorkoli, pomembno delo sedaj čaka malo državo z velikim srcem - Latvijo, predvsem na področju zagotavljanja novih delovnih mest, večanja vloge EU v soseščini in svetu ter trajnemu zagotavljanju evropskih vrednot in kulture.

IN THE CHAIR: ADINA-IOANA VĂLEAN

Vice-President

6. Možnosť členských štátov obmedziť alebo zakázať pestovanie GMO (rozprava)

President. - The next item is the recommendation for second reading from the Committee on the Environment, Public Health and Food Safety on the Council position at first reading with a view to the adoption of a directive of the European Parliament and of the Council amending Directive 2001/18/EC as regards the possibility for the Member States to restrict or prohibit the cultivation of genetically modified organisms (GMOs) in their territory (10972/3/2014 – C8-0145/2014 – 2010/0208(COD)) (Rapporteur: Frédérique Ries) (A8-0038/2014).

Frédérique Ries, rapporteure. - Madame la Présidente, nous avons presque une heure et demie de retard, ce qui arrive parfois avec les orateurs italiens qui nous ont précédés. C'était important, bien évidemment, mais je regrette un peu que se trouve limitée d'autant la possibilité de mes collègues – et ils sont nombreux – de participer tout à l'heure à la procédure «Interventions à la demande». Car nous revenons de loin avec ce dossier sur la culture des OGM, tant il y a quelques mois encore la situation était complètement bloquée du côté des États membres pris dans des contentieux juridiques sans fin depuis presque dix ans avec, pour prendre seulement les exemples les plus récents, l'Italie et la Pologne, respectivement condamnées en 2013 et en 2014 pour manquement à notre législation européenne.

Le Conseil a donc finalement accouché d'une position commune au mois de juillet afin que notre Parlement se saisisse en seconde lecture de ce texte relatif à la question du libre choix des pays européens de cultiver ou non des OGM sur leur territoire.

Ma gratitude va d'emblée, bien évidemment, aux rapporteurs fictifs qui m'ont accompagnée vaillamment tout au long de cette seconde lecture: Elisabeth Köstinger pour le groupe PPE, Gilles Pargneaux, Julie Girling, Lynn Boylan, Bart Staes et Eleonora Evi, sans oublier, bien évidemment, Giovanni La Via, le président de notre commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire – je pense qu'il est là – qui a, avec beaucoup d'énergie, facilité les négociations tout au long de la procédure. Merci, bien évidemment aussi, à tous mes collègues de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire qui, fin décembre, ont largement soutenu le résultat du trilogue: 42 votes pour, 17 contre. C'est un soutien très clair qui préfigure, je l'espère, je le suppose, le vote de ce midi.

Utorok 13. januára 2015

J'en viens maintenant au fond de cette législation, qui a pour but de réviser la directive de 2001 sur la dissémination volontaire des OGM dans l'environnement mais aussi le règlement de 2003 sur l'alimentation humaine ou animale contenant ces fameux OGM. Il est important, et je le fais, de préciser d'emblée que son champ d'application se limite ici à la mise en culture. Le texte ne concerne donc ni les importations, ni le transport. Il ne s'agit pas d'ouvrir ici le débat plus général sur l'utilité ou pas des OGM dans l'agriculture et dans l'alimentation.

J'en viens au cœur de nos travaux, à la voix du Parlement et aux résultats de ce trilogue de la dernière heure, donc à cette longue nuit du 3 décembre et, bien évidemment, aux avancées par rapport à la position du Conseil de juillet dernier, qui sont réelles.

C'est le cas sur la question très importante de la coexistence des cultures. C'était la position presque unanime du Parlement d'avancer sur cette question. Les deux colégislateurs ont fait des concessions, bien entendu. C'est la raison d'être du trilogue mais c'est tout de même la version du Parlement qui l'emporte puisque, contrairement à la législation de 2001, la minorité d'États membres qui cultivent des OGM devra maintenant prendre des mesures obligatoires dans les zones frontalières afin d'éviter d'éventuelles contaminations des champs traditionnels ou bio.

C'est le cas aussi sur ce qui constitue le cœur de la directive, à savoir les fameuses procédures d'*opt out* auxquelles un État membre qui ne souhaite pas cultiver les OGM peut recourir.

En ce qui concerne la phase 1, donc pendant la procédure d'autorisation, avec ce rôle nouveau qui est de facto donné à l'entreprise demandeuse, il est vrai que le Parlement européen a, *grosso modo*, accepté le texte du Conseil face – et je dois le dire et tous mes rapporteurs fictifs vous le confirmeront – à une absence totale de marge de manœuvre laissée par les États membres et donc le Conseil.

La délégation du Parlement a cependant forcé deux points majeurs.

D'abord, la levée de la conditionnalité entre la phase 1 et la phase 2. L'État membre a donc deux jokers au lieu d'un, deux fenêtres d'opportunité pour restreindre la culture d'OGM sur son territoire. Il peut négocier avec l'entreprise semencière pendant la phase d'autorisation mais il n'est plus obligé de le faire comme dans la version de juillet du Conseil.

Par ailleurs, l'État membre a désormais dix ans et non deux – c'est essentiel – pour s'opposer à la culture d'OGM sur son territoire et actionner cette phase 2 sur la base d'une liste ouverte de motifs. Je pense à la politique agricole, à la protection des sols et de l'environnement ou encore à l'impact socio-économique au cours de cette seconde phase.

Last but not least, le Conseil a fini par plier et accepter d'étendre l'interdiction aux groupes d'OGM définis par culture ou caractéristique.

Soyons clairs – et je m'adresse principalement ici aux indécis –, il n'y a pas d'autre option crédible que cet accord et le statu quo, contrairement à ce que j'entends, n'en est pas une, sauf à se satisfaire de cette jungle juridique actuelle ou à se lancer dans une improbable conciliation avec un Conseil toujours plus inflexible. À l'évidence, un statu quo serait le meilleur moyen d'empêcher le président Juncker de mener à bien sa réforme pour plus de transparence et de respect de la majorité dans la procédure d'autorisation des OGM.

Les citoyens nous demandent de donner aux États membres les moyens de respecter leur choix, leur choix légitime. Avec cette législation, nous les entendons et nous allons de l'avant.

(Applaudissements)

Vytenis Povilas Andriukaitis, *Member of the Commission*. - Madam President, I am very glad to be here today. It has been a long road – close to five years – but we are almost at the end of our journey. Some time ago I could not have imagined I would be standing here at the end of a successful second reading. I want to thank the rapporteur, Ms Frédérique Ries, for her efficient steering. I also thank the shadow rapporteurs for their support during the discussions. These collective efforts helped us to reach the agreement with the Council and to complete this task successfully.

Utorok 13. januára 2015

Allow me to recall some facts about GMO cultivation in the European Union. Currently there is only one GMO authorised for cultivation in the EU. It is cultivated in five Member States. Nine Member States have taken measures to prevent its cultivation in their territory, but these measures have not been considered scientifically justified by EFSA. As a result, they are regularly annulled by national judges. This means that the countries wishing to ban GMO cultivation in their territory cannot do so. This is because the current legislation does not allow Member States to take into account their national contexts and the views of their citizens. This creates extreme tensions between law, politics and public expectations. EU citizens, farmers and the biotech industry may feel that we do not address their interests. It also weakens the credibility of everyone involved in the process of GMO risk assessment at European level – namely EFSA, the Member States and the Commission.

This is why, in 2009, 13 Member States asked for a solution. The Commission proposed a legally sound and pragmatic response to this call in 2010. It had a dual objective: firstly to maintain a strong science-based EU authorisation system for GMOs, securing uniform safety across the European Union, and secondly to recognise – in full respect of the Treaty – the freedom of each Member State to decide whether to allow GMO cultivation in its territory.

I am pleased that the text in front of you fully meets these two objectives. Member States will have the final say on GMO cultivation, depending on their national situation. The Member States that already cultivate GMOs will be able to continue. Those opposed will be able to restrict or prohibit cultivation in their territory. Freedom of choice will be secured. The EU countries that cultivate GMOs will have to implement measures to avoid cross-border contamination in neighbouring Member States. The criteria used to assess the risk to the environment will be updated shortly. This will reflect the latest scientific and technical progress. Let me stress that Member States will still be able to adopt measures to address unforeseen risks that may be detected after a GMO is authorised.

If you vote in favour of the legislative proposal on GMO cultivation, you will provide the Member States with legally-sound tools to decide on GMO cultivation in their territory starting in spring 2015. The EU has repeatedly been asked to do more to live up to citizens' expectations. I would like to believe this EU legislation is responding to the call. In this context, I would like to make the following declaration: when proceeding with the authorisation of GMOs for cultivation, the Commission will – in full respect of its obligations – take account of elements at its disposal, including the possibility for the Member States to restrict or prohibit the cultivation of GMOs in their territory as provided for by this directive.

Elisabeth Köstinger, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Frau Präsidentin, sehr geehrte Kolleginnen und Kollegen. Nach vier Monaten harter Arbeit ist es uns nun gelungen, dem Plenum einen mit dem Rat abgestimmten Kompromiss für die Selbstbestimmung der europäischen Mitgliedstaaten im GVO-Anbau vorzulegen.

Nach dreijähriger Blockade haben wir die Hürde im Rat nun endlich geschafft, und ich darf der Berichterstatterin, Frédérique Ries, wirklich sehr herzlich auch für die konstruktive Zusammenarbeit danken.

Der Rechtstext ist ein großer Schritt hin zu mehr Subsidiarität und zu mehr Selbstbestimmung. Auch innerhalb der Regierungen hat sich in den letzten Jahren Widerstand gegen Gentechnik formiert. Bei der Abstimmung über die Zulassung des Pioneer 1507 im Februar des letzten Jahres haben sich bereits 19 Mitgliedstaaten dagegen ausgesprochen. Diese Tatsache darf nicht ignoriert werden.

Die betreffenden nationalen Regierungen haben diesem Umstand bereits Rechnung getragen. Acht Mitgliedstaaten der EU haben den Anbau der GVO-Pflanze Mohn 810 mithilfe des einzigen ihnen derzeit zur Verfügung stehenden Instruments, der sogenannten Schutzklausel, in ihrem jeweiligen Hoheitsgebiet verboten und haben somit sogar Klagen der Hersteller riskiert, weil die Schutzklausel nur temporäre Verbote zulässt.

Utorok 13. januára 2015

Dieser untragbaren Situation haben wir nun Einhalt geboten, indem wir eine rechtlich wasserdichte Lösung gefunden haben. Mit dem Zwei-Stufen-Verfahren, dem zufolge das Land selbst wählen kann, ob es den Antragsteller in das Opt-Out-Verfahren einbauen will oder nicht, wird höchstmögliche Rechtssicherheit geboten und gleichzeitig die Subsidiarität gestärkt.

Es ist sicher nicht der Weisheit letzter Schluss, aber es ist ein Schritt in die richtige Richtung. Deswegen möchte ich die Kolleginnen und Kollegen wirklich bitten, diesem Kompromiss auch zuzustimmen.

Gilles Pargneaux, *au nom du groupe S&D*. – Madame la Présidente, chers collègues, aujourd'hui, si un État membre interdit la culture d'un OGM sur son territoire, il se voit systématiquement condamner par la Cour de justice de l'Union européenne à la suite d'une plainte de Monsanto.

L'accord conclu le 3 décembre dernier en trilogie change la donne. Il est important de le rappeler à l'occasion de ce débat. Sans cet accord, nous aurions conservé la situation actuelle, où la Commission européenne autorise la culture d'un OGM en raison de l'absence de position commune au Conseil. Cette situation ne pouvait plus durer. Elle mettait systématiquement en porte-à-faux les États membres qui souhaitent – comme la France – dire non aux OGM. Dans cette négociation longue et difficile face à un Conseil peu flexible, nous sommes parvenus, avec Frédérique Ries – notre rapporteure que je tiens à saluer –, à renforcer la protection des consommateurs, des agriculteurs et des États membres. Cette directive signifie davantage de sécurité pour les États membres opposés aux OGM.

Pour ce printemps 2015, les États membres pourront restreindre ou interdire la culture d'OGM sur leurs territoires en invoquant des motifs environnementaux, agricoles et socioéconomiques. Cela signifie davantage de sécurité pour les agriculteurs favorables aux cultures traditionnelles ou biologiques. D'ici deux ans, les États membres prendront des mesures afin d'empêcher les contaminations de cultures traditionnelles par des cultures OGM dans les zones transfrontalières. Cela signifie davantage de sécurité pour les consommateurs européens.

La Commission européenne s'est engagée à réviser et à renforcer les règles de l'évaluation des risques menée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments d'ici deux ans. Autre victoire pour les consommateurs européens, nous avons convaincu la Commission de n'accorder aucune nouvelle autorisation de culture d'OGM avant l'entrée en vigueur de cette directive.

C'est un combat difficile qui a été mené et nous y sommes arrivés. Nous avons gagné je crois, mais cette directive n'est qu'un début. C'est un bon début, mais il va falloir continuer le combat contre les OGM.

Julie Girling, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, the overall agreement broadly reflects the Commission's original intention: that Member States should have the option to decide whether or not to cultivate GMOs. The intention was to unblock the wholly unjustified failure to grant final approval of GMOs by the Commission. In other words, we are now present at the final act in a long and expensive process initiated simply to avoid repeated exposure of the Commission's lack of political courage. On a more optimistic note, this does show that EU competences as defined by the Treaties are not absolute, and I look forward to such flexibility being shown in other areas as my Prime Minister continues his negotiations to reform the EU.

Of course, as with all controversial proposals, the devil is in the detail. There are many details here which I find unacceptable. The agreement will permit Member States to proceed directly to national bans post-Union authorisation, rather than first seeking a more legally-sound opt-out from authorisation, as initially proposed. It allows for national bans to apply to groups of GMOs, rather than on a case-by-case basis, and fails to completely rule out the possibility of Member States citing environmental and public health grounds for national bans. This conflicts with the EFSA risk assessment process, whereby the environmental and public health risks of GMOs are examined on a case-by-case basis prior to Union authorisation. On principle, I cannot accept a proposal which allows for the scientific assessment of GMOs to be undermined in this way.

The European Parliament's negotiating position on this file has led to this unsatisfactory outcome. Based on a disproportionate demonisation of GMOs along the 'Frankenstein foods' lines promoted in the tabloid press, Members are cutting off a route to higher yields, lower pesticide use and less use of water, and denying access to new-generation GMOs, such as Omega-3-rich camelina, which will have widespread health benefits. I hope that the cobbled-together, legally-fragile compromise that Parliament has promoted will be robust and that the authorisations will start to flow. Member States that want to continue to develop European agriculture as the best in the world are holding their breath, counting on this not being just a charter to ban, but also a key to unlock progress.

Utorok 13. januára 2015

Anneli Jäätteenmäki, *ALDE-ryhmän puolesta*. – Arvoisa puhemies, parlamentti on nyt päättämässä siitä, saavatko EU:n jäsenmaat lisää vapautta päättää muuntogeenisten kasvien viljelystä alueillaan. Ministerit ovat tästä asiasta jo päättäneet ja nyt on siis parlamentin vuoro. Tämä tarkoittaa sitä, että entiseen direktiiviin lisätään artikla, jossa lisätään jäsenvaltioiden oikeuksia perustella oikeudellisesti GMO-viljelyn kansallista tai alueellista kieltä. Tämä on jäsenmaiden päätettävissä oleva asia.

Geenimuunneltu tuote herättää tunteita. On erittäin tärkeää, että Euroopan elintarvikevirasto tutkii näitä asioita tarkkaan. On tärkeää, että tämän viraston antamat luvat ovat todella hyvin perusteltuja, jotta jäsenvaltiot voivat luvan jälkeen itse ja itsenäisesti päättää, mitä tekevät.

Euroopassa, Aasiassa ja monissa muissa maissa geenimuunneltuihin tuotteisiin suhtaudutaan paljon vapaammin kuin täällä Euroopassa. Meillä tähän on suhtauduttu vastahakoisesti ja itse asiassa minusta se on aivan oikea periaate. Tässä on vielä paljon tutkittavaa, paljon asioita, joista me emme tänä päivänä tiedä. Sekä tutkijat että päättäjät ovat vastuussa siitä, että lupia ei anneta sellaisille tuotteille, jotka sitten myöhemmin havaitaan vahingollisiksi.

Lynn Boylan, *on behalf of the GUE/NGL Group*. – Madam President, almost five long years have passed since the Commission initially tabled this hugely significant proposal on national updates for GMO cultivation. The long and winding path to today's vote reflects the highly controversial nature of genetic modification for consumers, farmers, national governments and MEPs in this Parliament. Consistent polls show that citizens across the European Union continue to be wary of GM – a wariness that biotech companies casually dismiss as lack of understanding. I would argue the opposite. Citizens are acutely aware of the implications of GM. They have seen the impact that GM cultivation has had in America and India: increased herbicide resistance and the need for stronger pesticides and more frequent pesticide use.

The ups and downs of this legislation have, unfortunately, ended on a disappointing note. Parliament's first reading and Frédérique Ries's report from last year were both excellent rebuttals to the initial weak proposal by the Commission in 2010 and the very worrying Council position of June 2014. The Council position introduced a system whereby democratically-elected governments would politely ask a biotech company to remove their territory from the authorisation procedure. The concept of a private company being placed on an equal footing with a sovereign country is deeply undemocratic and set a worrying precedent.

While I welcome the fact that this system has been improved in the final document, I nevertheless believe that the legislation before us is flawed. Parliament wanted to ensure that Member States would be able to use justifications for opting out based on environmental and health grounds additional to those examined in the European risk assessment. Unfortunately the key word 'complementary' has been removed to a recital, and the language is contradictory and would be worrying if it were ever challenged in court. There has been further weakening of the text with the change of the legal basis, environmental considerations relegated to the recitals, and the crucial liability scheme being removed.

For countries such as Ireland, where the agriculture sector is vital, it is essential that opting out should be definitive. In order for me to vote in favour of this report, opting out would have to be absolutely legally watertight, and I do not believe this legislation makes it so.

Bart Staes, *namens de Verts/ALE-Fractie*. – Binnen de Raad van ministers is er een grote meerderheid die zich verzet tegen het toelaten van commerciële ggo-teelten. Het voorbeeld van de Pioneer 1507 is duidelijk: 19 lidstaten verzetten zich, vijf onthouden zich en vier zijn vóór. Commissievoorzitter Juncker heeft dan ook aangekondigd het hele vergunning-sproces te gaan democratiseren. Commissaris Andriukaitis zal met een voorstel moeten komen vóór mei 2015.

Wat nu voorligt gaat de verkeerde kant uit. Het is een heus paard van Troje, dat uiteindelijk bedoeld is om het verzet van een groot aantal lidstaten in de Raad te breken in ruil voor de mogelijkheid om alsnog op eigen grondgebied of op delen daarvan een ggo te verbieden. In realiteit is het de hernationalisering van belangrijke Europese wetgeving. In die zin is dit anti-Europees beleid. Zeker, het Europees Parlement, de hoofdonderhandelaar mevrouw Ries, de hele onderhandelsgroep, we zijn er met zijn allen in geslaagd om het uiteindelijke resultaat fel te verbeteren. Dat is onze verdienste en dat werd door de voorgaande sprekers terecht benadrukt.

Utorok 13. januára 2015

De Groenen/VEA zullen met grote meerderheid deze tekst verwerpen. Waarom? Omdat de nieuwe wet leidt tot hernationalisering van Europees beleid. Omdat de nieuwe wet de toelatingsprocedure niet democratischer maakt. Omdat wij de ggo-giganten een rol laten spelen in het besluitvormingsproces via fase 1. Omdat de nieuwe wet onvoldoende sterk is inzake coëxistentiemaatregelen en er niet voor gaat zorgen dat ggo-teelten traditionele landbouw en biolandbouw besmetten en tenslotte ook omdat de regeling geen antwoord biedt op de financiële verantwoordelijkheid van diegenen die mogelijk gangbare landbouwers en biolandbouwers besmetten.

(De spreker is bereid een "blauwe kaart"-vraag te beantwoorden (artikel 162, lid 8 van het Reglement)).

John Stuart Agnew (EFDD), blue-card question. – Do you agree with me that it is absolutely disgraceful to block 50 amendments all together under one vote when some of the amendments actually contradict one another? For example, Amendment 20 genuinely gives some power back to the Member States, whereas many of the other amendments actually make that impossible. Do you think this is a wrong or a right way to produce legislation?

Bart Staes (Verts/ALE), "blauwe kaart"-antwoord. – Ik denk dat u deze vraag aan het verkeerde parlamentslid stelt. Het zijn de diensten die de stemming organiseren. Het is bij mijn weten altijd zo geweest dat wij bij dit soort stemmingen in tweede lezing eerst het bereikte akkoord voorleggen - mijn fractie zal daartegen stemmen - en dat dan vervolgens het bereikte resultaat van in dit geval de Commissie milieubeheer in het geheel wordt voorgelegd. Het resultaat in de Commissie milieubeheer is het resultaat van een democratische stemming die wij niet zomaar opzij kunnen zetten.

(De spreker is bereid een "blauwe kaart"-vraag te beantwoorden (artikel 162, lid 8 van het Reglement)).

Janusz Korwin-Mikke (NI), blue-card question. – The European Union has diversity as a principle. Do you not think that it is diversity that in one state there will be a GMO and in the other there will not?

Bart Staes (Verts/ALE), "blauwe kaart"-antwoord. – Wij moeten goed weten waarover wij praten. Wij hebben een Europese wet waarover wij hier in het Europees Parlement in 2001 hebben gestemd, die de toelatingsprocedure voor ggo's duidelijk regelt.

Sinds 2001 zijn er twee ggo's toegestaan waarvan er op dit moment nog één van kracht is, de Mon 810. Binnen de Raad van ministers van Milieu is er een grote meerderheid van lidstaten - bij de laatste stemming 19 van 28 bij vijf onthoudingen, dus 24 lidstaten - die absoluut niet vóór zijn. Dan denk ik dat de Commissie nú aan het woord is en dat zij moet doen wat de heer Juncker heeft beloofd, namelijk ervoor zorgen dat deze procedure gedemocratiseerd wordt en dat een duidelijke meerderheid in de Raad ook leidt tot een duidelijke beslissing vóór of tegen. Dát is de taak van de Europese Commissie en ik hoop dat de heer Andriukaitis ervoor zal zorgen dat hij, zoals beloofd, nog vóór 1 mei 2015 komt met een sterk voorstel dat wij dan hier met zijn allen kunnen bespreken.

Eleonora Evi, a nome del gruppo EFDD. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, con oggi si chiude un processo negoziale durato oltre quattro anni durante i quali il Parlamento si era già espresso votando a larghissima maggioranza la posizione della prima lettura.

Questo Parlamento aveva indicato in maniera chiara la volontà di introdurre nel testo dell'accordo alcuni elementi ritenuti fondamentali. Tra le modifiche più rilevanti figurava la possibilità degli Stati membri di poter intervenire in veste di gestori della salute pubblica e del rischio ambientale quando si tratta di decidere se coltivare o meno piante transgeniche, di poter vietare il loro utilizzo in considerazione dei pericoli ambientali e sanitari che l'EFSA continua a voler ignorare, di garantire l'applicazione del principio di «chi inquina paga» e altro ancora.

Queste stesse modifiche sono state confermate nel corso della seconda lettura e votate a larghissima maggioranza dalla commissione ambiente che aveva anche espresso la sua totale contrarietà all'oscena proposta del Consiglio che si potesse prevedere che uno Stato membro dovesse riconoscere nelle aziende *biotech* degli interlocutori con cui concordare le restrizioni nazionali ed era su queste direttrici che avevamo accordato il via libera al trilogio.

Utorok 13. januára 2015

Nessuno dei punti ricordati è però sopravvissuto al negoziato finale, stralciati dal testo, finiti ad allungare la lunga lista di inutili considerando. Alle aziende resterà la possibilità di concedere o meno il loro via libera alla restrizione del campo geografico di applicazione delle autorizzazioni, ma non saranno tenute a provvedere al rimborso in caso di contaminazione. Gli accordi politici sono frutto di compromessi dove entrambe le parti cedono un po' delle loro posizioni iniziali. Di fronte alla capitolazione del Parlamento alle richieste del Consiglio non possiamo quindi che votare contro la chiusura di questo accordo.

Zoltán Balczó (NI). - A tárgyalat jogszabály lehetőséget biztosítana a tagállamoknak a génmódosított növények termesztésének korlátozására, tilalmára. Valóban korlátozásról van szó, a nemzeti önrendelkezés korlátozásáról. Mind a riportőr asszony, mind a biztos úr a következőt mondta: ez a szabad választás jogát megadja a tagállamoknak! Ne vezessék félre ebben a Parlamentben Európa lakosságát! Miért szabad választás? Egy tagállam kormánya úgy gondolja, hogy tudományos, szociológiai és társadalmi okok miatt nem kívánja engedélyezni egy génmódosított terméknek a termesztését, elindul a folyamat, amelynek a végén az Unió, a Bizottság azt mondhatja, nem, nem fogadom el az érveket! Ez azt jelenti, hogy kényszeríti e növény termesztésének az elfogadására. Miért lenne ez szabad választás joga?

Egyébként benne szerepel az indokok között, hogy szükséges kényszerítő jellegű indok legyen. Tehát hiába, a tudományos megalapozottság – van egy új jogszabály – nem kényszerítő erejű. Egyébként pedig a mostani javaslat, a decemberi, ez egy megalkuvás, nem pedig kompromisszum. És abban se legyenek illúzióink, a szabadkereskedelmi megállapodás, a TTIP egyik alapvető célja – látjuk az amerikai nyomásgyakorlást – éppen a génmódosított termékeknek az elterjesztése Európában. Tehát kérem, a további vitában ne mondják azt, hogy a szabad lehetőséget és a szabad választást megadja a tagállamoknak, mert nincs így!

Peter Liese (PPE). - Frau Präsidentin, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte mich bei allen ausdrücklich bedanken, die an diesem Kompromiss mitgewirkt haben, als Koordinator der EVP vor allen Dingen bei unserer Schattenberichterstatterin Elisabeth Köstinger und bei Giovanni La Via, der als Vorsitzender des Umweltausschusses den Trilog sehr geschickt geleitet hat. Ich glaube, bei weniger Einsatz hätten wir nicht so ein gutes Ergebnis bekommen.

Ich darf daran erinnern, dass der Rat vier Jahre gebraucht hat, um einen gemeinsamen Standpunkt zu finden. Vier Jahre! Und das ging bis ganz nach oben. Ich kann aus dem Mitgliedstaat, den ich am besten kenne, berichten, dass es schwere Bedenken bei der Kanzlerin gab, ob man überhaupt einen solchen Kompromiss machen kann, weil wir ja schon sehr in den Binnenmarkt eingreifen. Diese Bedenken sind auch bei uns in der Fraktion in der Diskussion immer wieder geäußert worden. Das sollten diejenigen, die jetzt sagen, das geht nicht weit genug, und wir wollen das alles nicht, berücksichtigen.

Die EVP wird für den Kompromiss stimmen, weil er auch die Bedenken der Bürgerinnen und Bürger, die in vielen Mitgliedstaaten vorhanden sind, aufnimmt. Denjenigen, die jetzt mit Ablehnung drohen, die Grünen – verehrter Kollege Staes, ich schätze Ihre Arbeit sonst sehr, aber ich fand das ganz amüsant, dass unsere ansonsten sehr guten Dolmetscher Ihre Aussage, die Fraktion der Grünen/EFA, Freie Europäische Allianz, lehne den Kompromiss ab, mit „EFDD“ wiedergegeben haben. Und Sie sind ja hier in einem Boot mit der EFDD. Darüber sollten Sie mal nachdenken. Wir als EVP stimmen dem Kompromiss zu. Ich glaube, das sollte auch eine Mehrheit dieses Hauses tun. Kein Populismus, sondern verantwortungsvolles Handeln!

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Tibor Szanyi (S&D), Kékkártyás kérdés. – Tisztelt Elnök Asszony! Tisztelt Képviselőtársaim! Bár én magam is szívesen dalolnék győzelmi himnuszokat egy elért kompromisszum kapcsán, azonban ez idő tájt – noha nagyra becsülöm a kompromisszumban közreműködőket – azért én kicsit óvatosabb lennék. Kérdésem a következő: ha ennyire szélesre nyitjuk a skálát a szabad cselekvésnek mondott folyamat előtt, hogyan lesz ebből közös európai álláspont a TTIP tárgyalások során?

Utorok 13. januára 2015

Peter Liese (PPE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Zunächst einmal muss man sagen: Wer den Kompromiss ablehnt, stimmt für die gegenwärtige Rechtslage. Die heißt, dass Mitgliedstaaten eigentlich den Anbau gar nicht verbieten können. Das wurde in den Ausführungen von Frau Ries deutlich. Dann kann morgen ein Unternehmen vor den EuGH gehen und sich einklagen in Österreich, in Ungarn oder auch sonst wo, wo die Bevölkerung und die Regierung das nicht wollen, den Anbau zu beschließen.

Was die TTIP angeht, hat die Europäische Kommission eine klare Position, dass wir eben den Amerikanern an der Stelle nicht nachgeben. Da gab es gestern in den Medien wieder anderslautende Informationen. Aber wenn man da mal nachhakt, ist das eigentlich nicht substanziell. Wir verteidigen unsere Regeln, und dazu gehört auch das nationale Anbauverbot, wenn wir es denn heute beschließen, und das sollten wir tun.

Iratxe García Pérez (S&D). - Señora Presidenta, el objetivo fundamental de la directiva que votamos hoy es el de otorgar mayor flexibilidad y libertad a aquellos Estados miembros que deciden restringir o prohibir el cultivo de transgénicos en sus territorios. El acuerdo alcanzado con el Consejo, con sus virtudes y deficiencias, sigue siendo heredero de los tres principales principios de la Unión Europea en la gestión de los transgénicos: los principios de cautela, de transparencia y de protección de la salud y el medio ambiente.

Cuando se pongan en marcha las reformas habrá que ver, desde la experiencia, si las medidas obligatorias de coexistencia son viables o si presentan la dificultad de cómo ponerle barreras al campo.

Lo que está claro es que hay que proteger, también, la actividad agrícola convencional y la ecológica. Para ello, ya disponemos de una de las reglamentaciones más completas del mundo en materia de transgénicos, que la nueva directiva propuesta servirá para completar. Además, contamos con la Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria, que desde siempre, desde la más absoluta independencia, deberá trabajar permanentemente en la evaluación de riesgos.

Bolesław G. Piecha (ECR). - Pani Przewodnicząca! Z zadowoleniem przyjmujemy przyjęcie tego porozumienia, bo obecny stan prawny jest absolutnie nie do zaakceptowania. Jasne, że każdy polityk musi rozważyć aspekty środowiskowe, zdrowotne, a przede wszystkim emocjonalne i kulturowe, które przecież istnieją w naszych państwach. Witamy z zadowoleniem to, że właśnie państwa członkowskie będą mogły wydawać stosowne akty prawne zakazujące upraw GMO lub dopuszczające ich stosowanie. Czy to porozumienie zawiera jednak wszystkie możliwe propozycje? Otóż nie.

Po pierwsze, jednak nie do końca rozwiązuje sprawę odmowy zarejestrowania uprawy GMO w państwie członkowskim. Wydaje się, że podmioty, które będą chciały wprowadzać te uprawy, będą mogły dochodzić praw na drodze sądowej, i to uzasadnienie może być kwestionowane.

I po drugie, ubolewam, że nie ustanowiono odpowiedzialności podmiotu wprowadzającego uprawy GMO, bo znam przypadki, kiedy nawet taka instytucja jak EFSA (tu chodziło o inną sprawę, o Emma, poprzednika Emmy) wydawała takie pozwolenie, a później okazało się, że lek był niestety niedobry i spowodował ogromne spustoszenie. Także nie wiemy do końca, jak te uprawy GMO będą oddziaływały na zdrowie ludzkie.

Marit Paulsen (ALDE). - Fru talman! Herr kommissionär! Ärade kolleger! Kompromissen är för mig beklaglig men den enda möjliga, så jag hoppas att den röstas igenom.

Jag har aldrig kunnat, och ingen av oss skulle någonsin kunna, försvara det sätt som GMO-tekniken används på i dag. Den är inte till nytta för människan eller för miljön. Den är enbart till nytta för vinsterna i de mycket stora företagen.

Glöm dock aldrig att en teknik i sig aldrig är ond eller god. Det beror på vem som gör vad. Jag vill att vi framför allt i Europa återtar makten över den typen av växtförädling från USA.

Kateřina Konečná (GUE/NGL). - Paní předsedající, kolem problematiky pěstování GMO a jejich eventuálního zákazu v jednotlivých členských státech zuří na této půdě dlouhodobě vášnivá debata. Svůj díl viny na tom jistě mají i četné lobbistické skupiny, kterým jde o zisk. A o zisk zde jde, podle mého názoru, především.

Utorok 13. januára 2015

Naposledy se to ukázalo na konci minulého roku, kdy se v rámci Výboru pro životní prostředí, veřejné zdraví a bezpečnost potravin hlasovalo o doporučeních výboru pro druhé čtení. Mnohé kontroverzní pozměňovací návrhy tehdy prošly pouze o jediný hlas. GMO jsou nebezpečím jak pro samotné životní prostředí, genetický fond a druhovou rozmanitost, tak především pro zdraví lidí a zvířat. Ráda bych upozornila na to, že většinu dopadových studií provedených k GMO vždy financovaly především nadnárodní korporace v čele s jejich zástupci z lobbistických skupin. O škodlivosti GMO pro lidské zdraví se na veřejnosti vůbec nemluví, přitom již dnes o nich z nezávislých studií víme.

Je třeba říci, že jsem velice zklamaná, co se týče současného stavu představeného textu. Evropský parlament šel do vyjednávání s velice dobrým textem, který jsme mohli a měli obhájit, což se však nepovedlo. Proto osobně odmítám jakkoliv podpořit současné znění návrhu. My musíme zastavit GMO v Evropské unii.

Martin Häusling (Verts/ALE). - Frau Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich glaube, dieser Kompromiss ist ein fauler Kompromiss, und am Ende werden wir in Europa einen Flickenteppich bekommen: Länder, die Gentechnik haben, Länder, die keine haben, und das in einem gemeinsamen Markt. Das wird nicht zu mehr Verbrauchervertrauen führen, sondern zu weniger Verbrauchervertrauen, und es dient allen, nur nicht der Klarheit für neue Regeln.

Die spannende Frage ist, Herr Kommissar. Kommt es jetzt zu weiteren Zulassungen, zu mehr Zulassungen, weil jetzt Mitgliedstaaten einfach der Zulassung zustimmen in dem Glauben, sie könnten es ja dann zu Hause wieder verbieten? Haben wir jetzt eine Welle zu erwarten, oder was kommt da auf uns zu? Was ist eigentlich aus dem Kompromiss geworden, aus klaren Regeln für die Koexistenz gentechnikfreier Landwirtschaft? Was ist aus klaren Regeln geworden, indem wir Haftungsregeln einführen für diejenigen, die keine Gentechnik anbauen wollen? All das ist in diesem Kompromiss nicht enthalten.

Herr Kommissar, es liegt jetzt an Ihnen, Sie haben es ja versprochen, oder Herr Juncker hat es versprochen, neue Zulassungsregeln in Europa wirklich zu gestalten, und die müssen dann demokratischer werden und endlich dem Mehrheitswillen der europäischen Verbraucher gerecht werden, die nämlich in ihrer großen Mehrheit, auch bei den Mitgliedstaaten, keine Gentechnik wollen.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Janusz Wojciechowski (ECR), pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki. – Czy nie uważa Pan jednak, że zakaz GMO na szczeblu krajowym spowoduje, że w Europie GMO będzie mniej, a społeczeństwo uzyska możliwość silniejszego nacisku w tej sprawie na własne rządy? Dzięki temu będzie można ograniczyć zasięg GMO w Europie właśnie przez to, że przeciwne GMO społeczeństwa będą mogły silniej i skuteczniej naciskać na rządy. W Polsce taki nacisk istnieje i GMO nie ma i nie będzie.

Martin Häusling (Verts/ALE), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Ja, Herr Kollege! Wir haben doch gegenwärtig eine Situation, wo wir in ganz Europa nur eine einzige Gentechniksorte zugelassen haben: Mohn 810.

Also wer erzählt denn, dass wir in Europa jetzt viel Gentechnik haben? Die angebliche Drohung von Konzernen, dass wir dann mehr Gentechnik bekommen, ist doch bis jetzt sozusagen ins Leere gelaufen. Die spannende Frage wird jetzt sein, und das habe ich ja eben gemeint: Was ist jetzt eigentlich, wenn die Welle an Verfahren kommt? Werden dann einige Mitgliedstaaten sagen, Ja, wir bauen noch mehr Gentechnik an, und andere, vielleicht direkt der Nachbarstaat, werden sagen, wir bauen nicht an? Ich glaube, wir kriegen mehr Gentechnik. Das ist meine feste Überzeugung, weil jetzt einfach der politische Druck auf die EU-Kommission nicht mehr da ist.

Utorok 13. januára 2015

Valentinas Mazuronis (EFDD). - Mielie kolegos, pasiektas susitarimas yra optimalus kompromisas ir suteikia valstybėms narėms teisę riboti ar drausti genetiškai modifikuotų organizmų auginimą savo teritorijoje. GMO neturi būti išduodami leidimai, jei tai prieštarauja išrinktų vyriausybių ar jų piliečių valiai. Ši, nors ir ne geriausia, direktyva tai ir užtikrina, todėl manau, kad jai reikia pritarti. Manau, kad reikia leisti GMO tik esant tvirtiems įrodymams, kad tai nekenkia ir negali kenkti mums ir mūsų vaikams. Negalime leisti, kad dėl lobistų spaudimo paliktume teisinės spragas legalizuoti GMO auginimą Europos Sąjungoje ir primesti jį ne tik Lietuvos, bet ir visų jūsų valstybių gyventojams jiems to nenorint. Kiekviena šalis, atsižvelgdama į atsargumo principą, turi spręsti pati. Mes neturime pasiduoti spaudimui iš šalies ir leisti įsivyrauti GMO imperijai Europos Sąjungoje. Šį principą būtina įdiegti ES dokumentuose, tame tarpe ir laisvosios prekybos sutartyje su Jungtinėmis Amerikos Valstijomis. Anksčiau ar vėliau kišimasis į motinos gamtos reikalus atsisuks prieš mus pačius. Todėl, mieli kolegos, būkime budrūs, mylėkime gamtą ir pritarkime šiam dokumentui.

Olaf Stuger (NI). - U zit krap in uw tijd, dus ik zal proberen u te helpen. Wij hebben het vandaag over genetisch gemodificeerde organismen, maar eigenlijk hebben wij het over iets veel groters. Wij hebben het over meer, over de zelfbeschikking van soevereine staten. Zoals Ronald Reagan, oud-president van de Verenigde Staten, al zei: "Als een land geen controle heeft over zijn grenzen, dan kun je niet spreken van een land."

De lidstaten in de EU zijn dus geen landen. Maar het gaat verder, want zij hebben ook geen beschikking over de besteding van hun belastinggeld. Zij hebben geen beschikking over hun eigen wetgeving. Dus, of het nu gaat over de toelating van begrotingsregels, over de toelating van vreemdelingen, of over de toelating van ggo's, daar moet de EU zich niet mee bemoeien. Dat is aan de lidstaten zelf.

[Spreker gaat in op een blauwe kaart-vraag overeenkomstig artikel 162, lid 8 van het Reglement.]

Bill Etheridge (EFDD), blue-card question. – Mr Stuger, do you agree not only that it is an incorrect procedure to be discussing in this place the nation states and what they do with their crops, but also that there is a lack of information for the people about this particular subject that would enable them to advise their representatives so that we can truly be democratic? So do you agree with me that there is a great democratic deficit in this debate, and in all debates we have here?

Olaf Stuger (NI), "blauwe kaart"-antwoord. – Er is een groot tekort aan democratisch gehalte. Dat geldt niet alleen voor dit debat, dat geldt voor alle debatten, of het nu gaat om heel eenvoudige of om heel complexe besluitvorming. Het is een godspe dat wij hier bij elkaar zitten zonder enige democratische legitimatie van uw kant. Ik ben het dus hiermee volledig eens en ik hoop dat wij hier op dit punt nog veel discussie kunnen voeren.

Giovanni La Via (PPE). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, dopo quattro anni di lavoro siamo giunti finalmente a un accordo su un tema delicato quale quello degli organismi geneticamente modificati, molto sentito dall'opinione pubblica e protagonista di dibattiti scientifici e politici di grande rilievo.

Vorrei innanzitutto ringraziare la collega, la relatrice Ries, per il lavoro svolto per il Parlamento, così come i colleghi di tutti gli altri gruppi politici che hanno contribuito a migliorare il testo e hanno fattivamente collaborato per un accordo su questo dossier. Un ringraziamento lo devo anche al ministro Galletti per la Presidenza italiana, per l'ottima collaborazione durante i negoziati che ci ha consentito di giungere a un accordo su un testo comune entro la fine dello scorso anno con il suo supporto, signor Commissario.

A mio avviso, tale compromesso rappresenta l'unico accordo possibile e come ogni buon compromesso deve lasciare lo stesso amaro in bocca a tutti. Il Parlamento voleva su alcuni temi portare avanti alcune posizioni e non ha potuto farlo, le ha dovute sacrificare sull'altare di un accordo e questo è l'unico accordo possibile. Credo comunque che vada ricordato come, al di là delle varie posizioni che possono essere assunte in materia, l'obiettivo principale che ci siamo posti come politici e come legislatori era quello di creare una base giuridica certa in materia. A fronte, infatti, di una situazione di incertezza che aveva dato vita a molteplici ricorsi, finalmente avremo una certezza giuridica. Invito quindi tutti i colleghi a sostenere quest'accordo che ribadisco era il miglior accordo possibile tra tutti quelli che abbiamo esaminato.

Utorok 13. januára 2015

Massimo Paolucci (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, anch'io penso che abbiamo fatto un buon lavoro, un buon compromesso, sicuramente un passo in avanti dopo quattro anni di blocco. Certo, non c'è tutto quello che avremmo voluto, ma sicuramente costruiamo un testo che ci fa fare un passo in avanti e che non è paragonabile alla situazione attuale. Per chi come me, come noi, vuole preservare i prodotti tipici, vuole difendere la biodiversità che è una ricchezza della nostra terra, per chi vuole evitare un'omologazione dei prodotti, questo testo consente di fare un passo in avanti. Ha ragione il Commissario, l'Europa definisce i criteri, la griglia di sicurezza, i metodi autorizzativi e gli Stati nazionali finalmente hanno una base giuridica certa per poter intervenire. È un passo in avanti che consente di superare anni di incertezze e che consente a tutti quelli che hanno a cuore – ripeto – la difesa dei prodotti tipici di poter dire finalmente: ce l'abbiamo fatta!

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Steven Woolfe (EFDD), blue-card question. – My question is quite simple: at what point, in either this regulation or the proposals that you have, is it absolutely clear that you can ban GMO products? Surely the very nature of this proposal, and of the compromise you have put forward, makes it obscure and unclear, and makes it impossible for the public in Europe to say with absolute certainty that there will be No GMO products. This is once again an EU mess-up in an EU directive that impacts on the European people.

Massimo Paolucci (S&D), Risposta a una domanda «cartellino blu». – Signora Presidente, onorevoli colleghi, penso sia vero l'esatto contrario: fino ad oggi abbiamo avuto una norma incerta e una base giuridica incerta, adesso abbiamo una norma sicuramente più precisa che permette di assumere noi una decisione come Parlamento europeo e dare direttive chiare agli Stati nazionali e non rimandare tutto alla Corte di giustizia.

Marcus Pretzell (ECR). - Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Der Anbau genveränderter Lebensmittel soll also, den subsidiaritären Charakter der Europäischen Union stärkend, wieder an die nationalen Parlamente zurück. Das ist im Prinzip natürlich gut, denn das ist eine der Forderungen, die wir auch als AfD immer erhoben haben. Deshalb kann ich gut verstehen, dass der Kollege Liese hier die Bedenken der Kanzlerin genannt hat, denn jetzt wird sich die Kanzlerin, die das bislang gerne nach Brüssel abgegeben hat und dann nichts damit zu tun hatte und nichts damit zu tun hatte, dass man sich um 88 % der deutschen Bürger, die sich große Sorgen um diesen Anbau machen, gar keine Gedanken machen musste, damit auseinandersetzen müssen, und sie wird eine Antwort geben müssen, etwas, was unsere Kanzlerin besonders ungerne tut.

Aber selbstverständlich geht das, was hier beschlossen wird, bei weitem nicht weit genug, denn wir werden in der Tat ein ziemliches Kompetenzchaos haben. Wir werden vor allen Dingen als Parlament darauf aufpassen müssen, dass am Ende nicht – wie es schon beim Assoziierungsabkommen mit der Ukraine der Fall gewesen ist – über die TTIP diese Regulierung wieder aufgehoben wird.

Jan Huitema (ALDE). - Al jaren benadrukken wij in Europa het belang van kennis en innovatie. Innovaties op het gebied van genetische modificatie zijn veelbelovend en kunnen zorgen voor een betere en efficiëntere voedselvoorziening.

Ik vind het dan ook zorgelijk dat de Europese teelt van nieuwe ggo-gewassen een wassen neus is geworden. Onze landbouw raakt hiermee achterop. Biotechbedrijven, die zorgen voor veel hooggeschoold werk, zoeken hun heil ergens anders. Hopelijk zorgt deze nieuwe wetgeving voor meer speelruimte en komt het verlenen van vergunningen beter op gang. Lukt dit nu weer niet, dan zullen nieuwe maatregelen genomen moeten worden.

De keuze is aan de lidstaten: laten wij denken in kansen en niet in risico's. De Europese landbouw is nog altijd één van de meest innovatieve van de wereld. Laten wij dit zo houden.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL). - Señora Presidenta, Señor Comisario, siento mucho tener que decirle que hoy aquí nos traen una auténtica farsa. Ustedes saben mejor que nadie que la libertad de un Estado para permitir los cultivos transgénicos es una imposición generalizada de la alimentación transgénica. Porque saben -tan bien como yo- que no es posible preservar la agricultura campesina, la agricultura orgánica o convencional, libre de transgénicos a no ser que en sus delirios piensen que van a poder parar el viento o los insectos.

Utorok 13. januára 2015

Porque la biodiversidad, la salud, el medio ambiente, la agricultura campesina no dependiente de las multinacionales, la alimentación sana y la soberanía alimentaria siguen estando entre nuestros objetivos principales, queremos una directiva para la prohibición de los transgénicos y también que se pare el Tratado de Libre Comercio con los Estados Unidos.

Jill Evans (Verts/ALE). - Madam President, I am against this proposal because I have always worked for a GM-free Wales in a GM-free Europe. This is the latest attempt to get more GM authorisations agreed at European level by putting the decision to ban GMOs in the hands of individual governments.

In theory this could be appealing for a country like Wales, where agriculture is devolved. Wales was a founding member of the GM-free Regions Network. We do not have the same policy as the UK Government on GM crops. We are proud of our high-quality agricultural produce and we do not want to see that jeopardised. This proposal would open the door to GM crops in Europe, with real risks of cross-contamination. Increasing GM authorisations in Europe would also send a signal to the rest of the world that GMOs are becoming more acceptable. This is certainly not the case for my constituents in Wales.

Marco Affronte (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, la collega Evi ha accennato poco fa al discutibile ruolo svolto dall'EFSA. Noi siamo convinti che la mancanza di fiducia degli europei verso gli OGM e anche verso le agenzie di controllo si basi proprio sul fallimento di quest'agenzia europea nel dimostrare imparzialità e indipendenza nelle sue valutazioni anche e soprattutto sugli OGM. L'EFSA non ha mai ritenuto di dover negare permessi ad alcun OGM, nemmeno quando erano le stesse aziende *biotech* a riconoscere la sussistenza di differenze statisticamente significative tra le piante geneticamente modificate e quelle tradizionali o, ad esempio, nella risposta fisiologica degli animali alimentati con OGM rispetto ai controlli.

A ciò si sovrappongono tristi storie di conflitti di interesse e inquietanti episodi di porte girevoli che hanno riguardato gli esperti dei *panel* di valutazione delle piante transgeniche. Ed ecco che forse è più facile comprendere le diffidenze del pubblico verso gli OGM e la stessa EFSA. Per questa ragione riteniamo che gli Stati membri possano e debbano poter intervenire vietando gli OGM, anche per i rischi ambientali e sanitari che la loro coltivazione ed uso comportano. Questa direttiva non va in questa direzione per cui voteremo contro.

Marine Le Pen (NI). - Madame la Présidente, les OGM tels qu'ils nous sont imposés par les multinationales de l'agrochimie, les États-Unis et l'Union européenne sont inacceptables et dangereux.

D'une part, l'investissement nécessaire pour créer une nouvelle plante OGM est élevé. Par conséquent, cette technologie risque d'entraîner une baisse du nombre de variétés de plantes cultivées. Or, la diversité est le meilleur atout de l'agriculture contre les problèmes de maladies et de parasites.

D'autre part, la grande majorité des OGM sont des variétés *Roundup Ready*. Des cultures peuvent être arrosées de *Roundup*, un désherbant hautement toxique pour la faune et la flore mais aussi pour les hommes. D'autres plantes OGM sécrètent elles-mêmes des pesticides.

Une partie de ces pesticides est donc probablement ingérée par les consommateurs. On remarquera que la quantité de résidus de *Roundup* tolérée dans le soja a été multipliée par quatre aux États-Unis en 1997 pour permettre la vente de soja transgénique. Le *Roundup* est pourtant une substance cancérigène potentiellement très dangereuse. La santé des consommateurs semble ici une variable d'ajustement.

Enfin, les agriculteurs doivent se réapprovisionner chaque année en semences OGM; ils sont asservis et non libérés par cette technologie.

La nouvelle directive que vous voulez nous faire voter est un piège. Vous allez redonner un peu de souveraineté aux États en leur permettant d'autoriser ou d'interdire un OGM sur leur territoire. Cependant, du fait du principe de libre circulation, les supermarchés français accueilleront dans leurs rayons de plus en plus de produits à base d'OGM en provenance d'autres pays de l'Union européenne. Les consommateurs français seront donc de plus en plus exposés aux OGM malgré leur forte opposition à cette technique.

Utorok 13. januára 2015

L'étiquetage obligatoire des aliments contenant des OGM – malheureusement peu visible sur les emballages – sera le dernier rempart face à ceux qui entendent les imposer sans limitation et notamment au travers de l'accord de libre-échange Union européenne / États-Unis.

Comme d'habitude, vous légiférez donc contre la volonté des peuples sur un sujet crucial, favorisant ainsi les intérêts des multinationales de l'agrochimie au détriment de la santé des consommateurs et des agriculteurs, de la diversité des végétaux cultivés et en refusant un principe fondamental: il faut nourrir sans rendre malade.

Françoise Grossetête (PPE). - Madame la Présidente, vous me permettez de féliciter la rapporteure Frédérique Ries ainsi que notre rapporteure fictive Elisabeth Köstinger, et de remercier le président La Via pour le rôle important qu'il a joué dans cette négociation.

Jusqu'à présent, nous avons un système sans queue ni tête, qui décourageait par sa complexité la recherche et l'innovation dans le secteur des biotechnologies et qui, d'autre part, conduisait devant la justice les États membres – comme la France – qui sont hostiles à la culture des OGM.

Nous avons un compromis – au bout de cinq ans – qui offre une liberté de choix et, quand même, une plus grande sécurité juridique. Ce qui est important, pour moi, c'est que l'évaluation des semences OGM et de leur sécurité sanitaire suive une approche scientifique et ne soit pas soumise à des débats purement idéologiques.

Deuxièmement, les États membres ont l'obligation d'adopter des mesures de coexistence dans les zones transfrontalières pour éviter les contaminations de cultures traditionnelles par des cultures OGM. Je me suis battue pour cela car j'estime que les agriculteurs doivent pouvoir rester libres des choix de leurs cultures.

Ce compromis ne constitue certes pas l'issue dont nous aurions pu rêver pour le dossier OGM. Pour ma part, j'aurais préféré une solution réellement européenne nous permettant de sortir de l'impasse, mais le mieux étant souvent l'ennemi du bien, j'en appelle aujourd'hui à la responsabilité de chacun afin d'établir un cadre juridique stable pour les cultures OGM en Europe.

Susanne Melior (S&D). - Frau Präsidentin! Mit der heute zu beschließenden Richtlinie schaffen wir eine umfassende und rechtlich sichere Regelung zum Anbau bzw. Nichtanbau gentechnisch veränderter Pflanzen in der Europäischen Union.

Uns Sozialdemokraten wäre ein generelles Anbauverbot noch lieber gewesen, denn damit hätten wir dem Wunsch der über 500 Millionen Verbraucher noch klarer entsprochen. Dem ist der Ministerrat leider nicht gefolgt. Was wir jetzt bekommen, ist ein Flickenteppich von Anbau und Nichtanbau. Für den europäischen Binnenmarkt ist das eine große Herausforderung.

Ich werbe dennoch um Zustimmung zu dem gefundenen Kompromiss. Damit ist ein rechtlich sicherer Anbau bzw. Nichtanbau durch die Mitgliedstaaten in ihrem eigenen Bereich zu beschließen. Wir haben damit mehr Rechtssicherheit und können damit auch ein striktes Verbot erreichen.

Die auch mir sehr wichtigen zwingend vorgeschriebenen Koexistenzregelungen zwischen Mitgliedstaaten ermöglichen ein Nebeneinander von GVO und konventioneller beziehungsweise ökologischer Landwirtschaft.

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Gesine Meissner (ALDE), Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Es ist folgendermaßen: Es ist jetzt schon gesagt worden von unserer Kollegin Melior, dass es Wahlfreiheit schafft, sie es aber besser gefunden hätte, es wäre generell ein Verbot möglich gewesen, weil das die Menschen wollen. Es ist aber so, dass ja nicht alle Menschen gesagt haben, sie wollen keine gentechnisch veränderten Organismen. Haben wir nicht extra die EFSA, damit wirklich wissenschaftlich fundiert geprüft wird, was in der Forschung jetzt zur Verfügung gestellt wird und was man anbauen kann? Ist es nicht so, dass wir uns immer für Innovation und für Forschung aussprechen? Und ist es nicht so, dass wir in diesem Fall die wissenschaftlichen Erkenntnisse total in Frage stellen?

Utorok 13. januára 2015

Susanne Melior (S&D), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Wissenschaftliche Erkenntnisse sind damit keineswegs in Frage gestellt, und auch die Arbeit der EFSA ist damit nicht in Frage gestellt. Aber das, was Sie hier ignorieren, ist der große Wunsch von Verbraucherinnen und Verbrauchern, denn auch in Deutschland – unserem gemeinsamen Heimatland – sagen 84 % Nein zur GVO, zu grüner Gentechnik.

Jørn Dohrmann (ECR). - Fru formand! Denne diskussion viser helt tydeligt den bekymring, der er omkring GMO'er. Borgerne og regeringen får forhåbentlig mere selvbestemmelse, og det er godt. Den danske delegation i ECR-Gruppen vil stemme for at sikre fleksibilitet for medlemsstaterne, så det er muligt at begrænse eller forbyde dyrkningen af GMO'er. Vi er nødt til at beskytte vores borgere, som for størstedelens vedkommende stadig er imod GMO-dyrkningen i Europa, da usikkerheden om relationen til menneskers helbred stadig er for stor. Derfor er det vigtigt at give medlemsstaterne større suverænitet inden for GMO-dyrkningen med henblik på at give dem mere frihed til selvstændigt at træffe beslutninger om GMO-dyrkning på deres eget område.

Molly Scott Cato (Verts/ALE). - Madam President, the idea of national opt-outs from GMO regulation is unworkable and ignores the wish of the vast majority of EU citizens that our continent should remain GM-free. The new system would allow countries whose governments are more subject to lobbying from agribusinesses – and I am ashamed to say that my country is one of those – to introduce GM crops as a Trojan horse to undermine the EU ban on this dangerous technology. They will be allowing their own priorities to work against the desires and wishes of other EU citizens. For this reason, the proposal is inherently inimical to the single market and to European unity.

Before we vote on this proposal we should ask ourselves how we come to be here. We are not voting on an end to the GM moratorium because of lobbying from our constituents. I have not received a single e-mail from my constituents in the south-west calling for more GM crops. We have arrived here because of relentless, high-powered, well-funded lobbying by the biotech corporations, who have no interest in our welfare and are simply interested in swelling their own profits, even at a risk to public health. Citizens across Europe have rejected GM, and we must continue to respect their view and condemn the specious arguments and profiteering instincts of the agricultural corporations.

Pilar Ayuso (PPE). - Señora Presidenta, en primer lugar, quiero felicitar a los actores de este acuerdo, porque estábamos ante un debate muy ideológico y emocional y eso dificulta mucho las soluciones.

De acuerdo con nuestra legislación, en la Unión Europea solo se utiliza la comercialización de OGM preservando, por encima de todo, la protección de la salud y el medio ambiente, y siempre con el soporte científico de la evaluación de riesgo de la Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria, que es independiente y riguroso.

No obstante, es lógico y lícito que haya países contrarios a su cultivo y había que dar seguridad jurídica a las empresas que los comercializan y a los Estados que quieren ejercer este derecho, porque estábamos en una situación insostenible por la ausencia de un sistema eficaz de toma de decisiones que mermaba nuestra fortaleza en el panorama internacional. Por ello, me congratulo mucho por este acuerdo.

Este acuerdo va a permitir desbloquear una situación que no era aceptable, por lo que los Estados miembros que quieran cultivar OGM, previamente autorizados siempre, podrán seguir haciéndolo, al mismo tiempo que aquellos que no quieran hacerlo también puedan prohibirlo. El texto aprobado logra garantizar el respeto a los principios del Tratado de Funcionamiento de la Unión Europea.

Paul Brannen (S&D). - Madam President, the report we are about to vote on today represents a balanced compromise that takes both the science and the views of the public into account. It provides for a strengthened environmental impact assessment on new GMOs. Furthermore, it requires Member States which choose to cultivate GMOs to introduce co-existence measures for border areas. This should be good news for the fast-growing, environmentally-friendly and job-creating sector of organic agriculture, which cannot afford contamination with GM crops.

It strikes the Labour Party that the British Conservatives are opposed to the proposed exclusion of biotech companies from the decision-making process. This only shows once again that the Tories remain in the hands of big business lobbyists and have little regard for the views of the general public, little regard for the consumer and little regard for common sense.

Utorok 13. januára 2015

Jadwiga Wiśniewska (ECR). - Pani Przewodnicząca! Dzisiaj odbędzie się ważne głosowanie w sprawie upraw roślin genetycznie modyfikowanych. Proponowany projekt dyrektywy pozwala państwom członkowskim na zachowanie kompetencji z zakresu zakazu upraw GMO na ich terytorium.

Jest to sprawa wyjątkowej wagi dla mojego kraju, Polski, bowiem duża różnorodność, bioróżnorodność gleb rolnych w Polsce i brak GMO stanowią wielki atut dla promocji zdrowego odżywiania i eksportu bardzo dobrych jakościowo polskich produktów rolnych. Nasze gleby są zdolne do produkcji naturalnej żywności, zaś stosowanie GMO nieuchronnie naraziłoby je na degradację. Obecnie w Polsce uprawy GMO są na szczęście zakazane. Polska jest i musi pozostać wolna od upraw żywności genetycznie modyfikowanej.

Państwa członkowskie mają różny stosunek do GMO i postanowienia w tej sprawie powinny być uzależnione od ich suwerennych decyzji.

Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE). - Pani Przewodnicząca! Zawarty kompromis dotyczący upraw GMO umożliwia państwom członkowskim podjęcie decyzji w zgodzie z własnym interesem, specyficzną sytuacją oraz opinią swoich obywateli. Ważne jest poinformowanie społeczeństwa, czym tak naprawdę jest GMO i jakie może wywołać skutki dla rolnictwa, środowiska i zdrowia. Ta kwestia nie powinna być ideologizowana i upolityczniana, a przedstawiona zgodnie z faktami, dostępną wiedzą i badaniami. Merytoryczna dyskusja powinna umożliwiać ocenę realnych zagrożeń i ewentualnych korzyści związanych z uprawą GMO. Jest to dyskusja trudna i wywołująca duże emocje w każdym państwie członkowskim. Dlatego poparcie kompromisu ułatwia, moim zdaniem, możliwość wewnętrznego dialogu i nie spowoduje wśród społeczności sprzeciwu wobec odgórnie narzuconej decyzji. Ważne jest, co należy podkreślić, że ten kompromis ułatwia państwom członkowskim wprowadzenie zakazu upraw GMO. Istotne jest prowadzenie dalszych badań, ponieważ naukowcy nie są jednomyślni w ocenie korzyści i zagrożeń.

Uprawy GMO muszą być w pełni bezpieczne i dawać gwarancję, że państwo, w którym rośliny genetycznie modyfikowane są uprawiane, nie zainfekują terenów sąsiednich państw, upraw ekologicznych i tradycyjnych. Mam nadzieję, że takie podejście pozwoli na zakończenie upolitycznionej dyskusji i podjęcie przez rządy racjonalnej, odpowiedzialnej i najlepszej dla mieszkańców decyzji.

Karin Kadenbach (S&D). - Frau Präsidentin, Herr Kommissar! Dieser vorliegende Kompromiss ist sicher kein Grund, um in blinden Jubel auszubrechen. Aber wenn man sich anschaut, welche verfahrenene Situation das über viele, viele Jahre war, auf welchem unsicheren Rechtsrahmen Länder wie Österreich durch die Schutzklauseln den Anbau von gentechnisch veränderten Organismen verhindert haben, so ist dieser Kompromiss einer, den ich heute doch sehr befürworte.

Ich habe den Eindruck, dass die Grünen und die GUE/NGL heute ein sehr böses Spiel spielen. Es steht nicht zur Entscheidung, ob wir in der gesamten Europäischen Union gentechnisch veränderte Organismen zum Anbau nicht zulassen wollen oder schon. Denn heute geht es darum, diesem Kompromiss zuzustimmen oder die Situation, die wir zuvor hatten, fortzuführen. Und diese Situation hätte genau das, was Sie hier heute an die Wand zeichnen, herbeigeführt, nämlich dass es den Konzernen möglich geworden wäre, jene Mitgliedstaaten, die sich dazu entschlossen haben, auf ihrem Hoheitsgebiet keine gentechnisch veränderten Organismen zum Anbau zuzulassen, rechtlich zu belangen und diesen Anbau eventuell sogar zu erzwingen.

Beata Gosiewska (ECR). - Pani Przewodnicząca! Genetycznie modyfikowane uprawy stanowią zagrożenie dla środowiska naturalnego oraz zdrowia ludzi i zwierząt. W krajach, w których od lat uprawia się GMO, widać jak jest szkodliwe działanie tych upraw, co potwierdzają również badania niezależnych naukowców. Pomimo tego firmy produkujące nasiona GMO i środki chemiczne do ochrony roślin agresywnie lobbują na rzecz GMO, szukając nowych rynków zbytu, m.in. w Europie. Jedynym skutecznym rozwiązaniem jest wprowadzenie całkowitego zakazu GMO na terenie całej Unii Europejskiej.

Ubolewam nad tym, że zamiast wprowadzić taki zakaz, wypracowano tylko dalekie od ideału porozumienie. Z jednej strony daje ono państwom członkowskim teoretyczną możliwość wprowadzenia zakazu GMO i liczę na to, że mój kraj, Polska, że rząd tego kraju, taką możliwość wykorzysta. Z drugiej jednak strony otwiera to furtkę do łatwej legalizacji GMO w przyszłości. Temat genetycznie modyfikowanych organizmów powinien być przedmiotem wnikliwych prac Komisji Rolnictwa, a tak nie było. Obywatele nie chcą na swoich talerzach żywności genetycznie modyfikowanej, dlatego politycy powinni wsłuchać się w głos społeczeństwa i zabronić takich upraw.

Utorok 13. januára 2015

Ivo Belet (PPE). - Dit akkoord is verre van perfect, maar zoals vaker in de politiek is het ideale de vijand van het goede. Het is goed dat wij eindelijk een akkoord hebben, zodat er een juridisch kader is, niet alleen voor de bedrijven, maar ook voor de consument en voor de overheden. Zo weten wij waar wij aan toe zijn.

Wij passen het voorzorgsprincipe, dat essentieel is in dergelijke dossiers, maximaal toe zodat aanvragen voor ggo's aan een heel strenge screening moeten worden onderworpen, opdat er geen enkel risico is voor de volksgezondheid noch voor het milieu. De verplichting om met name aan de grens te voorzien in bufferzones, is uiteraard ook een goede zaak. Sta mij toe te verwijzen naar mijn eigen regio, Vlaanderen, waar vandaag al een strak wettelijk kader bestaat, zodat producenten in de toekomst verplicht worden om duidelijke voorzorgsmaatregelen te nemen en te vermijden dat er een risico zou ontstaan.

Kortom, wij beschikken nu in Europa over een heel duidelijk, streng kader, waarschijnlijk een van de strengste kaders in de wereld voor de toelating van ggo's. En vergeet niet dat de commissaris in de nabije toekomst binnen vier jaar ook met een evaluatie zal komen, zodat wij nog extra garanties krijgen.

Jytte Guteland (S&D). - Fru talman! Herr kommissionär! Den lagändring som vi röstar om här i dag gör det möjligt för medlemsländerna att i stor utsträckning själva bestämma om GMO ska odlas på deras territorium.

Jag tycker att det är en välavvägd kompromiss, och jag kommer att rösta för den. Den respekterar att vi har olika förhållningssätt och synsätt på GMO. Det gör det möjligt för medlemsländerna att i större utsträckning själva bestämma. Jag tror att det är bra i en sådan här fråga som splittrar. Det finns olika synsätt, och det är viktigt att respektera folkets vilja.

För egen del tycker jag att vi ska lyssna mycket nog på vetenskapen och på de utvärderingar som exempelvis Efsa gör. Vi ska också utgå från försiktighetsprincipen. Det är viktigt att inte hasta fram i svåra frågor, eller tillåta sådant som kan få negativa effekter för människors hälsa och miljön.

Överenskommelsen förutser också åtgärder för att hantera odling av GMO, så kallade buffertzoner mellan medlemsländerna. Det tycker jag är mycket viktigt.

Biljana Borzan (S&D). - Gospođo predsjednice, dokument o kojem ćemo glasati nije idealan no ispunjava svoj glavni cilj. Zemlje članice će imati više neovisnosti dopustiti ili zabraniti uzgoj GMO-a na svom teritoriju.

Drago mi je što je uvažen moj amandman koji obvezuje biotehnoške tvrtke da, u razdoblju od predlaganja do stupanja na snagu nacionalnih mjera zabrane, prekinu sve aktivnosti vezane uz sijanje GMO kultura. Smatram lošim potezom značajno ublažavanje odredbi o financijskoj odgovornosti zagađivača u slučaju prekograničnog širenja GMO-a na države u kojima je zabranjen. Mislim da će se to s vremenom pokazati na najgori mogući način.

Zaključno, ne smatram da je GMO nekakvo vražje sjeme no dok god nismo u potpunosti sigurni o njegovom utjecaju na zdravlje i bioraznolikost, države moraju imati mogućnost zabrane. Osim toga, tržište tradicionalnih i organskih poljoprivrednih proizvoda sve je veće i male europske zemlje, poput Hrvatske, imaju višestruke ekonomske koristi od toga što su GMO free.

Catch-the-eye procedure

Marijana Petir (PPE). - Gospođo predsjednice, kao osoba koja se zalaže za načelo subsidijarnosti, smatram da države članice moraju imati autonomnu mogućnost za braniti ili ograničiti puštanje živih genetski modificiranih organizama u okoliš. Stoga tražim da se to pravo poštuje. Ponosna sam što živim u Hrvatskoj, koja je GMO free zemlja i zadovoljna sam što smo okruženi susjedima koji su također odlučili biti slobodni od GMO-a. Preko 4 500 jedinica lokalne samouprave i više od 150 regija u Europi u svojim predstavničkim tijelima donijelo je odluke o zabrani sjetve GMO sjemena na svom teritoriju.

Utorok 13. januára 2015

Maria Grapini (S&D). - Doamnă Președintă, cred că suntem în fața unui lucru, într-adevăr, neclar: trebuie să alegem între o situație mai rea și o situație care este mai puțin rea. Eu mă voi opune în țara mea, în țara de unde provin, să se cultive OMG-urile. Problema mea este: pot eu să apăr cetățenii din țara mea atât timp cât chiar raportorul ne-a spus că îmbunătățirea se referă doar la interzicerea sau restricționarea cultivării, și nu la transport și import?

Cred că trebuie să ne gândim la un principiu, și anume dezvoltarea economică nu trebuie să facă compromisuri în ceea ce privește mediul și sănătatea. Cred că trebuie să ne asumăm, acest Parlament, să îmbunătățim ceea ce acum dorim să aprobăm, pentru că am pornit de la o situație mai rea. Nu cred că este situația favorabilă și nu cred că putem să apărăm cetățenii - fac parte din Comisia pentru piața internă și protecția consumatorilor - și cred că libera circulație va duce la compromiterea agriculturii clasice, iar prețurile diferite vor face ca micii agricultori să dispară de pe piață.

Ruža Tomašić (ECR). - Gospodine predsjedniče, problematiku uzgoja GMO-a vidim kao jednu od većih točaka prijepora unutar Europske unije. Ovo izvješće predstavlja korak u pravom smjeru, jer uspostavlja učinkovitiji sustav od onoga koji predlaže Vijeće. Ali smatram da ne ide dovoljno daleko u prijenosu nadležnosti na države članice. Duboko vjerujem da svatko od nas ima pravo birati svoju sudbinu i kako nijednoj članici ne bi trebalo onemogućiti ili pak nametnuti uzgoj GMO-a. Ja Hrvatsku vidim kao državu slobodnu od GMO-a, ali isto tako dajem za pravo svakome da svoju državu vidi drugačijom.

Držim stoga, kako bi primarna uloga Komisije u ovom slučaju trebala biti nadziranje i osiguravanje da oni koji odaberu GMO ne kontaminiraju one koji ga ne žele. Glavnina kvalitetne regulative s europske razine trebala bi ići prvenstveno u smjeru učinkovitog uspostavljanja odgovarajućih tampon zona između područja bez GMO-a i područja gdje se GMO uzgaja.

(End of catch-the-eye procedure)

Vytenis Povilas Andriukaitis, Member of the Commission. - Madam President, honourable Members, I thank you for this useful debate and different opinions. I really hope that the majority of you will vote in favour of this legislative proposal. As I said previously, if you vote in favour you will provide Member States with legally-sound tools to decide on GMO cultivation on their territory starting in Spring 2015. I look forward to your positive vote.

Commission Statement

When proceeding with the authorisation of GMOs for cultivation, the Commission will, in full respect of its obligation, take account of all elements at its disposal, including the possibility for the Member States to restrict or prohibit the cultivation of GMOs in their territory provided for by this Directive.

President. - The debate is closed.

The vote will take place shortly.

Written statements (Rule 162)

Zigmantas Balčytis (S&D), raštu. – Statistiniais duomenimis net 58 proc. ES piliečių yra nusistatę prieš genetiškai modifikuotų kultūrų auginimą Europos Sąjungoje. Tačiau iki šiol šis klausimas nėra deramai išspręstas ES mastu ypač kalbant apie patį sprendimų priėmimo procesą, taikomą genetiškai modifikuotų organizmų auginimui. Nepateisinama, kai 19 iš 28 vyriausybių prieštarauja naujos GMO kultūros įteisinimui, tačiau galutinį sprendimą priima Komisija neatsižvelgdama į demokratiškai išrinktų vyriausybių pozicijas. Kalbant apie šiandienos dokumentą, galiu tik pasidžiaugti, jog valstybėms narėms suteikiami platesni įgaliojimai apsispręsti dėl GMO kultivavimo savo teritorijose. Nors šios naujosios taisyklės nenagrinėja GM produktų ženklinimo, šis klausimas išlieka aktualus. GM produktai turi būti tinkamai ženklinami, o gyventojai privalo turėti galimybę pasirinkti – vartoti ar ne produktus, į kurių sudėtį įeina GM kultūrų.

Utorok 13. januára 2015

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – Il Parlamento europeo ha approvato una risoluzione sulla possibilità per gli Stati membri di limitare o vietare la coltivazione di organismi geneticamente modificati sul loro territorio. Il Movimento 5 Stelle si è fermamente opposto perché il testo approvato oggi renderà più facile l'autorizzazione a livello comunitario e darà quindi il via libera alle coltivazioni transgeniche negli Stati membri che lo desiderano. Questo è il motivo che ci ha spinto a votare contro insieme ai colleghi dei gruppi Verdi-ALE e GUE.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Voilà plusieurs années que nous débattons sur la façon de gérer l'introduction, ou le rejet, des OGM dans l'Union européenne. Jusqu'à récemment, nos divergences empêchaient toute possibilité d'accord. Or nous ne pouvons nous satisfaire de procédures fragmentées et non coordonnées. Nous avons désormais l'opportunité de donner un cadre clair aux acteurs privés, publics et associatifs de ce secteur. J'estime que cette opportunité doit être saisie. Néanmoins, à défaut d'avoir pu trouver un accord sur le contenu, nous avons dû nous restreindre au contenant: pas de décision sur l'opportunité même des OGM laissée aux États membres, ce texte européen sera finalement purement procédural. Nous aurions ainsi tort de faire de cet accord un précédent dans d'autres domaines qui risquerait à plus long terme de vider de sa substance le droit et les politiques de l'Union européenne.

Mireille D'Ornano (NI), *par écrit*. – La santé des peuples d'Europe n'est pas négociable. Nous ne pouvons pas provoquer un bouleversement de notre alimentation et de notre environnement. Derrière ce texte de réformes techniques se cache une tentative de développement des organismes génétiquement modifiés en Europe. Outre les risques sanitaires, les OGM sont un moyen de contrôle des agricultures par des groupes agroalimentaires via les semences brevetées. Le Parlement européen sera-t-il le relai des oligarchies économiques internationales ? L'hypocrisie de ce texte est frappante. S'il est prévu que les États membres disposent de nouveaux outils dans l'autorisation de cultures OGM, le texte ne remet pas en question les entraves aux plus élémentaires libertés des États. En effet, que signifierait une interdiction de culture d'OGM dans un pays s'il est impossible d'interdire la circulation d'OGM cultivés dans un autre État membre ? L'une des premières formes de souveraineté d'un État est le contrôle de tous les flux qui le traversent. Ce texte maintient la tutelle supranationale sur les États alors que les normes et les procédures d'évaluation ne sont pas satisfaisantes. Je suis consciente que la sécurité a un prix mais nous ne pouvons pas brader la sécurité alimentaire de nos peuples et l'indépendance de leurs agricultures.

Norbert Erdős (PPE), *írásban*. – A magyar gazdák érdeke, hogy a magyar mezőgazdaság GMO-mentessége biztosított legyen. Ezt a célkitűzést a magyar alkotmány is megfogalmazza. A jelenlegi GMO-engedélyezési rendszer a GMO-mentesség megőrzése szempontjából is nagyon sebezhető. Nagyon nehéz a védzáradék bevezetése és fenntartása. Egyrészt igen költséges tudományos vizsgálatok szükségesek a védzáradék megalapozásához, melyhez a fajtatulajdonosok nem adnak a szabadalmukkal védett vetőmagokból. Másrészt a tilalmak fennmaradásáról, a GMO ügyben eddig mindig pozitívan állást foglaló Európai Élelmiszer-biztonsági Hatóság véleménye alapján, a Bizottság javaslatára a többi tagállam dönt. A Bizottság eddig mindig a tagállami védzáradékok eltörlésére tett javaslatot, ami ellen szinte lehetetlen megszerezni a minősített többséget. A mai napon szavazásra kerülő új GMO-engedélyezési rendszerről szóló javaslat a jelenlegi rendszernél sokkal biztosabb lehetőséget ad a magyar mezőgazdaság GMO-mentességének a megőrzésére. Egyszerűbb lenne a tiltás, amit nem csak környezeti és egészségügyi, hanem egyéb – köztük számos, a mezőgazdasággal összefüggő – indokra is lehetne alapozni. Ez által nemzetközi vagy nemzeti bírói fórumon sokkal kevésbé lehetne Magyarországot a tiltás miatt megtámadni, mint a jelenlegi helyzetben. Ezért számomra a legfontosabb, hogy hogy mihamarabb legyen a kezünkben egy hatékony eszköz, amely alapján egyszerűbb és védhetőbb a tiltás, mint a jelenlegi rendszerben. Ezért támogatom a Tanács és a Parlament megállapodását tartalmazó javaslat elfogadását.

Utorok 13. januára 2015

José Inácio Faria (ALDE), *por escrito*. – O acordo a que se chegou sobre a possibilidade de os Estados-Membros restringirem ou proibirem o cultivo de OGM no seu território proporciona um quadro mais claro e uma flexibilidade acrescida quanto às razões que fundamentam essa recusa. Ao mesmo tempo, cumpre dizer que é um acordo que deixa muitos de nós insatisfeitos, tanto aqueles que se opõem terminantemente ao cultivo de OGM na União Europeia, devido aos riscos ambientais existentes, que a ciência não consegue excluir, como aqueles que creem que as provas científicas disponíveis sobre os efeitos dos OGM na saúde são irrefutáveis e que os obstáculos que são levantados a esta tecnologia contribuem para matar a ciência e as pequenas empresas europeias do sector. Termino para dizer que acredito que este acordo representa um pequeno mas importante passo uma vez que preserva o sólido processo de avaliação científica por parte da Agência Europeia para a Segurança Alimentar e reserva para os Estados-Membros a possibilidade de atuarem, em defesa da vontade dos seus cidadãos, segundo um número de critérios pré-estabelecidos.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Osobne vítam zámer Európskej komisie dať členským štátom do rúk viac právomocí týkajúcich sa zákazu pestovania geneticky modifikovaných plodín. Netreba však zabúdať na to, že hlavným faktorom nie sú existujúce pravidlá, ale dopyt, ktorý veľmi ťažko ovplyvní eventuálna úprava legislatívy v predmetnej oblasti. V Európe je veľmi dobre známe, že primárnym dôvodom pre nízky rozsah pestovania geneticky modifikovaných plodín je nevýrazný záujem trhu o ich dodávky. Nemôžeme predsa čakať od poľnohospodárov, že budú produkovať niečo, čo len veľmi ťažko predajú svojich obchodným partnerom, a navyše mnohým sa v praxi často stáva, že odberatelia vyslovene požadujú dôkazy o tom, že dodávaný tovar nie je geneticky modifikovaný. Vítam však, že zamýšľané nové pravidlá majú poskytnúť členským štátom väčšiu kontrolu v oblasti zákazu pestovania tohto druhu plodín v ich národných poľnohospodárskych odvetviach. Netreba však zabúdať ani na to, že krajiny, ktoré sa takto rozhodnú brániť pestovaniu geneticky modifikovaných organizmov na svojom území, môžu čeliť právnym útokom zo strany biotechnologického priemyslu, takže je na mieste zaviesť aj opatrenia, ktoré ich budú v náležitej miere chrániť.

Enrico Gasbarra (S&D), *per iscritto*. – Oggi portiamo a compimento un provvedimento legislativo di grande importanza per i cittadini europei. Tutti noi sappiamo quanto il tema degli OGM polarizzi le posizioni in campo e crei preoccupazione nell'opinione pubblica. Non era scontato quindi arrivare ad un accordo, dopo cinque anni di negoziati. Ci troviamo ora con un quadro normativo certo, che si fonda sui principi cardine della libertà di scelta e della sicurezza scientifica. Adesso l'ultima parola sull'ingresso e sulla produzione di OGM spetta agli Stati membri: chi si oppone può limitarne l'ingresso e avrà garantita la massima sicurezza nei controlli. Rimane ora fondamentale, nella fase di attuazione della nuova normativa a partire dalla prossima primavera, il ruolo degli Stati membri nell'introdurre le misure di controllo per le zone di contaminazione e coesistenza tra i paesi frontalieri. La protezione della salute, la tutela dei consumatori e la valorizzazione delle produzioni locali sono alcuni dei principi su cui l'Europa fonda il proprio modello di sostenibilità: oggi compiamo un gesto concreto e importante per rafforzare l'Europa come luogo della qualità e della sicurezza alimentare.

György Hölvényi (PPE), *írásban*. – Tisztelt Elnök Úr, Tisztelt Képviselőtársaim! A GMO-k termesztésének korlátozásáról szóló új jogszabály nagy jelentőségű lépés a GMO-k elleni európai küzdelemben. Helyes és felelősségteljes döntés eredménye. Mindannyiunk közös sikere, melynek egyik kulcsa a kiváló osztrák-magyar-horvát együttműködés volt. Az elért eredmény Magyarország szempontjából kiemelkedő, hiszen ennek köszönhetően mezőgazdaságunk Alaptörvényben rögzített GMO-mentessége európai szintű garanciát kaphat. Ezzel együtt ki kell mondani: sokan vagyunk, akik ennél többet, szigorúbb szabályozást is szívesen láttunk volna. El kell azonban ismernünk, hogy a jelen körülmények között reális kompromisszum született. A GMO-k termesztését támogató tagállamok folyamatos ellenállása mellett sikerült ugyanis végül a fő célt, a tagállami szabad döntés biztosítását elérni. A kutatás és az élelmiszerbiztonság tekintetében azonban a munka dandárja még előttünk áll, a GMO-k egészségre gyakorolt hosszú távú hatásaival továbbra is foglalkoznunk kell. A mostani kompromisszummal elért érzékeny egyensúlyt megőrizve, a tudományosság talaján továbbmenve kell az európai fogyasztók legmagasabb szintű védelmét biztosítanunk. Láthatjuk, a GMO szabályozása is jól mutatja: a környezetvédelem európai ügy, amely nem áll meg az országhatároknál. A GMO-k biztonságos európai termesztésének a GMO-kat választó és azokat elutasító tagállamok közötti, egymás tiszteletén alapuló párbeszédre kell alapulnia. A határokon átnyúló szennyezések elkerülése érdekében a szükséges intézkedéseket meg kell hozni, az okozott károkért való felelősséget pedig vállalni kell.

Utorok 13. januára 2015

Benedek Jávör (Verts/ALE), írásban. – Az új GMO-szabályozás, melyről az Európai Parlament a Tanáccsal való december 4-i megállapodást követően második olvasatban tárgyal, a tanácsi előterjesztéshez képest nagyobb mozgásteret nyújt a tagállamoknak a GMO termesztés tiltására, de jelentős visszalépést jelent a Parlament első olvasatban elfogadott álláspontjához képest. Az új irányelv legfeljebb részsikerként, de inkább sikertelenségként könyvelhető el. Számos fontos kérdés, mint pl. a határon átnyúló szennyezésekből eredő károkozás, illetve a génmódosított növények termesztése révén keletkezett károkért viselt felelősség nyitott, rendezetlen maradt.

Utóbbi kérdés tartós, megnyugtató rendezését, a szennyező fizet elv tényleges érvényesítését nem sikerült elérni, mivel a Tanács sajnos nem támogatta a Parlament szigorúbb álláspontját, a szennyezés megelőzésére és kezelésére vonatkozó kötelező intézkedéseket előírását. Ehhez kapcsolódik a károkért viselt, alapvetően a biotechnológiai cégekre visszavezetendő pénzügyi felelősség ügye, amelyre szintén csak homályos utalást tartalmaz a végső szöveg.

Ez a gyakorlatban azt jelenti, hogy továbbra is a vétlen fél, vagyis a károsult tagállam, annak hatósága, gazdálkodói és adófizetői viselhetik a szennyezésből eredő terheket.

A Tanácsnak határozottabban ki kellett volna állnia a GMO-mentes tagállamok jogos érdekeinek védelme mellett.

Emellett továbbra is elengedhetetlen az uniós szintű engedélyezés és a kockázatfelmérési eljárás reformja. Nem hagyhatjuk, hogy a tagállami tiltás lehetővé tétele az uniós GMO-engedélyezés felületesebbé válását eredményezze.

Sirpa Pietikäinen (PPE), kirjallinen. — Uusi oikeuspohja on tärkeä väline niille jäsenmaille, jotka haluavat pitää geenimuunteluteknikankäytön poissa pelloiltaan. Lainsäädäntöön jäi kuitenkin heikkouksia, jotka vaarantavat todellisen valinnanvapauden.

Ensinnäkin uusi laki nojaa EU:n sisämarkkinalainsäädäntöön. Se olisi tullut liittää osaksi ympäristölainsäädäntöä, koska GM-viljely ja -tuotteet ovat edelleen potentiaalinen riski ympäristön- ja kansanterveydelle. Sisämarkkinoiden vapaan liikkuvuuden periaate voi osoittautua oikeusistuimessa vahvaksi aseeksi yritykselle, joka haluaa ulottaa GM-perunansa viljelyn kaikkiin jäsenmaihiin.

Lainsäädännöstä jäi lisäksi puuttumaan toimenpiteet, joilla määritellään toimet niissä tilanteissa, joissa GM-ainesta esiintyy tahattomasti alueilla, joille sitä ei haluta. Tämä on yleinen ongelma esimerkiksi valtioiden raja-alueilla. Nykyisellään esimerkiksi portugalilainen luomuviljelijä joutuisi maksamaan taloudellisen tappion siitä, että rajan yli pölytyksen kautta tullut GM-aines tekee hänen sadostaan myyntikelvottoman.

EU-tasolla on luotava kaikkia valtioita ja toimijoita sitova järjestelmä, jossa noudatetaan ”saastuttaja maksaa” -periaatetta. Emme tunne vielä riittävän hyvin geenimuuntelun pitkäaikais- ja kerrannaisvaikutuksia, joten on parempi noudattaa varovaisuusperiaatetta ennen kuin teemme peruuttamattomia ratkaisuja.

Maailman väestön ruokkimiseen ei tarvita lisää geenimuuntelutekniikkaa – tuotamme jo nyt ruokaa 14 miljardille ihmiselle. Lähes puolet ruuasta menee kuitenkin hukkaan, ja onkin tärkeämpää keskittyä löytämään ratkaisuja siihen, miten tuotettu ruoka jakautuu tasaisemmin maailman väestölle.

Utorok 13. januára 2015

Pavel Poc (S&D), *písomne*. – Členské štáty Európskej únie dlhodobě požadovaly právni úpravu stávající legislativy, která by jim umožnila větší svobodu a flexibilitu při omezení či zákazu pěstování geneticky modifikovaných organismů na svém území. Jednání byla ovšem čtyři roky blokována samotnými členskými státy a výsledný kompromisní návrh Rady, který přijalo 28 ministrů pro životní prostředí v červenci 2014, nebyl zdaleka dokonalý. Během projednávání v Evropském parlamentu se ale podařilo text významně vylepšit, především co se týče oslabení pravomocí podniků, které usilují o uvedení GMO na trh v EU, ve prospěch vlád členských států. Bylo rovněž zásadní posílit opatření, podle kterých mají členské státy zajistit koexistenci pěstovaných plodin a zejména zabránit tomu, aby docházelo k přeshraniční kontaminaci. Celkově jde o dobrý kompromis, který mimo jiné napomáhá chránit evropskou biodiverzitu a zachovávat přírodní stanoviště a ekosystémy. Přesto bych si jako místopředseda výboru ENVI představoval text, který by ještě více reflektoval veřejné mínění v Evropě, jenž se rostoucí měrou obrací proti GMO, a zejména jejich přítomnosti v potravinách. Diskuse mezi zastánci a odpůrci GMO není u konce a budeme s očekáváním sledovat kroky předsedy Komise Jeana-Clauda Junckera, který se zavázal posílit demokratický proces týkající se povolování GMO v Evropě, a zajistit, aby byl související výzkum skutečně nezávislý.

Laurențiu Rebegea (S&D), *în scris*. – Sunt în favoarea deblocării procesului decizional european în ceea ce privește autorizarea OMG-urilor la nivel european. Propunerea legislativă se referă la a răspunde cererii din partea statelor membre ale Uniunii Europene de a putea restricționa sau interzice, după caz, cultivarea unei culturi OMG și nu modifică sistemul de autorizare european. De asemenea, faptul că statele membre care vor cultiva OMG-uri vor avea obligații de a lua măsuri pentru a evita contaminarea transfrontalieră trebuie considerat ca fiind o acțiune respectuoasă față de decizia altor state care decid diferit. Efectele pozitive sau negative ale unei culturi OMG rămân spre evaluarea operatorilor din domeniul științific. În România, universitățile și instituțiile de cercetare trebuie să se implice mai mult în acest domeniu, să colaboreze mai mult cu corespondenții lor europeni și să analizeze atent studiile efectuate de către EFSA, pentru a putea oferi actorilor politici bazele necesare deciziilor. În acest context, sunt conștienți că doar cercetarea temeinică poate oferi o protecție adecvată a mediului înconjurător și a sănătății cetățenilor europeni. Avem nevoie de mai multe dezbateri publice făcute de cercetători științifici împreună cu mediul academic, cu OP, cu societatea civilă și instituțiile statului pentru a clarifica efectele cultivării plantelor OMG.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – La production d'organismes génétiquement modifiés (OGM) est une question sensible et controversée au sein de l'Union européenne (UE). Les négociations qui cherchent à doter l'UE d'un cadre législatif adapté et moderne ont lieu depuis cinq ans mais rencontrent de nombreux obstacles étant donné les importantes divergences de points de vue. Le compromis auquel l'Union a abouti va permettre aux États membres qui le souhaitent de cultiver des OGM et à ceux qui n'en veulent pas, de les interdire en toute légalité. Concrètement, la procédure de demande d'autorisation est plus claire et transparente: une entreprise qui demande l'autorisation d'exploiter des cultures génétiquement modifiées doit néanmoins, après l'autorisation de l'Autorité européenne de sécurité des aliments, obtenir celle de l'État membre qui accueillera les cultures sur son sol. Je tiens également à souligner que, concernant les zones transfrontalières, l'accord obtenu oblige les États membres à adopter des mesures de coexistence pour éviter les contaminations de cultures traditionnelles par des cultures OGM. Au final, ce système n'est certes pas parfait, mais il nous permet de sortir d'une situation de blocage. Il sera important de veiller à ce qu'une solution européenne soit trouvée sur le moyen-terme.

Daciana Octavia Sârbu (S&D), *în scris*. – Salut această reglementare care confirmă dreptul statelor membre de a interzice cultivarea de organisme modificate genetic pe teritoriul lor.

Foarte mulți cetățeni europeni se tem de efectele încă necunoscute ale OMG-urilor asupra mediului. Dar până acum statele membre care ar fi dorit să interzică aceste culturi se loveau de o incertitudine la nivel legislativ și se temeau de sancțiuni legale. Această reglementare va schimba situația, deoarece oferă un fundament pentru interzicerea OMG-urilor, la nivelul fiecărui stat. În plus, va asigura și îmbunătățirea evaluărilor de siguranță pentru OMG-uri, impunând și zone-tampon obligatorii pentru a preveni contaminarea culturilor în regiunile de graniță. Sunt pași cu adevărat importanți și pozitivi.

Utorok 13. januára 2015

În același timp însă există un risc important de care trebuie să ținem cont. Prin asigurarea dreptului clar, din punct de vedere legal, de a interzice OMG-urile la nivel național se poate ajunge, paradoxal, la creșterea numărului de autorizări la nivelul UE. De ce? Fiindcă acele state membre care până acum au contribuit la blocarea acestor autorizări pot decide să renunțe la rezistența lor în plan comunitar, din moment ce își pot exercita la nivel național dreptul de a interzice culturile de OMG-uri. Nu este scenariul ideal, dar este o îmbunătățire a situației curente.

Claudiu Ciprian Tănăsescu (S&D), *în scris*. – Organismele modificate genetic (OMG) reprezintă un pericol pentru mediul înconjurător și sănătatea umană. Mi se pare just ca statele membre să aibă posibilitatea să restricționeze și chiar să interzică cultivarea de OMG-uri pe teritoriul lor. La fel de corectă mi s-ar părea și implementarea unui mecanism de răspundere financiară pentru compensarea în caz de accidente/contaminare a culturilor organice. În acest sens, regret că la nivelul Parlamentului European nu s-a acordat sprijinul necesar pentru implementarea unor astfel de măsuri.

Pe de altă parte, acest raport are în vedere instituirea unor măsuri de co-existență la graniță împotriva contaminării culturilor - măsuri benefice statelor membre și implicit fermierilor, care au în vedere produsele agroalimentare organice. Nu mi se pare logică o implicare sau mai bine zis un rol atât de puternic al companiilor biotech în faza de autorizare a cultivării produselor modificate genetic. Nu ar trebui să existe nici măcar tentativa unui semn de egalitate între guverne/staate membre și companiile biotech. Este totuși pozitiv faptul că s-a reușit la negocieri o diminuare a rolului acestor companii în prima fază a autorizării de cultivare a OMG-urilor. Doresc să o felicit pe doamna raportoare pentru rezultate și sper să avem sprijinul colegilor pentru pachetul de compromis obținut.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – La nouvelle législation OGM sera au menu des votes du Parlement européen ce midi. Nous avons obtenu gain de cause. Désormais, les États membres de l'Union européenne ont le champ libre pour décider s'ils autorisent ou non la culture d'organismes génétiquement modifiés sur leur sol. Une vraie victoire, couronnement de 4 ans de combat législatif. Les lobbies pro-OGM, menés par plusieurs multinationales et la Grande-Bretagne, n'ont finalement pas eu gain de cause. Qui plus est, nous avons obtenu une base juridique permettant le refus d'implémentation de cultures OGM, un allongement de la liste des motifs d'interdiction. Ces motifs d'interdiction pourraient être par exemple des obligations liées à l'aménagement du territoire, des conséquences socio-économiques, des mesures visant à éviter la présence accidentelle d'OGM dans d'autres produits ou encore des objectifs de politique agricole. Les interdictions pourraient aussi s'appliquer à des groupes d'OGM déterminés par espèce ou caractéristique. Nous avons également exigé des mesures contraignantes de coexistence. Nous avons fait en sorte que les États aient le pouvoir d'infliger des sanctions pour éviter la contamination de cultures traditionnelles par des cultures OGM.

Valdemar Tomaševski (ECR), *raštu*. – Pone Pirmininke, Diskusija dėl Parlamento bei Tarybos direktyvos paliečia labai svarbų klausimą, į kuri atsakyti turi Europos Sąjunga ir kuris yra svarbus visiems Europos gyventojams. Kalba eina apie leidimo suteikimą valstybėms narėms apriboti ar uždrausti genetiškai modifikuotų organizmų auginimą. Nemažai žinoma apie GMO grėsmę, bet verta kai ką prisiminti. Neįmanoma sustabdyti modifikuotų genų plitimo. Visada seks negrįžtamas GMO užteršimas. Labiausiai tai paveiks mažus bei vidutinius šeimos ūkius, kultivuojančius ekologinę žemdirbystę, tokiose šalyse kaip Lietuva. Transgeninių augalų auginimas sukuria monokultūros sritis, kuriose žūsta daug tradicinių veislių. Ūkininkas praktiškai tampa priklausomas nuo cheminių korporacijų (sėklos yra patentuojamos ir tenka jas pirkti kasmet). Be to, GMO auginimas prisideda prie gamybos nuosmukio ir pakeičia gamtos pusiausvyrą esančiose ekosistemose. Toliau seka blogiausias pasekmės: nevaisingas dirvožemis, menkas derlius, nuolatinė ligų grėsmė. Be to, pesticidai ir herbicidai tampa neveiksmingi, kas priverčia ūkininkus naudoti kelis kartus toksiškesnius jų mišinius. Rezultatas – tarp gyventojų didėja alergijų dažnumas bei sergamumas kvėpavimo takų ligomis. Balsuodami turime atsižvelgti į augantį Europos viešosios nuomonės nepasitenkinimą GMO atžvilgiu. Didžioji dauguma piliečių nepritaria GMO ūkiams Europoje, todėl turėtume leisti valstybėms narėms drausti GMO ūkius jų teritorijose, didinant jų kompetencijas šiame klausime.

Utorok 13. januára 2015

IN THE CHAIR: MAIREAD McGUINNESS

Vice-President

7. Zloženie Parlamentu: pozri zápisnicu**8. Hlasovanie**

President. - The next item is the vote.

(For the results and other details of the vote: see Minutes)

8.1. Dohoda o partnerstve v sektore rybolovu medzi EÚ a Svätým Tomášom a Princovým ostrovom: rybolovné možnosti a finančný príspevok (A8-0061/2014 – João Ferreira) (hlasovanie)

João Ferreira, relator. - Senhora Presidente, eu pedia-lhe que acalmasse os ânimos daquela bancada, por favor. Antes de mais, queria aqui salientar que o nosso grupo propôs um debate sobre pescas nesta sessão, um debate que incluisse o debate deste relatório referente ao acordo de pescas entre a União Europeia e S. Tomé e Príncipe.

Lamentamos que todos os outros grupos tenham recusado este debate. É incompreensível, tanto mais que não podem alegar que tenhamos propriamente uma agenda cheia, ainda o dia de ontem ficou sem qualquer debate.

Quanto a este acordo, é importante lembrar que este Parlamento apenas se limita a aprovar ou a rejeitar as propostas negociadas pela Comissão Europeia, não lhes podendo fazer alterações. Pudéssemos nós fazer essas alterações, a proposta que aqui está a ser discutida e votada seria seguramente muito diferente daquela que temos, isto porque é necessária uma profunda alteração na filosofia, nos objetivos e nos resultados destes acordos.

É importante aprovar este acordo, ele é importante para S. Tomé e Príncipe e para os Estados-Membros da União Europeia, mas isto não apaga, não pode apagar o balanço globalmente negativo do que ficou para trás, nem apaga a necessidade de profundas mudanças. Entre outros aspetos uma melhoria da quantidade e da fiabilidade da informação sobre capturas e, em geral, sobre o estado de conservação dos recursos haliêuticos, mais e melhor apoio à formação de observadores e ao desenvolvimento da capacidade de controlo por parte de S. Tomé e Príncipe, mais e melhor cooperação setorial, alterando o curso das últimas três décadas de vida que este acordo, sob formas diversas, já leva, no respeito pela soberania e pelas legítimas opções e prioridades de S. Tomé e Príncipe.

Estes são requisitos para um acordo justo e verdadeiramente promotor do desenvolvimento e de uma pesca sustentável que a Comissão Europeia deverá ter em conta nos próximos anos.

8.2. Dohoda medzi EÚ a Seychelami o prístupe rybárskych plavidiel do vôt Mayotte (A8-0055/2014 – Alain Cadec) (hlasovanie)**8.3. Protokol k Euro-stredomorskej dohode medzi ES a Tuniskom s cieľom zohľadniť prístupenie Bulharska a Rumunska k EÚ (A8-0049/2014 – Elmar Brok) (hlasovanie)**

Utorok 13. januára 2015

8.4. Žiadosť o konzultáciu s Európskym hospodárskym a sociálnym výborom na tému „Implementácia bielej knihy o doprave z roku 2011: hodnotenie a pokrok smerom k udržateľnej mobilite“ (hlasovanie)

8.5. Možnosť členských štátov obmedziť alebo zakázať pestovanie GMO (A8-0038/2014 – Frédérique Ries) (hlasovanie)

8.6. Ustanovenia týkajúce sa rybolovu v oblasti dohody o GFCM (Všeobecná rybárska komisia pre Stredozemné more) (A8-0057/2014 – Gabriel Mato) (hlasovanie)

President. - That concludes the vote.

9. Vysvetlenia hlasovania

9.1. Dohoda o partnerstve v sektore rybolovu medzi EÚ a Svätým Tomášom a Princovým ostrovom: rybolovné možnosti a finančný príspevok (A8-0061/2014 – João Ferreira)

Written explanations of vote

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. — El informe aprueba el Protocolo por el que se fijan las posibilidades de pesca y la contrapartida financiera previstas en el Acuerdo de Colaboración en el sector pesquero entre la Unión Europea y la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe. Su objetivo es adecuar la pesca europea del atún en Santo Tomé y Príncipe a las recomendaciones científicas de la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico (ICCAT).

El ponente ha introducido en el texto una petición a la Comisión y al Consejo para que el Parlamento esté informado de todas las etapas de implementación y renovación del Protocolo.

La democratización del control de la política pesquera y su sustentabilidad ambiental son condiciones necesarias para asegurar el empleo y el desarrollo de este sector. Por todo ello, he votado a favor de este informe.

Louis Aliot (NI), *par écrit*. — Je me suis positionné en faveur de ce texte car il permettra l'accès de 34 navires de l'UE aux eaux de Sao Tomé-et-Principe (28 thoniers et 6 palangriers de surface). Les contreparties paraissent raisonnables puisqu'elles s'élèvent à 710 000 euros les trois premières années et 675 000 euros la quatrième année. Elles le sont d'autant plus que ces sommes incluent 325 000 euros par an pour l'appui de la politique sectorielle de Sao Tomé-et-Principe (soutien à la pêche artisanale, lutte contre la pêche illégale, surveillance, contrôle).

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — Le renouvellement du protocole de pêche entre la République de Sao Tomé-et-Principe et l'Union européenne permet une relation bénéfique aux deux parties. J'ai voté en faveur de ce texte parce que les pays d'Europe tirent parti de ce supplément de réserve et que la présence européenne dans cette région est un élément de stabilité qui s'inscrit dans la longue durée.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — In essence, this Agreement allows the European Union to pay money to fish the waters of a much poorer country. This seems to me to be unjust and exploitative.

Jean Arthuis (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette recommandation car cet appui répond aux objectifs de la politique nationale en matière de pêche, et notamment aux besoins de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe pour ce qui concerne le soutien aux pêcheries artisanales et la lutte contre la pêche illégale.

Utorok 13. januára 2015

Francisco Assis (S&D), por escrito. — A conclusão deste protocolo entre a União Europeia e São Tomé e Príncipe é muito importante não só para o desenvolvimento da nação africana, mas também do ponto de vista europeu pois permitirá às nossas embarcações expandirem a sua área de pesca ao mesmo tempo que possibilita um melhor controlo em termos ambientais e de sustentabilidade.

É ainda uma forma importante de reforçar as relações da União Europeia com um país que tem, desde há muito tempo, uma forte ligação a Portugal e com o qual temos todo o interesse em cooperar.

O meu voto a favor deste relatório representa o desejo de que o mesmo seja posto em prática o mais rapidamente possível e que o Parlamento seja mantido a par dos desenvolvimentos em relação a este processo.

Zigmantas Balčytis (S&D), raštu. — Balsavau už šį siūlymą, kurio tikslas- Europos Sąjungos ir San Tomė ir Prinsipės Demokratinės Respublikos žuvininkystės sektoriaus partnerystės susitarimo atnaujinimas. Šiuo susitarimu ES laivams suteikiamos galimybės žvejoti šalies vandenys. Pagal ankstesnį protokolą žvejybos veikla buvo leidžiama 40 ES tunų žvejybos laivų. Finansinis įnašas sudarė 682 500 EUR per metus; daugiau kaip 35 proc. šios sumos buvo skirti San Tomė ir Prinsipės Demokratinės Respublikos žuvininkystės sektoriui remti. Pritariu naujam protokolui, kuris yra numatytas ateinantiems ketveriems metams ir pagal kurį žvejybos veiklos teisę gauna 34 ES laivai. Pirmais trejais metais bus skiriama 710 000 EUR metinė finansinė kompensacija ir ketvirtais metais skiriama 675 000 EUR, iš kurios didelė dalis bus skiriama San Tomė ir Prinsipės Demokratinės Respublikos žuvininkystės sektoriaus politikai remti. Pritariu, kad susitarimas turi būti atnaujintas, bei išdėstytiems rekomendacijoms galimai padidinti paramą žuvininkystės sektoriui.

Hugues Bayet (S&D), par écrit. — J'ai voté pour ce nouveau protocole de 4 ans en faveur d'un accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'UE et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe. L'objectif principal est d'offrir aux navires de l'Union européenne des possibilités de pêche dans les eaux santoméennes, en respectant les avis des experts scientifiques en la matière. Le second objectif est de renforcer la coopération entre l'Union et Sao Tomé-et-Principe pour promouvoir une politique de pêche durable et une exploitation responsable des ressources halieutiques dans la zone de pêche santoméenne, dans l'intérêt des deux parties. La contrepartie financière globale du protocole est de 2 805 000 euros sur l'ensemble des 4 ans.

Dominique Bilde (NI), par écrit. — Ce protocole fixe les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'UE et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe. Ce protocole, entré en vigueur en mai 2014 pour une période de quatre ans, doit permettre à 34 navires de l'Union européenne d'y exercer leur activité de pêche. En contrepartie, Sao Tomé-et-Principe recevra 2 805 000 euros sur l'ensemble de la période envisagée de 4 ans (cela pourra être revu à la hausse si la quantité annuelle des captures dépasse le tonnage annuel de référence fixé). Ce texte semblant juste et équilibré, j'ai donc voté en faveur.

Mara Bizzotto (NI), per iscritto. — Ho votato a favore di questo accordo che prevede la possibilità, per tonniere e pescherecci UE, di pescare nelle acque della Repubblica democratica di São Tomé e Príncipe.

Malin Björk (GUE/NGL), skriftlig. — Jag röstade emot förslaget, detta av flera anledningar. Trots att dagens fiskeavtal mellan EU och länder utanför EU är långt bättre än tidigare, framför allt för fiskbestånden, finns flera problem. Fiskepolitiken måste ha en fungerande social dimension. Istället fortsätter EU att exploatera utvecklingsländers vatten. Alternativet borde vara att hjälpa dessa länder att bygga upp en egen hållbar fiskeriverksamhet. I detta fall kommer dessutom São Tomé och Príncipe att få oerhört låg ersättning för fisket, och chansen att dessa pengar bidrar till den lokala fiskerieringen är låg. Man kommer få 35 euro per ton år 1, vilket ökar till 70 euro per ton till år 4 (att jämföra med avtalet EU-Seychellerna (Mayotte) där priset år 1 är 110 euro per ton och år 6 125 euro). Samtidigt saknas tillförlitlig fångstdata för området, och möjligheterna att övervaka kapaciteten är låg. Förekomsten av korruption i området leder också till att utvecklingsmedel "försvinner på vägen". Slutligen jagas också haj i området. Sammantaget ledde detta till att jag röstade nej till förslaget.

Utorok 13. januára 2015

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — El Acuerdo de Colaboración en el sector pesquero entre la UE y la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe forma parte de la red de acuerdos de pesca de atún en África Occidental y permite que buques de la UE faenen en sus aguas.

El Protocolo anterior estuvo en vigor del 13 de mayo de 2011 al 12 de mayo de 2014 y permitía faenar a 40 atuneros de la UE. La contrapartida financiera ascendía a 682 500 €/año, de los que aproximadamente un 35 % se destinaba al apoyo a la política del sector pesquero de Santo Tomé y Príncipe.

El 19 de diciembre de 2013 se rubricó un nuevo Protocolo, que tendrá una validez de cuatro años desde el 23 de mayo de 2014 y permitirá la actividad pesquera a 34 buques de la UE. La contrapartida financiera anual se ha fijado en 710 000 € los tres primeros años y 675 000 € el cuarto año, de los que 325 000 € se destinarán a apoyar la política sectorial de Santo Tomé y Príncipe.

Me parece un acuerdo equilibrado, por lo que he votado a favor de la aprobación del Protocolo, si bien notando, como lo hace el ponente del informe, la necesidad de considerar que los logros en materia de cooperación sectorial son limitados, una realidad que urge modificar.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. — Balsavau dėl šios rekomendacijos Europos Sąjungos ir San Tomė ir Prinsipės Demokratinės Respublikos žuvininkystės sektoriaus partnerystės susitarimo. Šis susitarimas yra tunų žvejybos susitarimų tinklo Vakarų Afrikoje dalis ir juo ES laivams suteikiamos galimybės žvejoti šalies vandenys.

Pirmasis žuvininkystės sektoriaus susitarimas su San Tomė ir Prinsipės Demokratine Respublika buvo pasirašytas 1984 metais. Nuo tuo laiko buvo įgyvendinti aštuoni protokolai, iš kurių du pagal partnerystės susitarimą žuvininkystės sektoriuje. Tačiau iki dabar sektorių bendradarbiavimo srities rezultatai yra labai menki. Tokią padėtį reikėtų skubiai keisti. Šis protokolai kartu su kitomis paramos plėtrai priemonėmis, pavyzdžiui, Europos plėtros fondu, turėtų skatinti tikrą darnų San Tomė ir Prinsipės Demokratinės Respublikos žuvininkystės sektoriaus ir kitų susijusių pramonės šakų ir veiklos vystymąsi, didinti šalyje liekančią pridėtinę vertę, kuri gaunama naudojant šalies gamtinius išteklius. Europos Parlamentas pranešėjas mano, kad Komisija turi imtis būtinų veiksmų, įskaitant galimą su sektoriaus parama susijusios susitarimo dalies persvarstymą ir lėšų padidinimą, kad veiksmingai pakeistų kryptį, kuria buvo einama pastaruosius 20 metų.

Mercedes Bresso (S&D), *in writing*. — I supported the fishing partnership between the EU and São Tomé and Príncipe because I consider it important to help one of the main sectors of the country's economy.

Steeve Briois (NI), *par écrit*. — L'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République démocratique de Sao Tomé-et-Príncipe fait partie du réseau d'accords sur la pêche au thon en Afrique occidentale. Il permet notamment à 28 thoniers senneurs et 6 palangriers d'exercer leur activité de pêche dans la ZEE de Sao Tomé. Si nous approuvons sur le principe cet accord, nous exprimons cependant notre vive inquiétude quant aux multiples activités de pêche illicites qui sont constatées dans la zone maritime du golfe de Guinée. Du fait de la faible capacité de surveillance des eaux territoriales par la République démocratique de Sao Tomé, l'Union européenne doit immédiatement renforcer la traçabilité de ses importations de ressources halieutiques, provenant de pays suspectés de couvrir des activités de pêche illégale. C'est donc avec des réserves que j'ai voté pour les recommandations du Parlement européen à la Commission, ayant pour objet la communication transparente de toutes les étapes des procédures relatives au protocole et à son renouvellement.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. — Am votat în favoarea acestei recomandări, deoarece acordul consolidează cooperarea dintre Uniunea Europeană și Republica Democratică São Tomé și Príncipe în vederea stabilirii unei politici de pescuit durabil și exploatarea rațională a resurselor halieutice, în interesul ambelor părți. Totodată, prin acest acord se oferă posibilitatea navelor Uniunii Europene de a pescui în apele São Tomé și Príncipe, în conformitate cu avizele științifice disponibile și recomandările Comisiei Internaționale pentru Conservarea Tonului din Oceanul Atlantic. Consider că statele Uniunii Europene vor avea de câștigat prin acest acord iar efectele vor fi pozitive și de lungă durată

Utorok 13. januára 2015

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. — Ho espresso voto favorevole. L'accordo prevede la possibilità per le nostre tonniere e pescherecci di pescare nelle loro acque. Aumenta la contropartita economica rispetto al precedente accordo.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — L'accord de partenariat de pêche entre l'Union européenne et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe est l'un des accords thoniers de l'Union en Afrique occidentale. Il permet aux navires de l'Union européenne de pêcher dans les eaux de ce pays. Cet accord est bénéfique aux deux parties car il permet le développement du marché européen des produits de la pêche et le développement sectoriel de la pêche à Sao Tomé-et-Principe. Le rapporteur souligne que la Commission européenne doit s'engager davantage dans le contrôle des principes nécessaires à une bonne absorption de l'aide, dans le respect de la souveraineté et des choix et priorités légitimes de Sao Tomé-et-Principe. J'ai voté en faveur de ce rapport.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Il primo accordo in materia di pesca concluso tra l'UE e São Tomé e Príncipe risale al 1984. Da allora sono stati attuati otto protocolli, due dei quali nel quadro dell'accordo di partenariato nel settore della pesca. Tuttavia, i risultati finora ottenuti nel campo della cooperazione settoriale sono molto scarsi. L'accordo in esame, in combinazione con altri strumenti di sostegno allo sviluppo, quali il Fondo europeo di sviluppo, dovrebbe promuovere lo sviluppo sostenibile del settore della pesca di São Tomé e Príncipe, così come delle industrie e delle attività connesse.

Oggi ho votato a favore della raccomandazione in questione per chiedere alla Commissione europea di adottare le misure necessarie ivi comprese la revisione e l'approfondimento della componente dell'accordo relativa al sostegno settoriale, al fine di garantire una reale inversione del percorso seguito negli ultimi venti anni e assicurare il massimo impegno nella verifica dei principi indispensabili per il corretto utilizzo degli aiuti.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — Votiamo a favore della conclusione del presente accordo che garantisce per altri quattro anni il sostegno ai pescatori di Sao Tomé e consente nel contempo ai pescherecci europei di operare nelle loro acque territoriali.

Aymeric Chauprade (NI), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte qui ouvre de nouvelles perspectives pour nos pêcheurs.

En effet, il permettra l'accès de 34 navires de l'UE aux eaux de Sao Tomé-et-Principe (28 thoniers et 6 palangriers de surface).

Il offre par ailleurs un soutien à la pêche artisanale à laquelle je suis attaché parce qu'elle valorise un savoir-faire traditionnel, garantie d'une pêche de qualité.

Enfin, le texte prévoit de s'attaquer à la lutte contre la pêche illégale, mesure nécessaire pour la préservation de notre écosystème.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — Sulla base dell'accordo precedente (2011-2014) e sull'accordo appena concluso tra l'Unione europea da un lato e Sao Tome e Principe dall'altro, il mio voto è a favore. Grazie a questo accordo si vanno infatti a rafforzare ulteriormente le relazioni economiche e commerciali e soprattutto si permette uno sfruttamento delle risorse marine che vada a vantaggio anche delle popolazioni locali.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. — Apoio o relatório do meu compatriota João Ferreira sobre o novo protocolo ao acordo de pesca entre a UE e São Tomé e Príncipe que autoriza 34 navios de Espanha, França e Portugal a pescar nas suas águas. Partilho a crítica que fez ao facto de não ter havido vontade política para debater estes acordos em plenário, sobretudo quando a agenda não estava nada carregada e concordo com a mais-valia que este Acordo representa para um efetivo desenvolvimento sustentável do setor das pescas deste país lusófono. Este protocolo prevê possibilidades de pesca para 28 atuneiros cercadores e seis palangreiros de superfície, repartidas por navios de Espanha, França e Portugal e envolve uma contrapartida financeira global de 2.805.000 euros durante quatro anos.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Ho espresso il mio voto favorevole in merito alla proposta di risoluzione per la conclusione di un accordo fra Unione europea e la Repubblica democratica di São Tomé e Príncipe per due ordini di ragioni. Prima di tutto tale accordo ha il pregio di preservare le risorse ittiche europee e di sviluppare al contempo accordi di partenariato con paesi terzi determinando così un ampliamento delle relazioni diplomatiche europee. Secondariamente, l'impatto economico è del tutto proporzionato ai benefici tratti dall'Europa, soprattutto se si considera che a fronte della riduzione da 40 a 34 del numero delle imbarcazioni a cui viene consentita l'attività di pesca è rimasto invariato il numero di navi con reti a circuizione, ossia la tipologia di nave che maggiormente ha giovato dell'utilizza-

Utorok 13. januára 2015

zione della possibilità di pesca.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — I have voted in favour of this report that recommends giving consent to the conclusion of the agreement which forms part of the network of tuna fishing agreements in West Africa and allows EU vessels to fish in that country's waters. The report also calls for measures so that resources are exploited sustainably and training should be provided for observers monitoring catches. More transparency and information on the procedures relating to the protocol and its renewal are being requested.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — L'accordo di partenariato nel settore della pesca tra l'Unione europea e la Repubblica democratica di Sao Tome e Principe fa parte della rete di accordi di pesca del tonno nell'Africa occidentale e consente ai pescherecci dell'UE di operare nelle acque di detto paese.

Ho dato il mio voto favorevole in quanto ritengo che la Commissione europea debba adottare le misure necessarie per garantire una reale inversione del percorso seguito negli ultimi venti anni.

Voto a favore in quanto ritengo che la Commissione europea dovrebbe approfondire un maggiore impegno nella verifica dei principi indispensabili ai fini di un corretto utilizzo degli aiuti, nel rispetto della sovranità e delle legittime scelte e priorità di São Tomé e Príncipe.

Javier Couso Permuay (GUE/NGL), *por escrito*. — El informe aprueba el Protocolo por el que se fijan las posibilidades de pesca y la contrapartida financiera previstas en el Acuerdo de Colaboración en el sector pesquero entre la Unión Europea y la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe. Su objetivo es adecuar la pesca europea del atún en Santo Tomé y Príncipe a las recomendaciones científicas de la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico (ICCAT).

El ponente ha introducido en el texto una petición a la Comisión y al Consejo para que el Parlamento esté informado de todas las etapas de implementación y renovación del Protocolo.

La democratización del control de la política pesquera y su sustentabilidad ambiental son condiciones necesarias para asegurar el empleo y el desarrollo de este sector. Por todo ello, he votado a favor de este informe.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — I have voted in favour of the report that deals with the renewal of the Fisheries Partnership Agreement between the EU and the Democratic Republic of São Tomé and Príncipe that forms part of the network of tuna fishing agreements in West Africa. This new protocol will cover a four-year period from 23 May 2014 and provide fishing opportunities for 34 EU vessels, and will also include the necessary support of funding. The agreement will contribute to fostering the sustainable development of the São Toméan fisheries sector and of related industries and activities.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Ce rapport propose la ratification de l'accord de partenariat de pêche entre l'Union européenne et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe. Conclu pour quatre ans, cet accord d'importance fait partie du réseau d'accords sur la pêche au thon en Afrique occidentale. Il permet le développement de l'appui au secteur de pêche local en échange de l'accès des navires de l'Union européenne pour pêcher une partie du surplus halieutique dans les eaux de Sao Tomé-et-Principe. Il s'agit d'un accord équilibré et, pour cette raison, j'ai voté en faveur.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Grâce à son réseau d'accords sur la pêche au thon en Afrique occidentale, les navires de l'Union européenne peuvent pêcher dans les eaux d'un certain nombre de pays de cette région, dont la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe. Avec le vote du nouveau protocole entre l'Union européenne et Sao Tomé-et-Principe, l'Union européenne pérennise, à juste raison, l'accès de ses navires à des eaux riches en thons tout en prenant soin de rétribuer cet accès à sa juste valeur. Cette rétribution vise notamment à soutenir la politique sectorielle de Sao Tomé-et-Principe.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. — Ho sostenuto favorevolmente l'accordo di partenariato nel settore della pesca tra l'Unione europea e la Repubblica democratica di São Tomé e Príncipe. Il nuovo protocollo, della durata di quattro anni, consentirà di svolgere attività di pesca a 34 navi dell'Unione europea, in cambio di una contropartita finanziaria annua fissata a 710 000 euro per i primi tre anni e a 675 000 EUR per il quarto anno. L'accordo prevede anche che 325 000 euro della contropartita finanziaria europea saranno destinati al sostegno della politica settoriale di São Tomé e Príncipe.

Utorok 13. januára 2015

Gérard Deprez (ALDE), *par écrit*. — L'Union a négocié avec São Tomé e Príncipe un nouveau protocole de pêche pour une période de 4 ans visant à établir les modalités et les conditions dans lesquelles les navires battant pavillon de l'UE pourraient pêcher dans les eaux de São Tomé e Príncipe.

Le premier accord en matière de pêche conclu entre la CEE et la République démocratique de São Tomé e Príncipe remonte à 1984. Huit protocoles ont depuis été mis en œuvre, dont deux sur l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche. Toutefois, les résultats obtenus à ce jour dans le domaine de la coopération sectorielle sont très maigres. Il était donc urgent de remédier à cette situation. Cet accord, en coordination avec d'autres instruments de soutien au développement, tels que le Fonds européen de développement, devrait selon moi promouvoir un véritable développement durable du secteur de la pêche de São Tomé e Príncipe, ainsi que des industries et des activités connexes, en augmentant la valeur ajoutée qui reste au pays du fait de l'exploitation de ses ressources naturelles.

J'ai donc décidé de voter favorablement.

Mireille D'Ornano (NI), *par écrit*. — Cet accord entre l'Union et la République démocratique de São Tomé-et-Príncipe permettra d'améliorer le contrôle des accès à la zone économique exclusive (ZEE) concernée par une meilleure présence d'observateurs. Cela favorisera à terme la surveillance des captures et pêches de thon dans cette zone, activité dont l'enjeu environnemental est important. La préservation des ressources naturelles et animales est en effet une condition du développement durable dans le domaine des activités économiques locales. Pour ces raisons, j'ai apporté mon vote favorable à cette recommandation.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de esta Recomendación porque nos parece un Acuerdo de Colaboración equilibrado, ya que hace hincapié en el apoyo al desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé, que ha sido muy limitado en los últimos veinte años. Entre los aspectos a los que se recomienda prestar especial atención se encuentran los relacionados con la fiabilidad de la evaluación de los recursos pesqueros de Santo Tomé, el desarrollo de la capacidad de control por parte de las autoridades locales, la obligatoriedad de declarar las capturas y el desarrollo de infraestructura en el sector. Requiere un mayor compromiso por parte de la Comisión en la verificación de los principios necesarios para la correcta absorción de la ayuda, respetando la soberanía y las opciones y prioridades de Santo Tomé. Se destaca, por tanto, la necesidad de reforzar la cooperación en el desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé como requisito para lograr una explotación conjunta y sostenible de los recursos pesqueros de este país.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτώς*. — Υπερψηφίζουμε διότι η συμφωνία αυτή εξυπηρετεί τα συμφέροντα της ΕΕ χωρίς να θίγει τα εθνικά συμφέροντα.

Erdős Norbert (PPE), *írásban*. — A világ tengereinek 30%-a túlhalászott, a tengeri halállományok fennmaradása veszélybe kerülhet. Az Európai Unió és São Tomé és Príncipe közötti fenntartható halászati megállapodásra vonatkozó javaslatot támogatom, mert a nyugat-afrikai tonhalhalászatot a jelenleginél fenntarthatóbb keretek közé igyekszik szorítani. A tengeri halállományok fenntartása érdekében tett indokolt lépések következtében folyamatosan és jelentősen csökken a kihalásztott tengeri halmennyiség. Ezért a közös halászati politikának jóval nagyobb figyelmet kell fordítania a fenntartható haltenyésztésre, vagyis az akvakultúrára, kiemelten pedig az édesvízi haltenyésztésre.

A magyarországi halastavak jelentős része Natura 2000 területen fekszik. Ezek a halgazdaságok semmilyen veszélyt nem jelentenek e területek természeti értékeire, ellentétben a tengeri akvakultúrák területekkel. Sőt, sok esetben éppen a zárt rendszerű halastavainknak köszönhetőek az általuk létrehozott, illetve megőrzött egyedi vizes élőhelyi társulások. Következésképpen, az édesvízi akvakultúrát meg kell szabadítani az indokolatlanul szigorú és felesleges fenntarthatósági előírásoktól. Ezek csak a tengeri halászat és akvakultúra esetében indokoltak. Törekedni kell arra, hogy a jövőben világosan kettéválasszák a tengeri és az édesvízi akvakultúra fogalmát, majd szabályozását.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — O anterior protocolo, que vigorou de 13 de maio de 2011 a 12 de maio de 2014, permitia a atuação de 40 atuneiros da UE: 28 cercadores e 12 palangreiros de superfície. A contrapartida financeira ascendia a 682 500 euros/ano, dos quais cerca de 35 % destinados a apoiar a política setorial santomense.

Utorok 13. januára 2015

Com este novo protocolo ao acordo de pesca entre a UE e São Tomé e Príncipe, 34 navios de Espanha, França e Portugal ficam autorizados a pescar nas águas deste país. O protocolo visa também favorecer uma política de pescas sustentável e apoiar a política setorial santomense. A contrapartida financeira global é de 2.805.000 euros durante quatro anos.

Considero ainda importante que a Comissão Europeia deve tomar as medidas necessárias, incluindo a possível revisão e aumento da componente do acordo relativa ao apoio setorial, para garantir uma efetiva inversão do caminho seguido nos últimos vinte anos.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. — O Acordo de Pescas UE-São Tomé e Príncipe faz parte da rede de acordos de pesca do atum na África ocidental.

O primeiro acordo em matéria de Pesca celebrado entre a CEE e São Tomé e Príncipe data de 1984. Desde essa data foram implementados oito protocolos, dois dos quais sob o Acordo de Parceria no domínio da Pesca. Não obstante, os resultados obtidos até hoje no domínio da cooperação setorial são muito escassos. Esta é uma realidade que urge alterar. Este acordo, em articulação com outros instrumentos de apoio ao desenvolvimento, como o Fundo Europeu de Desenvolvimento, deve promover um efetivo desenvolvimento sustentável do setor das pescas santomense, bem como de indústrias e atividades conexas, aumentando o valor acrescentado que fica no país, em resultado da exploração dos seus recursos naturais.

A Comissão Europeia deve tomar as medidas necessárias – incluindo a possível revisão e aumento da componente do acordo relativa ao apoio setorial – para garantir uma efetiva inversão do caminho seguido nos últimos vinte anos.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — Voto favorevolmente all'accordo che prevede la possibilità, per tonniere e pescherecci dell'UE, di pescare nelle acque della Repubblica democratica di Sao Tomé e Príncipe. Viene aumentata la contropartita economica rispetto all'accordo precedente ma la maggiore possibilità di pesca risulta prioritaria nella valutazione.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραφτώς*. — Υπερψηφίζω τη Συμφωνία αλιευτικής σύμπραξης μεταξύ της ΕΕ και του Σάο Τομέ και Πρίνσιπε: αλιευτικές δυνατότητες και χρηματική αντιπαροχή, διότι η συμφωνία αυτή εξυπηρετεί το συμφέροντα της ΕΕ χωρίς να θίγει τα εθνικά συμφέροντα.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — He votado a favor de la Recomendación al considerar que forma parte de la red de acuerdos de pesca del atún en el África Occidental que permiten que los buques de la UE faenen en sus aguas. El objetivo principal es ofrecer posibilidades de pesca a los buques de la Unión Europea en aguas santotomenses respetando los mejores dictámenes científicos disponibles y las recomendaciones de la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico dentro de los límites de los excedentes disponibles. El objetivo es asimismo intensificar la cooperación entre la UE y la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe con vistas al desarrollo de una política pesquera sostenible y a la explotación responsable de los recursos pesqueros de la zona de pesca de dicho país, en beneficio de ambas partes.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. — Not only has the EU managed to strip our own waters of fish stocks (not to mention discarding thousands of tons of perfectly healthy fish), but it is now seeking to do the same throughout the rest of the world – by giving money to the wealthy in order to get fishing rights from poor fishermen. This is just neocolonial exploitation.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I voted in favour of renewing the Fisheries Partnership Agreement between the EU and the Republic of São Tomé and Príncipe because I believe that establishing sustainable fisheries policies in Sao Toméan fishing zones is in all our interests.

I welcome the fact that, through the newly negotiated protocol, more reliable data on catches and the conservation status of fishery resources will be made available to the São Toméan authorities, enabling them to scale up the fight against illegal fishing.

I urge the Commission to investigate carefully concerns regarding by-catch of sharks or other endangered species under the protocol, and to take the necessary steps immediately to address this problem if it occurs.

Utorok 13. januára 2015

Michela Giuffrida (S&D), *per iscritto*. — Ho votato a favore della raccomandazione perché credo che gli accordi, la collaborazione, i negoziati oltre che per un interesse puramente economico, di sfruttamento delle risorse, siano occasione di crescita e maturazione sia per la rete rapporti esterni dell'Unione europea sia per i paesi con sui essa si confronta.

L' accordo con São Tomé e Príncipe è uno di questi momenti, per i nostri pescherecci che hanno così occasione di pesca in altri mari, ma soprattutto per la piccola isola nostro partner in questo accordo.

Ho votato a favore di questo accordo, ma ci tengo a sottolineare che l'impegno europeo deve andare ben oltre il mero partenariato nel settore della pesca. L'Europa ha il dovere di vigilare che la contropartita finanziaria e in particolare i 325.000 che sono destinati alla politica di settore vengano usati dall' isola di São Tomé e Príncipe per migliorare l' affidabilità sulle catture, la qualità della pesca, lo sviluppo delle infrastrutture. Sono ormai 30 anni che è in piedi l'accordo tra l' UE e São Tomé e Príncipe, quanti aspetti del settore sarebbero potuti cambiare con politiche efficaci, non è troppo tardi per iniziare.

Sylvie Goddyn (NI), *par écrit*. — Je voterai pour cette proposition car cet accord se fait dans l'intérêt bien compris des deux parties.

D'une part, il permettra l'accès de 34 navires de l'Union Européenne dans les eaux de Sao Tomé. Parmi ces navires, il y a 12 thoniers français.

D'autre part, l'Union Européenne accorde des contreparties équitables à Sao Tomé: 710 000 euros les trois premières années ; 675 000 euros la quatrième année.

Ces sommes incluent 325 000 euros par an pour l'appui de la politique sectorielle, qui permettront de soutenir la pêche artisanale et de lutter contre la pêche illégale.

Enfin, les armateurs verseront 35 euros par tonne les deux premières années, 60 euros la troisième année et 70 euros la quatrième année.

Il semble donc qu'aucune des parties ne soit lésée, même si le rapporteur souligne que les résultats obtenus pour le moment dans la politique sectorielle sont insuffisants. Il conviendrait notamment d'améliorer nos connaissances des stocks de poissons, mais surtout de soutenir le développement des capacités de surveillance propres de Sao Tome.

C'est à cette condition que cet accord pourrait réellement s'inscrire dans le cadre d'une pêche durable.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de esta Recomendación porque nos parece un Acuerdo de Colaboración equilibrado, ya que hace hincapié en el apoyo al desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé, que ha sido muy limitado en los últimos veinte años. Entre los aspectos a los que se recomienda prestar especial atención se encuentran los relacionados con la fiabilidad de la evaluación de los recursos pesqueros de Santo Tomé, el desarrollo de la capacidad de control por parte de las autoridades locales, la obligatoriedad de declarar las capturas y el desarrollo de infraestructura en el sector. Requiere un mayor compromiso por parte de la Comisión en la verificación de los principios necesarios para la correcta absorción de la ayuda, respetando la soberanía y las opciones y prioridades de Santo Tomé. Se destaca, por tanto, la necesidad de reforzar la cooperación en el desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé como requisito para lograr una explotación conjunta y sostenible de los recursos pesqueros de este país.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour on the Fisheries Partnership Agreement between the EU and São Tomé and Príncipe: fishing opportunities and financial contribution, because this agreement will foster the genuinely sustainable development of the fisheries sector.

Ian Hudghton (Verts/ALE), *in writing*. — I voted in favour of this report. The rapporteur, however, noted that to date there has been a lack of data in this fishery, and he has called on the Commission to remedy this situation. He has also called for greater efforts to be made in developing São Toméan fisheries infrastructure. I fully back these calls.

Utorok 13. januára 2015

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado a favor de esta Recomendación porque nos parece un Acuerdo de Colaboración equilibrado, ya que hace hincapié en el apoyo al desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé, que ha sido muy limitado en los últimos veinte años. Entre los aspectos a los que se recomienda prestar especial atención se encuentran los relacionados con la fiabilidad de la evaluación de los recursos pesqueros de Santo Tomé, el desarrollo de la capacidad de control por parte de las autoridades locales, la obligatoriedad de declarar las capturas y el desarrollo de infraestructura en el sector. Requiere un mayor compromiso por parte de la Comisión en la verificación de los principios necesarios para la correcta absorción de la ayuda, respetando la soberanía y las opciones y prioridades de Santo Tomé. Se destaca, por tanto, la necesidad de reforzar la cooperación en el desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé como requisito para lograr una explotación conjunta y sostenible de los recursos pesqueros de este país.

Ivan Jakovčič (ALDE), *napisan*. — Glasovao sam za nacrt zakonodavne rezolucije Europskog parlamenta o prijedlogu odluke Vijeća o potpisivanju Protokola kojim se utvrđuju ribolovne mogućnosti i financijski doprinos predviđeni Sporazumom o partnerstvu u ribarstvu između Europske unije i Demokratske Republike Svetog Tome i Prinsipea, zbog toga što se osvježenjem Protokola omogućuje brodovima EU-a ribarenje u vodama Svetog Tome i osnažuje suradnja s tom republikom. Međutim, smatram da je u navedenom kontekstu potrebno posvetiti posebnu pozornost održivom razvoju ribarskog sektora Svetog Tome i koristi koja od toga proizlazi. Također podržavam namjeru da se vlastima Svetog Tome osiguraju pouzdane informacije o ulovu i ribarskim resursima, te da se u tom pogledu utemelji efikasno nadzorno tijelo. Povrh toga, držim da je pri poticanju investicija u toj zemlji, potrebno osigurati razvoj ribarske infrastrukture.

Jean-François Jalkh (NI), *par écrit*. — Le renouvellement du protocole de pêche entre la République de Sao Tomé-et-Principe permet une relation bénéfique aux deux parties. J'ai voté en faveur de ce texte parce que les pays d'Europe tirent parti de ce supplément de réserve et que la présence européenne dans cette région est un élément de stabilité qui s'inscrit dans la longue durée.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur du rapport Ferreira relatif à l'accord de pêche entre l'Union européenne et la République démocratique de Sao Tomé et Principe (archipel situé dans le golfe de Guinée). Ce rapport doit permettre l'adoption du nouveau protocole de pêche autorisant des navires de l'Union européenne à pêcher dans les eaux de ce pays pour une période de quatre ans. Si j'ai soutenu ce rapport, c'est parce que j'estime que l'accord en question profite aux deux parties en permettant aux navires européens de pêcher certaines ressources excédentaires dans un environnement réglementé, tout en offrant un soutien financier sectoriel pour le développement de la pêche durable dans les eaux de São Tomé e Príncipe.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce rapport permettant l'adoption du nouveau protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat de pêche entre l'Union européenne et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe pour une période de quatre ans. Ce nouveau protocole permettra à 34 navires de l'Union européenne d'y exercer leur activité de pêche, avec une contrepartie financière annuelle fixée à 710 000 euros pour les 3 premières années et à 675 000 euros la quatrième année.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. — I supported the agreement, as it is simply a renewal of an expired protocol that strengthens cooperation between the parties. Establishing sustainable fisheries policies is also crucial, especially in terms of fighting illegal fishing.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Voto positivamente la relazione del collega on. Joao Ferreira in quanto considero l'Accordo di partenariato nel settore della pesca tra UE e Sao Tomé e Principe un'opportunità per la nostra economia. L'accordo, infatti, permette di praticare, a tutti i pescherecci di provenienza comunitaria, la pesca del tonno nelle acque dell'Africa occidentale.

Javi López (S&D), *por escrito*. — El Acuerdo de Colaboración en el sector pesquero entre la Unión Europea y la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe forma parte de la red de acuerdos de pesca del atún en África Occidental y permite que los buques de la UE faenen en sus aguas. Voto a favor, dado que este nuevo Protocolo que se rubricó el pasado 19 de diciembre de 2013 tendrá una validez de cuatro años a partir del 23 de mayo de 2014 y permitirá la actividad pesquera a 34 buques de la UE, aunque se debe hacer notar que es necesario reforzar algunos de los logros conseguidos con esta cooperación internacional.

Utorok 13. januára 2015

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. — El informe aprueba el Protocolo por el que se fijan las posibilidades de pesca y la contrapartida financiera previstas en el Acuerdo de Colaboración en el sector pesquero entre la Unión Europea y la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe. Su objetivo es adecuar la pesca europea del atún en Santo Tomé y Príncipe a las recomendaciones científicas de la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico (ICCAT).

El ponente ha introducido en el texto una petición a la Comisión y al Consejo para que el Parlamento esté informado de todas las etapas de implementación y renovación del Protocolo.

La democratización del control de la política pesquera y su sustentabilidad ambiental son condiciones necesarias para asegurar el empleo y el desarrollo de este sector. Por todo ello, he votado a favor de este informe.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. — El Acuerdo de Colaboración en el sector pesquero entre la Unión Europea y la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe forma parte de la red de acuerdos de pesca del atún en África Occidental y permite que los buques de la UE faenen en sus aguas.

Los resultados obtenidos hasta la fecha en el ámbito de la cooperación sectorial son extremadamente limitados, por lo que se requiere un mayor compromiso por parte de la Comisión en la verificación de los principios necesarios para la correcta absorción de la ayuda, respetando la soberanía y las opciones y prioridades legítimas de Santo Tomé y Príncipe. Asimismo, se requiere facilitar la participación de representantes del Parlamento en calidad de observadores en las reuniones de la Comisión mixta.

Por estos motivos voto a favor de la aprobación de esta propuesta para que se celebre el Protocolo.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. — U kolovozu 2014. postignut je dogovor Europske unije i Demokratske Republike Svetog Tome i Prinsipea kojim se uspostavlja četverogodišnji protokol za 32 ribarice iz Europske unije za izlov tune na obalama zapadne Afrike i obalama Svetog Tome i Prinsipea.

Temeljem protokola, Svetom Tomi i Prinspeu uplaćivat će se 710 tisuća eura za prve tri godine sporazuma, 675 tisuća eura za četvrtu godinu sporazuma i 325 tisuća eura kojima će se poticati razvoj ribarskog sektora Svetog Tome i Prinsipea. U protokol će se uvrstiti financijski doprinosi vlasnika ribarica koji će iznositi 55 eura po toni ulova za prve dvije godine sporazuma, 60 eura po toni za treću godinu, odnosno 70 eura za tonu po ulovu za četvrtu godinu.

Podržala sam izvješće o Sporazumu o partnerstvu između Europske unije i Svetog Tome i Prinsipea jer će se implementacijom ovog sporazuma otvoriti mogućnosti za europske ribare u vodama zapadne Afrike i Svetog Tome i Prinsipea te potaknuti razvoj ribarskog sektora te države.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. — Es nobalsoju par, tāpat kā visa sociālistu un demokrātu politiskā grupa. Eiropas Savienība zvejo visur apkārt pasaulei. Šis līgums ir partnerattiecību apliecinājums starp ES un Santomi un Prinsipi.

Νότης Μαρτιάς (ECR), *γραφτικώς*. — Ψηφίζω υπέρ της Σύστασης διότι θεωρώ πως έτσι θα ενισχυθεί η συνεργασία μεταξύ της Ευρωπαϊκής Ένωσης και της Λαϊκής Δημοκρατίας του Σάο Τομέ και Πρίνσιπε για τη χάραξη και εφαρμογή μιας μακρόπνοης αλιευτικής πολιτικής και την υπεύθυνη εκμετάλλευση των αλιευτικών πόρων στην αλιευτική ζώνη του Σάο Τομέ και Πρίνσιπε προς το αμοιβαίο συμφέρον και των δύο μερών.

David Martin (S&D), *in writing*. — I voted for this report. The Fisheries Partnership Agreement, alongside other instruments providing development support, such as the European Development Fund, should foster the genuinely sustainable development of the São Toméan fisheries sector and of related industries and activities, so that more of the added value resulting from the exploitation of São Tomé's natural resources remains in the country.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. — Ho votato a favore dell' accordo di partenariato nel settore della pesca tra l' UE e São Tomé e Príncipe.

Utorok 13. januára 2015

L'accordo in questione intende promuovere e rafforzare la cooperazione tra l'Unione europea e la Repubblica democratica di São Tomé e Príncipe, in modo da poter contribuire ad un vero rilancio sostenibile del settore della pesca di Sao Tomé e Principe e delle sue connesse industrie ed attività.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. — Ho espresso il mio consenso nei confronti della relazione a firma del collega Ferreira, poiché ritengo che l'Accordo di partenariato, nel settore della pesca, tra l'Unione europea e la Repubblica democratica di Sao Tome e Principe, rappresenti una fonte di vantaggio per l'intera compagine comunitaria.

L'Accordo, infatti, stabilisce la possibilità, per l'Unione europea, di praticare la pesca del tonno nell'Africa occidentale, e consente, allo stesso tempo, ai pescherecci di provenienza comunitaria, di operare nelle acque appartenenti a detti territori.

Ritengo altresì che, i criteri finanziari da esso definiti, risultino sufficientemente ammissibili e razionali.

Marisa Matias (GUE/NGL), *por escrito*. — Votei favoravelmente por entender que este acordo é importante para São Tomé e Príncipe e para os Estados-Membros da União Europeia, apesar de lamentar que a Comissão Europeia insista em manter uma filosofia, relativamente à elaboração destes acordos, que não contribui nem para uma melhoria da sustentabilidade dos recursos e nem inclui, nem tem em conta, as legítimas opções e prioridades de S. Tomé Príncipe.

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Ich habe mit meiner positiven Stimmabgabe einen Vertrauensvorschuss geleistet: Jetzt liegt es an der Kommission, die im Bericht erwähnten Verbesserungsvorschläge zu unterstützen!

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — O Acordo de Parceria no domínio da pesca entre a União Europeia e a República Democrática de São Tomé e Príncipe faz parte da rede de acordos de pesca do atum na África Ocidental e permite que os navios da UE pesquem nas águas deste país.

O anterior protocolo, que vigorou de 13 de maio de 2011 a 12 de maio de 2014, permitia a atuação de 40 atuneiros da UE: 28 cercadores e 12 palangreiros de superfície. A contrapartida financeira ascendia a 682 500 euros/ano, dos quais cerca de 35 % destinados a apoiar a política setorial santomense.

Na sequência das negociações relativas à renovação do Protocolo de aplicação, foi rubricado, a 19 de dezembro de 2013, um novo Protocolo que vigorará por 4 anos, a partir de 23 de maio de 2014, e possibilitará a atividade de pesca a 34 navios da UE (28 atuneiros cercadores e 6 palangreiros de superfície). A contrapartida financeira anual foi fixada em 710 000 EUR nos três primeiros anos e 675 000 EUR no quarto ano, sendo 325 000 EUR destinados ao apoio da política setorial santomense.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — The Fishing Partnership Agreement between the EU and São Tomé and Príncipe will benefit the fishing industries of both the EU and São Tomé and Príncipe. The conclusion of the agreement will lead to the development of tools to prevent the over-exploitation of São Toméan fishery resources. EU vessels will also be able to fish in São Toméan waters in a responsible manner. This agreement aims to further the sustainable development of the fisheries sector and of related industries and activities in São Tomé and Príncipe. It is for these reasons that I voted in favour of this recommendation.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. — Le protocole à l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche entre l'Union européenne et Sao Tomé-et-Príncipe s'inscrit dans la continuité des différents protocoles de pêche signés depuis 1984. Je salue donc cet accord qui permettra aux navires de l'Union de continuer à pêcher dans les eaux de l'archipel tout en lui garantissant des contreparties financières. Ces dernières permettront de soutenir le développement durable du secteur de la pêche et des industries et activités connexes à Sao Tomé-et-Príncipe. Je rejoins toutefois la position du rapporteur, qui préconise l'amélioration de la fiabilité des informations sur les captures et sur l'état de conservation des ressources halieutiques ainsi que le développement des capacités de contrôle de l'archipel.

Utorok 13. januára 2015

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the Fisheries Partnership Agreement between the EU and São Tomé and Príncipe, which forms part of the network of tuna-fishing agreements in West Africa and will provide fishing opportunities, as well as a financial contribution and development support, to the São Toméan fisheries sector.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. — J'ai voté «pour» ce texte qui m'est apparu juste et équitable. Il est en effet question ici des possibilités de pêche et de la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe. En vigueur depuis mai 2014 et pour une période de quatre ans, ce protocole autorise 34 navires de pays membres de l'Union européenne à y exercer leur activité de pêche. En échange de cette autorisation, la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe devra percevoir 2 805 000 euros sur la période préalablement définie de 4 ans (une réévaluation à la hausse pourra évidemment être envisagée si la quantité annuelle des captures dépasse le tonnage annuel de référence déterminé).

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — I voted in favour of supporting the agreement as it provides continued opportunities for fisheries cooperation with São Tomé, with the addition of more reliable data (on catches and on the conservation status of fishery resources) being made available to the São Toméan authorities.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte qui autorise la mise en œuvre d'un nouveau partenariat pour la pêche entre l'UE et São Tomé e Príncipe. Ce partenariat est bénéfique pour toutes les parties: il permet à 34 navires de l'Union européenne d'accéder à la ressource thonière des eaux de São Tomé e Príncipe, en contrepartie du versement de redevances qui serviront à développer et structurer la filière pêche locale.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — Approviamo la conclusione del presente protocollo, ritenendo tuttavia indispensabile che l'accordo in esame sia attuato attraverso il ricorso ad altri strumenti specifici di sostegno, quali il Fondo europeo di sviluppo, in modo da poter contribuire ad un vero rilancio sostenibile del settore della pesca di Sao Tomé e Principe e delle sue connesse industrie ed attività. Il nostro obiettivo finale rimane quello di aiutare il paese nello sfruttamento delle sue risorse naturali. Riteniamo, pertanto, che la Commissione europea debba intervenire con maggiore impegno nella verifica del corretto utilizzo degli aiuti, nel miglioramento della quantità e dell'affidabilità delle informazioni sulle catture e, in generale, sullo stato di conservazione delle risorse alieutiche. Occorrerà, inoltre, verificare e rafforzare la capacità di sorveglianza delle preposte autorità nella zona economica esclusiva, nonché favorire investimenti a sostegno dello sviluppo delle infrastrutture nel settore.

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. — Il mio voto è a favore della relazione dell'on. Ferreira sull'accordo di partenariato nel settore della pesca tra l'UE e Sao Tomé e Principe riguardante la pesca del tonno nell'Africa occidentale e il permesso dei nostri pescherecci di operare in quel paese. Da questo accordo possono trarre vantaggio sia le nostre imbarcazioni che potranno continuare a svolgere attività di pesca in quelle acque, sia Sao Tomé e Principe che potrà giovare della contropartita finanziaria utile soprattutto al sostegno delle proprie politiche settoriali.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am votat pentru acest proiect întrucât colaborarea dintre Uniunea Europeană și Republica Democratică São Tomé și Principe este una de lungă durată.

Acest proiect este folositor pentru industria de pescuit, dar trebuie totuși pe viitor să ne asigurăm că rezultatele negative ale colaborărilor anterioare nu se vor mai reproduce.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. — Das Abkommen hat meine Zustimmung erfahren. Die vorteilhaften Bedingungen, die sich aus dem Abkommen für die gesamte Region ergeben, werden für Handel, Fischfang und fischverarbeitendes Gewerbe und in der Region neue Impulse setzen.

Younous Omarjee (GUE/NGL), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce rapport, qui permet à un nombre limité de thoniers européens la pêche dans les eaux de l'île de Sao Tomé-et-Principe, en contrepartie d'un financement européen en soutien à la politique sectorielle de ce pays. Ce type d'accord de pêche est un moyen raisonnable de soutenir le développement de pays africains tout en limitant la surpêche dans les océans.

Utorok 13. januára 2015

Urmās Paet (ALDE), *kirjalikult.* — Toetasin ettepanekut, sest see võimaldab ka Euroopa Liidu laevadel püüda kala Sao Tomé ja Príncipe Demokraatliku Vabariigi vetes ja toetab ka sealset kalanduspoliitikat. Oluline on ELi turuosaliste võimaluste laiendamine.

Rolandas Paksas (EFDD), *raštu.* — Pritariu šio susitarimo sudarymui.

Naujasis ketverių metų susitarimas suteiks abipusią naudą, atsižvelgiant į abiejų šalių interesus. Visų pirma Europos Sąjungos žvejybos laivams bus suteiktos žvejybos galimybės San Tomé ir Prinsipės vandenyse. Be to, bus stiprinamas šalių bendradarbiavimas ir skatinama visame pasaulyje laikytis tų pačių gero žuvininkystės sektoriaus reguliavimo ir protingo jūrų valdymo principų.

Tvirtesnis abiejų šalių bendradarbiavimas leis įgyvendinti tausią žuvininkystės politiką ir padės atsakingai naudoti žuvininkystės išteklius.

Pažymėtina, kad ES tenka didelė atsakomybė užtikrinant tarptautinių žuvininkystės išteklių išsaugojimą ir tausų valdymą. Atsižvelgiant į tai Komisija didesnę dėmesį turėtų skirti kontrolei, kad būtų garantuotas veiksmingas paramos panaudojimas. Taikomi kontrolės mechanizmai turi būti proporcingi. Jie negali pažeisti šalies suvereniteto ir teisėtų prioritetų.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto.* — Considerato che l'accordo di partenariato nel settore della pesca tra l'Unione europea e la Repubblica democratica di São Tomé e Príncipe fa parte della rete di accordi di pesca del tonno nell'Africa occidentale e consente ai pescherecci dell'UE di operare nelle acque di detto paese; considerato che nel maggio 2014 è entrato in vigore un nuovo protocollo per quattro anni, il quale consente di svolgere attività di pesca a 34 navi dell'UE; considerato che le rappresentanze dell'UE e di São Tomé e Príncipe hanno espresso soddisfazione per la conclusione del nuovo protocollo di quattro anni, per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), *par écrit.* — Le protocole entre l'Union européenne et São Tomé et Príncipe permettra aux pêcheurs des États membres de pouvoir se rendre dans les eaux territoriales de ce pays. Dans la mesure où les ressources halieutiques seront préservées, il est bon que les bateaux puissent étendre leur espace d'activité dans un cadre bien défini. Je vote donc en faveur de ce protocole.

Andrej Plenković (PPE), *napisan.* — Podržavam Preporuku o prijedlogu odluke Vijeća o potpisivanju, u ime Europske unije, Protokola kojim se utvđuju ribolovne mogućnosti i finansijski doprinos predviđeni Sporazumom o partnerstvu u ribarstvu između Europske unije i Svetog Tome i Prinsipea.

Pomoću ove Preporuke omogućuju se razvoj i primjena novih ribolovnih mogućnosti te bi se uz povećanu pozornost Europske komisije mogla ostvariti glavna svrha Protokola što bi predstavljalo korištenje ribolovnih mogućnosti brodovima Europske unije, uz poštivanje prioriteta i suvereniteta Svetog Tome i Prinsipea.

Brodovima Europske unije trebalo bi odobriti istraživanje novih ribolovnih mogućnosti, imajući u vidu da se detaljnije istraže krajnji rezultati, mogućnost zarade te izgledi za budućnost. Vjerujem da bi navedeni Protokol pridonio snažnijoj suradnji između Europske unije i svetog Tome i Prinsipea na području uspostavljanja te razvijanja politike održivog ribarstva.

U interesu obje strane, sukladno odobrenju iskorištavanja ribolovnih mogućnosti brodovima Europske unije, prilikom razvoja i istraživanja podržavam preporuku korištenja i primjenu najboljih mišljenja renomiranih znanstvenika.

Utorok 13. januára 2015

Miroslav Poche (S&D), písomne. — Nový protokol k Dohode o partnerství v odvětví rybolovu, který v květnu 2014 uzavřela Evropská komise s Demokratickou republikou Svatý Tomáš a Princův ostrov, navazuje na předchozí protokol, jež v roce 2014 vypršel. Nový návrh byl podepsán za účelem dosažení dvou hlavních cílů – jednak umožňuje plavidlům EU lovit v mezích dostupného přebytku ve vodách Svatého Tomáše, zároveň však umožňuje EU prosazovat a dohlížet na reálné provádění odpovědnější politiky výlovu tuňáků, který definovala mezinárodní komise pro ochranu tuňáků v Atlantiku. Zcela podporuji prohlubování spolupráce mezi EU a touto bývalou portugalskou kolonií, která je pro EU nezanedbatelným partnerem, v neposlední řadě i z pohledu geopolitického. Nehumánní způsob lovu tuňáka je významný celosvětový problém a Evropská unie by měla učinit maximum pro to, aby finanční prostředky, které v rámci své politiky rybolovu vynakládá, byly alokovány vždy v intencích trvale udržitelného rybolovu. To by mělo platit i pro případ tohoto protokolu, který by měl zajistit cílenější finanční intervence, zejména směrem k posílení kontrolních mechanismů v boji proti nezákonnému rybolovu.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), per iscritto. — Ho dato il mio voto favorevole all'accordo di partenariato nel settore della pesca tra l'Unione europea e la Repubblica democratica di São Tomé e Príncipe perché rientra nella tipologia di accordi di pesca del tonno nell'Africa occidentale, ed è un rinnovo con alcune modifiche del protocollo precedente che aveva prodotto risultati soddisfacenti. Come sappiamo, grazie ad esso, i pescherecci dell'UE possono operare nelle acque territoriali di São Tomé e Príncipe con una consistente flotta di pescherecci.

La conclusione dell'accordo contribuisce, insieme ad altri strumenti, a far sì che ci sia a São Tomé e Príncipe un incremento dello sviluppo nel settore della pesca e delle attività ad esso legate, consentendo uno sfruttamento sostenibile delle sue risorse naturali. Mi rammarico però che i risultati raggiunti finora nel campo della cooperazione settoriale siano scarsi e spero che la Commissione europea si impegni in maniera costruttiva nella verifica dei principi indispensabili per un corretto utilizzo degli aiuti dati sempre nel rispetto della sovranità di São Tomé e Príncipe. Spero anche che venga accolta la proposta di fornire una relazione annuale al Parlamento sui risultati del programma settoriale pluriennale sul rispetto dell'obbligo di dichiarazione delle catture.

Franck Proust (PPE), par écrit. — Par ce vote, le Parlement européen a voté en faveur de la prorogation d'un mécanisme permettant la pêche au thon dans les eaux de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe. Dans la mesure où cet accord permet à la fois une gestion des ressources durable et la prorogation d'accord de développement en concertation avec cette République, je vote favorablement.

Paulo Rangel (PPE), por escrito. — O acordo de parceria no domínio da pesca entre a União Europeia e a República Democrática de São Tomé e Príncipe faz parte da rede de acordos sobre a pesca do atum na África ocidental. O novo protocolo foi assinado a 19 de dezembro de 2013, na sequência de um protocolo prévio que tinha estado em vigor de 13 de maio de 2011 até 12 de maio de 2014. Destina-se a vigorar por um período de quatro anos, a partir de 23 de maio de 2014, e permitirá que 34 navios da UE (28 atuneiros e 6 palangreiros de superfície) possam exercer a sua atividade de pesca. A contrapartida financeira anual foi estabelecida em 710 000 euros para os 3 primeiros anos e 675 000 euros para o quarto ano, destinando-se 325 000 euros ao apoio da política setorial em São Tomé e Príncipe. Votei favoravelmente.

Teresa Rodriguez-Rubio (GUE/NGL), por escrito. - Hemos votado a favor de esta Recomendación porque nos parece un Acuerdo de Colaboración equilibrado, ya que hace hincapié en el apoyo al desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé, que ha sido muy limitado en los últimos veinte años. Entre los aspectos a los que se recomienda prestar especial atención se encuentran los relacionados con la fiabilidad de la evaluación de los recursos pesqueros de Santo Tomé, el desarrollo de la capacidad de control por parte de las autoridades locales, la obligatoriedad de declarar las capturas y el desarrollo de infraestructura en el sector. Requiere un mayor compromiso por parte de la Comisión en la verificación de los principios necesarios para la correcta absorción de la ayuda, respetando la soberanía y las opciones y prioridades de Santo Tomé. Se destaca, por tanto, la necesidad de reforzar la cooperación en el desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé como requisito para lograr una explotación conjunta y sostenible de los recursos pesqueros de este país.

Claude Rolin (PPE), par écrit. — Le Parlement européen a donné son approbation à la conclusion du protocole au nouvel accord de pêche UE/Sao Tomé-et-Principe. Le protocole précédent, qui était en vigueur du 13 mai 2011 au 12 mai 2014, permettait l'activité de 40 thoniers de l'UE: 28 thoniers senneurs et 12 palangriers de surface. La contrepartie financière s'élevait à 682 500 euros/an, dont plus de 35 % destinés à soutenir la politique sectorielle de Sao Tomé-et-Principe. Un nouveau protocole a été paraphé le 19 décembre 2013 et est entré en vigueur le 23 mai 2014 pour une période de quatre ans. Il bénéficiera à 34 navires de l'UE (28 thoniers senneurs et 6 palangriers de surface). La contrepartie financière annuelle a été fixée à 710 000 euros pour les trois premières années et à 675 000 euros la

Utorok 13. januára 2015

quatrième année, 325 000 euros étant destinés à l'appui de la politique sectorielle de Sao Tomé-et-Principe.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — A presente recomendação relativa à celebração, em nome da UE, do novo Protocolo de 4 anos que fixa as possibilidades de pesca e a contrapartida financeira previstas no Acordo de Parceria no domínio da pesca entre a União Europeia e a República Democrática de S. Tomé e Príncipe merece o meu voto favorável, na medida em que vem possibilitar que navios da UE pesquem nas águas deste país, mediante uma contrapartida financeira anual que permitirá canalizar uma verba assinalável para apoio à política sectorial santomense.

Não obstante, gostaria de salientar, à semelhança do relator, que é imperativo adotar uma visão mais integrada da cooperação setorial para com este país, que permita, nomeadamente, uma maior informação às autoridades santomenses do índice de capturas, conservação dos recursos haliéuticos, aumento da formação de observadores e da capacidade de fiscalização da ZEE santomense, bem como apoio ao desenvolvimento de infraestruturas pesqueiras que permitam a exportação de produtos da pesca para a União Europeia, entre outros.

Não basta, portanto, atribuir contrapartidas financeiras. É imperativo que a estas estejam agregadas políticas setoriais credíveis que permitam o desenvolvimento do setor da pesca santomense, no respeito pela soberania e legítimas aspirações e objetivos do país neste setor.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera favorevole in quanto l'accordo prevede la possibilità, per tonniere e pescherecci UE, di pescare nelle loro acque. Aumenta la contropartita economica rispetto all'accordo precedente ma, nel complesso, reputo prioritaria la possibilità di operare in quelle acque.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de esta Recomendación porque nos parece un Acuerdo de Colaboración equilibrado, ya que hace hincapié en el apoyo al desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé, que ha sido muy limitado en los últimos veinte años. Entre los aspectos a los que se recomienda prestar especial atención se encuentran los relacionados con la fiabilidad de la evaluación de los recursos pesqueros de Santo Tomé, el desarrollo de la capacidad de control por parte de las autoridades locales, la obligatoriedad de declarar las capturas y el desarrollo de infraestructura en el sector. Requiere un mayor compromiso por parte de la Comisión en la verificación de los principios necesarios para la correcta absorción de la ayuda, respetando la soberanía y las opciones y prioridades de Santo Tomé. Se destaca, por tanto, la necesidad de reforzar la cooperación en el desarrollo del sector pesquero de Santo Tomé como requisito para lograr una explotación conjunta y sostenible de los recursos pesqueros de este país.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — El informe aprueba el Protocolo por el que se fijan las posibilidades de pesca y la contrapartida financiera previstas en el Acuerdo de Colaboración en el sector pesquero entre la Unión Europea y la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe. Su objetivo es adecuar la pesca europea del atún en Santo Tomé y Príncipe a las recomendaciones científicas de la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico (ICCAT). El ponente ha introducido en el texto una petición a la Comisión y al Consejo para que el Parlamento esté informado de todas las etapas de implementación y renovación del Protocolo. La democratización del control de la política pesquera y su sustentabilidad ambiental son condiciones necesarias para asegurar el empleo y el desarrollo de este sector. Por todo ello, he votado a favor de este informe.

Remo Sernagiotto (PPE), *per iscritto*. — Tramite la raccomandazione approvata oggi, ho deciso di dare il mio sostegno alla conclusione del protocollo che fissa le possibilità di pesca e la contropartita finanziaria previste dall'accordo di partenariato tra l'Unione europea e la Repubblica democratica di São Tomé e Príncipe.

28 tonniere con reti a circuizione e 6 pescherecci con palangari di superficie battenti bandiera di uno Stato membro dell'UE potranno pescare nelle acque di Sao Tomé e Principe osservando i migliori pareri scientifici disponibili e le raccomandazioni della Commissione internazionale per la conservazione dei tonnidi dell'Atlantico (ICCAT).

Utorok 13. januára 2015

Il pagamento della contropartita finanziaria da parte dell'Unione europea rappresenterà sicuramente un aiuto rilevante per la Repubblica di São Tomé e Príncipe per favorire uno sfruttamento più responsabile delle risorse ittiche, per promuovere una politica di pesca sostenibile e per rafforzare la sorveglianza, il controllo e la lotta contro la pesca illegale, non dichiarata e non regolamentata.

Ricardo Serrão Santos (S&D), *por escrito*. — Tal como o deputado e relator João Ferreira, eu, enquanto relator-sombra pelo S&D, avaliei positivamente este acordo. Apesar disso, tenho de fazer algumas considerações que, no fundo, considero oportunidades de melhoria para futuros acordos de pesca da União Europeia. No acordo faltam referências às espécies-alvo, às espécies protegidas, tais como as tartarugas marinhas, os mamíferos marinhos e as aves marinhas, e também não são mencionadas as medidas de mitigação ou controlo relativamente aos tubarões. Uma das maiores ameaças às populações de tartarugas-marinhas são precisamente as pescarias industriais. São Tomé e Príncipe até há pouco tempo utilizou as tartarugas marinhas quer na alimentação quer no artesanato local, mas desde há alguns anos que quer as autoridades governamentais quer as comunidades locais associadas a ONG enveredaram por programas de proteção das tartarugas marinhas, incluindo os seus locais de nidificação. A União Europeia tem de ser solidária neste esforço de proteção ambiental e isso deveria ter ficado plasmado neste acordo de pesca. Por último, refiro que é importante que a atividade preveja a inclusão de observadores independentes, cujos custos sejam financeiramente assumidos pelos armadores. Isso, aliás, deveria acontecer em todos os acordos de pesca.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — Today I voted in support of the conclusion of the new protocol setting out the fishing opportunities and financial contribution provided for in the Fisheries Partnership Agreement between the European Union and the Democratic Republic of São Tomé and Príncipe.

It will cover a four-year period from 23 May 2014 and provide fishing opportunities for 34 EU vessels. The annual financial contribution was set at EUR 710 000 for the first three years and EUR 675 000 for the fourth year.

The main purpose of the Protocol to the Agreement is to grant fishing opportunities to European Union vessels in São Toméan waters. In addition, the Protocol will strengthen cooperation between the European Union and the Democratic Republic of São Tomé and Príncipe with a view to establishing a sustainable fisheries policy and sound exploitation of fisheries resources in São Toméan fishing zone, in the interests of both parties.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. — Dao sam suglasnost za zaključivanje Protokola o partnerstvu u ribarstvu između Europske unije i Demokratske Republike Svetog Tome i Prinsipea jer podržavam svrhu Sporazuma, a to je dati pravo na ribolov plovilima Europske unije u vodama Svetog Tome. Cilj protokola je ojačati suradnju između Europske unije i Demokratske Republike Svetog Tome i Prinsipea, ali i uspostaviti održivu ribarsku politiku i održivo eksploatiranje ribolovnih resursa u tim ribolovnim zonama, naravno u interesu obiju strana. U budućim pregovorima držim da je važno omogućiti sudjelovanje predstavnika Parlamenta kao promatrača na sastancima Zajedničkog odbora. Također pozivam Komisiju da Parlamentu i Vijeću tijekom posljednje godine primjene Protokola, te prije započinjanja pregovora o njegovu produženju predstavi potpuno izvješće o njegovoj provedbi bez suvišnih ograničenja koja se odnose na pristup tom dokumentu.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. - Podržavam Sporazum o partnerstvu u ribarstvu između EU-a i Svetog Tome i Principa. Navedeni sporazum generira financijske i ribolovne koristi za dionike sporazuma, a samim time i Europske unije u cjelini. Novi Sporazum bi se odnosio na razdoblje od četiri godine, otvorio bi poslovnu mogućnost za 34 ribarska broda iz Europske unije i već u prve tri godine bi trebao financijski doprinosa biti u stotinama tisuća eura. Sporazumom se otvaraju i mogućnosti pomoći pri istraživanju i razvoju ribarstva Demokratske Republike Svetog Tome i Principa, jer bi Europska unija mogla financijski potpomoći razvoj i kontrolu održivog izlova te očuvanje ribljeg fonda. Poznato je kako su trenutačno dostupne informacije vrlo skromne i nedovoljne za detaljno utvrđivanje stanja ribljeg fonda u Demokratskoj Republici Svetog Tome i Principa. Europska unija treba osigurati dugoročniji nabavni kanal ribe i pri tom doprinijeti razvoju i istraživanju ribljeg fonda Demokratske Republike Svetog Tome i Principa što implicira koristi za sve sudionike Sporazuma.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. — Πρέπει να επιδιώκονται συμφωνίες οι οποίες να προωθούν την ανάπτυξη των χωρών-μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης χωρίς να θίγονται τα εθνικά τους συμφέροντα.

Utorok 13. januára 2015

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. — J'ai voté en faveur du texte relatif à la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe. Je regrette toutefois qu'il n'y ait pas eu débat alors que l'agenda de cette session le permettait.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan*. — Produženje Sporazuma o partnerstvu u ribarstvu između EU-a i Svetog Tome i Prinsipea smatram korisnim za obje strane budući da se njime državama EU-a omogućuje nastavak ribolova u vodama Svetog Tome i Prinsipea a EU u zamjenu za ribolov sudjeluje u provedbi i razvoju projekata u toj državi. Također, produženje ovog sporazuma držim korisnim jer EU može ostvariti dobit u lovu na tune na tome području unatoč tome što je povećan iznos koji vlasnici brodova moraju platiti Svetom Tomi i Prinsipeu.

Međutim, ne mogu podržati ovaj sporazum jer me zabrinjava nedostatak učinkovite zaštite morskih pasa, koji su čest usputni ulov u vodama Svetog Tome i Prinsipea. S obzirom da Komisija nije poduzela potrebne mjere kako bi to spriječila i zaštitila morske pse, glasovala sam suzdržano.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. - The Partnership Agreement in the fisheries sector between the European Union and the Democratic Republic of São Tomé and Príncipe is part of the network of agreements on tuna fishing in West Africa and allows EU vessels fishing in its waters. Following negotiations to renew the protocol, which will be valid for four years, will allow fishing to 34 EU vessels (28 tuna seiners and longliners 6). Overall, I am in favor of collaborative arrangements that ensure a 'fair play' between the parties. But in this case I agree with the rapporteur about their concerns to ensure sustainable exploitation of resources and enhancing support for training observers and the development of the ability to control Sao Tome and Principe. Deficiencies in this area to date are substantial and the Commission can not ignore it. I think very positive support for infrastructure development in the sector, especially of a reference laboratory to develop the fisheries sector of São Tomé and Príncipe and to get investments to the country. I see necessary to keep Parliament informed annually on the development of this Agreement.

Ernest Urtasun (Verts/ALE), *por escrito*. — He votado a favor del informe ya que consiste en una renovación del acuerdo existente -el cual expiró el 12 de mayo de 2014- en la que convergen los intereses ambientales, de los pescadores y de los países de origen.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — El informe aprueba el Protocolo por el que se fijan las posibilidades de pesca y la contrapartida financiera previstas en el Acuerdo de Colaboración en el sector pesquero entre la Unión Europea y la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe. Su objetivo es adecuar la pesca europea del atún en Santo Tomé y Príncipe a las recomendaciones científicas de la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico (ICCAT).

El ponente ha introducido en el texto una petición a la Comisión y al Consejo para que el Parlamento esté informado de todas las etapas de implementación y renovación del Protocolo.

La democratización del control de la política pesquera y su sustentabilidad ambiental son condiciones necesarias para asegurar el empleo y el desarrollo de este sector. Por todo ello, he votado a favor de este informe.

Peter van Dalen (ECR), *schriftelijk*. — De ECR-fractie heeft zich op mijn voorstel bij de stemming over de visserijpartnerschapsovereenkomst tussen de EU en Sao Tomé en Príncipe onthouden. Vóór die overeenkomst stemmen vonden wij te ver gaan. Want hoewel deze betrekkelijk kleine overeenkomst positieve onderdelen bevat, waaronder een uitgebreidere ondersteuning van de lokale visserij, ontbreekt er helaas een belangrijk aspect. De overeenkomst bevat namelijk geen afspraken over de bescherming van haaien, terwijl de bijvangst van haaien een groot probleem is in deze wateren.

Ik ben teleurgesteld dat dit onvoldoende wordt onderkend door de Europese Commissie. Het is een gemiste kans dat er in de overeenkomst geen beschermingsmaatregelen zijn afgesproken om de bijvangst van haaien terug te dringen. Ik hoop dat de Europese Commissie bij het uitvoeren van deze overeenkomst deze kwestie toch in de gaten zal houden en er op toeziet dat de bredere internationale afspraken over bijvangst van haaien in de tonijnvisserij worden nageleefd. Ook in de wateren bij de eilandgroep Sao Tomé en Príncipe.

Utorok 13. januára 2015

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. — Este acordo é importante para São Tomé e Príncipe e para os Estados-Membros da União Europeia.

Contudo, isto não apaga o balanço globalmente negativo do que ficou para trás. Nem apaga a necessidade de profundas mudanças. É necessário uma melhoria da quantidade e da fiabilidade da informação sobre capturas e, em geral, sobre o estado de conservação dos recursos haliêuticos. São precisas mais ações de formação para observadores e mais apoio ao desenvolvimento da capacidade de controlo por parte de São Tomé e Príncipe. Pensamos igualmente que se justifica mais e melhor cooperação setorial, sempre no respeito pela soberania e pelas legítimas opções e prioridades de São Tomé e Príncipe.

Harald Vilimsky (NI), *schriftlich*. — Dieser Vorschlag hat meine Zustimmung erfahren. Generell ist ein solches Abkommen zu befürworten. Jedoch ist die Kommission nun angehalten, die im Bericht erwähnten Verbesserungsvorschläge aktiv zu unterstützen. Besonders die Informationen bzgl. des allgemeinen Erhaltungszustandes der gefangenen Arten müssen stichhaltig sein, um ein solches Abkommen auch in Zukunft fortzuführen.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. — O primeiro acordo em matéria de pesca celebrado entre a CEE e São Tomé e Príncipe foi celebrado em 1984. Desde essa data, foram implementados oito protocolos, dos quais dois sob o Acordo de Parceria no domínio da Pesca. Contudo, os resultados obtidos até hoje no domínio da cooperação setorial são muito escassos. Esta é uma realidade que é urgente alterar. Este acordo, em articulação com outros instrumentos de apoio ao desenvolvimento, como o Fundo Europeu de Desenvolvimento, deve promover um efetivo desenvolvimento sustentável do setor das pescas santomense, bem como de indústrias e atividades conexas, aumentando o valor acrescentado que fica no país, em resultado da exploração dos seus recursos naturais.

A Comissão Europeia deve tomar as medidas necessárias – incluindo a possível revisão e aumento da componente do acordo relativa ao apoio setorial – para garantir uma efetiva inversão do caminho seguido nos últimos vinte anos.

9.2. Dohoda medzi EÚ a Seychelami o prístupe rybárskych plavidiel do vôd Mayotte (A8-0055/2014 – Alain Cadec)

Written explanations of vote

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. — Este informe se refiere al acuerdo firmado entre la República de las Seychelles y el territorio de Mayotte, que accedió al estatus de región ultraperiférica el 1 de enero de 2014. Con ello, los recursos pesqueros de la zona económica exclusiva de Mayotte pasaron a estar bajo competencia de la UE, lo que obligó a adaptar los antiguos contratos pesqueros a las normas de la política pesquera común.

Debido a la proximidad entre Seychelles y Mayotte, un número limitado de barcos de Seychelles habían pescado tradicionalmente en las aguas de Mayotte. El acuerdo permite que continúe esta práctica, adecuándola a las reglas europeas de pesca. En consecuencia, he votado a favor.

Louis Aliot (NI), *par écrit*. — Cet accord donnera un cadre légal à une habitude historique des navires seychellois, le tout dans le respect de la politique commune de la pêche. Je me suis donc prononcé en faveur. Sa mise en œuvre permettra l'accès des navires de pêche des Seychelles aux eaux et ressources biologiques de Mayotte. En contrepartie, les armateurs paieront des redevances qui bénéficieront à Mayotte dans le cadre du financement de ses infrastructures portuaires.

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — L'île de Mayotte est devenue récemment un département français et à ce titre, il est nécessaire d'entreprendre une régularisation des relations avec les voisins de la France dans cette région, en l'espèce, la république des Seychelles, par des procédures plus claires de suspension et de surveillance. Il s'agit par ailleurs, de maintenir des activités de pêches essentielles à l'économie des deux territoires. Pour ces raisons, j'ai voté en faveur de cette recommandation.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — In essence, this Agreement allows the European Union to pay money to fish the waters of a much poorer country. This seems to me to be unjust and exploitative.

Utorok 13. januára 2015

Jean Arthuis (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette recommandation car elle est bénéfique au développement économique de Mayotte et des Seychelles et elle respecte les règles de la politique commune de la pêche et de la CTOI en matière de préservation de la ressource.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. — Balsavau už šį siūlymą, kurio tikslas – pritarti Europos Sąjungos ir Seišelių Respublikos susitarimui dėl žvejybos laivų veiklos galimybių Majoto vandenyse. Susitarime apima laivų, plaukiojančių su Seišelių vėliava, veiklos galimybes ir jūrų biologinių išteklių naudojimą Majoto vandenyse. Šis susitarimas ypatingas dėl to, kad laivams, plaukiojantiems su trečiosios šalies vėliava, leidžiama žvejoti europiniuose vandenyse. Siekdami gauti žvejybos leidimą, kurį galėtų laikyti laive, laivų savininkai mokės mokesčius tiesiogiai Europos Sąjungai. Šiuos mokesčius į ES sąskaitą rinkis Prancūzija ir perskirstys juos Majotui, kad būtų veiksmingai patenkinti sektoriniai salos poreikiai, susiję su uosto infrastruktūra, iškrovimu, kontrole ir produktų pateikimu rinkai. Pritariu šio susitarimo sudarymui, nes jis bus naudingas abiem šalims, taip pat Majoto ir Seišelių ekonomikos vystymuisi.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — Cet accord d'«accès» entre l'UE et la République des Seychelles va octroyer la permission à des navires battant pavillon d'un pays tiers de pêcher dans les eaux européennes. Cet accord profite au développement économique de Mayotte et des Seychelles et il respecte les règles de politique commune de la pêche et de la CTOI en matière de préservation de la ressource.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — Cet accord entre l'Union européenne et la République des Seychelles doit permettre l'accès des navires de pêche battant pavillon des Seychelles aux eaux et aux ressources biologiques marines de Mayotte, relevant de la juridiction de l'UE.

Depuis que Mayotte est devenue en 2014 une région ultrapériphérique de l'UE, sa zone économique exclusive (ZEE) fait partie des eaux de l'UE, témoignant ici d'une perte de souveraineté pour la France de l'usage de cette zone. Cet accord permet néanmoins à un nombre limité de bateaux battant pavillon des Seychelles, qui ont l'habitude historique de pêcher dans les eaux de Mayotte, de continuer leurs activités et j'ai donc voté pour le texte.

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. — Mi sono astenuta dal voto su questa raccomandazione che non affronta in modo abbastanza chiaro e articolato le implicazioni dell'accordo.

Malin Björk (GUE/NGL), *skriftlig*. — Jag röstade emot förslaget. Detta avtal är annorlunda då det handlar om att EU ger fiskerätt till annat land. Det är dock problematiskt. Lokala fiskare från Mayotte har t.ex. inte inkluderats i förhandlingarna, och till och med utskottets fördragande är kritisk mot detta och mot att enbart 24 sjömil reserveras för lokalt fiske.

Mayotte bör också ges möjlighet att utveckla en egen hållbar fiskeindustri. I dag saknas t.ex. en infrastruktur för att hantera storfiske, vilket innebär att det lokala samhället sannolikt inte kommer gynnas av detta avtal. Även om Frankrike uppmanas att använda Europeiska havs- och fiskerifonden för att skapa en lämplig administrativ ram, övervakningsverksamhet, fysisk infrastruktur och tillräcklig kapacitet för att möta gemensamma fiskeripolitiska krav, är inget av dessa villkor uppfyllda just nu. Jag menar att detta måste komma på plats innan ett fiskeavtal ingås. Seychellerna är också kända för att låta andra länder fiska under deras flagg. Jag röstade alltså nej.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — Desde mayo de 2003 existe un Acuerdo de pesca UE-Seychelles. Es el acuerdo más importante de la UE en el océano Índico. Ahora se prevé un «acuerdo de acceso» entre ambas partes para que buques de Seychelles puedan seguir pescando en Mayotte, región ultraperiférica francesa para la que se persigue además su desarrollo territorial.

El acuerdo tiene una duración de seis años y establece que sea Francia, en representación de la UE, la que gestione el acuerdo y las contrapartidas económicas. No tiene repercusión financiera sobre la UE. Prevé una comisión mixta de seguimiento y hace especial hincapié en la cuestión del respeto de los derechos humanos.

El sector pesquero europeo ha manifestado su interés en el acuerdo. Parece un acuerdo equilibrado, por lo que ha contado con mi voto a favor, conforme a la recomendación de la Comisión de Pesca del Parlamento Europeo y considerando que el ponente del Parlamento ha matizado en su informe que sea la población local de Mayotte la que reciba los plenos beneficios del acuerdo y, como no podría ser de otra manera, que la gestión de los fondos se haga de manera transparente y efectiva.

Utorok 13. januára 2015

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), raštu. — Balsavau dėl šios rekomendacijos pritarti Europos Sąjungos ir Seišelių Respublikos susitarimui dėl žvejybos laivų veiklos galimybių Majoto vandenys. Šiame susitarime kalbama apie laivų, plaukiojančių su Seišelių vėliava, veiklos galimybes ir jūrų biologinių išteklių naudojimą Majoto vandenys. Dėl šio Seišelių Respublikos ir Europos Sąjungos (Majoto vardu) susitarimo buvo susidereta, siekiant sudaryti galimybes tam tikram skaičiui su Seišelių vėliava plaukiojančių laivų, kurie istoriškai žvejoja Majoto vandenys, tęsti žvejybos veiklą išskirtinėje ekonominėje Majoto zonoje, laikantis bendros žuvininkystės politikos taisyklių.

Šis veiklos galimybių susitarimas yra pirmas tokio pobūdžio susitarimas, jis ypatingas dėl to, kad laivams, plaukiojantiems su trečiosios šalies vėliava, leidžiama žvejoti europiniuose vandenys. Siekiami gauti žvejybos leidimą, kurį galėtų laikyti laive, laivų savininkai moka mokesčius tiesiogiai Europos Sąjungai. Šiuos mokesčius į Europos Sąjungos sąskaitą renka Prancūzija ir perskirsto juos Majotui, kad būtų veiksmingai patenkinti sektoriniai salos poreikiai, susiję su uosto infrastruktūra, iškrovimu, kontrole ir produktų pateikimu rinkai.

Marie-Christine Boutonnet (NI), par écrit. — Traditionnellement, des navires battant pavillon des Seychelles pêchent dans les eaux de Mayotte. Ce territoire français est devenu une région ultrapériphérique de l'UE au début de l'année et la zone économique exclusive de Mayotte est, ainsi, depuis, communautarisée au titre de la politique commune des pêches.

Suite au changement de statut, un accord a été négocié pour permettre à un nombre limité de navires des Seychelles de pêcher dans la zone économique exclusive. Un accord prévoit le versement par chaque navire d'une contrepartie financière. Ces redevances seront collectées par la France et redistribuées à Mayotte. Il est prévu que celles-ci soient consacrées, particulièrement, aux infrastructures portuaires ainsi qu'au contrôle et la mise sur le marché des produits, dans le cadre de l'accord de partenariat de pêche durable thonier, entré en vigueur le 10 mai 2003 l'Union européenne et la République des Seychelles.

J'ai donc voté pour l'adoption du rapport d'Alain Cadec qui propose d'approuver l'accord.

Mercedes Bresso (S&D), in writing. — I voted in favour of the EU-Seychelles agreement because I consider access for fishing vessels to the waters of Mayotte to be important.

Steeve Briois (NI), par écrit. — Un accord de partenariat de pêche durable (APPD) régit les relations entre l'Union européenne et la République des Seychelles dans le domaine de la pêche. Il convient de rappeler que d'après l'article 3 du TFUE, la conservation des ressources halieutiques est une compétence exclusive de l'Union, compétence dont nous contestons formellement la légitimité, puisqu'elle constitue un élément indispensable de la souveraineté territoriale maritime de la France. Cependant, dans l'intérêt supérieur du développement économique de Mayotte et plus particulièrement du secteur de la pêche, je soutiens cet accord car les redevances payées par les armateurs seychellois seront directement redistribuées à Mayotte. En effet, la pêche mahoraise est encore très artisanale et fait vivre près de 5 000 personnes. Plutôt que d'ouvrir les zones de pêche aux gros thoniers industriels, il est préférable de favoriser la coopération dans l'archipel et d'utiliser les redevances à bon escient afin de permettre aux pêcheurs mahorais d'améliorer leurs équipements de pêche tout en préservant leur savoir-faire artisanal. C'est pourquoi j'ai voté pour le projet de résolution approuvant la conclusion dudit accord.

Daniel Buda (PPE), în scris. — Am votat în favoarea acestei rezoluții deoarece consider că acest acord nu reprezintă altceva decât o continuare a protocolului încheiat deja de cele două părți în anul 2013 pe o perioadă determinată și care acum și-a încetat valabilitatea.

În prezent, navele sub pavilionul statului Seychelles pot pescui în apele Mayotte doar pe baza unui acord între prefectul de Mayotte și navele aflate sub pavilionul proprietarilor din Seychelles.

Tocmai de aceea, acordul va permite acum ca navele din statul Seychelles să continue să aibă acces la apele din Mayotte dar și la resursele biologice marine, sub jurisdicția Uniunii Europene.

Gianluca Buonanno (NI), per iscritto. — Mi sono astenuto. La posta in gioco per l'UE è del tutto trascurabile.

Utorok 13. januára 2015

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — Mon rapport sur l'accord permettant l'accès de navires seychellois à une partie de la zone économique exclusive de Mayotte a été adopté à une large majorité par le Parlement européen. Cet accord constitue un signal fort pour Mayotte qui est devenu le 101^{ème} département français. Les redevances payées par les armateurs seront redistribuées pour le développement de la pêche et de l'aquaculture à Mayotte notamment en ce qui concerne les infrastructures portuaires. J'ai obtenu l'assurance par le gouvernement français que cet argent sera redistribué entièrement au secteur mahorais de la pêche. L'autre partie de la zone économique reste réservée à la pêche locale afin de préserver la pêche artisanale mahoraise, donc française.

Cet accord permet une pêche durable car il respecte les règles sur la bonne gestion et la préservation de la ressource thonière ainsi que les règles de la politique commune de la pêche. Dans un contexte de lutte contre la pêche illégale non déclarée et non réglementée, cet accord renforce la crédibilité de l'Union européenne.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Oggi ho votato a favore dell'accordo tra l'Unione europea e la Repubblica delle Seychelles che riguarda l'accesso delle navi battenti bandiera delle Seychelles alle acque e alle risorse biologiche marine di Mayotte. L'accordo in questione è unico nel suo genere, autorizzando per la prima volta un paese terzo a pescare tonno in acque europee.

Ho votato a favore dell'accordo in questione in quanto risulta vantaggioso per entrambe le parti, apportando benefici tanto allo sviluppo economico di Mayotte quanto a quello delle Seychelles e rispettando le norme della politica comune della pesca. Inoltre, considerando la natura migratoria del tonno e l'accordo già esistente che permette alle navi dell'Unione europea di pescare nelle acque delle Seychelles, considero questo accordo importante in quanto va in direzione di un ulteriore rafforzamento dello status delle Seychelles come partner più importante dell'UE in quella regione.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — Le isole Seychelles sono il partner più importante dell'Unione Europea nell'oceano Indiano. Il presente accordo permette, alle navi delle Seychelles, la pesca nella zona economica esclusiva di Mayotte (Francia).

Aymeric Chauprade (NI), *par écrit*. — J'ai voté pour cet accord qui devrait permettre l'accès des navires de pêche des Seychelles aux eaux et ressources biologiques de Mayotte. Il s'agit en fait de donner un cadre légal à une habitude historique des navires seychellois, le tout dans le respect de la PCP.

Valoriser les habitudes et traditions des peuples, lorsqu'elles sont respectueuses du bien commun, devrait toujours être le principal travail du législateur.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — Ho votato a favore di questo accordo, che rappresenta a mio avviso un esempio virtuoso di cooperazione allo sviluppo. Studiando le carte mi veniva in mente la vecchia massima secondo cui per soddisfare la fame di un uomo bisogna dargli un pesce, ma se lo si vuole sfamare bisogna insegnargli a pescare. Ecco: l'UE consente a paesi meno sviluppati di avere opportunità lavorative dirette soprattutto alla popolazione locale e condizionate al rispetto di norme e valori europei. Congratulazioni ai colleghi che hanno negoziato l'accordo.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Ho espresso il mio voto favorevole sul progetto di decisione relativo alla conclusione di un accordo tra Unione europea e la Repubblica di Seychelles poiché, dopo che il territorio di Mayotte ha acquisito lo status di regione ultraperiferica dell'Unione europea, l'accordo raggiunto tra la Commissione europea e le Seychelles, nostro principale partner nella pesca sostenibile del tonno nell'oceano Indiano, è vantaggioso per ambo le parti. Infatti, posti gli indubbi benefici economici e la conservazione di rapporti commerciali tra le Seychelles e il territorio di Mayotte preesistenti all'ingresso di quest'ultimo nella ZEE, l'accordo contiene delle importanti clausole di salvaguardia che tutelano gli interessi delle parti in caso di grave e palese violazione degli impegni assunti e prevede una clausola di revisione intermedia che consentirà alle parti la possibilità di valutare efficacia dell'accordo medio tempore.

Utorok 13. januára 2015

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — I voted in favour of this report that recommends giving consent to the conclusion of the agreement between the Republic of the Seychelles and the European Union (for Mayotte) that allows a limited number of Seychelles-flagged vessels that have a tradition of fishing in Mayotte's waters to continue to fish in Mayotte's Exclusive Economic Zone (EEZ) with due regard for the rules of the common fisheries policy. The agreement benefits both parties as it is beneficial for the economic development of Mayotte and the Seychelles and it complies with the rules of the common fisheries policy and the Indian Ocean Tuna Commission (IOTC) as regards preservation of resources.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — Il presente accordo permette alle navi battenti bandiera delle Seychelles di pescare specie altamente migratorie nel rispetto delle regole della Commissione per il tonno dell'oceano Indiano (CTOI). Ho espresso il mio voto favorevole all'accordo in oggetto, poiché risulta vantaggioso per entrambe le parti, apporta benefici allo sviluppo economico di Mayotte e delle Seychelles e rispetta le norme della politica comune della pesca e della CTOI in materia di conservazione della risorsa.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — Este informe se refiere al acuerdo firmado entre la República de las Seychelles y el territorio de Mayotte, que accedió al estatus de región ultraperiférica el 1 de enero de 2014. Con ello, los recursos pesqueros de la zona económica exclusiva de Mayotte pasaron a estar bajo competencia de la UE, lo que obligó a adaptar los antiguos contratos pesqueros a las normas de la política pesquera común.

Debido a la proximidad entre Seychelles y Mayotte, un número limitado de barcos de Seychelles habían pescado tradicionalmente en las aguas de Mayotte. El acuerdo permite que continúe esta práctica, adecuándola a las reglas europeas de pesca. En consecuencia, he votado a favor.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — I support this report as it deals with the request of the Seychelles for an access agreement for Seychelles-flagged vessels to the waters of Mayotte, which has just become an outermost region of the EU. This access agreement is the first of its kind in granting third-country-flagged vessels the right to fish in European waters. As a result, the vessel owners pay the fees directly to the EU in order to obtain a fishing authorisation on board. The fees are collected by France on behalf of the EU and redistributed in Mayotte so as to respond effectively to Mayotte's sectoral needs. The agreement also contains a clause suspending the agreement in the event of a clear violation of human rights, democratic principles, the rule of law and good governance.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Ce rapport propose la ratification de l'accord entre l'Union européenne et la République des Seychelles accordant l'accès de huit navires de pêche et deux navires ravitailleurs seychellois à une partie de la zone économique exclusive de Mayotte relevant de la juridiction de l'Union européenne. Il s'agit d'un rapport équilibré, puisqu'en échange de l'accès aux eaux mahoraises, les navires seychellois s'acquittent de redevances qui seront reversées en totalité pour le développement de la pêche et de l'aquaculture à Mayotte, notamment les infrastructures portuaires. De plus, le reste de la zone économique est préservé puisqu'il est réservé à la pêche artisanale mahoraise et au développement de l'infrastructure de la pêche mahoraise. Pour ces raisons, j'ai voté en faveur de ce rapport.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Depuis le 31 mars 2011, le département de Mayotte est devenu officiellement le cent-unième département de France et son cinquième département d'outre-mer. Devenue également une région ultrapériphérique à l'échelle de l'Union européenne, il importe désormais, à travers ce texte équilibré, de conclure un accord entre l'Union européenne et les Seychelles concernant l'accès aux navires de pêche des Seychelles aux eaux et aux ressources biologiques marines de Mayotte. En contrepartie, les armateurs devront s'acquitter de redevances, sources de revenus particulièrement nécessaires pour que ce département, en proie à une situation économique et sociale difficile, ait les moyens de se conformer aux règles de la politique commune de la pêche.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. — Il 1° gennaio 2014, il territorio di Mayotte ha acquisito lo status di regione ultraperiferica dell'Unione europea e di conseguenza la zona economica esclusiva (ZEE) di Mayotte è diventata parte integrante delle acque dell'Unione. Ho votato a favore dell'accordo tra la Repubblica delle Seychelles e l'Unione europea perché permetterà a un numero limitato di navi battenti bandiera Seychelles di svolgere attività di pesca nella ZEE di Mayotte, per un periodo di sei anni, nel rispetto delle norme della politica comune della pesca. Gli armatori delle navi delle Seychelles, in cambio dell'autorizzazione di pesca, verseranno dei canoni che saranno riscossi dalla Francia per conto dell'Unione europea e ridistribuiti a Mayotte, che saranno utilizzati per poter sviluppare le infrastrutture portuarie dell'isola. L'accordo riveste un'importanza strategica perché consente di mantenere le relazioni privilegiate che l'Unione europea intrattiene con la Repubblica delle Seychelles, il nostro partner più importante in quella regione.

Utorok 13. januára 2015

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. — Depuis le 1^{er} janvier 2014, Mayotte, le 101^{ème} département français, est une région ultra périphérique (RUP) faisant partie intégrante de l'Union européenne. À ce titre, sa zone économique exclusive, c'est-à-dire l'espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources, est désormais communautarisée au titre de la politique commune des pêches.

Avec le changement de statut, un accord entre la République des Seychelles et l'Union européenne devait être négocié pour permettre à un nombre limité de navires battant pavillon des Seychelles et ayant l'habitude de très longue date de pêcher dans les eaux de Mayotte de continuer à exercer leurs activités de pêche dans la ZEE mahoraise dans le respect des règles de la politique commune de la pêche. Cet accord permettra de préserver les relations privilégiées que l'Union européenne entretient avec la République des Seychelles.

Gérard Deprez (ALDE), *par écrit*. — Cet accord permet à des navires battant pavillon des Seychelles de poursuivre leurs activités dans les eaux et ressources biologiques marines de Mayotte, malgré le fait que Mayotte soit devenue une région française faisant partie de l'Europe à compter du 1^{er} Janvier 2014. Il est important, selon moi, de souligner qu'il s'agit dès lors du premier accord de thon selon lequel l'Union européenne permet aux navires d'un pays non membre de l'UE de pêcher dans ses eaux sur le paiement de taxes.

L'accord permet ainsi à huit thoniers senneurs d'opérer dans les eaux de Mayotte sous la juridiction de l'UE pour les six prochaines années contre le paiement d'une licence et d'un droit de pêche.

Je pense que cet accord va permettre de consolider la coopération entre l'UE et les Seychelles en instaurant une pêche de haute qualité en matière de durabilité, transparence, contrôle, et de la surveillance des flottes respectives.

Cet accord profite par ailleurs aux deux parties, il est bénéfique au développement économique de Mayotte et des Seychelles et il respecte les règles de la politique commune de la pêche et de la CTOI en matière de préservation de la ressource.

Mireille D'Ornano (NI), *par écrit*. — Mayotte est devenue récemment un département français et, à ce titre, il est nécessaire d'entreprendre une régularisation des relations avec les voisins de la France dans cette région, en l'espèce, la république des Seychelles, par des procédures plus claires de suspension et de surveillance. Il s'agit par ailleurs de maintenir des activités de pêches essentielles à l'économie des deux territoires, raisons pour lesquelles j'ai voté en faveur de cette recommandation.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de esta Recomendación que avala el Acuerdo entre la UE y la República de Seychelles, dado que beneficia a ambas partes, es positivo para el desarrollo económico de Mayotte y de Seychelles, y respeta las normas de la política pesquera común y de la Comisión del Atún del Océano Índico (CAOI) en materia de protección de los recursos. Dicho Acuerdo permitirá la continuación de una actividad económica tradicional en esa región, atendiendo a criterios de buena gestión y protección de los recursos. Además favorecerá la economía local y el desarrollo de infraestructuras del sector pesquero de la isla de Mayotte y de la República de Seychelles y afianzará las buenas relaciones entre esta última y la UE.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραφώς*. — Υπερψηφίζουμε διότι με την συμφωνία αυτή ενισχύεται η αλιεία με την ταυτόχρονη διατήρηση των υδάτινων πόρων.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — As relações entre a União Europeia e a República das Seicheles no setor da pesca são regidas por um acordo de parceria no domínio da pesca sustentável. Trata-se do acordo mais importante da União na região do Oceano Índico, o que faz das Seicheles o seu principal parceiro naquele espaço.

O presente acordo consiste num *acordo de acesso* relativo ao acesso dos navios de pesca que arvoram o pavilhão das Seicheles às águas e aos recursos biológicos de Maiote. Antes da alteração do estatuto de Maiote, devido à proximidade geográfica entre Maiote e as Seicheles, as relações entre os navios de pesca europeus e seichelenses, por um lado, e Maiote, por outro, eram regidas por um acordo privado.

Utorok 13. januára 2015

Este acordo de acesso é o primeiro do género e possui um carácter excecional na medida em que autoriza navios que arvoram o pavilhão de um país terceiro a pescar em águas territoriais europeias. O acordo prevê que oito navios atuneiros e dois navios de reabastecimento que arvore o pavilhão das Seicheles possam aceder à zona compreendida entre 24 e 100 milhas durante um período renovável de seis anos. A zona compreendida entre 0 e 24 milhas continuará reservada à pesca local de Maiote.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. — Este acordo permite o acesso dos navios com pavilhão das Seicheles às águas de Maiote e respetivos recursos. O território de Maiote adquiriu o estatuto de Região Ultraperiférica da UE em janeiro de 2014. Em resultado desse estatuto, a Zona Económica Exclusiva de Maiote está sujeita às disposições dos Tratados da UE. A conservação dos recursos vivos marinhos de Maiote, no âmbito da Política Comum das Pescas, é uma competência exclusiva da UE.

Por essa razão, o acordo bilateral existente entre Maiote e as Seicheles – anteriormente já existente – tem agora de ser estabelecido de novo pela UE.

É conhecida a nossa posição sobre as competências da UE neste domínio – somos contra.

Todavia, este relatório apenas visa prolongar nas novas condições o mesmo acordo anteriormente existente, que permite que um número limitado de navios das Seicheles possa pescar nas águas de Maiote espécies migratórias, oferecendo algumas contrapartidas que visam apoiar o desenvolvimento sustentável do setor das pescas em Maiote – constituído fundamentalmente por frota artesanal.

Razão pela qual nada temos a opor a este acordo.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — Questa raccomandazione rimanda all'accordo con le Seychelles, permettendo alle loro navi di pescare nelle acque della regione ultraperiferica di Mayotte. Il mio voto sarà di astensione in quanto non è chiaro il possibile vantaggio fra gli armatori locali in giurisdizione UE e la controparte.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραφπτώς*. — Υπερψηφίζω τη Συμφωνία ΕΕ-Σεϋχελών σχετικά με την πρόσβαση των αλιευτικών σκαφών στα ύδατα της Μαγιότ, διότι με την συμφωνία αυτή θα υπάρξει σεβασμός για την αλιευτική πολιτική για την διατήρηση των υδάτινων πόρων.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — El territorio de Mayotte se convirtió en una región ultraperiférica de la UE el 1 de enero de 2014. En consecuencia, la zona económica exclusiva de Mayotte en la actualidad forma parte integrante de las aguas de la Unión. Corresponde, por lo tanto, a la UE la gestión de sus recursos pesqueros. Dada la proximidad geográfica de Mayotte y de las Seychelles, antes del cambio de estatuto de Mayotte las relaciones entre los buques pesqueros europeos y de las Seychelles con Mayotte se regían por un acuerdo privado que permitía a unos treinta buques en total, entre ellos ocho de las Seychelles, pescar especies migratorias en las aguas de Mayotte, permitiendo al mismo tiempo el desarrollo de la pesca de Mayotte gracias a los cánones abonados directamente por los armadores a los servicios del Estado francés en Mayotte. Considerando estas circunstancias, he votado a favor de permitir que un número limitado de buques con pabellón de las Seychelles, y que han pescado tradicionalmente en las aguas de Mayotte, puedan continuar ejerciendo sus actividades pesqueras en la ZEE de Mayotte de conformidad con las normas de la política pesquera común.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. — Not only has the EU managed to strip our own waters of fish stocks (not to mention discarding thousands of tons of perfectly healthy fish), but it is now seeking to do the same throughout the rest of the world. By giving money to the wealthy political class of the Seychelles, in order to get fishing rights from the poor fishermen, the EU is just participating in neocolonial exploitation.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I voted in favour of the Cadec report because I believe the EU-Seychelles agreement is an important tool for increasing development opportunities for Mayotte and the Seychelles. Crucial in gaining my support was the fact that the agreement complies with the rules of the common fisheries policy on preserving resources.

Michela Giuffrida (S&D), *per iscritto*. — Ho votato a favore di questo accordo perché appare normale e naturale che vicine isole dell'oceano Indiano raggiungano degli accordi commerciali sulla pesca che portino beneficio gli interessi di tutte le parti coinvolte.

Utorok 13. januára 2015

Certo in questo caso sembra strano che il potere negoziale di Mayotte, che è geograficamente così lontana, sia affidato all'Unione europea. Eppure è proprio Mayotte che dà all'Unione l'opportunità di stipulare accordi nell'oceano Indiano e tessere rapporti con partner importanti come le Seychelles.

La possibilità che navi delle Seychelles possano pescare nelle acque di Mayotte porta sicuramente dei vantaggi a quest'ultima, ma deve essere essa stessa a stabilirlo. Nonostante sia in questo caso rappresentata dall'Unione europea e dalla Francia, cui appartiene, non bisogna neanche per un secondo sottovalutare o ignorare, non tenere in debita considerazione la popolazione, i pescatori, le parti sociali dell'isola coinvolta dall'accordo. Che all'UE spetti la competenza esclusiva in tema di conservazione delle specie non deve significare perdita di voce delle comunità locali.

Sylvie Goddyn (NI), *par écrit*. — Je voterai pour l'accès des navires de pêche des Seychelles aux eaux et ressources biologiques de Mayotte. En réalité, cet accord formalise une habitude historique des navires seychellois, même s'il fait figure d'exception en permettant à un pays tiers de pêcher dans des eaux françaises.

Néanmoins, il ne concerne qu'un nombre limité de navires battant pavillon des Seychelles, à savoir 8 navires thoniers et 2 navires ravitailleurs.

En outre, les armateurs paient des redevances redistribuées à Mayotte qui passeront en 6 ans de 110 euros à 125 euros par tonne pêchée.

Ces redevances serviront à développer les infrastructures portuaires de Mayotte, qui en a besoin pour se développer.

Toutefois, comme l'a d'ailleurs souligné le rapporteur, il est regrettable que la pêche locale mahoraise n'ait droit à une zone réservée que de 0 à 24 miles des côtes, contre 24 à 100 miles pour les navires des Seychelles.

Il faut espérer que le développement des infrastructures portuaires de Mayotte permette à la pêche mahoraise de se substituer à terme à la pêche seychelloise. C'est sur ce point que nous jugerons le dispositif lors de la révision à mi-parcours, dans trois ans.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de esta Recomendación que avala el Acuerdo entre la UE y la República de Seychelles, dado que beneficia a ambas partes, es positivo para el desarrollo económico de Mayotte y de Seychelles, y respeta las normas de la política pesquera común y de la Comisión del Atún del Océano Índico (CAOI) en materia de protección de los recursos. Dicho Acuerdo permitirá la continuación de una actividad económica tradicional en esa región, atendiendo a criterios de buena gestión y protección de los recursos. Además favorecerá la economía local y el desarrollo de infraestructuras del sector pesquero de la isla de Mayotte y de la República de Seychelles y afianzará las buenas relaciones entre esta última y la UE.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour of the EU-Seychelles agreement on access for fishing vessels to the waters of Mayotte because this agreement is important in relation to the migratory nature of the fish resource, and it will help to maintain the privileged relations between the European Union and the Republic of the Seychelles.

Ian Hudghton (Verts/ALE), *in writing*. — Mayotte's entry into the EU as an overseas department of France has resulted in anomalies in the current access regime to their territorial waters. This report seeks to rectify the situation and I voted in favour.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado a favor de esta Recomendación que avala el Acuerdo entre la UE y la República de Seychelles, dado que beneficia a ambas partes, es positivo para el desarrollo económico de Mayotte y de Seychelles, y respeta las normas de la política pesquera común y de la Comisión del Atún del Océano Índico (CAOI) en materia de protección de los recursos. Dicho Acuerdo permitirá la continuación de una actividad económica tradicional en esa región, atendiendo a criterios de buena gestión y protección de los recursos. Además favorecerá la economía local y el desarrollo de infraestructuras del sector pesquero de la isla de Mayotte y de la República de Seychelles y afianzará las buenas relaciones entre esta última y la UE.

Utorok 13. januára 2015

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan.* — Glasovao sam za nacrt zakonodavne rezolucije o nacrtu odluke Vijeća o sklapanju Sporazuma između Europske unije i Republike Sejšela o pristupu ribarskih plovila, koja plove pod zastavom Sejšela, vodama i morskim biološkim resursima Mayottea jer se ovom odlukom omogućuje nastavljanje ribarskih aktivnosti sejšelskih ribarskih plovila u području isključivog gospodarskog pojasa Mayottea, što predstavlja povijesnu aktivnost, poštujući pravila zajedničke politike ribarstva EU-a. Nakon što je Mayotte postala ultraperiferna regija Europske unije 1. siječnja 2014. godine, strateška važnost ovog Sporazuma vodi ka održavanju preferencijalnih odnosa između Europske unije i Republike Sejšela. Naime, držim da bi se navedene aktivnosti trebale provoditi uz poticanje razvoja ribarskog sektora Mayotta i uz očuvanje prirodnih resursa otoka, a smatram da se ovim putem promiče gospodarski razvoj Mayotta i Sejšela.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit.* — J'ai voté en faveur de la recommandation de mon collègue Alain Cadec concernant l'accès des navires de pêche battant pavillon des Seychelles aux eaux de Mayotte, département qui fait partie intégrante de l'Union européenne depuis le premier janvier 2014. J'estime en effet que cet accord devrait bénéficier aux deux parties et je salue l'engagement pris pour que les redevances soient reversées en totalité au profit du développement de la pêche locale mahoraise.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit.* — J'ai voté en faveur de ce rapport portant sur l'accord entre l'Union européenne et les Seychelles concernant l'accès des navires de pêche battant pavillon des Seychelles aux eaux et aux ressources biologiques marines de Mayotte, relevant de la juridiction de l'Union européenne. Cet accord prévoit d'accorder l'accès de 8 navires de pêche et 2 navires ravitailleurs seychellois à une partie de la zone économique exclusive de Mayotte, dans le respect des règles de la politique commune de la pêche. Les redevances versées par les armateurs seront redistribuées à Mayotte afin de répondre aux besoins sectoriels de l'île.

Afzal Khan (S&D), *in writing.* — I supported the agreement, as it is beneficial for the economic development of Mayotte and the Seychelles and it complies with the rules of the common fisheries policy with regard to the preservation of resources.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto.* - Ho sostenuto la relazione del presidente Cadec in quanto ritengo che l'accordo definisca delle regole vantaggiose sia per l'UE sia per le Seychelles, contribuendo allo sviluppo economico alla luce delle norme vigenti in materia di politica comune della pesca e della Commissione per il tonno dell'oceano Indiano (CTOI). L'accordo prevede che 8 tonniere con reti a circuizione e 2 navi di appoggio battenti bandiera delle Seychelles possano accedere alla zona compresa tra 24 e 100 miglia, per un periodo di 6 anni, rinnovabile. La zona compresa tra le 0 e le 24 miglia continuerà ad essere riservata alla pesca locale di Mayotte.

Gilles Lebreton (NI), *par écrit.* — J'ai voté pour ce projet car il préserve les intérêts de la France et de son département d'outre-mer Mayotte. Il limite en effet à huit navires, conformément à un usage ancien, le droit de la République des Seychelles de venir pêcher dans les eaux mahoraises. Et il prévoit que les armateurs de ces navires paieront une redevance à la France.

Javi López (S&D), *por escrito.* — Voto a favor de esta decisión dado que el Acuerdo de pesca con las Seychelles es el más importante que tiene la UE en el océano Índico respecto a la pesca del atún y, en este caso, prevé un acuerdo de acceso entre ambas partes para que barcos de Seychelles puedan seguir pescando en el territorio de Mayotte, que es una región ultraperiférica de la UE desde enero de 2014. El sector pesquero europeo, a través de Europech, ha manifestado su interés en el acuerdo, pues hay buques europeos que faenan allí con bandera de Seychelles, pero quiero incidir en la necesidad de que sea la población local de Mayotte la que reciba los plenos beneficios del acuerdo y que, además, la gestión de los fondos se haga de manera transparente y efectiva.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito.* — Este informe se refiere al acuerdo firmado entre la República de las Seychelles y el territorio de Mayotte, que accedió al estatus de región ultraperiférica el 1 de enero de 2014. Con ello, los recursos pesqueros de la zona económica exclusiva de Mayotte pasaron a estar bajo competencia de la UE, lo que obligó a adaptar los antiguos contratos pesqueros a las normas de la política pesquera común.

Debido a la proximidad entre Seychelles y Mayotte, un número limitado de barcos de Seychelles habían pescado tradicionalmente en las aguas de Mayotte. El acuerdo permite que continúe esta práctica, adecuándola a las reglas europeas de pesca. En consecuencia, he votado a favor.

Utorok 13. januára 2015

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. — Las relaciones entre la Unión Europea y la República de Seychelles en materia de pesca se rigen por un acuerdo de asociación en el sector de la pesca de carácter sostenible que entró en vigor el 10 de mayo de 2003 y se ha renovado en dos ocasiones desde entonces.

Este acuerdo de acceso reviste una importancia estratégica, habida cuenta del carácter migratorio de los recursos atuneros y gracias al mismo podrán preservarse las relaciones privilegiadas que mantiene la Unión Europea con la República de Seychelles.

Dado que el presente Acuerdo beneficia a ambas partes, es positivo para el desarrollo económico de Mayotte y de las Seychelles, y respeta las normas de la política pesquera común y de la CAOI en materia de protección de los recursos, voté a favor de este proyecto.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. — Sporazumom između Europske unije i Sejšela, koji je potpisan u travnju 2014., uspostaviti će se šestogodišnje razdoblje za plovila pod zastavom Sejšela koja će moći vršiti izlov ribe u području od 24 do 100 nautičkih milja od obale Mayotte, pritom ostavljajući područje od obale do 24 nautičke milje kao isključivo područje za stanovništvo Mayottea.

Iznosi koji će vlasnici ribarica biti dužni uplaćivati su 110 eura po toni za prvu godinu sporazuma, 115 eura po toni za drugu i treću godinu, 120 eura za četvrtu i petu te 125 eura po toni za šestu godinu sporazuma. Republika Francuska će prikupljati ova sredstva te ih dodjeljivati svom prekomorskom teritoriju Mayotteu.

Podržala sam izvješće o Sporazumu između Europske unije i Sejšela o pristupu ribarskih plovila koja plove vodama Mayottea jer će prikupljena sredstva pomoći lokalnom stanovništvu i potaknuti razvoj infrastrukture.

Implementacijom sporazuma omogućuje se srednjoročna revizija o učinku sporazuma te ukidanje istoga ukoliko dođe to kršenja ljudskih prava i vladavine prava. Ova će pravila omogućiti transparentniju implementaciju sporazuma od kojeg će obje strane imati koristi.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. — Beidzot Eiropas Savienība atrisinās savu ietilgušo problēmu. Ūdeņi pieder ES. Es nobalsoju par. Tagad nebūs šķēršļu nolīguma noslēgšanai.

Νότης Μαριάς (ECR), *γραπτώς*. — Ψηφίζω υπέρ της Σύστασης διότι θεωρώ πως με την υπό κρίση Συμφωνία ευνοούνται και οι δυο πλευρές, ενώ ταυτόχρονα η Συμφωνία συμβάλλει στην οικονομική ανάπτυξη της Μαγιότ και των Σεϋχελών με κατάλληλο σεβασμό των κανόνων της κοινής αλιευτικής πολιτικής και των σχετικών κανόνων της Επιτροπής Τοννοειδών του Ινδικού Ωκεανού (ΕΤΙΩ) σ' ό,τι αφορά τη διατήρηση των υδάτινων πόρων.

David Martin (S&D), *in writing*. — I voted for this agreement. This access agreement is strategically important in view of the migratory nature of the tuna resource. It also responds to a request from the Republic of the Seychelles for reciprocity in the Sustainable Fisheries Partnership Agreement (SFPA), with an agreement that enables Seychelles vessel owners to fish in European waters. This agreement will help to maintain the privileged relations between the European Union and the Republic of the Seychelles.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. — Favorevole all'accordo tra l'Unione Europea e la Repubblica delle Seychelles concernente l'accesso delle navi battenti bandiera delle Seychelles alle acque di Mayotte.

Il presente accordo apporta, infatti, benefici allo sviluppo economico di Mayotte e delle Seychelles e rispetta le norme della politica comune della pesca e della CTOI in materia di conservazione delle risorse

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. — Le relazioni tra l'UE e la Repubblica delle Seychelles, nel settore della pesca, sono disciplinate da un Accordo di partenariato per una pesca sostenibile (APPS).

Il 3 aprile 2014, un nuovo accordo è stato siglato tra le parti.

Esso definisce i termini dell'accesso, da parte delle navi battenti bandiera delle Seychelles, alle acque, e alle risorse biologiche marine, di Mayotte.

Utorok 13. januára 2015

Esprimo il mio consenso nei confronti del summenzionato Accordo, poiché ritengo che esso definisca delle regole vantaggiose per entrambe le parti.

Esso contribuirà ad apportare benefici allo sviluppo economico di Mayotte e delle Seychelles, senza che vengano sottovalutate le norme vigenti in materia di politica comune nel settore della pesca.

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Da dieses derzeit einzigartige Abkommen die wirtschaftliche Situation dieser Drittstaaten ankurbeln wird, habe ich der Empfehlung zugestimmt.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — As relações entre a União Europeia e a República das Seicheles no setor da pesca são regidas por um acordo de parceria no domínio da pesca sustentável. O acordo de parceria no domínio da pesca sustentável do atum entre a União Europeia e as Seicheles entrou em vigor em 10 de maio de 2003, tendo sido renovado duas vezes desde essa data. Trata-se do acordo mais importante da União na região do Oceano Índico, o que faz das Seicheles o seu principal parceiro naquele espaço.

O presente acordo consiste num *acordo de acesso*, rubricado em 3 de abril de 2014, entre a República das Seicheles e a União Europeia relativo ao acesso dos navios de pesca que arvoram o pavilhão das Seicheles às águas e aos recursos biológicos de Maiote.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — I voted in favour of the recommendation on the EU-Seychelles agreement because it will benefit Mayotte and the Seychelles and it complies with the rules of the common fisheries policy and the Indian Ocean Tuna Commission. The new agreement adds a new point, which specifies that the Seychelles vessels taking advantage of such an agreement must unload their catch in the port of Victoria, which will lead to the development of the Seychelles fishing and processing industry. The agreement also stresses the importance of resource preservation and the development of local economies.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. — Depuis le 1^{er} janvier 2014, Mayotte fait partie de l'Union européenne en tant que région ultrapériphérique française. Je salue donc l'approbation de cet accord entre l'Union européenne et la République des Seychelles autorisant l'accès aux eaux de Mayotte à des navires de pêche battant pavillon des Seychelles. Cet accord est primordial car il concerne une compétence exclusive de l'Union, à savoir la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche (article 3 TFUE). L'application de cette compétence à Mayotte permet la continuation, dans le cadre des normes européennes, d'un accord privé préexistant entre les pêcheurs seychellois et Mayotte. L'île et les pêcheurs locaux bénéficieront en outre des redevances collectées auprès des pêcheurs seychellois, notamment par l'amélioration des infrastructures portuaires mahoraises.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — The EU-Seychelles Fisheries Agreement on access for fishing vessels to waters of Mayotte is the first of its kind, and it is exceptional in that it grants third-country-flagged vessels the right to fish in European waters. It provides access for eight tuna purse-seine vessels flying the Seychelles flag to an area between 24 miles and 100 miles for a six-year period that can be renewed. The agreement is of strategic importance for the Seychelles and it supplements the existing agreement that we have for EU vessels in Seychelles waters. Therefore, I voted in favour of the Cadec report.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. — Cet accord entre l'Union européenne et la République des Seychelles autorise l'accès des navires de pêche battant pavillon des Seychelles aux eaux, et donc aux ressources biologiques marines, de Mayotte, relevant directement de la juridiction de l'UE.

Ainsi, depuis que Mayotte est devenue, en 2014, une région ultrapériphérique de l'Union européenne, sa zone économique exclusive (ZEE) fait partie des eaux de l'UE. On notera sur le fond que la souveraineté nationale de la France est à nouveau malmenée. Ceci étant, sur la forme, cet accord ne concerne qu'un nombre vraiment limité de bateaux battant pavillon des Seychelles, qui ont par ailleurs toujours eu l'habitude de pêcher dans les eaux de Mayotte. Il s'agit bien là de la perpétuation d'une tradition historique. Afin donc de ne pas pénaliser ces activités, j'ai voté en faveur de ce texte.

Utorok 13. januára 2015

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — The current EU-Seychelles agreement is the EU's most important agreement in the Indian Ocean, which makes the Seychelles the EU's leading partner in the region. The renewed agreement benefits both parties in that it is beneficial for the economic development of Mayotte and the Seychelles and it complies with the rules of the common fisheries policy with regard to the preservation of resources.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte qui permet à 10 navires de pêche de la République des Seychelles d'accéder à la Zone Économique Exclusive (ZEE) de Mayotte pour y pêcher des espèces migratoires. Il s'agit d'un accord équilibré, comprenant des clauses qui favorisent le développement local et réservent la zone de 0 à 24 miles à la pêche mahoraise.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — In seguito all'acquisizione, dallo scorso 1 gennaio 2014, dello status di regione ultraperiferica dell'Unione europea, la zona economica esclusiva (ZEE) di Mayotte costituisce attualmente parte integrante delle acque dell'Unione e, quindi, spetta alle preposte autorità comunitarie non solo gestire le risorse alieutiche, ma anche negoziare e controllare gli eventuali accordi bilaterali sottoscritti. A questo proposito, il Parlamento europeo è chiamato ad esprimere un parere sull'accordo in oggetto, che in questo caso per noi non può che essere favorevole, in quanto risulta vantaggioso per entrambe le parti: apporta, infatti, benefici allo sviluppo economico di Mayotte e delle Seychelles e rispetta le norme della politica comune della pesca e della CTOI in materia di conservazione delle risorse. Pur non avendo competenza specifica nella modifica dello stesso, ci teniamo oggi a sottolineare la necessità di coinvolgere i pescatori di Mayotte nelle riunioni della commissione mista istituita dal presente accordo e di garantirne la partecipazione a tutte le fasi della sua attuazione, nonché di prevedere investimenti strutturali e quadri amministrativi di controllo tali da favorire uno sviluppo sostenibile delle settore della pesca e della trasformazione sull'isola.

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. — Voto favorevolmente all'accordo UE-Seychelles per l'accesso delle navi battenti delle Seychelles alle acque e alle risorse biologiche marine di Mayotte soggette alla giurisdizione dell'Unione europea, nel rispetto delle norme della politica comune della pesca. Tale accordo è importante sia perché le Seychelles sono il partner principale dell'UE nell'oceano Indiano, ma anche dall'importanza strategica della natura migratoria degli stock di tonno. Inoltre l'accordo non farà altro che consolidare e mantenere le relazioni privilegiate che l'Unione europea intratterrà con la Repubblica delle Seychelles.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am votat pentru prezentul acord deoarece este în beneficiul ambelor părți, favorizează dezvoltarea economică a Mayotte și a Seychelles și respectă normele politicii comune în domeniul pescuitului și regulile IOTC privind conservarea resurselor.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. — Ich habe für das Abkommen gestimmt. Jedoch ist die Kommission nun angehalten, die im Bericht erwähnten Verbesserungsvorschläge aktiv zu unterstützen. Besonders die Informationen bezüglich des allgemeinen Erhaltungszustandes der gefangenen Arten müssen stichhaltig sein, um ein solches Abkommen auch in Zukunft fortzuführen.

Younous Omarjee (GUE/NGL), *par écrit*. — L'accord de pêche entre l'UE et les Seychelles date de 2003 et a été renouvelé deux fois depuis. Ce rapport vise à élargir l'accès des navires seychellois — en l'occurrence 8 thoniers et 2 navires ravitailleurs — dans les eaux de Mayotte, qui sont devenues eaux européennes depuis la rupésiation de l'île en 2014, dans le respect des règles de la politique de la pêche commune, tout en augmentant les revenus générés pour Mayotte, allant de 110 EUR à 125 EUR par tonne pêchée. J'ai voté en faveur de ce rapport, bénéfique au développement des deux parties, mais surtout pour Mayotte, qui s'est vu octroyer 24 milles marins réservés pour sa pêche.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. — Toetasin ettepanekut, sest tegemist on Euroopa Liidu olulise lepinguga India ookeani piirkonnas ning selle tulemusel on Seišellid antud piirkonnas peamiseks koostööpartneriks. Leping toetab nii Mayotte'i kui ka Seišellide majandusarengut ning loob ELile uusi võimalusi.

Rolandas Paksas (EFDD), *raštu*. — Pritariu šio susitarimo sudarymui.

Atkreiptinas dėmesys į tai, kad tai yra pirmasis tokio pobūdžio susitarimas. Remiantis šio veiklos susitarimo nuostatomis laivams plaukiojantys su trečiosios šalies vėliava bus suteikta teisė žvejoti europiniuose vandenyse.

Utorok 13. januára 2015

Pažymėtina, kad susitarimas bus naudingas abiems šalims, taip pat Majoto ir Seišelių ekonomikos vystymuisi. Jis skatins plėtoti darnią ir atsakingą žvejybą, kartu didinant žvejybos produktų vertę.

Manau, kad yra tikslinga susitarime numatyti jo sustabdymo sąlygas ypač tais atvejais, kai yra pažeidžiamos žmogaus teisės, demokratijos, teisinės valstybės ir gero valdymo principai. Be to, susitarime numatyta laikotarpio vidurio peržiūra leis įvertinti susitarimo naudingumą ir veiksmingumą.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. — Cari colleghi e care colleghe, considerato che le relazioni tra l'Unione europea e la Repubblica delle Seychelles nel settore della pesca sono disciplinate da un accordo di partenariato per una pesca sostenibile (APPS); considerato che l'accordo in oggetto riguarda l'accesso delle navi battenti bandiera delle Seychelles alle acque e alle risorse biologiche marine di Mayotte, il cui territorio ha acquisito lo status di regione ultraperiferica dell'Unione europea; considerato che il presente accordo permette alle navi battenti bandiera delle Seychelles di pescare specie altamente migratorie nel rispetto delle regole della Commissione per il tonno dell'Oceano Indiano (CTOI), per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), *par écrit*. — Cet accord bénéficie aux deux parties et permettra un usage raisonné des eaux de Mayotte sans nuire à la souveraineté territoriale de la France dont Mayotte est désormais un département. Au contraire, il sera profitable à l'économie locale et à l'emploi. J'ai donc voté pour.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. — Podržavam preporuku o nacrtu odluke Vijeća o sklapanju, u ime Europske unije, sporazuma između Europske unije i Republike Sejšela o pristupu ribarskih plovila koja plove pod zastavom Sejšela, vodama i morskim biološkim resursima Mayottea, koji je pod pravnom nadležnosti Europske unije.

Vijeće je ovlastilo Europsku komisiju da dogovori sporazum sa Sejšelima koji se odnosi na pristup ribarskih brodova koji plove pod zastavom Sejšela, vodama i morskim biološkim resursima Unije pred obalom Mayotte.

Sporazum o partnerstvu za održivo ribarstvo koji je stupio na snagu u siječnju 2014. godine, uređuje glavne odnose između Republike Sejšela i Europske unije te predstavlja najvažniji sporazum Europske unije vezano za Indijski ocean, baveći se pristupom brodova koji plove pod zastavom Sejšela, vodama i morskim biološkim resursima Mayottea.

Sukladno tome, uvjeren sam kako bi se preporuka o nacrtu odluke Vijeća uz provedbu administrativnog okvira, fizičke infrastrukture, kontrolnih aktivnosti te zgrada pravilno propisanih kapaciteta mogao prikladno izvršiti.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. — Le relazioni tra UE la Repubblica delle Seychelles nel settore della pesca sono regolate dall'accordo di partenariato per una pesca sostenibile (APPS) che è entrato in vigore nel 2003 ed è stato rinnovato due volte. Ricordo come si tratti dell'accordo più importante che l'UE ha nell'oceano Indiano, e di conseguenza le Seychelles sono il partner principale dell'UE nella regione.

L'accordo consente alle navi battenti bandiera di Seychelles di avere accesso alle acque e alle risorse biologiche marine di Mayotte che ha lo status di regione ultraperiferica dell'UE. È chiaro che quest'accordo ha un carattere eccezionale perché si consente a navi di un paese terzo di pescare in acque territoriali europee. La motivazione per la quale è stato promosso l'accordo, e per questo sono favorevole, è di limitare il numero delle navi delle Seychelles, che pescano nelle acque di Mayotte, nel rispetto delle norme della politica comune della pesca. In questo modo si proteggono gli stock di tonno in ragione della loro natura migratoria. Mi rassicura anche che nell'accordo sia inserita la clausola di revisione intermedia che consentirà di valutare l'efficacia dell'accordo tre anni dopo la sua entrata in vigore.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — Le changement de statut de l'île de Mayotte a permis de communautariser cette région où les thoniers seychellois ont l'habitude de pêcher dans les eaux. Cet accord reprend donc un précédent, tout en tenant compte du changement de statut de l'île. Il convient de noter certaines dispositions permettant de contrôler la conformité de l'activité des parties à cet accord dans ses eaux ainsi que le respect de l'État de droit et des droits fondamentaux. Je vote donc pour.

Utorok 13. januára 2015

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — O acordo de parceria no domínio da pesca sustentável do atum entre a UE e as Seicheles entrou em vigor em 10 de maio de 2003. O presente acordo, rubricado a 3 de abril de 2014, refere-se ao acesso dos navios de pesca seichelenses às águas de Maiote, autorizando 8 atuneiros e 2 navios-tanque seichelenses a pescarem nas águas maiotenses, num perímetro de 24 a 100 milhas náuticas. Note-se que o território de Maiote se tornou uma região ultraperiférica da UE em 1 de janeiro de 2014, constituindo atualmente a sua zona económica exclusiva parte integrante das águas da UE. Impunha-se portanto substituir o anterior acordo privado que regia as relações entre os navios de pesca seichelenses e Maiote.

Em termos de contribuições financeiras, as taxas pagas pelos navios seichelenses são idênticas às que são pagas pelos navios europeus nas águas seichelenses (110 euros por tonelada de peixe capturado, no primeiro ano), devendo tais taxas ser usadas para apoio à pesca local em Maiote.

Por considerar que o acordo é benéfico para ambas as partes, estando ademais em conformidade com os termos da Política Comum das Pescas e as regras da Comissão do Atum do Oceano Índico, votei favoravelmente.

Teresa Rodriguez-Rubio (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado a favor de esta Recomendación que avala el Acuerdo entre la UE y la República de Seychelles, dado que beneficia a ambas partes, es positivo para el desarrollo económico de Mayotte y de Seychelles, y respeta las normas de la política pesquera común y de la Comisión del Atún del Océano Índico (CAOI) en materia de protección de los recursos. Dicho Acuerdo permitirá la continuación de una actividad económica tradicional en esa región, atendiendo a criterios de buena gestión y protección de los recursos. Además favorecerá la economía local y el desarrollo de infraestructuras del sector pesquero de la isla de Mayotte y de la República de Seychelles y afianzará las buenas relaciones entre esta última y la UE.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. — Le Parlement européen a approuvé la conclusion d'un accord entre l'UE et les Seychelles concernant l'accès des navires de pêche battant pavillon des Seychelles aux ressources biologiques marines de Mayotte. C'est un accord de partenariat qui régit les relations entre l'UE et les Seychelles dans le domaine de la pêche. Cet accord est entré en vigueur le 10 mai 2003 et a été renouvelé à deux reprises depuis. L'accord approuvé par le PE (paraphé le 3 avril 2014) prévoit l'accès à la zone comprise entre 24 milles et 100 milles pour 8 navires thoniers à senne coulissante et 2 navires ravitailleurs battant pavillon des Seychelles pendant une période de six ans reconductible. La zone de 0 à 24 milles reste réservée à la pêche locale mahoraise. Cet accord permet à un nombre limité de navires des Seychelles (qui ont traditionnellement l'habitude de pêcher dans les eaux de Mayotte) de continuer à exercer leurs activités de pêche dans la zone économique exclusive mahoraise. Il est à noter que le territoire de Mayotte est devenu une région ultrapériphérique de l'UE le 1^{er} janvier 2014. Avant le changement de statut de Mayotte, un accord privé régissait les relations entre les navires de pêche européens et seychellois et Mayotte.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — A 10 de maio de 2003 entrou em vigor um acordo de parceria entre a União Europeia e as Seicheles no domínio da pesca sustentável do atum.

Ora, a partir de 1 de janeiro de 2014, Maiote tornou-se uma região ultraperiférica da UE, tendo-se rubricado este *acordo de acesso* em 3 de abril de 2014 relativo ao acesso dos navios de pesca que arvoram o pavilhão das Seicheles às águas e recursos biológicos de Maiote, que passaram a ser geridos pela UE, de acordo com o estipulado no artigo 3.º do TFUE que determina ser competência exclusiva da União gerir os recursos haliêuticos de Maiote, bem como negociar e gerir os acordos bilaterais que digam respeito a este território.

Este novo acordo vem permitir que um número limitado de navios que arvoram o pavilhão das Seicheles e que, tradicionalmente, pescam nas águas de Maiote, possa continuar a exercer as suas atividades de pesca na ZEE desta RUP, de acordo com as regras inerentes à política comum de pescas.

Votei esta recomendação favoravelmente por considerar, tal como o relator, que são adequadas, proporcionais e transparentes as condições inerentes a este acordo, aportando benefícios para ambas as partes.

Utorok 13. januára 2015

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera favorevole in quanto la raccomandazione consente il rispetto dell'accordo con le Seychelles, permettendo alle loro navi di pescare nelle acque della regione ultraperiferica di Mayotte e apportando un beneficio agli armatori locali residenti in una zona sotto la giurisdizione dell'UE.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de esta Recomendación que avala el Acuerdo entre la UE y la República de Seychelles, dado que beneficia a ambas partes, es positivo para el desarrollo económico de Mayotte y de Seychelles, y respeta las normas de la política pesquera común y de la Comisión del Atún del Océano Índico (CAOI) en materia de protección de los recursos. Dicho Acuerdo permitirá la continuación de una actividad económica tradicional en esa región, atendiendo a criterios de buena gestión y protección de los recursos. Además favorecerá la economía local y el desarrollo de infraestructuras del sector pesquero de la isla de Mayotte y de la República de Seychelles y afianzará las buenas relaciones entre esta última y la UE.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — Este informe se refiere al acuerdo firmado entre la República de las Seychelles y el territorio de Mayotte, que accedió al estatus de región ultraperiférica el 1 de enero de 2014. Con ello, los recursos pesqueros de la zona económica exclusiva de Mayotte pasaron a estar bajo competencia de la UE, lo que obligó a adaptar los antiguos contratos pesqueros a las normas de la política pesquera común.

Debido a la proximidad entre Seychelles y Mayotte, un número limitado de barcos de Seychelles habían pescado tradicionalmente en las aguas de Mayotte. El acuerdo permite que continúe esta práctica, adecuándola a las reglas europeas de pesca. En consecuencia, he votado a favor.

Remo Sernagiotto (PPE), *per iscritto*. — Con il voto di oggi abbiamo dato il nostro consenso al primo «accordo di accesso» che autorizza navi di un paese terzo a pescare in acque europee. Ciò permetterà a un numero limitato di navi battenti bandiera delle Seychelles (8 tonniere con reti a circuizione e 2 navi di appoggio) di continuare a svolgere le loro attività di pesca nella acque di Mayotte per un periodo di sei anni, nel rispetto delle norme europee della politica comune della pesca.

Ho votato a favore della relazione in quanto ritengo che l'accordo possa apportare benefici non solo alle Seychelles, ma anche allo sviluppo economico di Mayotte. I canoni riscossi per il rilascio delle licenze consentiranno, infatti, a questa regione ultraperiferica europea di rispondere efficacemente alle esigenze settoriali dell'isola in termini di infrastrutture portuarie, di sbarco, di controllo e di immissione sul mercato dei prodotti.

Ricardo Serrão Santos (S&D), *por escrito*. — Este é um acordo de pesca atípico. Ao contrário do que é habitual, em vez de estarmos perante a obtenção de acessibilidade de zonas de pesca em países terceiros, neste caso a União Europeia dispõe do seu território para que um país terceiro possa aí pescar. Assim, com este acordo de pesca, a União Europeia permite que a República das Seychelles pesque em Maiote, uma nova região ultraperiférica da Europa. Os benefícios financeiros da iniciativa são transmitidos ao governo de Maiote. Peço a palavra para justificar a minha opção de votação positiva porque me parece determinante que fique registado que, apesar de ser um acordo positivo, ainda se poderia ter ido mais além. Em futuros acordos de pesca, haverá que definir claramente as espécies alvo, mencionar as espécies que, naquelas águas, estão abrangidas pelo estatuto de conservação internacionais, nacionais ou regionais, e referir que medidas são tomadas para mitigar o eventual efeito sobre estas espécies.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. — Podržao sam ovaj sporazum između EU-a i Sejšela o pristupu ribarskih plovila koja plove vodama Mayottea u skladu s promjenom statusa Mayottea koji je 1. siječnja 2014. postao najudaljenija regija EU-a. Na taj dan je sadašnji isključivi gospodarski pojas (EEZ) Mayottea postao dio voda EU-a. Ovaj će sporazum omogućiti plovilima koja plove pod zastavom Sejšela da imaju pristup Mayotteu od datuma njegova potpisivanja. Naknade koje gospodarski subjekti sa Sejšela plaćaju kako bi dobili odobrenja za ribolov vrlo migratornih vrsta trebalo bi, u skladu s prijašnjom praksom, uplaćivati Mayotteu.

Cilj naknada osposobiti je Mayotte da razvije vlastiti sustav upravljanja i nadzora te da upravlja ribarstvom i razvije kapacitete.

Utorok 13. januára 2015

Dubravka Šuica (PPE), *napisan.* - Podržavam Sporazum Evropske unije i Republike Sejšeli o pristupu ribarskih plovila, koja plove pod zastavom Sejšela, vodama i morskim biološkim resursima Mayottea, koji je pod pravnom nadležnosti Evropske unije. Ovaj Sporazum je već dva puta obnavljan i bio je prvi takav dokument koji je Europska unija sklopila u području Indijskog oceana te je kao takav pionir u regiji. Zahvaljujući sporazumu, područje Mayotte je postalo vanjska regija Unije. Uređuje se i zajednička ribarska politika unije i Republike Sejšeli te regulira eksploatacija vode i biološkog bogatstva. Prihvatljivost sporazuma potkrepljuje i činjenica da ima ugrađene klauzule kojima se EU štiti od eventualnih nepoštivanja. Omogućeno je eksploatiranje vrsta koje prirodno migriraju navedenim područjem. Financijski efekti su povoljniji nego u prijašnjim verzijama ovog Sporazuma.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. — Πρέπει να επιδιώκονται συμφωνίες οι οποίες να προωθούν την ανάπτυξη των χωρών-μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης χωρίς να θίγονται τα εθνικά τους συμφέροντα.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. — J'ai voté en faveur du projet de mon collègue Cadec sur la décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne et la République des Seychelles concernant l'accès des navires de pêche battant pavillon des Seychelles aux eaux et aux ressources biologiques marines de Mayotte, relevant de la juridiction de l'Union européenne. Cependant, je ne peux que regretter la non-tenue de débat préparatoire en session plénière alors que l'ordre du jour le permettait aisément!

Ruža Tomašić (ECR), *napisan.* — Podržavam preporuku o nacrtu odluke Vijeća o sklapanju Sporazuma između Evropske unije i Republike Sejšeli o pristupu ribarskih plovila pod zastavom Sejšela resursima Mayottea budući da se radi o pitanjima održivog ribarstva, ali i o zaštiti europskih voda. Kao zastupnica iz zemlje koja se susrela s problemom izlova tune i učinkovitog upravljanja prirodnim resursima kako bi se spasila ova ugrožena vrsta, podržavam odredbe Sporazuma kojim se omogućuje ekonomski rast obiju strana ali i bolja zaštita resursa u pogledu prirodne migracije tuna.

Sporazum smatram korisnim jer se na temelju njega ograničava pristup plovilima za izlov tune te se istovremeno postavlja vremenski rok do kojeg će plovila polagati pravo na dozvolu za ribarenje, a pri tome se pozitivno odgovara na zahtjev Republike Sejšeli za ribolov u europskim vodama.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. — Relations between the European Union and the Republic of Seychelles fisheries are governed by a partnership agreement in the field of fisheries sustainability, which respects the rules of the Common Fisheries Policy of the European Union and thereby permits greater transparency than the previous private agreement. So I am in favour.

Furthermore, the development of the local economy in fisheries and processing by having to land their catches in the port of Victoria, Seychelles, is allowed.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — Este informe se refiere al acuerdo firmado entre la República de las Seychelles y el territorio de Mayotte, que accedió al estatus de región ultraperiférica el 1 de enero de 2014. Con ello, los recursos pesqueros de la zona económica exclusiva de Mayotte pasaron a estar bajo competencia de la UE, lo que obligó a adaptar los antiguos contratos pesqueros a las normas de la política pesquera común.

Debido a la proximidad entre Seychelles y Mayotte, un número limitado de barcos de Seychelles habían pescado tradicionalmente en las aguas de Mayotte. El acuerdo permite que continúe esta práctica, adecuándola a las reglas europeas de pesca. En consecuencia, he votado a favor.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. — O território de Maiote adquiriu o estatuto de uma região ultraperiférica da União Europeia em 1 de janeiro de 2014. Como resultado zona económica exclusiva de Maiote (ZEE) agora pertence a águas da UE. Dado que a UE tem competência exclusiva para a conservação dos recursos (artigo 3.º do TFUE), a União Europeia é responsável pela gestão dos recursos da pesca e da negociação e gestão de acordos bilaterais relativos a Maiote.

Tendo em conta a sua proximidade, as ilhas Maiote e Seicheles foram objeto de um acordo privado. Isso permitiu que um total de cerca de 30 navios, incluindo oito embarcações das Seicheles, pescasse espécies migratórias nas águas de Maiote, permitindo assim o desenvolvimento do seu setor de pesca através do pagamento direto de taxas pelos armadores às autoridades francesas em Maiote.

Utorok 13. januára 2015

Este acordo entre a República das Seicheles e da União Europeia permite assim que um número limitado de navios das Seicheles continue a pescar na ZEE de Maiote tendo em conta as regras da política comum de pescas.

Harald Vilimsky (NI), schriftlich. — Obwohl dies das erste Abkommen ist, welches einem Drittstaat Fischereirechte in den Gewässern der Europäischen Union einräumt, hat es meine Zustimmung erfahren. Die vorteilhaften Bedingungen, die sich für die Seychellen sowie für Mayotte ergeben, werden die Wirtschaft beider Länder ankurbeln und besonders auf Mayotte die infrastrukturellen Bedingungen verbessern.

Jadwiga Wiśniewska (ECR), na piśmie. — W dniu 13.01.2015 r. odbyło się głosowanie nad wnioskiem dotyczącym decyzji Rady w sprawie zawarcia w imieniu Unii Europejskiej Umowy między Unią Europejską a Republiką Seszeli w sprawie dostępu statków rybackich pływających pod banderą Seszeli do wód i morskich zasobów biologicznych Majotty, podlegających jurysdykcji Unii Europejskiej. Z uwagi na migracyjny charakter zasobów tuńczyka umowa ta jest strategicznie ważna i pozwoli zachować uprzywilejowane stosunki, jakie Unia Europejska utrzymuje z Republiką Seszeli. Jest ona korzystna dla obu stron, dla rozwoju gospodarczego Majotty i Seszeli, a także przestrzega zasady wspólnej polityki rybołówstwa i IOTC w dziedzinie ochrony zasobów. W głosowaniu poparłam projekt rezolucji.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. — Este acordo permite o acesso dos navios com pavilhão das Seicheles às águas de Maiote e respetivos recursos. O território de Maiote adquiriu o estatuto de Região Ultraperiférica da UE em janeiro de 2014. Em resultado desse estatuto, a Zona Económica Exclusiva de Maiote está sujeita às disposições dos Tratados da UE. A conservação dos seus recursos vivos marinhos, no âmbito da Política Comum das Pescas, é uma competência exclusiva da UE.

Por essa razão, o acordo bilateral existente entre Maiote e as Seicheles tem agora de ser estabelecido de novo pela UE.

É conhecida a nossa posição sobre as competências da UE neste domínio – somos contra.

Como este relatório apenas visa prolongar nas novas condições o mesmo acordo anteriormente existente, permitindo que um número limitado de navios das Seicheles possa pescar nas águas de Maiote espécies migratórias, oferecendo algumas contrapartidas que visam apoiar o desenvolvimento sustentável do setor das pescas em Maiote – constituído fundamentalmente por frota artesanal, nada temos a opor a este acordo.

9.3. Protokol k Euro-stredomorskej dohode medzi ES a Tuniskom s cieľom zohľadniť prístupenie Bulharska a Rumunska k EÚ (A8-0049/2014 – Elmar Brok)

Written explanations of vote

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), por escrito. — Los Tratados de Asociación de la UE contienen, en su artículo 2, una cláusula que condiciona su validez al respeto de los derechos humanos. Esta condición se viola habitualmente: en el caso de Túnez, desde sus mismas negociaciones con el régimen de Ben Alí. Con ello, se demuestra una vez más el carácter hipócrita de la política exterior europea, que utiliza este artículo para legitimar o retirar su apoyo a los Gobiernos firmantes. En contraste, los objetivos económicos de estos tratados son muy claros: profundizar en la liberalización y dependencia económica de los Estados asociados a la UE, en beneficio del capital europeo.

Este informe se presenta como una formalidad técnica que extiende el Tratado de Asociación vigente entre la UE y Túnez a Bulgaria y Rumanía. Un voto en contra significaría una nueva discriminación respecto al estatus de los otros Estados miembros. Sin embargo, no puedo votar favorablemente un informe que ratifica el actual Tratado de Asociación entre la UE y Túnez.

Por todo ello, he decidido abstenerme.

Louis Aliot (NI), par écrit. — Dans la mesure où j'ai toujours été, par principe, contre tout élargissement de l'Union européenne, j'ai voté contre ce texte qui n'est qu'une adaptation de protocoles d'accords euro-méditerranéens à la suite de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne.

Utorok 13. januára 2015

Martina Anderson (GUE/NGL), *in writing*. - I abstained in the vote on the report entitled 'Protocol to the Euro-Mediterranean Agreement between the EC and Tunisia to take account of the accession of Bulgaria and Romania to the EU'. I did so because much of the Euro-Mediterranean Agreement is effectively a classic free-trade agreement, which imposes liberalisation and privatisation on the people of the country concerned, and about which I have serious concerns.

However, although I do not favour the Euro-Mediterranean Agreement itself, it does already exist and this vote only amends it to allow for the accession of Romania and Bulgaria, which I recognise. For these reasons I abstained.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. — Anlässlich des Beitritts der Republik Bulgarien und Rumäniens zur Europäischen Union begrüße ich die Zustimmung zum Abschluss des Protokolls bezüglich des Europa-Mittelmeer-Abkommens zur Gründung einer Assoziation zwischen den Europäischen Gemeinschaften und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Tunesischen Republik andererseits.

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — Le Front National s'oppose à tout élargissement de l'Union européenne, qui contribue à transformer ce qui ne devrait être qu'une coopération entre États souverains en un monstre tentaculaire dévorant les nations. Par conséquent, le Front National s'est donc opposé à l'élargissement de l'Union à la Roumanie et à la Bulgarie.

En toute logique, je m'oppose donc aux conséquences de cet élargissement, y compris l'accord objet de la présente recommandation, savoir l'accord euro-méditerranéen CE/Tunisie pour tenir compte de l'adhésion à l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — This is a technical amendment, but given that my constituents elected me on a mandate of withdrawal from the EU it would be hypocritical for me to do anything other than vote against.

Jean Arthuis (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette délibération car elle renforce la coopération entre l'Union européenne et la République tunisienne.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. — Balsavau už šį siūlymą, kurio tikslas – Europos ir Viduržemio jūros regiono šalių susitarimo tarp Europos Bendrijų ir Tuniso Respublikos protokolo sudarymas siekiant atsižvelgti į Bulgarijos Respublikos ir Rumunijos įstojimą į ES. Svarbiausi protokolo aspektai: naujųjų valstybių narių prisijungimas prie ES ir Tuniso asociacijos susitarimo ir naujų oficialiųjų ES kalbų įtraukimas siekiant atsižvelgti į ES plėtrą.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — La Bulgarie et la Roumanie font maintenant partie de l'accord euro-méditerranéen. L'objectif de cet accord avec la Tunisie est de promouvoir un dialogue régulier en matière de politique et de sécurité. Cet accord repose aussi sur un volet économique, commercial et financier, visant notamment à la libéralisation progressive des échanges, au développement durable de la région et des investissements.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — Ce protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, doit tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la Bulgarie et de la Roumanie entre-temps. Signé en 1995 au départ, il a pour but de libéraliser les échanges de biens, services et capitaux entre les États membres de l'UE et la Tunisie. Il doit aussi renforcer la coopération afin notamment «de favoriser le développement et la prospérité de la Tunisie et du peuple tunisien». Opposée à la libéralisation totale des échanges faisant souvent une concurrence déloyale pour mon pays la France, je me suis prononcée contre cette recommandation.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — La UE y Túnez firmaron en 1995 un Acuerdo Euromediterráneo de asociación, en vigor desde 1998, que incluye un diálogo periódico en materia de política y seguridad, una cooperación económica, comercial y financiera -centrándose principalmente en la liberalización progresiva del comercio-, el desarrollo sostenible de la región y las inversiones, y una cooperación social, cultural y en materia de educación sobre todo a través del diálogo intercultural, el control de las migraciones, el desarrollo de la cualificación, el fomento del Derecho laboral o la igualdad entre hombres y mujeres.

Utorok 13. januára 2015

La participación de Bulgaria y Rumanía en este Acuerdo Euromediterráneo de asociación con Túnez es una consecuencia natural de su adhesión a la UE y, por tanto, procede dar la aprobación a la celebración de este Protocolo del Acuerdo Euromediterráneo con Túnez, por lo que he votado a favor del mismo.

Lynn Boylan (GUE/NGL), *in writing*. — I abstained in the vote on the report entitled 'Protocol to the Euro-Mediterranean Agreement between the EC and Tunisia to take account of the accession of Bulgaria and Romania to the EU'. I did so because much of the Euro-Mediterranean Agreement is effectively a classic free-trade agreement, which imposes liberalisation and privatisation on the people of the country concerned, and about which I have serious concerns.

However, although I do not favour the Euro-Mediterranean Agreement itself, it does already exist and this vote only amends it to allow for the accession of Romania and Bulgaria, which I recognise. For these reasons I abstained.

Mercedes Bresso (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the protocol in order to permit a dialogue with Tunisia regarding the accession of new members to the EU.

Steeve Briois (NI), *par écrit*. — La conclusion d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen d'association entre les Communautés européennes vise à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la Bulgarie et de la Roumanie. Ce protocole de forme découle directement de la politique d'élargissement de l'Union européenne. L'accord euro-méditerranéen sera donc étendu à la Bulgarie et à la Roumanie. Si je conteste au fond non seulement l'accord euro-méditerranéen, mais également la politique d'élargissement de l'Union européenne, je me suis abstenu sur ce vote considérant qu'il relève du détail technique.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. — În data de 23 octombrie 2006, Consiliul a autorizat Comisia, în numele Comunității Europene și statelor membre ale acesteia, să negocieze cu Tunisia un protocol de modificare a acordurilor încheiate între Comunitatea Europeană și țările terțe, în special Acordul de asociere euro-mediteranean între Comunitățile Europene și statele membre ale acestora, pe de o parte, și Tunisia, pe de altă parte, pentru a ține seama de aderarea noilor state membre, în speță România și Bulgaria, la UE.

Tratatul privind aderarea Bulgariei și României la Uniunea Europeană a intrat în vigoare la 1 ianuarie 2007, astfel că protocolul trebuie să țină seama acum de aderarea celor două state la UE.

Am votat în favoarea acestei recomandări în primul rând pentru că țara din care provin face obiectul acestui protocol, iar îndeplinirea tuturor aspectelor cu privire la integrarea completă a țării este un obiectiv atât pentru România, cât și pentru Uniunea Europeană.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. — Mi sono astenuto. Il voto è puramente tecnico e si chiede di includere nell'accordo la lingua bulgara e rumena a seguito dell'entrata della Bulgaria e della Romania nella UE.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — L'Union européenne et la Tunisie sont deux partenaires politiques et économiques très importants. L'UE a toujours soutenu l'intérêt d'une coopération étroite avec la Tunisie dans la mise en place de réformes démocratiques et de modernisation économique. Avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union en 2007, tous les accords internationaux, commerciaux ou autres, doivent être élargis à ces nouveaux États membres via un protocole. J'ai voté en faveur de ce rapport qui insiste sur l'importance d'adapter le cadre législatif européen aux changements structurels opérés au sein de l'Union.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — Questo accordo modifica il precedente protocollo dell'accordo euro mediterraneo per tenere debitamente conto dell'adesione di Bulgaria e Romania all'Unione europea.

Aymeric Chauprade (NI), *par écrit*. — J'ai préféré m'abstenir sur ce texte. Certes, c'est un ajustement légal à une situation de fait puisque la Roumanie et la Bulgarie, en tant qu'États membres, doivent être tenus aux mêmes droits et obligations que les autres.

Utorok 13. januára 2015

Cependant, je n'étais pas favorable à l'adhésion de ces deux pays dans l'Union européenne. Cette dernière, par pure idéologie, continue la course à l'élargissement hors de tout principe de réalité et de tout pragmatisme: les nouveaux adhérents, on le sait, sont gourmands en subventions européennes; en ces temps de crise de la zone euro, il n'était pas judicieux de continuer la politique d'élargissement. Quand la maison est en train de brûler, on ne s'occupe pas de refaire les peintures.

Enfin, je ne suis pas favorable aux accords d'association euro-méditerranéens dans leur ensemble puisqu'ils participent à faire de l'Europe une organisation- passoire, tant sur le plan de la libre circulation des personnes que de celle des capitaux ou des marchandises. Nos marchés et nos industries sont ainsi soumis à la concurrence souvent déloyale d'une main d'œuvre à moindre coût par le mécanisme de dumping social.

Le Parlement européen, parce qu'il est censé représenter les intérêts des citoyens qui l'ont élu, ne peut donc cautionner de telles politiques à l'encontre du bien-être des peuples d'Europe.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — È stato facile decidere di votare a favore di questo protocollo. Si tratta infatti di un atto quasi automatico, vista l'adesione della Bulgaria e della Romania all'UE già nel 2007. Deploro tuttavia il ritardo nell'iter di questa decisione, visto che l'ingresso di questi due paesi è avvenuto ormai otto anni fa. Mi auguro che per la Croazia i tempi siano inferiori.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. — Apoio o Relatório do colega Brok que adapta o Acordo Euro-Mediterrânico que estabelece uma Associação entre as Comunidades Europeias e os seus Estados-Membros, por um lado, e a República da Tunísia, por outro, de forma a ter em conta a adesão da República da Bulgária e da Roménia à União Europeia.

Este ato simples está carregado de grande simbolismo. Quando as instituições funcionam, os novos Estados-Membros devem ser plenamente integrados. Isso ocorre agora no Acordo Euro-Mediterrânico, mas já devia ter ocorrido no que diz respeito à plena integração no Espaço Schengen.

O Conselho adia uma decisão que já devia ter tomado, escudando-se numa unanimidade que aparentemente não consegue obter.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Ho espresso il mio voto favorevole poiché gli accordi di associazione stipulati nell'alveo del partenariato euromediterraneo hanno lo scopo di promuovere la cooperazione interregionale dei paesi partner del Mediterraneo quale fattore di pace e stabilità, nonché di sviluppo economico e sociale. L'adesione all'UE dei paesi dell'Est Europa, ed in particolare della Bulgaria e della Romania, ha infatti determinato la necessità di costituire nuovi accordi di associazione che tengano conto degli attuali interessi geopolitici ed economici della «nuova Europa».

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — I have voted in favour of this report that recommends giving consent to the conclusion of the Protocol to the Euro-Mediterranean Agreement establishing an association between the European Communities and their Member States, of the one part, and the Republic of Tunisia, of the other part, to take account of the accession of the Republic of Bulgaria and Romania to the European Union. The Protocol will not change the nature of the Agreement itself.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — Los Tratados de Asociación de la UE contienen, en su artículo 2, una cláusula que condiciona su validez al respeto de los derechos humanos. Esta condición se viola habitualmente: en el caso de Túnez, desde sus mismas negociaciones con el régimen de Ben Alí. Con ello, se demuestra una vez más el carácter hipócrita de la política exterior europea, que utiliza este artículo para legitimar o retirar su apoyo a los Gobiernos firmantes. En contraste, los objetivos económicos de estos tratados son muy claros: profundizar en la liberalización y dependencia económica de los Estados asociados a la UE, en beneficio del capital europeo.

Este informe se presenta como una formalidad técnica que extiende el Tratado de Asociación vigente entre la UE y Túnez a Bulgaria y Rumanía. Un voto en contra significaría una nueva discriminación respecto al estatus de los otros Estados miembros. Sin embargo, no puedo votar favorablemente un informe que ratifica el actual Tratado de Asociación entre la UE y Túnez.

Por todo ello, he decidido abstenerme.

Utorok 13. januára 2015

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — This report is a formality in order to regularise the text of the Euro-Mediterranean Agreement establishing an association between the European Communities and their Member States with the Republic of Tunisia. The slight revisions made to the text are meant to take account of the accession of the Republic of Bulgaria and the Republic of Romania to the European Union. Thus, I voted in favour of this report.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — L'accord méditerranéen entre l'Union européenne et la Tunisie signé en 1995 a été le premier d'une série de traités de coopération entre les deux rives de la Méditerranée, constituant le partenariat euro-méditerranéen. L'adhésion des nouveaux États membres de l'Union à l'accord euro-méditerranéen doit être décidée par l'intermédiaire d'un protocole à cet accord. La Bulgarie et la Roumanie ayant adhéré à l'Union européenne en 2007, il est normal, en tant que membres de l'Union européenne, que ces deux pays deviennent parties à l'accord entre l'Union et la Tunisie. Pour ces raisons, j'ai voté pour la conclusion et l'adoption de ce protocole.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Initié par le processus de Barcelone en 1995, le partenariat euro-méditerranéen entre l'Union européenne et les pays du Sud de la Méditerranée a pris la forme d'accords d'association avec les pays partenaires méditerranéens. Il existe un accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part, et la République tunisienne d'autre part. L'adhésion à l'Union européenne de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007 nécessite ainsi le vote d'un protocole à cet accord, afin de tenir compte de l'adhésion de ces deux États membres.

Mireille D'Ornano (NI), *par écrit*. — Le Front National s'oppose à tout élargissement de l'Union européenne, qui contribue à transformer ce qui ne devrait être qu'une coopération entre États souverains en un monstre tentaculaire dévorant les nations. Par conséquent, le Front National s'est donc opposé à l'élargissement de l'Union à la Roumanie et à la Bulgarie.

En toute logique, je m'oppose donc aux conséquences de cet élargissement, y compris l'accord objet de la présente recommandation, savoir l'accord euro-méditerranéen CE/Tunisie pour tenir compte de l'adhésion à l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Nos hemos abstenido en la votación sobre Euromed. Si bien el Protocolo que se aprueba es un trámite formal sin mayores consecuencias prácticas, queríamos manifestar de este modo nuestro desacuerdo con la política de la UE hacia Túnez. Por ejemplo, con el préstamo acordado el año pasado, que se concedió con condiciones similares a las que suele poner el FMI, y con el acuerdo de movilidad, que abre la vía a acuerdos de admisión que deleguen la gestión de los flujos migratorios en el país africano.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτώς*. — Υφίσταται πρωτόκολλο ευρωμεσογειακής συμφωνίας σύνδεσης μεταξύ της ΕΕ και της Τυνησίας. Το Συμβούλιο αιτείται να ληφθεί υπόψη στο πρωτόκολλο η προσχώρηση της Βουλγαρίας και της Ρουμανίας. Όλα τα κράτη μέλη πρέπει να συμμετέχουν ισότιμα στους ευρωπαϊκούς θεσμούς και στις συνθήκες.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. — A adesão da Roménia e da Bulgária à UE (em 2007) obrigou à celebração de um Protocolo ao Acordo Euro-Mediterrânico para alargar a estes dois países o âmbito da criação de uma zona de livre comércio. A celebração deste Protocolo não é no entanto um ato neutro, na medida em que alarga o âmbito, aumentando o território e a população abrangida. Trata-se de um acordo que não deixará de afetar de forma grave a capacidade da Tunísia tomar medidas de gestão soberana da sua economia, permitindo aos grandes grupos económicos de ambas as partes liberdade de estabelecimento sem custos acrescidos, beneficiando-os em detrimento das PME, dos pequenos e médios agricultores e da agricultura familiar e da pequena pesca. São sobejamente conhecidos os seus efeitos no aumento da competição e na pressão que por essa via é exercida sobre os trabalhadores para a redução de salários, baixar custos de exportação, baixar preços ao consumidor final num primeiro momento para destruir a produção local, voltando a fazê-los subir quando detiver a hegemonia da produção e/ou do comércio, sem benefício para a qualidade e segurança alimentar e gerando uma ainda maior destruição do ambiente.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — Questo protocollo puramente tecnico chiede d'includere nell'accordo la lingua bulgara e rumena a seguito dell'entrata della Bulgaria e Romania nell'UE. Il protocollo non trova però il mio pieno appoggio in quanto mantiene invariato l'accordo attuale per gli scambi commerciali fra la Tunisia e l'UE.

Utorok 13. januára 2015

Λάμπρος Φουντούλης (NI), γραπτώς. — Καταψηφίζω το Πρωτόκολλο της ευρωμεσογειακής συμφωνίας μεταξύ της ΕΚ και της Τυνησίας, για να ληφθεί υπόψη η προσχώρηση στην ΕΕ της Βουλγαρίας και της Ρουμανίας, καθώς:

α) οι οικονομικές συμφωνίες σύνδεσης με τρίτες χώρες υποσκάπτουν την οικονομική σταθερότητα της Ευρώπης και των κρατών μελών και

β) η οικονομική βοήθεια προς τρίτες χώρες μέσω της σύναψης εμπορικών συναλλαγών προς αυτές εξυπηρετεί μόνον τα συμφέροντα των οικονομικά ισχυρών κρατών.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — He votado a favor de la recomendación considerando que representa la inclusión de Bulgaria y Rumanía en la colaboración existente entre la UE y la orilla sur y oriental del Mediterráneo, área estratégica y fundamental para los intereses de la UE. Es imprescindible seguir reforzando el diálogo euromediterráneo en aras de una mayor colaboración en el desarrollo económico, social y democrático de los países vecinos de la UE, aspectos en los que espero que Bulgaria y Rumanía jueguen un papel importante.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. — Association agreements are a half-way house to full EU membership. However, as the EU has not been able to get its own house in order as of yet, with mass unemployment and a plummeting euro, further expansionism is folly.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I voted in favour of this report as it essentially concerns a purely technical adaptation of the text of the Euro-Mediterranean Agreement establishing an association between the European Communities and their Member States and the Republic of Tunisia, made to reflect the accession of the Republic of Bulgaria and Romania to the European Union.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Nos hemos abstenido en la votación sobre Euromed. Si bien el Protocolo que se aprueba es un trámite formal sin mayores consecuencias prácticas, queríamos manifestar de este modo nuestro desacuerdo con la política de la UE hacia Túnez. Por ejemplo, con el préstamo acordado el año pasado, que se concedió con condiciones similares a las que suele poner el FMI, y con el acuerdo de movilidad, que abre la vía a acuerdos de admisión que deleguen la gestión de los flujos migratorios en el país africano.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Nos hemos abstenido en la votación sobre Euromed. Si bien el protocolo que se aprueba es un trámite formal sin mayores consecuencias prácticas, queríamos manifestar de este modo nuestro desacuerdo con la política de la UE hacia Túnez. Por ejemplo, con el préstamo acordado el año pasado, que se concedió con condiciones similares a las que suele poner el FMI, y con el acuerdo de movilidad que abre la vía a acuerdos de admisión que deleguen la gestión de los flujos migratorios en el país africano.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. — Glasovao sam za preporuku o nacrtu odluke Vijeća o sklapanju, u ime Europske unije i njezinih država članica, protokola uz Euro-mediteranski sporazum o pridruživanju između Europskih zajednica i njihovih država članica, s jedne strane, te Republike Tunisa, s druge strane, kako bi se u obzir uzelo pristupanje Republike Bugarske i Rumunjske Europskoj uniji. Moj glas podrške vezan je uz činjenicu postojanja Euro-mediteranskog sporazuma koji se tiče odnosa država članica Europske unije i Republike Tunisa, a kako je pristupanje Republike Bugarske i Rumunjske stvorilo potrebu za izmjenom i dopunom ovoga sporazuma, smatrao sam neophodnim podržati ovu preporuku.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — J'ai soutenu le rapport portant sur la conclusion d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union de la Bulgarie et de la Roumanie. Cet accord ayant été conclu avant l'élargissement de l'Union à la Bulgarie et la Roumanie, soit avant le 1^{er} janvier 2007, il est en conséquence nécessaire d'adjoindre à l'accord euro-méditerranéen un nouveau protocole destiné à tenir compte de l'adhésion de ces deux nouveaux États membres à l'accord initial.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. — I supported concluding the protocol, as it establishes the rules enabling Tunisia to participate in certain Union programmes.

Utorok 13. januára 2015

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Voto positivamente la relazione del presidente Elmar Brok in quanto sostiene l'approvazione di un accordo che ritengo necessario tra CE e la Tunisia. La partecipazione, da parte di nuovi membri dell'Unione europea, all'Accordo euromediterraneo viene formalizzata attraverso un protocollo all'accordo del Consiglio, a nome dell'Unione europea, firmato con il paese interessato che, in questo caso, è rappresentato dalla Tunisia.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. — Los Tratados de Asociación de la UE contienen, en su artículo 2, una cláusula que condiciona su validez al respeto de los derechos humanos. Esta condición se viola habitualmente: en el caso de Túnez, desde sus mismas negociaciones con el régimen de Ben Alí. Con ello, se demuestra una vez más el carácter hipócrita de la política exterior europea, que utiliza este artículo para legitimar o retirar su apoyo a los Gobiernos firmantes. En contraste, los objetivos económicos de estos tratados son muy claros: profundizar en la liberalización y dependencia económica de los Estados asociados a la UE, en beneficio del capital europeo.

Este informe se presenta como una formalidad técnica que extiende el Tratado de Asociación vigente entre la UE y Túnez a Bulgaria y Rumanía. Un voto en contra significaría una nueva discriminación respecto al estatus de los otros Estados miembros. Sin embargo, no puedo votar favorablemente un informe que ratifica el actual Tratado de Asociación entre la UE y Túnez.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. — Voto a favor de este proyecto de resolución para que se celebre el Protocolo del Acuerdo Euromediterráneo, por el que se creará una asociación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Túnez, por otra, para tener en cuenta la adhesión a la Unión Europea de la República de Bulgaria y de Rumanía.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. — Vijeće Europske unije je 29. rujna 2014. godine donijelo odluku o potpisivanju i privremenju primjeni Protokola uz Euro-mediterranski sporazum o pridruživanju između Europske zajednice i njezinih država članica, s jedne strane, i Republike Tunisa, s druge strane, kako bi se uzelo u obzir pristupanje Republike Bugarske i Rumunjske Europskoj uniji.

Bugarska i Rumunjska ušle su u Europsku uniju 2007. godine. Pristupanje novih članica Europske unije Euro-mediterranskom sporazumu potrebno je dogovoriti u skladu s protokolom Sporazuma. Pristanak Europskog parlamenta obvezna je komponenta u završetku procesa ratifikacije Dodatnog protokola, stoga sam podržala ovo izvješće jer se njime ne mijenja priroda Sporazuma, a integritet unutarnjeg tržišta ostaje sačuvan.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. — Es nobalsoju par. Šis lēmums ir tīri protokolārs, jo saistīts ar Eiropas Savienības pēdējo paplašināšanos līdz ar Bulgārijas un Rumānijas pievienošanos, lai ierakstītu šo valstu nosaukumus līguma tekstā un attiecinātu līguma darbību uz šīm valstīm.

Νότης Μαριάς (ECR), *γραπτώς*. — Απείχα από τη ψηφοφορία της Σύστασης διότι θεωρώ ότι η σύναψη του εν λόγω πρωτοκόλλου της Ευρωμεσογειακής Συμφωνίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και των Κρατών Μελών της και της Δημοκρατίας της Τυνησίας προκειμένου να ληφθεί υπόψη η προσχώρηση στην Ευρωπαϊκή Ένωση της Βουλγαρίας και της Ρουμανίας, δεν είναι επωφελής για τα συμφέροντα των Ελλήνων ψαράδων που έχουν ήδη φτωχοποιηθεί λόγω των πολιτικών του μηνιμίου.

David Martin (S&D), *in writing*. — I supported this report on an agreement between the European Union and the Republic of Tunisia to take account of the accession of the Republic of Bulgaria and Romania to the European Union.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. — Favorevole all'accordo del protocollo euromediterraneo CE/Tunisia che istituisce un'associazione tra la Comunità europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica tunisina, dall'altra, per tener conto dell'adesione della Repubblica di Bulgaria e della Romania all'Unione europea

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. — La partecipazione, da parte di nuovi membri dell'Unione europea, all'Accordo euromediterraneo viene formalizzata attraverso un protocollo all'accordo che il Consiglio, a nome dell'Unione europea, firma con il paese interessato, in questo caso la Tunisia.

Ho supportato con il mio voto favorevole la relazione Brok, poiché essa sostiene l'approvazione di un accordo che è, ai miei occhi, del tutto necessario.

Utorok 13. januára 2015

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Da die Empfehlung von MdEP Brok inhaltlich sehr dürftig ausgefallen ist, musste ich mich der Stimmabgabe enthalten.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — É aprovado, em nome da Comunidade e dos seus Estados-Membros, o Protocolo ao Acordo Euro-Mediterrânico que cria uma associação entre as Comunidades Europeias e os seus Estados-Membros, por um lado, e a República da Tunísia, por outro, a fim de ter em conta a adesão da República da Bulgária e a Roménia à União Europeia. Daí o meu voto favorável.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — I voted in favour of this recommendation because it is due time for Bulgaria and Romania to benefit from the full range of agreements and associations that the EU is part of. Tunisia is a key player in the Mediterranean and Maghreb regions, Bulgaria and Romania should therefore have access to the opportunities brought by this agreement.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. — Je salue l'approbation par le Parlement européen du protocole visant à inclure la Bulgarie et la Roumanie dans l'accord euro-méditerranéen CE/Tunisie signé le 17 juillet 1995 entre les Communautés européennes et leurs États membres d'une part et la République tunisienne d'autre part. Cet accord d'association vise à fournir un cadre au dialogue politique entre les parties et à fixer les conditions de libéralisation progressive des échanges de marchandises, de services et de capitaux. Il est vital que le Parlement participe à l'approbation de ce type d'accord qui permet à l'Union européenne de s'exprimer d'une seule voix dans le dialogue politique avec ses voisins.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the draft Council decision giving consent for the inclusion of a protocol to the Euro-Mediterranean Agreement establishing an association between the European Communities and their Member States, of the one part, and the Republic of Tunisia, of the other part, to take account of the accession of the Republic of Bulgaria and Romania to the European Union.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the draft recommendation as it gives the European Parliament's consent to the conclusion of the Protocol to the Euro-Mediterranean Agreement between the EC and Tunisia, establishing rules enabling the Republic of Tunisia to participate in certain Union programmes.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte purement technique qui adapte l'accord euro-méditerranéen conclu avec la Tunisie pour tenir compte de l'adhésion à l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie.

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. — Ho votato a favore del protocollo all'accordo euromediterraneo che istituisce un'associazione tra l'Unione europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica tunisina dall'altra, per tener conto dell'adesione della Bulgaria e Romania all'Unione Europea che in qualità di nuovi membri necessitano di questo protocollo per farne parte.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am votat pentru acest protocol întrucât România susține colaborarea existentă în cadrul Acordului euro-mediterranean dintre Comisia Europeană și Tunisia. Tunisia este o țară în plin proces de democratizare, iar experiența României poate fi folosită de Uniunea Europeană în sprijinirea tranziției democratice din această țară.

Liadh Ní Riada (GUE/NGL), *in writing*. - I voted Abstention on the report 'Protocol to the Euro-Mediterranean Agreement between the EC and Tunisia to take account of the accession of Bulgaria and Romania to the EU'.

I did so because much of the Euro-Mediterranean Agreement is affectively a classic free trade agreement which imposes liberalisation and privatisation on the people of that country and which I have serious concerns about.

However although I do not favour the Euro-Mediterranean Agreement itself, it does already exist and this vote only amends it to allow for the accession of Romania and Bulgaria, which I recognise. For these reasons I voted abstention.

Utorok 13. januára 2015

Younous Omarjee (GUE/NGL), *par écrit*. — Bien qu'il ne s'agisse ici que d'une révision technique d'un accord datant de 1995, je ne crois pas que l'orientation entièrement axée sur le libre-échange de ce partenariat soit favorable à la Tunisie, qui a connu une hausse considérable de sa dette à la suite des prêts du FMI qui ont suivi l'adoption de l'accord avec l'UE.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. — Toetasin ettepanekut, sest pean oluliseks koostööd Tuneesiaga, arvestades ELi laienemist ning muutusi Tuneesias.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. — Considerato il lavoro svolto dal relatore e le posizioni discusse, concedo la mia piena fiducia su quanto votato.

Florian Philippot (NI), *par écrit*. — Je suis fermement opposé à l'accord euro-méditerranéen qui ne permet pas d'établir des relations saines avec les pays méditerranéens. Ces accords devraient d'ailleurs être bilatéraux entre les États qui souhaitent développer leurs relations et non réglés par une instance supranationale. J'ai donc voté contre l'extension du protocole.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. — Podržao sam protokol uz Euro-mediteranski sporazum o pridruživanju između Europskih zajednica i njihovih država članica, s jedne strane, i Republike Tunisa, s druge strane, čime bi se uzelo u obzir pristupanje Republike Bugarske i Rumunjske Europskoj uniji, tako da se učinkovito pruži prikladan okvir za sjeverno-južni politički dijalog kao čimbenik mira, stabilnosti i gospodarskog i društvenog razvoja.

Protokol će poslužiti kao temelj za postupnu liberalizaciju trgovine u mediteranskom području, te utvrditi uvjete za ekonomsku, socijalnu i kulturnu suradnju između EU-a i zemlje partnera.

Političko, ekonomsko i socijalno partnerstvo se temelji na načelima uzajamnosti, solidarnosti i suradnji, jer je cilj globalne mediteranske politike međusobno razumijevanje, suradnja, zajednička inicijativa, intelektualni dijalog, unapređenje trgovine i financijskih odluka, kontrola migracija, razvoj kvalifikacija itd.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. — In questo caso la conclusione dell'accordo euromediterraneo, che istituisce un'associazione tra l'UE e i suoi Stati membri e la Repubblica tunisina, è un passaggio obbligato tenendo conto della successiva adesione della Bulgaria e della Romania all'Unione europea (adesione avvenuta nel 2007). Inoltre la raccomandazione della commissione per gli affari esteri del Parlamento è stata favorevole alla proposta di decisione del Consiglio.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — L'accord euro-méditerranéen d'association est une importante politique de l'Union européenne permettant de renforcer les liens de l'Union européenne avec l'ensemble du pourtour méditerranéen. Dans cette optique, l'accord permet d'intégrer la Bulgarie et la Roumanie suite à leur accession à l'Union européenne. Je vote donc pour.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — A parceria euro-mediterrânica entre a UE e os países do Sul do Mediterrâneo teve início em 1995 com o processo de Barcelona. Entre 1998 e 2005, a UE concluiu acordos euro-mediterrânicos de associação com sete países da margem sul do Mediterrâneo, entre os quais se conta a Tunísia (Decisão 98/238/CE, relativa à celebração do Acordo euro-mediterrânico que estabelece uma associação entre as Comunidades Europeias e os seus Estados-membros, por um lado, e a República da Tunísia, por outro). No essencial, tais acordos têm por objetivo promover um diálogo regular em matéria política e de segurança; a cooperação económica, comercial e financeira (liberalização progressiva das trocas comerciais, desenvolvimento sustentável das regiões e favorecimento dos investimentos), e a cooperação social, cultural e em matéria de educação entre as partes. Tendo a Bulgária e a Roménia aderido à UE com efeitos a partir de 1 de janeiro de 2007, impunha-se garantir a plena participação destes dois Estados-Membros nas relações bilaterais com a Tunísia. Votei, por isso, favoravelmente a presente resolução, que aprova a celebração do protocolo ao Acordo euro-mediterrânico entre a UE e a Tunísia, a fim de ter em conta a adesão da Bulgária e da Roménia à UE.

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte qui donne le feu vert à la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord euro-méditerranéen d'association passé entre la Tunisie et l'Union européenne. Signé en 1998, cet accord est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'adhésion de nouveaux États membres à l'Union européenne. En l'occurrence, il s'agissait de l'élargissement à la Bulgarie et à la Roumanie. Par cet accord d'association, la Tunisie et l'Union européenne entretiennent un dialogue régulier en matière de politique et de sécurité, et coopèrent sur les sujets économiques, commerciaux, financiers mais aussi sociaux, culturels et éducatifs. Je soutiens de tels accords d'association qui participent au rayonnement des principes fondamentaux de l'Union européenne et encouragent la coopération et le développement de relations pacifiques avec les pays du voisinage.

Utorok 13. januára 2015

Teresa Rodríguez-Rubio (GUE/NGL), *por escrito*. - Nos hemos abstenido en la votación sobre Euromed. Si bien el Protocolo que se aprueba es un trámite formal sin mayores consecuencias prácticas, queríamos manifestar de este modo nuestro desacuerdo con la política de la UE hacia Túnez. Por ejemplo, con el préstamo acordado el año pasado, que se concedió con condiciones similares a las que suele poner el FMI, y con el acuerdo de movilidad, que abre la vía a acuerdos de admisión que deleguen la gestión de los flujos migratorios en el país africano.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. — L'adhésion de nouveaux États membres de l'Union européenne à l'accord euro-méditerranéen d'association doit être décidée par l'intermédiaire d'un protocole à cet accord. Le protocole est conclu par le Conseil, au nom des États membres, dans le cadre d'une procédure simplifiée, et par le pays tiers concerné, en l'occurrence la Tunisie. Le Parlement européen a donc été invité à l'approuver, ce que j'ai fait en votant ce rapport (et ce qui ne change en rien la nature de l'accord lui-même).

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — O Acordo Euro-Mediterrânico assinado na década de 90 visou estabelecer uma associação entre as Comunidades Europeias e os seus Estados-Membros, por um lado e a República da Tunísia, por outro, substituindo o acordo de cooperação e o acordo relativo aos produtos CECA assinados em 1976.

Em 2012, foi assinado o Protocolo inerente ao acordo supra mencionado, com o objetivo de ter em conta a adesão da República da Bulgária e da Roménia à União Europeia.

Nesse sentido, esta recomendação relativa ao projeto de decisão do Conselho mereceu o meu voto favorável, não só por se tratar de uma derivação legislativa natural decorrente da aplicabilidade dos Tratados, como ainda por versar sobre um acordo que consubstancia um testemunho do reforço da política euro-mediterrânica, norteadas por princípios como o da parceria e o da reciprocidade.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera contraria perché questo protocollo manterrà invariato l'accordo attuale per gli scambi commerciali tra Tunisia e Unione europea

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — Nos hemos abstenido en la votación sobre Euromed. Si bien el Protocolo que se aprueba es un trámite formal sin mayores consecuencias prácticas, queríamos manifestar de este modo nuestro desacuerdo con la política de la UE hacia Túnez. Por ejemplo, con el préstamo acordado el año pasado, que se concedió con condiciones similares a las que suele poner el FMI, y con el acuerdo de movilidad, que abre la vía a acuerdos de admisión que deleguen la gestión de los flujos migratorios en el país africano.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — Los Tratados de Asociación de la UE contienen, en su artículo 2, una cláusula que condiciona su validez al respeto de los derechos humanos. Esta condición se viola habitualmente: en el caso de Túnez, desde sus mismas negociaciones con el régimen de Ben Alí. Con ello, se demuestra una vez más el carácter hipócrita de la política exterior europea, que utiliza este artículo para legitimar o retirar su apoyo a los Gobiernos firmantes. En contraste, los objetivos económicos de estos tratados son muy claros: profundizar en la liberalización y dependencia económica de los Estados asociados a la UE, en beneficio del capital europeo.

Este informe se presenta como una formalidad técnica que extiende el Tratado de Asociación vigente entre la UE y Túnez a Bulgaria y Rumanía. Un voto en contra significaría una nueva discriminación respecto al estatus de los otros Estados miembros. Sin embargo, no puedo votar favorablemente un informe que ratifica el actual Tratado de Asociación entre la UE y Túnez. Por todo ello, he decidido abstenerme.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — I voted in support of a protocol to the Euro-Mediterranean Agreement establishing an association between the European Communities and their Member States and Tunisia, to take account of the accession of Bulgaria and Romania to the European Union.

The most important aspects of the protocol are the provisions for the accession of the new Member States to the EU-Tunisia Association Agreement, and the inclusion of the new official languages of the EU, to take account of the enlargement of the EU.

Utorok 13. januára 2015

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan.* — Podržavam suglasnost Europskog parlamenta s protokolom uz Euro-mediteranski sporazum o pridruživanju između Europskih zajednica i njihovih država članica, s jedne strane, i Republike Tunisa, s druge strane, čime bi se uzelo u obzir pristupanje Republike Bugarske i Rumunjske Europskoj uniji. Naime, po ulasku novih država članica u Europsku uniju dolazi do novonastalih okolnosti koje treba uskladiti s već postojećima, te sam stoga podržao ovu suglasnost Europskog parlamenta.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan.* - Europska unija je posvećena svojoj ulozi u izgradnji jačih veza i odnosa sa susjednim zemljama. Bolji odnos između zemalja je izgrađen na političkom i ekonomskom dijalogu kojeg promiče uzajamno razumijevanje i stvaranje zajedničke vrijednosti. Sklapanje sporazuma s Tunisom o Euro-Mediterranskom udruženju je korak naprijed u promicanju regionalne suradnje između mediteranskih zemalja, čime se potiče ekonomski, socijalni, kulturni i politički razvoj. Nadalje, Tunis je prva zemlja na jugu Sredozemlja koja je potpisala sporazum o pridruživanju s Europom 1995. godine. Od tada, odrednica tuniske Vlade je zadovoljavanje svih bitnih prijedloga, a posebno onih za liberalizaciju trgovine danih od Europske unije. Štoviše, Tunis je izvrstan primjer kako uzajamna pomoć i dijalog mogu stvoriti učinkovit put prema održivom i uključivom rastu i razvoju. Prednost Tunisa i snažna politička volja trebaju biti primjer ostalim zemljama u regiji, što bi dovelo do većeg blagostanje i napretka.

Richard Sulík (ECR), *písomne* — S návrhom jednoznačne súhlasím, keďže môže do budúcnosti napomôcť k voľnejšiemu obchodu medzi krajinami EÚ a krajinami Euro-stredomorskej dohody. Rušenie obchodných bariér medzi krajinami totiž vedie k väčšej prosperite a slobode u všetkých zúčastnených strán. Vzhľadom na to, že od vstupu Rumunska a Bulharska do EÚ uplynulo už viac ako osem rokov, je navyše na uzatvorenie tejto dohody už dávno najvyšší čas.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. — Η οικονομική βοήθεια προς τρίτες χώρες μέσω της σύναψης εμπορικών συναλλαγών προς αυτές εξυπηρετεί κατά κύριο λόγο τα συμφέροντα των οικονομικά ισχυρών κρατών χωρίς να υφίστανται αντίστοιχα οικονομικά οφέλη για τις ασθενέστερες οικονομικά χώρες.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. — J'ai voté en faveur du projet de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union et de ses États membres, d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan.* — Podržala sam odluku o zaključivanju Protokola uz Euro-mediteranski sporazum između Europske zajednice i Tunisa, čime bi se uzelo u obzir pristupanje Bugarske i Rumunjske Europskoj uniji, koji je stupio na snagu 1. siječnja 2007., kao i odluku da se stajalište o zaključivanju Protokola proslijedi institucijama Europske unije te Republici Tunisu. Euro-mediteranske sporazume smatram važnima jer se njima prvenstveno predviđa uspostava zone slobodne trgovine, pridonosi se razvoju političkog dijaloga zemalja koje ovise o europskom tržištu te se proklamira bliža regionalna i ekonomska suradnja u mnoštvu sektora. U ovom slučaju posebno bih istaknula mogućnost provedbe mjera i operativnih programa u pogledu liberalizacije trgovine za poljoprivredne i industrijske proizvode.

U konačnici, držim da se važnost Protokola ogleda u uspostavi Euro-mediteranskog područja mira i stabilnosti koje se temelje na osnovnim principima poštivanja ljudskih prava i demokracije, razvoja infrastrukture, pružanja financijske pomoći te isticanja suradnje i razumijevanja između kultura slobodnih društava.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. — Anything to improve relations, coordination and cooperation in the Euro-Mediterranean arc can only be a positive thing for all parties, therefore I am in favour of this draft resolution, which I am sure will not only provide an economic but also a cultural return .

Utorok 13. januára 2015

Ángela Vallina (GUE/NGL), por escrito. — Los Tratados de Asociación de la UE contienen, en su artículo 2, una cláusula que condiciona su validez al respeto de los derechos humanos. Esta condición se viola habitualmente: en el caso de Túnez, desde sus mismas negociaciones con el régimen de Ben Alí. Con ello, se demuestra una vez más el carácter hipócrita de la política exterior europea, que utiliza este artículo para legitimar o retirar su apoyo a los Gobiernos firmantes. En contraste, los objetivos económicos de estos tratados son muy claros: profundizar en la liberalización y dependencia económica de los Estados asociados a la UE, en beneficio del capital europeo.

Este informe se presenta como una formalidad técnica que extiende el Tratado de Asociación vigente entre la UE y Túnez a Bulgaria y Rumanía. Un voto en contra significaría una nueva discriminación respecto al estatus de los otros Estados miembros. Sin embargo, no puedo votar favorablemente un informe que ratifica el actual Tratado de Asociación entre la UE y Túnez.

Por todo ello, he decidido abstenerme.

Hilde Vautmans (ALDE), schriftelijk. — De goedkeuring van dit protocol door het Europees Parlement zorgt ervoor dat dit associatie-akkoord een kader schept tussen de ondertekenende partijen dat de voorwaarden vastlegt om een vrijer verkeer van goederen, diensten en kapitalen te bewerkstelligen. Ik kan me hierin volledig terugvinden. Het is ook van belang dat het Europees Parlement deze soorten overeenkomsten mee goedkeurt opdat de Europese Unie met één stem spreekt.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), par écrit. — En 1995, la Tunisie a été le premier pays du bassin méditerranéen à signer un accord d'association avec l'Union européenne. Cet accord, conclu à l'époque avec le dictateur Ben Ali, prévoyait une coopération politique, culturelle, économique et sociale. Il annonçait en outre le lancement de négociations sur un accord de libre-échange.

Aujourd'hui, il s'agit d'un protocole purement technique visant à tenir compte de l'adhésion de la Bulgarie et la Roumanie à l'UE en 2007. Depuis lors, la révolution tunisienne est passée par là.

Ce protocole aurait donc pu être l'occasion pour l'UE et ses États membres de prendre en compte les enjeux de la transition démocratique dans ce pays et l'urgence de la situation économique et sociale.

Mais il n'en est rien puisque l'UE choisit au contraire de poursuivre ses politiques qui aggravent la dette, conditionnent les aides financières à toujours plus de libéralisme et refusent, au-delà des mots, tout accord de mobilité. Cet accord technique n'est pas le lieu pour mener cette bataille. J'ai donc choisi de m'abstenir pour soutenir le seul principe de relations UE-Tunisie.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. — Este protocolo decorre dos tratados. Considera o projeto de Protocolo ao Acordo Euro-Mediterrânico que estabelece uma Associação entre as Comunidades Europeias e os seus Estados-Membros, por um lado, e a República da Tunísia por outro, e tem em conta a adesão da República da Bulgária e da Roménia à União Europeia.

Nada temos a opor porquanto sejam respeitados os direitos dos povos à sua independência e soberania.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. — A adesão da Roménia e da Bulgária à UE obriga à celebração de um Protocolo ao Acordo Euro-Mediterrânico para alargar a estes dois países o âmbito da criação de uma zona dita de livre comércio. A celebração deste Protocolo não é, no entanto, um ato neutro, tendo em conta que alarga o âmbito, aumentando o território e a população abrangida. Trata-se de um acordo que praticamente destrói a capacidade de um país, neste caso da Tunísia, tomar medidas de gestão soberana da sua economia, permitindo aos grandes grupos económicos de ambas as partes liberdade de estabelecimento sem custos acrescidos, beneficiando-os em detrimento das PME, dos pequenos e médios agricultores e da agricultura familiar e da pequena pesca. São sobejamente conhecidos os seus efeitos no aumento da competição e na pressão que por essa via é exercida sobre os trabalhadores para a redução de salários, baixar custos de exportação, baixar preços ao consumidor final num primeiro momento para destruir a produção local, voltando a fazê-los subir quando detiver a hegemonia da produção e/ou do comércio, sem benefício para a qualidade e segurança alimentar e gerando uma ainda maior destruição do ambiente.

Utorok 13. januára 2015

9.4. Žiadosť o konzultáciu s Európskym hospodárskym a sociálnym výborom na tému „Implementácia bielej knihy o doprave z roku 2011: hodnotenie a pokrok smerom k udržateľnej mobilite“

Written explanations of vote

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), por escrito. — El voto solicita la consulta al CESE sobre el informe INI «Aplicación del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: Hacer balance y avanzar hacia una movilidad sostenible». La participación de los agentes sociales en el proceso legislativo es esencial y por ese motivo he votado a favor.

Marie-Christine Arnautu (NI), par écrit. — Le Comité économique et social européen est une institution inefficace et constitue un poste de dépenses superflu pour l'Union européenne. Je m'oppose aux procédures qui entretiennent cette charge budgétaire. J'ai choisi de voter, en conséquence, contre l'ouverture de cette consultation.

Zigmantas Balčytis (S&D), raštu. — Pritariu šiam prašymui konsultuotis su Europos ekonomikos ir socialinių reikalų komitetu dėl 2011 m. baltosios knygos dėl transporto: tvaraus judumo apžvalga ir įgyvendinimo pažanga.

Hugues Bayet (S&D), par écrit. — Ce rapport ouvrira la porte à une révision du livre blanc des transports qui sera axée sur la mobilité durable. Cela me semble essentiel que l'on puisse revoir la mobilité dans nos villes pour que celle-ci soit plus efficace et moins polluante.

Dominique Bilde (NI), par écrit. — Je me suis prononcée contre ce point concernant une demande de consultation du Comité économique et social européen sur le rapport sur la mise en œuvre du livre blanc de 2011 sur la politique des transports puisque je conteste la légitimité du CESE. D'ailleurs, Marine Le Pen et 5 autres collègues de notre coordination européenne ont déposé une proposition de résolution européenne le 17 décembre dernier visant à la suppression du Comité économique et social européen considérant qu'une grande partie de ces activités ne correspondent pas à la mission fondamentale de cette institution et qu'une partie du travail est déjà fait au Parlement et pourrait se concrétiser par des contacts directs entre les institutions européennes et les représentants de la société civile, des employeurs ou des travailleurs.

Mara Bizzotto (NI), per iscritto. — Ho votato contro questo testo. Il Parlamento europeo ha già al suo interno sufficienti competenze, risorse e strumenti per poter analizzare compiutamente il livello di attuazione del libro bianco 2011 sui trasporti.

Marie-Christine Boutonnet (NI), par écrit. — J'ai voté contre la consultation du Comité économique et social européen dont je conteste la légitimité, l'utilité et le coût supporté par le contribuable européen pour entretenir de tels organismes.

Steeve Briois (NI), par écrit. — Le Comité économique et social européen est une véritable usine à gaz dont je conteste la légitimité. Au demeurant, j'ai soutenu la proposition de résolution (B8-0400/2014) déposée par Marine Le Pen, Matteo Salvini, Marcel de Graaff, Harald Vilimsky et Gerolf Annemans, visant à demander la suppression pure et simple du Conseil économique et social européen et de l'article 13, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne. Confrontée à une grave crise des paiements, l'Union européenne doit mettre en œuvre un véritable plan d'économies budgétaires, en commençant par supprimer des institutions qui ne servent strictement à rien, si ce n'est à nommer des technocrates déconnectés des réalités. C'est pourquoi j'ai voté contre la consultation du Comité économique et social européen.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), per iscritto. — La consultazione del Comitato economico e sociale costituisce un passo avanti nella stabilizzazione della strategia europea verso una mobilità più sostenibile così da garantire il rispetto degli obblighi dell'Unione in merito alla riduzione delle emissioni di gas serra. Siamo felici di sostenere un progresso in questo senso.

Alberto Cirio (PPE), per iscritto. — Ho preso atto con favore del parere del Comitato economico e sociale europeo sul Libro Bianco sui trasporti. Trovo che sia importante coinvolgere maggiormente i portatori di interesse nelle decisioni europee, sia per avvicinare l'Europa ai cittadini sia per prendere decisioni che siano più legittimate. Anzi, auspico per il futuro una maggiore trasparenza anche da parte del Comitato economico e sociale europeo affinché i cittadini possano riconoscerlo come un interlocutore valido nel processo legislativo europeo.

Utorok 13. januára 2015

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — Il libro bianco sui trasporti predisposto dalla Commissione europea presenta la tabella di marcia dell'UE verso uno spazio unico europeo con riferimento alla competitività e alla sostenibilità. Il libro bianco pubblicato nel 2011 fissa dieci obiettivi volti al conseguimento dell'obiettivo di ridurre del 60% le emissioni di gas serra. Presenta aspetti che possono essere condivisi tra cui il graduale abbandono di autovetture alimentate con carburanti tradizionali fino alla completa eliminazione, il ricorso a mezzi di trasporto con minore impatto ambientale, il miglioramento della sicurezza per i passeggeri. Al contempo sono tuttavia presenti aspetti negativi come le reti TEN-T e il ricorso alle grandi opere e ai corridoi transnazionali. È stato deciso di predisporre un rapporto di iniziativa per valutare l'attuazione del libro bianco sui trasporti con riferimento al rilevamento e alle vie verso una mobilità sostenibile. Ho votato a favore per chiedere una Consultazione del Comitato economico e sociale europeo sulla materia. Ai sensi dell'articolo 137 del regolamento del Parlamento europeo, infatti, il Parlamento può chiedere che il Comitato economico e sociale europeo sia consultato su questioni di carattere generale o su punti specifici, come in questo caso.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — El voto solicita la consulta al CESE sobre el informe INI «Aplicación del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: Hacer balance y avanzar hacia una movilidad sostenible». La participación de los agentes sociales en el proceso legislativo es esencial y por ese motivo he votado a favor.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Le Parlement européen prépare un rapport d'initiative portant sur la mise en œuvre du livre blanc sur la politique des transports, publié par la Commission européenne en 2011. Ce rapport d'initiative vise à évaluer dans quelle mesure les actions annoncées en 2011 ont été mises en place et à identifier les prochaines étapes à réaliser, notamment en ce qui concerne la mobilité durable. Le Parlement européen, en vertu de l'article 137 de son règlement intérieur, demande au Comité économique et social européen d'émettre un avis sur ce rapport. Soucieux du dialogue constant avec la société civile et les acteurs économiques et sociaux européens, j'ai voté en faveur de cette consultation, qui enrichira le contenu du rapport d'initiative préparé par la commission parlementaire «Transport et Tourisme».

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Le 28 mars 2011, la Commission européenne avait publié son livre blanc intitulé «Feuille de route pour un espace européen unique des transports – Vers un système de transport compétitif et économe en ressources». Dans le cadre d'un rapport d'initiative sur la mise en œuvre de ce livre blanc, j'ai voté en faveur de la consultation du Comité économique et social européen (CESE), organe de l'Union européenne permettant aux organisations de la société civile d'exprimer leur avis au niveau européen. La consultation du CESE contribuera à enrichir la réflexion sur la politique européenne des transports.

Mireille D'Ornano (NI), *par écrit*. — Le Comité économique et social européen est une institution inefficace et constitue un poste de dépenses superflu pour l'Union européenne. Je m'oppose aux procédures qui entretiennent cette charge budgétaire. J'ai choisi de voter, en conséquence, contre l'ouverture de cette consultation.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de esta solicitud al Comité Económico y Social Europeo sobre el informe que evalúa la implementación, hasta el momento, del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: el documento estratégico de la UE que fija las líneas maestras en política de transporte. Se trata de hacer balance y conocer el grado de consecución de los objetivos establecidos en un documento que promueve el desarrollo de un espacio único de transporte que atienda a los diferentes retos que se plantean de cara al futuro: eficiencia, sostenibilidad, infraestructuras, etc., que son objetivos enmarcados en la Estrategia Europa 2020.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. — Este pedido, previsto no artigo 137.º do Regimento, permite às comissões requererem que o Comité Económico e Social Europeu seja consultado sobre problemas de ordem geral ou sobre questões precisas. A consulta vem no seguimento da implementação do Livro Branco dos Transportes de 2011: *balanço e caminho rumo a uma mobilidade sustentável*, o qual empurrou o setor dos transportes para o caminho da liberalização dos mercados, com a edificação do mercado europeu dos transportes, conduzindo a privatizações de empresas públicas de transporte e resultando em situações de dumping social, da deterioração da qualidade dos serviços e a concentração do setor em monopólios e oligopólios, problemas que o próprio Parlamento identificou em dezembro de 2011, como consequências a evitar.

Utorok 13. januára 2015

Já nessa altura, aquando da votação, alertámos que tal caminho não traria nem a melhoria da qualidade do serviço, nem melhores preços, nem mais empregos, antes pelo contrário, o registo é de prejuízos para os utentes, trabalhadores e economias nacionais e as promessas de mais emprego está à vista de todos.

Votámos favoravelmente à consulta do Comité Económico e Social Europeu sobre a matéria, contudo com a preocupação de que este não seja mais um instrumento para a legitimação da exploração dos trabalhadores e aprofundamento das políticas neoliberais.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. — It is the duty of the British Government and the British Department for Transport to write our own legislation, and it is not for the EU to meddle.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de esta solicitud al Comité Económico y Social Europeo sobre el informe que evalúa la implementación, hasta el momento, del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: el documento estratégico de la UE que fija las líneas maestras en política de transporte. Se trata de hacer balance y conocer el grado de consecución de los objetivos establecidos en un documento que promueve el desarrollo de un espacio único de transporte que atienda a los diferentes retos que se plantean de cara al futuro: eficiencia, sostenibilidad, infraestructuras, etc., que son objetivos enmarcados en la Estrategia Europa 2020.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour on the request for consultation of the European Economic and Social Committee on 'Implementation of the 2011 White Paper on Transport: taking stock and way forward towards sustainable mobility' because I think that consultation with the Economic and Social Committee will be useful for Parliament's work on this issue.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de esta solicitud al Comité Económico y Social Europeo sobre el informe que evalúa la implementación, hasta el momento, del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: el documento estratégico de la UE que fija las líneas maestras en política de transporte. Se trata de hacer balance y conocer el grado de consecución de los objetivos establecidos en un documento que promueve el desarrollo de un espacio único de transporte que atienda a los diferentes retos que se plantean de cara al futuro: eficiencia, sostenibilidad, infraestructuras, etc., que son objetivos enmarcados en la Estrategia Europa 2020.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. — Glasovao sam za usvajanje zahtjeva za savjetovanje s Europskim gospodarskim i socijalnim odborom o „Provedbi Bijele knjige o prometu iz 2011.: analiza i put naprijed prema održivoj mobilnosti” zbog potrebe izrade izvješća Parlamenta. S obzirom da se zahtjev temelji na članku 137. Poslovnika, na prijedlogu samog izvjestitelja, te s obzirom da smatram da u tom pogledu mišljenje Europskog gospodarskog i socijalnog odbora svakako može pridonijeti kvaliteti samog izvješća, mišljenja sam da ne postoje prepreke za usvajanje tog zahtjeva.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la demande de consultation sur Comité économique et social européen sur un rapport d'initiative du Parlement européen concernant la mise en œuvre du livre blanc de 2011 sur la politique des transports. Le Parlement dispose en effet de la possibilité de demander au CESE de donner son avis sur les rapports d'initiatives du Parlement, ceci afin de donner une continuité à sa position politique.

Je me félicite du résultat positif du vote.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — J'ai soutenu la demande de consultation du Comité économique et social européen sur le rapport d'initiative présenté dans la commission parlementaire en charge des transports intitulé «Mise en œuvre du livre blanc de 2011 sur la politique des transports: le point et la marche à suivre pour une mobilité durable». Les demandes de consultation du Comité économique et social européen sont régies par l'article 137 du règlement intérieur du Parlement européen.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. — I supported the request to have a consultation in order to underline how important sustainable mobility is in relation to jobs, growth and tackling climate change in Europe.

Utorok 13. januára 2015

Bogusław Liberadzki (S&D), *in writing*. — Transport policy is not only an issue which must be addressed at European or national level – it is also an important topic for the regions of Europe. Furthermore it has an impact on the economy of our Union. Therefore, I voted in favour of consultation with the European Economic and Social Committee on the implementation of the 2011 White Paper on Transport.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. — El voto solicita la consulta al CESE sobre el informe INI «Aplicación del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: Hacer balance y avanzar hacia una movilidad sostenible». La participación de los agentes sociales en el proceso legislativo es esencial y por ese motivo he votado a favor.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. — Europska komisija je u Bijeloj knjizi o prometu iz 2011. predstavila strategiju razvoja prometa do 2050. godine. Cilj ove strategije je povećanje konkurentnosti prometnog sustava u Europskoj uniji kojim će se povećati mobilnost, odstraniti uska grla na ključnim prometnim pravcima, smanjiti ovisnost o fosilnim govorima te smanjiti emisije CO₂ za 60 posto do 2050. godine.

Kako bi se uspjelo u postizanju ovih ciljeva, Europska komisija zadala je ciljeve koji se moraju postići do 2050. godine:

— povećati za 40 posto korištenje goriva koja emitiraju manje CO₂.

— povećati za 50 posto korištenje vlakova u međugradskom prijevozu umjesto auta

— postepena zamjena automobila koji voze na konvencionalna goriva s automobilima koji koriste alternativna goriva ili pogon.

Podržala sam izvješće o zahtjevu s Europskim gospodarskim i socijalnim odborom o „Provedbi Bijele knjige o prometu iz 2011.“. Smatram da se u plan provedbe razvoja prometa moraju uključiti i socijalni partneri i civilno društvo kako bi se što učinkovitije razvile prometnice u Europskoj uniji i smanjila opterećenost važnih europskih prometnica.

Νότης Μαρτιάς (ECR), *γραφτώς*. — Ψηφίζω υπέρ διότι θεωρώ ιδιαίτερα σημαντική τη διενέργεια διαβούλευσης με την Ευρωπαϊκή Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή σχετικά με την Εφαρμογή της Λευκής Βίβλου του 2011 για τις μεταφορές ιδίως σε σχέση με τον απολογισμό και τη μελλοντική πορεία προς τη βιώσιμη κινητικότητα στον εν λόγω τομέα.

David Martin (S&D), *in writing*. — I supported this request for consultation of the European Economic and Social Committee on 'Implementation of the 2011 White Paper on Transport: taking stock and way forward towards sustainable mobility'.

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Dieses sich aus der GO ergebende Recht, die Anhörung zu beantragen, habe ich natürlich unterstützt.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — Concorde com a recomendação da Comissão dos Transportes, para este tema regressar à Comissão e num futuro próximo regressar ao PE para discussão.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — I supported the request for Parliament to consult the European Economic and Social Committee on 'Implementation of the 2011 White Paper on Transport: taking stock and way forward towards sustainable mobility'.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte qui prévoit la consultation du Comité économique et social européen (CESE) sur le rapport d'initiative intitulé «Mise en œuvre du livre blanc de 2011 sur les transports: bilan et voie à suivre pour une mobilité durable». Les représentants d'associations d'employeurs, de salariés et les autres groupes d'intérêt européens pourront ainsi s'exprimer en toute liberté et en toute transparence sur l'avenir de la politique européenne des transports. Il s'agit d'un sujet majeur et transverse qui associe questions d'emploi et exigences environnementales.

Florian Philippot (NI), *par écrit*. — Le comité économique et social fait partie de ces institutions que ne servent pas à grand-chose et coûtent une fortune, que ce soit au niveau régional, national ou européen. j'ai donc voté contre la consultation du Comité économique et social européen.

Utorok 13. januára 2015

Andrej Plenković (PPE), *napisan.* — Podržao sam zahtjev za savjetovanje s Europskim gospodarskim i socijalnom odborom oko provedbe Bijele knjige o budućnosti prometa do 2050., kako bi se ciljevi što brže ostvarili konzultacijama sa stručnjacima i predstavnicima civilnog društva. Niz izazova koje je EU zadala usmjereni su na ukidanje administrativnih prepreka i poticanje inovacija za stvaranje jedinstvenog europskog prometnog prostora, kako bi mobilnost ljudi, roba i usluga bila brža i učinkovitija.

U današnjim okolnostima povećanog obujma prometa i prekomjernog zagađenja okoliša, treba se usredotočiti na prioritete ciljeve preusmjerenja cestovnog tereta u željeznički ili vodeni promet, smanjivanja ovisnosti EU o uvozu nafte i emisijama ugljičnog dioksida te povezivanje rascjepkane mreže prometnica u jedinstvenu transeuropsku prometnu mrežu TEN-T. Pritom je vrlo važan Jadransko-jonski pravac za spajanje Središnje i Jugoistočne Europe, a koji će potaknuti razvoj gospodarstva i turizma u Hrvatskoj.

Istaknuo bih potrebu nove uloge lokalnih jedinica, koje najbrže mogu procijeniti probleme prometne preopterećenosti i onečišćenja, te koristiti izvore financiranja EU-a za razvoj održive urbane mobilnosti.

Transformacija europskog prometa mobiliziranjem sredstava kroz Instrument za povezivanje potaknut će zapošljavanje, gospodarski rast i veću sigurnost putnika. Pritom se veća mobilnost ne smije negativno odraziti na okoliš. Zato pozdravljam dijalog s EGSO-om po pitanju razvoja prometa u EU-u.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto.* — La consultazione del Comitato economico e sociale europeo è conforme a quanto previsto dal trattato regolante il funzionamento dell'Unione europea che la prevede espressamente in occasioni come questa.

I pareri del Comitato economico e sociale sulla relazione INI «Attuazione del libro bianco 2011 sui trasporti: rilevamento e vie verso una mobilità sostenibile» saranno successivamente esaminati dalla Commissione TRAN, della quale sono membro, essendo la commissione competente per materia.

Tomasz Piotr Poręba (ECR), *na piśmie.* - Biała księga ws. transportu z 2011 r. to bardzo ambitny dokument koncentrujący się na przyszłych wyzwaniach oraz inicjatywach, które należy niezwłocznie podjąć, aby skutecznie przeprowadzić głęboką przebudowę systemu transportu, utworzyć nowoczesną infrastrukturę oraz multimodalną mobilność wspieraną przez inteligentne zarządzanie i systemy informacyjne. Księga określa również cel, jakim jest utworzenie systemu stanowiącego podstawę postępu gospodarczego w Europie, charakteryzującego się wysokim poziomem konkurencyjności i oszczędności. Komisja ds. Transportu i Turystyki wkrótce zajmie się analizą poziomu wdrożenia jej założeń. Niemniej jednak jasne jest dzisiaj dla nas, że stare wyzwania europejskiej polityki transportowej są nadal aktualne, a nowe nieustannie się pojawiają. Ogromne zapóźnienia w rozwoju infrastruktury transportowej Europy Środkowo-Wschodniej oddalają Europę od realizacji celów księgi. Tylko koncentracja inwestycji w najbardziej potrzebnych regionach pozwoli na budowę efektywnego jednolitego europejskiego obszaru transportu. Z nadzieją na uzyskanie kompletnego obrazu stanu infrastruktury i jej implikacji dla obywateli poparłem też dzisiaj wniosek o zasięgnięcie opinii Europejskiego Komitetu Ekonomiczno-Społecznego w sprawie wdrożenia białej księgi.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito.* — Os representantes das associações de empregadores, dos trabalhadores e de outros grupos de interesses podem expressar os seus pontos de vista sobre as questões relativas à União Europeia por intermédio do Comité Económico e Social Europeu (CESE), que emite pareceres ao Conselho, à Comissão e ao Parlamento Europeu.

Em março de 2011, a Comissão Europeia adotou uma estratégia para implementação de um sistema de transportes competitivo, que aumentaria a mobilidade urbana, permitiria ultrapassar os principais obstáculos dos setores-chave na área dos transportes e favoreceria o crescimento do petróleo e do emprego, incluindo ainda propostas para reduzir drasticamente a dependência da Europa relativamente às importações de petróleo e diminuir em 60 % as emissões de carbono nos transportes até 2050.

Este pedido, previsto no artigo 137.º do Regimento, vem na sequência da implementação do Livro Branco dos Transportes de 2011: balanço e caminho rumo a uma mobilidade sustentável. Votei favoravelmente.

Utorok 13. januára 2015

Teresa Rodríguez-Rubio (GUE/NGL), por escrito. - Hemos votado a favor de esta solicitud al Comité Económico y Social Europeo sobre el informe que evalúa la implementación, hasta el momento, del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: el documento estratégico de la UE que fija las líneas maestras en política de transporte. Se trata de hacer balance y conocer el grado de consecución de los objetivos establecidos en un documento que promueve el desarrollo de un espacio único de transporte que atienda a los diferentes retos que se plantean de cara al futuro: eficiencia, sostenibilidad, infraestructuras, etc., que son objetivos enmarcados en la Estrategia Europa 2020.

Fernando Ruas (PPE), por escrito. — Votei favoravelmente o pedido de consulta do Comité Económico e Social Europeu sobre a implementação do Livro Branco dos Transportes de 2011, não só por se tratar de uma obrigatoriedade legal, como também por considerar que se trata de um órgão assumidamente competente para formular uma opinião consistente e fundamentada sobre qual deve ser o futuro europeu no domínio dos transportes.

Todos sabemos que a atividade de transporte é condição *sine qua non* para o desenvolvimento económico, sendo a mobilidade sinónimo de vitalidade do mercado interno e qualidade de vida dos cidadãos.

Desde 2001, data da publicação do último Livro Branco nesta matéria, fizeram-se progressos assinaláveis. Não obstante, a sustentabilidade do sistema de transportes continua a ser um desafio, nomeadamente, no que toca à sua dependência do petróleo, à utilização de fontes renováveis, às emissões de CO₂, aos custos de congestionamento e às disparidades regionais em matéria de acessibilidades.

Por essa razão, concordo com o pedido de consulta ao Comité Económico e Social para que se pronuncie sobre este documento, que traça uma panorâmica global da evolução do setor dos transportes, dos desafios a enfrentar e das iniciativas políticas a ponderar para os próximos anos.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), por escrito. — Hemos votado a favor de esta solicitud al Comité Económico y Social Europeo sobre el informe que evalúa la implementación, hasta el momento, del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: el documento estratégico de la UE que fija las líneas maestras en política de transporte. Se trata de hacer balance y conocer el grado de consecución de los objetivos establecidos en un documento que promueve el desarrollo de un espacio único de transporte que atienda a los diferentes retos que se plantean de cara al futuro: eficiencia, sostenibilidad, infraestructuras, etc., que son objetivos enmarcados en la Estrategia Europa 2020.

Massimiliano Salini (PPE), per iscritto. — Ho votato a favore di questa consultazione poiché ritengo utile il parere del Comitato economico e sociale sull'attuazione del libro bianco 2011 sui trasporti. Un parere in più che guardi anche gli aspetti strettamente economici su un tema così importante, quale quello della mobilità sostenibile, non può che essere di giovamento per tutti i cittadini europei.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), por escrito. — El voto solicita la consulta al CESE sobre el informe INI «Aplicación del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: Hacer balance y avanzar hacia una movilidad sostenible». La participación de los agentes sociales en el proceso legislativo es esencial y por ese motivo he votado a favor.

Ivan Štefanec (PPE), písomne — Doprava je kľúčovým prvkom pre naše hospodárstvo a spoločnosť. Napomáha hospodárskemu rastu a vytváraniu pracovných miest. Od vydania Bielej knihy o doprave v roku 2001 sa dosiahol značný pokrok. V leteckej, cestnej a čiastočne aj železničnej doprave došlo k ďalšiemu otváraníu trhov. Dopravný systém však stále nie je udržateľný. Jeho udržateľnosť je jedným zo základných atribútov pre zefektívnenie jej fungovania. Keďže je mobilita jedným z dôležitých aspektov pre vnútorný trh a zvyšuje životnú úroveň občanov, dobudovanie jednotného trhu dopravy by malo byť jedným zo základných cieľov EÚ. Navyše je potrebné podporovať silnú medzinárodnú spoluprácu, keďže keďže doprava má globálny charakter.

Dubravka Šuica (PPE), napisan. - Podržavam konzultiranje Europskog gospodarskog i socijalnog odbora o implementaciji Bijele knjige o transportu iz 2011., jer provedbu plana treba kontinuirano pratiti i nadograđivati, a promet je i temelj gospodarske održivosti. Program predviđa ujednačavanje prometne infrastrukture u zapadnim i istočnim državama članicama te njihovu kvalitetnu integraciju. Uočeno je kako postoje brojni izazovi koji se postavljaju pred prometnu politiku Unije, a pritom je vidljivo i kako nisu riješeni problemi iz prošlosti. EU se obvezala značajno smanjiti emisiju stakleničkih plinova te smanjuje prema planu, dok neki drugi međunarodni akteri se ne pridržavaju toga dogovora. Većina transporta danas koristi naftu i njezine derivate te bi trebalo intenzivnije poticati upotrebu novih tehnologija kako bi se smanjile emisije, a EU bi mogla dati puno širi doprinos, jer su mahom europske kompanije svjetski lider u prometnoj industriji. Od donošenja Bijele knjige 2011. godine puno je postignuto u zrakoplovnom i željezničkom prometu, ali još treba uložiti puno napora kako bi se postiglo ujednačavanje prometne infrastrukture.

Utorok 13. januára 2015

Mylène Troszczynski (NI), *par écrit*. — Je m'oppose formellement à la consultation d'organismes dont je conteste la légitimité à savoir le comité économique et social européen.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — El voto solicita la consulta al CESE sobre el informe INI «Aplicación del Libro Blanco sobre el transporte de 2011: Hacer balance y avanzar hacia una movilidad sostenible». La participación de los agentes sociales en el proceso legislativo es esencial y por ese motivo he votado a favor.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. — A consulta vem no seguimento da implementação do *Livro Branco dos Transportes de 2011: balanço e caminho rumo a uma mobilidade sustentável*.

Este livro empurrou o setor dos transportes para o caminho da liberalização dos mercados, para privatizações de empresas públicas de transporte e resultou em situações de *dumping* social, com deterioração da qualidade dos serviços. Promoveu a concentração do setor em monopólios e oligopólios privados, problemas que o próprio Parlamento identificou em dezembro de 2011 como consequências a evitar.

Na votação do livro branco, alertámos que tal caminho não traria nem a melhoria da qualidade do serviço, nem melhores preços, nem mais empregos, antes pelo contrário, o registo é de prejuízos para os utentes, trabalhadores e economias nacionais e as promessas de mais emprego está à vista de todos.

Contudo, votámos favoravelmente a consulta do Comité Económico e Social Europeu sobre a matéria, contudo, com a preocupação de que este não seja mais um instrumento para a legitimação da exploração dos trabalhadores e aprofundamento das políticas neoliberais.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. — Este pedido, previsto no artigo 137.º do Regimento, permite às comissões requererem que o Comité Económico e Social Europeu seja consultado sobre problemas de ordem geral ou sobre questões precisas. A consulta vem no seguimento da implementação do *Livro Branco dos Transportes de 2011: balanço e caminho rumo a uma mobilidade sustentável*, o qual empurrou o setor dos transportes para o caminho da liberalização dos mercados, com a edificação do mercado europeu dos transportes, conduzindo a privatizações de empresas públicas de transporte e resultando em situações de *dumping* social, na deterioração da qualidade dos serviços e na concentração do setor em monopólios e oligopólios, problemas que o próprio Parlamento identificou em dezembro de 2011 como consequências a evitar.

Votámos favoravelmente a consulta ao Comité Económico e Social Europeu sobre a matéria, no entanto, esperando que este não seja mais um instrumento para a legitimação da exploração dos trabalhadores e aprofundamento das políticas neoliberais.

Marco Zullo (EFDD), *per iscritto*. - Nel 2011 la Commissione ha adottato il Libro Bianco sui trasporti, con l'intento di delineare un sistema competitivo in grado di incrementare la mobilità, rimuovere i principali ostacoli nelle aree urbane e alimentare la crescita e l'occupazione, garantendo la sostenibilità. Tra i vari ambiziosi obiettivi, vi era anche la riduzione sia della dipendenza dell'Europa nei confronti delle importazioni di petrolio che delle emissioni di carbonio dovute ai trasporti (una riduzione che dovrebbe arrivare al 60% entro il 2050), nonché il ritiro delle auto ad alimentazione tradizionale dal mercato della città entro il 2050, e il passaggio, entro il 2050, di più del 50% delle merci dal trasporto su strada a mezzi alternativi, efficienti e verdi.

La commissione per i trasporti si appresta a elaborare una relazione per valutare l'implementazione delle misure contenute nel Libro bianco, e io appoggio la richiesta di consultare in proposito il Comitato economico e sociale perché ritengo indispensabile ascoltare la voce delle associazioni rappresentative delle categorie e dei cittadini, che meglio di qualsiasi altro organo sono consapevoli delle esigenze degli attori coinvolti e della popolazione in generale. I rilievi che ne emergeranno saranno senza dubbio di grande utilità per rendere la relazione più completa ed efficace.

Utorok 13. januára 2015

9.5. Možnosť členských štátov obmedziť alebo zakázať pestovanie GMO (A8-0038/2014 – Frédérique Ries)

Oral explanations of vote

Matt Carthy (GUE/NGL). - Madam President, this report provided a great opportunity to protect European standards and the GMO status of countries like Ireland. This report could have acted in the best interests of citizens and instead it has moved towards the interests of biotech companies. Other groups and parties in this Parliament may be willing to succumb to pressures from the Council to basically rush through legislation, but we in Sinn Féin and others cannot stand over this legislation or any that slyly offers dangerous loopholes to private companies.

I want to commend my party colleague Lynn Boylan who, as shadow rapporteur on this report, has clearly outlined the position of the vast majority of Irish and European citizens. We will continue to press for absolute clarity that Member States will be in a position to ban GMOs in the interests of our communities and of our local food and agriculture industries.

Jiří Pospíšil (PPE). - Paní předsedající, já vítám schválený kompromis, protože jsem přesvědčen, že toto řešení neuspokojuje ani příznivce takovýchto modifikovaných organismů, ani odpůrce. Je kompromisem, který umožní národním státům zakázat a omezit na základě zákonných, jasných důvodů pěstování takovýchto plodin na svém území. Toto je podle mého názoru správná pozice. Pozice, která by byla centrální, evropská a která by nutila některé státy pěstovat takovéto plodiny nebo naopak by zakazovala plodiny pro celou Evropskou unii by, podle mého názoru, byla nesprávná a zasahovala by do suverenity jednotlivých národních států.

Ostatně stanovisko České republiky, kterou zde zastupuji, je dlouhodobě právě takové, že má být ponecháno v národní kompetenci to, zda národní státy povolí či nepovolí tyto plodiny na svém území. Takže kompromis vítám a jsem přesvědčen, že je dobrým základem pro debatu o tom, jaké konkrétní plodiny povolit či nikoliv.

Franc Bogovič (PPE). - Podpiram danes sprejet dogovor in sem ga z veseljem podprl, kajti popravlja napačno ureditev iz leta 2001.

V letu 2012 sem kot kmetijski minister sodeloval na Svetu in vem, kako so bila trda pogajanja in kako so bile nekatere države neizprosne pri doseganju takšnega kompromisa, zato iskreno čestitam tudi Parlamentu, koordinatorki in tudi vsem, ki so sodelovali pri tem kompromisu, vključno s predsednikom Odbora za okolje.

Ključne rešitve, ki so v tem kompromisu, so seveda znane. Gre za to, da se lahko države, brez da bi tvegale, da bi jih multinacionalke tožile, odločijo za to, da ne bodo gojile GSO, in prav tako morajo države, ki gojijo, dodatno zaščititi področje prekomejnih vplivov.

Pomembno pa je tudi to, da smo to sprejeli v Evropskem parlamentu prej, preden se začnejo pogajanja z Ameriko, kajti v tem sporazumu bo to eno od ključnih področij.

Jan Zahradil (ECR). - Paní předsedající, toto rozhodnutí vítám, já jsem ho podpořil. Podpořil jsem ho ze dvou důvodů, jednak proto, že je vždycky dobré dát národním státům možnost upravit si nějakou problematiku vlastní legislativou tam, kde evropská úprava není nezbytně nutná. A tohle je přesně ten případ, kde evropská úprava není nezbytně nutná. A za druhé, v Evropské unii v některých státech existuje podle mého názoru neodůvodněná a dokonce bych řekl v některých případech i antivědecká hysterie zaměřená proti geneticky modifikovaným plodinám. Já jeho názory nikomu neberu, jestliže si někdy v některé zemi chtějí zakázat pěstování geneticky modifikovaných plodin, ať to prosím učiní, ale ať nenutí ostatní země, aby je následovaly. Jsem rád, že toto rozhodnutí, jak alespoň doufám, odblokuje možnost takového veta na úrovni Evropské unie.

Utorok 13. januára 2015

Vicky Ford (ECR). - Madam President, if we are to feed the world's growing population and combat weather changes and diseases, then we must harness the best science in crop areas. The stalemate on GM has gone on for far too long, and for that reason I support this vote, which returns decision-making to Member States. The region I represent has some of the best crop scientists in the world: in Cambridge, at John Innes, where they have invented blight-free potatoes, and at Rothamsted with their aphid-resisting wheat. Crops that will reduce the need for chemicals but help feed the population. It would have been best to have a science-led solution across the single market, but given that this has been stuck for so long, we must allow those countries that support science to move forward.

Jean-François Jalkh (NI). — Madame la Présidente, chers collègues, le trilogue obtenu dans la nuit du 3 au 4 décembre dernier est un accord a minima qui permet aux États d'interdire la culture d'OGM sur leur sol.

Ce point ne doit cependant pas faire illusion et c'est pourquoi je suis en désaccord avec le texte soumis à nos suffrages. En effet, il ne s'agit pas de la première phase d'une réponse politique souverainiste à la question des OGM mais de la dernière concession très symbolique qu'on laisse aux États comme une aumône.

Le problème des OGM est un problème de sécurité alimentaire. Rien n'est dit sur la capacité des États à imposer la traçabilité et l'étiquetage de l'aliment OGM où qu'il soit produit.

Le problème des OGM est un problème de contamination des autres cultures. Rien n'est dit sur le risque de contamination transfrontalière d'un État refusant la culture d'OGM sur son sol.

Enfin, le problème des OGM est même civilisationnel dans la mesure où c'est un outil aux mains de firmes très puissantes pour manipuler le vivant dans une perspective de profit immédiat.

Nous n'avons pas de débat au-delà de l'aspect prosaïque alors que ce débat a lieu ailleurs, notamment en Russie.

Ulrike Lunacek (Verts/ALE). - Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Es waren und sind Millionen von Bürgerinnen und Bürgern, von Biobäuerinnen, von Konsumenten, auch in diesem gemeinsamen Europa, die nach Jahren der Blockade im Rat und nach den großen Widerständen in den Gentechnikkonzernen diese heutigen Erfolge möglich gemacht haben. Und obwohl es ein Kompromiss ist, ist es ein wichtiger Schritt in Richtung eines gentechnikfreien Europas. Mit meiner Zustimmung heute zolle ich all jenen Bürgerinnen und Bürgern, den Umwelt- und anderen Zivilgesellschaftsorganisationen, den 62 gentechnikfreien Regionen in Europa Respekt. Aber auch all jenen in Oberösterreich, wo mit den Grünen, mit Rudi Anschober vor elf Jahren der Kampf begonnen hat, zolle ich mit meiner Zustimmung heute Respekt.

Das Glas ist halb voll, aber es fehlt noch vieles und noch einiges. Dass Gentechnikkonzerne bei Entscheidungen der Mitgliedstaaten ein Mitspracherecht haben sollen, das ist inakzeptabel! Und vor allem braucht es ein demokratisches Zulassungsverfahren, das Kommissionspräsident Juncker versprochen hat und zu dem er Herrn Kommissar Andriukaitis den Auftrag gegeben hat, bis Anfang Mai einen Vorschlag zu machen. Das muss sein!

Marijana Petir (PPE). - Gospodo predsjednice, bila sam suzdržana oko ovog prijedloga direktive, jer ona unatoč tome što je poboljšana ipak ne štiti u potpunosti pravo država članica na njihov suverenitet niti štiti model supsidijarnosti o čemu sam detaljno govorila u raspravi.

Briga za biološku raznolikost i briga za proizvodnju hrane dužnost je nas, zastupnika. Genetski inženjering podrazumijeva unošenje gena jedne vrste u drugu vrstu, a to može izazvati dalekosežne posljedice po okoliš, proizvodnju hrane i ljudsko zdravlje. Multinacionalne kompanije žele zagospodariti cijelim hranidbenim lancem i trebali smo im ovom direktivom pokazati da to nije prihvatljivo i da ne mogu biti u istoj ravni s državama članicama, što nažalost nismo uspjeli.

Nismo se dovoljno zaštitili niti od multinacionalnih kompanija, ali niti od potencijalnog GMO onečišćenja. Europa je trebala biti mudrija i iskoristiti svoju prednost kao zelenog kontinenta.

Nadam se da će prijedlog Komisije, kojeg je predsjednik Komisije, g. Juncker, obećao ove godine, biti više u korist Europe bez GMO-a za koji se ja zalažem.

Utorok 13. januára 2015

Caterina Chinnici (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, la coltivazione di OGM suscita ancora un acceso dibattito, non solo tra gli Stati membri, ma anche all'interno dei paesi dell'Unione europea, dove l'opinione pubblica è tuttora fortemente divisa, soprattutto perché non sono tuttora chiari gli effetti sulla salute dei cittadini.

Il testo votato oggi giunge dopo tre anni di negoziati: è un compromesso equilibrato, che rispetto alla direttiva del 2001 introduce norme chiare, che contribuiscono a dare maggiore certezza giuridica sulla possibilità per gli Stati di vietare o limitare, in tutto o in parte del proprio territorio, la coltivazione di organismi geneticamente modificati. Viene riconosciuta agli Stati la libertà di scelta, basata non solo sulla valutazione del rischio ambientale e degli effetti delle coltivazioni sulla salute dei cittadini, ma anche sulla considerazione di motivazioni relative all'impatto socioeconomico e alla politica agricola. Ritengo quindi che il compromesso vada nella giusta direzione, assicurando una maggior tutela della salute dei cittadini, per questo motivo ho votato a favore.

Elisabetta Gardini (PPE). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, abbiamo votato davvero con convinzione questo testo, che aspettavamo da quasi quattro anni e che consente agli Stati membri di limitare o di vietare nel proprio territorio nazionale la coltivazione transgenica. Io credo infatti che sia essenziale aver applicato il principio di sussidiarietà su un tema così delicato, che concerne la sicurezza ambientale e la sicurezza alimentare.

Il sostegno largo che è stato ricevuto da questo testo dai vari gruppi parlamentari sottolinea ancora una volta che il Parlamento è un'istituzione sensibile alle istanze dei cittadini, che ancora una volta hanno detto con forza che vogliono preservare le fondamenta di un'agricoltura sana, sicura e di qualità. Resta un solo rammarico per l'esclusione dal testo della questione della responsabilità finanziaria; su questo credo che dovremo impegnarci ulteriormente, perché è fondamentale – a mio avviso – considerare i danni economici che possono essere causati dalle coltivazioni OGM sulle colture circostanti ed è anche fondamentale stabilire chi deve pagare questi danni che vengono provocati.

Michela Giuffrida (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, sappiamo tutti quanto la questione sugli OGM infiammi il dibattito, questo fervore confonde però l'opinione pubblica che sappiamo essere schierata per la maggiore parte – circa il 58% – contraria agli OGM. Da un'eccessiva semplificazione sembrano emergere ovviamente due posizioni contrastanti: quella scientifica, che appartiene a quella dei cosiddetti *cattivi*, di coloro che si dichiarano a favore degli OGM; quella emotiva, dei *buoni*, di tutti quelli che sono contrari alla coltivazione degli OGM perché in realtà hanno paura.

In realtà è proprio il mondo scientifico a non essere concorde su questo argomento: purtroppo non avere risposte univoche dagli scienziati ha inevitabilmente comportato che si sia sviluppato un dibattito ideologico, che ha marginalizzato l'aspetto scientifico e limitato quindi l'importante fattore della ricerca. Ciascuno di noi deputati contribuirà perché nel paese di appartenenza si incentivino ricerca e dibattito per scelte responsabili e proficue. L'accordo raggiunto è un accordo più che equilibrato, per questo ho votato a favore.

Peter Jahr (PPE). - Frau Präsidentin! Ich muss gestehen, so richtig gefällt mir der Kompromiss nicht, trotzdem habe ich zugestimmt. Ich habe zugestimmt, weil der Kompromiss, wenn man so will, Widerspiegelung der politischen Realität ist und weil er vor allen Dingen uns wieder ein Verfahren eröffnet. Denn wie es bisher gelaufen ist, konnte es ja nicht weitergehen, nämlich dass sich Kommission und Rat ständig gegenseitig behindert haben. Wir haben jetzt ein rechtsstaatliches Verfahren, und wir können zumindest mit der Problematik umgehen.

Zum Zweiten habe ich noch einen Wunsch. Der Wunsch wäre, dass wir trotzdem auf diesem Gebiet Gentechnik in Europa, in der Europäischen Union weiter forschen können und dass wir uns vor allen Dingen an der Risikobewertung beteiligen. Meine Meinung ist ganz deutlich: Einfach dagegen sein, ist zu wenig. Es ist besser, man macht wissenschaftliche Untersuchungen, Analysen und kann sich auch an der Risikobewertung beteiligen, um hier bei dem relativ neuen Verfahren Chancen und Risiken ordentlich zu definieren.

Sylvie Goddyn (NI). - Madame la Présidente, le texte qui nous est proposé est un cheval de Troie, car sous couvert de redonner une liberté aux États, il livre nos populations, consommateurs et agriculteurs aux multinationales de l'agrochimie. Les effets des OGM sur la santé de nos compatriotes mais aussi sur la faune et la flore sont déjà connus et inacceptables. Défendre la libre circulation des produits issus d'OGM, c'est nous enchaîner plus encore dans la mondialisation via la spécialisation des zones de culture, c'est perdre la typicité de nos paysages et de notre alimentation. Pour servir qui? Pas les peuples, mais les actionnaires de quelques sociétés cotées en bourse, alors que nous savons déjà qu'il est possible de nourrir l'humanité sans les OGM. Il s'agit pour cela de faire les bons choix politiques.

Utorok 13. januára 2015

Les OGM qui nous sont imposés avec ce texte sont incompatibles avec toute souveraineté alimentaire. Cette souveraineté est au peuple ce que la liberté est à l'individu. Nous devons pouvoir choisir et produire chez nous ce que nous voulons manger et faire manger à nos enfants sans risque pour notre santé. C'est la raison pour laquelle j'ai voté contre ce texte.

Gerolf Annemans (NI). - Plantenveredeling is van alle tijden en wordt niet alleen via gentechnologie gerealiseerd. Het Vlaams belang is niet tegen wetenschap maar maant aan tot voorzichtigheid, want de gevaren zijn gekend en reëel. Het kan leiden tot monocultuur en afhankelijkheid van de agro-industrieën.

Het voorstel Ries is een schijnbare verbetering. Het geeft de lidstaten weliswaar de mogelijkheid om de teelt te beperken of te verbieden, maar niet de invoer of de handel ervan op hun grondgebied. Dat betekent een dubbel nadeel. De landbouwers mogen ze niet telen, maar de onwetende consumenten krijgen de ggo- producten wel ongevraagd op hun bord. Want ook daar wringt het schoentje natuurlijk: de ggo's moeten herkenbaar en identificeerbaar zijn, zodat de keuzevrijheid van consumenten en producenten gewaarborgd wordt.

Daarom heb ik om ieder misverstand te vermijden tegen deze tekst gestemd, maar met deze stemverklaring.

Stanislav Polčák (PPE). - Paní předsedající, já jsem podpořil tento návrh, neboť podle mého názoru tím členské státy Evropské unie již brzy získají nástroj v podobě nové směrnice, jež jim umožní na jejich území efektivně regulovat pěstování geneticky modifikovaných organismů. Státy nově dostanou volnost v tom, zda chtějí povolené GMO omezit, zpřísnit režim jejich pěstování nebo je dokonce zcela zakázat. Mění se tak stávající situace, jež se řídila směrnicí z roku 2001, podle které byly GMO v zásadě povolovány centrálně pro celou Evropskou unii a u národních úřadů existovala pouze ohlašovací povinnost.

Evropský úřad pro bezpečnost potravin bude nadále posuzovat pouze rizika pěstování GMO. Toto dnešní rozhodnutí tak chápou jako naplnění principu subsidiarity, o kterém se na evropské úrovni sice často mluví, ale ne vždy bývá respektován.

Marian Harkin (ALDE). - Madam President, one of the questions I often ask myself in deciding how to vote is whether my vote will improve the current situation. I believe that my vote today in favour of this report is a positive step.

The current situation, where Member States can be sued by multinationals if they ban approved GMs, is totally unacceptable. Before today's vote the Commission could approve GM crops even though a majority of Member States disagreed. We had the case where 19 Member States rejected the Commission proposal to approve the cultivation of a particular type of GM maize, Pioneer 1507, yet it was approved, leaving Member States open to being sued. Now, however, we have the opportunity for Member States to take those decisions individually. Ireland can take the decision to ban GMs, even though the Commission might approve their use, and this is surely the most democratic outcome. After today's vote, Irish citizens can hold an Irish agriculture minister to account for decisions on GM cultivation. I think this is a situation which the vast majority will support.

Anna Záborská (PPE) - Občania Európskej únie, ale ako vidím, aj my politici, nemáme jednotný názor na problematiku geneticky manipulovaných potravín. Na jednej strane sa hovorí, že ak chceme vyriešiť otázky hladu vo svete, tak sa bez geneticky modifikovaných potravín nezaobídeme. Argumenty proti vyzývajú k opatrnosti pred možnými nepriaznivými účinkami konzumácie takýchto potravín. V tejto situácii je namieste opatrnosť.

Preto podporujem dosiahnutú dohodu, ktorá povedie k zmene doterajšieho režimu schvaľovania a posilní možnosť členských štátov. Podľa doteraz platnej smernice boli geneticky manipulované organizmy povolované centrálnou pre celú Európsku úniu a národné úrady mali len veľmi obmedzené možnosti. Nový legislatívny rámec poskytne širší priestor a väčšiu právnu istotu členských štátov, ktoré chcú zakázať, obmedziť alebo povoliť geneticky modifikované potraviny.

Utorok 13. januára 2015

Anna Maria Corazza Bildt (PPE). - Madam President, I wonder why we have the European Food Security Authority at all if we ignore the last twenty-five years of research, with millions of euros invested in assessing GMOs. So far, no evidence shows risks for food security, animal welfare or health. I understand that many people are concerned, but policy in this House should be based on science, not on emotions.

The debate has instead been carried by Green ideology; it has created the fears that GMO is something artificial. By letting Member States so easily opt out, we are fragmenting the single market. How does this go along with a common agricultural and food security policy? The answer has not been given. We need free choice, but for consumers. That is why it should be labelled if it is GMO or not. We need it for producers, so that all producers – and not only big companies – can produce GMOs, rather than having Member States opting out. Science, research, development, technology, innovation – that is the way ahead in Europe.

Emma McClarkin (ECR). - Madam President, when it comes to GMOs, we all want sensible decisions to be based on scientific evidence. Not all the countries here in the EU want to base their decisions on the hard evidence, but this vote today will allow Member States to make their own decisions on GM crops. The UK will see decision-making returned to it from the EU. This is what we Conservatives have been working for and will continue to work for, and I welcome the return of these powers to the UK.

Steven Woolfe (EFDD). - Madam President, this particular motion was regarded as an opportunity for nation states to have subsidiarity and regain for themselves the power of making decisions on GM products. You have just heard from a member of the Conservative Party saying this is a good reason. This is not the case. Fifty clauses in this motion made sure that the nation states would have to be subject to the EU in all of those 50 clauses before they could make such decisions. This is not a choice of Parliament: it was a choice of the Council and the Commission, once again showing up this place for the fraud that it is and how much power it has. There was no debate on whether GMOs are good. There is no clear labelling regime to ensure that the people of Europe have the opportunity to choose the food that they want. There is no clear system to prevent cross-contamination. There is no clear opportunity for the people of Europe to say 'no' to GM foods if they do not want them, or 'yes' if they do.

Nathan Gill (EFDD). - Madam President, the British press and many MEPs have reported that this vote was to give powers back to our government regarding GM crops. In fact the report is misleadingly entitled 'Possibility for the Member States to restrict or prohibit the cultivation of GMOs'. However, as is always the case with this place, nothing is as it seems. We actually voted on 52 amendments, not the legislation. Fifty of the amendments were lumped together. Amendment 20, the only amendment giving any powers back, was drowned out by the dozens of other amendments, each reasserting EU supremacy over Britain. I therefore abstained.

Seán Kelly (PPE). - A Uachtarán, tá áthas orm a rá gur vótáil mé leis an tuarascáil seo agus le mo ghrúpa, an EPP agus, mar a dúirt tú féin, bhí móránmh cáilithe ag teastáil. Is é sin níos mó ná 50 % de na Feisirí sa Pharlaimint. Ach ó thaobh na vótála féin, vótáil 70 % i bhfabhar na tuarascála seo agus is deacair argóint leis sin mar tugann sé cead do Bhallstáit pé rud is mian leo a dhéanamh bunaithe ar thaighde eolaíochta.

Inár dtír féin ní thugtar cead barraí GM a fhás agus ní dóigh liom go n-athrófar é sin go fada an lá. Ach b'fhéidir go dtiocfaidh Ballstáit eile ar chinneadh difriúil agus tugann sé seo an cead sin a dhéanamh. Dá bhrí sin is dóigh liom gur dul chun cinn é cé nach bhfuil sé b'fhéidir go hiontach ag deireadh an lae.

Ангел Джамбазки (ECR). - Г-жо Председател, подкрепих предложението на докладчика, защото смятам, че то е разумно и съдържа нови разпоредби, от които определено има нужда. Въпросът за забраната на ГМО в държавите членки е основен въпрос. В България има силно подозрение към отглеждането на ГМО, а също така и срещу реализацията на стоки, съдържащи ГМО.

Макар настоящият доклад да не съдържа разпоредби, регламентиращи пускането на пазара на продукти, съдържащи ГМО, той изгълнява една основна цел, а тя е да се даде необходимата свобода на държавите членки да забраняват или да ограничават отглеждането и разпространението на ГМО на националните си територии. Считаю, че гражданите на държавите членки трябва да имат право чрез своите управляващи органи да решат дали и как да се отглежда ГМО на тяхната територия. Това е част от националния суверенитет. Що се отнася до България, българското общество в огромната си част е против отглеждането на ГМО и аз споделям това мнение и тези опасения.

Utorok 13. januára 2015

Исползвам момента да призова Европейския парламент, Комисията и Съвета да продължат разговора за решаване на въпроса за пускането на пазара на ГМО или на стоки, съдържащи ГМО. Необходимо е да се даде възможност на държавите членки сами да определят дали и как на тяхна територия ще се произвеждат и внасят за търгуване продукти, съдържащи ГМО.

David Coburn (EFDD). - Madam President, this was not a vote on whether or not Great Britain can or cannot grow GM crops: this is merely one amendment among 52 which allowed it. The rest did exactly the opposite. The EU still decides. The British Parliament – and only the British Parliament – should make decisions about GM crops.

Furthermore, UKIP is opposed to the EU-Seychelles Agreement for fishing access to the Mayotte waters, as we consider this to be neo-colonialist. The EU gives money to the Seychelles ruling class and takes away the waters of ordinary fishermen. All I can say is this: this Parliament professes one thing and does exactly the opposite. Same as usual.

Daniel Hannan (ECR). - Madam President, it is a funny thing: when we talk about climate change in this Chamber, we are constantly told that the vital thing is to venerate the scientific consensus. And yet the people who make that argument most insistently and most loudly play by very different rules when it comes to this question of genetically modified food. Suddenly it is not about where the scientific consensus is, but whether it feels right.

Well you know what, it is a democracy. People are visceral as well as cerebral creatures; consumers might well have an objection that is not completely logical, but that does not make it invalid. If it just gives you the willies, if you are superstitious, then fine. It would be just as wrong to impose GM foods on an unwilling customer as to ban someone who wanted to buy it from doing so. Ideally we would have that decision made consumer by consumer, but at the very least let us make it through our national democratic mechanisms and procedures rather than imposing one set of rules on 600 million Europeans.

John Stuart Agnew (EFDD). - Madam President, on the face of it this seemed an easy one for UKIP. Here was the opportunity to allow some power back to Member States, and we would have presumably voted in favour. But on a closer look at the thing, it was anything but. The Commission was going to be involved at every single stage, even to a greater extent than it is now. Therefore, we have reluctantly had to abstain from this. Crucially, though, Amendment 20 should have been voted on on its own, because that genuinely did give some power back to Member States. However, that got subsumed in the rest of the thing and would have been effectively drowned out.

It will be very interesting to see, in those Member States which decide not to cultivate these crops, whether they will ban their consumers from eating them when all the constituents are imported. That will be a remarkable sight when people see they have not got enough to eat because of this legislation.

Raymond Finch (EFDD). - Madam President, we voted to abstain from this. I do apologise. I read the wrong line. We are always in favour of the repatriation of powers. However, the problem is that the amendments are, as always, contradictory. But the final problem is that, in truth, the TTIP agreement will render all of this talk redundant.

Written explanations of vote

William (The Earl of) Dartmouth (EFDD), in writing. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, whilst Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments, which we regard as rather unfair. Therefore, UKIP could not support this block vote.

Isabella Adinolfi (EFDD), per iscritto. — Oggi in Plenaria si è votato un testo riguardo la possibilità per Stati membri di limitare o vietare l'uso degli OGM.

Dal titolo del testo legislativo, sembrerebbe che si dia il pieno potere agli Stati membri di decidere se limitare o addirittura vietare questo tipo di coltivazione sul territorio nazionale.

Utorok 13. januára 2015

Sfortunatamente non è così. Punti importanti sui quali si era negoziato a lungo e votati a larga maggioranza nella Commissione ENVI non sono stati inseriti nel nuovo testo. Tra questi, l'obbligo di assicurazione delle colture OGM per far fronte a eventuali compensazioni in caso di contaminazione di colture tradizionali o biologiche.

Invece sono stati inseriti punti che danno la possibilità alle aziende biotech di negoziare direttamente con i governi nazionali, i quali subiranno pressioni indicibili. Questi ultimi poi, non potranno utilizzare, nelle motivazioni per i bandi, specifici impatti ambientali nazionali che non diano lo stesso risultato dell'impatto ambientale condotto dall'EFSA (Autorità europea per la sicurezza alimentare).

Lo Stato membro potrà bloccare la coltivazione solo per necessità socioeconomiche. Pensiamo che la questione degli OGM sia soprattutto legata alla salute dei cittadini e solo in seguito agli aspetti economici.

Per quanto suddetto la nostra delegazione ha dato votato contrario.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), *por escrito*. — La delegación socialista española apoya el acuerdo para dar flexibilidad a los Estados miembros que deseen prohibir los OMG en su territorio porque considera que la nueva Directiva cumple con los principios básicos de la UE respecto a los transgénicos: el principio de cautela, la transparencia y la protección de la salud y el medio ambiente.

Entendemos que se hubiera podido llegar más lejos en algunas medidas de salvaguardia, pero el acuerdo alcanzado corresponde a las evidencias científicas actuales y, sobre todo, servirá para desbloquear la situación de desprotección de aquellos Estados miembros que no querían incluir los OMG entre sus cultivos y que habían tenido que comparecer ante los tribunales por requerimiento de algunas empresas de biotecnología.

En este período que se abre a partir de la próxima primavera, será necesario tomar nota de la efectividad de las medidas de coexistencia que ahora serán vinculantes para ver si, efectivamente, la Directiva cumple su cometido de impedir la contaminación no deseada, especialmente en el caso de la agricultura tradicional y ecológica.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. — Posicionándose respecto a una propuesta inicial de la Comisión, el Parlamento Europeo votó en 2011 a favor de ampliar la lista de supuestos de restricción y prohibición de cultivo de organismos modificados genéticamente (OMG). En 2014, el Consejo adoptó una propuesta radicalmente distinta, por la que se limitaban enormemente los supuestos de prohibición de cultivos de OMG. Si bien el Parlamento pudo restituir parcialmente su posición inicial mediante las enmiendas introducidas en el informe a su paso por la Comisión de Medio Ambiente, la redacción final se aleja de lo aprobado en 2011 e introduce una enorme ambigüedad respecto a los supuestos en los que los Estados podrían prohibir el cultivo de un OMG.

Además, se restituía la regulación de los OMG al mercado interno y se diluía casi totalmente el régimen de responsabilidades financieras defendido anteriormente por el Parlamento.

Con la nueva redacción se facilita que las grandes multinacionales de los OMG comercialicen sus cultivos pese a la oposición de los Estados y pueblos europeos preocupados por sus consecuencias, sin que exista un mecanismo adecuado para compensar los riesgos que derivan de esta liberalización. Por estos motivos, he votado en contra.

Louis Aliot (NI), *par écrit*. — En dépit du fait que cette directive permettra à la France d'interdire les plantations d'OGM sur le sol national, je ne me suis pas prononcé en faveur de ce texte, dans la mesure où il ne protégera pas les Français de la consommation d'aliments transgéniques. En effet, dans le cadre de la zone de libre-échange européenne, il sera impossible d'assurer à nos concitoyens que des aliments génétiquement modifiés ne se retrouveront pas dans leurs assiettes. Des pays voisins exportateurs au sein de l'UE pourront effectivement avoir fait le choix d'utiliser, eux, les OGM et de les revendre dans l'ensemble des pays de l'UE, y compris ceux ayant fait le choix de les boycotter.

Utorok 13. januára 2015

Eric Andrieu (S&D), *par écrit*. — L'accord sur lequel nous votons aujourd'hui autorise les États membres qui souhaitent restreindre ou interdire la culture des OGM sur leur propre territoire de le faire. Leur décision de limiter ou d'interdire de telles cultures, bénéficiera d'une plus grande sécurité juridique, et leur évitera de recourir systématiquement à des moratoires pouvant être remis en cause à tout instant par des procédures contentieuses.

Grâce à l'action du Parlement européen le texte prévoit aussi plusieurs autres améliorations. Comme il lui est demandé depuis 2008, la Commission va devoir dans les 2 ans mettre à jour la législation concernant l'évaluation environnementale des risques liés aux OGM.

Des mesures de coexistence aux frontières entre deux États dont l'un autoriserait la culture des OGM et pas l'autre sont obligatoires.

Les États membres qui autorisent la culture d'OGM sont autorisés à mettre sur pied des régimes de responsabilité en cas de dommages causés par des cultures OGM sur des cultures conventionnelles et biologiques voisines.

En raison de toutes ces avancées en matière de garantie apportées aux États membres et de protection des consommateurs et des agriculteurs je soutiendrai ce rapport.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. — Ich begrüße die heute vom EU-Parlament verabschiedete neue Regelung, da sie den EU-Mitgliedstaaten mehr und rechtlich gesicherte Möglichkeiten gibt, den Anbau einer Gen-Pflanze auf ihrem Gebiet zu verbieten, auch wenn diese EU-weit zugelassen ist.

In der Vergangenheit waren die Mitgliedstaaten dazu verpflichtet, neue wissenschaftliche Erkenntnisse vorzulegen, wenn sie den Anbau von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) verbieten wollten. Wurde eine sogenannte Schutzklausel ausgesprochen und nicht mit neuen wissenschaftlichen Erkenntnissen belegt, konnten Anbieter genmodifizierter Organismen wie z. B. Monsanto den Mitgliedstaat verklagen. In Zukunft dürfen die Mitgliedstaaten auch auf politische Gründe verweisen wie etwa Landnutzung oder sozioökonomische Auswirkungen eines Anbaus. Zudem kündigte die Kommission an, einen neuen Rechtsrahmen zu erarbeiten, der die Verfahren um die GMO demokratischer gestalten soll.

Mit den neuen Vorschriften ist das Problem der Nutzung genmanipulierter Organismen in der EU jedoch nicht gelöst, da der Import dieser Organismen – etwa als Futter bei der Tierhaltung – auch in Ländern, die ein Anbauverbot verhängt haben, weiterhin erlaubt bleibt. Auch hier sollten strengere Regeln gelten, damit insbesondere Verbraucher besser darüber informiert werden, ob genmanipulierte Futtermittel im Laufe der Lebensmittelkette eingesetzt wurden.

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — Le texte proposé est trompeur. Présenté comme un gage de libertés donné aux États, il facilitera la culture des OGM. Or, quand bien même un État refuserait la culture d'un OGM, les lois du marché intérieur l'empêchent d'interdire la circulation de cet OGM et des produits qui en sont issus, destinés à la consommation. Les exigences en matière sanitaire, environnementale et alimentaire ne sont par ailleurs pas suffisantes dans les procédures d'autorisation et la surveillance des cultures d'OGM. J'ai voté contre ce texte qui menace la santé des ressortissants des États membres de l'Union européenne et l'indépendance des agriculteurs qui seront tenus par des semences brevetées.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, whilst Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. There was no possibility to vote on individual amendments, which we regard as rather unfair. Therefore, we could not support this block vote.

Jean Arthuis (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette délibération car actuellement, les impacts socio-économiques de la mise en culture d'OGM ne sont pas pris en compte dans la réglementation européenne. Il était donc nécessaire que le système évolue pour garantir à chaque État membre la possibilité de choisir s'il souhaite ou non cultiver des OGM sur son territoire.

Utorok 13. januára 2015

Janice Atkinson (EFDD), *in writing*. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, whilst Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments, which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments, which we regard as rather unfair. Therefore, we could not support this block vote.

Petras Auštrevičius (ALDE), *in writing*. — In accordance with the principle of subsidiarity, we must note that GMO cultivation is an issue to be dealt with in greater depth at Member State, rather than EU institutional, level. Thus, the Member States should be able to decide whether they prefer to restrict or ban the cultivation of certain GMOs on their territory. In addition, we should take into account the problem of crop contamination deriving from GMO cultivation which, according to the reported evidence, has resulted in increased costs for farmers trying to safeguard their crops from contact with GMOs.

The motion for a resolution should also make for better consumer protection, which is one of Parliament's priorities. Improving the authorisation of GMOs, including through uniform risk-assessment procedures and a GMO labelling system in the EU, would give consumers more access to information. Lastly, since the measures taken by Member States in application of this directive will have to be made public, this will allow for better scrutiny and more transparency in relation to GMOs.

Overall, creating more room for manoeuvre and greater legal certainty, with regard to both national and regional legislation, is a substantial step forward in terms of the quality of food security in the Union.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. — Balsavau už šį siūlymą, kurio tikslas – suteikti valstybėms narėms galimybę riboti ar drausti GMO auginimą. Statistiniais duomenimis, net 58 proc. ES piliečių yra nusistatę prieš genetiškai modifikuotų kultūrų auginimą Europos Sąjungoje. Tačiau iki šiol šis klausimas nėra deramai išspręstas ES mastu ypač kalbant apie patį sprendimų priėmimo procesą, taikomą genetiškai modifikuotų organizmų auginimui. Nepateisinama, kai 19 iš 28 vyriausybių prieštarauja naujos GMO kultūros įteisinimui, tačiau galutinį sprendimą priima Komisija neatsižvelgdama į demokratiškai išrinktų vyriausybių pozicijas. Kalbant apie šiandienos dokumentą, galiu tik pasidžiaugti, jog valstybėms narėms suteikiami platesni įgaliojimai apsispręsti dėl GMO kultivavimo savo teritorijose. Nors šios naujosios taisyklės nenagrinėja GM produktų ženklinimo, šis klausimas išlieka aktualus. GM produktai turi būti tinkamai ženklinami, o gyventojai privalo turėti galimybę pasirinkti – vartoti ar ne produktus, į kurių sudėtį įeina GM kultūrų.

Nicolas Bay (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre ce texte que je considère comme un cheval de Troie des multinationales agrochimiques: sous le fallacieux prétexte de donner aux États la liberté d'autoriser ou non les OGM, il imposera de facto ces derniers dans les assiettes des Français, et ce malgré l'interdiction en vigueur aujourd'hui sur notre territoire.

En effet, dans la mesure où la libre circulation reste un dogme intouchable au sein de l'Union européenne, comment pourrions-nous interdire l'importation d'OGM? Comment en limiter la consommation alors même que nous ne pouvons pas garantir la traçabilité et l'étiquetage des produits de consommation?

La technologie OGM ne serait acceptable que si nous étions en mesure d'en maîtriser la conception, la production et la mise sur le marché, ce qui est décidément loin d'être le cas.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — Je me suis prononcé en faveur de ce texte parce qu'il permet dorénavant aux États membres de décider s'ils autorisent ou non la culture d'OGM sur leur sol. Les motifs d'interdiction peuvent par exemple être liés à des critères environnementaux, à des obligations en matière d'aménagement du territoire ou encore à des motifs liés aux incidences économiques.

À noter également l'obligation de prendre des mesures afin d'assurer la coexistence des cultures et la volonté de garantir la transparence des procédures de restriction et d'interdiction de la culture d'un OGM.

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE), *por escrito*. — La adopción de la Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo por la que se modifica la Directiva 2001/18/CE dotará de flexibilidad a los Estados de la Unión Europea para restringir o prohibir los cultivos que contengan organismos modificados genéticamente (OMG) en sus propios territorios. Los desencuentros entre países pro y anti OMG han hecho que esta propuesta estuviese bloqueada desde el año 2010. Con esta nueva legislación se consigue alcanzar un equilibrio y simplificar el procedimiento para que los países puedan elegir el régimen a seguir sin interferir o colisionar con los criterios de autorización del organismo en cuestión que emite la Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria. Por todo ello y en línea con la posición del grupo ALDE, he votado a favor de esta legislación.

Utorok 13. januára 2015

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. — He votado en contra del compromiso al que se ha llegado por coherencia. El País Vasco es un territorio declarado libre de OGM y esa es la política que creemos tendría que impulsar y aprobar Europa

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — Cette recommandation porte sur la position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/18/CE en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire. Même si elle redonne une certaine souveraineté aux États, ce qui semble positif de prime abord, la réalité est tout autre et est faussée par la libre circulation en Europe, qui n'empêchera en aucun cas l'importation de produits de pays autorisant les OGM vers des pays les interdisant.

Malheureusement, les États membres n'ont plus de contrôle sur les frontières, la législation ou les budgets et cette recommandation n'est donc qu'un artifice supplémentaire.

L'Union européenne, en refusant d'écouter l'avis des citoyens qui condamnent majoritairement les OGM, est ainsi soumise aux multinationales et au futur traité de libre-échange avec les États-Unis. La santé devient ainsi une variable d'ajustement mettant en danger les hommes et la nature et c'est pourquoi j'ai voté contre.

Malin Björk (GUE/NGL), *skriftlig*. — Jag röstade nej till betänkandet – detta i avsikt att rösta ja till det ursprungliga förslaget från miljöutskottet. Utgångspunkten för detta betänkande var gott, men under de mycket hastiga trepartssamtalen togs många av de viktigaste delarna bort, vilket har skapat en text som dels står på svag juridisk grund, dels inte ger medlemsstater en absolut möjlighet att själva avgöra om man vill avstå från GMO-grödor. Principen att förorenaren betalar finns inte med i texten och ändringen av den rättsliga grunden för lagstiftningen från miljö till den inre marknaden samt förflyttning av försiktighetsprincipen i texten till ett skäl innebär en risk att försiktighetsprincipen luckras upp till förmån för frågor om konkurrens och GMO-företagens marknadstillgång samt att miljöperspektivet undergrävs ytterligare. Trots att förslaget innehåller vissa förbättringar jämfört med tidigare, har jag därför röstat nej.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — Apoyo el acuerdo para dar flexibilidad a los Estados miembros que deseen prohibir los OGM en su territorio porque considero que la nueva Directiva cumple con los principios básicos de la UE respecto a los transgénicos: cautela, transparencia y protección de la salud y el medio ambiente.

Entiendo que se hubiera podido llegar más lejos en algunas medidas de salvaguardia, pero el acuerdo alcanzado corresponde a las evidencias científicas actuales y, sobre todo, servirá para desbloquear la situación de desprotección de aquellos Estados miembros que no querían incluir los OGM entre sus cultivos y que habían tenido que comparecer ante los tribunales por requerimiento de algunas empresas de biotecnología.

En este período que se abre a partir de la próxima primavera, será necesario tomar nota de la efectividad de las medidas de coexistencia que ahora serán vinculantes para ver si, efectivamente, la Directiva cumple su cometido de impedir la contaminación no deseada, especialmente en el caso de la agricultura tradicional y ecológica.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. — Balsavau dėl šios rekomendacijos dėl Tarybos pozicijos, kurioje tariamasi dėl valstybių narių galimybės riboti ar drausti genetiškai modifikuotų organizmų (GMO) auginimą. Svarbu labai atsakingai išnagrinėti Tarybos priimtą poziciją dėl direktyvos, nes vis daugiau europiečių viešai nepritaria genetiškai modifikuotiems organizmams ir visų pirma tam, kad GMO būtų maisto sudėtyje. Pažymėtina, kad pagal 2010 m. gruodžio mėn. specialųjį Eurobarometro pranešimą dėl pavojų, susijusių su maistu, tik 21 proc. europiečių pritaria (o 58 proc. nepritaria) teiginiui, kad iš GMO pagaminti maisto produktai yra saugūs ateities kartoms.

Europos Parlamentas mano, kad reikia valstybėms narėms suteikti daugiau lankstumo, siekiant uždrausti savo teritorijoje auginti GMO, be kita ko, nurodant su aplinkos apsauga susijusius motyvus, pavydžiui, biologinės įvairovės apsaugą ar buveinių ir ekosistemų išsaugojimą. Be to, būtina sustiprinti rizikos vertinimo metodą, kadangi iki šiol nebūdavo pakankamai atsižvelgiama į ilgalaikį GMO auginimo poveikį.

Utorok 13. januára 2015

Simona Bonafè (S&D), *per iscritto*. — Il testo di compromesso raggiunto tra Parlamento e Consiglio, dopo quasi quattro anni di dibattito, introduce per la prima volta nella legislazione europea una serie di procedure per consentire a uno Stato membro di vietare un OGM sul proprio territorio, anche se è stato autorizzato nell'UE.

Si tratta di una decisione che dona centralità alle scelte dei cittadini europei. Gli Stati membri, infatti, avranno la possibilità di limitare o vietare la coltivazione di OGM sul proprio territorio nazionale per motivazioni diverse da quelle riguardanti il rischio ambientale individuate dall'EFSA.

Con l'entrata in vigore di questa direttiva si è voluto, inoltre, creare un meccanismo trasparente ed una base giuridica solida che possa evitare i numerosi casi di contenziosi sollevati negli anni scorsi davanti alla Corte di giustizia dell'Unione europea sull'autorizzazione di un OGM.

Per queste ragioni ho espresso il mio voto favorevole al testo dell'accordo.

Mario Borghesio (NI), *per iscritto*. - Ho votato contro il fascicolo sulla coltivazione di OGM in Europa perché ritengo che il meccanismo che concede la facoltà di divieto di coltivazione concessa agli Stati membri, di per sé positiva, sia farraginoso e resti «sub judice» rispetto alla volontà della Commissione; solo il tempo dirà quanto sarà rispettata la libera scelta dei cittadini europei in tema di OGM; oggi il pericolo è che, dietro questa supposta libertà, si celi un espediente che, di fatto, permetta di «rompere l'argine» del loro ingresso sul territorio comunitario, a tutto svantaggio della biodiversità e del ricchissimo patrimonio varietale europeo.

David Borrelli (EFDD), *per iscritto*. — Ho votato contro questa proposta di direttiva perché ritengo che sia stata un'occasione sprecata dall'Unione europea per tutelarsi in modo definitivo dalle pressioni delle grandi aziende multinazionali di microtecnologie agrarie (come ad esempio la *Monsanto Company*, detentrici del mais Mon810, già coltivato in 5 Stati europei). Con la norma precedente gli Stati membri potevano porre il veto alle coltivazioni OGM, adducendo clausole di salvaguardia della salute e del territorio, salvo poi venire trascinati regolarmente di fronte alla Corte di giustizia dell'Unione europea. Con la nuova direttiva si intendeva anche fornire strumenti di tutela maggiori agli Stati membri, ma tale obiettivo non è stato raggiunto. Tale direttiva non ha, infatti, tempi di applicazione certi e le aziende non saranno tenute a provvedere al rimborso in caso di contaminazione. Il provvedimento è nato con le migliori intenzioni, ma poi si è piegato lungo il suo iter normativo alle richieste del Consiglio, fino a perdere la sua forza giuridica, lasciando così nuovamente i paesi membri esposti all'influenza di aziende multinazionali che seguono logiche di mercato, anziché il buonsenso e il bene dei cittadini europei.

Marie-Christine Boutonnet (NI), *par écrit*. — Ce texte résulte d'un accouchement d'un compromis fait dans la douleur. Je pense à cette longue nuit du 3 décembre où les concessions du Conseil et de la Commission ont été mineures. On se moque de la représentation parlementaire et donc des peuples européens. En effet, le choix laissé aux États membres, clause dite d'opt-out, de ne pas cultiver d'OGM est un véritable leurre.

D'une part, avec les principes de libre circulation, ces OGM, légalement produits et commercialisés dans un État membre, pourront se retrouver dans l'assiette d'un consommateur français.

D'autre part, la fausse précaution présentée par le rapporteur du texte, selon laquelle «la minorité d'États membres qui cultivent des OGM devra maintenant prendre des mesures obligatoires dans les zones frontalières afin d'éviter d'éventuelles contaminations». Un peu comme ce nuage radioactif de Tchernobyl bloqué miraculeusement à la frontière franco-allemande...

Je vote contre ce texte qui va à l'encontre de la volonté des peuples, au détriment de la santé des consommateurs et des agriculteurs et contre la diversité des végétaux cultivés. Encore une fois, ce Parlement sert les intérêts des multinationales de l'agrochimie.

Les OGM, tels qu'imposés par certaines multinationales, les États-Unis et l'Union européenne.

Mercedes Bresso (S&D), *in writing*. — I supported giving Member States this possibility because I believe it is of fundamental importance that every sovereign state should be able to control the cultivation of products that may harm the health of its citizens.

Utorok 13. januára 2015

Steeve Briois (NI), *par écrit*. — Les amendements proposés pour modifier la directive 2001/18/CE, qui autorisent les États membres à restreindre ou à interdire la culture d'OGM sur leur territoire, ne donnent aucune satisfaction. Cette directive OGM constitue un véritable piège car, sous couvert d'un soi-disant respect de la souveraineté des États membres, elle offre une porte d'entrée à la culture OGM sur le marché européen. En effet, il n'est de secret pour personne que certains États membres de l'Union sont favorables à la culture OGM. Or, compte tenu du respect de la libre circulation des biens et des services, si un État membre pourra interdire la culture d'OGM sur son territoire, il sera dans l'incapacité de refuser l'importation de produits agricoles issus de la culture OGM. Concrètement, cette directive risque de produire les effets inverses escomptés et ainsi de faciliter la vente de produits alimentaires dans les rayons des grandes surfaces françaises. Pour toutes ces raisons, j'ai voté contre le projet de résolution et m'opposerai de la manière la plus ferme à tout ce qui faciliterait la commercialisation de produits contenant des OGM.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. — Prin modificarea Directivei 2001/18 se urmărește creșterea gradului de decizie a statelor membre privind cultivarea organismelor modificate genetic pe teritoriul lor. Este necesară o mai mare flexibilitate în acest sens, luând în considerare caracteristicile naționale sau regionale cu privire la utilizarea terenurilor agricole.

În același timp, statele membre trebuie să aibă posibilitatea de a evalua riscurile și impactul pe care OMG-urile îl au asupra cetățenilor, a mediului și asupra sănătății animalelor. M-am exprimat în favoarea modificării directivei, deoarece cred că statele membre sunt în măsură să își asume responsabilitatea cu privire la autorizarea și cultivarea lor.

De asemenea, sunt necesare studii imparțiale pentru consolidarea cunoștințelor științifice privind organismele modificate genetic. Este cunoscut mai puțin impactul acestora asupra mediului pe termen lung, prin urmare, consider că elaborarea studiilor de impact și informațiile provenite trebuie să ajungă la dispoziția consumatorilor.

Un aspect important îl constituie etichetarea produselor ce conțin organisme modificate genetic, consumatorii europeni trebuie să fie informați, având posibilitatea de a alege produsele de consum.

Avem nevoie de o delimitare foarte clară a zonelor destinate cultivării OMG-urilor. Autorizarea acestor zone trebuie să țină cont de culturile agricole învecinate, pentru a evita contaminările.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. — Ho espresso voto contrario. Il provvedimento non contiene tutele sufficienti a garanzia dei consumatori e degli agricoltori. Dobbiamo tutelare l'agricoltura tradizionale anziché tutelare le solite multinazionali del settore.

Cristian-Silviu Bușoi (PPE), *în scris*. — Noua legislație, adoptată astăzi în a doua lectură după ce a fost blocată în Consiliu timp de patru ani, va permite statelor membre să restricționeze sau să interzică pe deplin culturile care conțin organisme modificate genetic (OMG) pe teritoriul lor, chiar dacă acestea sunt permise la nivel UE. Susțin acest acord pentru că va oferi mai multă flexibilitate pentru statele membre care vor să restricționeze cultivarea OMG pe teritoriul lor din motive de protecție a mediului, precum și planificare urbană sau națională, impact socioeconomic sau obiective ale politicii agricole.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. — La delegación socialista española apoya el acuerdo para dar flexibilidad a los Estados miembros que deseen prohibir los OMG en su territorio porque considera que la nueva Directiva cumple con los principios básicos de la UE respecto a los transgénicos: el principio de cautela, la transparencia y la protección de la salud y el medio ambiente.

Entendemos que se hubiera podido llegar más lejos en algunas medidas de salvaguardia, pero el acuerdo alcanzado corresponde a las evidencias científicas actuales y, sobre todo, servirá para desbloquear la situación de desprotección de aquellos Estados miembros que no querían incluir los OMG entre sus cultivos y que habían tenido que comparecer ante los tribunales por requerimiento de algunas empresas de biotecnología.

En este período que se abre a partir de la próxima primavera, será necesario tomar nota de la efectividad de las medidas de coexistencia que ahora serán vinculantes para ver si, efectivamente, la Directiva cumple su cometido de impedir la contaminación no deseada, especialmente en el caso de la agricultura tradicional y ecológica.

Utorok 13. januára 2015

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la directive relative à l'interdiction ou l'autorisation de la culture d'OGM dans l'Union européenne. Ce texte permettra aux États membres qui, comme la France, interdisent la culture d'OGM sur leur territoire de continuer à le faire en toute légalité. Il fallait certes créer une base juridique pour régler les litiges concernant l'utilisation d'OGM en Europe. La situation était en effet bloquée depuis beaucoup trop longtemps. Toutefois ce texte est un retour en arrière considérable car l'Union a préféré ne pas légiférer sur un sujet fondamental de dimension européenne et a renvoyé la question aux États membres. Je déplore ce choix de la non-Europe.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Oggi ho votato a favore della possibilità per gli Stati membri di limitare o vietare la coltivazione di organismi geneticamente modificati (OGM) sul loro territorio. Dopo quasi cinque anni dalla proposta originaria della Commissione europea, anche grazie al lavoro svolto dalla Presidenza italiana, le istituzioni dell'UE hanno finalmente trovato un accordo importante su questo tema.

Ritengo che il Parlamento e in particolare la commissione ENVI siano riusciti ad incidere positivamente sul testo che abbiamo approvato. Mi riferisco ad esempio al fatto secondo cui gli Stati membri in cui la coltivazione di OGM è permessa saranno obbligati ad adottare misure di coesistenza per le zone di confine per evitare la contaminazione delle colture tradizionali nei paesi vicini, e all'importante rafforzamento delle norme in materia di valutazione dei rischi da parte dell'Autorità europea per la sicurezza alimentare che precede l'immissione sul mercato di OGM.

Credo che per quanto riguarda altri punti, come le motivazioni ambientali invocabili dagli Stati membri per vietare la coltivazione di OGM, si sarebbe potuto adottare un testo più forte e ambizioso. Tuttavia, considerando la difficoltà con cui si è giunti, dopo oltre quattro anni, a questo accordo, ho deciso di votare a favore del testo.

James Carver (EFDD), *in writing*. — This report was misleadingly billed as giving Member States more powers. In actual fact, although Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments which maintained and reasserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments. We regard that as rather unfair. Therefore, we could not support this bloc vote

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — Votiamo contro la presente risoluzione che facilita l'autorizzazione alle coltivazioni transgeniche negli Stati membri. Le garanzie sulla qualità del cibo in Europa subiscono un duro colpo con l'approvazione di questo testo.

Aymeric Chauprade (NI), *par écrit*. — Parce que je suis attaché au principe de souveraineté, j'ai voté contre ce texte: en apparence, la directive semble proclamer la liberté pour les États de restreindre ou d'interdire la culture OGM sur leur territoire; cette déclaration de bonne intention est un leurre.

Le principe de libre circulation des marchandises consacré par le traité de Lisbonne, en effet, empêche la France de réellement se prémunir contre la consommation de plantes transgéniques: beaucoup d'États membres de l'UE ont en effet adopté une législation très favorable aux OGM. En conséquence, les consommateurs français vont, contre la volonté de la majorité d'entre eux, être amenés à consommer de plus en plus de produits alimentaires contenant des plantes transgéniques.

La vraie liberté des États passe dès lors par un étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM.

Je ne pouvais voter en faveur d'un texte qui, à l'image de l'Union européenne, donne aux peuples un ersatz de liberté.

Nessa Childers (S&D), *in writing*. — My constituents have expressed their concerns about the cultivation of GMO crops in the EU on many occasions. While the majority in Parliament voted to allow individual EU Member States to ban or adopt GMO cultivation, I voted against the proposal as the legislation will make the authorisation process for GMOs easy to adopt.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — La coltivazione di OGM in Europa è un tema che mi ha sempre lasciato piuttosto perplesso: gli studi scientifici non sono concordi, ma intanto direttamente o indirettamente ci troviamo sempre più spesso a consumare prodotti provenienti da piante geneticamente modificate. In questo caso specifico, ritengo che il compromesso trovato salvaguardi le diverse sensibilità nazionali benché a scapito del mercato interno: se l'Italia ha pretese specifiche, non deve necessariamente adeguarsi all'opinione degli altri Stati, e lo stesso deve valere per gli altri. Vorrei infatti un'Europa più forte solo nei settori in cui c'è spazio per politiche più efficienti, ma meno presente laddove le diversità sono profonde.

Utorok 13. januára 2015

Deirdre Clune (PPE), *in writing*. — For such a controversial and sensitive question, we must leave the decision to cultivate GMOs up to the Member States.

This is an historic breakthrough. After three years of stalemate between Member States, we finally have a viable solution.

Exaggerated demands of the Greens have been stopped. At last we know where we are heading. Member States, regions, citizens, farmers and industry are finally getting legal certainty.

Our most important aim was to shape the option for a national ban in such a way that GMO corporations cannot challenge them legally.

This compromise is well-balanced. We must take the concerns of consumers into consideration and their fears seriously.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. — Apoio o relatório Ries como o compromisso possível, embora tenha muitas dúvidas sobre a solução encontrada.

Sou sensível à complexidade do problema dos OGM e ao facto de sobre este assunto existirem apaixonadas opiniões que são diversas de Estado-Membro para Estado-Membro. E concordo que deva haver segurança jurídica quando os Estados-Membros proíbem ou limitam o cultivo de organismos geneticamente modificados (OGM) autorizados a nível da UE nos seus territórios, com base em motivos ambientais, como a manutenção da biodiversidade local, nos impactos socioeconómicos ou em critérios relacionados com o uso do solo, entre outros.

Mas receio que isso não ajude a reforçar a coesão do mercado interno e temo os fatores de contágio que possam verificar-se entre Estados vizinhos quando um autoriza e o outro não, a despeito de se ter fixado que os Estados-Membros devem assegurar que as culturas GM não contaminam as culturas convencionais e biológicas e devem prevenir a contaminação transfronteiriça.

Birgit Collin-Langen (PPE), *schriftlich*. — Ich habe heute dem Verhandlungsergebnis des Parlaments und der Mitgliedstaaten über neue EU-Standards beim Gentechnikbau zugestimmt. Wichtigste Neuregelung ist, dass künftig die Mitgliedstaaten selbst über den Anbau gentechnisch veränderten Saatguts entscheiden können. Zudem müssen GVO verwendende Länder sicherstellen, dass angrenzende Gebiete geschützt bleiben. Durch die neuen Standards wird für alle Betroffenen mehr Rechtssicherheit geschaffen.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Ho espresso il mio voto favorevole con riferimento alla proposta di direttiva in materia di OGM poiché lo scopo è di attribuire maggiore libertà agli Stati membri in ordine alla possibilità di limitarne o vietarne la coltivazione.

Più in particolare, i due livelli d'intervento concessi agli Stati membri, ossia in fase di autorizzazione ovvero successivamente a detta fase purché in presenza di adeguate motivazioni, consentono agli stessi una valutazione a 360 gradi poiché non vincolata ad alcun limite temporale.

Il testo proposto, inoltre, fornisce una solida base giuridica senza tuttavia interferire nella libera circolazione degli OGM, creare conflitti nell'ambito dell'Organizzazione mondiale per il commercio ovvero mettere in dubbio le competenze e le valutazioni scientifiche dell'EFSA.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — I have voted in favour of this report to allow EU Member States (MS) to restrict or ban the cultivation of Genetically Modified Organisms (GMO) crops on their territory, even though the crop in question may have been authorised at EU level. This is subjected to very strict conditions. This move recognises the sovereignty and autonomy of Member States regarding GMO cultivation. This will not affect the risk assessment at an EU level which will remain within the remit of the European Food Safety Authority (EFSA). MS will thus now be in a position to better take into account national specificities.

Utorok 13. januára 2015

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — Attraverso la presente risoluzione si vogliono svincolare gli Stati membri dalla necessità di circostanziare con nuovi dati scientifici l'eventuale divieto di coltivazione di OGM introdotto a livello nazionale. Come contropartita, la Commissione spera di poter raggiungere la maggioranza relativa in sede di comitato dove si discutono le nuove proposte di autorizzazione. Ho votato a sfavore della presente risoluzione in quanto le motivazioni sulla base delle quali si potranno vietare coltivazioni di OGM sono assai deboli sotto il profilo giuridico e l'emanazione di divieti estesi a gruppi di OGM potrebbe rendere i provvedimenti ancor meno difendibili in caso di ricorso al WTO o alla Corte di giustizia dell'Unione europea.

Voto a sfavore poiché lo strumento giuridico adottato alla fine del negoziato è quello di una direttiva che però non contiene obblighi di recepimento da parte degli Stati membri.

Rimane altresì da chiarire sotto il profilo giuridico se e come sarà possibile attuarne le misure senza che vengano aggiornati gli ordinamenti nazionali con adeguati atti di recepimento.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — Posicionándose respecto a una propuesta inicial de la Comisión, el Parlamento Europeo votó en 2011 a favor de ampliar la lista de supuestos de restricción y prohibición de cultivo de organismos modificados genéticamente (OMG). En 2014, el Consejo adoptó una propuesta radicalmente distinta, por la que se limitaban enormemente los supuestos de prohibición de cultivos de OMG. Si bien el Parlamento pudo restituir parcialmente su posición inicial mediante las enmiendas introducidas en el informe a su paso por la Comisión de Medio Ambiente, la redacción final se aleja de lo aprobado en 2011 e introduce una enorme ambigüedad respecto a los supuestos en los que los Estados podrían prohibir el cultivo de un OMG.

Además, se restituía la regulación de los OMG al mercado interno y se diluía casi totalmente el régimen de responsabilidades financieras defendido anteriormente por el Parlamento.

Con la nueva redacción se facilita que las grandes multinacionales de los OMG comercialicen sus cultivos pese a la oposición de los Estados y pueblos europeos preocupados por sus consecuencias, sin que exista un mecanismo adecuado para compensar los riesgos que derivan de esta liberalización. Por estos motivos, he votado en contra.

Andrea Cozzolino (S&D), *per iscritto*. — Il testo approvato rappresenta un importante passo in avanti, dal momento che introduce norme più chiare e maggiore certezza giuridica per tutto quello che riguarda la coltivazione di colture geneticamente modificate. Allo stesso tempo, però si garantisce una maggiore flessibilità agli Stati membri nella scelta di limitare o vietare la coltivazione di OGM sul proprio territorio. Credo che l'Europa debba essere in prima linea nella lotta per la diversità delle colture tradizionali e per ridurre al minimo i rischi derivanti da quelle geneticamente modificate. Solo in questo modo, cominciando noi per primi a dotarci di direttive chiare, potremmo essere credibili quando, sui tavoli del commercio internazionale (primo tra tutti il TTIP) andremo a difendere e a rivendicare la bontà e l'unicità delle nostre produzioni.

Pál Csáky (PPE), *írásban*. — A Parlament elfogadta azt a kompromisszumot, amely szerint az uniós tagállamok akkor is korlátozhatják (vagy tilthatják) területükön a géntechnológiával módosított növények termesztését, ha az uniós szinten egyébként engedélyezett. Az új szabályok értelmében a tagállamok környezetvédelmi szempontokra vagy agrárpolitikai célokra hivatkozással is betilthatják a GMO-k termesztését. A tagállamok egyes konkrét növényfajtákat, vagy egyes tulajdonságokat hordozó növényeket is betilthatnak.

GMO-t támogatók fő érvei közé tartozik, hogy hatékonyabbá válhatna az európai mezőgazdasági termelés. A GMO-t ellenzők viszont a termelés kockázatos eredményeire figyelmeztetnek. Mint biokémikus, osztom a tudósok többségének véleményét, amely szerint jelen pillanatban nem tudhatjuk, okoz-e és ha igen, milyen genetikai változásokat az emberi szervezetben a manipulált géneket tartalmazó élelmiszer. A tudósok arra is figyelmeztetnek, előfordulhat, hogy csak a harmadik-negyedik generáció számára válnak nyilvánvalóvá a GMO által kiváltott esetleges humángenetikai változások. Az EP úgy határozott, hogy ezt a hatáskört visszautalja a tagállamok szintjére, tehát minden tagállam szabadon eldöntheti, hogy engedélyez-e ilyen termékeket, vagy sem. A lépés szakmai tartalma mellett az a politikai momentum is érdekes, hogy az EU ebben a kérdésben a tagállami jogkör megerősítése mellett döntött. Ez persze okoz majd a jövőben komplikációkat, például az USA-val megkötendő szabadkereskedelmi egyezmény megfogalmazásakor. E szükséges kompromisszumot támogattam szavazatommal.

Utorok 13. januára 2015

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — This report calls for extending rights for EU Member States to ban unwanted genetically modified crops in their territory. The EU authorisation system for GMOs aims at avoiding possible adverse effects on human and animal health and the environment while establishing an internal market for such products. This actual legislation reinforces the flexibility of Member States with regard to GMO cultivation. It is based on the principle of subsidiarity and the need to respect diversity in the 28 EU Member States. I voted in favour of this legislation as the possibility for Member States to restrict and prohibit groups of GMOs defined by crop or trait is secured, and as transparency has been reinforced in the text and as the precautionary principle was reintroduced.

Rosa D'Amato (EFDD), *per iscritto*. — Ho votato negativamente il testo finale sull'accordo trovato in merito alle coltivazioni di OGM poiché degli elementi aggiunti dal Parlamento è rimasto solo l'obbligo di redazione dei piani di coesistenza ma, come anche da noi suggerito, limitatamente ai paesi in cui si effettuano coltivazioni di OGM, la possibilità di vietare gruppi di OGM e una lista di condizioni sulla base delle quali sia possibile stabilire dei divieti nazionali che non contiene però riferimenti a possibili impatti ambientali.

Per contro il testo finale prevede che gli Stati membri possano decidere se richiedere alle aziende di restringere il campo geografico delle autorizzazioni in fase di valutazione o imporre divieti unilaterali.

Nonostante ciò rappresenti un miglioramento rispetto al legame tra le due procedure esistenti nel testo del Consiglio, ciò conferirà alle aziende il potere di adottare comportamenti diversi a seconda che lo Stato membro decida di coinvolgerle nel processo o meno. A ciò si aggiunga che le motivazioni sulla base delle quali si potranno vietare coltivazioni di OGM sono assai deboli sotto il profilo giuridico e l'emanazione di divieti estesi a gruppi di OGM potrebbe rendere i provvedimenti ancor meno difendibili in caso di ricorso al WTO o alla Corte di giustizia dell'Unione europea.

Nicola Danti (S&D), *per iscritto*. — Ho espresso il mio voto favorevole alla proposta di direttiva che riguarda la possibilità per gli Stati membri di limitare o vietare la coltivazione di OGM poiché il nuovo testo, frutto di un significativo lavoro di compromesso tra il Parlamento e il Consiglio promosso dalla Presidenza italiana, ha il merito di fornire maggiore certezza giuridica ad un tema che merita di essere affrontato con particolari cautele con l'obiettivo finale della difesa dei consumatori.

L'accordo concede ampie possibilità per gli Stati membri dell'UE di vietare, in tutto il loro territorio nazionale o in parte di esso, la coltivazione di OGM autorizzati invece su scala europea.

Ogni paese potrà dunque liberamente decidere - senza fornire ulteriori motivazioni - di vietare coltivazioni OGM anche per ragioni che vanno al di là delle valutazioni scientifiche già di competenza dell'EFSA: mi riferisco, in particolar modo, alla possibilità di invocare obiettivi di politica agricola ed ambientale, ragioni di uso del suolo e di pianificazione urbana, nonché il possibile impatto socio-economico e di ordine pubblico.

Ritengo anche importante la previsione di misure di coesistenza obbligatorie che proteggeranno le colture tradizionali dal rischio di contaminazione transfrontaliera con OGM coltivate nei paesi vicini.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Ce rapport met un terme à une négociation de plusieurs années sur la gestion de l'introduction, ou du rejet, des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'Union européenne. Jusqu'à peu, les divergences entre les États membres et le Parlement européen empêchaient toute possibilité d'accord, laissant les acteurs privés, publics et associatifs face à des procédures fragmentées et non coordonnées au sein du marché intérieur. Il s'agit donc d'un compromis bienvenu, même si ce texte reste principalement procédural et ne prend pas position sur l'opportunité même des OGM, cette décision étant laissée aux États membres. Je serai donc attentif à ce que ce nécessaire compromis ne constitue pas pour autant un précédent dans d'autres domaines, qui risquerait à plus long terme de vider de sa substance la législation européenne. Ce texte est néanmoins une opportunité qui doit être saisie et c'est la raison pour laquelle j'ai voté en faveur de ce rapport.

Utorok 13. januára 2015

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Le texte modifiant la directive 2001/18/CE en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire la culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sur leur territoire est un compromis. Comme tous les compromis, il n'est pas parfait, mais il a le mérite d'assurer une base juridique solide jusqu'alors inexistante. Cette stabilité juridique permettra ainsi de protéger la France contre les poursuites judiciaires si elle prend des mesures pour interdire les OGM. En outre, ce texte garantit aux États membres le dernier mot quant à l'utilisation d'OGM sur leur territoire. C'est notamment pour ces deux raisons que j'ai décidé de voter en faveur de ce texte. Il n'en reste pas moins que je resterai très attentive sur ce sujet, en particulier dans le cadre des négociations sur l'accord de libre-échange en cours de négociation avec les États-Unis.

Dennis de Jong (GUE/NGL), *schriftelijk*. — Hoewel ik het toejuich dat nationale overheden weer een bevoegdheid terugkrijgen die hen nooit had mogen worden afgepakt door de EU, heb ik tegen dit voorstel gestemd omdat het staten niet voldoende juridische garanties geeft voor het verbieden van genetisch gemanipuleerde organismen (ggo's) op eigen grondgebied.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. — Ho sostenuto l'accordo raggiunto tra Consiglio, Commissione e Parlamento sulla riforma della direttiva in materia di OGM. L'accordo sancisce il diritto degli Stati membri di vietare la coltivazione delle sementi OGM nel loro territorio, per motivi di natura economica e agricola. La direttiva siglata prevede inoltre che gli Stati che decideranno di utilizzare OGM dovranno garantire particolare attenzione alla prevenzione della contaminazione transfrontaliera con i paesi vicini.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. — Actuellement, les organismes génétiquement modifiés (OGM) peuvent être cultivés sur le territoire de l'Union européenne après que les semenciers détenteurs de l'OGM aient obtenu une autorisation de mise sur le marché conformément à la réglementation européenne.

Il existe pourtant de nombreuses disparités entre les États membres quant à l'opportunité de cultiver ou non les OGM. C'est pourquoi l'adoption de la directive sur la possibilité pour ces derniers de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire va dans le bon sens. Elle dote les États membres, qui comme la France souhaitent interdire la culture d'OGM sur leur territoire, d'un dispositif juridique argumenté.

Le Parlement européen a également obtenu l'obligation, pour les États membres où des OGM sont cultivés, de prendre des mesures de coexistence aux frontières pour éviter toute contamination dans les États membres voisins où des OGM ne sont pas cultivés.

Angélique Delahaye (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur car bien que cet accord soit la preuve de l'impossibilité de trouver une réponse européenne sur cette question pour le moment (divergence de point de vue inconciliable entre les pro et anti-OGM), il instaure enfin de la stabilité juridique pour toutes les parties concernées, et notamment les États membres. En effet, ce système permettra aux États membres qui le souhaitent de cultiver des OGM et à ceux qui n'en veulent pas de les interdire en toute légalité. C'est un système à deux vitesses qui n'est pas parfait, qui ne satisfaisait entièrement ni les pro ni les anti-OGM, mais qui nous fait sortir de la situation de blocage actuelle. Cet accord doit être une première étape qui permettra de trouver à moyen terme une solution européenne. En effet, nous avons besoin d'une réponse commune sur la question des OGM pour éviter les distorsions de concurrence entre les agriculteurs européens.

Mark Demesmaeker (ECR), *schriftelijk*. — Genetisch gemodificeerde organismen (GGO) worden goedgekeurd op Europees niveau op basis van een wetenschappelijke beoordeling van het Europees Agentschap voor Voedselveiligheid (EFSA). Sterk uiteenlopende meningen van de lidstaten blokkeren echter dit goedkeuringsproces. Momenteel wordt 1 GGO in de EU commercieel geteeld in 5 lidstaten. Verschillende lidstaten hebben via een vrijwaringsclausule de teelt van de GGO op hun grondgebied verboden.

Na meer dan 4 jaar onderhandelen werd vandaag gestemd over een opt-out voor lidstaten voor Europees goedgekeurde GGO's. De Commissie hoopt daarmee de patstelling in het goedkeuringsproces op te heffen. De N-VA heeft het akkoord gesteund. Vlaanderen is toonaangevend in onderzoek naar GGO's en er zijn ook heel wat bedrijven actief. De N-VA wil innovatie de nodige kansen geven en gelooft dat dit akkoord hiertoe kan bijdragen. Bovendien komt het akkoord tegemoet aan enkele van onze specifieke bezorgdheden: zo verhoogt het werken met de procedure in twee stappen de juridische zekerheid. Essentieel is ook dat de geboden flexibiliteit de geloofwaardigheid van de EFSA-risicobeoordeling niet op de helling plaatst. Een aantal punten vragen onze aandacht bij de uitvoering van deze wetgeving. De mogelijke fragmentatie van de interne markt, de situatie in grensgebieden en de werkbaarheid van de regels moeten worden gemonitord.

Utorok 13. januára 2015

Jean-Paul Denanot (S&D), *par écrit*. — Cet accord met fin à 4 longues années de discussions passionnées et controversées sur la culture des OGM en Europe, qui vise essentiellement à permettre aux États membres qui souhaitent restreindre ou interdire la culture des OGM sur leur propre territoire de le faire. Leur décision de limiter ou d'interdire de telles cultures bénéficiera d'une plus grande sécurité juridique et leur évitera de recourir systématiquement à des moratoires pouvant être remis en cause à tout instant par des procédures contentieuses. Grâce à l'action du Parlement européen, le texte prévoit également les dispositions suivantes: la Commission va devoir dans les 2 ans mettre à jour la législation concernant l'évaluation environnementale des risques liés aux OGM; des mesures de coexistence aux frontières entre deux États dont l'un autoriserait la culture des OGM et pas l'autre sont obligatoires; les États qui autorisent la culture d'OGM sont autorisés à mettre sur pied des régimes de responsabilité en cas de dommages causés par des cultures OGM sur des cultures conventionnelles et biologiques voisines. J'ai soutenu ce rapport considérant qu'il s'agit d'une première avancée, mais j'estime que le débat doit se poursuivre au bénéfice du principe de précaution et d'une harmonisation nécessaire des pratiques en Europe.

Gérard Deprez (ALDE), *par écrit*. — Après plus de 4 ans de discussion, un accord a finalement pu être trouvé sur la délicate question de la culture des OGM dans les États Membres de l'Union. En ce qui concerne l'autorisation des OGM, le dispositif reste purement européen: c'est la Commission qui décide, sur la base d'avis scientifiques, d'autoriser ou non tel ou tel OGM. Pour ce qui concerne la culture des OGM, il revient aux États Membres de l'autoriser ou de l'interdire.

J'ai soutenu cet accord qui confirme le caractère européen du système tout en permettant de répondre aux vœux de nos citoyens dans les États où ils se prononcent clairement contre la culture des OGM.

Mireille D'Ornano (NI), *par écrit*. — Le texte proposé est trompeur. Présenté comme un gage de libertés donné aux États, il facilitera la culture des OGM. Or, quand bien même un État refuserait la culture d'un OGM, les lois du marché intérieur l'empêchent d'interdire la circulation de cet OGM et des produits qui en sont issus, destinés à la consommation. Les exigences en matière sanitaire, environnementale et alimentaire ne sont par ailleurs pas suffisantes dans les procédures d'autorisation et dans la surveillance des cultures d'OGM. J'ai voté contre ce texte qui menace la santé des peuples d'Europe et l'indépendance des agriculteurs qui seront tenus par des semences brevetées.

Ian Duncan (ECR), *in writing*. — Conservatives are committed to a science-based approach to regulating GMOs. The science on GMOs is clear, yet this position allows Member States to ban GMO production without clear scientific evidence.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — La mayoría neoliberal ha votado a favor de una Directiva que confiere más poder a las empresas multinacionales de la biotecnología. Hemos votado en contra por considerar que la modificación de la Directiva agilizaría la tramitación de autorizaciones de nuevos transgénicos a nivel europeo, lo que representa un riesgo para el medio ambiente, la biodiversidad y la salud humana y animal. Para España, el país con más superficie de cultivos de organismos modificados genéticamente en la UE, esto significaría la entrada incontrolada de cultivos transgénicos, contaminación transgénica de la cadena alimentaria, así como impactos en el sector de la agricultura ecológica. La nueva Directiva no ofrece ninguna compensación para los agricultores cuyos cultivos han sido contaminados con variedades transgénicas. Se corre el peligro de crear una Europa «a dos velocidades»: aquellos Estados más sensibles con la sostenibilidad de su agricultura tendrían la posibilidad de prohibir estos cultivos, mientras que se otorgaría vía libre a la entrada de nuevas variedades transgénicas en aquellos Estados en donde prevalece el interés de la industria biotecnológica. El lobby de la agroindustria lleva tiempo presionando para que se relajen las restricciones y se liberalicen -mediante tratados como ATCI y AECG- la entrada de alimentos transgénicos no autorizados en la UE.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραφώς*. — Είναι πάγια θέση μας πως πρέπει να απαγορευτεί γενικά η καλλιέργεια ΓΤΟ στην Ε.Ε. Και μόνο το γεγονός πως προβλέπονται τόσες προφυλάξεις για πιθανή μόλυνση από τους ΓΤΟ αποδεικνύει τους τεράστιους κινδύνους που εγκυμονεί για την ασφάλεια των πολιτών η εισαγωγή ΓΤΟ. Επιθυμούμε την πλήρη απαγόρευσή τους καθώς και την απαγόρευση κάθε έρευνας σχετικά με την ανάπτυξή τους.

Utorok 13. januára 2015

Bill Etheridge (EFDD), *in writing*. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, whilst Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments, which we regard as rather unfair. Therefore, we could not support this block vote.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — Esta diretiva vem dar aos Estados-Membros a possibilidade de proibirem ou limitarem o cultivo de organismos geneticamente modificados (OGM) autorizados a nível da UE nos seus territórios, com base em motivos ambientais, como a manutenção da biodiversidade local, nos impactos socioeconómicos ou em critérios relacionados com o uso do solo, entre outros. Em 2014, a área cultivada com OGM em Portugal era de 8542,41 hectares, de acordo com dados do Ministério da Agricultura.

Entre os motivos suscetíveis de serem invocados pelos Estados-Membros para justificar uma proibição ou restrição do cultivo de OGM encontram-se critérios ambientais, critérios relacionados com o ordenamento do território, com o uso do solo, com os impactos socioeconómicos, com os objetivos da política agrícola e com a necessidade de evitar a presença de OGM noutros produtos. Os Estados-Membros devem assegurar que as culturas GM não contaminam as culturas convencionais e biológicas e prevenir a contaminação transfronteiriça, um pedido expresso pela maioria dos agricultores europeus.

Jonás Fernández (S&D), *por escrito*. — La delegación socialista española apoya el acuerdo para dar flexibilidad a los Estados miembros que deseen prohibir los OMG en su territorio porque considera que la nueva Directiva cumple con los principios básicos de la UE respecto a los transgénicos: el principio de cautela, la transparencia y la protección de la salud y el medio ambiente.

Entendemos que se hubiera podido llegar más lejos en algunas medidas de salvaguardia, pero el acuerdo alcanzado corresponde a las evidencias científicas actuales y, sobre todo, servirá para desbloquear la situación de desprotección de aquellos Estados miembros que no querían incluir los OMG entre sus cultivos y que habían tenido que comparecer ante los tribunales por requerimiento de algunas empresas de biotecnología.

En este período que se abre a partir de la próxima primavera, será necesario tomar nota de la efectividad de las medidas de coexistencia que ahora serán vinculantes para ver si, efectivamente, la Directiva cumple su cometido de impedir la contaminación no deseada, especialmente en el caso de la agricultura tradicional y ecológica.

Edouard Ferrand (NI), *par écrit*. — Une fois de plus, l'idéologie et le dogmatisme européen se heurtent au bon sens.

En effet, l'intégration européenne est aujourd'hui arrivée à un tel point que toute proposition de renvoyer aux États membres les décisions relatives aux OGM se heurte au mille-feuille de normes européennes qui rendent celles-ci inopérantes et caduques. En vérité, ce qu'il faut, c'est remettre en cause l'ensemble de l'édifice de l'Union européenne. La souveraineté des États, voire le principe de subsidiarité, doit être la règle et non l'exception, comme c'est le cas aujourd'hui.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. — As boas intenções iniciais da maioria deste Parlamento claudicaram mais uma vez aos interesses económicos das multinacionais de biotecnologia.

Foram retirados pontos essenciais da proposta inicial, tais como o princípio da coexistência e a introdução de zonas limpas entre países vizinhos, subvertendo e enfraquecendo o princípio da precaução.

De acordo com esta versão da proposta, os Estados terão de pedir às multinacionais, que produzem e comercializam os OGM, autorização para que os excluam do seu âmbito geográfico. Estas podem aceitar ou recusar esse pedido. Inaceitável. É a total submissão do poder político aos interesses do grande capital.

Se dúvidas ainda restassem sobre o modo como a maioria deste parlamento encara este tema e as suas implicações, o simples facto de neste texto a base legal mudar da proteção ambiental para o mercado interno, deixa a descoberto mais uma das intenções desta proposta, inseparável do Acordo de Parceria Transatlântica de Comércio e Investimento com os EUA: satisfazer os objetivos comerciais das grandes empresas de biotecnologia (produtoras de OGM) norte-americanas.

Utorok 13. januára 2015

Ainda que a intenção inicial da proposta pudesse ser vista como um avanço relativamente à situação atual, das negociações com o Conselho resultou um texto inaceitável. Votámos contra.

Monika Flašíková Beňová (S&D), písomne — Zámer Európskej komisie dať členským štátom do rúk viac právomocí týkajúcich sa zákazu pestovania geneticky modifikovaných plodín je pozitívnym krokom. Netreba však zabúdať na to, že hlavným faktorom nie sú existujúce pravidlá, ale dopyt, ktorý veľmi ťažko ovplyvní eventuálna úprava legislatívy v predmetnej oblasti. V Európe je veľmi dobre známe, že primárnym dôvodom pre nízky rozsah pestovania geneticky modifikovaných plodín je nevýrazný záujem trhu o ich dodávky. Je nemožné očakávať od poľnohospodárov, že budú produkovať niečo, čo len veľmi ťažko predajú svojim obchodným partnerom a navyše v praxi sa často stáva, že odberatelia vyslovene požadujú dôkazy o tom, že dodávaný tovar nie je geneticky modifikovaný.

Lorenzo Fontana (NI), per iscritto. — Voto contro quest'accordo che non tutela i consumatori e non garantisce agli Stati membri il giusto potere decisionale su un tema così delicato.

Eleonora Forenza (GUE/NGL), per iscritto. — La proposta di modifica della direttiva è un ulteriore esempio della cultura liberista, che, in spregio alla tutela dell'ambiente e della salute dei cittadini, non vuole accettare nessuna reale regolamentazione che limiti o impedisca la coltivazione di OGM con criteri oggettivi e strumenti pubblici di autorizzazione e di controllo.

I termini di questo brutto compromesso proposto sono chiari: si propone di votare un testo di mediazione onnicomprensivo di tutte le modifiche negoziate con il Consiglio in tre mesi, dopo che quest'ultimo per ben 3 anni (!) dal 2011 a giugno 2014 non era stato capace o non aveva voluto trovare un'intesa con una posizione comune tra gli Stati membri su coltivazione OGM.

In questa sede ribadiamo infatti la nostra opposizione a una proposta che in realtà riduce la possibilità per gli Stati membri di restringere o proibire la coltivazione di OGM nel loro territorio, invece che aumentarla.

Notiamo inoltre come nel testo finale sia sparita anche la «liability» cioè la norma secondo cui «chi inquina paga» che il PE aveva preteso e ottenuto nel proprio testo al fine di obbligare il produttore con OGM, anche se autorizzato, a essere comunque responsabile e a dover sanare le contaminazioni accidentali su campi e coltivazioni non OGM.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), γραπτώς. — Καταψηφίζω την έκθεση A8-0038/2014. Είναι πάγια η θέση μου πως πρέπει να απαγορευτεί γενικά η καλλιέργεια ΓΤΟ στην Ε.Ε... Και μόνο το γεγονός ότι προβλέπονται τόσες προφυλάξεις για πιθανή μόλυνση από ΓΤΟ δείχνει τους τεράστιους κινδύνους που υποκρύπτονται για την ασφάλεια των πολιτών από την εισαγωγή ΓΤΟ. Επιθυμώ την πλήρη απαγόρευση της καλλιέργειάς τους καθώς και κάθε έρευνας σχετικά με την ανάπτυξη τους.

Francesc Gambús (PPE), por escrito. — He votado a favor de esta recomendación en segunda lectura teniendo en cuenta que el objetivo principal de este cambio legislativo es dar más flexibilidad y mayor seguridad jurídica a los Estados miembros que deseen prohibir, en la totalidad o en parte de su territorio, el cultivo de OMG autorizados a escala europea, incluso citando motivos medioambientales, como la protección de la biodiversidad y el mantenimiento de los hábitats y ecosistemas. Es importante incluir en la legislación la obligación de los Estados miembros de garantizar la coexistencia de cultivos y evitar, en particular, toda contaminación transfronteriza. Asimismo, es importante tener presente la creciente desaprobación, por parte de la opinión pública europea, de los OMG y, en particular, de su presencia en la alimentación humana. El texto presentado para su votación en el Parlamento Europeo tiene la voluntad de clarificar elementos de la Posición del Consejo que a ojos del Parlamento no han quedado suficientemente claros, así como las propuestas presentadas en primera lectura que el Consejo no tuvo a bien considerar pero que resultan de especial importancia.

Iratxe García Pérez (S&D), por escrito. — La delegación socialista española apoya el acuerdo para dar flexibilidad a los Estados miembros que deseen prohibir los OMG en su territorio porque considera que la nueva Directiva cumple con los principios básicos de la UE respecto a los transgénicos: el principio de cautela, la transparencia y la protección de la salud y el medio ambiente.

Utorok 13. januára 2015

Entendemos que se hubiera podido llegar más lejos en algunas medidas de salvaguardia, pero el acuerdo alcanzado corresponde a las evidencias científicas actuales y, sobre todo, servirá para desbloquear la situación de desprotección de aquellos Estados miembros que no querían incluir los OMG entre sus cultivos y que habían tenido que comparecer ante los tribunales por requerimiento de algunas empresas de biotecnología.

En este período que se abre a partir de la próxima primavera, será necesario tomar nota de la efectividad de las medidas de coexistencia que ahora serán vinculantes para ver si, efectivamente, la Directiva cumple su cometido de impedir la contaminación no deseada, especialmente en el caso de la agricultura tradicional y ecológica.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), por escrito. — He apoyado este acuerdo para dar flexibilidad a los Estados miembros que deseen prohibir los OMG en su territorio porque considera que la nueva Directiva cumple con los principios básicos de la UE respecto a los transgénicos: el principio de cautela, la transparencia y la protección de la salud y el medio ambiente.

Entiendo que se hubiera podido llegar más lejos en algunas medidas de salvaguardia, pero el acuerdo alcanzado corresponde a las evidencias científicas actuales y, sobre todo, servirá para desbloquear la situación de desprotección de aquellos Estados miembros que no querían incluir los OMG entre sus cultivos y que habían tenido que comparecer ante los tribunales por requerimiento de algunas empresas de biotecnología.

En este período que se abre a partir de la próxima primavera, será necesario tomar nota de la efectividad de las medidas de coexistencia que ahora serán vinculantes para ver si, efectivamente, la Directiva cumple su cometido de impedir la contaminación no deseada, especialmente en el caso de la agricultura tradicional y ecológica.

Nathan Gill (EFDD), in writing. — MEPs and the UK press billed this vote as giving powers in relation to GM crops back to the UK Government. However, that is very misleading. This was in fact a vote on numerous amendments, not on the legislation.

Only Amendment 20 actually gave any powers back, and it should have been voted on separately. However, it was lumped together with 50 other amendments, all reasserting the EU's right to rule over Britain, and therefore I voted against.

Neena Gill (S&D), in writing. - Crucial in winning my support for this report was the fact that, compared to the original Council position, it provides for enhanced environmental impact assessments of new GMOs, stronger measures that allow for better management of the coexistence of GM and non-GM crops, and increased protection against the unwanted influence of biotech companies.

I also believe it is vital that the report benefits smaller, traditional or organic farmers who tend to create more employment in the sector than the large industrial farms that are typically involved in GMO cultivation.

Finally, I welcome the fact that ultimately, it would be up to citizens to decide on whether or not their country will be involved in GMO cultivation, as the report allows for flexible and democratic opt-out.

Julie Girling (ECR), in writing. — I fully support attempts to unblock the Union process granting authorisation to GMOs for cultivation and import, and can appreciate that dealing with cultivation at Member State level may be the only way forward.

However, the agreement reached by the co-legislators contains, in my view, a number of highly unsatisfactory elements which prevent me from supporting the overall agreement.

The text adopted today will permit Member States to proceed directly to national bans post-Union authorisation, rather than first being required to seek a more legally sound 'opt-out' from authorisation, as initially proposed by the Council.

Furthermore, this text will allow for national bans to apply to 'groups of GMOs' – rather than being applied on a case-by-case basis – and fails to completely rule out the possibility of Member States citing environmental and public health grounds for national bans.

Utorok 13. januára 2015

Both of these elements conflict with the EFSA risk assessment process whereby environmental and public health risks of GMOs are examined on a case-by-case basis prior to Union authorisation being granted. As a matter of principle, I cannot accept a proposal which allows for the scientific assessment of GMOs to be undermined in this way. For this reason I abstained during the vote on the trilogue agreement.

Tania González Peñas (GUE/NGL), por escrito. — La mayoría neoliberal ha votado a favor de una Directiva que confiere más poder a las empresas multinacionales de la biotecnología. Hemos votado en contra por considerar que la modificación de la Directiva agilizaría la tramitación de autorizaciones de nuevos transgénicos a nivel europeo, lo que representa un riesgo para el medio ambiente, la biodiversidad y la salud humana y animal. Para España, el país con más superficie de cultivos de organismos modificados genéticamente en la UE, esto significaría la entrada incontrolada de cultivos transgénicos, contaminación transgénica de la cadena alimentaria, así como impactos en el sector de la agricultura ecológica. La nueva Directiva no ofrece ninguna compensación para los agricultores cuyos cultivos han sido contaminados con variedades transgénicas. Se corre el peligro de crear una Europa «a dos velocidades»: aquellos Estados más sensibles con la sostenibilidad de su agricultura tendrían la posibilidad de prohibir estos cultivos, mientras que se otorgaría vía libre a la entrada de nuevas variedades transgénicas en aquellos Estados en donde prevalece el interés de la industria biotecnológica. El lobby de la agroindustria lleva tiempo presionando para que se relajen las restricciones y se liberalicen -mediante tratados como ATCI y AECG- la entrada de alimentos transgénicos no autorizados en la UE.

Beata Gosiewska (ECR), na piśmie. — Genetycznie modyfikowane uprawy stanowią zagrożenie dla środowiska naturalnego oraz zdrowia ludzi i zwierząt. W krajach, w których od lat uprawia się GMO widać już szkodliwe działanie tych upraw, co potwierdzają również badania naukowe. Obywatele nie chcą na swoich talerzach żywności genetycznie modyfikowanej, dlatego politycy powinni wsłuchać się w głos społeczeństwa i zabronić tych upraw. Jedynym skutecznym rozwiązaniem jest wprowadzenie całkowitego zakazu GMO na terenie całej UE.

Ubolewam nad tym, że Unia nie wprowadziła takiego zakazu. Wypracowane porozumienie Parlamentu Europejskiego i Rady jest dalekie od ideału. Z jednej strony daje ono możliwość państwom członkowskim wprowadzenia zakazu GMO i liczę na to, że Polski rząd skorzysta z danego mu prawa. Z drugiej jednak strony należy uważać, by porozumienie to nie otworzyło furtki do łatwiejszej legalizacji GMO w przyszłości. Głosowałam za przyjęciem wypracowanego porozumienia, ponieważ poprawia ono obecny porządek prawny, który nie dawał państwom członkowskim możliwości zakazu tych upraw na swoim terytorium.

Antanas Guoga (ALDE), raštu. — Aš balsavau už valstybių narių galimybę riboti ar drausti GMO auginimą, nes manau, kad tikslinga vadovautis subsidiarumo principu, suteikiant valstybėms narėms daugiau lankstumo spręsti, ar jos nori, kad jų teritorijoje būtų auginamas GMO, nedarant poveikio ES GMO leidimų išdavimo sistemoje numatytam rizikos aplinkai ir žmonių sveikatai vertinimui. Taip pat už priemonės, pagal kurias būtų išvengiama netyčinio GMO atsiradimo. Labai svarbu, kad būtų išsaugota pasirinkimo laisvė ir numatytas aiškumas suinteresuotoms šalims dėl GMO auginimo ES.

Brian Hayes (PPE), in writing. — I voted in favour of the Ries Report on the Possibility for the Member States to restrict or prohibit the cultivation of GMOs as it provides a legal basis for Member States to restrict or prohibit GMO cultivation in their territory, even where such GMOs have been authorised at EU level. Grounds for prohibiting GMO cultivation may include agriculture policy objectives, land use, socio-economic impacts, public policy and co-existence. For the first time Member States have legal certainty about the cultivation of GMOs, giving them freedom to cultivate or not in line with their own wishes. The amending Directive respects the principle of subsidiarity.

Anja Hazekamp (GUE/NGL), schriftelijk. — Deze nieuwe regels zetten de Europese deur verder open voor genetisch gemanipuleerde producten en lidstaten krijgen te weinig mogelijkheden om genetisch gemanipuleerde gewassen (GGO's) te weren. Biotechbedrijven zullen een "verdeel en heers"-tactiek toepassen. Wanneer GGO's in enkele lidstaten worden toegelaten, zullen andere landen snel moeten volgen om de interne markt niet te verstoren.

90% van de Europeanen wil geen genetisch gemanipuleerde gewassen op de akkers, laat staan in hun voeding. Lidstaten zouden uitgebreide en juridisch geborgde mogelijkheden moeten krijgen om deze gewassen zelfstandig te verbieden, zelfs wanneer Brussel ze wel toelaat.

Utorok 13. januára 2015

De Partij voor de Dieren verzet zich al jaren tegen genetische manipulatie, onder meer omdat dit leidt tot meer monoculturen, terwijl er juist veel inspanning wordt verricht om de soortenrijkdom te verhogen. Daarnaast zal door deze GGO's het gebruik van landbouwgif toenemen, waardoor de kwaliteit van bodem, grondwater en oppervlaktewater verder achteruit zullen gaan. We moeten juist inzetten op schonere biologische landbouw, die niet afhankelijk is van landbouwgif.

Daarom heb ik tegen dit wetsvoorstel gestemd.

Gunnar Hökmark (PPE), *skriftlig*. — Lagstiftningen om genmodifierade grödor måste vara baserad på en vetenskaplig värdering av risker och nyttor. Det har varit en svensk ståndpunkt ända sedan vi gick med i EU för 20 år sedan, oavsett politisk färg. Det är beklagligt att den nya svenska regeringen frångått principen om vetenskaplighet, när den valde att lägga ner Sveriges röst trots att EFSA gav grönt ljus. Den svenska regeringen valde därmed att basera sin politik på allmänt tyckande istället för vetenskap. Att regeringen valde att inte förankra principbeslutet i EU-nämnden gör saken än värre. Förslaget om nationella förbud mot GMO är ytterligare ett steg bort från vetenskaplighet som vi inte kan stödja. Det riskerar att fragmentera den inre marknaden och hotar därmed även den fria rörlighet som är grundstenen i Europasamarbetet. Europeisk lagstiftning måste präglas av respekt för vetenskapliga och objektiva kriterier.

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. — Les députés au Parlement européen se sont accordés mardi midi sur le principe d'un compromis concernant le dossier épineux des OGM.

Depuis des années, les négociations étaient bloquées du fait des positions irréconciliables des pro et anti-OGM.

La réponse qui a été entérinée par le Parlement européen est imparfaite. Il faut le reconnaître.

En effet, le système permet aux États membres qui le souhaitent de cultiver des OGM et à ceux qui y sont opposés de les interdire en toute légalité.

C'est donc une réponse inaboutie qui perpétue un système à deux vitesses.

Cependant, ce compromis apporte des garanties juridiques qui sont essentielles pour freiner les recours exercés contre les États membres comme la France qui sont contre la culture d'OGM.

C'est pour cette raison que j'ai décidé de soutenir cette approche.

Ian Hughton (Verts/ALE), *in writing*. — The Scottish National Party is opposed to the cultivation of GM crops in Scotland: apart from the uncertainties about the long-term environmental effects, Scottish farming relies on a reputation for quality and environmental sensitivity, and we must not jeopardise consumer confidence in any way.

We cannot support this legislation as it is designed to promote the spread of GM crops in Europe. It was proposed with the implicit understanding that Member States which banned GM crops on their territory would drop their opposition to authorisation at the EU level.

I voted against because this law would not provide enough safeguards to keep Scotland GM-free. The anti-contamination measures would not apply to the border between England and Scotland, which is a serious concern because England will cultivate GM crops. This deal would not prevent the circulation of GM products in Scotland, and it does nothing on GM labelling.

We should focus instead on reforming the EU's environmental risk assessment and authorisation process to reflect the opposition of a majority of Member States and of Europe's citizens to the imposition of GM technology.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - La mayoría neoliberal ha votado a favor de una Directiva que confiere más poder a las empresas multinacionales de la biotecnología. Hemos votado en contra por considerar que la modificación de la Directiva agilizaría la tramitación de autorizaciones de nuevos transgénicos a nivel europeo, lo que representa un riesgo para el medio ambiente, la biodiversidad y la salud humana y animal. Para España, el país con más superficie de cultivos de organismos modificados genéticamente en la UE, esto significaría la entrada incontrolada de cultivos transgénicos, contaminación transgénica de la cadena alimentaria, así como impactos en el sector de la agricultura ecológica. La nueva Directiva no ofrece ninguna compensación para los agricultores cuyos cultivos han sido contaminados con variedades transgénicas. Se corre el peligro de crear una Europa «a dos velocidades»: aquellos Estados más sensibles con la sostenibilidad de su agricultura tendrían la posibilidad de prohibir estos cultivos, mientras que se otorgaría vía libre a la entrada de nuevas variedades transgénicas en aquellos Estados en donde prevalece el interés de la industria biotecnológica.

Utorok 13. januára 2015

lógica. El lobby de la agroindustria lleva tiempo presionando para que se relajen las restricciones y se liberalicen -mediante tratados como ATCI y AECG- la entrada de alimentos transgénicos no autorizados en la UE.

Robert Jarosław Iwaszkiewicz (EFDD), *na piśmie*. — Popieram decyzję Parlamentu Europejskiego o przekazanie wszystkich prerogatyw dotyczących dopuszczenia zakazu upraw roślin modyfikowanych genetycznie w kompetencje państw członkowskich. To właściwa droga. To państwa członkowskie jako jedyne powinny decydować, co jest dla nich najlepsze. Dość narzucania decyzji przez brukselską machinę administracyjną. Jej poprzednie decyzje doprowadziły już do kryzysu w Europie. Uprawy modyfikowane genetycznie to wciąż obszar olbrzymiej niepewności. Dlatego to państwa członkowskie najlepiej potrafią odczytać nastroje obywateli oraz zdecydować o ich ewentualnym dopuszczeniu. Sprzeciwiam się też wszystkim próbom podejmowanym przez Komisję Europejską, a dotyczącym karania państw, w których nastąpi niekontrolowane rozsiewanie. Podsumowując, im mniej władzy Komisji Europejskiej tym lepsze prawo w Europie.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. — Glasovao sam za nacrt zakonodavne rezolucije o stajalištu Vijeća u prvom čitanju radi donošenja direktive o izmjeni Direktive 2001/18/EZ u pogledu mogućnosti država članica da ograniče ili zabrane uzgoj GMO-a na svojem državnom području jer cijenim da se nakon dugogodišnjeg zastoja počinje riješavati problem sadnji i sijanja GMO-a u Europi. Iako sam osobno protivnik primjene GMO-a na području Europe i svjestan da se ovim izvješćem ne postavljaju tako visoki ciljevi, ipak se time otvara mogućnost da države članice samostalno donose najprije političku, a onda i zakonsku odluku ne primjenjivanja GMO-a na svom području.

Još kao istarski župan, prije više godina, inicirao sam donošenje Odluke kojom je Istarska županija proglašena „GMO free” područjem. To je u osnovi bio politički stav koji formalno nije imao zakonsko uporište, ali i jasan politički izraz vodstva Istarske županije.

Diane James (EFDD), *in writing*. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, while Amendment 20 did give powers back, it was cancelled out by the other 50 amendments which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow MEPs to vote on individual amendments – something which UKIP MEPs regard as undemocratic. It is also of clear relevance to UK voters understanding of the implications involved. Therefore, my fellow UKIP MEPs and I could not support this bloc vote.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de l'accord concernant la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire la culture d'organismes génétiquement modifiés.

Cet accord prévoit que les États membres souhaitant cultiver des OGM le puissent et que ceux qui veulent les interdire soient libres de le faire en toute légalité. L'accord prévoit par ailleurs l'adoption par les États membres de mesures de coexistence dans les zones transfrontalières pour éviter les contaminations de cultures traditionnelles.

Si ce système à deux vitesses n'est pas parfait, il permet de mettre fin à une longue période de flou et de blocage qui ne pouvait satisfaire personne et dont j'estime qu'il était urgent de sortir. De surcroît, il a le mérite d'instaurer enfin de la stabilité juridique sur cette question sensible. Ainsi, grâce à cet accord, les États comme la France qui prennent des mesures pour interdire les OGM n'auront plus à se justifier devant la Cour de Justice de l'Union européenne.

Je me félicite de l'adoption de cet accord.

Josu Juaristi Abaunz (GUE/NGL), *in writing*. - Euskal Herria Bildu voted against the report on the possibility for Member States to restrict or prohibit the cultivation of GMOs because the outcome raises a scenario in which, on the one hand, the right of Member States to prohibit the cultivation of GMOs is restricted but, on the other, the rights of multinational companies are strengthened.

Utorok 13. januára 2015

In our opinion, opting out of GM cultivation needs to be absolutely legally watertight – and, unfortunately, in the legislation before us this is far from being the case. What we are left with are legal loopholes enabling biotech companies to take countries to court. The concept of a private company being placed on the same footing as a sovereign country is deeply undemocratic and this is a worrying precedent. Furthermore, the liability system has also been removed so that no compensation will be offered to non-GM farmers whose produce is contaminated by GMOs.

The European Parliament entered the negotiations with a very good text which could and should have been defended but Parliament has not managed to defend it. EH Bildu is deeply disappointed by the text adopted today, as we simply believe that we must stop GMOs in the EU.

Philippe Juvin (PPE), par écrit. — Je me félicite de l'adoption de ce texte qui met fin à une situation de blocage après cinq ans de débat entre les institutions européennes. Cette nouvelle législation confère davantage de liberté aux États membres pour décider de cultiver ou d'interdire les OGM sur leur territoire, et offre à toutes les parties concernées une plus grande stabilité juridique. Certes il n'a pas été possible pour l'instant de trouver une réponse européenne unique au problème, ce qui aurait évité les distorsions de concurrence entre agriculteurs européens. Cependant, il convient de saluer les avancées permises par le nouveau texte à savoir: la liste élargie de motifs pour interdire légalement la culture des OGM et la création de mesures de coexistence dans les zones transfrontalières pour éviter les contaminations des cultures traditionnelles par des cultures OGM.

Jarosław Kalinowski (PPE), na piśmie. — Zezwolenie na osobne decydowanie o uprawie roślin GMO przez państwa członkowskie to umywanie rąk przez instytucje unijne i pozbywanie się odpowiedzialności.

Unia Europejska importuje uprawy, zboża i pasze z krajów, w których GMO jest dozwolone. Wprowadzenie zakazu obecności GMO w europejskich uprawach oznaczałoby zakłócanie konkurencyjności między plantatorami unijnymi a tymi z krajów, gdzie istnieje na nie przyzwolenie.

Wolna ręka dla państw członkowskich w decydowaniu o GMO to również zaburzenie konkurencji, także na rynku wewnętrznym. W niektórych krajach będzie można uprawiać zmodyfikowane rośliny, zwiększać plony i obniżać koszty, a w pozostałych, gdzie będzie zakaz, rolnicy staną się mało konkurencyjni w stosunku do swoich sąsiadów, którzy będą mogli stosować GMO. Zwykli rolnicy zostaną obciążeni kosztami politycznych decyzji, które nie zawsze są poparte naukowo.

Sandra Kalniete (PPE), rakstiski. — Es atbalstīju Eiropas Parlamenta un Padomes panākto vienošanos par priekšlikumu, kas ļauj ES dalībvalstīm ierobežot vai aizliegt ģenētiski modificētu augu kultivēšanu savā teritorijā. To būs iespējams darīt, pat ja ES līmenī to Eiropas Pārtikas nekaitīguma iestāde (EFSA) ir atļāvusi. Šis kompromisa teksts nodrošina skaidru juridisko pamatojumu ĢMO augu kultivēšanas aizliegšanai valsts teritorijā, tādā veidā dalībvalstīm dodot iespēju teikt 'pēdējo vārdu' un nodrošinot subsidiaritātes principa izpildi. Es uzskatu, ka ir svarīgi šādā ļoti politiski jūtīgā un sabiedrību polarizējošā jautājumā valstīm dot izvēles iespējas. Jaunie noteikumi ļaus dalībvalstīm aizliegt ĢMO kultūraugu daudzu apsvērumu, piemēram, vides, pilsētplānošanas, sociālo un ekonomisko, dēļ, kā arī, lai novērstu nejašu ĢMO piesārņojumu citos produktos un lauksaimniecības politikas mērķu dēļ. Dalībvalstīm būs jānodrošina, lai ĢMO kultūras nepiesārņo citus produktus, īpašu uzmanību pievēršot pārrobežu piesārņojuma novēršanai.

Barbara Kappel (NI), schriftlich. — Der vorliegende Antrag räumt den Mitgliedstaaten die Möglichkeit ein, den Anbau von GVO-Pflanzen aus umwelt-, sozial- und gesundheitspolitischen Gründen zu untersagen. Ein Vorschlag, der im Grunde zu unterstützen ist, weil er zu einer Verbesserung der aktuellen Situation führt. Folgendes gilt es jedoch zu bedenken: Es ist fraglich, ob die Verbote der Mitgliedstaaten eingehalten werden und ob genügend Rechtssicherheit herrscht. GVO-Konzerne können Schiedsgerichte anrufen, ebenso besteht die Möglichkeit eines EuGH-Urteils, dass ein solches Verbot den freien Warenverkehr und die gegenseitige Anerkennung von Standards und Zulassungen beeinträchtigt. Zudem ist unklar, wie lange dieser Vorschlag Rechtsgültigkeit haben wird: Die Einigung zwischen Parlament und Rat sieht eine Überprüfung für 2020 vor, doch kann es sein, dass a) es zu keiner Verlängerung kommt oder b) der Rat meint, dass sich die Parameter geändert haben und ein generelles Verbot von GVO-Pflanzen nicht mehr notwendig ist. Ebenso fehlen Verbraucherschutzbestimmungen in Bezug auf GVO-kontaminierte Lebensmittel, sodass das Anbauverbot in einem Land durch Anbau, Verarbeitung und Export aus einem anderen Land umgangen werden kann.

Utorok 13. januára 2015

Ich bin der Meinung, dass der Vorschlag zwar in die richtige Richtung geht, aber bei weitem nicht ausreicht: Es bedarf eines EU-weiten Verbotes von GVO. Aus diesem Grunde habe ich mich enthalten.

Afzal Khan (S&D), in writing. — I supported the strong measures to allow Member States to limit or ban the cultivation of GMOs on their territory if they so wish. I believe this compromise allows national governments to take into account both scientific evidence and citizens' concerns before making a decision on whether or not to introduce GMO cultivation.

Agnieszka Kozłowska-Rajewicz (PPE), na piśmie. — Nowe przepisy o GMO wychodzą naprzeciw państwom członkowskim, które zakazały lub planują zakazać upraw genetycznie zmodyfikowanych roślin na swoim terytorium, podając właściwą podstawę prawną i ułatwiając decyzję o ograniczeniu lub zakazie upraw GMO. Zakaz ten nie może jednak dotyczyć badań naukowych oraz obrotu zmodyfikowanymi nasionami. Jest to istotne w świetle faktu, że technologie z wykorzystaniem inżynierii genetycznej są powszechnie wykorzystywane w medycynie, przy produkcji leków, m.in. insuliny, w badaniach mechanizmów chorób, np. chorób nowotworowych, w transplantologii i wielu innych dziedzinach.

Nowe przepisy nie ograniczają państw, które na szeroką skalę prowadzą uprawy GMO i nadal planują to robić. Zakaz upraw GMO pozostaje opcją do wyboru, w zależności od lokalnej sytuacji środowiskowej i nastawienia społecznego.

GMO to wielka nadzieja ludzkości, ale także określone ryzyka. Dlatego obecne regulacje muszą być uzupełnione krajowymi przepisami, które zapewnią odpowiednią kontrolę i bezpieczeństwo produkcji z wykorzystaniem GMO oraz zagwarantują ochronę przed skażeniem innych produktów i infekcją terytoriów sąsiednich państw.

Nowe przepisy pozwolą krajom takim jak Polska, gdzie rolnictwo oparte jest na tradycyjnych, ekologicznych metodach uprawy, w pełni wykorzystać ekologiczny i zdrowotny potencjał upraw. Kluczowe jest zapewnienie konkurencyjnych cen dla zdrowej żywności, tak aby nie była towarem luksusowym dostępnym jedynie dla najbogatszych.

Kashetu Kyenge (S&D), per iscritto. — Con il voto di oggi del Parlamento europeo sulla riforma della direttiva in materia di OGM abbiamo finalmente sancito il diritto degli Stati membri di limitare o proibire la coltivazione di organismi geneticamente modificati sul territorio nazionale. E questo anche a discapito di un'autorizzazione concessa a livello europeo dall'Agenzia per la sicurezza alimentare. In un futuro immediato, quindi, l'Italia potrà decidere di dire no a colture OGM nel proprio territorio a seguito di considerazioni socioeconomiche, di uso dei suoli, di pianificazione territoriale, di contaminazione transgenica di altre coltivazioni, nonché di mere scelte di politica agricola e ambientale.

Questa decisione rappresenta una grande conquista per il nostro paese che da sempre si è schierato verso un modello agroalimentare di qualità e rispettoso dell'ambiente. Ora non resta che attivare, senza indugio, le procedure di recepimento nazionale.

Giovanni La Via (PPE), per iscritto. - Dopo quattro anni di negoziato, siamo riusciti a raggiungere un difficile accordo sul delicato tema degli OGM. Esso riconosce la sovranità e l'autonomia di ogni Stato membro circa la possibilità, in pieno rispetto del principio di sussidiarietà, di vietare o limitare, in tutto o in parte del loro territorio, la coltivazione di OGM che sono stati autorizzati o che sono sotto la procedura di autorizzazione a livello europeo. Tale scelta potrà essere esercitata sulla base di criteri rigorosi, non in contrasto con la valutazione della salute e del rischio ambientale effettuata dall'EFSA, saranno quindi tutelate le esigenze dei cittadini, dei consumatori e dei singoli Stati. Desidero ringraziare la relatrice, i colleghi che hanno lavorato su questo dossier, nonché il ministro Galletti, per lo spirito collaborativo che ci ha permesso di raggiungere il miglior accordo possibile, date tutte le circostanze.

Gabrielius Landsbergis (PPE), raštu. — Genetiškai modifikuotų organizmų auginimas kėlė karštas diskusijas ne vienerius metus.

Todėl sveikinu pastarąjį Europos Parlamento sprendimą, suteikti valstybėms narėms teisę apsispręsti dėl GMO leidimo ar draudimo. Maisto saugos ir sveikatos klausimai – valstybių narių prerogatyva, todėl daug diskusijų keliantys, kartais net kontraversiniai, įvairiais interesais apipinti klausimai – vis tik geriausiai gali būti sprendžiami atsižvelgus į valstybės narės interesus.

Utorok 13. januára 2015

Constance Le Grip (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette directive européenne très importante, sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Il s'agissait de combler le vide juridique qui préexistait en la matière au niveau européen, en donnant un socle juridique commun aux États membres. Ils auront désormais un cadre législatif pour pratiquer, restreindre ou interdire la culture des OGM sur leur territoire. Cette directive est un compromis qui ne satisfait en réalité pas pleinement, ni les pro-OGM ni les antis, mais qui a le mérite d'encadrer la culture des OGM et leur commercialisation au sein du Marché intérieur, y compris dans les zones transfrontalières.

Patrick Le Hyaric (GUE/NGL), *par écrit*. — La proposition d'autorisation dite «à la carte» va certes faciliter les refus nationaux de cultures d'organismes génétiquement modifiés, mais par ricochet elle va favoriser les autorisations européennes puisque les États ne craindront plus d'être forcés par la Commission à autoriser les cultures sur leur territoire.

De plus la logique d'autorisation est renforcée par le fait que les bases mêmes des futures interdictions nationales sont fragiles, puisque sur des articles ayant trait au Marché intérieur alors que le Parlement demandait que la base juridique du texte soit l'environnement.

Par conséquent, j'ai refusé de m'associer à cette victoire à la Pyrrhus et ait voté contre ce texte. Celui-ci vient de surcroît briser le front commun européen contre les OGM, au moment même où la Commission négocie avec les États-Unis un grand accord commercial.

Par cette approche nationale il effrite l'opposition européenne aux produits américains génétiquement modifiés. Comment poursuivre cette interdiction si en parallèle nous autorisons la culture des mêmes OGM dans certains pays européens? C'est au mieux une erreur tactique, au pire un calcul volontaire des négociateurs de la Commission que je refuse en bloc.

Marine Le Pen (NI), *par écrit*. — Avec cette directive, les États membres auront la possibilité d'interdire ou de permettre la culture d'OGM sur leur territoire. En raison de la libre circulation, le nombre de produits à base d'OGM risque de fortement augmenter dans le commerce de détail dans tous les pays. Cette directive n'est donc pas acceptable.

Gilles Lebreton (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre ce texte car il est un leurre destiné à tromper les citoyens. En apparence, il respecte la souveraineté des États puisqu'il leur permet d'interdire la culture des OGM sur leur territoire. Mais en réalité, il ne change rien pour les consommateurs. Car avec la liberté de circulation des marchandises, les OGM viendront dans les supermarchés français en provenance des États européens qui les autorisent. Et les consommateurs français mangeront des OGM sans le savoir. C'est donc un texte qui donne satisfaction aux multinationales au détriment de la souveraineté des États et aussi de la santé humaine, car il faut rappeler que les OGM sont généralement conçus pour supporter des doses massives de Roundup, qu'on retrouve ensuite dans les aliments.

Philippe Loiseau (NI), *par écrit*. — Je vote contre ce texte car le Parlement veut nous faire croire qu'un État pourra empêcher la consommation d'OGM sur son territoire. C'est totalement impossible dans une économie globalisée aux mains des multinationales, où les frontières n'existent plus. Une véritable souveraineté doit permettre à un État de pouvoir interdire la consommation d'OGM ou, le cas échéant, de soutenir une recherche nationale indépendante des lobbies.

Juan Fernando López Aguilar (S&D), *por escrito*. — La delegación socialista española apoya el acuerdo para dar flexibilidad a los Estados miembros que deseen prohibir los OMG en su territorio porque considera que la nueva Directiva cumple con los principios básicos de la UE respecto a los transgénicos: el principio de cautela, la transparencia y la protección de la salud y el medio ambiente.

Entendemos que se hubiera podido llegar más lejos en algunas medidas de salvaguardia, pero el acuerdo alcanzado corresponde a las evidencias científicas actuales y, sobre todo, servirá para desbloquear la situación de desprotección de aquellos Estados miembros que no querían incluir los OMG entre sus cultivos y que habían tenido que comparecer ante los tribunales por requerimiento de algunas empresas de biotecnología.

Utorok 13. januára 2015

En este período que se abre a partir de la próxima primavera, será necesario tomar nota de la efectividad de las medidas de coexistencia que ahora serán vinculantes para ver si, efectivamente, la Directiva cumple su cometido de impedir la contaminación no deseada, especialmente en el caso de la agricultura tradicional y ecológica.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), por escrito. — Posicionándose respecto a una propuesta inicial de la Comisión, el Parlamento Europeo votó en 2011 a favor de ampliar la lista de supuestos de restricción y prohibición de cultivo de organismos modificados genéticamente (OMG). En 2014, el Consejo adoptó una propuesta radicalmente distinta, por la que se limitaban enormemente los supuestos de prohibición de cultivos de OMG. Si bien el Parlamento pudo restituir parcialmente su posición inicial mediante las enmiendas introducidas en el informe a su paso por la Comisión de Medio Ambiente, la redacción final se aleja de lo aprobado en 2011 e introduce una enorme ambigüedad respecto a los supuestos en los que los Estados podrían prohibir el cultivo de un OMG.

Además, se restituía la regulación de los OMG al mercado interno y se diluía casi totalmente el régimen de responsabilidades financieras defendido anteriormente por el Parlamento.

Con la nueva redacción se facilita que las grandes multinacionales de los OMG comercialicen sus cultivos pese a la oposición de los Estados y pueblos europeos preocupados por sus consecuencias, sin que exista un mecanismo adecuado para compensar los riesgos que derivan de esta liberalización. Por estos motivos, he votado en contra.

Peter Lundgren (EFDD), in writing. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, whilst Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments, which we regard as rather unfair. Therefore, The Sweden Democrats could not support this block vote.

Petr Mach (EFDD), písenně. — Nemám strach z geneticky upravené kukuřice, ale členské státy by podle mého názoru měly mít právo pěstování GMO na svém území povolit nebo nepovolit. Hlasuji pro tento pozměňovací návrh, aby nedocházelo k blokování povolení na úrovni EU, pokud existují členské státy, které si na svém území geneticky modifikované plodiny nepřejí.

Ivana Maletić (PPE), napisan. — U srpnju 2010. godine Europska komisija dala je svoj prijedlog kojim se dopušta da države članice odluče o zabrani uzgoja GMO-a na njihovom teritoriju. Nakon više od 4 godine pregovaranja u Vijeću i Parlamentu, dogovor je postignut.

S obzirom na visoku osjetljivost država članica na uzgoj GMO proizvoda, ova tema izazvala je velika neslaganja unutar Unije gdje 149 000 hektara obuhvaćaju GMO usjevi, i to pretežito u Španjolskoj i Portugalu koji su ujedno i najveći proizvođači u Europskoj uniji.

S druge strane, 21 članica Europske unije, pa tako i Hrvatska, ne dozvoljava sjetvu GMO usjeva.

Ovim se dokumentom državama članicama, pod određenim uvjetima, dozvoljava ograničavanje ili zabrana GMO usjeva na svom teritoriju iako je taj isti usjev autoriziran na EU razini.

Time je ostvaren politički konsenzus i pokazana volja Unije da sluša zahtjeve svojih građana i uzima ih u obzir prilikom donošenja odluka. Podržavam ovo izvješće jer je njime omogućen izbor što je od posebne važnosti za Hrvatsku ali ujedno i izražavam potrebu za kvalitetnom kontrolom tih usjeva radi očuvanja GMO čistih teritorija.

Светослав Христов Малинов (PPE), в писмена форма. — Днес в Европейския парламент се направи важна стъпка за разрешаването на казуса, свързан с отглеждането на генетично модифицирани храни на територията на Европейския съюз. С колегите от ЕП приехме промени в европейското законодателство, които позволяват всяка държава членка от ЕС да вземе финалното решение по ограничаването или пълната забрана на ГМО на нейната територия. Промененото законодателство внася допълнителна правна яснота, като позволява на страни като България да забранят отглеждането на ГМО, позовавайки се на специфични основания, свързани със социално-икономически причини, специфични цели в сферата на околната среда и др.

Запазва се ролята на Европейската агенция за безопасност на храните (ЕАБХ), която има правото да даде становище относно безопасността на определен ГМО продукт на базата на задълбочени научни изследвания. Всяка страна членка вече е свободна да реши сама дали да последва становището на ЕАБХ или да определи режим, който е съобразен с националните ѝ специфики. Важно е да се отбележи, че текстовете изискват и висока степен на гаранция от страни, които отглеждат ГМО на своята територия, така че да гарантират опазването на продукцията на съседните страни.

Utorok 13. januára 2015

За пореден път ЕП демонстрира, че гарантира осигуряването на максимално високи хранителни стандарти за опазването на интереса и здравето на своите потребители.

Andrejs Mamikins (S&D), rakstiski. — Es atbalstīju tiesību aktu, kas ļaus Eiropas Savienības dalībvalstīm ierobežot vai aizliegt ģenētiski modificētu augu kultivēšanu savās teritorijās, pat ja to būs atļāvusi ES. Priekšlikumu, par ko Eiropas Parlaments un ES Padome neoficiāli vienojās pagājušā gada decembrī, iesniedza jau 2010. gadā, tomēr kopīgas nostājas panākšana dalībvalstīm prasīja četrus gadus un notika faktiski tikai šodien.

Vladimír Maňka (S&D), písomne - Ja osobne mám s využívaním geneticky modifikovaných organizmov (GMO) problém. Uvedomujem si však, že na stovky nevyliciteľných chorôb len vďaka GMO dokážeme vyvinúť účinné látky. Vecne sa problém týka výlučne pestovania GMO na účely úrody alebo výskumu na otvorenom poli. Na dovoz GMO určených predovšetkým na skrmovanie dobytkom sa tento právny predpis nevzťahuje. Hlavný cieľ tejto zmeny je poskytnúť širší priestor a väčšiu právnu istotu členským štátom, ktoré chcú zakázať na celom svojom území alebo na jeho časti pestovanie GMO povolené na európskej úrovni.

Členský štát tak dostáva väčšiu nezávislosť. Bude sám môcť rozhodnúť o zákaze používania GMO na svojom území. V EÚ máme jedny z najprísnejších pravidiel vo svete a táto úprava je ďalším sprísnením. Preto tento kompromis podporujem.

Νότης Μαρτιάς (ECR), γραπτώς. — Καταψηφίζω την εν λόγω Σύσταση διότι θεωρώ ότι η θέση του Συμβουλίου δεν παρέχει απεριόριστη εξουσία στα Κράτη Μέλη της Ε.Ε. να περιορίσουν ή να απαγορεύσουν την καλλιέργεια γενετικά τροποποιημένων οργανισμών (ΓΤΟ) στην επικράτειά τους.

David Martin (S&D), in writing. — I supported this proposal. Commission President Jean-Claude Juncker, outlining Commission policy to the MEPs on 15 July 2014, set out his intentions: 'I also intend to review the current legislation authorising the use of genetically modified organisms. I consider it unacceptable that, under current rules, the Commission is legally obliged to authorise the import and processing of new GMOs, even in cases where a clear majority of Member States are opposed to their use.' In this climate it is right that Member States be given the right to make decisions on GMO cultivation.

Fulvio Martusciello (PPE), per iscritto. — Favorevole alla direttiva «la possibilità per gli Stati membri di limitare o vietare la coltivazione di organismi geneticamente modificati – OGM - sul loro territorio».

L'obiettivo principale di tale modifica consente ai singoli paesi membri di limitare o vietare la coltivazione di colture contenenti organismi geneticamente modificati - OGM - in tutto il loro territorio o parte di esso in modo da poter prendere in considerazione le specificità nazionali e locali.

Il nuovo testo, che rispetto alla direttiva del 2001 introduce norme chiare, contribuisce a dare maggiore certezza giuridica sulla possibilità per ogni paese membro di decidere se vietare o limitare le coltivazioni transgeniche anche se consentite nell'Unione.

Dopo oltre 4 anni dalla proposta originaria della Commissione europea, l'Unione europea ha finalmente raggiunto un accordo importante su questo tema

Barbara Matera (PPE), per iscritto. — Lo scopo della proposta è quello di fornire agli Stati membri una solida base giuridica, che stabilisca criteri per limitare, o vietare, la coltivazione di organismi geneticamente modificati (OGM) all'interno dei propri territori.

Il progetto legislativo originario, elaborato da parte della Commissione europea, risale al luglio 2010.

Dopo quattro anni, grazie ad un apprezzabile sforzo congiunto, da parte del Parlamento e del Consiglio, è stato finalmente raggiunto un accordo.

Il mio sostegno nei confronti della relazione a firma del collega Ries, deriva dalla convinzione che il compromesso negoziato sia l'unico possibile.

Utorok 13. januára 2015

Gli Stati membri presentano posizioni molto differenti in materia di coltivazione di OGM. Pertanto, ritengo giusto che venga garantita loro un'autonomia decisionale, e di giudizio, in questo campo.

Marisa Matias (GUE/NGL), por escrito. — Votei contra por considerar que o cultivo de OGM representa um grave perigo para a saúde, para o ambiente e para a biodiversidade. A decisão sobre esta matéria não pode ser deixada aos Estados-Membros, porque é uma decisão que tem repercussões além fronteiras, não só pelo risco da contaminação mas também pela distribuição e venda de produtos OGM, mesmo nos países onde está proibido o cultivo. Devolver aos Estados-Membros a decisão nesta matéria é um presente envenenado, pois estão a ser postos em causa os direitos e a saúde dos cidadãos europeus sob uma falsa capa de reforço da soberania nacional. É, pois, uma farsa, sobretudo quando sabemos esta é uma das questões que será negociada no âmbito do Acordo de Parceria Transatlântica

Georg Mayer (NI), schriftlich. — Die Ausarbeitung ist mangelhaft. Leider besteht weiterhin die Möglichkeit, GVOs in Lebensmitteln anderer Mitgliedstaaten in den eigenen Mitgliedstaat einzuführen.

Mairead McGuinness (PPE), in writing. — I voted in favour of the Ries report on the possibility for the Member States to restrict or prohibit the cultivation of GMOs, as it provides a legal basis for Member States to restrict or prohibit GMO cultivation in their territory even where such GMOs have been authorised at EU level. Grounds for prohibiting GMO cultivation may include agriculture policy objectives, land use, socio-economic impacts, public policy and co-existence. For the first time Member States have legal certainty about the cultivation of GMO, giving them freedom to cultivate or not in line with their own wishes. The amending directive respects the principle of subsidiarity.

Anthea McIntyre (ECR), in writing. — Unblocking the 15-year deadlock on GM cultivation is something I very much welcome. But giving Member States the right to ban their cultivation on non-scientific grounds sets a dangerous precedent. We need to encourage science and innovation, not deter it. We need to base decisions on scientific evidence, not uninformed prejudice.

There are enormous benefits that biotechnology can provide. I recently visited Rothamsted Research Station. It is the longest-running agricultural research station in the world, providing cutting-edge science and innovation for nearly 170 years. I was especially interested to hear about their work on Omega-3 oils. These oils have proved to be beneficial to human health. They are currently only available through marine fish. Rothamsted has developed Camelina plants that accumulate Omega-3 long-chain polyunsaturated fatty acids in their seeds, thus providing a novel method of creating a terrestrial source of this essential oil, utilising existing farming practice and machinery.

This is what GM cultivation is really about: GM technology has much to offer us and we should not deprive our citizens of its potential benefits.

Nuno Melo (PPE), por escrito. — Concordo com o facto de os Estados-Membros terem a possibilidade de limitar ou proibir o cultivo de organismos geneticamente modificados (OGM) no seu território, de acordo com a presente proposta agora aprovada. Concordo também com as alterações propostas pelo PE que acrescentam medidas destinadas a proibir ou limitar o cultivo de OGM na totalidade ou em parte do território nacional. Devemos também poder basear-nos em motivos ambientais locais ou regionais e nos impactos socioeconómicos, para proceder as essas proibições.

Os Estados-Membros devem também, quando decidem, ter em atenção motivos relacionados com os impactos socioeconómicos, como a inviabilidade ou o elevado custo das medidas de coexistência e o risco de contaminação da agricultura convencional ou biológica por OGM. Daí o meu voto favorável.

Roberta Metsola (PPE), in writing. — I voted in favour of this recommendation because it confirms that it will be up to the Member States to decide on whether to restrict or ban GMOs from their territory. It also recognises that the cultivation of GMOs is an issue that is more thoroughly addressed at Member State level; whilst preserving the internal market by ensuring that the importation of GMOs remains regulated at Union level. It is also important that modifications were proposed to ensure the transparency of the procedure to restrict or prohibit GMO cultivation.

Utorok 13. januára 2015

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Je félicite Frédérique Ries pour l'adoption de ce rapport, qui a pour objectif de donner aux États membres une base juridique plus large leur permettant de refuser la culture d'OGM sur leur territoire malgré l'autorisation des semences par l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Face aux inquiétudes de nos concitoyens, certains États membres souhaitent interdire davantage la culture d'OGM. Ils se trouvent toutefois confrontés à un blocage juridique remettant en cause la conformité avec la législation européenne en vigueur. Ce rapport permet donc de mieux encadrer le refus de cette culture tout en donnant une plus grande marge de flexibilité aux États membres.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. — V problematike geneticky modifikovaných organizmov, GMOs, je dôležité, aby sme chránili v prvom rade zdravie a bezpečnosť občanov EÚ a členských štátov. Drvivá väčšina európskych občanov si neželá pestovať a konzumovať geneticky modifikované plodiny, ani zvieratá geneticky modifikované určené na konzumáciu. Oddnes aj členské štáty, ktoré si to vyslovene neželajú, majú jasné právo nepestovať GMOs na svojom území. Menšina štátov, ktoré už GMOs pestujú, musí prijať opatrenia zamedzujúce kontamináciu polí zo strany tých, ktoré takéto plodiny pestujú, máme tu na mysli polia v prihraničných oblastiach. V texte schválenom Radou a dnes aj Európskym parlamentom je zakotvená možnosť OPT OUT členských štátov nepestovať GMOs na svojom území, čo podľa mňa zvyšuje práva v zmysle subsidiarity členských krajín. Existuje tam aj ochranná doložka voči dovozom zo zahraničia, aby si nemohli na súde vymôcť právo dovážať takéto plodiny napriek nechuti ich v nejakej krajine pestovať. Myslím, že tento text posilní tri princípy, aj keď nie je ešte úplne dokonalý, je to kompromis. Tie tri princípy sú transparentnosť, ochrana zdravia a bezpečnosť.

Anne-Marie Mineur (GUE/NGL), *schriftelijk*. — Hoewel ik het toejuich dat nationale overheden weer een bevoegdheid terugkrijgen die hen nooit had mogen worden afgepakt door de EU, heb ik tegen dit voorstel gestemd omdat het staten niet voldoende juridische garanties geeft voor het verbieden van genetisch gemanipuleerde organismen (GGO's) op eigen grondgebied.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — The EU authorisation system for GMOs aims at avoiding possible adverse effects on human and animal health and the environment, while establishing an internal market for GM products. However, the existing rules are not sufficient anymore to guarantee flexibility and legal certainty to Member States who want to restrict or prohibit the cultivation of GMOs after they have been authorised at EU level. Therefore, I voted in favour of the new rules, which will introduce more legal certainty with regard to the cultivation of GM crops, more flexibility for Member States to restrict or prohibit GM cultivation on their territory, and obligatory coexistence measures to protect GMO-free countries from cross-border contamination by GMOs.

Giulia Moi (EFDD), *per iscritto*. — Questo Parlamento ci ha chiamati oggi a prendere una decisione sulla possibilità per gli Stati membri di restringere o proibire la coltivazione degli organismi geneticamente modificati sui loro territori. Il mio voto rispetto a questo provvedimento è contrario. Contrario perché le buone intenzioni di questo accordo sono in contraddizione con il modo in cui in realtà l'Europa sta agendo. Ritengo inutile infatti dare questa possibilità ai singoli Stati, quando nello stesso tempo l'UE sta per stringere accordi commerciali che riguardano anche i prodotti agricoli con paesi come gli Stati Uniti e non solo. È inutile dare il consenso a questo paradosso per il quale avremo ancora i prodotti della nostra terra, ma dovranno resistere alla concorrenza dei prodotti OGM di cui sarà invasa l'Europa dopo la conclusione di accordi come il TTIP. Inutile, ancora, aprire le porte alle grandi multinazionali che sfrutteranno la disponibilità dei paesi che non avranno imposto il divieto creando ancora una volta un divario - soprattutto economico - fra i paesi dell'UE. Vi chiedo per questo di aprire gli occhi e di mettere al primo punto della vostra agenda la salute dei cittadini e la tutela delle imprese che garantiscono un'agricoltura ecosostenibile.

Sorin Moisă (S&D), *în scris*. — Este vorba despre un subiect extrem de delicat și controversat, aflat în dezbatere politică și legislativă încă de la începutul Comisiei Barroso II. În contextul unui blocaj permanent la nivel de Consiliu, este în cele din urmă o soluție de bun-simț să dai posibilitatea statelor membre să decidă dacă acceptă sau nu culturile OMG. Va fi important ca regulile de co-existență ale culturilor OMG cu celelalte culturi, „normale”, să fie solide, pentru a nu permite „infestarea” culturilor clasice cu genetica de la cele modificate genetic. Decizia nu schimbă nici într-un fel regulile de comerț internațional: soia modificată genetic, de pildă, poate fi importată în UE ca și până acum. Singura schimbare este că statele membre, și nu Bruxelles-ul, fie el Consiliu sau Comisie, vor avea cel mai greu cuvânt de spus în decizia de aprobare a cultivării, după ce agenția de specialitate a UE decide că, științific vorbind, culturile sunt OK din punct de vedere al sănătății consumatorilor, altor plante etc.

Utorok 13. januára 2015

Bernard Monot (NI), *par écrit*. — Malgré un intitulé trompeur, le texte sur les OGM soumis au vote n'est pas satisfaisant à plusieurs égards. Il revient à interdire l'importation et la libre circulation d'OGM sur des territoires qui en ont interdit la culture. Une telle interdiction doit être validée par la Commission. En cas d'interdiction de culture, les agriculteurs ne peuvent exploiter la technologie mais les consommateurs trouveraient malgré tout ces OGM dans leur assiette, sans possibilité de traçage. En conséquence, il convient de voter contre ce texte. Les OGM tels qu'ils nous sont imposés par les multinationales de l'agrochimie et par l'Union européenne sont inacceptables et dangereux: augmentation des pesticides, asservissement des agriculteurs, désastres écologiques sur la faune et la flore. Dans un objectif de souveraineté alimentaire, la technologie OGM n'est acceptable en France que sous trois conditions: que l'État puisse décider des améliorations et propriétés à apporter, être en mesure de les produire sur notre territoire selon nos propres usages, en maîtriser la mise sur le marché. Le FN n'est, à ces conditions, pas opposé à une réflexion plus approfondie, afin notamment d'éviter que ne se creuse un fossé technologique entre l'Europe et les États-Unis.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre cette recommandation qui permettrait de modifier la directive 2001/18/CE et donnerait la possibilité aux États membres de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire. Même si, en apparence, ce texte semble redonner une certaine souveraineté aux États membres, dans la réalité il n'en sera rien, le principe même de la libre circulation dans l'Union européenne faussant d'emblée la donne. Le modèle économique ultralibéral prôné par Bruxelles permettra dans tous les cas l'importation de produits provenant de pays tiers autorisant les OGM, à destination de pays de l'UE les interdisant. Les États membres n'ayant plus aucun contrôle sur leurs frontières nationales, la législation ou les budgets débloqués pour cette recommandation ne sont qu'un artifice de plus. Rien n'empêchera ici les multinationales de l'agroalimentaire et la grande distribution de continuer à engranger des bénéfices sur le dos de la santé des consommateurs et de la nature. L'UE, en restant sourde face aux injonctions des citoyens européens, qui condamnent majoritairement les OGM, reste bel et bien soumise aux lobbies de l'agroalimentaire. Quant au prochain traité de libre-échange avec les États-Unis, il ne fera évidemment qu'aggraver cette situation avec l'application de la déréglementation totale.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the report as I believe that it leaves the door open for the introduction of a ban on GMO cultivation should such a policy be adopted by any future Labour government. In addition, it also provides for strengthened environmental impact assessment of new GMOs as well as more robust coexistence measures for better management of GM and non-GM crops.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte qui clarifie les possibilités pour les États membres d'autoriser ou non la culture d'Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) sur leur territoire. Ce texte accroît la sécurité juridique et maintient aux États membres le dernier mot pour décider s'ils autorisent ou non la culture d'OGM. Il prévoit en outre l'adoption par les États membres de mesures de coexistence dans les zones transfrontalières pour éviter les contaminations de cultures traditionnelles par des cultures OGM.

Elisabeth Morin-Chartier (PPE), *par écrit*. — Le mardi 13 janvier, j'ai voté en faveur du rapport prévoyant la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire. Après 5 années de débats entre le Parlement européen et le Conseil, ce texte n'offre pas une réponse idéale, mais permet de débloquer la situation actuelle. Les États membres pourront ainsi interdire ou autoriser la culture d'OGM sur leur sol s'ils le souhaitent, sans craindre d'être poursuivis en justice. En effet, jusqu'à présent, le manque de législation claire rendait vulnérables les États qui, comme la France, engageaient des procédures pour interdire ces cultures. Ce texte prévoit également des mesures de coexistence autour des zones transfrontalières, afin d'éviter les contaminations des cultures traditionnelles par des cultures OGM. Je soutiens ce compromis, qui devrait permettre, à terme, de trouver une réponse à l'échelle européenne.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — Accogliamo con favore questa raccomandazione in quanto consente, innanzitutto, di superare la fase di stallo in cui ci si è trovati per quattro anni a causa del disaccordo tra Stati membri pro o anti OGM, ma anche perché l'obiettivo principale di tale modifica legislativa è proprio quello di dare maggiore flessibilità ed una più grande certezza giuridica.

Utorok 13. januára 2015

Queste nuove norme contengono una maggiore discrezionalità per gli Stati membri, consentendo loro di limitare o di vietare gli OGM sul loro territorio con motivazioni «diverse» da quelle frutto delle valutazioni scientifiche effettuate dall'EFSA, ovvero motivazioni di carattere ambientale, quali la protezione della biodiversità o la conservazione degli habitat e degli ecosistemi. Consideriamo importante, per la tutela dei consumatori europei, la previsione di un obbligo per gli Stati membri non solo di garantire la non-contaminazione di altri prodotti, ma soprattutto di evitare quella transfrontaliera con i paesi vicini, richiesta questa avanzata e sostenuta da alcune associazioni di categoria di agricoltori europei. Chiediamo, infine, nuove azioni intese a garantire la trasparenza e la pubblicità della procedura di limitazione o di divieto della coltivazione degli OGM in Europa.

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. — Voto positivamente la relazione dell'on. Ries sulla possibilità per gli Stati membri di limitare o vietare la coltivazione di OGM sul proprio territorio nazionale. C'è bisogno di una maggiore flessibilità e autonomia decisionale in questa materia, molto sentita dai nostri cittadini i quali sempre più si dichiarano contrari a questo tipo di alimentazione ritenendola non sicura per le generazioni future.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am votat pentru acest proiect legislativ care oferă posibilitatea statelor membre de a restricționa sau de a interzice cultivarea de OMG-uri pe teritoriul lor.

Proiectul legislativ urmărește completarea cadrului de reglementare existent privind OMG-urile pentru a permite statelor membre să restricționeze sau să interzică cultivarea OMG-urilor pe teritoriul lor. Măsurile propuse se referă doar la cultivarea OMG-urilor, iar sistemul de autorizare al OMG-urilor la nivel UE, fondat pe baze științifice, rămâne nemodificat.

Propunerea legislativă răspunde cererii statelor membre de a avea mai multă libertate în aplicarea unei politici naționale în domeniul cultivării OMG-urilor, atât statelor membre interesate de restricționare, cât și celor interesate de cultivarea OMG-urilor la nivel național.

James Nicholson (ECR), *in writing*. — Many scare stories are spread about on the issue of GM foods, but all too often these are not evidence-based. In matters like this, I am always guided by one key principle – follow the science. Allowing bans on GM foods on ambiguous grounds does not make for good policy. Policy must be based on sound science.

If the EU turns its back on technological innovation in the agri-food industry, how are we to meet the great challenge of ensuring food security and sustainability? With the world population expected to exceed 9 billion in 2050, we will have to face up to producing more food from the same amount of land. If GM crops can produce higher yields and are resistant to disease without having a negative impact on human health, then I believe we should be more open to exploring their use, if that is the direction Member States wish to take.

While I welcome the proposal, insofar as it goes some way to breaking the GM logjam, it does not ultimately provide a balanced, reasonable outcome on this issue, and that is why I chose to abstain.

Luděk Niedermayer (PPE), *písemně*. — Návrh o možnosti států omezit kultivaci GMO na svém území představuje kompromis, který by mohl napravit dnešní nejednoznačný stav v této oblasti. Dále je pozitivní, že není zpochybněn způsob, jakým se v Evropě rozhoduje o bezpečnosti a využitelnosti GMO v našem zemědělství, a že pozice agentury EFSA není oslabena.

Bohužel, domnívám se, že tak rozsáhlá a snadná možnost zemí na bázi nikoliv vědeckých, ale politických důvodů využití GMO zakázat, je špatná. Znamená jisté oslabení principu jednotného trhu a může být precedensem pro další obdobná rozhodnutí. Navíc ji považuji vzhledem k přínosům využití technik GMO v řadě oblastí za nepřilíš funkční a potenciálně vedoucí k dalším problematickým rozhodnutím. Tato negativa pro mne převážila nad přínosy návrhu, a proto jsem ho nepodpořil.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. — Ich habe mich dieser Abstimmung enthalten, da die grundsätzliche Idee der Richtlinie zwar zu befürworten ist, ihre Ausarbeitung jedoch mangelhaft. Die Möglichkeit, genetisch veränderte Organismen in Lebensmitteln von anderen EU-Staaten einzuführen, besteht weiterhin. Weiters ist die Rechtssicherheit für jene Staaten, die auf genetisch veränderte Organismen verzichten, nicht gegeben. Klagen könnten die Folge sein.

Utorok 13. januára 2015

Younous Omarjee (GUE/NGL), par écrit. – Ce nouveau cadre d'interdiction de la culture d'OGM par les États membres peut sembler dans un premier temps une évolution favorable pour mettre fin à la culture d'OGM dans l'Union européenne. Or c'est tout le contraire qu'il engendre. En effet, en nationalisant la décision d'autorisation ou d'interdiction de la culture d'OGM, on prend le risque d'une grande disparité en Europe dans l'utilisation des OGM, et donc de possibles contaminations transfrontalières, mais aussi d'une compétitivité faussée entre les agriculteurs européens. Par ailleurs, la pression des grandes firmes internationales productrices d'OGM est bien connue, et celle-ci s'exercera désormais sur chaque État membre. Il est donc fort à craindre que contrairement à ce qui était avancé comme argument en faveur de cette proposition, la culture d'OGM soit élargie en Europe et qu'elle pose encore plus de difficultés qu'auparavant. Pour ces raisons, j'ai voté contre cette proposition.

Urmas Paet (ALDE), kirjalikult. — Toetasin ettepanekut, sest see võimaldab liikmesriikidel oma territooriumil ise otsustada geneetiliselt muundatud organismide piiramise või keelustamise üle, mis omakorda aitab paremini planeerida ja ellu viia keskkonnapoliitika eesmäärke.

Maite Pagazaurtundúa Ruiz (ALDE), por escrito. — La adopción de la Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo por la que se modifica la Directiva 2001/18/CE dotará de flexibilidad a los Estados de la Unión Europea para restringir o prohibir los cultivos que contengan organismos modificados genéticamente (OMG) en sus propios territorios. Los desencuentros entre países pro y anti OMG han hecho que esta propuesta estuviese bloqueada desde el año 2010. Con esta nueva legislación se consigue alcanzar un equilibrio y simplificar el procedimiento para que los países puedan elegir el régimen a seguir sin interferir o colisionar con los criterios de autorización del organismo en cuestión que emite la Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria. Por todo ello y en línea con la posición del grupo ALDE, he votado a favor de esta legislación.

Rolandas Paksas (EFDD), raštu. — Balsavau už šią direktyvą.

Visų pirma, valstybėms narėms bus suteikta daugiau veiksmų laisvės ir teisinio tikrumo. Jos galės pačios spręsti ar savo teritorijoje riboti ar drausti genetiškai modifikuotų organizmų auginimą. Ši direktyva yra didelis postūmis pirmyn siekiant apsaugoti savo piliečius nuo galimo neigiamo poveikio. Taigi, kiekvienu atveju priimant sprendimą dėl GMO bus atsižvelgiama į visuomenės interesus ir vertybes.

Pažymėtina, kad iki šiol nėra išsamių studijų, rodančių, koks yra GMO poveikis žmogaus sveikatai. Be to, leidus auginti GMO, kad ir su apribojimais, būtų sužlugdyti ekologiniai ar kiti jautrūs GMO poveikiui ūkiai. Dėl to labai svarbu, kad valstybės, kurios auginamos GMO, tikamai įgyvendintų apsaugos priemones, kad jie nebūtų pasienio ruože ir neplistų į kaimynines šalis. Be to, labai svarbu, kad ES institucijos vykdytų griežtą kontrolę ir užtikrintų moksliniais tyrimais pagrįstą GMO auginimo rizikos vertinimą.

Margot Parker (EFDD), in writing. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, whilst Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments, which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments, which we regard as rather unfair. Therefore, we could not support this block vote.

Aldo Patriciello (PPE), per iscritto. — Considerato che il 23 luglio scorso, i 28 ministri dell'ambiente hanno adottato la posizione del Consiglio relativa alla possibilità per gli Stati membri di limitare o vietare la coltivazione di organismi geneticamente modificati (OGM) sul loro territorio; considerato che si tratta di modificare la direttiva 2001/18/CE relativa all'emissione deliberata nell'ambiente di organismi geneticamente modificati, mediante l'inserimento di un nuovo articolo che amplia i diritti degli Stati membri per giustificare sul piano giuridico un divieto a livello nazionale o regionale concernente la coltivazione di un OGM; considerato che l'obiettivo principale di tale modifica del quadro legislativo è di dare maggiore flessibilità e una più grande certezza giuridica agli Stati membri che desiderano vietare, in tutto il loro territorio o parte di esso, la coltivazione di OGM autorizzati su scala europea, per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), par écrit. — Interdire la culture des OGM quand on n'a pas la possibilité de contrôler et d'interdire l'importation de produits à base d'OGM n'a aucun sens. Maintenir la libre circulation des denrées dans ces conditions est absurde et c'est pourtant bien ce qui est prévu. Ce texte est une mascarade qui prétend donner de la souveraineté aux peuples tout en leur retirant la possibilité de savoir ce qu'ils consomment. De plus, les agriculteurs de pays interdisant les OGM seront soumis à la concurrence déloyale de ceux qui les autorisent. Je vote donc contre.

Utorok 13. januára 2015

Pina Picierno (S&D), per iscritto. — Le nuove norme che il Parlamento ha approvato per regolare la coltivazione di organismi geneticamente modificati, sono un buon compromesso che lascia ampi margini di discrezionalità agli Stati membri nella loro decisione nel dare autorizzazione o meno a queste coltivazioni. Questa riforma è un grande passo avanti in termini di chiarezza e certezza legale: viene mantenuto e rafforzato il ruolo centrale dell'agenzia per la sicurezza alimentare, e al contempo viene ampliata la lista di motivazioni con cui gli Stati membri possono proibire tali coltivazioni. Un altro importante passaggio per il quale il nostro gruppo si è battuto riguarda le nuove severe norme per proteggere i territori che scelgono di non coltivare gli OGM e quindi evitare contaminazioni fra le differenti colture.

Ho votato quindi a favore di questa riforma perché ritengo che sia un buon compromesso su una materia molto delicata e sulla quale non è facile trovare un accordo tra le tante opinioni a riguardo. Con questa nuova direttiva chi non vorrà coltivare OGM potrà farlo senza rischi di contaminazione in un contesto di chiarezza e trasparenza che fino ad ora mancava.

Tonino Picula (S&D), napisan. — Želim zahvaliti izvjestiteljici i kolegama te podržati brojne odredbe kojima je Parlament poboljšao ovaj prijedlog poput pograničnih tampon zona kojima bi se spriječila kontaminacija između država članica. Ujedno želim upozoriti na probleme država članica koje se nalaze na vanjskim granicama Unije i graniče sa zemljama gdje je GMO dozvoljen, a nisu zaštićene.

Pozdravljam i novu odredbu prema kojoj države članice od Komisije, a ne od biotehnoloških kompanija, traže ne izdavanje odobrenja za GMO na svom teritoriju. Također, žalim što u prijedlog nije uvrštena odredba o financijskoj odgovornosti za eventualne štete koje bi rezultirale uvođenjem GMO-a na tržište.

Za kraj, ponosno želim istaknuti kako su se u Hrvatskoj sve županije proglasile *GMO-free* zonama. Hrvatskoj GMO tehnologije definitivno nisu potrebne obzirom na dobru strukturu proizvodnje u ratarstvu i obilje površine koju dodatno možemo iskoristiti.

Štetan utjecaj na okoliš, biološku raznolikost i na lokalnu poljoprivrednu proizvodnju, kao i otpor javnosti, legitimni su razlozi da države članice koje to žele imaju pravo ograničiti uvođenje GMO-a na svoje tržište.

Andrej Plenković (PPE), napisan. — Podržao sam Direktivu Europskog parlamenta i Vijeća o izmjeni Direktive 2001/18/EZ u pogledu mogućnosti država članica da ograniče ili zabrane uzgoj genetski modificiranih organizama (GMO) na svojem državnom području jer smatram da treba uspostaviti kvalitetan pravni okvir kojim se uređuje uzgoj GMO-a, baš kako bi se osigurao siguran razvoj moderne biotehnologije, točnije GMO-a.

Ovaj okvir slijedi globalni cilj osiguranja visokog stupnja zaštite života, zdravlja i dobrobiti, okoliša i interesa potrošača, istovremeno osiguravajući da unutarnje tržište funkcionira učinkovito.

Državama članicama se, u skladu s načelom supsidijarnosti i kroz dvostupanjski postupak, omogućuje više fleksibilnosti pri odlučivanju o tome žele li uzgajati usjeve GMO-a na svojem državnom području.

Potrebno je poboljšati nadzor hrane u cijelosti, kako bismo održali stalan rast svjetskog stanovništva, borili se protiv gladi i klimatskih promjena, koje će plodno tlo učiniti znatno težim za obradu.

Vlada Republike Hrvatske je na sjednici održanoj 24. prosinca 2008. godine donijela Odluku o osnivanju Vijeća za genetski modificirane organizme, koje će među ostalim pratiti stanje i razvoj na području korištenja genetske tehnologije i uporabe GMO-a, pratiti stručno-znanstvena postignuća, davati mišljenja i savjetovati nadležna tijela vezano za uporabu GMO-a i genetske tehnologije, te izvještavati javnost.

Miroslav Poche (S&D), písemně. — Jsem rád, že Evropský parlament ve druhém čtení přijal návrh zpravidajky, neboť v tomto případě naplno prokázal svou roli ochránce zájmů občanů členských států EU v situaci, kdy platná evropská legislativa dostala členské státy do patové situace. Evropský parlament dal již v roce 2011 najevo, že bere velmi vážně obavy občanů a že podporuje členské státy v jejich kompetencích rozhodovat o využívání GMO na svém území. Jsem přesvědčen o správnosti ponechat kompetence na úrovni členských států, neboť dosud nebyl spolehlivě prokázán, a tím méně vyvrácen, reálný dopad GMO na celé ekosystémy. Současně se stavím proti Radou uvedené povinnosti zavedení tzv. 1. fáze, kdy je členský stát povinen výslovně požádat podnik, jenž usiluje o uvedení GMO na trh v EU, aby se taková žádost nevztahovala na jeho státní území. I v tomto ohledu jsem podpořil návrh zpravidajky. V neposlední řadě je potřeba zdůraznit, že právním základem nového právního předpisu by mělo být životní prostředí, jak to již Evropský parlament vyjádřil ve svém rozhodnutí v prvním čtení.

Utorok 13. januára 2015

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. — Sono favorevole alla modifica della direttiva 2001/18/CE dove si ampliano i diritti degli Stati membri a poter emanare un divieto, a livello nazionale o regionale, concernente la coltivazione di un OGM. È importante che l'immissione sul mercato di OGM sia consentita solo dopo il rilascio di un'autorizzazione sulla base di una valutazione scientifica dei rischi per la salute umana, animale e per l'ambiente anche se le importazioni di OGM destinate all'alimentazione del bestiame non rientrano nell'ambito di applicazione della presente normativa. Sono inoltre d'accordo con quanto espresso dal Presidente della Commissione europea Junckers, ovvero della necessità di riesaminare la legislazione applicabile all'autorizzazione degli organismi geneticamente modificati e che è inusuale, in virtù delle regole attuali, che la Commissione sia giuridicamente obbligata ad autorizzare l'importazione e la trasformazione dei nuovi organismi anche quando una netta maggioranza di Stati membri vi si oppone. Ricordiamoci che l'obiettivo principale da perseguire con la modifica del quadro legislativo è di dare un maggiore potere giuridico agli Stati membri che desiderano vietare/limitare, in tutto il loro territorio o parte di esso, la coltivazione di OGM autorizzati su scala europea.

Tomasz Piotr Poręba (ECR), *na piśmie*. - Wypracowany kompromis przewiduje, że państwa członkowskie mogą zakazać uprawy „odmiany GMO lub grupy odmian GMO”, przywołując określone powody. Porozumienie wprowadza również obowiązkowe środki dla tych państw, które zezwalają na uprawy GMO mające chronić obszary przygraniczne państw sąsiedzkich, „chyba że takie środki nie są konieczne ze względu na warunki geograficzne”. Dlatego też poparłem przedłożony kompromis, który, choć daleki od idealnego, przewiduje, że państwa mogą uznać, że nie chcą zezwalać na uprawy GMO na całym swoim terytorium lub jego części. Państwa członkowskie powinny być uprawnione do decydowania o promowaniu lub nie produktów rolnych opartych na rolnictwie stosującym metody naturalne. Dla mojego kraju – Polski – jest to szczególnie istotna korzyść, gdyż produkcja rolna może poszczycić się zdrową, naturalną żywnością.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — L'instabilité juridique entourant le contrôle des OGM dans l'Union européenne aurait pu remettre en cause la volonté des États ne souhaitant pas voir des OGM s'implanter sur leur territoire. Le texte qui est proposé devant le Parlement européen est à l'image des positions antagonistes des États membres, mais a néanmoins le mérite de clarifier cette situation. Il sera désormais possible aux États membres, depuis ce point de départ, d'établir sous le contrôle de l'EFSA ou de ne pas établir des cultures OGM sur leur territoire. De plus, des critères juridiques très strictes viennent encadrer l'autorisation d'OGM. Il convient de souligner que ces restrictions s'accompagnent de mesures plaçant les expertises sur un pied d'égalité, garantissant la prévention de consommateurs de trace d'OGM dans leur alimentation et créant des zones tampons entre les États membres. La France pourra donc continuer à refuser les OGM sur son territoire, et ce, sans craindre aucune remise en cause d'entreprises ou d'États quels qu'ils soient. Au contraire, si la population française devait accepter un jour les OGM, elle pourrait le faire sur la base d'études scientifiques validées par les autorités sanitaires.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — A alteração do atual quadro legislativo da UE relativo aos OGM visa dar mais latitude e uma maior segurança jurídica aos Estados-Membros que desejem proibir, na totalidade ou em parte dos seus territórios, o cultivo de OGM permitidos a nível europeu. Essas proibições ou limitações terão por base outros fundamentos além dos abrangidos pela avaliação dos riscos para a saúde e o ambiente que faz parte do processo de autorização da UE. Entre os motivos suscetíveis de serem invocados pelos Estados-Membros para justificar uma proibição ou restrição do cultivo de OGM encontram-se critérios ambientais que complementem os critérios avaliados pela Autoridade Europeia para a Segurança dos Alimentos (EFSA) a nível europeu, critérios relacionados com o ordenamento do território, com o uso do solo, com os impactos socioeconómicos, com os objetivos da política agrícola e com a necessidade de evitar a presença de OGM noutros produtos. Por considerar que uma tal proposta dará aos países europeus uma maior liberdade para abordar questões nacionais ou locais específicas suscitadas pelo cultivo de OGM, contribuindo ademais para facilitar o processo de concessão de autorizações neste domínio, votei favoravelmente.

Utorok 13. januára 2015

Laurențiu Rebega (S&D), *în scris*. — Consider că acest pas este unul util în deblocarea procesului decizional european în ceea ce privește discuțiile din ultimii ani legate de procesul de autorizare a OMG-urilor la nivel european, ținând cont că propunerea legislativă se referă doar la a răspunde cererii din partea statelor membre ale Uniunii Europene de a putea restricționa sau interzice, după caz, cultivarea unei culturi OMG și nu modifică în niciun fel sistemul de autorizare european. Susțin că România trebuie să poată decide independent de celelalte țări dacă dorește restricționarea sau interzicerea unei culturi OMG. De asemenea, faptul că statele membre care vor cultiva OMG-uri vor avea obligația de a lua măsuri pentru a evita contaminarea transfrontalieră trebuie considerat ca fiind o acțiune respectuoasă față de decizia altor state, care decid diferit.

Julia Reid (EFDD), *in writing*. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, while Amendment 20 did give powers back, it was cancelled out by the other 50 amendments which maintained and reasserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments – and we regard this as rather unfair. Therefore, we could not support the bloc vote.

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte et de l'amendement 52, qui reprend les termes de l'accord bouclé avec le Conseil sur le dossier sensible de la mise en culture des OGM. C'est une bonne chose que nous soyons sortis de l'impasse actuelle et que nous ayons pu dépasser le blocage entre «pro» et «anti-OGM» sur ce texte.

J'ai soutenu ce compromis car il reprend plusieurs points essentiels dans ce dossier: d'abord, la sauvegarde du caractère européen du système, tout ouvrant la possibilité, pour les États membres qui le souhaitent, de restreindre ou d'interdire la mise en culture d'OGM sur leur propre territoire. Ensuite, au niveau technique, le rééquilibrage entre le rôle des entreprises et celui des États membres au cours des deux phases, et par ailleurs, la plus grande souplesse quant aux types de motifs susceptibles d'être invoqués pour justifier l'interdiction. Je salue aussi l'obligation de prévoir une mise à jour de la directive sur l'évaluation environnementale des risques relatifs aux OGM. Et enfin, l'obligation d'éviter les contaminations en cas de coexistence entre cultures OGM et non OGM. Pour ces motifs, j'ai soutenu le texte, auquel nous avons abouti après quatre ans de travail.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. — La delegación socialista española apoya el acuerdo para dar flexibilidad a los Estados miembros que deseen prohibir los OMG en su territorio porque considera que la nueva Directiva cumple con los principios básicos de la UE respecto a los transgénicos: el principio de cautela, la transparencia y la protección de la salud y el medio ambiente.

Entendemos que se hubiera podido llegar más lejos en algunas medidas de salvaguardia, pero el acuerdo alcanzado corresponde a las evidencias científicas actuales y, sobre todo, servirá para desbloquear la situación de desprotección de aquellos Estados miembros que no querían incluir los OMG entre sus cultivos y que habían tenido que comparecer ante los tribunales por requerimiento de algunas empresas de biotecnología.

En este período que se abre a partir de la próxima primavera, será necesario tomar nota de la efectividad de las medidas de coexistencia que ahora serán vinculantes para ver si, efectivamente, la Directiva cumple su cometido de impedir la contaminación no deseada, especialmente en el caso de la agricultura tradicional y ecológica.

Utorok 13. januára 2015

Teresa Rodriguez-Rubio (GUE/NGL), por escrito. - La mayoría neoliberal ha votado a favor de una Directiva que confiere más poder a las empresas multinacionales de la biotecnología. Hemos votado en contra por considerar que la modificación de la Directiva agilizaría la tramitación de autorizaciones de nuevos transgénicos a nivel europeo, lo que representa un riesgo para el medio ambiente, la biodiversidad y la salud humana y animal. Para España, el país con más superficie de cultivos de organismos modificados genéticamente en la UE, esto significaría la entrada incontrolada de cultivos transgénicos, contaminación transgénica de la cadena alimentaria, así como impactos en el sector de la agricultura ecológica. La nueva Directiva no ofrece ninguna compensación para los agricultores cuyos cultivos han sido contaminados con variedades transgénicas. Se corre el peligro de crear una Europa «a dos velocidades»: aquellos Estados más sensibles con la sostenibilidad de su agricultura tendrían la posibilidad de prohibir estos cultivos, mientras que se otorgaría vía libre a la entrada de nuevas variedades transgénicas en aquellos Estados en donde prevalece el interés de la industria biotecnológica. El lobby de la agroindustria lleva tiempo presionando para que se relajen las restricciones y se liberalicen -mediante tratados como ATCI y AECG- la entrada de alimentos transgénicos no autorizados en la UE.

Claude Rolin (PPE), par écrit. — Le Parlement européen a confirmé l'accord de principe trouvé en trilogue en décembre sur ce texte de compromis qui modifiera la directive 2001/18/CE et donnera aux États membres la possibilité de limiter ou d'interdire sur leur territoire la culture d'OGM. Bien qu'il améliore sensiblement la proposition initiale de la Commission européenne et qu'il permette de sortir l'UE d'un statu quo jugé intenable, ce compromis n'est certes pas la panacée. J'ai donc corrigé mon vote initial car cette nouvelle législation est supposée donner aux États les moyens de prévenir la culture d'OGM sur leur territoire, mais vient dans les faits accorder aux entreprises de biotechnologie le pouvoir de négocier avec des gouvernements élus et exclut l'argument juridique massue pour interdire ces cultures: la preuve de l'existence d'un dégât environnemental. Les États devraient être les uniques gestionnaires en matière de risques, conserver leur droit d'empêcher la dissémination des OGM sur leur territoire et ne devraient pas nécessiter l'approbation des entreprises cherchant à tirer profit des cultures OGM. Or, ce compromis vient formaliser le rôle de l'industrie, ce que je récus. Enfin, je déplore que ce nouveau compromis vienne consacrer une forme de défédéralisation.

Bronis Ropė (Verts/ALE), raštu. — Balsavau prieš, kadangi direktyva yra iš principo žalinga: ja bus sudaromos galimybės Europoje auginti GMO. Diskusijos EP ir visuomenės nuomonės apklausos rodo tiek europarlamentarų, tiek ir visuomenės nepritimą GMO. Šiandien Europos Parlamentas turėjo puikią galimybę uždrausti GMO Europoje. Vietoje to, didžiųjų frakcijų ir mažųjų dešiniųjų frakcijų pastangomis mes sukūrėme neskaidrią, neaiškų kaip veikiančią nacionalinių leidimų sistemą, kuri ne tik neužtikrins saugaus maisto, bet ir sudaro didžiules galimybes didžiųjų augalininkystės pramonės korporacijų lobistų skatinamai korupcijai.

Bijau pasirodyti teisus, tačiau nenoromis susidaro įspūdis, kad daugelis Europos Parlamento narių šiandien atliko tik statistų rolę iš anksto pagal GMO lobistų dūdelę surežisuotame spektaklyje.

Fernando Ruas (PPE), por escrito. — Na sequência da posição do Conselho adotada em 23 de julho de 2014 pelos 28 Ministros do Ambiente da União, no sentido da restrição ou proibição do cultivo de OGM nos respetivos territórios, surge agora a recomendação com vista à adoção de uma diretiva que visa alargar os direitos dos Estados-Membros neste âmbito, através de um quadro jurídico rigoroso que apenas permitirá a introdução no mercado de OGM após uma autorização baseada numa avaliação científica dos riscos para a saúde humana e animal, assim como para o ambiente.

Como se pode ler no texto da recomendação, trata-se na prática, de modificar a Diretiva 2001/18/CE relativa à libertação deliberada de OGM no ambiente, bem como o cultivo autorizado de OGM ao abrigo do Regulamento (CE) n.º 1829/2003 relativo a géneros alimentícios e alimentos para animais que contenham OGM ou produzidos a partir destes organismos.

Face a este circunstancialismo fáctico, concordo com as alterações apresentadas à proposta que pretendem, essencialmente, conferir uma maior latitude e uma maior segurança jurídica aos Estados-Membros que desejem proibir, na totalidade ou em parte dos seus territórios, o cultivo de OGM, desbloqueando um impasse que persistia desde a votação do Parlamento Europeu em primeira leitura a 5 de julho de 2011.

Utorok 13. januára 2015

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. — Dopo 4 anni finalmente il Parlamento ha votato una raccomandazione che fornisce dei punti di riferimento in materia di coltivazione dei prodotti OGM. Ho votato a favore di tale raccomandazione non tanto perché la ritengo la migliore in assoluto ma in quanto è la migliore che si poteva ottenere in questo momento. Lasciare agli Stati membri la libertà di scegliere se vietare o limitare la coltivazione di OGM sulla base di motivazioni specifiche lo ritengo un buon compromesso di partenza.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera contraria in quanto il provvedimento non mira a tutelare gli agricoltori ma le solite multinazionali del settore.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — La mayoría neoliberal ha votado a favor de una Directiva que confiere más poder a las empresas multinacionales de la biotecnología. Hemos votado en contra por considerar que la modificación de la Directiva agilizaría la tramitación de autorizaciones de nuevos transgénicos a nivel europeo, lo que representa un riesgo para el medio ambiente, la biodiversidad y la salud humana y animal. Para España, el país con más superficie de cultivos de organismos modificados genéticamente en la UE, esto significaría la entrada incontrolada de cultivos transgénicos, contaminación transgénica de la cadena alimentaria, así como impactos en el sector de la agricultura ecológica. La nueva Directiva no ofrece ninguna compensación para los agricultores cuyos cultivos han sido contaminados con variedades transgénicas. Se corre el peligro de crear una Europa «a dos velocidades»: aquellos Estados más sensibles con la sostenibilidad de su agricultura tendrían la posibilidad de prohibir estos cultivos, mientras que se otorgaría vía libre a la entrada de nuevas variedades transgénicas en aquellos Estados en donde prevalece el interés de la industria biotecnológica. El lobby de la agroindustria lleva tiempo presionando para que se relajen las restricciones y se liberalicen -mediante tratados como ATCI y AECG- la entrada de alimentos transgénicos no autorizados en la UE.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — Posicionándose respecto a una propuesta inicial de la Comisión, el Parlamento Europeo votó en 2011 a favor de ampliar la lista de supuestos de restricción y prohibición de cultivo de organismos modificados genéticamente (OMG). En 2014, el Consejo adoptó una propuesta radicalmente distinta, por la que se limitaban enormemente los supuestos de prohibición de cultivos de OMG. Si bien el Parlamento pudo restituir parcialmente su posición inicial mediante las enmiendas introducidas en el informe a su paso por la Comisión de Medio Ambiente, la redacción final se aleja de lo aprobado en 2011 e introduce una enorme ambigüedad respecto a los supuestos en los que los Estados podrían prohibir el cultivo de un OMG.

Además, se restituía la regulación de los OMG al mercado interno y se diluía casi totalmente el régimen de responsabilidades financieras defendido anteriormente por el Parlamento.

Con la nueva redacción se facilita que las grandes multinacionales de los OMG comercialicen sus cultivos pese a la oposición de los Estados y pueblos europeos preocupados por sus consecuencias, sin que exista un mecanismo adecuado para compensar los riesgos que derivan de esta liberalización. Por estos motivos, he votado en contra.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, whilst Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments, which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments, which we regard as rather unfair. Therefore, we could not support this block vote.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — Along with the Socialists and Democrats Group I voted to support the adoption of a directive of the European Parliament and of the Council amending Directive 2001/18/EC on the possibility for the Member States to restrict or prohibit the cultivation of genetically modified organisms (GMOs) in their territory.

The principal objective of this modification to the legislative framework is to provide greater latitude and greater legal security to Member States wishing to prohibit in all or part of their territory the cultivation of GMOs authorised at European level.

Branislav Škripek (ECR), *písomne*. — Návrh, ktorý sme schválili a za ktorý som hlasoval, vnímam ako krok správnym smerom. Členské štáty by mali mať možnosť zakázať pestovanie GMO na svojom území. Som zástancom subsidiarity. Výsledkom tejto diskusie musí byť vyššia informovanosť občanov, lebo majú mať právo rozhodnúť o osude GMO na území ich štátu. Treba tiež podotknúť, že stále nepoznáme zdravotné riziká spojené s konzumáciou takých potravín, lebo štúdie o ich škodlivosti sú stále spochybňované. Aby občania poznali pravdu, potrebujeme relevantnú diskusiu na odbornej úrovni, v ktorej budú mať priestor zástancovia aj odporcovia GMO.

Utorok 13. januára 2015

Davor Škrlec (Verts/ALE), *napisan.* — Smatram da Direktiva kojom se omogućava državama članicama da ograniče ili zabrane uzgoj GMO-a otvara vrata GMO-u i prekograničnom zagađenju unutar cijele Europe te zbog toga nisam podržao njeno donošenje.

Iako se 500 milijuna građana i 19 država članica jasno protivi GMO-u, Europska unija nažalost je popustila pritiscima multinacionalnih kompanija. Izložimo se riziku od povećavanja broja autoriziranih GMO kultura. GMO proizvodi na taj će način zbog slobodnog unutarnjeg tržišta olakšano završiti u hrani na stolu u svakom europskom domu.

Za Republiku Hrvatsku, kao i sve države članice slobodne od GMO-a, širenje istih može otežati razvoj malih gospodarstava koje su temelj gospodarskog napretka u Hrvatskoj i posljednja šansa za oporavak hrvatske poljoprivrede.

Proizvođači GMO-a indirektno mogu svojim negativnim utjecajem ubrzati demografsko propadanje hrvatskog sela te istodobno smanjuje šanse za zelena radna mjesta, razvoj zdrave industrije i kvalitetu života u ruralnim područjima.

Našoj, a pogotovo budućim generacijama, moramo omogućiti život uz ekološku i zdravo proizvedenu hranu te se voditi politikom zaštite okoliša, bioraznolikosti i domaće poljoprivredne proizvodnje.

Alyn Smith (Verts/ALE), *in writing.* — The Scottish National Party is opposed to the cultivation of GM crops in Scotland: apart from uncertainties about the long-term environmental effects, Scottish farming relies on a reputation for quality and environmental sensitivity, and we must not jeopardise consumer confidence in any way.

We cannot support this legislation as it is designed to promote the spread of GM crops in Europe. It was proposed with the implicit understanding that Member States which banned GM crops on their territory would drop their opposition to authorisation at the EU level.

This law does not provide enough safeguards to keep Scotland GM-free. The anti-contamination measures would not apply to the border between England and Scotland (and England will cultivate GM crops). This law would not prevent the circulation of GM products in Scotland, and it does nothing on GM labelling. We need to focus instead on reforming the EU's environmental risk-assessment and authorisation process to reflect the opposition of a majority of Member States and of Europe's citizens to the imposition of this technology.

Monika Smolková (S&D), *písomne* - Podporila som návrh uznesenia, aby členské štáty mali možnosť obmedziť alebo zakázať pestovanie GMO plodín aj z iných dôvodov, ako sú len environmentálne kritéria. Medzi iné dôvody patria požiadavky v oblasti územného plánovania, či sociálno-ekonomické dôvody. Taktiež podporujem aj zavedenie „povinných pravidiel“, ktoré by mali zamedziť tomu, aby sa GMO plodiny pestované v určitých krajinách nerozšírili do susediacich krajín, ktoré GMO nepestujú. Kukurica MON810 je v súčasnosti jedinou geneticky modifikovanou plodinou, ktorá sa v Európskej únii pestuje. Slovensko je malá krajina, kukuricu pestuje na 225 tisíc hektárov a modifikovanú kukuricu iba na ploche 100 hektárov. Diskusia zástancov aj odporcov pestovania geneticky modifikovaných plodín bude prebiehať aj naďalej, ale je dôležité, aby výskum v tejto oblasti nezaostal, aby obyvatelia mali všetky informácie o možných dôsledkoch pestovania GMO plodín a ich následného zaradenia do potravinového reťazca.

Michaela Šojdrová (PPE), *písomně*. — Rozhodla jsem se podpořit tento kompromis vzhledem k tomu, že se jej podařilo dosáhnout po pěti letech od zahájení legislativního procesu. Toto znění jsem podpořila v souladu se stanoviskem frakce Evropské lidové strany a také v souladu se stanoviskem odborných gestorů, Ministerstva životního prostředí a Ministerstva zemědělství České republiky. Dosažený kompromis umožní zpřehlednění regulace na evropské úrovni a zároveň to, aby v otázce pěstování geneticky modifikovaných organismů měly větší slovo jednotlivé členské státy. Jsem přesvědčena, že v této citlivé oblasti se podařilo nalézt vyvážený kompromis mezi návrhem Komise, Rady a Evropského parlamentu, proto jsem nehlasovala pro další dílčí pozměňovací návrhy.

Igor Šoltes (Verts/ALE), *písno*. — Na januarskem plenarnem zasedanju smo evropski poslanci sprejeli zakonodajo, ki državam članicam omogoča, da omejijo ali prepovejo gojenje gensko spremenjenih rastlin na svojem ozemlju, tudi če je to v Evropski uniji sicer dovoljeno.

Utorok 13. januára 2015

Do zdaj je o dopustnosti gensko spremenjenih rastlin odločala Evropska unija v sodelovanju z državami članicami, ki je na podlagi ocene tveganja, ki so jo pripravili Evropska agencija za varnost hrane in pristojni organi držav članic, odobrila ali zavrnila vlogo proizvajalcev gensko spremenjenih rastlin.

Ker se Evropska unija zavzema za poenotena pravila na vsem svojem ozemlju, kar je tudi v skladu z načeli notranjega trga, bi si najprej morala prizadevati za izboljšanje obstoječih postopkov avtorizacije in ocene tveganja ter bolj demokratično sodelovanje svojih organov ter držav članic in njihovih državljanov pri odločanju o novih vrstah gensko spremenjenih rastlin.

Treba je čim prej sprejeti taka pravila, ki bodo dokončno rešila odprta vprašanja glede gojenja gensko spremenjenih rastlin na ozemlju Evropske unije. Ker direktiva ne predlaga rešitev, ki bi upoštevala vsa vprašanja, sem se pri glasovanju vzdržal.

Renate Sommer (PPE), *schriftlich.* — Ich habe gegen nationale Anbauverbote für gentechnisch veränderte Pflanzen gestimmt. Diese Verbote entbehren jeder wissenschaftlichen Grundlage, verzerren den Binnenmarkt und widersprechen der so genannten Freisetzungsrichtlinie, der alle Fraktionen des Europäischen Parlaments zugestimmt haben. Gleichzeitig werden die Landwirte ihrer Wahlfreiheit beraubt. Wir haben in der EU die weltweit strengsten Kriterien für GVO. Vor der Zulassung werden GVO von der EFSA auf Herz und Nieren überprüft, um sicherzustellen, dass sie keinerlei Gefahr für die menschliche oder tierische Gesundheit oder die Umwelt darstellen. Für zugelassene GV-Pflanzen haben die Mitgliedstaaten sehr weitgehende Anbau- und Abstandsregeln zur Verhinderung der Beeinflussung konventioneller Nutzpflanzen festgelegt. Die Tatsache, dass Mitgliedstaaten jetzt mit jeder erdenklichen Begründung den Anbau von GVO verbieten können, verletzt die wissenschaftlichen Grundsätze der EU. Für den Forschungs- und Entwicklungsstandort Europa ist die Entscheidung fatal, weil auch Forschungsaktivitäten von den Anbauverböten betroffen sind. Wir verbauen uns den Zugang zu einer Zukunftstechnologie, die die Anpassung von Nutzpflanzen an die Folgen des Klimawandels ermöglichen würde und helfen könnte, die Ernährung der rasant steigenden Weltbevölkerung trotz der begrenzten landwirtschaftlich nutzbaren Fläche sicherzustellen. Und der Verbraucher wird getäuscht. Gentechnikfreiheit wird es trotz der Anbauverbote nicht geben. In der Tierproduktion sind wir massiv auf den Import von GV-Eiweißfuttermitteln aus Amerika angewiesen.

Ivan Štefanec (PPE), *písomne* — Vítam túto dohodu, pretože poskytne viac flexibility členským štátom, ktoré si želajú obmedzovanie pestovania geneticky modifikovaných plodín na svojom území. Je dôležité, aby zostal naďalej v platnosti vedecky podložený systém udeľovania povolení v rámci EÚ. Taktiež som presvedčený, že hlavnou prioritou v oblasti pestovania GMO by malo byť i dôsledné posudzovanie bezpečnosti a posilnenie systému monitorovania.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan.* - Podržavam nacrt zakonodavne rezolucije Evropskog parlamenta o ograničavanju ili zabrani uzgoja GMO-a na teritoriju članica koje to žele, jer treba ostaviti prostora da se prihvate određene kulturološke i geografske posebnosti područja. Važno je naglasiti kako ovo nije potpora GMO-u već samo mogućnost njegove upotrebe uz nepobitne znanstvene dokaze o neškodljivosti za zdravlje i okoliš i uvažavanje kulturoloških i političkih praksi. Države članice će samostalno regulirati GMO, ali ne smiju ići ispod EU-ovog standarda. Novo zakonodavstvo omogućava državama članicama EU-a da zabrane uzgoj proizvoda koji sadrže genetski modificirane organizme (GMO) na svom teritoriju, čak i ako su ti proizvodi odobreni na razini Evropske unije. Direktiva postaje službena u proljeće 2015. godine i osigurat će veću fleksibilnost država članica koje žele zabraniti uzgoj GMO-a u svojoj zemlji. Države članice moraju osigurati da GMO žitarice, ukoliko ih imaju, ne kontaminiraju druge proizvode, a to će se pogotovo odnositi na prevenciju prekogranične kontaminacije proizvoda. Sad više ne postoji rizik da države koje uvedu zabranu uzgoja GMO hrane budu izložene sudskim procesima. Vrlo je važno da svaka zemlja u EU-u, po načelu supsidijarnosti, sama odlučuje o uzgoju GMO hrane osluškujući želje i potrebe svojih građana.

Pavel Svoboda (PPE), *písemně.* — Při dnešním hlasování jsem podpořil navrhovaný kompromis, jelikož se domnívám, že přichází s efektivním řešením dané problematiky. Každý členský stát bude mít možnost sám regulovat pěstování geneticky modifikovaných potravin, což je v případě této citlivé problematiky jistě rozumné řešení.

Utorok 13. januára 2015

Kay Swinburne (ECR), in writing. — The aim of these negotiations has been to unblock the Union process for granting authorisation to GMOs for cultivation and import. While I welcome the efforts that have been undertaken to achieve this goal, I believe that the overall agreement we have arrived at contains a number of unsatisfactory elements, which left me unable to support it at today's vote.

This final agreement is unsatisfactory in that it allows Member States to proceed directly to national bans, rather than first seeking a more legally sound 'opt-out'. In addition, it allows national bans to be applied to 'groups of GMOs' – rather than on a case-by-case basis – and it fails to rule out completely the possibility of Member States citing environmental and public health grounds for national bans. Both of these elements conflict with the European Food Safety Authority risk-assessment process whereby the environmental and public health risks of GMOs are examined on a case-by-case basis prior to authorisation being granted.

It is my strongly held belief that a science-based approach to the regulation of GMOs must be maintained, and it was on this basis that I took the decision to abstain during the vote on the trialogue agreement.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. — Η καλλιέργεια ΓΤΟ από τις χώρες της Ευρωπαϊκής Ένωσης θα πρέπει να απαγορεύεται καθόσον δεν έχει πιστοποιηθεί και αποδειχθεί ότι η κατανάλωσή τους δεν επηρεάζει αρνητικά την υγεία του ανθρώπου.

Szanyi Tibor (S&D), írásban. – Szavazatommal támogattam a tagállamok GMO-termesztés korlátozására, illetve megtiltására biztosított lehetőségével kapcsolatos indítványt. Úgy vélem, hogy a GMO-kal kapcsolatban mai napig nincs teljes egyetértés a tagállamok, illetve szakértők között. Ezt az is mutatja, hogy lassan ötödik éve folyik erről vita az Európai Parlamentben. Ebben a folyamatban végre sikerült előrelépni, és természetesen ez nem jelenti a GMO-k termesztését ellenzők és az amellett kardoskodók vitájának végét. Úgy vélem, hogy meg kell adni a GMO-k termesztésének korlátozási jogát a tagállamok számára, ehhez pedig egységes irányelvre van szükség. Helyesnek tartom, hogy a GMO-kal kapcsolatban bővílnék a tagállamok beavatkozási lehetőségei és átláthatóan alakíthatják ki saját megítélésük szerint a korlátozás mértékét. Ezen túlmenően, a korlátozások a szomszédos országok meghatározott határzónáiban is érvényesek lesznek. Az egységes szabályozás megoldás lehet a biotechnikai cégek jogi támadásaival kapcsolatos tagállami félelmekre is. Természetesen a végrehajtásban nagy felelősség hárul a tagállamokra, határidőket kell betartani és betartatni.

Ezzel kapcsolatban az EU intézményeit is kötelezettségek terhelik, mint például a kereskedelmi megállapodások esetében. Ezek tárgyalásakor – mint az éppen folyó TTIP esetében – koherens álláspontot kell képviselni. A kereskedelmi szerződések megkötése után is meg kell maradjon a tagállamok joga a GMO-k termesztésének/forgalmazásának tiltására egészségügyi okokból, a biológia sokféleség és az ökoszisztéma megőrzése érdekében.

Dario Tamburrano (EFDD), per iscritto. — L'accordo sugli OGM accolto dalla presidenza italiana come un grande successo, nasconde invece gravi insidie per quei paesi che davvero vogliono proteggere le proprie coltivazioni.

Non ho votato a favore dell'accordo perché lascia un ruolo troppo importante alle multinazionali del *biotech*, permettendogli di adottare comportamenti diversi a seconda che si trovino di fronte ad uno stato favorevole o no alle coltivazioni OGM. L'accordo prevede per gli Stati che pongono il divieto alle colture transgeniche di seguire la procedura di conciliazione con le aziende richiedenti, coinvolgendole in questo modo nel processo decisionale. In secondo luogo, questo accordo rende i divieti emanati dagli Stati membri più deboli e poco difendibili in caso di ricorso al WTO o alla Corte di giustizia dell'Unione europea. Infine, non sono previsti meccanismi di risarcimento per eventuali danni ambientali causati dalle colture OGM.

Ho votato a favore degli emendamenti presentati da M5S, Gue e Verdi per garantire l'obbligo di redazione dei piani di coesistenza nei paesi in cui si praticano coltivazioni di OGM. Questo strumento, se ben utilizzato, avrebbe reso molto difficile anche la sperimentazione di OGM in assenza di misure di tutela come per esempio il confinamento e la copertura per prevenire l'impollinazione.

Charles Tannock (ECR), in writing. — As the world population continues to grow, it is imperative that our ability to provide larger quantities of food, in as efficient and stable a manner as possible, improves. GMOs provide a potential to do this and it is therefore important that, as politicians, we approach this subject in an objective way and with a science-based approach. All too often, however, we see knee-jerk reactions based on the politics of fear and half-truths, resulting in ill-conceived policies. The proposal put forward today is, unfortunately, in this mould and I am unable to vote in favour. It would see bans apply to so-called groups of GMOs, for instance, rather than acting on a case-by-case basis – a

Utorok 13. januára 2015

clear example of legislation that fails to account for scientific method. In the broader sphere of this debate, I hope that we will see a pragmatic approach emerge in the coming years that sees those countries wishing to proceed with GMOs do so, and those with reservations to be respected.

Marc Tarabella (S&D), par écrit. — La nouvelle législation OGM était au menu des votes du Parlement européen ce midi. J'ai bien sûr voté «pour». En effet, nous avons obtenu gain de cause. Désormais, les États membres de l'Union européenne ont le champ libre pour décider s'ils autorisent ou non la culture d'organismes génétiquement modifiés sur leur sol. Une vraie victoire, couronnement de 4 ans de combat législatif.

Les lobbies pro-OGM, menés par plusieurs multinationales et la Grande-Bretagne n'ont finalement pas eu gain de cause.

Qui plus est, nous avons obtenu une base juridique permettant le refus d'implémentation de cultures OGM, un allongement de la liste des motifs d'interdiction.

Ces motifs d'interdiction pourraient être par exemple des obligations liées à l'aménagement du territoire, des conséquences socio-économiques, des mesures visant à éviter la présence accidentelle d'OGM dans d'autres produits ou encore des objectifs de politique agricole. Les interdictions pourraient aussi s'appliquer à des groupes d'OGM déterminés par espèce ou caractéristique.

Nous avons également exigé des mesures contraignantes de coexistence. Nous avons fait en sorte que les États aient le pouvoir d'infliger des sanctions pour éviter la contamination de cultures traditionnelles par des cultures OGM.

Josep-Maria Terricabras (Verts/ALE), por escrito. — El nuevo marco regulatorio sobre la autorización de cultivos transgénicos no sólo no soluciona las carencias del anterior Sistema, sino que renacionaliza una cuestión que, por su naturaleza, debe ser tratada a nivel europeo. La contaminación de cultivos, la amenaza a la biodiversidad y otros efectos producidos por los transgénicos necesitan soluciones europeas. Por otro lado, entre los casos previstos para ejercer la prohibición, no están incluidos los riesgos para la salud.

Finalmente, este nuevo esquema facilita la aprobación de nuevos transgénicos más allá del único OMG permitido actualmente, el maíz MON810, al dar un gran poder a las multinacionales en el proceso europeo de autorización.

Por todo ello, he votado en contra.

Isabelle Thomas (S&D), par écrit. — Je me réjouis de l'adoption par le parlement de la directive OGM (480 voix pour, 159 contre et 58 abstentions).

Auparavant, faute de majorité qualifiée, la Commission pouvait autoriser les cultures génétiquement modifiées. Or, les États comme la France qui souhaitent défendre leurs consommateurs et leur agriculture pouvaient être condamnés par la Cour de justice de l'Union européenne.

Grace à cette directive, les États membres pourront désormais restreindre ou interdire la culture d'OGM sur leur territoire en invoquant des motifs environnementaux, agricoles et socio-économiques.

Les États membres ont 2 ans pour prendre des mesures afin d'empêcher les contaminations de cultures traditionnelles par des cultures OGM dans les zones transfrontalières.

De surcroît, la Commission européenne s'est engagée à réviser et à renforcer les règles d'évaluation des risques menée par l'Autorité de sécurité des aliments (EFSA).

En votant en faveur de cette directive, j'ai fait le choix de renforcer la sécurité des États membres opposés aux OGM, la sécurité pour les agriculteurs et la sécurité pour les consommateurs européens.

Evžen Tošenovský (ECR), písemně. — Hlasoval jsem pro možnost, aby se členské státy mohly samy rozhodnout, zda chtějí omezit či zakázat pěstování geneticky modifikovaných zemědělských produktů. Každý stát má jiný přístup a jiné přírodní podmínky. Jsem jednoznačně pro rozumné a kontrolované využívání GMO produktů v Evropské unii.

Utorok 13. januára 2015

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. — I voted in favour of this legislation, in order to move forward on this debate. The principle of subsidiarity upheld by our vote today is valid, but the GMO issue has to be analysed case by case, and sometimes it may seem that it has been criminalised. We want a sustainable agriculture, but we should not be dogmatically against technological progress.

Mylène Troszczynski (NI), *par écrit*. — La texte proposé est tendancieux et malhonnête. Il flatte les orgueils nationaux en leur faisant miroiter un semblant de souveraineté sur la question. Les États-nations européens seraient donc capables de choisir de cultiver ou non les OGM sur leurs terres MAIS pas de choisir ce qui finira dans l'assiette de leurs compatriotes. Par la règle du marché unique, il suffira donc à un État d'en autoriser la culture pour que ses produits se répandent sans aucun contrôle dans les marchés et supermarchés de l'ensemble de l'espace de l'Union européenne. Donc, les Français mangeraient des OGM même si la France décide de ne pas en cultiver. En revanche, je ne m'oppose en rien à la recherche sur le sujet. Les cépages de nos vins ne sont-ils pas eux-mêmes des OGM?

Ernest Urtasun (Verts/ALE), *por escrito*. — He votado en contra del informe, ya que creo que el principio de cautela debe prevalecer en cuanto a la proliferación de transgénicos. Me parece inaceptable que la Comisión proponga una autorización a las nuevas variedades de OMG a cambio de permitir a los Estados miembros prohibirlas *a posteriori*.

Inese Vaidere (PPE), *rakstiski*. - Allaž esmu iestājusies par to, lai Latvija un arī Eiropas Savienība kopumā būtu brīva no ĢMO. Mēs nedrīkstam pieļaut, ka tiek piesārņota mūsu zeme un augsne, turklāt vēl nonākt atkarībā no biotehnoloģiju korporācijām. Lai arī ĢMO aizstāvji apgalvo, ka neesot pierādīts šīs pārtikas kaitīgums, tieši tāpat trūkst pierādījumu arī par tās nekaitīgumu.

Līdz šim spēkā esošā ES likumdošana paredz, ka, ja kāds uzņēmums izsaka vēlmi tirgot ĢMO sēklas noteiktā valstī, tad, balstoties uz Eiropas Pārtikas nekaitīguma iestādes atzinumu, Eiropas Komisija (EK) ir tiesīga izsniegt autorizācijas atļauju. EK autorizējot kādu ĢMO sugu, valstīm tiek atņemtas lemtāšanas tiesību par to, vai tās vēlas pieļaut šī ĢMO ienākšanu savā teritorijā.

Protams, es vēlētos, lai dalībvalstis spētu kopīgi vienoties par ĢMO brīvu ES. Diemžēl ES dalībvalstu starpā nevalda vienota nostāja attiecībā uz to, vai ES vajadzētu atļaut ģenētiski modificētu organismu audzēšanu, tādēļ panāktais kompromiss nodrošinās, ka katrai valstij būs tiesības pašai lemt par to, vai atļaut ĢMO audzēšanu. Tādējādi arī mums Latvijā būs iespēja atteikties no ĢMO un turpināt audzēt dabīgu pārtiku, neriskējot ar Eiropas Tiesas soda mēriem.

Lai arī man ir gandarījums par panākto kompromisu, kas vairo pārliecību, ka spēsim savu zemi saglabātu brīvu no ĢMO, tomēr netrūkst jautājumu, kas vēl jārisina, tai skaitā par buferzonām starp valstīm un par iespējamo ģēnu pārnesei starp augiem.

Elena Valenciano (S&D), *por escrito*. — La delegación socialista española apoya el acuerdo para dar flexibilidad a los Estados miembros que deseen prohibir los OMG en su territorio porque considera que la nueva Directiva cumple con los principios básicos de la UE respecto a los transgénicos: el principio de cautela, la transparencia y la protección de la salud y el medio ambiente.

Entendemos que se hubiera podido llegar más lejos en algunas medidas de salvaguardia, pero el acuerdo alcanzado corresponde a las evidencias científicas actuales y, sobre todo, servirá para desbloquear la situación de desprotección de aquellos Estados miembros que no querían incluir los OMG entre sus cultivos y que habían tenido que comparecer ante los tribunales por requerimiento de algunas empresas de biotecnología.

En este período que se abre a partir de la próxima primavera, será necesario tomar nota de la efectividad de las medidas de coexistencia que ahora serán vinculantes para ver si, efectivamente, la Directiva cumple su cometido de impedir la contaminación no deseada, especialmente en el caso de la agricultura tradicional y ecológica.

Marco Valli (EFDD), *per iscritto*. - Il risultato del trilogio è stato a dir poco deludente. Degli elementi chiave portati avanti dal Parlamento ne sono stati confermati una manciata, tra i quali l'obbligo di redazione dei piani di coesistenza (ma limitatamente ai paesi in cui si effettuano coltivazioni di OGM) e la possibilità di vietare gruppi di OGM.

Utorok 13. januára 2015

Il testo finale licenziato dal Consiglio prevedeva che gli Stati membri avessero la facoltà di decidere se richiedere alle aziende di restringere il campo geografico delle autorizzazioni in fase di valutazione o imporre divieti unilaterali: nonostante tale elemento possa essere visto come un miglioramento, ciò conferirà alle aziende il potere di adottare comportamenti diversi a seconda che lo Stato membro decida di coinvolgerle nel processo o meno.

Le motivazioni descritte sulla base delle quali si potranno vietare coltivazioni di OGM sono assai deboli e lo strumento giuridico adottato alla fine del negoziato col Consiglio è quello di una direttiva che non contiene obblighi di recepimento da parte degli Stati membri, lasciando così in sospeso se e come attuarne le misure senza che vengano aggiornati gli ordinamenti nazionali con adeguati atti di recepimento.

Da sottolineare, infine, il problema della coesistenza che è strettamente correlato al rischio paventato della diffusione accidentale di semi o polline OGM verso coltivazioni convenzionali adiacenti, diffusione che potrebbe portare a perdite economiche per danni tra produttori: nel caso le coltivazioni presentassero infatti quantità significative di OGM nel raccolto, esse non potrebbero più certificarsi come prodotti non-OGM.

Per tutti i motivi descritti, ho quindi votato contro la relazione.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — Posicionándose respecto a una propuesta inicial de la Comisión, el Parlamento Europeo votó en 2011 a favor de ampliar la lista de supuestos de restricción y prohibición de cultivo de organismos modificados genéticamente (OMG). En 2014, el Consejo adoptó una propuesta radicalmente distinta, por la que se limitaban enormemente los supuestos de prohibición de cultivos de OMG. Si bien el Parlamento pudo restituir parcialmente su posición inicial mediante las enmiendas introducidas en el informe a su paso por la Comisión de Medio Ambiente, la redacción final se aleja de lo aprobado en 2011 e introduce una enorme ambigüedad respecto a los supuestos en los que los Estados podrían prohibir el cultivo de un OMG.

Además, se restituía la regulación de los OMG al mercado interno y se diluía casi totalmente el régimen de responsabilidades financieras defendido anteriormente por el Parlamento.

Con la nueva redacción se facilita que las grandes multinacionales de los OMG comercialicen sus cultivos pese a la oposición de los Estados y pueblos europeos preocupados por sus consecuencias, sin que exista un mecanismo adecuado para compensar los riesgos que derivan de esta liberalización. Por estos motivos, he votado en contra.

Geoffrey Van Orden (ECR), *in writing*. - I have no generalised objection to GMOs. On the contrary, I can see great merit in the introduction of strains that, for example, reduce the need for pesticides or increase crop yield and quality, or reduce the requirement for watering. I am committed to a science-based approach.

While the final agreement reached is satisfactory, in that it allows those EU countries that so wish to grow GMOs, the downside is that it enables others to proceed directly to national bans rather than first seeking a more legally sound opt-out. It also allows these bans to be applied to 'groups of GMOs', rather than case by case, and it widens the basis for a ban. Apart from other considerations, these features could open up a range of potential problems and complications relating to neighbouring countries and to food exports and imports etc. I was therefore content to follow the UK Government position in Council and abstain.

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. — My Labour colleagues and I supported strong measures to allow Member States to ban the cultivation of GMOs on their territory. This vote also means that Member States which choose to cultivate GMOs must introduce coexistence measures for border areas, so that states which do not wish to have GMOs on their territory are protected from those who do.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. — Avec ce rapport, le Parlement européen ouvre une brèche dans la protection contre les cultures d'organismes génétiquement modifiés. Censé élargir les droits des États membres pour justifier une interdiction nationale ou régionale de la culture d'un OGM, il aboutira finalement à la fragilisation juridique de telles interdictions.

Utorok 13. januára 2015

En premier lieu, son manque de clarté ouvre la porte à des attaques en règles des entreprises semencières multinationales comme Monsanto contre les pays qui auront interdit la culture d'un de leurs OGM. Une brèche particulièrement problématique à l'heure où la création de tribunaux internationaux privés est négociée dans le cadre du TTIP.

De plus, la base légale de ce rapport n'est pas l'article 192 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui est dédié à l'environnement, mais l'article 114, consacré au marché intérieur. En conséquence, les États membres ne pourront pas invoquer le principe de précaution ni dépasser les exigences environnementales minimales prévues.

J'ai donc voté contre ce rapport, en accord avec les revendications d'un grand nombre de citoyens européens qui s'opposent aux OGM en raison des risques qu'ils font courir à leur santé, à la biodiversité, à la diversité des modes de culture et aux filières agricoles conventionnelles et biologiques.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. — No final do processo de discussão desta diretiva, mais uma vez, os interesses das multinacionais do agronegócio forma privilegiados. Os seus defensores dos OGM estão em maioria neste parlamento e, como seria de esperar, aprovam esta proposta.

A salvaguarda do interesse público, da saúde pública, do ambiente e da agricultura sustentável, em especial da pequena e média agricultura, mas também as soberanias nacionais passaram para segundo plano.

Com esta diretiva, que contraria todos os apelos e recomendações da comissão ENVI, os Estados são remetidos para a posição inaceitável de terem de pedir às multinacionais para não comercializarem Organismos Geneticamente Modificados no seu território, podendo estas recusar esse pedido.

Alem disso, a base jurídica deixa de ser o ambiente e saúde pública para passar a ser o mercado interno. É assim elucidativo o modo como a maioria deste parlamento encara este tema e as suas implicações.

Harald Vilimsky (NI), schriftlich. — Ich habe mich dieser Abstimmung enthalten, da die grundsätzliche Idee der Richtlinie zwar zu befürworten ist, ihre Ausarbeitung jedoch mangelhaft. Die Möglichkeit, genetisch veränderte Organismen in Lebensmitteln von anderen EU-Staaten einzuführen, besteht weiterhin. Weiters ist die Rechtssicherheit für jene Staaten, die auf genetisch veränderte Organismen verzichten, nicht gegeben. Klagen könnten die Folge sein.

Glenis Willmott (S&D), in writing. — This was not a vote for or against GMOs, but on giving Member States the right to limit or ban GMOs on their territory even if the European Food Safety Authority has assessed them as safe or the Commission has approved them. The proposal will allow Member States to opt out of GMO cultivation at a national level, effectively giving Member States the last word on GMO cultivation.

The proposal includes strengthened environmental impact assessments for GMOs, and coexistence measures for border areas, so that traditional crops cannot be contaminated by GM crops in a Member State that has opted out. Labour MEPs also supported amendments in the Environment, Public Health and Food Safety Committee that removed the Council-backed idea of a phase of negotiations with agrichemical companies as part of negotiations over banning the cultivation of GMOs.

My Labour colleagues and I voted in favour of this proposal because it provides a sound basis for Member States to have a democratic and flexible national opt-out on GMO cultivation.

Kristina Winberg (EFDD), in writing. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, whilst Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments, which we regard as rather unfair. Therefore, the Sweden Democrats could not support this bloc vote.

Jadwiga Wiśniewska (ECR), na piśmie. — W dniu 13.01.2015 r., odbyło się głosowanie nad dyrektywą umożliwiającą państwom członkowskim ograniczenie lub zakaz uprawy organizmów zmodyfikowanych genetycznie na swoim terytorium.

Utorok 13. januára 2015

Poszczególne państwa członkowskie mają różne poglądy na temat GMO i postanowienia w tej sprawie powinny zależeć od ich suwerennych decyzji. Jak dotąd Polska pozostaje wolna od upraw GMO, które są zakazane. Dopuszczenie do upraw tego typu nieuchronnie naraziłoby polskie gleby na degradację. W głosowaniu poparłam projekt dyrektywy umożliwiający regulację w zakresie uprawy organizmów modyfikowanych genetycznie na poziomie krajowym, a nie Unii.

Steven Woolfe (EFDD), in writing. — This report was misleadingly labelled as giving Member States more powers. In actual fact, whilst Amendment 20 did give powers back, this was cancelled out by the other 50 amendments which maintained and re-asserted EU control and authority over the whole procedure. The EU did not allow us to vote on individual amendments, which we regard as rather unfair. Therefore, we could not support this bloc vote.

Tomáš Zdechovský (PPE), písemně. — Podpořil jsem tento návrh směrnice, protože ho považuji za velmi dobrý a vyrovnaný kompromis, který, podle mého názoru, dává členským státům, evropským regionům, podnikům a především zemědělcům odpovídající právní rámec, ve kterém se mohou pohybovat. Osobně jsem rád, že byla členským státům umožněna i určitá volnost a mohou tak rozhodovat o zákazech a omezení pěstování. Geneticky modifikované organismy nabízejí nové šance pro Evropu, ale v žádném případě nesmí způsobovat obavy na straně evropských občanů.

Roberts Zīle (ECR), rakstiski. — Eiropas Parlamenta un Padomes panāktais kompromiss par jauno direktīvu noteikti ir atbalstāms, jo tas dos iespēju ES dalībvalstīm legāli aizliegt ģenētiski modificētu augu kultivēšanu savās teritorijās, pat ja to būs atļāvusi Eiropas Savienība. Debates par šo jautājumu vienmēr bijušas sarežģītas; ir pagājuši četri gadi, kopš Komisija nāca klajā ar savu priekšlikumu. Iepriekš bija iespējamās situācijas, kad Eiropas Komisija atļāva konkrētu ģenētiski modificētu augu audzēšanu, pat ja dalībvalstis bija pret. Atcerēsimies gadījumu ar ģenētiski modificētas kukurūzas šķirni, ko Eiropas Komisija apstiprināja, neskatoties uz to, ka 19 dalībvalstis bija pret to.

Jaunā direktīva ļaus dalībvalstīm pašām izlemt, vai tās vēlas ierobežot vai atļaut ģenētiski modificētu kultūraugu audzēšanu savā teritorijā. Turpmāk tas būs katras dalībvalsts pašas lēmums atbilstoši savu iedzīvotāju nostājai, tāpēc valdībām būs nopietni jāieklausās savu iedzīvotāju viedoklī. Pie tam ļoti būtiski ir arī tas, ka šāds dalībvalsts lēmums aizliegt GMO būs pilnībā likumīgs un saskaņā ar ES regulējumu, tāpēc lielie GMO ražošanas giganti nevarēs šo lēmumu apstrīdēt tiesā, kā tas bija iespējams līdz šim.

Carlos Zorrinho (S&D), por escrito. — Votei favoravelmente a Diretiva que dá mais flexibilidade aos Estados-Membros para proibirem ou limitarem o cultivo de Organismos Geneticamente Modificados (OGM) autorizados a nível da União Europeia (UE) nos seus territórios, com base em motivos ambientais, como a manutenção da biodiversidade local, dos impactos socioeconómicos ou em critérios relacionados com o uso do solo, entre outros. Com esta alteração ao atual quadro legislativo da UE relativo aos OGM, haverá uma maior latitude e uma maior segurança jurídica dos Estados-Membros que desejem proibir, na totalidade ou em parte dos seus territórios, o cultivo de OGM permitidos a nível europeu. Os países europeus terão, a partir de agora, uma maior liberdade para abordar questões nacionais ou locais específicas suscitadas pelo cultivo de OGM.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. — As boas intenções iniciais da maioria deste Parlamento claudicaram mais uma vez aos interesses económicos das multinacionais de biotecnologia, em detrimento da defesa da agricultura tradicional, do ambiente, dos interesses e saúde das populações, como infelizmente já esperávamos.

Neste texto aprovado foram retirados pontos essenciais, tais como o princípio da coexistência e a introdução de zonas limpas entre países vizinhos, subvertendo e enfraquecendo o princípio da precaução, acontecendo o mesmo com as preocupações e a defesa ambiental, que deixam de ser a sua base legal.

O texto apresentado dá mais espaço às grandes empresas de biotecnologia e do agronegócio para rejeitarem e recorrerem em tribunal ao pedido de restrição/proibição de OGM nos Estados-Membros que assim o queiram. Não é tido em conta nenhum regime de responsabilização, restituição e proteção de danos, nomeadamente no que se refere aos requisitos em matéria de responsabilidade e garantias financeiras, assim como não são garantidos os direitos que assistem aos consumidores de escolha e aos agricultores tradicionais de não verem as suas culturas contaminadas. Votámos contra.

Utorok 13. januára 2015

Marco Zullo (EFDD), *per iscritto*. - Ho votato contro il nuovo regolamento sugli organismi geneticamente modificati (OGM) perché non offre agli Stati membri un impianto normativo forte per proteggere e tutelare le proprie coltivazioni dalla contaminazione degli OGM.

La nuova direttiva è infatti sbilanciata verso le multinazionali del *biotech* che vengono considerate soggetti alla pari degli Stati limitandone quindi la sovranità politica. A giustificazione del divieto non possono essere avanzate nuove motivazioni ambientali/sanitarie diverse da quelle già assunte dall'EFSA. E non è esclusa la possibilità che le multinazionali del *biotech* impugnino le decisioni di uno Stato membro davanti alla Corte di giustizia dell'Unione europea. Inoltre manca l'obbligo di assicurare le colture OGM per far fronte ai danni causati da eventuali contaminazioni, accidentali o no, di coltivazioni convenzionali o biologiche.

Milan Zver (PPE), *pisno*. — Podprl sem za poročilo Frédérique Ries, ki daje državam EU možnost, da omejijo ali prepovejo gojenje gensko spremenjenih organizmov na svojem ozemlju, čeprav so ti že dovoljeni na ravni EU.

To poročilo je rezultat pogajanj med Komisijo, Parlamentom in Svetom, na katerega smo čakali od leta 2010.

Res je, kompromis ne zajema vseh zahtev Parlamenta (zakonodajna podlaga, odgovornost za prekrške...), a je najboljše, kar smo v dani situaciji lahko dosegli. Če bi vztrajali na nadaljnjih pogajanjih s Svetom, bi še težje našli kompromis.

Novo zakonodajo smo nujno potrebovali, saj po dosedanji zakonodaji države niso imele možnosti prepovedi gojenja GSO na svojem ozemlju. V primeru, da bi to storile, bi lahko prišlo do tožb s strani multinacionalk, ki tržijo GSO materiale.

Kompromisni tekst tudi zahteva, da mora obstajati mejni pas okrog GSO kmetij, zato da se z GSO ne bi „okužile“ sosednje kmetije s tradicionalno ali bio pridelavo.

Vpliv GSO na prihodnost kmetijstva, zdravja, dostopa do hrane itd. je še nejasen, njihovo množično sproščanje v naravo pa je ireverzibilno. Izkušnje iz Amerike in Indije kažejo celo na povečanje odpornosti na herbicide in povečano uporabo pesticidov. Države članice EU in državljani morajo imeti pravico, da na svojem ozemlju prepovejo tako tvegano početje.

9.6. Ustanovenia týkající sa rybolovu v oblasti dohody o GFCM (Všeobecná rybářská komisia pre Stredozemné more) (A8-0057/2014 – Gabriel Mato)

Written explanations of vote

Marco Affronte (EFDD), *per iscritto*. — La proposta è volta a recepire nel diritto dell'Unione una serie di misure adottate dalla Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo. Abbiamo votato a favore di questa proposta in quanto contiene un quadro di iniziative e di regolamentazione che sono accettabili, importanti e in qualche caso necessarie. Ciononostante ci teniamo a dichiarare come, ancora una volta, il Parlamento europeo, e in particolare la commissione per la pesca, abbiano agito in direzione contraria alla proposta originaria. La quale proposta, su alcuni punti, risulta quindi indebolita nella sua azione di protezione di alcune specie, in particolare il corallo rosso.

La CGPM stabiliva chiaramente come il corallo rosso non potesse essere raccolto con l'utilizzo di ROV (Remotely Operated Vehicles). I ROV erano concessi solo per osservazione e ricerca, e purché non fossero equipaggiati da strumenti che potessero tagliare e raccogliere il corallo stesso. Nella versione uscita dal Parlamento queste indicazioni sono state stravolte portando, con ogni probabilità a un prelievo di corallo rosso distruttivo, non sostenibile, senza giustificazioni scientifiche per questa pratica. Votiamo quindi, a malincuore, a favore perché approviamo il contesto e altre norme contenute in questa proposta, ma esprimiamo grande preoccupazione per una specie che ha già notevoli problemi di conservazione.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. — El objetivo del informe es el de transponer a la legislación europea varias disposiciones aplicables a la pesca en la zona del Acuerdo CGPM (Comisión General de Pesca del Mediterráneo), del que la UE y varios Estados miembros (entre los que se encuentra España) forman parte. Si bien la propuesta de la Comisión era incluso más restrictiva que las recomendaciones del CGPM en ámbitos como la protección de los corales rojos y otros animales marinos, el informe fue diluyéndose en su trámite parlamentario, lo que sumado a otras carencias ya presentes inicialmente (como la inadecuada supervisión del cumplimiento de las recomendaciones) justifica mi voto en contra.

Utorok 13. januára 2015

Louis Aliot (NI), *par écrit*. — Je me suis prononcé contre le rapport sur les dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM dans la mesure où son rapporteur, Gabriel Mato, souhaite favoriser la pêche du corail rouge qui est pourtant une espèce en danger.

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — Cette proposition de résolution modifiant le règlement (UE) n° 1343/2011 du Parlement et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant certaines dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM prévoit des mesures techniques (exploitation durable du corail rouge, la réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins, etc.) mais aussi des obligations spécifiques concernant l'enregistrement et la communication des données. Ce texte pourrait s'avérer contraignant pour les pêcheurs, déjà durement touchés par la crise et les exigences communautaires en matière réglementaire. Les pêcheurs sont également soumis aux exigences de la CGPM, organisation créée en 1949 par un accord international en vertu de l'article XIV de la constitution du FAO. Il devient urgent de trouver des solutions qui doivent non seulement protéger l'environnement marin mais aussi les pêcheurs, qui ne peuvent plus supporter des arrêts temporaires de pêche ou le maintien de quotas trop bas. Pour ces raisons, j'ai donc voté contre ce rapport.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — As a UKIP member of the European Parliament, my mandate from constituents is to oppose new EU legislation. Consequently my natural instinct is to vote against, unless it seems to me that there is a pressing reason to do otherwise.

As regards fishing stocks, this once again appears to take a collectivist approach across the European Union. I believe therefore that it would be inconsistent for me to do anything other than vote against.

Jean Arthuis (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette délibération car elle consiste à transposer les recommandations de la CGPM dans le droit de l'UE. Je soutiens les missions de la CGPM, qui consistent à promouvoir le développement, la conservation, la gestion rationnelle et l'utilisation optimale des stocks de ressources aquatiques vivantes, à concevoir et recommander des mesures de conservation et à promouvoir des projets en coopération dans le domaine de la formation.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. — Balsavau už šį siūlymą, kurio tikslas – į Europos Sąjungos teisę perkelti Viduržemio jūros bendrosios žvejybos komisijos (VJBŽK) rekomendacijas dėl raudonųjų koralų naudojimo, atsitiktinai sugaunamų jūrų paukščių, jūrų vėžlių ir banginių šeimos gyvūnų kiekio mažinimo bei ruonių vienuolių, ryklių ir rajų išsaugojimo priemonių. VJBŽK tarptautiniu susitarimu buvo įsteigta 1949 m., jos kompetencijai priklausančią geografinę teritoriją sudaro Viduržemio jūra, Juodoji jūra ir aplinkiniai vandenys. Šios komisijos pagrindinės užduotys yra gyvųjų jūrų išteklių vystymosi skatinimas, saugojimas ir saikingas valdymas, išsaugojimo priemonių rekomendacijų rengimas. Pritariu šios komisijos rekomendacijų perkėlimui į ES teisę.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — J'ai voté en faveur du rapport car il soutient l'intégration dans le droit de l'Union de mesures permettant une protection accrue de certaines espèces sous-marines en allant notamment au-delà de la directive «Habitats».

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — Cette proposition de résolution modifiant le règlement (UE) n° 1343/2011 du Parlement et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant certaines dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM prévoit des mesures techniques (exploitation durable du corail rouge, réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins, etc.), mais aussi des obligations spécifiques concernant l'enregistrement et la communication des données. Ce texte semble contraignant pour les pêcheurs, qui sont déjà durement touchés par la crise et les exigences de Bruxelles en matière réglementaire et le sont tout autant par les exigences de la CGPM, organisation créée en 1949 par un accord international en vertu de l'article XIV de la constitution du FAO. Il devient urgent de trouver des solutions qui doivent non seulement protéger l'environnement marin, mais aussi les pêcheurs, qui ne peuvent plus supporter des arrêts temporaires de pêche ou le maintien de quotas trop bas. En l'état actuel, j'ai donc voté contre ce rapport.

Utorok 13. januára 2015

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. — Ho votato a favore della proposta che contiene misure tecniche per lo sfruttamento sostenibile del corallo rosso, la riduzione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine e cetacei e la conservazione di foche monache, squali e razze nella zona cui si applica l'accordo CGPM. Tali misure vanno oltre la tutela già accordata a queste specie a livello dell'UE dalla direttiva Habitat e da altri atti dell'Unione e comprendono obblighi specifici in materia di registrazione e comunicazione sia per gli operatori che per gli Stati membri.

Malin Björk (GUE/NGL), *skriftlig*. — Jag röstade nej till förslaget. Kommissionens ursprungsförslag föreslog ökat skydd till bl.a. röda koraller och djur som fångas av misstag. De flesta ändringar som gick igenom i fiskeutskottet har dock resulterat i ett försvagat skydd jämfört med kommissionens förslag. Eftersom inte ens kommissionens förslag var progressivt nog i sitt försvar av miljö och djurliv, och detta sedan försvagades ytterligare av utskottet, valde jag att rösta nej.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — Las funciones principales de la Comisión General de Pesca del Mediterráneo (CGPM), creada en 1949, son el fomento del desarrollo, la conservación y la gestión de los recursos biológicos vivos, la elaboración y recomendación de medidas de conservación y la promoción de proyectos de cooperación para la formación en el Mediterráneo, el mar Negro y las aguas adyacentes.

En 2011 se llevó a cabo la última trasposición de medidas de la CGPM al Derecho de la UE. Posteriormente, en 2011 y 2012, la CGPM adoptó nuevas medidas de gestión para la explotación sostenible del coral rojo que deben incorporarse a nuestra legislación. Otras recomendaciones adoptadas por la CGPM establecen medidas para la reducción de las capturas accidentales de aves marinas, tortugas marinas, focas monje y cetáceos; medidas destinadas a garantizar un elevado nivel de protección para tiburones y rayas; o medidas para las pesquerías de poblaciones de pequeños pelágicos en el mar Adriático.

Para incluir estas recomendaciones en el Derecho de la UE se propone modificar el Reglamento (UE) n° 1343/2011, por lo que he votado a favor de este informe.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. — Balsavau dėl šio pranešimo, kuris patobulina Komisijos pasiūlymą dėl Bendrosios Viduržemio jūros žvejybos komisijos (BVJŽK). Viduržemio jūros bendrosios žvejybos komisija tarptautiniu susitarimu buvo įsteigta 1949 m. Jos kompetencijai priklausančią geografinę teritoriją sudaro Viduržemio jūra, Juodoji jūra ir aplinkiniai vandenys. VJBŽK pagrindinės užduotys: skatinti gyvųjų jūrų išteklių vystymąsi, saugojimą ir saikingą valdymą, parengti ir pateikti išsaugojimo priemonių rekomendacijas, skatinti bendrus mokymo projektus.

Komisijos pasiūlymu siekiama į ES teisę perkelti BVJŽK rekomendacijas. Europos Parlamentas palankiai vertina šį Komisijos pasiūlymą, tačiau pastebi, kad pasiūlyme neatsižvelgiama į priemones, kurios jau nustatytos nacionaliniu lygiu pagal šias rekomendacijas. Neturėtų būti reikalaujama, kad valstybės narės, jau perkėlusios 2011–2013 m. priimtas rekomendacijas, dabar Komisijai pateiktų prašymus dėl BVJŽK rekomendacijose numatytų nukrypti leidžiančių nuostatų, taip pat atsižvelgiant į tai, kad Komisija iki šiol jų neperkėlė.

Europos Parlamento pranešėjas siūlo laikytis nuomonės, kad BVJŽK rekomendacijose nustatytas pakankamas reglamentuojamos apsaugos lygis, kurį visų pirma prieš priimant tolesnes priemones privalo įgyvendinti susitariančiosios šalys.

Mercedes Bresso (S&D), *in writing*. — I voted in favour of this provision because I consider very important to coordinate and support an important sector of the Mediterranean economy such as fishing.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. — Salut decizia Parlamentului European și a Consiliului de a modifica Regulamentul (UE) nr. 1343/2011 al Parlamentului și al Consiliului din 13 decembrie 2011 privind unele dispoziții referitoare la pescuitul în zona Acordului CGPM (Comisia Generală pentru Pescuit în Marea Mediterană). Consider că este nevoie de o actualizare a prevederilor existente prin includerea măsurilor cuprinse în recomandările CGPM.

Aceste măsuri tehnice de exploatare durabilă bazate pe recomandările CGPM confirmă obiectivul principal al CGPM, care păstrează o stare ecologică bună a bazinului Mării Mediterane și se află în concordanță cu Noua Politică Comună în domeniul pescuitului, care își propune, în principal, să pună bazele unui pescuit durabil din punct de vedere economic, social și al protecției mediului.

Utorok 13. januára 2015

Propunerea este importantă deoarece ea reprezintă o îmbunătățire adusă prevederilor existente în domeniul pescuitului, la nivelul Uniunii Europene.

În ultimii ani, Comisia a jucat un rol important în încurajarea CGPM de a lua inițiative care permit realizarea unui cadru de gestionare eficient, iar acest lucru are nevoie de o continuitate sustenabilă.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. — Ho espresso voto favorevole. Le misure tecniche avanzate per lo sfruttamento sostenibile sono condivisibili.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur du rapport sur les Dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM (Commission générale des pêches pour la Méditerranée). Ce rapport vise à transposer dans le droit de l'Union un certain nombre de mesures adoptées par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) lors de ses sessions annuelles de 2011, 2012 et 2013. La CGPM est une organisation régionale de gestion des pêches établie conformément à l'article XIV de l'acte constitutif de la FAO. Ses principaux objectifs sont de promouvoir le développement, la conservation, la gestion rationnelle et l'utilisation optimale des ressources marines vivantes, ainsi que le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée, dans la mer Noire et les eaux intermédiaires. Il était donc important d'aligner la législation en vigueur avec les recommandations de la CGPM.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Oggi ho votato a favore del regolamento riguardante talune disposizioni per la pesca nella zona di applicazione dell'accordo CGPM (Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo). Nelle sessioni annuali del 2011 e del 2012, la CGPM ha adottato misure per lo sfruttamento sostenibile del corallo rosso nella propria zona di competenza, per la mitigazione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine, foche monache e cetacei, per la protezione degli squali e razze, e per la pesca di piccoli pelagici nel Mare Adriatico. Il voto ha riguardato la modifica della normativa europea alla luce delle raccomandazioni sopra citate. Considerando che le misure dovevano essere attuate nel diritto dell'Unione, ho votato a favore della loro integrazione.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — La proposta in oggetto recepisce le raccomandazioni della Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo. Tuttavia, come ha precisato lo stesso relatore, alcune norme andrebbero migliorate in modo da adattarsi alla realtà del mondo della pesca.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — Ho votato a favore di questa proposta di regolamento perché ne condivido lo spirito e gli obiettivi, nonché l'attuazione concreta. Concordo infatti con la necessità di cercare modalità sostenibili di sfruttamento delle risorse marine, che coniughino l'opportunità (sempre esistita) di trarne sostentamento con l'obbligatorietà di introdurre regole che permettano anche alle generazioni future di continuare a riscuotere il dividendo di questa incredibile risorsa, magari affiancando la pesca ad uno sfruttamento turistico e allo studio di ciò che non sappiamo ancora.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Ho votato favorevolmente riguardo alla proposta di risoluzione legislativa afferente la modifica del regolamento n. 1343/2011 poiché da un lato ha lo scopo di garantire lo sfruttamento sostenibile del corallo rosso, e dall'altro si propone di preservare talune specie di fauna marina dall'attività di pesca che, priva della necessaria regolamentazione, finisce per danneggiare l'ecosistema marino. Con particolare riferimento a quest'ultimo aspetto, la proposta di regolamento in esame mira a garantire l'utilizzo sostenibile delle ricchezze marine, attraverso un approccio ecosistemico per la gestione delle attività umane, ossia una metodologia che preveda la comunità umana come parte integrante degli ecosistemi e dei meccanismi che li regolano.

Utorok 13. januára 2015

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — The General Fisheries Commission for the Mediterranean (GFCM) has adopted a number of measures that aim to ensure sustainable exploitation of red coral measures, mitigation of incidental catches of seabirds, sea turtles, monk seals and cetaceans in fishing activities in the GFCM Agreement Areas, high level of protection from fishing activities with regard to sharks and rays, in particular those endangered or threatened, and the sustainable development of small pelagic stocks in the Adriatic Sea. Such measures go beyond the protection already ensured to these species at EU level by the Habitats Directive and other Union Acts. I have thus voted in favour of this report which proposes amending Regulation (EU) No 1343/2011 to include the measures contained in the GFCM recommendations.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — El objetivo del informe es el de transponer a la legislación europea varias disposiciones aplicables a la pesca en la zona del Acuerdo CGPM (Comisión General de Pesca del Mediterráneo), del que la UE y varios Estados miembros (entre los que se encuentra España) forman parte. Si bien la propuesta de la Comisión era incluso más restrictiva que las recomendaciones del CGPM en ámbitos como la protección de los corales rojos y otros animales marinos, el informe fue diluyéndose en su trámite parlamentario, lo que sumado a otras carencias ya presentes inicialmente (como la inadecuada supervisión del cumplimiento de las recomendaciones) justifica mi voto en contra.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — I gave my support to this report dealing with the General Fisheries Commission for the Mediterranean that was set up by an international agreement back in 1949. The area covered by the agreement comprises the Mediterranean, the Black Sea and connecting waters. The main tasks of the GFCM are to promote the development, conservation, and rational management of living aquatic resources, to formulate and recommend conservation measures and to promote cooperative projects in the area of training. At its annual sessions in 2011 and 2012, the GFCM adopted measures for the sustainable exploitation of red coral, for the mitigation of incidental captures of seabirds, sea turtles, monk seals and cetaceans, for the protection of sharks and rays, and for fisheries exploiting small pelagic stocks in the Adriatic Sea. I support the aim of this report of adding the measures contained in the GFCM recommendations to the original agreement.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — L'accord de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) vise à promouvoir le développement, la conservation et la gestion rationnelle de ressources aquatiques vivantes et fixe un niveau élevé de protection des espèces dans la zone méditerranéenne. Le présent rapport propose de modifier la législation européenne afin d'y inclure les mesures contenues dans les recommandations de la CGPM. Ces recommandations fixant un niveau suffisant de protection réglementaire, j'ai voté en faveur de ce rapport.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Créée en 1949, la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), à laquelle l'Union européenne est partie, vise à promouvoir le développement et la conservation des stocks de ressources aquatiques vivantes en Méditerranée. Ce texte a pour objectif de transposer dans le droit de l'Union certaines des recommandations de la CGPM. Fixant un niveau suffisant de protection réglementaire, ces recommandations sont les bienvenues. Elles prévoient des mesures pour la réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins, de tortues marines, de phoques moines et de cétacés et des dispositions visant à assurer un niveau élevé de protection contre les activités de pêche aux requins et aux raies.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. — La Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo, è nata nel 1949 con un accordo internazionale. La sua zona di competenza abbraccia il Mediterraneo, il mar Nero e le acque adiacenti. Le principali funzioni della CGPM sono: la promozione dello sviluppo, della conservazione e della gestione razionale delle risorse acquatiche vive. Nelle sessioni annuali del 2011 e del 2012, la CGPM aveva adottato misure per lo sfruttamento sostenibile del corallo rosso, per la mitigazione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine, foche monache e cetacei, per la protezione degli squali e razze, e per la pesca di piccoli pelagici nel mare Adriatico. Ho votato a favore a questa proposta che mira a recepire nel diritto dell'UE le raccomandazioni della Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo.

Utorok 13. januára 2015

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. — L'Union européenne est partie contractante à la CGPM (Commission générale des pêches pour la Méditerranée), organisation régionale créée en 1949 afin de jouer un rôle actif pour la conservation des stocks halieutiques dans les eaux internationales de la mer Méditerranée. La CGPM adopte, sur la base d'avis scientifiques, des recommandations contraignantes qui doivent donc être transposées en droit communautaire, lorsque leur contenu n'est pas déjà couvert par la législation communautaire.

Le règlement européen concernant certaines dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM (COM2014/0457) prévoit des mesures techniques pour l'exploitation durable du corail rouge, la réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins, de tortues marines et de cétacés, et la conservation des phoques moines, requins et raies dans la zone couverte par l'accord CGPM.

Ces dispositions permettront d'améliorer la préservation de l'équilibre des fonds marins et de la biodiversité.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado en contra del informe presentado porque pretendía rebajar, mediante excepciones, el nivel de las medidas de protección propuestas por la Comisión, a partir de las recomendaciones de la Comisión General de Pesca del Mediterráneo (CGPM), para la explotación sostenible del coral rojo, reducir las capturas accidentales de aves marinas, tortugas marinas, focas monje y cetáceos en las actividades pesqueras de la zona del Acuerdo CGPM, así como reforzar la protección de especies amenazadas de tiburones y rayas.

La Comisión no se caracteriza por su exceso de celo en la protección del medio ambiente y toda protección de los recursos biológicos del mar Mediterráneo es poca si tenemos en cuenta el estado de devastación en el que se encuentra como consecuencia de la actividad humana. Por lo que no hay razones de peso para modificar la propuesta original de la Comisión.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτώς*. — Υπερψηφίζουμε την συγκεκριμένη πρόταση γιατί επιδεικνύει σεβασμό των διατάξεων της Γενικής Επιτροπής Αλιείας σχετικά με την προστασία όλων των θαλάσσιων οργανισμών. Η ασύστολη αλιεία όλων των ζωντανών οργανισμών χωρίς οργάνωση και ελέγχους επιφέρει την καταστροφή του θαλάσσιου οικοσυστήματος.

Eleonora Evi (EFDD), *per iscritto*. — Ho votato a favore di questa proposta che recepisce nel diritto UE misure adottate dalla Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo, andando quindi a modificare il regolamento (UE) n. 1343/2011, perché non posso negare il buon senso generale del proposito e di alcuni provvedimenti qui contenuti; voglio tuttavia sottolineare che, come spesso accade, molti dei singoli Stati aderenti hanno già recepito le misure espresse dalla CGPM e saranno quindi ora costretti a chiedere una deroga alla Commissione europea la cui presente proposta di fatto ignora il diritto già in uso nei singoli Stati che è spesso migliore in quanto a protezione e cura dell'ambiente. Esprimo anche preoccupazione circa il rischio che una specie delicata come il corallo rosso possa subire, stando al testo così approvato, trattamenti poco sostenibili dal punto di vista ambientale

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — A Comissão Geral das Pescas do Mediterrâneo (CGPM) foi constituída por acordo internacional em 1949. A zona abrangida pelo acordo inclui o Mediterrâneo, o Mar Negro e as águas adjacentes. As principais tarefas da CGPM são promover o desenvolvimento, a conservação e a gestão racional dos recursos aquáticos vivos, formular e recomendar medidas de conservação e promover projetos de cooperação na área da formação.

Esta alteração irá permitir uma exploração sustentável de coral vermelho, a redução das capturas ocasionais de aves marinhas, tartarugas marinhas e cetáceos e a conservação de focas-monge, tubarões e raia na zona do Acordo da CGPM, o que merece o meu apoio.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. — Este acordo permite o acesso dos navios com pavilhão das Seicheles às águas de Maiote e respetivos recursos. O território de Maiote adquiriu o estatuto de Região Ultraperiférica da UE desde janeiro de 2014. Em resultado desse estatuto, a Zona Económica Exclusiva de Maiote está sujeita às disposições dos Tratados da UE. A conservação dos recursos vivos marinhos de Maiote, no âmbito da Política Comum das Pescas, é uma competência exclusiva da UE.

Utorok 13. januára 2015

Por essa razão, o acordo bilateral existente entre Maiote e as Seicheles – anteriormente já existente – tem agora de ser estabelecido de novo pela UE.

É conhecida a nossa posição sobre as competências da UE neste domínio – somos contra.

Todavia, este relatório apenas visa prolongar nas novas condições o mesmo acordo anteriormente existente, que permite que um número limitado de navios das Seicheles possa pescar nas águas de Maiote espécies migratórias, oferecendo algumas contrapartidas que visam apoiar o desenvolvimento sustentável do setor das pescas em Maiote – constituído fundamentalmente por frota artesanal.

Razão pela qual nada temos a opor a este acordo.

Raffaele Fitto (PPE), *per iscritto*. — Ho espresso voto favorevole alla proposta perché il suo obiettivo è quello di recepire nella legislazione europea le raccomandazioni della Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo. Queste misure, molto importanti per il nostro mare, riguardano lo sfruttamento sostenibile del corallo rosso e la riduzione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine, foche monache e cetacei. Abbiamo bisogno di queste disposizioni per tutelare e gestire con cautela il fragile ecosistema del Mediterraneo.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. — Medzi primárne úlohy tejto komisie patrí podpora živých vodných zdrojov, ich ochrana a racionálne hospodárenie s nimi a tvorba a odporúčanie ochranných opatrení a podpora projektov spolupráce v oblasti odbornej prípravy. Táto komisia prijala na svojich zasadnutiach opatrenia, ktoré sa majú zaviesť do práva Európskej únie v oblasti využívania koralu červeného, opatrenia na zmiernenie následkov náhodných úlovkov morských vtákov a v neposlednom rade opatrenia aby sa zaistila vysoká úroveň ochrany pred rybolovnými činnosťami. Je však dôležité upozorniť nato, že predmetný návrh GFCM komisie ignoruje opatrenia, ktoré sú už zavedené na vnútroštátnej úrovni a návrh Európskej komisie v tejto oblasti je v mnohých prípadoch oveľa prísnejší ako odporúčania rybárskej komisie pre Stredozemné more.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — Voto a favore della proposta che contiene misure tecniche per lo sfruttamento sostenibile del corallo rosso, la riduzione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine e cetacei e la conservazione di foche monache, squali e razze nella zona cui si applica l'accordo CGPM.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραφτως*. — Υπερψηφίζω τις διατάξεις περί αλιείας στην περιοχή της συμφωνίας της ΓΕΑΜ, για την διατήρηση, τον σεβασμό και την προστασία όλων των θαλασσίων οργανισμών.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — Las funciones principales de la CGPM son el fomento del desarrollo, la conservación y la gestión de los recursos biológicos vivos, la elaboración y recomendación de medidas de conservación y la promoción de proyectos de cooperación para la formación. En sus sesiones anuales de 2011 y 2012, la CGPM adoptó medidas técnicas para la explotación sostenible del coral rojo, la reducción de las capturas accidentales de aves marinas, tortugas de mar y cetáceos, y la conservación de focas monje, tiburones y rayas, recomendaciones que deben incorporarse al Derecho de la Unión. Por lo tanto, he votado a favor de la modificación de este Reglamento para incluir las medidas que figuran en las recomendaciones de la CGPM y asegurar de esta manera la sostenibilidad presente y futura de los recursos del mar Mediterráneo, el mar Negro y las aguas adyacentes.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. — The UK has 70% of the EU's fishing grounds and yet only 13% of the fishing quotas.

Only UKIP believes that the UK should be allowed to manage and police its own territorial waters for the benefit of the British people and our fishermen.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I voted in favour of the Mato report because I think it is vital that measures are adopted to protect living aquatic resources in the Mediterranean, the Black Sea and connecting waters.

It is deeply worrying that, over the past two centuries, there has been a decline in the population of sharks in the Mediterranean Sea of more than 97%, putting them at risk of extinction if current fishing levels continue. Meanwhile, nine out of 13 regular species of whale and dolphin in the Mediterranean and Black Seas are classified in categories ranging from vulnerable to critically endangered.

Utorok 13. januára 2015

Mitigating incidental captures and improving the protection of these and other endangered animals, such as seabirds, sea turtles, monk seals and coral species, will be crucial if we want to avoid causing irreversible damage to the ecosystem of our seas.

Michela Giuffrida (S&D), *per iscritto*. — Ho votato a favore della relazione del collega Mato perchè credo sia molto importante che la normativa europea tenga conto, si uniformi e rispetti quanto stabilito nelle sue raccomandazioni dalla Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo. Una Commissione che siede allo stesso tavolo oltre che i paesi europei, Stati nostri vicini con cui condividiamo le risorse marine.

È fondamentale lavorare per ridurre ed evitare la catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine e foche monache. La pesca non può trasformarsi in una minaccia per quelle specie come squali e razze che sono in pericolo. La biodiversità va tutelata.

È altresì vero, signor Presidente, che molti Stati a queste raccomandazioni si erano già adeguati e che l'Unione europea ha già imposto con le sue normative misure anche più rigorose di quelle previste dalla Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo. È giusto quindi non duplicare obblighi, non imporre agli Stati di prevedere doppie deroghe, doppi adeguamenti e la revisione di quadri di gestione nazionali appropriati, già approvati.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado en contra del informe presentado porque pretendía rebajar, mediante excepciones, el nivel de las medidas de protección propuestas por la Comisión, a partir de las recomendaciones de la Comisión General de Pesca del Mediterráneo (CGPM), para la explotación sostenible del coral rojo, reducir las capturas accidentales de aves marinas, tortugas marinas, focas monje y cetáceos en las actividades pesqueras de la zona del Acuerdo CGPM, así como reforzar la protección de especies amenazadas de tiburones y rayas.

La Comisión no se caracteriza por su exceso de celo en la protección del medio ambiente y toda protección de los recursos biológicos del mar Mediterráneo es poca si tenemos en cuenta el estado de devastación en el que se encuentra como consecuencia de la actividad humana. Por lo que no hay razones de peso para modificar la propuesta original de la Comisión.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour of the provisions for fishing in the GFCM (General Fisheries Commission for the Mediterranean) Agreement area, because the EU, in its capacity as a contracting party to the GFCM, has made a series of commitments in recent years, on the sustainable management and exploitation of living marine resources, which need to be transposed into Union law.

Anja Hazekamp (GUE/NGL), *schriftelijk*. — De Middellandse Zee is een van de mooiste zeeën ter wereld, maar wordt bedreigd door overbevissing, bijvangst en plundering van koraalriffen.

Het voorstel van de Commissie was grotendeels gericht op herstel van ecosystemen, maar sloot visserij niet uit. Ik heb voorgesteld om visserij helemaal niet meer toe te staan in de kwetsbaarste gebieden. Dat biedt overbeviste vissoorten een overlevingskans en voorkomt dat vele andere diersoorten worden bijgevangen. Vooral visserij met trawlnetten zorgt voor veel bijvangst van dolfijnen, zeevogels en andere zoogdieren, die verstrikt raken in de netten en vervolgens verdrinken. Wetenschappelijke adviezen pleiten voor beperking van trawlnetten. Ik heb gevraagd om een totaalverbod, omdat dit veel beter te controleren is. Daarnaast heb ik voorgesteld om het plunderen van koraalriffen tegen te gaan, door het oogsten en verkopen van rood koraal, ook wel bloedkoraal genoemd, te verbieden. Koraalriffen worden bedreigd, omdat veel van het koraal wordt gebruikt om er sieraden van te maken. De onderwaterwereld bij koraalriffen is uniek en verdient onze bescherming.

Helaas waren veel amendementen juist gericht op het verruimen van het Commissievoorstel in plaats van de nodige aanscherping. Ik heb tegen dit sterk afgezwakte voorstel gestemd.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado en contra del informe presentado porque pretendía rebajar, mediante excepciones, el nivel de las medidas de protección propuestas por la Comisión, a partir de las recomendaciones de la Comisión General de Pesca del Mediterráneo (CGPM), para la explotación sostenible del coral rojo, reducir las capturas accidentales de aves marinas, tortugas marinas, focas monje y cetáceos en las actividades pesqueras de la zona del Acuerdo CGPM, así como reforzar la protección de especies amenazadas de tiburones y rayas.

Utorok 13. januára 2015

La Comisión no se caracteriza por su exceso de celo en la protección del medio ambiente y toda protección de los recursos biológicos del mar Mediterráneo es poca si tenemos en cuenta el estado de devastación en el que se encuentra como consecuencia de la actividad humana. Por lo que no hay razones de peso para modificar la propuesta original de la Comisión.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan.* — Glasovao sam za nacrt zakonodavne rezolucije o prijedlogu uredbe Europskog parlamenta i Vijeća o izmjeni Uredbe br. 1343/2011 o određenim odredbama za ribolov u području Sporazuma o GFCM-u, jer se izmjenama u Uredbu unose pojedine mjere koje su sadržane u preporukama GFCM-a i koje pridonose očuvanju, razvoju i racionalnom upravljanju morskih resursa. Prijedlog, kojeg podržavam, sadrži pojedine mjere koje vode prema održivoj eksploataciji crvenog koralja, smanjenju slučajnog ulova pojedinih vrsta, te očuvanju drugih na teritoriju GFCM sporazuma. Iznimno je važno sačuvati morsko bogatstvo Mediterana, kojeg često ugrožavaju ekološki i ljudski faktori, a koji predstavlja značajno nasljeđe velikog dijela Europe.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit.* — J'ai voté en faveur du rapport de Gabriel Mato sur les dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). La CGPM, qui promet la conservation et la gestion rationnelle des stocks halieutiques en Méditerranée, a en effet adopté des recommandations ces dernières années (notamment pour la réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins et de tortues marines) qu'il convient de transposer dans le droit de l'Union.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit.* — J'ai soutenu le rapport portant sur les dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par l'accord de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). Ce rapport propose de transposer dans le droit de l'Union un certain nombre de mesures adoptées par la CGPM portant, entre autres, sur l'exploitation durable du corail rouge, la réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins, de tortues marines et de cétacés, et la conservation de certaines espèces aquatiques.

Jarosław Kalinowski (PPE), *na piśmie.* — Misją GFCM jest promowanie i zalecanie środków w celu rozwoju i ochrony żywych zasobów morskich, a także wspieranie przemysłowego zarządzania nimi na terytorium Morza Śródziemnego, Morze Czarne i wód łączących się z tymi akwenami. Przyjęte w 2011 oraz 2012 r. zalecenia GFCM wykraczają poza ochronę już zapewnioną tym gatunkom na poziomie UE na mocy dyrektywy siedliskowej i innych aktów Unii oraz przewidują szczegółowe obowiązki w odniesieniu do rejestracji i sprawozdawczości, zatem włączenie ich do prawa wspólnotowego przyczyni się do zrównoważonego rozwoju środowiska morskiego i zasobów rybnych.

Nie możemy jednak zapominać, że w tej kwestii istnieje również potrzeba uwzględnienia interesów rybaków, gałęzi przemysłu powiązanego z rybołówstwem oraz społeczności przybrzeżnych. W związku z tym popieram propozycję sprawozdawcy, aby odrzucić te normy zawarte we wniosku Komisji, które są bardziej rygorystyczne niż zalecenia GFCM.

Afzal Khan (S&D), *in writing.* — I supported the agreement as it contains a number of welcome conservation measures for the Mediterranean, particularly aimed at reducing unintended catches.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto.* - Voto positivamente la relazione del collega on. Gabriel Mato in quanto ritengo che tale proposta stabilisca un livello soddisfacente di protezione normativa in materia di pesca. La Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo è un'organizzazione regionale che si occupa di promuovere lo sviluppo, la conservazione, la gestione razionale e l'utilizzo ottimale delle risorse marine vive, nonché lo sviluppo sostenibile dell'acquacoltura sia nel Mediterraneo che nel mar Nero.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito.* — El objetivo del informe es el de transponer a la legislación europea varias disposiciones aplicables a la pesca en la zona del Acuerdo CGPM (Comisión General de Pesca del Mediterráneo), del que la UE y varios Estados miembros (entre los que se encuentra España) forman parte. Si bien la propuesta de la Comisión era incluso más restrictiva que las recomendaciones del CGPM en ámbitos como la protección de los corales rojos y otros animales marinos, el informe fue diluyéndose en su trámite parlamentario, lo que sumado a otras carencias ya presentes inicialmente (como la inadecuada supervisión del cumplimiento de las recomendaciones) justifica mi voto en contra.

Utorok 13. januára 2015

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. — La Comisión General de Pesca del Mediterráneo (CGPM) se creó en 1949 mediante un acuerdo internacional. Su zona de competencia abarca el Mediterráneo, el mar Negro y las aguas adyacentes. Sus funciones principales son el fomento del desarrollo, la conservación y la gestión de los recursos biológicos vivos, la elaboración y recomendación de medidas de conservación y la promoción de proyectos de cooperación para la formación.

El Parlamento Europeo y el Consejo se proponen modificar este Reglamento para incluir las medidas que figuran en las recomendaciones de la CGPM. Las recomendaciones de la CGPM establecen un nivel suficiente de protección legislativa que debe ser aplicado primero por las partes contratantes, antes de adoptar medidas adicionales.

Di mi voto favorable a este proyecto de resolución para que se transponga al Derecho de la Unión las recomendaciones de la CGPM.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. — Opća komisija za ribarstvo Sredozemlja (GFCM) promiče razvoj, očuvanje i održivo upravljanje morskim ekosustavom u Sredozemlju i Crnom moru. GFCM surađuje s Hrvatskom, Bugarskom, Ciprom, Francuskom, Grčkom, Italijom, Maltom, Rumunjskom, Slovenijom i Španjolskom te s mnogim državama sjeverne Afrike i Bliskog istoka.

Opća komisija za ribarstvo Sredozemlja usvojila je brojne preporuke kojim će se regulirati održivi izlov crvenog koralja, smanjivanje broja slučajnog ulova morskih kornjača i ptica, tuljana te visoka zaštita ugroženih vrsta morskih organizama poput morskih pasa i raža.

Podržala sam izvješće o Odredbama za ribolov u području Sporazuma o Općoj komisiji za ribarstvo Sredozemlja jer smatram da GFCM preporuke osiguravaju dovoljnu razinu sigurnosti za ugrožene vrste i održiv ribolov.

Νότης Μαριάς (ECR), *γραφτως*. — Ψηφίζω υπέρ της Έκθεσης διότι περιέχει τεχνικά μέτρα και θεσπίζει ορισμένες διατάξεις περί αλιείας στην περιοχή της συμφωνίας της Γενικής Επιτροπής Αλιείας για τη Μεσόγειο (ΓΕΑΜ) που είναι αμοιβαία επωφελείς για όλα τα συμβαλλόμενα μέρη.

David Martin (S&D), *in writing*. — I voted for this report. The proposal contains technical measures for the sustainable exploitation of red coral, the mitigation of incidental captures of seabirds, sea turtles and cetaceans and the conservation of monk seals, sharks and rays in the GFCM (General Fisheries Commission for the Mediterranean) Agreement area.

Such measures go beyond the protection already ensured to these species at EU level by the Habitats Directive and other Union acts, and include specific recording and reporting obligations for both operators and Member States.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. — Ho votato a favore del regolamento riguardante alcune disposizioni per la pesca nella zona di applicazione dall'accordo CGPM

La proposta contiene un quadro di iniziative e di regolamentazione importanti che mirano a recepire nel diritto dell'Unione europea le raccomandazioni della Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo in materia di sfruttamento sostenibile del corallo rosso, riduzione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine e cetacei e la conservazione di foche monache, squali e razze.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. — La Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo (CGPM), istituita nel 1949 attraverso un accordo internazionale, è un'organizzazione regionale che si occupa di promuovere lo sviluppo, la conservazione, la gestione razionale, e l'utilizzo ottimale, delle risorse marine vive.

Condivido con il collega Mato l'idea che, un recepimento delle sue raccomandazioni, da parte del diritto dell'UE, sia del tutto auspicabile.

Ritengo, infatti, che esse stabiliscano un livello soddisfacente di protezione normativa in materia di pesca.

Gabriel Mato (PPE), *por escrito*. — El objetivo del informe es transponer a la legislación europea las recomendaciones que la Comisión General de Pesca para el Mediterráneo adoptó en 2011-2013. Dichas recomendaciones están relacionadas con la explotación sostenible del coral rojo, la mitigación de capturas incidentales de aves marinas, tortugas marinas, focas monje y cetáceos y la protección de tiburones y rayas, especies y ecosistemas frágiles que tenemos que proteger y manejar con precaución.

Utorok 13. januára 2015

La propuesta de dicha comisión es, por tanto, bienvenida, incluso si se trata tres años después de la adopción de las recomendaciones. Mientras tanto, algunos Estados miembros ya han traspuesto y aplicado las recomendaciones. La aplicación a nivel de la UE tiene, por un lado, que tener debidamente en cuenta medidas nacionales existentes y, por otro, reflejar el espíritu y la letra de estas recomendaciones, las cuales son fruto de largas negociaciones entre las partes contratantes. Esto fue lo que motivó mi informe, que fue aprobado por la Comisión de Pesca con una amplia mayoría (20 a favor, 4 en contra y una abstención).

Hoy he recibido un importante mandato de negociación para el primer diálogo a tres bandas con el Consejo y la Comisión, que tendrá lugar el 2 de marzo.

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Das Fördern einer nachhaltigen Bewirtschaftung bzw. der damit verbundene Schutz für gefährdete Arten ist an sich begrüßenswert. Da jedoch die konkrete Umgestaltung nur skizziert, nicht jedoch ausführlich beschrieben wurde und dies verwaltungstechnisch ineffizient und somit kostspielig ist, habe ich gegen den Bericht gestimmt.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — A Comissão Geral das Pescas do Mediterrâneo (CGPM) foi constituída por acordo internacional em 1949. A zona abrangida pelo acordo inclui o Mediterrâneo, o Mar Negro e as águas adjacentes. As principais tarefas da CGPM são promover o desenvolvimento, a conservação e a gestão racional dos recursos aquáticos vivos, formular e recomendar medidas de conservação e promover projetos de cooperação na área da formação. As Partes Contratantes da CGPM são: a Comunidade Europeia, a Albânia, a Argélia, a Bulgária, Chipre, a Croácia, o Egito, a França, o Japão, a Grécia, Israel, a Itália, o Líbano, a Líbia, Malta, Marrocos, o Mónaco, a Roménia, a Síria, a Eslovénia, a Espanha, a Tunísia e a Turquia.

As disposições da CGPM devem ser implementadas por forma a defender, conservar e desenvolver os recursos aquáticos vivos. Daí o meu parecer favorável.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — I voted in favour of this report because of the increased protection and conservation measures for seabirds, sea turtles, cetaceans, monk seals, sharks and rays that were incidentally caught in the GFCM Agreement area. The measures go beyond the existing directives and Union acts and now include specific monitoring obligations for both operators and Member States.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the provisions for fishing in the GFCM (General Fisheries Commission for the Mediterranean) Agreement area. The GFCM was set up under an international agreement in 1949 covering the Mediterranean, the Black Sea and connecting waters. Its main tasks are to promote the development, conservation and rational management of living aquatic resources, to formulate and recommend conservation measures and to promote cooperative projects in the area of training.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — Although the UK is not directly affected by this proposal, the agreement contains a number of welcome conservation measures for the Mediterranean – particularly aimed at reducing unintended catches.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte qui transpose dans le droit de l'Union un certain nombre de mesures (exploitation durable du corail rouge, réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins, conservation des phoques moines, etc.) adoptées par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) lors de ses sessions annuelles de 2011, 2012 et 2013. L'objectif est que ces mesures puissent être appliquées de façon uniforme et efficace au sein de l'Union.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — Abbiamo oggi approvato questa proposta che mira a recepire nel diritto dell'Unione europea le raccomandazioni della Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo in materia di sfruttamento sostenibile del corallo rosso, riduzione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine e cetacei e la conservazione di foche monache, squali e razze. Alcune delle misure previste vanno ben oltre la tutela già accordata alle specie in questione a livello comunitario dalla direttiva Habitat e da altri atti dell'Unione europea e finiscono, quindi, per comprendere alcuni obblighi specifici in materia di registrazione e comunicazione sia per gli operatori che per gli Stati membri. Riteniamo, pertanto, che le raccomandazioni della CGPM stabiliscano un livello sufficiente di protezione normativa che deve, quindi, essere attuato dalle parti contraenti prima ancora di poter prevedere l'adozione di ulteriori misure a questo riguardo.

Utorok 13. januára 2015

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. — Il mio voto è a favore della relazione dell'on. Mato in merito alle disposizioni per la pesca nella zona di applicazione dall'accordo CGPM. La Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo sin dalla sua istituzione ha la funzione di promuovere lo sviluppo e conservare e gestire le risorse acquatiche. Può contare dell'appoggio di tutti gli Stati membri oltre a quelli che abbracciano il Mediterraneo e il mar Nero. Nasce quindi l'esigenza di recepire nel diritto dell'Unione europea quelle disposizioni che caratterizzano l'accordo CGPM per stabilire un livello sufficiente di protezione normativa.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am votat raportul întrucât propunerea urmărește transpunerea în legislația Uniunii a mai multor măsuri adoptate de Comisia Generală pentru Pescuit în Marea Mediterană (CGPM) în sesiunile sale anuale din 2011, 2012 și 2013. CGPM este o organizație regională de gestionare a pescuitului, instituită în temeiul articolului XIV din actul constitutiv al FAO.

UE și zece state membre (Bulgaria, Croația, Cipru, Franța, Grecia, Italia, Malta, Slovenia,

Spania și România) sunt părți contractante la Acordul CGPM. În măsura în care conținutul

recomandărilor CGPM nu se regăsește sau se regăsește doar parțial în legislația existentă a

Uniunii, transpunerea dispozițiilor relevante ale CGPM este necesară pentru a se garanta că

acestea se aplică uniform și efectiv în întreaga Uniune Europeană.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. — Diesem Vorschlag habe ich eine Absage erteilt, da jene Staaten, die bereits jetzt strengere Richtlinien befolgen, als im Vorschlag angegeben ist, nicht benachteiligt werden dürfen. Die Empfehlungen der GFCM sind weiterhin in Betracht zu ziehen, jedoch steht der Schutz des ökologischen Systems im Vordergrund.

Younous Omarjee (GUE/NGL), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce rapport qui prévoit des mesures techniques pour l'exploitation durable des ressources aquatiques vivantes en Méditerranée tout en réduisant la capture accidentelle d'oiseaux marins, de tortues marines ou de cétacés. Bien qu'il eût pu être encore plus ambitieux en termes de protection environnementale, le rapport contient des mesures qui complètent et s'ajoutent à celles des autres directives de l'Union, telles que «Habitats».

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. — Toetasin ettepanekut, sest kõnealusel meetmed ning kontrolli- ja järelevalveprogrammid aitavad tagada Vahemere keskkonna hoidmist aktiivse majandustegevuse olukorras.

Maite Pagazaurtundúa Ruiz (ALDE), *por escrito*. — El objetivo de esta propuesta es transponer al Derecho de la Unión las recomendaciones de la Comisión General de Pesca del Mediterráneo (CGPM). En particular incluye medidas para la explotación sostenible del coral rojo, reducción de las capturas accidentales de aves marinas, tortugas marinas, focas monje y cetáceos en las actividades pesqueras en la zona del Acuerdo CGPM y protección contra las actividades de pesca para los tiburones y las rayas. Todas ellas van más allá de la protección que a nivel comunitario confiere la Directiva Hábitats y se sitúan en línea con los esfuerzos que muchos Estados miembros han realizado. Por todo lo anterior, el voto emitido ha sido favorable.

Rolandas Paksas (EFDD), *raštu*. — Balsavau už šį pranešimą. Labai svarbu, kad visoje ES būtų vienodai ir veiksmingai taikomos BVJŽK rekomendacijos.

Tam, kad būtų atkurta ekosistema ir apsaugotos pažeidžiamos rūšys, turi efektyviai veikti daugiašalis bendradarbiavimo sistema. Numatytos techninės priemonės skatins gyvųjų jūrų išteklių vystymąsi, saugojimą ir saikingą valdymą. Be to, vienodas teisinis reguliavimas užtikrins vienodą išsaugojimų priemonių rekomendacijų taikymą bei paskatins bendrą mokymo projektų įgyvendinimą.

Manau, kad yra tikslinga nuotolinio valdymo povandenines transporto priemonės leisti naudoti tik iki 2015 m., kol nėra atlikta išsamių mokslinių tyrimų.

Utorok 13. januára 2015

Atkreiptinas dėmesys į tai, kad Komisija perkeldama rekomendacijas turėtų atsižvelgti į nacionalines valdymo priemones ir planus, kuriuos valstybės narės remiantis BVJŽK rekomendacijomis jau yra įgyvendinusios. Labai svarbu užtikrinti, kad rekomendacijos ir nacionalinės priemonės būtų suderinamos ir papildytų viena kitą, o ne atvirkščiai.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. — Considerato che la proposta di regolamento del Parlamento europeo e del Consiglio ha lo scopo di includere le misure contenute nelle raccomandazioni della CGPM; considerato che la stessa contiene misure tecniche per lo sfruttamento sostenibile del corallo rosso, la riduzione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine e cetacei e la conservazione di foche monache, squali e razze nella zona cui si applica l'accordo CGPM, considerato che la proposta recepisce inoltre nel diritto dell'Unione una serie di misure applicabili alla pesca di stock di piccoli pelagici nel Mare Adriatico, per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. — Pozitivno sam se izjasnila o ovom prijedlogu uredbe o određenim odredbama za ribolov u području Sporazuma o GFCM-u. Usvajene tehničke mjere pomoći će u brizi za zaštićene vrste poput sredozemne medvjedice ili morskih kornjača, kao i naporima o održivom korištenju ekonomski značajnih vrsta poput crvenog koralja na području Sredozemnog mora, Crnog mora i Jadrana.

Posebno smatram dobrim usvojene amandmane 14., 18. i 19. koje je podnio Odbor za ribarstvo Europskog parlamenta. Amandmanima 14. i 18. predloženi tekst je poboljšán s pozicije malih ribara, pogotovo onih koji se bave ulovom inćuna.

Posljednji od navedenih prihvaćenih amandmana važan je također zbog iskustva ribolova u Jadranskom moru. Hrvatski ribari imaju veći broj ribolovnih dana od predloženog minimuma koji je uključivao i vrijeme provedeno na moru bez polaganja mreža. Naime, u više od jedne trećine ribolovnih dana na malu plavu ribu, uopće ne dođe do polaganja mreže u more zbog niza razloga kao što su: nagla promjena vremena, pojava dupina ili tuna koji rastjeraju ribu, pojačavanje morske struje, nemogućnost pronalaženja ribe u pojedinim danima i sl. Usvajenom izmjenom teksta omogućena je određena fleksibilnost potrebna hrvatskim ribarima da nastave postojeću praksu ribarenja, tj. da se u vrijeme ribolovnih dana ubraja isključivo ono vrijeme s registriranim ulovom.

Tonino Picula (S&D), *napisan*. — Podržavam predloženi paket odredbi za ribolov u području Sporazuma Opće komisije za ribarstvo Sredozemlja. Držim kako je predloženi paket, dodatno poboljšán amandmanima, predstavlja dobar okvir za ribare u Sredozemlju.

Posebno podržavam odredbu koju sam predložio usvojenim amandmanom, a kojim se prema članku 16., četiri države članice osiguravaju da plovila opremljena povlačnim mrežama kočama i okružujućim mrežama plivaticama za male pelagične stokove utvrđene u stavku 2., ne djeluju više od 20 ribolovnih dana s ulovom mjesečno i ne više od 180 ribolovnih dana s ulovom godišnje.

Smatram da je ovakva odredba pravednija prema ribarima te da se dani u kojima nije bilo ulova ne bi trebali oduzimati od dozvoljenih dana koje ribari imaju na raspolaganju za svoje aktivnosti. Posebno se to odnosi na hrvatske ribare plivaticama koji mogu loviti samo u danima bez mjeseca i koje, za razliku od lebdećih kočica, ugrožavaju i predatori i korenti. Ova odredba omogućit će i preciznije vođenje statistike o broju dana bez ulova, uloženom ribolovnom naporu i sl. koji će se moći koristiti za izradu budućih tehničkih mjera kod upravljanja.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. — Podržavam Izvješće o prijedlogu uredbe Europskog parlamenta i Vijeća o izmjeni Uredbe (EZ) br. 1343/2011 Europskog parlamenta i Vijeća od 13. prosinca 2011. o određenim odredbama za ribolov u području Sporazuma o GFCM-u (Opća komisija za ribarstvo Sredozemlja) jer smatram kako mjere koje su usvojene od strane GFCM-a slijede globalni cilj osiguranja i promoviranja razvoja, čuvanja i racionalnog iskorištavanja živih morskih resursa. GFCM potiče zajedničku organizaciju i integriranu suradnju vezano uz iskorištavanje živih morskih resursa na Mediteranu i u Crnom moru.

Posebno pozdravljam mjere koje je usvojila Opća komisija za ribarstvo Sredozemlja koje su usmjerene na očuvanje i visoki stupanj zaštite brojnih živih organizama te smatram da navedene mjere predstavljaju zadovoljavajući stupanj zaštite ribolovnih resursa.

Utorok 13. januára 2015

Opća komisija za ribarstvo uspješno surađuje i radi s brojnim državama, među ostalim i s Republikom Hrvatskom te provodi strukturalne promjene na području akvakulture i ribarstva.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. — La Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo (CGPM) è stata istituita con un accordo internazionale e la sua zona di competenza si estende dal Mediterraneo al mar Nero e alle acque adiacenti. I rilevanti compiti della CGPM concernono la promozione dello sviluppo, la conservazione e la gestione razionale delle risorse acquatiche vive e la formulazione e raccomandazione di misure di conservazione. Negli anni, com'è normale, le sue competenze si sono evolute, e nelle ultime sessioni la CGPM ha adottato misure importanti per lo sfruttamento sostenibile del corallo rosso nella propria zona di competenza, la riduzione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine e cetacei, e la conservazione di foche monache, squali e razze nella zona cui si applica l'accordo CGPM. Per questo, sono favorevole alla proposta mirante a recepire nel diritto dell'UE le raccomandazioni della CGPM.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — Ils s'avère que les accords de la CGPM, couvrant l'ensemble de la méditerranée, instiguent des mesures de protection plus strictes en faveur des ressources et de l'habitat marin. Par le biais de ce vote, le Parlement européen doit se positionner pour ou contre l'intégration de ces conditions au droit de l'Union européenne. J'y suis favorable.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — A Comissão Geral das Pescas do Mediterrâneo (CGPM), criada em 1949, que abrange o Mediterrâneo, o mar Negro e as águas adjacentes, tem como principais missões promover o desenvolvimento, a conservação e a gestão racional de recursos aquáticos vivos, conceber e recomendar medidas de conservação e promover projetos de cooperação na área da formação. A CGPM adotou um conjunto de medidas que visam garantir, por exemplo, a exploração sustentável do coral vermelho; a redução das capturas acidentais de aves marinhas, de tartarugas marinhas, de focas-monge e de cetáceos; um nível elevado de proteção do tubarão e da raia contra as atividades de pesca, nomeadamente as que concernem os tubarões e as raia inscritas na lista das espécies em perigo ou ameaçadas; e o desenvolvimento sustentável de pequenos pelágicos no mar Adriático. Estas medidas vão além da proteção já assegurada das espécies, ao nível da União, pela Diretiva Habitats e outros atos da UE e devem ser incorporadas no Direito da União. Votei, por isso, favoravelmente a presente proposta que altera o Regulamento (UE) n.º 1343/2011, que visa transpor para o Direito comunitário as recomendações da CGPM.

Teresa Rodriguez-Rubio (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado en contra del informe presentado porque pretendía rebajar, mediante excepciones, el nivel de las medidas de protección propuestas por la Comisión, a partir de las recomendaciones de la Comisión General de Pesca del Mediterráneo (CGPM), para la explotación sostenible del coral rojo, reducir las capturas accidentales de aves marinas, tortugas marinas, focas monje y cetáceos en las actividades pesqueras de la zona del Acuerdo CGPM, así como reforzar la protección de especies amenazadas de tiburones y rayas.

La Comisión no se caracteriza por su exceso de celo en la protección del medio ambiente y toda protección de los recursos biológicos del mar Mediterráneo es poca si tenemos en cuenta el estado de devastación en el que se encuentra como consecuencia de la actividad humana. Por lo que no hay razones de peso para modificar la propuesta original de la Comisión.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. — La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), créée en 1949, couvre la Méditerranée, la mer Noire et les eaux adjacentes. Les missions principales de la CGPM consistent à promouvoir le développement, la conservation et la gestion rationnelle de ressources aquatiques vivantes, à concevoir et à recommander des mesures de conservation et à promouvoir des projets de coopération dans le domaine de la formation. Par exemple, la CGPM a adopté un certain nombre de mesures visant à garantir la réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins, de tortues marines et de cétacés lors des activités de pêche mais aussi des mesures de protection du requin et de la raie contre les activités de pêche. De telles mesures vont au-delà de la protection de ces espèces déjà assurée au niveau de l'Union par la directive «Habitats».

Si j'ai voté aujourd'hui ce rapport, c'est parce qu'il propose de modifier le règlement (UE) n° 1343/2011 du Parlement européen et du Conseil qui prévoit certaines dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM afin d'inclure les mesures contenues dans les recommandations de la CGPM.

Utorok 13. januára 2015

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — Votei favoravelmente este relatório sobre a proposta de alteração do Regulamento (UE) n.º 1343/2011 do Parlamento Europeu e do Conselho por considerar pertinentes e justificáveis as recomendações sugeridas pela Comissão Geral das Pescas do Mediterrâneo (CGPM) para uma exploração sustentável do coral vermelho, redução das capturas ocasionais de aves marinhas, tartarugas marinhas e cetáceos, bem como a conservação de focas-monge, tubarões e raias que pertencem ao ecossistema abrangido pelo Acordo da CGPM.

Saúdo, tal como o relator, a proposta de transpor estas recomendações da CGPM para o Direito Comunitário, por se tratar de medidas que vão para além da proteção que já é conferida a estas espécies, ao nível da União Europeia, pela Diretiva Habitats e por outros atos da União, e por imporem aos operadores e Estados-Membros obrigações específicas de registo e comunicação de relevantes informações sobre esta matéria.

Contudo, partilho a preocupação do relator no que concerne à transposição já efetuada pelos Estados-Membros destas recomendações, a qual não deverá ser sujeita a derrogação.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera favorevole in quanto questa relazione ridimensiona la proposta della Commissione che contiene misure tecniche per lo sfruttamento sostenibile del corallo rosso, la riduzione delle catture accidentali di uccelli marini, tartarughe marine e cetacei e la conservazione di foche monache, squali e razze nella zona in cui si applica l'accordo CGPM. Tali misure vanno oltre la tutela già accordata a queste specie a livello dell'UE dalla direttiva Habitat e da altri atti dell'Unione e comprendono obblighi specifici in materia di registrazione e comunicazione sia per gli operatori che per gli Stati membri. Inoltre, la proposta della Commissione è in molti casi più rigorosa rispetto alle raccomandazioni della CGPM.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado en contra del informe presentado porque pretendía rebajar, mediante excepciones, el nivel de las medidas de protección propuestas por la Comisión, a partir de las recomendaciones de la Comisión General de Pesca del Mediterráneo (CGPM), para la explotación sostenible del coral rojo, reducir las capturas accidentales de aves marinas, tortugas marinas, focas monje y cetáceos en las actividades pesqueras de la zona del Acuerdo CGPM, así como reforzar la protección de especies amenazadas de tiburones y rayas.

La Comisión no se caracteriza por su exceso de celo en la protección del medio ambiente y toda protección de los recursos biológicos del mar Mediterráneo es poca si tenemos en cuenta el estado de devastación en el que se encuentra como consecuencia de la actividad humana. Por lo que no hay razones de peso para modificar la propuesta original de la Comisión.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — El objetivo del informe es el de transponer a la legislación europea varias disposiciones aplicables a la pesca en la zona del Acuerdo CGPM (Comisión General de Pesca del Mediterráneo), del que la UE y varios Estados miembros (entre los que se encuentra España) forman parte. Si bien la propuesta de la Comisión era incluso más restrictiva que las recomendaciones del CGPM en ámbitos como la protección de los corales rojos y otros animales marinos, el informe fue diluyéndose en su trámite parlamentario, lo que sumado a otras carencias ya presentes inicialmente (como la inadecuada supervisión del cumplimiento de las recomendaciones) justifica mi voto en contra.

Remo Sernagiotto (PPE), *per iscritto*. — La relazione votata oggi è volta a recepire nel diritto dell'Unione una serie di misure adottate dalla Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo (CGPM) in occasione delle sessioni annuali del 2011, 2012 e 2013.

Il testo, che ho deciso di sostenere con il mio voto favorevole, cerca di accogliere le raccomandazioni della CGPM in modo fedele e nella loro integralità, evitando che interpretazioni erranee portino alla definizione di misure aggiuntive più rigorose e molto spesso non giustificabili. Mi riferisco, ad esempio, alla proposta iniziale della Commissione europea di classificare come navi che praticano la pesca attiva di piccoli pelagici quelle per cui le sardine e/o le acciughe rappresentano almeno il 50% delle catture effettuate in ogni bordata di pesca. Dal momento che tale riferimento temporale non si adatta alla realtà locale dell'Adriatico dove le bordate sono generalmente inferiori alle 12 ore, spero che durante i prossimi negoziati con il Consiglio e la Commissione si tenga in considerazione il testo originario della raccomandazione CGPM e si possa raggiungere un giusto compromesso al fine di individuare con chiarezza le imbarcazioni che effettivamente praticano la pesca attiva del pesce azzurro, basandosi su dati maggiormente rappresentativi relativi alle catture.

Utorok 13. januára 2015

Ricardo Serrão Santos (S&D), *por escrito*. — A proposta de diploma oriundo da CE é um instrumento inteligente e consistente de apoio à gestão da biodiversidade marinha do Mediterrâneo em contexto das atividades humanas. Com este diploma são criadas regras específicas para proteger tartarugas, aves marinhas, focas-monge, cetáceos e algumas espécies de tubarões.

Em relação à apanha de corais vermelhos, há também uma preocupação da Comissão no sentido de introduzir regras que limitem o esforço. A proposta agora aprovada no Parlamento inclui a possibilidade de, no futuro, se utilizarem veículos de operação remota para a exploração comercial. No entanto, a acontecer, esta utilização deverá ter em atenção as implicações negativas que a tecnologia poderá implicar, tanto no dano por contacto como pelo acréscimo do esforço. Não podemos permitir que a redução proposta do esforço em menores profundidades seja tecnologicamente transposto para maiores profundidades, numa estratégia de *fishing down the deep*. Como segurança precaucionária, as áreas marinhas protegidas, que já provocaram benefícios nas populações de corais-vermelhos sobreexploradas na Europa, deverão de ser alargadas.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — Today I voted with the majority in favour of the proposal for a regulation on certain provisions for fishing in the GFCM (General Fisheries Commission for the Mediterranean) Agreement area.

The proposal contains technical measures for the sustainable exploitation of red coral, the mitigation of incidental captures of seabirds, sea turtles and cetaceans and the conservation of monk seals, sharks and rays in the GFCM Agreement area.

I welcome this proposal which aims to transpose into Community law GFCM recommendations

Davor Škrlec (Verts/ALE), *napisan*. — Podržavam navedene izmjene imajući na umu da one sadržavaju određene tehničke mjere kojima je cilj jačanje održivog iskorištavanja crvenog koralja, smanjenje slučajnog ulova morskih ptica, morskih kornjača i kitova, ali i očuvanje sredozemne medvjedice, morskih pasa i raža.

Sve navedene vrste suočene su s brojnim prijetnjama koje ugrožavaju njihov opstanak. Posebno je ugrožen crveni koralj, koji je, zbog svoje ekonomske dobiti česta meta ilegalnog izvoza. Također, na brojnost populacije crvenoga koralja utječu i metode njegova ulova, stoga je ključno unijeti odredbu kojom bi ulov crvenog koralja bio dopušten samo jednom specijaliziranom vrstom alata, čime bi se spriječilo uništavanje cijelog staništa na kojem se nalazi. Ono što dodatno pogoršava položaj crvenog koralja jest globalno zatopljenje kojemu svjedočimo, kao i sve veći problem onečišćenja mora.

Zbog svih navedenih razloga, ali i zbog spoznaje kako je crveni koralj prirodno bogatstvo koje ćemo nepovratno izgubiti ukoliko ne reagiramo na vrijeme, potrebno nam je racionalno gospodarenje crvenim koraljem. Moramo što hitnije prepoznati granice do kojih je moguće optimalno iskorištavati koralj tako da ne ugrožavamo mogućnost njegova ponovnog rasta na istom staništu. Podržavam ovo izvješće jer predstavlja prvi korak ka ostvarenju ovog cilja.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. — Podržavam odredbu za ribolov u području Sporazuma o GFCM-a koji je na svojim godišnjim zasjedanjima 2011. i 2012. GFCM donio mjere za održivo iskorištavanje crvenog koralja u svojem području nadležnosti koje je potrebno prenijeti u pravo Unije. Jedna od tih mjera odnosi se na uporabu podvodnih vozila s daljinskim upravljanjem.

Druga mjera odnosi se na ulov crvenog koralja koji se odsad može istovarati u ograničenom broju luka s odgovarajućim lučkim objektima.

Također, zabranjuje se skupljanje crvenog koralja na dubini manjoj od 50 m sve dok se znanstvenim studijama ne bude savjetovalo drugačije a za skupljanje crvenog koralja jedini je dopušteni alat čekić koji ručno upotrebljavaju ribari.

Pozdravljam i poseban naglasak na brizi o ozlijeđenim životinjama ili životinjama koje su slučajno ulovljene.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. - Podržavam promjenu Odredbe za ribolov u području Sporazuma o GFCM-u (Opća komisija za ribarstvo Sredozemlja), jer predložene promjene uvažavaju znanost i praksu. Europska komisija predlaže vrlo kruto reguliranje eksploatacije crvenog koralja, morskih kornjača, morskih ptica, različitih vrsta kitova i drugih vrsta u Sredozemnom moru. Komisija traži apsolutnu zabranu ulova crvenog koralja na dubini ispod 50m i donosi delegirane akte za odstupanja, a to ne bi trebala provoditi na državama članicama koje su već prenijele preporuke u svoje zakonodavstvo. Zbog prirode ribarskog posla treba maksimalno izbjegavati da se mrežama okružuju područja morskih kornjača, a ne zabraniti njihovo korištenje u tom području. Zaštićene vrste se vraćaju u more neozlijeđene i žive, a u slučaju pogibije ili ozljede dovoze se u luku, o čemu se inspeksijska tijela obavještavaju najkasnije po dolasku broda u luku, a ne u trenutku nastanka događaja. Produljuje se i datum dostave informacija iz država članica do 15.

Utorok 13. januára 2015

prosina, a Komisija dostavlja informacije do 31. prosina. Budući da je Jadransko more također uključeno u ovu odredbu, Hrvatska bi trebala uvažiti mišljenje znanstvenika te određena pitanja urediti nacionalnim zakonodavstvom, kako bi se maksimalno uvažile specifičnosti Jadranskog mora i cijelog Sredozemlja.

Richard Sulík (ECR), písomne — Návrh podporujem, keďže prináša najmä technické a iné opatrenia, ktoré zvýšia účinnosť opatrení v rámci dohody o GFCM. Podobne ako spravodajca však nesúhlasím s tým, že Komisia v niektorých prípadoch presadzuje ešte prísnejšie odporúčania ako GFCM, a to aj v prípadoch, v ktorých je táto nadmerná prísnosť absolútne neodôvodnená a v rozpore s vedeckými odporúčaniami.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. — Η προστασία όλων των θαλάσσιων οργανισμών πρέπει να αποτελεί κύριο παράγοντα κάθε σχετικής συμφωνίας, κανονισμού ή διάταξης.

Marc Tarabella (S&D), par écrit. — J'ai voté pour la proposition du collègue Mato. Les mesures qu'elle contient vont au-delà de la protection de ces espèces déjà assurée au niveau de l'Union par la directive «Habitats» et d'autres actes de l'Union, et prévoient des obligations spécifiques en matière d'enregistrement et de communication des données tant pour les opérateurs que pour les États membres.

En outre, la proposition met en œuvre dans le droit de l'Union certaines mesures concernant la pêche de stocks de petits pélagiques dans la mer Adriatique.

Josep-Maria Terricabras (Verts/ALE), por escrito. — La conservación del coral rojo en las aguas del Mediterráneo debe ser un objetivo principal de la legislación europea sobre pesca. Debemos perseguir las prácticas furtivas y reforzar la legislación en materia sancionadora. Además, la legislación europea debe garantizar la sostenibilidad social de las actividades pesqueras. Las áreas de pesca han de ser sostenibles medioambientalmente pero también se debe permitir la pesca artesanal y de bajura. Debemos recordar que esta actividad es sustento de multitud de familias en la ribera mediterránea.

Isabelle Thomas (S&D), par écrit. — J'ai soutenu le rapport qui transpose en droit européen les dernières dispositions adoptées au sein de la commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). Cette commission rassemble 23 pays qui bordent la Méditerranée, et garantit l'utilisation durable, sociale, économique et environnementale, des ressources biologiques marines en Méditerranée.

Ces dispositions visent essentiellement à protéger le corail rouge, en restreignant les conditions de récolte, et à préserver certaines espèces telles que les tortues et les phoques, en interdisant leur détention à bord.

Je suis très favorable aux travaux menés par la CGPM, car aujourd'hui il permettent aux États Méditerranéens d'agir de manière concertée pour s'attaquer au problème des ressources halieutiques en Méditerranée. Aujourd'hui, nous disposons de bien trop peu de données au sujet des espèces qui y vivent, et l'état des lieux est pourtant catastrophique. Selon le Comité scientifique, technique et économique de la pêche, 95% des stocks en Méditerranée seraient surexploités. Il faudra que l'UE impose des programmes de recherche et fasse de nouvelles propositions de gestion.

Ángela Vallina (GUE/NGL), por escrito. — El objetivo del informe es el de transponer a la legislación europea varias disposiciones aplicables a la pesca en la zona del Acuerdo CGPM (Comisión General de Pesca del Mediterráneo), del que la UE y varios Estados miembros (entre los que se encuentra España) forman parte. Si bien la propuesta de la Comisión era incluso más restrictiva que las recomendaciones del CGPM en ámbitos como la protección de los corales rojos y otros animales marinos, el informe fue diluyéndose en su trámite parlamentario, lo que sumado a otras carencias ya presentes inicialmente (como la inadecuada supervisión del cumplimiento de las recomendaciones) justifica mi voto en contra.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), par écrit. — Les enjeux en matière de politique commune de la pêche ne manquent pas, surtout lorsqu'il s'agit de protéger la biodiversité marine et de s'assurer d'un développement durable y compris pour les pêcheurs.

Utorok 13. januára 2015

Le projet de règlement soumis au Parlement portait sur la pêche en Méditerranée; il entend promouvoir le développement, la conservation, la gestion rationnelle et l'utilisation optimale des stocks de ressources aquatiques vivantes. D'autres mesures favoriseront l'exploitation durable du corail rouge, la réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins, de tortues marines et de cétacés et la conservation des phoques moines, requins et raies dans cette zone.

C'est donc la prolongation d'autres textes européens existants en matière de protection de ces espèces.

Si l'on ne peut que regretter que les votes du Parlement ne soient toujours pas à la hauteur de ces enjeux, y compris ici où les exigences environnementales proposées par la Commission ont été réduites, cela va dans le bon sens. J'ai donc voté pour.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. — Esta proposta visa transpor para a lei comunitária as recomendações da CGPM.

No entanto, a Comissão ignora as medidas que já estão nos Estados-Membros e que já estão alinhadas com as recomendações da CGPM.

Os Estados-Membros que já transpuseram as recomendações da CGPM não podem ter de apresentar hoje à Comissão os pedidos de derrogações previstas pela CGPM. No entanto, deve-se notar que a desativação do procedimento de derrogação também tira o procedimento de obtenção de um julgamento independente para ver se os Estados-Membros transpuseram de facto as recomendações CGPM para proteger o coral vermelho.

A proposta da Comissão é, em alguns casos, mais rigorosa do que as recomendações da CGPM. Por exemplo, a Comissão proíbe completamente a utilização de veículos subaquáticos para a exploração de coral vermelho depois de 2014, quando a recomendação CGPM relevantes não impede que ele possa ser usado em caso de pareceres científicos favorável.

A maioria das alterações propostas pelo relator e outros deputados procuram diluir as recomendações da CGPM.

Harald Vilimsky (NI), schriftlich. — Diesem Vorschlag habe ich eine Absage erteilt, da jene Staaten, die bereits jetzt strengere Richtlinien befolgen, als im Vorschlag angegeben ist, nicht benachteiligt werden dürfen. Die Empfehlungen der GFCM sind weiterhin in Betracht zu ziehen, jedoch steht der Schutz des ökologischen Systems im Vordergrund.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. — A Comissão Geral das Pescas do Mediterrâneo (CGPM) é uma organização regional de gestão de pescas, estabelecida no âmbito da FAO, cujos objetivos passam pela promoção do desenvolvimento, conservação e gestão racional dos recursos marinhos.

A presente proposta legislativa visa transpor para a legislação da UE um conjunto de medidas adotadas pela CGPM.

Estão em causa medidas técnicas para permitir uma gestão sustentável do coral vermelho, a mitigação da captura accidental de aves marinhas, tartarugas e cetáceos, para além da conservação de focas, tubarões e raia.

O relatório Mato, de uma forma geral, enfraquece a proposta legislativa da Comissão Europeia, que pontualmente vai além das recomendações da CGPM na proteção do coral vermelho e demais animais selvagens suscetíveis de serem acidentalmente capturados; nalguns casos, parece pôr mesmo em causa algumas das recomendações da CGPM. Daí o nosso voto contra.

10. Žiadosť o zbavenie poslaneckej imunity: pozri zápisnicu

Utorok 13. januára 2015

11. Opravy hlasovania a zámery pri hlasovaní: pozri zápisnicu

(The sitting was suspended at 13.30 and resumed at 15.00)

VORSITZ: MARTIN SCHULZ*Präsident***12. Schválenie zápisnice z predchádzajúceho rokovania: pozri zápisnicu****13. Závery zo zasadnutia Európskej rady (18. decembra 2014) (rozprava)**

Der Präsident. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärungen des Europäischen Rates und der Kommission zu den Schlussfolgerungen des Europäischen Rates (18. Dezember 2014) (2014/2854(RSP)).

Zur Erklärung des Europäischen Rates und der Kommission begrüße ich zunächst zum ersten Mal in dieser Funktion im Europäischen Parlament den neuen Präsidenten des Europäischen Rates, Herrn Donald Tusk. Herr Präsident, herzlich willkommen im Europäischen Parlament!

(Beifall)

Herr Tusk, wir freuen uns auf eine enge Zusammenarbeit mit Ihnen. Wir haben gerade beim Hereinkommen noch einmal daran erinnert, dass Sie jetzt doch schon vor vier Jahren auf dem gleichen Platz gesessen haben, damals als Vertreter der polnischen Präsidentschaft, die uns ja als eine sehr erfolgreiche Präsidentschaft in Erinnerung geblieben ist, jetzt als Präsident des Europäischen Rates, deshalb haben Sie auch sofort das Wort.

Donald Tusk, President of the European Council. - Mr President, here, in the Parliament of European citizens, on French soil, I want to honour the victims of the Paris attacks. We all stand with France and the French people. We will not forget. We will not fear. Three messengers of death cannot – will not – intimidate millions of people of good will. That is exactly what we proved in Paris last Sunday. May this brutal act only strengthen our unity in defence of our liberty, of our solidarity, and of our laughter.

I last stood here – as you mentioned, Mr President – in 2011 as Prime Minister of Poland. Today, it is my duty and my pleasure to brief this Parliament as the President of the European Council. After an overview of the meeting in December, I will sketch out the work ahead and give you some of my ideas about our Union. You will find that they have not changed since the last time I spoke here.

Honourable Members, as you know, to defend everything is to defend nothing. If you have 10 priorities, you have none. That is why, in December, I invited leaders to focus on just two crucially important issues needing our immediate attention. These are injecting investment into the European economy, and the situation at our eastern borders with Ukraine and Russia.

On investment and growth, we discussed and agreed the plan to establish a European Fund for Strategic Investment. Today the Commission presented the plan in more detail. At our meeting, leaders gave their support and set a firm timeline. Now it is for you, as legislators along with the Council, to ensure that the fund is ready by June.

Utorok 13. januára 2015

The aim, as you know, is to unlock billions in new investment in the European economy. The European Investment Bank can already start signing off the first projects this month. This investment plan will complement our economic strategy based on sound public finances and structural reforms. Of course, I know as well as you do that the investment plan is not a silver bullet but only part of our efforts. If anyone has an idea about how to overcome the crisis at one stroke, please speak up. Personally, I am convinced that we still need constant work and many ideas, because the economic 'philosopher's stone' simply does not exist.

We also agreed on stepping up the fight against tax avoidance and aggressive tax planning. This is an important issue – and not only for public finances: it is also a matter of fairness and social justice. We will come back to it in June.

Regarding the situation in Ukraine and Russia, leaders had a frank strategic exchange. On the sanctions, we agreed that the best thing for now is to stay the course. We will decide the next steps in March. Meanwhile, we will support Ukraine and its government, including financially. The more we help the 'new Ukraine', the better our own future will be. That is why we discussed more financial aid for Ukraine. Last week, the Commission proposed lending a further EUR 1.8 billion to Ukraine. Leaders also welcomed the intention to increase humanitarian aid. Ukrainians must know and see that Europe is with them.

I also took the opportunity at the December meeting – the first of my presidency – to set out a clear agenda for the months ahead. In February, leaders will discuss ways to improve governance in our Economic and Monetary Union. I also decided, after consulting with the French President, that the February European Council will deal with the challenge posed by the Paris attacks.

In March, we will discuss the European economy, the energy union and our approach to Russia, including in the context of the Eastern Partnership Summit in Riga in May. In June, we will take decisions on the digital single market and review the Investment Fund.

Going back briefly to December, the European Council also discussed foreign fighters and the passenger name record (PNR) issue, in the presence of President Schulz. We know this is a difficult and delicate topic. This Parliament has rightly taken seriously its role in defending the freedoms of European citizens. But I also ask you to help us protect the security of those who elected this chamber. Yet again we face the everlasting dilemma between security and freedom, and yet again we must find a wise balance between these two fundamental needs. If we are unable to build a coherent security policy for the Union, sooner or later we will put at risk the freedoms that we have built at European level, including Schengen. I do not want to see that happen on my watch.

If we do not get a single European PNR, we may end up with 28 national ones. National systems would be a patchwork with holes. They would interfere with the privacy of citizens but would not properly protect their security. One European system is clearly better for security and freedom. That was true in December and, unfortunately, it is even truer today.

We do not have the privilege of living in boring times. These are tough political times. This is the time when the Europe our children will inherit is being decided on, day by day. That is why, firstly, we must be clear about our fundamental values: solidarity, freedom and human dignity, including the right to live free from fear. This also means fighting the enemies of those values – whoever and wherever they are.

Secondly, we need strong determination to end the economic crisis, especially to reduce unemployment. It is also our responsibility to create a genuine Economic and Monetary Union. I take this task very seriously. Our common currency, the euro, is our advantage. Lithuania's decision to become the 19th member of the eurozone is a sign of confidence in the currency.

(Applause)

Thirdly, the European Union must be strong internationally. We will support those in the neighbourhood who share our values. The European Union will not turn a blind eye when borders on our continent are changed by force. We have stood united on this issue and we will continue to do so. Only unity can bring us results.

Utorok 13. januára 2015

Lastly, the relations between Europe and the United States are a cornerstone of our prosperity and freedom. In this context, I believe one of the most important challenges is to make progress in the negotiations on the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP). Leaders were clear in December: the EU and the US should make all efforts to conclude negotiations on a comprehensive, ambitious and mutually beneficial agreement by the end of 2015.

With all of these things, all the European institutions must work together for their common good, while respecting the role that each is here to play. We will conquer the challenges facing us with energy and optimism or not at all. Certainly No European nation, and no single state, can conquer them alone. For my part, I will use all the skills I have to keep the work of the European Council results-oriented and focused on what really matters.

For a long time now, I have observed that the institutions compete with one another. It is my personal ambition to change this to total cooperation, and the first weeks of my work, together with Martin, Jean-Claude and Federica, are proving that it is possible.

Honourable Members, a few words to conclude: I do not think Europe is old, haggard or barren. I have no doubt: Europe is young, dynamic and vital.

(Applause)

Our continent remains the best place in the world to live, and I think the European Union is the best political organisation in its history: a political organisation, which means that it is a tool in our hands, not a despot, nor a destination. There are some here who do not wish the Union well. Perhaps I could say I respect that, but I do not. If we undo the European Union, no one will be freer. No one will be better off. No one will be safer.

(Applause)

I believed in Europe when the Polish Solidarity movement was born in 1980. I believed in Europe when the Wall came down in 1989. I still believed when I spoke here as Prime Minister in 2011 and, honourable Members, I still believe in Europe today.

I want a Europe of free citizens, a united, internally secure Europe, safe from external threats and confident about its future. We must remember that Europe is a real community of nations and peoples, and that is why we must not be afraid of tensions among us. They are often productive and creative. Equally, we often get better when we agree to disagree.

I am sure that in this room we have a difference of opinion on the *Charlie Hebdo* cartoons, but as Europeans we share the fundamental view that no one has a right to use violence or to murder people because they have a different religion or a different sense of humour.

(Applause)

Similarly, for instance, we have in this room different views about Russia and different interests in relation to Russia. But no one here, I deeply believe, will ever accept a state invading and occupying the territory of another state or killing its citizens. Politics is about the disagreement we allow to play out on the rock of our principles. However, we will never get anywhere without recognising that the fates of Europeans, of all of us, are fundamentally bound together. That is why I stand here today.

Jean-Claude Juncker, *président de la Commission*. - Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil européen, Mesdames et Messieurs les députés, je vais être bref parce que je dois l'être.

Je dois l'être parce que le collège des commissaires est toujours en réunion, et quand nous discutons de points importants qui demandent une méditation profonde, je ne voudrais pas les laisser seuls. C'est donc un réflexe paternel qui m'oblige à rejoindre le plus rapidement possible mes collègues.

Utorok 13. januára 2015

Je dois être bref et je peux l'être parce que le président du Conseil a dit ce qu'il fallait dire en présentant devant vous les résultats du premier Conseil européen qu'il a pu et dû présider. Il l'a fait d'ailleurs avec brio parce que ce fut la plus courte réunion du Conseil européen à laquelle j'aie jamais assisté. J'espère que cela sera de bon augure et je voudrais que nous puissions dormir la nuit lorsque nous sommes à Bruxelles.

Il a attiré votre attention sur le fait que le Conseil européen a appuyé, quant à ses principes et quant à ses principales articulations, le plan d'investissement que j'ai eu l'occasion de vous présenter à la fin novembre.

Je voudrais rappeler ici que le plan d'investissement vient compléter l'arsenal des politiques que nous avons à notre disposition. Je voudrais insister de nouveau sur le fait que le triangle vertueux que nous avons défini consiste à poursuivre la consolidation budgétaire qui reste nécessaire, qu'il consiste à relancer les réformes structurelles que les intérêts européens à moyen et à long terme nécessitent, et qu'il consiste à stimuler l'investissement en Europe, qui a connu une panne depuis 2008 puisque le niveau général des investissements en Europe a baissé de plus de 15 % et bien au-delà dans certains États membres.

Je voudrais inviter une nouvelle fois les États membres à contribuer par des versements bilatéraux au capital du Fonds stratégique que nous mettons en place. Malheureusement, le Conseil n'a pas été à même de recueillir les premiers accords que les États membres auraient pu donner lors de la réunion du Conseil du 18 décembre mais une fois le mécanisme en place – et la Commission est en train de décider de sa mise en place –, je voudrais que les États membres contribuent en grand nombre à donner une impulsion au plan d'investissement en participant au financement.

J'aurais voulu vous décrire, aujourd'hui, en plénière les éléments de la communication de la Commission sur la flexibilité en matière de pacte de stabilité mais comme le collège est toujours en train d'en discuter, je dois remettre cette présentation à plus tard. Elle sera intéressante, je peux vous l'assurer. Mais je dis une nouvelle fois, ici, que les règles du pacte ne seront pas changées. Je note, y compris dans les interventions de ce matin, que l'attente est grande de voir le pacte changer de nature. Il ne changera ni de nature ni de règles mais nous ajouterons une dose de flexibilité au pacte en appliquant ces principes directeurs.

Évidemment, la Commission se sent obligée – mais telle fut sa volonté initiale – de présenter au Conseil, d'ici au mois de juin, un paquet de mesures en matière de lutte contre l'évasion fiscale. Nous nous sommes mis d'accord et je l'ai dit devant vous en présentant le programme.

(Rires de certains députés EFDD)

Certains, lorsque nous avons discuté pour la première fois de ce problème, s'étaient mis à rire. Je constate – ne fût-ce qu'à la lecture quotidienne des journaux européens – que les rires deviennent de moins en moins nombreux. Et ils le seront encore moins à l'avenir. Nous présenterons un programme d'action..

(Exclamations de députés EFDD)

Vous parlez parfois une langue qui est difficilement compréhensible.

I do not see the need to listen to each and every word you say in this House. Really, I do not.

Indépendamment de cela, la Commission fera son travail et présentera aux autorités institutionnelles – au Conseil et au Parlement – une directive sur l'échange automatique en matière de décisions fiscales anticipées. J'attire votre attention sur le fait que nous déciderons aujourd'hui de la mise en place du fonds stratégique. Nous aurons pu le faire nous-mêmes – Conseil et Commission – sans impliquer le Parlement dans cette œuvre législative. Mais comme je l'avais promis, nous avons l'intention de réhabiliter la méthode communautaire. Par conséquent, nous voudrions que le Parlement soit étroitement associé à cette œuvre législative.

Merci, Monsieur le Président du Conseil, de m'avoir permis d'être aussi bref que possible. Je vous quitte le cœur lourd.

(Applaudissements)

Utorok 13. januára 2015

Manfred Weber, im Namen der PPE-Fraktion. – Herr Präsident, Herr Ratspräsident, Herr Kommissionspräsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte zunächst im Namen der EVP-Fraktion ein herzliches Willkommen an den neuen Präsidenten des Europäischen Rates aussprechen und ihm die enge Zusammenarbeit anbieten. Es ist heute das erste Mal, dass Sie im Plenum sprechen und einen Bericht abgeben. Mit Donald Tusk haben wir einen Polen an der Spitze des Europäischen Rates, eines der wichtigsten Organe der Europäischen Union. Er ist jetzt nach Jerzy Buzek, der bereits als Pole, als einer aus den ehemals neuen Mitgliedstaaten das Parlament führen durfte, der zweite Pole jetzt an der Spitze. Vielleicht ist es auch an der Zeit aufzuhören, zwischen neuen und alten Ländern zu unterscheiden. Wir sind ein Europa, und ein Stück weit versinnbildlicht das auch Donald Tusk.

(Beifall)

Ich möchte ihm die enge Partnerschaft mit der EVP-Fraktion und, wie ich glaube, mit dem Parlament insgesamt anbieten, die auch von gegenseitigem Respekt geprägt ist, weil wir verschiedene Rollen haben. Der Europäische Rat hat die Aufgabe, Perspektiven zu beschreiben, aufgrund der Kraft der Regierungschefs die Langfristorientierung unseres Kontinents zu beschreiben, und wir als Gesetzgeber haben die Aufgabe, die Umsetzung durchzuführen. Dieser Respekt kommt in Ihren Worten zum Ausdruck. Dafür bedanke ich mich.

Ich möchte auch unterstreichen, dass Sie das Konzentrieren ernstnehmen, das Fokussieren auf die wesentlichen Punkte, die jetzt vor uns stehen, weil die Bürger von uns erwarten, dass wir uns auf die großen Sachen Europas konzentrieren.

Eine Bitte hätte ich noch für die Arbeit der nächsten Jahre: Ich bitte Sie, die Staats- und Regierungschefs, wenn dann nach den Sitzungen Kommunikation, Pressekonferenzen stattfinden, daran zu erinnern, dass sie nicht immer nur sagen: „Ich habe beschlossen, ich habe durchgesetzt, ich habe erreicht ...“. Es wäre schön, wenn wir im Rat, und das werden Sie sicher versuchen, ein Klima erzeugen, wo gesagt wird: „Wir haben für Europa vorangebracht und bewegt.“

Meine sehr verehrten Damen und Herren! Wir freuen uns, dass Donald Tusk da ist. Er hat jetzt in der ersten Sitzung bereits einige wesentliche Punkte angestoßen. Die volle Unterstützung für das Juncker-Programm, für die Ideen unseres Kommissionspräsidenten, Investitionen anzustoßen, ist ein großer Erfolg angesichts der Debatten, die wir im Rat ja über Monate und Jahre hinweg hatten. Wir freuen uns, dass heute die Legislativvorschläge beschlossen worden sind, und wir sichern auch dem Kommissionspräsidenten zu, dass wir alles tun werden, um die Beschlüsse schnell auch legislativ zu begleiten. In aller Seriosität wollen wir aber auch unseren Bürgern schnell Antworten liefern.

Zur Ukraine, einem der brennendsten außenpolitischen Themen, die uns mit unseren Nachbarn umtreiben, haben Sie in der ersten Sitzung deutlich gemacht, dass wir weiter Partner dieser Menschen sind, die für Freiheit und Demokratie stehen. Die Unterstützung ist da, sie wurde auch deutlich durch die finanzielle Unterstützung, die die Europäische Union in den letzten Tagen beschlossen hat. Ich möchte auch ausdrücklich sagen, dass ich es begrüße, dass die Sanktionen wirken. Manche in der öffentlichen Debatte waren ja überrascht, dass Sanktionen plötzlich wirtschaftliche Effekte haben. Ich bin der Meinung, es war das Ziel, dass sie wirtschaftliche Effekte haben. Wir hoffen, dass dann die russische Führung aufgrund dieser Sanktionen, dieses wirtschaftlichen Drucks auf den Pfad der Partnerschaft und des Miteinanders zurückkehrt.

Zu guter Letzt, Herr Ratspräsident, möchte ich Paris aufgreifen, weil das für den nächsten Rat dann das Topthema sein wird. Europa steht ein Stück weit unter Schock. Es mischen sich Gefühle in Europa. Zwischen Mut, Sorge, Angst, aber auch Selbstbewusstsein schwingen die Gefühle, die wir in Europa spüren. Vor allem muss der Europäische Rat – wir gemeinsam dann, aber zunächst der Europäische Rat – in Führung gehen und deutlich machen, dass wir auf diese Herausforderungen seriöse Antworten geben. Die EVP-Fraktion unterstützt das. Konkret liegen hier gesetzgeberisch schon die PNR-Vorschläge der Kommission auf dem Tisch. Wir wollen, dass wir da vorankommen. In Respekt vor den Datenschutzregelungen wollen wir, dass hier gesetzgeberisch etwas beschlossen wird, um die Gefährder besser zu überwachen. Wir sind auch der Meinung, dass wir bei der Außengrenzendebatte etwas machen müssen. Das heißt, die Außengrenzen Europas besser zu schützen, besser zu überwachen, ist eines der Ziele, die wir mitverfolgen.

Utorok 13. januára 2015

Meine sehr verehrten Damen und Herren! Am Europa der Sicherheit zu arbeiten, ist unsere gemeinsame Aufgabe. Unseren Bürgern die Antwort zu geben, dass wir uns der Herausforderung stellen und auch Antworten geben können, ist nötig.

Ich sage ein herzliches Willkommen an den neuen Ratspräsidenten. Die EVP-Fraktion freut sich auf die enge Zusammenarbeit.

(Beifall)

Enrique Guerrero Salom, *en nombre del Grupo S&D*. – Señores Presidentes, señor Tusk, bienvenido. En nombre de mi Grupo, le deseamos el mayor éxito en su gestión y una presencia constante, permanente, en este Parlamento.

Desde que se convocó ese Consejo Europeo de diciembre, hemos podido observar una pasión diferente entre la Comisión y el Consejo, un nivel de concreción y de compromiso distinto. Porque la Comisión acudió a tiempo a la presentación de su plan de inversiones estratégicas; lo hizo con una cantidad consistente, que no llega a satisfacer el *gap* de inversión que tiene la Unión Europea, pero que es una buena señal, que es un buen principio. A su vez, se nos acaba de comunicar que están preparándose —están listas, discutiéndose— las cuestiones relativas a la regulación del Fondo, el impacto que ese Fondo va a tener sobre el presupuesto de 2015, y también cómo usar, de una manera más flexible, dentro del Pacto de Estabilidad y Crecimiento, los instrumentos a nuestro alcance.

Por tanto, yo creo que la Comisión ha cumplido. Reconozco a la Comisión su voluntad de incluir al Parlamento Europeo a través del procedimiento legislativo ordinario.

Sin embargo, el Consejo no ha sido concreto en la asunción de compromisos de financiación con fondos públicos del plan de inversiones estratégicas. No sé lo que han dicho en el Consejo; sí sé lo que han dicho fuera. Y fuera no han asumido compromisos concretos con la financiación de ese plan. Tampoco han asumido la necesaria neutralización de esos fondos dentro del Pacto de Estabilidad y Crecimiento, y tampoco se han desbloqueado algunos reglamentos que duermen en el Consejo y que son necesarios para el crecimiento de la Unión, como, por ejemplo, el referente a la Agenda Digital.

Una palabra sobre el PNR. Creo —provieniendo de un país con experiencia en asuntos de terrorismo— que legislar en momentos altamente emotivos es peligroso. Y, por tanto, lo que tenemos que hacer es, con serenidad, acordar, proveer más seguridad a los ciudadanos europeos, pero no sacrificar libertades y derechos para avanzar en esa seguridad.

De nuevo, bienvenido, señor Tusk.

Andrzej Duda, *w imieniu grupy ECR*. – Witam serdecznie w Parlamencie Europejskim Pana Przewodniczącego Donalda Tuska. To pierwsze posiedzenie, na którym mamy możliwość spotkania się z Panem, i trzeba głośno powiedzieć, tak jak Pan dzisiaj powiedział, że Europa staje dzisiaj wobec wielu trudnych wyzwań. Powiedział Pan także, że nie żyjemy w nudnych czasach, nie mamy tego przywileju, ale wspominał Pan także o polskiej Solidarności, która wywalczyła wolność w Polsce i którą rozumiem także w kontekście solidarności europejskiej.

Dzisiaj wiele mówi się o planie odbudowy gospodarki w Europie, o planie reindustrializacji, który ma prowadzić do tworzenia nowych miejsc pracy. Ten plan – plan pana przewodniczącego Junckera, który tutaj wybija się na czoło i był przedmiotem ostatniej Rady Europejskiej – staje dzisiaj wobec wielkiego wyzwania. Tym wyzwaniem jest sytuacja energetyczna w Europie, zwłaszcza w krajach Europy Środkowo-Wschodniej. Szczególnie jaskrawie jawi się to teraz w moim kraju, w Polsce.

Proszę Państwa, rząd Platformy Obywatelskiej w Polsce (partii, z której wywodzi się pan przewodniczący Donald Tusk, z której przyszedł tutaj do Rady Europejskiej) ogłosił w ostatnich dniach plan likwidacji kopalń węgla kamiennego, który stanowi w Polsce podstawowy surowiec – nie tylko w Polsce, ale także w wielu krajach Unii Europejskiej, zwłaszcza Europy Środkowo-Wschodniej. To bardzo groźne dla naszej gospodarki, to bardzo groźne dla wielu gospodarek europejskich, zwłaszcza w dobie pakietu klimatycznego, który został przyjęty przez państwa Unii i zaakceptowany przez Radę Europejską, i jeżeli nie będzie interwencji, solidarnej interwencji w ramach państw Unii Europejskiej w tej sprawie, i pomocy finansowej, będzie prowadził do utraty nie setek, nie tysięcy, nie setek tysięcy, ale być może nawet ponad miliona miejsc pracy poprzez likwidację wielu gałęzi przemysłu, zwłaszcza przemysłu energetycznego.

Utorok 13. januára 2015

Dzisiaj w Polsce strajkują górnicy 11 kopalń, strajkują pod ziemią. Ich rodziny są przerażone, bo perspektywa likwidacji kopalń węgla kamiennego w Polsce to utrata tysięcy, dziesiątek tysięcy miejsc pracy, to zniszczenie bytu tysięcy rodzin, to utrata chleba, utrata godności, jaką dla ludzi stanowi praca – praca, którą tracą w wyniku tych działań.

Chciałem dzisiaj apelować, ale zarazem zadać pytanie, apelować o to, aby plan Junckera w dobre przyjętego pakietu klimatycznego uwzględnił potrzeby zmian w gospodarce energetycznej, uwzględnił także potrzeby koniecznych zmian w przemyśle wydobywczym, uwzględnił je w aspekcie finansowym, aby były pieniądze przewidziane na unowocześnienie europejskiej energetyki, zwłaszcza w tych państwach, które w wyniku pozostawiania przez dziesiątki lat pod rządami komunistycznymi są dzisiaj jeszcze cały czas do tyłu, jeśli chodzi o rozwój gospodarczy, w stosunku do silnych, wielkich państw starej Unii Europejskiej. To ogromne wyzwanie, przed jakim stoi dzisiaj cała Unia, wyzwanie, któremu musimy sprostać. Apeluje o to i pytam, czy plan Junckera te potrzeby uwzględni, czy też będziemy w Polsce i w krajach Europy Środkowo-Wschodniej widzieli takie obrazy jak dziś w Polsce – płaczących ludzi, zdesperowanych górników, zdesperowanych ludzi z branży energetycznej, którym grozi realnie utrata miejsc pracy? Plan Junckera powinien te miejsca budować, a nie dopuszczać do ich likwidacji.

Guy Verhofstadt, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, first of all: Mr Tusk, welcome; I should say good luck. I have always been a fan of yours; I always thought you were better in the Liberal Group than in the PPE Group, but that is only a small remark. My only request to you is not to lose your pro-European behaviour and your pro-European opinions that you always had, because you are now leading a bunch of 28 prime ministers. You know how they are; you are one of them, and it will be necessary to see the general European interests and not only the addition of the interests of the 28, and that is your main task.

I think you have two priorities for the coming weeks and months. First of all, this investment plan may work. Until now we have called it the Juncker Plan; let us be honest, colleagues, we have to stop this. It has to become a Tusk plan; it has to become a Hollande Plan; it has to become a Renzi Plan; it has to become a Marco Plan, a Michel Plan, a Rutte plan; from the 28 – and that is the reason why I am a little bit disappointed by this Council of December. Let us be honest. It was a short Council; I do not criticise it, but I would have preferred a long Council, and then at the end, 28 Member States saying yes to this Plan and entering into the guarantee scheme of the investment strategy of the European Union. Because it does not count, even for the Stability Pact – we know it. That was one of the elements of the flexibility. So why was it not possible for the 28 Member States simply to say: 'okay, we are backing this investment plan and we are entering into the guarantee scheme behind it'?

Secondly, you have also to make the link with the structural reforms. It is not enough to have only announcements about structural reforms; a link between the structural reforms and investment plans is necessary. Finally, I think that the Commission has to come forward with a number of legislative packages to open up the markets, because an investment plan alone is not enough. But I think also that in that respect, Mr Tusk – I ask you, with your intervention, we have to deploy the Telecom package. We are talking about the digital market; we are always looking to Google because of their monopoly position in Europe. But it is our own mistake, because we have no digital market.

A telecom package is the first step to make it possible, and I think your second priority is also very clear: that is, to have a package to counter terrorism after the dramatic events in Paris. Let us be honest. I have here all the decisions taken by the Council in 2001. I was President of the European Council at that time, and we took three big decisions. There is a paper of 21 September, two weeks after the attacks of 9/11; of 19 October, a few weeks after the attacks of 9/11; and then December, Laeken, more than 30 pages about our counter-terrorism strategy. You have to read it, because everything we are talking about today was decided already in 2001, and a number of things have been implemented – for example the European Arrest Warrant – after a long battle with Mr Silvio Berlusconi, who was against it. He thought it could be used against himself, and that could have been possible; well, after a long battle, finally it has been realised.

I think we have now the need to have a second package in the fight against terrorism – and that is your task for the coming weeks and the coming months – like we did just after 9/11. I see three elements in this. The first element is to retransform INSEN – what we have today does not work, it is a loose cannon – into a real European intelligence service, because the main problem today is not that we have a lack of collecting information; the problem today in Europe is sharing the information. I can tell you, all those who were responsible for these attacks – last year in Mumbai; in Utoya, Toulouse, Paris, the Jewish Museum in Brussels; in Madrid, London; the killing of Theo van Gogh, the Dunblane killings, Boston – all the perpetrators were known by the secret services. It was a lack of sharing, a lack of common analysis, that we have in Europe, and I think that is the first element of your package.

Utorok 13. januára 2015

The second element is: let us extend the possibilities of Eurojust, of Europol – blocked in the Council, Mr Tusk, for the moment. Let us also have a European Prosecutor; let us also have (in my opinion) EU P and R but you have – the Commission has – to present a new proposal which responds to Parliament's request – mainly the request that we need also a data protection regulation and directive before we can start with the P and R.

Finally, Mr President (and I shall conclude with this), we have also to talk about strengthening our external borders. It is completely stupid what some people have been saying since the attacks in Paris, that we have to come back to national border control. Would that have helped? If you want to have a border in France, maybe you can make a border, as Daniel Cohn-Bendit said two days ago, between the Beaulieu of Paris and the Centre of Paris. That is the reality. What we need is not to undo Schengen; what we need is to have better external border controls, and that is the package and your task for the coming months.

(The speaker agreed to take a blue-question under Rule 162(8))

Paul Nuttall (EFDD), blue-card question. – Mr Verhofstadt, I find it odd that you talk about improving external border control when a number of parties in this House – including your own, and certainly the three political parties in my country: Labour, the Liberal Democrats and the Conservatives – all want Turkey to join the European Union. Wonderful, is it not?

Surely you would agree with me that the best way to fight terrorism in the European Union is to reinstate national border controls and do away with freedom of movement of peoples?

(Applause)

Guy Verhofstadt (ALDE), blue-card answer. – That is the most stupid idea that I have ever heard in this Chamber.

Δημήτριος Παπαδημούλης, εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL. – Κύριε Tusk, καλωσορίσατε στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, αλλά ειλικρινά δεν καταλαβαίνω γιατί πανηγυρίζετε και εσείς και ο κύριος Juncker, που μόλις έφυγε, για το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο της 18ης Δεκεμβρίου 2014. Ναι, το τελειώσατε πολύ σύντομα. Αλλά τι αποφασίσατε σε αυτό; Ανταλλάξατε απλώς ευχές: «Merry Christmas and Happy New Year». Τι αποφασίσατε για τη συμμετοχή των κρατών μελών στο Ευρωπαϊκό Επενδυτικό Πακέτο; Θα συμμετάσχετε; Με ποια ποσά; Με ποια κριτήρια θα κατανεμηθούν οι επενδύσεις; Θα πάνε εκεί που υπάρχει μεγαλύτερη αποεπένδυση, ύφεση και ανεργία; Ή «business as usual»;

Ξέρετε ότι τον Δεκέμβριο του 2014 η Ευρωπαϊκή Ένωση και η ευρωζώνη σημείωσε αρνητικό πληθωρισμό, αποπληθωρισμό; Ξέρετε ότι όλα τα Νόμπελ Οικονομίας σημειώνουν τον κίνδυνο του αποπληθωρισμού και ενός νέου κύκλου ύφεσης; Ξέρετε ότι η παγκόσμια οικονομία θεωρεί την ευρωζώνη τον αδύνατο κρίκο; Ξέρετε ότι από το 2009 μέχρι τώρα αυξήθηκαν η φτώχεια και η ανεργία μέσα στην Ευρώπη και μέσα στην ευρωζώνη και οι ανισότητες ανάμεσα στον Βορρά και στον Νότο, ανάμεσα στους πλούσιους και στους φτωχούς, ανάμεσα στις πλούσιες περιφέρειες και τις νότιες;

Ός τότε η Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα θα προσπαθεί να καθησυχάζει τις ενστάσεις και τους εκβιασμούς της Bundesbank και δεν θα λειτουργεί ως Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα όλων των κρατών μελών, αγοράζοντας κρατικό χρέος, προωθώντας την ποσοτική χαλάρωση; Πού είναι οι νέοι φρέσκοι πόροι που θα πετύχουν να υλοποιηθεί το Πακέτο Juncker - ή το Ταμείο, πέστε το όπως θέλετε κύριε Verhofstadt. Εγώ δεν έχω δει κανέναν να πιστεύει ότι μπορεί να επιτευχθεί μόχλευση 1 προς 15 σε αυτήν την Ευρώπη της στασιμότητας και του αποπληθωρισμού. Μόνον ο Ιησούς Χριστός πέτυχε τέτοια θαύματα και ο Jean-Claude Juncker δεν είναι Ιησούς Χριστός.

Ολοένα και περισσότεροι λένε ότι πρέπει να τελειώνουμε επιτέλους με αυτήν τη δογματική, μονόπλευρη λιτότητα, που φέρνει ύφεση, ανεργία, φτώχεια, αλλά και αποεπένδυση. Έξι χρόνια δοκιμάζουμε τη «συνταγή του Βερολίνου». Καιρός είναι να στρίψουμε προς την ανάπτυξη, ένα «New Deal» που θα φέρει δουλειές, ανάκτηση κοινωνικού κράτους σε συνθήκες κράτους δικαίου. Σε λίγες μέρες ψηφίζουμε στη χώρα μου, την Ελλάδα, και μπορεί η ψήφος των Ελλήνων πολιτών, στις 25 Ιανουαρίου 2015, να είναι μια θετική στροφή για μια Ευρώπη δημοκρατική, κοινωνική, με θέσεις εργασίας, με ανάπτυξη. Το κόμμα μου, ο ΣΥΡΙΖΑ, δεν θέλει να διαλύσει την Ευρώπη· θέλει να ξανακάνει την Ελλάδα ένα ισότιμο, δημοκρατικό κράτος μέλος της ευρωζώνης με ανάπτυξη, με θέσεις εργασίας, με κοινωνικό κράτος, με κράτος δικαίου.

Utorok 13. januára 2015

(Ο ομιλητής δέχεται να απαντήσει σε ερώτηση με γαλάζια κάρτα (άρθρο 162 παράγραφος 8 του Κανονισμού))

Der Präsident. - Vielen Dank, Herr Papadimoulis. Also ich glaube, wir können gemeinsam feststellen: Herr Juncker ist nicht Jesus Christus. Das ist ja schon einmal etwas, was das Hause in Gänze einigen kann. Wie, Herr Verhofstadt, Sie haben daran Zweifel? Das sagen wir aber dem Herrn Juncker!

Herr Kollege Lamberts, setzen Sie sich noch einmal, wir sind noch nicht so weit.

Herr Coburn, Sie haben schon seit drei Minuten nicht „rubbish“ gerufen, also bin ich nicht auf Sie aufmerksam geworden. Bitte schön, bleiben Sie mal ganz cool! Keep cool, colleague, one moment!

David Coburn (EFDD), blue-card question. – I wonder if the gentleman agrees with me that the best thing for Greece, and for many of the states in southern Europe, would be to leave the euro, which has been an unmitigated disaster from the very beginning. It is a political currency – it is not a proper economic currency. No one in their right mind should have had it in the first place. You would be much better off out of it. Do you agree with me?

Δημήτριος Παπαδημούλης (GUE/NGL), απάντηση «γαλάζια κάρτα». – Σας ευχαριστώ, κύριε Coburn, για την ερώτηση. Αυτή είναι η ημερήσια διάταξη του κυρίου Farage, της κυρίας Le Pen. Εφαρμόστε την αν σας αφήσουν οι ψηφοφόροι σας στις χώρες σας. Εμείς δεν θέλουμε να διαλύσουμε την ευρωζώνη, ούτε να εγκαταλείψει η Ελλάδα την Ευρωπαϊκή Ένωση. Εμείς θέλουμε η Ελλάδα, ως μέλος της Ευρωπαϊκής Ένωσης και της ευρωζώνης, να μην έχει ανεργία, να μην έχει φτώχεια, να αναπτυχθεί· θέλουμε να πληρώνουν οι πλούσιοι και όχι οι φτωχοί. Γιατί στην Ελλάδα οι εφοπλιστές πληρώνουν τέσσερεις φορές λιγότερο φόρους από τα πληρώματά τους. Αυτό είναι το πρόγραμμα του ΣΥΡΙΖΑ, και δεν έχει καμία σχέση με το πρόγραμμα της άκρας δεξιάς.

Philippe Lamberts, au nom du groupe Verts/ALE. – Monsieur le Président, Monsieur Tusk, bienvenue ici. Pour moi, la Pologne a toujours été un grand État d'Europe et, avec votre arrivée à la tête du Conseil, je pense que la Pologne montre qu'elle occupe toute sa place au sein du Conseil européen. De ce point de vue-là, je me réjouis de votre arrivée.

Vous avez dit: «L'heure est à des défis politiques graves» et je voudrais tout d'abord attirer votre attention sur la gravité des défis sociaux.

L'Europe est la promesse d'une prospérité partagée. Or, aujourd'hui, un Européen sur quatre est menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale. Un concitoyen sur quatre, ce n'est pas la prospérité partagée et je n'ai rien lu à ce propos dans les conclusions du Conseil, si ce n'est, bien sûr, le fait que vous voulez vous joindre au plan d'investissement.

Mais même s'il réussissait – ce dont je doute aujourd'hui –, il ne garantirait pas la reprise de l'emploi. Même la réduction du chômage ne constituerait pas encore une garantie de la réduction des inégalités. Regardez aux États-Unis: le chômage diminue et les revenus diminuent en même temps. Il y a plus de travailleurs pauvres aujourd'hui aux États-Unis qu'il n'y en avait avant la crise.

Donc, si nous voulons résoudre le défi social, nous devons nous attaquer à la question fiscale. Vous avez mentionné quelques éléments à ce sujet mais nous voudrions voir de l'énergie du côté du Conseil pour se consacrer à une nécessaire harmonisation fiscale, pour mettre un terme à la guerre fiscale que les États membres se mènent.

Deuxième catégorie de défis: les défis environnementaux. Dans ce domaine, la Pologne n'a pas une histoire très glorieuse derrière elle.

L'environnement, Monsieur Tusk, n'est pas une variable d'ajustement, ce n'est pas un sujet dont on s'occupe lorsque nous n'avons rien d'autre à faire. L'environnement est ce qui nous permet à vous, à moi et à nous tous de vivre sur cette planète. Si notre environnement devient invivable, c'est l'humanité qui disparaîtra et, à ce sujet, je m'inquiète très fort de voir que l'environnement ne figure plus à l'ordre du jour de la Commission, ne figure pas à l'ordre du jour du Conseil et que, finalement, c'est une préoccupation que l'on laisse pour plus tard.

Là, vous avez un boulevard devant vous avec l'union de l'énergie, qui est autre chose qu'une centrale d'achat pour s'assurer de la pérennité et de la sécurité de notre approvisionnement énergétique.

Utorok 13. januára 2015

L'union de l'énergie, Monsieur Tusk, doit être l'instrument pour l'Union européenne de sa transition énergétique, une transition qui met les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique au cœur de sa stratégie avec un triple dividende. Tout d'abord, l'indépendance énergétique stratégique, qui est un dividende économique parce qu'en menant la transition énergétique, nous serons des leaders mondiaux des technologies de la transition, et enfin un dividende climatique et un dividende environnemental parce que nous aurons contribué à résoudre ce défi existentiel pour l'humanité.

Le troisième défi sur lequel je voudrais attirer votre attention est le défi démocratique. C'est le cas en Pologne comme partout en Europe: la confiance de nos concitoyens dans leur démocratie recule à chaque élection. Les gens n'y croient plus! Ils ne croient plus que nous tous défendons l'intérêt général. Aujourd'hui, lorsque des décisions sont prises en Europe, elles apparaissent le plus souvent comme étant prises sous l'influence de lobbies industriels ou bancaires plutôt que dans l'idée de défendre l'intérêt général.

Je voudrais prendre quelques exemples. Lorsque nous avons une gouvernance économique qui, en réalité, impose à des États membres des décisions en matière de service public, de politique sociale et de politique fiscale sans qu'aucune assemblée démocratique ne légitime ces décisions, nous ne sommes plus en démocratie.

J'étais très inquiet de lire dans les conclusions du Conseil que vous vous réjouissiez et que vous vouliez absolument arriver avant la fin de l'année 2015 à conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis au moment même où des centaines de milliers d'Européens disent: «On ne veut pas de la clause sur un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États». Que répond la Commission? «Oh, ce n'est pas important, on s'en fout». Nous envoyons à nos concitoyens le message qu'ils ne comptent pas dans les débats démocratiques. Voilà le troisième défi.

Monsieur Tusk, vous avez montré que vous étiez un homme d'État. J'ose espérer qu'en tant que président du Conseil européen vous serez à la hauteur de ces trois types de défis: sociaux, environnementaux et démocratiques.

Nigel Farage, on behalf of the EFDD Group. – Mr President, first I would like to give my customary welcome to incoming President of the European Council. I can see why they chose you. You are perfect. You are like the euro record that has got stuck in a groove – a completely out-of-date view of what Europe is. Clearly you have learned absolutely nothing from the results of the European elections.

As you know, in the United Kingdom, immigration is the key debate. It is dominating political discourse within our country. At the heart of that is the whole question of the free movement of peoples, but your debate is the other side of the same coin. Your debate is about immigration, and time and again, you have promised the Polish voters that young Poles would return to Poland. At the same time, Mr Cameron has promised the British people that fewer Poles would come to us. It turns out that you have both been wrong and that your country has been depopulated by two million people since you joined the European Union. The reason is obvious. It is money, is it not? You yourself prove the point. You are the newest Polish émigré, and you have gone from a salary of EUR 60 000 to a salary of EUR 300 000 a year. Congratulations: you have hit the EU jackpot.

But you have also scored a great victory without trying, because last week Chancellor Merkel went to Downing Street. She spent a few hours with Mr Cameron, and Mr Cameron is now a big supporter of the free movement of people. He said: 'Let me be clear, I support the freedom of movement'. So on that one you have won a great victory against Mr Cameron without having to lift a finger.

But he also says that he will now restrict the benefits of EU migrants working in Britain. In the past you have been very clearly opposed to this. Please answer me today, Mr Tusk: is it right that children who live in Warsaw should qualify for child benefits if their parents are working in London? Please clarify that point for me today.

In some ways you face quite a tough test, though not with the UK – our leaders are a soft touch. Despite the Lithuanian lemmings, you have got the euro crisis, a referendum on whether the UK stays a member and, of course, the appalling growth of attacks on Jewish people. I would put it to you, Mr Tusk, that the European elections showed us one thing: the voters in Europe want change. They want massive, wholesale reform, and I am entirely confident that you are not the man to provide that.

Utorok 13. januára 2015

Janusz Korwin-Mikke (NI). - Mr President, Mr Donald Tusk says that there is nothing that is sure to improve the situation in Europe. He is wrong. There is one way. When Poland was occupied by the Moscow-oriented socialists its rate of growth was 1%. When it became free it was 8%. Now under the occupation of Brussels-oriented socialists it is once again 1%. It is slightly better than the rest of the countries occupied by the European Union, but slightly less than Belarus.

What must be done? Our enemy is not in Moscow: our enemies are in mosques, in the mosque of Paris, in the mosque of Marseilles. What we should do is reject socialism, abolish income taxes ruining industry, liquidate all social benefits attracting to Europe the worst elements and demoralising all Europeans, and reintroduce the death penalty. We cannot win the war when they kill us and we cannot kill them. In fact, if you are to survive, we must reject all the *acquis communautaire*. Therefore, I think the European Union must be destroyed.

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE). - Herr Präsident! Ich bin der Meinung, dass die Äußerung „our enemies are in the mosques“ Volksverhetzung ist, und ich möchte Sie bitten, entsprechend zu reagieren!

(Beifall)

Der Präsident. - Vielen Dank, Herr Kollege Bütikofer. Sie können ganz sicher sein, dass die Äußerungen des Kollegen, der gerade gesprochen hat, von mir mit äußerster Sorgfalt überprüft werden. Ich empfinde sie als schändlich.

Andrzej Grzyb (PPE). - Panie Przewodniczący! Chcę Pana powitać w Parlamencie Europejskim w imieniu polskiej delegacji Platformy Obywatelskiej i Polskiego Stronnictwa Ludowego. Witam Pana nie grzecznościowo, ale serdecznie. Uważam, że to jest ważne dla Polski, że oto przewodniczącym Rady Europejskiej jest były premier polskiego rządu. My możemy mieć różne zdanie w sprawie wyrażanych tutaj poglądów, ale przede wszystkim chcemy wyrazić szacunek dla kraju, jego historii, który Pan reprezentuje na tej sali.

Było mówione o wielu elementach w trakcie Rady Europejskiej. To, co oczywiście jest najbardziej emocjonujące, to inwestycje. Kolega z Lewicy Europejskiej mówił, że tylko są oszczędności, więc kiedy pada słowo inwestycje, jest pewien projekt, to uważam, że należy to bardzo mądrze rozwijać. Jest pytanie, czy ten poziom inwestycji ma wynosić 300 mld, czy on ma być wyższy, jak mówi m.in. polski minister finansów. Być może ten program powinien być bardziej skonolidowany, jeżeli chodzi o udział również funduszy publicznych. Bo możemy czasami podejrzewać, że niektóre inwestycje, w szczególności finansowane ze środków prywatnych, to mogą być te inwestycje, które i tak by powstały, a niekoniecznie zostaną one sfinansowane, jeżeli nie będą tam zainwestowane również pieniądze publiczne. Postuluję zatem, aby rozmawiać o tym, jaki powinien być ten wkład państw członkowskich i czy należy bardziej równoważyć wpłaty ze strony sektora prywatnego.

Podkreślam też wagę inwestycji, które dotyczą sektora energetycznego. Różnie rozumiemy koszyk energetyczny, ale uważamy, że bezpieczeństwo energetyczne powinno pochodzić przede wszystkim z zasobów europejskich 28 państw członkowskich, o których mówił tutaj pan Verhofstadt. Chciałbym również zachęcić państwa członkowskie do wnoszenia wkładu, bowiem taki wkład nie powinien być też – według mojej opinii – zaliczany do statystyk długu publicznego.

Co zaś do konsolidacji fiskalnej, uważamy, że unikanie opodatkowania – tak, natomiast ta konsolidacja w zakresie zrównania podatków, ona jest różnie rozumiana przez różne kraje.

I na koniec strategia wobec Ukrainy i Rosji. Ten kraj sąsiedzki Unii Europejskiej wymaga pomocy, nie tylko pomocy humanitarnej, nie tylko pomocy dla Ukraińców, którzy ponieśli straty, ale również inwestycji rozwojowych.

Utorok 13. januára 2015

PUHETTA JOHTI OLLI REHN

varapuhemies

Udo Bullmann (S&D). - Herr Präsident, Herr Präsident Tusk! Die polnische Politik hat sich in jüngster Zeit große Verdienste erworben. Große Verdienste, der Kollege hat das erwähnt, dadurch, dass man das wirkliche Ausmaß der Investitionslücke in Europa benannt hat. Brechen Sie weiterhin die Denktabus, die es verbieten, darüber zu reden. Es ist essenziell, dass wir uns ein realistisches Bild über das machen, was uns in die Zukunft hilft.

Dem Kollegium wünschen wir viel Glück und Courage. Kommt an in der ökonomischen Wirklichkeit Europas, und definiert auch die Praxis des Stabilitäts- und Wachstumspakts so, dass Disziplin, Wachstum und Stabilität sich die Hand geben können! Aber dazu brauchen wir Investitionen in die Zukunft. Wir wollen als Sozialdemokraten dafür sorgen, dass der Juncker-Plan funktioniert. Aber dann müssen wir ihn testen, wir müssen ihn nachfeilen, wir müssen ihn so lange korrigieren, bis er in der Praxis wirklich in die Investitionsfelder Europas gehen kann. Das wird unser gemeinsamer Auftrag sein. Ich freue mich, wenn alle Kolleginnen und Kollegen dabei helfen.

Bernd Lucke (ECR). - Herr Präsident! Herr Präsident Tusk, ich möchte Sie auch sehr herzlich begrüßen, als Präsidenten des Europäischen Rates. Ich freue mich, dass mit Ihnen erstmals ein Pole an der Spitze des Europäischen Rates steht. Ich glaube, Polen kann stolz darauf sein, dass es als osteuropäisches Land nun diese Präsidentschaft mit Ihnen verkörpert.

Ich glaube, Polen kann auch stolz sein auf das, was es geschafft hat in den letzten Jahren und fast schon Jahrzehnten: den wirtschaftlichen Aufschwung, den Aufbau, den Anschluss zu finden an Westeuropa und seinen Wohlstand. Aber Polen hat es geschafft, aus eigener Kraft heraus. Polen hat es geschafft durch seine eigene Leistung, und insofern habe ich mich schon gewundert, Herr Tusk, dass Sie nun als Vertreter eines Landes, das das allein geschafft hat, den Euro als Währung so bejubelt haben, wie Sie es getan haben, obwohl der Erfolg, den Sie erzielt haben, doch gerade darauf zurückzuführen gewesen ist, dass Sie Ihre eigenen Entscheidungen mit einer eigenen Währung haben fällen können.

Wir sehen es am Beispiel Frankreichs, was aus Ländern wird, die die Gemeinschaftswährung teilen und dann nicht mehr wettbewerbsfähig sind. Wir sehen, wie Länder in die Stagnation geraten, wenn sie unter der gemeinsamen Währung dem Wettbewerbsdruck nicht mehr standhalten können. Herr Tusk, Sie sind ein Europäer, wie ich es einer bin, aber bitte überdenken Sie Ihre Haltung zur gemeinsamen Währung. Es wäre auch nicht im Interesse Ihres Landes.

Pavel Telička (ALDE). - Mr President, I would like to congratulate President Tusk. We Czechs and Poles understand each other, so I can say *'hodně štěstí'* ('best of luck'). I would like to make a few references on the European Council conclusions. For once, I am happy that the European Council has identified the right issues and has come forward with timely conclusions. I also appreciate the fact that we do not see Council conclusions in terms of a shopping list or a Christmas tree which is supposed to make everyone happy, but rather as something which shows what the top priorities for the upcoming period are. I also appreciate that a decision has been taken on the fund.

On the other hand, there is one thing that I really miss. We did have an economic conference in the ALDE Group to which Vice-President Katainen came. He said that a significant linkage with structural reform would complicate the whole set-up. I do not agree: we need that link, otherwise we will be wasting money.

The third remark is on one of the conclusions on better regulation. I must say that it is the Council, and therefore the Council structures, including the European Council, that have the worst record on better regulation. The absolute minimum is impact assessment. There is no single effort in the Council to deal with it, and I think that this is something I would like to bring to your attention. I hope that something will happen at least to match the Commission and the European Parliament on that.

Utorok 13. januára 2015

My last remark is on Russia. If I may quote you, 'we need an adequate, consistent and united strategy on Russia'. I very much agree. I would only add that we need to make sure that we will implement it in a united way, that we will have a common policy. I have every confidence that you will ensure that the European Council and the Heads of Government speak with one voice. I am also critical here of some Czech politicians in this respect.

Fabio De Masi (GUE/NGL). - Herr Präsident! Die Euro-Zone ist depressiv, die Schulden sind gestiegen, statt zu sinken, die Bevölkerung ist wütend. Auch Deutschland liegt im Koma. Man kann eben keine Party feiern, wenn das Haus des Nachbarn brennt.

Die Troika hat Investitionen abgewürgt. Die beste Investition ist daher, die Troika zu beerdigen. Der Fiskalpakt ist dumm und eine Investitionsbremse. Finanzminister, die bei Nullzinsen nicht investieren, sind verrückt. Die Euro-Investitionen sind seit der Krise um 15 Prozent eingebrochen. Laut *Wall Street Journal* beträgt die Investitionslücke jährlich gar 800 Mrd. EUR.

Der Juncker-Plan ist Voodoo. Aus 21 Mrd. EUR Garantien sollen 300 Mrd. EUR Investitionen werden. Selbst diese wunderbare Brotvermehrung – vorher war ja von Jesus Christus hier die Rede – entspricht nur 0,8 Prozent des EU BIP jährlich.

Statt Mega-Vermögen abzuschöpfen und Steueroasen auszutrocknen – wie es der Starökonom Piketty fordert –, sollen Versicherungen in Autobahnen und Schulen investieren. Wenn der Staat investiert, schafft er Vermögen für alle. So müssen Steuerzahler für die Rendite der Finanzhaie bezahlen. Das ist teurer Unsinn.

Wir fordern ein öffentliches Investitionsprogramm von 260 Mrd. EUR jährlich. Das rechnet sich über höhere Steuern und Wachstum. Die EZB sollte über die EIB öffentliche Investitionen finanzieren, statt besinnungslos Liquidität in die Banken zu pumpen. Wir brauchen eine Vermögensabgabe für Millionäre – wie vom IWF gefordert.

Roosevelt führte die USA einst aus der Krise – gegen die Macht des großen Geldes. Wir haben keinen Roosevelt in Brüssel, wir haben keinen Jesus Christus in Brüssel, aber wir haben Alexis Tsipras in Athen. Er ist die Antwort auf Ohnmacht und Korruption. Unser Investitionspaket für Europa heißt Syriza.

Ulrike Lunacek (Verts/ALE). - Mr President, maybe the only positive thing about the European Council of 18 December was that it was a short one. The problem is that, in our eyes, the investment plan is neither a short one nor a very positive one. It is not what is needed to overcome poverty and unemployment on this continent. What is needed is an end to the rigorous austerity policy and investments in energy transition, the phasing out of nuclear power, the phasing out of fossil fuels and investing in energy efficiency and in renewables – that is where new jobs will be in the future, and not in infrastructures and models of the last century. What is needed is social and ecological change; it is needed all over Europe, but also in Greece.

Let me mention the change that Angela Merkel recently suggested when she said it would not be problem any more if Greece were to leave the euro. This was an irresponsible electoral support for Greece's conservative party and it has also weakened the euro. I think that is not needed. What is needed is for the Greek citizens to decide who they are going to vote for and not to have another Member of the Council saying irresponsible things. We do not need that.

Rolandas Paksas (EFDD). - Kalbant apie Europos Vadovų Tarybos susitikimo prieš Kalėdas sprendimus ir tolesnes galimybes juos įgyvendinti, ar Jums neatrodo, kad susiduriame su naujais iššūkiais – kaip įgalinti naujus sprendimus veikti, jeigu vietoje stovi ir seniau priimti sprendimai?

Praėjusią kadenciją ne vieną kartą kalbėta apie naują 2014–2020 metų finansinį laikotarpį. Ilgai svarstyta ir derinta tas monumentalus 7 metų trukmės dokumentas. Tačiau šiandien daugelyje valstybių iš šių numatytų milijardų kol kas nėra panaudota nė centas.

Nuogąstauju, kad panašiai gali būti ir su Vadovų Taryboje praėjusių metų gruodyje priimtu sprendimu sukurti Europos strateginių investicijų fondą, kuris per du metus galėtų sukaupti 300 milijardų eurų, kuriuos būtų galima panaudoti ekonomikos skatinimui ir augimui.

Utorok 13. januára 2015

Mūsų sprendimai dažnai skendi nuolatiniam pasiūlymų ir terminų, kaip tuos sprendimus įgyvendinti ir kaip kontroliuoti tų sprendimų įgyvendinimą, jūroje. Labai greitai sprendimai dėl užimtumo ir ekonomikos augimo, dėl Transatlantinės prekybos ir investicijų partnerystės, dėl visapusiškos energetikos sąjungos – štai ko reikia šiandieninei Europai. O šių metų vidurys ir jų pabaiga – tai ne tie terminai, kurių galėtume laukti.

Harald Vilimsky (NI). - Herr Präsident! Wenn man den Ausführungen des Herrn Ratspräsidenten Tusk und des Kommissionspräsidenten Juncker hier zuhört, kann man nur mehr von einem absurden Theater sprechen. Meine Damen und Herren, das ist eine politische Burleske der Sonderklasse. Wir haben auf unserem Kontinent die höchste Arbeitslosigkeit seit sechs Jahrzehnten. Der Euro ist auf den niedersten Stand seit 2006 zurückgefallen, und die Schuldenstände mancher Länder wie etwa Griechenlands betragen bereits an die 180 % des jeweiligen Bruttoinlandsprodukts. Vor diesem Hintergrund streuen die beiden höchsten Repräsentanten dieser Union einander Rosen und stecken den Kopf in den Sand, während die Probleme schlimmer und schlimmer werden.

Meine Herren, Ihnen und Ihrer Politik glaubt niemand mehr! Genauso wenig wie Ihnen jemand glaubt, dass Sie Steuerpolitik in Europa betreiben. Die Europäische Union ist doch der größte Steuervermeidungsverein überhaupt auf diesem Kontinent! Während die europäische Nomenklatura sich mit wenigen Prozentpunkten selbst besteuert, wird die Steuerschraube für die Bürger Europas immer mehr angezogen. Meine Herren und meine Damen vonseiten der regierenden Fraktionen, Sie führen diesen Kontinent in eine Sackgasse. Dieser Kontinent und die großen Völker Europas haben etwas Besseres verdient als Ihre verfehlte Politik.

Esteban González Pons (PPE). - Señor Presidente, en el último Consejo Europeo se habló de muchos temas importantes, pero, después de lo que ha ocurrido en Francia, me parece que ha pasado un siglo desde entonces. Se habló del plan Juncker, de la lucha contra el fraude fiscal, del Tratado de Libre Comercio con los Estados Unidos, pero a mí todo eso ya me suena a viejo después de lo que ha ocurrido en Francia en los últimos días.

Yo voy a hablarle hoy solo de un tema y pedirle que el Consejo y la Comisión conserven como un tesoro el espíritu de unidad que todos pudimos ver el pasado domingo en París. Que hagan del espíritu de París, la unidad contra el terrorismo, uno de los mayores tesoros de la Unión Europea, del ser europeístas.

Llevamos mucho tiempo hablando de los combatientes extranjeros pero, honestamente, debemos preguntarnos: ¿qué ha hecho la Unión Europea? ¿Qué hemos hecho a nivel europeo al respecto?

Los atentados de París han sido contra Francia, pero también han sido contra Europa y, sobre todo, han sido contra nuestras libertades y contra nuestros derechos: los terroristas querían que nosotros tuviéramos hoy un poco menos de libertad de expresión.

No debemos ni podemos permitir que se culpe al islam. La culpa no es de ninguna religión; la culpa es del fanatismo, sea cual sea la religión que tengan los fanáticos y aunque no tengan ninguna religión.

¿Y nosotros? Nosotros, en algo nos estaremos equivocando cuando desde Europa estamos exportando miles de aprendices de terrorista y permitiendo que después vuelvan convertidos en terroristas adultos para matarnos.

Está en nuestras manos aprobar el plan de datos de pasajeros aéreos. No tiene sentido que no lo aprobemos. Ayudaría a luchar contra el terrorismo. No es todo lo que hay que hacer, de acuerdo. Pero es lo que nosotros podemos hacer. ¡Ojala no haya otro atentado! Pero, si lo hubiera, que sorprenda a este Parlamento habiendo hecho sus deberes. Que sorprenda a este Parlamento habiendo hecho todo lo que debía. Que sorprenda a este Parlamento pudiendo explicar a los ciudadanos que por nuestra obra no faltó nada por hacer para que no se produjera.

Utorok 13. januára 2015

Anneliese Dodds (S&D). - Mr President, I was pleased to see the Council acknowledge the harm from aggressive tax planning and tax avoidance, both in its statement in the December meeting but also reiterated again now by both Presidents. However, the only concrete measure referred to, both in the statement and now in our discussion today, has been the automatic exchange of information on tax rulings in the EU. While that transparency is, of course, welcome, as my group has long argued, we need far stronger measures to tackle tax fiddling. In particular we need country-by-country reporting of profits by all multinationals, we need a common definition of tax havens, and we need to blacklist those firms engaged in tax fiddling and the advisers who help them to do this.

Some of these measures, as well as the creation of a common consolidated corporate tax base, have been held up by particular Member States within the Council. Those intransigent countries, of course, have included that of the President of the Commission, Luxembourg, but indeed also my own home country, the UK. So can I please implore Presidents Tusk and Juncker to make sure that these long over-due measures are genuinely unblocked at that meeting in June? By doing so, you could unlock one trillion euros, which certainly puts the investment package into perspective. We are counting on you to do something about this issue.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Tibor Szanyi (S&D), Kékkártyás kérdés. – Dodds képviselőasszonytól szeretném megkérdezni, hogy ő mit tartana igazán jó megoldásnak az agresszív adótervezéssel szemben? Már csak azért is kérdem, mert például az én hazámban, Magyarországon a magyar kormány éppen a minap vetett ki kilogrammonként fél eurós adót a környezetvédelmi beruházások közé sorolható napelemekre.

Anneliese Dodds (S&D), blue-card answer. – I think there is a whole range of options for dealing with aggressive tax planning which have actually been put on the table in the past but – as I mentioned before – have been blocked. So if, for example, we could have common definitions around taxable assets and activities across the EU, that would solve many of the problems. If we could have more transparency around where profits are generated, and if we could have better enforcement of agreements reached and wider freedom of manoeuvre for the Code of Conduct Group within the EU, that would go a long way towards dealing with some of these problems. We have an opportunity now, following LuxLeaks, and we need to make use of that opportunity.

Vicky Ford (ECR). - Mr President, the EU does need to change: there are serious problems in many Member States. Our national leaders need to listen more closely to the people, and we in this Chamber need to listen more closely to our national leaders. There are still deep problems in many European economies. We need investment in energy, transport, digital, innovation, production, but politicians cannot keep spending taxpayers' money, so we must encourage that private investment. But the private investment is facing global competition for that money. We need trade, and investors do need rights.

Our single market is meant to help businesses and consumers to trade easily across borders, to remove bureaucracy, to boost competitiveness. We must make it work, and we must make it work in a digital age, or we will lose it. It is time for Europe to do less and do it better: reduce costs, bring down burdens and build the economy fit for the 21st century.

Dario Tamburrano (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, ci uniamo alle congratulazioni che il Consiglio europeo ha inviato a dicembre al governo ucraino. Ci congratuliamo con il governo ucraino per la grande innovazione politica, invece di ministri scelti dal popolo, ora ben tre stranieri selezionati da un'agenzia internazionale di *recruiting*. Tra questi quello delle finanze, una statunitense, ex dipendente del dipartimento di Stato americano passata a gestire un Fondo di investimento ucraino e che ha ricevuto la cittadinanza il giorno stesso della sua nomina.

Ci congratuliamo per questa nuova *perestroika*, gli affari si faranno finalmente in trasparenza e noi italiani non saremo più gli unici con conflitti di interesse in politica per governi nominati o eterodiretti. Ci congratuliamo con il finanziere Soros che ha ammesso di aver contribuito a rovesciare il governo ucraino e che sponsorizza l'agenzia di *recruiting* selezionatrice dei ministri stranieri. Ci congratuliamo nell'anniversario di Auschwitz con il ministro degli interni ucraino che ha sotto il suo controllo il battaglione nazista Azov, il cui emblema era già in uso presso le SS.

Utorok 13. januára 2015

Ci congratuliamo per il milione di rifugiati perseguitati di cui la gran parte sono scappati proprio in Russia, chiediamocene il perché! Ci congratuliamo per le sanzioni, per i danni arrecati a migliaia di imprese europee, per i miliardi che abbiamo e dovremmo versare in aiuti provenienti dalle tasse dei nostri cittadini ai quali ancora si chiedono sacrifici per l'austerità mentre rischiano di essere coinvolti nella Terza guerra mondiale alle porte di casa. La nuova Ucraina veramente un capolavoro degno dei più grandi errori storici dei peggiori maestri e consiglieri di oltreoceano, gli stessi che vogliono il TTIP. Non si tratta di essere contro o pro Russia ma di essere neutrali e fare per una volta gli interessi dei cittadini europei.

Gianluca Buonanno (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, io volevo fare come mia consuetudine un intervento molto calmo ed esaustivo nel senso che quest'Europa la vediamo economicamente un disastro, lo dico anche da sindaco, vedendo i miei cittadini con tutte le difficoltà che hanno.

In questi miei pochi secondi, vorrei farvi presente due cose: quest'Europa, al di là dell'economia che va male, manca di coraggio. Noi tutti abbiamo visto la questione (purtroppo) di Parigi, quindi ho messo la maglia per ricordare con una vignetta storica ciò che è stata la tragedia di Parigi, ma voglio anche ricordare – perché io vorrei che in Europa ci fosse un *Guantanamo* europea per cercare di combattere i violenti terroristi islamici, anche la bandiera dell'ISIS.

Bisogna avere il coraggio di dire che l'ISIS deve essere combattuta e distrutta! Bisogna distruggere questa gente, io non ce l'ho con gli islamici in quanto tali, ci mancherebbe altro! Ognuno ha la sua religione, ma è giusto che, se vengono in Europa devono stare ai nostri usi e costumi e devono rispettarci. L'Occidente non è un nemico, l'Occidente è fonte di cultura e se vogliono vengono qua e stanno alle nostre regole altrimenti tornino a casa loro, compreso l'ISIS!

Paulo Rangel (PPE). - Em primeiro lugar, queria saudar o Presidente Tusk, desejar-lhe as maiores felicidades no exercício das suas funções e dizer que, para o PPE e também no meu caso como português, é uma honra termos finalmente um polaco à frente do Conselho Europeu. Julgo que isso é um sinal de vitalidade da Europa que queria aqui saudar.

Em segundo lugar, queria igualmente também dar uma palavra aos nossos colegas franceses na sequência do atentado da semana passada, uma palavra de solidariedade e de fraternidade, e rever-me aqui em tudo aquilo que disse o nosso colega espanhol González Pons sobre as tarefas que esperam as instituições comunitárias e, em particular, o Conselho a propósito do terrorismo.

Queria deixar duas palavras sobre o último Conselho: uma para saudar o plano de investimento da Comissão e a forma como o Conselho o abraçou e desejar que o Conselho possa agora, e cada um dos Estados que nele estão representados, apoiar a 100% a execução deste plano, porque nós precisamos dessa determinação para recuperar a economia europeia e, em particular, aquelas economias, como é o caso das economias dos países sob assistência, que estão mais depauperadas e mais fragilizadas, este é um ponto.

E o segundo, que registei aqui com muito apreço, é a importância que deu à união energética, ao mercado único da energia, que é fundamental para a economia europeia e para a segurança europeia e que é muito importante, em particular, para os países da Península Ibérica, que poderiam dar um grande contributo para a diversificação das fontes de energia e que, sem esse mercado único e sem novas ligações através da França, não o conseguirão fazer.

Saúdo muito estes dois resultados do último Conselho Europeu.

Emmanuel Maurel (S&D). - Monsieur le Président, la principale conclusion du sommet du Conseil, c'est qu'il faut favoriser l'investissement en Europe après des années de politiques d'austérité qui ont échoué. Nous ne pouvons que souscrire évidemment à cette conclusion. Le débat entre nous porte sur les moyens pour parvenir à relancer cet investissement public et privé.

Utorok 13. januára 2015

Je dois vous dire que je m'interroge, avec beaucoup de citoyens européens, quand je lis dans le document final du Conseil qu'il faut accélérer les négociations pour le traité transatlantique entre les États-Unis et l'Europe. Pourquoi une telle précipitation au moment où se succèdent des études réalisées par des économistes et par des scientifiques qui montrent très clairement que les bénéfices économiques de ce traité pour l'Europe sont largement hypothétiques? Ces études montrent très clairement aussi qu'il peut y avoir des risques pour les exportations de la plupart des pays européens et une pression à la baisse sur les salaires, bref, qu'aujourd'hui les risques et les menaces sont réels.

Par conséquent, à l'issue de ce Conseil, je pose la question suivante: à force de vouloir aller très vite pour des raisons idéologiques, ne sommes-nous pas en train de menacer le projet européen et faut-il vraiment poursuivre cette fuite en avant?

Evžen Tošenovský (ECR). - Pane předsedající, ve svém vystoupení bych se chtěl vyjádřit pouze k jedné věci probírané na Evropské radě a to k Evropskému fondu strategických investic ve výši 315 miliard eur. Určitě se všichni shodneme na významu urychlení strategických investic v Evropě, které by měly pomoci k rychlejšímu ekonomickému růstu a měly by i pomoci vyšší konkurenceschopnosti. O směřování těchto prostředků do konkrétních projektů bude jistě velmi složitá diskuse nejen v Parlamentu, ale i na úrovni Rady a Komise. Co však pořád zůstává určitou neznámou, to je naplnění tohoto ohromného investičního balíku. Diskuse o alokaci z programu Horizont 2020 a CEF na půdě Evropského parlamentu nebude jednoduchá. Dnes je také nejasné doplnění prostředků z členských zemí a soukromého sektoru. Velký otazník pro mne zůstává i v představě o rychlosti projednání v Evropském parlamentu, kdy se plánují trialogy již v květnu. Pro mne je to příliš mnoho nejistoty v tak důležité věci.

Peter Lundgren (EFDD). - Herr talman! Första steget borde väl vara att man hanterade skattebetalarnas pengar på ett ansvarsfullt sätt i det här huset. Donald Tusk har Herman Van Rompuy som sin största idol enligt egen uppgift. Herman Van Rompuy lämnar ju nu uppdraget i parlamentet med en oförsvarligt stor andel av skattebetalarnas eurosedlar i sina fickor. De följande tre åren kommer han att få 730 000 euro. Det fortsätter ju komma pengar efter det också så klart. Avgångsvederlag och pensioner i nivåer som är ett hån mot varenda vanlig arbetare inom unionen underbygger bara föraktet och ointresset bland vanligt folk som har slitit hårt för att få en anständig levnadsnivå vid uppnådd pensionsålder. Men det som de får är småsmulor jämfört med vad Herman Van Rompuy och vad hans efterträdare Donald Tusk kommer att få.

Ni ser det också som en skyldighet att genomföra den äkta ekonomiska monetära unionen till skillnad från mig som ser det som ett mycket stort hot mot de länder som då finner sig ha hamnat som lydstat under EU:s höghävarter. Lyckas man med det har man slutligen konstruerat Europas förenta stater. Jag och min grupp kommer att göra allt som står i vår makt för att sätta stopp för detta storhetsvansinne.

Ni har i detta hus inte längre vanligt folks förtroende. Väljarföraktet bara ökar, och väljardelaktigheten bara minskar.

Milan Zver (PPE). - Zahvaljujem se predsedniku Evropskega sveta, gospodu Donaldu Tusku, za odlično in izčrpno predstavitev sklepov, ki so jih decembra v Bruslju sprejeli voditelji držav Evropske unije.

Prav je, da je Svet največ pozornosti namenil novemu Junckerjevemu investicijskemu načrtu za rast in delovna mesta, saj je to ključno za dolgoročni razvoj in pa stabilnost Evropske unije.

Temelj za nov zagon gospodarstva smo postavili že pod Barrosom, ko smo se osredotočili na uravnoteženje javnih financ in strukturne reforme.

Sedaj prihaja čas za spin in to so naložbe – le tako lahko prinesejo vitalnejšo Evropsko unijo, o kateri ste govorili, gospod predsednik.

Investicijski načrt, ki so ga voditelji podprli decembra, bo s pomočjo novega evropskega sklada v naslednjih treh letih mobiliziral več kot tristo milijonov evrov in s tem spodbudil gospodarsko rast, ustvarjanje novih delovnih mest in pa večjo konkurenčnost.

Pri tem je pomembno, da ne gre samo za davkoplačevalski denar. Junckerjev projekt bo uspešen le, če bo deležen podpore in če bo vsak napravil to, kar mora – zlasti Komisija in pa države članice.

Utorok 13. januára 2015

Ustvariť moramo právno podľago, sprejeti vse ukrepe, toda, dragi prijatelji, ta projekt bo padel, če ga bodo državljani in gospodarstva razumela kot birokratski projekt. Morajo ga vzeti za svojega.

Pokazalo se bo, ali so evropske institucije pripravljene in dovolj sposobne ravnati podjetno.

Maria João Rodrigues (S&D). - Mr President, I would like to address Mr Tusk in saying that his appointment as the head of the European Council has a high political meaning, and we congratulate him.

Mr Tusk, you are arriving at a very special moment – a moment where the European Union can only deliver if it is possible to pool national resources. We believe this will be your most important and challenging task. We need to pool national resources in order to foster investment and job creation; we need to pool natural resources to provide better energy solutions, more internal and external security and also to ensure real faith in European integration. Let me tell you that you can count on the European Parliament and also on the S&D Group for this purpose.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Bill Etheridge (EFDD), blue-card question. – Ms Rodrigues, I have two very quick questions. First of all, would you not agree that the best way to get more investment going in any economy is through confidence, and the confidence will not be there as long as debts continue to pile up through excessive spending? Could you also explain – to the British people particularly – why it is an attractive prospect to us to pool our national resources across Europe when we already do not have the things we require in our own country? You suggest that we pool our resources for them to be dissipated all across the EU. Could you explain why that is attractive to us?

Maria João Rodrigues (S&D), blue-card answer. – Let us take an exact example, coming back to the last European Council. We are creating a fund for strategic investment, and if we want this fund to pool resources and lend on a larger scale, we need to have clear contributions coming from Member States. So I believe this should be a task for the European Council at its forthcoming meetings: we need to have a stronger fund for strategic investment.

Richard Sulík (ECR) - Vážený pán Tusk, dovoľte aj mne zagratulovať Vám k významnej pozícii predsedu Európskej rady. Rada, ktorej predsedáte, vyzýva na vytvorenie 315 miliardového investičného balíčka. Európski politici sa vždy radi venovali prerozdeleniu peňazí, ktoré zarobil niekto iný. Žiaľ, tento balíček je len marketing.

Junckerov 315 miliardový balíček je marketing. Nebude fungovať. Neprinesie nové pracovné miesta, neprinesie skutočné investície. Ak chcete viac investícií, ako prvé im prestaňte brániť. Máme nereálne klimatické ciele, absurdné predpisy v bezpečnosti pri práci, nezmyselne vysokú sociálnu ochranu. Nečudujte sa potom, že investori odchádzajú. Ja si myslím, že toto je vaša úloha: zlepšiť podmienky tak, aby sa v Európskej únii dalo opäť kvalitne a solídne podnikáť.

Gunnar Hökmark (PPE). - Mr President, I have two points. Firstly, having listened to this discussion and the shouting from over there today, it strikes me that the problem of the extreme right in this House is that they are not at all right, only extreme – extremely wrong, and I think that their correct name should in future be 'the extreme wrong'. Their only idea is disrespect and contempt for other people. That is an idea we have seen too much of. It is so wrong and so extreme that their name should be 'the extreme wrongs'.

Secondly: the investment plan. Do not invent the wheel again. I think it is good to have a plan in order to mobilise capital financing of new investments, but the gap we have in Europe is much bigger than any public investment plan can bridge. The investment plan and the bridging of the investment gap will need real political reforms and structural changes. The digital agenda, the telecom package – do it! The internal market and the service directive – ensure that it is done! This will bring an opportunity for profitable investments with a return on investments, because the nature and the spirit of commercial investments are that they are both commercial and investments – not spending.

That is the way we should proceed. We need to deregulate, make things easier and ensure that we can have an open Europe. If we can do that, we will fight the lack of growth and the lack of the extreme right, who are the extreme wrong.

Utorok 13. januára 2015

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 149(8))

Paul Rübig (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herr Präsident!

Ich möchte den Kollegen Hökmark fragen: Es gibt eine Debatte im Parlament, dass wir eine Version 02 des „Small Business Act“ entwickeln sollten, weil natürlich gerade der „Small Business Act“ mit den neuen Vorstellungen des Juncker-Pakets eine große Chance haben würde, auch in allen 28 Mitgliedstaaten durchgesetzt zu werden. Glauben Sie, dass es möglich ist, diesen „Small Business Act“ zu überarbeiten und in einer neuen Version dem Juncker-Paket anzupassen?

Gunnar Hökmark (PPE), *blue-card answer*. – Mr Rübig, you are quite right, because this is exactly what we need. We need a structured reform process, making it easier for new companies, small companies, medium-sized companies and big companies to invest and flourish in Europe. Your approach is a very good one: make it easier, then we will get some of the growth; invest more and then we will get more growth.

Paul Tang (S&D). - De Europese top over het investeringspakket zou twee dagen duren, maar duurde ongeveer twee uur. Je zou kunnen zeggen dat landen er als de kippen bij waren om hun kans te missen. Want de lidstaten hebben mooie woorden over banen en groei, maar vergeten de daden, namelijk hun economieën hervormen, maar zeker ook geld vrijmaken voor private en voor publieke investeringen. Alleen met bijdragen van landen kan het investeringsprogramma van Juncker voldoende effect sorteren.

Nu lijkt de economische politiek van de lidstaten op die van de gouden standaard. Dat is geen goede voorbode voor de euro als munt en zeker niet voor de Europese burgers. Zij betalen de prijs voor lage groei en hoge werkloosheid. Ik vraag daarom aan de Commissie en aan de voorzitter van de Europese Raad, Donald Tusk, om bij de Europese landen erop aan te dringen om hun kans alsnog te benutten.

Victor Negrescu (S&D). - Domnule Președinte, în primul rând salut crearea Fondului european pentru investiții strategice. Mobilizarea a 315 miliarde de euro pentru investiții

în următorii doi ani este un lucru îmbucurător, care ar putea stimula investițiile, dacă ne asigurăm că fondurile vor fi folosite corect.

Subliniez aici lipsa de claritate asupra strategiei de folosire a acestor fonduri. Se vorbește în concluziile Consiliului European foarte mult de economie, dar prea puțin de oameni. Se vorbește de piață unică europeană, de consolidare fiscală, de piețe de capital integrate, de parteneriatul transatlantic, dar se uită cetățenii, politicile sociale, echitatea în distribuția fondurilor, dar mai ales pe cine ajutăm cu aceste fonduri.

Mă întreb dacă iar vrem să salvăm băncile în detrimentul cetățenilor, dacă iar vrem să salvăm capitalurile cu risc în detrimentul bugetelor naționale sau locale? Îmi este teamă că prin crearea acestor fonduri alternative la bugetul european ne îndepărtăm de principiile și valorile solidarității europene și că se caută reducerea fondurilor de coeziune în viitor. Mă voi lupta, ca europarlamentar social-democrat și român, pentru o Europă dezvoltată omogen și cu o singură viteză; sper că și Consiliul European își dorește acest lucru.

Hugues Bayet (S&D). - Monsieur le Président, je voudrais revenir sur deux points des conclusions du Conseil européen.

Tout d'abord l'extrême prudence affichée vis-à-vis de l'importance des investissements publics dans la relance européenne. Pourtant, à l'heure où les politiques d'austérité ont démontré leurs dégâts humains et socio-économiques, à l'heure où l'investissement privé affiche une frilosité prolongée, ne serait-il pas temps de redonner à l'investissement public toute son importance dans la relance d'une économie toujours en panne au détriment de l'emploi et des gens? Ne faudrait-il pas envisager une neutralisation dans le calcul de la dette des investissements publics qui sont porteurs de croissance économique et sociale? Ne faudrait-il pas aussi envisager une attitude plus proactive de la BCE dans le soutien à ces investissements publics?

Deuxièmement, il y a un élément que je souhaite souligner, c'est la reconnaissance par le Conseil de l'urgence de – je cite – «redoubler d'efforts contre l'évasion fiscale et la planification fiscale agressive au niveau de l'Union». De même, le Conseil souligne l'importance de la transparence et attend avec impatience la proposition de la Commission sur l'échange d'informations sur les *rulings* fiscaux. Il s'agit évidemment d'un dossier vital pour l'existence même de l'Union, qui ne peut pas être construite sur l'injustice fiscale et sociale. Nous resterons donc dans les prochains mois d'une vigilance totale, y compris sur les enquêtes en cours, mais nous serons aussi une force de proposition pour étendre le dispositif de lutte contre une ingénierie fiscale délétère pour le projet européen.

Utorok 13. januára 2015

Simona Bonafè (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, intanto benvenuto al Presidente Tusk in quest'Assemblea e auguri di buon lavoro. A dicembre, nell'ultima riunione del semestre di Presidenza italiana anche il Consiglio ha chiesto come prioritaria l'istituzione di un Fondo europeo per gli investimenti strategici al fine di mobilitare i famosi 315 miliardi di euro fra il 2015 e il 2017. È evidente come preme a tutti noi di dare slancio alla crescita economica in Europa e, di conseguenza, nuovo impulso all'occupazione, soprattutto all'occupazione giovanile.

Sappiamo tutti quanto la crescita sia legata agli investimenti che in questi anni di crisi – dati alla mano – sono pesantemente crollati. Per noi Socialisti e Democratici il superamento delle politiche del solo rigore e della sola austerità è fondamentale per la stessa sopravvivenza dell'Europa. A che serve avere i bilanci in ordine se poi non riusciamo a dare speranze e risposte ai 27 milioni di disoccupati in tutt'Europa, se non torniamo a investire sulla crescita e sull'opportunità di lavoro e di sviluppo?

La Commissione Juncker che ha avuto il voto dei Socialisti proprio per impostare una politica di cambiamento, oggi si riunisce per approvare il regolamento del piano per gli investimenti, un regolamento che valuteremo con grande attenzione e su cui dovremo trovare al più presto un accordo affinché i nuovi investimenti possano essere attivati fin da subito, insieme alle riforme che i paesi stanno mettendo in campo.

Tonino Picula (S&D). - Gospodine predsjedniče, gospodine Tusk, želim vam dobrodošlicu i uspjeh na novoj dužnosti.

Govoreći o zaključcima prvog sastanka Vijeća kojim ste predsjedali, izražavam zadovoljstvo početnom podrškom planu ulaganja. Nije često da čelnici svih zemalja članica relativno lako postignu konsenzus i politički podrže neki prijedlog, kao što se dogodilo s prijedlogom gospodina Junckera. Postoji širi konsenzus kako lidera zemalja članica tako i različitih političkih grupacija u Europskom parlamentu. O nužnosti ovakvog plana nakon godina recesije i stagnacije u Europskoj uniji, uzrokovanih i nedostatkom investicija, podržavam predloženi plan kao jedno od prvih ispunjenih obećanja, ali očekujem daljnji rad Vijeća na gospodarskoj i socijalnoj obnovi Europske unije.

Vezano uz politiku Unije prema Ukrajini i ostalim zemljama Istočnog partnerstva, one su predugo izložene negativnim posljedicama napetih odnosa Novog istoka i Novog zapada. Slažem se s vašom ocjenom da Europska unija treba voditi proaktivnu politiku. Ukrajina nije vazalni dio nekog postsovjetskog entiteta u nastajanju nego zemlja u regularnom postupku pridruživanja Europskoj uniji te osim političke zaslužuje i našu ozbiljniju financijsku podršku.

Catch-the-eye procedure

Inés Ayala Sender (S&D). - Señor Presidente, yo solamente quería dar la bienvenida a la posibilidad de cambio que significa esta Decisión sobre el paquete de inversión en relación con el cambio de melodía, de una melodía trágica de recortes y austeridad a una melodía de inversiones y de creación de empleo.

Por otra parte, también introduce el aspecto fundamental de flexibilidad de esa regla de oro que queríamos justamente introducir, de una vez por todas, para ayudar a aquellos Estados miembros que tienen mayores dificultades en relación con las inversiones impuestas por sus compromisos europeos. Pero, de todos modos, nos queda una pequeña cuestión en relación con todos los reglamentos, toda la legislación que este Parlamento ha elaborado para la aprobación de las perspectivas financieras para los próximos seis años: la posibilidad de que las decisiones sobre los nuevos proyectos no vayan a confundirse o a crear confusión en cuanto a qué proyectos, cómo financiarlos y de qué manera implementarlos con el nuevo paquete. Queríamos que ello fuera claro.

Marek Jurek (ECR). - Panie Przewodniczący! W swoim wystąpieniu użył Pan takiego sformułowania „euro – nasza wspólna waluta”, a przecież euro nie jest walutą wszystkich państw Unii Europejskiej. Jest walutą większości państw. Unia Europejska to jest również Wielka Brytania i Dania, które traktatowo zastrzegły, że nie chcą euro, to jest Szwecja, która w referendum przegłosowała odłożenie bezterminowo wprowadzenie wspólnej waluty, i wszyscy mają obowiązek szanować tę decyzję, i to jest Polska, która w konstytucji ciągle gwarantuje sobie istnienie własnej waluty narodowej.

Utorok 13. januára 2015

Pan, Panie Przewodniczący, nie jest przewodniczącym jakiegoś technicznego organu Unii Europejskiej, ale Rady Europejskiej, a więc organu międzyrządowego reprezentującego wszystkie państwa Unii. Nie wiem, czy dla Pana to jest ciekawe, ale mam nadzieję, że w swojej pracy będzie Pan szanował wszystkie państwa Unii Europejskiej, również te, które wspólnej waluty nie przyjęły, a przede wszystkim Polskę – nasz kraj.

Michael Theurer (ALDE). - Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die Flexibilisierung ist gerade in aller Munde.

Ich bezweifle, dass man Staatsschulden mit noch höheren Staatsschulden bekämpfen kann. Von dem her ist es richtig, die Reindustrialisierung und das Wachstum in den Mittelpunkt zu stellen. Europa ist ein alternder Kontinent mit einer zurückgehenden Bevölkerung, die Märkte sind bedarfsgesättigt, und ich vermisste vonseiten des Rates und der Kommission noch stärker eine Innovationsoffensive, eine Existenzgründungsoffensive, eine Technologieoffensive. Wir müssen doch mehr machen in Forschung und Entwicklung. Wir müssen die Probleme an der Wurzel packen, an der Ursache packen!

Ich habe den Eindruck, dass man zu alten Konzepten zurückkehrt und glaubt, mit staatlichen kreditfinanzierten Impulsen könnte man die Wachstumsschwäche überwinden. Ich glaube das nicht. Von dem her denke ich, dass Europa nur dann überleben kann, wenn wir zu einer Innovationsunion werden. Da hätten wir uns von Ihnen, Herr Präsident Tusk, noch Aussagen gewünscht.

Miguel Viegas (GUE/NGL). - As declarações do Conselho são mais do mesmo. Insiste num plano de investimento insuficiente, baseado num mero exercício de contabilidade criativa, a partir do qual conta com o milagre da multiplicação dos pães. Usa a eufemística expressão da *responsabilidade fiscal* e insiste nas reformas estruturais, sabendo-se que é a austeridade e o ataque ao Estado social que estão na origem desta crise social e económica sem precedentes. Insiste na liberalização desenfreada das relações comerciais com os Estados Unidos através do TTIP.

Finalmente, traz à colação a Ucrânia como elemento revelador de uma União Europeia a reboque dos Estados Unidos e da NATO. Estamos agora a pagar a fatura perante uma Ucrânia que se afunda de dia para dia. Já vamos no terceiro empréstimo, num valor que já ultrapassa os 3,5 mil milhões de euros.

Aqui dentro corta-se o orçamento para servir os interesses dos Estados Unidos, da NATO e do grande capital. A União Europeia mostra-se bem mais generosa.

Jonathan Arnott (EFDD). - Mr President, in this debate we have seen attacks on the extreme right – and rightly so. We must indeed oppose those extremes, just as we must oppose the extreme left. In the United Kingdom we in UKIP have proved that a moderate party which seeks controlled immigration – managed migration, not uncontrolled immigration – has been able to kill off the extreme right, the racism and xenophobia of the BNP.

But here in this place, commitment to democracy is lacking. I note, for example, Juncker's comments about Greece, telling Greece to avoid the 'wrong outcome' in its general election. Those are unacceptable. The only crime of Syriza is to oppose austerity, and it is right to do so. It is entitled to do so. Such interference in Member States is not acceptable. Democracy must come before politics, but in this debate I have seen lip service only paid to democracy.

Bill Etheridge (EFDD). - Mr President, just a brief one. Regarding Rule 162, I would seek an interesting clarification: my colleague just gave a fantastic speech – far better than I was going to do. But I had asked an hour before him to speak. Was your criterion that you knew he would be better than me?

President. - Mr Etheridge, my aim is to ensure equal treatment, so if somebody has already spoken, that is taken into account when distributing blue-card time. We try to have equal treatment for all Members in this House.

(End of catch-the-eye procedure)

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and on behalf of the President of the Commission. - Mr President, I would like to welcome President Tusk to his first debate in this role, even if – as you mentioned – it is not the first one. I am standing in for President Juncker here, and I have just come back from the College meeting where we adopted, on the one hand, a proposal for a Parliament/Council regulation to set up a European Fund for Strategic Investment, and, on the other hand, a communication on flexibility – namely on how to use and apply in full the existing rules of the Stability and Growth Pact.

Utorok 13. januára 2015

I think this is an example of a virtuous exercise. In November, the Commission presented a plan to relaunch investments here in Strasbourg; in December we discussed it in the European Council; and in January — less than 50 days after that — we delivered a proposal to put the fund in place here in Strasbourg. Now we will obviously need to continue working with Parliament and the Council to ensure their swift adoption. President Juncker will present this in detail tomorrow morning, and the Vice-Presidents and Commissioners competent for the plans and the communications themselves will have the opportunity to present them in detail to Parliament's competent committees.

I also know that a series of points were raised during the debate on the other priorities on which we are working. Let me just mention a few of them. I hope we will continue to work on them in the same way, delivering quickly and clearly: on the energy union strategy ahead of the March European Council and on the digital single market proposals ahead of the June Council.

On TTIP negotiations, let me say that my colleague Cecilia Malmström is carrying out the work, both in terms of the negotiations with the US — I will visit Washington myself very soon to tackle this as well — but also internally on the level of transparency. We know that this is not only an issue for Parliament, it is also an issue for our people. We have to make sure that we have a good outcome of the negotiations that is for the benefit of all in Europe — and in the United States as well. However, our job is to make sure that it is a good outcome for Europeans.

Many of you — and we had a discussion about this in the Council — referred to the need to develop a coherent strategy on Russia and on our relations to Russia. Let me say that we are working closely on both the Commission and Council sides — and here I should probably change seat a couple of times. Work is ongoing at this time on preparing for the decisions and discussions that we will have in the European Council in March. At a meeting of the Foreign Affairs Council next Monday we will already start to discuss the issue, and we are preparing this work very closely together. The virtuous institutional triangle that we see here today has allowed us to deliver so quickly on some of the things we have discussed today. These augur very well for the next five years.

Donald Tusk, *President of the European Council*. - Mr President, I would like to thank you for your warm welcome here in the European Parliament. It is a nice surprise for me, because I have heard a lot about your temperament here in this Chamber.

Let me say a few words in response to your interventions. I can only echo what Manfred Weber said in saying that I have no doubt that good communication between the institutions plays a key role. Let me again assure you that I am ready to change the logic of competition into the logic of cooperation. I can promise that I will use 'we', and not 'I'. Of this you can be sure.

As regards the investment plan referred to in the interventions made by Mr Verhofstadt, Mr Guerrero Salom and Mr Papadimoulis, you should have no doubts that 28 Members said yes to the Juncker plan in December 2014. What we need now is for the legislation to be agreed between the Council and Parliament. We decided that the fund will be opened to the contributions of Member States, and they are really interested in this project, but we have to organise the staff and the legal context. I can understand why the Member States are waiting today for more details and concrete arguments as regards the legal context. It is obvious that, in December 2014 — at the beginning of this process — Member States would not declare contributions to the fund. I did not expect that they would announce specific sums of money for this fund. However, this is not because of distance or reservation — this was our plan.

Mr Verhofstadt, I took note of your position on PNR. We need an open mind in seeking compromise on that. Nothing is simple in this issue. I believe that better information-sharing and cooperation between the intelligence services will be one of the results of the informal European Council in February. It is also my task to organise the discussion about the very concrete problems you mentioned.

Mr Lamberts's intervention was about renewables. There will certainly be a place for renewables in the Energy Union. You should not be afraid, but it cannot only be about renewables because Energy Union is about more than just the environment issue. We need to ensure much more energy security. This is why we want to prepare it, but we will discuss it in March, also in the context of renewables. You can be sure of that.

Utorok 13. januára 2015

Referring to what Mr Farage said, I am impressed and satisfied. Ever since his famous speech five years ago here in this Chamber about Herman Van Rompuy, I have known that he is maybe the best example of political and personal culture, as well as of political decency and elegance. What more can I say? I am really impressed. Keep it up, Mr Farage.

(Interjection from Mr Verhofstadt: 'He is never there when you respond to him')

I know, because this is about political culture, as I mentioned a few seconds ago.

Pozwólcie teraz, że przejdę na język polski, żeby odpowiedzieć panu europosłowi Dudzie na jego wnioski czy jego pytania dotyczące kryzysu w polskich kopalniach i możliwości ewentualnego wsparcia przez pieniądze z tzw. funduszu Junckera. Nie ma w tej chwili żadnych ograniczeń, jeśli chodzi o dziedzinę, o części gospodarki, w które będziemy inwestować pieniądze zgromadzone na tym funduszu, ale od samego początku zakładaliśmy, że kryteria, na podstawie których będą udzielane kredyty czy gwarancje z tego funduszu, nie mogą być kryteriami politycznymi, tylko biznesowymi. Stąd między innymi jednoznaczna intencja, wsparta przez wszystkie państwa członkowskie, aby kryteria i proces decyzyjny były w rękach raczej menedżerów i ekspertów niż polityków. Dlatego kluczową rolę w tym procesie decyzyjnym (o tym, gdzie popłyną te pieniądze, które zgromadzimy na funduszu) będą odgrywać ludzie związani merytorycznie z działalnością banku i będą się oni kierować jednym przykazaniem: aby te pieniądze pracowały na rzecz rozwoju całej Europy i przede wszystkim, żeby przyczyniły się do wzrostu ilości miejsc pracy. I dlatego tak samo będą oceniane ewentualne wnioski dotyczące energetyki.

Moim zdaniem, jeśli na chwilę zapomnimy o polityce, o kampanii etc., a uczciwie porozmawialibyśmy o energetyce versus fundusz Junckera, znaczy plan Junckera, to musielibyśmy szukać w Polsce i w innych krajach takich przedsięwzięć, również w energetyce, które będą miały szansę w przyszłości na komercyjny sukces, ponieważ oczywiście fundusz inwestycyjny nie jest pomyślany jako wsparcie dla przedsięwzięć, co do których nie ma szansy, aby stały się przedsięwzięciami zyskowymi. To zrozumiałe. One muszą gwarantować trwały rozwój, a nie będą przeznaczane na doraźną pomoc. Nie wykluczam, że także w tej dziedzinie – mówię o energetyce, także w Polsce, czy o przemyśle wydobywczym – być może znajdą się projekty, które zyskają akceptację ekspertów. Nie należy z góry przekreślać żadnego pomysłu, żadnej idei. Na razie jesteśmy na początku tej pracy, także jeśli chodzi o kolekcjonowanie projektów i pomysłów, które będą ewentualnie finansowane poprzez gwarancje i kredyty w związku z planem inwestycyjnym Jean-Claude'a Junckera. I jestem przekonany, że wszyscy zainteresowani, także w Polsce, będą starali się do tego dobrze przygotować.

Ostatnia uwaga, jeśli chodzi o polskiego eurodeputowanego, pana Jurka: wszystkich będę oczywiście traktował równo. Kiedy mówię wspólna waluta, to mówię językiem Traktatu. Euro jest walutą Unii Europejskiej, chociaż wszyscy wiemy, że nie wszystkie państwa do strefy euro przystąpiły, ale nie zmienia to faktu, że euro jest naszą europejską, unijną walutą. I to nie podlega, mam wrażenie także w tej sali, dyskusji.

President. - The debate is closed.

Written statements (Rule 162)

José Blanco López (S&D), por escrito. – En las Conclusiones del Consejo Europeo del pasado 18 de diciembre se afirma que «el nuevo enfoque en la inversión, junto con el compromiso de los Estados miembros para intensificar las reformas estructurales y llevar adelante la consolidación fiscal favorable al crecimiento, proporcionará la base para el crecimiento y el empleo en Europa». Sin embargo, está claro que la obsesión por las reformas estructurales y las políticas de ajuste fiscal no ha mejorado los resultados económicos de la UE y la zona euro desde 2010, como prueban el bajo crecimiento económico, las altas cifras de desempleo -insufribles en países como España- y el escenario de casi deflación. Ese enfoque no está funcionando, incluso si sumamos el Plan de Inversiones para Europa, porque las reformas estructurales y la rápida consolidación fiscal son políticas procíclicas. En su lugar, el ritmo de ajuste fiscal debe reducirse y deben ponerse encima de la mesa políticas capaces de generar crecimiento a corto plazo. El Consejo debería proponer nuevas orientaciones generales para la Unión, centrándose en reformas productivas anticíclicas y la implementación de nuevas políticas fiscales. El Consejo Europeo deberá apoyar el aumento de la flexibilidad en la interpretación del Pacto de Estabilidad y Crecimiento.

Utorok 13. januára 2015

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. – I warmly welcome the European Council's green light for the EUR 315 billion Investment Plan, a plan that clearly demonstrates a willingness to get Europe out of the crisis and bring along the full recovery of the European economy in the interest of future generations.

I see this Investment Plan as a strong signal of our commitment to get on a new path for Europe towards growth and jobs, and I hope it will be an effective and successful plan in attracting private investments and, at the same time, helping economic actors, in particular SMEs, to boost economic growth and truly create jobs. I see this Investment Plan as a unique opportunity to finance strategic projects: projects that will help realise our European vision of society and build a Europe that is socially just and environmentally friendly. Lastly, I see that this Investment Plan is ultimately about people: it is about ensuring that the millions of Europeans who are still unemployed will find a job again; it is about raising millions of Europeans out of poverty; it is about Europeans who are well trained and equipped with the right skills; and it is about ensuring that our children will have a good future.

Jonás Fernández (S&D), *in writing*. – On page 1 of the Conclusions of the European Council dated 18 December 2014, it is stated that 'the new focus on investment, coupled with Member States' commitment to intensifying structural reforms and to pursuing growth-friendly fiscal consolidation, will provide the foundation for growth and jobs in Europe'. However, if we note the low economic growth, high unemployment figures and near-deflation scenario in our continent, it is clear that the focus on structural reforms and fiscal adjustment policies has not improved the economic performance of the EU or the eurozone since 2010.

It is pretty clear that the current policy mix is not working, even if we add to it the Investment Plan for Europe, because structural reforms and rapid fiscal consolidation are pro-cyclical policies. Instead, the pace of fiscal adjustment must be reduced and policies capable of generating growth in the short term should be put in place. Thus, the European Council should come up with new general orientations for the Union focusing on anti-cyclical productive reforms and the implementation of new fiscal policies. The European Council should support increased flexibility of interpretation of the Stability and Growth Pact.

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *na piśmie*. – Szanowni Państwo! Chciałabym się dołączyć do powitań nowego przewodniczącego Rady Europejskiej Donalda Tuska i życzyć wielu sukcesów, które staną się jednocześnie europejskimi osiągnięciami. Objęcie przez pana tego ważnego stanowiska świadczy o tym, że granica pomiędzy starymi a nowymi krajami Unii zaciera się. Ma pan rację, mówiąc, że Europejski Strategiczny Plan Inwestycyjny to nie jest panaceum na wszystkie bolączki Unii, ale jest to realny plan z szansą powodzenia, jeśli oczywiście państwa członkowskie potraktują go z należytą uwagą.

Parlament jest gotowy do współpracy. Dyscyplina finansów publicznych i stabilność poparte mądrymi inwestycjami przyniosą wzrost. Konieczne jest jednak wyraźne sformułowanie, jak będą wyglądały sposoby finansowania tego planu i dostępność funduszy dla przyszłych inwestorów. Im szybciej plan wejdzie w życie, tym lepiej. Miejmy nadzieję, że prace zakończą się jeszcze za łotewskiej prezydencji i pakiet zacznie działać już przed wakacjami.

Beata Gosiewska (ECR), *na piśmie*. – Szanowni Państwo! Panie Przewodniczący! Bardzo się cieszę, że Rada Europejska w swoich konkluzjach z 18 grudnia apeluje o nieograniczony dostęp do miejsca katastrofy lotu MH17. Dlaczego UE nie wystosowała podobnego apelu w przypadku katastrofy smoleńskiej? Dlaczego przewodniczący Tusk jako premier polskiego rządu nie był w stanie zareagować w ten sam sposób w sytuacji, kiedy tragedia dotknęła najwyższe osobistości w naszym kraju oraz ich rodziny? Dlaczego Pan Premier Tusk nie nalegał na uczestnictwo przedstawicieli unijnych organów śledczych, którzy wyrazili chęć uczestnictwa w pracach Komisji Technicznej w czasie śledztwa? W wyniku Pana inercji niezależni eksperci nie mieli dostępu do miejsca katastrofy, a wrak samolotu pozostał w rękach rosyjskich ekspertów. Ta sytuacja Pana dwulicowość oraz brak troski o dobro ofiar oraz ich rodzin. Ubolewam nad tym, że w przypadku dwóch tak podobnych zdarzeń działania podejmowane przez UE są zgoła odmienne.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *in writing*. – On page 1 of the 'Conclusions of the European Council' dated 18 December 2014, it is stated that 'the new focus on investment, coupled with Member States' commitment to intensifying structural reforms and to pursuing growth-friendly fiscal consolidation, will provide the foundation for growth and jobs in Europe'. However, if we note the low economic growth, high unemployment figures and near-deflation scenario in our continent, it is clear that the focus on structural reforms and fiscal adjustment policies has not improved the economic performance of the EU or the eurozone since 2010.

Utorok 13. januára 2015

It is pretty clear that the current policy mix is not working, even if we add to it the Investment Plan for Europe, because structural reforms and rapid fiscal consolidation are pro-cyclical policies. Instead, the pace of fiscal adjustment must be reduced and policies capable of generating growth in the short term should be put in place. Thus, the European Council should come up with new general orientations for the Union, focusing on anti-cyclical productive reforms and the implementation of new fiscal policies. The European Council should support increased flexibility in the interpretation of the Stability and Growth Pact.

Danuta Jazłowiecka (PPE), *na piśmie*. – Szanowny Panie Przewodniczący! Szanowni Państwo! Na początku chciałabym bardzo serdecznie przywitać przewodniczącego Donalda Tuska tutaj w Parlamencie Europejskim. Pamiętam, jak jeszcze niedawno jako premier RP prezentował założenia polskiej prezydencji w Radzie i wtedy również główne komentarze dotyczyły wysoko postawionej poprzeczki i wielkich oczekiwań, którym nasz premier nie tylko sprostał, ale i przesunął wspomnianą poprzeczkę jeszcze wyżej.

Dzisiaj, komentując początki nowej roli naszego premiera, jestem pewna, że nie tylko ponownie zaskoczy on wszystkich swoją skutecznością, ale i nową wizją starej Europy. Wracając jednak do tematu dzisiejszej debaty, a mianowicie planu inwestycyjnego Jean-Claude'a Junckera opiewającego na kwotę 315 miliardów euro – pozytywny sygnał zgody ze strony Rady jest tylko pierwszym małym krokiem w kierunku odbudowy silnej Europy. Plan inwestycyjny nie jest obietnicą sukcesu i wzrostu w Unii Europejskiej, jest natomiast szansą, którą musimy wykorzystać. Szansą na wzrost gospodarczy i nowe miejsca pracy i szansą, której powodzenie zależy tylko od państw członkowskich. Nie możemy analizować zaplanowanych inwestycji w kategoriach kolejnej gwarancji płynącej do oczekujących zmian obywateli. Z rezerwą więc podchodzę do spekulacji co do sukcesu planu inwestycyjnego, dopóki nie zobaczymy konkretów oraz analiz świata biznesu i przemysłu. Jestem więc wśród milionów obywateli, którzy oczekują efektywnych rozwiązań, konkretów i realnej polityki. Wiem, że z nową unijną kadrą i nowym przewodniczącym Rady Europejskiej to wszystko jest możliwe.

Vladimír Maňka (S&D), *pisomne*. – Dvadsaťpäť miliónov ľudí vrátane päť miliónov mladých ľudí v EÚ nemá prácu, 124 miliónov ľudí je vystavených chudobe. Aj napriek úsiliu na vnútroštátnej i európskej úrovni je oživenie slabšie, než sa predpokladalo pred rokom.

Ak budeme viac investovať do vysokónávrtných projektov, naša ekonomika bude rásť rýchlejšie a vytvoríme viac pracovných miest. Dokonca nám to v strednodobom horizonte pomôže znížiť dlhy. Zároveň potrebujeme preskúmať, čo zabrzdiло členské štáty v EÚ, keď investujú o 15 % menej ako pred krízou, kým USA dokážu investovať na predkrízovej úrovni. Tieto prekážky musíme odstrániť. O mobilizácii 315 miliárd eur v období do konca roka 2017 už hovorila ekonómia a politici v celej EÚ. Do procesu okrem súkromných investorov potrebujeme zapojiť aj verejné investície. Ak však majú jednotlivé štáty zvýšiť svoju investičnú kapacitu, musíme prijať nové pravidlá flexibility, ktoré krajinám umožnia za určitých podmienok nezapočítavať tieto investície do povoleného deficitu.

Theodor Dumitru Stolojan (PPE), *în scris*. – Programul de investiții lansat de către Comisia Europeană, la finele anului 2014, reprezintă un pilon important al strategiei Juncker cu privire la relansarea economică a Uniunii Europene. Succesul acestui program de investiții depinde însă de răspunsul pe care piețele de capital îl vor da în mobilizarea resurselor financiare pentru proiectele prevăzute a se realiza. Dar piețele de capital nu vor da semnale pozitive până când nu va exista angajamentul ferm al statelor membre ale Uniunii Europene pentru succesul acestui program de investiții. Suntem deja la mijlocul lunii ianuarie 2015 și reacțiile statelor membre sunt încă slabe. Consider că Președintele Consiliului European are datoria de a menține acest program de investiții pe agenda liderilor europeni și de a acționa pentru ca statele membre să se angajeze rapid în realizarea lui.

Utorok 13. januára 2015

Președinte: IOAN MIRCEA PAȘCU*Vicepreședinte*

14. Situația v Líbyi (rozprava)

Președinte. - Următorul punct pe ordinea de zi este Declarația Vicepreședintelui Comisiei/Înaltului Reprezentant al Uniunii pentru afaceri externe și politica de securitate cu privire la situația din Libia. Ca atare, îmi face plăcere, urând un An Nou fericit doamnei Înalt Reprezentant, să îi dau cuvântul să facă introducerea la acest subiect (2014/3018 (RSP)).

Federica Mogherini, *Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs.* - Mr President, Libya is one of the issues which – when we remember to do so – we say we have to pay more attention to, but then it is not necessarily the case that we are coherent in our actions. That is why I really appreciate the chance of having this debate in Parliament today, and also the resolutions on the table.

I talked just a few minutes ago with Bernardino León, the UN Secretary-General's special envoy for Libya. We have been in permanent contact during these difficult weeks and months, and you probably know very well that tomorrow is a crucial time for Libya. Tomorrow, starting in the early afternoon, Bernardino León has convened talks and is holding talks among different parties. Not all the actors have yet decided to participate, but many have, and let me take this chance first of all to praise those on both sides who are participating in the talks in Geneva tomorrow, and also to encourage – and I think this debate could also be a way of doing so together – all those in Libya who have not yet decided to participate in the talks, to do so now or later in the process.

This is an opportunity that the Libyans cannot afford to miss. The strongest message which can come to them from here is: take this opportunity, because we are not sure there will be other opportunities for dialogue in the future. This is going to be the last chance – and I hope it is not going to fade, and so it will be the last successful chance – but it could be in any case the last chance to give the country a future in terms of the political process – and also a present in terms of a ceasefire – to stop the violence which, as we know, since the last resolution, the last debate in Parliament (in September if I am not wrong), has deteriorated significantly.

There is no alternative to dialogue; there is no alternative for the international community than to support – when and if it takes place – any decision to move towards a national reconciliation or a national dialogue. This is a decision which is in the hands of the Libyans. Our role can and will be that of supporting a process that needs to start in Libya itself.

I can assure you that the international community, starting from the regional community, is coordinating very strongly now. This has not always been the case in the past, but finally it seems to be the case. We will not only have the international community, with regular meetings of the special envoys, but there will also be the African Union, the Arab League, the European Union itself and obviously the United Nations framework. We will have on Monday a Foreign Affairs Council, where I have decided to put Libya on the agenda to make an assessment of what is going to happen – or is not going to happen – in Geneva in the coming days.

Your debate today will also be an excellent opportunity to contribute, with the resolutions, to the debate of the Ministers on Monday, and I will be particularly pleased to report back to the Ministers about the debate and the decisions of the European Parliament.

In the resolutions there are a number of issues which I might return to in more detail in my concluding remarks, such as the review of the mandate of EUBAM, and other things I know that many of you are interested in. But let me say again that the timing of our discussion today gives us a unique opportunity to send a strong political message to those participating in the talks to go ahead, and to those still in the process of deciding on their participation, not to miss this historic opportunity.

Utorok 13. januára 2015

Mariya Gabriel, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, Madame la Haute représentante, comme vous l'avez dit, la réunion annoncée à Genève par le représentant spécial des Nations unies en Libye est une chance qu'il ne faut pas gâcher. Je félicite Bernardino León pour son action, et je souligne que nous devons continuer à coopérer étroitement avec lui et les Nations unies. J'insisterai sur 3 axes.

Premièrement, un cessez-le-feu et l'établissement d'une feuille de route sont nécessaires pour la reprise de la transition démocratique. Tenir compte des leçons apprises pour surmonter la polarisation extrême requiert les efforts de toutes les parties pour que le dialogue de Ghadamès se poursuive.

Deuxièmement, la perspective régionale est déterminante pour une stabilisation durable. Il faut saluer le rôle positif d'acteurs comme l'Égypte ou encore la Ligue arabe, sans omettre les forces négatives et la nécessité de réponses plus adéquates aux problématiques régionales.

Quant au rôle de l'Union européenne, j'ai trois questions à ce sujet. 2015 serait peut-être l'occasion de faire un bilan de la stratégie de l'UE pour le Sahel. N'a-t-on pas eu une approche restrictive sur le plan géographique et thématique? A-t-on réussi à établir le lien entre sécurité et développement sur le plan opérationnel? Il faut trouver un moyen de mettre un terme à la prolifération des armes et des autres trafics qui ont pris de l'ampleur et continuent de déstabiliser toute la région sahélo-saharienne.

La mission EUBAM: qu'en est-il de la reconsidération de son mandat et de la réattribution des ressources pour prendre en compte l'évolution de la situation actuelle?

Et enfin, je terminerai en rappelant l'urgence d'atteindre un point de non-retour dans le dialogue entre les parties prenantes au conflit. La Libye ne doit pas devenir un *bis repetita* du cas syrien. Dans ce contexte, l'action, la visibilité et la proactivité du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme acquièrent une importance d'autant plus grande.

Victor Boştinaru, *în numele grupului S&D*. – Domnule Preşedinte, permiteţi-mi să transmit că, dacă timpul este preţios, așa cum spunea domnul Bernardino recent: „*time is running out for Libya and for us*”, este cu atât mai important să utilizăm timpul pe care îl avem la dispoziție pentru a preveni o disoluție completă a statului libian. Nu doresc să vorbesc despre erorile comise de mai multe dintre statele Uniunii Europene în Libia și în legătură cu Libia în anii din urmă. Dar avem în față o situație atât de gravă și atât de tensionată încât autoritățile acestui stat nu funcționează sau nu funcționează aproape deloc. Suntem aproape de situația tipică a unui *failing state*. Pe de altă parte avem o situație în care Curtea Supremă a decis să delegitimeze parlamentul și guvernul, ceea ce creează o complicație enormă.

Uniunea Europeană trebuie să acționeze ferm și unit în acest caz, inițiativele singulare ale unor state trebuind evitate pentru că pur și simplu nu mai avem timp să reparăm ceea ce am putea strica. În acest sens cred că: 1) este necesară oprirea de îndată a luptelor dintre milițiile care operează în Libia atât în nume propriu, cât și în numele unor actori externi Libiei; 2) este esențial să prevenim transformarea conflictului din Libia într-un conflict cu largi implicații regionale care pot afecta o situație deja fragilă; 3) să prevenim posibilitatea ca Libia să devină o nouă bază de operațiuni a Statului Islamic știind că deja în Libia sunt implantate elemente ale Statului Islamic.

În acest sens, cred că Uniunea Europeană trebuie să sprijine pe deplin eforturile trimisului special și al Secretarului General ONU pentru o soluție pozitivă și Uniunea Europeană trebuie să coopereze masiv și consistent cu el. Salut declarația dată de Înaltul Reprezentant, doamna Mogherini, și invit în același timp Comisia Europeană să coopereze strâns cu Egiptul, Tunisia, Algeria și Marocul pentru a stabili, la nivel regional, situația din Libia.

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, as rival governing factions from Libya are meeting in Geneva, under the mediation of Bernardino León, the situation back home remains very precarious. Following the overthrow of the Gaddafi regime, ethnic, tribal and regional divisions have been woven now into a patchwork of rival governments and militias. The legitimately-elected government, having been forced from Tripoli by Islamists in the summer of last year, is now based in the north-eastern city of Al Bayda'. Whilst it claims – that is, the legitimate government claims – to be in control of all but eight of Libya's largest cities and to remain responsible for approximately 80% of the country's oil exports, military power is actually being exercised by an ex-Gaddafi general, Khalifa Haftar, in the form of the 'Dignity' movement.

Utorok 13. januára 2015

Whether one looks to the humanitarian crisis presented by the movement of refugees across the Mediterranean, the allegiance between ISIS and some of the jihadist militias – particularly Ansar al Sharia – or the potential for wider destabilisation of the Sahel region, Libya is a country that the EU cannot afford to ignore. Furthermore, Member States must do more to investigate reports of support for jihadist groups from third countries such as Qatar and Turkey.

Fernando Maura Barandiarán, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señor Presidente, la situación en Libia está llegando a un punto de no retorno. La celebración de las negociaciones que tendrán lugar en Ginebra la próxima semana representa seguramente —como ha dicho la señora Mogherini— la última oportunidad para que las dos facciones sienten las bases de un alto el fuego y de la formación de un gobierno de unidad nacional que permita avanzar en la pacificación del país y en la estabilización de la región.

Si en Ginebra no se avanza en una solución final al conflicto y en la creación de un Estado sujeto a los principios del Derecho internacional y al imperio de la ley, Libia y parte de la región correrán el peligro de caer definitivamente en el más absoluto de los caos. Un caos, estimados colegas, que, como todos sabemos, creará las condiciones perfectas para que grupos terroristas ligados a Al Qaeda y al Estado Islámico y señores de la guerra tribales encuentren espacio para crecer y crear bases mucho más importantes, con el peligro añadido del contagio a países colindantes.

La Resolución que hoy presentamos no puede ser solo una condena y una descripción de la terrible situación que vive Libia, sino un aviso claro y rotundo de que, si las negociaciones no llegan a buen puerto, la balcanización del norte de África puede ser inevitable y sus consecuencias, no solo en la región, sino en la frontera meridional de la Unión Europea, pueden ser catastróficas, como evidencian las presiones migratorias que sufre la Unión Europea como consecuencia del conflicto.

Debemos, por lo tanto, apoyar y ejercer toda la presión posible para que las negociaciones lleguen a buen puerto y ofrecer toda la asistencia posible también a las autoridades libias para asegurar un futuro próspero y estable tanto al país como a los Estados vecinos, para que puedan controlar de manera efectiva sus fronteras y evitar la expansión del conflicto y sus consecuencias. Si no es así, es posible que debamos estar preparados para pasar de las palabras a los hechos.

Javier Couso Permuy, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señor Presidente, la situación en Libia es de absoluto desastre. Un país destruido, fragmentado y a punto de ser inviable.

Pero ese desastre no es una catástrofe natural. Fue fruto de la intervención de la OTAN. La solución no puede partir de los que generaron ese desastre. Por eso, no solo nos oponemos a cualquier intervención militar occidental, sino que entendemos que, por el bien del pueblo libio, se deben escuchar las propuestas de los países vecinos. La iniciativa de diálogo liderada por Argelia debe ser tomada en cuenta.

Y es la segunda oportunidad. Así se lo hice saber al Sr. Bernardino León. Habríamos evitado esta guerra con otra propuesta de Argelia que contaba con el consenso de las partes. Me gustaría conocer la opinión de la señora Mogherini. ¿Cree que Argelia es un actor capaz de liderar el diálogo entre las partes? ¿No cree que un vecino es un valor añadido en la búsqueda de una solución?

Lo que es inaceptable es que los pirómanos apaguen el fuego. Muchos países, con el apoyo político de este Parlamento, apoyaron la intervención de la OTAN que llevó a la destrucción del país. Por el bien del pueblo libio, este Parlamento y la Alta Representante deben dar un paso adelante y arrimar el hombro con los vecinos de Libia, que conocen muy bien estas guerras inducidas y apoyadas por los que a un lado y al otro del Atlántico se afanan en reordenar Oriente Próximo a golpe de guerra, bombas y sufrimiento.

Barbara Lochbihler, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident, sehr geehrte Hohe Vertreterin! Die Zivilbevölkerung in Libyen ist immer wieder den Angriffen der konkurrierenden Fraktionen ausgesetzt. Die Menschen werden aus ihren Häusern vertrieben, verletzt, getötet und leben in großer Angst vor neuen Angriffen. Im Herbst sprach die UN-Hochkommissarin für Menschenrechte sogar explizit von Kriegsverbrechen und forderte die sofortige Einstellung dieser militärischen Angriffe, die wahllos direkt auf besiedelte Gebiete ausgeübt werden.

Utorok 13. januára 2015

Von außen sollten wir keinesfalls einseitig eine der verfeindeten Gruppen militärisch unterstützen. Denn dies würde den Weg versperren zum Dialog, der absolut notwendig ist, soll nicht der ganze Staat zerfallen. Wir hoffen sehr, dass der für diese Woche angesetzte neue Dialogversuch der UN einen konkreten Fortschritt bringt. Um mehr Druck zu erzeugen, empfehlen wir zudem, die Einnahmen aus den Ölverkäufen zu nutzen, zum Beispiel durch die Einrichtung eines internationalen Mechanismus, dessen Aufgabe es ist, die Einnahmen in großen Teilen zurückzuhalten, damit sie erst einer sich bildenden nationalen Einheitsregierung zur Verfügung stehen.

Die Milizen in Libyen haben sich daran gewöhnt, dass sie für ihr gesetzloses Verhalten, für ihre Menschenrechtsverletzungen nicht zur Verantwortung gezogen werden. Deshalb wäre es auch sehr sinnvoll, eine internationale und unabhängige Untersuchungskommission einzurichten, die die schweren Menschenrechtsverletzungen und Kriegsverbrechen auf allen Seiten dokumentiert und die Täter zur Verantwortung zieht.

Fabio Massimo Castaldo, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Libia, atto finale di una tragedia? La guerra civile per procura sponsorizzata da Emirati, Egitto e Stati Uniti, da un lato e, Qatar e Turchia, dall'altro, ha alimentato le smisurate ambizioni delle fazioni contendenti convinte di raggiungere la vittoria totale. Il risultato è un vero e proprio suicidio economico nazionale. Il calo della produzione e crollo del prezzo del petrolio hanno ridotto le entrate a 19 miliardi dai 59 del 2013. Ora è uno Stato fallito politicamente quanto economicamente.

La politica dei due forni, anzi dei due pozzi, adottata dalla Banca centrale libica è morta e sepolta e il califfato di Derna, terzo incomodo pronto ad approfittarne, ringrazia. Per questo nelle prossime negoziazioni si dovrà prendere atto che la soluzione politica deve necessariamente coinvolgere anche l'Islam moderato in un governo di unità nazionale, altrimenti spianeremo la strada al terrorismo per trasformare la Libia in un *jihadistan* a pochi chilometri dall'Europa. Possiamo ancora impedirlo se guardiamo al bene di tutti e non solo all'interesse di pochi.

Diane Dodds (NI). - Mr President, I would like to thank the High Representative for her assessment of the situation in Libya and of the potential within the current talks process. In the middle of the variety of very pressing issues in that particular state, I want to focus the attention of this House for a moment on two in particular.

Firstly, High Representative, I want to thank you for your letter to me of 7 January 2015 regarding compensation from the Libyan authorities for the innocent victims of Irish Republican terrorism in Northern Ireland. The Gaddafi regime funded a campaign of terror and death in Northern Ireland with their partners in the IRA. Negotiations between UK representatives and the Libyan authorities have stalled during the internal fragmentation and violence that Libya is now experiencing. However, the innocent victims of Libyan-sponsored terrorism in Northern Ireland need to see justice and compensation, and we need your support, High Representative, to achieve that. I am asking you to make this a priority of your term of office and to talk and meet with these innocent victims in Northern Ireland. I hope that you can find the time to do this fairly soon.

Finally, the issue of the persecution of Christians who live in Libya. We of course have seen the results of violent extremism in France in the last week. Those are dreadful and sad scenes. However, Libyan Christians have lived with these scenes for a very long time. They need your support; they need the support of this Chamber and of the European Union institutions.

Santiago Fisas Ayxelà (PPE). - Señor Presidente, ya es la cuarta vez que intervengo en esta Cámara para hablar sobre la situación de Libia y las consecuencias que tuvo la caída de Gadafi en este país, en los países del Sahel y actualmente en Túnez, donde hay más de ochocientos mil refugiados libios que pueden desestabilizar su reciente democracia. Pero ahora no es el momento de los reproches, sino de las posibles soluciones.

La estabilidad de Libia es primordial para Europa, por su proximidad y por la riqueza del país. Hay que solucionar la situación de Estado fallido en la que se encuentra. No tenemos que olvidar el grave riesgo que corremos si permitimos que el islamismo radical se instale, de forma permanente, a las puertas de Europa. Estos días se celebra esta reunión de Ginebra, de todas las partes implicadas, para solucionar desde el diálogo este conflicto.

Y debemos escuchar más a las naciones africanas vecinas, algo que no se hizo cuando cayó Gadafi.

Utorok 13. januára 2015

Pier Antonio Panzeri (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, il conflitto libico ha ampie ripercussioni sull'economia e la sicurezza di tutto il bacino del Mediterraneo. Il rischio di un'escalation del conflitto a livello regionale è reale. Il caos che oggi è imperante e la massiccia quantità di armi a disposizione possono trasformare il paese in un territorio ideale per l'attività e la formazione di gruppi estremisti, ISIS compreso come abbiamo visto.

In questo quadro è necessario agire, uscendo dallo stato di disattenzione che ha caratterizzato la politica europea per diverso tempo. L'emergenza libica deve essere risolta obbligando tutte le rappresentanze libiche a sedersi al tavolo allargato a partire, certo, da Ginevra sulla base del lavoro che va sostenuto di Bernardino León. Quest'offensiva diplomatica non va assolutamente sprecata, perché è decisiva per trovare una soluzione politica e deve essere facilitata dal ruolo dei paesi vicini e deve essere favorita dall'Europa. Questo è il compito urgente che abbiamo oggi nella piena consapevolezza, da un lato, che per la società politica libica, senza una conclusione positiva dei negoziati, sarà ancora più caos e disastro e, dall'altro, per l'Europa che dopo gli errori fatti non può più sbagliare o si troverà dinanzi una deriva molto pericolosa.

(L'oratore accetta una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Bill Etheridge (EFDD), blue-card question. – Would you agree with me that one of the overriding factors of the problems that we see across the world at the moment, especially with the rise of terrorism and Islamism of an extreme nature, has been brought about by well-meaning interventions by the West, and that Madam Mogherini has got one heck of a tough job to do this right when every example that we see of Western intervention has just made things worse and worse? Would you not agree that this is extremely dangerous territory?

Pier Antonio Panzeri (S&D), Risposta a una domanda «cartellino blu». – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ho tentato di dire nell'intervento che alcuni errori sono stati commessi ed è giusto dirlo! È proprio sulla base di questi errori che non bisogna più sbagliare e che bisogna fare un intervento perché il dialogo si affermi e si costruiscano le condizioni per una pace duratura in quel paese. Ne ha bisogno soprattutto l'Europa!

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). - Mr President, Madam High Representative, time is running out for Libya, certainly, although I appreciate greatly the efforts undertaken by Bernardino León. Similarly, I appreciate your leadership in this respect.

I am very worried about the emergence of a self-proclaimed caliphate in Darna and around the Al Bayda' region, and also about disappearances of persons in Libya. We are seeing the next stage of events with radical Islamism there, and surely you need much more insight into this situation as well as cooperation within the European External Action Service.

James Carver (EFDD). - Mr President, the Western-led bombing to oust Gaddafi was supposed to be a success story for a new kind of warfare. Politicians such as Cameron and Sarkozy wanted us to believe they had devised a surgical military intervention. More, the bombing was supposed to show that European leaders could exert influence in North Africa to match America's. What blood-soaked European vanity that has turned out to be! Libya is not a failed state. It is no kind of state at all. It is a territory of murder and chaos, of kidnapping and butchery.

The EU should do nothing but stay out. Ms Mogherini's eurocrats can do no good by meddling in a civil war which Europe helped cause – and with whom would they negotiate anyway? With which set of Islamic extremists or tribal war lords or American favourites? Our interference turned loose chaos in Libya. We must not enter conflicts that are not in the national interests of Member States.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Charles Tannock (ECR), blue-card question. – Mr Carver, if you had been Prime Minister of the United Kingdom and you were in a position to decide, what would you have done when you heard Mr Gaddafi say he was going to butcher every man, woman and child in Benghazi? Had Mr Cameron not intervened, and had that massacre taken place, surely the world would have said we got it wrong? It is clear we have huge problems in Libya and the outcome is far from desirable, but what would you have done, given the threat from a paranoid dictator like Muammar Gaddafi?

Utorok 13. januára 2015

James Carver (EFDD), *blue-card answer*. – Thank you Mr Tannock. What I would have done is that I would have learned from the previous experiences of our former Prime Minister, Mr Blair, and the tragic intervention in Iraq. I would have hopefully used the diplomacy to get to the state of being a prime minister to understand that conflicts in the Middle East need to have a Middle Eastern dimension if it is to be resolved properly. Western influences in the Middle East only leads to further distraction and further problems; it prolongs the issue.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Jean-Luc Schaffhauser (NI), *question «carton bleu»*. – Monsieur Carver, partagez-vous mon point de vue selon lequel nous sommes intervenus en sortant du mandat que les Nations unies avaient donné aux nations qui sont intervenues?

James Carver (EFDD), *blue-card answer*. – Yes I do. I think the whole issue with regard to intervention in Libya on the back of what was happening in other parts of the Middle East was a huge mistake, and yes, I believe we did exceed.

Gerolf Annemans (NI). - Als parlamentslid heb ik Libië bezocht toen het land nog een staatshoofd had dat men moest ontmoeten in een tent, die stond opgesteld in een doolhof van betonnen muren. Het staatshoofd was toen nog een schertsfiguur en de eenheid van zijn land was schone schijn, die bedekt werd door de vage tituluur van voorzitter van de Jamaharia, een conglomeraat van de revolutie, en door een militaire dictatuur.

De betonnen muren bleken de voorzitter van de Jamaharia niet zozeer tegen de Amerikaanse raketten te moeten beschermen, zoals hij ons probeerde te laten geloven, maar vooral, zoals nu blijkt, tegen de verschillende afschuwelijke en bloeddorstige elementen die op Libische bodem huisden en huizen, en die nooit een eenheid zullen vormen, maar altijd en hoogstens een gedwongen samenraapsel zullen zijn.

Ik hoop dat u beseft hoe weinig kansen u hebt op het creëren van een stabiel land en het lijkt mij ook passend als westerling in het algemeen en als Europa in het bijzonder, een beetje bescheiden te zijn na de enorme mislukking van uw politieke en militaire strategie inzake Libië. De Arabische lente was geen revolutie van democratie, maar een illusie die meer dan wat ook het islamterrorisme heeft versterkt.

Lorenzo Cesa (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, Presidente Mogherini, la crisi libica costituisce un fattore di preoccupazione fortissimo per l'Europa e per tutti noi. In Libia, a poche centinaia di chilometri dalle porte meridionali dell'Europa, è in corso uno scontro sempre più violento e drammatico tra antislamisti e filoislamisti, con la presenza di formazioni che si richiamano a gruppi terroristici e all'ISIS.

Le stragi di Parigi e le minacce nei confronti dell'Europa da parte del Califfato rappresentano un allarme troppo acuto per non moltiplicare ogni sforzo per giungere a una soluzione politica della crisi. La crisi umanitaria che si sta determinando in Libia, con i massicci fenomeni migratori in corso verso la Tunisia e verso le nostre coste del Mediterraneo, deve essere fermata e l'Europa con le Nazioni Unite ha il dovere di assumere un'iniziativa politica forte ed efficace.

Più che con sanzioni sulla vendita di idrocarburi occorre intervenire introducendo un embargo completo sulle armi in quanto troppi paesi stanno alimentando militarmente le parti in causa. Per fermare queste contrapposizioni che si svolgono all'interno della Libia, onorevole Mogherini, è necessario istituire quanto prima un forum permanente tra tutti i soggetti coinvolti per avviare finalmente quel dialogo che favorisca stabilità e pace sociale. L'ipotesi di una divisione della Libia in due Stati sarebbe una sciagura di proporzioni immani e dovrà essere evitata. Di questo sono convinto che tutto il Parlamento europeo sia consapevole e per questo credo che una nostra presa di posizione forte, determinata e univoca sia quanto mai indispensabile e urgente.

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

James Carver (EFDD), *blue-card question*. – Mr Cesa, do you not appreciate the issue with regard to the wider conflict here and the wider political elements of the many countries involved in the supply of arms to various groups with different interests across what was the state of Libya? How can we have an arms embargo when so many Member States have so many different issues? Is this not a case – picking up on what your colleague Ms Gabriel was saying as the first speaker in this debate – that actually the European Union, the Arab League and the African Union have a far greater position to play with regard to these negotiations than this place that caused so many problems?

Utorok 13. januára 2015

Lorenzo Cesa (PPE), *Risposta a una domanda «cartellino blu»*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, io penso che qualche errore sia stato commesso inevitabilmente, questo dobbiamo riconoscerlo, ma dobbiamo guardare in faccia la realtà che stiamo vivendo. E noi che siamo in Italia forse la viviamo più di altri, perché abbiamo sul Mediterraneo da fronteggiare una situazione drammatica avendo l'ISIS a due passi dal nostro paese e quindi penso che l'indicazione che mi sono permesso di dare all'Alto rappresentante Mogherini è quello di contrastare non attraverso l'embargo del petrolio ma attraverso l'embargo delle armi, sia uno strumento assolutamente necessario. Quindi *realpolitik* in questo momento, stare con i piedi per terra!

Gilles Pargneaux (S&D). - Monsieur le Président, Madame la Haute représentante, chers collègues, les preneurs d'otages à In Aménas en Algérie, le chef des djihadistes d'Ansar Dine et les assassins des journalistes français Ghislaine Dupont et Claude Verlon, en 2013 au Mali, ont un point commun: ils se sont tous retrouvés à un moment ou à un autre en Libye pour s'entraîner, se fournir en armes et ainsi perpétrer des crimes terroristes atroces.

Ces trois exemples très concrets dépeignent la réalité de ce qu'est devenue la Libye, un État en déliquescence, qui a cédé la place à un hub terroriste aux portes de l'Europe. Le sud-ouest de la Libye mais également sa frontière est inquiétant, où des groupes ont déjà prêté allégeance à Daïch près de la ville de Derna.

Les solutions miracles n'existent pas en Libye et une intervention armée ne fait pas partie des solutions. Le dialogue politique, encore et toujours, est la seule solution crédible. S'il y a urgence donc, c'est l'urgence à rassembler toutes les forces régionales et les organisations internationales pour qu'un cadre de dialogue intralibyen puisse émerger. Sans cela, la menace de l'instabilité et du terrorisme ne quittera jamais les sables libyens.

Nous comptons sur vous, Madame la Haute représentante, et sur l'ensemble de la communauté internationale.

Mark Demesmaeker (ECR). - Vier jaar nadat de Arabische lente hoop gaf op een democratischer en vrijer Libië dreigt het land de tweede grote oorlogszone van het Midden-Oosten te worden. Naast de islamitische en seculiere milities is ook IS actief in alle provincies.

In een ruimer geopolitiek beeld zien wij dan weer dat Egypte en de Emiraten lijnrecht tegenover Turkije, Qatar en Soedan staan in hun steun aan die milities. Wij moeten ons dan ook de grootste zorgen maken over de situatie in Libië en absoluut vermijden dat ook buurlanden - ik denk vooral aan Tunesië - ontwricht worden. Wil Libië niet helemaal ten onder gaan, dan is een onmiddellijk staakt-het-vuren nodig en moeten alle relevante spelers snel betrokken worden in een soort nationale overgangsraad, vergelijkbaar met de conferentie die na de revolutie georganiseerd werd. Concrete engagementen vanwege de Europese Unie en vanwege de Arabische Liga zijn hierbij onmisbaar.

Mevrouw de vicevoorzitter, wij steunen uw inzet. Het VN-overleg moet alle kansen krijgen.

Louis Aliot (NI). - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les crimes odieux que la France a connus sont aussi les enfants odieux, abjects et ignobles de la folle politique menée par la France et l'Europe à la remorque des États-Unis avec l'incroyable prétention de régenter les affaires du monde.

Dans cette Libye sans État, où les milices armées font la loi, le trafic de clandestins, parmi ceux des armes et de la drogue, est en pleine expansion. Ce pays est devenu l'ultime point de passage de l'immigration vers l'Europe. La route de la Méditerranée centrale est devenue la route de la mort et de tous les trafics, comme malheureusement l'Italie peut le constater aujourd'hui.

Alors, chère Madame, nous ne sommes pas convaincus – c'est le moins qu'on puisse dire – par les politiques d'intervention en Afghanistan, en Iraq et en Libye avec tout le flot de morts et de massacres. Les dirigeants changent mais les massacres restent.

Nous demandons donc à la Ligue arabe, à la Turquie et aux pétrodollars des monarchies pétrolières de s'occuper enfin de cette politique qui est dans leur sphère d'influence et de ne pas intervenir directement dans des affaires qui ne sont pas de notre responsabilité.

Utorok 13. januára 2015

Davor Ivo Stier (PPE). - Gospodine predsjedniče, predugo je situacija u Libiji bila na margini pozornosti međunarodne zajednice. Vrijeme je da se to promijeni jer borba između vlasti u Tobruku i islamističkih milicija, i naravno sve veći utjecaj tzv. Islamske države u Libiji, ponovno pretvaraju ovu zemlju u prijetnju za međunarodnu sigurnost. Takva situacija na obalama južnog Mediterana traži snažni angažman Europske unije, u prvom redu njene vanjske službe, ali i razvojne politike posebno u području izgradnje učinkovitih institucija. Upravo su ovakve situacije poput Libije razlog zbog kojeg želimo u novom Globalnom razvojnom okviru uključiti razvojne ciljeve o mirnim društvima i izgradnji institucija. No to je dugoročna strategija. Možda je to ono što se trebalo napraviti nakon smjene Gadafijeveg režima no potrebno je sada i trenutno djelovanje. Ovdje je ključna uloga Visoke predstavnice u koordinaciji mogućih aktivnosti država članica, u kontaktima sa SAD-om i NATO-om, ali i s drugim važnim akterima poput Katara ili Ujedinjenih Arapskih Emirata. Važno je, također, snažno podržati i rad izaslanika glavnog tajnika UN-a Bernardina Leona, i drago mi je da je to Visoka predstavnica učinila. Međutim, smatram da se mora otvoriti još jedno pitanje, a to je politika Turske prema islamističkim frakcijama u Libiji, i jasno naznačiti potporu EU-a legitimnim vlastima te Zastupničkom domu u Tobruku.

Na kraju, želim posebno naglasiti kako su i u slučaju Libije kršćani posebna meta islamističkih radikala te je potrebno pronaći način za posebnu brigu i zaštitu kršćanske manjine.

Bogusław Liberadzki (S&D). - Panie Przewodniczący! Pani Wysoka Przedstawiciel! Podzielam Pani pogląd, jeśli chodzi o diagnozę stanu sytuacji w Libii, a co więcej chciałbym powiedzieć, że podzielam także Pani ocenę i Pani determinację, żeby sprawy rozwiązywać. Podzielam Pani pogląd w sprawach społecznych, sytuacji społecznej, wyjścia dla ludności, które w tej chwili jest bardzo, bardzo skomplikowane, w sprawie sytuacji gospodarczej i politycznej. Podzielam także Pani obawy, że brak jest szans na ustabilizowanie sytuacji wewnątrz Libii bez wsparcia zewnętrznego – bez mądrego wsparcia zewnętrznego. Dlatego wyobraźmy sobie konflikty na tle religijnym, a – w ramach religii – także często wyznaniowym czy obrzędowym, stąd nie podzielam tych głosów, które padały na tej sali, żeby się nie mieszać. Tak, musimy być obecni, to leży także w naszym interesie, to dzieje się zbyt blisko, to jest dla nas gospodarczo zbyt ważne. Ale ważne, żebyśmy w tym wołaniu o porządek i ład byli po prostu skuteczni. Szukajmy takiej formuły, żebyśmy się dobrze zapisali w procesie przywracania pokoju i spokoju w Libii.

Bas Belder (ECR). - Ook in Libië is er sprake van een groeiende presentie van de Islamitische Staat volgens alarmsignalen uit Amerikaanse militaire kringen. Het betreft niet alleen trainingskampen in geïsoleerde Libische regio's, maar ook de stad Derna aan de Middellandse Zee. Let wel, Derna bevindt zich op slechts 200 km afstand van de Europese kust.

Ik heb twee eenvoudige vragen aan de hoge vertegenwoordiger:

1. Zijn de Amerikaanse alarmsignalen over de groeiende presentie van jihadisten van de Islamitische Staat op Libisch grondgebied juist? Zijn ze verifieerbaar?
2. En zo ja, op welke wijze denkt de Europese Unie het IS-gevaar vanuit Libië voor eigen continent het hoofd te kunnen bieden?

Ten slotte sluit ik mij graag aan bij de oproep van collega Dodds voor Europese aandacht voor de kwetsbare christenen in Libië.

Lars Adaktusson (PPE). - Herr talman! I den resolution om Libyen som vi antog den 16 september beskrivs situationen i landet i termer av maktvakuum, våld och politisk instabilitet. I dag är de orden otillräckliga. I dag finns det skäl att tala om anarki och om inbördeskrig.

Samtidigt pågår en annan mänsklig katastrof. Under 2014 räddade den italienska marinen omkring 100 000 flyktingar i Medelhavet, främst från hamnar i Libyen. Men tusentals av de flyende kunde inte räddas, deras bräckliga farkoster nådde aldrig Europas stränder.

När vi nu diskuterar Libyen är det ett par plågsamma fakta som förtjänar att nämnas. Det saknas i dag legala vägar in i Europa. Båtmigranternas utsatthet är den kanske tydligaste och mest tragiska konsekvensen av detta.

Utorok 13. januára 2015

Den italienska räddningsoperationen Mare nostrum hade mer än dubbelt så stora resurser som efterföljaren Triton har. Medlemsländernas brist på vilja att hjälpa till är nedslående.

Det är vår skyldighet att tala om detta, om avsaknaden av rättvis ansvarsfördelning mellan EU:s medlemsländer. Det är bara tillsammans, genom gemensam solidaritet, som denna katastrofala flyktingsituation kan lösas.

(Talaren samtyckte till att besvara en fråga (blått kort) i enlighet med artikel 149.8 i arbetsordningen).

James Carver (EFDD), blue-card question. – Should we not now turn our attentions away from a diplomatic solution, leaving that to the United Nations, Arab League and other such international players, and actually turn our attentions to what this House always professes to be so good at, namely dealing with the humanitarian crises largely caused by European leaders? Would you not agree with me that we should turn our emphasis to actually helping the hundred thousand refugees that you just spoke of?

Lars Adaktusson (PPE), svar ("blått kort"). – Det är precis det som jag talar om, nämligen att vi kan göra mycket mer från EU:s sida när det gäller att hjälpa de människor som flyr från krig och från förföljelse.

Europa är ett av världens rikaste områden, en av de rikaste delarna av världen. Trots det har vi bara tagit emot en bråkdel av de medmänniskor som flyr från krig och förföljelse. Vi kan göra mycket mer, och framför allt kan vi fördela ansvaret och solidariteten mellan medlemsländerna på ett mycket bättre sätt än vad vi gör i dag.

Miriam Dalli (S&D). - Hadt gost nisimghek tghid li rridu nkunu koerenti ma' dak li nkunu qeghdin nghidu ghaliex tajieb li l-Unjoni Ewropea tiffoka l-attenzjoni taghha fuq il-pajjiżi li hemm mal-fruntiera tal-Lvant, imma hafna drabi nhoss li ghamlet dan a skapitu tal-pajjiżi li hemm mal-fruntieri taghha fin-Nofsinhar.

Niehu gost nara li aktar pajjiżi qed jaqblu li bi qbil bejn il-fazzjonijiet ghandu jkun hemm il-possibilità ta' azzjoni favur iż-żamma tal-paċi mmexxija mill-Ġnus Magħquda biex terġa' tkun stabbilita s-sigurtà fil-pajjiż.

Kellna lil Malta li pproponiet dan u huwa inkoraġġanti li issa l-Italja qalet li lesta tiegħu rwol ewlieni taht l-awspiċi tal-Ġnus Magħquda favur iż-żamma tal-paċi fil-Libja. Ma nistgħux naghluq għajnejna għal dak li qed jiġri. Ma nistgħux inhallu aktar cittadini innoċenti jkomplu jsofru jew addirittura jinqatlu.

M'għandniex il-lussu li nhallu t-terrorizmu, il-fanatizmu u l-ideologiji estremi jiffermentaw. Huwa veru; huma l-Libjani nfushom li jistgħu jagħmlu d-differenza imma l-Unjoni Ewropea għandha r-responsabilità li tiffoka bis-serjetà fuq dak li qed jiġri fil-Libja u fil-pajjiżi tan-naħa tan-Nofsinhar tal-fruntieri tagħna.

Tomasz Piotr Poręba (ECR). - Panie Przewodniczący! Niespełna 5 lat temu uwaga Europy i świata koncentrowała się na możliwości zmiany sytuacji społeczno-politycznej w Afryce Północnej i na Bliskim Wschodzie i z nadzieją patrzyliśmy na tę możliwość. Dzisiaj z tej nadziei niewiele zostało, a Libia jest tego dobrym przykładem, bo i wojna domowa, i totalna destabilizacja polityczna kraju, zapaść gospodarcza, szalejąca przestępczość – to jest właśnie dzisiaj wizerunek Libii. Dlatego moim zdaniem jako Unia Europejska przy współpracy innych organizacji międzynarodowych powinniśmy jednak wziąć na siebie ten obowiązek, aby zrobić wszystko i jak najszybciej doprowadzić do opanowania sytuacji wewnętrznej w Libii.

Ma to przede wszystkim bardzo istotne znaczenie strategiczne: to kraj, który leży w bardzo ważnej części świata, zwłaszcza w kontekście zagrożenia fundamentalizmem islamskim. Niepokój budzi prześladowanie na tle etnicznym, religijnym, głównie chrześcijańskim, dramatyczna sytuacja ludności cywilnej i uchodźców. Moim zdaniem, nie ma na co czekać i musimy na poważnie zacząć rozmawiać o Libii, i poważnie zacząć ten kraj wspierać.

Utorok 13. januára 2015

Lara Comi (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, ad oggi la Libia appare come una delle aree più calde del mondo: il paese è lacerato da pesanti scontri armati tra milizie di fazioni contrapposte e le forze governative, in alcuni casi con bombardamenti aerei. Si sono verificati attentati suicidi, sequestri di cittadini occidentali, esiste una larghissima e pesante presenza di gruppi estremisti islamici e jihadisti, responsabili di attentati, uccisioni di civili e atti di guerriglia. In Libia la presenza dell'ISIS è attiva e fortissima.

L'impossibilità per le forze dell'ordine governative di garantire un effettivo controllo del territorio ha avuto come conseguenza, oltre a un alto numero di vittime, un volume enorme di profughi che cercano di spostarsi verso i confini europei, in particolare italiani, come dimostrano gli 826 sbarchi di migranti avvenuti nel 2014 sulle coste italiane per un totale di 141.000 persone. Tutto questo alle porte dell'Europa, l'Europa deve intervenire, dobbiamo intervenire insieme e insieme dobbiamo trovare una soluzione e cercare di aiutare queste persone all'interno del loro paese. A quasi quattro anni dalla caduta di Gheddafi non c'è alcun controllo delle frontiere e su questo noi dobbiamo anche comprendere chi è profugo e chi è clandestino e dobbiamo anche avere una maggior rapidità nell'identificazione di queste due tipologie di persone.

Ana Gomes (S&D). - É urgente travar a guerra civil e o agravar da crise humanitária dentro da Líbia e na vizinhança, com milhares de refugiados, o risco de catástrofes ambientais por centrais petrolíferas a arder e barrar a utilização do território líbio como santuário de organizações terroristas, como a que acaba de nos golpear, criminosamente, em Paris. É a segurança regional, europeia e global que estão sob a ameaça de um Estado falhado na Líbia.

Chegou a hora de nos juntarmos a países africanos que pedem uma intervenção militar internacional, devidamente mandatada pelo Conselho de Segurança das Nações Unidas e articulada com parceiros regionais: a Liga Árabe, a União Africana.

É urgente ter uma missão de paz da ONU que ajude a devolver condições de segurança para fazer cumprir um acordo político entre todas as fações líbias, como o representante especial da ONU, Bernardino Léon, vem porfiadamente promovendo.

Um tal acordo entre líbios é possível! E também eu espero que ocorra amanhã! Mas não devemos ignorar que hoje, na Líbia, se joga uma guerra por procuração, envolvendo as mesmas potências que estão por detrás do chamado Estado Islâmico, qualquer que seja a variação da hidra terrorista.

A União Europeia tem de usar a sua influência política e diplomática contra essa interferência e tem de redirecionar a sua própria missão e o BAM (Missão de Assistência Fronteiriça), no quadro da Política Comum de Segurança e Defesa, para responder às reais necessidades de segurança da Líbia.

É preciso que integre uma missão de paz da ONU, que tem que ter como prioridade a recolha das armas, o desarmamento, a desmobilização e a reintegração das milícias e grupos armados, e a formação de instituições de segurança sob controlo do Estado.

A Europa também tem responsabilidades na degradação a que se chegou na Líbia pós-Khaddafi, até por não dar prioridade à reforma do setor de segurança. Alguns Estados-Membros recusaram atuar coordenadamente, competindo entre si para promover interesses próprios. A União abdicou de os coordenar. É urgente que a Alta Representante os confronte, mude este legado e dê estratégia, eficácia e coerência à ação da União Europeia na Líbia e na região, como, de resto, a Senhora Mogherini hoje, aqui, reconheceu que era necessário.

(O orador aceita responder a uma pergunta «cartão azul» (n.º 8 do artigo 149.º)).

Jonathan Arnott (EFDD), blue-card question. – We have seen in Afghanistan that military intervention without a clear military objective can often lead to unintended consequences. We have seen in Iraq that the despotic regime of Saddam Hussein was replaced – if that is possible – by something worse. If we are seeking military intervention now: first of all, why? Secondly, what lessons have been learned from Afghanistan and Iraq?

Ana Gomes (S&D), blue-card answer. – Mr Arnott, I do not know whether you ever set foot in Libya. I did, and I did in the middle of the war against Gaddafi, and I saw that this was No Iraq. This was no invasion like in Iraq in 2003; this was a real people's revolution, albeit aided by an international intervention – with a UN mandate, by the way. I was there even last December and I was speaking to Libyan parties in the region, in Tunis, and I know that the people of Libya at this moment really welcome such an intervention, because they think this is the only way to have what they need, which is a reform of the state that Gaddafi simply did not have. So we have our responsibilities, and one of our responsibilities is to protect the people of Libya, to correct our mistakes, and that is why I say, together with African

Utorok 13. januára 2015

neighbouring countries, that we need a UN-mandated international intervention according to international law for peace and for saving people, the people of Libya.

Branislav Škripek (ECR). - Mr President, as we know, the situation in Libya is at the moment chaotic, as different groups are fighting each other to get power. This is a very bad situation for every citizen, but I would like to stand up for one group of them, who are only half a per cent of the population but a group who suffers the most – the Christians. The situation for Christians is horrible due to different fundamental Islamist groups fighting each other and, moreover, the current official government does not tolerate Christians at all.

Christians are kidnapped, beheaded, beaten, put under huge psychological pressure, forced to convert to Islam and heavily discriminated against. According to the brand new World Watch List compiled by Open Doors, the situation is getting worse and worse. Besides this, destabilised countries and regions fighting with Islamic extremists cause considerable problems in Europe. European recruits who are fighting for these groups are afterwards coming back to Europe and becoming a real threat for us. Therefore, I would like to urge the High Representative to pay special attention to helping and protecting minorities, and especially Christians.

Cristian Dan Preda (PPE). - Domnule Președinte, sunt, așa cum au spus și alți vorbitori, aproape patru ani de când a început revolta libiană împotriva regimului lui Gaddafi și situația este astăzi foarte proastă în această țară. Nu puține sunt analizele care avertizează asupra riscului ca Libia să fie un „stat eșuat”. Este foarte clar că, pe de o parte, polarizarea societății, pe de alta, exacerbarea violenței au dus la război civil - aceasta este, cred, expresia cea mai bună pentru a caracteriza situația din Libia, iar aceasta se întâmplă la nici 500 de kilometri de frontierele Europei.

Așa cum știm, pe lângă autoritățile legitime de la Tobruk, avem autorități auto-proclamate la Tripoli și Misrata – culmea!, locuri care simbolizau altădată rezistența împotriva lui Gaddafi. Avem, pe de altă parte, pretenții rivale pentru controlul asupra băncii centrale, a companiei petroliere naționale ș.a.m.d. și de aici situații cu totul și cu totul absurde - acum câteva zile am văzut aceasta în cazul solicitanților maltezi de vize - sau situații de-a dreptul tragice - în urmă cu 10 zile, mai precis pe 4 ianuarie, un petrolier grec a fost atacat în portul Derna și un grec și un român, de asemenea, și-au pierdut viața. Asta se întâmplă în Libia: absurd și tragic într-un război civil.

Javi López (S&D). - Señor Presidente, como bien se está diciendo, vivimos la situación más grave desde la caída de Gadafi: un conflicto político gravísimo, caos institucional y violación de derechos humanos. Esto en un país, como se ha comentado, que está a pocos kilómetros de la Unión Europea, en el que la Unión Europea tiene una gran responsabilidad histórica y con el que comparte retos comunes. A un paso de la guerra civil, a un paso de un nuevo Estado fallido y esto muy muy cerca de nosotros.

Como ha comentado la Alta Representante, creo que es importante felicitar a Bernardino León (el Alto Representante de las Naciones Unidas en Libia) por su trabajo, apoyar la labor de reconciliación entre las facciones que está desarrollando y pensar que la solución pasará por ser política, por apoyar los derechos humanos en el país, buscando un gobierno de unidad nacional que dé paso a la reconciliación nacional: nuestro objetivo en la zona.

Utorok 13. januára 2015

Kosma Złotowski (ECR). - Panie Przewodniczący! Dziś Libia jako państwo praktycznie nie istnieje. Na fali arabskiej wiosny także w Libii wybuchły rozruchy skierowane przeciwko długoletnim rządowi Mu'ammara Kaddafiego. Były to rządy krytycznie oceniane przez Unię Europejską. Kaddafi z pewnością nie był demokratą. Z pewnością wspierał terroryzm, ale po amerykańskiej interwencji z kwietnia 1986 roku radykalnie tę działalność ograniczył. Był groteskowy, to prawda, ale Libijczykom zapewniał pewien rodzaj pokoju i spokoju. Rozruchy z 2011 roku były zbyt słabe, żeby zmienić władzę w Libii. Państwa demokratyczne postanowiły pomóc Libijczykom. Przeprowadziły akcję „Świt Odysei”. Operacja ta miała błogosławieństwo ONZ, Unii Europejskiej i doprowadziła do zmięzchu Kaddafiego i jego władzy, ale żadnego świtu nie ma. W Libii trwa noc wewnętrznych konfliktów. Był plan obalenia Kaddafiego, ale co dalej? Nikt z tych, którzy brali udział w obalaniu Kaddafiego, nie ma pomysłu, nie ma nawet ochoty, by cokolwiek dla Libii zrobić. Życzę powodzenia pani komisarz, ale obawiam się, że spodziewać się możemy kolejnego fiaska. Morał z tego taki, widzimy to już kolejny raz, że łatwe interwencje militarne kończące się zwycięstwem mogą doprowadzić do klęski polityki i klęski tych, w imieniu których się interweniuje, a ironią losu jest to, że żaden z interweniujących nie odnosi z tego korzyści.

Antonio López-Istúriz White (PPE). - Señor Presidente, hoy por hoy, la situación en Libia sigue siendo extremadamente grave y es urgente que se llegue al diálogo entre todas las partes enfrentadas.

Hablamos de una crisis que nos afecta a todos. La crisis en Libia supone una amenaza para la Unión Europea, para el Mediterráneo, para el Sahel y para África en su conjunto, dado el corredor de tráfico de armas, drogas y crimen organizado, en general, que une Libia, Níger, Chad y Mali.

Este ambiente es propicio para que surjan movimientos radicales. Organizaciones como el EI pueden medrar con mayor facilidad y reclutar gente. Cabe destacar, en este aspecto, la cada vez mayor presencia del EI en suelo libio, donde ya ondea la bandera negra en la ciudad de Derna. Por desgracia, esta ciudad ha sido históricamente un vivero de terroristas, como sabemos bien los españoles por los terroristas asesinos de ETA y también del IRA de Irlanda del Norte, que se entrenaron en esa zona. Para revertir la situación hay que promocionar el diálogo. Saludo los esfuerzos realizados por el Representante especial de las Naciones Unidas, Bernardino León, que ha conseguido traer de nuevo el diálogo a las partes enfrentadas.

Y no quiero, por último, sino referirme también —lógicamente— a la cuestión humanitaria. Una crisis humanitaria que está viviendo el país, con cientos de miles de desplazados y de refugiados y que afecta a toda la región. Me enorgullece que seamos, querida Vicepresidenta, el primer donante internacional y celebro los esfuerzos de la Unión Europea al respecto. No obstante, todavía hay mucho que hacer para que coordinemos políticas entre todos, sur y norte, y para que el apoyo que prestamos sea efectivo ante la ola de refugiados.

Por último, destaco lo discutido en la Conferencia de Madrid de septiembre del año pasado: hay que preservar la unidad, soberanía y democracia de Libia.

Josef Weidenholzer (S&D). - Herr Präsident! Unter der immer mehr um sich greifenden Auflösung staatlicher Strukturen in Libyen leidet vor allem die Zivilbevölkerung. Dort wo rechtsstaatliche Instrumente fehlen, sind die Menschen der Willkür ausgesetzt. Der Katalog der sich daraus ergebenden Menschenrechtsverletzungen ist unüberblickbar: Kidnapping, Freiheitsberaubung, Folter und körperliche Misshandlungen, vorsätzliche Zerstörung der Lebensgrundlagen und Hinrichtungen.

Die Missachtung der Menschenrechte ist in Libyen zur Regel bei der Austragung von Konflikten geworden, nicht nur, weil es keine funktionierende Staatlichkeit gibt, sondern vor allem, weil jene, die sich über alle menschlichen Standards hinwegsetzen, keine Bestrafung befürchten müssen. Daher ist es notwendig, dass der Internationale Strafgerichtshof seine Tätigkeit aufnimmt und Kontosperrungen und Einreiseverbote gegen alle Kriegsverbrecher verhängt werden. Eine entsprechende Resolution des UN-Sicherheitsrats würde bereits jetzt ein solches Vorgehen ermöglichen.

Utorok 13. januára 2015

Miroslav Mikolášik (PPE) - Situácia v Líbyi sa v posledných mesiacoch značne zhoršila. Vystupňovaným násilím trpia všetky zložky civilného obyvateľstva v krajine vrátane žien a detí a menšín žijúcich v Líbyi vrátane kresťanov, ako tu bolo spomínané. Útoky na civilné obyvateľstvo považujem za osobitný prejav krutosti a fanatizmu, ktorý nemá miesto v civilizovanom svete. Nedávne udalosti si preto vyžadujú, aby Líbya urýchlene prijala opatrenia na zvýšenie vnútornej bezpečnosti, kroky proti rozširovaniu sa terorizmu a zaviazala sa vnútornú situáciu riešiť mierovou cestou.

Medzinárodné spoločenstvo a obzvlášť Európska únia musia plne podporovať nastolenie inkluzívneho celospoločenského dialógu v Líbyi založeného na vzájomnom porozumení, rešpekte a vóli riešiť situáciu. Dialóg je nevyhnutným predpokladom konštruktívneho procesu stabilizácie krajiny. Podporujem preto vyvíjanie politického a diplomatického tlaku na krajinu za účelom jej transformácie na fungujúci demokratický štát.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). - Mr President, the first thing that we have to bear in mind, if we want to deal effectively with the critical situation of Libya, is that our priority must be to protect civilians whose lives are being threatened and whose access to food and water has been limited since the start of the civil war. I therefore fully agree with the statement that the solution must be political and not military, based on dialogue between all parties, carried out throughout the mediation of the United Nations, and with more involvement of the European Union, as the situation in Libya is influencing Europe's security.

We Europeans must step up our efforts to help stabilise the region. We must underline the need to implement a ceasefire and secure the withdrawal of forces. We must push for the establishment of a transitional government that is inclusive of all factions and tribes, in order to prevent the spread of terrorism and to weaken and disarm local armed groups.

The situation in Libya continues to deteriorate. Violence is escalating in the territories not under government control. Restoring stability in Libya will not be possible without broad-based political reconciliation. This must be our goal.

Ангел Джамбазки (ECR). — Г-н Председател, г-жо Могирини, колеги, арабската пролет се превърна в ислямистка зима. Цялото Средиземноморие, Африканският рог, Близкият изток са в ислямистки хаос. Единствено Египет засега успя да преодолее тази турбулентция, тази дезинтеграция и да спре походът на ислямистите към властта. Но Либия е пример за това как фабрикуването на революции в Африка и Азия може да се превърне в бумеранг и да се върне върху собствените ни глави.

Днес според всички колеги в залата Либия вече не е държава. Това е територия, разделена не на 2, не на 3, а на не по-малко от 10 части. Правителство контролира едва една десета от територията. Триполи, Дарна, Мисрата и териториите на юг към границата с Чад и Судан се контролират от различни ислямистки групи, безспорно свързани с Ислямска държава. На територията на Либия беше обявен и халифат.

Г-жо Могирини, това, което трябва да направи Европейският съюз, е да изработи ясна позиция и желание какво иска да постигне в Либия. Трябва да разберем, че не може да се преговаря с терористи, трябва да разберем, че сме във война с Ислямска държава.

Franz Obermayr (NI). - Herr Präsident! Die Lage in Libyen ist eine Tragödie dank des Einmischens, des militärischen Eingreifens auch des Westens. Es herrscht Chaos im Land, und es ist nicht gelungen, die zahlreichen Stämme und die Milizen in das Sicherheitssystem zu integrieren. Damit steigt auch die Zahl der Bootsflüchtlinge kontinuierlich an. 130 000 Menschen kamen in der ersten Jahreshälfte 2014 nach Europa, doppelt so viele wie noch im Vorjahr, alleine 118 000 davon trafen in Italien ein.

Eine aktuelle Studie zeigt, dass die Reiseplanung nach Europa für viele Flüchtlinge – wie interessant! – via Facebook beginnt. Dahinter verbirgt sich ein ausgefeiltes System mit Informationen, wie man Grenzen am besten überwinden kann und wie man nach geglückter Einreise mit guten Informationen auch das Asylverfahren bewegen kann, und Tipps, um Behördenwege in den Einreiseländern zu umgehen.

Wir müssen daher gemeinsam an einer Strategie arbeiten, um einerseits Libyen unter die Arme zu greifen und diese illegale Einwanderung nach Europa zu stoppen, aber natürlich auch, um die Wurzeln dieser Konflikte zu lösen, denn die Menschen fliehen ja vor Konflikten, und da müssen wir eingreifen.

Utorok 13. januára 2015

Tomáš Zdechovský (PPE). - Pane předsedající, paní komisařko, já bych chtěl přispět do této diskuse konstruktivním způsobem. Na místo kritiky toho, co se stalo, bychom se měli ptát, co můžeme my jako Evropané udělat pro Libyi? V první řadě bychom měli požadovat příměří a obnovení pořádku a bezpečnosti a strany konfliktu k tomu vést. Za druhé, Libye jako stát musí zůstat celistvá a za třetí, Evropská unie by měla zabránit dodávání zbraní do Libye a zvyšování eskalace celého konfliktu. Vážená paní komisařko, podle mě stabilita Libye znamená stabilitu Itálie i stabilitu celé Evropské unie.

Afzal Khan (S&D). - Mr President, Libya is in the midst of a bitter civil war. Around 400 000 people are internally displaced, and humanitarian access to those affected remains a challenge. Thousands of others are risking their lives fleeing instability in an attempt to reach European territories. Libyan people want and deserve peace. They should not be held hostage by a small minority that seeks to win this conflict by military means.

I welcome the Geneva talks. The conflicting parties should put the national interest above all other considerations and work towards resolving their differences and building a national unity government for Libya. Outside powers must stop perpetuating the conflict and fuelling violence by equipping and funding armed groups. They must adhere to the September statement against interference and play a positive role by pushing their allies in Libya towards reconciliation.

The EU must support the achievement of these goals and remain fully committed, without taking any sides, to assisting the Libyan people to resolve the crisis and ensure unity, governability and institution-building, so as to achieve peace and stability for all Libyans.

Victor Negrescu (S&D). - Domnule Președinte, se discută despre situația din Libia de foarte mult timp, dar, din păcate, am observat prea puține acțiuni concrete. Libia este o țară cu un potențial enorm, distrusă de un conflict intern, care nu îi afectează doar pe libieni, ci tot restul lumii, uneori indirect, alteori, cum s-a întâmplat recent, direct. În urmă cu câteva zile, un marinar român și unul grec au fost uciși în Libia, după ce o rachetă lansată de către un avion de vânătoare al armatei libiene a explodat la bordul navei pe care aceștia se aflau. Armata libiană și-a justificat atacul prin prisma faptului că vaporul s-a apropiat prea mult de un port aflat în mâinile unor insurgenți separatiști. Vedem, astfel, cât de tensionată este situația. Marinarul român ucis, din Galați, avea 22 de ani și se afla la primul lui voiaj și, cu siguranță, spera ca Europa și țara sa să-i asigure protecția, oriunde s-ar afla.

Profit de acest context pentru a transmite sincerele mele condoleanțe familiei și a vă ruga pe dumneavoastră, cei care decideți, să acționați concret, în memoria acestor victime și a altor mii de persoane care și-au pierdut viața în Libia. Este nevoie de o acțiune concretă a Uniunii Europene și să apelăm la Consiliul de Securitate al Națiunilor Unite și inclusiv la forțele internaționale de menținere a păcii pentru a rezolva situația din Libia.

Zigmantas Balčytis (S&D). - Nestabili ir militarizuota Libija yra didžiulė grėsmė tiek regioniniam, tiek visos Europos saugumui. Nors visa pasaulio bendruomenė, kaip ir Europos Sąjunga pasisako už taikų konfliktą sureguliuojant, tačiau iki šiol realiai apčiuopiamų rezultatų nepasiekta. Labai gaila, kad jau šiais metais žlugo sausio 5 dieną turėjusios įvykti numatytos taikos derybos, kurioms tarpininkauti turėjo Jungtinės Tautos. O situacija šalyje drastiškai blogėja ir į tai turi būti tinkamai atsižvelgta. Ketveri metai nesiliaujančio smurto yra pernelyg daug, todėl prisidedu prie kolegų raginimo Vyriausiajai įgaliotinei aktyviai tartis ir ieškoti būdų su tarptautine bendruomene kuo skubiau stabilizuoti padėtį šalyje ir apsaugoti taikų gyventojus.

Inés Ayala Sender (S&D). - Señor Presidente, quería volver a reivindicar el papel que está desarrollando el señor Bernardino León en las conversaciones con las partes que quieren ir a Ginebra, pero le querría decir a la señora Mogherini que hemos vivido ya una gran esperanza y una cierta frustración en algún otro país cercano a Libia —en el caso de Túnez—, por lo que le querría hacer la siguiente pregunta.

La señora Mogherini ha planteado que esta oportunidad debe ser aprovechada por aquellos que todavía no van a ir a Ginebra —aunque deberían animarse a ir—, pero ¿de qué manera aquellos que sí que han ido a Ginebra podrán decir que ha valido la pena ir a Ginebra? ¿Qué hay, además, para quienes han ido a Ginebra con respecto a aquellos que no han ido? ¿Está la Unión Europea...? ¿Podremos asegurar de alguna manera que vale la pena empezar a negociar o a hablar con la Unión Europea?

Utorok 13. januára 2015

(Sfârșitul procedurii „Catch the eye”)

Federica Mogherini, *Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. - Mr President, many of the Members used the term ‘failed state’, and I have to say that sometimes I think we are beyond that. That is why those who spoke of the need to use the limited time we have – and it might be days or hours, not weeks or months – to avoid total collapse are right.

Libya is a rich country in terms of resources, but it is still a country that can represent a perfect storm: a perfect mix of risks. Let me name just a few of them: one of the highest concentrations of arms per square metre; oil and gas revenues, so potentially a lot of money ready to be used by different actors; an instrumental use of religion to spread acts that are close to terror; no control of land or sea borders, so a flow of asylum seekers, refugees and migrants that is not under the control of any authority on the ground. Here we have a humanitarian catastrophe, an environmental disaster ready to happen, as some of you mentioned, and a risk of spill-over into the neighbouring countries.

Think of Tunisia, of how many refugees Tunisia is receiving constantly. We always concentrate – and being of Italian nationality, I do it myself very often – on how many people we are receiving in Europe, but let us just think about how many people the neighbouring countries are receiving in more difficult situations than those of our European Union Member States.

So we are right to be extremely worried, and we should have no illusions about the facts. I am sorry many of your colleagues have left, but there should be no illusion that we can stay away from Libya. We could stay away from Libya, but Libya is not going to stay away from us. The question is how to make sure that we lend a rational helping hand to try and avoid the country's total collapse, because this is going to affect us in one way or another.

Let me express my condolences to, and solidarity with, the families, and also the authorities of Greece and Romania, for the loss of two members of the crew of a tank that was attacked a few days ago. On the same day I was on the phone to the Foreign Ministers of Romania and Greece to express my condolences, and this shows exactly that, one way or another, this is going to affect our security and the security of the region and the security of the world. So, even if we wanted to stay away – and I am not sure that would be the right and wise thing to do in any case – I do not think it would be possible.

The question is: what do we do to support a positive process? Many of you – almost all of you – mentioned what should be the outcome of a process: a Libya that is not divided, an immediate ceasefire, a structured dialogue for some kind of national reconciliation, getting to a national unity government or some sort of transition structure that can guarantee some kind of government for the country.

But, as we list these elements of a framework – or a horizon – we also have to be clear that even the talks which are taking place tomorrow in Geneva, even the simple convening of a meeting, present huge difficulties that we could not have imagined. It is just by working on this every day, almost every hour, that you realise how difficult it is even to decide who to invite to a meeting, who ought to sit at which table, how to set the agenda, and how to define the next steps. Even calling for a meeting is a major diplomatic challenge, so we are not under any illusion about the difficulties of the exercise.

Utorok 13. januára 2015

We have to bear that in mind as we reflect on the next steps, namely the role of the neighbours and the role of the European Union. Many of you asked about the role of Algeria, for instance, or other countries in the neighbourhood. First of all, we have to be aware that there is not a single attitude among the neighbours: there are different attitudes among different neighbours, and the neighbours are very different from one another. That is why I believe – and again I would say that the role of the European Union in this is to go hand in hand with the United Nations, because we need a United Nations framework – that in order to shape all these differences in the neighbourhood, which are crucial, into something that it makes sense to support, the exercise has to be undertaken along with the appropriate organisations. That is why the effort we are making is not an EU-Libya one, but rather an EU-Arab League and EU-Arab League-African Union one, with different formats of the neighbours – and I will not trouble you with all the different formats – constantly talking to everyone, and especially to those with different attitudes, be they Egyptians, Emirates, Turkish, Algerians or Qataris or representatives of some of the African countries that are neighbours as well.

I said at the beginning that, maybe for the first time now, we are seeing a slightly more constructive and positive attitude among the neighbours in their totality. This is maybe because we are all realising that we are running out of time and that this is the last chance for us too – for the regional community and for the international community – to show some sense of responsibility for what is happening there. The only way of keeping the region united is by working on this multilateral level and with this approach. When it comes to the role of the European Union, I believe it has to be better defined. We will see the day after tomorrow whether these efforts for dialogue are going to produce something or not.

We can put a lot on the table there. We have different scenarios on the table, and when I say it depends on the Libyans to define the scenario, the kind of instruments the European Union will be able to put in place also depends on the Libyan reaction. If we have the start of a process of dialogue and reconciliation or a united government, and then a ceasefire starting to take place, then obviously the European Union could work towards measures and instruments to monitor achievements on the ground. We have to think of the review of the mandate of Libya, for sure. The mandate will expire in May, so we have time, and that is exactly why we are holding this discussion with the Ministers on Monday, with some options on the table as to what we can do in one case – positive developments we can monitor and support – or, in the event of a total lack of positive development, as to the kind of instruments with which we could press for a possible engagement, or as to implementing, or working on implementing fully, some of the UN Security Council resolutions which, for the moment, are on paper but not fully implemented.

We are living currently in a strange bubble, which is the fact that we have this 24-48 hours, with this last chance of dialogue, hopefully, taking place, to see if this starts a positive dynamic.

We will have to be flexible. We use that word sometimes in different scenarios, and in foreign policy too, you have to be flexible. You have to have clearly in mind what your potential is – and we have a huge potential in all scenarios. We have to take stock of what will happen – or not – in Geneva in the coming hours, and define how we can best either push, in one direction, or support the results that the Libyans achieve once this happens.

Obviously we also have to get ready to act if the scenario is the worst possible one. We are working on that as well. That is not something I would discuss today, and I thank you for not having that discussion today, because today is the day of sending to the Libyans, and to the region and to the rest of the international community, a clear message: this is the last chance for dialogue, and we should not and cannot waste it.

Whatever you can do afterwards, you get ready to do. You always have to get ready for the worst-case scenario, but today is the day of pushing for the worst-case scenario to be avoided, and the responsibility for that lies in the hands of the Libyans, even as we speak.

Utorok 13. januára 2015

Thank you for a good debate. I think a message can come strongly from here to the Libyans that we are ready to support them because we care, because we know it is in their interest, and also in our interest and in the interest of the region's stability. We have instruments to do that but, again, the decision has to be their own decision. I really hope that the message from here comes clear and strong to all parts of Libya in the coming hours: that national dialogue and common engagement need to take place. There is no alternative to that. All other options take Libya a step closer to total collapse, and we cannot afford that, and the Libyans cannot afford it.

Președinte. - Propunerile de rezoluție care vor fi depuse în conformitate cu articolul 123 alineatul (2) din Regulamentul de procedură vor fi anunțate ulterior.

Declarații scrise (articolul 162)

Therese Comodini Cachia (PPE), in writing. – I express my solidarity with the Libyan people and I am deeply concerned about the suffering of the civilian population in Libya. The ongoing fighting is perpetuating the serious violation of human rights and causing a dramatic escalation of violence. Libya is in chaos, and this poses a threat to the stability of the entire region.

The EU must clearly condemn all those who are responsible for violence and selective killings, kidnappings, torture and other grave human rights violations against civilians. It is urgent to find a negotiated political solution with the formation of a united and inclusive government, so the EU must continue to back the United Nations Support Mission in Libya (UNSMIL) in moving forward with the Ghadames Process with a view to bringing the parties in the conflict together in a national dialogue.

The EU must assist Libya in building national dialogue and, with the Member States, must support Libya in state building, institution building and the reform of the justice system. The EU must assist Libya in resuming a democratic transition which promotes the rule of law and the protection of human rights.

Marijana Petir (PPE), napisan. – Humanitarna katastrofa, požari koji mogu izazvati ekološku katastrofu i potencijalna blokada međunarodne zračne luke samo su dio svakodnevnice s kojom su suočeni stanovnici Libije. Zbog izuzetno teške situacije sve veći broj ljudi u potrazi za boljim životom odlazi put Europe plaćajući krijumčarima vrlo visoke iznose, a ovi ih potom ostavljaju na pučini na tzv. brodovima duhovima bez vode i hrane. Premda su osnovni uvjeti za razvoj Libije vrlo dobri i država ima naftne zalihe koje su dovoljne za otprilike sljedećih šest i pol desetljeća, s druge strane državne institucije u Libiji praktično ne funkcioniraju. Islamisti se otvoreno protive izabranoj vladi, a ekstremisti šire teror. Napori međunarodne zajednice koja i dalje poziva na dijalog sukobljenih strana nisu dali rezultate. Prijetnje Islamista u Libiji, prijetnje su svima nama. Institucije Europske unije moraju pomoći osigurati mir i stabilnost u Libiji jer je to preduvjet stabilnosti cijele regije. Ujedno zbog stalnih napada na kršćane u Libiji kao i na druge vjerske manjine kojima se krši pravo na vjeroispovijest, potrebno je uvesti prilikom sklapanja novih bilateralnih ugovora između EU-a i država članica s Libijom učinkoviti monitoring poštivanja ljudskih prava u Libiji.

Alfred Sant (S&D), in writing. – I believed that we outsiders who are friends of Libya had better allow the Libyan people to find their way to stability and peace by themselves. Recent developments have persuaded me that it could be helpful if friends of Libya suggest the political structures that they feel could best serve Libya's future interests. I have heard Sakharov prize winner Mr El Senussi relate the events of 2014 and his proposals for a new constitution are most likely to provide a stable settlement that is fair to all interested parties. This is for a federal arrangement, similar to the system in operation during the fifties and early sixties of the previous century. It would allow space for all interests to participate under equal conditions, bringing together traditional and modern, religious and secular elements. It would offer scope for reintegration into the society to those who presently feel completely alienated. It may sound futile to discuss now possibilities for future constitutional structures. But if one wishes to find a way out of the current impasse, one needs to first show that it can exist. The vision promoted by Mr El Senussi would be a most attractive option for a future Libya.

Indrek Tarand (Verts/ALE), par écrit. – Nous avons négligé nos engagements sous la PSDC, le Conseil de Thessalonique, ainsi que les missions de Petersberg et l'objectif global d'Helsinki (datant des années quatre-vingt-dix). Ainsi, confrontée à la situation en Libye, l'Union Européenne est impuissante et incapable de prendre action pour aider cet État défaillant. Cependant il n'est pas trop tard pour remédier ce défaut. Notamment la France est encore en possession de deux bateaux Mistral qui n'ont pas été livrés à la Russie. En considérant le climat politique actuel il serait insensé de remettre ces bateaux à la Russie. Cependant ces bateaux pourraient être utilisés en tant que plateforme pour coordonner la résolution de conflits dans la zone méditerranéenne. Dans le cadre de la PSDC, l'acquisition de ces navires formera une base solide

Utorok 13. januára 2015

pour les forces de défense de l'Union. Ceterum censeo, nous devons être à la hauteur de la situation.

Elnökváltás: GÁLL–PELCZ ILDIKÓ asszony

Alelnök

15. Nedávne prípady prevádzachstva v Stredozemí (rozprava)

Elnök asszony. - A következő pont a Tanács és a Bizottság nyilatkozatai – Az emberkereskedelem közelmúltbeli incidensei a földközi-tengeri térségben (2015/2507(RSP))

Zanda Kalniņa-Lukaševica, pašreizējā Padomes priekšsēdētāja. - Godātā priekšsēdētāja, godātie deputāti! Man ir liels gods pirmo reizi Latvijas prezidentūras Eiropas Savienības Padomē vārdā uzstāties Eiropas Parlamenta plenārsēdē.

Rīt šeit Latvijas ministru prezidente Laimdota Straujuma kundze jums prezentēs Latvijas prezidentūras prioritātes, bet jau šodien es gribu uzsvērt, ka Latvijas prezidentūra vēlas cieši strādāt kopā ar Eiropas Savienības institūcijām, lai virzītu uz priekšu aktuālos Eiropas Savienības jautājumus. Un mēs ceram uz ciešu un konstruktīvu sadarbību ar Eiropas Parlamentu. Mēs ceram uz ciešu sadarbību, lai kopīgi virzītu un pieņemtu lēmumus, kas ir nepieciešami Eiropas iedzīvotāju labklājībai un drošībai un Eiropas Savienības konkurētspējas stiprināšanai.

Madam President, I would like to begin by commending the work done by the persons and services involved in the rescue operations. These operations have helped to save the lives of hundreds of people. The Council is deeply concerned by the continuing large-scale arrival of migrants, in particular in Italian waters. In this context the Ministers are, of course, aware of the new phenomenon of ghost ships – large disposable cargo vessels bearing hundreds of migrants across dangerous waters and which are deliberately abandoned, with men, women and children on board, close to EU coastal waters.

The very recent rescues of the vessels Blue Sky M and Ezadeen clearly show that action needs to be taken on this new *modus operandi*. Effective measures should be taken against smugglers and traffickers in order to combat and dismantle criminal networks which exploit migrants and expose them to the risk of hazardous journeys across the Mediterranean, as well as to prosecute those involved in such activities. It is important to recall that in the context of the work carried out by the Task Force Mediterranean, and in the Council conclusions of last October, reinforced border surveillance and the fight against smuggling and organised crime are considered priority areas of action.

Several specific measures identified by the Task Force and in the October Council conclusions are currently being implemented. The successful deployment of the Triton operation is a clear sign of solidarity between Member States on this issue. In this context, the Council would like to highlight the very efficient way in which joint operation Triton is conducted by Frontex, the participants of which, with the support of the Italian coastguard, have managed to save the lives of thousands of migrants aboard these abandoned ghost ships. However, recent events clearly show that we need to step up and further reinforce our common action and to increase its effectiveness.

On 2 January 2015, in a statement issued in relation to the smuggling of migrants in cargo ships, Commissioner Avramopoulos again stressed the need to combat the criminal organisations which exploit desperate people trying to escape conflict and war. The Council fully shares this assessment. Commissioner Avramopoulos noted that the fight against the smuggling of migrants would be a priority and referred to the development of a plan to be presented by the Commission in due course. The Council looks forward to the proposals that the Commission will submit in this context and will consider them as a matter of priority. The Council will also continue to regularly monitor the migratory situation, in particular in the Mediterranean region, and will address this subject as a top priority on its agenda.

Utorok 13. januára 2015

Dimitris Avramopoulos, *Member of the Commission*. - Madam President, I am standing here before you today because the European Commission is determined to take action. We have all heard what happened over Christmas and the New Year. The lives of around 1 200 migrants, mostly Syrians, were saved when the Italian Coast Guard and Frontex, in the framework of Joint Operation Triton, rescued two cargo vessels: the Ezadeen and the Blue Sky M. These are only two tangible examples among the more than 12 cargo vessels that have arrived in Europe since September 2014. Of course, many more people have risked their lives, coming in numerous small boats and experiencing difficult journeys via land borders.

This is unacceptable. Why? Because we cannot allow ruthless smugglers to make a fortune through criminal acts, exploiting migrants looking for a safe passage to Europe. People in need of protection should not be risking their lives to obtain this protection.

We all know the facts: conflicts in our neighbourhood generate a constant influx of refugees towards Europe. This will not go away. On the contrary, if decisive and coordinated EU-wide action is not taken, the flows will continue.

In 2014, more than 276 000 migrants arrived in the European Union, representing an increase of 138% compared with the previous year. The recent events also show that smugglers are finding new routes to Europe and are employing and engineering new methods in order to exploit desperate people who are trying to escape conflict and war.

In order to respond to the constantly evolving strategies of smugglers, the European Union, its agencies and the Member States have to step up their cooperation and common action in a spirit of solidarity and responsibility. Better coordination and a more comprehensive approach will help to address the roots of the current flows of irregular migrants and of smuggling.

Let me first elaborate on the fight against smuggling and the rescue of migrants at sea. The recent events show that Joint Operation Triton, which started – as you all know – on 1 November 2014 and is coordinated by Frontex, has saved the lives of thousands of migrants. Since the launch of the Triton operation, and together with the Italian Navy, almost 16 000 asylum seekers and irregular migrants have been rescued or intercepted and 57 facilitators arrested. In addition, other European agencies have undertaken many important initiatives to tackle smuggling. At The Hague, Europol's team in intelligence-sharing and cross-border investigations of smugglers' networks has been reinforced, resulting in the arrest of hundreds of facilitators. In Malta, the European Asylum Support Office (EASO) has launched a project to gather information from asylum applicants about the routes taken during their journeys.

The Commission will support its agencies in order to intensify their efforts, but we also count on the financial and operational support of the Member States. We need to intervene and inform prospective migrants about the risks of entering Europe illegally. Reinforcing intelligence-gathering and the sharing and promotion of practical cooperation between the Member States and EU agencies are also crucial in order to prosecute more smugglers, undermine criminal networks and deprive them of profit-making.

Smuggling is a criminal offence, but we need to make our legal instruments more effective. In this respect, the Commission is currently assessing the existing EU criminal framework in an effort to improve its practical implementation. Cooperation with countries of origin and transit is also a cornerstone of the Commission's strategy to fight smuggling.

Given that Turkey has become one of the alternative routes for smugglers to reach the European Union, we are in close contact with the Turkish authorities to quickly adapt our strategy. Of course, the cooperation with third countries cannot be limited to the fight against smuggling. We will cooperate with them in an integrated approach, encompassing broader foreign policy considerations, development assistance and humanitarian actions.

One clear example of our integrated approach is the cooperation with many African countries. For the countries of the Horn of Africa, we have made available almost EUR 6 million – not only to support and facilitate the fight against smugglers and traffickers but also to improve the provision of direct assistance to migrants, refugees and asylum seekers. In the context of the Syrian crisis, the European Union – including the Member States combined – is the largest donor, making more than EUR 3 billion available for humanitarian and other aid in Syria and in the neighbouring countries.

Utorok 13. januára 2015

It also is vital that EU Member States fully implement the Common European Asylum System as soon as possible. Moreover, the European Union and the Member States must work together to establish a truly European programme for the resettlement of refugees.

Following a recent pledging conference, Member States have so far offered over 36 000 places to Syrian refugees, making it the largest pledge in the history of EU resettlement efforts. However, a total of 207 000 people have crossed the Mediterranean irregularly. Furthermore, more than 3.5 million Syrian refugees have fled to countries neighbouring Syria. So there is no doubt that Europe needs to do more. We have to increase the number of refugees resettled in European Union countries.

In order to ensure that Member States share this responsibility, the Commission has set up a resettlement and relocation forum to develop – always in cooperation with Member States – a fair distribution key. In this critical hour, where Europe is facing a growing number of challenges, the European Union and the Member States together have to take credible and effective action on migration. Europe has to take charge. We have no time to spare. Together, we will move forward with commitment and resolve.

Monika Hohlmeier, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Frau Präsidentin, ich begrüße auch herzlich die lettische Ratspräsidentschaft, lieber Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Zunächst einmal darf ich mich sehr herzlich dafür bedanken, dass Sie, Herr Kommissar, so intensiv versucht haben, in den letzten neun Minuten den integrierten Ansatz, den wir miteinander vornehmen wollen und müssen, darzustellen.

Das, was bei den letzten Vorfällen um die letzten zwei Geisterschiffe auffällt, ist erst einmal, dass die ersten, die dreizehn davor gar nicht aufgefallen sind. Es waren insgesamt fünfzehn Schiffe dieser Art, die gekommen sind, zwölf nach Italien, zwei nach Griechenland, eins nach Zypern. Wenn man die Größenordnung der finanziellen Gewinne der Menschenhändler ansieht, dann ist das schlichtweg ein Schiff mit 700 bis 800 Menschen = 5 Mio. EUR für die Menschenhändler. Das heißt, das ist ein brutales Menschengeschäft, mit dem sich die entsprechenden Verbrecher bedienen und ihre verbrecherischen Zweige anderer Art dann entsprechend weiter forcieren. Aus diesem Grund ist es wichtig und notwendig, dass wir diesem Menschenhandel entgegenwirken.

Was mich bedrückt, ist, dass alle 15 Geisterschiffe aus der Türkei kamen. Das heißt, die Türkei muss als Partner der Europäischen Union die gemeinsamen Verbindungen auch so pflegen, dass wir tatsächlich zu einem effektiven Kampf gegen organisierte Kriminalität, die sich von türkischem Boden in Richtung Europäischer Union bewegt, kommen können. Die Bekämpfung muss auch effektiv und sinnvoll sein. Dass wir in der Zusammenarbeit auch mit der Türkei dann überlegen müssen, wie wir Probleme für die Länder lösen können, die besonders viele Flüchtlinge aufgenommen haben – ob das die Türkei, ob das Libanon, ob das Jordanien, Tunesien oder ähnliche Länder sind, die mit großen Zahlen von Flüchtlingen zu kämpfen haben und aus diesem Grund unsere Unterstützung wünschen, auch den Ansatz eben der legalen Migration, soweit dies auch möglich ist. Dazu bedarf es aber auch einer verbesserten Kooperation und Aufteilung in den Mitgliedstaaten, damit wir einen solchen legalen Ansatz wirklich miteinander umsetzen können.

Gianni Pittella, *a nome del gruppo S&D*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, sia la comunicazione della Presidenza lettone – a cui do il benvenuto anch'io – sia l'intervento molto forte del Commissario Avramopoulos, ci danno uno scenario drammatico che purtroppo si ripete. Abbiamo raggiunto un punto di non ritorno, care colleghe e cari colleghi!

L'Europa è di fronte ad una delle sfide più impegnative degli ultimi tempi e mentre a Parigi le persone manifestano e difendono con forza il diritto di libertà di espressione, nei mari europei un numero senza precedenti di uomini e di donne in fuga dalla guerra e dalla povertà rischia la vita nel tentativo disperato di raggiungere le coste europee. Queste persone hanno bisogno del nostro aiuto perché ogni vita umana conta! Perché i diritti umani sono diritti indivisibili e inviolabili e vanno tutelati e promossi efficacemente.

Se non vogliamo essere ipocriti, per fare questo, c'è un'unica via: lavorare insieme per costruire una politica comune europea dell'immigrazione. Per non essere ipocriti, bisogna che il centro di comando delle scelte delle decisioni sia Bruxelles, sia la Commissione europea e non le capitali dei singoli Stati nazionali. Se non risolviamo questo nodo politico noi ci sciacqueremo la bocca, ci laveremo la coscienza, oppure faremo qualche discorso strumentale e demagogico ma non risolveremo il problema. Il problema è che è Bruxelles, è il governo europeo che deve programmare i flussi, che deve avere i rapporti con i paesi terzi, che deve discriminare tra immigrazione legale e immigrazione illegale, che deve cioè avere la capacità poi di tutelare il diritto all'integrazione di questi cittadini.

Utorok 13. januára 2015

Questa è una grande sfida, Commissario, che non abbiamo in questa legislatura – lo dico a Lei e lo dico al rappresentante del Consiglio europeo – se vogliamo davvero essere meritevoli della fiducia e della stima dei cittadini dobbiamo fare questo grande passo in avanti, altrimenti non saremo meritevoli e, vedete, il mondo è globale e la globalizzazione fa emergere nuove povertà, ci sono focolai di guerra, di morte, di terrore, di malattia, da cui si fugge ed è inutile dire alziamo le frontiere perché alzare le frontiere non serve a nulla. Quelli che fuggono dalla morte, dalla malattia, dal terrore, fuggiranno sempre!

Il mondo non sarà mai una somma di saracinesche o di aule chiuse, il mondo è interglobale, c'è un'unica strada: governare insieme, governare questo fenomeno a livello europeo, accogliamo e raccogliamo questa sfida e dimostriamo di essere degni di rappresentare il nostro popolo.

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Steven Woolfe (EFDD), blue-card question. – Mr Pittella, the UN estimates that people trafficking makes gangsters and terrorists USD 15.5 billion a year and allegedly funds the terrorists who killed 2 000 people in Nigeria and the innocents in Paris. Will you, therefore, do nothing and continue to rescue the boats in the Mediterranean, thus continuing to fund those terrorists who are committing the crimes in Paris and elsewhere in the world?

Gianni Pittella (S&D), Risposta a una domanda «cartellino blu». – Signora Presidente, onorevoli colleghi, ma perché Lei crede che i terroristi sono sulle navi dei migranti? Ma sulle navi dei migranti ci sono povera gente, disperati o qualche piccolo criminale, ma non certo i grandi terroristi che fanno gli attentati! I grandi terroristi hanno soldi, sono finanziati da una rete del terrore, non sono quei poveri straccioni, purtroppo, che sono costretti a morire sulle navette, non ci pigliamo in giro! E soprattutto non pigliamo in giro i cittadini europei, i cittadini europei hanno bisogno di risposte serie e la risposta seria è: governare i flussi migratori, avere un controllo europeo, dotarci di infrastrutture, migliorare la cooperazione con i paesi terzi, migliorare l'intelligence europea, migliorare lo scambio di dati salvando i diritti dei cittadini europei, se vogliamo essere seri ed efficaci.

Timothy Kirkhope, on behalf of the ECR Group. – Madam President, recent tragedies in the Mediterranean have shown us that the situation there, and the migratory pressures which the EU faces, are not at an end. Migrants are not deterred by the risk to their lives. They are often fleeing desperation, extreme poverty and war, but too often they are aided by ruthless and exploitative human traffickers. Year on year, more lives are lost within sight of the European coastline.

Now it is time for more straight talking and proper action, not just pointing out the problems. We need to look at strengthening the EU's border surveillance, and the role of Frontex. Mediterranean countries need to step up their humanitarian responsibilities to treat those arriving with dignity. The Commission needs to make sure that all Member States are living up to their obligations, particularly with regard to detention conditions. We need more solidarity and more joined-up thinking. Member States must process efficiently and quickly the applications of asylum seekers who arrive, even if it means more administrative work and resources.

We especially need to ensure that unaccompanied minors are protected and safe, and that their best interests are at the forefront of our actions. We need the toughest penalties for human traffickers across the EU, and third countries must take action against them too. The EU also needs an efficient and effective returns policy through cooperation with third countries.

Of course we need to support Member States with resettlement and community integration, but we also need to stop demonising citizens who do have genuine concerns about immigration and integration, otherwise this Parliament merely plays into the hands of those with an anti-immigration agenda.

Cecilia Wikström, för ALDE-gruppen. – Fru talman! Jag tycker att det är viktigt att vi för denna debatt i kväll därför att vi nås kontinuerligt, vecka efter vecka, månad efter månad av information om båtar som förliser i Medelhavet och om människor som drunknar. Detta är besked som förföljer oss. Vi politiker måste i dag erkänna vårt nederlag, eftersom människor fortsätter att dö i Medelhavet och Medelhavet har förvandlats till ett dödens hav, en gigantisk kyrkogård utan gräns.

Utorok 13. januára 2015

Människosmugglarna fortsätter att hitta nya metoder för att tjäna ännu mer pengar på förtvivlade människor.

För att hitta en lösning måste vi försöka gå till botten med problemet. Det handlar om människor som flyr undan krig och förföljelse och befinner sig i desperata situationer. Det finns nämligen inga lagliga sätt att komma till Europa. Det enda alternativet är hänsynslösa människosmugglare som tjänar stora pengar på andra människors olycka. Smugglarna har monopol på marknaden och fortsätter att utnyttja människors desperation för att tjäna pengar så länge som vi inte tar vårt medmänskliga ansvar.

Vi kan inte fortsätta att hänvisa till tredje land. Vi måste vara delaktiga vi också. Vårt uppdrag måste vara att ta ifrån människosmugglarna deras affärsidé. Enbart på det sättet får vi slut på dessa färder över havet. Det är genom att skapa lagliga, säkra vägar till Europa, ökad vidarebosättning, humanitära visum som utfärdas på ambassader och konsulat, i flyktingområden och i flyktinglägren. Att komma hit på ett säkert sätt är nämligen inte samma sak som att öppna dörrarna för en massvåg av migranter, vilket en del kritiker verkar tro. De som kommer hit får precis som alla andra gå igenom en asylprocess, och de som har skäl får stanna och de som inte har det får inte stanna. Det är aldrig upp till någon annan att lösa Europas svåra problem. Vi måste ta vårt ansvar och göra det nu eftersom det brinner.

Cornelia Ernst, *im Namen der GUE/NGL Fraktion*. – Frau Präsidentin! Natürlich ist es menschenverachtend, wenn Schlepper im Mittelmeer Schiffe mit Hunderten Flüchtlingen auf hoher See im Stich lassen, und es ist natürlich verwerflich, dass alte Viehtransportfrachter benutzt werden, um darin mit eingepferchten Flüchtlingen nach Europa zu kommen, und dies als neue Geschäftsidee zu betrachten.

Aber ganz ehrlich, wenn sich Rat und Kommission jetzt hinstellen und den neuen Grad der Unmenschlichkeit von Schleppern beweinen, dann ist es doch scheinheilig. Es ist scheinheilig, weil die Frage ignoriert wird, wieso überhaupt Flüchtlinge diese unsicheren Fluchtwege benutzen. Es wird doch ignoriert, dass Frontex durch seine Aktionen selbst zu immer und immer gefährlicheren Fluchtwegen beiträgt, dass viele Flüchtlinge objektiv überhaupt keine Visa erhalten können und dass mit der Beendigung von Mare Nostrum nun mit Triton die hohe See den Schleusern und den Schleppern überlassen wird, und kein Mensch fragt nach den Flüchtlingen.

Wenn jetzt die Innenminister der Mitgliedstaaten auch noch meinen, sie müssten die repressive Grenzschutzpolitik verstärken, dann sage ich: Je mehr sie an der Außengrenze aufrüsten, desto schlimmer werden die Methoden der Schlepper, das ist Fakt!

Was wir brauchen, ist eine Art Abrüstung, also einen Kurswechsel in der Asylpolitik, nicht Auslagerungsstrategie nach Khartum, sondern Integrationsstrategien brauchen wir und legale Wege nach Europa, darum muss es gehen. Lassen Sie uns umdenken! Es geht um Menschenleben, und wir sichern kein einziges Menschenleben durch mehr Repression an der Grenze.

Ska Keller, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Mit dem Auslaufen des Seenotrettungsprogramms Mare Nostrum hat die Europäische Union letztendlich teils brutalen Schleuserbanden das Mittelmeer überlassen. Frontex ist dafür kein Ersatz, kann dafür kein Ersatz sein. Wir brauchen endlich eine koordinierte Seenotrettung hier in Europa, im Mittelmeer.

Und die Kommission? Herr Kommissar, Sie möchten jetzt die Schleuser stärker bekämpfen. Wie wollen Sie das denn erreichen? Mit Libyen zusammen, einem Staat, der kaum einer ist? In Zusammenarbeit mit der Türkei, wo Flüchtlinge eben kaum Schutz finden? So wird die Überfahrt doch nur noch gefährlicher, noch teurer für die Flüchtlinge.

Das Einzige, was wirklich wirksam ist gegen Schleuserbanden, das Einzige, was Flüchtlingen wirklich hilft, das ist eben die legale Zuwanderung, die Möglichkeit für Flüchtlinge, legal und sicher hier Schutz zu suchen. Sorry, Herr Kommissar, aber 37 000 *Resettlement*-Plätze sind da eben wirklich nicht genug. Das UNHCR hat nach 100 000 gefragt. Es gibt viele Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die keinen einzigen Flüchtling *resettlen*. Liebe Vertreterin des Rates, da hätte ich gerne mal gehört, was Sie da gedenken zu tun, denn das ist eine humanitäre Katastrophe. Wir müssen da endlich mehr agieren!

Utorok 13. januára 2015

Gerard Batten, *on behalf of the EFDD Group*. – Madam President, people-smuggling across the Mediterranean is a human tragedy. The word ‘criminal’ is inadequate to describe the abandoning of men, women and children in a leaky ship on the open sea. Such criminals are not fit even to be described as human beings, and the severest penalties should be imposed on convicted people-smugglers.

The Commissioner said earlier that Turkey was now an alternative route into Europe, and Mr Kirkhope of the Conservative Party spoke about the need for strengthening borders. But I wonder if he is aware that the Conservative Party’s policy, recently stated by David Cameron, is to further open up borders and to allow Turkey to join the EU and allow another 72 million people the right to come to Britain? There will be no need for the people-smugglers to put people into leaky ships, because all they will have to do is to give them forged Turkish passports and they can come freely. Such is the Conservative Party’s policy.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). - Κυρία Πρόεδρε, είναι γνωστό ότι η Μεσόγειος αποτελεί την κύρια πύλη εισόδου στην Ευρώπη όχι μόνο λαθρομεταναστών αλλά και ανθρώπων που χρησιμοποιούνται από τα διεθνή κυκλώματα για παράνομες δραστηριότητες που προσβάλουν την προσωπικότητά τους και παραβιάζουν τα ανθρώπινα δικαιώματά τους. Τέτοιες δραστηριότητες είναι η πορνεία, η παιδική εργασία, εγκλήματα, η διακίνηση ναρκωτικών, αλλά και τρομοκρατικές ενέργειες.

Σε ό,τι αφορά στην Ελλάδα, οι δυστυχείς αυτοί άνθρωποι τοποθετούνται σε παλιά πλοία και εγκαταλείπονται στα χωρικά ύδατα της χώρας κοντά στα σύνορα με την Τουρκία, ενώ παράλληλα υποχρεώνονται να καταβάλουν από 3.000 έως 10.000 δολάρια κατά κεφαλή.

Επειδή όλοι οι λαθρομετανάστες προέρχονται από μουσουλμανικά κράτη, μεταξύ αυτών παρεισφρύνουν και φανατικοί ισλαμιστές, οι οποίοι έρχονται στην Ευρώπη για να προετοιμάσουν και να διεξαγάγουν τον ιερό τους πόλεμο, την τζιχάντ. Εάν λοιπόν δεν συνεργασθούν αποτελεσματικά τα κράτη της Ευρώπης για να αντιμετωπίσουν αυτόν τον κίνδυνο, πολύ φοβούμαι ότι τα τραγικά γεγονότα του Παρισιού θα είναι απλώς η αρχή της δράσης των τζιχαντιστών στην Ευρώπη.

Roberta Metsola (PPE). -Fl-ahhar ġimġhat ergajna rajna aktar traffikar ta' nies minn organizzazzjonijiet kriminali fil-Mediterran. Kellna bastimenti ghar-rimi jimxu għal rihhom lejn l-Ewropa minghajr ekwipaġġ. Ir-ritratti li rajna ta' nies vulnerabbli jibqgħu jkexkxuna għal għomorna. Rajna nies mġhobbija f'ammonti kbar. Qed nissugraw li jkollna traġedja oħra fil-Mediterran.

Dawn it-trends godda ma nistgħux ma nagħtux kashom. Irridu niehdu azzjoni b'mod konkret u urġenti; irid ikollna strategija olistika, kif qal il-Kummissarju,. biex nindirizzaw dan it-traffikar illegali li jsir minn nies li jabbużaw minn dawk li huma l-aktar vulnerabbli. Irid ikollna l-kuraġġ politiku li neżaminaw x'azzjonijiet fit-tul jistgħu jittiehdu u li jmorru lil hinn mill-mandat politiku. Irridu nesploraw alternattivi oħra legali dwar l-immigrazzjoni. Iva, irid ikollna wkoll il-kuraġġ li ngħidu li din il-kwistjoni tal-immigrazzjoni ma tistax tintrafa' biss mill-pajjiżi Mediterranji fil-periferija tal-Ewropa.

Kull gvern Ewropew għandu jhoss responsabbiltà bħalma jhossu r-responsabbiltà Malta u l-Italja. Mhuwiex aċċettabbli li jkun hemm min jahrab mir-responsabbiltà sempliċement għax mhumix qegħdin fil-Mediterran. Fl-ahhar sena u nofs dan il-Parlament approva żewġ riżoluzzjonijiet importanti li sejhu sabiex tittiehed azzjoni fil-Mediterran. Il-Kunsill issa jrid jiehu azzjoni.

Din hi kwistjoni Ewropea u jehtieg li jkun hemm soluzzjoni Ewropea mill-pajjiżi kollha tal-Unjoni Ewropea.

Birgit Sippel (S&D). - Frau Präsidentin! Zum Jahreswechsel wurden vor der italienischen Küste führerlos treibende Frachter mit etwa 1 200 Flüchtlingen aufgegriffen. Ja, die Methoden der Schleuser sind inakzeptabel, da werden Menschenleben gefährdet für bis zu 8 000 Dollar pro Überfahrt. Aber das eigentliche Problem ist, dass viele schutzbedürftige Menschen gar keine andere Möglichkeit sehen, nach Europa zu kommen und hier Asyl zu beantragen. Das wird von kriminellen Gruppen ausgenutzt. Wir dürfen nicht den Eindruck erwecken, wir wollten uns jetzt nur abschotten. Schlepperkriminalität zu bekämpfen darf nur ein Teil unserer Antwort sein. Wir müssen europäische Solidarität in der Asylpolitik einfordern, faire Beteiligung aller Mitgliedstaaten sicherstellen und die Implementierung neuer Asylregeln kritisch begleiten.

Utorok 13. januára 2015

Der Rat muss mehr tun, etwa im Bereich *Resettlement* und im Bereich humanitäre Visa. Litauen könnte da vielleicht ein gutes Beispiel geben. Das Pilotprojekt der Kommission für 10 000 Bürgerkriegsflüchtlinge ist ein Anfang. Aber ich erwarte von der Kommission mehr Mut und neue Vorschläge – auch im Bereich legaler Arbeitsmigration jenseits von *Blue Card* und Saisonarbeit.

Europa kann Schutz bieten, und Europa braucht Zuwanderung. Mehr Engagement bei der Integration ist notwendig – für ein weiter friedliches Miteinander und auch als wichtiger Baustein gegen jegliche Form der Radikalisierung. Packen wir es endlich an!

Jussi Halla-aho (ECR). - Madam President, the root cause behind these incidents is the ambivalent – one might say schizophrenic – immigration policy of the European Union and its Member States. It is difficult and dangerous to come here, but once you do, it is very likely that you will obtain a residence permit, be entitled to family reunification and so on, whether you are fleeing from persecution or just from poverty.

As long as this continues to be the case, there will be more and more people trying to get to Europe. As long as there is demand for sea transport, there will be criminal organisations satisfying that demand. So we will have more and more of these tragedies. The problems that create migration cannot be solved by migration or new legal rules; neither can Europe indefinitely afford this kind of immigration.

Nathalie Griesbeck (ALDE). - Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, vous l'avez bien souligné, l'Union européenne doit agir vite et efficacement face à ce fiasco européen, à cette image de l'Europe détestable qui est la nôtre en Méditerranée, dans le cimetière qu'elle est devenue. Il nous faut adopter trois réponses clefs.

Premièrement, un durcissement de la législation face à la traite, à ce trafic d'êtres humains et l'organisation d'une vraie réaction contre cette nouvelle économie sordide et extrêmement lucrative qu'utilisent les passeurs criminels avec les cargos fantômes. Cette réaction doit être implacable et forte face à ces passeurs qui agissent d'une manière innommable avec les enfants migrants non accompagnés.

Deuxièmement, FRONTEX, qui est absolument dépassé, doit disposer de vraies ressources budgétaires, de matériel propre et bénéficier d'une contribution obligatoire des États et non pas facultative.

Et enfin, comme l'a rappelé notre collègue Cecilia Wikström, il faut assurer des voies de migration légale.

Barbara Spinelli (GUE/NGL). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, in un'Unione europea in cui i ministri degli interni sono ossessionati dalla raccolta dati dei passeggeri aerei, è stupefacente che possano arrivare navi fantasma, 13 in 3 mesi, con centinaia di fuggitivi che non sappiamo proteggere dai trafficanti! È scandaloso che alcuni paesi mediterranei fingano di non vedere le navi e rifiutino i soccorsi quando viene lanciato il primo S.O.S. come per la *Blue Sky*. Chiediamo il rispetto scrupoloso degli obblighi di salvataggio anche oltre le trenta miglia dalle coste imposte da Frontex, che Frontex sia sanzionata quando critica i salvataggi italiani oltre le trenta miglia. Non vanno così bene le cose, né per Triton né per *Blues Sky*, lo vorrei dire al Commissario e alla Presidenza lettone. Chiediamo, per fermare i trafficanti e non mettere fine al diritto di asilo, l'immediata costituzione di corridoi umanitari legali.

Bodil Ceballos (Verts/ALE). - Fru talman! Herr Avramopoulos, jag kanske var ouppmärksam, men jag hörde er inte uttala det löfte som ni gav i LIBE-utskottet i september om att också utreda möjligheten att inrätta humanitära visum.

Vi har kunnat läsa oss till att kampen mot människosmuggling ska prioriteras. Jag hoppas att också de humanitära visumen ingår i den kampen.

Lagliga vägar är nämligen ett väldigt konkret sätt att prioritera kampen mot människosmugglarna. Människosmugglarnas uppfinningsrikedom är ju som vi vet oändlig, och de kommer alltid att ligga steget före oss. Spökskeppen är bara ett i raden av många tilltag.

Utorok 13. januára 2015

Vårt enda sätt att vinna den kampen är att ta bort deras marknad, precis som Cecilia Wikström tidigare sa. Ett bredare vidarebosättningsprogram, större solidariskt ansvarstagande mellan medlemsstater, asylvisum, men också mer stöd till konfliktlösning och fattigdomsbekämpning – de är alla, var och en för sig, delar av lösningen i kampen mot smugglarna, så jag hoppas att alla delarna prioriteras lika högt.

Laura Ferrara (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, il fenomeno delle navi fantasma cariche di migranti apparentemente abbandonate dagli equipaggi lungo le rotte per l'Europa rappresenta un pericolo per la sicurezza della navigazione e della vita umana. Indagini sui recenti sbarchi in Calabria, Puglia e Sicilia rivelano che il business delle carrette del mare riempite di migranti è di grandi proporzioni, frutta milioni di dollari, così come quello legato ai sistemi di accoglienza finanziati con fondi pubblici.

Alcuni paesi mediterranei permettono il passaggio delle navi che si dirigono verso le coste italiane senza intervenire, sarebbe il caso che l'Unione europea e gli Stati membri che si affacciano sul Mediterraneo contrastino ogni forma di connivenza in modo più efficace, promuovendo forme di cooperazione per prevenire il traffico di esseri umani con la previsione di vie legali d'accesso all'Europa e adottando ogni strumento valido per la protezione delle vite umane e dei diritti fondamentali, e che smantellino le reti criminali e tutelino gli Stati più esposti alla pressione dei flussi.

Gilles Lebreton (NI). - Madame la Présidente, l'Union européenne est incapable de lutter efficacement contre les filières d'immigration. Pour preuve, 160 000 migrants sont arrivés par mer en Italie en 2014, ce qui fait une moyenne de 450 migrants par jour. Et les choses s'aggravent puisque trois cargos remplis de Syriens sont arrivés de Turquie entre le 22 décembre et le 3 janvier. Les passeurs font payer à ces immigrés jusqu'à 8 000 dollars par personne. C'est un *business* qui marche bien.

L'Union européenne n'ose pas régler le problème. Son programme Triton est un aveu d'impuissance. Son processus de Khartoum est une coquille vide et elle n'ose même pas interpellier la Turquie qui organise ouvertement l'immigration par voie maritime. L'Union a tellement peu de courage qu'elle continue à envisager l'adhésion d'un pays qui se moque d'elle.

Personnellement, je considère que la seule façon pour les États européens de maîtriser l'immigration est de reprendre leur souveraineté.

Barbara Kudrycka (PPE). - Madam President, the dramatic situation in the Mediterranean area raises many issues and questions which should be solved immediately, since the problem of illegal immigration is increasing. I believe that our priority is to regulate the problem of illegal immigrants, not by temporary actions but by common immigration law and organised programmes which will provide assistance in all cases. Furthermore, it is also necessary to look at why the common European asylum system is not implemented in all EU Member States. All these actions could open a legal and safe way to Europe for illegal immigrants and effectively stop the smugglers. It is also crucial to activate the main tools, especially under the Asylum, Migration and Integration Fund. This would effectively manage immigration flows and enhance fair and effective strategies which would contribute to combating the irregular immigration process.

Commissioner, in your statement you mentioned the European programme for the resettlement of refugees and the fair distribution key between Member States. In that context, solidarity and an integrated approach are vital, but it raises many questions and challenges. Since each EU Member State has a different population, GDP and, most importantly, market and absorption capacity, as well as a different human welfare position, how does the Commission plan to regulate issues concerning the fair allocation mechanism for refugees within the EU? Which particular distribution method of asylum seekers is foreseen among Member States?

Sylvie Guillaume (S&D). - Madame la Présidente, certains pourraient s'exclamer: «Encore un débat sur les migrations au Parlement européen!».

Utorok 13. januára 2015

En effet, depuis peu, pas une plénière ne se déroule sans que parmi les débats le sujet migratoire soit abordé. Ce sont les nouvelles méthodes des passeurs qui ont, pour l'essentiel, motivé la tenue du débat d'aujourd'hui. Des cargos poubelles, au départ de ports turcs ou égyptiens, abandonnés en chemin, qui sont capables de transporter des groupes encore plus importants de migrants. Ce business macabre ne connaît pas la crise, bien au contraire, avec des réseaux de passeurs toujours plus puissants et sophistiqués qui au passage empochent des millions d'euros.

Si les modalités sont nouvelles, les causes, elles, ne le sont pas. Les conflits en Syrie, en Iraq, l'instabilité en Afghanistan ont des conséquences effroyables, forçant des dizaines de milliers de personnes à emprunter des routes toujours plus coûteuses et périlleuses. Si les modalités sont nouvelles, les solutions ne le sont pas non plus. Comme d'autres collègues, je n'ai eu de cesse de rappeler, au cours des derniers débats, la nécessité d'une approche globale des migrations et notamment la promotion de voies légales.

Du point de vue de l'asile, il existe déjà plusieurs mécanismes pour admettre des réfugiés sans qu'ils soient obligés de risquer leurs vies. Que nous parlions de réinstallation, d'admission temporaire humanitaire, d'une politique de visas plus souple ou bien encore de regroupement familial, des solutions existent et d'autres peuvent également être envisagées. Or le compteur tourne.

Deux questions pour conclure. Qu'envisage la Commission européenne, concrètement, en matière de voies légales dans son approche globale sur les matières de migrations et comment les États membres entendent-ils renforcer leur collaboration en matière d'interception, de sauvetage en mer et d'accueil des migrants?

Maite Pagazaurtundúa Ruiz (ALDE). - Señora Presidenta. Señor Avramopoulos, yo también se lo he de decir: cientos de miles de personas desesperadas están dispuestas a empeñar todo lo que tienen para embarcarse en un viaje incierto. Y las mafias se enriquecen ilegalmente con ello, además de que se castiga a esta gente con todo tipo de vejaciones durante los peligrosos trayectos. Lo sabemos, pero las mafias encuentran hueco en los agujeros y deficiencias de nuestro sistema de asilo e inmigración.

No tenemos una política europea común en materia de visados ni de fronteras ni de asilo y la persecución policial, lamentablemente, no es suficiente. Frontex y Tritón deben ganar capacidades y recursos. No tenemos una política de inteligencia común desarrollada y las penas por tráfico pueden endurecerse y armonizarse en los países.

Condenamos. Lamentamos. Pero, ¡hagamos! Lancemos una estrategia coordinada de la Unión Europea para poner fin a estas prácticas.

Señor Avramopoulos, cuente con nuestro Grupo y con nuestro partido para ello.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL). - Madame la Présidente, une fois de plus, en effet, nous parlons de la tragédie des migrants en Méditerranée. Malgré Mare Nostrum ou même Triton, le bilan des morts n'a jamais été aussi lourd. Sans doute 4 000 morts, voire plus: Syriens, Iraquiens, Érythréens et bien d'autres. Leur nationalité montre que ce sont des réfugiés à qui les États membres de l'Union européenne refusent protection.

Jamais les émigrants n'ont pris autant de risques, jamais les passeurs n'en ont pris si peu. Monsieur le Commissaire, ils connaissent les risques qu'ils prennent et ils paient pour cela.

La solution n'est pas dans la fermeture des frontières, le renvoi des problèmes dans les pays tiers, le repli sur soi et l'alimentation des peurs. Je voudrais dire ici combien je suis scandalisée – et le mot est faible – par la récupération politicienne de certains chefs de gouvernement européens des événements dramatiques qui ont eu lieu en France. L'immigration n'a rien à voir avec ces attentats meurtriers. Il ne suffit pas de défiler à Paris pour montrer sa solidarité. Il faut agir. Il ne suffit plus de promesses d'accueil. Il faut le faire effectivement et on est loin du compte.

Georg Mayer (NI). - Frau Präsidentin, geschätzte Kollegen! Wir haben nun wirklich genügend menschliche Dramen im Mittelmeer gesehen. An die linke Seite hier gewandt: Auch ich würde sehr gerne die gesamte Welt retten, allerdings wird es uns nicht möglich sein, wenn ich da nur an unsere Probleme hier in Europa denke.

Utorok 13. januára 2015

Seit Jahr und Tag wird hier zugesehen, wie Menschen von skrupellosen Verbrechern in Nussschalen ausgesetzt werden. Seit einigen Monaten gibt es eben nun diese neue Taktik auf ehemaligen Frachtschiffen, wo die Schmuggler diese Menschen dort alleine lassen. Die Gewinnspanne der Schmuggler ist dabei enorm. Die Abfahrtsorte, so wird von Frontex vermutet, liegen im Südosten der Türkei. Das ist also eine neue Taktik, und die Idee stammt wohl eindeutig aus der Türkei. Hier wäre zum Beispiel auch erst einmal die Türkei als Beitrittskandidat und Milliardensubventionsempfänger aufgerufen, diesen Dingen entgegenzuwirken.

Meiner Meinung nach gehört in dieser Sache das australische Modell angewendet. Anstatt den Schleppern auch noch zu helfen und deren Geschäftsmodell erst zu ermöglichen, nämlich die Flüchtlinge nach Europa zu schleppen, gehört diesen Schlepperbanden deren Geschäftsgrundlage entzogen und die Boote zurück an den Herkunftsort gebracht.

Carlos Coelho (PPE). - Quero prestar homenagem ao esforço de muitos, e destaco as autoridades italianas, que , mas mais de 3500 morreram ao tentar atravessar o Mediterrâneo. Só no dia de Natal foram salvas 1300.

Observamos agora uma : abandonar grandes cargueiros, em piloto automático, carregados com nacionais de países terceiros. Foram mais de 1000 imigrantes em condições desumanas.

Concordo com o Comissário Avramopoulos. Temos de pensar trabalhar na origem dos problemas, nomeadamente através de acordos com os países de origem, rotas de imigração legal, ajudas ao desenvolvimento. Só assim poderemos .

Mas é imperativo impedir que o Mediterrâneo se torne mais um cenário de tragédia. Muitos têm dito que .

Temos de e devemos ser : os homens, as mulheres e as crianças que tentam fugir àqueles flagelos.

Por isso, há que que e os meios de que dispõe. E precisamos de um verdadeiro . E temos de . No ano passado, aprovámos um regulamento que estabelece regras obrigatórias sobre operações de busca e salvamento de imigrantes no mar. Há que repensar agora a existência de regras diferentes entre as operações financiadas com o orçamento da União e da responsabilidade dos Estados-Membros.

***Salvar vidas humanas deve ser uma prioridade para todos!**

Tanja Fajon (S&D). - To, čemur smo priča v Sredozemlju, je strah vzbujajoče.

Organizirane hudodelske združbe na ladje brez krmarjev strpajo na stotine obupanih ljudi, ki za pot pogosto plačajo vse svoje življenjske prihranke, in jih pustijo v brezupnem položaju brez vsega sredi morja. Vse to se dogaja pred našimi očmi, na pragu Evrope, politiki na problem stalno opozarjamo, kljub vsemu se ne zgodi nič – obžalujem.

Leto 2014 je bilo na žalost spet rekordno. Moramo ukrepati hitreje, potrebujemo celovit pristop. Trgovina z ljudmi je ena izmed najhujših oblik organiziranega kriminala, govorimo o ženskah in otrocih, ne številkah.

Od Evropske komisije zahtevamo, kar smo sprejeli že v poročilu Posebnega odbora CRIM pred letom, – več varnih in zakonitih poti v Evropo, predvsem več finančne podpore in več solidarnosti med državami članicami. In pa posluh, drage kolegice in kolegi, iskreni posluh za klic obupanih ljudi.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL). - Señora Presidenta, he estado este fin de semana en Melilla y tengo que decir que aún tengo el dolor y la rabia metidos en el cuerpo por todo lo que allí hemos podido ver y por todo lo que hemos podido escuchar.

Mujeres y niñas procedentes de Nigeria, víctimas de trata, violadas reiteradamente durante el largo trayecto para pagar su viaje a Europa y el del resto del grupo. Una deuda que nunca acaba, una deuda que continúan pagando aquí, víctimas de la explotación sexual más cruel en manos de las mafias que trafican con ellas y con sus hijas.

Utorok 13. januára 2015

En Nigeria hay un conflicto armado, alimentado por las armas que les venden los países europeos, igual que hay guerra en Siria, con tres millones de desplazados, igual que hay guerra en Afganistán, con dos millones de desplazados, o en Mali o en muchos otros sitios. Conflictos alimentados, cuando no provocados, por Occidente.

Si a esto le sumamos la falta de corredores humanitarios y la falta de vías legales para entrar en Europa, tenemos el caldo de cultivo perfecto para estas mafias que trafican con seres humanos. Con sus políticas de guerras, de expolio de los países del Sur y con el blindaje de fronteras están siendo cómplices de estas mafias.

Olaf Stuger (NI). - Als wij praten over mensen die 8000 dollar kunnen betalen voor een overtocht, hebben wij het niet over zielige vluchtelingen. Met 8000 dollar ben je in Afrika steenrijk. Dit zijn mensen die een investeringsbeslissing nemen. Eenmalige investering met de *return on investment* van een bed, een bad, een uitkering en gezinshereniging. Maar wij zijn in Europa aan het einde gekomen van onze opvangcapaciteit. En elke asiel- of gelukszoeker die wij nog toelaten, gaat ten koste van de mensen die nu al in Europa zijn.

Het toelaten van deze massa-immigratie is dan ook het feitelijk ontkennen dat er grenzen zijn aan geld, middelen en mogelijkheden om mensen een fatsoenlijk bestaan te bieden. Het doet mij een beetje denken aan de kinderlijke naïviteit van mijn dochtertje, dat denkt dat er in een pinautomaat oneindig veel geld zit en dat haar vader kan blijven pinnen. Ik zal u zeggen: dit is mij nog nooit gelukt. En het zal Europa ook niet lukken.

Er is ook een reëel risico dat tussen de mensen die wij hier binnenhalen jihadistische elementen zitten, die wel eens een heel andere bedoeling kunnen hebben met onze samenleving dan wij op dit moment hebben.

En tot slot moeten wij Europa leefbaar houden en daarom moeten wij direct stoppen met het toelaten en opnemen van mensen. De grenzen dicht, beter vandaag dan morgen.

Anna Maria Corazza Bildt (PPE). - Madam President, our answer to the mounting and multiple challenges in the Mediterranean is not to close the borders but to open safe and legal ways for refugees while combating criminality and abuse. Citizens have legitimate concerns, too many are coming too fast, but populism is never the answer. Our target should be the smugglers and not the refugees.

Our response to the ruthless criminals who abandon children, women and men in ghost boats should be clear: increase security cooperation, increase cooperation with third countries like Turkey, strengthen Frontex, Triton and the Eurosur coordination system with more resources. All Member States should assist the Mediterranean states facing this emergency, and I commend Italy for the 'Mare Nostrum' policy. But solidarity should also be with the countries that welcome most of the asylum seekers, like Sweden. More Member States should take more responsibility for more refugees, including with resettlement. The new common rules in the asylum package should be implemented by all.

The time has come to change the way we look at refugees. Yes, in the short term they are a cost; but in the long term, let us be honest, we need them. We do not say 'go home'; we say 'go to work'. Integration has to go hand in hand with asylum, and I am proud that Europe is a humanitarian superpower. We should continue to protect people fleeing from war and terror.

Илияна Йотова (S&D). - Г-жо Председател, потокът от емигранти от трети страни през Турция за България и Гърция се увеличава непрекъснато и поставя сериозни рискове пред външните сухопътни граници на Европейския съюз. Обръщам внимание не за първи път, г-н Комисар, защото тази ситуация може да стане дори по-тежка отколкото Средиземноморието.

Българо-турската граница е труднодостъпен регион и идеална среда за контрабанда и трафик на хора. Над 45 спасителни операции бяха проведени от българското правителство, над 1500 полицаи охраняват денонощно границата, има вече жертви и от двете страни. Деведесет процента от нелегалните емигранти са влезли с помощта на трафиканти и само за 2014 г. са задържани над 170 каналджии. Трагедията на жертвите се превърна в доходен бизнес, организиран дори и през Интернет. Има голям риск чрез тях да проникват и терористи, които добре заплащат за услугите.

Utorok 13. januára 2015

България е на трето място по искане на закрила от страна на сирийски граждани след Германия и Швеция и в същото време получава един от най-ниските бюджети от фонда за миграция. В същото време няма и политическа солидарност – страната полага неимоверни усилия за сигурността на границата на Европейския съюз, същевременно ѝ се отказва членството в Шенген.

Bruno Gollnisch (NI). - Madame la Présidente, je suis étonné par la tonalité de ce débat. J'entends un certain nombre de collègues qui disent que, pour remédier à la situation de ces cargos fantômes qui sont peuplés de centaines, de milliers de malheureux qui cherchent à immigrer illégalement, il faut bien le dire, dans nos pays européens, la solution serait d'ouvrir davantage l'immigration légale. Cela me fait penser à celui qui, pour éviter d'être mouillé par la pluie, plongerait tout habillé dans la piscine, ce qui est évidemment peut être un peu plus efficace.

En réalité, Mesdames et Messieurs, pourquoi est-ce que ces malheureux se précipitent au péril de leurs vies? Eh bien, c'est parce que depuis sept ou huit ans – époque où je suis allé à Lampedusa d'ailleurs avec le groupe parlementaire que je présidais – on sait très bien maintenant partout dans le monde et en Afrique que lorsqu'on a mis un pied en Europe, serait-ce illégalement, on n'en repart jamais.

Si vous voulez véritablement arrêter ce trafic, il ne faut pas seulement poursuivre les criminels et faire des représentations à la Turquie. Comment peut-on croire qu'on peut rassembler sur un cargo des centaines de personnes, le remettre en état sans que cela soit apparent pour les autorités du pays d'origine? Mais il faut aussi, hélas, rapatrier, avec le concours de l'organisation des Nations unies, les malheureux réfugiés d'où ils viennent. Ce sera la seule mesure efficace.

Soraya Post (S&D). - Fru talman! När vi talar om internationell, organiserad brottslighet gör vi en tydlig skillnad mellan människosmuggling, som är ämnet för denna diskussion, och människohandel och trafficking. Den viktigaste skillnaden ligger i hur vi ser offren.

Vi har gjort framsteg i kampen mot människohandel och skydd för dem som faller offer för sådan handel. Här finns en Europakonvention och ett EU-direktiv som sätter en gemensam standard. Det verkar dock inte vara intressant att diskutera hur vi ska skydda offren från människosmuggling. Här finns ett stort juridiskt och politiskt tomrum.

EU bidrar till exploateringen av människor på Medelhavet genom en restriktiv migrationspolitik och genom att fokusera på att bevaka gränser snarare än på att rädda liv och ge skydd. Som en konsekvens av EU:s gränspolitik tvingas människor vända sig till smugglare och ses då inte som exploaterade, utan som illegala eller till och med kriminella själva. Detta måste upphöra. Vi måste se dem som offer.

Under perioden 2007 till 2013 spenderade EU två miljarder euro på att stärka bevakningen av EU:s yttre gränser, och endast 700 miljoner euro för att förbättra situationen för flyktingar och asylsökande.

Vi bör omfördela resurserna till att förbättra situationen för flyktingar och skapa säkra vägar till EU för alla. Det är det enda sättet att hindra marknaden för människosmuggling.

Marie-Christine Arnautu (NI). - Madame le Président, chers collègues, Blue Sky M, Ezadeen, Norman Atlantic: les noms de ces trois navires emplies d'immigrés illégaux à destination des côtes européennes symbolisent à eux seuls l'échec complet de la politique européenne de l'immigration.

Depuis vingt ans, les accords de Schengen ont transformé les États signataires en une gigantesque passoire dont les trous ne cessent de s'élargir. L'aggravation des pompes aspirantes sociales en faveur des immigrés illégaux ne fait qu'amplifier ce phénomène. Les nationaux des États membres en sont les premières victimes en raison de la déstabilisation de leur société par cet afflux incontrôlé et incessant. Les immigrés illégaux sont également, eux aussi, les victimes collatérales d'un système de traite mafieux qui, non seulement, les spolie de leur peu de ressources mais aussi met leur vie en danger.

Il est donc urgent de redonner aux États membres le contrôle de leurs frontières et de mettre fin à cette folle fuite en avant.

Utorok 13. januára 2015

Agustín Díaz de Mera García Consuegra (PPE). - Señora Presidenta, cuando la operación Tritón fue presentada, ya denuncié que los medios técnicos y económicos eran insuficientes, especialmente si los comparábamos con los que tenía la operación Mare Nostrum, por la que se salvaron ciento cincuenta mil vidas.

Mala decisión fue también restringir el radio de acción a cuarenta y dos kilómetros de la costa. Desgraciadamente, el tiempo nos ha dado la razón y su ineficacia ha quedado probada. El número de barcos abandonados a la deriva no ha hecho sino aumentar, así como el de naufragios y muertos en el Mediterráneo.

Este resultado nos obliga a replantearnos la estrategia europea en la lucha contra la trata de seres humanos y necesitamos medidas jurídicas, operativas y de inteligencia criminal dirigidas, entre otras cosas, a reforzar los roles y competencias de Frontex, Europol y ASO. Necesitamos dotarlas de presupuestos acordes con el reto al que hacer frente. Ha quedado demostrado que solo con operaciones de control de fronteras no basta para abordar esta situación. Son necesarias medidas de cooperación policial dirigidas a la lucha contra el tráfico de seres humanos. Y no solo en nuestras fronteras, sino también, cooperando con terceros países de origen y tránsito.

Aplaudo la llegada de la nueva operación e invito a la Comisión a que impulse su desarrollo, dotando a Europol de los fondos necesarios. Es necesaria la implicación de todos los Estados, no solo de trece de ellos, así como su coordinación con Interpol y Frontex entre otras, pues es importante que Europol tenga la capacidad de utilizar datos de inteligencia operativa para que los Estados miembros y Frontex puedan recopilarlos y utilizarlos en la neutralización de estas operaciones.

Kashetu Kyenge (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, gli ultimi giorni del 2014 sono stati segnati da un flusso massiccio di migranti diretti sulle coste italiane, oltre un migliaio in pochi giorni, abbandonati alla deriva in navi cargo, segno di un'evidente evoluzione e adattamento dei trafficanti di esseri umani. Il freddo e il drastico ridimensionamento della missione italiana Mare Nostrum non hanno fermato le partenze, mentre dal 1° gennaio ciò che rimane dell'operazione è cessato.

Chi fugge dalla guerra, signor Presidente, non ha scelta, se non affidarsi alle mani dei trafficanti di morte; la guerra alle porte dell'Europa ci pone di fronte alla necessità di presidiare i confini meridionali con un accento particolare sull'aspetto umanitario, quello di salvare le persone. L'operazione Triton – è evidente – è insufficiente. È ormai indilazionabile una risposta che agisca più a fondo sulle cause, sul contrasto della tratta ma anche sulla criminalità organizzata e sulla corruzione. Accolgo per questo la disponibilità e l'apertura del Commissario per poter affrontare l'immigrazione con un approccio globale per dare una soluzione a tutto quello che è il problema anche dell'immigrazione illegale, forte politica internazionale, forte cooperazione allo sviluppo ma anche una migrazione legale.

Peter Jahr (PPE). - Frau Präsidentin! Vielen Dank für Ihre Nachricht für mein Zuspätkommen zum Redebeitrag, aber es ist ein ganz wichtiges Thema, und ich glaube, es ist auch ganz wichtig, dass sich zu diesem Thema – wie man so schön sagt – nicht nur die Anrainerstaaten äußern, sondern es ist eine Aufgabe der Europäischen Union insgesamt.

Wir sehen auch, man pflegt ja auch zu sagen: Alles hängt mit allem zusammen, so schön es auch ist, wenn man kleine Verbesserungen erzielt. Wir alle waren zum Beispiel stolz, dass wir eine demokratische Freiheitsbewegung im Norden von Afrika erzielt haben. Aber erreicht ist natürlich auch im Rahmen dieser Freiheitsbewegung, dass die Flüchtlingsströme zugenommen haben.

Wir waren selber überrascht über die Heftigkeit und haben richtigerweise wieder gesagt: Wir müssen natürlich dafür sorgen, dass jemand, der sich aufs Mittelmeer begibt, dann nicht einfach ertrinkt: Deshalb haben wir auch gesagt, wir retten dann die Leute.

Wir merken aber wieder, dass natürlich Schmuggler genau diese Strategie benutzen, um noch mehr Flüchtlinge in die Europäische Union zu verabschieden. Hier ist es erstens wirklich wichtig, dass wir hier zusammenstehen, und zweitens, dass wir natürlich auch Abkommen mit den Staaten treffen, wo die Flüchtlinge – ich sag mal – aufs Wasser gelassen werden.

Utorok 13. januára 2015

Es darf einfach nicht sein, dass mit dem Leid von anderen Menschen Geld verdient wird. Den Leuten muss nicht nur das Handwerk gelegt werden, die Leute müssen schlicht und ergreifend bestraft werden.

Lorenzo Fontana (NI). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, Commissario, dal mio punto di vista la cosa che bisogna ammettere innanzitutto è che l'approccio europeo è stato sbagliato. È stato sbagliato nel suo complesso; è stata sbagliata l'operazione Mare Nostrum perché se si volevano salvare vite – non dobbiamo dimenticarci che lo scorso anno ci sono state più di 3.000 vittime nel Mediterraneo, ed è stato un record! È stata sbagliata la politica internazionale europea perché abbiamo creato instabilità laddove c'era stabilità, aumentando i flussi migratori ed è stato sbagliato il fatto che l'Europa favorisse questi barconi e queste persone che arrivano in questa maniera perché questi poi sono arrivati ad essere nel mercato degli schiavi.

Lei si deve immaginare, per esempio, il fatto che dei 14.000 bambini arrivati l'anno scorso in Italia, si sono perse le tracce di circa 4.000 bambini, lascio a Lei immaginare dove questi bambini possono essere finiti! E dei 150.000 salvati solo un terzo sono rimasti nelle strutture di accoglienza, gli altri probabilmente gireranno tranquillamente per l'Europa e non tutti sono profughi e non tutti hanno il diritto di asilo, e quindi bisognerebbe anche fare delle politiche per rimpatriare queste persone.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, l'immigrazione sta diventando giorno dopo giorno un fenomeno sempre più complesso, che impone una sempre crescente attenzione da parte dell'Europa. Nel 2014, secondo i dati divulgati dall'Agenzia dell'ONU per i rifugiati, sono stati oltre 207.000 i migranti che hanno tentato di attraversare il Mediterraneo, con oltre 3.400 che hanno perso la vita. Negli ultimi mesi si stanno verificando alcuni episodi, di cui si è parlato in maniera molto articolata all'interno di quest'Aula, che denotano un cambio di strategia da parte delle organizzazioni criminali, ovvero il fenomeno delle cosiddette navi fantasma all'interno delle quali vengono inseriti i piloti automatici nella speranza di essere soccorsi in mare.

La cosa ancora più grave è rappresentata da un altro fatto, ovvero che molte di queste navi partono dai porti della Turchia, che è diventata la principale centrale di smistamento dei migranti irregolari in Europa, la stessa Turchia che da molti anni ha chiesto espressamente di entrare a far parte dell'Unione europea. Ecco perché io credo che vi sia l'assoluta necessità da parte dell'Europa di avviare azioni di cooperazione con tutti i paesi terzi, ma con la Turchia in particolare, al fine di contrastare il traffico di esseri umani e interrompere queste azioni criminose e delittuose.

Elena Valenciano (S&D). - Señora Presidenta, que este debate hable de «incidentes en el Mediterráneo» ya demuestra hasta qué punto estamos equivocados. Señor Comisario, queridos colegas, lo que está sucediendo en el Mediterráneo es un «gran drama», así debería llamarse este debate. Es una gran desgracia, porque mueren muchísimos seres humanos.

Y es también un gran ridículo para la Unión Europea, porque los delincuentes nos están ganando la partida y están poniendo en ridículo nuestra capacidad de defensa y nuestra capacidad de protección. Imagínense que estas embarcaciones en vez de personas traieran mercancías o no digamos ya si vinieran personas armadas: ¿verdad que desplegaríamos toda nuestra capacidad para evitar que estas mercancías llegaran o para evitar que las personas armadas llegaran a nuestras costas? ¿Cómo es posible que no seamos capaces de evitar que centenares de personas mueran en el Mediterráneo? En el debate de esta tarde ya se han dicho dónde están las soluciones, hace falta ahora voluntad política.

Constance Le Grip (PPE). - Madame la Présidente, la lutte contre les réseaux de traite d'êtres humains, ces réseaux criminels, est bien sûr une absolue nécessité.

Cela fait quelques années que nous assistons à la prolifération de ces réseaux criminels, de ces réseaux de passeurs qui, de la manière la plus ignominieuse qui soit, exploitent la détresse et la misère humaines. Mais c'est le scandale de ces cargos poubelles, de ces cargos qu'on a laissés dériver dans la Méditerranée avec des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants à leur bord qui, à juste titre, a tant ému l'opinion publique européenne et qui motive notre débat d'aujourd'hui.

Alors que faire, Monsieur le Commissaire? Vous avez esquissé les grandes lignes d'un plan d'ensemble de cette approche globale en matière migratoire que nous appelons de nos vœux. La réponse doit être européenne. Elle doit être coordonnée, elle doit être commune, bien sûr. Vous avez évoqué les instruments juridiques pour lutter contre la traite et vous avez appelé à un renforcement de ces instruments. Nous examinerons avec beaucoup d'attention votre proposition et nous souhaitons un durcissement de nos instruments de répression contre les passeurs qui se rendent coupables de traite d'êtres humains.

Utorok 13. januára 2015

Mais je voulais également à ce stade dire encore deux choses. Il faut de la clarté dans les missions et il faut mettre fin à l'hypocrisie. De la clarté dans les missions: la mission humanitaire et la mission de protection de nos frontières ne doivent pas être confondues. Ce ne sont pas les mêmes missions, ce ne sont pas forcément les mêmes opérateurs qui doivent être à l'œuvre. Et il faut également mettre fin à l'hypocrisie, l'hypocrisie de beaucoup de nos gouvernants qui calent devant la nécessité de donner plus de moyens budgétaires et plus de moyens opérationnels aux agences européennes et aux différents opérateurs. Triton n'a pas assez d'argent et sera bientôt à court de moyens.

Marijana Petir (PPE). - Gospođo predsjednice, na velikim teretnim brodovima starim i 50 godina, s krivotvorenim papirima prema Europi putuju ljudi koji pri tome riskiraju utapanje, beskrajno lutanje morem i smrt, jer žele bolji život. Bježe uglavnom iz ratnih područja Bliskog istoka i siromaštva Afrike. Među tim ljudima, a većina ih je prošle godine bila iz Sirije i Eritreje, mnogo je djece i trudnica.

Godišnji promet trgovaca ljudima iznosi oko 8 milijardi eura i oni će učiniti sve da taj novac ne izgube. Četiri su glavna pravca krijumčarenja ljudima: zapadni Mediteran, srednji, istočni i balkanska ruta. Većina ilegalaca stiže najopasnijim - morskim putem - iz Turske istočnom rutom prema Italiji krenuli su brodovi pronađeni prošlog tjedna, tzv. brodovi duhovi napušteni u blizini europskih voda, prepuni žena i djece. Pravo je pitanje zašto Turska nije pravovremeno reagirala, jer Frontex kao agencija za upravljanje operativnom suradnjom na vanjskim granicama država članica Europske unije, ne može na otvoreno more i na tursku obalu.

Glavna uloga Frontexa je zaštititi Europu od ilegalnih imigranata, trgovine ljudima i ulaska terorista, no pitanje je koliko je krijumčara ljudima dosad procesuirano i čija je uloga pomoći izbjeglicama i imigrantima. Države članice imaju prema međunarodnim zakonima obavezu spašavanja svih onih koji su na moru, no čini se da ukidanjem nekih nacionalnih projekata očekivanja od Frontexa rastu, a ta organizacija nema niti dovoljno novca, niti dovoljno kapaciteta i ljudi niti ovlasti da bi se sama efikasno nosila s ovim problemima i ljudskim sudbinama.

„Catch the eye” eljárás.

Therese Comodini Cachia (PPE). -Il-Human smuggling huwa negozju illeċitu u immorali li jattakka d-dinjità ta' dawk li jaqghu vittmi tieghu u huwa wkoll theddida għall-Istati Membri. Dawk l-aktar affettwati qeghdin fil-Mediterran; l-akbar konfini fuq il-baħar tal-Unjoni Ewropea.

Sal-lum l-Unjoni kellha strateġija għall-Mediterran li tinvolvi ġestjoni tal-fruntieri. Izda l-fatt li n-numru ta' incidenti tal-human smuggling dejjem jikber, huwa xhieda li din il-miżura waħedha hija insuffiċjenti. Dan id-dibattitu jissinifika deċiżjoni sabieq l-Unjoni tirrinforza l-azzjoni tagħha halli tkun tista' tiġġieled ir-reat ahjar.

Għal dan il-ghan hemm bżonn li niehdu azzjoni li tmur oltre dik li diġà ppruvajna u falliet. Irridu nahdmu ahjar u aktar fuq ir-relazzjoni tagħna ma' pajjiżi terzi fejn is-smugglers isibu mhux biss id-dghajjes iżda anki l-vittmi tagħhom. Fl-istess waqt għandna bżonn aktar koordinazzjoni tal-azzjoni li jiehdu l-Istati Membri u mhux biss dawk l-aktar milquta.

Fl-ahħar, Kummissarju, napprezza l-hidma tiegħek f'dan il-qasam u nawgura li ssib is-sapport ukoll tal-Istati Membri.

Bruno Gollnisch (NI). - Madame la Présidente, je serai très bref sur ma motion d'ordre.

Vous n'êtes pas responsable de cette procédure, qui a été observée d'ailleurs dans d'autres débats. Mais je voudrais dire que nous ne sommes plus dans une procédure d'interventions à la demande. S'il faut que les groupes s'inscrivent à l'avance et inscrivent leur orateur, c'est une prolongation du débat. Ce ne sont plus des interventions à la demande. Les interventions à la demande, c'est une procédure qui a été prévue. Je suis un vieux parlementaire et j'ai vécu les débuts de cette procédure qui se voulait spontanée, dans laquelle chacun agitait un carton bleu et les premiers s'exprimaient. Je crois qu'il y a un véritable problème de procédure avec ces interventions à la demande.

Elnök asszony. - Képviselő Úr! Higgye el, hogy én is eleget ülök a másik oldalon és tudom, hogy milyen nehéz „catch the eye” eljárásban szót kapni és milyen nehéz ez az eljárás. El szeretném mondani, hogy az összegyűjtése a hozzászólási igényeknek úgy történik, hogy már a vita elejétől benn ülnek a képviselők, jelzik a hozzászólásuk igényüket. Sőt, végiglik a vitát, kívárlják a sorukat és ezután után kapják meg a lehetőséget. Egyébként képviselő asszonynak mondom, hogy az ő képviselőcsoportjából Corrao képviselő úr hamarabb jelentkezett a „catch the eye”-ra. Ezt a vitát egymás között döntsék el, az időkeretünk adott. Következő hozzászóló Tomašić képviselő asszony.

Utorok 13. januára 2015

Képviselő Asszony! Most a figyelmet szeretné felhívni vagy ügyrendi kérdés?

Diane James (EFDD). - Madam President, I find it interesting that you are re-writing the rules this evening. I have made it abundantly clear for nearly the last 90 minutes that I wanted to speak. I have tried to blue card, you have stopped that. I have indicated to your colleagues twice to 'catch the eye'. I have also expressly indicated to you that I wished to do so, and yet you appear to be applying some form of discrimination to an EFDD Group Member. Maybe you would like to explain why you are personally preventing me from speaking this evening.

Elnök asszony. - Higgye el, hogy semmiféle szándékom nincs az Ön hozzászólását megakadályozni. Sőt, nagyra értékelem, hogy végigülte a vitát – egyike azon képviselőknak, akik végigülték. Nem én gyűjtöttem össze a „catch the eye” eljárás hozzászólóit, nem is tudtam volna megtenni, ezért vannak a kollégák. És a kollégák úgy ítélték meg, hogy az Ön képviselőtársa hamarabb emelte fel a kezét, mint Ön az eljárás során. Ezt kérem, hogy egymás között intézzék el. Nincs szándékomban a Házszabálynak az alá- vagy átírása. A következő hozzászóló Tomašić képviselő az ECR-ből. Parancsoljon!

Ruža Tomašić (ECR). - *(početak govora je nerazumljiv)* gorući europski problem pa pozdravljam svijest institucija o potrebi da mu se pristupi što je moguće brže i sveobuhvatnije.

Smatram da se protiv problema moramo boriti u njegovom središtu kroz suradnju s trećim zemljama na čijem se teritoriju nalaze glavna uporišta kriminalaca koji zarađuju na tuđoj tragediji. No vjerujem da ćemo poticanjem zakonite migracije pod okriljem borbe protiv krijumčara izazvati samo nove probleme. Otvaranje novih zakonitih migracijskih puteva neće nužno odagnati kriminalce od unosnog biznisa, ali će zato sasvim sigurno stvoriti dodatni financijskih i sigurnosni pritisak državama članicama.

Držim da otvaranje novim migracijskim valovima mora imati jasno uporište u uzajamnim potrebama europskog tržišta rada ili obrazovnog sustava s jedne te migranata s druge strane. U protivnom se radi samo o dodatnom opterećenju ionako preopterećenog socijalnog sustava mnogih država članica.

Ivan Jakovčić (ALDE). - Gospođo predsjednice, problem kojim se danas bavimo je problem koji traje već desetljećima, u jednoj ili drugoj varijanti, ali traje već desetljećima. Trajat će i dalje, i bit će sve izraženiji i sve opasniji što će naše susjedstvo biti više zahvaćeno socijalnim i, nažalost, ratnim nemirima, naročito zadnjih godina. Zato, svrstavam se uz one koji misle da nam je potrebna solidarnost, ali dvojaka solidarnost. Solidarnost s ljudima koji stradavaju, solidarnost s onima koji su u nesreći, ali i solidarnost među nama ovdje u Europskoj uniji, među državama članicama. I tu solidarnost trebamo. Trebamo humanitarne koridore i trebamo odgovarajući vizni režim, i trebamo sve ono što su kolege i kolege prije iznijeli jer jedino to je način rješavanja problema. Represija nije alternativa rješavanju problema.

Ignazio Corrao (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, da quando è finita l'operazione Mare Nostrum ed è iniziata l'operazione Triton sono aumentati gli inquietanti fenomeni che abbiamo ribattezzato «navi fantasma», che sono delle vecchie navi cargo che vengono lasciate alla deriva col pilota automatico e poi chiaramente si lancia un segnale di salvataggio in modo che la guardia costiera possa intervenire. Ci sono stati 13 casi, 2 recenti, quello dell'*Ezadeen* e della *Blue Sky M*.

Ho sentito il Commissario Avramopoulos che diceva che stiamo incrementando il rapporto di collaborazione con la Turchia, però il punto è che queste navi sono passate dalla Turchia, sono salpate dalla Turchia e probabilmente i turchi non se ne sono accorti, quindi mi chiedo pure in che modo stiamo collaborando con la Turchia, dato che è un paese con cui abbiamo notevoli relazioni. C'è un profitto pazzesco da parte di chi fa questo *business*, questa criminalità organizzata, che è stimato in miliardi di euro, e ci sono degli Stati complici, per cui una politica comune deve essere una politica comune nei fatti, una politica decisa in questa tema dell'immigrazione.

Franz Obermayr (NI). - Frau Präsidentin! Die Immigration von Menschen ist so alt wie die Menschheit selbst, aber im Rahmen der gesetzlichen Möglichkeiten durchaus in Ordnung. Aber wir reden heute ja von illegaler Immigration, also von nicht gesetzmäßiger Immigration, und das von Hunderttausenden im Jahr Richtung Europa. Dabei stellt sich natürlich auch das Problem der Überforderung unserer Gesellschaft, der Überforderung unserer Bürger mit dieser Immigration. Das Problem hier zu ignorieren, ist höchst sträflich und vor allem gefährlich, meine Damen und Herren.

Utorok 13. januára 2015

Das Problem illegaler Immigration über das Mittelmeer muss dort angegangen werden, wo es passiert. Das bedeutet, den Menschen in ihren Heimatländern vernünftige Lebensperspektiven zu bieten und auch zu schaffen. Genauso wichtig wird es sein, auch die Mittelmeeranrainerstaaten in die Pflicht, in die Verantwortung zu nehmen – diese Staaten, wo diese Schiffe loslegen und wo diese Immigranten diese Schiffe illegal besteigen. Letztlich muss auch die finanzielle Hilfe für diese Länder – wie für die Türkei, wie für Libyen, auch für Tunesien – abhängig sein von der Effizienz und von der Kooperationsbereitschaft bei der Bekämpfung dieser illegalen Immigration.

Tomáš Zdechovský (PPE). - Paní předsedající, dovolu mi pouze technickou připomínku. Já myslím, že když někdo zvedá ruku, že chce vystoupit s technickou připomínkou, tak já jsem četl jednací řád a mám mít přednost, to je první věc. A druhá věc je, paní předsedající, já jsem už na několikáté schůzi, kterou řídíte, a možná, že kdybyste včas ukončovala vystoupení řečníků, že by tady potom nevznikaly diskuse o tom, kdo a jak dlouho má hovořit. Můžu vám říct, že v budoucnu budeme lépe spolupracovat.

(A „catch the eye” eljárás vége.)

Dimitris Avramopoulos, Member of the Commission. - Madam President, let me start by expressing my thanks to the Members of the European Parliament who requested this Commission and Council statement and gave us the opportunity to meet here today and have this very interesting debate.

Most of you focused on smuggling, and actually that was the main title of this meeting. As I said at the beginning, smugglers have discovered new methods and new routes, but we are determined to address this issue with determination. There is no doubt that smuggling is a criminal offence, but we need to make our legal instruments more effective. I said before that we have decided to proceed with better coordination and – as was repeatedly said – with a more comprehensive approach in order to address the roots of the current flows of regular migrants and also smuggling.

It has been said during this meeting today that cooperation with third countries is of great importance. There is no doubt about this. I just want to remind you that about ten days ago we met in Rome during the Khartoum and Rabat processes and, at the same time around the same table, we had countries of origin, countries of transit and countries of destination. We all decided to fight this phenomenon more effectively, but we need the engagement of these countries, including Turkey.

As far as resettlement is concerned, the first exploratory discussion with the Member States on a more balanced allocation, or distribution, for resettled refugees has only just begun. The Commission hopes to be able to discuss this point in a more detailed way during the Justice and Home Affairs Council which will take place in March. As far as distribution is concerned, for the time being – I will be frank with you – I cannot speculate on the exact nature of such criteria, although elements such as the total number of asylum seekers per capita and GDP will certainly be included.

Our objective at this stage is to avoid extensive negotiations on a comprehensive list of criteria and instead to agree on a minimum set of criteria. This will allow us to launch a pilot as soon as possible. This pilot phase will give us the opportunity to adjust the practical modalities of the implementation of the distribution key. In the light of experience acquired last time, we will consider any possible further criteria in order to take into account the interests of all parties involved including, obviously, those of the refugees.

Resettlement and the humanitarian mission remain, and this is my answer to Cecilia Wikström, who is very sensitive on this, the main routes of legal access to the European Union. The Commission, together with the High Commissioner for Refugees, has been calling on the Member States to consider other alternatives, such as more generous family reunification or student-worker visa schemes for Syrians, where feasible and appropriate, of course.

Legal migration is also an important tool in this context. Regarding all other forms of entry, such as humanitarian visas: as was underlined before, the discussion so far indicates that there is unanimous opposition from the Member States to even considering such options at this point. We keep trying and we continue the political dialogue.

Utorok 13. januára 2015

Coming back to what was said before, fighting smuggling will be a top priority in the comprehensive approach to migration. Our discussion today has confirmed that all migratory challenges are closely interrelated and require a credible and coordinated European response. As announced in the Commission work programme for 2015, the Commission intends to present this comprehensive approach in a European agenda on migration. Be sure that we are committed and resolved to move forward.

PRZEWODNICZY RYSZARD CZARNECKI

Wiceprzewodniczący

Zanda Kalniņa-Lukaševica, *President-in-Office of the Council*. - Mr President, honourable Members, I would like to thank you for giving me the opportunity to intervene on the recent events of people-smuggling in the Mediterranean region. I could not agree more with the view that abusing the hopes of desperate people is a crime. We are speaking of a true human tragedy. The Council, of course, is fully aware of the grave risks to human lives and to the fundamental rights of thousands of immigrants, as well of as the challenges for the Union emerging from this new route used by smugglers who ferry out their passengers, mainly from Turkey, towards Italy. The Council's competent bodies, in close cooperation with the other institutions, agencies and stakeholders concerned, intend to address this issue as a matter of priority.

In the context of fighting the smuggling of immigrants on the criminal level, I would like to point out that the Council adopted in 2010 the EU policy cycle for organised and serious international crime, which established a multiannual policy cycle and a clear methodology for setting, implementing and elevating priorities in the fight against organised and serious international crime.

In the framework of this policy cycle, the Council set priorities for the fight against serious and organised crime for the cycle 2014-2017, including the fight against facilitation of illegal immigration and trafficking of human beings in the following terms: to disrupt organised crime groups involved in facilitation of illegal immigration operating in the source countries, at the main entry points to the EU, on the main route and, where evidence-based, on alternative channels; to reduce organised crime groups and the abuse of legal channels for migration, including the use of fraudulent documents as a means for facilitating illegal immigration; and to disrupt organised crime groups involved in intra-EU human trafficking and human trafficking from the most prevalent external source countries for the purpose of labour exploitation and sexual exploitation, including those groups using legal business structures to facilitate their criminal activities. During the cycle, four-year strategic goals are defined for each crime priority, which are implemented by operational action plans, one per priority and per year.

Honourable Members, the very important and fruitful debate that we had today clearly proved that it is our joint challenge and joint priority to step up efforts to prevent the smuggling of immigrants, to fight it and to prosecute those involved in such activities. We look forward with great interest to the Commission's assessment of the existing instruments as announced by Commissioner Avramopoulos just now. To achieve the objectives of fighting against these criminal situations, it is crucial that all stakeholders make an active contribution. Along with the Council and the Commission, the European Parliament has a fundamental role to play in this respect. The Council stands ready to consider all the necessary actions and measures and to report to the European Parliament on their adoption and implementation.

Przewodniczący. - Zamykam debatę.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. – El tráfico y la trata de migrantes en situación irregular con fines de lucro es una de las actividades de la delincuencia organizada más espantosas y terribles. Estas prácticas odiosas plantean un grave riesgo para la vida de los migrantes y suponen un desafío para toda la Unión Europea. El número de personas que trató de cruzar el Mediterráneo en 2014 volvió a alcanzar un nuevo récord, superando la cifra de 200 000. La Comisión Europea y los Estados miembros deben tomar las medidas necesarias para hacer frente a estos delitos logrando que las personas o los grupos que participan en la explotación de los migrantes, refugiados y demandantes de asilo vulnerables respondan ante la justicia. Además, es necesario establecer amplias campañas de información para dar a conocer los tipos de riesgo a los que se enfrentan aquellos que ponen sus vidas en manos de los contrabandistas y los que son víctimas de la trata de personas. Estos crímenes contra la dignidad humana deben acabar, y lo que está sucediendo tiene

Utorok 13. januára 2015

que ser una llamada de atención para todos nosotros.

Ангел Джамбазки (ECR), в писмена форма. – Ситуацията в района на Средиземноморието, предизвикана от безпрецедентната миграционна вълна е изключително сериозна. Редно е да направим отново разликата между бежанци и нелегални мигранти, защото една голяма част от мигрантите не са бежанци, а са икономически мигранти.

Причините, които принуждават тези хора да търсят социалните придобивки на ЕС се коренят в провала на собствените им държави, в разрушаването на светския характер на голяма част от държавите по Северното крайбрежие на Африка, във възхода и нашествието на радикалния ислямизъм. Вина за това носят и онези държави и икономически интереси, които организираха т.нар. арабска пролет, която разруши държавността и даде поле на крайни ислямистки фракции, като ИД, Ал Кайда, Боко Харам, Аш Шабаб и муджахедин.

Борбата с миграцията трябва да се води с причините за нея, там, където те се пораждат. Не трябва да се забравя и ролята на неоосманисткото правителство на Турция, което подкрепя и организира трафикантите и организаторите на канали за трафик на хора. Необходима е и повече европейска солидарност и финансова помощ за държавите по границите на миграционния натиск, в това число и България, която понастоящем носи непропорционално голяма финансов и организационна тежест. Необходима е европейска финансова помощ за доизграждане на защитното съоръжение по цялата българо-турска граница.

Iratxe García Pérez (S&D), por escrito. – El tráfico y la trata de migrantes en situación irregular con fines de lucro es una de las actividades de la delincuencia organizada más espantosas y terribles. Estas prácticas odiosas plantean un grave riesgo para la vida de los migrantes y suponen un desafío para toda la Unión Europea. El número de personas que trató de cruzar el Mediterráneo en 2014 volvió a alcanzar un nuevo récord, superando la cifra de 200 000. La Comisión Europea y los Estados miembros deben tomar las medidas necesarias para hacer frente a estos delitos logrando que las personas o los grupos que participan en la explotación de los migrantes, refugiados y demandantes de asilo vulnerables respondan ante la justicia. Además, es necesario establecer amplias campañas de información para dar a conocer los tipos de riesgo a los que se enfrentan aquellos que ponen sus vidas en manos de los contrabandistas y los que son víctimas de la trata de personas. Estos crímenes contra la dignidad humana deben acabar, y lo que está sucediendo tiene que ser una llamada de atención para todos nosotros.

Michela Giuffrida (S&D), per iscritto. — Sandy, nave fantasma, 700 migranti. Blue Sky M, nave fantasma, 970 migranti. Ezadeen, nave fantasma, 400 migranti. Sembra un caso, eppure da quando siamo passati da Mare Nostrum a Triton si è diffusa una nuova strategia e riaperte vecchie rotte. Non più carrette del mare, ma navi mercantili. Non più la rotta lampedusana, ma di nuovo quella di Levante. I migranti pagano di più per avere l'illusione di viaggiare su imbarcazioni più sicure. Queste notizie mettono in evidenza i limiti dell'azione europea, l'incapacità di Frontex e l'inadeguatezza di Triton. Il fallimento della risposta europea. Noi non possiamo aspettare ancora. E non possono aspettare le migliaia di persone che di questa tratta sono le prime vittime. La parola chiave deve essere sicurezza e diritto alla vita, di quanti affrontano quel viaggio disperato in fuga da guerre, persecuzioni, povertà. Non ci dimentichiamo, signor Commissario, che quelle attraversate da queste navi sono tratte molto trafficate e una nave senza comandate crea molti pericoli, non solo a chi vi sta a bordo. L'azione per essere efficace deve essere condivisa, tutti gli Stati membri devono collaborare per fermare un fenomeno che più che della migrazione ha il carattere della tratta di esseri umani.

Utorok 13. januára 2015

Sophie Montel (NI), *par écrit*. – La convention de Schengen puis le Traité d'Amsterdam ont privé les États membres de leurs frontières nationales et des nécessaires et indispensables contrôles. La libre circulation des biens et des personnes prônée par Bruxelles, a fait naître et se développer au fil des ans, un appel d'air évident en direction de l'immigration clandestine. En outre, après «Mare Nostrum», l'opération Triton mise en place par l'Union européenne et qui vise à permettre le sauvetage de navires remplis de clandestins et abandonnés par les passeurs mafieux en pleine Méditerranée, ne fait qu'aggraver la situation. Ainsi, c'est avec le soutien de l'UE, que des immigrés illégaux débarqueront finalement sur le sol européen au lieu d'être reconduits vers leur pays d'origine, comme le commanderait le bon sens et l'exigerait la justice. L'espace Schengen a fait des États membres signataires, de véritables passoires. Mieux encore de véritables pompes aspirantes sociales en faveur des clandestins, ont été créées par les gouvernements de gauche et de droite, accroissant encore le phénomène de l'immigration clandestine. Nos sociétés sont déstabilisées par le poids de cette immigration illégale. Les clandestins sont victimes des passeurs tandis que les citoyens européens sont victimes du laxisme de leurs gouvernants.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. – Nakon humanitarne tragedije nedaleko od Lampeduse, kada su stotine imigranata i tražitelja azila izgubile život u brodolomu jednoglasno smo tražili učinkovito djelovanje Europske unije protiv trgovine ljudima. Pozdravljeno je pokretanje operacije Triton u okviru Agencije Frontex koju financira EU a čiji je cilj pojačati granični nadzor u vodama u blizini talijanske obale. U prosincu je Europski parlament odobrio proračun EU-a za 2015. Za vanjsku politiku proračun je povećan za 32 milijuna €, Agencija Frontex dobila je također više sredstava. Nažalost, posljednjih tjedana svjedoci smo nove dimenzije koju poprima krijumčarenje ilegalnih useljenika u Europu : krijumčari su zamijenili mala plovila s teretnim brodovima! Od 20. prosinca tri teretna broda bez posade s usmjerenim sustavom autopilota s oko dvije tisuće ilegalaca završila su na talijanskoj obali. Mafija krijumčara širi unosni milijunski posao i zločin poprima megalomanske razmjere koje zaslužuje kvalifikaciju pokušaja masovnog ubojstva. Povećanje financijskih sredstava nije dovoljno, ovdje je riječ o vanjskoj politici EU-a i odnosima s Turskom iz koje polaze „ukleti brodovi”. Potreban je odlučan i cjelovit pristup migracijskoj politici, snažna interakcija između unutarnje i vanjske politike EU-a u ishođenju pravnog rješenja u okvirima međunarodnog prava mora, te stroge kaznene sankcije za trgovanje i krijumčarenje ljudima.

Christine Revault D'Allonnes Bonnefoy (S&D), *par écrit*. – Ce début d'année, en moins d'une semaine, deux cargos à la dérive ont débarqué en Italie. La catastrophe a été évitée de justesse: près de 1200 migrants et demandeurs d'asile ont été sauvés. Ces nouvelles pratiques des passeurs appellent à une réponse forte et coordonnée de l'UE. Pour cela, il est indispensable de ne pas réagir dans la précipitation mais de réfléchir à une stratégie globale et viable à long terme, en coopération avec la communauté internationale. Depuis la fin de Mare Nostrum, les migrants et demandeurs d'asile continuent d'affluer sur notre continent, et les moyens humains et financiers de Triton sont insuffisants pour leur porter secours. Le plan de l'UE sur les migrations n'empêchera pas de nouveaux drames en Méditerranée s'il se focalise sur la lutte contre le trafic de migrants. La vraie priorité, c'est le développement de canaux légaux de migration pour les migrants et la définition de voies d'accès sûres vers l'UE pour les demandeurs d'asile. Enfin, il y a urgence à mettre en œuvre la proposition de visa humanitaire, pour permettre aux personnes ayant besoin d'une protection internationale d'accéder au statut de réfugié sans avoir à emprunter des routes toujours plus dangereuses pour rejoindre l'Europe.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. – El tráfico y la trata de migrantes en situación irregular con fines de lucro es una de las actividades de la delincuencia organizada más espantosas y terribles. Estas prácticas odiosas plantean un grave riesgo para la vida de los migrantes y suponen un desafío para toda la Unión Europea. El número de personas que trató de cruzar el Mediterráneo en 2014 volvió a alcanzar un nuevo récord, superando la cifra de 200 000. La Comisión Europea y los Estados miembros deben tomar las medidas necesarias para hacer frente a estos delitos logrando que las personas o los grupos que participan en la explotación de los migrantes, refugiados y demandantes de asilo vulnerables respondan ante la justicia. Además, es necesario establecer amplias campañas de información para dar a conocer los tipos de riesgo a los que se enfrentan aquellos que ponen sus vidas en manos de los contrabandistas y los que son víctimas de la trata de personas. Estos crímenes contra la dignidad humana deben acabar, y lo que está sucediendo tiene que ser una llamada de atención para todos nosotros.

Utorok 13. januára 2015

Josef Weidenholzer (S&D), *schriftlich.* – Berichte über ertrunkene Flüchtlinge im Mittelmeer sind mittlerweile leider so alltäglich, dass sie kaum mehr Nachrichtencharakter haben. Durch die neue Methode der Schlepper, überladene Flüchtlingsboote führerlos ihrem Schicksal zu überlassen, ist das nächste Unglück nur eine Frage der Zeit. Es ist wichtig, nicht zu vergessen, dass Schlepper nur ein Symptom eines viel weitreichenderen Problems sind. Wir müssen erkennen, dass wir die Schlepperei nicht mit Grenzschutzbooten stoppen werden. Vielmehr benötigen wir endlich sichere Einreisekorridore und die Möglichkeit, auch in Drittstaaten einen Antrag auf Asyl in der EU zu stellen. Nur so können wir Menschen davor bewahren, ihr Leben bei dem gefährlichen Weg über das Mittelmeer aufs Spiel zu setzen, und nur so nur so können wir der Schlepperei die ökonomische Grundlage entziehen. Wenn Flüchtlinge auch in Drittstaaten Asyl in Europa beantragen dürfen, müssen wir im Umkehrschluss auch über eine faire Lastenverteilung zwischen den Mitgliedstaaten diskutieren. Eines ist jedoch klar: die derzeitige Schockstarre wird weitere Menschenleben fordern. Darum muss die EU ihr Migrationssystem endlich den aktuellen Gegebenheiten anpassen.

Tomáš Zdechovský (PPE), *písemně.* – Viktor Emil Frankl, známý rakouský psychiatr, přišel kdysi s myšlenkou, že vedle sochy Svobody na východním pobřeží by měla existovat také socha Zodpovědnosti na pobřeží západním. Podle mého názoru platí tato myšlenka dnes více než kdykoliv jindy. Události v posledních měsících a především těch nedávných nám ukázaly, že se z pašování lidí z nestabilních oblastí stává prosperující business. Skupinám, které toto pašování organizují, nejde o to lidi bezpečně dostat z oblastí konfliktu do EU, ale vydělat na jejich utrpení nemalé peníze. Pro mě je zásadní, aby EU na tomto místě převzala zodpovědnost, našla tyto organizované skupiny a řádně je potrestala. Zodpovědnost EU ale musí být i součástí její vnitřní politiky. Jestliže Evropa přijímá migranty z problémových oblastí, musí za ně také převzít zodpovědnost. Tito lidé většinou – jestli vůbec – pracují na nekvalifikovaných pozicích a budme upřímní, EU tyto pracovníky do určité míry potřebuje. Naší povinností by tedy mělo být zodpovědné chování vůči těmto imigrantům, stejně tak jako oni se musejí zodpovědně v Evropě integrovat.

16. Ženy vo vrcholových orgánoch spoločností (rozprava)

Przewodniczący. - Kolejnym punktem porządku dnia jest debata nad oświadczeniem Rady i Komisji w sprawie kobiet w zarządach spółek (2015/2509(RSP)).

Zanda Kalniņa-Lukaševica, *President-in-Office of the Council.* - Mr President, women on company boards are the next topic. The subject of the gender balance on company boards is a very important topic. There is a broad consensus in Europe on the need to increase the number of women in decision-making, especially in businesses. I firmly believe that Parliament, the Council and the Commission already agree in principle on the most crucial thing, namely that equality before the law is not enough – we also need equality in practice, and this also means ending vertical segregation.

There is no reason in the 21st century why businesses, banks and the economy as a whole should be mainly run by men. Allow me therefore to thank the European Parliament for keeping this issue on the agenda and for insisting on progress. As the Commission has also stressed, European business needs the talents of Europe's highly-educated women, and increasing diversity is also a way to improve the performance of companies. We look forward to constructive exchanges with the European Parliament's new rapporteur on this file, Ms Gabriel.

According to the latest figures, the average share of women on boards of the largest publicly-listed companies in the EU is now 18.6%. This is a clear sign that concrete measures must be taken to remedy the situation. How do we ensure that our largest companies can benefit from the talents and dynamism of both women and men? It is a generally political question and policymakers have divergent views on approaches and what tools we should use. We should therefore not be surprised if more time is needed to agree.

The goal we share can be reached by different roads. As you know, some Member States have already introduced binding quotas. Others are wary of interfering with company law and prefer self-regulatory measures. By means of example, the share of women on the boards of Latvia's largest companies is 31%. I am proud to say that this result has been achieved without any formal measures of positive discrimination.

Utorok 13. januára 2015

How do we crack the glass ceiling? What is the EU's proper role in this? The Commission's proposal for a directive in this area seeks to answer the question in its own way. The proposal itself is a compromise of sorts. It does not provide for binding quotas. Instead, it sets quantitative objectives.

The main obligations that the proposal contains concern the procedure for selecting board members, which should be fair, merit-based and transparent. I note that the European Parliament already adopted its first reading position on the Commission's proposal in late 2013. In that opinion your institution broadly endorsed the approach suggested by the Commission.

It is no secret that the negotiations on the Council side have been challenging. Despite efforts made by successive presidencies, our discussions have not yet been completed. Views still differ between the Member States regarding the best approach. The diversity between Member States needs to be respected in term of company law, the degree of gender balance already achieved and the national measures already taken to improve it. The Member States are taking action but in different ways. We must also remember that the Member States start from very different levels.

One thing is becoming clear: from the subsidiarity perspective, any future measures at European level should recognise the fact that there is no one-size-fits-all solution. This was the spirit of the approach taken by the Italian Presidency. Building on this work, we will continue our search for a solution under the Latvian Presidency. On behalf of the Council I assure you that we will take forward this work with a view to reaching an agreement.

Věra Jourová, *Member of the Commission*. - Mr President, honourable Members, I would like first to thank you for adding this item to the agenda because it gives me an opportunity to present here the clear position of the Commission, and of myself, on this important piece of legislation which is – hopefully – in the process of adoption.

We are fully aware that major steps on the road to effective gender equality need to be taken. The adoption of the directive on improving gender balance on company boards will be an important step on that road. The directive will help smash the glass ceiling that prevents qualified women from holding top jobs. The directive is smart and flexible: it puts qualification and merit centre stage. This European Union instrument is as necessary as ever. On boards of private companies we still have only 18% women. At the same time, 60% of new university graduates in Europe are female. Their talent should not be wasted, in particular in light of the demographic changes we face in Europe.

It is well recognised in numerous studies that a range of talents, experience and skills in the boardroom improves business performance and governance and drives economic growth. If we want to maintain Europe's competitiveness and stay ahead of demographic changes, we need more women at work, especially qualified women.

Some Member States have seen positive developments, mainly those such as France, Belgium and Italy that have introduced, or are considering, legally binding measures. However, in others the situation is stagnating or even worsening. We have tried non-legislative action at EU level, but with limited results as you all know. Only a legally binding measure at EU level can effectively contribute to greater gender equality in the area of economic decision-making. We will therefore intensify our efforts to speed up the process of the adoption of this directive.

Let me remind you that what the directive seeks is progress and fairness. We do not want women to be privileged because they are women. We want qualified women to get a fair chance. This is why, rather than imposing a particular result, the proposed directive requires Member States to ensure that qualification, competence and professional performance play the key role during the process of selection to board positions. This approach is in line with the case law of the Court of Justice, which has set rules and conditions for positive action for the under-represented sex in employment. It requires a comparative assessment of all candidates on the basis of objective criteria. Since there are highly qualified women capable of being selected as candidates, this approach is the right one to take.

I see that considerable efforts have been made by previous presidencies; this is very welcome and there are concrete results from these efforts. The proposal is moving closer to achieving a qualified majority in the Council. In particular, the Italian Presidency has worked intensively on this directive and I am convinced that, on this solid basis, it is possible to agree that subsidiarity concerns be fully addressed. This should ensure the support of a sufficient majority of Member States. Latvia is among the Member States which have recently adopted a more positive approach to the directive. The Commission is therefore encouraging the Latvian Presidency to use this positive momentum, actively to pursue the discussion and then to reach a compromise solution.

Utorok 13. januára 2015

Constance Le Grip, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, nous voilà en 2015 et force est de constater que, depuis novembre 2013 et l'adoption en plénière du rapport Kratsa-Regner, de nos deux collègues Rodi Kratsa-Tsagaropoulou et Evelyn Regner, proposant à la suite de la Commission européenne un dispositif visant à assurer un meilleur équilibre hommes-femmes au sein des conseils d'administration des grandes entreprises européennes – le projet «Women on boards» –, la situation n'a guère progressé.

Après notre propre prise de position, peu de progrès ont été réalisés au Conseil. Nous avons été déçus de voir que la Présidence italienne n'avait pas réussi à finaliser son travail et à atteindre un compromis, notamment lors du dernier Conseil «Compétitivité» du 11 décembre dernier. Pourtant, de son côté, le Parlement européen avait fait preuve de beaucoup de pragmatisme en se basant sur le principe d'un objectif chiffré sans contrainte, accompagné de procédures de sélection d'administrateurs plus justes et plus transparentes.

La position du Parlement européen avait été construite sur la base d'un travail consensuel entre les différents groupes et atteignait un équilibre en mettant en balance la nécessité d'augmenter la présence des femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises et l'importance de respecter les cadres juridiques, les traditions et les lois nationales applicables en matière de *management* et de droit des sociétés dans chacun des États membres. De plus, la cible visée par le texte est assez circonscrite: les grandes entreprises européennes cotées en bourse. Il y a donc là à la fois un objectif raisonnable mais, en même temps, un objectif symbolique, hautement symbolique. Un symbole fort qui doit nous permettre de proposer aux générations futures un chemin pour augmenter le *leadership* féminin, pour crever enfin le plafond de verre.

S'agissant des moyens, nous voyons bien que, lorsque des dispositifs législatifs sont mis en œuvre – et c'est le cas dans l'ensemble des pays de l'Union, à commencer par le mien –, des résultats sont atteints. Il nous faut donc maintenant mettre toute la bonne volonté – je dirais toute l'énergie féminine qui s'est exprimée par la voix de la commissaire, par la voix de la ministre et, sous la férule de la Présidence lettone, de M^{me} la première ministre de Lettonie – pour parvenir à construire un compromis. Le Parlement européen, de son côté, est tout à fait disposé à y travailler sur un pied d'égalité avec le Conseil.

Anna Hedh, *för S&D-gruppen*. – Herr talman! Det finns många som hävdar att kvotering inte fungerar, kanske för att det är en sådan enkel lösning. Man tvingar företag att anställa kompetenta personer, dock ska 40 procent av dem vara kvinnor, och brist på kompetenta kvinnor är det inte.

Det handlar också om att ändra perspektiv. Antingen anser vi att kvinnorna inte räcker till, att de inte har den kunskap och den erfarenhet som krävs, vilket inte stämmer, eller så vänder vi på det och fokuserar på företagen och strukturerna där. Varför lyckas de inte anställa kvinnor?

Det har nu gått över ett år sedan Europaparlamentet med en överväldigande majoritet röstade igenom kommissionens förslag. Sedan dess har en minoritet av EU-medlemsstater blockerat förslaget i rådet och tvingat fram en kompromiss som vattnar ur det ursprungliga förslaget och som denna minoritet nu inte heller verkar acceptera. Dessa länder hänvisar till att det är medlemsstaterna själva som ska införa en eventuell lagstiftning om kvotering, och att det inte ska ligga på EU-nivå. Skitsnack! säger jag. Mycket lite har hänt i medlemsländerna under detta år av blockering. Denna attityd sänder en tydlig signal till Europas kvinnor: "Vi tänker inte göra något för att se till att bolagsstyrelser blir mer jämställda". En signal att det i alla fall blir en spricka i glastaket eller att kompetenta kvinnor inte når toppjobb på grund av att de är just kvinnor.

Jag känner mig förolämpad över rådets agerande. Jag vet att många andra kvinnor är det också. Att sänka ambitionen såsom görs i kompromissen från det italienska ordförandeskapet genom att inte göra målet om 40 procent bindande understryker återigen den patriarkala struktur som styr EU:s jämställdhetspolitik eller snarare aktivt motarbetar arbetet för ett jämställt Europa.

Att kvotering till bolagsstyrelser skulle vara en universal lösning på alla problem gällande jämställdhet är naturligtvis en illusion, men det är ett viktigt steg på vägen och sänder en tydlig signal att jämställdhet är av yttersta vikt för EU och vår framtid.

Utorok 13. januára 2015

Jana Žitňanská, za skupinu ECR — Prirodzenou túžbou každého človeka je realizovať svoj potenciál. Ako mama troch detí pôsobiaca v politike už niekoľko rokov som presvedčená, že bez ohľadu na to, či sa žena rozhodne zasvätiť svoj život čisto rodine alebo rodinu a prácu chce prepojiť, je našou povinnosťou vytvoriť jej na to primerané podmienky.

Žiaľ, návrh, ktorý ustanovuje kvóty pre zastúpenie žien v dozorných radách obchodných spoločností takéto podmienky nevytvára. Jasne to dokazuje aj príklad Nórska, kde kvóty boli zavedené v roku 2006, ale nedosiahli želaný efekt. Nórski zástupcovia zamestnávateľov sa zhodli, že nielen pre pôsobenie žien vo vrcholových pozíciách, ale aj pre ich celkovú participáciu na trhu práce je oveľa kľúčovejší dostatočný počet miest v materských školách a dobre nastavená rodičovská dovolenka.

Príkladom dobrej praxe práve v oblasti rodičovskej dovolenky je okrem niektorých členských štátov aj samotná Európska komisia, ktorej zamestnankyne alebo zamestnanci si môžu časť tejto dovolenky čerpať flexibilne až do 12. roku života dieťaťa. Touto úpravou som sa nechala inšpirovať a aktuálne sa ju snažím presadiť aj v slovenskom parlamente. Verím, že takto oveľa zmyslupľnejšie prispejem k tomu, aby ženy mohli realizovať svoj potenciál a aby ich pri tom nesklúčovala otázka: Práca alebo rodina?

Angelika Mlinar, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, gender equality is one of the core objectives of the European Union, and the right to work is an essential precondition if women are to enjoy effective equal rights.

Figures clearly show that discrimination against women is still a serious problem. The unemployment rate is higher for women than for men; the gender pay gap involves nearly every occupational sector; and moreover, while more education is an effective tool for increasing earnings, it is not an effective tool in fighting the gender pay gap. Sadly, many people out there still argue that women themselves are the problem. Needless to say, this is certainly complete nonsense.

It is a shame – and for me unbelievable – that we all, including parents, still accept that the opportunities for young boys are still better than those offered to young girls. Discrimination and unacceptable inequality has to be eliminated, irrespective of the means and the rules we have to apply.

Inês Cristina Zuber, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Presidente, é evidente que a ressonância mediática desta medida é muito grande e por isso muitos falam dela, mas não queríamos perder esta oportunidade para lembrar à Sra. Comissária que há outras realidades e outros problemas de desigualdade entre homens e mulheres que hoje são prioritários.

A realidade à nossa volta é chocante. Na União Europeia quantas mais mulheres estão hoje na pobreza e desempregadas? Quantas são afetadas pelo trabalho precário e andam de *part-time* em *part-time* sem tempo nem para elas, nem para a sua família, nem para ninguém? A quantas lhes é perguntado, nas entrevistas de emprego, apenas para acederem a um emprego, se querem ser mães? Quantas sofrem de violência e assédio moral e sexual no seu local de trabalho e em casa? A quantas são negados cada vez mais direitos de cuidados de saúde na gravidez e no planeamento familiar? Quantas têm que alimentar, sozinhas, os seus filhos quando os mínimos apoios sociais que tinham foram cortados nos últimos tempos? Serão muitas! Talvez estas mulheres nunca cheguem às administrações das empresas, mas elas representam a realidade dominante que esperamos que não esqueçam.

Terry Reintke, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, only 18.6% of board members in Europe are women. Among the top executive positions the figure is only 3.3%.

Three point three per cent, that is how far we have come 222 years after Olympe de Gouges died under the guillotine and 66 years after Simone de Beauvoir published her famous book 'Le Deuxième Sexe'. Really? This is not only a minor problem of justice in the European Union. It is a frustrating scandal – a scandal that we could change.

We could change it if only we could bring to a successful end the process of really making the European Union a champion for women's rights. The introduction of a binding quota was started by courageous women. It was watered down; it was debated, praised and condemned. We as women, and also men, in this Parliament need to stand up for it now. We need to make very clear that we will fight for an ambitious, binding and European right as regards quotas for women in executive board rooms, and we will not give up until women get what they deserve – half of the power in boardrooms, in politics and in our societies.

Utorok 13. januára 2015

Mariya Gabriel (PPE). - Monsieur le Président, Madame la Commissaire, Madame le Secrétaire d'État, depuis que le projet de directive a été proposé la pression législative fonctionne. Les entreprises ont cherché et trouvé des femmes compétentes et qualifiées pour occuper ces sièges à hauteur de 18,6 %.

Paradoxalement, malgré la force de la preuve, nous piétons. Cela fait plus d'un an que le Parlement a proposé une base de négociations. Deux présidences plus tard, le Conseil n'a toujours pas trouvé d'accord.

Il y a donc maintenant urgence pour les États membres d'avancer sur ce dossier avec à l'appui trois arguments clés.

Oui, Madame la Commissaire, les femmes constituent 60 % des diplômés dans l'Union européenne, mais leur rôle sur le marché du travail ne reflète pas cette compétence disponible. Les objectifs de la stratégie Europe 2020 ne pourront jamais être atteints sans rompre le plafond de verre. Il est urgent de quitter la logique du fardeau pour l'industrie et d'aller puiser parmi les t .

Deuxièmement, à ceux qui sont allergiques aux quotas, le Parlement a déjà apporté une réponse pragmatique. Les quotas ne sont pas une fin en soi, c'est un instrument pour garantir la mise en place de procédures de recrutement qui soient transparentes et non discriminatoires.

Troisièmement, il s'agit d'insuffler une dynamique positive en commençant par les conseils d'administration et en tablant sur un effet boule de neige à d'autres niveaux hiérarchiques pour réduire la segmentation verticale du marché du travail.

Aujourd'hui, nous appelons tous de nos vœux une meilleure égalité hommes-femmes dans l'Union. Il est grand temps que ces vœux se traduisent en actions concrètes. Au niveau européen la marge de manœuvre est réduite. Là où il y a des opportunités, il est politiquement irresponsable, face à nos concitoyennes, de ne pas les saisir.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). - Mes Europos Parlamente jau 2013 metais priėmėme savo poziciją dėl šitos direktyvos, kuri galėtų būti geras pavyzdys siekiant užtikrinti lyčių lygybę ir kitose srityse. Tačiau kodėl iki šiol bijomasi panaudoti išsilavinusias moteris, gabias moteris tam, kad pagaliau Europos Sąjunga išeitų iš ekonominės stagnacijos? Nes iš tikrųjų mes turime priimti tokius sprendimus, kad moterys galėtų dirbti įmonių valdybose. Taip, kai kuriose valstybėse situacija geresnė: Prancūzijoje, Italijoje ar Belgijoje, bet vistiek bendrai Europos Sąjungos mastu tik 18 procentų moterų yra įmonių valdybose, nes kitos šalys narės neturi tokių teisės aktų. Vadinasi, reikalinga bendra direktyva ir tikrai reikalingos kvotos, kad tą 40 procentų mes pasiektumėme. Taip, tai nebus lengva, bet žiūriu į savo kaimynę, pirmininkaujančią Latviją ir gerbiamą ministrę. Tikrai linkiu jums kuo geriausios sėkmės dirbti daug, dirbti atsakingai ir pasiekti sutarimą ir tada tikrai bus geras rezultatas.

Jadwiga Wiśniewska (ECR). - Panie Przewodniczący! Zgadzam się z tym, że mało jest kobiet w radach nadzorczych, natomiast absolutnie nie uważam za słuszne, by to Parlament Europejski regulował tę kwestię. Zostawmy to w kompetencji państw członkowskich.

Ale skoro dziś mówimy w Parlamencie Europejskim o kobietach, to chciałabym powiedzieć o sytuacji kobiet w Polsce, o sytuacji kobiet dzisiaj na Śląsku. Dzisiaj kobiety na Śląsku strajkują przeciwko nieodpowiedzialnym działaniom rządu, które spowodują likwidację tysięcy miejsc pracy, a sytuacja na rynku pracy w obrębie kopalń jest tragiczna. Pomyślcie Państwo: Jaki to ma związek z Parlamentem Europejskim? Otóż ma. To, co dzieje się na Śląsku, jest konsekwencją gorliwego wykonywania przez polski rząd unijnej polityki klimatycznej. Zajmijmy się realnymi problemami kobiet! Kobiet bezrobotnych, kobiet bezdomnych, kobiet, które walczą o miejsca pracy, podejmując często strajk głodowy, kobiet, które chcą łączyć pracę zawodową z rodzicielstwem. Zajmijmy się realnymi problemami zwykłych kobiet, milionów kobiet w Unii Europejskiej.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). - Quiero expresar mi alegría y acuerdo tras el compromiso adquirido para mantener la iniciativa, a pesar de los problemas que crea el Consejo. Esta iniciativa tan importante, no solamente para la igualdad, sino también para la competitividad en Europa.

Utorok 13. januára 2015

Hoy, guste o no, el talento femenino está marginado en el sistema productivo europeo por puro y simple machismo. Visto que las mujeres acumulan en Europa el sesenta por ciento de las titulaciones superiores, es incomprensible su presencia residual en los consejos de las grandes compañías europeas. Por eso, es ineficiente y se opone a los principios de la Estrategia Europa 2020, porque margina a buena parte del talento disponible en la toma de las grandes decisiones estratégicas.

Varones europeos, pierdan el miedo a la igualdad y atrevanse a vivir en igualdad, porque les va a sorprender lo mucho que tienen por ganar, porque la primera víctima del «macho alfa» son los propios hombres. Y esto lo tienen que ver.

Barbara Matera (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, nel novembre 2012 l'allora Commissario Reding presentava con audacia e determinazione una bozza legislativa mirata a favorire un più equo inserimento femminile nei consigli di amministrazione delle società quotate in borsa. Un anno più tardi questo Parlamento forniva una prova di lungimiranza e di coraggio e decideva, a stragrande maggioranza – ricordo con 459 voti favorevoli – di sostenere questa proposta.

Siamo stati ad un passo dall'aver inserito nel corpus legislativo comunitario una direttiva in grado di sostenere un più razionale inserimento delle donne nella vita economica e sociale comunitaria. Sarebbe stato così un riferimento legislativo importantissimo, flessibile, capace di garantire un'adeguata inclusione lavorativa delle donne in Europa, ma il Consiglio ha mancato di cogliere questa sfida e così anche gli Stati membri, alcuni Stati membri.

Ma la cosa che più mi rammarica è stato l'insuccesso da parte della Presidenza italiana che non è stata capace di portare a casa questa battaglia importantissima per l'uguaglianza tra donne e uomini e mi rammarico soprattutto perché il mio paese si è dimostrato precursore in questo campo attraverso l'adozione nel giugno del 2011 di un provvedimento legislativo *bipartisan* proprio in materia di accesso agli organi societari. Mi auguro adesso che la Presidenza lettone si faccia promotrice di un dibattito costruttivo al Consiglio, ma soprattutto di un dialogo che conduca all'effettiva adozione di questa direttiva che come il Commissario Thyssen dice «oggi, più che mai è necessaria».

Iratxe García Pérez (S&D). - Señor Presidente, solo el dieciocho por ciento de las mujeres forma parte de los consejos de administración en Europa. Es el síntoma evidente de que algo estamos haciendo mal; por lo tanto, el síntoma y el reflejo de que vivimos en una sociedad desigual en la que las mujeres no están teniendo la oportunidad de incorporarse en la toma de decisiones en materia económica, ni en el ámbito de lo público, ni en el ámbito de lo privado. Y ahora estamos todos de acuerdo en la necesidad de impulsar medidas en esta materia.

Pero lo que no podemos hacer es disparar las propuestas, lo que no podemos hacer es descafeinar estas propuestas porque, si dejamos en manos de la voluntariedad de las propias empresas la incorporación de las mujeres en la toma de decisiones, no estaremos consiguiendo el objetivo de incrementar esta participación. Por lo tanto, es fundamental, es necesario, es evidente que tenemos que marcarnos unos objetivos reales para que puedan ser cumplidos y para que esa participación de las mujeres en la toma de decisiones económicas sea real y efectiva.

Catherine Bearder (ALDE). - Mr President, this directive has been stuck in the Council since 2013. Just why are we still waiting for constructive dialogue to make progress? Just what are they scared of? One can only wonder. But we have actually come a long way on gender quality in the EU. We tend to move in fits and starts, but we are moving forward. In the UK a report last year highlighted real progress. Women now account for just over 20% of non-executive board positions on the FTSE 100 – and yes, shockingly, we still think that 20% is progress.

The disparity on company boards is undeniable and there is no justification. The increase in the number of women on boards is much, much too slow. The absence of women in leadership positions creates a vicious circle. The lack of women as role models reinforces the belief that women simply cannot make it in the corporate world. This House is testament to the fact that it is not true. Commissioner Jurová, I was delighted to hear that this directive on women on boards was one of your main priorities. I urge you and the Council to keep the discussions moving forward on this essential topic. That way we can make full use of everyone's talent, regardless of their gender.

Angelika Niebler (PPE). - Herr Präsident, verehrte Frau Ratsvorsitzende, verehrte Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und liebe Kollegen! Wir brauchen mehr Frauen in Führungsverantwortung in den Unternehmen. Da sind wir uns im Ziel wohl alle einig. Wir haben das ja auch über viele Jahre diskutiert. Die Europäische Kommission hat damals noch unter Federführung Ihrer Vorgängerin, Frau Jurová, einen sehr intelligenten, einen klugen Vorschlag auch für die Mitgliedstaaten auf den Tisch gelegt. Ich kann das nur unterstreichen, was Frau Kommissarin gesagt hat: Dieser Vorschlag ist *smart and flexible*, haben Sie gesagt. Das finde ich auch. Er gibt den Mitgliedstaaten die nötigen Freiräume, um eben je nach Entwicklung in den Ländern entsprechend zu agieren.

Utorok 13. januára 2015

Ich möchte betonen: Ich komme aus Deutschland. Wir haben uns ja sehr schwer getan mit der Einführung einer Frauenquote, stehen aber jetzt kurz vor der Einführung, eben auch legislativ. Der Bundestag wird in Kürze über den Gesetzentwurf, den die Bundesregierung auf den Weg gebracht hat, beraten. Ich möchte das auch mal unterstreichen: Der erste Erfolg der Vorlage, der Richtlinie ist darin zu sehen, dass auch in einem großen Land wie Deutschland man eben hier einen Schritt vorangegangen ist. Also schon eine positive Nachricht mit Blick auf die politische Botschaft, die Kommissarin Reding ja auch immer ausgesandt hat, mehr für die Frauen zu tun, die Frauen auch in Führungsverantwortung zu bringen.

Ich wünsche der Ratspräsidentschaft gutes Gelingen. Ich werde sicher auch meine Kontakte nach Berlin nutzen, um auch Deutschland zu motivieren, hier nachzugeben. Es ist an der Zeit, dass dieser Vorschlag jetzt unter Dach und Fach gebracht wird. Wie gesagt, meine Unterstützung haben Sie, solange Sie eben auch die kleinen mittelständischen Unternehmen von der Richtlinie ausnehmen. Ich hätte mich gefreut, wenn auch die Familienunternehmen ausgenommen worden wären. Aber alles in allem ein Vorschlag, der inhaltlich nur Unterstützung verdient.

Sylvia-Yvonne Kaufmann (S&D). - Herr Präsident! Fast die Hälfte der arbeitenden Bevölkerung sind Frauen. In Europas Chefetagen aber sind sie kaum vertreten. Im EU-Durchschnitt verdienen Frauen deutlich weniger als Männer, und das obwohl sie gut ausgebildet sind wie nie zuvor. Ich finde, das ist einfach nicht länger hinnehmbar.

Über diese deprimierenden Fakten zum Thema „Chancengerechtigkeit der Geschlechter“ ist wieder und wieder lang und breit diskutiert worden. Es ist aber mehr als überfällig, dass sich etwas ändert. Deswegen hat das Europäische Parlament gehandelt. Deswegen hat es bereits 2013 einen ambitionierten und ausgewogenen Gesetzestext verabschiedet.

Es hat ein klares Zeichen an die Unternehmen gesandt, und natürlich haben wir erwartet, dass sich auch die Regierungen der Mitgliedstaaten bewegen. Doch was ist bis jetzt passiert? Im Kern nichts, und das ist schlichtweg inakzeptabel! Wir müssen uns in Europa endlich daran machen, unsere Grundrechtecharta ernst zu nehmen.

Artikel 23 besagt, dass die Gleichheit von Frauen und Männern in allen Bereichen, einschließlich der Beschäftigung der Arbeit und des Arbeitsentgeltes, sicherzustellen ist. Der Grundsatz der Gleichheit, so heißt es dort, steht der Beibehaltung oder der Einführung spezifischer Vergünstigungen für das unterrepräsentierte Geschlecht nicht entgegen.

In diesem Sinne sollte die lettische Ratspräsidentschaft alles daran setzen, die Blockadehaltung im Rat zu beenden. Lettland könnte es gelingen. Es hat mit 31 % den höchsten Anteil von Frauen in Aufsichtsräten, Sie haben darauf verwiesen, Frau Ministerin. Gehen Sie mit gutem Beispiel voran und nutzen Sie dies, um die Blockade im Rat zu beenden.

Adam Szejnfeld (PPE). - Panie Przewodniczący! Dążenie w nowoczesnym społeczeństwie do pełnej równości osób różnych płci w sektorze publicznym jest czymś absolutnie naturalnym i koniecznym. Jeśli jednak chodzi o sektor prywatny, należy bardzo odpowiedzialnie podejmować określone instrumenty konieczne do osiągnięcia tego szczytnego celu, zwłaszcza gdy mówimy o prowadzeniu działalności gospodarczej. Polega ona bowiem na działalności przedsiębiorców we własnym imieniu, na własną rzecz i na własne ryzyko w oparciu jedynie o zasady ekonomii oraz wzajemnego zaufania. Święte prawo własności powinno być pod szczególną ochroną, właściciele muszą mieć decydujący wpływ na losy swojej własności, a więc i na sposób zarządzania nią. Uważam, że państwa mają prawo ustanawiać zasady dotyczące zarządzania, w tym ustanawiania parytetów płci, ale tylko w przypadku własności publicznej. Dążenie do tego, by te same zasady narzucać właścicielom spółek sektora prywatnego musi budzić wątpliwości. Sądzę zatem, że omawiane dzisiaj propozycje powinny podlegać ponownej ocenie.

Utorok 13. januára 2015

Maria Arena (S&D). - Monsieur le Président, Madame la Commissaire, vous avez terminé votre présentation en disant: «Donnez-moi des arguments qui me permettront de négocier correctement avec le Conseil». Je vous répondrai que je demanderais au Conseil de donner des arguments qui lui permettraient de ne pas combattre cette injustice qu'est cette mauvaise représentation des femmes dans les conseils d'administration. Existe-t-il des arguments que nous puissions entendre qui justifient le fait que l'on s'oppose à ce qu'il y ait plus de femmes dans les conseils d'administration? Je ne le pense pas et je ne suis pas la seule d'ailleurs. Selon l'eurobaromètre, 88 % des Européens pensent que les femmes doivent être représentées aux postes de direction dans les entreprises et 75 % soutiennent l'adoption d'une législation européenne allant dans ce sens. Donc, je dis au Conseil: «Allez-y, vous avez le soutien de la population».

Les entreprises ayant fait le choix d'avoir des femmes dans leurs conseils d'administration obtiennent des résultats positifs en matière de créativité, d'innovation, de compétitivité, de performance et de gouvernance. Tous ces éléments devraient vous donner à vous, Conseil et États membres, des arguments pour vous battre afin que ces femmes soient effectivement correctement représentées dans les conseils d'administration.

Jytte Guteland (S&D). - Herr talman! Det behövs skarp lagstiftning med bindande mål för att makten ska delas. Det är min övertygelse efter att ha följt den här debatten under många, många år.

Makt delas inte frivilligt. Det är naivt att tro det. De som tror det kommer att få vänta i 100 år till innan man ser en förändring. Kvinnor har sedan länge skaffat sig de nödvändiga meriter som behövs och den nödvändiga utbildning som behövs för att egentligen konkurrera med männen, men myten skapas i samhället för att effektivt undanhålla makten från kvinnorna. En sådan myt är att det inte skulle finnas kvalificerade kvinnor. Det finns många som önskar att sprida den myten.

Sanningen är dock, som sagt, att makten inte gärna delar med sig. Ett exempel tycker jag faktiskt är salen här inne för att bevisa det där om makten. Vi vet att vi har 751 ledamöter. Trots det är det ett fåtal män som väljer att prioritera den här debatten. I början var det endast tre manliga ledamöter här. Det tycker jag säger någonting om hur egenintressena oftast sitter där hjärtat är och var man lägger sina prioriteringar. Så det är dags för skarp lagstiftning!

Jutta Steinruck (S&D). - Herr Präsident! Wie lange diskutieren wir schon über die Gleichberechtigung von Frauen am Arbeitsmarkt, und was hat diese jahrelange Diskussion, die so unverbindlich war, gebracht?

EU-weit – es ist schon gesagt worden – sind etwa 18 % der Frauen in Führungspositionen in Aufsichtsräten. Frauen haben in Europa immer noch keine gleiche Entlohnung, sie haben nicht die gleichen Aufstiegschancen, und das obwohl sie mindestens so qualifiziert sind wie ihre männlichen Kollegen.

Es ist an der Zeit, dass wir eine verbindliche Quote bekommen. Das in Aufsichtsräten zu erreichen, kann der Anfang sein, um den Weg für alle Frauen in Europa zu ebnen. Das Parlament hier hat seine Hausaufgaben gemacht, jetzt ist der Rat am Zug. Die Christdemokraten in Deutschland haben eingesehen, dass ihre bisherige Haltung falsch war und dass die Freiwilligkeit nichts bringt. Jetzt, in der großen Koalition, haben sie für eine verpflichtende Frauenquote in Aufsichtsräten gestimmt, und das muss sich jetzt auch im Rat niederschlagen – in der deutschen Haltung, in der Haltung anderer Mitgliedstaaten – da muss die Blockadehaltung aufgehoben werden, sonst stoßen Frauen noch in 100 Jahren an die vielgerühmte gläserne Decke.

Mary Honeyball (S&D). - Mr President, no less a person than Mrs Angela Merkel said recently on German radio that we simply cannot afford to do without the skills of women. But this draft directive which has come from Parliament is about more than skills and company performance. It is about equality, something which the EU as an institution has believed in since its very foundation in the Treaty of Rome in 1957.

So it is absolutely shameful that the Council has sat on this and has blocked this measure for such a long time, and I think we need to do all that we can to get movement. I think Latvia is beginning to do that now, and we should welcome that.

This is an eminently reasonable measure that we are putting forward. There are qualified women out there who are quite capable of doing a very good job on company boards. Women in leadership is an EU matter. We need to do it and fight for all the women throughout the European Union.

Utorok 13. januára 2015

Sergio Gaetano Cofferati (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario, anch'io credo che il blocco che si è determinato in Consiglio sul provvedimento che stiamo discutendo è semplicemente vergognoso, non ha nessuna ragione. L'opposizione al provvedimento è di carattere puramente ideologico, con argomenti senza fondamento. Lei chiedeva giustamente qualche indicazione, qualche parere su come forzare questo stato di cose; provo a dirle rapidamente quello che penso io.

La parità di genere è un diritto fondamentale della persona, che oggi viene negato dall'ostilità del Consiglio. La parità di genere per le cose che Lei ha sentito riferite qui e anche in paesi che hanno fatto esperienze importanti, è un grande vantaggio per il sistema produttivo, perché le donne sono portatrici di un punto di vista particolare, di una cultura importante e di conoscenze che spesso gli uomini non hanno. Per questo, credo che sia molto importante, da un lato, avere le quote, perché la sola volontarietà non basta e, dall'altra parte, avere le sanzioni. Usi, se ritiene, tutti questi argomenti per sbloccare una situazione oggettivamente insopportabile, non si può parlare di Europa dei diritti fin quando rimangono discriminazioni di questa natura.

Uwagi z sali

Patricija Šulin (PPE). - Žensk je premalo na področjih odločanja. Tudi v Evropskem parlamentu smo v manjšini, vendar se razmere izboljšujejo.

Oktobra 2013 je bilo 17,8 % članov upravnih odborov v vodilnih evropskih družbah žensk. Če ne bi bilo raznih aktivnosti na ravni Evropske unije, kot je denimo Evropska strategija za enakost spolov in zakonodajna pobuda o ženskih kvotah v upravnih odborih, bi jih bilo manj kot 14 %.

Zmanjševanje razlik med spoloma je področje, kjer je Evropska unija lahko in mora odigrati vodilno vlogo in pomembno vlogo, a premalo je ukrepati le na koncu verige.

Ženske kvote v politiki, gospodarstvu so dobrodošle, a če želimo trajne spremembe, moramo ukrepati v različnih fazah življenjskega cikla. Kot, denimo, seznaniti mlade z različnimi poklicnimi možnostmi izven stereotipov – ženske v računalniškem programiranju, moški kot negovalci v bolnišnicah. Spodbujati očete, da v večji meri prevzamejo skrb za otroke in vzamejo del starševskega dopusta.

Cena neenakosti, ki jo plačujemo v Evropski uniji, je visoka, saj raziskave kažejo, da zaradi neenakosti med spoloma na trgu dela bruto domači proizvod na prebivalca Evropske unije za okrog 10 % manjši.

Michela Giuffrida (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, gentile Commissario, l'ostruzionismo intorno alla proposta di un equilibrio di genere nei CDA delle società quotate in borsa è davvero incomprensibile, oltre che assolutamente inaccettabile. L'accordo cui si sarebbe potuti arrivare grazie alla mediazione della Presidenza italiana prevedeva, tra l'altro, che gli Stati membri che avessero già delle buone *performance* avessero il diritto di continuare le loro politiche senza obbligo di trasposizione della direttiva e soprattutto che la soglia del 40% di donne non rappresentasse un obbligo di risultato.

Questo vuol dire che nessuno Stato sarebbe stato mai sanzionato in caso di non raggiungimento dell'obiettivo. Adesso, tralasciamo pure tutte le ricerche e i dati che testimoniano gli effetti positivi della presenza delle donne nella stanza dei bottoni – e questi non si fermano ovviamente ai numeri – ma potrebbe spiegare il Consiglio qual è la paura? Cosa temono gli Stati spaventati da questa direttiva che non prevede neanche delle sanzioni? Mi auguro davvero che la risposta non sia che il problema è culturale e non ha niente a che fare con l'economia gestionale. Spero altresì che la Presidenza lettone non lasci cadere nel vuoto la questione costringendoci a uno stallo ulteriore di altri sei mesi.

Ruža Tomašić (ECR). - Gospodine predsjedniče, podzastupljenost žena na upravljačkim pozicijama u europskim poduzećima jedan je od prvorazrednih političkih izazova, ali se bojim da mu u ovom trenutku pristupamo previše jednodimenzionalno.

Vjerujem da u ovoj vijećnici gotovo ne postoji osoba koja smatra kako je znatno niži postotak žena na upravljačkim pozicijama poduzeća u odnosu na muškarce nešto dobro. Ali mnogi, među kojima sam i sama, smatraju da bi prisilno podizanje tog broja vrlo lako moglo ispasti kontraproduktivno. Svaku diskriminaciju treba rigorozno kažnjavati, ali je veliko pitanje hoćemo li sustavom kvota žene učiniti poštovanima u svijetu biznisa. Prije bih rekla da ćemo ih tako, nažalost, učiniti objektima koji služe ispunjavanju forme umjesto subjektima koji svojim znanjem i sposobnošću apсолutno zaslužuju poštovanje muških kolega.

Utorok 13. januára 2015

Филиз Хюсменова (ALDE). - Г-н Председател, г-жо Комисар, в Европейския съюз действа единен трудов пазар, който трябва да осигурява равни права и равни шансове на жените и на мъжете, включително да заемат високи постове в управителните съвети на дружествата, но това не се случва навсякъде, въпреки че в редица държави членки проблемът има национална регламентация.

Проектодирективата дава възможност за преодоляване на неравенството, тя е политика на равнопоставеност в действие, а не обещания, които не водят до резултати. Макар и малка стъпка напред с оглед на обхвата на въздействието ѝ, директивата ще осигури по-справедливо разпределение на жените и мъжете на ръководни позиции в единния европейски пазар.

Следва да бъдем последователни в думите и делата си и да я въведем на европейско ниво, пожелавам Ви успех, г-жо Юрова

Daniela Aiuto (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, noi donne non vogliamo arrivare a ottenere l'obiettivo di una presenza paritaria nel mondo del lavoro rispetto agli uomini per il solo fatto di essere donne, ma perché sappiamo di avere tutte le carte in regola e le capacità per raggiungere il livello meritocratico che ci spetta. Per farlo abbiamo però bisogno di un sistema sociale alle spalle che ci metta nelle condizioni di poterci dedicare pienamente e compiutamente al nostro lavoro, per evitare che per fare carriera la donna debba rinunciare al suo ruolo all'interno della famiglia. Solo con queste premesse riteniamo che la quota del 40% sia accettabile. Inoltre, l'Unione europea su questo tema delicato dovrebbe avere un approccio meno punitivo e più incentivante per le aziende, soprattutto le piccole e medie aziende, in tema di politiche sociali, familiari e del lavoro e di uguaglianza tra uomini e donne.

(Koniec uwag z sali)

Věra Jourová, Member of the Commission. - Mr President, ladies and gentlemen, I know we have a shortage of time, so just a few words. Thank you for the discussion and for all the arguments put forward here today.

As Ms Arena said, we should also deal with the arguments put forward by the Council. I have a very wide agenda in my portfolio, and cultural difference and cultural background is prominent in the agenda of equality between men and women, so this might be part of it. However, I must also tell you that I had many discussions on this matter with many ministers and representatives of the Member States, and nobody said that the goal is wrong. Everybody admitted that this is the proper thing to seek, but many of the people I spoke to reacted allergically to the quota. They are criticising the instrument we are going to use.

We need to explain better that the quota is the necessary instrument and that the legislation itself – including sanctions – is the necessary instrument, because all the other ways have already been tested and they simply did not work.

These are the arguments, and we have some time ahead of us during the Latvian Presidency to explain better the goal and how this instrument will be used, and also perhaps to put more emphasis on the diversity issue. It simply proved useful to have diversity in the boardrooms and to have more women there. They were useful during the crisis, they saw the crisis coming and they brought about good solutions. But I do not want to repeat the arguments which we have already heard.

Thank you for the discussion, and thank you also for the offer I heard here – for instance from Ms Niebler – that you will help us in negotiating in your countries where there are opposite positions. Thank you for the encouragement and enjoy the rest of the day.

Zanda Kalniņa-Lukaševica, President-in-Office of the Council. - Mr President, the Latvian Presidency is grateful for these exchanges with the European Parliament. We also note that the new Commission remains fully committed to its proposal for a directive for improving the gender balance on company boards.

The Latvian Presidency fully shares the view that it is a matter of political importance to have more women in decision-making positions. Gender balance in the company boardroom sends a positive signal all the way down to the company floor. It also creates more role models that benefit society as a whole. This is a modern and fair way. An equal society should be equal at all levels, honestly.

Utorok 13. januára 2015

The Latvian Presidency will certainly play its part in seeking to demand a discussion in the Council on this important file. We look forward to working together with Parliament in a constructive spirit in the interests of European companies in pursuit of fairness in society and for the benefit of European women and men.

Thank you very much for this great discussion.

Przewodniczący. - Zamykam debatę.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. – La diversità porta necessariamente a un miglioramento dei risultati e degli impatti di ogni processo produttivo. Ancora non è stato raggiunto un accordo su questa importante direttiva sull'equilibrio di genere nelle società in quanto diversi Stati membri non prevedono una legislazione nazionale in materia. Il problema riguarda le sanzioni da applicare nel caso in cui una società non raggiunga la quota di almeno 40% di amministratori non esecutivi femminili. A ben vedere, il vero obiettivo del provvedimento non è di tutelare le donne in quanto tali, ma quello di promuovere meccanismi di selezione meritocratici, in cui le cariche vengono assegnate ai migliori, senza discriminazioni determinate da pregiudizi sul sesso di appartenenza. In quest'ottica il riconoscimento dei diritti non è solo giusto, ma anche utile. Per questa ragione, si propone un modo alternativo di affrontare la questione: più che concentrarsi su meccanismi sanzionatori relativi alla quota o su semplici indicazioni da parte dell'UE di una quota da raggiungere, introduciamo e promuoviamo meccanismi premiali per le società che raggiungono la quota. Questo determinerebbe un effetto positivo anche alle piccole e media imprese attualmente escluse dalla direttiva in questione.

Neena Gill (S&D), *in writing*. – I am deeply disappointed to find this item on our agenda anno 2015. More than one year ago, this Parliament called loud and clear for legislation on transparent recruitment procedures, so that by 2020 at least 40% of non-executive directors of EU companies would be women. Yet this seems to have fallen on deaf ears in the Council. As a result, the average proportion of women on EU company boards is not even one in five.

Meanwhile, the UK Government is quoting high national percentages of women on boards, but fails to mention that the number of women executives in the top 100 companies on the London Stock Exchange is at a meagre 6.9%. Women in the UK still earn just 80 pence for every pound a man earns. House of Commons data shows that, under the current UK Government, the gap has closed at a snail's pace of just 0.3% per year between 2010 and 2013. At this rate, it could take over 60 years to deliver equal pay. The status quo is unacceptable, and I hope that under the Latvian Presidency, the Council will finally break with its tradition of inaction on this crucial issue.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. – Esta propuesta de Directiva está bloqueada en el Consejo desde noviembre de 2013, ante la negativa de países tan importantes como Alemania y el Reino Unido. Actualmente, solo un 17,6 % de los administradores no ejecutivos de las empresas cotizadas en bolsa son mujeres, y esta Directiva establece una estrategia común clara para que todos los Estados miembros alcancen el objetivo de obtener una presencia del sexo menos representado de, al menos, el 40 % entre los administradores no ejecutivos de las empresas cotizadas antes de 2020 y, 2018, en el caso de las empresas cotizadas de propiedad estatal. La Presidencia italiana intentó alcanzar un acuerdo, pero ello no fue posible. Sin embargo, con el objetivo de desbloquearla, se ha introducido una cláusula de flexibilidad que permitiría a los Estados miembros alcanzar los objetivos de la Directiva por los medios que ellos decidan, y suspender los requisitos de procedimiento, a condición de que los Estados hayan tomado otras medidas equivalentes o logrado acercarse a los objetivos establecidos en la Directiva. Esperemos que este sea ciertamente el primer paso para lograr sacar adelante esta Directiva tan importante en materia de igualdad de las mujeres y su empoderamiento así como en la lucha contra el techo de cristal al que muchas mujeres tienen que hacer frente.

Barbara Kappel (NI), *schriftlich*. – Bis zum Jahr 2020 sollen 40 % der Aufsichtsräte in börsennotierten Unternehmen Frauen sein, so sieht es der heute diskutierte Entwurf der EU-Kommission vor. Umgesetzt werden soll diese Quote mittels eines transparenten Auswahlverfahrens. Ein Unternehmen, das die Transparenzkriterien nicht einhält, kann mit Strafe belegt werden. Ebenso kann es von öffentlicher Auftragsvergabe ausgeschlossen werden. Zusätzlich sind seitens der Mitgliedstaaten Maßnahmen zu setzen, die die Umsetzung der 40%-Quote gewährleisten. 2014 waren 24,7 % der Aufsichtsräte von Unternehmen, die im DAX notiert sind, weiblich. Nur 5,5 % der DAX-Vorstände sind Frauen. Eine aktuelle Studie aus den USA belegt, dass es in erster Linie Vorgesetzte sind, die Frauen in ihrer Karriere bremsen. Eine verbindliche Frauenquote erweist sich hier als nicht geeignetes Mittel zur nachhaltigen Förderung von Frauen. An der Qualifikation liegt es auch nicht, schließlich sind heute über die Hälfte der Hochschulabsolventen weiblich. Vielmehr gilt es, folgende Punkte umzusetzen: (1) Wir brauchen ein klares Bekenntnis zur Frauenförderung in Unternehmen und (2)

Utorok 13. januára 2015

Diversität ist als zentrale Führungsaufgabe im Unternehmensleitbild zu verankern. Nur so kann der Anteil von Frauen in Aufsichtsräten und Führungsfunktionen von Unternehmen nachhaltig erhöht werden.

Agnieszka Kozłowska-Rajewicz (PPE), *na piśmie*. – Dyrektywa na temat równowagi płci wśród dyrektorów niewykonawczych spółek giełdowych, której celem jest zwiększenie udziału kobiet na stanowiskach decyzyjnych, napotkała sprzeciw części państw. Oficjalny argument to niezgodność z zasadą pomocniczości i w konsekwencji wskazanie, że słuszne postulaty dotyczące równości kobiet i mężczyzn powinny być realizowane na poziomie prawa krajowego. Ten argument można uznać tylko wtedy, kiedy państwa faktycznie mają lub przygotowują swoje krajowe rozwiązania, a udział kobiet na stanowiskach decyzyjnych jest adekwatny i proporcjonalny do posiadanych kwalifikacji. Nie wszyscy przeciwnicy dyrektywy spełniają ten warunek, co stawia pod znakiem zapytania intencje oponentów. Tymczasem marnotrawienie wiedzy i talentów kobiet ogranicza konkurencyjność europejskiej gospodarki. Kobiety stanowią ponad 60% magistrów i 35% pracodawców, ale tylko kilkanaście procent z nich uczestniczy w procesach decyzyjnych w rządach i dużych firmach, a ich udział w rynku pracy jest znacznie niższy niż udział mężczyzn. Usunięcie barier takich jak stereotypy dotyczące płci czy niedobór instytucji opieki nad dziećmi i osobami zależnymi może zwiększyć wskaźniki zatrudnienia i poprawić jakość zarządzania w polityce i biznesie, przede wszystkim zaś wykorzystać w pełni kwalifikacje i talenty obywateli. Biorąc pod uwagę kurczący się rynek pracowników, wywołany starzeniem się społeczeństw, równowaga płci jest najważniejszym dla współczesnej gospodarki wyzwaniem oraz kluczem do rozwiązania problemów ekonomicznych i społecznych.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. – L'ultimo studio dell'*International Labour Organisation* dimostra ancora una volta il legame positivo tra la partecipazione delle donne nei ruoli apicali e la performance delle strutture e del *business*. Tuttavia, lo stesso studio sottolinea che, senza azioni positive, sarà necessario un tempo dai 100 ai 200 anni per il raggiungimento della completa parità di genere ai vertici. Pur comprendendo la necessaria applicazione del principio di solidarietà, all'origine della rigidità di alcuni Stati membri su questo tema, ritengo che il testo di compromesso messo a punto dalla Presidenza italiana sia molto lontano dal destare preoccupazioni in questo senso: non imponendo quote (come accade nel caso di molti leggi nazionali, tra cui la stessa legge italiana) non ingerisce affatto sulla gestione degli Stati membri ma si limita a fissare degli obiettivi quantitativi. È auspicabile, dunque, che il lavoro fatto finora non venga sprecato e si giunga il prima possibile a un accordo in sede di Consiglio.

Evelyn Regner (S&D), *schriftlich*. – Die Gleichstellung der Geschlechter ist eines der Grundprinzipien der Europäischen Union – die Wirklichkeit ist beschämend: Weder bei der Entlohnung noch bei Aufstiegsmöglichkeiten sind Frauen gleichberechtigt. Ausreden wie schlechtere Qualifizierung oder weniger Leistung sind lange von der Realität widerlegt – Frauen beweisen sich tagtäglich, indem sie härter arbeiten, um das Gleiche zu erreichen wie ihr männliches Pendant, trotz der oft immer noch bestehenden Doppelbelastung. Wir als Europäisches Parlament haben unsere Hausaufgaben gemacht und im November den Bericht über die ausgewogene Vertretung von Frauen und Männern in Aufsichtsräten mit überwältigender Mehrheit angenommen. Nun haben es die Mitgliedstaaten in der Hand. Deutschland hat im Dezember eine verpflichtende Quote von 30 % in den Aufsichtsräten von börsennotierten Unternehmen verabschiedet. Dies kann als Umschwung Deutschlands gesehen werden. Daher setze ich darauf, dass Deutschland seine Blockadehaltung im Rat aufgibt und endlich der Weg frei wird für eine ausgewogenere Vertretung von Männern und Frauen in den Führungsetagen der Unternehmen.

Michaela Šojdrová (PPE), *písemně*. – Návrh směrnice EU na 40% zastoupení žen v dozorčích a správních radách obchodních společností argumentuje pouhými 15 % žen v těchto orgánech a z toho plynoucími nerovnostmi. Co bychom pak měli říkat situaci, že v některých politických orgánech a funkcích ženy nejsou zastoupeny vůbec? O využití potenciálu žen by se měli zajímat ti, kteří řídící orgány jmenují a volí. Osobně dlouhodobě podporuji zastoupení žen v politických a veřejných funkcích, podporuji budování jejich profesních a akademických kariér. Překvapivě mne žádná žena nežádala o zavedení kvót, ale opakovaně mne ženy žádají o zlepšení podmínek pro slučitelnost jejich rodičovské role a zaměstnání. Větší smysl by mělo uvažovat o kvótách pro vyrovnané zastoupení obou pohlaví v orgánech veřejné správy, eventuálně v řídících orgánech společností vlastněných státem nebo veřejnými subjekty a také ve volebních zákonech. Cílem by mělo být vyvážené zastoupení žen všude tam, kde se o nich rozhoduje. Zde je v zájmu žen u toho být a mít silný hlas. Zastoupení žen v dozorčích radách velkých společností je ale spíše v zájmu firem samotných. Některé to chápou a daří se jim, jiné to neřeší a je to jejich věc. U soukromých firem by měla Evropská komise spíše přijít s pozitivní motivací, nikoli regulací.

Utorok 13. januára 2015

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. – O impacto mediático desta medida é sempre muito grande. Contudo, existem, infelizmente, e como a Comissão deveria saber, muitos outros problemas de desigualdade entre homens e mulheres que são prioritários. Olhamos à nossa volta e vemos uma série interminável de exemplos chocantes. Veja-se as estatísticas da pobreza, do desemprego e da exclusão social. O seu rosto é sempre feminino. Quantas mulheres, na UE, estão hoje desempregadas e são mais pobres? Quantas são afetadas pelo trabalho precário? A quantas mulheres lhes é perguntado, nas entrevistas para conseguirem um emprego precário e mal pago, se pensam engravidar? Quantas sofrem de violência e assédio moral e sexual no local de trabalho e em casa? A quantas são negados os direitos a cuidados de saúde na gravidez? Quantas sofreram com os cortes nos apoios sociais, e designadamente nos apoios aos seus filhos, por conta das imposições da Troika em Portugal, Grécia ou Irlanda só para citar alguns países? Estas mulheres provavelmente nunca chegarão à administração de uma empresa. Mas estas, infelizmente, são a esmagadora maioria e são elas que sofrem, mais do que os homens, os efeitos das políticas de austeridade que, mais dia menos dia, e com a luta de todos os trabalhadores, homens e mulheres, há-de acabar.

Henna Virkkunen (PPE), kirjallinen. – Komissio on täysin oikealla asialla kiinnittäessään huomiota naisten määrään yritysten hallituksissa ympäri Eurooppaa. On selvää, että erilaisilla toimenpiteillä, kuten kiintiöillä ja yritysten sisäisillä ohjeistuksilla, on saatu aikaiseksi naispaikkojen lisäystä – maissa, jotka ovat säätäneet naiskiintiöt yhtiöiden hallituksissa lakiin, on nähty viimeisten 10 vuoden aikana jopa viidenneksen lisäys naisten määrässä yritysten hallituksissa.

Haasteita kuitenkin edelleen on. Jokaisen jäsenmaan on tärkeä purkaa lainsäädännöllisiä esteitä, jotka estävät naisten etenemisen työuralla ja johtotehtäviin. Yksi näistä liittyy vanhempainvapaisiin: on edistettävä vanhempainvapaiden jakautumista tasaisemmin miesten ja naisten välillä. Kulttuuri muuttuu hitaasti, joten on syytä tarkasti seurata naisten osuuden kasvua yritysten hallituksissa ja kannustaa jäsenmaita eteenpäin.

Beatrix von Storch (ECR), schriftlich. – Die von der EU-Kommission angestoßene Debatte über „Frauen in Leitungsorganen von Unternehmen“ ist in doppelter Hinsicht unehrlich. Einerseits legt die EU-Kommission ein Arbeitsprogramm vor, um allgemein Rechtsvorschriften zu entrümpeln und kleine und mittlere Unternehmen zu fördern. Gleichwohl führt dieselbe Institution mit der Frauenquote neue bürokratische Hürden ein. Dabei entspricht die EU-Kommission – wie übrigens auch viele andere nationale und internationale politische Organisationen und Institutionen – ihrem eigenen Anspruch nicht. Das heißt: Die politischen Institutionen der EU verpflichten wirtschaftliche Unternehmen zu Regeln, die sie selbst nicht erfüllen können. Es entbehrt jeder Vernunft, Frauen nur deswegen in Führungspositionen von Unternehmen zu bringen, um symbolisch Verantwortung abzuwälzen, eine politisch motivierte Quote zu erfüllen und damit die institutionelle Steuerung von Werten und Normen in der EU weiter voranzutreiben. Das entscheidende Kriterium für Spitzenposten muss die fachliche Qualifikation sein. Der richtige Politikansatz sollte auf Chancengleichheit statt Ergebnisgleichheit beruhen.

17. Európske opatrenia na boj proti organizovanej trestnej činnosti a korupcii (rozprava)

Przewodniczący. - Kolejnym punktem porządku dnia jest oświadczenie Rady i Komisji w sprawie europejskich środków służących zwalczaniu zorganizowanej przestępczości i korupcji (2015/2510(RSP)).

Zanda Kalniņa-Lukaševica, President-in-Office of the Council. - Mr President, thank you for this opportunity to address the issue of organised crime and corruption. It is our obligation to guarantee our citizens a general area of justice, freedom and security by preventing and combating serious and organised crime as well as corruption. We have to mobilise all our instruments to this end and combine efforts to adopt a comprehensive and coherent approach to crime.

Europol's Serious and Organised Crime Threat Assessment estimated in 2013 that 3 600 organised crime groups were active in the European Union. Criminal organisations are becoming increasingly flexible and are diversifying their activities. Links are steadily growing with a broad range of other lucrative criminal activities, such as drugs or even trafficking in human beings or exploiting technological developments for criminal purposes.

Utorok 13. januára 2015

Huge criminal proceeds are generated which are infiltrated into the illicit economy. As a result, criminal groups are increasingly capable of influencing the operation of the legal markets, and even the institutional and political processes across the EU, by engaging in corrupt practices.

The Council has been continuously engaged in a range of initiatives, targeting organised crime and corruption, and has been treating them as a matter of the highest political priority.

A key measure is the EU policy cycle, which was adopted in 2010. This cycle ensures an operational response to organised and serious international crime through optimised coordination and cooperation between national law enforcement authorities, EU institutions, agencies and other relevant partners. Within this framework the Council agreed to a series of operational actions targeting, among other things, counterfeiting and cybercrime, which were agreed as EU crime priorities.

Emerging crimes, like wildlife trafficking, illegal waste trafficking or trafficking in cultural goods, have also been identified by the Council as areas which need attention. Such crimes will be closely monitored by Europol, which is expected to submit to the Council an interim Serious and Organised Crime Threat Assessment at the end of March 2015.

The Council attaches great importance to the EU Anti-Corruption Report, which was issued for the first time by the Commission on 3 February 2014. This is a valuable tool in consolidating anti-corruption efforts and promoting high anti-corruption standards across the EU, based on a comprehensive approach. We believe it will provide further incentives for the Member States to ratify and effectively implement the existing anti-corruption instruments.

The role of asset recovery has been acknowledged as an integral part of the fight against serious and organised cross-border crime. Criminal groups can amass huge profits from the various criminal activities and markets, and it is generally agreed that disrupting and recovering the financial flows of a criminal group is an efficient way to stop crime paying.

The new directive on the freezing and confiscation of proceeds of crime, adopted by the European Parliament and Council in 2014, provides broader opportunities for confiscating the proceeds of crime in cases where a conviction cannot be delivered because the person concerned has absconded from justice or has fallen ill. It also provides for a reinforced system of extended powers of confiscation or confiscation from a third party.

This instrument is a clear step forward in ensuring that criminals can no longer have access to assets derived from certain types of criminal activity, and this contributes to strengthening the response to serious forms of crime. Nonetheless, during the negotiations leading up to the adoption of the instrument, the Council and Parliament felt that still more could be done in this field. To that end they adopted, together with the directive, two declarations calling upon the Commission to consider the possibility of submitting further proposals on this matter. The Council is looking forward to the Commission's initiatives in this respect.

Finally, please allow me to comment briefly on the review of the internal security strategy. This will be a high priority for the Presidency, as we wish to respect the deadline set by the European Council calling for a review and update of the internal security strategy by mid-2015.

In December last year the Council adopted conclusions which set out the Council's considerations on the general structure and some key principles of the renewed EU internal security strategy. One of these key principles is that the renewed internal security strategy should identify the main common threats and challenges. For the coming years, in the field of internal security, the Council considers that serious and organised crime in all its forms constitutes one of these threats.

Dimitris Avramopoulos, Member of the Commission. - Mr President, many thanks for giving me the opportunity to present the Commission policies and actions to fight organised crime and corruption across the Union. The resolution on renewing the internal security strategy, which this Parliament adopted on 3 December 2014, rightly puts this fight among the few priorities on which we should continue to focus our joint efforts in the years ahead. By preventing and combating crime in all its forms, the European Union will contribute to creating a safer Europe and a more trustworthy environment for its citizens and businesses.

Utorok 13. januára 2015

Combating the infiltration of organised crime into the legal economy will contribute to economic recovery and growth. This is particularly the case with regard to corruption. European citizens are concerned about corruption. In our Eurobarometer Survey in 2013, more than half of Europeans said corruption in their country had increased over the previous three years. Four out of ten European companies consider corruption to be an obstacle for doing business in the internal market.

Preventing corruption and promoting integrity has rightfully moved up the European agenda in the past decade. Last year's first anti-corruption report shows that the nature and extent of corruption varied from one Member State to another, and that corruption affects all Member States. The report identified areas in need of further attention. It is important to build cooperation with the Member States, among the EU institutions and with the relevant international organisations in order to follow up.

The next report is due in 2016. There have been calls to include in the second report an objective independent evaluation of all EU institutions. We will consider this request in full dialogue with the other European institutions. The Commission, as you know, has just taken measures to increase its own transparency, which is essential for preventing corruption.

Let me turn now to organised crime. The seriousness of the threat is well documented in Europol's annual threat assessments. The estimated 3 600 organised crime groups involved in serious transnational crime in the EU are involved in many types of crime, including economic crime, corruption and money laundering, cybercrime and environmental crime. Their investments are increasingly transnational too, thus leading to the infiltration of organised crime into the legal economy across the Union and beyond. EU legislation needs to be fully implemented: particularly the 2008 Framework Decision on the fight against organised crime, on which the Commission will issue an implementation report this year.

The directive adopted last year on the freezing and confiscation of assets is a significant step forward. Lastly, the recent agreement on the fourth Anti-Money Laundering Directive is promising in terms of enabling financial investigations to identify criminal beneficial owners of companies more easily.

Alongside legislation, the Commission promotes operational cooperation between Member States, and between them and third countries through Europol. The current operational priorities of Europol include illegal immigration, human trafficking, counterfeit goods, excise fraud, synthetic drugs, cocaine and heroin, cybercrime, firearms and organised property crime. Funding is provided through parts of the internal security fund: roughly EUR 1 billion over the period 2014-2020.

I will mention firearms trafficking, as it echoes last week's tragic events and was identified by Europol as an emerging threat. An EU strategy to fight the illicit trafficking of weapons was adopted in 2013. The Commission is now evaluating the possibility of proposing the approximation of some criminal offences related to weapons and to strengthening the checks for some categories of firearms. Better exchange of information on illegal firearms is also essential.

Prevention should be a strong component of the fight against organised crime. The Commission has actively engaged with third countries and relevant international organisations: for instance, we have a full agenda with the United States as regards the fight against cybercrime and child sexual abuse. With Eastern partners the focus is on corruption.

Fighting cybercrime, given its clear impact on our societies, is a self-standing priority in the current internal security strategy. Cybercrime impacts on the economy and also, when the personal data of employees or customers are stolen and property is lost, on fundamental rights. The European Union has responded with the creation of the European Cybercrime Centre within Europol and the Cyber Attacks Directive, which Member States should implement by September 2015.

I call on Parliament to ensure that the draft directive on network information security, still under discussion, includes provisions on the reporting of cyber-security incidents of a criminal nature to the law enforcement authorities, as proposed by the Commission. Criminal investigations into cybercrime require speedy access – subject to due process – to criminal evidence held by private companies under different jurisdictions and in different locations.

Utorok 13. januára 2015

The Commission is ready to work with the Member States to ensure that the existing legislation on, firstly, cyber attacks, secondly, payment fraud and, thirdly, child sexual abuse online is correctly and swiftly implemented. The Commission is committed to enabling closer public-private cooperation in fighting cybercrime. This cooperation has also started to address the challenges of the suppression of illegal content from the internet, and to counter online terrorist propaganda and radicalisation.

To conclude, let me mention the work, during the previous term, of Parliament's Special Committee on Organised Crime, Corruption and Money Laundering, which was seminal. I trust that it heralds productive cooperation with you in the months and years to come.

PRÉSIDENCE DE MME Sylvie GUILLAUME

Vice-présidente

Monika Hohlmeier, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, liebe Ratspräsidentschaft, liebe Kolleginnen und Kollegen! Beim Kampf gegen die organisierte Kriminalität sehe ich uns in der Europäischen Union noch etwas kritisch. Ich glaube, dass die organisierte Kriminalität in der Logistik, in der Fähigkeit, sich zu vernetzen, in der Brutalität des Vorgehens und in der Modernität ihrer Instrumente teilweise unseren Maßnahmen noch überlegen ist. Aus diesem Grund werden wir uns sehr anstrengen müssen, um der organisierten Kriminalität in ihrer Vielfalt etwas entgegenzusetzen zu haben.

Ich denke dabei insbesondere an den Bereich des Internets, in dem es inzwischen vielfältige Kriminalitätsformen gibt, die durch das Internet massiv vorangetrieben werden. Beispielsweise der sexuelle Missbrauch von Kindern hat über das Internet einen regelrechten Schub erfahren. Die Zahl der Kinder, die betroffen sind, ist deutlich erhöht worden. Ich muss aber auch sagen, dass ich es bedaure, dass es vonseiten einiger Kollegen von anderen Gruppierungen abgelehnt worden ist, in diesem Parlament die neuen Studien und Erkenntnisse zu diskutieren; wir sollten dies doch noch einmal tun.

Wenn Straftaten nicht geahndet werden, die über das Internet und mit dem Internet begangen werden, dann ist dies ein regelrechter Triggerfaktor, sich mehr verbrecherisch zu betätigen. Das heißt, wir haben viele Aufgaben vor uns. In eineinhalb Minuten ist es nicht möglich, sie alle auszuführen. Aber wir werden uns mit der Strategie der inneren Sicherheit noch intensiv auseinandersetzen müssen.

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Tibor Szanyi (S&D), *Kékkártyás kérdés*. – Nagyon szépen köszönöm a lehetőséget a felszólaláshoz! Én picit segíteni is akarok Hohlmeier asszonynak abban, hogy nem tudta végigmondani a felsorolást. De ő valójában a bűnözésről beszélt, és a mai témánkhoz azért hozzátartozik a korrupció is. Kérdésem: Ön mit gondol arról az esetről, ahol a korrupciónak a szervezett formája az maga az adott tagállam kormánya?

Monika Hohlmeier (PPE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Lieber Kollege! Korruption ist ein Bestandteil der Krake der organisierten Kriminalität. Es ist der Versuch der organisierten Kriminalität, Politik massiv zu beeinflussen, sich über Korruption Wege zu schaffen und wenn sie es geschafft haben, wo auch immer Fuß zu fassen, dann ist es unsere Aufgabe, sie aus diesen Möglichkeiten entsprechend zu entfernen, und zwar mit all den Möglichkeiten und Instrumenten, die uns zur Verfügung stehen. Wir haben da eine ganze Menge vor uns. Korruption ist nach wie vor weit verbreitet.

Caterina Chinnici, *a nome del gruppo S&D*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario, rappresentante della Presidenza del Consiglio, io vorrei innanzitutto rivolgere un apprezzamento alla Presidenza italiana per il lavoro svolto sul tema nel semestre, pur se condizionato dall'inizio del periodo estivo e dal rinnovo di Parlamento e Commissione. Un apprezzamento però mi sembra doveroso per i significativi avanzamenti sui dossier legislativi importanti quali la direttiva PIF, i regolamenti sulla procura europea e su Eurojust, ma anche per ulteriori risultati di rilievo come la risoluzione sulla rete operativa di contrasto ai gruppi di stampo mafioso, alle forme di gravi criminalità, il piano d'azione sul traffico illecito di armi tra l'Unione europea e le regioni dell'Europa Sudorientale e le conclusioni sulla cooperazione nella lotta contro la criminalità alimentare.

Utorok 13. januára 2015

La Presidenza inoltre ha sollecitato la Commissione a predisporre senza ulteriore ritardo la relazione sull'attuazione della decisione quadro sulla criminalità organizzata del 2008, relazione attesa da oltre 2 anni e necessaria anche in vista dell'elaborazione di nuove misure, in particolare per quanto riguarda l'aggressione dei patrimoni criminali. A tal proposito però, vorrei ribadire l'invito a presentare al più presto una nuova e più ambiziosa iniziativa in tema di confisca degli strumenti e proventi di reati, anche in assenza di condanna; e ritengo infine che questo Parlamento debba attrezzarsi per svolgere anche e specialmente in questa legislatura un ruolo costante di stimolo affinché la lotta alla criminalità in tutte le sue forme diventi questione centrale nell'attività del Parlamento.

Janusz Wojciechowski, w imieniu grupy ECR. – Pani Przewodnicząca! Trochę sztucznie łączymy dyskusję nad korupcją z dyskusją nad przestępczością zorganizowaną czy przestępczością w ogóle. Korupcja to osobne zjawisko. Korupcja jest chorobą i patologią władzy, i powinniśmy mieć takie właśnie podejście. Jeśli państwo działa prawidłowo, jeśli instytucje państwowe działają prawidłowo, nie ma warunków do korupcji. Jest takie powiedzenie: lekarzu, lecz się sam. I kiedy my w Unii Europejskiej mówimy o korupcji, powinniśmy przyjrzeć się, jak funkcjonują nasze działania, które mają miejsce w państwach członkowskich, a niestety często brakuje przejrzystości. Przejrzystość jest jednym z podstawowych mechanizmów antykorupcyjnych.

Ja sam w Polsce mam problem z dotarciem do informacji, kto wykorzystał pieniądze z Unii Europejskiej na zwalczanie bakterii E.coli (był kiedyś taki problem i duże odszkodowania). Okazuje się, że przepisy unijne na to nie pozwalają. Nie powinno tak być! Przejrzystość to podstawowe narzędzie przeciwko korupcji.

Cecilia Wikström, för ALDE-gruppen. – Fru talman! För ett år sedan antog vi ett särskilt betänkande om organiserad brottslighet. Det mynnade ut i ett antal rekommendationer, bland annat om en europeisk åklagarmyndighet, ytterligare ekonomiska medel till Europol, Eurojust och Frontex och ett genomförande av direktivet om brottsoffers rättigheter, rättsinformation och skyddsprogram för vittnen.

Nu vill jag vända mig till kommissionen och till ordförandeskapet och fråga hur långt man egentligen har kommit när det gäller konkretisering av alla de här rekommendationerna.

Lissabonfördraget gav oss möjlighet till detta förbättrade samarbete mellan polis och åklagare i våra medlemsländer, men vi behöver också nu se en effektivare EU-lagstiftning för att bekämpa bedrägerier och gränsöverskridande brottslighet, till exempel människohandel. Detta kan göras inom ramen för Europol och Eurojust och en välfungerande åklagarmyndighet på europeisk nivå. Vårt rättssystem måste också kunna ge säkerhetsgarantier till exempel rätts hjälp och skydd för minderåriga.

Allt vi gör måste emellertid sträva mot att stärka unionens säkerhet för medborgarna och bedömas mot bakgrunden av principen om nödvändighet och proportionalitet. Inget kunde vara viktigare i dessa dagar när vi lever i skuggan av vad som skett i Frankrike. Därför är detta oerhört prioriterat.

Tania González Peñas, en nombre del Grupo GUE/NGL. – Señora Presidenta, me parece llamativo que estemos hablando de corrupción y no hablemos de corrupción política. Y quizás el motivo por el que la incluimos en un único debate junto con la criminalidad organizada es que no queremos hablar de la corrupción política. A los ciudadanos de mi país la corrupción que les preocupa es la que se lleva cuarenta mil millones de euros al año; ese sistema de gobierno creado por los grandes partidos del Gobierno.

Y cuando hablamos de corrupción política, no se trata solamente de prevaricación, de blanqueo de capitales, de fraude y de estafa. También debemos llamar corrupción a las operaciones de ingeniería fiscal realizadas al amparo de una legislación *ad hoc* que permite la elusión fiscal a las grandes multinacionales, trayendo recursos de los Estados, como ha hecho el Presidente Juncker.

Hoy faltan nueve firmas para que se cree una comisión de investigación sobre este señor que ninguno de los catorce diputados del Partido Socialista Español ha firmado. Empecemos, señorías, si queremos luchar contra la corrupción, por firmar este documento.

Benedek Jávor, a Verts/ALE képviselőcsoporthoz. – A hatékony antikorrupciós fellépés hiánya – ami miatt decemberben kérdéssel fordultunk a Bizottsághoz – a demokrácia és az Unió hitelességét ássa alá. Amire szükség van: egy átfogó, egységes európai antikorrupciós stratégiára, az éppen foglaltakat megvalósító szigorú szabályozásra és a tagállami politikák összehangolására. Egy mindezt végrehajtó európai intézményrendszerre és tagállamok közötti együttműködésre. Az európai ügyészség felállítására, hiszen ez tudja mindezt ellenőrizni.

Utorok 13. januára 2015

Ha nem lépünk sürgősen, az erősen megtépázott európai szolidaritást az tovább gyengíti, hiszen ha a kohéziós politikai forrásait például egyes tagállami oligarchák zsebeinek a kitömésére fordítja Európa, akkor egyszerre fognak a pénzt befizetők elfordulni és megkérdőjelezni a kohéziós politika értelmét, és a kohéziós politika fókuszában álló, de annak pozitív hatásait végül nem élvezők elveszteni hitüket és bizalmukat Európában. A kérdés nem csak egy szakpolitika, hanem az Európa iránti bizalom és hit helyreállítása.

Laura Ferrara, a nome del gruppo EFDD. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, sono lieta e anche un po' orgogliosa che la questione della lotta alla mafia e alla corruzione sia finalmente tornata all'attenzione delle istituzioni europee. Grazie all'iniziativa del Movimento 5 Stelle e al sostegno di molti colleghi di diversi gruppi e nazionalità, che ringraziamo di cuore. Sarei stata molto più contenta se i colleghi italiani del PD avessero messo da parte le logiche di appartenenza, tipiche della vecchia politica italiana, con il loro supporto vergognosamente negato ad un'iniziativa trasversale che appartiene a tutti e non solo a chi si erge a paladino dell'antimafia. Il crimine organizzato, la mafia e la corruzione sono un cancro che stravolge e uccide l'economia, la politica e le strutture sociali dell'Europa intera e che nessuno più permettersi di sottovalutare: da queste considerazioni nasce l'idea di un'interrogazione orale misteriosamente trasformatasi in dichiarazione per riaprire il dibattito interrotto nell'ottobre 2013 con l'adozione della relazione della commissione CRIM.

Oggi vogliamo sollecitare le istituzioni dell'Unione a riprendere subito il cammino interrotto: il Parlamento, con la commissione LIBE, dia seguito al mandato conferitole dalla CRIM; la Commissione adotti le opportune iniziative legislative per l'introduzione del reato di associazione a delinquere di stampo mafioso, a livello europeo, potenzi la normativa in materia di confisca dei proventi di reato e introduca la misura del ritardato sequestro o arresto quando sia necessario per acquisire prove o per catturare esponenti del crimine organizzato; il Consiglio si impegni a coordinare tra gli Stati membri le politiche di sicurezza interna in materia di crimine organizzato di tipo mafioso e corruzione.

A tale ultimo proposito, spiace constatare che la Presidenza italiana non ha fatto nulla per dare seguito alle raccomandazioni della commissione CRIM testé elencate. Il mancato supporto all'interrogazione orale da parte del PD di Renzi è l'ulteriore conferma di come la lotta alla mafia non sia né una sua priorità, né del tutto un suo pensiero.

Λάμπρος Φουντούλης (NI). - Κυρία Πρόεδρε, για το θέμα της καταπολέμησης του οργανωμένου εγκλήματος και της διαφθοράς, τόσο στον δημόσιο όσο και στον ιδιωτικό τομέα, υπάρχουν νόμοι στα κράτη μέλη και στην ευρωπαϊκή νομοθεσία για να αντιμετωπιστεί το φαινόμενο. Το θέμα είναι εάν οι νόμοι εφαρμόζονται για όλους, χωρίς εξαιρέσεις και χωρίς παρεμβάσεις.

Θα σας θυμίσω το σκάνδαλο της Siemens στην Ελλάδα. Εκατομμύρια ευρώ πήγαν στις τσέπες πολιτικών για μίζες, προκειμένου η εταιρεία να έχει πρόσβαση στις κρατικές προμήθειες και επιλεκτική αντιμετώπιση έναντι των ανταγωνιστών της. Τον άνθρωπο της Siemens στην Ελλάδα, τον κύριο Χριστοφοράκο, ο οποίος κανόνιζε τον χρηματισμό πολιτικών προσώπων, όπως προέκυψε από τη διερεύνηση του σκανδάλου, η Γερμανία ουδέποτε τον παρέδωσε στις ελληνικές αρχές για να δικαστεί - αν και είχαν εκδοθεί εναντίον του συνολικά τρία ευρωπαϊκά εντάλματα σύλληψης - προστατεύοντας φυσικά την γερμανικών συμφερόντων Siemens. Με τον τρόπο αυτό προστάτευε και κάποιους πολιτικούς από τα δύο μεγάλα πολιτικά κόμματα στην Ελλάδα, όπως ο ίδιος ομολόγησε στην εισαγγελέα του Μονάχου το 2009 αναφέροντας ότι τους έδινε χορηγίες για την καλλιέργεια του πολιτικού τοπίου. Κύριοι συνάδελφοι, ψηφίζουμε νόμους και ευρωπαϊκές οδηγίες. Τους εφαρμόζουν όμως όπως οφείλουν όλα τα κράτη μέλη;

Monica Macovei (PPE). - Doamnă Președintă, securitatea internă a Uniunii Europene este amenințată de criminalitatea organizată, de corupție, de spălare de bani, de terorism — și știm bine că terorismul este, în multe cazuri, finanțat de rețele de crimă organizată. Practic, anual, miliarde de euro se pierd din cauza acestor infracțiuni și din cauza faptului că banii murdari sunt afară, sunt neconfiscați și produc noi rețele de crimă organizată, spălare de bani și corupție.

De aceea, confiscarea este un lucru esențial, o armă esențială în lupta împotriva acestui tip de criminalitate. Vreau să readuc în discuție Directiva confiscării și să subliniez că implementarea acestei directive, confiscarea extinsă și confiscarea de la a treia parte, în fiecare stat membru, este esențială și trebuie dusă până la capăt și aplicată exact și întocmai — aceasta și pentru colaborarea între statele membre.

Utorok 13. januára 2015

De asemenea, solicit din nou Comisiei să producă studiul la care s-a angajat atunci când am încheiat Directiva confiscării cu privire la beneficiile aduse de confiscarea produsă prin proceduri judiciare, dar nu în urma unei condamnări penale, ci prin confiscarea în proceduri civile, pe care, de exemplu, o practică Marea Britanie și care este foarte, foarte eficientă. Dacă nu luăm banii, încă o dată, degeaba facem investigații. Și ultimul lucru: Procurorul European este foarte important.

Josef Weidenholzer (S&D). - Frau Präsidentin! Organisiertes Verbrechen und Korruption schädigen die Zukunftsfähigkeit und gefährden den gesellschaftlichen Zusammenhalt jedes Landes.

Natürlich ist es in erster Linie Aufgabe der Mitgliedstaaten, diese Phänomene zu bekämpfen. Aber die EU ist auch ein gemeinsamer Raum der Sicherheit, der Freiheit und des Rechts. Daher betrifft die Situation in den einzelnen Staaten immer die Gesamtheit aller, zumal gerade das organisierte Verbrechen in hohem Ausmaß eine grenzüberschreitende Dimension aufweist.

Europa muss eine stärkere Rolle bei der Bekämpfung von organisiertem Verbrechen spielen. Wir müssen mit aller Vehemenz darauf drängen, dass rechtsstaatliche Prinzipien unser Zusammenleben prägen.

Der Kampf gegen das organisierte Verbrechen stößt überall dort auf seine Grenzen, wo Geldwäsche im Spiel ist. Viele Mitgliedstaaten sind in der Vergangenheit bei ihrem Bemühen, sich wirtschaftliche Vorteile zu sichern, allzu lax gegen Steuerbetrug und Steuerhinterziehung vorgegangen. Steueroasen sind ein idealer Nährboden für mafiose Wirtschaftsstrukturen. Wir müssen viel rigorosere dagegen vorgehen. Die Richtlinie gegen Geldwäsche, über die wir hoffentlich bald hier abstimmen werden, ist ein wichtiger Schritt in diese Richtung.

Der Kampf gegen das organisierte Verbrechen muss rigoros geführt werden, dabei müssen wir aber immer auch auf den Schutz der Grundrechte achten. Nur eine solche Vorgangsweise macht unsere Gesellschaften wirklich zukunftsfähig.

Ruža Tomašić (ECR). - Gospođo predsjednice, organizirani kriminal predstavlja sve veću sigurnosnu prijetnju državama članicama. Osim što podriva njihov pravni poredak i financijsku stabilnost, sve više sudjeluje u opskrbi terorističkih skupina financijskim sredstvima, oružjem i ljudstvom.

Nedavna tragična zbivanja iz Francuske pokazala su kako je naša uzajamna suradnja potrebija nego ikad. Današnji medijski napisi o tome kako meci s mjesta zločina u Parizu potječu iz Bosne i Hercegovine te su preko Hrvatske stigli u Francusku, duboko su me uznemirili, jer su ogolili mnoge nedostatke u našoj sigurnosnoj mreži.

Smatram da sigurnosna suradnja među državama članicama mora biti intenzivirana, ali se nadam kako će to biti učinjeno kroz konkretne akcije na najnižim razinama, a ne gomilanjem administracije i nepotrebnih zajedničkih tijela koja egzistiraju daleko od terena i stvarne prijetnje sigurnosti naših građana.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL). - Κυρία Πρόεδρε, το ψήφισμα του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου σχετικά με την καταπολέμηση της διαφθοράς έχει μείνει, ουσιαστικά, γράμμα νεκρό. Διότι δεν υπήρξε πολιτική βούληση για την αποτελεσματική υλοποίησή του.

Εκτός όμως από την καταπολέμηση της διαφθοράς στο μέλλον, πρέπει να αντιμετωπισθούν και οι συνέπειες της διαφθοράς στο παρελθόν. Ένα μέρος της υπερχρέωσης πολλών κρατών μελών της Ένωσης οφείλεται στο ότι διεφθαρμένοι πολιτικοί ανέθιταν, ιδίως σε μεγάλες πολυεθνικές εταιρείες, ανώφελα στην ουσία δημόσια έργα και προμήθειες σε διογκωμένες τιμές, επιβαρύνοντας έτσι τους εθνικούς προϋπολογισμούς. Το αντίστοιχο προς την υπερβολική και ανώφελη αυτή επιβάρυνση μέρος του δημόσιου χρέους είναι επονειδιστο χρέος, το οποίο δεν μπορούν να καλούνται να το πληρώσουν οι πολίτες μέσω περικοπής κοινωνικών δαπανών.

Η Ευρωπαϊκή Ένωση πρέπει να αναλάβει την ευθύνη που της αναλογεί για όλα αυτά και να αποδεχθεί τον λογιστικό έλεγχο του χρέους και τη διαγραφή του επονειδιστού μέρους του μέσα από τη σύγκληση μιας πανευρωπαϊκής διάσκεψης για το χρέος.

Peter Eriksson (Verts/ALE). - Fru talman! Den senaste veckan har vi talat mycket om terror och förakt mot yttrandefrihet och hoten mot demokratin. Det finns dock ett annat hot som kommer inifrån, en sjukdom som angriper kärnan eller hjärtat i kroppen, dvs. tilliten till våra medmänniskor och förtroendet för det gemensamma samhället.

Utorok 13. januára 2015

Korruptionen raserar tilliten till ett fungerande samhälle och därmed demokratins innersta sammanhållande kitt. EU:s institutioner borde prioritera det viktigaste och lämna en hel del annat åt sidan. Det görs inte i dag. Kommissionen borde ta fram en antikorrupsionsstrategi, och vi måste våga säga vad som måste göras och vilka som gör fel.

Europas folk måste få ett mycket starkare stöd från EU:s institutioner för att medlemsländerna ska pressas till nödvändiga förändringar.

Ignazio Corrao (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, Giovanni Falcone giudice ed eroe siciliano diceva «seguite i soldi e troverete la mafia». Noi dobbiamo partire da un punto di partenza, la mafia è un fenomeno globalizzato, non stiamo parlando di qualcosa di astratto, stiamo parlando di associazioni, la criminalità organizzata, che si sanno globalizzare in maniera più rapida rispetto ai mercati. Io sono siciliano e ricordo perfettamente quando ero piccolo e si credeva che la mafia fosse un fenomeno che esistesse soltanto a Palermo o a Corleone, mentre già operava con soldi in Nord Italia e negli altri paesi d'Europa. Noi dobbiamo partire da questo presupposto: la mafia è presente a Parigi, a Berlino, a Londra esattamente e più di quanto era presente nei posti in cui è nata e quindi è un fenomeno che va affrontato in maniera coesa e con decisione – e mi rivolgo al Consiglio e al Commissario Avramopoulos, per questo.

Edouard Ferrand (NI). - Madame la Présidente, chers collègues, je n'ai pas du tout la même lecture que le Conseil et la Commission sur la criminalité. Je pense que les événements tragiques que vient de connaître la France ne peuvent pas être découplés de la lutte contre la grande criminalité. L'État islamique au Levant et en Iraq, Boko Haram et bien d'autres groupes se nourrissent de la grande criminalité. Les trois sinistres tueurs, comme ceux qui les ont précédés, à l'image d'un Kelkal, d'un Merah ou d'un Nemmouche, avant de se faire les porte-drapeaux de l'islamisme radical et terroriste, s'étaient déjà illustrés dans la grande criminalité. Ainsi Coulibaly avait été l'auteur d'une quinzaine de braquages avant de commettre ses actes atroces.

Je dois vous dire que de nombreux dirigeants de l'Union européenne ont permis aux criminels d'hier et aux terroristes d'aujourd'hui, par leur politique laxiste et inconsciente, de faire en sorte que ceux-ci prolifèrent et sèment toujours plus de morts dans notre pays. Le traité de Schengen et la folle équipée contre la Syrie et la Libye nous montrent aujourd'hui que, malheureusement, la criminalité n'est pas gérée ici dans la Communauté européenne.

Светослав Христов Малинов (PPE). - Г-жо Председател, уважаеми колеги, всички сме наясно с данните, които показват колко струва корупцията и организираната престъпност на европейските икономики и европейските граждани.

Има обаче нещо много по-важно. Нещо, което не може да се измери – става дума за доверието. Острото усещане за наличие на корупция и организирана престъпност разрушава доверието в институциите, а демокрацията е този политически режим, който е в максимална зависимост от доверието на своите граждани към самия себе си.

Ето защо битката срещу корупцията и организираната престъпност има и още едно измерение – това е битка за качеството и бъдещето на демокрацията в Европейския съюз. Затова тази битка трябва да се води и да бъде спечелена с общоевропейски институции и тук нямам предвид само Общоевропейската прокуратура, чието изграждане закъснява, но и говоря за острата нужда от европейска разузнавателна служба с изключително силно и добре развито звено за финансово разузнаване, което не само ще увеличи доверието, но и ще създаде чувство за сигурност, защото всички сме наясно за зловещата връзка между организирана престъпност и тероризъм.

Като български евродепутат трябва да призная, че България е една от страните с най-висок индекс на корупция и ниско доверие в съдебната система. Затова искам да пожелаая на новото реформаторско правителство успех в съдебната реформа.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). - Señora Presidenta, Comisario Avramopoulos, hace tiempo que este Parlamento Europeo es bien consciente de la importancia, de la necesidad, de luchar de manera muy eficaz contra la criminalidad organizada, el blanqueo de dinero procedente de negocios ilícitos y la corrupción.

Utorok 13. januára 2015

Pero aquí ya no estamos en la fase de toma de conciencia, sino en la fase de acción, y es absolutamente imprescindible que de los planes la Comisión pase a la iniciativa legislativa para adoptar una definición común estandarizada a escala europea de qué es «crimen organizado», para regular el decomiso de bienes procedentes de ilícitos penales, combatir la piratería, las falsificaciones y el cibercrimen y, sobre todo, para asegurar que llevamos adelante ese expediente al que hemos llamado de protección de los intereses financieros de la Unión como verdadero embrión de una Fiscalía europea que sea capaz de actuar contra la criminalidad europea transfronteriza, asegurando los esfuerzos para combatir el blanqueo de capitales en aras de una transparencia total para identificar las sospechas de blanqueo a través de un registro público de fideicomisos, de *trusts*, de fundaciones que contenga información sobre las cuentas y sus beneficiarios e intermediarios, mejorando la coordinación en la actividad de las autoridades nacionales para combatir el fenómeno de la corrupción y la delincuencia económica transnacional.

Y, finalmente, la corrupción, el crimen organizado y el blanqueo son una amenaza no solamente para los intereses económicos de la Unión sino para la democracia misma, para los valores civilizatorios de la Unión Europea, para la credibilidad de las instituciones, para la confianza de la gente en la democracia y en que las instituciones efectivamente representan a la gente. De modo que no es solamente una lógica económica sino una lógica estrictamente democrática la que dice que el fraude tiene que ser perseguido y la economía sumergida tiene que aflorar, porque eso genera recursos no solamente para el crecimiento y para el empleo sino para la recuperación de la credibilidad de las instituciones y de la propia democracia en Europa.

Deirdre Clune (PPE). - Madam President, one thing that we can all do immediately is to speed up the EU Passenger Name Record (PNR) Directive. It has been mentioned – and I agree with previous speakers – that organised crime was behind last week's killings in Paris. They were funded through organised crime and by organised crime. We need to act together: the institutions of Europe need to act together, we need to share information, support one another at state level and also move forward on this directive, which would be a vital element in equipping our security services to combat organised crime and terrorism.

Organised crime is a threat to society, whether it be through drugs, drug importation, drug smuggling or arms smuggling. And, of course, trafficking in human beings is an extremely serious crime against human beings that we need to tackle. It is particularly so for Europe, which values its protection of the individual. Crime against children, and specifically cybercrime, is a major challenge. Sexual abuse of children on line is a horrendous crime that needs to be tackled, and I would urge the Commission and the Council to ensure that the internet companies assume responsibility here and play their part in ensuring that we can work together to tackle this vile crime.

Ana Gomes (S&D). - Madam President, last December the Portuguese Attorney General closed the case on the purchase of submarines from a German consortium, after nine years of investigation based on strong suspicions of corruption, fraud and money laundering. The Portuguese prosecutors wrote that the investigation was blocked by the lack of cooperation from their German colleagues who, despite many rogatory letters and other requests, never sent to Portugal determining elements of proof, many of them seized in a joint search. This was different to what was done towards Greece in the same case involving submarines, although in Germany corruptors for Portugal and Greece were convicted.

Who are the corrupt Portuguese that Germany is covering up? This is intolerable in the context of European judicial cooperation and, Mr Avramopoulos, the Commission must intervene, otherwise the corrupt, the money launderers and other criminals will continue to use internal market freedom to retain impunity and keep the profits of crime.

And why is the Commission waiting to urge Member States to stop the sale of 'golden visas', which, besides being immoral, are obviously the source of the importation of organised crime into the EU?

(The President cut off the speaker)

Ernest Maragall (Verts/ALE). - Señora Presidenta, hoy hemos escuchado la información sobre un cierto desastre, un cierto fracaso, un fracaso colectivo y compartido del que todos somos responsables.

Utorok 13. januára 2015

Pero hoy hay que escoger entre perseguir los efectos o combatir las causas de lo que estamos hablando. No basta -y se lo digo con toda claridad- con aplicar mejor o por fin la legislación vigente. Hay en Europa un espacio regulatorio vacío, un espacio que Europa no ha ocupado hasta ahora y que no veo debidamente reflejado en sus propuestas.

El crimen organizado y la corrupción son -digámoslo claro- son también criaturas nacidas de la desregulación del sistema financiero mundial. Una desregulación iniciada hace treinta años. Son criaturas no deseadas por nadie, pero que hoy se han convertido en monstruos bien reales, en monstruos instalados en nuestro sistema con toda impunidad.

Por eso, hay que cambiar esta regulación económica general, la fiscal, la del sistema financiero, la que conecta el blanqueo de dinero con todos los crímenes conocidos.

Interventions à la demande

Stanislav Polčák (PPE). - Paní předsedající, já bych chtěl v této souvislosti poukázat na okolnosti, které jsou, podle mého názoru, velmi podstatné. Samozřejmě předcházení trestné činnosti, bezpečnější prostředí v Evropě, transparentnost, která má být cestou k potírání korupce, ale i uváděné číslo 3 600 odhadovaných skupin zločineckých band – to všechno svědčí pro tento návrh nebo pro větší míru potírání korupce.

Nicméně já bych jako advokát chtěl také upozornit na zneužívání operativně pátracích prostředků ze strany orgánů státní moci. A chtěl bych vyzvat Komisi k tomu, aby při hledání opatření, která mají za cíl potírat korupci, zároveň myslela na soukromí občanů, na ochranu jejich práv a hledala smysluplnou rovnováhu. Byl bych jí za to velmi vděčný.

Victor Negrescu (S&D). - Doamnă Președintă, corupția și crima organizată nu au frontiere, nu au culoare politică, nu au naționalitate, au doar la bază o slăbiciune a unor oameni sau a societății. Uniunea Europeană trebuie să combată acest flagel prin mecanisme concrete și clar, prin care să susținem sistemul judiciar european, pe cei care își dedică viața justiției, dar și pe cetățeni împotriva unor posibile abuzuri.

Provin dintr-o țară în care sistemul judiciar reîncepe să funcționeze și îi felicit pe profesioniștii care au permis acest lucru. Noi, cei din politică, trebuie să avem voința să susținem un sistem judiciar puternic și european pentru că atât corupția, cât și crima organizată afectează întreaga societate. Dacă vrem ca încrederea în Uniunea Europeană să crească, dacă vrem ca politicienii să fie din nou credibili, dacă vrem ca cetățenii să se implice mai mult, trebuie să le redăm speranța în justiție. Un sistem judiciar european și o colaborare mai strânsă între statele membre ar arăta că nimeni nu poate fugi de dreptate și că infractorii, hoții sau corupții nu își au locul în Uniunea Europeană și că noi, cei de aici din Parlamentul European, luptăm împotriva acestor flagele.

Catherine Bearder (ALDE). - Madam President, one of the most profitable and despicable organised crimes is the trafficking of human beings: the buying, selling and abusing of vulnerable people with little more respect than that offered to a sack of potatoes.

Shockingly, in the EU, most trafficked people are Europeans. But of course, it is impossible to be accurate about the true numbers who are trafficked. Victims of trafficking are still being prosecuted for crimes that they have been forced to commit rather than being treated as victims, and this adds to their injustice. We have very welcome developments such as the Anti-Trafficking Directive and a most effective and committed Anti-Trafficking Coordinator, but there is still much to do to protect these vulnerable people.

Cross-border policing, joint investigative teams and the work of Europol are all essential, but not enough. We must continue to raise the issue and to educate people to see the signs and report them, in order to make sure that together we can fight these crimes, which are, by their very nature, cross-border and complex.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL). - Señora Presidenta, en primer lugar quería destacar que es curioso que los que más saben de corrupción (los diputados y diputadas del Partido Popular de España) no hayan tomado la palabra en este debate y es una lástima porque nos podrían haber ilustrado un montón.

Utorok 13. januára 2015

En el Estado español hay más de mil causas abiertas por casos de corrupción, cerca de 500 imputados y poco más de una veintena de responsables políticos en prisión. La mayoría de los casos implica al Partido Popular, pero hay que decir que el Partido Socialista tampoco se queda corto. Y curioso también resulta que desde Europa se mire hacia otro lado mientras en España nos roban y saquean las arcas públicas. Quizá sea porque el noventa por ciento de los casos de corrupción afecta a los dos partidos que aquí apoyan sus políticas.

Así que no nos vengan con el cuento de que quieren luchar contra la corrupción cuando lo que hacen es premiarla, por ejemplo haciendo comisario al señor Cañete, del Partido Popular, o haciendo Presidente de la Comisión al señor Juncker, el promotor de la evasión de impuestos.

Marco Valli (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, ringrazio per essere qui il Commissario Avramopoulos e il Ministro, come enunciato da moltissimi colleghi che vedo d'accordo – e sono molto contento – bisogna colmare assolutamente i vuoti normativi tra gli Stati europei. Per questo – visto che ho solo un minuto – vi faccio un esempio di quanto è successo in Italia sui lavori del TAV, la linea ad alta velocità Torino-Lione, dove ci sono comprovate infiltrazioni mafiose nella gestione degli appalti e il presidente dell'autorità italiana anticorruzione Cantone ha dichiarato che i lavori della TAV non ricorreranno in interdizione antimafia perché i responsabili legali sono sottoposti al diritto francese, dove non è presente la norma, e quindi vi chiedo di darci, per favore, una mossa perché la politica deve rappresentare gli onesti e non deve rappresentare la criminalità organizzata.

(Fin des interventions à la demande)

Dimitris Avramopoulos, Member of the Commission. - Madam President, we all agree that organised crime undermines not only our economy but also our social cohesion and our security. There is no doubt that it is a growing threat, and this requires us to face our responsibilities. But Europe has not been inactive. As you know, concrete policies have been adopted and institutions have been set up by Europol. There is the Drugs Agency, the appointment of an anti-trafficking coordinator and, of course, the European Cybercrime Centre within Europol, and a cyber-attack directive which Member States should be implemented by September this year.

The Commission also decided to engage third countries and relevant international organisations. I mentioned at the beginning our strong cooperation with the United States, but we also promote and encourage cooperation among Member States.

At European level, organised crime is defined in Framework Decision 2008/841 on the fight against organised crime. This instrument also criminalises offences relating to participation in a criminal organisation. Criminal organisations such as the Mafia – which was mentioned many times during our debate – are covered by general provisions in the framework decision on all types of organised crime. As you know, the Commission will this year present a report on the implementation of the framework decision.

To conclude, what unites us all here and within Europe is our determination and our resolve to combat organised crime effectively in all its phases, and to create a safer Europe and a more trustworthy environment for its citizens and business people.

Zanda Kalniņa-Lukaševica, President-in-Office of the Council. - Madam President, honourable Members, first of all I would like to thank you for having this very important discussion on the measures to fight organised crime and corruption. I would also like to thank you for giving me the opportunity to intervene on this very important topic.

I would like to answer the question from the honourable Member Wikström, and I would like to stress that organised crime and corruption require effective, comprehensive and coherent action by the European Union. The EU policy cycle has provided us with a strong methodology to combat crime in a more coordinated way, making the best use of our resources.

We firmly believe that the renewed internal security strategy will represent another step forward in developing a Union that protects the rights and freedoms of our citizens. We should make continuous efforts to strengthen the framework by providing for more comprehensive responses to the challenges posed by organised crime and corruption.

Utorok 13. januára 2015

The Council remains fully committed to working constructively towards the adoption and effective implementation of concrete measures in that respect.

La Présidente. - Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 162)

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), por escrito. – La corrupción, la delincuencia organizada y el blanqueo de dinero suponen una amenaza para la democracia, los ciudadanos y el buen funcionamiento de la economía legal. En un momento de crisis económica y financiera los recursos que se retraen de la economía legal a través del fraude deben ser recuperados y puestos al servicio de la economía real primando la creación de empleo de calidad, legal y decente. Deben conocerse los planes de la Comisión y del Consejo para luchar contra estos fenómenos en el periodo 2014-2019 e incrementarse los esfuerzos para luchar contra el blanqueo de capitales y apostar por un sistema de «transparencia total» en el que se identifiquen más fácilmente las sospechas de blanqueo a través de un registro público europeo de fideicomisos, *trusts* y fundaciones que contenga información sobre cuentas, beneficiarios e intermediarios. Debe mejorarse asimismo la coordinación de la actividad de las autoridades nacionales competentes para combatir el fenómeno y el de las agencias europeas sectoriales.

Inés Ayala Sender (S&D), por escrito. – La corrupción, la delincuencia organizada y el blanqueo de dinero suponen una amenaza para la democracia, los ciudadanos y el buen funcionamiento de la economía legal. En un momento de crisis económica y financiera los recursos que se retraen de la economía legal a través del fraude deben ser recuperados y puestos al servicio de la economía real primando la creación de empleo de calidad, legal y decente. Deben conocerse los planes de la Comisión y del Consejo para luchar contra estos fenómenos en el periodo 2014-2019 e incrementarse los esfuerzos para luchar contra el blanqueo de capitales y apostar por un sistema de «transparencia total» en el que se identifiquen más fácilmente las sospechas de blanqueo a través de un registro público europeo de fideicomisos, *trusts* y fundaciones que contenga información sobre cuentas, beneficiarios e intermediarios. Debe mejorarse asimismo la coordinación de la actividad de las autoridades nacionales competentes para combatir el fenómeno y el de las agencias europeas sectoriales.

Daniel Buda (PPE), în scris. – Salut decizia colegilor de a readuce pe ordinea de zi acest subiect cu o importanță majoră pentru UE. În calitate de membru al Parlamentului European, doresc să subliniez un lucru important: criminalitatea organizată devine un actor puternic global și aici trebuie să se țină cont de faptul că numai în Uniunea Europeană s-au înregistrat aproximativ 3600 de organizații criminale internaționale active, potrivit raportului SOCTA[1].

Asistăm cu toții la un fenomen periculos: legăturile dintre grupările criminale și cele teroriste sunt tot mai strânse și reprezintă o amenințare gravă la adresa securității cetățenilor europeni. În acest context, securitatea consumatorilor, protecția întreprinderilor legale, concurența liberă și principiile democratice sunt grav amenințate de extinderea acestor organizații criminale, de corupție și de spălarea de bani. Doresc să subliniez importanța consolidării cooperării și a creșterii transparenței prin schimbul de informații între autoritățile judiciare și cele polițienești ale statelor membre, Europol, Eurojust, OLAF și ENISA. De asemenea, consolidarea rolurilor judecătorilor, al procurorilor și ofițerilor de legătură și încurajarea formării judiciare sunt binevenite pentru a permite părților interesate să combată formele de criminalitate organizată, inclusiv cea informatică, într-un mod mai rapid și eficient.

Utorok 13. januára 2015

Tanja Fajon (S&D), pismo. – Naši občania sú veľmi zaskrblení zaradi korupcie in stanja demokracie v Evropi. Evropska komisija je lani objavila prva poročila o stanju korupcije v državah članicah, žal z zamudo, menda zaradi pritiskov določenih držav, ki jim vsebina ni bila po godu. Poročila so razkrila, da je korupcija resnično problem celotne Evrope. Vseh nas! Naslednje poročilo bo Komisija izdala prihodnje leto. Prav bi bilo, da poročila vsebujejo tudi del o stanju korupcije v EU institucijah. Na moje veliko presenečenje Komisija s to odločitvijo še vedno odlašá, pa čeprav evropski občani samo zaradi goljufij v EU institucijah vsako leto izgubimo več sto milijonov evrov. Česa se pravzaprav Komisija boji? Ali tokrat velja pravilo, da se tisti, ki se boji resnice, pred njo skriva? Proti korupciji se moraš stalno boriti. Začeti pa moramo vselej pri sebi, in to velja še posebej za tiste, ki oblikujejo politiko, začevši z evropskimi institucijami. V Evropskem parlamentu smo v preteklem mandatu opravili veliko delo v odboru CRIM. Sprejeli smo številna konkretna priporočila, katera v večini še vedno niso bila uresničena. Zato Komisijo in države članice pozivam, naj vložijo več naporov za resnično odpravo davčnih tajnosti in davčnih oaz ter za celovitejši boj proti tej rak rani naše družbe.

Miroslav Mikolášik (PPE), písomne. – Teroristický útok v Paríži je ďalším žalostným dôkazom toho, že vnútorná bezpečnosť v EÚ si vyžaduje pozornéprehodnotenie a výrazne posilnenie.

Obavy súvisiace s internou bezpečnosťou v kontexte boja proti organizovanej trestnej činnosti, terorizmu a násilnému extrémizmu úzko súvisia aj s pretrvávajúcim hospodárskym útlmom a politickým vývojom v susedstve EÚ, odkiaľ mnohé trestné aktivity pochádzajú alebo sú organizované.

Naša spoločnosť musí dokázať komplexne čeliť bezpečnostným hrozbám, ktorých dimenzie a rafinovanosť neustále rastú.

V globalizovanom svete trestná činnosť ignoruje hranice a už nie je v silách jednotlivých členských štátov, aby týmto hrozbám odolávali samostatne.

Kľúčom k úspechu je preto solidarita a spolupráca. Musíme jednať spoločne, aby sme dosiahli taký stupeň bezpečnosti, aký si občania EÚ zasluhujú, a ktorý od nás ako verejných činiteľov očakávajú.

Giulia Moi (EFDD), per iscritto. – Vorrei attirare l'attenzione di questo Parlamento sui temi della corruzione e della criminalità organizzata in Italia poiché ritengo si tratti di questioni molto sottovalutate in ambito europeo. Provengo da un paese in cui la connivenza che vige fra il sistema politico e quello criminale sta assumendo sempre più i contorni di un dramma. Dallo sperpero dei fondi pubblici - soprattutto europei - al sistema criminale col quale vengono affidati alle imprese gli appalti per le opere di servizio ai cittadini, ormai il malaffare è dilagante. Tangenti, collusioni mafiose e meccanismi lucrativi che i cittadini sono costretti a subire nell'impotenza generale. Dai report di cui dispone l'Europa purtroppo emerge solo una minima parte di quella che è la realtà. Non risulta ad esempio che l'Italia, come pure è stato riscontrato dall'ultima classifica pubblicata dal *Corruption Perception Index 2014 di Transparency International*, è al primo posto in Europa per corruzione. Sollecito la Commissione e il Consiglio a prendere atto di questa tragedia e ad agire in modo più efficace soprattutto sui sistemi di controllo di cui dispone l'Europa a livello istituzionale.

Csaba Molnár (S&D), írásban. – Az elmúlt hónapok botrányai bebizonyították, hogy a jelenlegi magyar kormány nem csak alkalmatlan a korrupció elleni harcra, de annak pártfogója, aktív részese is. Az amerikai kitiltási botrány, a fideszes ingatlanügyek, az uniós pályázatok átláthatatlansága mind egy célt szolgálnak: a kormánypárti politikusok, a cégek és családtagjaik hatalmas összegekhez jussanak hozzá. Erről ma már papírja is van a magyar kormánynak: egy nemzetközi szervezet szerint Orbán Viktor a második legkorruptabb politikus példaképe, Vlagyimir Putyin után. A magyar kormány már nem garancia a közpénzek, uniós források tisztességes, a magyar emberek érdekében történő elköltségére. Ezért fordultam számos esetben az EU Csalás Elleni Hivatalához, ezért sürgetem az Európai Ügyészi Hivatal minél hamarabbi felállítását, amely gátat vetne a mindent átható kormányzati korrupciónak és visszaéléseknek. Arra kérem ezért az OLAF-ot, valamint a Bizottságot, hogy alaposan vizsgálják ki a korrupciógyanús eseteket a magyar emberek érdekében.

Pina Picierno (S&D), per iscritto. – Grazie all'impegno della commissione speciale CRIM, nata la scorsa legislatura, sul crimine organizzato transfrontaliero questo tema è riuscito finalmente ad ottenere «l'attenzione europea» che meritava. Questa attenzione faticosamente guadagnata non deve però svanire dopo tutto l'ottimo lavoro svolto finora. L'Europa non deve sottovalutare i danni che le attività criminali transfrontaliere creano, soprattutto economici, quando si tratta di riciclaggio o corruzione. Noi in Italia purtroppo conosciamo bene queste tematiche e sappiamo anche quanto costi caro alle persone oneste vivere in un territorio infiltrato da corruzione, mercato nero e riciclaggio. Sappiamo anche però che per combattere questo crimine servono mezzi speciali e straordinari ed è proprio su questo che credo che l'Europa debba svilupparsi. Le organizzazioni criminali per quanto siano basate in alcuni specifici paesi agiscono e operano in

Utorok 13. januára 2015

tutto il territorio dell'Unione, nessun paese escluso. Le esperienze di repressione di tali fenomeni maturate in alcuni territori devono essere condivise in un clima di reciproca fiducia e stretta collaborazione tra le autorità di polizia e le magistrature europee. A un crimine di portata europea si deve rispondere con un'azione europea forte che tuteli i cittadini di fronte a fenomeni che indeboliscono la nostra economia e la nostra società.

Julia Pitera (PPE), na písmie. – Unia Europejska coraz intensywniej angażuje się w zwalczanie zjawiska korupcji, m.in. wdrażając pierwsze sprawozdanie o zwalczaniu korupcji w UE z dnia 3 lutego 2014 r. Stosowne byłoby ustalenie definicji pojęcia korupcji na szczeblu europejskim i międzynarodowym, jak również pojęcia oraz systemu ochronnego osób zgłaszających przypadki naruszenia prawa (ang. *whistleblowers*). Chodzi o osoby ujawniające opinii publicznej nielegalne praktyki rządów, administracji, przedsiębiorstw lub prywatnych stowarzyszeń. Mowa tutaj o jednocześnie pasywnym i aktywnym instrumencie w zwalczaniu korupcji.

Mając na uwadze, że zgłaszanie przypadków naruszeń jest utrudnione z uwagi na niechęć do sygnalizowania bezprawnych działań we własnej organizacji oraz z obawy przed retorsjami, uważam, że w UE powinien powstać program ochrony sygnalistów (np. na wzór amerykańskiego systemu z ustawy Sarbanes-Oxley z 2002 r.) wraz z wymogiem stosowania go. Powinna również powstać organizacja chroniąca te osoby. O potrzebie utworzenia skutecznego systemu ochronnego sygnalistów od lat mówi międzynarodowa organizacja Transparency International. Również w swojej publikacji z 2014 r. pt. „Dobra administracja w praktyce” Europejski Rzecznik Praw Obywatelskich wskazuje na potrzebę stworzenia całościowego i skutecznego systemu ochrony sygnalistów. Instrument ten pozwoliłby na podniesienie poczucia bezpieczeństwa potencjalnych sygnalistów, wzrost świadomości, budowanie kultury uczciwości w organizacjach. Niewątpliwie byłby on przydatny do walki z korupcją we wszystkich państwach członkowskich UE.

Емил Радев (PPE), в писмена форма – Организираната престъпност и корупцията са глобални престъпления, които изискват борбата срещу тях да бъде базирана на тясно сътрудничество между правораздавателните органи не само в Европа, но и на международно ниво. Само по този начин ще бъде ограничен техният трансграничен характер и ще бъде доказано, че не съществува стабилна и правова държава, където техните извършители могат да се укрият.

Смятам, че вниманието на Европейския съюз по отношение на борбата с организираната престъпност трябва да се съсредоточи върху три сфери.

На първо място е борбата с финансовите измами с европейски средства чрез създаването на Европейска прокуратура. Европейските фондове не са предвидени да финансират престъпни дейности, а да гарантират благополучието на европейските граждани.

Нужно е също засилено полицейско сътрудничество чрез повече съвместни екипи, трансгранични операции и по-навремен обмен на данни. Само така ще се достигне до ефективна борба с организираната престъпност и корупцията в Европа, защото няма държава, която да може да се справи с тези престъпления сама.

Не на последно място е необходим по-строг контрол върху финансовите потоци, свързани с престъпни дейности. Приветствам постигнатото споразумение между Европейския парламент и Съвета относно директивата за борба с прането на пари и регламента за финансовите транзакции и настоявам за бързото му прилагане в държавите членки.

Elena Valenciano (S&D), por escrito. – La corrupción, la delincuencia organizada y el blanqueo de dinero suponen una amenaza para la democracia, los ciudadanos y el buen funcionamiento de la economía legal. En un momento de crisis económica y financiera los recursos que se retraen de la economía legal a través del fraude deben ser recuperados y puestos al servicio de la economía real primando la creación de empleo de calidad, legal y decente. Deben conocerse los planes de la Comisión y del Consejo para luchar contra estos fenómenos en el periodo 2014-2019 e incrementarse los esfuerzos para luchar contra el blanqueo de capitales y apostar por un sistema de «transparencia total» en el que se identifiquen más fácilmente las sospechas de blanqueo a través de un registro público europeo de fideicomisos, trusts y fundaciones que contenga información sobre cuentas, beneficiarios e intermediarios. Debe mejorarse asimismo la coordinación de la actividad de las autoridades nacionales competentes para combatir el fenómeno y el de las agencias europeas sectoriales.

Utorok 13. januára 2015

Janusz Zemke (S&D), na piśmie. – Zagrożenie przestępczością zorganizowaną i korupcją to realne zagrożenia dla społeczeństwa i gospodarki UE. Oprócz tradycyjnych rodzajów przestępczości, takich jak pranie pieniędzy, handel ludźmi i narkotykami, pojawiają się nowe wyzwania. Największe z nich to terroryzm i rozpowszechniająca się cyberprzestępczość. W dyskusjach tradycyjnie zwraca się uwagę na poprawę w obszarze zapobiegania przestępczości i egzekwowania prawa. To słuszne, gdyż są jeszcze znaczne rezerwy w obszarach współdziałania organów, takich jak wymiana informacji czy przekazywanie zatrzymanych przestępców.

Należy jednak zwrócić uwagę na dwa inne obszary. Po pierwsze, konieczne jest współdziałanie w dziedzinie konfiskaty majątków pochodzących z przestępstw. Rzecz w tym, by przestępcy nie mogli nigdzie, w żadnym europejskim państwie odnosić korzyści ze swoich nieczynnych działań. Drugi problem polega na zwiększeniu roli Europolu. Dyskutuje się w UE o potrzebie tworzenia nowych instytucji walczących z przestępczością zorganizowaną. W mojej ocenie prostsze i efektywniejsze zamiast mnożenia bytów byłoby kadrowe, operacyjne i finansowe wsparcie Europolu.

Jana Žitňanská (ECR), písomne – Korupcia je fenomén s obrovskými negatívnymi ekonomickými aj spoločenskými dôsledkami, a preto musíme neustále upozorňovať na jej škodlivosť a prijímať opatrenia, ktoré budú znižovať motiváciu a priestor pre korupčné správanie sa verejných predstaviteľov. Korupcia odčerpáva vzácne verejné zdroje z oblastí, na ktoré majú byť vynaložené, znemožňuje zlepšenie (prípadne spôsobuje zhoršovanie) v kvalite a dostupnosti verejných služieb a brzdí hospodársky rast. Korupcia tiež negatívne ovplyvňuje dobré spravovanie verejných záležitostí (governance) a prispieva k erózii dôvery vo verejné inštitúcie a demokratické procesy. Slovensko v rámci EÚ patrí medzi krajiny s najvyššou mierou vnímanej korupcie (CPI, Corruption Perceptions Index podľa Transparency International), ale prinajmenšom v legislatívnej oblasti dosiahlo za posledné desaťročie výrazné zlepšenie v zmenšení priestoru pre korupčné správanie. Príkladom môžu byť reforma obchodného registra, zvýšenie podielu nárokovateľných povolení a licencií, alebo aj nedávne schválenie zákona, ktorý výrazne zvyšuje motiváciu nahlasovať korupčné správanie, a to jednak účinnejšou ochranou nahlasovateľa korupcie pred prípadnými postihmi zo strany zamestnávateľa, ale aj možnosťou získať finančnú odmenu za nahlásenú korupciu. Viac než nedostatky v protikorupčnej legislatíve je v súčasnosti problémom v boji proti korupcii na Slovensku veľmi slabá vymáhateľnosť práva, čo súvisí s dlhodobým stavom justície.

18. Zloženie výborov: pozri zápisnicu

19. Sledovanie advokátov v EÚ (rozprava)

La Présidente. - L'ordre du jour appelle le débat sur les déclarations du Conseil et de la Commission sur la surveillance des avocats dans l'Union européenne (2015/2511(RSP)).

Zanda Kalniņa-Lukaševica, President-in-Office of the Council. - Madam President, honourable Members, the Council has been asked to speak on the issue of surveillance of lawyers in the European Union. We understand that an oral question on the subject has also been presented by honourable Member Sargentini, who referred to the alleged surveillance of a law firm by a national security agency of a Member State.

First of all, I would like to point out that the Council Presidency is not in a position to make any comments about an allegation that a Member State's secret services carry out secret surveillance of lawyers and their clients. Under the Lisbon Treaty the maintenance of law and order and, in particular, the safeguarding of internal security are responsibilities of the Member States. The Council is therefore not informed of any surveillance activities carried out by the national departments responsible for safeguarding national security.

Utorok 13. januára 2015

I would also like to point out that the collection and processing of personal data by such national security services is currently not regulated by EU law, as neither the 1995 Data Protection Directive nor the 2008 Framework Decision on Data Protection applies to them. The 2012 Commission proposal for a directive on data protection by competent authorities for the purpose of prevention, investigation, detection or prosecution of criminal offences explicitly states that the directive shall not apply to the processing of personal data in the course of an activity concerning national security.

For the same reason the Presidency is not in a position to express itself as to the compatibility of these alleged activities with the Charter of Fundamental Rights. The EU directive on the right of access to a lawyer states that Member States shall respect the confidentiality of communication between suspects or accused persons and their lawyers in the exercise of their right of access to a lawyer. However, this provision, like the whole directive, is without prejudice to the work carried out, for example, by national intelligence services to safeguard national security in accordance with the Treaties.

Věra Jourová, *Member of the Commission*. - Madam President, the Commission is concerned about media reports of Member States' intelligence services putting client-lawyer communications under surveillance. The right to privacy, including communication between clients and lawyers, as protected by Article 7, and the procedural rights protected by Articles 47 and 48 of the Charter are of the utmost importance in the EU. However, it should be pointed out that the Charter is applicable only to the Member States where EU law is implemented. The matter of national security remains within the competences of the Member States so, where the Member States initiate secret surveillance activities for national security reasons, these fall outside EU law. Consequently the Charter is generally not applicable.

That being said, the exemption clause needs to be interpreted strictly. In the light of settled case law of the Court of Justice, any Member State which seeks to take advantage of an exemption needs to prove that it is necessary to have recourse to it in order to protect the state's essential security interests. Where the Charter does not apply, the national systems provide fundamental rights protection procedures that are applicable in these cases.

The Commission also aims at a high level of protection of fair trial rights in the European Union. Since 2009 we have made considerable progress in this direction, with the adoption of three directives: on the right of interpretation and translation in 2010; on the right to information in 2012; and, recently, on the right of access to a lawyer.

The directive on the right of access to a lawyer needs to be transposed by Member States by 27 November 2016 and the Commission will closely monitor this process. Article 4 of the directive clearly sets out the principle of respect for the confidentiality of communication between suspects or accused persons and their lawyer in the exercise of the right of access to a lawyer. However, it should be underlined that the directive focuses on the rights of suspects and accused persons in criminal proceedings. This is why it clarifies, in its recitals, that confidentiality applies only to genuine communication in the exercise of the rights of defence between the lawyer and a suspect and/or accused person. It does not apply to lawyers who are involved in the alleged criminal activities of the suspect or accused person.

Jeroen Lenaers, *namens de PPE-Fractie*. – De relatie en de communicatie tussen een cliënt en zijn advocaat zijn van bijzondere aard en de vertrouwelijkheid van die relatie en die communicatie is van cruciaal belang om het vertrouwen van burgers in de rechtsstaat te behouden en zodoende ook van cruciaal belang voor het functioneren van onze democratie.

Daarmee is tegelijkertijd niet gezegd dat men nooit dit soort informatie daarover zou mogen verzamelen, dat dit onmogelijk of onwenselijk zou zijn. Ik meen dat af luisteren van gesprekken tussen cliënten en advocaten in zeer uitzonderlijke gevallen mogelijk zou moeten zijn, wanneer dit met voldoende waarborg omkleed is en wanneer het in het specifiek aantoonbaar belang van de nationale of openbare veiligheid zou zijn. Dat recht, om in het kader van de nationale veiligheid informatie over zelfs dit soort heel bijzondere gesprekken te verzamelen is ook van cruciaal belang voor lidstaten om de veiligheid van hun burgers te garanderen.

Utorok 13. januára 2015

Ik vraag mij eigenlijk af wat precies de bedoeling van dit debat hier vanavond is. Zoals de Raad en ook de Commissie al aangegeven hebben, is dit een nationale bevoegdheid. De toezichtsraad voor de inlichtingen- en veiligheidsdiensten in Nederland heeft een uitgebreid advies uitgebracht. Dat is openbaar gemaakt en ook gepresenteerd aan het nationale parlement. Laat alstublieft de nationale veiligheidsdiensten en inlichtingendiensten en ook de nationale parlementen hun werk doen.

Juan Fernando López Aguilar, *en nombre del Grupo S&D.* – Señora Presidenta, gracias a la Comisión, gracias, Comisaria. Da la impresión de que este debate es un debate sobre un tema menor con respecto a los grandes asuntos de los que puede ocuparse este Parlamento Europeo, pero es una impresión falsa o rotundamente equivocada, porque es un debate mayor.

Estamos hablando de vigilancia a abogados en la Unión Europea, en particular en los Países Bajos, nada menos que un país fundador de la Unión Europea. Pero estamos hablando de retrocesos de los derechos y libertades y de amenazas a la garantía de la privacidad de las comunicaciones y, por supuesto, a la garantía del derecho a la defensa, que instrumenta profesionalmente la abogacía, no solamente en los Países Bajos, sino en todos los Estados miembros de la Unión Europea.

Estamos hablando, por tanto, de la civilización europea en retroceso, amenazada por esta vigilancia masiva, por este espionaje universal y por esta desvinculación de las reglas del Derecho de los aparatos de inteligencia y de seguridad de los Estados miembros que se creen en disposición de arrasar con todo simplemente porque la tecnología pueda permitirlo. Nosotros tenemos la obligación de decirles que no.

Tenemos la obligación de decirles que no, que se lo vamos a impedir, con la ley en la mano, con la Carta Europea de los Derechos Fundamentales en la mano, con el Tratado de Lisboa en la mano y con la habilidad de este Parlamento Europeo para actuar como legislador en materia de derechos fundamentales y como legislador penal, en su caso, para reprimir, perseguir y castigar la delincuencia transnacional grave, como es la que atenta contra los derechos fundamentales, el derecho de acceso a la defensa, el derecho a la asistencia letrada y a la defensa y la defensa de un abogado plenamente independiente en todas las fases del procedimiento judicial, incluida la investigación policial.

Por tanto, estamos hablando de que, en términos de control parlamentario, esta Cámara tiene la obligación de inquirir a la Comisión con respecto a las actuaciones que pueda llevar adelante para esclarecer enteramente estos hechos y para establecer una legislación europea que los haga imposibles en el futuro.

Este es el compromiso, tiene que ser el compromiso, de este Parlamento Europeo.

Cecilia Wikström, *för ALDE-gruppen.* – Fru talman! En grundläggande pelare i våra europeiska rättsstater är rätten att i förtroende fritt kunna samtala med sitt rättsliga ombud, sin advokat. Artikel 4 i direktivet från 2013 om rätten till en advokat, precis som stadgan om de grundläggande mänskliga rättigheterna, slår också fast detta väldigt tydligt.

Om då våra underrättelsetjänster samlar in information mellan advokater och deras klienter, innebär ju det att denna fundamentala princip sätts ur spel och i förlängningen att EU:s rättsstater urholkas på ett fullständigt oacceptabelt sätt.

Nu verkar det som att den nederländska advokatbyrån Prakken d'Oliveira har stått under övervakning under en följd av år av den nederländska säkerhetstjänsten. Det finns flera andra liknande exempel i medlemsländerna.

Jag vill nu verkligen ha svar på frågan om kommissionen och om rådet anser att den här typen av spionage mot advokatbyråer är förenlig med europeisk rätt, med fördragen, med rättighetsstadgan och alla de rättigheter som dessa ger oss medborgare. För om det skulle vara så nu att ni verkligen menar att detta faller inom ramen för nationell säkerhet, då vill jag verkligen veta hur ni definierar begreppet "nationell säkerhet" och om ni menar att det då automatiskt ska medföra att europeiska medborgare står rättslösa.

Nu vill jag ställa följande frågor, för det första: Vilka åtgärder avser kommissionen och rådet att vidta för att försäkra sig om att konfidentiella kontakter mellan advokat och klient ska respekteras? För det andra: Tänker ni vidta konkreta åtgärder mot Nederländerna? För det tredje: När tänker ni återkomma till parlamentet med en acceptabel definition av begreppet "nationell säkerhet"?

Utorok 13. januára 2015

Josu Juaristi Abaunz, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora Presidenta, me gustaría hablarles de la situación en mi país, el País Vasco, *Euskal Herria*. La Guardia Civil detuvo ayer a dieciséis ciudadanos: doce de ellos abogados que defienden a presos políticos vascos; tres forman parte del equipo defensor de los treinta y cinco militantes de la izquierda *abertzale* que iban a ser juzgados desde ayer en la Audiencia Nacional por su trabajo político.

La operación tuvo lugar dos días después de que ochenta mil personas pidieran en *Bilbo* el fin de la política penitenciaria, basada en la dispersión y la vulneración de derechos de los presos. ¡La policía llegó a registrar el local de un sindicato para llevarse el dinero recaudado en la marcha gracias a la solidaridad de los manifestantes!

Esta operación es política y estas personas han sido detenidas por su trabajo jurídico de defensa de los presos, es un ataque contra el proceso de paz. Es inadmisibles que un Estado miembro vulnere derechos fundamentales, incluido el derecho de defensa, con tal impunidad.

Es inadmisibles que un Estado miembro rechace la aplicación de normativas comunitarias con el fin de doblar condenas ya cumplidas y que nada ocurra. Eso no es justicia, es venganza. Si sucedieran en cualquier otro lugar, estos hechos constituirían un escándalo mayúsculo y el Parlamento convocaría un debate de urgencia. Sí señorías, es una cuestión de derechos, de si un Estado es democrático o no y el Estado español se obceca en demostrar que no. Se empeña en alejarse más y más de lo que debería ser un Estado de Derecho. Animo a la Unión Europea y, por supuesto, también al Estado español a dar pasos firmes para resolver de forma pacífica y democrática el conflicto político. La sociedad vasca reclama derechos humanos, paz y resolución; ese es nuestro compromiso.

(La Presidenta interrumpe al orador)

Judith Sargentini, *namens de Verts/ALE-Fractie*. – Europeanen rekenen op een eerlijke overheid, een overheid die zij kunnen vertrouwen, die zich aan de wet houdt. Dat vertrouwen is beschaamd door de onthullingen in de grootschalige afluisterschandalen. Het was eigenlijk slechts een kwestie van tijd voordat het duidelijk zou worden dat ergens in Europa een geheime dienst een advocatenbureau langdurig af luistert.

En het is Nederland geworden, waar de minister van Binnenlandse Zaken, Ronald Plasterk, toegeeft dat hij advocatenkantoor Prakken d'Oliveira in Amsterdam langdurig heeft afgeluisterd. Dit raakt aan de grond van onze rechtsstaat, dit raakt aan ons vertrouwen in de overheid. Als een gesprek met een advocaat niet meer veilig is, hoe zit het dan met een gesprek met een dokter, of iemand anders met een beroepsgeheim?

De Raad zegt dat dit een nationale zaak is, maar ik zeg: "Nee, dat is het niet." Want er is een Europese richtlijn uit 2013 over het recht op een advocaat, waarvan artikel 4 bepaalt dat er een verplichting is om de vertrouwelijkheid te garanderen. Verder is er het Handvest van de grondrechten, waarin het recht op een eerlijk proces gegarandeerd wordt. Dit is geen simpele nationale bevoegdheid.

Vandaar mijn vraag aan u, mevrouw Jurová, en via u ook aan mijnheer Timmermans, die zeer goed bekend is met de Nederlandse minister van Binnenlandse Zaken: gaat u de Nederlandse overheid aanspreken op het feit dat zij zich niet aan de wet heeft gehouden en gaat u de Nederlandse overheid en de andere lidstaten verplichten de vertrouwelijkheid tussen klant en advocaat te eerbiedigen?

Axel Voss (PPE). - Frau Präsidentin! Ich wiederhole mich da zwar, aber es ist ja richtig und bleibt auch richtig: Das Verhältnis zwischen Anwalt und Mandant beruht auf Vertrauen und dieser Schutz dieses Berufsgeheimnisses genießt eben auch grundrechtlichen Schutz, und es gibt dieses eben nicht nur für Anwälte, sondern auch für Ärzte und Journalisten, und es ist letztlich auch ein Grundelement aller Demokratien und somit auch aller EU-Mitgliedstaaten.

Wir sind natürlich als Politiker in der Europäischen Union aufgerufen, dies auch als Säule der Rechtsstaatlichkeit aufrechtzuerhalten und auch zu sichern. Aber ich habe dennoch das Gefühl, dass es sich hier um einen Einzelfall handelt, der gerade in diesem Sicherheitsbereich eine gewichtige Rolle spielt. Und in diesem speziellen Fall denke ich nun deshalb, dass es hier in der Tat einfach nur eingeschränkte Kompetenzen, auch der Europäischen Union, gibt.

Utorok 13. januára 2015

Das muss man auch zur Kenntnis nehmen, weil es sich um Sicherheitsfragen handelt, und – das wurde schon gesagt – die innerstaatliche Sicherheit ist eben in erster Linie auch Kompetenz der Mitgliedstaaten. Der Rat kann gar nicht gegen eine potenzielle Verletzung der Vertraulichkeit in den Mitgliedstaaten vorgehen und zuständig sind hier die Institutionen, Justiz, Innenministerium der Niederlande. Ich glaube, die Niederlande sind demokratischer Staat genug, um das auch entsprechend zu untersuchen, und sind auch kein Überwachungsstaat.

Jan Philipp Albrecht (Verts/ALE). - Madam President, we need to talk about two issues. Firstly, this is not the first instance of a Member State hiding behind the so-called exception on national security in the Treaty. We learned about the case in which the British intelligence service destroyed information from journalists, and we have now heard about cases of surveillance of lawyers: all justified by 'national security'.

It is high time that the Commission investigated and asked the Court for a clear definition of what constitutes national security. This needs to be done if the Member States do not want to do it. We need it now. The Commission has to do it, and Parliament needs to push for it.

The second question which we need to talk about is what the surveillance of lawyers and journalists entails – especially here in the case we have before us, involving lawyers. After the attacks which we saw last week, I would say that we are talking about blanket retention, and this affects journalists and lawyers too. If we are collecting all this data, then we need to talk about safeguards.

Interventions à la demande

Stanislav Polčák (PPE). - Paní předsedající, je mi trochu líto, že jsem nedostal možnost vystoupit v oblasti ženských kvót, vzhledem k paní komisařce, ale alespoň v této oblasti bych se chtěl vyjádřit k tématu, které je zde probíráno.

Paní komisařka citovala články Listiny, které jasně ukazují, že evropské právo tuto problematiku reguluje, nicméně zřejmě ne dostatečně v tom směru, že jsou za bezpečnostní politiku a naplňování těchto zásad zodpovědné především členské státy, nikoliv tedy orgány Evropské unie.

Co když je ovšem prokázáno, že členské státy porušují toto pravidlo. Kdo a jak může z pohledu evropského práva zajistit nápravu tohoto porušování a vynucení dodržování Listiny? To si myslím, že jsou základní otázky, nad kterými bychom se v souvislosti s touto debatou měli zamyslet. Důvěra mezi klientem a advokátem je skutečně posvátná. Pak by bylo možno se ptát, kde se toto zneužívání zarazí. Bude to až ve zpovědnících, kde se lidé zpovídají svému zpovědníkovi?

Martina Anderson (GUE/NGL). - Madam President, the right of privilege and protection of personal information is under threat in a number of areas. The arrest on Monday of 16 individuals, including 12 lawyers representing Basque political prisoners, was contemptible. Money was also seized during coordinated raids at several locations, including trade union offices. Everyone is entitled to legal representation, and lawyers must be allowed to carry out their work without state interference and intimidation.

Unfortunately, in Ireland we know all too well what can happen when the state tries to prevent human rights lawyers from carrying out their work. The killings of human rights lawyers Pat Finucane and Rosemary Nelson, carried out by loyalist gangs in collusion with British state agents, illustrates exactly what can happen when states attempt to frustrate justice.

Ignazio Corrao (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, io non sono d'accordo con il collega Lenaers quando dice parlare di un'interrogazione orale o di fare un dibattito su questo non è importante. Io ritengo invece che il tema che ha sollevato la collega Sargentini è molto importante, perché io non vorrei che in virtù del discorso «sicurezza nazionale» si andasse a finire in uno Stato di polizia in cui viene ammesso che possono essere superati quei diritti basilari, come il diritto alla riservatezza, il diritto alla difesa, lo Stato di diritto, il giusto processo. Cerchiamo di capire che ci sono dei diritti che per conquistarli c'è voluto tanto tempo quindi, se devono essere violati, ci deve essere un motivo davvero grave e ci devono essere le procedure certe, non una minaccia velata. C'è una direttiva del 2013, che in questo caso viene violata interamente, e il caso di specie che è avvenuto in Olanda potrebbe avvenire in tutti i paesi d'Europa. È importante che Consiglio e Commissione prendano una posizione, anche sugli Stati membri, su questo tema.

Utorok 13. januára 2015

(Fin des interventions à la demande)

Věra Jourová, *Member of the Commission*. - Madam President, I agree that this is a serious problem but I have to repeat that, at the moment, it falls under the jurisdiction of the Member States, which set out the rules for the surveillance carried out by national security bodies.

The Commission is ready to monitor the implementation of the directive on the right of access to a lawyer, which sets out, as I said earlier, the principle of respect for the confidentiality of communication between suspects or accused persons and their lawyers.

So this is the current state of affairs. The Commission will follow closely the ongoing developments on this issue at European and national level, including relevant cases pending before the European Court of Justice and the European Court of Human Rights.

Zanda Kalniņa-Lukaševica, *President-in-Office of the Council*. - Madam President, I am grateful to Members for the issues and concerns which have been raised during the course of this debate. I will certainly ensure that the Council is aware of the outcome of our discussion.

However, as I said at the outset, the Council has not discussed the specific issue which is the subject of this debate, and has certainly not taken a view on it, for the reasons which I have already explained. It is for the Member States individually to lay down their own rules regarding national security.

La Présidente. - Le débat est clos.

20. Program rokovania na nasledujúci deň: pozri zápisnicu

21. Skončenie rokovania

(La séance est levée à 22 h 45)

Streda 14. januára 2015

DOSLOVNÝ ZÁPIS Z ROZPRÁV 14. JANUÁRA 2015

(2022/C 447/03)

Obsah	Strana
1. Otvorenie rokovania	282
2. Program činnosti lotyšského predsedníctva (rozprava)	282
3. Schválenie zápisnice z predchádzajúceho rokovania: pozri zápisnicu	318
4. Hlavné aspekty a základné smery spoločnej zahraničnej a bezpečnostnej politiky a spoločnej bezpečnostnej a obrannej politiky (článok 36 ZEU) (rozprava)	318
5. Zloženie výborov: pozri zápisnicu	345
6. Nedávne ukrutné činy v severnej Nigérii (rozprava)	345
7. Situácia na Ukrajine (rozprava)	355
8. Zloženie medziparlamentných delegácií: pozri zápisnicu	379
9. Začatie Európskeho roka rozvoja (rozprava)	379
10. Situácia v Egypte (rozprava)	392
11. Prípád dvoch talianskych „marò“ (rozprava)	407
12. Predložené dokumenty: pozri zápisnicu	416
13. Delegované akty (článok 105 ods. 6 rokovacieho poriadku): pozri zápisnicu	416
14. Vykonávacie opatrenia (článok 106 rokovacieho poriadku): pozri zápisnicu	416
15. Program rokovania na nasledujúci deň: pozri zápisnicu	416
16. Skončenie rokovania	416

Streda 14. januára 2015

DOSLOVNÝ ZÁPIS Z ROZPRÁV 14. JANUÁRA 2015**VORSITZ: MARTIN SCHULZ***Präsident***1. Otvorenie rokovania***(Die Sitzung wird um 9.05 Uhr eröffnet.)***2. Program činnosti lotyšského predsedníctva (rozprava)**

Als erster Punkt der Tagesordnung erfolgt die Aussprache über die Erklärungen des Rates und der Kommission zum Tätigkeitsprogramm des lettischen Ratsvorsitzes (2014/2856(RSP)).

Ich begrüße die Premierministerin von Lettland, seit dem 1. Januar die amtierende Vorsitzende des Rates der Europäischen Union, Frau Laimdota Straujuma.

Herzlich willkommen, Frau Ministerpräsidentin!

Laimdota Straujuma, pašreizējā Padomes priekšsēdētāja. - Priekšsēdētāja kungs! Komisijas priekšsēdētāja kungs! Godātie deputāti! Godātie viceprezidenti! Godātie komisāri! Esmu pagodināta šodien būt šeit Strasbūrā un iepazīstināt Eiropas Parlamentu ar Latvijas prezidentūras prioritātēm Eiropas Savienības Padomē.

Šodien apirīt 25 gadi, kopš Latvija atguva savu neatkarību, atbrīvojoties no padomju totalitārā režīma. Ir pagājuši desmit gadi, kopš Latvija pievienojās Eiropas Savienībai un gads kopš dalības eirozonā. Uzņemties prezidentūras pienākumus Eiropas Savienības Padomē ir ne tikai liels gods, bet arī liela atbildība.

To, cik liela šī atbildība ir, mēs īpaši skaidri sajūtām 7. janvārī, kas satricināja mūs visus līdz pašiem pamatiem. Tāpēc es vēlos sākt savu uzrunu, izsakot solidaritāti un visdziļāko līdzjūtību Francijai un Francijas tautai. Uzbrukums Francijā ir kārtējais uzbrukums vārda brīvībai un Eiropas vērtībām.

Svētdien piedalījās gājienā Parīzē. Visu tautību, reliģiju un kultūru cilvēki Francijā un plašajā pasaulē saliedēti izgāja ielās, lai apliecinātu skaļi — mēs demokrātiskajā pasaulē iestājamies par vērtībām, par cilvēka brīvu pašizpaušmi, par miermīlīgu dažādu kultūru un reliģiju līdzāspastāvēšanu. Tāpēc es izmantoju šo Eiropas tautu pārstāvniecības forumu, lai aicinātu ikvienu no mums un ikvienu iedzīvotāju uz vēl lielāku cieņu pret citu kultūru un uz jaunu uzticības līmeni starp tautām. Šajā spriedzes laikā, kad terorisms gribētu mums uzspiest arvien jaunu eskalāciju, arvien plašākas sadursmes starp reliģijām, grūst mūs uz vardarbību, mums ir jātop vēl cilvēciskākiem. Mums ir jāturpina interesēties par citām kultūrām, lai mūsu prātus nebūtu iespējams aizmiglot ar demagoģiju vai greizu faktu interpretāciju.

Eiropas Savienībai ir jābūt gatavai aizstāvēt sevi, savus pilsoņus un savas vērtības. Mums visiem, visām Eiropas Savienības institūcijām un visām dalībvalstīm jāapvieno spēki, lai nodrošinātu adekvātu Eiropas Savienības atbildi izaicinājumam, kas ir mests Eiropas kopā dzīvošanas modelim un līdz ar to — mums visiem.

Streda 14. januára 2015

No 2. līdz 4. maijam Rīgā notiks liela mēroga Pasaules preses brīvības dienai veltīts forums, kurā būs iespējama plaša viedokļu apmaiņa par šobrīd tik aktuālajiem jautājumiem. Mums ir āiedarbina visi Eiropas Savienības rīcībā esošie mehānismi, kas izveidoti cīņai pret terorismu. Īpaša uzmanība jāpievērš gaidāmajai Eiropas iekšējās drošības stratēģijai. Lai mūsu instrumentu klāsts būtu pilnīgs, mums visiem kopā ir svarīgi nodrošināt efektīvu informācijas apmaiņu ieskaitīto dienestu starpā.

Augsti novērtējam, ka ir atjaunota diskusija par pasažieru datu reģistru (PNR). Tā ir gan vietā, gan laikā pareiza. Mēs šeit runājam par ierobežotu datu apjomu, kas ļautu labāk izsekot noteiktu personu kustībām. Es apzinos, ka šis jautājums nav viennozīmīgs. Tāpēc vēlos apliecināt, ka neatkarīgi no progresa diskusijās par pasažieru datu reģistra izveidi, Latvijas prezidentūra turpinās virzīt Datu aizsardzības pakotni kā vienu no galvenajiem elementiem digitālās prioritātes kontekstā.

Esmu pārliecināta, ka Eiropas Parlaments būs ciešs sadarbības partneris Padomei un Komisijai, jo tikai kopīgiem spēkiem mēs spēsim sniegt spēcīgu Eiropas Savienības atbildi. Es ticu, ka Eiropa spēs parādīt vienotību un pārvarēt šos draudus. Es ticu, ka mēs neiekritīsim slazdā un neļausim terorismam sagraut mūsu ticību vienam pret otru, neļausim sarīdīt vienu pret otru dažādas izcelsmes vai reliģijas cilvēkus Eiropas sabiedrībā. Visi kopā mēs spēsim nosargāt Eiropas vērtības. No tā atkarīga Eiropas nākotne.

Godātie deputāti! Latvija uzņemas prezidentūru sarežģītā un izaicinājumiem pilnā laikā. Latvijas prezidentūras sākums sakrīt ar institucionālās pārejas Eiropas Savienībā veiksmīgu pabeigšanu. Mēs augstu novērtējam Itālijas prezidentūras un Eiropas Parlamenta paveikto un turpināsim darbu, lai pilnveidotu visu Eiropas Savienības institūciju sadarbību.

Eiropas Savienībā vēl joprojām jūtama finanšu krīzes ietekme. Dalībvalstis un Eiropas Savienības institūcijas ir smagi strādājušas, lai atjaunotu finanšu tirgu uzticību. Dalībvalstis joprojām turpina strukturālās reformas. Eiropa lēnām, bet pakāpeniski atgriežas pie ekonomiskās izaugsmes. Šogad visās Eiropas Savienības dalībvalstīs tiek prognozēta ekonomiskā izaugsme. Eiropas Savienība joprojām ir pasaules lielākā ekonomika ar spēcīgām pozīcijām augsto tehnoloģiju jomā. Eirozonas valstu kopējais budžeta deficīta līmenis turpina samazināties. Taču šis ir arī labs brīdis, lai izveidotu sistēmu, kas būtu noturīga pret potenciālajiem izaicinājumiem nākotnē. Eirozona paplašinās ar jaunām dalībvalstīm. Es vēlos apsveikt mūsu kaimiņvalsti Lietuvu ar pievienošanos eirozonai, kļūstot par tās 19. dalībvalsti. Eiropas Savienības iedzīvotāji bauda brīvības un labklājības līmeni, kas ir liegts iedzīvotājiem daudzās citās pasaules valstīs. Man ir pārliecība, ka ar mērķtiecīgu rīcību, ticību Eiropas vērtībām un vēlmi darboties kopā Eiropas Savienība spēj stāties pretī izaicinājumiem, pārvarēt grūtības un virzīties uz priekšu. Šajos Eiropas kontinentam nemierīgajos laikos ir svarīgi atcerēties, ka Eiropas Savienība ir nesusi mieru un pārliecību tās iedzīvotājiem. Pārāk bieži mēs to uztveram kā pašsaprotamu.

Godātie deputāti! Eiropas Savienības iedzīvotājus interesē konkrēti rezultāti, kas uzlabo viņu ikdienas dzīvi. To mēs varam sasniegt, tikai strādājot kopā — Padome, Eiropas Parlaments un Eiropas Komisija. Pagājušā gada laikā tika ieguldīts liels darbs, Eiropas Savienības institūcijām formulējot savas prioritātes jaunajam institucionālajam ciklam. Mēs vēlamies strādāt pie to ieviešanas, vienlaikus pievēršot uzmanību jaunajiem izaicinājumiem.

Latvijas prezidentūra iezīmējusi trīs skaidrus prioritāšu virzienus:

konkurētspējīga Eiropas Savienība,

digitāla Eiropas Savienība,

iesaistīta Eiropas Savienība globālajā līmenī.

Godātie deputāti! Pirmkārt, mēs vēlamies stiprināt Eiropas Savienības konkurētspēju un veicināt ekonomisko izaugsmi. Strukturālās reformas, fiskālā atbildība un investīcijas — tie ir "trīs vaļi", uz kuriem nākamajos gados jābalstās Eiropas Savienības izaugsmei. Izaugsmei, kas nodrošina jaunas darba vietas, nevis uzliek jaunus parādus nākamajām paaudzēm. Mēs atzinīgi vērtējam Eiropas Komisijas priekšsēdētāja piedāvāto Investīciju plānu. Esam gatavi aktīvi strādāt, lai Eiropas Stratēģisko investīciju fonds sāktu darbību jūnijā. Vakar ir iznācis Komisijas priekšlikums. Ceram uz labu sadarbību ar dalībvalstīm un Eiropas Parlamentu, lai nodrošinātu raitu likumdošanas procesu. Investīcijām pievilcīgas vides izveidošana ir mūsu kopēja atbildība. Jau ilgstoši Eiropā ir jūtama vajadzība pēc enerģētikas savienības. Mums ir nepieciešama uz solidaritāti, uzticību un drošību balstīta enerģētikas politika, labāk integrēta enerģētikas infrastruktūra un efektīvāka pārvaldība. Enerģētikas savienības izveide būs viens no prioritārajiem jautājumiem Latvijas prezidentūras laikā. Tāpat mēs turpināsim darbu pie vienotā tirgus pilnveides, nodrošināsim Eiropas semestra procesu koordināciju Padomes ietvaros. Latvijas prezidentūras laikā pārskatīsim stratēģiju "Eiropa 2020", veicināsim darbu pie rūpnieciskās konkurēt-

Streda 14. januāra 2015

spējas, strādāsim pie Ekonomikas un monetārās savienības stiprināšanas. Īpašu uzmanību pievērsīsim labākam regulējumam.

Otrkārt, mēs vēlamies padarīt Eiropu digitalizētāku. Mēs gribam pilnvērtīgi izmantot Eiropas digitālo potenciālu un strādāt pie efektīva vienotā digitālā tirgus izveides. Tiešsaistes patērētājiem jābūt vienlīdzīgai pieejai precēm un pakalpojumiem par labāko cenu, neatkarīgi no tā, vai viņi dzīvo Briselē vai Bratislavā, Rīgā vai Romā. Tāpat jāveicina digitālās vides drošība un uzticamība tai. Tas palīdzēs radīt darbvietas un veicinās izaugsmi, kā arī pārvērtīs Eiropu par pasaules vadošo uz zināšanām balstītu ekonomiku. Mēs plānojam strādāt pie digitālā vienotā tirgus stratēģijas un drīzumā sagaidām konkrētu Komisijas priekšlikumu. Digitālās programmas asambleja Rīgā būs lieliska iespēja satikties politikas veidotājiem un biznesam. Galvenie digitālā vienotā tirgus elementi ir datu aizsardzība un līdzsvarotas reformas telekomunikāciju tirgū. Mūsu uzmanības lokā būs arī kiberdrošība un patērētāju tiesības.

Treškārt, mēs vēlamies redzēt Eiropas Savienību vairāk iesaistītu un atbildīgu starptautiskajā līmenī. Mēs atbalstīsim Augsto pārstāvi un Eiropas Ārējās darbības dienestu, stiprinot Eiropas Savienības vienotību un veicinot reģionālo stabilitāti un mieru.

Eiropas kaimiņi būs mūsu prezidentūras prioritāte. Mēs atbalstīsim darbu pie Eiropas kaimiņattiecību politikas pārskata. Ir tikai dabiski, ka mūsu galvenā uzmanība pamatā ir pievērsta austrumiem, taču mēs tikpat nopietni strādāsim arī pie jautājumiem, kas svarīgi mūsu kaimiņiem dienvidos. Migrācijas radītie izaicinājumi būs mūsu dienaskārtībā.

Mēs nevarēsim izvairīties no sarunas par bezprecedenta notikumiem mūsu austrumu kaimiņvalstīs. Krievijas agresija pret Ukrainu ir apdraudējums Eiropas miera un tiesiskuma pamatiem. Ir pilnīgi izslēgts, ka Eiropas Savienība atzīs stiprākas tiesības, kas pārkāpj valstu teritoriālo integritāti.

Eiropas Savienības spēks ir rīcības vienotībā. Šajā sakarā es vēlos pateikties dalībvalstīm un Eiropas Savienības institūcijām par spēju saglabāt vienotību, kad bija jāpieņem lēmumi par Eiropas Savienības reakciju uz notikumiem Ukrainā un Krievijas agresiju. Daudziem pasaulē tas ir pārsteigums. Latvijas prezidentūra aktīvi darbosies, lai saglabātu šo Eiropas Savienības vienotību nemainīgu arī turpmāk.

Šā gada maijā Rīgā notiks Austrumu partnerības samits. Rīgas samits dos iespējas izvērtēt sasniegto kopš Austrumu partnerības samita Viļņā. Tam jākalpo kā skaidram signālam, ka Eiropas Savienība atbalsta Austrumu partnerības valstis.

Mums arī jāskatās plašāk attiecībā uz Centrālāzijas reģionu, kur Eiropas Savienības klātesamība un iesaiste nesasniedz savu pilno potenciālu. Mēs aktīvi darbosimies, lai pārskatītu Eiropas Savienības Centrālāzijas stratēģiju.

Eiropas Savienības starptautiskās lomas stiprināšana ietver arī globālos aspektus. Mēs palīdzēsim veicināt sarunas par tirdzniecības līgumiem ar Amerikas Savienotajām Valstīm, Kanādu un Japānu. Vērienīgā transatlantiskā tirdzniecības un investīciju partnerība ne tikai nodrošinātu vairāk nekā 100 miljardu eiro ieguvumu un Eiropas Savienības ekonomikas stimulēšanu, bet nestu arī ģeopolitiskus ieguvumus.

2015. gads ir Eiropas Attīstības gads. Mēs koncentrēsimies uz Eiropas Savienības ieguldījumu ANO samitam par ilgtspējīgas attīstības un nabadzības samazināšanas mērķiem 2015. gadā.

Latvijas prezidentūra strādās pie globālajiem izaicinājumiem atbilstošas kopējās drošības un aizsardzības politikas veidošanas.

Godātie deputāti! Latvijas prezidentūras mērķis ir konkurētspējīgas, digitālas un starptautiski spēcīgākas Eiropas veidošana. Mūsu mērķis ir nosargāt Eiropas vērtības, brīvības, drošības, tiesiskuma un savstarpējās tolerances telpu, kas raksturo Eiropu pasaulē. Mums ir svarīgi strādāt ciešā sadarbībā ar jums. Šis ir galvenais iemesls manai vizītei šodien — nostiprināt mūsu sadarbību un veidot saskaņotu Padomes un Eiropas Parlamenta darba kārtību.

Latvijas prezidentūra ir pragmatiska un apņēmīga. Dzirnākmenis, ko mēs esam izvēlējušies par savas prezidentūras logo, reiz bija būtisks inovācijas elements. Tas nesa plašas izmaiņas mājsaimniecībām visā Eiropā. Man dzirnākmenis nozīmē pārticību, stabilitāti un enerģiju. Es vēlētos, lai ar šīm vērtībām arī asociētos Latvijas prezidentūra. Mēs vēlamies stiprināt Eiropas Savienības virzību uz attīstību, stiprināt ticību Eiropas idejai un iedvesmot mūs uz gudru un tālredzīgu izaugsmi, uz cilvēkiem tuvu Eiropu. Paldies!

Streda 14. januára 2015

Jean-Claude Juncker, *président de la Commission*. - Monsieur le Président, Madame la Première ministre, Mesdames et Messieurs les députés, chers collègues, nous sommes arrivés à un moment crucial de l'histoire récente de l'Union européenne. Voilà la Lettonie – ce qui n'était pas prévisible – qui prend la Présidence de l'Union européenne. Et déjà, comme nous oublions vite, nous trouvons cela tout à fait normal, évident et naturel, alors qu'il s'agit d'un petit miracle. Voici trente ans, personne, ni dans cet hémicycle, ni ailleurs, n'aurait pu imaginer que la Lettonie serait chargée de présider aux destinées de l'Union européenne.

Comme je l'ai dit hier, ceci est un grand moment de l'histoire européenne puisque la Présidence lettone symbolise à merveille la réconciliation entre l'histoire et la géographie européennes, mettant ainsi un terme à ce funeste décret d'après-guerre qui voulait que l'Europe soit divisée en deux parties pour le reste de l'histoire. Les Lettons ont échappé au diktat de l'histoire et ont dicté la marche à suivre à l'histoire. Par conséquent, l'Europe entière, tout le continent est redevable à l'égard de la Lettonie, qui est un grand peuple et une grande nation.

Nous avons commencé, il y a une semaine, le parcours letton à Riga puisque la Commission s'y était déplacée pour examiner avec la première ministre et les ministres lettons le programme de travail de la Présidence lettone. Ce programme de la Présidence lettone trouve tout l'appui de la Commission, ne fût-ce que pour la raison que le programme de la Présidence lettone et le programme de travail de la Commission européenne sont strictement identiques. Cela prouve à quel point les bonnes volontés et les nobles inspirations peuvent se conjuguer en Europe pour faire en sorte que l'Europe puisse avancer.

Pour permettre à la Présidence lettone de travailler dans de bonnes conditions, la Commission a arrêté hier les textes législatifs et réglementaires en relation avec la mise en place du Fonds européen pour les investissements stratégiques. C'est une œuvre législative qui se caractérise par le fait qu'elle doit s'inscrire dans des circonstances particulières, parce que nous n'avons pas de temps à perdre. J'inviterai donc, comme je l'ai fait, il y a deux semaines, nos amis lettons, tout comme votre Parlement, à accélérer les travaux pour permettre au Fonds stratégique de trouver sa place dans l'arsenal de lutte contre la crise afin qu'il puisse être opérationnel au 1^{er} juillet 2015.

Dans la foulée, la Commission a arrêté hier une communication sur la flexibilité du et dans le pacte de stabilité et de croissance. Je viens de lire les premiers articles de la presse internationale et cela me donne l'occasion de dire que le pacte de stabilité et de croissance reste le pacte de stabilité et de croissance. Nous n'avons pas changé les règles. Nous n'avons pas fait du pacte de stabilité et de croissance un pacte de flexibilité. Ce n'est pas un pacte de flexibilité, c'est un pacte de stabilité et de croissance qui prend appui sur ce que j'ai qualifié de triangle vertueux constitué à la fois de réformes structurelles, de la consolidation budgétaire, qui reste vitale, et de la relance des investissements en Europe, pour que nous puissions avoir en Europe une situation de croissance qui nous permette de stimuler l'emploi.

Tout comme la Présidence lettone, la Commission accorde beaucoup d'importance à l'Europe numérique. Nous allons, durant le semestre en cours, faire les premières propositions dans ce sens et j'ai prévu de discuter de l'Europe numérique lors de la réunion du collège du 25 février.

Nous ne restons pas inactifs en ce qui concerne l'Union de l'énergie. C'est plutôt l'Union de l'énergie qui enrichira l'ordre du jour du 25 février, l'Europe numérique étant prévue pour le mois de juin.

Nous avons été chargés par le Conseil européen d'octobre d'approfondir l'Union économique et monétaire. Il y aura, sous la conduite du président de la Commission, un rapport des quatre présidents, de l'Eurogroupe, de la Banque centrale européenne, de la Commission et du Conseil européen. Nous présenterons les premières idées en février, pour les approfondir jusqu'au mois de juin. Le Parlement est évidemment associé à ce travail des quatre présidents, puisque la présidence du Parlement, qui représente une des principales institutions de l'Union, a tout son rôle à jouer.

Voilà, Madame la Présidente, Monsieur le Président, quelques remarques inspirées par l'exposé succinct de la première ministre lettone. Je suis convaincu que la Présidence lettone et la Commission sauront travailler en étroite collaboration sinon en complicité accomplie. Bonne chance!

Streda 14. januára 2015

Manfred Weber, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Kommissionspräsident, liebe Ministerpräsidentin Straujuma! Ein herzliches Willkommen im Europäischen Parlament und danke für den Einstieg, für die Präsentation des Programms der lettischen Präsidentschaft.

Lettland ist Vorbild, ein junges Land, das hart um seine Freiheit und seine Demokratie kämpfen musste, ein Land, das weiß, welchen Wert Meinungs- und Pressefreiheit haben und dass dies nicht selbstverständlich ist, und ein Land, dessen Geschichte den Kern der Europäischen Union widerspiegelt, nämlich das Streben nach Freiheit, Frieden und nach gemeinsamem Wohlstand. Gerade in Zeiten – Sie haben darauf verwiesen –, in denen wir in Paris vor neue Fragen gestellt werden, ist dieses Erinnern an die Grundprägung Ihres Landes und an die Grundprägung unserer Europäischen Union wichtig. Deswegen besteht Hoffnung mit der Übernahme der Präsidentschaft durch Lettland.

Ein zweiter Gedanke, der zum Land und zu unserer jetzigen Situation in Europa passt, nämlich dass Ihr Land schwierige Zeiten kennt. 2009 kollabierte die Wirtschaft Lettlands mit einem Rückgang der Wirtschaftskraft um 14 Prozent, ein wirtschaftlicher Tsunami ist über Ihr Land hinweggezogen. Heute ist Lettland wieder auf Wachstumskurs. Das Bruttoinlandsprodukt ist in den letzten Jahren gestiegen, in den nächsten Jahren sieht es sogar noch besser aus bei der Vorausschau auf die Wachstumsdaten Ihres Landes, und die Arbeitslosigkeit sinkt in Lettland. Insofern ist auch Lettland in diesem Zusammenhang, in wirtschaftlich schwierigen Zeiten, ein Hoffnungsschimmer für die Europäische Union, wie man es richtig machen kann, wie man richtig Zukunft aufbauen kann.

Ich bedanke mich für die Sachlichkeit, mit der Sie, Frau Ministerpräsidentin Straujuma, auch das Programm vorgestellt haben. Die Sachlichkeit, an den Themen zu arbeiten, ist der Weg, auch die Menschen zu überzeugen, dass wir an die Arbeit gehen. Auch wir in Europa sind jetzt nach der Phase der Konstituierung – nachdem wir die Kommission ins Amt gebracht haben, die Wahlen abgeschlossen haben – jetzt, 2015, auf dem Weg wieder zurück in den normalen Arbeitsprozess. Dabei hat die lettische Präsidentschaft eine wichtige Aufgabe.

Die Sicherheit wurde von Ihnen angesprochen, ein Europa der Sicherheit zu schaffen. Wir als EVP unterstützen Sie auf dem Weg, das PNR-Thema anzupacken, aufzugreifen. Ich bitte Sie auch noch einmal, sich genau anzuschauen, was wir alles bereits beschlossen haben, und auch im Europäischen Rat bei den Ratstagungen insgesamt dafür zu werben, auch die bestehenden Maßnahmen zu implementieren, sie auch umzusetzen.

Das Investitionspaket haben Sie angesprochen. Wir verbinden das mit der Reformagenda, die in den Mitgliedstaaten notwendig ist. Sie haben auf die Digitale Agenda verwiesen, ein Megathema unserer Zeit. Ich bedanke mich für die klare Aussage, dass Sie bei der Datenschutzverordnung einen Schwerpunkt setzen wollen, dass bei der Datenschutzverordnung, die bereits auf dem Tisch liegt, die wir gesetzgeberisch ja bereits bearbeiten, wo wir im Europäischen Parlament eine große Mehrheit für die Datenschutzregelung, für den gemeinsamen Beschluss gefunden haben, im Rat auch Bewegung hineinkommt und dass wir bald wirklich zu fruchtbaren Gesprächen kommen, das ist uns ein großes Anliegen. Ich möchte damit auch die Ambition von uns Europäern verbinden, dass in der weltweiten Debatte, wie wir mit *Big Data*, wie wir mit Digitalisierung umgehen, die europäische Stimme gehört wird. Die europäische Stimme muss sein, dass nicht nur Freiheit im Netz gilt, sondern dass wir Regeln im Netz setzen, unsere Bürger schützen wollen im Netz.

Es wurde Wettbewerb, Binnenmarkt von Ihnen angesprochen. Ich möchte das, auch die klare Aussage zur TTIP, die Unterstützung für die TTIP, nochmal insofern aufgreifen, als wir ja auch in Europa eine Diskussion über das soziale Europa haben, darüber, dass wir unsere Bürger sozial abfedern. Für meine Fraktion ist wichtig, dass wir die soziale Debatte führen. Ich möchte aber auch sagen: Das Wichtigste, um soziale Sicherheit in Europa zu schaffen, ist, unseren Bürgern Arbeitsplätze zu garantieren. Es ist sozial, Arbeit zu schaffen. Das ist das wichtigste Prinzip, um soziale Gerechtigkeit zu erzeugen. Deswegen sind all die Maßnahmen, die Wirtschaft stärken, auch Sozialpolitik.

Der letzte Gedanke, den ich ansprechen will, ist die Nachbarschaftspolitik, Russland – Sie haben es angesprochen. Ich bedanke mich für die Klarheit. Europa muss da zusammenstehen und miteinander einen gemeinsamen Weg weitergehen.

Streda 14. januára 2015

Der Start ist gut, die Präsidentschaft hat gut begonnen, die Themenschwerpunkte sind richtig gesetzt. Die Bürger in den Mittelpunkt zu stellen, so wie Sie das machen, ist der richtige Akzent in diesen Tagen. Europa hat jetzt eine lettische Führung und ist damit in guten Händen. Ihnen alles Gute!

Gianni Pittella, a nome del gruppo S&D. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, gentile Presidente, come ha ricordato qualche attimo fa il Presidente Juncker, Lei assume la Presidenza in fase cruciale per l'Unione europea, una fase di speranze ma anche di paure e dalle decisioni che prenderemo tutti insieme dipenderà il destino delle nostre società, sceglieremo se far vincere la paura o se far vincere la speranza.

Se, di fronte alla minaccia del terrorismo, sceglieremo l'arroccamento, allora, la paura vincerà, se invece sceglieremo di associare sicurezza e libertà, se non accetteremo di snaturare la nostra società aperta, fondata sull'integrazione, allora, faremo prevalere la speranza. L'Europa è la terra dei diritti umani e delle libertà fondamentali, se l'Europa abbandona questi valori tradisce se stessa, perciò noi vogliamo rispondere alla domanda di protezione dei nostri cittadini restando fedeli a noi stessi.

Serve un nuovo approccio alla sicurezza, la sicurezza dell'Europa non si gioca soltanto dentro i nostri confini nazionali – l'ha detto Lei molto bene. Quando la guerra, per la prima volta dopo gli anni '70, si affaccia ai confini dell'Europa, non si può pensare di restare con le mani in mano! La sua Presidenza deve spingere per superare le resistenze degli Stati membri e costruire una strategia regionale che permetta di spazzare via le forze terroriste in Siria, in Iraq e in Libia. Il conflitto israelo-palestinese costituisce poi terreno di coltura per i radicalismi. Noi le chiediamo di sostenere gli sforzi compiuti dalla Vicepresidente Federica Mogherini perché l'Europa giochi davvero un ruolo di mediazione.

Dobbiamo poi sfruttare meglio i dati forniti dal sistema Schengen per poter identificare i *foreign fighter*. Su questo terreno voglio essere chiarissimo: Schengen non si tocca! Non c'è bisogno di modificarlo, ma solo di applicarlo bene! Se si tocca Schengen, si tocca il principio della libertà di movimento all'interno dell'Unione europea, che è un pilastro dell'Europa.

Sul PNR, anche qui con la massima chiarezza: noi non abbiamo una prevenzione ideologica negativa, ma restano valide le nostre stelle polari che dovrebbero essere di tutti, la tutela delle libertà fondamentali e dei diritti umani. Se non vogliamo cedere alla paura, dobbiamo anche tornar a parlare – come ha fatto il collega Weber – di giustizia sociale, cinque anni di austerità hanno depresso le nostre società: ieri è stato un buon giorno per l'Europa, per la prima volta con le decisioni dell'Unione europea – io ringrazio il Presidente Juncker, perché è stato ancora una volta di parola! – si sono create le condizioni per una svolta nella politica economica. Prodi disse che il patto di stabilità era stupido, con le vostre decisioni ieri avete reso il patto un po' più intelligente, siamo sulla strada giusta.

Roberts Zīle, ECR grupas vārdā. – Priekšsēdētāja kungs, premjerministres kundze, Komisijas priekšsēdētāja kungs! Man tiešām ir liels savīļņojums runāt latviešu valodā tik svarīgā jautājumā šodien. Pirms 25 gadiem, pirms vienas paaudzes, daudzi no mums nevarētu iedomāties, ka šāds notikums varētu būt šodien šeit, Strasbūrā. Tādēļ es novēlu Latvijas prezidentūrai sekmes — esmu pārliecināts, ka tā būs — gan tajos jautājumos, kas jau ir ilgi plānoti, gan saistībā ar reakciju uz tādiem notikumiem kā notikumi Parīzē. Es domāju, ka prezidentūra būs ļoti veiksmīga. Dažām lietām, kas man liekas ļoti akcentējamās, es gribētu šodien arī pieskarties daudz dziļāk.

Mr President, in this House we all care about growth and prosperity and the development of our economies. When we ask ourselves what could be the strongest instrument in, say, making transparent progress on TTIP – which is important not only from a geopolitical point of view and for the development of western values, but also for economic growth on both sides of the Atlantic, and of course in Europe – it will, I think, create more sustainable growth in Europe, if it is a successful process, than the Strategic Investment Plan – perhaps necessary but a bit ad hoc – which was approved yesterday by the Commission.

I would like to point out that the Presidency has to work on this plan for six months to turn it into a reality. I do not want to go into too many details, but there are still a lot of questions about this investment plan. One of my main worries is that profitability-driven investment can create more disparities in the European Union than there are now and may perhaps cause a younger generation of Europeans to move to the most developed Member States in the future. We have to be very careful about such outcomes.

Streda 14. januára 2015

The second issue, of course, is Russia and Ukraine. There have been some comments from responsible persons saying that we cannot impose more and more sanctions on Russia and that the only way to stop the madness is via negotiations. But when we talk about how we can help in dealing with negotiations in a situation of madness, the only way is to tell the mad ones what they want to hear and make promises that work on it, not in our favour. We can ask European citizens if this is what they expect from our behaviour as politicians in Europe or we can ask the Ukrainians if they are happy with European partners who just want to implement the Minsk Agreement and then quickly remove all the sanctions. But what about the rule of law, and behaviour which is not compatible with the 21st century; what about compliance with international treaties, and what about Crimea in that case?

I believe there is an alternative option. An 'engaged Europe', which is also a priority of the Latvian Presidency, means that we will show solidarity with the Ukrainian nation and government. A stable, democratic and free Ukraine is a very good example for other Eastern Partnership countries to show that European values are real values. Eastern Partnership countries can choose this way – the western way – rather than its opposite, the Eurasian Union way, and it is I think very important that we understand this. Let us be under no illusions: the weaker the EU's actions, the stronger the Eurasian Union will become.

Coming back to values, the millions who marched in Paris in solidarity against terror last weekend, on Sunday, showed that European values are values for citizens and that we have to hold on to them very proudly and very strongly in the case of the situation in Ukraine too and in other Eastern Partnership member countries, and in our relationship with Russia.

Sophia in't Veld, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, Madam Prime Minister, President Juncker, ALDE welcomes the priorities of the Latvian Presidency: competitiveness, the digital economy, a stronger presence of Europe in global affairs. ALDE fully shares all of these objectives. But how serious are priorities if there is such a huge backlog in the Council, so many legislative proposals still pending and so many blocked for many, many years? The Council is a bit like the Bermuda triangle. We send in a legislative proposal and it disappears, never to be heard of any more. We do not want any more grand designs for the future; we need action.

Do not talk about an investment plan but put your money where your mouth is, quite literally. Do not talk about the digital economy: just adopt the telecoms package and the data protection package. No lip service to security and law enforcement: just adopt the Europol Regulation. Do not talk about democracy: just adopt the Transparency Regulation. Let us stop talking and deliver. The Council is a legislator, so legislate. If no agreement can be found on a proposal then the Council should simply decide to reject it and not keep it pending for ever.

ALDE welcomes the special summit on the security package next month, and we consider that sharing information must be the first priority. It must be stepped up drastically. It should never happen again that attacks take place and we realise afterwards that the killers were known to the intelligence services. That is unacceptable. We build a huge haystack of personal data but information is not being shared and information that is not being shared is useless information. ALDE wants real security for citizens, not fake security and politics of symbolism.

On the particular issue of PNR, the facts are that PNR data are being collected and shared in Europe today. They are available to law enforcement and security authorities, so I can reassure those who are worried about that. But there is no proper legislative framework with all the required legal safeguards. A vote was taken in Parliament in the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs on the proposals of the Commission and they were deemed inadequate, so now the ball is firmly in the court of the Commission and the Council. They should present a revised proposal and adopt the Data Protection Directive as quickly as possible and not just ask Parliament to vote again and again on identical proposals until they get the outcome that is to their liking. We should not make the same mistake as in 2005 when we adopted the Data Retention Directive under great pressure and it was subsequently scrapped by the courts last year, as we know. We cannot afford to be sloppy again, in particular when it is about our security. What irritates me, President Juncker, is that in the meantime, in the absence of an agreement on PNR, the Commission is simply pushing ahead, funding the creation of an EU PNR with EU money and creating a *fait accompli*. I wonder if this is the Commission's idea of better law-making. I would call it legislation by stealth.

Streda 14. januára 2015

Finally, I would call on the Latvian Presidency to make the adoption of the horizontal Anti-Discrimination Directive an absolute priority, Madam Prime Minister. Finally adopting a European law on equal treatment after so many years would really be the best possible answer to the homophobic and derogatory remarks of the President of Latvia on LGBTI people and the EuroPride event in June this year in Riga. Madam Prime Minister, I hope the Latvian Presidency will achieve that and put the European motto into practice. We are united in diversity – and I see you agree.

Δημήτριος Παπαδημούλης, *εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL*. – Κυρία Πρωθυπουργέ, άκουσα με προσοχή την ομιλία σας για τους στόχους της Λετονικής Προεδρίας. Δεν άκουσα να αναφέρετε ούτε μία φορά τη λέξη «συνοχή». Δεν σας άκουσα να λέτε μία λέξη για τον κίνδυνο του αποπληθωρισμού. Δεν μιλήσατε ούτε μία φορά για την ανησυχητική αύξηση της ανεργίας και της φτώχειας μέσα στην Ευρωπαϊκή Ένωση και στην ευρωζώνη.

Μία ημέρα μετά την απόφαση της Επιτροπής για κάποια ευελιξία στην εφαρμογή του Συμφώνου Σταθερότητας – που, κύριε Pittella, δεν το κάνει «έξυπνο», απλώς ενδεχομένως να το κάνει λιγότερο «ηλίθιο», όπως είχε πει ο κύριος Proniti – δεν σας άκουσα, κυρία Πρωθυπουργέ, να παίρνετε θέση. Πιστεύετε ότι οι επενδύσεις πρέπει να εξαιρούν από τον υπολογισμό του ελλείμματος των κρατών μελών για να δοθεί μια ώθηση στην ανάπτυξη; Η θεωρία ότι με σκληρή μονόπλευρη λιτότητα, με περικοπές μισθών, συντάξεων και κοινωνικού κράτους θα έρθουν οι επενδύσεις δοκιμάζεται έξι χρόνια και έχει διαψευστεί. Οι επενδύσεις στην ευρωζώνη είναι 15% λιγότερες από ό,τι ήταν το 2009. Πώς θα έρθει αυτή η ανάπτυξη;

Για το «πακέτο Juncker» είπατε, γενικώς, ότι το υποστηρίζουμε. Επανελημμένα έχω πει, εκ μέρους της πολιτικής μας Ομάδας, ότι εμείς το θεωρούμε ανεπαρκές και θεωρούμε και τη μόχλευση 1 προς 15 πάνω στην οποία στηρίζεται εξωπραγματική. Αλλά εσείς, εδώ, εκπροσωπείτε το Συμβούλιο. Πρέπει να μας πείτε πώς το υποστηρίζετε. Θα ζητήσει το Συμβούλιο από τα κράτη μέλη να καταβάλουν επιπλέον πόρους, φρέσκο χρήμα; Πόσα και με ποια κριτήρια; Πού θα πάνε οι επενδύσεις του «πακέτου Juncker»; Θα πάνε στις χώρες που αντιμετωπίζουν μεγαλύτερα προβλήματα ύφεσης, ανεργίας, αποεπένδυσης; Ή «business as usual»;

Έρχομαι για λίγο στα θέματα της εξωτερικής πολιτικής. Άκουσα με ανησυχία μια δήλωση του Λετονού Υπουργού Εξωτερικών ότι θα «σπάσετε» τα στερεότυπα στις σχέσεις με τη Ρωσία. Τι σημαίνει αυτό; Η Ευρωπαϊκή Ένωση έχει ανάγκη να δίνει λύσεις εκεί που υπάρχουν εντάσεις με τον δρόμο της πολιτικής και της διπλωματίας. Έχουμε συμφέρον να εκτονώσουμε αυτήν την ένταση. Να οικοδομήσουμε φιλικές σχέσεις με βάση τις αξίες και τους κανόνες της δημοκρατίας.

Όσον αφορά την TTIP, πέρα από το γεγονός ότι την υποστηρίζετε ισχυρά, τι απαντάτε στις ενστάσεις για αδιαφάνεια και σε αυτούς που διαφωνούν και λένε ότι έτσι όπως το ετοιμάζουν θα καταργήσει πυλώνες του ευρωπαϊκού δικαίου προς όφελος των πολυεθνικών; Υπάρχει ανάγκη μιας στροφής στην οικονομική πολιτική της Ευρωπαϊκής Ένωσης για να δημιουργήσουμε βιώσιμη ανάπτυξη στη θέση της μονομερούς λιτότητας, και για αυτό δεν ακούσαμε τίποτε από τη Λετονική Προεδρία.

Philippe Lamberts, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, Madame la Première ministre, bienvenue dans cette Assemblée. Je vous ai écoutée attentivement et j'ai entendu un langage que j'entends ici tous les jours. Depuis cinq ans que je suis membre de ce Parlement, j'entends parler de responsabilité budgétaire, de réformes structurelles et d'investissement. S'agissant de l'investissement, il est clair que cette Commission s'y est attelée sérieusement. Mais le reste – responsabilité budgétaire et réformes structurelles – est un langage commun et l'objectif de toutes ces mesures est le même: la croissance.

Je voudrais m'intéresser deux minutes à cette croissance. Si nous regardons la période 1985-2008, c'est-à-dire les vingt-cinq années qui ont précédé la crise financière, que constatons-nous? Nous avons eu 2 % en moyenne de croissance annuelle en Europe et l'OCDE nous dit que, pendant ce quart de siècle, nous avons connu une augmentation concomitante des inégalités en Europe. Mais depuis la crise, il y a au moins un pays européen, celui qui nous a fourni l'actuel président du Conseil européen, qui a une performance de croissance un peu exceptionnelle. Il s'agit de la Pologne, avec 2,7 % de croissance annuelle en moyenne depuis la crise financière. Or, en Pologne, le taux d'emploi n'a pas augmenté – 2,7 % de croissance annuelle et pas d'augmentation du taux d'emploi.

Alors, allons voir ce qui se passe aux États-Unis, pays qui a enregistré une croissance de 5 % l'an dernier. Que constate-t-on? 5 % de croissance et une diminution du chômage. Cependant, le bureau américain de statistiques nous dit: «Le chômage diminue non pas parce que les chômeurs trouvent du travail, mais parce qu'ils quittent les statistiques car ils ont abandonné la recherche d'un travail». Autrement dit, le taux d'emploi n'augmente pas aux États-Unis. Et qu'en est-il des salaires? Vont-ils augmenter? Pas du tout, les salaires diminuent!

Streda 14. januára 2015

Avec les recettes que vous préconisez, qu'observons-nous? Que le problème n'est pas résolu et que les inégalités et la pauvreté augmentent – 25 % de pauvreté et d'exclusion sociale en Europe. Je me pose donc des questions quand vous dites qu'il faut revenir à la croissance. Je me réjouis d'entendre que c'est le cas en Europe, mais – je porte des lunettes depuis quelque temps et elles ne sont peut-être pas bonnes – moi je ne l'observe pas, ou alors c'est une croissance derrière la virgule.

Vous dites que la confiance des marchés est revenue. Je voudrais vous poser une question. Sommes-nous élus pour satisfaire les marchés? Ne serait-il pas intéressant de se poser la question de la confiance, toute bête, de nos concitoyens? Nos concitoyens ont-ils confiance dans l'action que nous menons pour finalement réaliser la promesse de l'Europe d'une prospérité partagée, c'est-à-dire une prospérité pour tous, et pas juste pour 1 %, pour 5 % ou pour 20 % de la population? C'est la question que je vous pose!

Je vous invite à revisiter votre programme et votre langage, et peut-être que les réformes structurelles dont nous avons besoin ne portent pas sur un abaissement des services publics, des salaires et de la protection sociale. Ce sont peut-être des réformes structurelles qui remettent l'économie au service du bien commun.

Rolandas Paksas, EFDD frakcijos vardu. – Ponai pirmininkai, gerbiami kolegos, ponai ministre pirmininke, mano klausimas yra: ar šiandien neatėjo laikas iš esmės peržiūrėti esminius principus dėl pirmininkavimo? Nes dažniausiai mažos pirmininkaujančios valstybės interesai yra visiškai kitokie nei didžiųjų Sąjungos valstybių, o mes apsimetame, kad taip nėra. Nes ta nedidelė valstybė kol kas yra didžiųjų interesų zonos žaidėjas, kuri ir darbotvarkę formuluoja pagal svetimas madas. Ir svarbiausia, kad visos Europos Sąjungos pirmininkavimo darbotvarkės turi vieną bruožą – jos yra itin biurokratinės, jos yra itin formalios, ir jų sprendimai yra niekuomet neįgyvendinami.

Kolegos, turėtume pripažinti, kad Europos saugumo strategija, kuri grindžiama vien stabilumu prie rytinių Europos Sąjungos sienų, yra atgyvenusi, ir šiandien reikia naujos sugyvenimo ir išgyvenimo aštrėjančių konfliktų pasaulyje strategijos. Strategijos, kuri būtų gerokai efektyvesnė, visa apimanti ir sutaikanti. Sutarimą, o ne priešpriešą iššaukianti strategija. Taikos ir pasitikėjimo strategija. Kolegos, reikia kurti darbo vietas ir skatinti ekonomikos augimą. Tačiau pirmiausia mes turėtume orientuotis į kuo skubesnį vieningos energetikos rinkos Europos Sąjungoje sukūrimą, nes tai yra garantas ne tik gamtinių ar ekonominių, bet ir karinių ar teroristinių kataklizmų atveju. Kaimynystės politikos klausimu, manau, turėtume orientuotis anaip tol ne vien į atskiras valstybes, bet mes turėtume orientuotis į kaimyniškus santykius. Būtent sutarimas su valstybe, jos politiku, kiekvienu žmogumi, nepriklausomai nuo kalbos, jo tautybės ar gyvenamos vietos, jo odos spalvos ar išpažįstamos religijos, yra mūsų tolesnio taikaus sambūvio garantas. Tai yra tie dalykai, į kuriuos turėtų orientuotis šiandien pirmininkaujanti Latvija ir į tai turėtų orientuotis visos Bendrijos šalys. Tą ir darykime čia šiandien visi kartu ir vėliau kiekvienas atskirai savo valstybėse. Ir tepadedą mums Dievas sutarti ir susitarti.

Iveta Grigule (NI). - Priekšsėdėtāja kungs! Latvijas prezidentūras īpašu prioritāro jomu sarakstā ir attiecību paplašināšana ar Centrālāziju. Šobrīd Centrālāzijas valstīm vairāk kā jebkad iepriekš ir nepieciešama mūsu palīdzība un atbalsts, lai palīdzētu tām līdzsvarot pieaugošo Krievijas spiedienu. Tieši sadarbības saišu stiprināšana ar šīm valstīm veicinās ekonomisko izaugsmi un jaunu darba vietu radīšanu ne tikai Eiropas Savienībā, bet arī attiecīgajā reģionā. Aktuāla ir mūsu palīdzība, lai reģionu valstis varētu pārvarēt terorismu, robežu drošības un narkotiku kontrabandas jomas izaicinājumus. Tāpat izšķiroša nozīme ir transporta jomas projektiem, enerģētikai un proaktīvai Eiropas Savienības rīcībai jaunu kopdarbības virzienu meklēšanā.

Jau šobrīd šis reģions ir izpelnījies pasaules lielvaru uzmanību. Ķīna veiksmīgi attīsta tirdzniecības saites, kļūstot par stratēģiski nozīmīgāko dabas resursu noieta tirgu. Pēc NATO spēku aizvešanas, izešanas no Centrālāzijas, Krievija ir palielinājusi savu militāro klātbūtni reģionā. Amerikas ieinteresētība reģionā tā stabilitātes un drošības vārdā ir ļoti liela.

Tāpēc, lai veicinātu un paplašinātu sadarbību ar šo Eiropai tik nozīmīgo reģionu, mums ir jāspēj piedāvāt individuālu sadarbības mehānismu katram no mūsu partneriem. Mums jāspēj izmantot ikvienu iespēju nostiprināt un palielināt Eiropas Savienības labo slavu un reputāciju reģionā. Mums jāstiprina savstarpējā uzticēšanās. Bet mēs taču zinām, ka uzticēšanās balstās uz cieņu — uz cieņu pret tradīcijām un paražām, uz cieņu pret kultūru un reliģiju. Un šie izaicinājumi Latvijas prezidentūrai ir pa spēkam! Paldies par uzmanību!

Streda 14. januára 2015

Krišjānis Kariņš (PPE). - Priekšsēdētāja kungs, Komisijas priekšsēdētāj Junkera kungs, ministru prezidente Straujumas kundze, kolēģi! Man liekas — pa laikam mums ir jāuzdod sev jautājums: “Kāpēc mēs vispār šeit esam?” Un atbilde ir, protams, tas, ka mēs kalpojam mūsu iedzīvotājiem. Un ko mūsu iedzīvotāji saka, kas ir vajadzīgs? Protams, tās ir darbavietas, un tā ir arī drošība. Jautājums ir — kā mēs šos mērķus varam sasniegt? Daudz jau Straujumas kundze minēja Latvijas prezidentūras mērķu sakarā. Es gribu vēl uzsvērt vienu otru punktu.

Par konkurētspēju. Protams, Eiropai ir jāpalielina sava konkurētspēja. Bet kā to darīt? Vienkāršā atslēga ir noārdīt esošos šķēršļus. Mēs zinām, ka digitālajā tirgū, arī tai skaitā preču un pakalpojumu tirgos, mums ir saskaldītība, mums ir visādu veidu ierobežojumi. Noārdot šos šķēršļus, mēs palielināsim Eiropas konkurētspēju. Otrkārt, mums ir jāveicina investīcijas. Tas mums, protams, ir jādara. Kā to darīt? Manuprāt, Junkera Komisijas plānam, kādā veidā atbrīvot privāto kapitālu, lai tas atkal ieplūst mūsu tautsaimniecībā, ir labākais priekšlikums, ko es ilgā laikā esmu dzirdējis. Latvijas prezidentūras uzdevums ir šo te plānu no idejas līmeņa ieviest realitātē, lai atbrīvotu privāto kapitālu investīcijām. Tas radīs mums darbavietas.

Un ko par drošību? Drošībā mums ir divi aspekti, kas ir ļoti svarīgi. Viens, ko Parīzes notikumi mums ļoti labi atgādina, — iekšējā drošība, drošība pret terorismu. Un šeit ir svarīgi dalībvalstīm turēties kopā, apmainīties ar informāciju un kopā strādāt, lai novērstu šos potenciālos draudus mūsu iedzīvotājiem. Bet ir arī ārējā drošība, kur, iespējams, lielākais faktors šobrīd ir enerģētiskā drošība. Ir jāveido šī Eiropas enerģijas savienība. Savelkot savus spēkus kopā, mēs būsim daudz lielākā drošībā, un, manuprāt, Latvijas prezidentūra ir ļoti labi pozicionēta turēt Eiropas Savienību kopā, lai mēs varētu panākt šos mums visiem nepieciešamos mērķus. Paldies par uzmanību!

PRESIDE: RAMÓN LUIS VALCÁRCEL

Vicepresidente

Maria João Rodrigues (S&D). - Mr President, first of all it is a great pleasure to have a woman prime minister at the head of the EU Presidency.

Welcome, Madam Prime Minister. Let me tell you that your programme seems promising. But I would like to underline the main expectations and the main objectives of the S&D Group. We think we need a turning point in Europe. We need a big push for investments, and that is why we need to commit these funds for strategic investment as soon as possible – at the latest by June, as is being proposed by President Juncker. You can count on us for this, but you know very well that you need more national contributions to make this fund really work.

Let me underline that I believe that investments should be driven by a powerful vision for a competitive economy in Europe, focusing on citizens' well-being. We need new products and new services, and this also applies to the Digital Agenda. The Digital Agenda should become a leverage for well-being in Europe by providing new solutions.

Last but not least, do not forget about jobs and quality jobs. In the end, Europe must remain a continent of high-quality jobs, for our young people but also for those who are in long-term unemployment.

Hans-Olaf Henkel (ECR). - Herr Präsident! Frau Ministerpräsidentin! Herr Weber hat zu Recht darauf hingewiesen, dass Sie eine sehr sachliche Rede gehalten haben. Das war in einem sehr starken Kontrast zu der Einführungsrede Ihres Vorgängers, Herrn Renzi.

Herr Renzi ist hier als Tiger gestartet, und ich muss Ihnen sagen, gestern hat er sich hier verabschiedet, er ist als Kaninchen gelandet. Herr Renzi hat statt Reformen in Italien bei Herrn Juncker Flexibilität durchgesetzt. Herr Renzi hat dafür gesorgt, dass aus einem Stabilitäts- und Wachstumspakt jetzt ein Flexibilitäts- und Schrumpfungspakt geworden ist.

Streda 14. januára 2015

Frau Ministerpräsidentin, die Eurozone wollte einmal in Richtung Maastricht fahren. Durch Herrn Draghi von der EZB und durch Herrn Renzi aus Italien fährt sie jetzt in Richtung Rom. Helfen Sie mit, ins Steuer zu greifen, und bringen Sie diese Euro-Zone wieder in Richtung Maastricht.

Pavel Telička (ALDE). - Mr President, I wish the Prime Minister the very best and offer her my congratulations on Latvia's programme. I still remember the event at the Baltic Prime Ministers' meeting more than a year ago to which I was invited, and I felt some freshness in that room there with the three Baltic States. I must say that it is quite a success story for all three Baltic States, and I very much hope, Prime Minister, that you will bring some of that freshness into the European Union too.

You have said that European citizens want concrete results; you have also spoken of the fact that we need further digitalisation of Europe. While yes, citizens want concrete results and your programme will be credible, what you have said today will be credible if we see the situation on roaming and net neutrality unblocked in the Council. This, I think, is an early message that you need to send in the very near future.

We have also spoken about better regulation, and that is the second and final point I would like to raise, and on both I would appreciate a comment. Better regulation: the Commission has made progress in the last couple of years, and we feel that Vice-President Timmermans has a certain ambition. Parliament has made progress, but there is one institution in the European Union which has a zero record – and that is the Council.

The Council is amending legislation and negotiating, and none of that is assessed. There is no impact assessment. I mean that if we are to have better regulation, there is no impact assessment in the Council; and if we are to have better regulation, the Council has to match the Commission and Parliament, otherwise it will not be better regulation, it will be no good regulation at all.

Miguel Viegas (GUE/NGL). - Senhor Presidente, a Letónia é-nos apresentada como um exemplo de sucesso, mas é um exemplo que não desejamos a ninguém e, muito menos, ao povo deste país. Na sequência da crise de 2008, o governo, seguindo as orientações da União Europeia, impôs ao povo um plano draconiano de austeridade. Despediu um terço dos funcionários públicos, encerrou escolas, hospitais, baixou os salários em 30%, aumentou brutalmente os impostos. Em resultado destas medidas o país perdeu, em dois anos, um quarto da sua riqueza, perdeu 5% da sua população com uma emigração forçada de mais de 40 000 jovens, só em 2010!

Pergunto se este é o modelo de austeridade que tão mal fez ao seu povo que pretende impor aos restantes Estados-Membros? Nas suas prioridades fala de competitividade da economia e de política estrangeira. São conhecidas as consequências da intervenção da União Europeia e da NATO na Ucrânia. Estamos agora a pagar uma enorme fatura importando aquilo que a Ucrânia exportava para a Rússia, pagando as faturas do gás e concedendo empréstimos atrás de empréstimos. Gostaria de saber qual a avaliação que faz desta aventura.

Yannick Jadot (Verts/ALE). - Monsieur le Président, Madame la Première ministre, chers collègues, vous avez conclu votre discours, Madame la Première ministre, en vous engageant à rendre l'Europe plus proche des citoyens. Hier, dans cette Assemblée, tout le monde a rendu hommage aux citoyens européens qui se sont levés contre la barbarie, contre la peur et pour la solidarité.

Je vais vous parler du traité transatlantique, parce que nous ne pouvons pas rendre hommage aux citoyens européens lorsqu'ils se lèvent contre la terreur et vouloir les effacer lorsqu'ils se lèvent contre ce traité. Il y a eu une consultation publique sur le mécanisme investisseurs-État – dit «ISDS» –, qui va transférer la souveraineté des citoyens vers les entreprises. Et la Commission européenne a décidé hier que 97 % des interrogés, soit 145 000 citoyens qui se sont exprimés contre l'ISDS, avaient répondu à côté de la question qui portait en fait sur la manière d'améliorer un système et non sur le mécanisme d'investissement. Dès lors, M. Juncker qui, devant tout le monde ici, s'était opposé à ce système, a refilé le bébé à M. Timmermans, pour qui nous avons bien compris que *better regulation*, c'était surtout *better regulation* pour le business et non pour les citoyens.

Alors, Madame la Première ministre, le Conseil va-t-il prendre en considération les 97 % des citoyens européens qui se sont exprimés contre l'ISDS et supprimer ce chapitre du TTIP?

Streda 14. januára 2015

Petr Mach (EFDD). - Vážená paní premiérko, vy jste zmínila, že Lotyšsko se před 25 lety vymanilo ze sovětského systému, a jedním dechem říkáte, že podpoříte nový Evropský investiční fond. Nevidíte v tom trochu paradox? Opravdu si myslíte, že když budou o investicích rozhodovat nebo spolurozhodovat politici a úředníci, se naše ekonomika zlepší? Nepřipadá Vám to ani trochu jako návrat do toho starého systému?

Vy ve své řeči říkáte, že Vaším cílem je zvýšit konkurenceschopnost, že se chcete zasadit o digitalizaci a o lepší regulaci. Nepřipomíná Vám to ani trochu staré sovětské fráze o zlepšování systémů? Nejsou to jenom prázdné fráze? Říkáte, že se chcete zasadit o revizi plánu Evropa 2020, nepřipomíná Vám to staré sovětské pětileté plány? Vždyť Evropská unie si vytyčila v roce 2000 plán, který nazvala Lisabonská strategie. Kdo si na to vzpomenete – do roku 2010 se stát nejdynamičtější a nejkonekurenceschopnější ekonomikou světa. A v roce 2010 se Evropská unie stala nejpomaleji rostoucí ekonomikou světa. Takže dejme si pozor na to, abychom se nevraceli do těch sovětských dob, které nefungovaly.

Marine Le Pen (NI). - Monsieur le Président, les accords de Schengen interdisent à un État de surveiller les personnes qui entrent sur son territoire ou qui en sortent, tant qu'il s'agit d'un passage entre deux pays signataires. Il affaiblit donc gravement la surveillance des individus dangereux qui traversent l'Europe.

L'ensemble des capitales européennes nous alertent de la présence de djihadistes au sein de l'espace Schengen. Il est temps d'appliquer l'article 2 du traité: «lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent, une partie contractante peut, après consultation des autres parties contractantes, décider que, durant une période limitée, des contrôles frontaliers nationaux adaptés à la situation seront effectués aux frontières intérieures.»

La France a subi plusieurs attaques de terroristes islamiques depuis le mois de décembre. De nombreux Français ont été tués ou gravement blessés. Quel événement plus grave attendez-vous pour suspendre Schengen? Ce traité laxiste a déjà permis à Mehdi Nemmouche, l'auteur de l'attentat dans le musée juif de Bruxelles, de passer librement les frontières entre la France et la Belgique.

Mesdames et messieurs les députés européens, il est temps de prendre toute les mesures nécessaires à l'ordre public et à la sécurité de chacun de nos pays. Il est temps de suspendre le traité de Schengen pour, enfin, surveiller nos frontières!

Herbert Reul (PPE). - Herr Präsident! Herr Kommissionspräsident, Frau Ministerpräsidentin! Das war ein sehr präziser, sehr erfrischender und glaubwürdiger Einstieg in Ihre Ratspräsidentschaft, das will ich sagen. Es war ein anderes Denken. Das war ein Denken für eine Politik, die auf Wachstum, auf eigene Verantwortung setzt, die darauf setzt, Investitionen anzureizen, nicht nur ständig davon zu reden, und dann auch den Beweis dafür zu liefern, dass man es hinkommt.

Sie sprechen für ein Land – wie ich finde, mit verdientem Stolz –, das gezeigt hat, dass man Schwierigkeiten auch selber überwinden kann, wenn man sich anstrengt, dass man die solide Finanzierung von Haushalt hinkommen kann, dass man Wachstum wieder hinkommen kann, wenn man auch in Schwierigkeiten ist. Das ist erfolgreich – übrigens im Gegensatz zur Auffassung des Kollegen von den Grünen, der, glaube ich, jetzt nicht mehr da ist, ist Wachstum die Chance auf Arbeitsplätze und damit auf Wohlbefinden von Menschen. Die Menschen sind nämlich daran interessiert, dass wir etwas hinkriegen, nicht nur, dass wir es ständig besprechen und bequatschen, dass wir Leistungen liefern.

Ich finde, Sie können stolz darauf sein, was Sie in Ihrem Land hinkommen haben. Wenn das Maßstab für Ihre Präsidentschaft ist und wenn der Maßstab ist, ein investitionsfreundliches Klima in Europa zu schaffen, dann, kann ich Ihnen nur sagen, werden Sie die volle Unterstützung aus unserer Fraktion haben. Das ist genau das, was wirkt – das ist an Ihrem Beispiel zu sehen – und was erfolgreich sein wird. Das ist auch der Unterschied zu dem, was wir gestern als Präsidentschaft verabschiedet haben. Ich stimme da durchaus Hinweisen auch aus diesem Parlament zu: Das war allgemeines Gerede, aber nichts geleistet. Und Sie haben erst geleistet und wollen das, was Sie jetzt selber geleistet haben, auch als Beitrag in die europäische Familie zurückgeben. Ich wünsche mir und hoffe, dass das, was Sie vorhaben – ein investitionsfreundliches Klima zu schaffen, dafür zu sorgen, dass Menschen das Geld, das sie haben, auch investieren, weil sie Vertrauen in Politik haben – am Ende dann für die breite Masse von Menschen in Europa auch die Chance bedeuten wird auf Arbeitsplatz, auf Wohlstand und auf Zufriedenheit.

Streda 14. januára 2015

Ich bedanke mich für Ihre Rede und habe ein riesiges Vertrauen in Ihre Präsidentschaft. Passen Sie gut auf!

Andrejs Mamikins (S&D). - Priekšsēdētāja kungs, godātais Junkera kungs, cienījamā premjerministres kundze, man ir liels gods, ka mana valsts Latvija kļuvusi par prezidējošo valsti Eiropas Savienības padomē. Tas uzliek manai valstij, tās ierēdņiem un politiķiem lielu atbildību, vienlaicīgi dod arī lielas priekšrocības, un tas dod iespēju Latvijai parādīt sevi kā valsti un iepazīstināt ar savu Eiropas Savienības attīstības redzējumu.

Ir divas lomas, kādās prezidējošā valsts var pozicionēt sevi šajā procesā. Viena no tām — kļūt par vienkāršu moderatoru, kas pieņem un izklaidē viesus, organizē pasākumus. Nu, šī loma nav slikta, bet, manuprāt, prezidējošai valstij tomēr jābūt savam nākotnes redzējumam. Tai jāizrāda iniciatīva, jāpieliek pūles, lai šo redzējumu realizētu dzīvē.

Ir daudz problēmu, kurām Latvija varētu pievērst pastiprinātu uzmanību. Manuprāt, bezdarba, sociālās atstumtības un nevienlīdzības apkarošana varētu būt šīs prezidentūras uzmanības centrā. Pašlaik Eiropas Savienībā 24,6 miljoniem cilvēku nav darba. Nabadzības riskam pakļauti 25 % Eiropas iedzīvotāju. Un, piemēram, manā valstī — Latvijā — 35 % iedzīvotāju dzīvo nabadzībā. Tāpēc būtu loģiski, ka Latvija, izmantojot prezidējošās valsts lomu, varētu uzņemties papildu dzinēja lomu šīs kopīgās problēmas risināšanā.

Un vēl daži vārdi par stratēģiju "Eiropa 2020". Bija izvirzīts ambiciozs mērķis desmit gadu laikā par 20 miljoniem samazināt to cilvēku skaitu, kuri dzīvo nabadzībā. Gandrīz puse no stratēģijas mērķu realizēšanas laika ir pagājusi, bet rezultāti diemžēl joprojām nedod pamatu optimismam. Ar šīs stratēģijas realizāciju varētu būt divas problēmas — vai nu plāni pārāk ambiciozi vai nav reālistiski, vai nu tās izpildījums nav efektīvs.

Es aicinu izmantot arī šo iespēju. Liels paldies!

Sampo Terho (ECR). - Arvoisa puhemies, rouva pääministeri, Latvian puheenjohtajakauden ohjelmassa on todellakin paljon hyvää, kuten täällä on todettu. On tärkeää, että pidätte talouden kilpailukykyä esillä, sillä se on kasvun ja työllisyyden perusta. Siihen perustuu myös koko eurooppalainen yhteisö ja toiminta.

Energian sisämarkkinat on hyvä prioriteetti. Ne edistävät edellä mainittua kilpailukykyä ja omavaraisuuttamme sekä turvallisuuuttamme. Myös digitaaliset sisämarkkinat ovat hyvä tavoite. Tämä on yksi keskeinen sisämarkkinoiden osa-alue, joka on yhä täysin keskeneräinen. Digitaalisia sisämarkkinoita kehittämällä voidaan nimenomaan luoda Eurooppaan edellä mainittua kilpailukykyä ja kasvua.

Rouva pääministeri, EU:n reformia kannattavan ryhmän jäsenenä kuitenkin totean, että kaikkein keskeisimmän asian sanoitte puheenne lopussa. Eurooppa on tuotava lähelle kansalaisia. Tämä tapahtuu keskittymällä sääntelyssä entistä harvempiin asioihin kuin aiemmin, purkamalla turhaa olemassa olevaa sääntelyä ja kunnioittamalla jäsenmaiden kansanvaltaisuutta ja itsenäisyyttä. Näin EU saavuttaa tuloksia ja kansalaisten luottamus Euroopan unioniin paranee.

Marielle de Sarnez (ALDE). - Monsieur le Président, Madame la Présidente, vous nous l'avez dit au début de cette intervention, ce sont les valeurs européennes qui ont été attaquées à Paris. Les valeurs de liberté, de liberté d'expression, de liberté de culte, de liberté de vivre ensemble dans la différence et de liberté de conscience. Pour dire non à la terreur et au fanatisme, il y a eu une formidable mobilisation, il y a eu l'expression d'une vraie solidarité européenne dans les rues de Paris. Vous y étiez. Et je pense que cette mobilisation est aujourd'hui une exigence pour l'Europe d'agir. Nous devons agir, car les menaces, intérieures comme extérieures, sont encore devant nous. La réponse de l'Europe doit être une réponse de fermeté dans le cadre naturel de notre état de droit.

Nous devons renforcer le système Schengen et le contrôle effectif de nos frontières extérieures et améliorer la coordination et le partage des informations, c'est une évidence. Cela passe notamment par le PNR européen dont il a été question. Nous devons renforcer les pouvoirs d'Eurojust et d'Europol, activer la nomination d'un procureur européen et nous devons – nous Européens – nous saisir de la question d'internet parce que c'est aujourd'hui le terrain de recrutement de tous les terroristes et que cela, nous – l'Europe – ne devons pas et ne pouvons pas l'accepter.

Streda 14. januára 2015

Il y a également un volet extérieur dont nous devons parler. Il nous faut avoir une stratégie commune, cohérente et concertée sur l'ensemble des terrains de conflit qui aujourd'hui nourrissent le fanatisme et le terrorisme. Je pense bien sûr à la Syrie, à l'Iraq, au Yémen, à la Libye, au Sahel où à la France, je le rappelle est aujourd'hui en première ligne. Là aussi, il faut qu'avec la France la solidarité européenne se manifeste.

Enfin, la meilleure façon de lutter contre le fanatisme et le terrorisme c'est d'être fiers de ce que nous sommes, de nos valeurs, de ce que nous défendons. Au fond, l'esprit de démocratie est le meilleur des esprits de résistance.

Matt Carthy (GUE/NGL). - Mr President, Madam Prime Minister, I am disappointed that the programme of activities of the Latvian Presidency fails to offer in any real sense an alternative to the fiscal austerity policies which have been championed by all the European institutions for far too long. The programme, of course, endorses President Juncker's investment package without, on the other hand, any real commitment to move away from the austerity policies, which have basically caused absolute devastation to domestic economies across Europe.

There are now serious questions to answer in terms of how this investment package is going to be funded, for example. As it stands, the presidency programme provides little evidence that peripheral countries like Ireland will benefit, in terms of jobs or economic growth, from the financial measures proposed in the package. What we really need is a rejection of austerity policies. We need, among other things, a new fiscal and social agenda to ensure that we have real and substantial economic growth for all the EU Member States.

Heidi Hautala (Verts/ALE). - Arvoisa puhemies, arvoisa rouva puheenjohtaja, haluaisin muistella itsekin sitä, miten 80-luvun lopulla pieni, kirkas tähti syttyi minun kartallani. Se oli Latvia. Ihmisten vapaudentahto sytytti tämän pienen tähden minun kartallani.

Teidän puheenjohtajakaudellenne sattuu tärkeä itäisen kumppanuuden uudistus ja Rion huippukokous. Haluaisin kuulla hieman enemmän siitä, miten Te aiotte ratkaista tämän tilanteen, jossa meillä on paljon ongelmia.

Ensimmäiseksi haluaisin kiinnittää huomion siihen, että meidän itäiset kumppanimme ovat tehneet hyvin vaikeita valintoja, jos ovat valinneet lähestymisen kohti Euroopan unionia. Samalla ne ovat menettäneet itselleen hyvin tärkeitä kauppasuhteita Venäjän kanssa, koska Venäjä on rankaissut näitä valtioita siitä, että ne haluavat liittyä Euroopan unionin piiriin. Kuinka me tulemme ratkaisemaan sen, että liittyminen Euroopan unionin naapurustoon ja lähentyminen Euroopan unioniin ei rankaise näitä valtioita?

Toiseksi, miten pidämme kaikki kuusi itäisen kumppanuuden jäsenvaltiota yhdessä, kun kolme on tehnyt assosiaatiosopimukset, siten ettemme jaa itäistä kumppanuutta kahteen ryhmään?

Kolmanneksi, miten palautamme kunnioituksen Helsingin päätösasiakirjan periaatteisiin, joita Venäjä nyt räikeästi rikoo? Uskon, että Latvia puheenjohtajavaltiona on hyvin merkittävässä asemassa, kun näistä asioista keskustellaan.

Rosa D'Amato (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, Presidente il suo lavoro può partire da un dato incoraggiante o sconsolante, a seconda dei punti di vista, ossia, difficilmente potrete fare peggio di chi vi ha preceduti. Già, perché il governo italiano ha fatto tante promesse, ma non ha portato a casa nessun risultato. Parliamo di disoccupazione e di sviluppo, preferiamo parlare di sviluppo e non di crescita: il grande piano per gli investimenti presentato da Juncker è salutato dalla Presidenza italiana come una vittoria è, in realtà, un bluff! Poche risorse, tra l'altro, distratte da altri capitoli di spesa e nessuna concreta idea di sviluppo.

Se vogliamo dare un futuro all'Europa e combattere davvero la disoccupazione, bisogna dare l'opportunità ai territori di investire. Ma, il tanto atteso documento sulla flessibilità non ha risolto alcunché: le regioni non riescono a spendere i fondi per via del cappio del patto di stabilità che, diciamolo, non è stato tolto. Per questo, vi chiediamo un impegno forte, almeno il cofinanziamento dei fondi sia scomputato dal patto di stabilità.

Streda 14. januára 2015

Anche sul piano ambientale, c'è tanto da fare: l'Unione europea ha deciso di frenare sulla riduzione delle emissioni di gas e sulla costruzione di un'economia più verde ed efficiente dal punto di vista delle risorse. Con che credibilità andremo a Parigi? Con che credibilità potremo chiedere agli altri paesi, soprattutto a quelli in via di sviluppo, di fare di più per la lotta al riscaldamento globale. Penso poi a ciò che accade nel Mediterraneo dove è ripartita la corsa al petrolio, sulle trivellazioni l'Unione europea lascia carta bianca agli Stati membri e questa è una grande ipocrisia. Si fa tanto per la pesca sostenibile ma se a inquinare e a distruggere il Mediterraneo sono le trivelle, l'Europa che fa? Si gira dall'altra parte! Un'ipocrisia che mette in pericolo anche strategie importanti, come la strategia della regione adriatico-jonica.

Politiche come questa sono importanti, eppure nell'Adriatico la Croazia che fa? Ha dato da poco l'OK a 10 concessioni per trivellare. Faccia sì che sviluppo e occupazione siano realmente al centro del semestre e all'interno di un quadro di rispetto dell'ambiente e delle risorse, oltre che delle peculiarità dei singoli Stati: peculiarità sociali, economiche e culturali dei territori.

Mara Bizzotto (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, la strage di Parigi ha colpito il cuore dell'Europa e quello dei suoi cittadini: la nostra libertà, i nostri valori, la nostra civiltà sono entrati nel mirino del fondamentalismo islamico e nessuno di noi si sente più al sicuro. L'Europa deve svegliarsi, ci hanno dichiarato guerra e in guerra bisogna combattere! Non basta essere in prima fila come ha fatto Lei, come hanno fatto i leader europei domenica a Parigi, serve agire subito perché è già troppo tardi! Serve il coraggio, nelle parole e negli atti! Dobbiamo sospendere subito il trattato di Schengen perché l'Europa ha dimostrato di non saper proteggere i propri cittadini.

E poi, basta clandestini! Perché l'ufficio di polizia ha quantificato che ogni 1.000 clandestini sbarcati vi è un potenziale terrorista. Serve costituire finalmente il comitato di analisi strategico antiterrorismo. Basta, discorsi legati a possibili violazioni della privacy e della libertà! Perché a essere liberi sono i terroristi islamici! Europol parla di 5.000 combattenti che sono o che arriveranno in Europa. Dobbiamo togliere subito dal patto di stabilità le spese per la sicurezza.

Cara Presidente, serve più coraggio, che non ho sentito nelle sue parole, serve il coraggio della Commissione, del Consiglio e serve il coraggio del Parlamento europeo, che purtroppo non c'è!

Andrzej Grzyb (PPE). - Panie Przewodniczący! Pani Premier! Chciałbym pogratulować prezydencji łotewskiej. Europa konkurencyjna, cyfrowa, zaangażowana globalnie – wydaje się, że to są zadania, które ciągle są aktualne. Potrzebujemy rzeczywiście tego, co już wielokrotnie podkreślano – chcemy mieć w Europie przede wszystkim poczucie bezpieczeństwa i żeby obywatele mieli zatrudnienie. To, co zwraca uwagę w priorytetach prezydencji łotewskiej, to skupienie się na lepszym stanowieniu prawa. To jest też jeden z priorytetów Komisji Europejskiej na rok 2015. Popieram tę tezę, należy ciągle o tym mówić, bowiem niestabilność w stanowieniu prawa źle świadczy o ustawodawcy, źle świadczy również o kolejnych prezydencjach. Jeżeli będziemy zmieniali te zasady w trakcie gry – ostatnio dyskutujemy między innymi o reformie uprawnień do emisji dwutlenku węgla – świadczyć to będzie również o tym, że odbiorcy, a więc również przemysł i więc obywatele, nie będą z tego zadowoleni.

Z zadowoleniem również przyjmuję podkreślenie wagi, jaką ma wdrożenie celów unii energetycznej. O tym, jak jest to ważne nie trzeba Łotwy przekonywać. Podkreślono również wagę polityki pro wzrostowej wraz z inwestycjami. Dyskutowaliśmy wczoraj również o tym mówiąc o konkluzjach Rady Europejskiej z grudnia. Jestem również przekonany, że wszystko to, co dotyczy rozwoju wspólnego rynku, jest chyba najmniej kontrowersyjne. Jednolity rynek jest chyba najmniej kontrowersyjny ze względu na efekty, jakie przynosi wszystkim krajom członkowskim, również tym, które sceptycznie patrzą na Unię Europejską.

Chcę również szczególnie podkreślić kontynuację przez prezydencję wzmocnienia polityki sąsiedztwa. Z nadzieją oczekujemy szczytu Partnerstwa Wschodniego w Rydze. Ważny jest również zamiar prezydencji uczynienia procesu negocjacji TTIPu – a więc tej umowy o strefie wolnego handlu i inwestycji ze Stanami Zjednoczonymi – procesem bardziej przejrzystym, procesem, w którym również obywatele będą wiedzieli, jakie przyniesie on efekty.

Jörg Leichtfried (S&D). - Herr Präsident, sehr geehrte Frau Premierministerin! Sie übernehmen die Ratspräsidentschaft in schwierigen Zeiten. Es gibt sehr, sehr viele Probleme, die sich aufstürmen.

Streda 14. januára 2015

Ein ganz großes Problem ist natürlich der Terrorismus in der Europäischen Union. Einige Kollegen haben gemeint, ja, man muss jetzt so schnell wie möglich und so viel wie möglich Überwachungsinstrumente einführen. Ich denke, wir müssen da achtgeben. Es geht nicht darum, wie schnell man etwas einführt, sondern was Sinn ergibt.

Es ist ein schmaler Grat: auf der einen Seite Sicherheit zu garantieren – soweit es geht –, auf der anderen Seite aber auch nicht das einzuschränken, was Europa ausmacht: unsere bürgerlichen Grundfreiheiten, unsere Demokratie.

Und wenn ich von Demokratie spreche, möchte ich noch etwas Zweites ansprechen: Sie haben über die TTIP gesprochen. Ich bin der Meinung, dass Sondergerichte für Konzerne heutzutage nicht rechtstaatlich sind, dass in so einem Fall keine Gleichheit vor dem Gesetz besteht. Darüber müssen wir auch diskutieren. Selbstverständlich brauchen wir Freihandel, selbstverständlich brauchen wir die Amerikaner als Partner – aber nur dann, wenn wir das bewahren können, was Europa ausmacht: unsere Freiheit!

Peter van Dalen (ECR). - Grexit ja, brexit nee: die twee punten moeten hoog op uw agenda staan. Waarom? U ziet dat de Griekse schuld meer dan 300 miljard euro bedraagt, dat is bijna twee keer het bruto nationaal product. Om ook nog maar in de buurt van een terugbetaling te komen, zal het land vele jaren meerdere procenten economische groei moeten scoren. Dat gaat helaas niet lukken. Daarom is een grexit met een gedeeltelijke schuldafschrijving en terugkeer naar de oude munt met devaluatie het beste instrument. Dan is er nog enige hoop. Die is er niet als het land onder de zware tucht blijft van de eisende eurozone.

Voorts moet te allen prijze voorkomen worden dat de Britten de Europese Unie verlaten. Dan verliest de EU een van haar kernlanden. Dat zal niet alleen verregaande financiële en sociaal-economische effecten hebben maar ook sociologische effecten. De Britse nuchterheid en de bereidheid tot hervormingen moeten velen tot voorbeeld strekken. Dat voorbeeld moeten wij in de EU houden. Er is dus veel werk aan de winkel voor uw voorzitterschap.

Jean Arthuis (ALDE). - Monsieur le Président, Madame la Première ministre, pour inspirer confiance, l'Union européenne doit disposer des moyens de son ambition. Vous appelez de vos vœux une Europe compétitive et vous avez raison car la croissance et l'emploi en dépendent. Et, comme nous, vous vous réjouissez du plan d'investissement de Jean-Claude Juncker. Croyez bien que nous nous mobilisons pour vous donner rapidement les instruments juridiques dont vous avez besoin. Le dispositif est fondé sur la garantie que l'Union européenne donnera aux investisseurs privés qui s'impliqueront dans des projets judicieux, certes, mais risqués. L'Union européenne doit donc être en mesure de tenir ses engagements en se substituant aux porteurs de projets qui seraient en défaut de paiement.

À cet égard, je voudrais vous rappeler, Madame la Première ministre, que l'Union européenne est confrontée à une dette sournoise, qui s'élève sans doute à près de 30 milliards d'impayés au 31 décembre 2014. Après six semaines de vaines conciliations et de trilogues ardues, nous avons trouvé un accord sur le budget 2015, accord conditionné par un plan d'apurement de ces dettes.

Madame la Première ministre, je n'ai pas trouvé trace dans votre programme de cet engagement du Conseil. Ce qui est ici en cause, c'est la crédibilité de notre engagement. La confiance des investisseurs privés en dépend, c'est-à-dire la réussite du plan Juncker.

Madame la Première ministre, je vous souhaite la réussite!

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL). - Señor Presidente, los próximos seis meses, sin duda, van a venir marcados por las negociaciones que se están llevando casi en secreto para ese Acuerdo sobre comercio e inversión entre la Unión Europea y los Estados Unidos, la santa alianza de las multinacionales a ambos lados del Atlántico, la ruptura de cualquier norma legal que ponga obstáculos a su tasa de beneficio.

Se pretende dar un duro golpe a los derechos laborales, a las normas medioambientales y alimentarias, un golpe a nuestros servicios públicos y un golpe a la democracia, con unos tribunales de arbitraje que tendrán más poder que los gobiernos elegidos democráticamente. Con este tratado pretenden que no podamos hacer políticas de izquierdas aunque ganemos en las urnas.

Streda 14. januára 2015

Un tratado para dejarlo todo bien atado, porque tienen miedo a gobiernos que pongan freno a sus privilegios. Tienen miedo porque el pueblo está decidido a recuperar su dignidad. Y empezamos por el sur, por Grecia.

Tatjana Ždanoka (Verts/ALE). - Priekšsēdētāj! Straujumas kundze! Kolēģi! Man kā Latvijas pilsoni ļoti gribas, lai mūsu valsts prezidentūra būtu veiksmīga. Man kā reģionālistu — Eiropas Brīvās apvienības — grupas pārstāvei ļoti gribas, lai Latvijas prezidentūra veicinātu Eiropas Savienības kultūras un valodu daudzveidību, ņemot vērā, ka visas Eiropas kultūras ir vienlīdz vērtīgas un cienījamās un ka valodu daudzveidības jēdziens attiecas ne tikai uz Eiropas Savienības oficiālajām valodām, bet arī uz reģionālajām valodām un valodām, kas dalībvalstīs nav oficiāli atzītas.

Man kā Latvijas Krievu savienības priekšsēdētājai ļoti gribas, lai Latvijas valdošās partijas, savas tagadējās augstās misijas Eiropas Savienībā iedvesmotas, pārskata savu līdz šim īstenoto lingvistiskās diskriminācijas un iedzīvotāju segregācijas politiku, piešķir Latvijas nepilsoņiem visas pilsoņu tiesības un garantē oficiālo statusu krievu valodai, kura ir dzimtā valoda 40 % iedzīvotāju. Es ceru uz šo vēlmju piepildīšanos, jo tikai sabiedrības, kuras garantē kultūras daudzveidību un veicina dažādu kultūru pārstāvju savstarpējo cieņu, ir spējīgas tikt galā ar mūsdienu izaicinājumiem. To lieliski pierādīja nesenie notikumi Francijā. Es gribu, lai mums veiktos.

Paul Nuttall (EFDD). - Mr President, I predict that the next six months will prove a rocky road for the Latvian Presidency. There will be many difficult issues to deal with, including Mr Juncker's fantasy financial plan, Greece's possible exit from the euro, dealing with the instability in Ukraine – encouraged by the European Union, of course – and finally, a continent coming to terms with the Islamic extremism that we witnessed last week.

But in many ways Latvia is a microcosm of all that has gone wrong in the EU. Your economy tanked in 2008, followed by one of the worst recessions on the planet. You had to receive a bail-out even before you joined the ailing currency that is the euro – against the wishes of your people, of course. You are still the fourth poorest country in the EU. You have lost 20% of your population since 1992, so much so that the Baltic is now depopulating faster than anywhere else in the world. Your brightest, best and young are fleeing west in their droves.

And where are they going? Well, considering that one in every 30 Latvians lives in the UK, that is pretty easy to answer. You have a brain drain, an ageing population, which means that there will be a skills, pensions and healthcare crisis not far down the road. In all, freedom of movement and the EU's economic policies have been a disaster for Latvia, and may I suggest that you get your own house in order first before you take on the problems of an old, tired and out-of-date European Union.

Krisztina Morvai (NI). - Miniszterelnök Asszony! Mélyen megdöbbenett Önnek az a kijelentése, miszerint nagy baj, hogy az Európai Unió nem elég egységes és nem elég egységesen áll szemben Oroszországgal. És az előttünk álló fél év egyik legfontosabb feladatának nevezte, hogy ezt az egységet, vagyis az Oroszországgal szembeni fellépésnek a keménységét erősíteni kell. Miniszterelnök asszony, ne haragudjon az éles megfogalmazásért, hogy jön Ön ehhez? Nem gondolja, hogy ez a fajta hozzáállás a feszültséget növeli, a hidegháborús hangulatot növeli, a valóságos háború veszélyének a közvetlenségét vetíti előre? Amikor az egyre nagyobb nyomorúságban élő emberek azt kérdezik, hogy mire is jó az Európai Unió a sok nehézség és fájdalom ellenére, mindig azt mondják, hogy hát a béke megőrzésére.

Valóban a békét kívánja Ön megőrizni? Nagyon kérem, hogy nyugtasson meg bennünket e felől, és adjon választ arra a kérdésemre, mit kíván tenni azért, hogy az Ön hazája, Lettország, az én országom, Magyarország és egész Európa továbbra is békében élhessen. Várom válaszát, miniszterelnök asszony!

Danuta Maria Hübner (PPE). - Mr President, the beginning of 2015 has brought dramatic events in France, and we are also seeing an upsurge in fighting in eastern Ukraine. Madam Prime Minister, Europe will need to respond during your Presidency to those and other challenges, offering our citizens more freedom through better security.

Streda 14. januára 2015

The Latvian Presidency promises to be a challenging one, yet I am convinced it will be a fruitful time for the Union. While listening to your programme, Madam Prime Minister, I was happy to hear that your Presidency will focus on better exploitation of existing mechanisms and procedures and ways of improving them. This approach should be praised and encouraged.

I also see a chance that in the coming months we will witness more cooperation between European institutions, leading to a better functioning of the Union. We look forward to a fruitful interinstitutional dialogue and joint action. I personally hope that you will manage to increase the appetite of the Member States for serious steps forward on eurozone economic governance. I hope to have a constructive debate on closer coordination of economic policies in the EMU in early 2015. I hope to see commitments to the streamlining of existing procedures within the European Semester and increasing the involvement of national parliaments in the process. I hope to see the strengthening of national ownership of structural reforms. You promised to put the spotlight on labour market issues. We need more investment in the employability of female workers and young people, especially in the context of emerging technologies and new sectors where growth will take place.

Lastly, the first half of 2015 will also be a challenging one for the TTIP. The Commission has just released the results of its public consultation on ISDS with an overtly negative sentiment on its inclusion in the negotiated agreement. We will need to work together – all three institutions – to have an ISDS that will, at the end of the day, attract much-needed investment to Europe. I know there are many challenges on your table. I wish you a fruitful Presidency.

Pervenche Berès (S&D). - Monsieur le Président, Madame la Première ministre, après ce qui s'est passé dans mon pays, votre Présidence, comme le programme politique de tous les démocrates, est bousculée. Mais, comme tous les parlements du monde, il nous appartient d'être mobilisés autour de ce que sont les valeurs des démocrates. Et, comme tous les parlements du monde qui se veulent démocratiques, nous devons armer la démocratie face aux terroristes et nous devons le faire dans le respect de nos valeurs. C'est la raison pour laquelle ce Parlement soutiendra un PNR dès lors qu'il permettra de défendre nos valeurs et c'est ici, dans ce Parlement, que vous devrez avoir ce débat. Oui à un PNR européen, un PNR qui permette aussi de défendre les valeurs de la démocratie et de la protection des libertés individuelles et des données.

Puis, Madame la Présidente, il y a dans votre Présidence une question que nous, démocrates et socialistes, attendons de vous voir saisir avec détermination car elle mine notre modèle social. C'est la question de la fiscalité. Ce Parlement est convaincu que, dans le domaine fiscal également, il nous faut agir avec efficacité à l'échelle européenne et, là aussi, le chantier est totalement ouvert. Nous attendons de votre part des engagements en phase avec ce que ce Parlement attend du programme de travail de la Commission.

Je vous souhaite bonne chance!

Νότης Μαριάς (ECR). - Κύριε Πρόεδρε, ο παλιός πολιτικός κόσμος της Ευρώπης, αυτοί που ηγήθηκαν στις κυβερνήσεις και στα θεσμικά όργανα της Ευρωπαϊκής Ένωσης, όπως ο κύριος Juncker, αφού γέμισαν την ευρωπαϊκή κοινωνία με στρατιές φτωχών και ανέργων, τώρα νίπτουν τας χείρας τους και σαν νέοι μαθητευόμενοι μάγοι υπόσχονται ένα επενδυτικό πακέτο που δήθεν θα οδηγήσει στην ανάπτυξη. Όμως επενδύσεις δεν γίνονται με αέρα κοπανιστό, αλλά με κεφάλαια τα οποία δεν διαθέτει το «σχέδιο Juncker».

Επενδύσεις στον ευρωπαϊκό Νότο, που πλήττεται από την ανεργία, δεν πρόκειται να γίνουν εάν δεν λυθεί το πρόβλημα του δημόσιου χρέους, που σαν μολόπετρα, κυρία Πρωθυπουργέ, συνθλίβει τις χώρες αυτές. Για αυτό πρέπει να γίνει διαγραφή του επονειδιστού χρέους στην Ελλάδα και κούρεμα του δημόσιου χρέους στις υπόλοιπες χώρες του ευρωπαϊκού Νότου. Γιατί μόνον έτσι θα απελευθερωθούν δημόσιοι πόροι που, αντί να πηγαίνουν στις τσέπες των τοκογλύφων δανειστών, θα επενδυθούν στην ανάπτυξη, η οποία δεν θα πρέπει να στοχεύει στην ευημερία των αριθμών και των κερδών, αλλά στη δημιουργία θέσεων εργασίας. Τέλος, ανάπτυξη δεν πρόκειται να επιτευχθεί χωρίς την κατάργηση της λιτότητας και την τόνωση της ζήτησης.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL). - Señor Presidente, señora Primera Ministra, yo también voy a hablar del Tratado Transatlántico de Comercio e Inversión porque es una de sus prioridades y también es una de las mías, pero en sentido totalmente opuesto.

Usted solo hablaba de inversión, inversión y más inversión. Pero estos tratados solo benefician a los de arriba, en detrimento de la gente que sufre de forma dramática las consecuencias de una crisis que, además, no ha provocado.

Streda 14. januára 2015

Los Gobiernos europeos, además de recortar y recortar, ya han pagado más de 3 500 millones de euros -que se dice pronto- a inversores privados por cláusulas tipo ISDS, que otorgan a las multinacionales una vía para exigir indemnizaciones a los gobiernos si una nueva legislación representa un obstáculo para la rentabilidad de sus inversiones.

La consulta de la Comisión publicada ayer, precisamente, muestra claramente que existe una enorme oposición —hasta el 97 %— a los mecanismos ISDS porque suponen una amenaza para la democracia, el medio ambiente, los consumidores, los derechos laborales. Son todo un ataque a la soberanía de los Estados.

Me gustaría, señora Primera Ministra, que reconsidere la política comercial y prioricen de una vez a la gente sobre los beneficios de los grandes. Porque el mundo es de las personas.

Claude Turmes (Verts/ALE). - Mr President, Madam President of the Council, first I think the Latvian Presidency needs a chapter on climate change. Preparing for Paris is not just a six-month story for the Luxembourg Presidency: it must be more present in your Presidency. The other big topic should be energy. With Russia we tend to have a conflicting relationship, so we need to review our energy policies. However, we have a kind of hypocrisy here: everyone is calling for an energy union but every government is saying 'Do not interfere in my national energy mix'. The only way to overcome this blockage is a new style of governance in the energy field, and that new style of governance is regional cooperation on energy.

Latvia has benefited, Madam President of the Council, from being involved in the EU's Baltic Energy Market Interconnection Plan programme, in which we helped you in the Baltic regional market to get more gas pipelines and more electricity lines, and I think that, during your Presidency, you should promote this model of regional energy governance, because we need this for south-east Europe too. We are in a complete political vacuum after Nabucco and South Stream, so regional energy governance is the new form of governance which we need.

Barbara Kappel (NI). - Herr Präsident, Frau Ministerpräsidentin! Sie haben mit Ihren Zielen, die Sie uns heute für die lettische Ratspräsidentschaft genannt haben, nämlich ein wettbewerbsfähiges, digitales und außenpolitisch engagiertes Europa, sicherlich ins Schwarze getroffen. Das sind Prioritäten, die auf der europäischen Agenda ganz oben stehen. Sie haben sicherlich auch im Energiekapitel – es wurde gerade angesprochen – mit der Energieunion im ersten Halbjahr große Herausforderungen vor sich, die sie umsetzen können.

Ich würde Ihnen aber empfehlen, dass Sie einen weiteren Punkt als Agenda oder als Priorität dazu nehmen: Das ist nämlich der, dass Sie Ihr Land, nämlich Lettland, als Best Practice verkaufen für eine gelungene Austeritätspolitik. Sie haben es geschafft, in wenigen Jahren als großer Sieger aus der Krise hervorzugehen. Sie haben es mit harten Sparmaßnahmen durchgesetzt, dass Sie im letzten Jahr ein Wirtschaftswachstum von 3,8 % hatten, während die Euro-Zone bei 0,8 % lag. Das ist ein Vorbild für Europa, das ist ein Modell. Sie sollten mit diesem Modell eine Roadshow durch ganz Europa machen, damit die Länder sehen, wie wichtig es ist, Strukturreformen umzusetzen, um wieder Vertrauen zu gewinnen und Wachstum zu generieren.

Pilar del Castillo Vera (PPE). - Señor Presidente, señora Primera Ministra, como ya se ha reiterado, se inicia esta Presidencia en unas circunstancias excepcionales, como consecuencia del atentado terrorista de París, que ha conmocionado tan profundamente a los ciudadanos franceses, pero también al resto de los ciudadanos de la Unión Europea. Esta circunstancia, en mi opinión, urge a que la Unión Europea refuerce instrumentos comunes para prevenir acciones terroristas y lo haga de una manera más eficiente. Me interesa subrayar mucho que instrumentos comunes en este caso es igual a más eficiencia. Por eso, creo que es inexcusable, por ejemplo, que el plan nacional de registro de viajeros de la Unión Europea sea una realidad cuanto antes.

Streda 14. januára 2015

Ustedes, por otro lado, señalan que una Europa digital es una de sus prioridades, y no puedo estar más de acuerdo. Y creo que es así porque la competitividad de la economía europea está fuertemente determinada por el desarrollo digital. Esto quiere decir que hay que abordar la seguridad, la confianza, la formación y el acceso a redes de nueva generación. Hay dos propuestas, incluso tres, sobre alguno de estos aspectos clave que provienen de la legislatura anterior. Usted misma los ha mencionado. Está el Reglamento de protección de datos, la Directiva sobre seguridad de redes de la información y también el Reglamento sobre el mercado único de las telecomunicaciones, que afecta a temas tan decisivos como la neutralidad de la red y el fin de las cargas de *roaming*.

El fin de los costes del *roaming*, señora Presidenta, será una señal inequívoca y tangible para toda la Unión Europea de que hay un valor añadido. Y en ese sentido, es una decisión que aporta integración a la Unión Europea y también permite a pymes y a *start-up* afrontar mejor y acceder a un mercado de quinientos millones de personas.

Dice un antiguo proverbio letón que todo hombre forja su destino. La Presidencia de Letonia tiene ahora la oportunidad de hacer honor, rendir tributo, a ese proverbio, y estoy segura de que lo va a hacer contribuyendo a que haya un mercado europeo mucho más competitivo. Convencida estoy de que no van a ahorrar esfuerzos en ello.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Jonathan Arnott (EFDD), blue-card question. – Ms del Castillo, you mentioned making access for new start-ups to 500 million consumers easier within the European Union. The problem – as we see for example with the new VAT MOSS regulations – is that quite often we are making things much harder for consumers; we now have the requirements for VAT for online businesses to be paid to countries across Europe.

We are making things harder for businesses. I have businesses in my constituency coming to me saying that they are going to have to close thanks to new EU legislation. Do you agree that is unacceptable?

Pilar del Castillo Vera (PPE), respuesta de «tarjeta azul». – Creo que hay que hacer un desarrollo legislativo, cuando sea necesario, para evitar la extraordinaria fragmentación legislativa que hay en la Unión Europea con el objetivo de desarrollar mejor el mercado interior y, en este caso, el mercado interior digital.

Yo me he referido específicamente a lo que supondría el fin de las cargas que supone el *roaming* para aquellos más desfavorecidos, desde el punto de vista de los recursos económicos —como son las pequeñas empresas y las *start-up*—, cuando, intentando acceder a un mercado potencial de 500 millones de consumidores, tienen que afrontar unos costes de comunicación a través de Internet que son excesivamente elevados. En ese sentido, creo que el fin del *roaming* también será beneficioso para desarrollar el mercado interior digital.

Iratxe García Pérez (S&D). - Señor Presidente, señora Primera Ministra, decía mi colega Pilar del Castillo, haciendo referencia a un proverbio letón, que todo hombre puede hacer frente a su destino. Yo digo: todo hombre y toda mujer. Y sobre esta cuestión quiero hablar, sobre las políticas de igualdad.

He estado repasando el programa de trabajo de la Presidencia y he podido ver que hay muy pocas referencias a la necesidad de impulsar las políticas de igualdad en el ámbito de la Unión Europea. Hay alguna referencia a cuestiones relativas a la igualdad y la cooperación, y sí que hay un apartado relativo a la cuestión referida a la participación de las mujeres en los consejos de administración, sobre la que ayer debatimos.

Pero hay muchas otras cuestiones sobre las que esta Presidencia tiene que insistir. Hablamos de la mayor lacra social que hay en estos momentos en el mundo y en Europa, como es la violencia de género. Hablamos de la necesidad de conciliar la vida familiar y laboral. Las mujeres están siendo las víctimas de esta crisis económica, sufriendo el recorte y el deterioro de los servicios públicos. Hablamos de políticas fundamentales para las mujeres.

Streda 14. januára 2015

Y le lanzo una propuesta, señora Primera Ministra: creen un grupo de trabajo con el trío de presidencias para poder desbloquear y continuar con los trabajos relativos al permiso de maternidad, porque creo que es algo fundamental e importante para los hombres y las mujeres, para la conciliación en Europa, y, por lo tanto, es un reto que está hoy en nuestras manos.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Bill Etheridge (EFDD), blue-card question. – Would you agree with me that the difficulty that we find when we try to impose legislation and rules on equality is that often we focus too much on equality of outcome, whereas what we should be looking for is equality of opportunity, because not everyone is equal in whatever task they undertake to perform? You have the right to have an equal opportunity, but some will do better than others. That is human nature, and that is where government legislation falls down. Would you agree?

Iratxe García Pérez (S&D), respuesta de «tarjeta azul». – No voy a permitir que, con la excusa de la naturaleza humana, permitamos que la mitad de la población europea siga sufriendo una situación de desigualdad de oportunidades. Por supuesto, todos somos diferentes, pero todos somos iguales en oportunidades y en derechos, y hoy es una evidencia que en el mundo y en Europa las mujeres sufren por ser una parte desigual de la población.

Por lo tanto, son necesarias medidas dirigidas a potenciar la igualdad porque, en caso contrario, estaremos desperdiciando la mitad de los recursos, la mitad de la población europea. No vamos a permitir excusas. Tenemos que ponernos de acuerdo, igual que lo hemos hecho en otras materias, para favorecer que las mujeres puedan estar en situación de igualdad, tanto en el mercado laboral como en materia de derechos reconocidos para toda la ciudadanía europea.

Marek Józef Gróbarczyk (ECR). - Panie Przewodniczący! Pani Premier! Łotewska prezydencja stoi przed ważnymi zadaniami. Przede wszystkim chodzi o realizację dwóch zasadniczych celów. Pierwszy dotyczy bezpieczeństwa energetycznego Unii, drugi związany jest z zapewnieniem miejsc pracy i godziwego poziomu życia mieszkańcom. Mowa tu przede wszystkim o odbudowie przemysłu dającego miejsca pracy i godziwe wynagrodzenie. Należy jednoznacznie przeciwstawić się unijnym wytycznym zmierzającym do likwidacji zakładów pracy. Takim przykładem jest mój kraj, Polska, gdzie w ostatnich latach zlikwidowano tysiące miejsc pracy, m.in. w przemyśle okrętowym. Z tego samego powodu obecnie rząd likwiduje kolejne miejsca pracy w sektorze węglowym i przemyśle ciężkim. Wzywam więc Komisję i Radę do podjęcia działań skutkujących zahamowaniem procesów deindustrializacji powodujących zwiększenie bezrobocia i poszerzenie się biedy.

(Mówca zgodził się odpowiedzieć na pytanie zadane przez podniesienie „niebieskiej kartki” (art. 162 ust. 8 Regulaminu)).

Maria Grapini (S&D), Întrebare adresată conform procedurii „cartonașului albastru”. – Adevărat, dezindustrializarea Europei a dus la scăderea locurilor de muncă și, sigur, pe toți ne preocupă acest lucru. Întrebarea mea este: nu credeți că ar trebui adoptate reguli de apărare comercială pentru piața unică a Uniunii Europene? Măsuri de apărare comercială? Pentru că nu poți să crești locuri de muncă în industrie dacă nu ai piață și nu ai piață pentru că intră pe piața unică a Uniunii Europene produse necontrolate.

Marek Józef Gróbarczyk (ECR), odpowiedź na pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki. – Oczywiście pełna zgoda. Naszym celem jest stworzenie takich warunków, aby Unia Europejska mogła się rozwijać w równy sposób. Mówię tutaj przede wszystkim o zrównoważonym rozwoju. Nie może być tak, że w niektórych państwach prawo dopuszcza pewnego rodzaju ułatwienia dla przemysłu, dla rozwoju miejsc pracy, a w innych jest traktowane jako rzecz niedopuszczalna. Z tym raz na zawsze trzeba skończyć.

Marcel de Graaff (NI). - De verschrikkelijke gebeurtenissen in Parijs en Nigeria de afgelopen week hebben pijnlijk duidelijk gemaakt dat het islamitisch terrorisme van het hart van Afrika tot in het hart van Europa reikt. Het zaait dood en verderf in de niets ontziende drang om de wereld te onderwerpen aan een islamitisch kalifaat.

Streda 14. januára 2015

Daarom moet het Letse voorzitterschap volledig in het teken staan van de strijd tegen het islamitisch extremisme. Ik roep de voorzitter op om de samenwerking te zoeken met Israël en Egypte, de twee staten die kunnen zorgen voor stabiliteit in het Midden-Oosten. Ik wijs op de toespraak van president Al-Sisi tot de clerus aan de Al-Azhar- universiteit van Caïro, waarin hij heeft gevraagd om de islam radicaal om te keren, zodat het ook voor niet-moslims in plaats van een bron van geweld en chaos tot een voorbeeld van vrede en orde wordt. Ik wijs ook op zijn historisch bezoek aan de Koptische kerk met kerstmis.

Ik vraag de Letse voorzitter aandacht te hebben voor het onderwijs in Egypte, dat van essentieel belang is om het radicaliseringsproces om te keren. En ik vraag speciale aandacht voor de strijd tegen extremisme in Libië. Libië is op dit moment het gebied waar terroristen vrij spel hebben, het gebied van waaruit Mali, Nigeria en Egypte, maar ook Europa worden bedreigd door gewetenloze, zwaar bewapende moordenaars. Daarom moet ook het stoppen van de massa-emigratie uit Noord-Afrika onder dit voorzitterschap prioriteit krijgen. De Europese landen, Egypte en Israël, kunnen de strijd

[De Voorzitter ontnemt spreker het woord.]

VORSITZ: RAINER WIELAND

Vizepräsident

Alain Lamassoure (PPE). - Monsieur le Président, Madame la Première ministre, en tant que député européen français je vous remercie pour votre participation à la marche historique de Paris, dimanche dernier. Cette marche a rappelé la chaîne humaine qui avait relié les capitales des trois États baltes en lutte pour leurs libertés.

La tragédie de Paris va obliger bien sûr la Présidence lettone à introduire la lutte contre le terrorisme en haut de notre ordre du jour européen. Mais à partir de cet exemple, ma remarque principale portera sur la méthode de gouvernance de l'Union et ses résultats médiocres dans la communication avec les médias et l'opinion publique. Qu'a-t-on vu jusqu'à l'an dernier? De temps en temps, le Conseil européen se réunit, il se fixe un objectif grandiose, lointain et irréaliste. Il adopte vingt pages de conclusions que personne ne lit, puis la Commission consulte. Elle produit des livres verts. Le Parlement adopte des résolutions et l'application législative s'étale sur des années, tout se perd dans les sables, personne n'y comprend rien.

Voilà pourquoi la stratégie de Lisbonne a échoué, l'ordre du jour de la stratégie Europe 2020 est en train d'échouer et les objectifs de capacités militaires *Headline Goals* n'ont jamais vu le jour. Voilà pourquoi l'Union s'est ridiculisée dans des domaines aussi essentiels que l'énergie, la politique d'asile et la politique d'immigration. Nous en parlons et nous votons tout le temps, mais nous ne réglons rien.

Je me réjouis que, sous l'impulsion de la Commission Jean-Claude Juncker, ce modèle de gouvernance commence à changer. Hier, la Commission a adopté un ensemble complet de mesures pour soutenir la croissance, qui nous sera soumis en bloc. Le Conseil européen du 14 février sera uniquement consacré au terrorisme, puis viendront l'énergie et l'économie numérique. Organisons-nous toutes institutions ensemble pour traiter les grands sujets seulement, mais un par un, en une fois et sous tous les aspects. Alors, les parlements nationaux, les médias et les citoyens comprendront l'Europe et reprendront confiance en elle.

Streda 14. januára 2015

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). - Pone Pirmininke, Premjere L. Straujuma, sveikinu Latvijā, nes pirmas pirmininkavimas yra rimtas išbandymas valstybei, kuri kartu su prisijungimu prie euro zonos tikrai vainikuoja integracinį procesą. Ir tikiu, kad po pusės metų Lietuva ir Latvija kartu galės pasidžiaugti iš naujokių abi tapusios patyrusiomis Europos Sąjungos valstybėmis narėmis. Labai svarbu, kad Latvija rengs Rytų partnerystės viršūnių susitikimą. Tai bus tąsa Vilniaus viršūnių susitikimo, nes geopolitinė situacija išlieka labai sudėtinga. Taigi itin svarbu, kad mes, Europos Sąjunga, užtikrintume strateginę tęstinę paramą Rytų partnerystės šalims. Raginu Latviją užbaigti platformos kovai su nelegaliu darbu kūrimą. Privalome ne tik didinti investicijas Europoje, bet ir efektyviai kovoti su nelegaliu darbu, kuris nusineša ne tik valstybių pajamas, bet ir darbuotojų socialinę apsaugą. Pirmininkaudami atkreipėte dėmesį į socialinės apsaugos ir socialinių paslaugų svarbą. Tai iš tikrųjų yra labai svarbu.

Anneleen Van Bossuyt (ECR). - Het Lets voorzitterschap zal ijveren voor een “Europa voor zijn burgers”, gebouwd op vrede en vrijheid. De terroristische aanslag in Parijs heeft aangetoond dat deze waarden allerm minst verworven zijn. Samen kunnen we hier sterker uitkomen. Wij moeten de Europese waarden en vrijheden blijven verdedigen, niet alleen met woorden, maar ook met daden. Concreet denk ik dan aan een betere bescherming van onze buitengrenzen en een Europese lijst van terreurverdachten.

Daarnaast staat op het Lets programma de versterking van de interne markt, één van de hoekstenen van het Europees project. Een verdere voltooiing daarvan is dan ook onontbeerlijk. Dit is allerm minst een pleidooi voor meer Europese wetgeving. Neen, wij moeten gaan voor minder, maar betere regelgeving die focust op groei, jobs en concurrentievermogen.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE). - Tisztelt Miniszterelnök Asszony! Nagy tisztelettel köszöntöm az Európai Parlamentben, és nagy örömmel hallottam az Ön beszédében azokat a gondolatokat, ami arról szólt, hogy a 2004-es – azt kell mondjам, közös – csatlakozásunktól mennyi minden történt az Önök országa életében. Hogyan csatlakoztak az eurózónához, és most milyen kihívásokkal szembesülnek az első soros elnökségükkel kapcsolatban. Elsősorban azzal kezdem, hogy hálával tartozunk Önnek, és megköszönjük azt a viselkedést, azt a gyors alkalmazkodást, amit a párizsi terrorcselekmények kapcsán tettek. És azt az intézkedéssort, amit az EU belügyminisztériével sikerült elindítani mindannyiunk biztonságának növelése érdekében, és az igazságügyi hatóságoknak a jó együttműködése érdekében.

Olvastam az Önök programját és látom, hogy mennyire összetett. Mint ahogy Ön is mondta, óriási kötelezettségvállalást tettek és ez nagyon dicsérendő. Szeretném, hogyha ez a kötelezettségvállalás teljesülésbe is menne át. Egy pontot szeretnék kiemelni ebből: a digitális piacot. Ez a gyors alkalmazkodás – amit Ön is említett – nagyon fontos a digitális piacban. A digitális piac az Európai Unió számára egy óriási tartalék. Egy tanulmány szerint 520 milliárd euróval tudná gyarapítani a belső piac, egy szorosabb belső piac, egy jobban működő belső piac a 28 országnak a GDP-jét. Ez egy óriási tartalék jelen pillanatban. Nem kiaknázni ezt a lehetőséget vétek. Azt gondolom, hogy a félév elnökségének a programját arra kellene fókuszálni, sok más mellett természetesen, hogy ezt a potenciált ki tudjuk aknázni. Ebben az időszakban minden országnak erre kifejezetten szüksége van. Arra biztatom miniszterelnök asszonyt, hogy tegye meg a szükséges lépéseket és éljen javaslatokkal.

|*(A felszólaló hozzájárul egy „kékkártyás” kérdés megválaszolásához (az eljárási szabályzat 162. cikkének (8) bekezdése).)

Krisztina Morvai (NI), Kékkártyás kérdés. – Kedves Képviselőtársnőm! Elismeréssel nyilatkozott arról, hogy Lettország – aki ugyanakkor csatlakozott az Európai Unióhoz, mint közös hazánk, Magyarország – milyen jelentős eredményeket ért el. Többek között az euróövezetbe csatlakozott, gazdaságilag nagyon sikeres és így tovább. Szeretettel kérdezem, minek tudja be azt, hogy Magyarország ennyire más helyzetben van? A rossz nyelvek szerint elképzelhető, hogy esetleg a hazai politikusok az elmúlt években az úgynevezett rendszerváltás óta ott kevesebbet loptak, mint nálunk. Illetőleg kevésbé szolgáltatták ki saját állam... (Az elnök megvonta a szót a képviselőtől.)

Streda 14. januára 2015

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), Kékkártyás válasz. – Köszönöm a képviselő asszony kérdését. Képviselő asszony is tudja, hogy nincsenek egyenreceptek. Amikor 2004-ben csatlakoztunk, mi is más várakozással tekintettünk a jövő elé. Magyarországnak is volt cél dátuma az eurózónához való csatlakozásra. Nálunk 2002-ben a hazánk életében egy olyan törés következett be, ami után a gazdaságunk mélyrepülésbe kezdett. Sokkal hamarabb ért el bennünket az a válság, ami belülről indítódott. A szocialista kormányok ténykedése következtében majdnem csődbe kerültünk. Ilyen körülmények között örüljünk annak, ahol jelenleg vagyunk, és perspektivikus... *(Az elnök megvonta a szót a képviselőtől.)*

Tibor Szanyi (S&D), Kékkártyás kérdés. – Alelnök asszonyhoz szeretném intézni azt a kérdést, ha a digitális piacról beszélt, hogy vajon az egységes európai digitális piachoz képest egy úgynevezett digitális unióval is tudna-e a képviselő asszony barátkozni? Azaz, a digitális piac az egyféle kivételként tekintve, minden országban ugyanazon szabályok vonatkoznának a digitális piacra?

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), Kékkártyás válasz. – Óriási a lemaradásunk a digitális piac vonatkozásában, például az Európai Egyesült Államok vonatkozásában. Én azt gondolom, hogy kellő mértékletességet kell tanúsítani és fokozatosságot ezen a területen. Nyilvánvaló lehetne egy ilyen óriási lépést tenni, mint amit Ön is mond, én megelégednék azzal, hogy ha ebben a ciklusban vagy a soros elnökség alatt, vagy kitekintve a következő hét évre, a digitális belső piacot a szakpolitikák fókuszába tudnánk állítani, és minél inkább meg tudnánk valósítani azt, amit a programunkban célul tűztünk ki.

Marlene Mizzi (S&D). - Sur President; Sinjura Prim Ministru, Il-Prezidenza tal-Latvja se tibda fi żminijiet diffiċli, fejn l-instabilità tal-pajjiżi fil-Lvant u n-Nofsinhar, kif ukoll l-attivitajiet ta' estremisti u terroristi qed iħassbu mhux f'it liċ-ċittadini tagħna.

Napprezza nara li l-Prezidenza Latvjana għamlet bħala prijorità l-impenn li l-Ewropa tkun punt ta' riferiment globali u tindirizza l-problema tal-immigrazzjoni fil-qafas ta' solidarjetà u responsabilità minn kulhadd. Però, donnu li l-Prezidenza Latvjana tat aktar importanza lill-problema tal-Lvant tal-Ewropa, meta din hi wkoll problema tar-reġjun tal-Mediterran.

Nistaqsi: kif ser jiġu indirizzati l-isfidi politiċi, ta' sigurtà u ambjentali li jolqtu direttament pajjiżi bħal Malta, l-Italja u l-Greċja?

Se naraw fl-aħħar azzjoni serja fejn jidhol il-garr tar-responsabilità minn kull Stat Membru, jew dan se jibqa' biss diskors sabih imma fieragħ?

Rigward il-Frontex; se tara l-Prezidenza jekk dan huwiex effettiv u jekk hemmx il-bżonn li jinkludi pajjiżi Afrikani?

Hemm bżonn li l-momentum li ntlahaq mill-Prezidenza Taljana fl-oqsmha li semmejt ikompli jikber biex il-beżgħat taċ-ċittadin jiġu indirizzati.

Irridu nifhmu li dawn*(il-bqija tad-diskors ma jinstemx billi l-President qatgħalha l-mikrofonu).*

Dubravka Šuica (PPE). - Gospodine predsjedniče, želim pozdraviti gospođu predsjednicu, i ako bi se moglo govoriti o kurikulumu neke zemlje onda su 25 godina od odcjepljenja od Sovjetskog Saveza, 10 godina od ulaska u Europsku uniju i godina dana u eurozoni zaista fascinantni podaci. Želim vam na tome zahvaliti.

Posebno vas razumijem jer dolazim iz Hrvatske, zemlje koja je prošla sličan put, ali možda malo kompleksniji nego što je to bio put Latvije. Vi ste uspjeli postati zemlja uzor i ja vam na tome zaista želim zahvaliti. Zahvaljujem se na govoru koji ste jutros imali ovdje, u kojem ste kazali koji su vaši prioriteti, ali prije svega imajući u vidu situaciju u kojoj se trenutno nalazimo i referirajući se na događaje u Parizu i na vaše prioritete koji će biti veća humanost, veća solidarnost, veća briga za druge kulture i za suživot. To je ono što svi moramo graditi. Ali, naravno da svega toga neće biti bez gospodarski jake Europe. Stoga su vaši prioriteti vrlo važni i posebno me veseli što podržavate Junckerov plan za investicije, i što je najvažnije, da je vaš program kompatibilan s programom Europske komisije. To je prvi put da će, nadam se, sve institucije nekako raditi zajedno i da nema velikih razlika u ovom trenutku niti između Vijeća i Komisije. Iz ovog Parlamenta možda ćete čuti neke kritične tonove, ali Parlament želi dobro i svjestan je da moramo raditi svi zajedno, svjestan je da moramo imati jedan *mainstream* koji će učiniti da Europa zaista bude konkurentna. Ono što također želim pohvaliti je opredijeljenost za digitalnu uniju i digitalnu ekonomiju, ali i energetske uniju iz poznatih razloga. Što se tiče vaše globalne angažiranosti, ona je vrlo važna imajući u vidu vašu geopolitičku situaciju, dakle odnos prema teritorijalnom integritetu Ukrajine, što smatram vrlo važnim. Također, ne treba zaboraviti migracije na jugu. Ja vam zaista želim čestitati, i slažem se s naslovima koji su izašli ovih dana: „*small country with big agenda*”.

Streda 14. januára 2015

Marju Lauristin (S&D). - Ma tahaksin tõepoolest kogu südamest õnnitleda Läti naabreid, kellest on nüüd saanud suure Euroopa Liidu eesistujamaa. Meil on olnud ka väga hea meel jälgida, et Läti on tõesti oma viimaste aastate arengus ise neid põhimõtteid järginud: tõstnud oma konkurentsivõimet, suurendanud inimeste kindlustunnet. Ja ma arvan, et Eesti ja Läti teevad väga tugevat ühistööd ka teie eesistumise põhisisihis ja digitaalse arengu kõikide nende takistuste ületamiseks, mida me praegu näeme.

Siin juba öeldi, et väga suured probleemid on praegu ju nõukogu käes. Meie oleme valmis, komisjon on valmis, nii et me väga loodame, et Läti viib ka nõukogus need asjad niikaugele, et me saame alustada dialoogiga, mis puudutab andmekaitse probleeme. Mul on väga hea meel näha, et Läti on kavandanud väga mitmeid selliseid üritusi, kus erinevad maad saavad kokku Riias ja saavad oma kogemusi vahetada ja ma ootan väga digitaalarengu tegevuskava nõupidamist. Ma loodan väga (*sõnavõtt katkestati*)

Tunne Kelam (PPE). - Mr President, I would like to say to the Prime Minister how happy I am that Latvia is here as a European leader because, Madam Prime Minister, your country has not only overcome its occupation in times past, but it has indeed proven how to come out of economic crisis, how to conduct structural reforms and how to balance the budget and regenerate growth. Your predecessor, Mr Dombrovskis, has proven that this is doable, and that austerity and growth are not exclusive but are actually complementary. Your task is to resist attempts to transform the Stability Pact into a sort of flexibility pact.

It is crucial for Latvia to keep the EU united in relations with Ukraine and Russia, because our unity and consistency are the only means to enhance the EU's political impact and moral credibility. Even limited sanctions have had a greater effect than expected. Now there is a temptation to relax them, even before the Minsk Agreements have been fully implemented. I think this is, above all, a battle of nerves, and I trust that Latvians have got strong nerves.

One of the Latvian priorities should be to overcome the fragmentation of the digital single market. The EU needs an ambitious strategy on clearing the main bottlenecks like data protection, authors' rights, applying common European sales law, achieving agreements on the telecom single market, and the rest.

Finally, I hope that the Riga Summit in May will send our Eastern partners – which have successfully done their homework, of course – a clear message on that EU perspective, and that the visa-free regime with Georgia could also be agreed to.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), ερώτηση «γαλάζια κάρτα». – Κύριε Kelam, μας αναφέρατε τη Λετονία ως παράδειγμα για το ότι η ανάπτυξη και η δημοσιονομική σταθερότητα μπορούν να συμβιβασθούν, αλλά φοβάμαι ότι αγνοείτε πως η Λετονία ξεκίνησε από ένα δημόσιο χρέος σχεδόν ανύπαρκτο, μόλις στο 8% του Ακαθάριστου Εθνικού της Προϊόντος, το 2007 και εκτινάχθηκε σήμερα σε επίπεδα άνω του 40%. Αν είχε ξεκινήσει από επίπεδα της τάξεως του 100%, η εκτίναξη που θα συνέβαινε λόγω της λιτότητας και της μείωσης του εθνικού προϊόντος θα την έδιωχνε από τις αγορές και θα ήταν αδύνατη η επιτυχία της λετονικής προσαρμογής.

Tunne Kelam (PPE), *blue-card answer.* – I think it is true about balancing economic policy. I am happy that Latvia and Estonia have not expanded – this is easier for us. It was easier to come out of the economic crisis. But there are differences of course. We have solidarity with Greece. Greece is continuing its reforms, hopefully, and we look forward to Greece overcoming its debt problems with the solidarity of the European Union.

Glenis Willmott (S&D). - Mr President, I would like to thank Prime Minister Straujuma for outlining her plans to this Parliament. On behalf of the British Labour delegation I welcome much of what you will be prioritising for the coming months, Prime Minister, especially on issues such as energy security and the implementation of the Investment Plan. However, much like the Commission work programme, it is not what is in the programme that is disappointing but what has been left out.

The question I would like to ask is: why will no-one in the Council or the Commission put forward a real plan to reform the EU's exploited social model? For instance, where is your commitment to take action on zero-hour contracts, to protect those who are under contract without any guarantee of paid work? Where is the commitment for a full revision of the Posting of Workers Directive to help those who have seen wages being undercut? Unemployment is high across all parts of the EU, but even those people in employment are feeling squeezed and vulnerable. We must take action in this area, otherwise we will miss a vital opportunity. It is our responsibility to show by our actions that this EU works for everyone.

Streda 14. januára 2015

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Jonathan Arnott (EFDD), blue-card question. – I find it, I must say, astonishing to hear a Labour MEP in this Chamber talking about zero-hours contracts because, of course, Tony Blair, in 1995, pledged that if he came to power, the Labour Party would end zero-hours contracts. Well, you had 13 years in power; you did not do it then. Are you actually going to do it if you get back into power this time?

Glenis Willmott (S&D), blue-card answer. – We have actually been talking about zero-hours contracts for a long time. I have not heard UKIP talk about it. We have said quite clearly that we will stop the abuse of zero-hours contracts. That is something we are determined to do and it is something everybody in Britain should be determined to do.

Bernd Lange (S&D). - Herr Präsident, Frau Ratsvorsitzende! Ich finde es völlig richtig, den Schwerpunkt auf die Frage der Beschäftigung, der Revitalisierung von Industrie zu setzen. Dazu gehören natürlich auch gute Handelsverträge, weil wir eine sehr stark exportorientierte Wirtschaft haben und in der globalen Wertschöpfungskette eingebunden sind. Bis zu 40 % der Wertanteile unserer Exporte sind ja schon Importe. Also brauchen wir klare und gute Handelsverträge. Deswegen bitte ich Sie eindringlich, zu prüfen, dass wir gute Handelsverträge gerade bei der TTIP und beim CETA nicht in Frage stellen durch – wie ich finde – politisch und wirtschaftlich unnötige außergerichtliche Investitionsschiedsstellen. Diese außergerichtlichen Investitionsschiedsstellen helfen keine einzige Investition zu tätigen in Europa, in den USA oder in Kanada, die brauchen wir nicht. Deswegen: Lassen Sie uns die Abkommen durch solche Schiedsstellen nicht gefährden!

Sergio Gaetano Cofferati (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Presidente, il semestre lettone si apre in una fase molto delicata per l'Europa: dovremo fronteggiare il terrorismo con azioni efficaci comuni – spero che quest'azione sia basata sull'intelligence e sulla costruzione di una cultura, anzi al rafforzamento della cultura della libertà. Guai se mettesse in discussione le libertà fondamentali per i cittadini europei, se riducesse i loro diritti, se portasse a un'involuzione della democrazia invece che al suo rafforzamento!

Nel contempo, dovremo affrontare insieme il problema della crescita: l'Europa non è uscita dalla gravissima crisi che l'ha colpita. Servono politiche di investimento mirato e serve flessibilità nella gestione della spesa pubblica e dei conti di ciascun paese, fatti certo in quadro definito, ma con la flessibilità e la ragionevolezza che serve. Noi abbiamo bisogno di una crescita per i nostri figli, il semestre suo sarà molto impegnativo anche per questa ragione.

Tanja Fajon (S&D). - Latvija svojo pot začena z določeno grenkobo. Ne zaradi vas gospa predsednica. Riga bo morala predsedovanju nujno dodati globalno in pa socialno razsežnost. Stopnjevanje nestrpnosti, nacionalizma, ekstremizma in drugih skrajnih obnašanj je danes razlog za veliko skrb.

Vzroke za radikalizacijo moramo iskati v naši družbi in prevzeti odgovornost. To nam je zausnica, da premalo pozornosti namenjamo multikulturalnosti in vključevanju priseljencev v našo družbo. Več naporov moramo vložiti v pomiritev in pa vzpostavitev premirja med zahodom in muslimanskim svetom in prvi tak pogumen korak bi bil – k sožitju narodov – priznanje Palestine.

Šokiralo me je nedavno poročanje francoskih medijev, da se v šolah stopnjuje nasilje med otroki in da nekateri celo niso želeli pristopiti k minuti molka. Evropa pa si prisluži tudi rdeči karton zaradi strogih varčevalnih ukrepov, zlasti na račun izobraževanja in sociale, še posebej za najranljivejše skupine v naši družbi.

Patrizia Toia (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Presidente è bello che la Lettonia guidi l'Europa, perché ciò dimostra come l'unità degli europei – io vengo dal Sud, dall'Italia – può far camminare la storia e che una donna sia capo del Consiglio è un segno della *leadership* femminile. Auspicio e le chiedo di guidare il Consiglio in continuità con il lavoro della Presidenza italiana, che ha posto con forza e perseguito la priorità della crescita e degli investimenti, perché noi abbiamo bisogno di una governance economica europea forte ma finalizzata alla crescita, al lavoro non a deprimere l'Europa e a ingabbiarla.

Sulla politica industriale è importante quanto Lei dice, perché noi dobbiamo rafforzare la capacità produttiva del nostro continente mantenendo l'innovazione nei settori più eccellenti ma diffondendola in tutti i settori – le segnalo anche l'importanza del *made in*, come hanno fatto altri colleghi. Sul digitale, le dico che per la chiusura del pacchetto Telecom sono importanti le indicazioni del Parlamento europeo, che ha parlato chiaro: roaming zero, servizi accessibili e sicuri per i cittadini e investimenti per la banda larga. Un'ultima parola su EXPO e gli obiettivi del Millennio che sono pure ricompresi nel suo piano di lavoro.

Streda 14. januára 2015

Andi Cristea (S&D). - Mr President, Prime Minister, the EU is confronted with many domestic challenges. During the debate this morning we have identified the priority issues and the way ahead, but today we cannot decouple domestic priorities from external challenges. The political and security landscape on the very doorstep of the Union is one of crisis and outright conflict, both to the east and to the south.

If the EU's success or credibility is determined in our own neighbourhood, then today the Union is called upon to make the ultimate effort for peace and prosperity on the European continent. I know that the Eastern Partnership summit in Riga constitutes a top priority for the Latvian Presidency. I am glad that Commission Vice-President Timmermans is here, because the Commission is already working on the review of the European Neighbourhood Policy.

This year we have a unique opportunity to make a fresh start. The Union needs bold action within and beyond its borders. Prime Minister, I wish you and the Latvian Presidency every success in this important test.

Carlos Zorrinho (S&D). - Senhor Presidente, no Ano Europeu do Desenvolvimento a prioridade dada pela Presidência da Letónia à agenda digital merece ser saudada. Há quem olhe para o digital como uma plataforma estritamente tecnológica. Não é. É sobre a plataforma energética e digital que a União Europeia tem que encontrar respostas para os nossos desafios de crescimento, de emprego, de conectividade e de segurança.

A União Europeia foi perdedora no ciclo tecnológico que está agora a chegar ao fim. Por isso ficámos expostos, económica e socialmente, e fomos desviados para a periferia geoestratégica. O novo ciclo tecnológico é uma oportunidade, uma oportunidade ao nível da segurança, uma oportunidade ao nível da cibersegurança, uma oportunidade na proteção de dados, uma oportunidade de criação de mais transparência, regulação de mercados, fiscalidade, uma oportunidade para a criação de novos produtos, de novos serviços geradores de riqueza, geradores de emprego.

Senhora Presidente, o sucesso da sua agenda será também o sucesso do Ano Europeu do Desenvolvimento e terá implicações dentro e fora da União Europeia. As maiores felicidades.

Isabelle Thomas (S&D). - Monsieur le Président, Madame la Première ministre, la réussite du plan d'investissement pour relancer la croissance et l'emploi est affichée dans votre programme comme une priorité et je m'en réjouis. Mais un plan de relance a besoin d'argent frais et – nous le voyons dans le montage et les discussions autour du plan Juncker – c'est difficile. Depuis plusieurs années, nous interpellons le Conseil sur l'urgence pour l'Union de retrouver des ressources propres. C'est une condition sine qua non pour sortir le budget de l'Union de la logique du juste retour, logique mortifère qui tue toute ambition communautaire.

La crise des paiements n'est rien d'autre qu'un endettement sournois de l'Union et les factures impayées, plus lourdes d'année en année, alimentent la méfiance et le discrédit vis-à-vis de nos institutions. Votre Présidence devra travailler sur des solutions concrètes proposées par la Commission. La proposition d'échéancier sur la crise des paiements et le premier rapport d'étape du groupe à haut niveau sur les ressources propres doivent figurer, me semble-t-il, parmi vos priorités.

Madame la Première ministre, avec la lourde tâche de prioriser les travaux du Conseil..

(Le Président retire la parole à l'oratrice)

Enrique Guerrero Salom (S&D). - Señor Presidente, señora Primera Ministra, señor Vicepresidente de la Comisión, en el debate de ayer sobre el anterior Consejo, el Consejo de diciembre, yo señalé que la Comisión había mostrado prontitud, pasión y determinación por llevar adelante su trabajo, había presentado a tiempo el programa de inversiones, había —ayer— aprobado la regulación del Fondo de inversiones estratégicas y, sobre todo, había declarado y puesto en práctica su voluntad de trabajar con el Parlamento a través del procedimiento legislativo ordinario.

Sin embargo, el Consejo de diciembre no fue un Consejo equivalente en ambición y en compromiso. No se asumieron compromisos de destinar fondos públicos a este fondo de inversión, a este plan de inversión. Yo pido a la Presidencia letona que utilice, desde el principio, su presión sobre los Estados miembros para que contribuyan con estos fondos al plan de inversión.

Streda 14. januára 2015

Respecto al Año Europeo del Desarrollo, se produce justamente en el período de su Presidencia la preparación de dos cumbres sumamente importantes para el desarrollo, como son la Cumbre sobre el Cambio Climático, en París, y la Cumbre, al final del año, en Nueva York, sobre los objetivos post 2015. Como ponente permanente del Parlamento Europeo para la ayuda humanitaria, quiero subrayar la necesidad de incluir la ayuda humanitaria, la perspectiva de la ayuda humanitaria, en lo que se refiere al año ..

(El Presidente interrumpe al orador)

Catch-the-eye-Verfahren

Alojz Peterle (PPE). - Vesel sem, da vidim na delu uspešno in ambiciozno Latvijo, prvič v vodilni evropski vlogi. Moje iskrene čestitke in najboljše želje. Latvija se je kvalificirala za to vlogo kot zgled države, ki je z odločnimi reformami premagala globoko krizo.

Kolegu, ki je nespoštljivo govoril o uspehu Latvije, bi rad rekel tole: če naš nekdanji kolega Dombrovskis pred nekaj leti s svojo ekipo ne bi prevzel odgovornosti za vladanje, bi ostala Latvija bolnik z bistveno višjo depopulacijo.

Pozdravljam ambicijo, celovit koncept in prioritete latvijskega predsedovanja. Pozdravljam tudi programsko usklajenost s Komisijo. Zelo mi je všeč napoved pregleda strategije 2020. Pričakujem, da bo strategija lepih ciljev nadgrajena z novimi integralnimi medsektorskimi razvojnimi koncepti.

Vidim izrazito potrebo, da pride do takega koncepta v trojčku energija, kmetijstvo in okolje. Posebno dodano vrednost želim Latviji glede prihodnosti vzhodnega sosedstva.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). - Κυρία Πρωθυπουργέ, η ενέργεια είναι κύριος πυλώνας του «επενδυτικού πακέτου Juncker», όπως έχει ονομασθεί. Ταυτοχρόνως, η ενέργεια και η Ενεργειακή Ένωση είναι ένας στρατηγικός στόχος για όλη την Ευρώπη. Έχετε αναφέρει ότι λόγω της γεωγραφικής θέσης της χώρας σας, θα απευθυνθείτε, εκ του φυσικού, προς την Ανατολή. Ωστόσο, στην Ανατολική Μεσόγειο, στη νότια πλευρά της Ευρώπης, έχουμε σημαντικές εξελίξεις. Ένα κράτος μέλος μας, η Κυπριακή Δημοκρατία, της οποίας το ένα τρίτο του ευρωπαϊκού της εδάφους κατέχεται από την Τουρκία, προσπαθεί να εξορύξει και να αξιοποιήσει το φυσικό αέριο και την ενέργεια για τα στρατηγικά συμφέροντα της ίδιας της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Με ένα πολύ ισχυρό ψήφισμά μας, εδώ, αναγνωρίσαμε τα κυριαρχικά της δικαιώματα και ταυτοχρόνως καταδικάσαμε τις ενέργειες της Τουρκίας. Έχουμε όμως και νέες παράνομες ενέργειες. Σας ζητώ να μας πείτε τι θα πράξετε επ' αυτού.

Kazimierz Michał Ujazdowski (ECR). - Szanowna Pani Premier! Też bardzo chcę podziękować i pogratulować tego oszczędnego i solidnego wystąpienia. Bardzo się cieszę, że naród, który potrafił wyzwolić się od sowieckiej reprezentacji, może dziś przewodzić Unii Europejskiej, i cieszę się również, że podtrzymała Pani europejską politykę wschodnią tak wyraźnie, mówiąc szczerze i z odwagą, iż europejskiemu bezpieczeństwu i europejskiej solidarności grozi niebezpieczeństwo ze strony imperializmu rosyjskiego. To nie jest – jak mówiła jedna z moich przedmówczyń – wywoływanie wojny, to jest po prostu realna, solidarna odpowiedź na zagrożenie nie tylko dla Europy Wschodniej, ale także dla całego Starego Kontynentu. Dziękuję za te słowa. To było rzeczywiście wystąpienie solidne i oszczędne. Chciałbym przede wszystkim pogratulować też tego fragmentu, który dotyczył oszczędnej legislacji, jasnej, oszczędnej legislacji.

José Inácio Faria (ALDE). - Senhora Primeira-Ministra, bem-vinda. Ouvimos hoje aqui as principais áreas de prioridade para a Presidência letã, sendo que uma delas se prende com uma União Europeia mais competitiva para apoiar o crescimento, maior bem-estar para os cidadãos e mais desenvolvimento futuro. Não podemos estar mais de acordo quanto a estes objetivos.

Quero, no entanto, referir-me a uma proposta legislativa de que sou relator e que toca nestes pontos: a diretiva da transparência das medidas que regulamentam os preços dos medicamentos para uso humano à qual V. Ex.^a não faz qualquer referência. Razão tem a minha colega Sophia in 't Veld quando diz que há muitas propostas legislativas bloqueadas no Conselho. Trata-se, Senhora Presidente do Conselho, com esta diretiva, de facultar aos doentes um acesso mais rápido aos medicamentos inovadores melhorando o seu bem-estar. Trata-se de acelerar a entrada no mercado de medicamentos genéricos, o que significa menores custos para os sistemas nacionais de saúde. Trata-se ainda de diminuir o peso burocrático às empresas num setor industrial que é estratégico para a competitividade europeia.

Streda 14. januára 2015

Recordo, Senhora Primeira-Ministra, que o Parlamento Europeu assumiu já a sua posição em primeira leitura e que nesta legislatura, eu e os meus colegas...

(O Presidente retira a palavra ao orador)

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL). - Senhora Presidente, hoje na União Europeia, sobretudo nos povos do Sul - a Galiza entre eles - muitas pessoas sofrem de pobreza, fome, e exclusão social. A Presidência letã deveria encaminhar os trabalhos para estabelecer a renda básica universal.

A saúde e o acesso a medicamentos. Hoje em dia há pessoas doentes com hepatite C que não recebem medicamentos por causa da especulação e da Troica. Não acha que um dos objetivos da Presidência deveria ser recuperar os serviços públicos e garantir o acesso de todas as pessoas à saúde?

Do desemprego que atinge os jovens, nada foi dito também.

Em 31 de março acabam as quotas leiteiras. Há uma grande preocupação no setor. A redução dos preços na origem já é uma realidade. Não acha que deveria ser um objetivo da Presidência propor que continuem as políticas públicas para o controlo da produção?

Juntemo-nos ao vento do sul, que chegará da Grécia com Syriza, para impulsionar as mudanças de que a União Europeia tanto precisa.

Gianluca Buonanno (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, io mi rivolgo a chi oggi inizia questa avventura del semestre europeo. Al di là di tutti i paroloni che si fanno, facendo anche il sindaco, vedo gente tutti i giorni che mi chiede aiuto, che chiede delle risposte sia alla mia città, alla mia nazione, l'Italia, ma anche all'Europa.

Abbiamo visto in questi anni quanto la gente sia diventata più povera, le politiche europee l'hanno fatta diventare più povera. Allora io le dico: facciamo una cosa molto concreta. Lei lo sa che in Europa negli ultimi mesi e negli ultimi anni è diminuita la possibilità di mangiare la carne mentre è aumentato l'acquisto delle uova perché sono molto più economiche? Forse qua dentro nessuno capisce che cosa sia la carne? Queste sono due fettine di carne, la gente europea, milioni di persone, non riescono più a mangiare questo perché è diventato un miraggio, perché non ci sono i soldi. In compenso mangiano solo uova! Allora fate la politica per i piccoli, aiutate le famiglie, aiutate la gente che non ha la possibilità di comprare neanche più le fettine di carne e facciamo in modo che le uova vanno bene consumate ma ..

(Il presidente interrompe l'oratore)

Marek Plura (PPE). - Panie Przewodniczący! Szanowna Pani Premier! Cieszę się, że prezydencja łotewska uwzględniła w swoich priorytetach kwestię praw człowieka i włączenie społeczne, a także, że planuje się zająć sytuacją osób niepełnosprawnych. Wierzę, że działania prezydencji przyczynią się do znaczącego postępu prac nad wprowadzeniem Europejskiej Karty Osoby Niepełnosprawnej. Dzięki Karcie osoby niepełnosprawne przemieszczając się mogłyby w pełni korzystać z udogodnień oferowanych w poszczególnych krajach, co przyczyni się do większej mobilności i pełniejszego dostępu do pracy i nauki zagranicą dla tej grupy obywateli Europy. Mam też nadzieję, że projekt wprowadzenia Karty znajdzie się w programie spotkania wysokiego szczebla na temat niepełnosprawności, które odbędzie się w maju.

Neena Gill (S&D). - Mr President, my congratulations to Latvia for taking over the first Presidency of the EU.

Prime Minister, I welcome your programme and in particular the importance you have placed on the financial services sector and the need to get the framework right. However, as a rapporteur for the money market funds, I am disappointed not to see this more clearly in your programme. This is important legislation that has been on the table since September 2013, and the main concerns and possible solutions are well established. The Committee on Economic and Monetary Affairs of this House will vote on this in March this year. Therefore I would like your commitment that your Presidency will work with us to conclude on this issue.

A quick second point: you place great emphasis on developing relations with Central Asia. I would ask you to expand this to the whole of Asia, especially India and China, and I hope you will set the framework for re-establishing EU-India summits.

Streda 14. januára 2015

Krzysztof Hetman (PPE). - W najbliższym półroczu Unia będzie próbowała powrócić na ścieżkę wzrostu gospodarczego. Plan Junckera jest ambitny, a oczekiwania związane z jego wdrożeniem niemałe. Przed prezydenturą stoi ważne, ale trudne zadanie sprawnego przeprowadzenia prac nad utworzeniem Europejskiego Funduszu na rzecz Inwestycji Strategicznych. Wniosek ustawodawczy w tej sprawie Komisja ma przedstawić jeszcze w styczniu.

Drugą, równie ważną kwestią jest bezpieczeństwo i stabilność polityczna naszego kontynentu. Nasza wspólnota nie będzie bezpieczna, jeśli za wschodnią granicą wciąż będzie się toczył konflikt zbrojny. Dlatego zgadzam się z panią premier, że Europa musi być bardziej zaangażowana w skali międzynarodowej. Europejska polityka sąsiedztwa wymaga wzmocnienia i być może także przeformułowania, a planowany na maj szczyt Partnerstwa Wschodniego będzie w tym kontekście kluczowy.

Łotwa przedstawiła rozsądny program i wybrała dobre priorytety. Każde działanie Unii, aby było efektywne, musi odbywać się przy współpracy Komisji, Parlamentu i Rady.

Monika Flašíková Beňová (S&D) - Moja krajina, Slovenská republika, bude v roku 2016 tiež predsedať prvýkrát Európskej únii. Vy prichádzate v čase, keď je situácia v Európe veľmi dramatická z pohľadu zahraničnopolitických, ale aj z pohľadu ekonomických a sociálnych záležitostí. Máme tu ťažkú situáciu v Grécku, máme ťažkú situáciu na Ukrajine. To všetko bude súčasťou vašej agendy a to všetko budete musieť riešiť možno rýchlejšie ako veľmi ušľachtilú myšlienku digitálnej agendy, ktorú ste si do svojho programu dali.

Ja by som vám teda chcela zaželať, aby sa vám to všetko dobre podarilo. Pretože občanom členských štátov Európskej únie musíme ukázať, že robíme niečo pre nich; že všetko to, o čom tu rokujeme, má nielen byrokratický a administratívny rozmer, ale má to priamy dopad na ich životy. Pochádzate tiež z krajiny, kde situácia zamestnaných a ich mzdy nie sú také dobré, ako niekde v západnej Európe, takže dúfam, že sa bude aj táto situácia zlepšovať. U nás na Slovensku by sme to ocenili.

(Ende des Catch-the-eye-Verfahrens)

Frans Timmermans, First Vice-President of the Commission. - Mr President, I note with great satisfaction that there is a lot of expectation in Parliament for the Latvian Presidency, and you do not have such a level of expectation without an equal level of trust in the ability of the Latvian Presidency to perform that duty. The Commission fully shares the trust in the Latvian Presidency. We know from experience that there is only one way Europe moves forward, and that is if the three institutions responsible for moving Europe forward work together, hand in hand, with a joint programme and with joint ideas about the future.

I want to come back to an issue which was raised by one of the honourable Members about the ability of Latvia to play its part, in the context of its history and its difficult paths in the last couple of years. Exactly 24 years ago I was in Riga when the oppressor, the Soviet Union, tried to prevent Latvia from fulfilling its destiny of being a free country again, and violence was used on the streets of Riga. I was there, I witnessed it, and it is a moment of great pride and joy for me to be standing here today, 24 years later, seeing in this institution the Latvian Presidency with its ambitions, its talent and its ability to take the European Union ahead with our ambitions and with everything we need to do in the next six months.

If you had told me in that cold January in 1991 that this was going to happen in January 2015, I would have probably called medical services to have you committed – but here is what has been achieved, thanks to the ambitions of the Latvian people to be free. They did not choose to become members of the European Union because they wanted somebody in the European Commission, because they wanted somebody in the European Parliament or because they wanted to be part of institutions. They wanted to be members of the European Union because they shared the values upon which the European Union is based. That was the European family they wanted to belong to, and they have made these ambitions come true.

Today those values are being challenged from the outside as well as from the inside of the Union, and the ambition of the Latvian Presidency, mirrored by the ambition I hear today in Parliament and by the ambition of the Commission, is to face the challenges and give an answer to them: to make sure that more people get jobs in Europe, that our rule of law is strengthened in Europe, that we are stronger in order to face outside threats, and that we use the potential of the energy union, of the digital single market and of all the things that will create a stronger European economy.

Streda 14. januára 2015

I want to conclude by saying that the Commission has full trust in the excellence of the Latvian Presidency and its ability actually to deliver what all of us here today want for the European Union.

Laimdota Straujuma, *Amatā esošā Padomes priekšsēdētāja*. - Cienījamie deputāti! Komisijas locekļi! Vispirms es gribu pateikt lielu paldies jums par interesi, viedokļiem un jautājumiem. Un gribu pateikt paldies Frans Timmermans kungam par atgādinājumu par to, kas notika tieši janvāra dienās Rīgā. Es zinu, ka viņš bija tieši tajā vietā, kur tai mirklī šāva visvairāk. Tā kā tas ir zināms emocionāls mirklis. Es mēģināšu atbildēt uz jūsu jautājumiem, bet vispirms gribu pateikt, ka ir ļoti svarīgi, ka Eiropas Parlaments, Komisija un Padome strādā kopā. Un tikai kopā mēs varēsim panākt to, ko daži no Parlamenta locekļiem teica, proti, ka mēs strādāsim mūsu cilvēku — Eiropas cilvēku — labā. Savas atbildes uz politisko grupu un deputātu komentāriem un jautājumiem es sagrupēšu trīs daļās: pirmkārt, drošība, tad — iesaistīta vai globāla Eiropa un, treškārt, izaugsme.

Par drošību. Tā ir visu mūsu atbildība sniegt atbildi drošības izaicinājumiem, un šajā ziņā es uzskatu, ka Šengenas sistēma un brīva personu kustība ir nenoliedzams Eiropas Savienības pamatprincips. Nevaru piekrist deputātiem, kuri aicina apturēt Šengenas darbību. Apturot Šengenas darbību, mēs demonstrēsim savu vājumu un parādīsim tiem, kas uzbrūk mūsu vērtībām, ka viņi var gūt virsroku un panākt savu. Varu tikai vārds vārdā atkārtot Gianni Pitella kunga teikto par Šengenu. Attiecībā uz daudz pieminētā pasažieru reģistra datiem aicinu vēlreiz paraudzīties uz šiem jautājumiem. Saprotam, ka jautājumi ir politiski jutīgi elementi; mēs varam diskutēt par modalitātēm, bet mums ir jārikojas.

Par iesaistītu Eiropu. Es absolūti piekrītu, ka mums vienlīdz liela uzmanība jāpievērš mūsu kaimiņiem gan dienvidos, gan austrumos. Vēlos vēlreiz uzsvērt, ko jau minēju savā uzrunā, proti, ka Krievijas agresija Ukrainā nav tikai divpusējs Krievijas un Ukrainas jautājums, bet tas ir jautājums arī par Eiropas un pasaules drošību. Labākais veids, kā risināt šo krīzi no Eiropas Savienības puses, ir saglabāt Eiropas Savienības vienotību šajā jautājumā. Eiropai, Eiropas Savienībai jāturpina aizstāvēt savi principi gan vārdos, gan arī darbos. Mēs uzskatām, ka mums jāstrādā trijos virzienos. Vispirms jāsniedz praktiskais un politiskais atbalsts Ukrainai un citām Austrumu partnerības valstīm. Protams, mēs sagaidām arī reformas, kas notiek šajās valstīs. Otrkārt, jārisina attiecības ar Krieviju, turpinot diplomātisko dialogu un spiedienu, ievērojot starptautiskās tiesības un Minskas vienošanos. Treškārt, ir jānostiprina sava iekšējā un ārējā drošība.

Prezidentūras laikā mēs centīsimies veidot politisko procesu un panākt, meklēt miermīlīgu un ilgtspējīgu risinājumu konfliktam Ukrainā, respektējot valstu neatkarību, suverenitāti un teritoriālo integritāti. Mums visiem ir svarīga — un es uzskatu, ka arī Krievijai ir svarīga — stipra un stabila Ukraina. Tāpēc (un te saku paldies Komisijai, kas to šogad jau ir izdarījusi) jāsniedz atbalsts Ukrainas ekonomikai.

Tālāk, atbildot uz deputāta Dimitrios Papadimoulis jautājumu par transatlantisko tirdzniecības un investīciju partnerību (TTIP), mēs uzskatām, ka TTIP jābūt abpusēji izdevīgam līgumam. Mums jābūt abām pusēm vienlīdzīgiem partneriem — Eiropas Savienībai un Amerikas Savienotajām Valstīm. Ņemot vērā pieaugošo sabiedrības interesi par TTIP, mēs aktīvi sadarbosimies, lai sarunas, ko veiks Komisija, būtu arī saistītas un tiktu atspoguļotas sabiedrībai. Ir ļoti svarīgi informēt sabiedrību un nodrošināt daudz lielāku caurskatāmību šajās sarunās.

Ja runājam par izaugsmi, tad, kā jau daži no kolēģiem teica — un arī to atbalsta Komisija —, nākamajos gados Eiropas Savienības izaugsmes pamatā jābūt strukturālām reformām, fiskālajai atbildībai un investīcijām. Un investīcijas un sociālā dimensija ir savstarpēji saistītas. Ja nav izaugsmes, ikvienai valdībai ir grūti būt sociālai. Tāpēc es uzskatu, ka ir jāprot domāt par abām dimensijām. Mēs esam ilgstoši runājuši par investīcijām teorētiski, un šodien es gribu apsveikt Komisiju un Jean-Claude Juncker kungu, ka Komisija ir piedāvājusi priekšlikumu investīcijām Eiropas Savienībai, un tā ir Latvijas prezidentūras, Komisijas misija, un man ir lūgums arī Parlamentam uzskatīt to par savu misiju, lai šīs investīciju programmas risinājumi būtu pieejami mūsu uzņēmējiem jau šā gada nākamajā pusgadā.

Es dzirdēju daudzus vārdus par Latvijas krīzes pārvarēšanu. Paldies par novērtējumu, un es pieņemu arī kritiku, bet ir skaidrs, ka Latvija krīzi ir pārvarējusi un Latvijas izaugsme turpinās, un mēs ar to lepojamies. Katrai valstij, kurā ir krīze, es nevaru teikt, ka Latvija būs piemērs visām valstīm, kā rīkoties. Katra valsts ir unikāla, un katra valsts izvēlas pati savu ceļu, kā rīkoties krīzes pārvarēšanā. Mēs esam izvēlējušies savu ceļu, un tas ir bijis veiksmīgs. Un es gribu teikt, ka ne tikai taupība bija Latvijas krīzes pārvarēšanas ceļa pamatā. Tās bija arī investīcijas, tā bija veiksmīga kohēzijas līdzekļu izmantošana, tās bija strukturālās reformas, tas bija vesels pasākumu komplekss. Un te — Manfred Weber kungs aizgāja, bet, kā jau teicu, es gribētu piekrist arī tam, ko Weber kungs un vairāki citi kolēģi teica, ka izaugsme iespējama tikai tad,

Streda 14. januára 2015

ja mēs atrodam šo pareizo balansu starp fiskālo disciplīnu, strukturālām reformām un investīcijām ekonomikā. Šis ir ne tikai Latvijas, bet gan mūsu visu kopējs izaicinājums.

Tālāk deputāts Dimitrios Papadimoulis par kohēziju. Kā jau minēju iepriekš, mums kohēzija ir ļoti svarīga. Mēs to saprotam, mēs to izmantojam, un mēs Latvijā ļoti labi redzam, kā gan kohēzija, gan struktūrfondi veicina mūsu ekonomikas izaugsmi. Par 315 miljardu investīciju plānu. Vēlos vēlreiz apliecināt, ka Latvijas prezidentūra strādās, balstoties uz decembra Eiropadomē nolemtu, lai veicinātu savlaicīgu vienošanos. Un vienlaikus es gribu piekrist Robertam Zīles kungam un Matt Carthy kungam par to, ka mums jāmeklē veidi, kā veicināt investīcijas ikvienā Eiropas Savienības dalībvalstī. Un, protams, es arī piekřitu Jean Arthuis kungam par investīciju vides sakārtošanu. Un ir skaidrs, ka, lai mēs ieviestu šo investīciju plānu, mums ir vajadzīga, es jau atkārtoti minēšu, mums būs vajadzīga trīspusēja sadarbība. Un ne tikai trīspusēja Padome. Tas nozīmē visas 28 valstis.

Vairāki deputāti pieskārs jautājumam par Grieķiju. Vēlos teikt, ka mēs cieši sekojam notikumu attīstībai Grieķijā. Mums jāņem vērā un jārespektē Grieķijas iedzīvotāju izvēle, kuru tie veiks 25. janvārī. Mēs pieņemam, ka pēc vēlēšanām Grieķija īstēnos to, ko paredz vienošanās, un turpinās reformu programmu, par kuru tā vienojusies ar starptautiskajiem līderiem vai valstu vadītājiem. Izmaiņas programmā var tikt veiktas, bet tikai tad, ja ir visu pušu piekřīšana. Pēc Grieķijas vēlēšanām būs nepieciešams rast Grieķijai un Eiropas Savienībai abpusēji pieņemamu risinājumu. Es uzskatu, ka mēs visi esam ieinteresēti, lai Grieķija paliktu eirozonā un turpinātu tos solījumus, ko tā ir devusi, virzoties uz ekonomisko atlabšanu.

Tālāk, vairāki kolēģi mūs uzrunāja ar jautājumiem par enerģētikas savienību. Gribu pateikt paldies visiem, kuri atbalstīja šo mūsu prioritāti, kas ir viens no konkurētspējas nosacījumiem, un Latvijas prezidentūra turpinās strādāt pie enerģētikas savienības izveides. Esam gandarīti, ka tās izveide sāksies Rīgas procesa ietvaros. Jaunajā enerģētikas savienībā svarīgākajiem elementiem ir jābūt dalībvalstu solidaritātei, funkcionējošam, labi savienotam enerģētikas iekšējam tirgum, spēcīgai enerģētikas diplomātijai, konkurētspējīgai enerģijai un enerģētiskajai neatkarībai, kā arī, kā jau daži minēja, pārvaldības jautājumiem.

Atbildot uz deputātu Sophia in 't Veld un Pilar del Castillo Vera jautājumu par telekomunikāciju vienoto tirgu, prezidentūra turpinās darbu pie priekšlikuma un strādās pie kompromisa panākšanas Padomē. Saprotu, ka tas nav vienkārši, bet turpmākajam darbam jākoncentrējas uz tiem priekšlikuma elementiem, kas sniegs pievienoto vērtību, proti, viesabonēšanu un tīklu neitralitāti. Vēlamies panākt kvalitatīvu risinājumu — tādu, kas radīs ieguvumus. Mums jāizvairās no mobilo sakaru izmaksu kāpuma dalībvalstu iekšienē. Atbildot uz deputātes Sophia in 't Veld jautājumu par datu aizsardzību, mūsu prezidentūras prioritāte ir aktīvi strādāt pie datu regulas ar mērķi panākt vispārēju pieeju Tieslietu un iekšlietu ministru padomē. Uzskatām, ka digitalizācijas laikmetā vienots datu aizsardzības regulējums stiprinās datu aizsardzību Eiropā. Vienlaikus Latvija pilnībā apzinās diskusiju sarežģītību par atlikušajiem problēmjautājumiem un šo projektu kopumā.

Deputāts Pavel Telička runāja par labāku likumdošanu. Es pilnīgi atbalstu pirmā viceprezidenta Frans Timmermans darbu, lai mēs tiešām nonāktu pie labākas likumdošanas, lai mēs vienmēr būtu izvērtējuši pašu piemērotāko risinājumu un lai mūsu pieņemtās politikas būtu visperspektīvākās.

Vēl es gribētu izmantot iespēju un aicināt Eiropas Parlamentu atjaunot darbu pie Eiropas pasažieru datu reģistra. Es aicinu un ticu, ka Eiropas Parlaments būs ciešs sadarbības partneris Padomei un Komisijai.

Cienījamie deputāti! Cienījamā Komisija! Es gribu vēlreiz pateikt paldies visiem par interesi, par uzdotajiem jautājumiem. Tas iedvesmos Latvijas prezidentūru tālākam darbam. Mēs — katrs no mums — esam gatavi strādāt kopā ar jums, lai izveidotu labāku Eiropu, kura ir labvēlīga katram Eiropas Savienības iedzīvotājam. Paldies jums visiem!

Der Präsident. - Die Aussprache ist geschlossen.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Biljana Borzan (S&D), nāpisan. – Kao izvjestiteljica u sjeni za regulativu o In vitro medicinskim uređajima i direktivu o transparentnosti mjera za određivanje cijena lijekova, nadam se da će latvijsko predsjedanje Europskim vijećem donijeti zakonodavni napredak koji Europski parlament i europski pacijenti već predugo čekaju. Pozivam kolege iz Vijeća da se uhvate u koštac sa sve većim problemom prekomjernog uživanja alkohola u Europi, pogotovo među mladima. Alkoholizam košta europska gospodarstva oko 150 milijardi eura godišnje, dok je društvena šteta nemjerljiva. Nadam se da će latvijski kolege pokazati malo političke hrabrosti i predložiti nova rješenja za ovaj problem. Pozdravljam najave da će jedan od prioriteta biti reguliranje i razvoj eHealth i mHealth tehnologija. To su alati koji nacionalnim zdravstve-

Streda 14. januára 2015

nim sustavima mogu pomoći u situaciji u kojima su troškovi sve veći, a proračunska sredstva sve manja.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), γραπτώς. – Θα ήθελα να ευχηθώ καλή επιτυχία στη Λετονική Προεδρία, αλλά φοβάμαι ότι το πρόγραμμα το οποίο κατέθεσε δεν προοιωνίζεται τίποτα τέτοιο. Η νέα Προεδρία ξεκινάει από ουτοπικές παραδοχές, όταν μας βεβαιώνει ότι τα σύμφωνα οικονομικής διακυβέρνησης Six-Pack και Two-Pack του 2011 και του 2013 βοήθησαν ήδη στην καλύτερη αντιμετώπιση του υπερβολικού δημόσιου χρέους των κρατών-μελών της Ένωσης. Στην πραγματικότητα το συνολικό δημόσιο χρέος των 18 κρατών-μελών της ευρωζώνης σημείωσε μεγάλη αύξηση στα χρόνια της κρίσης, από 83% του ΑΕΠ τους το 2010 στο 95% το 2014, πολύ μακριά από τον στόχο της Συνθήκης του Μάαστριχτ για δημόσιο χρέος κάτω του 60% του ΑΕΠ. Από την άλλη πλευρά εξάλλου οι ακολουθούμενες πολιτικές σκληρής λιτότητας διογκώνουν την ανεργία και οδηγούν ολόένα μεγαλύτερο ποσοστό του πληθυσμού στο κατώφλι της φτώχειας ή κάτω από αυτό. Εκείνο που χρειαζόμαστε για να καταστεί βιώσιμη η νομισματική ένωση είναι μια γενικευμένη αναδιάρθρωση του δημόσιου χρέους με ευθύνη και πρωτοβουλία των ευρωπαϊκών θεσμών. Εάν δεν υπάρξει ουσιαστική ελάφρυνση με τον τρόπο αυτόν του δημόσιου χρέους ιδίως των μεσογειακών κρατών-μελών είναι μακροπρόθεσμα αδύνατη η επιβίωση της ευρωζώνης.

Carlos Coelho (PPE), por escrito. – Os ataques terroristas a Paris levaram a que fosse transformada em prioridade horizontal da presidência Letã algo que deve estar sempre no núcleo da actuação da União: a defesa dos valores europeus. A Presidência colocou também como prioridade a resolução do dossier PNR o que já me parece mais discutível. Importa relembrar que, ao longo dos últimos anos, a UE tem vindo a aprovar diversos instrumentos de combate ao terrorismo. Em particular desde 2001, temos dedicado particular atenção a este fenómeno. Nomeadamente com o fortalecimento da Europol, dos mecanismos de cooperação entre polícias ou o desenvolvimento do novo Sistema de Informação Schengen. Além das diversas propostas já em discussão, a Presidência letã definiu como prioridade a revisão da estratégia europeia de segurança interna, que identificará os desafios, princípios e orientações dentro da União Europeia. Espero que a Presidência mantenha uma abordagem equilibrada e não coloque em causa, em nome da segurança, o valor que esta visa proteger: a Liberdade. Se, em nome da luta contra o terrorismo, aceitarmos limitar as nossas liberdades estaremos a conceder aos terroristas a vitória com que eles sonham: destruir as nossas sociedades e os valores que nos definem.

Viorica Dăncilă (S&D), în scris. – Salut programul Președinției letone și apreciez atenția acordată domeniului siguranței alimentare. Suntem siguri că Uniunea Europeană are nevoie de revizuirea regulamentelor privind siguranța alimentelor. Avem nevoie de reguli clare care să prevină situațiile neplăcute în care anumiți producători sunt acuzați pe nedrept de încălcarea regulilor europene din domeniu. Exemplul concludent este cel al României. În ianuarie 2013, producătorii din țara mea au fost implicați, pe nedrept, în scandalul etichetării greșite a produselor din carne de cal. Este nedrept ca producători cinstiți să aibă de suferit de pe urma greșelilor sau relei-voințe a unor agenți comerciali necinstiți. Regulamentele și procedurile ar trebui să fie astfel create încât autorii faptelor să fie identificați cât mai repede, fără a exista victime colaterale. În ceea ce privește creșterea competitivității agriculturii europene și crearea de noi locuri de muncă în acest domeniu, consider că o atenție sporită ar trebui acordată exploatațiilor mici, fermelor familiale, de până în 10 hectare, care constituie o bună parte a suprafeței agricole cultivate în special în Europa de Est.

Martina Dlabajová (ALDE), in writing. – Mr President, first of all congratulations to Latvia, one of the smallest EU Member States, which has been entrusted – for the first time – with the great honour and responsibility to lead the Union for the next six months. I am pleased to see that the Presidency is pursuing a significant agenda in the field of employment and social affairs. As a priority, Latvia should set as a goal to call on the Member States struggling with high unemployment to implement, as a matter of urgency, structural reforms in their labour markets to improve the situation, with a specific focus on young people. Another aim should be to further facilitate labour mobility in the EU. Latvia should aim to conclude an agreement with the European Parliament on EURES regulation (the EU job search portal) as part of this wider objective. This should be accompanied by a Presidency-led communication campaign to inform the European citizens about their rights as well as job opportunities in the other Member States. Paldies!

András Gyürk (PPE), írásban. – Abban a „szerencsés” helyzetben vagyok, hogy Magyarország képviselőjeként egy balti állam képviselőjének nem kell magyaráznom az energetikai függőség problematikáját, az alternatív beszerzési lehetőségek és az infrastruktúraépítés fontosságát. Habár az lett elnökség három hivatalos célkitűzése között nem szerepel közvetlenül az energiabiztonság, a versenyképes Európai Unió megteremtésének egyik záloga a versenyző energiaforrások és az egységes, integrált energiapiac kiépítése. Aggodalommal tölt el, hogy mennyire nehézkes, lassú az energetikai célkitűzéseink megvalósítása: az egységes energiapiac megvalósításának céldátuma 2014 volt – mostanra világosan látjuk, hogy ezt nem sikerült teljes mértékben teljesíteni. A harmadik energiacsomag mihamarabbi végrehajtása elengedhetetlen a

Streda 14. januára 2015

piacok teljes integrációjához. A másik nehezen alakuló terület az egy hangon szólás a külső partnerek felé. Az ukrán helyzet kezelése kihívás az Európai Unió részére, ezért is kiemelten fontos a megfelelő egyeztetési protokollok, gyakorlat kiépítése. Úgy látom, hogy mind a versenyképességi szempontok, mind az ellátásbiztonsági megfontolások miatt gyors cselekvésre van szükség. Ezért is tekintek várakozással az energiaunió-dosszié megvitatására a következő hónapokban.

Ian Hudgton (Verts/ALE), in writing. – I welcome the acknowledgement by the Latvian Prime Minister of the need for greater transparency in the TTIP negotiation, in recognition of the growing public interest in this proposed EU/US trade deal. In my view it is crucial that TTIP does not limit the ability of the Scottish Parliament to organise public services in the way that best fits the needs of the people of Scotland. This applies most of all to health services. TTIP must not be allowed to impede the Scottish Government's freedom to manage healthcare in Scotland. In a broader sense TTIP must not curtail the ability of the Scottish Parliament to bring public services back into the public domain if that is the democratic will of the Scottish people, and to manage them in the way the Scottish people see fit. If these criteria are not met then the treaty would clearly be undemocratic. This will be of particular importance within areas such as procurement which could be too easily overlooked, particularly the promotion of local economic activity and local supply of food to public institutions like schools. I would not support TTIP if public services and local democracy were to be undermined.

Jarosław Kalinowski (PPE), na piśmie. – Priorytety prezydencji łotewskiej dotyczą ze strategicznego punktu widzenia najważniejszych obszarów rozwoju Unii Europejskiej. Skupienie się na zapewnieniu konkurencyjności naszej gospodarki i stabilności rynku wewnętrznego to zdecydowanie właściwa decyzja. W obliczu strasznych zawirowań wynikających z rosyjskiego embarga na produkty rolne pochodzące z państw członkowskich to właśnie rynek wewnątrz Wspólnoty stoi przed największymi wyzwaniami. Gorąco liczę na to, że prezydencja łotewska nada sprawom rolnym najwyższy priorytet. Efektywne wykorzystanie zasobów naturalnych oraz uproszczenia we wdrażaniu reformy Wspólnej Polityki Rolnej to także istotne zagadnienia, którym Łotwa zamierza poświęcić wiele uwagi na posiedzeniach Rady ds. Rolnictwa i Rybołówstwa. Niewątpliwie zapewnienie bezpieczeństwa żywnościowego oraz energetycznego Unii to podstawy dalszych działań. Cieszy również zwrócenie uwagi na rozwój polityki sąsiedztwa i wzmocnienie Partnerstwa Wschodniego, a także obietnice przywrócenia do kalendarza prac dyrektywy dotyczącej walki z terroryzmem. Prezydencja łotewska w Radzie UE przypada na okres dość szczególny, z uwagi na zmianę na stanowisku przewodniczącego Rady Europejskiej, nowy skład Komisji, a także ze względu na aktualne wydarzenia w Europie i jej bliskim sąsiedztwie. Mam nadzieję, że współpraca z najważniejszymi instytucjami UE będzie efektywna, a priorytety Łotwy dotyczące kluczowych zagadnień pozwolą kierować pracami Rady w taki sposób, by najbliższe półrocze przyniosło Europie i jej mieszkańcom wiele dobrego.

Ádám Kósa (PPE), írásban. – Mindenekelőtt szeretném megköszönni az elnökségnek, hogy fogytékosságügyben és különösen a katasztrófák és természeti csapások kezelésekor a fogytékos emberek szempontjait is figyelembe veszi – és itt csak utalnék az év elején megrendezett magas és szakmai szintű elnökségi rendezvényre, ahol a DRR (Disaster Risk Reduction) elemei megvitatásra kerültek fogytékosságügyi szempontból. Ez a téma nemcsak azért fontos, mert a 112-es hívószám kapcsán már eddig is aktív volt az Európai Parlament, hanem mert a fogytékos személyek jogairól szóló ENSZ egyezmény (CRPD) is kiemelten kezeli ezt a kérdéskört. Európában elsősorban a hőség és az árvizek okoznak katasztrófális állapotokat szemben Ázsiával (földrengés és szökőár), azonban ázsiai partnereink a stratégiai tervezés és gondolkodás téren előbbre járnak és érdemes tőlük tanulni. Ezért is üdvözlöm, hogy egy magas szintű találkozót tervez fogytékosságügyben a jelenlegi elnökség munkájának végeztével és remélem, hogy ebben a kérdéskörben már előrelépésekről lehet majd beszámolni.

Krystyna Łybacka (S&D), na piśmie. – Cieszy mnie fakt, że prezydencja łotewska zamierza wzmocnić istotną rolę edukacji i szkoleń w promowaniu wzrostu gospodarczego, inwestycji i dobrobytu obywateli. To bardzo ważne deklaracje w kontekście przeglądu strategii Europa 2020 oraz realizacji planu inwestycyjnego Junckera. W programie wymienia się również przegląd realizacji procesu bolońskiego w ramach spotkania ministrów szkolnictwa wyższego w Erywaniu. Zaangażowanie prezydencji w odpowiednie przygotowanie tego spotkania jest kluczowe dla dalszego rozwoju procesu bolońskiego oraz tworzenia Europy opartej na wiedzy. Należy zauważyć, że pomimo iż zmiany będące wynikiem tego procesu zachodzą głównie na uczelniach, to jednak inicjatywa ta ma w znacznie mierze charakter polityczny. Stanowi on próbę wypracowania wspólnej reakcji na problemy występujące w większości krajów, w tym m.in. bezrobocie młode, niewystarczające dostosowanie systemów kształcenia do rynku pracy czy bariery utrudniające mobilność.

Streda 14. januára 2015

Między innymi z tych względów proces boloński i europejski obszar szkolnictwa wyższego mają do odegrania kluczową rolę w tworzeniu gospodarki Unii opartej na wiedzy i innowacyjności, stymulowaniu inwestycji, wzmacnianiu zatrudnienia oraz budowaniu tożsamości europejskiej. Istnieje pilna potrzeba kontynuacji i konsolidacji procesu bolońskiego, określenia nowych wyzwań i kierunków działań, zwiększenia jego finansowania, podkreślenia wymiaru społecznego i skoncentrowania się na przygotowaniu absolwentów do potrzeb rynku pracy.

David McAllister (PPE), *schriftlich*. – Die Beziehungen zwischen dem Europäischen Parlament und dem Kongress der Vereinigten Staaten von Amerika sind langjährig und intensiv. Daher finden jährlich zwei interparlamentarische Treffen statt zwischen Vertretern des Kongresses und Mitgliedern der Delegation für Beziehungen zu den Vereinigten Staaten des Europäischen Parlaments, deren Vorsitzender ich bin. Im Dezember haben wir uns mit der amerikanischen Seite darauf geeinigt, die Stärkung der Sicherheits- und Verteidigungszusammenarbeit in den Mittelpunkt der Diskussionen innerhalb des nächsten interparlamentarischen Treffens zu setzen. Die amerikanische Ko-Präsidentschaft des Transatlantischen Gesetzgeberdialogs ist sehr interessiert daran, dass dieses Treffen in Riga stattfindet. Dies hat zwei Gründe: Zum einen bestehen die transatlantischen Beziehungen neben der Wirtschafts- und Handelspolitik auch aus einer gemeinsamen Verteidigungs- und Sicherheitspolitik. Im Lichte der ganz aktuellen Herausforderungen bietet sich ein Treffen in Riga also an. Das zweite wichtige Thema der Tagung soll die Energiesicherheit sein. Da die lettische Ratspräsidentschaft sich die „Gründung einer Energieunion“ als Schwerpunkt gesetzt hat, passt dies inhaltlich ebenfalls gut.

Der Symbolwert eines gemeinsamen Treffens zwischen Abgeordneten aus Washington und Straßburg sowie der EU-Ratspräsidentschaft wird im europäischen und globalen Kontext wichtig sein. Die lettische Ratspräsidentschaft bitte ich, zum Gelingen des interparlamentarischen Treffens beizutragen und an den politischen Diskussionen teilzunehmen.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – A nova Presidência letã do Conselho tem como objetivo focar a sua atividade nas grandes propostas que serão apresentadas pela Comissão Europeia no primeiro semestre de 2015, sobretudo no que diz respeito ao novo Plano de Investimentos, ao Mercado Único Digital ou à criação da União Energética. Entendo que está na altura de avançarmos para a total integração do mercado digital, que permitirá a obtenção de importantes ganhos de eficiência. Estão em causa cerca de 260 mil milhões de euros por ano e um aumento do PIB de 4 % até 2020. Gostaria ainda de salientar que deve ser atribuída especial atenção à Península Ibérica no âmbito da criação da União Energética, dado que Portugal tem capacidade de produção de energia renovável que poderá exportar para toda a Europa, caso sejam estabelecidas as necessárias interligações.

József Nagy (PPE), *in writing*. – The recent tragic events in Paris draw our attention to a significant and still-neglected segment of European integration: the co-existence of majority and minority nations. Minorities contribute to the diversity of the European Union. National minorities make up 8%, immigrant minorities up to 6% of the EU population. These numbers are not insignificant. We generally understand the diversity of the EU as being between Member States, but the cultural and national identity of the Member States would not be the same without the co-existence with minorities. An effective and well-balanced minority protection system serves as a tool of integration rather than disintegration. Traditional and new minorities, however, have different needs and need different protection systems. The EU citizens who belong to national minorities need attention at EU level. They should get the feeling that their existence is not neglected by Brussels. Therefore I expect steps in this direction from the EU during the Latvian Presidency. It is high time to accept European minimum standards for the protection of traditional national minorities. It is also high time to rethink the effectiveness of our policies with regard to immigrant communities.

Streda 14. januára 2015

Urmars Paet (ALDE), kirjalikult. – Lätīl on Euroopa Liidu eesistujana võimalus astuda pikk samm ELi idapartnerluse edasiarendamisel. Mais Riias toimuvaks ELi idapartnerluse tippkohtumiseks peaksid kõik ELi liikmesriigid ratifitseerima Ukraina, Moldova ja Gruusiaga sõlmitud assotsieerimislepingud, et need saaksid täies mahus jõustuda. Samuti tuleb ELi idapartnerluse tippkohtumiseks liikuda edasi viisavabaduse kehtestamisega Ukrainale ja Gruusiale, nii nagu seda tehti eelmisel aastal Moldovaga. Samuti tuleb Läti eesistumise ajal leida konkreetseid võimalusi tihendada suhteid kolme ülejäänud idapartnerluse riigi Aserbaidžaaniga, Armeeniga ja Valgevenega. Ka tuleb tihendada suhteid Kesk-Aasia riikidega, kus Läti ka seni on olnud aktiivne. Seega on hea sellelt pinnalt edasi liikuda. Läti eesistumine ELis saab nii selles kui teistes valdkondades olema edukas. Läti on viimastel aastatel ise palju teinud - tulnud välja majandusraskustest, täitnud euroga liitumise kriteeriumid ning saadnud OECD kandidaatriigiks.

Eva Paunova (PPE), in writing. – A competitive Europe also means Europe with secure and reliable energy supplies. Bulgaria, similarly to Latvia, has a particularly strong interest in energy diversification, which is a key aspect of a functioning Energy Union. We have suggested the creation of a gas distribution hub on our territory in order to ensure better energy supply for the region. A newly-created High Level Working Group for cross-border diversification projects will sit in Bulgaria next month, with which we hope to create a new momentum for better synchronisation of the European energy markets. The completion of such an ambitious plan requires putting it high on the Council agenda and I strongly urge the Latvian presidency to introduce policy instruments and solidarity mechanisms in support of this action.

Another important step for achieving energy diversification would be the creation of a common mechanism for negotiating gas contracts with external suppliers for the whole of the EU. Such a mechanism would give the Europe a stronger, more united bargaining position and would prevent suppliers from using the fragmentation of the EU's energy policy and markets to enhance monopolistic practices. Since political willingness for decisive action in this regard is currently missing, I look forward to seeing the Latvian presidency stepping up its work in this regard.

Jutta Steinruck (S&D), schriftlich. – Für die erste Ratspräsidentschaft seit dem Beitritt wünsche ich Lettland viel Erfolg. Als Sprecherin der Sozialdemokraten für Beschäftigung und Soziales freue ich mich, dass ein Schwerpunkt der soziale Dialog sein soll. Ich möchte noch einmal betonen, dass der soziale Dialog ein Grundpfeiler der europäischen Politik ist. Deswegen kann es nicht sein, dass eine bereits unterschriebene Vereinbarung zwischen Sozialpartnern im Friseurhandwerk von der Kommission nicht an den Rat weitergeleitet wird. Ich fordere die lettische Ratspräsidentschaft dazu auf, Druck auf den Vizepräsidenten für den Euro und sozialen Dialog, Herrn Dombrovskis, auszuüben. Die Vereinbarung sollte unverzüglich an den Rat weitergeleitet werden. Darüber hinaus steht die Halbzeitbewertung der Strategie Europa 2020 an. Hier sind wir weit von den festgelegten Zielen im Bereich Beschäftigung und Soziales entfernt. Nur um einmal ein Beispiel zu nennen: Anstatt 20 Millionen Menschen weniger sind es nun sieben Millionen Menschen mehr, die von Armut und sozialer Ausgrenzung betroffen sind. Es ist an der Zeit, die sozial- und beschäftigungspolitischen Ziele der Strategie Europa 2020 für die Mitgliedstaaten verbindlich zu machen. Genau wie die Wirtschafts- und Finanzpolitik müssen die Sozial- und Beschäftigungsziele im Rahmen des Europäischen Semesters überprüft werden.

Ivan Štefanec (PPE), písomne – Oceňujem ciele lotyšského predsedníctva, ktorými sú vytvorenie „konkurencieschopnej, digitálnej a medzinárodne silnej Európy.“ Je dôležité brániť hodnoty ako sloboda, bezpečnosť, spravodlivosť a tolerancia, keďže práve na týchto hodnotách bola založená EÚ a čím ďalej tým viac sú tieto hodnoty porušované i na území členských štátov EÚ. Taktiež vítam stanovené ciele, ktorými sú podpora rastu a zamestnanosti, oživenie investícií, prehlbenie hospodárskej a menovej únie a dovršenie jednotného digitálneho trhu. Želám lotyšskému predsedníctvu veľa úspechov pri dosahovaní všetkých svojich stanovených cieľov.

Claudia Tapardel (S&D), în scris. – Apreciez atenția pe care Președinția letonă o acordă creșterii competitivității Uniunii Europene, prin promovarea investițiilor în produse și servicii competitive. Un domeniu care ar trebui să beneficieze de mai multă atenție din partea autorităților europene este cel al turismului. Acesta aduce o contribuție estimată la 9% în PIB-ul Uniunii Europene și angajează aproximativ 9,7 milioane de persoane. Din păcate, în ultimii ani turismul european a avut o evoluție negativă. Cota de piață a turismului european este estimată că va fi 41% la nivel global, în 2030, de la 51% cât era în anul 2000.

Streda 14. januára 2015

Pentru ca Uniunea Europeană să-și mențină statutul de lider la nivel mondial în domeniul turismului, sunt necesare investiții destinate conservării și dezvoltării patrimoniului cultural, cât și dezvoltării infrastructurii turistice, inclusiv a celei de transport. Toate aceste investiții înseamnă noi locuri de muncă și vor contribui la exploatarea mai eficientă a unei resurse inepuizabile: turismul. Sunt sigură că între Inter-grupul pentru Dezvoltarea Turismului European și a Patrimoniului Cultural și Președinția letonă a Uniunii Europene va exista o bună colaborare, în beneficiul tuturor celor care activează în domeniul turismului.

Ujhelyi István (S&D), írásban. – Nem kérdés, hogy fordulóponthoz érkezett az Európai Unió. Nem csak a gazdasági válság okozta sebek gyógyulnak nehezen, de egyre erősebben feszítik közösségünket új, illetve eddig elfojtott problémák. Nyilvánvaló, hogy a lett elnökségnek prioritásként kell kezelnie az ifjúsági munkanélküliség érdemi enyhítését, napirenden kell tartania a geopolitikai változások okozta kihívások megválaszolását, de az elmúlt napok tragédiái megkerülhetetlenül előtérbe helyezték a migrációs kérdés sürgető megtárgyalását is. Magyar szociáldemokrataként szégyenkezнем kell, amiért Orbán Viktor miniszterelnök az Európa egységét demonstráló vasárnapi kegyeleti menet idején arról beszélt: „a magyarok nem akarnak tőlük különböző kulturális tulajdonságokkal és háttérrel rendelkező kisebbséget látni maguk között”. Orbán rosszkor és nagyon rosszat mondott. Orbán Viktor nem érti Európát, talán soha nem is értette. Szégyenkezem miatta.

A migráció valós és komoly kihívás közösségünkben. De gyűlöletkeltéssel, a kérdés populista és szélsőséges leegyszerűsítésével csak mélyebbre ássuk a problémát és megosztjuk, megtörik közös Európánkat. Az igazi gond nem a bevándorlás, hanem a szegénység és a szociális krízis, amely ugyanolyan módon sújtja a francia mohamedánokat és keresztényeket, a magyar cigányokat és svábokat vagy épp a romániai magyarokat. Egységes, a kérdést határozottan és őszintén, de bölcsen és megnyugtatóan kezelő megoldásokat kell találunk. Mihamarabb. Jó munkát a lett elnökségnek, jó munkát mindannyiunknak!

(Die Sitzung wird um 12.10 Uhr unterbrochen und um 15.10 Uhr wieder aufgenommen.)

Elnökváltás: GÁLL–PELCZ ILDIKÓ asszony

Alelnök

3. Schválenie zápisnice z predchádzajúceho rokovania: pozri zápisnicu

4. Hlavné aspekty a základné smery spoločnej zahraničnej a bezpečnostnej politiky a spoločnej bezpečnostnej a obrannej politiky (článok 36 ZEÚ) (rozprava)

Elnök asszony. - A következő pont a Bizottság alelnökének/az Unió külügyi és biztonságpolitikai főképviselőjének nyilatkozata – A közös kül- és biztonságpolitika, valamint a közös biztonság- és védelempolitika fő szempontjai és alapvető választásai (az EUSZ 36. cikke) (2014/2813(RSP))

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs. - Mr President, I am sorry, I was briefing the Committee on Foreign Affairs (AFET) on the next Foreign Affairs Council and I guess many of your colleagues are just moving from one room to the other. Some were faster than me.

Permettez-moi de commencer en français avec une pensée sur les actes terribles qui ont eu lieu la semaine dernière à Paris. Nous avons vu la douleur, le deuil et la solidarité avec les victimes, leurs familles, leurs collègues et leurs amis. Nous avons vu la réaction des Français, tout d'abord, mais aussi des institutions françaises et européennes, des Européens et du monde entier. Ce fut une réaction d'unité, d'équilibre et de force, surtout de force. Aujourd'hui, de même que demain et dans les semaines et les mois qui viennent, le moment est venu de s'en inspirer et de tirer les leçons du passé.

Streda 14. januára 2015

It is not the first time that out of a tragedy we are able to build positive things. Actually the European Union was born out of the ruins of the Second World War, and out of our main tragedy our founding fathers, one of whom resigned today as President of the Italian Republic, were brave and wise enough to be able to build the most successful experience of regional integration in history. That experience was recognised with the Nobel Peace Prize.

If you do not want our Europe to become history and be confined to the past, I think we have to be as brave and as wise as our founding fathers were able to be. From the tragedy that happened, if I am not wrong, exactly one week ago in Paris, we have a duty to rebuild our European Union, stating our unity, our strength and our solidarity, and starting from our strength, our unity and our solidarity – starting somehow from ourselves.

You might think this has nothing to do with our debate today, but I believe it does. I believe that what happened last week has shown all European Union citizens, and many outside our borders, the first lesson we have to learn, which is that you need to be more united, really united, not only in words, not only on paper, but in practice.

We need to trust each other when it comes to sharing information, to foreign policy, defence, and security. We have to understand that what we share is far greater than what divides us and that it is in our interest – our citizens' interest – when it comes to security, economic prosperity, freedom and rights, to really work closely together and become cooperative and not competitive – as I think was shown yesterday, and again today very well. We are trying to work in a cooperative and non-competitive way among the European institutions here: Parliament, the Council and the Commission.

The second lesson that I think we have to learn is that there is no real border between external and internal events, and so there must be no real border between our external and internal action. That is the reason why we are trying to coordinate – and I am personally trying to coordinate – our work within the Commission and within the Council.

I have started doing that already in these first two months, and I am planning to do it even more, in a broader sense, when it comes to foreign, security and defence policy, but also security internally – counter-terrorism – and also justice and other challenges that we have before us, be they migration, energy, climate, transport, trade, the economy, or even culture and education.

Again, some of you might wonder what this has to do with our foreign and security policy. This is the core, I think, of our security policy: to understand that security is not purely a security or securitarian issue; it is also a security issue and a defence issue, but it is also a human security issue. This has to take into consideration all aspects of everybody's life.

In general, I think we have to look at all the main challenges with a coordinated approach, and this is going to be one of the challenges of our foreign and security policy in the months ahead. We preach policy coherence when it comes to development and cooperation, for instance, but then we rarely do it when it comes to ourselves. I think we should take a slogan from a famous brand – 'Just do it' – and try to be coherent and consistent ourselves.

The third lesson I think we need to work on in the coming months on foreign and security policy is that there is no simple answer to complex problems. If we look around us, whether close by or far away, we see complexity as the first element. That is evident in the Middle East, and let me take this opportunity to thank this Parliament for its excellent work over the months of November and December on the resolution on the Middle East peace process, the very fruitful debate we had, and the resolution that was passed and which I think was very helpful.

But there is no single problem around us that is a black and white issue. This means that we need, on one hand, as I said, a mix of measures and instruments and to make sure that all the things we do go into a coherent approach. But this also requires a deeper understanding of what is happening inside the European Union, around the European Union and also far away from the European Union. To do that we probably need to develop some cultural instruments inside our borders.

We tend to use categories of thoughts that are still the ones we had in the last century. This has nothing to do with east and west, but with our identity, our models of life in society and our relations with other countries. When it comes to diplomacy, we do indeed have the usual instruments of diplomacy and the new instruments of diplomacy – digital diplomacy and so on – but I think we are still sometimes using the old categories in terms of how we relate to other countries, other organisations and other regions of the world, and old ways of projecting our image of the European Union, which probably no longer corresponds to the reality of history. That is really crucial for following up the tragic events in Paris.

Streda 14. januára 2015

Other points. We need to develop a mix of immediate actions and long-term strategies. We tend to react to whatever comes in immediate terms. Then how effective we are in delivering on the immediate terms is another story, and I think this also calls for deep thinking about the functioning of our institutions. This is not for today.

But then sometimes – or often – we lack long-term strategies and long-term visions. I think we need to engage seriously on that in the coming months with our partners around us, starting – we have just discussed this in the Committee on Foreign Affairs (AFET) in a restricted format – by engaging with countries that have a knowledge that is deeper than ours but which maybe do not have the same instruments that we have to tackle the issues to which their knowledge applies, whether this is to the east of our borders or to the south or in the Gulf.

But most of all I think that we ourselves have to make a cultural change.

What surprised me on Sunday in Paris – and I am sorry if I take it personally, but I think that is also part of our political and institutional life – was the image of hundreds of thousands of citizens in Paris clapping the leaders as the leaders showed unity, solidarity and physical presence together. This image of the citizens of a country that had been attacked only a few days before, with the sense of tension and difficulties in sight, clapping what was somehow a picture of Europe is something that I think we have to keep in our minds and in our hearts, because this poses questions for us here.

We tend to have debates – I cannot say very much about this Chamber, but I have been listening quite a lot in recent months – but we tend to have an image of Europe as something that is little, limited, very partial and very weak. That might be the case, but that image of French citizens clapping the image of Europeans, standing strong and together, has to give us the responsibility to work on our own perception of our power. And I will use the word 'power', which is not a usual European word.

Normally we tend to be humble, and this is good. One can be a power, one can be even a superpower, using that with a sense of being humble and facilitating dialogue and mediation – and yes, we are a superpower. We are a superpower that won the Noble Peace Prize, and I think that the major responsibility and lesson we have to draw from what has happened in recent weeks is that we have to be the major superpower for action for peace, for action for human rights, dialogue and respect – knowing, as only Europeans know, that peace is not only the absence of war; peace is also respect and the promotion of human rights, security and equality.

I do not know if that answers the question of what kind of foreign policy challenges we have in front of us. If you want, I have a long list – 23 pages actually – of single issues and single countries and our concrete commitment on each and every one of these issues and these countries and regions. I would tend not to go through that list but just say that there is not one single global issue or region of the world, or country in the world, where we can afford as Europeans not to increase our presence, our role as actors for peace.

I would, obviously, be ready to go through that list – taking a selective approach probably, because 23 pages would make us stay here even longer than midnight, which is the time scheduled at the moment – but afterwards, after your interventions, to be more specific in my reply on many of the issues that we have been debating very precisely in these months – these two-and-a-half months in which I think I have met you in different formats some 15 or 16 times probably, and again yesterday on Libya and today on many other of the issues which are the top priority issues of today for the European Union.

We will also have another three chances, I think, to have a strategic, complete discussion in the coming months here in this Chamber. One is when we will discuss the Brok report quite soon, and that will be a very good opportunity to go through a strategic debate and review on that, and we have already started to do that with the national parliaments as well.

The second will be the preparation for the June European Council, where I will have the responsibility of presenting an assessment of global security, and let me also share with you the fact that (third element) I believe that that will also be the opportunity for starting a process to have a new security strategy for the European Union.

Streda 14. januára 2015

Let me also add that, rather than having this security strategy, I would suggest that we have a foreign policy and security strategy, as we will need to have that coherent and broad approach when we debate our own strategies for the future too.

Let me conclude by just saying that I know some of you might have expected me to go through that 23-page list and to remind you again that I am ready to discuss with you – be it on our engagement with Latin America, where I will be in a couple of weeks' time to prepare the EU CELAC Summit, or on climate change, where we will have on Monday an action plan for diplomacy to prepare for the Paris Summit in December, or counter-terrorism again, where we will work in coordination with the interior and justice ministers – but also, I think, have an intercultural and inter-religious exercise to be developed over the next months, more on the internal side but also involving players in the region; or, obviously, a discussion on Ukraine and Russia, which we will have just after this discussion today; or our relations with Asia or Africa, where again I will be participating in the African Union Summit in less than two weeks.

Or our relations with the United States. That is normally automatically associated with the negotiations for TTIP, which is something we can discuss, obviously. But we also have to be aware of the fact that a lot of the strategies and challenges that we have before us will need to be developed together with a partner that is probably going through difficult times as much as we are.

Finally, most of all let me say that what is also crucial today for me is listening to you. I know this is mainly a chance for you to put questions, but let me say that for me, the most precious time here in this Chamber is taking notes on what you say.

Elmar Brok, *im Namen der PPE-Fraktion*. Frau Präsidentin, Frau Vizepräsidentin, Kolleginnen und Kollegen! Frau Vizepräsidentin, geben Sie die 23 Seiten zu Protokoll. Ich hätte schon Interesse daran, diese dann zu lesen. Das wäre ja eine einfache Möglichkeit.

Aber ich fand es gut, dass die Vizepräsidentin hier jetzt nicht mit Detailfragen gekommen ist, sondern wir sind – und das haben uns die Ereignisse von Paris deutlich gezeigt – in einer Situation, wo wir nicht mehr sauber zwischen Außenpolitik- und Innenpolitik unterscheiden können. Dies hängt eng zusammen. Und hierauf müssen wir auch eine kohärente Antwort geben – aus Sicherheitsgründen, aus Wertegründen, aus vielerlei Gründen.

Ich glaube, wir müssen hier sehen, dass wir auch in der Innenpolitik durch Terroristen unter einer tödlichen Bedrohung und einem *blackmailing* stehen. Und wir müssen sehen, dass Cyber-Angriffe eingesetzt werden. Der Fall von Sony und Nordkorea in den Vereinigten Staaten ist ein solcher Fall.

Das heißt, wir haben Instrumente, wo man außenpolitische Ziele erreicht, indem man innenpolitische Drohungen ausspricht, die Computernetzwerke lahmlegen, Menschen töten – blindlings, egal wen –, und darauf muss demokratische Politik antworten. Ich glaube, dass wir da noch nicht ausreichend die intellektuelle Antwort haben, wie diese neue moderne Verletzbarkeit von modernen Demokratien bewältigt werden kann.

Aus diesem Grunde heraus geht dies natürlich nur, wenn wir stärker auf der Grundlage der Werte agieren, und wir sehen den Zusammenhang zwischen Werten, nämlich Rechtsstaat und Demokratie, also einem entscheidenden Träger für innere und äußere Glaubwürdigkeit, aber auch den Zusammenhang von Sicherheit und Wirtschaft. Wir müssen sehen: Nur wenn man eine wirtschaftliche Stärke hat, hat man auch eine außenpolitische Rolle zu spielen.

Sie haben völlig Recht, wenn Sie sagen: Es ist eine Situation, dass wir eine Supermacht sind. Wir sind noch die ökonomisch stärkste Kraft dieser Welt – handelsmäßig, Bruttoinlandsprodukt, usw. Wir sind aber nicht in der Lage, dies wie andere in politische Sprache nach außen umzusetzen. Deswegen ist Ihre Clusterbildung richtig, aber das kann nur ein erster Ansatz sein, und deswegen ist auch die Frage, wie wir im Bereich des Gipfels, der ja verschoben werden soll, und im Bereich der Sicherheits- und Verteidigungspolitik vorankommen, um die verteidigungspolitischen Fähigkeiten der Europäischen Union besser zu koordinieren und hier mehr Glaubwürdigkeit zustande zu bringen. Ich wollte damit nur zum Ausdruck bringen, dass dies ein komplexes Gesamtkunstwerk zu werden hat, wenn wir hier doch eine vernünftige Strategie der Welt fahren sollen.

Streda 14. januára 2015

Richard Howitt, *on behalf of the S&D Group*. – Madam President, this is a debate about Europe's foreign policy, but Parliament will understand if I devote my speech to how that policy is affected by our response to the *Charlie Hebdo* terrorist attack. Ms Mogherini is right to look for concrete action, right to say how essential it is for our internal and external responses to be integrated, and especially right when she says we must de-link the words 'Islam' and 'terrorism'. For me it is not wrong to share in an emotional response to this attack. The magazine and its journalists, which meant to make us laugh, have suffered an attack which can only make us cry.

But reason must prevail in our response: the reason that tells us the open societies we enjoy will always be vulnerable, but that terrorism succeeds if we allow that openness and freedom to be prejudiced. We can best support the human right of freedom of expression by refraining from passing anti-terrorism laws which themselves infringe human rights. So we must consider the problem of foreign fighters; but my own country is wrong to consider actions which themselves might breach the Conventions on Statelessness.

I am dismayed that a representative of a party which includes the proud name of my own country stained the memorial in this Chamber by seeking to use it to blame immigration. They should remember that the *Charlie Hebdo* attackers were all French citizens, just as the London bombers were all British. And those who resist Europe's role for our mutual security should see, too, that a suspect who is on a British watch list but not on a French one exposes a justifiable need for better intelligence sharing in Europe.

Foreign policy did not cause these or other terrorist attacks. There is no legitimate cause for the fighters, but there are causes as to why they fight. Conflict in Syria, Yemen, Libya and Iraq has allowed the threat to grow, and it will be reduced only if we work to end those conflicts. Europe must intensify its work with partners in the wider region to stop support for conflict and recognise that Western support for authoritarianism in some of those countries, now and in the past, has fuelled grievance. This is our neighbourhood, and disengagement, either through fear or through erecting barricades, is not an option. This week especially, we should support our French colleagues who championed their country's concept of *vivre ensemble* – living together within our continent and living together beyond it.

Geoffrey Van Orden, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, I share the remorse for the tragic events in Paris and for all victims of terrorism. Yet after every crisis, we hear the same mantra from the European Union: that the simple answer is more Europe. I am afraid that is not the answer, and I do not think the French people were applauding Europe on the march there – they were applauding national leaders on the march. I do not think King Abdullah, Mr Netanyahu or indeed Mahmoud Abbas would regard themselves as European leaders.

Today you are speaking about the main aspects and basic choices for CFSP and CSDP. It seems to me that the choice is very simple: you can continue on the path of ever more expansion of structures and tasks just to promote the visibility of the European Union as a global actor in its own right, or you can focus on a very limited set of tasks where the EU might do something useful and add value instead of merely competing with other organisations or seeking to displace the position of our Member States.

Speaking here yesterday, European Council President Donald Tusk said that the European Union was, and I quote, 'a political organisation – a tool, not a destination'. However, most worryingly, some still cling to the idea of a state called Europe as the EU destination, and I would suggest that the way in which the European External Action Service has developed is precisely part of that drive in the wrong direction towards an integrated European state. Instead, the demand that we hear from many of our citizens and from the British Prime Minister is for a new direction, for an end to ever-closer union.

My concerns about the European External Action Service are repeated in regard to CSDP, another supreme example of the EU quest for image and visibility in the most vital and sensitive area of national responsibility.

I very much hope that Mrs Mogherini will change direction and focus on a few areas of real added value.

Streda 14. januára 2015

Jozo Radoš, u ime kluba ALDE. – Gospodo predsjednice, u ime ALDE grupe podržavam sve što ste rekli o terorističkom napadu u Parizu, izražavam suosjećanje s francuskim narodom i sa svim žrtvama, odnosno njihovim prijateljima i rodbinom.

U pogledu izvješća o kojem je ovdje riječ - ono je cjelovito kao i uvijek, ali mislim da ono što je naslov ove točke dnevnog reda, teško je uočiti koji su to glavni aspekti i koji su temeljni izvori Zajedničke vanjske i sigurnosne politike. Tako i mi na ovoj sjednici imamo raspravu o Egiptu i Turskoj koji su strateški partneri Europske unije, koji bi trebali pomoći rješanju pitanja krize na Bliskom istoku i u sjevernoj Africi, mirovnog procesa s Kurdima, mirovnog procesa rješavanja ciparske krize, vjerojatno i utjecaj na proces integracije zemalja zapadnog Balkana i obrnuto - pozitivan utjecaj te integracije na pozitivne odnose s Turskom, no toga u ovome izvješću nema. Mislim da nije pogođena mjera između opravdanih kritika za nedemokratske postupke vlasti i ohrabrenja naših partnera i potencijalnih saveznika za provođenje demokratskih reformi.

Kada se radi o Vanjskoj sigurnosnoj i obrambenoj politici, govori se o potrebi za više mogućnosti, za većim učinkom, za više zajedništva, no u našim vlastitim izvješćima koja su ovih dana na dnevnom redu naših odbora piše da nije došlo do provedbe zajedničkih mjera ili bar ne na razini navedenih ambicija i da postoje strukturne manjkavosti te politike koja postoji već godinama.

Gospodo Visoka predstavnice, da, ovo izvješće bi doista trebalo imati u sebi više prepoznatljivih glavnih aspekata i temeljnih izbora.

Sabine Lösing, im Namen der GUE/NGL-Fraktion. – Frau Präsidentin! „Wir stecken mitten im Dritten Weltkrieg. Allerdings in einem Krieg auf Raten. Es gibt Wirtschaftssysteme, die, um überleben zu können, Krieg führen müssen. Also produzieren und verkaufen sie Waffen.“ Wer hat das gesagt? Es war das Oberhaupt der Katholischen Kirche, Papst Franziskus. Und christliche Werte haben ja in diesem Haus einen hohen Stellenwert.

Wenn nun also Wirtschaftssysteme zum Überleben den Krieg brauchen, dann müssen auch diese Wirtschaftssysteme verändert werden. Eine andere, wirklich demokratische, solidarische und gerechte Wirtschaftsordnung muss nicht Kriege um Macht und Rohstoffe führen und Menschen ins Unglück stürzen. Da beruft man sich auf europäische Werte – Menschenrechte, Humanität –, doch die Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik ist nicht die Lösung für die uns umgebenden Konflikte, sondern Mitverursacher vieler Kriege. Mit immer mehr Waffenlieferungen und militärischen Interventionen soll an der Seite von NATO und USA Krieg wieder zum Normalfall werden. Wer wirklich Frieden und Stabilität will, beginnt endlich mit einer wirksamen Bekämpfung von Armut, die für Gewalt und Terrorismus den Nährboden bildet, und missbraucht nicht weiter Entwicklungsgelder für Sicherheits- und Militärausbildung.

Die Zusammenarbeit mit den Unterstützern des IS in den Golfstaaten muss endlich beendet werden. Umgehender Abzug der Patriot-Raketen aus der Türkei, das wäre endlich eine klare Ansage an die Türkei, die immer noch IS-Kämpfer nach Syrien lässt. Unterstützung des UN-initiierten Dialogs in Libyen: Ja. Weitere militärische Interventionen von USA oder Frankreich: Nein. Sie werden dann das Land weiter in den Abgrund treiben. Krieg macht Flüchtlinge, heißt es in der Lampedusa-Flüchtlingsbewegung. Und die EU wehrt diese Flüchtlinge dann ab. Ist das Humanität? Wenn es nicht gelingt, den eingeschlagenen Weg der kriegerischen Ausbeutung weiter Teile der Welt zu korrigieren, werden die Konsequenzen der von uns losgetretenen Verelendung vor Europa nicht Halt machen.

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Michael Gahler (PPE), Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Frau Kollegin Lösing! Sie haben eben die NATO und USA mit Kriegsführung in Zusammenhang gebracht. Würden Sie mir zustimmen, dass in Europa derzeit Russland gegen die Ukraine Krieg führt, oder sehe ich das falsch?

Sabine Lösing (GUE/NGL), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Das würde ich in der Tat so nicht beantworten. Der Krieg in der Ukraine hat vielfältige Ursachen. Es ist ein Bürgerkrieg, da kämpfen verschiedene Bereiche gegeneinander. Dieser Krieg ist auch ein Ergebnis europäischer Interventionspolitik in dieser Region gewesen. Außerdem spreche ich hier in dieser Rede auch von der gemeinsamen Politik der Kriege, die Europa in anderen Ländern dieser Welt führt.

Streda 14. januára 2015

Tamás Meszerics, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Madam President, I would like to thank the High Representative for her succinct, but nevertheless comprehensive, overview of both our foreign policy and some of the current crises. We would also like, as Greens, to extend from here as well our sincere and heartfelt condolences to all the victims of the *Charlie Hebdo* attack and their families, and of course our sympathies go to the French people and all victims of terrorism around the world.

As our Socialist friend also mentioned, we should also try to make sure that the response to that heinous attack should not jeopardise but strengthen the core values that the European Union is based on – human rights, human security and an open society.

On the other hand, I will try to be less sanguine than some of my friends about what this debate is all about, namely the foreign policy of the European Union. We have been, for more than a year now, surrounded by a set of crises. Some of them are military, some of them are outright war, and some of them are on the brink of becoming cold wars. One of the major lessons from these crises so far, in my estimation and in our group's estimation, is that none of the Member States is capable of dealing with crises on its own or even in some sort of combination. These crises, put together, are bigger than any combination of former or present great powers within the European Union. We need a comprehensive, coordinated strategy. You do not need to be an ideologically-committed federalist to see that there is no other way out of these crisis situations than through more coordination, especially on foreign and security policy.

High Representative, I welcome the fact that you have already mentioned that for the preparation of the June European Council we could review the European security strategy. Of course, if there is a state which has a security strategy that has been in place for ten years, that might mean two things: firstly, that is highly successful and there is no need to change it, and secondly, that it is rather slow in reviewing it. I am afraid that we are more in the second position than in the first, so, although I fully understand that this is basically the Council's responsibility, I would like to ask you what we, the European Parliament, could do to help you in that exercise.

As a last point, I would like to draw your attention to the fact that we have a responsibility for the coherence of all our external policies, not just our foreign and security policy. Let us make sure of that as well.

James Carver, *on behalf of the EFDD Group*. – Madam President, the EU's blinkered desire for harmonisation and ever-closer union ignores the diverse international interests and sometimes very different priorities that each of the 28 Member States have. What about the serious question of further economic and diplomatic burdens that have been placed on some Member States, not least because of the EU expansion eastwards? One response by Russia has been the conclusion of a food-for-long-range bombers deal with Argentina, thus forcing the British Government to review her defence requirements in the South Atlantic. This is just one obvious example, merely from a British perspective, of international interests which conflict with increasingly overt expansion of EU neo-imperialism.

This will only be exacerbated by a common foreign and security policy and a common security and defence policy. What does this short-sighted approach to the EU expansion and the desire to foster the notion, as we have just heard, of a perceived superpower mean for the traditional neutrality of Ireland and Austria, particularly given the self-amending nature of the Lisbon Treaty? I grew up in the 1980s, and the undiplomatic approach to this most sensitive of subjects reminds me of a song by a British band from Coventry in the region that I represent. That band was called The Fun Boy Three – formerly known as The Specials – but there is nothing fun or special about this place whatsoever. And the name of that song? The Lunatics Have Taken Over the Asylum.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Mercedes Bresso (S&D), *Domanda «cartellino blu»*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, collega, Lei pensa sul serio che qualunque dei nostri paesi – magari quelli più piccoli con qualche centinaia di migliaia di abitanti, ma anche il suo che è certamente più grande – possano da soli provvedere da adesso in futuro alla difesa dei loro cittadini? Certo, l'Europa non deve essere aggressiva, ma deve essere messa in grado di avere una difesa e una politica di sicurezza ed estera comune che sarebbe una vera politica, non le cose scherzose che Lei ci raccontava.

Streda 14. januára 2015

James Carver (EFDD), blue-card answer. – Quite frankly, the beauty of Europe, to my mind, is its diversity: it is the fact that we have 28 individual Member States. The concept of trying to make us all the same – this harmonisation, this pasteurisation – to make us into this new (as we have heard) superpower called Europe is a bad thing. It is my contention – I use the example of Ireland and of Austria – that it is up to Member States' sovereign parliaments to have the ability to decide what defence policy best suits them.

Ελευθέριος Συναδινός (NI). - Κυρία Πρόεδρε, «άλλους έσωσε, εαυτόν ου δύναται σώσαι». Ο παραπάνω στίχος από το κατά Ματθαίον Ευαγγέλιο αντικατοπτρίζει απόλυτα την ομηχλώδη κατάσταση και την αδικαιολόγητη ασάφεια στην εξωτερική πολιτική και στην πολιτική ασφάλειας και άμυνας της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Σπαταλάμε ενέργεια και χρήματα για να σώσουμε τους άλλους, αλλά δεν μπορούμε ή - ας ελπίσω ότι αυτό δεν ισχύει - δεν θέλουμε να σώσουμε τους εαυτούς μας. Ασχολούμαστε, κυρίες και κύριοι συναδελφοί, με καταστάσεις και χώρες εκτός της Ευρωπαϊκής Ένωσης, αλλά δεν έχουμε ούτε κοινό ευρωπαϊκό όραμα ούτε και ανάλογο προσανατολισμό, πολύ δε περισσότερο, δεν έχουμε τη δυνατότητα επιβολής της όποιας απόφασης λαμβάνουμε σε πολιτικό επίπεδο. Μιλάμε και επιδιώκουμε κοινή πολιτική στην ασφάλεια και στην άμυνα, αναλώνοντας, όμως, τον χρόνο μας με την Ουκρανία, τη Λιβύη και το Μάλι, αφήνοντας άλυτα φλέγοντα ζητήματα εντός των ευρωπαϊκών συνόρων.

Αναρωτιέμαι ποια ήταν ή είναι η αντίδρασή μας στις προκλήσεις και τις παραβιάσεις της Τουρκίας στο FIR Αθηνών και στην ΑΟΖ της Κύπρου, δηλαδή, στην ευθεία αμφισβήτηση κυριαρχικών δικαιωμάτων δύο κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Απλά της κουνάμε το δάκτυλο σφυρίζοντας αδιάφορα. Δεν απαιτήσαμε, ως οφείλαμε, την αποκατάσταση της παράνομης εισβολής της Τουρκίας στην Κύπρο. Ακολουθούμε πειθήνια την πολιτική που μας επιβάλλει το NATO, παραγνωρίζοντας το γεγονός ότι τα γεωπολιτικά συμφέροντα της Ευρωπαϊκής Ένωσης δεν ταυτίζονται κατ' ανάγκη με αυτά του NATO καθώς και ότι οι απειλές που στάθηκαν αφορμή για τη δημιουργία του δεν υφίστανται πλέον.

Δεν αποτρέψαμε - ασκώντας την κατάπτυστη πολιτική του «Δουβλίνο II» - την αθρόα λαθρομετανάστευση και τη μετακίνηση εξτρεμιστικών ισλαμικών στοιχείων από και προς την Ευρωπαϊκή Ένωση. Δυστυχώς, όμως, έπρεπε πρώτα να θρηνηήσουμε ευρωπαίους συμπολίτες μας, με τα πρόσφατα γεγονότα στη Γαλλία, για να καταλάβουμε ότι δεν γίνεται να εξαπατούμε τους ίδιους μας τους εαυτούς.

Michael Gahler (PPE). - Frau Präsidentin! Die sicherheitspolitische Landschaft hat sich in Europa und in seiner unmittelbaren Nachbarschaft im letzten Jahr dramatisch verschlechtert – mit brutalen Auswirkungen sogar bis in die Mitte Europas. Wir müssen darauf in allen relevanten Gremien angemessen reagieren. Wir Parlamentarier versuchen, vielfältige Anstöße zu geben, wir sind ja nicht die Exekutive. Gemeinsam mit dem Haushaltsausschuss z. B. bereiten wir einen eigenen Initiativbericht betreffend die künftige Finanzierung der GSVP vor.

Ich frage: Wie sehen Ihre Pläne, Frau Mogherini, aus, um die Finanzierung der internen Dimension der GSVP sicherzustellen? Damit meine ich die Beziehungen zwischen GSVP und dem Binnenmarkt, der Industriepolitik, Weltraum, Forschung und Entwicklung. Wie wird die *Task Force Defence* in der Kommission ihre Arbeit fortsetzen? Sollen die Verteidigungsagentur, die Mitgliedstaaten oder das Europäische Parlament dort in geeigneter Form einbezogen werden?

Wir erwarten, dass der Verteidigungsgipfel im Juni konkrete Fortschritte nachweisen kann. Die bisher vorliegenden vorbereitenden Dokumente scheinen mir die Schlussfolgerungen des Gipfels vom Dezember 2013 eher nur umzuformulieren. Das würde nicht reichen. Welches sind Ihre persönlichen Prioritäten?

Wenn ein Punkt die Ausarbeitung, die Formulierung einer außen- und sicherheitspolitischen Strategie wäre, wie Sie es genannt haben, würde ich das begrüßen. Das reicht aber nicht. Was möchten Sie noch erreichen?

Ioan Mircea Pașcu (S&D). - Madam President, I will start with a quote: 'The problem of foreign fighters is a specific issue which needs to be duly addressed. In this respect the active collaboration between foreign and home affairs ministers should be strengthened, particularly concerning judicial and police cooperation and information-sharing. We need to ensure coherence and complementarity between the internal and external aspects of EU security policies.' This is a quote from the Vice-President of the Commission and High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy not after, but months before, the tragic events in Paris last week at the beginning of her term of office. These words were and are fully valid, but it takes time to implement them, and meanwhile the terrorists enjoy full liberty to choose their target and moment of attack, forcing us to react. Unless we deprive them of the initiative by putting them on the defensive, they will continue to surprise us nastily.

Streda 14. januára 2015

Restraining civil liberties following such attacks would mark the victory of the attackers. One cannot trade free travel for liberty of speech. The truth is that we failed to stabilise our neighbourhood, both in the east and in the south. Open, violent conflicts are raging near our borders, and one consequence is 'commuting terrorism': European citizens travelling to conflict areas and coming back to commit terrorist attacks. Of course, immediate challenges need immediate attention, but equally we need a strategic response – one which would consolidate the EU's internal and external security and include counter-terrorism as a primary, regular field of cooperation among ourselves and with our neighbouring partners.

The responsibilities of the High Representative inevitably cover the task of improving the functioning of those EU bodies under her direct command, but her real contribution will come in working with the Member States, given that the common foreign and security policy (CFSP) and common security and defence policy (CSDP) are within the remit of the Member States. Facilitating their cooperation with one another and with our common EU institutions and our partners, helping them to reach a relatively common threat assessment, and coordinating their action in various theatres will allow the High Representative to make her main contribution to fulfilling her remit.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). - Pani Przewodnicząca! Pani Wysoka Przedstawiciel! Rzeczywiście Pokojowa Nagroda Nobla dla Unii Europejskiej zobowiązuje do trzeźwej oceny zagrożeń, niekarmienia się iluzjami i do sprostania tym zagrożeniom, a jest ich wiele wzdłuż wszystkich naszych granic, osiągnęły też nasze terytorium. Obecny w Paryżu Siergiej Ławrow nawoływał do powrotu do współpracy w zwalczaniu terroryzmu. Tymczasem to Rosja prowadzi asymetryczną wojnę przeciwko Ukrainie. Według wielu źródeł jest również przyczyną i jest wykonawcą de facto zestrzeżenia lotu MH17. Stoi również za ostatnimi wydarzeniami na Ukrainie, w których zginęło ponad 12 osób.

Otwórzmy się na współpracę transatlantycką. Nie wkładamy się we współpracę z partnerem, którego intencje nie są jasne.

Marielle de Sarnez (ALDE). - Madame la Présidente, merci Madame Mogherini pour les mots justes que vous avez eus à propos de Paris. C'est un moment important pour la France et c'est évidemment un moment important pour l'Europe. Nous devons prendre conscience des dangers qui nous menacent, car les menaces intérieures et extérieures sont là. Les zones de crise, de déstabilisation et de conflit se rapprochent dangereusement de l'Europe. Elles nourrissent le fanatisme à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Europe et c'est pourquoi il nous faut une réponse globale.

Premièrement, il nous faut renforcer les moyens de notre sécurité intérieure, nous en avons parlé ce matin. C'est le renforcement des accords de Schengen, la création d'un fichier, la question du PNR et d'internet. Toutes ces questions doivent être sur la table et recevoir des réponses rapidement.

Deuxièmement, nous devons donner corps enfin à l'Europe de la défense. Vous le savez, la France est en première ligne au Mali, au Sahel et en Iraq. Elle le fait au nom de l'Europe et des valeurs qui nous sont communes, mais il va falloir que l'Europe prenne ses responsabilités dans son ensemble.

Troisièmement, il va falloir que nous ayons une approche cohérente, d'ensemble et unie en matière de politique étrangère et il va falloir hiérarchiser les priorités. Par exemple en Syrie, la priorité, me semble-t-il, est d'éradiquer Daïch et Al-Qaïda.

Je suis favorable, comme vous l'avez dit Madame Mogherini, à ce que l'Europe soit une puissance de paix, tranquille, ancrée sur ses valeurs. Mais je veux aussi qu'elle soit en mesure de se défendre. Ce que nous voulons, ce sont les deux en même temps.

Elnök asszony. - Köszönöm én is. Elsőként Paet úrnak szeretném mondani, hogy láttuk, hogy két kártyát emelt föl. De akkor a Fotyga képviselő asszony éppen már befejezte a hozzászólását és de Sarnez képviselő asszony elkezdte. Úgyhogy nem tudtuk a két kártyát figyelembe venni, ugyanakkor természetesen láttam, hogy Mr. Carver..

James Carver (EFDD). - Madam President, with respect, my political group had a blue card up at the back. Could I ask my colleagues on the top table to actually keep your eyes open? Because I know a colleague of mine missed the chance for a blue card, and blue cards have been raised.

Streda 14. januára 2015

Elnök asszony. - Képviselő Úr! Köszönöm szépen, hogy másnak a nevében szószóló volt. A kollégáim azt vették észre, hogy Ön szeretne kékkártyázni. Megmondaná, kérem, hogy kinek a nevében emelte fel a kék kártyáját, aki Mme. de Sarnezhez kék kártyát szeretne intézni?

Esetleg, hogyha valaki felemelné a kezét, az segítene. De, hogyha Ön szószólója szeretne lenni mindenkinek, akkor azt szívesen elfogadom. De kék kártya nélkül nem tudok kékkártyás lehetőséget adni. Képviselő úr, ezt a vitát lezártam.

Pablo Iglesias (GUE/NGL). - Señora Presidenta, señora Mogherini, a pesar de las diferencias, me gusta usted. Creo que es una de las voces más sensatas de la Unión Europea. Hoy ha dicho cosas sensatas, lo que no es poco dadas las circunstancias. Ha dicho usted que, a propósito del ataque fanático en París, no se podía hablar de un enfrentamiento entre Oriente y Occidente. Ha dicho usted «*we are a superpower*» y creo que, aunque esa afirmación contrasta con aquella frase, atribuida a Jaques Delors, que decía que Europa es un gigante económico, un enano político y un gusano militar, sería deseable que, efectivamente, Europa fuera una superpotencia de la paz.

Pero ha dicho usted algo con lo que quizá no esté tan de acuerdo. Ha dicho usted que en la manifestación de París vio a la gente aplaudir una fotografía de Europa. Está circulando hoy por las redes sociales, efectivamente, una fotografía de esos líderes europeos —y no solamente europeos— absolutamente aislados del resto de los manifestantes y sobre la fotografía puede leerse «hipocresía». Creo que esa foto tiene parte de razón respecto a lo que ha ocurrido en los últimos años y quizá sería razonable que en su informe se incluyeran algunas críticas a la política exterior europea de los últimos años que, quizá, tenga que ver con lo que estamos viviendo en estos momentos.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Bill Etheridge (EFDD), blue-card question. – Mr Iglesias, I was wondering whether you would agree with me that the continual use of the term ‘superpower’ with relation to the EU is demonstrative of a drift towards something which I did not believe even in my wildest nightmares: that this place was actually aiming to become a superpower? Would you agree that this is the incorrect terminology to use and, yes, that it is an assembly of important countries but a superpower it most certainly is not and surely must never be?

Pablo Iglesias (GUE/NGL), respuesta de «tarjeta azul». – Gracias por la pregunta. Sería un debate politológico fascinante el uso de los términos, pero, como usted sabe, tanto en política como en ciencia política el uso de diferentes términos es algo que va más allá de las distintas voluntades. Desde luego, hablar de una superpotencia de la paz sería algo deseable para todos, independientemente de nuestras diferencias.

El problema no es ese. El problema es que hay muy pocos estados y muy pocas superpotencias que realmente defiendan la paz.

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE). - Frau Präsidentin! Frau Mogherini, ich teile Ihre Beschreibung der großartigen Botschaft, die die Bürgerinnen und Bürger Frankreichs am Sonntag an uns alle gerichtet haben. Ich habe da sehr viel republikanischen Stolz gesehen. Wir alle können uns davon eine große Ermutigung nehmen. Statt in die Knie zu gehen, sind die Bürgerinnen und Bürger aufgestanden.

Zugleich ist deutlich geworden – und dafür waren die Bilder symbolisch von hohem Wert –, dass wir diese Herausforderungen nur gemeinsam europäisch angehen können mit der ganzen Palette von Instrumenten, über die wir verfügen.

Aber genauso, wie wir gemeinsam europäisch den Terroristen entgegentreten, so wollen wir auch gemeinsam europäisch denen entgegentreten, die diese brutalen Angriffe politisch ausschachten wollen, um Hass unter uns zu säen. Es ist falsch, was hier gesagt worden ist, dass wir uns auf uns selber konzentrieren müssen und nicht so sehr auf den Reigen von Krisen um uns herum schauen dürfen. Im Gegenteil! Europa kann seinen Zusammenhalt und seinen Frieden im Inneren nur sichern, wenn wir Verantwortung übernehmen für Frieden, Gerechtigkeit und Zusammenhalt in unserer Nachbarschaft und global. Dazu gehört, dass wir die Instrumente, die wir haben, nutzen, um zum Beispiel liberale Stimmen in der arabischen Welt zu unterstützen, die für dieselben Werte eintreten wie wir. Ich nenne als Beispiel Raif Badawi in Saudi Arabien, der jetzt 20 Wochen lang jeweils 50 Peitschenschläge kriegt, weil er für liberale Werte eintritt wie wir. Wir müssen die Instrumente der EU-Außenpolitik – Menschenrechtsinstrument, Instrument für Sicherheit und Stabilität und Instrument für Partnerschaft – nutzen, um diese Rolle einer Friedensmacht Europa wirklich auszufüllen!

Streda 14. januára 2015

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, gentile Alto rappresentante, come Lei ha ricordato la tragedia avvenuta in Francia ci ha dimostrato inequivocabilmente che non esistono frontiere per una sfida globale come la lotta al terrorismo, ecco perché chi vede come soluzione il rafforzamento dei bastioni della fortezza Europa è nel torto, perché risponde con categorie del passato a problemi del presente. Oggi, come sempre, la migliore terapia per curare questa malattia è eliminarne le cause e limitarne la diffusione. Il terrorismo raccoglie animi frustrati e rancorosi, esasperati dalla povertà, dall'emarginazione, dalla discriminazione, sedotti dall'illusione di una violenza come forma di distorto riscatto. Vale in una *banlieu* del Cairo o di Tunisi, come in una di Parigi o una di Roma, non c'è molta differenza!

Per questo le chiedo un impegno concreto per un piano energico, specifico e immediato per sostenere paesi vicini come la Tunisia, nuovo modello ed esempio di transizione democratica nel mondo arabo. La sua fragilità economica e sociale con i suoi abitanti in bilico tra cittadini di una moderna democrazia e *foreign fighter* del Jihad. Per vincere la sfida hanno bisogno di un nostro vero sostegno e ne hanno bisogno ora perché il terrorismo non sarà mai la risposta, ma certe domande ne meritano comunque una, facciamo in modo che sia quella giusta.

Mario Borghesio (NI). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, è possibile, ma bisognava aggiungere che nel '57, quando si doveva votare il trattato di Roma e far nascere l'Europa dei sei, il Partito comunista italiano, di cui Napolitano era autorevolissimo esponente, ha votato contro, l'ha combattuto duramente perché erano servi dell'Unione Sovietica.

Foreign fighter: in data 17 ottobre il Presidente Juncker, da me sollecitato, le ha trasmesso la segnalazione della pericolosità di questo dossier, di questa questione: Lei cosa ha fatto? Dichiarazioni, o cose concrete? Fino adesso non si vede assolutamente niente se è vero come è vero che Lei ci annuncia una riunione per il 19 gennaio in cui si esaminerà il problema, nel frattempo è passato di tutto.

Abbiamo notizia che persino la Turchia di Erdogan ne espelle adesso, dopo i fatti di Parigi – ci dice che ne espelle un migliaio. È questo il pericolo! Che cosa avete fatto per istituire in Europa il reato di apologia del terrorismo, per controllare i finanziamenti del terrorismo che vengono anche da compiacenti banche, per esempio, dell'ospedale Gran Bretagna? E così la libera circolazione dei clandestini, Mare Nostrum ne ha fatti entrare 150.000, metà non sono stati fotosegnalati – non dico che tutti siano terroristi, ma non sappiamo chi sono, da dove arrivano, cosa siano venuti a fare – e voi non avete preso provvedimenti, non siete intervenuti, non avete difeso l'Europa.

Eduard Kukan (PPE). - Madam President, the challenges we are facing in foreign and security policies are unprecedented since the beginning of EU integration. The extremely volatile international environment, hybrid wars and terrorist attacks or political extremism are in sharp contradiction to our international goals and values. Our response needs to be more unity. The EU needs to speak with one voice: the voice which represents our values and interests.

We need to make better use of the EU potential to shape our political and security environment, not merely to react. This especially concerns our neighbourhood but also cooperation with our partners around the globe. Our security and defence is the next big question. We have to face cuts in our defence spending but, at the same time, more demands on our security. It is clear that we have to make spending effective, but we also need to invest more in our defence and security policy.

From your introductory statement, Madam High Representative, I appreciated and was glad to hear your words about the new security strategy. I think that is something which we need. It is very important and I fully support you.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Urmas Paet (ALDE), sinise kaardi küsimus. – Euroopa idaosas käib ikka sõjaline konflikt ja teadagi on selle lahendamise võti Venemaal. Kas Teie, härra Kukan, näete praegu tõsist põhjust arutada Euroopa Liidus Venemaa suhtes kehtestatud sanktsioonide leevendamist olukorras, kus Ida-Ukrainas tegelikult ei ole midagi muutunud, vaid vastupidi, viimase 24 tunni jooksul on 84 korda rikutud vaherahu.

Streda 14. januára 2015

Eduard Kukan (PPE), *blue-card answer*. – The short version of my answer is ‘yes, Sir’. I think that it is necessary to discuss the sanctions against Russia, but I fully agree with you that, if we do not see any change in the behaviour of Russia in the direction for which the sanctions were introduced, then we have to discuss it in order to find more effective means and instruments.

Elena Valenciano (S&D). - Señora Presidenta, en primer lugar, quiero darle las gracias, señora Mogherini. Por su trabajo, por su inteligencia y por su colaboración con este Parlamento. Muchas gracias.

Verán, creo que estamos en un momento de inflexión en cuanto al papel, a la posición, de Europa en el mundo, incluso en cuanto a la posición de Europa en Europa. La frontera entre la política interior y la política exterior, efectivamente, se está desdibujando. Pero ambas posiciones, tanto en el mundo como dentro de Europa, están todavía por definir.

Y por eso creo que es tan importante mantener vivo lo que yo denominaría el espíritu de París, que sí es —creo yo— una muestra muy importante de poder ciudadano y de poder europeo. Porque lo cierto es que están amenazando nuestra libertad. Pero hay muchos países a nuestro alrededor en los que la libertad no ha existido nunca. Ni la libertad, ni las expectativas, ni la paz. Y esa realidad también nos señala con el dedo.

Es cierto también que el Estado Islámico, todo el yihadismo terrorista de Al Qaeda y sus filiales, no cesa de extenderse a lo largo del mundo. Y hay una situación de riesgo permanente, como es el conflicto israelo-palestino. Ese es un núcleo de conflicto permanente y de falta de credibilidad de la comunidad internacional también.

Creo que debemos continuar por el camino del reconocimiento de Palestina como un Estado. Creo que el trabajo que estamos haciendo, que hemos hecho en este Parlamento y en muchos Estados miembros, es un trabajo importante para conseguir un objetivo que sí es un objetivo que podemos lograr en la Unión Europea, en Europa. Creo que no hay mejor manera para acabar con los miedos que crear una ilusión y creo que la ilusión de la paz es una ilusión que merece la pena.

Para eso, señora Mogherini, tendrá usted todo nuestro apoyo y la animamos a que siga en ese camino.

Charles Tannock (ECR). - Madam President, across the globe we see risks to our peace and security, and the tragedy in Paris is the most recent example. Whether it is an assertive Russia, a destabilised Middle East and North Africa, the rise of global jihadism, changes in the balance of power in the Far East and across the world: these are global trends, and all democratic States in our Union have a shared stake in solving them. Coordinating our foreign and security policy in these spheres of shared interest, in my view, is the best way to assert our collective will, share intelligence and also enable cost savings to our national budgets.

Through the CFSP and CSDP we have witnessed the effective work, for instance operation Atlanta, the anti-piracy mission off the coast of Somalia. The CFSP has been useful in imposing strong economic sanctions against, first, Iran, and now we are also seeing the benefits and the effects on the Russian economy, and ultimately President Putin's ability to project his power and try and annex the Crimea. The CFSP must never be about taking away the sovereign prerogative of Member States, but rather acts as a means of strengthening combined positions where there is logic for doing so based on our shared mutual interest.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Ana Gomes (S&D), *blue-card question*. – Mr Tannock, I very much agree and I laud your call for cooperation, intelligence-sharing and a strategic vision to fight terrorism, which is something that can only be done by working together. But do you know, this is something we are not doing in one of the frontlines – probably a main frontline – of fighting terrorists, namely Iraq. I and another three MEPs have just come back from northern Iraq, and we saw that the EU has no real presence there. It is not coordinating there because some of our Member States, including your country, refuse that coordination, whether military support to the fight against ISIS or humanitarian assistance, development assistance and other elements. We are not fighting terrorism there.

Streda 14. januára 2015

Charles Tannock (ECR), *blue-card answer*. – Well, Ana, you well know that I am President of the Friends of Kurdistan and you are one of my Vice-Presidents. I really would like to pay a tribute to your expertise and knowledge of that particular country and region. Of course we need to do more, and I am proud that Member States – including the United Kingdom, in fairness – have helped in arming the Peshmerga and fighting the Islamic State and the threat it poses to the Christian minorities, the Yazidis, the Turkmen, the Shia, Arabs and so on. What is going on in Iraq is a tragedy, and we must all coordinate our efforts internationally to defeat the scourge of jihadi terrorism.

Ivo Vajgl (ALDE). - Dokler nas ne boste razočarali, vam zaupamo in verjamemo v vas. Zato me zanima vaš papir in vsebina vašega programa. Množica, ki je šla skozi Pariz, ima zgovoren jezik. Tudi molk je bil zgovoren in njihovo sporočilo je prišlo do nas.

Vendar pa množica ne rešuje problemov. Probleme morajo rešiti politiki in na čelu evropske skupne zunanje in varnostne politike ste vi. Mene zanima kako se bomo lotili – z vami na čelu – odprtih, zamrznjenih konfliktov okoli Evrope.

V preteklih letih smo zamudili veliko priložnosti, da bi nekaj na tem naredili. Kljub temu so vsi po vrsti – ne bom jih našteval – ostali odprti. In čas je takšen, da jih bo veliko težje reševati danes, kot jih je bilo prej. Od Kavkaza do Palestine do Zahodne Sahare. Želim vam veliko uspeha in radi bomo sodelovali z vami.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL). - Señora Presidenta, la verdad es que estoy un poco confuso con las conclusiones del Consejo de Asuntos Exteriores sobre política común de seguridad y defensa. Por un lado, se dice que fortalece la PCSD, que hay que mejorar su eficacia, desarrollar sus capacidades, promover los intereses europeos con los socios de la Unión Europea y con las Naciones Unidas, pero, al mismo tiempo, valora positivamente la declaración de la Cumbre de Gales de la OTAN.

¿De verdad creemos compatible la defensa del interés europeo o la autonomía estratégica de Europa con los resultados de esta Cumbre? Una cumbre que convierte a un vecino como Rusia en una amenaza para el orden que defiende la OTAN. Europa no puede permitirse ser teledirigida hacia unas malas relaciones con su vecino más importante porque, además, es un problema inducido para impedir la integración continental y la mayor autonomía europea.

A los ojos de Washington solo somos el guardaespaldas en un espacio secundario tras su viraje al eje Asia-Pacífico. ¿De verdad estamos dispuestos a ser un peón de segunda en un conflicto que va contra nuestros intereses?

Valentinas Mazuronis (EFDD). - Mieli kolegos, komisare F. Mogherini, tarptautinis saugumas yra nedalomas, todėl būtina užtikrinti vienodas pastangas išsaugojant taiką ir saugumą tiek Artimuosiuose Rytuose, tiek sprendžiant iššūkius artimojoje Ukrainoje. Diplomatiniemis, politiniemis ir galiausiai karinėmis priemonėmis privalome kovoti su tarptautiniu terorizmu bei radikalizmu ir užkirsti kelią bet kokiems neteisėtiems ketinimams pakeisti suverenių valstybių sienas. Rusijos karinis aktyvumas ir galios demonstravimas nuolat auga. Tai rimtas pavojaus signalas ne tik Lietuvai, bet ir Baltijos jūros regiono saugumui. Tačiau mes negalime pasiduoti jokiai diplomatiniam ar informaciniam spaudimui bei provokacijoms. Visų pirma, reikia peržiūrėti Europos Sąjungos saugumo strategiją. Turi būti stiprinama bei modernizuojama Europos Sąjungos sienų apsauga, įvertinamos papildomos karinių pajėgų plėtojimo, artimesnio valstybių narių bendradarbiavimo galimybės. Būtinai glaudus Europos Sąjungos bendradarbiavimas su NATO ir Jungtinėmis Tautomis. Turime efektyviai dirbti kartu, tačiau nedubliuoti vieni kitų. Tik bendras visų susitelkimas ir darbas užtikrins mūsų valstybių piliečių saugumą.

Streda 14. januára 2015

Jean-Luc Schaffhauser (NI). - Madame la Présidente, Madame la Commissaire, je tiens à souligner votre compétence, mais notre politique de sécurité et de défense commune est devenue une politique extraeuropéenne d'insécurité commune et même, au sein de notre commission des affaires étrangères, pour ce qui me concerne, de recherche de la guerre. Une politique extraeuropéenne car ce sont les États-Unis qui ont orchestré le coup d'État en Ukraine. Ils ne s'en cachent d'ailleurs pas dans la communauté du renseignement. Ce sont eux qui définissent notre politique d'élargissement et l'«otanisation» de l'Europe. Ce sont eux qui organisent la fracture du continent par la politique des sanctions illégales contraires au droit international. Et n'oublions pas les guerres dont nous sommes devenus les supplétifs et qui amènent de nouvelles menaces au cœur de nos rues (Iraq, Libye et Syrie). La France en paie le prix!

Cette politique d'insécurité commune est amplifiée dans notre commission des affaires étrangères avec la caricature selon laquelle tout est blanc d'un côté et tout est noir de l'autre. Nous n'essayons pas de comprendre, d'analyser ou de nous inscrire dans l'histoire longue, ce qui empêche tout dialogue pour la paix. Nous sommes au Parlement dans la propagande. Des mensonges répétés doivent devenir des vérités.

Avec le deux poids deux mesures qui est notre mode opératoire constant et avec des droits de l'homme sélectifs qui servent la diabolisation de l'ennemi supposé, un gouvernement actuellement soutenu par nous canonise sa population civile et c'est normal. Est-ce cela l'Europe de la réconciliation et de la paix, l'Europe à laquelle je crois?

(L'orateur accepte de répondre à une question «carton bleu» (article 162, paragraphe 8, du règlement))

Charles Tannock (ECR), blue-card question. – I know, Mr Schaffhauser, that there is a long tradition in France, on the far right and the far left, of anti-Americanism, but you make these most categorical statements about the role of the USA – that somehow it has defined our national and European common foreign and security policy, particularly vis-à-vis Ukraine.

Have you ever been to Ukraine? What do you know about Ukraine? I have been going to that country for more than a decade, and I have never seen any evidence that the Ukrainian people or Ukraine's political class are being instructed by the United States as to what the country's geopolitical determination should be for the future. You have no evidence whatsoever that the USA imposes its foreign policy on any of us. You make that statement: prove it please, sir!

Jean-Luc Schaffhauser (NI). - Cher collègue, ces allégations..

(La Présidente interrompt l'orateur)

Elnök asszony. - Egy pillanatot kérek képviselő úrtól! Másodszor fordul elő az ülésünk alatt, hogy nem állunk fel. Köszönöm szépen, hogy Ön megtisztelt most ezzel. Ugyanaz vonatkozik szerintem a kékkártyás kérdésekre is: a válaszadásnál is álljunk fel. Egyrészt akkor látjuk, hogy ki válaszol, másrészt meg tiszteljük meg a Házat. Parancsoljon, Mr. Schaffhauser.

Jean-Luc Schaffhauser (NI), réponse «carton bleu». – Cher collègue, je crois qu'il faut être de bonne foi. Évidemment, ce que j'affirme, nous pouvons en parler sérieusement et j'ai des éléments à cet égard.

En ce qui concerne l'Ukraine, j'ai été dans le Donbass, vous le savez, nous le savons tous, et donc j'ai été le seul à voir sur le terrain comment effectivement – je ne veux pas juger – les écoles sont bombardées, la population civile est terrorisée et aujourd'hui Donetsk est en feu. Ce sont des éléments objectifs.

Michèle Alliot-Marie (PPE). - Madame la Présidente, Madame Mogherini, je voudrais d'abord remercier chacune et chacun de ceux qui ont exprimé leur solidarité et leur compassion à l'égard des victimes de Paris. Il faut bien savoir que les événements qui ont meurtri la France ces derniers jours peuvent toucher n'importe lequel de nos vingt-huit États et à n'importe quel moment, dès lors qu'il s'agit d'États qui défendent des valeurs, les valeurs de la liberté, du respect humain, de la démocratie, du respect de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Streda 14. januára 2015

Ces événements soulignent que la politique de sécurité de l'Union européenne est une nécessité morale en même temps qu'une exigence politique.

Nous devons en priorité renforcer et mieux coordonner au niveau européen les actions nationales en matière de renseignement, d'échange de données, de suivi d'internet et nous pouvons agir, ici même, très concrètement. Notre Parlement doit notamment voter, lors de la prochaine session, le texte sur le PNR. Au-delà, nous devons constater qu'aujourd'hui l'Union européenne, pas plus qu'aucun des États membres pris individuellement, n'a les moyens nécessaires pour être en première ligne dans cette gestion de crise. Nous avons besoin d'instruments et de moyens financiers juridiques et stratégiques.

Alors, Madame Mogherini, j'ai trois questions à vous poser. Premièrement, à quel niveau du PNB européen estimez-vous les moyens financiers nécessaires?

Deuxièmement, comment comptez-vous obtenir de chacun des États membres qu'il contribue à l'effort commun et de façon équitable?

Troisièmement, le Parlement européen a maintes fois suggéré l'élaboration d'un livre blanc sur la défense. Comment comptez-vous activer sa rédaction par vos services?

Tonino Picula (S&D). - Gospođa potpredsjednice, tragedije u Parizu, Nigeriji i Pakistanu, brojne krize koje već traju u Ukrajini, Siriji, Iraku i drugdje obilježavaju početak i ove godine. Podržavam usmjerenost na Ukrajinu kao vanjsko politički prioritet Europske unije, ali želim ukazati na potrebu za dodatnim angažmanom na zapadnom Balkanu koji kao prostor okružen Unijom zaslužuje našu punu pozornost. Posebno se to odnosi na Bosnu i Hercegovinu čiji problemi srećom nisu jednakih razmjera kao oni u Ukrajini, no svedjedno su važan Stress test za vanjsku politiku Bruxellesa.

Pozornost treba posvetiti nastavku politike širenja Europske unije, ali na načelima veće odgovornosti država kandidatkinja, za sprječavanje politika koje vode obnovi sukoba i rušenju demokratskih standarda. Važno pitanje bit će i nastavak procesa priznanja palestinske državnosti.

U ovim turbulentnim vremenima, kada zahvaljujući globalizaciji lokalne krize vrlo brzo mogu prerasti u regionalne, pa i u globalne, imate jedinstvenu priliku ojačati Zajedničku vanjsku i sigurnosnu politiku Unije koja je do sada često bila prostor dilema. Želim vam puno uspjeha u tome.

Bas Belder (ECR). - In de context van de westerse krachtmeting met Rusland over Oekraïne is het lichtvaardig om het Kremlin als internationaal geïsoleerd voor te stellen. De groeiende Russische macht en invloed in het Midden-Oosten gedurende de laatste zes maanden spreken immers een andere taal. En dat gelukte president Poetin juist in twee sleutelmachten in de regio, te weten Turkije en Iran.

Op slimme wijze heeft Moskou het South Stream Project ingewisseld voor het Turkish Stream Project. De Turkse premier Davutoğlu jubelt al dat, zoals vroeger alle wegen naar Rome leidden, nu alle energieroutes via Turkije lopen. Daarnaast biedt Rusland zich als financieel en energiepartner aan aan Iran. Dankzij deze machtsposities in het Midden-Oosten heeft de EU het Kremlin momenteel broodnodig voor diplomatieke oplossingen in de Syrische burgeroorlog en het Iraanse nucleaire dossier.

Mevrouw de hoge vertegenwoordiger, welke strategie plaatst de EU tegenover deze Russische strategie in het Midden-Oosten? Dat is immers een heel urgent probleem willen wij verder komen.

Olli Rehn (ALDE). - Arvoisa puhemies, hyvät kollegat, viime vuosi merkitsi Euroopassa geopolitiikan ja historian paluuta, jos ne olivat mihinkään kadonneetkaan. Viime viikko Pariisissa puolestaan muistutti traagisella tavalla terrorismin ja ääriliikkeiden uhasta.

Yhtenäisyys on tällaisessa kriisitilanteessa Euroopan unionin tärkein valtti. Se ei voi nojautua vain sopimuksiin kirjattuihin tavoitteisiin, vaan onnistumisen ehdoton edellytys on nimenomaan .

Mutta sen lisäksi meillä pitää olla myös kyky tehokkaasti toteuttaa turvallisuusstrategiaamme ja Teidän työnne, varapuheenjohtaja Mogherini, on tässä avainasemassa. Kannustan Teitä käyttämään aiempaa tehokkaammin hyväksi komission kaikkia resursseja – kauppapolitiikasta kehitykseen, humanitaarisesta avusta sisäiseen turvallisuuteen.

Streda 14. januára 2015

Meidän on myös lopulta – Pariisin tapahtumienkin opettamana – ratkaisevasti parannettava jäsenmaiden tiedustelupalvelujen keskinäistä yhteistyötä ja tietojenvaihtoa, ettei tule enää lisää viattomia uhreja.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). - Κυρία Πρόεδρε, δεν μπορούμε να μπούμε σε αυτή τη συζήτηση χωρίς να δούμε τι έγινε στη Γαλλία. Το μάτι της αβύσσου, που ανοίγει πάνω από την Ευρώπη, έχει τις ρίζες του στις πολιτικές της Δύσης στο Ιράκ, στη Συρία και στη Λιβύη. Αυτοί που εξέθρεψαν αυτό το τέρας θέλουν τώρα να το πολεμήσουν. Αυτοί που έδιναν όπλα στους εξτρεμιστές και που ουσιαστικά τάισαν το ισλαμικό κράτος τώρα πρέπει να αγωνιστούν επί ερειπίων. Αυτό δεν σημαίνει πως υπάρχει οποιαδήποτε δικαιολογία ή εξήγηση για την άνανδρη δολοφονία των δημοσιογράφων.

Ποιος όμως είναι τελικά ο στόχος μας; Να συνεχίσουμε την ίδια πολιτική και μάλιστα να την καταστήσουμε πιο δραστική; Να συνεχίσουμε την ίδια πολιτική που έφερε τη Λιβύη στο χείλος της καταστροφής; Που συναινεί με τις πράξεις ή τις παραλείψεις της στο χάος που καταπίνει τη Μέση Ανατολή; Που αντί να συμβάλει στην καταπολέμηση της φτώχειας, της εξαθλίωσης και της πείνας αναπαράγει τις αιτίες τους; Η πραγματικότητα είναι αδυσώπητη. Η εξωτερική πολιτική δεν υπαγορεύεται από τη λογική της Ευρωπαϊκής Ένωσης - για να πω το ελάχιστο - αλλά από τα συμφέροντα, τον милитарισμό και τον επεμβατισμό. Η Ευρώπη πρέπει να είναι γέφυρα ειρήνης και συνεργασίας μεταξύ των λαών, δύναμη αλληλεγγύης και αρχών. Όμως αυτός ο στόχος βρίσκεται στην ακριβώς αντίθετη κατεύθυνση από αυτή που βαδίζει σήμερα η Ευρωπαϊκή Ένωση.

VORSITZ: ALEXANDER GRAF LAMBSDORFF

Vizepräsident

Francisco José Millán Mon (PPE). - Señor Presidente, en este mundo global e interdependiente, no faltan desafíos ni conflictos. La Unión Europea necesita, pues, una acción exterior más coherente y más eficaz, lo que exige también una sola voz y una sola dirección. Y creo, señora Mogherini, que su triple responsabilidad puede facilitarle esa labor. La Unión Europea no puede encerrarse en sí misma. Junto a nuestros socios internacionales necesitamos, en el marco de las Naciones Unidas, mantener un orden internacional que genere paz y estabilidad y que sea respetuoso del Derecho internacional.

Además, hay retos globales que requieren respuestas globales. Me refiero al cambio climático y también al terrorismo, de triste actualidad en estos días. La Unión Europea debe ocupar un lugar de liderazgo en estas respuestas globales a estos desafíos, también globales. Supongo, señora Alta Representante, que estas ideas básicas estarán presentes en el ejercicio de reflexión estratégica que está llevando a cabo el Servicio Europeo de Acción Exterior.

Me parece que la política de vecindad debe ocupar un lugar privilegiado en ese ejercicio. No podemos abarcarlo todo. Debe ser prioritaria nuestra vecindad, en la que proliferan retos y conflictos en sus dimensiones meridional y también oriental. Pienso en Libia, en los resultados —en general, decepcionantes— de la llamada «primavera árabe» y en la grave crisis en Ucrania por la intervención rusa.

Quisiera subrayar un último aspecto, como ya han hecho otros oradores: la necesidad de seguir profundizando en los ámbitos de la seguridad y la defensa. Ciertamente, en estos momentos, la crisis económica y la necesaria consolidación fiscal no permiten grandes gastos en defensa. Pero los retos de hoy y los cambios en la estrategia de los Estados Unidos exigen que los europeos tengan una mejor y mayor cooperación en el ámbito de la defensa, puesto que con el *soft power* desde luego no llega. No es suficiente.

Ramón Jáuregui Atondo (S&D). - Señor Presidente, me preocupa que los problemas externos de la Unión Europea y los problemas de vecindad con el Este, con el Mediterráneo, etc. concentren toda la política exterior de la Unión Europea. El resto del mundo se mueve, y tenemos que plantearnos una política también de cara a América Latina.

Streda 14. januára 2015

Quiero decirle que, a este respecto, mi opinión es que la Unión Europea lleva cinco años sin mirar a América Latina. Y América Latina mira ya hacia el Pacífico. La alianza más potente -Chile, Perú, Colombia y México- mira hacia el Pacífico. China mira hacia América Latina.

Les recuerdo que en la última reunión de China con la CELAC se acaba de acordar una inversión de 30 000 millones de dólares en América Latina por parte de China. Les recuerdo que los Estados Unidos y Europa han sido ya superados en su presencia económica y política en América Latina por China. Les recuerdo que, desgraciadamente, Europa ha dejado de tener una influencia política importante a efectos de construir unos valores comunes en el mundo con la coincidencia de proyectos políticos que hay entre Europa y América Latina. Mi recomendación, señora Mogherini, es que miremos más a América Latina, que nos jugamos mucho ahí, y yo le pido que haga un esfuerzo especial por recuperar relaciones políticas y económicas con América Latina.

Marek Jurek (ECR). - Panie Przewodniczący! Jedynym sensem naszej współpracy, jedynym sensem działania Unii Europejskiej jest wzajemne umacnianie niepodległości naszych państw, a nie sen o supermocarstwie. Nam potrzeba tej solidarności, której Polsce zabrakło w 1945 r., której Węgrom zabrakło w 1956 r., a Czechom i Słowakom – w 1968 r. Dlatego że w Europie Środkowej cały czas odczuwamy skutki systemu pojałtańskiego. Europa nie była podzielona, narody Europy Środkowej i Wschodniej były oddzielone od wolnego świata, oddzielone przez dominację sowiecką. Idąc dzisiaj do Izby na to posiedzenie, myślałem, że usłyszę wiele słów na temat tej strasznej zbrodni, która zdarzyła się u naszych granic: śmierci 12 ludzi w autobusie do Doniecka. Dlatego że my w Europie Środkowej możemy cały czas powiedzieć: „*Nous sommes tous les passagers de Donieck*”. I wszyscy powinniśmy mówić to razem.

Martina Anderson (GUE/NGL). - Mr President, I send condolences to the families of the victims and to the French people, and in this foreign policy debate I focus on UN Secretary-General Ban Ki-moon's announcement that Palestine will be joining the International Criminal Court (ICC) on 1 April.

This political, peaceful and legitimate course of action by the Palestinian Authority is to be welcomed. It grants jurisdiction to the ICC over any war crimes and crimes against humanity committed in the Occupied Palestinian territory and applies to all parties in the conflict there. Granting access to justice for thousands of victims is a positive way forward. Amnesty International said that Israel, the US and the EU Member States must refrain from punishing or threatening Palestine for taking this positive step. Member States need to be clear that Palestine joining the ICC is a legitimate positive step and that it is in no way an attempt to aggravate an already tense situation, and therefore no one should try to stir up the flame of confrontation.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Charles Tannock (ECR), blue-card question. – Ms Anderson, I of course welcome all states eventually signing the Rome Statute and becoming part of the International Criminal Court, although I have my doubts whether the Palestinian State is ready, because it is not yet recognised as a state internationally. But would you accept that Hamas in part of the Palestinian territories, namely Gaza, has committed war crimes itself by launching rockets against innocent civilians in Israel?

Martina Anderson (GUE/NGL), blue-card answer. – I think the test of terrorism is the deliberate targeting of civilians. So let us all remember the four little children who were playing on the beach in Gaza and the other 520 little boys and little girls that were murdered during the last attack in Gaza. So I think ultimately labels are not what matter and should not be the issue: it should be the solutions. Solutions are what matter. I think we need to be clear on what they are, and that is a two-state solution on the 1967 borders.

Alojz Peterle (PPE). - Mr President, Madam Vice-President/High Representative, dear colleagues, our time is not romantic at all. We are facing a war and growing violence within Europe and conflicts in our vicinity which are close to Fukuyama's forecast on the clash of civilisations. We have to find proper answers to the question of what to do when our concept of soft power – known as the concept of sharing – is threatened by the concept of imposing by means of hard power. We have to agree, following our values and principles, on what we want to negotiate and what we do not sell. We can do that only by respecting our own identity. To defend our values and principles means to defend our identity and its future.

Streda 14. januára 2015

I would like to see the common foreign, security and defence policy (CFSP) being an essential part of the Union's political excellence. Let me mention on this occasion only two security-related points in this regard. Firstly, I consider good governance in candidate countries and in the countries with association status a key element of the CFSP. Secondly, it is important that the EU does not allow a destabilisation of the Western Balkans. I welcome your and Commissioner Hahn's endeavours in the region. We need more Europe in that very direction.

I appreciate your concept of interinstitutional cooperation and your understanding of the role of parliamentary diplomacy as well. Thank you very much and good luck in 2015.

Bogusław Liberadzki (S&D). - Panie Przewodniczący! Pani Wysoka Przedstawiciel! Z dużą satysfakcją wysłuchałem Pani prezentacji i główny przedmiot naszej debaty, czyli podstawowe aspekty i podstawowe wybory, to właśnie zawarte było w Pani przemówieniu. Mamy już pięcioletnie doświadczenie w pełnieniu funkcji służby zagranicznej. Pani w swoim wystąpieniu uwypukliła to, co jest nam również potrzebne na tej sali – pewną świadomość, jaka jest rola, jak ważna jest rola Unii Europejskiej w tym globalnym świecie. Możemy się spierać czy to jest supermocarstwo, ale to będzie tylko semantyka. Natomiast pani pokazała, w jakich dziedzinach jesteśmy ważni.

Po drugie bardzo mi odpowiada to, co Pani określiła jako szeroko rozumianą definicję pokoju. Na co chciałbym zwrócić uwagę również niezależnie od Pani prezentacji, to to, że Pani reprezentowała i miała także na uwadze interesy gospodarcze.

Cel zasadniczy to konkurencyjność wspólnotowej gospodarki. Instrumentem do tego celu jest handel zagraniczny. Prośba uprzejma, żebyśmy to mieli także w spektrum tych głównych zasad i kierunków.

Ruža Tomašić (ECR). - Gospodine predsjedniče, danas u svijetu postoji više kriznih žarišta u kojima se Europska unija želi snažnije angažirati kao medijator i osiguravatelj stabilnosti i mira. No aktivno rješavanje sukoba, iako plemenito i potrebno, predstavlja i sigurnosnu prijetnju, jer oni koji su nezadovoljni rješenjem sve češće se okomljuju na europske građane kako bi ih kaznili za ono što smatraju propustom ili lošom namjerom europske politike.

Stoga, smatram kako paralelno s aktivnijom ulogom u svjetskim krizama mora ići kvalitetnija sigurnosna politika na našem tlu. Držim, prije svega, da suradnju među nadležnim nacionalnim tijelima i snagama sigurnosti treba podići na najvišu moguću razinu kako bismo brže detektirali i učinkovitije otklonili potencijalnu prijetnju.

Krucijalno će biti maksimalno unaprijediti sustav za razmjenu informacija među državama članicama te s trećim zemljama, koje se istinski bore protiv terorizma. Zajednički nastup protiv ove globalne pošasti jednostavno nema alternative.

(Zvučnik pristao odgovoriti na pitanje „blue card” (članak 149. stavak 8. Uredbe)).

Liisa Jaakonsaari (S&D), sinisen kortin kysymys. – On erittäin tärkeää lisätä tiedusteluyhteistyötä ja on erittäin tärkeää varautua uusiin terroristi-iskuihin, mutta kaikkein tärkeintä on varautuminen terrorismin syihin. Yksi ainakin tekosyy monille terrorismia harjoittaneille on Lähi-idän konflikti, johon Te puutuitte. Oletteko sitä mieltä, että juuri Palestiinan kysymykseen pitäisi saada ratkaisu, jotta pohjaa terrorismilta voitaisiin viedä?

Ruža Tomašić (ECR), odgovor na pitanje postavljeno podizanjem plave kartice. – Nekada se velike države, radi osobnih interesa, igraju sa životima drugih malih država. Mislim da je ovo što se sada događa u Siriji upravo rezultat igranja velikih država sudbinom malih naroda. Vjerujem da Izrael i Palestina moraju sami sjesti i pokušati riješiti probleme. Ne možemo rješavati nečije probleme ako ih oni sami ne žele riješiti.

Tunne Kelam (PPE). - Mr President, the High Representative made a very good introduction, calling for the recovery of European identity. I very much hope, Ms Mogherini, that this new spirit of change which has emerged from the Paris demonstrations might be transferred into practical actions, so we look forward to your determined leadership on security and defence matters.

I would like you to focus among other things on cyber-defence capabilities. I expect the Commission to urge Member States to develop their respective cyber-defence strategies and to coordinate them in doing so, using the European Defence Agency to create joint EU cyber-defence potential.

Streda 14. januára 2015

However, the fundamental issue for any practical progress on security and defence methods is the economic basis. The first victims of the economic crisis were defence budgets, and while Russia has been modernising its army and has increased military expenditure to 4.5% of GDP – and the same is true for China – the figure in most EU Member States has plummeted far below 2%. There is no way to avoid or postpone systematic recovery of the EU's defence capability.

One problem that the European Council in June this year needs to address is the practical application of Treaty Article 42(7) – the mutual defence clause – especially in the new security situation. Could it be used also in case of cyber-attacks against vital strategic infrastructures?

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Gilles Lebreton (NI), *question «carton bleu»*. – Monsieur, vous venez de dire que l'Union européenne devait retrouver son identité. Je peux comprendre ce point de vue, même s'il me paraît un peu abstrait. Mais pour illustrer cette opinion, vous avez cité les manifestations du 11 janvier à Paris et là, je ne vous comprends pas. Je ne vois pas comment vous pouvez relier ces manifestations parisiennes à un problème d'identité européenne puisque, très officiellement, les 4 millions de Français qui ont défilé partout en France voulaient faire une marche républicaine. Ils invoquaient donc la République française et ils ont également invoqué l'union nationale.

Je vous demande si vous ne pensez pas que cette manifestation n'a rien à voir avec l'Union européenne et qu'au contraire elle manifeste peut-être une défiance vis-à-vis de l'Union?

Tunne Kelam (PPE), *blue-card answer*. – We are speaking about European identity – it is not EU identity only. It is based upon a common European cultural heritage, our tradition, our culture and first of all, spirit of solidarity. I think the Paris demonstrations took place in the spirit of solidarity, not regarding anyone or anybody.

Afzal Khan (S&D). – Mr President, allow me to begin by thanking the High Representative for her work and the efforts that she is making and for the report that she has given here to this House.

Europe faces many security challenges - a frozen conflict in our eastern neighbourhood, crises in the Middle East and North Africa, and the global threat of terrorism as recently seen in France, Pakistan and Syria. An effective European security and defence policy is therefore crucial for our citizens' welfare.

The tragic terrorist attack in Paris has affected us all. Our response should not lead to losing our core values. This will hand victory to extremists. Instead, we need to push for a coordinated and comprehensive global response in dealing with terrorism. We need to deal with some of the long-standing disputes in the world, such as Palestine and Kashmir, with better security cooperation internally and externally, education – as extremists thrive on ignorance – and the need to show responsible leadership to counter the narrative of extremism.

David McAllister (PPE). - Mr President, I would like to underline to Mrs Mogherini three aspects which, in my opinion, have not been addressed yet and are important to ensure a successful common foreign and security policy.

Firstly, the European Union, as we all know, is especially powerful in its immediate neighbourhood. Therefore it is necessary to strengthen the EU's set of external instruments. The European Neighbourhood Policy should combine a long-term structural engagement with better instruments for a short-term impact.

Secondly, the European Union should have a key role in terms of strengthening the Eastern Partnership, on the one hand, and maintaining the dialogue with Russia on the other. With regard to the Eastern Partnership Summit in Riga, which will take place in May, I welcome the fact that the Latvian Presidency has announced a more individual approach towards the countries in the EU's Eastern Neighbourhood, since we all know that one size does not fit all.

Streda 14. januára 2015

Thirdly, and finally, I believe that accession countries need to align their foreign and security policy with the EU acquis. We should be very clear on this and call for implementation in all areas. This includes decisions introducing restrictive measures against Russia as long as they are necessary.

Neena Gill (S&D). - Mr President, a strong focus on our neighbourhood and the Middle East is undoubtedly important, but objectives can be compromised by being absent in other regions. I am concerned that, regarding Asia – home to half the world's population – it is left to the US and Russia to set the agenda.

We saw an illustration of this just this week in India. High-ranking global players from across the world were there at the Gujarat Summit. Meanwhile the EU was not. President Obama is visiting India once again, for the second time. So would you agree, High Representative, that it is an urgent issue that we resurrect the EU-India Summit? Otherwise we will disappear from Delhi's radar. Our absence in India, China and Asian states is short-changing our businesses and citizens. Failing to increase engagement with these countries would equal failing to deliver growth, high social standards, stability and progress on tackling climate change. I hope that in 2015 we will finally connect the dots and adopt a proactive Asia strategy in which these countries are approached as real and equal partners.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). - Panie Przewodniczący! Szanowna Wysoka Komisarz! Intencją dzisiejszej debaty jest przede wszystkim wyrażenie poglądów przez eurodeputowanych w odniesieniu do realizacji wspólnej polityki zagranicznej, bezpieczeństwa i obrony. Z tego też powodu odniosę się tylko do kilku punktów.

Po pierwsze, nie podzielam tych poglądów, w których buduje się rywalizację pomiędzy prawami obywatelskimi, bezpieczeństwem Europy czy też sprawami gospodarczymi. W mojej opinii mamy tercet wartości, w którym zgodność i równość znaczenia ma podstawową wartość. Z tego też wywodzi się moja opinia o konieczności zbudowania jednolitego systemu obejmującego całą Europę kontroli przepływu pasażerów w ruchu lotniczym. Pamiętajmy, że poszerzając gwarancje bezpieczeństwa obywateli, wzmacniamy i urealniamy ich prawa obywatelskie.

Po drugie, moja ocena szczytu NATO w Walii jest ambiwalentna. Z jednej strony wydawało się, że przygotowania zakończą się mizernymi wynikami, z drugiej, w efekcie kryzysu ukraińskiego nastąpiła mobilizacja, i bez wątpienia klęski nie było. Dziś jednak najważniejsze jest, aby ustalenia polityczne sprawnie przełożyć na język i decyzje czysto wojskowe. Mam wrażenie, że w tej materii politycznej woli, determinacji i pełnej zgody po prostu brakuje. Przewodniczenie osobiste przez Panią Wysoką Przedstawiciel Komitetowi Obrony traktuję jako dobry znak tych ewentualnych sukcesów.

Po trzecie, jestem wielkim przeciwnikiem dublowania ośrodków decyzyjnych w strukturach bezpieczeństwa, powoływania nowych instytucji, budowania alternatywnych ośrodków kierowania czy też rozwiązywania na nowo zdefiniowanych problemów bezpieczeństwa przez kolejne agendy *ad hoc*. Traktat unijny jest wystarczający, aby z niego korzystać.

Boris Zala (S&D). - Mr President, the security challenges we face are probability greater than at any point in the EU's history.

The gravest is the threat of radical Islamic terrorism. After the tragedy in Paris, we are hearing proposals to weaken the Schengen regime. In my view, that would be a huge step backwards. Instead of reinstating border checks and undermining one of the EU's fundamental freedoms, we need closer coordination among our security and law enforcement agencies.

Instead of gathering ever greater amounts of data and undermining civil liberties, we need more effective, intelligence sharing to connect the dots from the information we already collect.

We also need stronger institutional structures at EU level. I believe that Europe needs its own common intelligence service, as proposed last year by our esteemed colleague, former Commissioner Reding.

Othmar Karas (PPE). - Herr Präsident, Frau Vizepräsidentin, meine Damen und Herren! Erstens begrüße ich Ihren ganzheitlichen, grundsätzlichen Ansatz. Zweitens unterstütze ich Ihr Selbstverständnis, sich als Außenminister einer Supermacht für Frieden, Dialog, Respekt und diplomatische Lösungen zu verstehen. Drittens meine ich aber, dass der Erfolg davon abhängig ist, ob die Europäische Union zur politischen Union wird, die die Staaten Europas zu einer Gemeinsamen Außen-, Sicherheits- und Verteidigungsunion vereinen kann. Viertens: Auch hängt der Erfolg davon ab, ob wir die EU-Missionen finanziell ausreichend ausstatten, ob wir endlich das öffentliche Ausschreibungswesen für die EU-Missionen verändern und ob die Europäische Beschaffungsagentur alle Veränderungen der nationalen Verteidigung-

Streda 14. januára 2015

spolitiken koordinieren kann und für die ausreichende Ausstattung sorgt. Fünftens teile ich Ihre Auffassung, dass Außen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik zu Hause beginnt.

Niemand von uns ist neutral. Jeder von uns ist mitverantwortlich. Das heißt aber auf der einen Seite, dass jeder, der europäisches Recht, europäische Werte nach innen verletzt, uns außenpolitisch schwächt, und jeder und jede, die gegen eine gemeinsame Außen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik auftritt, Ihr Selbstverständnis, eine Supermacht des Friedens zu vertreten, untergräbt. Das Parlament und meine Delegation haben Sie an Ihrer Seite.

Brando Benifei (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, «Una politica di difesa comune destinata a sostenere una politica estera comune presuppone che gli Stati membri identifichino interessi comuni: non può esistere una politica estera comune senza uno strumento di analisi comune; ma una politica estera comune non può nemmeno esistere senza una volontà comune», queste sono le parole di un grande europeo, Leo Tindemans che sfortunatamente ci ha lasciato il mese scorso, prese dalla sua relazione del 30 aprile 1998 sulla progressiva instaurazione di una politica di difesa comune dell'Unione europea.

Ancora oggi tale frase mantiene intatto il suo valore, sono già state ricordate in Aula le innumerevoli situazioni e crisi che richiederebbero un'urgente ridefinizione delle priorità politiche europee e delle sue modalità di azione nel campo della politica estera di difesa e di sicurezza comune. Resta tuttavia da sciogliere il nodo della volontà comune, tema più volte ripreso anche nei suoi discorsi dal nostro dimissionario Presidente della Repubblica italiana Giorgio Napolitano, una volontà che appare insufficiente ancora nelle nostre capitali. L'obiettivo è di ottenere questa volontà, ci si sta giovando della capacità di leadership mostrata in questi mesi dall'Alto rappresentante. In conclusione intendo ricordare che il programma della Presidenza lettone ha riportato la necessità di fare progressi sul fronte dei *battle group* europei. Per questo serve una nuova base legale a partire dall'articolo 42.

Γεώργιος Κύρτσος (PPE). - Κύριε Πρόεδρε, εγώ είμαι πολύ χαρούμενος που η Ευρωπαϊκή Ένωση έχει μετατραπεί σε μια οικονομική υπερδύναμη. Το γεγονός ότι είμαστε όλοι μαζί μια οικονομική υπερδύναμη είναι, κατά τη γνώμη μου, απόδειξη συλλογικής επιτυχίας και συλλογικής προοπτικής. Και μέσα σε αυτό το σύνολο οι ευκαιρίες είναι περισσότερες για τις μικρότερες χώρες, οι οποίες διαφορετικά θα περνούσαν απαρατήρητες ή θα μπορούσαν να περάσουν στο περιθώριο. Για παράδειγμα, εάν δεν ήμασταν οικονομική υπερδύναμη, χώρες όπως η Ιρλανδία, η Πορτογαλία, η Ελλάδα, η Κύπρος θα είχαν πρόβλημα να καλύψουν τις χρηματοδοτικές τους ανάγκες για να αποφύγουν τη χρεοκοπία μετά το 2008.

Επίσης το γεγονός ότι είμαστε οικονομικά ισχυροί επηρεάζει τις σχέσεις μας με τη Ρωσία. Υπάρχει αυτή η διαφορά απόψεων για το θέμα της Ουκρανίας, αλλά νομίζω ότι η Ρωσία, μετά την πτώση της διεθνούς τιμής του πετρελαίου, που προκάλεσε μεταξύ των άλλων και την πτώση στο εθνικό της νόμισμα, το ρούβλι, και το πέρας της οικονομίας της σε ύφεση, θα θελήσει σε κάποια φάση να σταματήσει να χρηματοδοτεί μια πολιτική που την φέρνει σε αντίθεση με εμάς.

Θεωρώ όμως ότι πρέπει να δουλέψουμε καλύτερα για να αποκτήσει στρατηγικό βάθος η πολιτική μας. Δηλαδή, γιατί να μην χρηματοδοτήσουμε τον έλεγχο και τον περιορισμό της παράνομης μετανάστευσης; Τα γαλλικά μέσα ενημέρωσης μεταδίδουν ότι, μετά τα δραματικά γεγονότα του Παρισιού, η κατανάλωση πέφτει, η ψυχολογία του κόσμου αλλάζει. Υπάρχουν δηλαδή δυσλειτουργίες και οικονομικό κόστος. Επομένως, καλύτερα να καλύψουμε μαζί έναν λογαριασμό, να βρούμε μαζί κοινές πολιτικές για να αποτρέψουμε προβλήματα σε κάθε χώρα ξεχωριστά.

Catch-the-eye procedure

Andrej Plenković (PPE). - Gospodine predsjedniče, potpredsjednice, hvala vam Visoka predstavnice Mogerini na cjelovitom predstavljanju vaših prioriteta, a zahvaljujem i kolegi Pierreu Vimontu na doprinosu proteklih pet godina radu Europske službe za vanjsko djelovanje i vanjskoj politici Europske unije.

Čini mi se da nakon Pariza pitanje unutarnje sigurnosti postaje jednako važno kao i globalno pozicioniranje Europske unije u skladu s prioritetima koji su definirani u programu rada nove Komisije i u skladu s misijom koju vam je povjerio predsjednik Komisije Juncker. Čini mi se da je ključno da u narednih pet godina osnažimo vanjskopolitički kredibilitet.

Streda 14. januára 2015

Ja ću, kao jedan od svojevrstnih portparola vanjske politike Europske unije s aspekta Europskog parlamenta i šef Delegacije za Ukrajinu, nastojati da naša zajednička aktivnost bude koordinirana i koherentna te da polučimo rezultate koji će dovesti do mira i stabilnosti za zemlju koja je u našem najvećem fokusu.

Jo Leinen (S&D). - Herr Präsident! Frau Mogherini, Ihre Begründung, warum wir eine gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik brauchen, hat mir sehr gut gefallen. Es ist die Verteidigung der Grundwerte und unserer Identität. Ich würde Sie ermuntern, diesen Begriff, die Supermacht für Frieden und Freiheit, auch immer wieder zu wiederholen. Das muss sich in die Köpfe einprägen, auch wenn die Europageegner das nicht gerne hören. Ich glaube, dass Sie in der Öffentlichkeit, auch in Großbritannien, für Verteidigung von Freiheit und von Frieden auch viel Zustimmung ernten.

Nun, Sie haben gesagt: Die Herausforderungen sind komplex, und wir brauchen ein ganzes Bündel von Maßnahmen. Wir sind keine Militärmacht, wir sind eine Zivilmacht. Wir haben Instrumente, die wir einsetzen können. Bei der Bekämpfung des Terrorismus erwarten die Bürger Sicherheit. Da wäre auch die Frage: Sind wir gut gerüstet, haben wir genügend Instrumente, uns vor dem Terrorismus zu schützen, was die Nachrichtendienste angeht, was auch die europäische Verfolgung durch die Europäische Staatsanwaltschaft angeht? Diese Fragen, glaube ich, sollten bei Ihnen auf der Agenda sein.

Ангел Джамбазки (ECR). - Г-н Председател, г-жо Могерини, безспорно пред Европейската комисия и Европейския парламент стоят много предизвикателства, свързани с общата външна политика и сигурност. Едно от най-големите от тях, разбира се, е пълномасштабната война, която се води срещу Европейския съюз от страна на различни джихадистки ислямистки групировки, които се намират в държавите от Близкия изток, в Африканския рог, в самото сърце на Европа.

Тази външна политика трябва да бъде основана на размена и на обмена на разузнавателни данни. Трябва да бъде усилена общата политика на сигурност, защото с тези групировки, с този начин на асиметрична война можем да се борим там, където тя се заражда - не по улиците на Париж, а там откъдето тя тръгва. Тя тръгва от Нигерия с Боко Харам, тя тръгва от Сомалия с Ал - Шабаб, тя тръгва от Ислямска държава, тя тръгва от Хамас в Палестина.

Да не забравяме и ролята на държави, които подкрепят тероризма и тук важен въпрос, който никога не постави в залата, е ролята на Турция в подкрепата на Ислямска държава, в прехвърлянето на нелегални емигранти и бежанци на територията на Европейския съюз.

Това трябва да се направи и това трябва да бъде нашата обща външна политика.

Ivan Jakovčić (ALDE). - Gospodine predsjedniče, pariška tragedija potresla je Europu. Pariška tragedija također je na neki način ujedinila Europu. Svi smo bili solidarni s francuskim narodom, svi smo pokazali jedinstvo i dobro je što su europski čelnici bili zajedno i držali se za ruke u Parizu jer je i to dokaz europske solidarnosti i europskog zajedništva.

Ono što želim istaknuti kao jednu dimenziju o kojoj se ovdje nije govorilo, je i to što su mnogobrojni čelnici islama, mnogobrojni muslimani bili solidarni s nama u Europi i dijele naše europske vrijednosti. Mislim da je ta dimenzija vrlo važna. Mufti zagrebački osudio je taj zločin, ali i još nešto ponudio - ponudio je način funkcioniranja islama i katoličanstva kao što je to u Hrvatskoj, u zemlji koja je poznata katolička zemlja u velikoj mjeri ali islam i katoličanstvo u Hrvatskoj funkcioniraju dobro.

Možda u Europi imamo dobre modele.

Milan Zver (PPE). - Evropska unija potrebuje novo evropsko varnostno strategijo. Potrebujemo proaktivno in ne reaktivno zunanjo in varnostno politiko. Prosto gibanje znotraj Evropske unije ostaja prioriteta, a moramo na drugi strani narediti vse, kar je v naši moči, da bi preprečili teroristične napade, kot je bil pariški.

Da bi zagotovili večjo varnost državljanov Evropske unije, moramo poostriti nadzor nad zunanjimi mejami, izboljšati izmenjavo podatkov obveščevalnih agencij in drugih organizacij o bojnikovih v tujini, terorističnih mrežah in potnikih letalskega prevoza.

Streda 14. januára 2015

Potrebuje tiež tesnejšie sodelovanie z internetnimi ponudniki, da bi karseda hitro umaknili zapise o spodbujanju sovraštva in terorizma. Zavzemam se za evropski preiskovalni nalog, ki naj rešuje težave v primerih pridobivanja informacij in dokazov v čezmejnih primerih.

Prav tako se zavzemam, da države članice povečajo svojo obrambno sposobnost, več vlagajo v njo, pa tudi, da se poenotimo v stališčih, kadar gre za vzhodno politiko.

(Ende des Catch-the-eye-Verfahrens)

Bill Etheridge (EFDD). - Mr President, Rule 162 on the catch-the-eye procedure: for the second time today we have had speakers from groups; no EFDD speaker has been allowed. I asked an hour and a half ago for a 'catch the eye'. I would just like some justification as to why we are not being allowed to speak.

President. - You are the only speaker from your group. You had a blue card before, and there are so many speakers – I see that Ana Gomes wants to speak as well, and she did not even have a blue card before, so I have to make a choice. I have way too many speakers under the catch-the-eye procedure. I apologise if you do not get to speak this time round; there are a number of debates that will follow. I hope you will have a chance.

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs. - Mr President, this is quite a strange exercise for me. Among many positive and very nice things said, which I appreciate as the encouragement is always useful, I have heard some of you saying that there is little clarity in our foreign security and defence policy and that we should learn from some of criticism of the past. I understand that this is a debate also on the report on choices that have been made since the last Parliamentary debate on this, which was actually before this formation of Parliament and, if I am not wrong, that debate was in April last year. It is clear that I cannot – and indeed it would not be fair for me to – make an assessment or evaluation on a report on choices that were taken before I became High Representative/Vice-President of the Commission.

(Here again I would invite the European Parliament to refer to me using the term that is mentioned in the Treaties. I am sorry if I mention this from time to time, but I think we have to respect the Treaties in these little things).

This does not mean that I do not have an opinion on previous choices or previous policies: the ones that were done and the ones that were not done or not taken. This only means that I am in the first two months of my mandate and concentrating on the things that need to be done for the future, obviously starting from an assessment of what were our weak points or what needs to be completed. In this respect your opinion counts; your opinion, the opinion of Ministers on the Council side and the opinion of the Commission on the other. But from my side it would not be fair to pretend that in two months I can make an assessment of things that were done in the previous months or years or plan for the next five years in a complete and exhaustive way.

But what I can do here is say what I intend to do over the coming months and make sure that we check that regularly with common discussions like this one, and also identify some of the basic lines – as I am trying to do.

Starting from one basic point: Mr Brok, the Chair of the Committee on Foreign Affairs, mentioned the fact that dealing with the foreign security and defence policy is not only a matter of security but also a matter of values and of economic interest and interests at large. I would start from there.

I think that anyone who is dealing with national foreign policy knows that you start from the analysis of the national interest, and I think we need to take this European interest as our starting point for developing our strategy. However, the exercise of developing a fully-fledged strategy is not something we can do in a couple of hours in this Parliament, even if this Parliament has a lot of knowledge about that. We need to take our time. I will reach out to the external community and also involve not only the European Parliament but also national parliaments and national foreign and security dimensions. That is why, to those of you that asked me: 'what is the role of the European Parliament going to be in defining what I intend to launch as a foreign security policy strategy?' I can say that I intend to launch a wide, deep and open process – not writing a document or drafting documents together but having a common reflection together. If we have to define our European interest as the basis of our common strategy, we need to have a broad and comprehensive debate. Therefore, be sure that we will be coming back to this issue so often in the months and probably years to come that we might even be bored of it. But I personally will never be.

Streda 14. januára 2015

A point was raised by a Member of Parliament – who is not here anymore – mentioning the picture which is going round the social media these days of the leaders, not only of Europe but also leaders of the world, in Paris, which does not show the people behind them. I have seen that picture as well. I would never stand here saying that the European Union or European Union institutions or leaderships are perfect; neither is this Parliament. But our job is to fill the gap between the thousands of people that were in the streets and that picture. That was the big strength of not only Europe, but Europe and the European capacity to reach out to alliances in the world.

The power of that picture was not the number of people behind the first row; it was the complexity, the mix of the people in the front row. There were Europeans, big countries, small countries, different countries, people that are used to fighting each other on different issues in different fights, African leaders, Arab leaders, international organisations, regional organisations: the mix. The power of that picture was the sense of an alliance of civilisations, and that was what I think the people in Paris, the European people were applauding: the capacity of the European Union and of France to take an approach which was an alliance and not a clash of civilisations. I think that this is giving us the responsibility to build on this promise of going in that direction.

As regards a point that was mentioned by many of you: others' stability, security, democracy and respect of human rights is also our stability, security, democracy and respect of human rights. We are so much interlinked; we discussed that on Libya yesterday. Some were saying that we should just stay out. No way; we are interlinked so much. There is no other way of assuring our own security, stability and prosperity if we do not work also on the security, stability and prosperity of our common region and also of people that are far away from us. But I will return to that.

I would start, for sure, with the neighbourhood. Engage and work together, whether in the south or Tunisia – but also in Iraq. I take the point raised that there is no structured EU presence in Erbil, and let me tell this Chamber that I am going to propose that we do have an organised permanent presence as the European Union in Erbil. I think we have to be present; it is not a matter of flags – although it sometimes can be a matter of flags – but it is a matter of being able to do the job in the most effective way. We have to be in all parts of the neighbourhood where our work and our investment is needed – not only in the interest of our neighbours, but also in our own interest.

That is true as regards the south; it is also very true as regards the east. Like some of you, I was also a bit surprised by the fact that the conflict in the east of Ukraine was not as high on the agenda of the discussion that we had today as I would have expected it to be. I think it is probably because we have another point later in the afternoon specifically on that. I would refer to that more in depth during that discussion, but let me say here as regards the conflict in Ukraine and the support that we have to build for Ukraine and for Ukrainian internal reforms and success, that I believe it is going to be a crucial part of the success or failure of our foreign and security policy, and that the Riga Summit – that some of you asked about – is going to be one of the crucial elements next month for redefining our relations with the Eastern partners on a tailor-made approach. We are going through a revision of our European Neighbourhood Policy (ENP), and you can be sure that we will have an exchange with the European Parliament, together with Commissioner Hahn, on the ways in which we are reviewing the policy as such.

Let me also mention, while we are talking about the neighbourhood, that yes, I completely share what some of you said about the Western Balkans. This is one of the areas where the added value of the European Union cannot be substituted by any other actor in the world. Therefore, Bosnia and Herzegovina and also other countries of the Western Balkans are going to be one of the key priorities, I would say the starting point. My generation grew up thinking that it would be impossible to have peace in the Western Balkans. Now we almost forget to mention the Western Balkans because it is so quiet – everything is relative. But this is also a positive encouraging sign; if we work, day by day and consistently, with all our means on a mediation and stabilisation process and on the prospect of European integration, we will be successful in stabilising societies and institutions.

Some invited me to choose – the Member is not here any more, sorry about that – between continuing to work on visibility everywhere, maybe in competition with Member States or other organisations, and selecting only a few priorities where we do really bring added value. Obviously we have a number one task, which is to do our job in our part of the world because, like the Western Balkans, this is the place where we are not replaceable. But on the other hand, I think it would be a strategic mistake if we thought that this is an alternative compared to being also present in other parts of the world. Latin America was mentioned; I would mention Africa. India and Asia in general were mentioned; China, I think, also was mentioned. We cannot choose, because on the one hand we have to pay maximum attention to the places where we bring added value – and that is to me clearly our neighbourhood. At the same time, we also have to be present and invest in our relations with the rest of the world, whether Latin America, the African Union – I am

Streda 14. januára 2015

going to be there in a couple of weeks – or Africa in general and some key places in Africa. This also relates very much to our security.

Now we look at the Arab World, but do not forget that a lot of our security is linked to the security in the Horn of Africa and in the sub-Saharan region. And if we consider that the economy is also part of our foreign policy strategy, how could we forget Asia? Human rights are also a basic part of our foreign policy strategy, so how could we forget some big countries in Asia or elsewhere in the world? I think we do not have the luxury of choosing. We have to do all.

Someone said – and he is still here in the room, thank you – that we are surrounded by a set of crises and the clear thing today, hopefully to everybody, is that none of them can possibly be solved by one Member State alone, or by a group of Member States. I fully subscribe to this, and I think that now the awareness is there. The point is, also from my side, to develop a capacity of not looking at the two things as contradictory.

I completely agree with one of you in this Chamber who said that the European Union's beauty is its diversity. I fully agree, but we should never fall into the trap of thinking that diversity contradicts unity, because our strength is being united in our diversity. There are ways of coordinating our common foreign and security policy without overlapping with national interests, because so much of the national interest today coincides with the European interest. This is what I think we need to understand.

I have been a national government minister myself, and I know that national priorities in most cases can only be reached through European coordination and European means. This is true on both foreign policy and defence. I thank those who raised it. The French in particular will excuse me if I say so, but I think we understand each other in this room. We somehow have to take the opportunity presented to us by the shock of what happened in Paris last week to understand that we have to move and to wake up as regards sharing and increasing our common work in two areas: intelligence and defence. If we do not do it now, it means that we do not understand what is happening in the world.

Sharing intelligence is something on which I will ask this Parliament to support me in asking Member States to do more generously; not because it is in the interests of the European Union, but because it is in the interests of their own citizens to share intelligence and to invest and share on defence.

Many questions were asked regarding the June European Council. We have started to work with the European Defence Agency. I agree with those who mentioned that we need to have concrete deliverables on many issues, starting from industrial ones and the four major projects that were decided to be followed-up on at the June European Council – the air-to-air refuelling, drones, cyber security and satellite communication – but also in general on innovation, dual-use research and fiscal and financial incentives for defence cooperation. This is something about which the European Defence Agency has already started to put concrete proposals on the table for the Ministers. There are also other important things like 'train and equip' projects to support partners' capacity in crisis management. We need to have some extremely concrete and precise deliverables in the June European Council. That is important not only for our security but also for our economy and for our industries.

We also have other things to do at the level of defence. You asked about the defence budget. This is a sensible debate, which in the European Union as such has not taken place. We had that debate in NATO and different organisations, with which I am starting to coordinate very closely, because I believe that we are different; we have a different mission, we have a different identity and a different membership. But we need to work together on security in a complementary way: we have our differences, but still we have to work very closely together. But this issue of national defence budgets has not been an issue in itself for a European agenda, and I believe that it should be an issue for the June European Council debate. The target set at the NATO Summit was 2%. I would say that an additional reflection on the defence budget is not only the amount of money, it is also – and mainly, I would say – the way in which the money is spent, and in this regard European common defence projects can be very helpful, because the output in defence counts more than the input, because what we really are looking for is projects that work. But I think that we will have to look at that also at the European Council in June.

Streda 14. januára 2015

When I mentioned a superpower, I did not expect such a reaction to it. First of all it is not a dream. Somebody said: 'instead of dreaming of being a superpower'. You know we already are one. Do not necessarily link superpower only to the military; I believe that we can also be a hard-power superpower. But take soft power or take other fields of foreign policy: we are the first donor in the world. In development we are already a superpower. In many other things; in climate change we are leading. We are a superpower.

On diplomacy, we Europeans have the largest network of diplomatic presence in the world. On many other things – on presence on the ground – in many places, if you put together the European Union and the Member States, we are certainly the superpower in the world. But a giant that is not aware of being a giant is not a giant but a dwarf. This is the exercise that we have to do – to realise what instruments and power we have and to use them, because having a superpower and not using it is a waste. In this world really we cannot waste any of the opportunities that we have.

I think I will finish here by mentioning one element: the white paper on defence. I am concentrating more on defence, because I realise that was an aspect on which I talked less in the beginning, so I am trying to catch up. I think the main point today is to develop the security and foreign policy strategy. It has taken more than ten years, and someone said either we were very successful or we were late. I guess we are late. Not only has the region changed, but Europe has changed. After 11 years we have instruments, and we are ourselves completely different from 2003. I think we need to do this exercise first, also because first you define the scenario, the work, your objectives and your European interest, and then you go to the instruments. But this could also lead to a white paper on defence – why not? It could be.

But I think that now we have to engage first in an exercise of defining. I said that by June I would present the assessment of the global security challenges that are facing us, and then I think together – together with the European Parliament but also with national parliaments and with the foreign and security community in the European Union at large, including the Member States – we will need to define our foreign policy and security strategy. But I do not exclude that this could also lead to working on a white paper on defence at a later stage.

I thank you very much and I am looking forward to the next debate.

President. - This has been a very useful debate, giving life to Article 36 of the Treaty.

The debate is closed.

Written statements (Rule 162)

Enrique Calvet Chambon (ALDE), por escrito. – La situación actual demuestra que la lucha contra los fanatismos terroristas requiere una nueva posición reforzada de Europa como agente global en defensa. Como europeístas debemos admitir la necesidad de acelerar la marcha para conseguir una defensa común.

Ana Gomes (S&D), in writing. – The terror attacks in Paris exposed failure in countering terrorism, which has much to do with the lack of Europe: lack of cooperation in 'human intelligence', lack of integrated policies to prevent radicalisation of young people, not to mention the austerity policies which fuel unemployment, social marginalisation and alienation – fields where terrorist organisations recruit. Some Member States bear more responsibility than others for blocking EU cooperation under CFSP and CSDP – including for double standards and grave mistakes in external action which feed the narrative of terrorists – just think of Gaza! In Iraqi Kurdistan where four of us, Members of this Parliament, were last week, many people expressed their grief over the Paris terror, which they saw as linked to the suffering Iraqis are daily enduring at the hands of ISIS. And they did not fail to note that those we call 'foreign fighters' are indeed European young people: over 3 000 of them in ISIS ranks, massacring non-Sunni Muslims and Yazidi, Christian, Shabbak, Kurdish and other minorities in Iraq and Syria! We have a collective responsibility and must work together and act strategically and coherently in fighting terrorism. That is why we desperately need CFSP and CSDP.

Eduard-Raul Hellvig (PPE), în scris. – Suntem în plin război asimetric, în care siguranța cetățenilor europeni este amenințată de bombe umane pregătite de grupări teroriste. Pericolul comun impune o ripostă comună. UE are nevoie urgentă de o strategie anti-teroristă coordonată între statele membre. Atentatele de la Paris sunt o lovitură împotriva securității europene și a edificiului de valori ce stau la temelia democrației. În fața acestei amenințări grave, se impun înăsprirea și adecvarea legislației antiteroriste la provocările de tipul Noului Jihad, determinate de cetățeni ai unor state europene, îndoctrinați și instruiți pe fronturile islamiste pentru atacuri pe teritoriul UE. Este inadmisibil ca propaganda islamistă și libera circulație a suspectilor de terorism, spre și dinspre bazele din Orientul Mijlociu, să continue să pună în

Streda 14. januára 2015

pericol viața și libertatea cetățenilor europeni. E nevoie de măsuri drastice împotriva celor ce optează pentru înrolarea în rândurile organizațiilor teroriste. Calitatea de terorist este incompatibilă cu aceea de cetățean european. De asemenea, consider că se impune o strategie comună, la nivel european, pentru stoparea propagării fanatismului și a mesajelor teroriste, în special prin intermediul internetului și al lăcașelor de cult.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – Les attentats perpétrés sur le sol français ne doivent pas rester sans réponse. À l'évidence, les outils de notre politique de sécurité et de défense ne nous ont pas permis de prendre la mesure, ni de faire face aux dangers auxquels nous, Européens, sommes aujourd'hui exposés en dehors et désormais, à l'intérieur même de nos frontières. Pour cela, nous devons d'urgence identifier nos faiblesses stratégiques et capacitaires si nous voulons mettre en œuvre une politique de sécurité et de défense véritablement efficace. Il ne s'agit plus d'un choix mais d'un devoir. Si nous voulons protéger nos frontières, nos valeurs et nos concitoyens, nous devons disposer d'un appareil militaire commun opérationnel, mettre un terme aux coupes insensées dans nos budgets de défense, réviser le mécanisme de financement commun de nos opérations militaires et parvenir, enfin, à parler d'une seule voix vis-à-vis du reste du monde. Une coopération renforcée en matière de police et de renseignement, ainsi que la mise en place d'un PNR européen seront également indispensables pour assurer l'efficacité et la cohérence de notre action commune. Ce n'est qu'à ces conditions que nous serons à la hauteur des défis sécuritaires qui nous attendent. N'attendons pas un autre drame pour réagir!

Alyn Smith (Verts/ALE), *in writing*. – We all agree there can be no peace without justice and diplomacy, and this also applies to the Israeli-Palestinian conflict, where decades of armed struggle and on-off peace talks have simply failed. Signing the Rome Statute opens up Palestinian territory to future International Criminal Court (ICC) investigations. This is a situation that Israel and its allies, including the UK, fought a long and intense behind-the-scenes battle to avoid – forgetting that the decision not only sets the stage for filing a war crimes case against Israel for its actions in Gaza but also exposes Palestinians to prosecution. The Palestinians will themselves be judged by this court.

Surely, if the EU is committed to actively promoting the widest participation in the ICC, we should be backing the right of the Palestinian people to seek justice through accession to treaties and international organisations, and not discouraging them from doing so. If we, the union of European nations, continue to fail to act and to support Palestinians' campaign to join international organisations, then the Arab-Israeli conflict will remain a thorn in the side of the Middle East, causing suffering and destruction that will continue throughout the remainder of this parliamentary term and many more to come.

Igor Šoltes (Verts/ALE), *pisno*. – Teroristični napad v Franciji na uredništvo satiričnega časopisa Charlie Hebdo prejšnji teden je temni madež varnostne politike znotraj EU. Postavlja se vprašanje, kako zagotoviti višjo stopnjo varnosti. V dnevih po napadu se vrstijo iniciative za odločne ukrepe v boju proti terorizmu. Ob tem pa je potreben temeljit razmislek. Imamo demokracijo, vrednote in načela, ki skrbijo za blaginjo vseh Evropejcev. Varnost je ena izmed ključnih pogojev za razvoj, izobraževanje, gospodarsko rast, delovna mesta in investicije. In ravno zato je potrebno pregledati, ali so varnostna, obrambna in zunanja politika ustrezne ali pa jih je potrebno spremeniti in dodelati, da se zagotovi višja stopnja varnosti. Vendar je to potrebno storiti premišljeno in usklajeno, z opredelitvijo strategije za prihodnost. Vsekakor pa je potrebno paziti, da ne zapademo v past. Ta past pomeni, da bi v imenu večje varnosti povečevali moč nadzora nad gibanjem in potovanjem državljanov. Za večjo varnost ne moremo poskrbeti tako, da omejujemo človekove pravice in svoboščine. Ravno pretiran nadzor in nebrzdano in nekontrolirano zbiranje podatkov lahko povzroči nasprotno učinke in poveča tveganje za terorizem. Zato pozivam k razumu pri ukrepih, ki bodo sledili za dvig občutka varnosti med Evropejci.

Traian Ungureanu (PPE), *în scris*. – Uniunea Europeană discută astăzi despre o nouă politică de securitate, în condițiile atacului terorist absolut abominabil care a avut loc la Paris. În contextul european, este de datoria instituțiilor europene să treacă la etapa acțiunilor concrete, în lumina noilor amenințări teroriste care vin chiar de pe teritoriul statelor membre. Vorbim acum de o amenințare internă care impune o colaborare extrem de strânsă, coerentă și eficientă între toate cele 28 de state. În condițiile în care România are cea mai întinsă graniță exterioară a UE din estul Europei, apartenența la Schengen, amănată din motive politice și nicidecum tehnice, devine crucială. Măsurile de securitate trebuie sporite la granițele exterioare ale UE, iar deplasările în interiorul acestor granițe ale unor persoane care aparțin organizațiilor teroriste trebuie să fie și mai strict monitorizate. Aderarea României la Schengen nu poate aduce decât un plus de expertiză în prevenirea și combaterea activităților teroriste din UE. Aderarea României la Schengen devine, în aceste condiții, benefică nu numai cetățenilor români și companiilor românești, ci întregii Uniuni Europene. Cu un conflict

Streda 14. januára 2015

activ la granița de est a UE, a României, siguranța tuturor europenilor ar crește dacă această graniță ar deveni graniță Schengen.

(The sitting was suspended for a few moments)

5. Zloženie výborov: pozri zápisnicu

6. Nedávne ukrutné činy v severnej Nigérii (rozprava)

Der Präsident. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärung der Vizepräsidentin der Kommission / Hohen Vertreterin der Union für Außen- und Sicherheitspolitik zu den jüngsten Gräueltaten im Norden Nigerias (2015/2520(RSP)).

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. - Mr President, the violence by Boko Haram in the north-east of Nigeria is becoming daily more extreme and more threatening to the region. I would like to thank you for having this debate today: I think it is crucial that, as well as discussing our own security threats, we do not lose sight of what is happening in relation to major terrorist threats in other parts of the world. This is also very much part of our counter-terrorist communication strategy.

In the last few months alone, hundreds of innocent civilians have been killed, more kidnapped and thousands displaced. The attack on the border town of Baga last week is only the latest in a long series of attacks and bombings, and increasingly frequent attacks into Cameroon demonstrate that the threat is regional and is becoming even more so.

The objective is increasingly to spread terror and gain territorial control, with the indiscriminate targeting of everybody – Christians, Muslims, traditional and religious leaders, teachers, students, farmers, market traders, villagers, women and children. But I would highlight in particular the attack on Christians and the attack on girls, especially girls studying, who are a strong symbol of change in their own societies.

The numbers are frightening: around 13 000 killed since 2009 — more than half of this number in the course of 2014. There are 1.5 million internally-displaced people in Nigeria, 155 000 refugees in Niger, 37 000 in Cameroon and 11 000 in Chad, putting stress on local communities and potentially creating further conflicts. The breakdown of administration and law and order in wide areas of north-east Nigeria will also make the holding of elections in these three states increasingly difficult. The EU is committed – and will probably need to be even more committed – to supporting these countries in the struggle against Boko Haram.

The question is: what can we effectively do in the short term and in the long term? Whatever we do, we need to do it in close cooperation with the countries affected. In the short term there must be an effective military and humanitarian response to the crisis. The countries of the region have undertaken to create a Multinational Joint Task Force, which has not yet been mobilised. The EU is willing to help support the coordination of this force and is already providing EUR 10 million in counter-terrorism assistance to the Office of the Nigerian National Security Advisor. The EU Humanitarian Aid and Civil Protection department (ECHO) is also providing what humanitarian help it can to the refugees and displaced.

In the medium term, it is crucial that the people of these states also have the prospect of development and jobs and a government that can protect them and respond to their needs. To win this war, the 'hearts and minds' of the populations affected have to be won, otherwise our efforts, including at security level, will not achieve their target. And rules of engagement have to be respected by the security forces.

This is the message we conveyed at the last Ministerial Dialogue with Nigeria in November, when we invited Nigeria to speed up the implementation of the planned actions and to reinforce respect for human rights so that the European Union and its Member States can join forces with local initiatives in a more concrete and effective way.

Streda 14. januára 2015

Davor Ivo Stier, u ime kluba PPE. – Gospodine predsjedniče, Visoka predstavnice, dok je pažnja naše europske i svjetske javnosti bila usmjerena prvenstveno na barbarski napad u Parizu, u Nigeriji je Boko Haram doslovce sravnio sa zemljom mjesto Baga. Zato bih želio ovdje ponoviti riječi nigerijskog katoličkog nadbiskupa Ignatiusa Kaigame i citiram: „Vidim vrlo pozitivan odgovor francuske Vlade nakon ubijanja francuskih građana. Potrebno je da se takav duh širi dalje, ne samo kada su u pitanju napadi u Europi već kada se to dogodi u Nigeriji, Nigeru, Kamerunu ili drugim siromašnijim zemljama. Moramo mobilizirati međunarodne resurse kako bi se suprotstavili onima koji su nanijeli toliku bol mnogim obiteljima.”

Kolegice i kolege, normalno je da snažnije reagiramo kad se nešto događa kod nas, na našem kontinentu. Možemo i moramo biti ponosni na iskaze solidarnosti naroda i građana cijele Europe sa žrtvama u Parizu. Ali, naše vrijednosti su univerzalne i stoga moramo aktivnu solidarnost iskazati prema žrtvama islamskog radikalizma u Nigeriji. Dvije tisuće ljudi je Boko Haram masakrirao u mjestu Baga. Vrijeme je da kažemo *Je suis Baga aussi*. Jer napad na Bagu je napad i na naše vrijednosti, Boko Haram uspostavlja kalifat na sjeveru Nigerije i postaje globalna prijetnja kao što su to džihadisti u Siriji, Iraku ili u Libiji.

Na kraju, jedna moja opservacija kao člana Odbora za razvoj: našu razvojnu suradnju moramo prilagoditi novim prioritetima borbe protiv terorizma i radikalizma, jer nemojmo se zavaravati, Boko Haram toliko napreduje između ostalog jer su s druge strane slabe institucije nigerijske države i endemska korupcija. Stoga su izgradnja učinkovitih institucija i borba protiv korupcije ključan cilj koji moramo postići kroz europsku politiku razvojne pomoći.

Norbert Neuser, im Namen der S&D-Fraktion. – Herr Präsident, Frau Vizepräsidentin! Die Opfer der Attentate in Frankreich haben in den letzten Tagen zu Recht unsere Aufmerksamkeit und Anteilnahme erfahren. Wir haben dies zum Ausdruck gebracht mit „Je suis Charlie“. Vermisst habe ich einen Slogan: „Nous sommes nigériens“. Das wäre gut gewesen, das hätte die europaweite und weltweite Anteilnahme zum Ausdruck gebracht. Die Menschen dort haben das verdient.

Sind wir ohnmächtig gegenüber all den terroristischen Aktivitäten in der gesamten Subsahara – von Mauretanien über Mali, Niger, Tschad, Nigeria, Kenia, Somalia? Wir müssen unbedingt die politischen Eliten in diesen Ländern fordern, und besonders auch in Nigeria. Mitgliedstaaten haben geholfen, Sicherheitskräfte in Nigeria auszubilden, aber ohne Erfolg. Im Gegenteil! Die Sicherheitskräfte operieren zum Teil ohne demokratische Legitimation, ohne Kontrolle, ohne Rechtfertigungsdruck. Auch dies gehört mit zur Wahrheit, wenn wir die Ursachen des Entstehens von Boko Haram und anderen terroristischen Gruppen im Auge haben.

Wir müssen sehen, wie wir die Korruption gerade in Nigeria bekämpfen. Allein in den letzten zehn Jahren sind 80 Mio. EUR in der Gas- und Ölindustrie verschwunden – Geld, das dieses Land dringend braucht, um gerechte Verhältnisse herzustellen. Wir haben eine politische Führungselite, die sich bereichert – genauso wie Militär, genauso wie Geschäftsleute – bei gleichzeitig absoluter, extremer Armut. Was wir tun können, ist insbesondere auch, die Nichtregierungsorganisationen, die es in Nigeria gibt, die gut sind, in der Zivilgesellschaft, in der Justiz und in den Medien stärker zu unterstützen.

Bas Belder, namens de ECR-Fractie. – Begin deze week klaagde de aartsbisschop van Jos, Ignatius Kaigama, over de “ignorantie, de onwetendheid van het Westen over het daadwerkelijke gevaar dat van Boko Haram uitgaat”. En de aartsbisschop vroeg zich af waar de solidariteit blijft van het Westen met Nigeria, dat zo bloedig lijdt onder aanhoudende islamistische terreurgolven? En u sprak er ook over, hoge vertegenwoordiger.

Afgelopen maandag op dezelfde dag gaf de Nigeriaanse minister van Defensie aan dat zijn leger de oorlog tegen Boko Haram aan het verliezen is. Slechts een internationale coalitie kan volgens hem militair nog uitkomst bieden. Daar sprak u ook over, over de directe omgeving. En dat terwijl Nigeria's directe buurlanden —Niger, Tsjad en Kameroen— op de grond ook geen partij zijn, militair, of willen zijn voor Boko Haram.

U sprak, hoge vertegenwoordiger, over humanitaire en militaire respons. Ik houd mijn hart vast als je kijkt naar de gevaarvolle destabilisering van deze regio rondom Nigeria. Ik hoop dat er echt een krachtige Europese respons komt, want het ziet er erg droevig uit. En dan hebben wij het ook nog over de connecties die er zijn tussen het Nigeriaanse leger en Boko Haram.

Streda 14. januára 2015

Marietje Schaake, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, High Representative, colleagues, the horrific violence of jihadist terrorism came awfully close to home last week, when *Charlie Hebdo* journalists were slaughtered and when people who were doing something as innocent as buying groceries were targeted because of their Jewish identity.

Open diverse societies threaten the misguided dogma of violent Islamism. Therefore, we must be even more resilient in defending that openness.

Not only do these extremists select symbols of freedom of expression – a universal human right – but in Nigeria, girls' education or any education at all is the prime target of Boko Haram, which literally means 'forbidden book' or 'Western education is forbidden'. Forcing people to adhere to one's ideology with such extreme violence is the clearest sign of weakness imaginable.

Back in 2011, when I was an observer to the presidential elections in Nigeria, volunteers of the Youth Service Corps were killed in terrorist attacks. The Youth Service Corps actively volunteered to help run the elections, and as such the attack marked an attack on all sons and daughters of Nigeria.

This week, by using a child as a suicide bomber, new levels of barbarism and a lack of humanity have been shown. We condemn these attacks in the strongest possible terms and send our condolences to the families of the victims.

It is important in Europe that we are fully aware of the global nature of the jihadist terror, in which perpetrators and victims come from all corners of the world. It is also important to recognise that in Nigeria the impact of terrorism has become the rule rather than the exception. We must play an active role to end the brutalities and eliminate IS, Al-Qaeda, Boko Haram and their affiliated networks.

Matt Carthy, *on behalf of the GUE/NGL Group*. – Mr President, it has been a devastating week in Nigeria, with fatalities on an absolutely horrific scale, and our thoughts are obviously with those who are bereaved and who are caught up in the violence. The atrocities that were committed by Boko Haram in Baga are utterly deplorable and, in fact, border on the unimaginable. More than 2 000 people were murdered over the course of a number of days, and the government and state security forces were simply unfit to intervene to save them.

It has to be noted – as has already been said – that the Nigerian state is not exempt from responsibility for the recent escalations through a series of deplorable human rights abuses. Amnesty International, for example, believes that at least 950 suspected members of Boko Haram died as a result of overcrowding, starvation, brutality and extrajudicial executions while in state custody in Nigeria in the first half of 2013 alone.

Having said that, nothing could possibly excuse the actions of Boko Haram. To strap a bomb to a child and detonate it is a vile, indefensible act that has shocked probably even the most seasoned of conflict observers. So there is now a moral responsibility on us all to show the same outrage and invest the same resources in addressing the causes and consequences of these atrocities as we would if they were happening anywhere else in the world. In a week when this House rightly defended media freedom of speech, we must also state that international media organisations have a moral duty to bring the situation in Nigeria to prominent public attention in Europe and across the world, because only then will we force governments to contribute positively and in a measured manner to the quest for stability and justice in the region.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Ангел Джамбазки (ЕКР), *въпрос, зададен чрез вдигане на синя карта*. – Колега Карти,

(Председателят прекъсва оратора по технически причини)

Streda 14. januára 2015

Колега Карти, не смятате ли, че неспособността на властите в Нигерия да се справят с ислямистите от Боко Харам е главната причина за развитието на ислямския тероризъм там? Не смятате ли, че отговорност носят и тези компании, които получават печалби от добива и експлоатацията на природните богатства в Нигерия, която е изключително богата държава? И не смятате ли, че единствено военна сила може да смаже терористите от Боко Харам и че светът и ние, Европейският съюз, дължим усилия в тази посока, каквато солидарност проявяваме и към жертвите на терора в Европа?

Matt Carthy (GUE/NGL), blue-card answer. – There is a comment that you have made that I would disagree with: perhaps to say that only a military solution would address the scourge of Boko Haram. I would question that.

Certainly there does need to be a security response, and yes, I believe that international companies have a responsibility. Primary responsibility lies with the Nigerian government. I believe that right across the world we need to show the same outcry – and that includes this House and the European Institutions as well as the governments of Member States – to ensure that these atrocities that we witnessed in the last week simply cannot happen and cannot go unnoticed. The reality is that there are citizens in our Member States who do not even realise that these happened only a week ago.

Heidi Hautala, on behalf of the Verts/ALE Group. – Mr President, the least we can do this week, while we are mourning the victims of the cruel attack by terrorists against the French satirical paper, is to discuss this issue in our plenary, and I join those who deplore the lack of international attention that has been given to the case of the razing to the ground of the whole town of Baga in northern Nigeria.

The minimum here is to do our best to have an independent international investigation of what actually happened because, even if the figures vary quite a lot, we can fear that up to 2 000 people have lost their lives in this indiscriminate attack. Let me point out that the Nigerian army fled when this attack happened. Nigeria is a rich country but, of course, we need to support their fight against terrorism. One means of doing that is by supporting the Economic Community of West African States (ECOWAS), the cooperation organisation of West African countries which has reiterated its commitment to work with the government of Nigeria, the ECOWAS Member States and all stakeholders so that terrorist attacks of this kind come to an end.

Let me also, at the end, point out that we still do not know what has happened to the kidnapped Chibok girls so, just as we are saying 'Je suis Charlie', we could say that 'We are the Chibok girls'. And we need to get them back.

James Carver, on behalf of the EFDD Group. – Mr President, whilst much media attention has been given to the brutal massacre by extremists in Paris and Islamic states in the Middle East, another brutal, anti-Western and extreme organisation, Boko Haram, which means 'Western education is forbidden', has grown in power in northern Nigeria.

Reliable information can be difficult to obtain out of Nigeria at the moment, but the latest suggestions are that up to 2 000 people have been killed in the latest campaign of terror, during which over 1.5 million people have had to flee the fighting.

Then, of course, there is the fact that these same extremist Islamists kidnapped 276 schoolgirls in April last year, and most are still missing. It has been reported that a number have been sold on as slaves and have been forced to convert to Islam. In October, it was reported that two girls escaped captivity and made it back to their families. They said they had been held in a camp in Cameroon and raped every day. It is barbaric! Resolving this crisis will be difficult, and there are no easy answers or quick-fix solutions.

What I think we can be sure of is that the European Union or the West is unlikely to be any more successful in Nigeria than we have been elsewhere in the Middle East and North Africa. What Member State governments must encourage is greater regional cooperation and a truly global response, and this can be achieved not only through the United Nations, but also through the Commonwealth.

I would suggest that this free association of friendly nations with a shared language, history and culture is far better suited to exerting positive influence in this part of the world than the European Union, which has far too many of its own problems to deal with first.

Streda 14. januára 2015

Santiago Fisas Ayxelà (PPE). - Señor Presidente, Europa no puede permanecer impávida ante la situación de terror creada por Boko Haram en Nigeria.

Estas acciones superan en la escala del terror a cualquier otra porque, en muchos casos, sus víctimas son jóvenes indefensas y porque utilizan a niñas para cometerlas. El Gobierno de Nigeria, en coalición con los países vecinos, no tiene fuerza suficiente para hacer frente a Boko Haram y, por lo tanto, necesita el apoyo de la comunidad internacional bajo el amparo de un mandato de las Naciones Unidas. El recrudecimiento de las acciones de Boko Haram y también otras acciones violentas por todo el país se deben, en parte, a la cercanía de las elecciones de los próximos 14 y 28 de febrero. Señora Mogherini, le quiero agradecer que me haya nombrado jefe de la Misión de Observación Electoral de la Unión Europea para estas elecciones.

Ya está en Nigeria el equipo que va a seguir el proceso electoral y, en breve, me uniré a él. Esta misión va a tener unas características distintas a las habituales, dada la imposibilidad de poder desplegar la misión por todo el territorio, por obvias razones de seguridad. La presencia de esta misión demuestra el compromiso de la Unión Europea para la celebración de unas elecciones inclusivas, transparentes y creíbles en Nigeria. Vamos a realizar un análisis de todo el proceso electoral y no solamente del día de las elecciones. Y estaremos atentos a cualquier disputa que pueda surgir durante el proceso y una vez realizadas las elecciones. Y, sobre todo, permítame un momento, quiero hacer un llamamiento para evitar atizar la violencia en Nigeria.

PRÉSIDENCE DE MME SYLVIE GUILLAUME

Vice-présidente

Kashetu Kyenge (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, nello stesso giorno in cui la Francia è stata colpita dall'estremismo islamista, la Nigeria viveva l'incubo di migliaia di vittime per mano di Boko Haram. Chi muore in Africa, muore vittima della stessa guerra e della stessa ideologia di morte che ha colpito in Europa, merita quindi la stessa reazione. Non esistono morti di serie B!

Signora Presidente, l'Europa che domenica era a Parigi deve essere coerente, deve mostrare con forza la volontà di far fronte a questa grande sfida, a partire dalla Nigeria, appunto, prima che sia troppo tardi. Non possiamo assistere inermi al massacro di migliaia di persone! L'Europa deve farsi promotrice e guida di una task force internazionale, con il coinvolgimento delle Nazioni Unite e degli organismi regionali esistenti, in grado di mettere in campo risposte di lungo termine, strutturali.

Combattere il terrorismo, signora Presidente, significa anche sradicare le cause profonde che hanno portato alla sua nascita; significa lottare contro l'analfabetismo, la disuguaglianza, il sottosviluppo, la corruzione, l'appropriazione indebita dei proventi derivanti dallo sfruttamento delle risorse naturali; significa offrire una speranza a un popolo tutelando le istituzioni democratiche e stimolando la partecipazione politica. Ricordo che siamo a poche settimane dalle elezioni presidenziali in Nigeria. Significa ridare un futuro ai bambini come vili strumenti di guerra!

Infine un appello ai dirigenti degli Stati democratici africani: abbiate il coraggio di fare dei vostri paesi il centro del mondo, così come è avvenuto a Parigi. Alcuni dei leader – come ha ricordato anche l'Alto rappresentante Mogherini – erano presenti a Parigi l'11 gennaio. Aprite le porte alla protesta pacifica e democratica contro ogni forma di violenza ai diritti umani! Noi si saremo per dire: io sono l'Africa, io sono Baga!

(L'oratrice accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Streda 14. januára 2015

Gianluca Buonanno (NI), Domanda «cartellino blu». – Signora Presidente, onorevoli colleghi, volevo chiedere alla collega Kyenge, fa tutto questo discorso importante sulla Nigeria, ma io le voglio far vedere una fotografia: secondo Lei questo signore – che è l’iman di Londra – che dice che chi parla di Maometto deve morire. Lei cosa ne pensa, non dovrebbe essere subito arrestato, se l’Europa esistesse, e per quanto mi riguarda, uno come questo, che sembra anche una capra, bisognerebbe distruggerlo, non deve fare l’iman, né a Londra, Lei cosa ne pensa?

Kashetu Kyenge (S&D), Risposta a una domanda «cartellino blu». – Signor Presidente, onorevoli colleghi, credo che sia fuori luogo questa domanda, non dobbiamo confondere l’ideologia malata islamista con quelli che sono i nostri valori democratici e credo che non ci dobbiamo far sviare da questa domanda per porsi allo stesso livello. Noi non abbiamo paura di nessuno e siamo in grado di decidere, secondo anche la libertà di espressione, secondo i nostri valori, quello che va bene per la nostra società e quello che va allontanato come un cancro da un corpo malato.

Javier Nart (ALDE). - Señora Presidenta, señora Mogherini, el problema es práctico, no teórico. Se puede hablar de reformas estructurales en Nigeria que llevarán años. Pero, en este momento, entre Baga y el paso de Tumu en la frontera libio-nigerina hay un día y medio de camino. El gran corredor de la droga, de los terroristas y de las armas está a un día y medio de camino.

Los ejércitos de Nigeria son ineficaces porque son corruptos. El de Níger es ineficaz porque es pequeño. El de Camerún casi inexistente en la práctica. El único válido es el de Chad. Y la única posibilidad de parar el crimen es con la violencia democrática, con la necesidad de parar el crimen sobre el terreno. Y eso es únicamente posible con fuerzas europeas que sean capaces de formar, de ayudar y de sellar fronteras. ¿Vamos a hacer algo más que declaraciones retóricas para tranquilizarnos o vamos a implementar una política práctica, militar, sobre el terreno en colaboración, desde luego, con los países concernidos?

Jean Lambert (Verts/ALE). - Madam President, we are talking here about Africa’s largest economy; it is a country that is major provider of peace-keeping forces within Africa. As people have been saying, we know it is grossly unequal; we know about the corruption; we know that a lot of the money does not reach the grass roots; we know that there is still a high level of poverty, inequality, children who do not get educated. I think that makes the attacks on the schools – the misogynistic attacks on girls – even more distressing.

There has also been a lot of criticism in Nigeria about the current President’s response: he has sent condolences to Paris but he has said nothing on Baga. We know that it is difficult to get information; we know that Boko Haram have taken out communications systems, but nevertheless we would also hope that the government of Nigeria also steps up and really takes this seriously and openly.

There are many people who will not be able to vote in the elections on 14 February — I was an observer last time – because they are displaced, they are refugees. We really need international support and action to change this.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

James Carver (EFDD), blue-card question. – Do you share my concerns over the lack of compliance with convention as regards the Nigerian Constitution, which previously saw the Presidency rotating between the north and the south, and of course this has gone out of the window with the election of President Jonathan?

Would you like to see, and would you support me in seeking, a return to that revolving Presidency again?

Jean Lambert (Verts/ALE), blue-card answer. – I think the issue about the revolving presidency is one for the Nigerians themselves to sort out. You will be aware that Goodluck Jonathan himself will say that he was only elected once into that role and has the right to stand. What I would like to see is a much more democratic process in terms of the election – I am pleased we have an observation mission there – so that people can actually cast their votes and be sure that their votes mean what they put in the ballot box. But whoever is the president afterwards – whether it is Mr Buhari, whether it is Goodluck Jonathan again, whoever else – we hope that they really do get to grips with this problem rather than trying to pretend that it does not exist.

Streda 14. januára 2015

Elena Valenciano (S&D). - Señora Presidenta, una niña de menos de diez años hizo estallar una bomba en su cuerpo en un mercado del estado nigeriano de Borno. Destrozó muchas vidas y también la suya. No podíamos hablar de París y no hablar de Nigeria.

Pero, ¿qué pasa en Nigeria? ¿Qué necesita Nigeria para luchar contra esta locura asesina de Boko Haram? ¿Qué posibilidades tenemos de ayudar real y urgentemente a Nigeria? Están matando a niñas y a mujeres, utilizan los mercados como espacio para su violencia. Es todo un símbolo de lo que este pensamiento asesino —si podemos llamarle pensamiento— pretende hacer con la población civil.

Necesitamos inteligencia política, señora Mogherini. Rápida, urgente, materializada en medidas. Y que la Unión Europea se haga presente en la búsqueda de una vida posible en ese país, el más grande de África, el más poblado y el más rico.

Marlene Mizzi (S&D). - Sur President, Sinjura Viçi President, “Massakru minsi” - hekk iddeskrivietu l-midja, il-qtil ta' elfejn vittma tal-Boko Haram f'Bagu. Dan hu attakk viljakk iehor tal-Boko Haram. Min jista' jinsa t-tfajliet li nhatfu minn skola, u li sal-lum hadd ma jaf x'sar minnhom? Massakru ta' 2,000 ruh; tfal, nisa u xjuh, li ma setghux jigru bizzejjed biex jaharbu l-mewt. Dan m'huwix biss theddid ghan-Nigerja, imma wkoll ghall-Afrika u l-Ewropa.

Attività terroristika m'hemmx biss fl-Afrika. Fil-Pakistan, it-Talibani qed ukoll jaghmlu herba mit-tfal tal-iskola, filwaqt li t-traġedja ta' Charlie Hebdo gabet it-terroriżmu f'qalb l-Ewropa.

U hawn tqum il-mistoqsija: Għaliex l-Ewropa injorat għal dan iż-żmien kollu l-organizzazzjonijiet terroristiċi bħall-Boko Haram?

Kemm hemm b'żonn imutu nies biex nirrealizzaw li t-terroriżmu sar pjaga u theddida kbira għas-sigurtà u l-paċi internazzjonali?

L-attakki riċenti huma bandiera hamra għall-futur. Fl-aħhar nett, trid tkun l-Ewropa li tirreagixxi u tiġġieled b'mod sod u effettiv, biex tiddefendi l-valuri Ewropej tal-paċi u tad-demokrazija kontra estremisti u kontra t-terroristi.

Ana Gomes (S&D). - O Governo da Nigéria não tem sido capaz ou não tem querido travar a escalada de atrocidades cometidas pelo Boko Haram que massacra aldeias inteiras, rapta crianças e agora, horrendamente, as usa como bombas humanas. O combate ao Boko Haram, como o próprio nome ostenta, não pode ser isolado do que temos que travar contra outros grupos da hidra terrorista que atacou na semana passada em Paris. E contra as redes da criminalidade organizada que sustentam os terroristas.

Precisamos de ativar a Política Comum de Segurança e Defesa para assumirmos as nossas responsabilidades coletivas para ajudar o povo da Nigéria, país parceiro ACP, a erradicar o Boko Haram.

Precisamos da PESC para fazer ouvir a Europa no Conselho de Segurança e levar a determinar que a responsabilidade de proteger deve urgentemente ser exercida na Nigéria, com o apoio da União Africana e dos vizinhos também afetados.

O Boko Haram é uma ameaça à paz e à segurança de África e à paz e à segurança globais.

(A oradora aceita responder a uma pergunta formulada ao abrigo do procedimento «cartão azul» (artigo 162.º, n.º 8, do Regimento))

Bill Etheridge (EFDD), blue-card answer. – You are speaking very passionately about dealing with this evil organisation, and I share your feelings on it. The one thing that concerns me is that we have heard a lot about these discussions, and I wonder whether you would agree with me that, if we are talking about projecting the EU into this scenario, there is a danger that there will be some comeback. Surely stronger border controls with sensible, fair rules would stop there being more comeback on our streets?

Ana Gomes (S&D), blue-card answer. – Do you know that many of the people who are stranded in Libya trying to reach Europe's shores have come all the way from Nigeria to escape this kind of phenomenon? I share Ms Mogherini's view that this is all linked. And if we think that we can conceal ourselves and protect ourselves in Fortress Europe, instead of trying to go and help those who are our partners and who are fighting the same terrorist hydra that creates a lot of problems inside Europe but also for our partners, we will be doomed.

Streda 14. januára 2015

Michela Giuffrida (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, nel 2009 Boko Haram annunciava la fondazione del califfato islamico in Nigeria, oggi il 70% del Borno è in mano sua e il prossimo mese si svolgeranno le elezioni, ma sappiamo tutti che oltre un milione e mezzo di sfollati non potranno votare e le tessere non sono ancora state consegnate. Il governo nigeriano è inefficiente e l'esercito nazionale è impotente e chiede aiuto alla comunità internazionale che però tace.

L'anno scorso sono state uccise dieci mila persone e il 3 gennaio *Amnesty* ha denunciato il massacro di due mila persone, e proprio il giorno della manifestazione di Parigi, bambine imbottite di esplosivo venivano fatte esplodere appunto come armi da guerra e usate per questo inconsapevolmente. A che cosa dobbiamo ancora assistere? Che cosa stiamo aspettando? Baga è solo l'inizio, adesso Boko Haram potrebbe puntare al controllo totale del più popoloso Stato africano e di un'economia fiorente e poi estendersi, perché no, ai confini del Ciad o del Camerun. L'Europa non lasci sola la Nigeria, non basta scrivere soltanto *Je suis Charlie*!

Eider Gardiazabal Rubial (S&D). - Señora Presidenta, quiero expresar en primer lugar mi condena más absoluta a cualquier atentado, a cualquier acción terrorista y, por supuesto, mi solidaridad con las víctimas y con los países afectados. Hoy estamos tratando el tema de Boko Haram. Ayer los atentados en París. En demasiadas ocasiones, en demasiados lugares, lamentamos el uso de la violencia para defender distintas causas.

Kapucinski escribió que en el mundo iban a amenazar tres plagas. La primera, la plaga del nacionalismo; la segunda, la plaga del racismo; y la tercera, la plaga del fundamentalismo religioso. Las tres tienen un mismo rasgo, un denominador común: la irracionalidad. Una irracionalidad agresiva, todopoderosa y total. Y Boko Haram es uno de esos grupos fundamentalistas irracionales. Una irracionalidad ignorante que se sorprende ante conceptos como libertad, democracia o derechos humanos. No hemos podido evitar la aparición de Boko Haram, pero sí podemos prevenir nuevos adeptos. Sí podemos prevenir nuevas organizaciones terroristas.

Aquí se ha hablado de estrategias a corto plazo, de cómo luchar, pero hay una estrategia a largo plazo inevitable que es la educación. Solo con educación acabaremos con los violentos.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

James Carver (EFDD), blue-card question. – You talk about ‘we’. Would it not be better to have a regional solution to this tragedy that is happening in West Africa? Would it not be better to leave this to the Commonwealth and to the African Union, rather than let our opponents use this opportunity to talk about further Western intervention?

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), respuesta de «tarjeta azul». – Señora Presidenta, yo creo que sí podemos ayudar. Evidentemente, uno de los valores de la Unión Europea es defender la democracia allí donde haga falta y ayudar a nuestras regiones amigas a que puedan llevar esa democracia adelante. No creo que, como Unión Europea, podamos mirar a otro lado y no creo que podamos dejar a Nigeria que se valga por sí sola y que intente luchar contra el terrorismo.

Sinceramente, creo que la Unión Europea tiene que estar ahí donde se la necesita.

Interventions à la demande

József Nagy (PPE). - Tisztelt Képviselőtársak! Magam is részt vettem a múlt héten a párizsi nagy tüntetésen, én is Charlie vagyok! Úgy vagyok Charlie, hogy elételem az erőszak minden formáját. Európának össze kell fognia az őrtellen! De nemcsak Charlie vagyok, hanem Baga is vagyok! Az a Baga, amelyet január 8-án a terroristák a földdel tettek egyenlővé Nigériában, maguk mögött hagyva több ezer áldozatot. A nigériai Boko Haram már Nigéria 70%-át kontrollálja, és fanatikusan üldözik mindent, ami szerintük nem összeillő az iszlám tanításával. Nem hallgathatunk! Mert igenis vétkesekkel cinkos, aki néma! A Boko Haram rémtettei nem fognak megoldódni maguktól, Nigéria népének szüksége van ránk! Európa visszaadhatja a béke Nobel-díját, ha ölbe tett kézzel nézi a zajló erőszakot. Keressük meg, kérem, az eszközöket, amikkel meg lehet a vérengzést állítani!

Νότης Μαρτιάς (ECR). - Κυρία Πρόεδρε, καταδικάζουμε τις φρικαλεότητες και τις πρόσφατες σφαγές στην Μπάγκα της βόρειας Νιγηρίας. Ο θρησκευτικός φανατισμός οδηγεί καθημερινά την ισλαμιστική οργάνωση Μπόκο Χαράμ σε ακρότητες. Έτσι επεκτείνεται η επικράτεια των τζχαντιστών στην Αφρική και δημιουργείται ένα νέο μουσουλμανικό χαλιφάτο αυτήν τη φορά στην Αφρική, από την πόλη Γκουζάου μέχρι τα σύνορα του Καμερούν. Ταυτόχρονα, οι συγκρούσεις στη βόρεια Νιγηρία αυξάνουν τις μεταναστευτικές ροές προς τις χώρες της νότιας Ευρώπης και την Ελλάδα, στην οποία χιλιάδες πρόσφυγες και μετανάστες έρχονται μέσω Τουρκίας. Κυρία Mogherini, η Τουρκία έχει μετατραπεί στον κυριότερο δρόμο από όπου διέρχονται χιλιάδες πρόσφυγες και παράνομοι μετανάστες προς την Ελλάδα και την υπόλοιπη Ευρώπη. Αντί να περιορίζει τις μεταναστευ-

Streda 14. januára 2015

τικές ροές δια μέσου του εδάφους της, τελικά τις διευκολύνει. Ταυτόχρονα, η Τουρκία δεν εφαρμόζει τη συμφωνία επανεισδοχής των παράνομων μεταναστών στο έδαφός της. Τέλος, η Τουρκία δεν έδειξε αποφασιστική στάση κατά του μουσουλμανικού χαλιφάτου στη Συρία. Είναι τυχαίο; Δεν νομίζω.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, per la Nigeria il 2015 avrebbe dovuto essere un anno di dibattiti politici, di progetti, di speranze da realizzare in vista delle elezioni legislative e presidenziali di febbraio. Invece c'è chi fa campagna elettorale a colpi di proiettile e di machete. Nella città di Baga quest'anno, migliaia di persone non voteranno e non per astensione, ma perché non hanno più una vita per farlo e ora giacciono in una fossa comune o per strada come un sacco di spazzatura.

Perché accade? Perché c'è un copioso traffico illegale anche di armi che dai depositi della Libia arriva verso il Ciad e il Niger, perché di certo Boko Haram non le fabbrica nelle foreste! Qualche giorno fa, abbiamo visto milioni di persone, a Parigi e nel mondo, in marcia, quella marcia avrebbe dovuto essere anche per i morti della Nigeria, per quelli del Mediterraneo e per tanti altri cimiteri dimenticati! E non solo per quelli di *Charlie Hebdo*! Le mie condoglianze vanno a tutte quelle famiglie.

Je suis Charlie, je suis Ahmed, je suis Nigérien et beaucoup d'autres. Je ne suis pas hypocrite.

Bogdan Brunon Wenta (PPE). - Pani Przewodnicząca! Pani Wysoka Przedstawiciel! Sytuacja w Nigerii jest coraz bardziej dramatyczna. W ostatnich dniach z rąk bojówki Boko Haram zginęło ponad 2 tysiące osób i dlatego Unia Europejska musi zareagować jak najszybciej. W tym roku odbędą się wybory prezydenckie i parlamentarne, które dodatkowo obnażą słabość instytucji rządowych. Mieszkańcy tego kraju powinni być przygotowani na nasilenie się działalności Boko Haram. Boko Haram napada na wioski, na małe miejscowości. Terrorysty zabijają wszystkich. Tak było w przypadku miasta Bago, na które w zeszłym tygodniu napadli islamisci. Po mieście zostały tylko zgłiszcza. Już dzisiaj można mówić o wojnie domowej w Nigerii. Jak napisał jeden z mieszkańców miasta Bago na Twitterze: „jak mam czuć się bezpiecznie, kiedy nasze władze potępiają zamach paryski, a nie robią nic, nawet nie podają prawdziwych danych o ilości ofiar w moim mieście. Może dla nich moje życie nic nie znaczy.” Dlatego Unia Europejska musi stanowczo zareagować, ponieważ obywatele Nigerii są pozbawieni silnego rządu, opieki medycznej oraz silnego wojska i administracji, które mogłyby ich obronić przed terrorystami.

Marek Jurek (ECR). - Dziękuję Pani Przewodniczącej Mogherini, że mówiąc o tej tragedii w Baga, wymieniła Pani chrześcijan. Dziękuję tym bardziej, że dwa dni temu w tej Izbie jej przewodniczący Martin Schulz wspomniął wprawdzie, że również współczuje dwóm tysiącom ofiar w Baga, ale kiedy wyliczał rodzaje nietolerancji i ideologii dyskryminacji, które nam dzisiaj zagrażają, wzbraniał się od wymienienia nienawiści antychrześcijańskiej. Tymczasem milczenie o nienawiści antychrześcijańskiej samo w sobie stanowi akt pogardy antychrześcijańskiej, i dlatego apeluję do Pani Przewodniczącej: niech Pani nie milczy! Niech Pani przynajmniej mówi! Odwagi!

(Fin des interventions à la demande)

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs. - Madam President, I completely agree. Thank you very much for this chance because on Sunday, while we were marching in Paris, I was also thinking, exactly as many of you here, that it was not only hypocritical but also counterproductive not to say or do anything about what was happening – apparently many kilometres from Paris but really very close to Paris – because, as almost all of you said, these two things and many other things are so closely interlinked that we cannot be under any illusion that we can solve one problem without also tackling the others. That is why I know we do not solve the problems of the world with statements. I have to say that I have a certain negative reaction whenever I am asked to make a statement on everything. But in some cases a statement is symbolic; and I decided that a statement on that day had to be my statement, and not a spokesperson's statement, because we have to speak and act with the same strength and with the same coherence, whether in Paris or in Nigeria.

At the same time I agree very much with what many of you have said about the fact that we need to act on different levels. It is not only, obviously, the first reaction, the point about the security of the people in Nigeria and the rights of the people, starting with girls in Nigeria. It is also a matter of creating an environment which makes it less probable or possible for this phenomenon to arise, so that the people of Nigeria and the surrounding countries have a proper future and a proper present in their countries and in their lives.

Streda 14. januára 2015

I believe that this is something that, for sure, we have to do. I said at the beginning what we are already doing, whether on the security side or on the humanitarian side or on the development side. I welcome your invitation to do more. You can be certain that I will come with something more, probably more with the foreign ministers than in other formats, especially when it comes to the security aspect. But let me underline what many of you said about the need to do this in a framework which is not an EU framework only. We need to work very much with the region, with the African Union, with the UN framework. We need to work in a coordinated way.

I would like to thank very much Mr Fisas Ayxelà for his important role in leading the electoral mission in the coming days and weeks. Let me also take this opportunity to say how much I value not only parliamentary diplomacy, but also the work we do through our observer mission for elections. I think this is a crucial part of our diplomatic and foreign policy job, and this is thanks to the dedication and professionalism of many of you who dedicate so much energy, time and effort to this exercise. Let me thank you for this, as I will be thanking, hopefully personally, all of you for similar exercises – not similar, because this is a crucial one – and I am looking forward to your report on that.

La Présidente. - Le débat est clos.

Le vote aura lieu en février.

Déclarations écrites (article 162)

Andi Cristea (S&D), în scris. – Pe 3 ianuarie 2015 a avut loc cel mai sângeros atac din istoria grupării teroriste Boko Haram, fiind ucise 2 000 de persoane în Nigeria, majoritatea femei, copii sau bătrâni care nu au putut fugi, într-un atac împotriva localității Baga, în apropiere de granița cu Ciad. Este cunoscut faptul că Boko Haram este o grupare islamistă extremistă care crede că educația și cărțile trebuie interzise, ucigând numai anul trecut peste 10 000 de oameni. Președintele Nigeriei, Goodluck Jonathan, care și-a exprimat părerea despre atacurile de la Paris, nu a comentat atrocitățile din propria țară. Chiar dacă Nigeria se pregătește pentru alegerile prezidențiale și parlamentare de luna viitoare, consider că este de neimaginat să vrei să îți menții imaginea, în detrimentul păcii și al securității, iar lupta împotriva terorismului devine practic imposibilă. Consider necesar ca statele europene care au interese economice în zonă să aibă un dialog constructiv și eficient cu autoritățile nigeriene pentru a lupta împotriva terorismului și pentru a fi respectate drepturile fundamentale ale cetățenilor. De asemenea, este important ca presa occidentală să aibă acces la surse de informare tocmai pentru ca aceste atrocități să fie aduse la cunoștința lumii internaționale pentru a fi condamnate și a se oferi sprijinul necesar pentru a fi combătute.

Agustín Díaz de Mera García Consuegra (PPE), por escrito. – Hoy más que nunca la Unión Europea debe actuar ante la amenaza yihadista, en cualquiera de sus formas, y encontrar las vías para erradicar esta terrible lacra, pero no solo debemos mirar hacia aquí, dentro de nuestras fronteras, sino también allí donde el yihadismo lleva actuando, entrenándose y expandiéndose durante años. Nigeria es uno de estos casos. Los ataques de Boko Haram son indiscriminados, abominables y repulsivos, y han tenido como consecuencia el asesinato de más de 10 000 personas durante el año 2014. Celebro que este asunto se vaya a abordar en la próxima Conferencia de Seguridad Regional que se celebrará en Niamey el 20 de enero. La Unión debe comprometerse firmemente con Nigeria en la lucha contra Boko Haram, apoyando el fortalecimiento del Estado y sus instituciones, entre otras el ejército, y desarrollando una política eficaz de cooperación al desarrollo que reduzca la fragilidad del país. Esta semana más que nunca «todos somos Charlie» pero, por favor, os pido que no nos olvidemos de pedir fuertemente «bring back our girls».

Diane Dodds (NI), in writing. – It is a sad reality that we live in a world marked by escalating levels of violence by religious extremists. With the recent massacre of over 150 people by Boko Haram in the town of Baga last week, there is no worse example of this scourge on the global landscape than Nigeria. And this is not new – my colleague Bastian Belder and I have already raised awareness of these atrocities.

However, if the dastardly attacks in Paris tell us anything, it is that we in Europe should not ignore this intolerance, or simply hope that, in times ahead, it remains in some foreign land. The EU has a duty to act. It has a duty to act to stop the radicalisation of children as young as 10 for use as suicide bombers. It has a duty to act to protect those most vulnerable to persecution: women, young people and religious minorities, including Christians. Most importantly, it has a duty to act to protect the belief that fundamental freedoms of religion, expression and speech are stronger than any terrorist bomb or bullet.

Streda 14. januára 2015

7. Situácia na Ukrajine (rozprava)

La Présidente. - L'ordre du jour appelle le débat sur la déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sur la situation en Ukraine (2014/2965(RSP)).

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs. - I am grateful for the invitation to discuss the situation in Ukraine at a moment that is particularly important. I was wondering whether there were any moments that were not particularly important in relation to the situation in Ukraine in the last 11, 12 or 13 months, and there were probably not. But this gives me the chance to report to you in plenary about the work that is going on at my level and also about my recent visit to Ukraine.

I visited Kiev on 16 and 17 December 2014, almost one month ago. My messages there, which I also had the chance to share with the European Council on my way back, were about the European Union's full support for the full and swift implementation of the Minsk Protocol and Memorandum, the need for a credible process of reforms to deliver on public expectations for an improved way of governance, and the EU's readiness to support and assist this process.

A year back, you would probably not have expected that Ukraine would now have a new president, a new parliament and a new government. This is to say that we have to give credit for the positive developments that the Ukrainians have managed in these difficult months. I will come back, obviously, to the situation in the east of the country, but let me concentrate first – as the Ukrainian leadership that I met in December did – on the internal situation of Ukraine. We now have a relatively new leadership in place: a new government, parliament and president fully committed not only to a process to resolve the situation in the east but also to the core, necessary reforms in the country.

The Ukrainian reforms are crucial, first of all, in terms of responding to the high expectations and aspirations of the Ukrainian people, who expressed those aspirations very clearly in the last two elections. Meeting especially with civil society organisations and NGOs and activists in Kiev, I found it interesting to listen to how their focus was very much on delivering internal changes.

There are systemic issues that need to be addressed, including corruption, constitutional reform and decentralisation. Here, apart from the work that the European Union can do, there is a lot that the Council of Europe and the Venice Commission can do to assist in judicial reform, energy sector reform, electoral reform and reform of the business climate. Again, meeting with our 28 Member States' Ambassadors to Ukraine, I was impressed by the common indication from all 28 Ambassadors in Kiev that, on the one hand, they supported financial assistance but, on the other, that they recognised the need to create a business environment that enables private investment to continue, or to return to Ukraine, in an effective way.

The list of reforms is long and obviously very difficult, but Ukraine will find – and is already finding – support for these reforms on our side. Last week the Commission proposed a third macro-financial assistance programme for EUR 1.8 billion. This is an additional sign of the EU's solidarity with Ukraine and also part of a bigger international effort based, of course, on conditionality principles. In the light of the very difficult financial situation that Ukraine is facing – and I remind you that this programme is not a blank check and will be strictly conditioned – I count on the European Parliament's support to finalise this assistance.

However, it is very difficult to reform while facing a conflict on your own territory, and I think that here we have two main responsibilities. The first, as I have said, is to support the internal, difficult, challenging but needed reform process inside Ukraine. The second is to work on the dramatic humanitarian impact of the conflict. This is an issue that I know is crucial for some of you, and I think that the international community, starting with the European Union, needs to do more. Support for those who have left and those who have stayed is crucial. We have been discussing this with the Ukrainian authorities because the support has to come not only from the international community but also from the authorities in Kiev, and they are willing to give it. The problem of access for humanitarian aid has to be solved. Access needs to be ensured.

So far, the Union has committed EUR 32 million in humanitarian and recovery aid, and it will continue helping if our support is increased. But then there is the security situation on the ground and the political process for talks and a solution to the conflict. Let me state here again our committed and united position on the conflict, and let me also quote the Latvian Prime Minister, who said, when presenting the priorities for the Presidency this morning, that our strength is unity. It has been unity and it has to continue to be unity. I will keep this in mind not only during the debate today but also in relation to the work that we have to carry out in the coming months.

Streda 14. januára 2015

Our common, agreed and shared position in the European Union is precious, and that is the need to work for a solution to the conflict in the east of the country – a sustainable solution that respects sovereignty and the territorial integrity of Ukraine. We are doing all that we can to make this process work.

On 9 December 2014, President Poroshenko declared a 'Day of Silence', and since then, until yesterday, I have to say – and the Ukrainian authorities confirm – that the situation had been improving significantly. Yesterday, again, there were 12 victims. Let me use this opportunity to say that this must not become a trend. What happened was a dramatic, terrible event, and I hope that we can go back to the previous situation which, from the Day of Silence on 9 December until some of the breaches of the ceasefire, was relatively calmer than it had been. Commitment to the ceasefire is a necessary prerequisite for any resolution of the crisis.

In recent weeks, as you know, there has been a re-intensification of the talks in different formats. On the one hand, in the Normandy format, this has created some elements of hope, but the conditions were not created for a meeting in Astana to be convened at this time. At the same time, efforts were undertaken by the Latvian Presidency. We discussed this with the Latvian Foreign Minister last week in Riga, and he paid a visit to Kiev and then to Moscow on Monday. I know that many of you will ask what the European Union's role is here – some of you had the chance to ask me that question already in a different meeting – so let me reassure you from the beginning that what we are trying to do is to make sure that, with the Presidency format and the Normandy format, this is taking place in a framework of European Union efforts. This means that the channels of communication are not only for information but also for coordination, so that the steps which need to be taken are taken together at different levels. The Latvian Foreign Minister and the French and German Foreign Ministers are going to report back to the Foreign Affairs Council on Monday.

Obviously we have been in more than close contact over these weeks – not days, but weeks. At the same time, as I said in my hearing before the European Parliament before taking office, it is time for the Union to reflect on a less reactive, and a more proactive, approach in our relations with Russia. This is why the Foreign Affairs Council on Monday will start a strategic discussion on EU-Russia relations. The question is not about going back to 'business as usual'. It is very clear to all of us – and here again there is unity – that there is no going back to anything. On the other hand, however, we need first of all to share positions and considerations and not leave matters of political or technical dialogue to individual national considerations.

We need to work in a coordinated way, and not only in relation to the instruments we have for engaging Russia on implementation of the Minsk Agreement. We have used the OSCE, we can use the Normandy format and we can use the Latvian Presidency, in a common European Union framework, and we have been engaged in discussions here, always in coordination with President Tusk and President Juncker. At the same time, we need to assess together – all 28 Member States and the Commission – all the instruments that we have for engaging Russia with positive leverage.

That does not mean that we are offering something; it means that we have to be aware of all the different channels that were open, were closed, were frozen or suspended. We need to be aware of what stage we are at, on different tracks, for example with regard to foreign policy – because we do discuss with Russia issues such as the Iranian talks, Syria and the Middle East process, processes that are within the UN Security Council framework. The Americans do this, as do individual Member States, and we need a common framework for doing that in a more transparent and coherent way. When it comes to other forms of dialogue, for example at technical level – think of the efforts the European Union has made on facilitating an energy agreement between the Russian Federation and Ukraine – or in relation to other elements, we need to review where we are, at what stage we are on different aspects, and what can be used in positive or negative terms to try to influence, in the best possible way, a change in Russian behaviour on Ukraine.

I will stop here, listen to your comments and then reply at the end of the debate.

Jacek Saryusz-Wolski, *on behalf of the PPE Group*. – Madam President, most of what we want to say is in our resolution, so I will not repeat that. I will just highlight some issues which are the most difficult, and I will speak about the part of the glass which is empty rather than the part which is full – which you described so eloquently.

Streda 14. januára 2015

Firstly, why are the European Union and you, as Vice-President of the Commission and High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy, absent from the Ukrainian talks? Why is your chair empty? Why do we not have the Geneva rather than the Normandy format? The Latvian Presidency is not a substitute. It should be you there, as our Foreign Minister.

Secondly, why is nothing being done with and for Ukraine under the common security and defence policy (CSDP)? We are doing for Ukraine, with our CSDP instruments, less than we are doing – with all due respect – for Somalia, military training being an example.

Thirdly, why is there no major and visible EU-branded humanitarian aid to Ukraine? The sum of EUR 32 million is ridiculously small, and it is not 'EU' aid – it comes through intermediaries.

Fourthly, why is there no information campaign to counter the Russian information war?

To recall your words in the previous debate, we are not a superpower in relation to Ukraine. We are a dwarf. We are a payer, not a player. We are punching below our weight, we are having less impact than we could, and your policy on that is too timid.

The EU does a lot but not enough. Often we do too little too late and in too shy a way. We are hiding behind the OSCE, UN, Red Cross and some Member States. We do not call things which happen by name. War is war, and terror is terror.

Knut Fleckenstein, *im Namen der S&D-Fraktion.* – Frau Präsidentin! Die humanitäre Lage in der Ukraine macht uns zu Recht große Sorgen. Der Alltag in den Konfliktgebieten wird für immer mehr Menschen unerträglich. Das gilt auch für 600 000 Flüchtlinge im eigenen Land und weitere 600 000 Flüchtlinge in den Nachbarländern, ganz überwiegend ...

(Die Präsidentin unterbricht den Redner.)

La Présidente. — (*S'adressant à certains membres du groupe PPE qui discutent bruyamment*) Messieurs, s'il vous plaît, veuillez respecter l'orateur.

Knut Fleckenstein, *im Namen der S&D-Fraktion.* – Aber Frau Präsidentin, lassen Sie doch die EVP ein bisschen miteinander diskutieren, sie haben es bitter nötig, dann kommen sie auch auf eine Linie.

Und über 600 000 Menschen, die in den Nachbarländern ebenfalls als Flüchtlinge Hilfe brauchen. Es muss dringend mehr humanitäre Hilfe als bisher geleistet werden. Solidarität beweist sich eben nicht durch unsere Reden hier im Parlament, sondern durch Taten. Das Internationale Rote Kreuz wäre eine schnelle Lösung, und schnell muss die Hilfe sein, weil sie sie jetzt brauchen und nicht erst im Sommer.

Um die Lage wirklich zu verbessern, wiederholen wir heute noch einmal, dass der Abzug der russischen Soldaten und Söldner jetzt zu geschehen hat und nicht irgendwann. Wir rufen alle Beteiligten auf, die Vereinbarungen der Minsker Protokolle unverzüglich umzusetzen.

Ich weiß, es ist keine einfache Zeit für die Regierung in der Ukraine und sie hat schon vieles geleistet. Die Wahlen sind ein positives Beispiel. Und dennoch kommt es jetzt darauf an, unabhängig von dem Konflikt Reformen voranzubringen und umzusetzen: unter anderem den funktionierenden Rechtsstaat zu festigen, unabhängige Justiz zu bekommen, eine Verfassungsreform inklusive der notwendigen Dezentralisierung durchzuführen und vor allem und als allererstes die Korruption zu bekämpfen.

Dann werden die Menschen in der Ukraine den Unterschied spüren – den Unterschied, für den sie einst auf den Majdan gezogen sind. Unsere Unterstützung dafür steht, sie ist ihnen sicher.

Ryszard Antoni Legutko, *on behalf of the ECR Group.* – Madam President, the European Parliament has prepared a resolution on Ukraine. It is a very good document. I can say I subscribe to every word there is in it.

But let me make three general points.

Streda 14. januára 2015

First, Ukraine faces two major challenges: it has to reform itself, and it has to defend itself at the same time. It does not require a genius to know that it is extremely difficult, and without outside help it cannot succeed.

Second, Russia's behaviour is largely predictable. Whatever the effect of sanctions and oil prices, it will be following the same course in the foreseeable future. History teaches us that change in Russian politics has always resulted from the internal reshuffling of power.

Third, Europe's policy towards Russia. The problem is that we simply do not know who is running the show. Is it Mrs Merkel? Is it you, Ms Mogherini? Is it Mr Hollande, Mr Steinmeier, the Prime Minister of Latvia? Will the real negotiator stand up please?

And the final point relating to the previous item on the agenda: I was shocked that you did not address the issue of the atrocities committed against Christians in Nigeria. I find it disgraceful that the EU is silent on this issue.

Johannes Cornelis van Baalen, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, one has to be objective. What has happened since Minsk? Did Russia really try to show good will? Did Russia really try to help broker peace in East Ukraine? Did Russia really try to monitor its border and prevent irregular troops and others from entering eastern Ukraine? No, that has not happened. Has there been any positive sign from Putin concerning the Crimea? None. Nothing has led to a positive outcome up till now. There will be No Astana Conference because Minsk did not produce anything substantial.

I think that the sanctions should do the work, and the sanctions are working – together with the low oil prices – so the Russian economy is in trouble. I am not happy because of that, but I hope that it will hurt Putin enough to be sensible and indeed go to the negotiating table, wherever that table is, whether it is in public or in private, and produce results. Only if there are results on the ground – and that means the recognition that Ukraine is an independent nation with internationally-recognised borders – can we go further.

That is what we should do now. We can try to help the people in the Donbass, and for that we can try to help Ukraine to reform. That is essential, because otherwise there will be a kind of Ukraine fatigue where people say 'Ukraine again?' So we should help them. It should come from Kiev itself, but the sanctions should stand and should work further, together with the economy. Putin will not listen to reason. He will probably listen to the economy.

Helmut Scholz, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Frau Präsidentin, Frau Hohe Vertreterin! Seit gestern steht definitiv fest, dass das angestrebte Treffen von Astana nicht stattfindet. Damit wurde ein weiteres Mal die Chance aus der Hand gegeben, miteinander zu sprechen. Angesichts der unschuldigen zehn Toten finde ich die Berufung auf Prinzipielles, auf das Fehlen von Voraussetzungen für ein Treffen, zynisch.

Liebe Kollegen, wenn wir nicht nur verbal für einen unverzüglichen Frieden in der Ukraine und deren territoriale Integrität eintreten wollen, müssen wir endlich ritualisierte Rhetorik hinter uns lassen und Prozesse real einschätzen.

Es wird keine militärische Lösung in der Ostukraine geben, und spätestens damit haben beide Seiten, die politisch und militärisch Verantwortlichen in Kiew sowie im Donbass, jeweils ihren Beitrag für einen Frieden zu leisten. Ob sie das tun und, wenn nicht, warum nicht, wäre konkret zu diskutieren.

Es wäre zu diskutieren, ob Herr Jazenjuk ungeachtet seiner per Wahlen erreichten Legitimität wirklich der natürliche Verbündete der EU ist. Sein politisches Credo, welches er dieser Tage auch in Berlin engagiert präsentierte, lautet: Es hat immer nur der andere Schuld, politisch Unbequemes und das eigene Agieren werden in der Mainstreamlexik schönge-redet.

Streda 14. januára 2015

Was seine Regierung bis heute geleistet hat, sind massiv eingefrorene Sozialleistungen, es sind Massenentlassungen, drastische Preisanhebungen, es ist ein selbst nach ukrainischen Medien völlig regelloses Privatisierungsprogramm, das erneut nur Oligarchen wie Firtasch reicher und einflussreicher macht. Es sind drastisch gesteigerte Militärausgaben, von denen gleich mal 30 Prozent in korrupten Kanälen verschwunden sind. Für den angeblich zentralen Kampf gegen die Korruption sieht der Haushalt 2015 nicht eine Hrywnja vor.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Marek Jurek (ECR), pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki. – Panie Przewodniczący, czy zauważył Pan, że premier Jaceniuk jest szefem demokratycznego rządu, który otrzymał mandat od swojego narodu dlatego, że wygrał wybory? Ma wyraźny mandat demokratyczny, jest szefem rządu, który chce z nami współpracować i współpracuje, który stowarzyszył z nami swoje państwo. Czy naprawdę nie należy z większym szacunkiem mówić o naszych przyjaciółach i nie stawiać ich na jednym planie z agresorem?

Helmut Scholz (GUE/NGL), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Ich habe ja gesagt, dass Herr Jazenjuk demokratisch legitimiert ist durch die Wahlen. Die Frage ist allerdings: Ist er mit seiner Politik auch der einzige Ansprechpartner für die Europäische Union, wenn wir an die reale Situation in der Ukraine herangehen? Was passiert denn sozial? Ich war da, und dort wurde mir gesagt: Wenn sich nicht ganz schnell in dem sozialen, wirtschaftlichen Gefüge, in der Durchsetzung realer politischer Reformen etwas Entscheidendes verändert, werden wir den nächsten Majdan erleben. Die Leute erhoffen sich in diesem Land Veränderungen. Das müssen wir als Europäische Union unterstützen.

Rebecca Harms, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Frau Mogherini, sehr geehrte Kollegen! Ich sage jetzt mal nicht „sehr geehrter Herr Scholz“, weil ich finde, Sie diskutieren unter Niveau.

Es gäbe überhaupt keinen Anlass, über eine humanitäre Notlage im Osten der Ukraine zu diskutieren, wenn nicht russische Strategen – ich weiß nicht genau zu welchem Zeitpunkt – beschlossen hätten, dass sie nicht bereit sind, die territoriale Integrität der Ukraine zu akzeptieren.

Es passt Ihnen vielleicht nicht, aber das Problem hat mit der Annektierung der Krim angefangen, und es ist mit der systematischen Destabilisierung, unterstützt von Russland, im Osten der Ukraine fortgesetzt worden. Die Ursachen für den Krieg im Osten der Ukraine müssen leider heute in der russischen Regierung gesucht werden. Niemand, insbesondere kein Deutscher, würde heute wagen zu behaupten, Belgien habe angefangen zu schießen.

Ich bitte Sie eigentlich nur darum, dass Sie in der Analyse dieses Konflikts bei den Ursachen des Problems bleiben.

(Beifall)

Minsk, Minsk ist eine Verabredung die zustande gekommen ist, weil die Europäer auf die ukrainische Regierung und auf die russische Regierung Druck ausgeübt haben, zu verhandeln. Das Minsk-Abkommen ist ein Kompromiss, sehr stark zugunsten derjenigen, die für den Terror im Osten der Ukraine verantwortlich sind. Wenn wir diesen Kompromiss durchsetzen wollen, der bisher die einzige Möglichkeit zur Befriedung ist, der die einzige Möglichkeit ist, die humanitäre Katastrophe in den besetzten Gebieten zu stoppen, dann müssen wir bei dem Konzept der wirtschaftlichen Sanktionen bleiben.

Ich bin froh, dass Sie noch einmal gesagt haben, dass es Einmütigkeit gibt, in diesem Konzept, weiter Politik zu machen, auf wirtschaftliche Sanktionen zu setzen, nicht auf eine militärische Lösung zu setzen. Aber darauf muss in Russland anders reagiert werden. Da liegt eben der Schlüssel für Gespräche in Astana oder keine Gespräche in Astana.

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Streda 14. januára 2015

Jiří Maštálka (GUE/NGL), otázka položená zvednutím modré karty. – Paní kolegyně Harmsová, můžete mi říct, kteří stratégové a kdy rozhodli o rozbití Iráku, o rozbití Libye a o rozbití Sýrie?

Rebecca Harms (Verts/ALE), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Das ist eine andere Debatte. Meine Fraktion – daran werden sich alle erinnern – und auch meine Partei ist gegen den Irakkrieg auf die Straße gegangen. Der Irakkrieg kann in keiner Weise als Legitimierung für einen Krieg im Osten der Ukraine herangezogen werden. Wer gegen den Irakkrieg gewesen ist, der muss sich nicht scheuen, den Krieg im Osten der Ukraine zu kritisieren und dagegen vorzugehen.

(Beifall)

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine weitere Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Barbara Spinelli (GUE/NGL), Domanda «cartellino blu». – Signora Presidente, onorevoli colleghi, capisco perfettamente le obiezioni della collega Harms e sono senz'altro d'accordo sulle responsabilità della Russia e sulla necessità dell'integrità territoriale. Le vorrei solo chiedere di ricordare che nell'Est e nella regione di Donbass hanno agito e agiscono forze paramilitari fasciste e anche neonaziste e che il battaglione Azov in particolare dipende direttamente dal ministero degli interni di Kiev.

Rebecca Harms (Verts/ALE), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Wir haben in unserer Entschließung ausdrücklich noch mal darauf hingewiesen, dass es wirklich auch Terroristen gibt, die in diesen Krieg geschickt worden sind. Seit längerem wird darüber diskutiert, dass da Leute sind, die aus Tschetschenien bekannt sind. Der Name Girkin ist ja inzwischen weltweit bekannt, und die Probleme, die wir haben in der Befriedung, die haben eben auch damit zu tun, dass es sehr schwer ist, vernünftig einen Dialog zu führen in einer Region, in der sich nicht ein irgendwie ordentliches, von ordentlich gewählten Politikern geführtes Separatistensystem etabliert hat, sondern in dem sich ein System von Warlords, von Mafiosi, von Verbrechern etabliert, und die werden von russischen Soldaten ...

(Die Präsidentin entzieht der Rednerin das Wort.)

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine weitere Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Charles Tannock (ECR), blue-card question. – Ms Harms, would you agree with me, following Ms Spinelli's ridiculous comments, that the true fascists are the Russian aggressors? The Jewish community of the Crimea has been completely eliminated and the synagogue that has been there for 50 years has been closed down, with swastikas daubed on it by the so-called liberators from Moscow, and the Tatar community have also been put into exile. Fascism is coming from Moscow, not from Kiev, I am afraid to say. Would you agree with my statement?

Rebecca Harms (Verts/ALE), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Ich will nicht leugnen, dass es auch in der Ukraine Nationalisten gibt. Aber es gibt in der Ukraine, soweit ich das feststellen kann, nicht eine Bewegung, die sich auf die Fahnen geschrieben hat, in Nachbarländern Eroberungsfeldzüge durchzuführen. Das müssten Sie mir jedenfalls erst einmal zeigen.

Der ukrainische neue Nationalismus ist sehr stark das Ergebnis des Angriffs vonseiten Russlands. Ich möchte eine Nation – Italien ist ja berühmt dafür, nicht nationalistisch zu sein, Sie haben ja auch rechte Bewegungen – in Europa sehen, die angegriffen wird, ohne dass es zu solchen nationalistischen Reaktionen kommt.

(Die Präsidentin entzieht der Rednerin das Wort.)

Franz Obermayr (NI). - Geschätzte Frau Präsidentin! Ohne eine Kritik an Ihrer Geschäftsführung und Vorsitzführung zu machen, es gibt in diesem Haus ein paar *Usancen*.

Zum Ersten sollte auf die Zeit geachtet werden. Es ist zwar schön, wenn Sie klopfen, aber wenn Sie den Rednern dann 40 Sekunden weiter die Zeit lassen ..

Streda 14. januára 2015

Das Zweite ist eine schöne *Usance*: wenn hier schon Zeit knapp ist, nur eine „blaue Karte“ zu gewähren und nicht sogenannte Fragen mit „blauen Karten“ zu ermöglichen. Das wäre mein Ansinnen – bei allem Respekt für Ihre Geschäftsführung.

La Président. - Je vous remercie de vos conseils, Monsieur Obermayr.

Valentinas Mazuronis, EFDD frakcijos vardu. – Mielie kolegos, nebūsiu pranašas, jei pasakysiu, kad įvykiai Ukrainoje igauna vis pavojingesnį pagreitį. Būtinai greitas, išmintingas, teisingas, diplomatinis sprendimas, kurio tvirtai laikytųsi visos pusės. Tolesnis situacijos aštrėjimas – tai didžiulės ekonominės problemos ir ne tik Rusijai ir Ukrainai, bet ir visoms kitoms valstybėms bei regionams. Europos Sąjunga ir tarptautinė bendruomenė turi maksimaliai suaktyvinti visas pastangas, siekiant taikaus sprendimo, pagrįsto Minsko protokolu ir memorandumu. Privalu ginti Ukrainos teritorinį vientisumą bei suverenumą, niekada nepripažinti nelegalios Krymo aneksijos, tačiau tuo pat metu neturime skatinti naujo šaltojo karo ir negalime pasiduoti provokacijoms. Europos Sąjungos parama naujai suformuotai Ukrainos vyriausybei bei jos reformoms yra ypatingai svarbi. Reikia sukurti specialų ekonominės pagalbos planą Ukrainai ir teikti visokeriopą finansinę, techninę ir karinę pagalbą bei konsultacijas, jei to reikia. Tik bendra ir tvirta visų Europos Sąjungos valstybių ir tarptautinės bendrijos pozicija, ginant principines nuostatas bei ieškant išmintingų diplomatinio sprendimų, gali duoti teigiamus rezultatus. Gindami Ukrainą, mes giname Lietuvą, Latviją, Estiją ir visas kitas Europos Sąjungos valstybes. Gindami Ukrainą, jos suverenitetą, mes giname Europą, mes giname savo namus. Ar gali būti kas nors svarbiau? Tad būkime tvirti, išmintingi ir vieningi.

Udo Voigt (NI). - Frau Präsidentin! Der Konflikt, so wie er hier beschrieben wird, ist immer dann verstärkt, wenn man einseitig Sanktionen durchführt, statt miteinander zu reden. Ich bin schon erschrocken, wie stark hier in diesem Haus die Rhetorik des Kalten Kriegs wieder zurückgekehrt ist. Haben Sie nicht gemerkt, dass durch die derzeitige Situation der Euro auf den niedrigsten Stand seit Beginn seiner Existenz gefallen ist? Der Rubel fällt ins Bodenlose. Die Inflation in Russland betrug im Dezember 11,5 %, in der Ukraine lag die Inflation bereits im Dezember bei 25 % – 50-mal höher als im Januar 2014. Die beschlossenen Sanktionen schwächen den Euro und vernichten Tausende von Arbeitsplätzen in der Landwirtschaft der EU. Die Sanktionen treffen aber auch die Länder der Eurasischen Wirtschaftsunion: Kasachstan, Weißrussland ...

(Die Präsidentin entzieht dem Redner das Wort.)

Elmar Brok (PPE). - Frau Präsidentin, Frau Vizepräsidentin! Ich bin schon erstaunt, wie deckungsgleich die Argumentationen der Linken und der NPD aus Deutschland sind, wenn ich Herrn Scholz und Herrn Voigt hier höre. Es scheinen alle an der Krise schuld zu sein, nur Russland nicht. Es ist so, dass Russland in ein fremdes Land einmarschiert ist und es annektiert hat und dass das Minsker Abkommen der Versuch ist, dafür Sorge zu tragen, dass man das in den Griff bekommt. Und da wir – die Europäische Union und die NATO – wegen der Ukraine keinen Krieg führen wollen, sind die Sanktionen das Instrument, um dem Aggressor mitzuteilen, dass Aggression teuer ist. Das wirkt nicht nur deswegen, sondern auch wegen des Öls usw.

Wir sind bereit – und das sagt die Entschließung deutlich –, mit Russland zu reden. Alle Kanäle sollen offen gehalten werden. Jedes Format – ob Astana, Genf oder was auch immer –, jegliche Möglichkeit des Gesprächs muss gesucht werden. Ich halte es aber auch für richtig, dass die Sitzung in Astana nicht stattfindet, weil Russland es nicht möglich gemacht hat, dass dies zu weitreichenden Einigungen führt. Solche Gespräche der Spitzen müssen Resultate mit sich bringen!

Im Übrigen machen die Kommission und die Hohe Vertreterin dort einen guten Job, und wir müssen feststellen, dass wir dies entsprechend fortsetzen sollten mit unserer Positionierung, und deswegen wollen wir keine Beendigung der Sanktionen, wenn nicht entsprechend Schritt für Schritt auch die Erfüllung und Implementierung der Forderungen aus dem Minsker Abkommen da ist.

Streda 14. januára 2015

Meine Damen und Herren, ich möchte im Übrigen sagen: Wir haben eine schlimme Situation in der Ukraine, aber auch weil vor exakt zwei Jahren Russland mit Handelsrestriktionen gegen die Ukraine angefangen hat, um das Land in die Knie zu zwingen und von den freien Entscheidungen wegzukommen. Das Land ist in schwierigen Situationen, weil ein fremdes Land mit den eigenen Truppen einmarschiert ist. Jetzt daraus einen Strick zu drehen, dass Herr Jazenjuk das noch nicht zu einem blühenden Land gemacht hat – Herr Scholz, mit einer solchen Argumentation sollten Sie sich schämen! Wir möchten Frieden haben, und wir möchten die Freiheit aller europäischen Völker, und keine großen Nachbarvölker sollen das Recht haben, kleineren Völkern ihren Willen aufzuzwingen! Das ist das Europa der Zukunft!

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Gilles Lebreton (NI), *question «carton bleu»*. – Monsieur Brok, si nous voulons être constructifs, ne croyez-vous pas qu'il faudrait distinguer le sort de l'Est de l'Ukraine, pour lequel il faut négocier et essayer de convaincre peut-être la Russie, de celui de la Crimée, pour laquelle nous avons un simple problème de libre détermination du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? Car enfin, il y a eu un référendum en Crimée et le droit international donne d'autres précédents de pays qui sont parvenus à l'indépendance comme le Kosovo.

Elmar Brok (PPE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Erstens: Im Kosovo sollte gegen einen Diktator ein Völkermord vermieden werden. Das ist der Unterschied.

Auf der Krim gab es sehr weitreichende Autonomierechte auch für die russische Bevölkerung, wie es sie nirgendwo in Russland für Minderheiten gibt.

Der dritte Punkt ist: Da hat es keine freien Wahlen gegeben. Da ist militärisch besetzt worden, da konnte man nicht einmal eine Alternative wählen. Deswegen war das kein faires Referendum, sondern sogar eines, wie wir das genau wissen, mit einer sehr geringen Wahlbeteiligung.

Insofern bitte ich, nicht diesen Weg zu gehen mit der Krim. Ich weiß, dass Ihre Partei dort Wahlbeobachtung gemacht hat und dafür Geld von Herrn Putin für ihren Wahlkampf in Frankreich bekommen hat. Das ist keine Grundlage für ein ernsthaftes Gespräch.

Richard Howitt (S&D). - Madam President, I should like to thank the Vice-President/High Representative for her focus on the humanitarian situation in Ukraine. As winter sets in, humanitarian access to eastern Ukraine is indeed urgent to prevent starvation and medical emergency. The evidence of it being blocked is, of course, itself a violation of international law. I ask Ms Mogherini in her reply to comment on ECHO's role in this respect. Second, our resolution puts a proper focus on reforming Ukraine itself and endorses the reform priorities under the Association Agreement outlined in the letter from Ms Mogherini to Mr Brok. Ukraine now has responsibilities under that agreement, and it is proper for us to exercise pressure in this respect.

Finally: on Russia, my group endorses the aim of a more proactive approach. As our amendment shows, de-escalation of the sanctions can follow de-escalation of the crisis because, as I had the chance to say to the Vice-President/High Representative earlier, any change in EU restrictive measures must reflect a real change in observance of or prospects for peace, not a weakening of Europe's resolve to achieve it. I trust that the message will be understood by the foreign ministers on Monday.

David Campbell Bannerman (ECR). - Madam President, I have great regard for the Ukrainian people. I collect Ukrainian art, I visited Kiev in the Crimea and I am certainly no excuser of Putin's Russia. Nevertheless, I am deeply concerned at the mess the EU has made of its intervention in Ukraine to date.

Whilst I support a Ukrainian trade deal, the EU Association Agreement is nakedly political. It talks of convergence in foreign and security policy and of military cooperation. An EEAS official has even said there is a clash of geopolitical rivalries of two competing empires. The EU must exhibit its strength, and now Ukraine wants to join NATO. All this just pokes the Russian bear.

Streda 14. januára 2015

This year, acclaimed US film director Oliver Stone is releasing a documentary alleging that the CIA was involved in the Maidan demonstrations. He says that so-called shooters, who killed protestors, were third-party agitators with CIA fingerprints. And this 'Regime Change 101', as he calls it: is it fiction or fact? I would like to know whether the EU is aware of these claims and if the EU is at all complicit.

Kaja Kallas (ALDE). - Madam President, many colleagues have already touched upon our concerns over the humanitarian situation in Ukraine, from these terrible killings of civilians in a bus to the prospect of a frozen conflict in eastern Ukraine, so I would like to point out a different topic.

It is important for Ukraine, especially in this difficult situation, to move forward with reforms. Restoring democratic legitimacy and economic growth, the adoption of anti-corruption laws and the creation of the anti-corruption bureau are steps in the right direction.

But more needs to be done to restore citizens' trust in the legal system, public authorities and democracy. Given the challenges ahead, the EU Support Group for Ukraine has a crucial role to play in identifying the areas where technical assistance is needed for the implementation of a reform programme. So I would like to ask the High Representative: is the allocation of staff and resources enough for the Support Group to fulfil its mission in Ukraine? Finally, I would like to stress that the EU should express clear opposition to lifting sanctions against Russia before clear conditions are met.

Σοφία Σακοράφα (GUE/NGL). - Κυρία Πρόεδρε, η πολιτική των απειλών, των εκβιασμών και των συνεργασιών, της συνεργασίας με ακροδεξιά στοιχεία, που επέβαλαν συγκεκριμένα ευρωπαϊκά και αμερικανικά συμφέροντα, είναι υπεύθυνη για τη μετατροπή της Ουκρανίας σε κοινωνική και ανθρωπιστική βόμβα. Σήμερα το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, ο υπέρτατος δημοκρατικός θεσμός της Ευρώπης, των αξιών της αλληλεγγύης, της ελευθερίας, της δημοκρατίας, της ισότητας και των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, παράγει ένα ακόμη ψήφισμα φόβου. Και αναρωτιέμαι: τι πολιτική παράγουμε εδώ μέσα; Ποιο είναι το θετικό όραμα και η ελπίδα που δίνουμε στους λαούς της Ευρώπης για το ευρωπαϊκό κεκτημένο; Η καλλιέργεια του φόβου, της αβεβαιότητας, της ανασφάλειας, της ψυχροπολεμικής πολιτικής και ρητορικής; Κύριοι συνάδελφοι, σε δέκα ημέρες έχουμε εκλογές στην Ελλάδα και ο λαός της, που φτωχοποιείται και εξαθλιώνεται τα τελευταία χρόνια, απειλείται για την επιλογή του με τον πιο χυδαίο τρόπο από τα πολιτικά και οικονομικά διευθυντήρια της ίδιας της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Εμείς εδώ έχουμε χρέος να αγωνιστούμε για να αλλάξουμε αυτήν την κατεύθυνση. Ενωμένη Ευρώπη είναι η Ευρώπη των λαών και όχι των συμφερόντων και των αγορών.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, crisi ucraina, ennesima paradossale puntata. In questo Parlamento pare si possa essere solo pro Porošenko o pro Putin, bianchi o neri. Personalmente, noi del Movimento 5 Stelle non vogliamo iscriverci al club né degli uni né degli altri, ma vorremmo invece fare domanda per quello dell'oggettività. Sulla scacchiera, io vedo soprattutto uno scontro tra la superpotenza affannata a non perdere l'egemonia mondiale e un'antica superpotenza ormai decaduta ma infiammata dall'ambizione di riprendersi un ruolo globale. *In medio stat Ucraina*: un paese profondamente fratturato lungo l'asse Sud-Ovest-Nord-Est.

La Russia gioca a congelare il conflitto perché quel che potrebbe facilmente prendere con la forza, le costerebbe troppo in termini di isolamento geopolitico e punta quindi a usurare l'avversario. L'asse USA-UE è preda della febbrile corsa al *Far East*, costi quel che costi! Per gli ucraini, che rischiano il suicidio economico, e per noi, che non abbiamo mai sviluppato una vera politica energetica alternativa. Il bilancio mi sembra molto chiaro: perdiamo quasi tutti, di sicuro perdiamo noi europei, i russi e gli ucraini; guadagnano solo i cinesi, sempre più allettati dal vantaggio di un'alleanza strategica con la Russia, innaturalmente indotta da noi, e gli Stati Uniti che ci portano verso lo *shale gas* e l'aumento delle spese militari. Non mi sembra sia questo il nostro interesse ma forse qui qualcuno, colleghi, pensa di essere non al Parlamento europeo ma nella terza Camera di Washington!

Janusz Korwin-Mikke (NI). - Madam President, the situation is very complicated. I am afraid Ms Mogherini does not understand that the situations in Donetsk and in Lugansk are very different. The independence of Ukraine is a keystone of Polish politics. No responsible voice in Poland would agree on the partitioning of Ukraine – if there were such a plan – between Poland, Russia, Romania, Hungary and Belarus, because one can love Russia or hate it, but we like Russia to be as far from Polish borders as possible.

Streda 14. januára 2015

Still, if Ukrainians hate Russians, from the Polish point of view that is a very good situation, because the typical stance of Ukrainians is to hate Poles, so if their sentiments are directed against Russia, that is a better situation from our point of view. The only point that annoys us is the German-Ukrainian sentiment. We do not like to be between a pro-German Ukraine and a very strong Germany. That is all.

Cristian Dan Preda (PPE). - Madame la Présidente, il est toujours difficile d'intervenir après M. Korwin-Mikke. Je le ferai en roumain.

Domnule Președinte, în 16 septembrie 2014, am ratificat aici Acordul de asociere cu Ucraina și spuneam că este o zi istorică pentru această țară - mai mulți colegi au împărtășit această idee. Patru luni mai târziu, astăzi, cred cu tărie că Ucraina are nevoie de noi asemenea zile, momente istorice. Și cred că, mai mult decât oricând, este necesară găsirea unei soluții pentru a readuce pacea în interiorul Ucrainei și a stabiliza frontierele acestei țări. În aceste zile în care confruntările din estul acestei țări s-au intensificat, un astfel de acord ar putea împiedica înrăutățirea situației și destabilizarea tot mai puternică a Ucrainei și, implicit, a Europei. Iată de ce cred că avem datoria de a contribui la pacificarea continentului nostru, încurajând și luând parte la orice dialog care poate conduce la găsirea unei acord. Cred că orice format este bun pentru a merge în această direcție.

Dincolo de spinoasa problemă teritorială și de securitate cu care se confruntă Ucraina, țin să îmi exprim speranța, de asemenea, că liderii de la Kiev vor fi hotărâți să continue lupta anticorupție. Președintele Poroșenko spunea în toamna anului trecut că *«ceea ce paralizează Ucraina este corupția»* și sper ca acest lucru să nu fie uitat, chiar dacă știm cu toții că situația în care se află Ucraina este foarte dificilă, însă cred că lupta anticorupție, construcția unor instituții care să producă rezultate tangibile reprezintă o axă prioritară a acțiunii. De aceea, încurajez Ucraina să fie implacabilă în lupta împotriva corupției; este o experiență pe care o cunoaștem și din alte state foste comuniste și nu cred că aici lucrurile pot fi formulate altfel.

Tonino Picula (S&D). - Gospođo predsjednice, dok hakerska skupina Cyber Berkut napada svoje ciljeve u cyber prostoru, a njihovi klasično naoružani suborci ugrožavaju teritorijalni integritet zemlje, u realnom prostoru Ukrajine treba hitno odgovoriti na sve dublju recesiju u 2. godini rata.

Gospodarstvo će se smanjiti za 6%. Prošle godine pad je iznosio visokih 7,5% . Nacionalna valuta hrivnja imala je najlošije pokazatelje na svijetu s gubitkom vrijednosti od 38%. Vlada u Kijevu traži novih 15 milijardi dolara pomoći, a neki poznavatelji tvrde da bi tek 50 milijardi bilo dostatno za program održive obnove.

Ali, Ukrajina bi ta sredstva mogla dobiti tek ako ispuni dobro poznate ciljeve međunarodnih vjerovnika: proširenje porezne osnove, deregulaciju industrije, poboljšanje poslovne klime i prodaju državne imovine. Pri tome valja spriječiti da ekstremne mjere štednje ne ugroze više stanovništva koje ostaje bez socijalnih pogodnosti nego sam rat. Jer milijun ljudi je napustilo domove, 1 500 000 živi u teškim uvjetima na području sukoba, a 1 700 000 djece je pogođeno krizom čiji se kraj ne nazire.

Ryszard Czarnecki (ECR). - Pani Przewodnicząca! Pani Komisarz! To bardzo ważna rezolucja Parlamentu Europejskiego. Jest ona wynikiem kompromisu wszystkich grup politycznych i jest ważna, a może nawet historyczna, ponieważ bardzo jednoznacznie przedstawia warunki, jakie muszą być spełnione, aby cofnąć czy nawet ograniczyć sankcje wobec Rosji. A to, zdaje się, jest takie marzenie niektórych polityków w Europie, którzy myślą, co zrobić, żeby cofnąć sankcje wobec Rosji. Niech myślą o naszym europejskim interesie, a w naszym europejskim interesie jest to, aby Ukraina była coraz bardziej krajem, z którym jesteśmy w świetnych relacjach, także ekonomicznych. Zresztą rezolucja ta mówi także o sytuacji ekonomicznej na Ukrainie. Domagamy się tam reform, ale przede wszystkim podkreślamy, i to jest bardzo istotne, że nie uznajemy samowolnych wyborów w Doniecku i Ługańsku, ale też może najważniejsze jest to, że wprost zachęcamy państwa członkowskie Unii Europejskiej, aby ..

(Przewodnicząca odebrała mówcy głos.)

Petras Auštrevičius (ALDE). - Madam President, a week ago the civilised world was deeply shocked by a deadly terrorist attack against journalists in Paris. Yesterday, 12 innocent civilians, including children, were killed because of a bus-shelling near Volnovakha, Donetsk Oblast.

Streda 14. januára 2015

Terror attacks, from Paris to Volnovakha, are just another grim reminder of today's reality. Terrorists have many faces, from jihadists to Talibanis, to Islamists in Northern Nigeria, and the Russian-backed and -funded bandits in eastern Ukraine. But all of them have one thing in common: hatred of Western liberties and democratic societies.

We must give proper and evident recognition to an existing nest of modern terrorism in Europe: the so-called Donetsk and Lugansk People's Republics. These are the places where terrorism and instability are breeding.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL). - A versão oficial do Parlamento Europeu sobre a história da situação na Ucrânia não bate certo com a realidade.

Aos mais distraídos poderá parecer que não, mas aqueles que hoje se têm oposto ao golpe de Estado na Ucrânia estão a ser vítimas de violência, de restrição de liberdades e direitos, impostas por forças fascistas que hoje estão ligadas às autoridades e às forças policiais e de segurança ucranianas - as oficiais e as mercenárias.

Será que aqui não se ouviu falar da chacina de 2 de maio em Odessa ou dos ataques incendiários às sedes de partidos da oposição, do projeto que o Parlamento da Ucrânia hoje está a discutir para ilegalizar apenas ideologias com que não concorda?

Será que aqui não se ouviu falar do assassinato e tortura de quem se opôs às autoridades saídas do golpe de Estado?

Será que não se lembram do telefonema da baronesa Ashton e do ministro estónio em que ele a avisava de que os franco-atiradores estariam ligados ao mal chamado movimento Maidan e não a Yanukovych e que ela ignorou?

Não era necessário tudo isto apenas porque queriam assinar o Tratado de Livre Comércio.

Kristina Winberg (EFDD). - Fru talman! Det är aldrig acceptabelt att ändra länders gränser med hjälp av våld. Det är en grundläggande folkrättslig princip som jag och mitt parti till fullo stöder. Vi är dessutom lika fast övertygade om att det alltid är fel att använda våld för att avsätta en legitim och demokratiskt vald regering.

Vi vill vara tydliga med att vi vänder oss emot varje slags utvidgning av detta EU-projekt, som i alla avseenden har sitt eget liv och nu sträcker ut sina tentakler mot länderna i öster. Detta gäller oavsett om utvidgningen tar sig uttryck i ett faktiskt medlemskap eller någon form av associeringsavtal.

Vad avser situationen i Ukraina finns det många olika aspekter att ta hänsyn till, inte minst ur ett säkerhetspolitiskt perspektiv. Sverigedemokraternas främsta hänsynstagande är att EU under inga omständigheter bör utvidgas. Detta hänsynstagande är lika aktuellt oavsett om föremålet för utvidgningen är Moldavien, Turkiet eller, som i detta fall, Ukraina.

Vi är inte, som vissa har påstått, en beundrare av Putins auktoritära Ryssland. Däremot anser vi att Ukraina och dess folk ska ha samma rätt till självbestämmande som vi kräver att Sveriges folk ska ha.

Min fråga till er, fru vice ordförande, är: Vad anser du vara den avgörande orsaken för det humanitära lidandet i Ukraina?

Nicolas Bay (NI). - Madame la Présidente, Madame la Haute représentante, la Commission nous a habitués à tomber de Charybde en Scylla. Pourtant, quand on vous écoute, on ne regrette vraiment pas M^{me} Ashton. En effet, pragmatique, vous paraissez défendre des positions bien moins atlantistes que celle qui vous a précédée à ce poste.

Jeudi dernier, à Riga, pendant que l'Europe avait les yeux tournés vers Paris, vous avez ainsi envisagé la possibilité de lever les sanctions prises par l'Union européenne contre la Russie, et ce, disiez-vous, en raison de signes positifs de la part de Moscou. Hélas, on apprenait dimanche que le Canada venait de livrer encore quarante-deux conteneurs de matériel militaire à l'Ukraine, à la veille de la rencontre de Berlin.

Streda 14. januára 2015

D'après de nombreux observateurs, les autorités ukrainiennes ne cherchent en fait qu'à gagner du temps pour mieux préparer une nouvelle expédition punitive dans le Donbass, plutôt qu'une solution diplomatique, respectueuse des populations d'Ukraine, que la Russie appelle de ses vœux.

Cessons donc d'écouter les va-t-en-guerre américains et essayons de résoudre ensemble, entre voisins du Vieux Continent, ce conflit fratricide qui n'a que trop duré et qui nuit aux intérêts de nos peuples.

Sandra Kalniete (PPE). - Priekšsēdētājas kundze, Mogherini kundze, kolēģi! Ukrainai ir jāveic šodien neiespējamais — kara apstākļos jāīsteno reformas. Un mums šeit ir jāapzinās, ka, atbalstot Ukrainu, mēs atbalstām arī Eiropas Savienības drošību. Stabila un vienota Ukraina ir Eiropas Savienības drošības ķīla. Es priecājos par Eiropas Komisijas ierosinājumu piešķirt Ukrainai 1,8 miljardus, taču īstai Ukrainas stabilizācijai nepieciešama lielāka palīdzība. Tāpēc Eiropas Tautas partija aicina strādāt pie Eiropas “Maršala plāna” Ukrainai. Protams, tam ir jābūt visciešākajā veidā saistītam ar mērķtiecīgām reformām, un es ceru, ka to saprot arī ievēlētie Ukrainas līderi. Mums ir jāpalīdz nostiprināt ne tikai Ukrainas aizsardzības spējas, bet jāpalīdz Ukrainai stāties pretī Krievijas propagandai. Šī propaganda ir vēsta arī pret Eiropu un pret mūsu vērtībām. Es sagaidu, ka Eiropas Komisija piedāvās komunikācijas stratēģiju, kas aizsargās Eiropas vērtības pret naidīgu valstu dezinformāciju. Paldies!

Tibor Szanyi (S&D). - Az EU sikeres ukrainai szerepvállalásának a kulcsa a következetesség és az egység, és ezen a ponton szeretnék köszönetet mondani Mogherini asszonynak. Éppen ezért a kijevi vezetéssel, az ország európai perspektíváiról, a jogállamiság európai normák szerinti fejlesztéséről folyó párbeszéd keretében... *(A képviselő technikai probléma miatt megszakítja a hozzászólását.)* Tehát szólnunk kell a fokozódó nacionalizmus veszélyéről is. Az ukrán kormány képviselői az elmúlt hetekben kinyilvánították, hogy a kettős állampolgárságot kizáró törvény lehető legszigorúbb betartása érdekében rendészeti eljárások, büntetések sorát tervezik állampolgáraik egy részével szemben. A fenyegetés, illetve zaklatás az orosz kisebbség mellett egy sor más nemzeti kisebbség tagjai, köztük számos EU állampolgár ellen is irányulnak, akik fokozott politikai védelemre szorulnak.

Bár formailag törvényes, ez a durva hatósági fellépés nem más, mint engedmény a fokozódó nacionalista nyomásnak. A törvény a jelenlegi ukrainai belpolitikai helyzetben ezzel az időzítéssel csakis a feszültség növelését, az eskalációt szolgálhatja. Kérem tehát, hogy a politikai és gazdasági támogatás erősítésének módzatai mellett ezek a szempontok is kapjanak figyelmet az Európai Unió, illetve a főképvisező asszony és a kijevi barátaink közötti aktuális megbeszéléseken.

IN THE CHAIR: MAIREAD McGUINNESS

Vice-President

Mark Demesmaeker (ECR). - Vorige week waren wij getuige van de verschrikkelijke terreur in Parijs en gisteren stierven er twaalf Oekraïense burgers in Volnovakha, toen hun bus beschoten werd door een Grad-raket. Alles wijst erop dat die door pro-Russische milities is afgevuurd. Moeten wij niet overwegen om de leiding van de zogeheten Volksrepublieken Donetsk en Lugansk op de lijst van terroristische organisaties te plaatsen? *Je suis Charlie, je suis Volnovakha.* Het Minsk-akkoord is vier maanden oud, maar van vrede in Oekraïne is geen sprake. Integendeel, Rusland lijkt niet geïnteresseerd om het conflict te ontmijnen en blijft destabiliseren en provoceren.

Zo druist de manier waarop Rusland het Oekraïense parlamentslid Nadia Savchenka gevangen houdt, in tegen de basisbeginselen van internationale betrekkingen. En in Kaliningrad hield Rusland grootschalige onaangekondigde militaire oefeningen. Ik wil graag optimistisch zijn over het vredesoverleg, maar het valt mij eerlijk gezegd moeilijk. En toch is de uitvoering van de Minsk-akkoorden de enige uitweg.

Streda 14. januára 2015

Pavel Telička (ALDE). - Madam President, first of all I owe the Vice-President an apology, because we are behind schedule and I have a meeting that I have to rush to. Very briefly a few remarks. Madam Vice-President, you said we need unity, and I could not agree more. The unity is to be provided primarily under your leadership. The moment we have a fragmentation of messaging, I think we will have no unity, and we will also have some Czech politicians that will be moving away from the common line.

Secondly, aid: we are doing a lot and we can do more, and I think the Member States can contribute. Financial assistance is important, but it is not the alpha and omega of everything. I think that we are dealing with an administration that needs some significant support. I think we should be looking at opportunities for deploying experts, as was done in the past with acceding countries.

Thirdly and lastly, you have spoken about positive leverage in the context of Russia. Donald Tusk mentioned an adequate, consistent and united strategy towards Russia. We need it, but let us not fool ourselves. We need it, but the key lies in Russia, and at the moment I see a principle of conditionality. Any move has to be conditioned by moves on the Russian side.

Kateřina Konečná (GUE/NGL). - Paní předsedající, na začátek mi dovoluje poděkovat vysoké představitele paní Mogheriniové za její úvodní projev. Za svůj poměrně krátký aktivní politický život jsem nucena zaujmout postoj k již druhé válce v Evropě. Po té první zůstal pocit bolesti a krivd u mnoha lidí na Balkáně. Plus umělý stát – Kosovo – se dvěma centry: administrativním v Prištině a geopolitickým na americké vojenské základně Camp Bondsteel.

Co zůstane na Ukrajině po druhé evropské válce mého života? Kolik zbytečně prolité krve a kolik záští a jaké nové vojenské základny? Potřebujeme řešení situace na Ukrajině, které nastartuje cestu k soužití lidí různých národů, jazyků a konfesí. Ne v podobě dnešního zdánlivého vítězství, které založí budoucí konflikty. Duch Minska, zastavení bojů, výměna zajatců a v neposlední řadě ústavní reforma, to je politika, kterou musíme prosazovat. To by měl být i důkaz, že si Evropská unie skutečně zaslouží Nobelovu cenu míru.

Krisztina Morvai (NI). - Mogherini asszony, illetve a Parlament állásfoglalását szeretném kérni két kérdésben. Egyik sem politikai kérdés, hanem mindkettő emberi jogi természetű kérdés. 1. Az orosz parlament határozatban kérte fel az Európai Parlamentet és a világ más parlamentjeit, hogy működjünk együtt egy független, nemzetközi tényfeltáró vizsgálatban, amelynek tárgya a délkelet-ukrajnai polgári lakosság sérelmére sorozatban elkövetett bűncselekmények. Van-e ennek bármilyen akadálya? A másik: Ukrajnában egyéb nemzeti közösségek mellett, közel 200 ezer magyar él őshonos nemzeti közösségként. Az őshonos nemzeti közösségek emberi jogaira vonatkozóan számos ENSZ, Európa Tanács, illetve európai uniós norma áll rendelkezésre. Itt vannak a kezembek, oda fogom adni Önöknek. Meg tudják-e győzni ukrán barátait arról, hogy ezeket a normákat nekik az EU társult országaként be kell tartaniuk.

Andrej Plenković (PPE). - Gospodo potpredsjednice, hvala na izloženim stajalištima o glavnim odrednicama vašeg angažmana prema Ukrajini i cijenim da ste na početku vašega mandata već posjetili Kijev te stekli neposredni dojam nakon održanih izbora za novu vrhovnu Radu, 26. listopada, gdje sam s drugim kolegama u Europskom parlamentu imao zadovoljstvo voditi promatračku misiju i konstatirati da su ti izbori provedeni u skladu s visokim međunarodnim standardima.

Kao predsjednik parlamentarnog odbora za pridruživanje između Ukrajine i Europske unije, izražavam sućut ukrajinskom narodu i ukrajinskoj vlasti zbog terorističkog napada koji se jučer dogodio u Volnovakhi gdje je poginulo 12 civila, ukrajinskih državljana. To je još jedan dokaz da je Ukrajina žrtva agresije i neobjavljenog hibridnog rata od strane Rusije, stoga mi kao Europska unija moramo čvrsto inzistirati na očuvanju teritorijalnog integriteta Ukrajine, i to kad je riječ o dijelovima Dombasa, ali isto tako, protivno međunarodnom pravu anektiranja Krima te naša politika restriktivnih mjera prema Rusiji mora biti konstantna.

Liisa Jaakonsaari (S&D). - Arvoisa puhemies, korkean edustajan Mogherinin puheenvuorossa oli todella mielenkiintoista hänen Venäjä-kannanottonsa, jossa selvästi hahmotellaan uutta avausta. Tuli mieleen ihan Willy Brandtin ja Egon Bahrin uusi idänpolitiikka, koska tässä tarvitaan nyt jotain uutta.

Streda 14. januára 2015

On selvä asia, että viime lokakuussa Ukrainan vaalit olivat demokraattiset. Näiden demokraattisten vaalien pohjalle on mahdollista rakentaa vapauden ja oikeuden yhteiskunta ihmisoikeuksineen. Uskon, että Euroopan unioni ja me kaikki olemme valmiita tukemaan Ukrainaa sitten, kun Ukrainan hallitus esittää konkreettisen uudistusohjelman aikataulun ja niin edelleen. Tästä on mahdollista rakentaa aivan uutta politiikkaa.

Olen vakuuttunut siitä, että korkean edustajan Mogherinin johdolla voidaan vaikuttaa Venäjään niin, että myös siellä herää halu yhteisymmärrykseen.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). - Pani Przewodnicząca! To Rosja, kraj który chce sobie podporządkować sąsiednie kraje – mówił w 2008 roku w Tbilisi prezydent Polski Lech Kaczyński. Niespełna 2 lata później zginął w do dziś niewyjaśniony sposób w katastrofie smoleńskiej. Wolny świat przeszedł do porządku dziennego zarówno nad agresją w Gruzji, jak i nad katastrofą smoleńską, a w opinii mojej i wielu ekspertów to wówczas zapadł wyrok na Ukrainę – bo Rosja się nie cofa, jeżeli nie czuje oporu, jeżeli nie ma podjętych stosownych działań: nie słów, nie rezolucji, ale decyzji, realnych decyzji. Sankcje były właściwym kierunkiem, ale potrzebne jest Pani działanie, Pani Wysoka Przedstawiciel, Pani osobiste działanie. Nie puste krzesło, o którym mówił pan Saryusz-Wolski, tylko Pani udział, Pani zaangażowanie i zaangażowanie całej Unii.

Urmas Paet (ALDE). - Ukraina mure number üks on selgelt julgeolekuolukord. Eile 24 tunni jooksul rikkusid nn separatistid Ida-Ukrainas vahepeel 84 korral. Sealhulgas tulistati reisibussi, milles hukkus üle kaheteistkümne inimese. Sõjaline aktiivsus on selgelt taas kasvamas. Ilma konflikti lõppemiseta jääb igal juhul häirituks kogu Ukraina areng. Konflikti lõpetamine Ida-Ukrainas ja ka Krimmi annekteerimise lõpetamine on selgelt Venemaa kätes.

Ukraina saab aga nüüd ja kohe alustada põhjalikku võitlust korruptsiooniga ja ka põhjalike reformide läbiviimist. Euroopa Liit saab olla siin abiks. Nii tuleks kõigil Euroopa Liidu liikmesriikidel võimalikult ruttu ratifitseerida assotsieerimisleping, hiljemalt Riia tippkohtumiseks. Samuti tuleb edasi liikuda viisavabaduse suunas. Väga oluline on Euroopa Liidul hoida Ukrainale avatuna Euroopa perspektiivi, teades, et tingimused Euroopa Liidule lähenemiseks saab täita Ukraina ise.

Gabrielius Landsbergis (PPE). - Madam President, when a year ago on Maidan Square people gathered in a cold Ukrainian winter and asked that Ukraine stick to its path towards Europe, nobody in Kiev, in Brussels, in Washington or in any other European capital had any idea that a hundred people would perish in the following weeks. Nor could anybody have guessed how the coming year would look: that the situation would be that part of Ukraine is in effect occupied by Russia, and another part of Ukraine is under Russia-backed terrorist control. We were taken by surprise – twice.

All of us want peace, and as soon as possible, but core principles have to be maintained. When talking about the peace process in Ukraine, Europe has to keep stressing the importance of returning Crimea to Ukraine.

Europe has seen its share of frozen conflicts and difficult territorial disputes. Forty years ago, the Helsinki accords were signed by European countries for precisely that reason: to guarantee the inviolability of European borders. There can be no justification for the annexation of parts of Ukrainian territory. Europe has to be very careful about what we consider real progress in the peace process in Ukraine. The Minsk Agreement was a good step in the right direction – too bad that it is not leading to Russia withdrawing its troops. Nor is Russia ceasing its support of groups in Donetsk and Luhansk, which show every sign of being terrorist organisations. Just a few days ago, a bus full of civilian passengers was blown to bits in the Donetsk region. Twelve people were killed, 16 injured. Is there anyone who could call this progress?

Ангел Джамбазки (ECR). - Г-жо Председател, г-жо Комисар, колеги, темата за Украйна основателно предизвиква силни реакции и емоция, защото е водеща и ключова за бъдещето и на Европа, и на Европейския съюз. Искам да повдигна един въпрос, който никой днес в залата не засегна, но той също така е ключов за ситуацията в Украйна. Това е въпросът за гражданските и политическите права на националните малцинства на територията на държавата и отношението на новата власт към тези малцинства и техните права.

Известно е, че на територията на Украйна има немскоговорящи, унгарскоговорящи, татари и други. Между тях е и българското национално малцинство, което според различни източници наброява между 250 и 500 хиляди души. Има информация, че има случаи на насилие и нарушаване на човешки права на представители на тези малцинства - насилствена мобилизация и заставяне за участие в бойни действия. Има цивилни жертви сред тях. Отделно, неприемливо е заявеното намерение на новата власт да отмени използването на родните езици и имена на малцинственото население.

Streda 14. januára 2015

Правото на роден език, на самоопределение е ключово, основно човешко право и новите власти в Киев трябва безусловно да се съобразяват с него. Моят въпрос към Вас, г-жо Комисар, е поставян ли е този въпрос пред новите власти в Киев и какво прави Комисията в защита на основните права и граждански свободи на националните малцинства, сред които е и българското?

Anna Maria Corazza Bildt (PPE). - Madam President, Madam Vice-President, the sovereignty, independence and indeed the democracy of a great European nation are under attack – but it is more than that. The core principles upon which peace and security in Europe are based are being grossly violated. Helping Ukraine must be an imperative for the European Union. A lot has been done, but we must pursue our policies over time. The ambitions of the Kremlin will foster division in our ranks and exploit every weakness. Russian failure to live up to the Minsk agreement shows that we must stand united and neither give into threats nor be carried by propaganda. We must stick together on sanctions. It is up to the people of Ukraine to decide on their path. They did it in an impressive way in the elections in 2014, where I had the honour to be an observer, but our task is to help them confront the aggressor, rebuild their economy and strengthen their democracy. We must help Ukraine implement the Association Agreement and support their efforts to tackle corruption. By cutting tariffs we have already been helping Ukrainian exports substantially.

The humanitarian crisis in the East needs instant action. Millions are in desperate need of food, medical care and heating. UNICEF reports are staggering: 1.7 million children live in a conflict zone. Children should be given special attention.

Kati Piri (S&D). - De nieuwe Oekraïense regering stelt zichzelf een ambitieus hervormingspakket ten taak. Het is noodzakelijk dat het implementeren hiervan zo snel mogelijk concreet wordt gemaakt. Bovendien moet het een hervorming zijn volgens het principe van inclusiviteit. Een pluralistische samenleving, die recht doet aan de Europese waarden waar de Maidan opstand om begon.

Deze hervormingen worden bemoeilijkt door het aanhoudende conflict in het oosten. Het uitblijven van de implementatie van de Minsk-akkoorden door Rusland en de separatisten, is alarmerend. Dit geeft nogmaals aan dat de sancties die door de EU zijn ingesteld, nog altijd relevant zijn en dat wij eraan vast moeten houden.

Tot slot mag het duidelijk zijn dat Nederland niet zal rusten voordat objectief bewijs is geleverd voor de toedracht van het neerstorten van vlucht MH17 en de verantwoordelijken zijn berecht. Ik eis dan ook met klem dat volle medewerking en toegang verleend wordt aan het internationale onderzoeksteam en dat de onderste steen boven wordt gehaald.

Ik hoor graag van de hoge vertegenwoordiger hoe zij haar rol hierin ziet.

Marek Jurek (ECR). - Pani Przewodnicząca! Kiedy słuchałem Pani Komisarz Mogherini, miałem nadzieję, że usłyszymy choć jedno mocne zdanie na temat Krymu, dlatego że nie wystarczą deklaracje o tym, że nie uznajemy tej aneksji. Nie oczekuję też tego, że przedstawi Pani tutaj plan, w jaki sposób suwerenność ukraińska ma powrócić na Krym, ale że dowiemy się, jak zareagować, żeby przywrócić równowagę, brutalnie zachwianą w tym regionie aneksją Krymu. Przecież wiemy o tym, że są już jej następstwa, np. wzmocniona militarna obecność Rosji w Abchazji.

I sprawa druga, o którą przy tej okazji chciałem zapytać. Jak jest właściwie oficjalny stosunek Komisji Europejskiej do formatu normandzkiego? Bo mam poważne wątpliwości, czy najlepszy mandat do rozmów z Rosją daje robienie interesów z Rosją. Mam na myśli takie rzeczy całkiem świeże, jak sprzedaż okrętów podwodnych, załatwienie monopolistycznej pozycji na używanie gazociągu Opal zupełnie omijającej reguły unijne. Więc może bardziej pomyślny o Europie Środkowej, wtedy będziemy mieli większy tytuł do tego, żeby mówić o solidarności w Europie.

Eduard Kukan (PPE) - Situácia na Ukrajine je v mnohých ohľadoch jednou z najväčších zahranično-politických výziev, ktorým čelíme. Treba preto jasne definovať víziu našich vzťahov s Ukrajinou a naplniť ich. Pravdou je, že na túto krízu sme neboli pripravení. O to dôležitejšie je na ňu odpovedať v duchu našich európskych hodnôt.

Streda 14. januára 2015

Sú tu dve strategické otázky, v ktorých potrebujeme mať zhodu ešte pred samitom v Rige. Prvá sa dotýka trilaterálnych rozhovorov medzi EÚ, Ukrajinou a Ruskom o asociačnej zmluve a DCFTA. Akceptovali sme bezprecedentné zasahovanie tretej strany do bilaterálnej politickej a obchodnej dohody. Členské štáty spolu s Komisiou preto musia postaviť jasné limity, za ktoré už nemôžeme ustupovať. Je predsa nemysliteľné dosiahnuť nejaký *deal* s Ruskom na úkor suverenity inej krajiny!

Druhá otázka sa dotýka územnej celistvosti Ukrajiny a sankcií voči Rusku. Tie by mali pokračovať dovtedy, kým nenájdem trvalú dohodu o Dombaskej oblasti a Kryme. Bolo by strategickou chybou upustiť od sankcií voči Rusku, pokiaľ tieto otázky nebudú vyriešené so súhlasom ukrajinskej strany.

Ioan Mircea Pașcu (S&D). - Madam President, the illegal annexation of Crimea last March represents the most disturbing aspect of the entire Ukrainian crisis. For the first time since World War II, borders in Europe have been modified through force. Moreover, by doing this, Russia got closer to NATO by hundreds of kilometres, being able to strike deeply into NATO territory using long-range weapon systems deployed in the peninsula.

If Ukrainian territorial integrity and sovereignty can be restored in the eastern part of the country, provided the Russian forces withdraw, Crimea remains the biggest challenge, both legally and militarily. Of course, refusing international recognition of the annexation and imposing sanctions on business coming from and going to the peninsula will continue for long as it will take, but the challenge remains. It will have to be addressed politically too.

Richard Sulík (ECR) - Vážená pani Mogherini, gratulujem Vám k pozícii vysokej predstaviteľky a som rád, že ste nahradili pani barónku, ktorá tento parlament vytrvalo ignorovala. Predsedať strane, ktorá podporuje sankcie voči Rusku a anexiu Krymu považujem za porušenie medzinárodného práva.

Ale rád by som vám pripomenul, že úlohou EÚ nie je zachraňovať, respektíve riešiť ekonomické problémy všetkých štátov naokolo. Európska únia má obrovské množstvo vlastných problémov – obrovské dlhy, nezamestnanosť, stagnáciu. Ľudia, ktorí chcú poslať na Ukrajinu peniaze, to robia z cudzieho, nie z vlastného.

Ukrajinci si za svoje ekonomické problémy môžu sami, lebo 20 rokov si volili vlády, ktoré nereformovali, ale kradli. Ak dnes treba Ukrajinu ekonomicky pomôcť, máme tu Medzinárodný menový fond, ktorého členmi sú všetky štáty EÚ. Ak sa bude takýmto spôsobom Európska únia angažovať ďalej ako doteraz, zažije svoje druhé Grécko.

Lars Adaktusson (PPE). - Fru talman! Rysslands utveckling i auktoritär riktning och annekteringen av ukrainska områden spär på oron i Europa. Att president Putin inte visar några tecken på att förändra sitt kriminella beteende är allvarligt, men i historiskt perspektiv inte förvånande.

I den finländska historieskildringen *Orostider i Ukraina* skildras hur regeringen i Kiev 1919 krävde ett tillbakadragande av de ryska trupper som då fanns på ukrainskt territorium. Svaret från Moskva då var detsamma som det är i dag: Inga ryska trupper finns i Ukraina. Historien lär oss om den ryska inställningen till Ukraina, men historien lär oss också vad priset för eftergiftspolitik är mot ett Ryssland vars verktyg är lögnen och våldet.

För att lyckas med att komma till tals med en icke-demokratisk rysk statsledning krävs gemensamt och kraftfullt agerande från EU:s sida. I dag vet vi att sanktionerna har effekt, valutan rasar, investerarna flyr och tillväxten sjunker. Mot den bakgrunden är det beklagligt att Frankrikes president nu talar om lättnader i sanktionspolitiken. Det är att skicka fel signaler.

Inför unionens utvärdering av sanktionspolitiken är därför uppmaningen till Europas socialdemokrater: Säg nej till slopade sanktioner, svik inte frihetskampen i Ukraina.

Tanja Fajon (S&D). - Teško je povedati še kaj novega. V zadnjih mesecih smo priča – sicer skromnemu – napredku razvoja dogodkov v Ukrajini, saj so mirovni pogovori v Minsku prinesli izmenjavo ujetnikov, a so se nato pogajalci zaradi razhajanj o tem, kako doseči trajno prekinitev ognja in obojestranski umik sil, spet znašli v slepi ulici.

To je realnost in to je izziv. Humanitarni položaj je zaskrbljujoč. Prizadevanja za rešitev predolgo trajajoče ukrajinske krize moramo okrepiti. V letošnjem letu pričakujem spremembo retorike med Unijo in Rusijo, ki je začela pridobivati prizvok hladne vojne. Rusija mora spoštovati dogovore.

Streda 14. januára 2015

Šele potom bo možen korak naprej tudi za hitre nujne reforme v Ukrajini, da bo ta zadihala s polnimi pljuči. V svetu smo priča zaskrbľujočemu trendu upadanja stopnje miru. Tudi Evropa ni več varna, ampak ravno Ukrajina je primer boja za proevropske vrednote in imejmo to v mislih in začnimo odločneje in hitreje ukrepati.

Marcus Pretzell (ECR). - Frau Präsidentin, Frau Mogherini, meine Damen und Herren! Heute wurden eine Menge Völkerrechtsbrüche, insbesondere von russischer Seite, angeprangert. Das geschieht sicherlich zu Recht, denn das sind es, Völkerrechtsbrüche, insbesondere durch die Annexion der Krim.

Aber in der gleichen Entschließung wollen Sie, meine Damen und Herren, nun auch über eine EU-Mitgliedschaft der Ukraine nachdenken. Da frage ich mich, ob wir nicht bislang unter uns in der jetzigen Form der Europäischen Union bereits genug Probleme haben, als dass wir jetzt darüber nachdenken müssten, diese Europäische Union auch noch zu vergrößern.

Und dann, meine Damen und Herren, denken Sie ernsthaft darüber nach, ob die Ukraine nicht in Zukunft auch NATO-Mitglied sein könnte! Da frage ich mich wirklich: Nehmen Sie Realitäten eigentlich noch zur Kenntnis? Nehmen Sie eigentlich noch zur Kenntnis, was Ihre Aufgabe ist, meine sehr verehrten Damen und Herren von den Mehrheitsfraktionen? Schließlich wollen wir morgen eine Russland-Entschließung verabschieden, die ganz unverblümt die Einmischung in innere Angelegenheiten Russlands mit erheblichen finanziellen Mitteln unterstützt! Das ist Verlogenheit, wie es schlimmer nicht mehr geht!

President. - Before I give the floor to Mr Wałęsa for one-and-a-half minutes, can I just repeat the announcement to the Chamber that we are not taking blue cards because of the time constraints on our debate. I do apologise for that, but that is the ruling of the previous chair and I am maintaining that.

Jarosław Wałęsa (PPE). - Pani Przewodnicząca! Trudno nie odnieść się do słów mojego przedmówcy, które były po prostu skandaliczne. Wydaje się, że to, co wyraził w swoim przemówieniu, należy potępić bardzo dosadnie.

Ale przechodząc do rzeczy, łatwo zauważyć, że kryzys spowodowany przez Rosję będzie trwał jeszcze na tyle długo, że musimy zastanowić się, jak zwiększyć solidarność wśród krajów członkowskich. Najlepszym wyjściem z tej sytuacji będzie przyjęcie bądź określenie jasnych celów, które nas scala. Przestrzeganie postanowień z Mińska od początku okazało się problematyczne dla strony rosyjskiej. Zawieszenie broni, bezwarunkowe wycofanie się wojsk rosyjskich z Ukrainy, powstrzymanie zbrojenia grup zbrojnych czy najemników, wymiana wszystkich – powtarzam wszystkich – więźniów i przywrócenie ukraińskiej kontroli nad terytorium całego kraju wydają się tutaj oczywistymi warunkami. Należy tutaj podkreślić przywrócenie kontroli nad terytorium całego kraju, bo odnoszę wrażenie, że zapominamy już o Krymie, a przecież od tego wszystko się zaczęło.

Ocieplanie się wizerunku Moskwy, nawet jeżeli jest widoczne, jest jedynie iluzoryczne. Unia Europejska nie może rozluźnić swojego zdecydowanego stanowiska, a wręcz przeciwnie, musi być gotowa na dalsze restrykcyjne kroki, które powstrzymają rosyjską destabilizację Ukrainy. Wierzę w ten sukces, ale dyplomatyczne kanały muszą pozostać otwarte.

Boris Zala (S&D). - Madam President, solving the conflict in Ukraine is the most urgent task. On the one hand I applaud the leadership of Germany and France in their pursuit of a negotiated solution within the Normandy format. I understand the demands of crisis management, but my fear is that, as a result, the institutions of our common foreign policy as provided for by the Lisbon Treaty are becoming marginalised. I would like to see the High Representative, despite her comprehensive explanations, and the Commission take on an even more prominent role. I would like to see the EU – as an autonomous strategic actor representing the interests of all its Member States and its citizens – engaging with Russia and Ukraine. It will carry much more weight and legitimacy, which is what counts in geopolitics.

Artis Pabriks (PPE). - Madam President, we miscalculated the beginning of the conflict and war in Ukraine, so let us not mismanage the end of the conflict.

Streda 14. januára 2015

We sometimes speak about a strong Russia; but Russia is not as strong as we are weak, because we are divided and we are afraid – partly because of our misunderstanding of the situation and also partly because of the assistance of our far right and far left, which are united in order to weaken the European Union.

We also do not need to leave the back door open for a retreat, and to go back to business as usual with Russia, just because we can find excuses to do this. We have to first stop the aggressor, and only afterwards can we start to go back to business as usual.

The key to success is a firm stance against the Russian aggression, and at the same time also firm support for Ukraine. Ukraine should be supported first of all with funding and advice. This is what many analysts and experts, such as Alex Motyl and Anders Åslund, are saying. Even George Soros is saying this. But to do this, we also need to be firm with the Ukrainians and tell them that they need to implement their reforms. I am not sure they understand this very clearly in the limited time they have.

We also should understand that we have to speak a clear language and have a clear head with all of this. So let us not live in an illusion, and let us be realistic, because Ukraine is our strategic interest.

Miroslav Poche (S&D). - Paní předsedající, vážená paní Mogheriniová, dovoluji mi, abych na úvod poděkoval všem kolegům, se kterými jsem se mohl podílet na přípravě zmiňovaného usnesení. Nicméně já vidím v naší pomoci ukrajinským reformátorům v současné chvíli jednu velkou hrozbu. Pokud chceme skutečně pomoci Ukrajině při politických a hospodářských reformách, musíme podle mého názoru změnit přístup na naší straně. V minulosti jsme byli svědky špatné koordinace nebo možná dokonce rivality mezi jednotlivými představiteli Evropské unie. Jasným důkazem pro to je jakési nepochopení mezi vysokou představitelkou Ashtonovou a komisařem Füleem v počátcích ukrajinské krize. Nyní se ta situace opakuje a my v mnoha případech nemluvíme jedním hlasem. Chtěl bych se zeptat, zda budete iniciovat diskusi o dlouhodobé, jednotné a koordinované ujednání politiky a o jednotném hlasu vůči ukrajinským představitelům?

Michael Gahler (PPE). - Frau Vorsitzende, Frau Hohe Vertreterin! Ich glaube, wir können unsere Hilfe für die Ukraine noch zielgerichteter durchführen, und ich glaube, dass die Personen, die seitens der Kommission dorthin geschickt werden, bei Weitem nicht ausreichen.

Ich glaube, wir sollten uns erinnern, was wir konkret im Vorbeitrittsprozess für viele Beitrittskandidaten gemacht haben. Wir haben zum Beispiel Behörden-Twinning gemacht, Twinning also von erfahrenen Behörden in den alten Mitgliedstaaten, bei der Reform der Behörden insbesondere. Wir haben auch teilweise – ich weiß das aus meinem Mitgliedstaat – Institutionen, die nichts anderes machen, als zum Beispiel Gesetze en bloc zu übersetzen, wenn sie sich bewährt haben – also die Zeit etwas zu verkürzen dahin, dass die Ukraine eben auch schnell das implementiert und realisiert, was notwendig ist.

Ich glaube, da können wir noch sehr viel gezielter agieren, um da Zeit zu sparen, und wir haben auch, glaube ich, viele Verbündete in politischen Fraktionen. Ich denke an mindestens vier der Regierungskoalitionen, wo Leute direkt vom Majdan in die verschiedenen Parteien – auch ins Parlament – gewählt worden sind. Das sind auch die Antreiber für wahre Reformen gegen die alten Strukturen.

Ansonsten muss es klar dabei bleiben, dass natürlich Sanktionen nur aufgehoben werden, wenn Russland die Dinge erfüllt, die im Minsker Abkommen vorgesehen sind. Und ansonsten wundere ich mich weiterhin, dass hier offenbar von ganz links und von ganz rechts so eine Art geistiger Hitler-Stalin-Pakt im Gange ist. Das ist nämlich auch ein Skandal, den wir hier immer wieder thematisieren sollten.

Goffredo Maria Bettini (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, Alto rappresentante, l'attacco di ieri al bus che trasportava civili, dove 13 persone hanno perso la vita, rappresenta l'ennesima violazione del protocollo di Minsk, di cui la popolazione civile paga purtroppo il prezzo più alto. È molto drammatica la conseguente battuta d'arresto del processo di pace.

Sottolineo due punti che rappresentano questioni essenziali per la gestione imminente del conflitto: l'Unione europea deve rafforzare il suo impegno affinché gli aiuti umanitari verso l'Ucraina orientale siano effettuati nel pieno rispetto del diritto internazionale umanitario, nella neutralità e in stretto coordinamento con il governo ucraino, l'ONU e il comitato centrale della Croce Rossa; il rispetto di questi stessi principi da parte della Russia allontanerebbe i dubbi sui carichi dei convogli umanitari, come alibi per traffici illegali di attrezzature militari. Inoltre, l'Ucraina ha urgente necessità di concentrare i suoi sforzi sulle riforme politiche, economiche e sociali. Non è oggi il momento di spingere l'Ucraina verso la NATO.

Streda 14. januára 2015

Michaela Šojdrová (PPE). - Vážená paní vysoká predstaviteľko, ďakujem za Vašu zprávu a také za Vašu výzvu k jednotnému postupu. K jednaniu o Ukrajinu sa vracíme päť mesiacov od prijatia asociačnej dohody a nezbyvať nám než znovu odsoudiť anexiu Krymu a vojenské nepokoje, ktoré sú podporované Ruskou federáciou. Bohužiaľ situácia sa príliš nezmenila.

Oceňujeme to, že na Ukrajinu je po demokratických voľbách nová vláda. Tá má vôľu k reformám, ale má problémy, pretože jej zeme je zdevastovaná. Ukrajina potrebuje našu pomoc, nejen morálnu, politickú, ale zejména materiálnu, a preto také vítám dosavadní finanční podporu i aktuální navýšení půjčky.

Neméně důležitá je ale pro Ukrajinu podpora z hlediska odborných kapacit a expertíz v řadě oblastí, které musí projít reformou. Dovolím si být konkrétnější, protože na Ukrajinu jsem byla v polovině listopadu a opakovaně jsem jednala s poslanci i zástupci škol a jsem s nimi stále v kontaktu. Víím, že právě v oblasti vzdělávání připravují zásadní reformu a očekávají naši pomoc. Tak jako kdysi postkomunistickým zemím i Ukrajinu dnes může při prosazování těchto reforem velmi prospět expertíza OECD. Zde vidím také příležitost pro efektivní pomoc Evropské unie a obracím se na paní vysokou představitelku s touto výzvou k technické kapacitní pomoci, která není drahá, ale účinná. Děkuji Vám za pochopení.

Agnieszka Kozłowska-Rajewicz (PPE). - Pani Przewodnicząca! Pani Wysoka Przedstawiciel! Rozpoczęliśmy tę dyskusję od rozmowy na temat wyzwań, które stoją przed Ukrainą, trudnych reform, które prowadzą do rozwoju gospodarki demokratycznej, ale kontynuowanie tej rozmowy, tej debaty wymaga tego, żebyśmy odpowiednio mocno potraktowali kontekst. A kontekst jest taki, że na wschodzie Ukrainy toczy się regularna wojna, wojna z czołgami, z codziennym ostrzeliwaniem ludzi, ze śmiercią żołnierzy i cywilów. I z perspektywy Brukseli lub Strasburga wydaje się, że Donieck, Ługańsk jest gdzieś daleko, ale z perspektywy Warszawy to jest bardzo blisko i nieprzypadkowo dzisiaj polska delegacja jest bardzo zgodna i w ocenie sytuacji, i w proponowaniu rozwiązań. Nie ma żadnych wątpliwości, że rozwiązanie sprawy na Wschodzie, rozwiązanie sprawy ukraińskiej to jest kwestia bezpieczeństwa Unii Europejskiej, bezpieczeństwa nas wszystkich, jedna z najpilniejszych, najważniejszych spraw do rozwiązania.

I tutaj kluczowa jest rola Rosji, bo to rosyjskie wojska wspierają separatystów, rosyjskie media uprawiają antyeuropejską i antydemokratyczną propagandę na ogromną skalę. Unia Europejska wobec tych wydarzeń nie może być podzielona, nie może być niezdecydowana. Musimy być konsekwentni i konsekwentni w okazywaniu niezgody na naruszanie integralności granic ustalonych w ramach umów międzynarodowych. Konsekwentni w stosowaniu sankcji gospodarczych, które są skuteczne, w kontynuowaniu i rozwijaniu dialogu i współpracy z krajami Partnerstwa Wschodniego i w końcu w udzielaniu pomocy Ukrainie, która jest kluczem do stabilizacji sytuacji na Wschodzie.

Monica Macovei (PPE). - Doamnă Președintă, de la începutul agresiunii Federației Ruse în estul Ucrainei peste 4 000 de persoane au fost omorâte și peste 9 000 de persoane au fost rănite. Numai de la data semnării acordului de încetare a focului de la Minsk, din 2014, peste 1 000 de persoane au fost rănite. Același raport ONU menționează că 600 000 de persoane s-au mutat din Ucraina și alte 600 000 au fost forțate să părăsească țara, ca refugiați. Astăzi, în fiecare zi, peste 1 200 de persoane fug din Ucraina. Practic, cei care rămân se luptă pentru medicamente și mâncare; separatiștii au ocupat spitalele și bolnavii nu mai pot să fie îngrijiți și așa mai departe.

Cer și cerem cu toții trupelor Federației Ruse să înceteze orice agresiune, să se retragă de la granița cu Ucraina pentru a lăsa loc trupelor OSCE de-a lungul graniței. Haideți să fim uniți, fermi și puternici, să vorbim pe aceeași voce și să arătăm Federației Ruse că democrația a învins și comunismul a pierdut!

Andrea Bocskor (PPE). - Tisztelt Elnök Asszony, Képviselőtársak! Ukrajna az európai orientáció érdekében súlyos belpolitikai válságba, nehéz gazdasági helyzetbe, külpolitikailag pedig egy elhúzódo és több ezer emberi áldozatot követelő orosz-ukrán katonai konfliktusba került. A kelet-ukrajnai háború napi 5 millió euróba kerül az országnak, ami óriási terhet jelent az ukrán gazdaságnak, elszabadult inflációt, elszegényedést jelent a civil lakosságnak. A humanitárius katasztrófa és a létbizonytalanság azonban nem csak a Krímen és a háborús területeken érezteti hatását. A belpolitikai válságból való kilábalást az új szemléletű ukrán kormány és az Európai Unió segítsége jelenti.

Streda 14. januára 2015

Mivel nem létezik egységes és fájdalommentes megoldás a bajokra, gyökeres változásokra van szükség: a korrupció és a kettős mérce megszüntetésére, a gazdaság tőkésítésére, decentralizációra és az emberi és állampolgári jogok teljes betartására a többség és a kisebbség számára egyaránt. Úgy gondolom, legfontosabb, hogy Ukrajnának európai demokratikus állammá kell válnia, és ehhez az EU-nak minden segítséget meg kell adni pénzügyi, szakértői és erkölcsi szempontból, de felügyelnie is kell azt... *(Az elnök megvonta a szót a képviselőtől.)*

Deirdre Clune (PPE). - Madam President, unfortunately, yes, we have seen repeated violations of ceasefires of late and a very unstable security situation in Ukraine. Nonetheless I note the comments you have made that, since 9 December, there has been relative peace and the situation has become more calm. However, it is fragile and uncertain.

Like my colleagues, I want to see implementation of the Minsk Agreements. We need to stress that sanctions will be upheld if Russia does not change its course of action. A commitment to ceasefire is necessary, and Russian sanctions must only be eased or lifted after real progress in implementing the Minsk ceasefire is made by the Russians.

I was very happy to see the result of the free and fair parliamentary elections, but now we must insist on swift implementation of necessary reforms in Ukraine also.

As leaders we have a duty to engage in an overall peace settlement. Ramifications for the world from anything other than a lasting peace agreement are unthinkable. A dangerous distrust has built up between Russia and the West. Nevertheless I do note your comments that we need a less reactive and more proactive approach to Russia – a more strategic discussion in EU-Russian relations, but no easing of sanctions until we see change.

Jaromír Štětina (PPE). - Paní předsedající, vážená paní místopředsedkyně Komise, jistě je Komisi známo, že moje země, Česká republika, nedávno zaslala kurdským bojovníkům do Iráku 250 tun kulometné munice. Přispěla tak výrazně v boji proti islamistickým teroristům.

Víme velmi dobře, vážená paní místopředsedkyně, že se v Sýrii a v Iráku bojuje o příští podobu světa a napříč těmito zeměmi probíhá fronta boje proti terorismu. Víme, že to není fronta jediná. Ta druhá probíhá napříč východní Ukrajinou. Náš Evropský parlament již několikrát nazval ruskou agresi na Ukrajině pravým jménem a podpořil použití sankcí vůči Ruské federaci. Sankce začaly fungovat, ale válku na východní Ukrajině zastavit nedokázaly. Proto je tak velmi důležité v sankcích pokračovat. A nejenom to, Ukrajina se potřebuje agresi bránit. Její vojáci nutně potřebují materiální pomoc v podobě zbraní a munice. Právě tak jako kurdští bojovníci v Iráku, Ukrajina brání Evropu.

Catch-the-eye procedure

Cristian-Silviu Buşoi (PPE). - Madam President, given that we are happy to see that Ukraine took a very clear road to European Union values and principles and that those free and fair legislative elections validated a pro-European orientation of Ukraine, the situation is still far from being stable and predictable. There are still strong tensions in the regions controlled by the separatist forces, and the security of all Ukrainian citizens is far from being guaranteed. The European Union has to continue to support Ukrainian integrity and sovereignty.

The Commission's Ukraine Support Group should provide more substantial technical assistance and EU institutions should work harder in order to strengthen a genuine civil society, one that is independent and courageous. Energy security is a major issue. It is important that, with the assistance from European institutions, the situation has somehow been solved until spring, but we need to consolidate long-term solutions which would also be beneficial for the EU strategic objective for a secure and diversified supply.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). - Madam President, the current situation in Ukraine is again alarming, dangerous and needs further humanitarian – and I insist, humanitarian – and diplomatic steps and stronger multilateral dialogue between the parties involved, and the EU has to play a very important role in this.

Streda 14. januára 2015

Today it is of vital importance that the Minsk Protocol is fully implemented, including Russia as well. All threats to the lives of Ukrainian citizens are to be condemned. Obstacles to the work by the special monetary mission must be removed and Ukraine needs to carry out the political, economic and social reforms that the nation needs.

I firmly believe that Ukraine needs a strong, committed Europe at her side in order to maintain her independence and integrity of territory and to fulfil the Ukrainian people's desire to live in a democratic, civilised state that also respects the rights of the national ethnic minorities.

Franz Obermayr (NI). - Frau Präsidentin! Wir haben eine höchst besorgniserregende Lage in der Ukraine. Es ist zwar nett, dass die Union die Umsetzung des Friedensplans fordert. Allerdings wäre es klüger gewesen, gleich zu einem Trilog aufzurufen und die Gespräche auch mit Russland gleich zu Beginn zu führen. Zum Streiten gehören bekanntlicherweise zwei.

Russland hat natürlich viele Fehler gemacht und hat viel Schuld auf sich geladen, aber auch Europa sollte sich nicht vor den amerikanischen Karren spannen lassen und ein transatlantischer Erfüllungsgehilfe sein. Denn der Schaden bleibt letztlich in Europa: 3 000 Tote, eine Million Vertriebene, Milliarden Kosten für Europa und letztlich eine zerstrittene und immer noch korrupte Ukraine. Und Russland: wirtschaftlich und finanziell eine gefährliche, brandgefährliche Situation. Ich schlage daher vor, dass wir rasch zur Normalität zurückkommen, den Trilog aktivieren und die Sanktionen einstellen und sehr dämpfend und vernünftig mit beiden Seiten kommunizieren.

Андрей Ковачев (PPE). - Г-жо Председател, г-жо Могерини, Европейският съюз трябва да продължи да подкрепя сътрудничеството между демократично избраните президент, парламент и правителство на Украйна с цел смели реформи и преодоляване на настоящата тежка криза, както и гарантиране на правата на всички украински граждани, независимо от етническия им произход.

Правителството на Украйна има нужда от единна политическа воля и солидна финансова подкрепа от международната общност, за да успее програмата му. Тя е част от европейската перспектива на Украйна и единен начин за дългосрочно развитие на страната и нейните граждани. Агресивното поведение на Русия е главната причина за кризата и представлява заплаха за европейската сигурност и грубо погазване на международното право. Отпадането на санкциите зависи единствено от поведението на Кремъл.

Призовавам също така за освобождаването на отвлечената от сепаратистите украинска военнотружеша Надя Савченко, която в момента се намира в Русия. Смятам, че ни е необходима донорска конференция за възстановяване на Домбас, модернизиране на стратегическата и енергийна структура на Украйна. Не може да се поставя под съмнение суверенитета и териториалната цялост на Украйна.

Julie Ward (S&D). - Madam President, I am very pleased to hear the High Representative's report on the high level of activity observed amongst NGOs during this difficult time.

In preparation for this debate, I have been in communication with cultural actors from Ukraine, Russia and EU Member States, who agree that more consideration must be given to the power of civil society to pursue peace-building initiatives through the arts, with the EU as a key player: able to share, support and develop best practice, particularly in respect of young people who are, after all, the future.

József Nagy (PPE). - Tisztelt Aelnök Asszony! Engedjék meg, hogy visszatérjek az alelnök asszony hivatalának a befolyásához. Ahogy azt a beszédek elején hallottuk, én is szeretnék csatlakozni ahhoz a véleményhez, hogy az Ön hivatala az Európai Unió legeslegfontosabb külpolitikái és biztonságpolitikái kérdésében szimbolikusan is félre van állítva. Ön nagyhatalomról, globális befolyásról beszélt az előbb, ami nagyon helyes hozzáállás. De amint eljutottunk a kulcskérdéshez, láthatjuk, hogy még csak a széket se kapja meg a tárgyalásokon az Európai Unió külügyi és biztonságpolitikái főképviseelője. Úgy gondolom, hogy nemcsak az Európai Parlament, de az Európai Unió polgárai többségének is igenis érdeke, és szeretné látni az Ön hivatalának az erősebb pozícióját. Úgy gondolom, hogyha hangsúlyosabban fogunk erre a politikai elvárásra rámutatni... *(Az elnök megvonta a szót a képviselőtől.)*

Krzysztof Hetman (PPE). - Pani Przewodnicząca! Niestety oczywiście jest, że wciąż łamane jest porozumienie o zawieszeniu broni. Moskwa musi bezwzględnie przestrzegać niezawisłości Ukrainy i zaprzestać działań destabilizujących sytuację we wschodnich regionach. Uważam za niezwykle ważne, aby w tej sprawie Unia Europejska mówiła jednym głosem. Potrzebujemy silnego, wspólnego frontu do rozmów z Rosją, wspierającego rząd Ukrainy. Jednocześnie równie ważne jest, aby stabilizacji uległa wewnętrzna sytuacja polityczna w Kijowie. Rząd ukraiński musi odzyskać zdolność do przeprowadzenia niezbędnych reform, dlatego tak bardzo cieszy mnie, że udało się przeprowadzić wybory parlamentarne. Wybór, jakiego dokonało społeczeństwo ukraińskie, jest zdecydowanie proeuropejski. Badania wskazują, że Ukraińcy są gotowi na zmiany i nawet na krótkoterminowe wyrzeczenie, jeśli mają one przynieść długofalowe korzyści.

Streda 14. januára 2015

Przed nowym rządem stoi wiele wyzwań. Mam nadzieję, że szybko przystąpi on do wdrażania tak potrzebnych i oczekiwanych zmian.

László Tőkés (PPE). - Tisztelt Elnök Asszony! Negyed századdal az Orosz-Szovjet Birodalom felbomlása és Európa újraegyesülésének a kezdete után teljes szolidaritásunkról és föltétlen támogatásunkról kell biztosítanunk az Unióhoz csatlakozó Ukrajnát. Európai néppárti és magyar álláspont szerint pénzügyi, gazdasági, humanitárius téren minden segítséget meg kell adnunk „a hadüzenet nélküli hadiállapotban” lévő keleti partnerünknek, és a minszki egyezmény maradéktalan megvalósulásáig az Oroszországot sújtó szankciókat is hatályban kell tartanunk. Hosszú távon azonban a gazdasági és katonai eszközök önmagukban nem vezethetnek eredményre. Politikai megoldásra van szükség a formálódó új eurázsiai világhatalmi központ és az euro-atlanti szövetség geopolitikai erőterében az orosz-ukrán-európai konfrontációra, illetve az ukrajnai válsághelyzetre.

(End of catch-the-eye procedure)

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. - Madam President, let me reassure those who have insisted on this point of my personal full commitment to working with the European Parliament. Perhaps I can make a suggestion for organising our calendar in a wiser way, because I think it is a pity that we face such an important discussion at this late hour in the evening. We still have three debates to go, and I think it is a pity that so many Members of Parliament have left. So this is just an invitation to the Presidency to think, perhaps, of a better way of organising our work.

Let me restate what many of you said tonight: that unity is our strength. We need to keep this unity; we need to keep this strength. I know very well what my responsibility is: it is to work on the unity of the European Union, be it in the Council, be it in the Commission – and be assured that the unity of our efforts and our objectives is there, on the Commission side and on the Council side – or be it at the European Council, where we had a strategic discussion on this question in December with the Heads of State and Government, or at the level of the Council of Foreign Ministers, which will meet again on Monday for the second time in two-and-a-half months.

I have been in office now for two-and-a-half months, and the majority of my time has been dedicated to this unity on the message and on the proposals, be it on the support for Ukraine internally, or be it on the strategy that we need towards Russia. Let me quote Mr Brok and others in saying that our role, and my role, is to support any form and any format of dialogue that can make us, and can make the Ukrainians, first of all, together with the Russians, move towards positive results on our common objective, which is a resolution to the conflict based on respect for, and the restoration of, Ukrainian sovereignty and Ukrainian integrity and on respect for international principles and basic laws – which means no change of borders by force.

Maybe I did not underline that point well enough at the beginning. I took it for granted: we have been saying it for such a long time that I expected the Chamber to share this position, which is natural to me. I understand from the debate that this is not the case, and I would invite you, too, to exercise your personal, individual, political and institutional responsibility to work on signs of unity coming from this Chamber, because this is also the European Union voice. And let me say that I am quite worried by the level of the debate tonight.

Let me also say something that I did not mention before, on a question which was asked during the debate. I am going to underline it clearly: it has not only been stated by me several times but it is also in all our official positions. There is not going to be any change in our policy on the non-recognition of the annexation of Crimea. That is clear; that is to be taken for granted; that is not going to be changed. You do not change borders by force: not in this continent, not in this century, not in this millennium. You do not do it, and we will never accept anything like that. Not only will we never accept something like that, but we will always keep our non-recognition policy.

Streda 14. januára 2015

Now, when it comes to my role, my job, you are right: I lead the European Union's foreign policy and security policy. But my role is more complicated than worrying about what and where my chair is, or perhaps what table I should be at, because my real point is to have a table that works: one that yields results. I am sorry to say that very bluntly, but my main preoccupation day and night is not where I am sitting. My main preoccupation is to create the conditions for negotiations to be successful. If we manage to move forward on resolving the conflict in the east of Ukraine that will be my result. It will not be to get a picture at a negotiation table.

Whatever I can do to facilitate that – whatever I can do with other European ministers, or the prime ministers or presidents, or the Members of the European Parliament or of other regional organisations – I will do. My objective is to contribute to resolving the crisis: playing in full the European Union role but also, if possible, being smart and intelligent in playing that role. And we have to understand what is the best that we can do, at what times and in what format. As many of you have said, we have to support, in a cooperative and intelligent way, anything that we see can work, starting with the full implementation of the Minsk Agreement.

Now, what are we united on? There were some basic elements in the debate tonight, and, while this is not my role, let me personally invite you to explore the possibilities of having a joint, united message and a joint resolution. I think we are united on the support for Ukraine at different levels. On the political level, first of all, on 15 December 2014 we had the first European Union / Ukraine Association Council meeting following the Association Agreement, and there we defined, together with the Ukrainian Government, the ways in which the Union will support the reform programme in Ukraine, including through technical assistance.

Secondly, on security – and if this went unnoticed by some of you, we will definitely need to improve our communication strategy internally – we started our EU assistance mission on reform of the civil security sector in Ukraine on 1 December 2014. This is a concrete thing that the Union is doing to support Ukraine in the security sector, and I think that you should listen to the Ukrainian people and the Ukrainian authorities with regard to the recognition they give to our role in that.

Thirdly, the support for Ukraine on a humanitarian level. If you put everything together – what we do on development, what we do on humanitarian assistance and what Member States do – it comes, all in all, to EUR 74 million, which makes the EU the first and most active supporter of the situation in Ukraine on a humanitarian level.

Is all of this it enough? I do not think so. Again, we will need to work – including, as one of the last speakers mentioned, with the people of Ukraine, civil society organisations, young people and those who a year ago were in the Maidan. Not all of them were in the Maidan, but many of them were. We have work to do on the role and empowerment of civil society in Ukraine. Civil society can play a major role in monitoring and supporting the reform process in the country, and this is key.

I was surprised when I was there last time, on 17 December 2014, at how high on the agenda the issue of reforms was for all the actors that I met, whether in government, other institutions, civil society or parliament. In some cases, reform was higher on the agenda than the security issue. This is a message coming from Ukraine that we must not underestimate. We need to work very hard on this issue, and to work at their side.

A second element that I think unites us, or at least the majority of us here – and it certainly unites the Council and the Commission unanimously – is the need to keep up the pressure on Russia. Again, maybe I was not clear enough in my opening remarks. I took it for granted that we start not always from zero but from where we left off last time we met, and we do not always have to repeat and reiterate our common positions. But that is clear. Sanctions on Russia are in place and, yes, they have worked economically. Have they worked politically? Maybe they are starting to. But it is clear – and again it has been expressed repeatedly, not only by me but also by President Tusk recently – that we are going to continue working on this, as we have been working in these months, hand-in-hand, because this is not only foreign policy, it is also internal policy. Any decisions on sanctions would be based on concrete developments on the ground. This is, I think, something that no one has talked about.

Streda 14. januára 2015

The real point is the third element. Many of you have insisted on the need to have a dialogue. That is the point – probably the missing point on our side. I alluded to it when I said we have to be less reactive and more proactive, when I said we need to be more strategic and to develop a comprehensive approach – a comprehensive European Union approach – towards Russia. That is what we need to do, making it clear that the sanctions are based on the situation on the ground. Evaluation of that is going to mean taking stock of the situation on the ground and of developments, negative or positive, or the fact of no development. On the other hand, it does not mean that we do not have to talk: first of all because it is difficult to negotiate if you do not talk to the people you have to negotiate with, and secondly because the Ukrainians and the Russians are talking to each other, and we need to support that dialogue.

So, talking about opening channels of dialogue with Russia from the EU side – as the Latvian Presidency did at the very beginning, as some of the Member States are doing and as I have been doing by having a bilateral meeting with Foreign Minister Lavrov in December — I think this is my duty. It is the only way in which we can play our role. It does not mean we are being soft because, even for purposes of being hard, you need to talk.

President. - The debate is closed.

The vote will take place tomorrow, Thursday, 15 January 2015 at 12.00.

Written statements (Rule 162)

Gerard Batten (EFDD), in writing. – It is a big mistake for those opposed to the European Union to make common cause with President Putin just because he opposes Ukraine's ambitions for closer association with the EU. President Putin is not our friend or ally: he is the leader of a gangster state. In Russia, state-sponsored terrorism, corruption, intimidation and murder are commonplace.

The Ukrainians threw out their corrupt pro-Russian President and Government because they were under the domination of Russia. The Ukrainians are not absolved of all blame for things that have happened there in the wake of the revolution, but all revolutions bring chaos, injustice and suffering. However, the Ukrainians want to be free of Russian domination. The Ukrainians are between a rock and a hard place. They see no alternative to the Russian threat but to seek closer association with the EU. I regret that but I understand their position.

I hope that the Ukrainians eventually achieve independence and freedom without the need to submit themselves to the undemocratic EU. I wish them well in that ambition.

Kinga Gál (PPE), írásban. – A nemzeti kisebbségi közösségek léte olyan érték, amelyet védeni és óvni kell többek között a médián keresztül, illetve az iskolásban, közintézményekben is. Elsőrendű fontosságú, hogy Ukrajnában mindenki biztonságban érezze magát a jelen helyzetben is, még a legsérülékenyebb közösségek is, mint például a nemzeti kisebbségek. A „zéró tolerancia” elvét kell erősíteni és érvényesíteni, elítélve mindennemű diszkriminációt, különös tekintettel az emberi és kisebbségi jogok tiszteltben tartására. Hasonlóan igaz ez a megszállt, krími tatárok lakta területre, ahol különösen fontos lenne a kisebbségi jogok betartása. Mélyen elítélendő e nemzeti közösség ellen irányuló mindennemű jogsértés. Ezek kivizsgálására független vizsgálóbizottság felállítására lenne szükség, ahogy azt a krími tatárok vezetői szorgalmazták.

Streda 14. januára 2015

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban.* – Az utóbbi hónapokban az európai közvélemény fokozott figyelmet fordított Ukrajnára. Az európai orientáció érdekében Ukrajna egy súlyos belpolitikai válságba, nehéz gazdasági helyzetbe, külpolitikailag pedig egy elhúzódó és sok emberi áldozatot követelő orosz-ukrán katonai konfliktusba került. A kelet-ukrajnai területen zajló háború napi 5 millió euróba kerül az országnak, ami óriási terhet jelent az amúgy is gyenge lábakon álló ukrán gazdaságnak, elszabadult inflációt, áremelkedést, teljesíthetetlen adóterheket és közüzemi árakat jelent a civil lakosságnak, akik megélhetési szintje az európai létminimum legalsóbb szintjét sem közelíti meg. Úgy vélem, hogy a változások eléréséhez radikális intézkedések szükségesek: a korrupció és a kettős mérce megszüntetése, a gazdaság tőkésítése, az emberi és állampolgári jogok teljes betartása a többség és kisebbség irányában egyaránt. Minden eszközzel törekedni kell arra, hogy Ukrajnából demokratikus európai jogállam váljék. Ez a civil társadalom minden polgára, így a kárpátjai magyarság jogainak érvényesüléséhez elengedhetetlen. Az európai szintű jogbiztonság alapvető elvárás, ennek érvényesüléséhez az EU-nak határozott lépéseket kell tennie a békefolyamat érdekében és minden segítséget meg kell adnia Ukrajnának: anyagi, szakértői, erkölcsi szempontból egyaránt, de emellett felügyelni, kontrollálni is kell a reformfolyamatot és az elfogadott törvények végrehajtását.

Tunne Kelam (PPE), *in writing.* – It is encouraging to see a strong EP position in expressing solidarity with Ukraine and its people, reiterating our commitment to the independence, sovereignty, and territorial integrity, inviolability of borders and European choice of Ukraine. It is significant that EP recognises not merely 'European perspective' for Ukraine but clearly states that as a European state Ukraine may apply for EU membership. But first, EU has to provide structural, financial aid to Ukraine to best support the country's efforts in conducting reforms, eradicating corruption, and rebuilding what has been destroyed last year. Secondly, EU has to be adamant in maintaining non-recognition policy towards Crimea. Also, EU together with UN need protect Tatar minority against violent and arbitrary persecution and forced exile, basically deportation. Most importantly, EU needs to maintain and in fact, seriously consider expanding sanctions towards Russia. These sanctions have had a clear effect on Russia; it would absolutely irresponsible to start to soften them. EU can only, and only then, give in, when Russia has fully and tangibly fulfilled Minsk agreement. Ukrainian and European security cannot be diluted by short-term national economic considerations. This is a war of nerves, and EU, based on solidarity with victims and European values has all the advantages if it can demonstrate strong nerves.

Yana Toom (ALDE), *in writing.* – I would like to support the sincere assessment by the High Representative of the situation in Ukraine, underlining the need for internal reforms and for the urgent necessity to address the humanitarian crisis in this country, especially in its eastern part. The support that the EU may provide to Ukraine for reforms and humanitarian aid cannot be overestimated. The need for cooperation with Russia, for unfreezing EU-Russian relations is also obvious, regrettably not to all Members of this Parliament. The ongoing economic and energy crisis in Ukraine cannot be overcome without active and positive involvement of Russia. We should be realistic. Neither the EU nor other Western countries and institutions can provide all necessary funding. The losses to the Ukrainian economy are huge, due to a decline in trade with Russia, which may still be recovered. We need to break the vicious circle of sanctions that have proved to be largely ineffective and try to find better solutions, based on mutual respect of legal and legitimate interests, first of all the interests of the people of Ukraine.

8. Zloženie medziparlamentných delegácií: pozri zápisnicu

9. Začatie Európskeho roka rozvoja (rozprava)

President. - The next item is the debate on the Council and Commission statements on the launch of the European Year for Development (2014/2508(RSP)).

Zanda Kalniņa-Lukaševica, *President-in-Office of the Council.* - Madam President, this is the first European Thematic Year to be dedicated to EU external relations, and it will give us a unique opportunity to bring EU development cooperation into the spotlight throughout the whole year. The EU has been engaged in development cooperation since 1957. It has long been the largest donor of official development assistance in the world and aspires to continue to remain the largest donor for the years to come.

Streda 14. januára 2015

This is something we can be proud of, but it is also something which is unknown to many of our own citizens, however supportive they are of development cooperation. Hence we need to communicate more and better on what we do. The European Year for Development will highlight the results that the EU, acting together with its Member States, has achieved and will continue to strive for in the future. We will work to foster direct involvement and critical thinking on the part of EU citizens and stakeholders in development cooperation. We want to show that EU development cooperation is good not only for EU partner countries but also for EU citizens. In a changing and increasingly interdependent world in which major shifts have taken place in the global economic and political balance, we should spare no effort to stimulate a sense of shared responsibility and solidarity among citizens in Europe and in partner countries.

The 2014 Eurobarometer paints a clear picture. More than 85% of EU citizens say that the EU should continue development cooperation efforts, and 67% think that the EU should actually be giving more aid. This is despite the current economic difficulties. At the same time, EU citizens also demand that we use public funds effectively and efficiently to achieve concrete results in terms of reducing poverty and building a more stable, peaceful, prosperous and equitable world.

In 2015, the international community will have to agree on a new post-2015 development agenda. We will have the third Financing for Development Conference in July in Addis Ababa, the UN post-2015 Summit in September, and the global climate agreement at COP 21 in Paris in December.

The European Year for Development will enrich the debate on the challenges we face in shaping future EU development policies. The twelve thematic months will put a strong focus on some of the most important topics related to development: education, gender, food security, demography, immigration, human rights and governance, to name but a few. The EU institutions and Member States, but also local authorities, NGOs social partners and the private sector, will be closely involved. The European Year for Development was launched in Riga on 9 January this year with the presence of Mr Jean-Claude Juncker, Ms Federica Mogherini, the Prime Minister of Latvia, Ms Laimdota Straujuma and the Chair of the Committee on Development of the European Parliament, Ms Linda McAvan.

The Riga event focused on good governance as a key priority for the EU both at home and in the post-2015 process. Several Member States will officially launch their own programmes in the coming days: Belgium, Austria, Ireland and France are some examples. The Member States will organise a large number of events and activities at all levels throughout the year. In addition to the Riga event last week, in March the Latvian Presidency will hold a high-level conference in Riga on gender, women's economic empowerment and sustainable development in the post-2015 agenda.

Apart from high-visibility events in Latvia, we have centralised the activities to make the year as close to the citizens as possible. It will be implemented by all relevant stakeholders, NGOs, private sector representatives, academia, line ministries and local authorities. In May, Expo Milan will open its doors to thousands of visitors, involving them and inviting them to reflect on the theme of 'Feeding the planet, energy for life'. This will be another unique opportunity for the EU to showcase the achievements of its development policy.

I would like to underline how well the European Parliament, the Council, the Member States and the Commission have worked together in preparing the European Year for Development. The European Parliament played a key role, and Mr Charles Goerens has been a very dedicated and enthusiastic rapporteur. The discussions and exchanges between the European Parliament and the Council have always been constructive. The programme of activities prepared by the European Parliament will make a significant contribution to that success. I have no doubt that we will all continue to demonstrate the shared sense of commitment and implementation throughout 2015. I can assure you that the Presidency will do its utmost to ensure the success of this important endeavour.

Federica Mogherini, *Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. - Madam President, I would like to thank the Latvian Presidency very much for the launch of the year that they organised last Friday in Riga. I was personally very happy to be present, together with the Prime Minister, the Presidents of the Commission, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee, and Linda McAvan. It allowed us to highlight the important role of the European Parliament in the process and also that of many NGOs and young people. I think that one of the things that we will need to work on very much – and I really appreciate the Latvian Presidency's focus on that – is to make this year a European Year, a Year of the European People, and not only an institutional year. We have to use, in particular, the links through NGOs, civil society organisations, schools, universities, and young people. You have also presented a couple of exciting competitions for normal people. I think this is

Streda 14. januára 2015

really going to be a very unique opportunity – a unique opportunity in a unique year somehow.

The year 2015 is the year in which the Millennium Development Goals come to an end. Some of them will have results, some of them will not. It is also the year in which the whole global community is going to be working on the final decisions on the post-2015 agenda. This will give us Europeans, in particular, the chance to work on our own internal responsibilities, as most likely the post-2015 agenda will also ask us to meet some goals internally – we tend to forget that we also have problems of inequality, poverty, lack of access to basic fundamental rights – and to work seriously on policy coherence internally, as I said, but also externally. I think this is going to be a great chance for us together, without partners in the rest of the world, to work on the root causes of not meeting Millennium Development Goals this year – and also on those that were met – on ways of improving results.

I would only say that tonight I also speak on behalf of my colleague, Commissioner Mimica, who unfortunately, due to the time could not be present, and on behalf of Commissioner Vella. They were both present at the launch of the year in Riga last week, and together with them we stand ready to work together with the Presidency, the Council, the European Parliament and all the stakeholders, starting from the international ones and the NGOs, to make this year a success.

President. - Thank you, Ms Mogherini, for what has been a long day for you here in the Chamber, but this is an important debate so we appreciate your presence.

Davor Ivo Stier, u ime kluba PPE. – Gospođo predsjednice, sigurnost i prosperitet Europe su više nego ikada povezani s događajima na drugim kontinentima u slabo razvijenim zemljama koje su često obuhvaćene oružanim sukobima ili epidemijama koje ne mogu same kontrolirati i koje zatim postaju globalne prijetnje.

Stoga, iz moralnih, humanističkih razloga, ali isto tako iz sigurnosno političkih razloga, Europa ima snažnu politiku razvoje suradnje, a kao što smo čuli od predsjednika Junckera na otvaranju Europske godine razvoja u Rigi, a i sada od Visoke predstavnice, Europska unija namjerava zadržati lidersku poziciju u razvojnoj suradnji, ojačati svoju globalnu ulogu, dalje biti snaga za dobro u svijetu, a također time osigurati mir, sigurnost, zdravlje i prosperitet europskim građanima.

Međutim, bitno je da ta poruka dođe do europskih građana. Da se njih više nego dosad uključi u definiranje prioriteta u razvojnoj suradnji. To bi trebala biti i glavna svrha europske godine razvoja, posebice u trenutku kada se na međunarodnoj sceni pregovara o novom razvojnom okviru koji će zamijeniti milenijske ciljeve. Mi smo u studenome donijeli rezoluciju kojom smo postavili prioritete koje Europski parlament želi naglasiti u novom, globalnom razvojnom okviru, koji mora biti transformativan i usredotočiti se ne samo na simptome, već i na uzroke siromaštva i nejednakosti u svijetu. Među tim prioritetima je promocija vladavine prava, izgradnja učinkovitih institucija, borba protiv korupcije. To nije bilo u fokusu milenijskih ciljeva, ali sada mora postati dio novog razvojnog okvira, jer bez toga nećemo niti iskorijeniti siromaštvo niti smanjiti nejednakosti.

I would like to end the last seconds I have to congratulate the leadership shown by the Latvian presidency and let me also express our appreciation to the High Representative - not only for being during this very long afternoon, almost evening, here with us, but also for the leadership that she is showing in these particular developing issues. I think it is very important, we really appreciate it and we look forward to working with you in the future. Thank you.

I would like to end by congratulating the leadership shown by the Latvian Presidency. Let me also express our appreciation to the High Representative not only for being here during this very long afternoon – it is almost evening now – but also for the leadership that she is showing today in these particular development issues. I think it is very important, and we really appreciate it. We look forward to working with the High Representative in the future.

Linda McAvan, on behalf of the S&D Group. – Madam President, I want to echo those words of thanks to the Latvian Presidency for the excellent launch on Friday, and also to Mrs Mogherini for taking time out of her agenda and for showing leadership. I know she is coordinating across many departments now to lead on this issue in the next few months, and that is crucial for Parliament.

Streda 14. januára 2015

We now have to build on our words tonight and the warm words in Riga to make the year a year of action. We will have the first chance in New York in September, when we will get together to replace the MDGs by the sustainable development goals (SDGs). My lesson from the last 15 years of MDGs is that development policy works. Millions of people have been lifted out of poverty, millions of people now have access to water and sanitation and millions of children are now going to school. So we need to see that same kind of commitment now to the SDGs, so that after the end of this year we have laid the foundations for a real legacy of the European Year for Development.

Linked to the debate on the SDGs is, of course, the climate change agenda, and we will have the climate talks in Paris in December. It is the poorest in the world who are already paying the price of climate change, and we have to link climate change and development, which is why it is very important that we have the kind of coordination that I know you, Mrs Mogherini, are leading in the Commission.

I hope we will also see support in 2015 from the Commission and the Council on an updated gender action plan for the European Union. In too many countries, progress and our rights as women are being undermined and women are being subjected to violent attacks in conflict situations: by Boko Haram, in the DRC and in Syria. We want action on that. Finally, we want to work with NGOs, which are vital to our work in this European Year of Development. It was great that the Latvians got behind this idea. They pushed the idea and now we have to work with them to deliver it here in Europe.

Beatriz Becerra Basterrechea, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señora Presidenta. Gracias, señora Mogherini, por su presencia aquí y por sus palabras, con las que yo creo que todos coincidimos de manera sustancial.

En nombre del Grupo ALDE, quiero felicitar a la Comisión de Desarrollo del Parlamento Europeo, y especialmente a mi colega Charles Goerens, por su iniciativa de convertir 2015 en el Año Europeo del Desarrollo y dar a los ciudadanos cumplida cuenta de lo que hacemos y cómo lo hacemos.

Nuestro mundo, nuestra dignidad, nuestro futuro. Un lema inmejorable para un año que es también de balance y evaluación de los Objetivos de Desarrollo del Milenio.

En estos quince años hemos conseguido algunos logros importantísimos sobre aquellos ocho objetivos, como reducir a la mitad la tasa de pobreza extrema, estabilizar el VIH y avanzar en la lucha contra la malaria y la tuberculosis. Pero también es el momento de asumir nuestros errores, limitaciones y fracasos.

En 2015 no vamos a lograr que todos los niños puedan acceder a la enseñanza primaria y terminarla; tampoco eliminar la desigualdad de género. No hemos mejorado lo suficiente en mortalidad infantil ni en el acceso universal a la salud reproductiva. El suministro de agua potable sigue siendo un desafío en muchas partes del mundo y la brecha digital en realidad es un abismo.

No podemos estar satisfechos. Por eso, hemos de renovar el compromiso de futuro que contrajimos en el año 2000, de un futuro que pertenece a los niños. El año 2014, 25º aniversario de la Convención sobre los Derechos del Niño, ha sido un año pavoroso para ellos.

Unicef nos recuerda que 230 millones de niños viven en zonas de conflicto. Algunas, crisis prolongadas, olvidadas o apenas noticia de un día por episodios terribles, como las brutales acciones de Boko Haram o la masacre talibán de Peshawar. Cifras aterradoras de niños desplazados, mutilados, ejecutados, secuestrados, torturados, reclutados, violados e incluso vendidos como esclavos.

No hay desarrollo sin educación. No hay educación sin libertad e igualdad. No hay libertad e igualdad sin respeto de los derechos humanos. No hay, por tanto, desarrollo sin respeto de los derechos humanos. Por tanto, ese es el marcador de nuestras acciones.

El Año Europeo del Desarrollo será el de los niños o no será. Los Objetivos de Desarrollo del Milenio serán los niños o no serán. Libres del miedo, la violencia, el hambre y la ignorancia.

(La Presidenta retira la palabra a la oradora.)

Lola Sánchez Caldentey, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora Presidenta, el año 2015 es clave para el futuro del desarrollo internacional. Vamos a fijar un nuevo marco normativo y también se determinará su marco financiero. En este contexto es importante que la Unión Europea haya declarado el 2015 como Año Europeo del Desarrollo. Es la oportunidad de incrementar la voluntad política de cara al desarrollo en respuesta a nuestros valores de justicia y solidaridad que tanto pregonamos.

Streda 14. januára 2015

La gente ya respalda ampliamente la cooperación internacional, como se refleja en los eurobarómetros —el último fue publicado ayer—. Son los gobernantes los que deben aplicarse el cuento y, de una vez por todas, actuar consecuentemente con lo que predicán. Hay que dejar de ponerse medallas con la política de desarrollo cuando realmente se quiere usar para los intereses y beneficios de las corporaciones europeas.

Resulta cínico pedir más solidaridad a los ciudadanos. Ellos son los que están pagando, a través de dramáticos recortes sociales, las consecuencias de una crisis que no han provocado. La solidaridad debe exigirse a los de arriba y comienza por la instauración de una fiscalidad justa y progresiva.

President. - I know that one of our colleagues has asked for the floor with a blue-card question but, colleagues, because the debates have overrun quite significantly I am not going to take any blue cards, which is fair to everybody. I am apologising in advance to those who wish to ask blue-card questions.

Ulrike Lunacek, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Frau Präsidentin, Frau Hohe Vertreterin, Frau Staatssekretärin! Wir beginnen nun das Europäische Jahr der Entwicklung.

Das ist ja eigentlich für heuer geplant, weil wir jetzt die Millenniums-Entwicklungsziele hätten erfüllen sollen. Das ist leider nicht bei allen gelungen. Aber ich hoffe, dass dieses Jahr dazu beitragen wird, dem Ziel dieses Jahres – unsere Welt, unsere Würde, unsere Zukunft – näher zu kommen. Denn es geht darum, auf diesem Planeten für alle ein menschenwürdiges Leben zu erreichen. Das ist auch die Grundlage der Definition für die Post-MDG-Agenda der Europäischen Union.

Wenn ich von menschenwürdigem Leben rede, dann geht es mir vor allem auch um Geschlechtergerechtigkeit. Es ist einfach nicht akzeptabel, dass 21 Jahre nach der Kairoer Bevölkerungskonferenz und 20 Jahre nach der Pekingener Frauenkonferenz sexuelle und reproduktive Rechte und Gesundheit für Frauen immer noch nicht allgemein anerkannt sind, dass Frauen immer noch keinen menschenwürdigen Lohn für ihre Arbeit gezahlt bekommen oder Mindestlöhne bekommen oder dass sie, wenn sie schwanger werden, keinen Job mehr bekommen oder dass sie Gewalt ausgesetzt sind. Alles das trägt dazu bei, dass Frauen immer noch diejenigen sind, die weltweit am meisten unter Armut zu leiden haben.

Wir brauchen aber auch mehr Politikkohärenz. Es geht da um Entwicklungszusammenarbeit. Das ist nicht nur Helfen. Denn was nützt es, wenn wirtschaftlicher und handelspolitischer Druck erzeugt wird, dann lokale Märkte zerstört werden und wir dann kommen und helfen, wenn es brennt. So kommen wir globaler Gerechtigkeit nicht näher.

Ich möchte mit einem kurzen Slogan enden – aus Österreich etwas umgewandelt: Es darf uns nicht wurscht sein, wenn globale Solidarität ...

(Die Präsidentin entzieht der Rednerin das Wort.)

Ignazio Corrao, a nome del gruppo EFDD. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, 2015: lanciamo l'anno dello sviluppo ed è sicuramente un'iniziativa lodevole, è stato sicuramente un qualcosa di positivo a livello comunicativo, sicuramente sono stati raggiunti dei buoni risultati nel passato, in termini di accesso all'acqua potabile, in termini di accesso alla sanità, in termini di miglioramento allo stato di vita in alcuni dei paesi in via di sviluppo.

Il problema è: che cosa intendiamo però noi per sviluppo, colleghi? Perché l'impressione che ho io è che siamo un po' ipocriti quando affrontiamo questo tema, perché lasciamo andare le nostre multinazionali europee, ad andare a creare dei danni encomiabili in questi paesi che poi vogliamo aiutare, invece, probabilmente, nell'anno dello sviluppo – quindi nel 2015 – la comunicazione che dovremmo fare dovrebbe essere nei confronti dei nostri cittadini sulla sensibilizzazione ad una decrescita, quindi ad un consumo più ragionevole, perché utilizziamo le risorse di quei paesi che vogliamo poi aiutare.

Hans Jansen (NI). - Ook ik wil iedereen bedanken die zich de afgelopen tijd heeft ingespannen om het Europese Jaar van de ontwikkelingshulp tot een succes te maken. Ik mag u verzekeren dat naar aanleiding van dit Europese Jaar van de ontwikkelingshulp in de campagnebureaus van de eurokritische partijen binnen de EU de champagneflessen zijn opengevoerd. Nooit was het zo gemakkelijk onze kiezers te laten zien wat de EU is en waar de EU voor staat.

Streda 14. januára 2015

In plaats van erbarmen te hebben met de Europese belastingbetaler gaat de EU een propagandacircus in sovjetstijl organiseren ten behoeve van vage plannen om Europees geld weg te geven in corrupte landen ver weg. Zeker in de landen die zijn getroffen door een naheffing op hun EU-bijdrage zal dit plan de kiezer verbijsteren. Ik vraag u dan ook: voer dit plan niet uit! Zie af van de viering van dit jaar.

Tot slot het volgende: academisch onderzoek naar ontwikkelingshulp bestaat nauwelijks nog. Het is immers aangetoond dat hulp niet helpt. Ontwikkeling komt uitsluitend voort uit de eigen inspanningen van een maatschappij. Hulp kan daar niets aan toevoegen of afdoen.

Norbert Neuser (S&D). - Frau Präsidentin! Vielen Dank an die Staatssekretärin aus Lettland! Wenn Frau Mogherini jetzt zuhören könnte, wäre das schön. Frau Mogherini, ich hätte gerne, dass Sie zuhören, weil ich Ihnen ein Kompliment machen möchte. Sie sitzen jetzt seit sechs Stunden ununterbrochen hier. Wir können in Zukunft die Debatten nicht so führen. Mein Appell geht an das Präsidium – Sie haben mittlerweile die vierte oder fünfte Vizepräsidentin verbraucht, weil die Debatte so lange geht –, dass wir in Zukunft konzentrierter arbeiten. Weniger ist mehr.

Ich will mich in meinem Beitrag nur auf einen Punkt im Europäischen Jahr der Entwicklung konzentrieren, das ist die permanente Unterfinanzierung unserer Entwicklungszusammenarbeit. Ich sehe das ganz anders als der Kollege Jansen, der aus einem Mitgliedstaat kommt, der mit dazu beigetragen hat, dass wir eine gewaltige Unterfinanzierung in der Entwicklungszusammenarbeit haben. Sprechen Sie mit den EU-Delegationen in den Entwicklungsländern. Im letzten Jahr mussten Entwicklungsprogramme gekürzt werden, Entwicklungsprogramme wurden ins nächste Jahr gestreckt. Wir als EU haben Nichtregierungsorganisationen, Hilfsorganisationen aufgefordert, vorzufinanzieren. So kann Entwicklungszusammenarbeit nicht sein.

Unsere Bürgerinnen und Bürger wollen eine effektive Entwicklungszusammenarbeit. Dazu gehört auch eine vernünftige Finanzierung. Wenn wir die europäischen Werte – wie Solidarität, wie Hilfe, wie Nächstenliebe, wie Menschenwürde – hochhalten, gehört dazu eine vernünftige Finanzierung. Deswegen mein Appell an die Mitgliedstaaten: Helfen Sie mit, dass die Unterfinanzierung der EU in der Frage nicht mehr stattfindet, und nähern Sie sich dem gemeinsamen Ziel, 0,7 % des Budgets für Entwicklungszusammenarbeit auszugeben.

President. - I note your comments on the arrangements for the debate and indeed Ms Mogherini's comments. We shall pass those on to our colleagues.

Λάμπρος Φουντούλης (NI). - Κυρία Πρόεδρε, το 2015, όπως ανακοίνωσε ο Πρόεδρος της Επιτροπής κύριος Juncker, θα είναι Ευρωπαϊκό Έτος Ανάπτυξης. Είναι όμως τα πράγματα τόσο ρόδινα όπως μας τα παρουσιάζει η Επιτροπή; Υπερηφανεύεστε πως η Ευρωπαϊκή Ένωση είναι ο μεγαλύτερος δωρητής στον κόσμο. Βέβαια, δεν σταθήκατε τόσο γενναιόδωροι με τον ελληνικό λαό, τον οποίο έχετε εξαναγκάσει σε τρομακτικές θυσίες τα τελευταία πέντε χρόνια. Μας λέτε πως είσαστε υπερήφανοι για τα επιτεύγματα της Ευρώπης σχετικά με το βιοτικό επίπεδο τρίτων χωρών. Για τα επιτεύγματα των μνημονίων στην Ελλάδα είσαστε υπερήφανοι; Να σας θυμίσω μερικά στοιχεία: 439.000 παιδιά στην Ελλάδα της Ευρωπαϊκής Ένωσης υποσιτίζονται και ζουν κάτω από το όριο της φτώχειας, σύμφωνα με τη UNICEF· το 37% των παιδιών στην Ελλάδα ζουν σε νοικοκυριά με αδυναμία θέρμανσης· 7.500 αυτοκτονίες απελπισμένων Ελλήνων. Για αυτούς τους αριθμούς είστε υπερήφανοι; Φυσικά και επιθυμούμε η Ευρώπη να μεριμνά για την άνοδο του βιοτικού επιπέδου παγκοσμίως. Όμως αυτό σε καμία περίπτωση δεν μπορεί να γίνει εις βάρος των λαών της. Ας φροντίσουμε πρώτα για τους δικούς μας ανθρώπους και ύστερα για όλους τους υπόλοιπους. Όσο για το Έτος Ανάπτυξης, σας θυμίζω ότι η Ελλάδα βρίσκεται στον έκτο χρόνο ύφεσης.

Streda 14. januára 2015

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Vicepresidente

Arne Lietz (S&D). - Herr Präsident! Mit der Ausrichtung auf die nachhaltigen Entwicklungsziele der Post-2015-Agenda wird die Frage nach einer kohärenten Entwicklungspolitik umso dringender.

Dies bedeutet vor allem, dass die Entwicklungszusammenarbeit enger mit weiteren politischen Themenfeldern wie Menschenrechte, Einwanderungs- und Flüchtlingspolitik, Klimawandel, Konfliktbewältigung, aber auch – und vor allem – mit der Handelspolitik verzahnt wird.

Politikkohärenz muss meiner Meinung nach zum Leitmotiv dieses Themenjahres werden. Das geht in drei Schritten: der guten Koordinierung innerhalb der Europäischen Kommission, einer verbesserten Koordinierung zwischen den Europäischen Organen und einer guten Abstimmung unter den EU-Mitgliedstaaten, die im Rat für die Umsetzung der Entwicklungszusammenarbeit verantwortlich sind.

Neben der Europäischen Union legen bereits einige Länder wie Dänemark und Finnland regelmäßig ihren nationalen Parlamenten einen Kohärenzbericht vor. Es wäre ein sehr großer Erfolg des Europäischen Jahres der Entwicklung, wenn alle europäischen Nationen dem folgen würden.

Des Weiteren sollten wir das entwicklungspolitische Themenjahr nutzen, um weitere nationale Initiativen mit der europäischen Ebene zu verbinden. In der Bundesrepublik Deutschland gibt es zum Beispiel einen Bundestagsantrag „Gute Arbeit weltweit“, in dem an die weltweite Umsetzung der IAO-Arbeitsnormen appelliert wird.

Darüber hinaus gibt es in Deutschland einen Vorstoß des Bundesentwicklungsministers zu einem Textilbündnis, was aber an seine Grenzen gestoßen ist. Die Initiative sollte durch Rückverfolgung der Handelsketten in der Textilindustrie die Arbeitsbedingungen in den Herkunftsländern verbessern. Weil fairer Handel jedoch so komplex ist, haben solche Initiativen nicht auf nationaler, sondern auf EU-Ebene Erfolg.

Ich rufe deswegen unseren Entwicklungskommissar und die Hohe Vertreterin auf, bei diesen Initiativen eine Führungsrolle seitens der EU-Kommission zu übernehmen. Es wäre zudem wünschenswert, wenn die Kommission noch weitere und jugendgerechte Informationsmaterialien zum Europäischen Jahr der Entwicklung bereitstellen könnte. So kann es noch leichter zu einem Europäischen Jahr der Bürger werden. Ich danke auch ganz herzlich für die Eröffnung in Riga, wo ich mit dabei sein konnte, und Frau Mogherini für ihre lange Anwesenheit heute hier in unserer Kammer.

Enrique Guerrero Salom (S&D). - Señor Presidente, señora Vicepresidenta, fue una buena decisión de este Parlamento proponer el año 2015 como Año Europeo del Desarrollo porque 2015, con sus «Doce meses, doce metas», es un año esencial, crucial, en el que tenemos dos grandes cumbres donde se juega el destino de miles de millones de personas en el mundo: la Cumbre del Cambio Climático, fenómeno que afecta especialmente a los menos favorecidos, y el relanzamiento de un nuevo período de cooperación al desarrollo post 2015.

Tenemos que mantener la ambición de la Unión Europea en la negociación en ambos campos. Y quiero, como ponente permanente de ayuda humanitaria, pedir la integración de esa perspectiva en el Año Europeo del Desarrollo. Es la primera vez que tenemos cuatro crisis del máximo nivel de exigencia humanitaria: Irak, Siria, Sudán del Sur, República Centroafricana y, actualmente, también el ébola.

Elly Schlein (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, sarà un anno fondamentale per le politiche dello sviluppo: abbiamo appena inaugurato l'Anno europeo dello sviluppo a Riga e ci saranno molti appuntamenti importanti che avete già ricordato, quello di Parigi, quello di Adis Abeba, l'EXPO di Milano che deve essere un appuntamento europeo che deve portare ad una grande riflessione sui temi della fame nel mondo e dello spreco alimentare, ma soprattutto ci sarà la scadenza dei *Millennium Goals* e la definizione dei nuovi *Sustainable Development Goals* che saranno, come ricordava prima, finalmente universali, finalmente validi per tutti e quindi anche per noi.

Streda 14. januára 2015

Questo Parlamento ha adottato una posizione molto ambiziosa, che rilancia gli obiettivi più innovativi come quello sulla lotta alle disuguaglianze e quello sulla parità di genere. Credo che la questione delle disuguaglianze sia la più grande questione dei nostri tempi ed è cruciale per costruire un futuro che sia veramente sostenibile per le nuove generazioni. Quindi, sfruttiamo insieme questa occasione dell'Anno europeo dello sviluppo per comunicare meglio tutto questo processo e per costruirlo insieme alla società, insieme a tutti gli *stakeholder* e per trovare quella voce sola e forte che serve all'Europa proprio per trovare quel ruolo guida che deve avere nella definizione della nuova agenda e per questo ci affidiamo soprattutto a Lei, Vicepresidente Mogherini, e anche al Commissario Mimica.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). - Mr President, I am very pleased that 2015 has been dedicated to the issue of development, and especially about its timing. 2015 will be a year of important negotiations on how to tackle global poverty. The UN Climate Change Conference in Paris next November is one of the most important of these. This is because climate change threatens to undermine decades of development and puts future development trajectories at risk. Many of the main drivers behind poverty in developing countries are intertwined with climate change. Increased drought, for example, leads to crop failure and food insecurity, reduces opportunities and boosts inequality around the world.

When dealing with the issue of development, we should strongly promote environmental initiatives, energy efficiency, exchange of technologies and best practices, investment in public education and in disaster risk reduction and, more generally, emphasise low carbon emission development. Developing countries will bear the brunt of the effects of climate change as they strive to overcome poverty and achieve economic growth. In fact, one of the top priorities of the European Union development agenda is to achieve accomplishment of the COP 21 negotiations in Paris.

Pedro Silva Pereira (S&D). - Senhor Presidente, Comissária, caros Colegas, a comunidade internacional está convocada para tomar decisões importantes nas cimeiras deste ano para novos objetivos e novas metas para o período de 2015 no que diz respeito à política de desenvolvimento, e o desafio que temos é claro. A União Europeia, para estar à altura dos seus valores, deve assumir a liderança na construção da agenda da política global de desenvolvimento, mas não há liderança sem exemplo. A União Europeia não pode liderar se, a pretexto de restrições orçamentais quiser andar para trás nos seus compromissos financeiros ou furtar-se a compromissos concretos e, por isso, o que pergunto à Sr.^a Comissária é se, antes ainda da Conferência de Adis Abeba, a União Europeia vai estar em condições de reafirmar o seu compromisso com 0,7% do rendimento nacional bruto à ajuda ao desenvolvimento. É isso que esperamos. Talvez não se possa pedir mais, mas não se pode aceitar menos.

Patrizia Toia (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, ringrazio anch'io Consiglio e Commissione per quest'iniziativa e ho tempo solo per due brevissime considerazioni.

La prima è questa: noi dobbiamo contestualizzare questo Anno dello sviluppo e lo dobbiamo contestualizzare purtroppo nei tragici fatti che sono accaduti in questi giorni, che hanno però svelato come uno scenario agli occhi di molti cittadini che non conoscevano la barbarie, l'arretratezza, la povertà e le diverse condizioni di vita in molte aree del mondo. Quindi, usiamo anche quest'occasione per poter spiegare cosa c'è nel mondo, come si vive, di quali esigenze oggi molta parte della popolazione mondiale è portatrice e facciamo in modo, con iniziative, convegni e azioni nelle scuole, che si faccia capire il valore della cooperazione, la sua funzione, per dire che un mondo più giusto non solo è un mondo più equo ma è anche un mondo più sicuro, è un mondo forse migliore anche nel nostro interesse, che queste non sono risorse sottratte a noi ma sono risorse per rendere la realtà mondiale più equa per tutti.

La seconda cosa, quella di EXPO, è stata detta: una sola parola, l'Unione europea è presente in EXPO, referente è la Commissione, bisogna che i temi di EXPO diventino i temi della cooperazione internazionale. Nutrire il pianeta vuol dire confrontarsi sugli obiettivi, vuol dire affrontare le disparità e molte altre cose, non è così facile e non è scontato. Chiedo che ci sia un impegno forte della Commissione perché tutta questa tematica entri prepotentemente in EXPO.

Streda 14. januára 2015

Seb Dance (S&D). - Mr President, I am going to decline the invitation of our colleague from the freedom party to say I am not proud of the Year of Development, because I am incredibly proud of the Year of Development. Development works, and we now have a real opportunity to put international development right at the heart of European policymaking, and I want to pay tribute to the Latvian Presidency for doing this.

Specifically, we have an opportunity now to ensure that Member States deliver on their commitments for 0.7% of GNI spending on development. This is a fundamental aspect of human principle; saying that we have a commitment to those who live in the poorest parts of the world is a fundamental aspect of who we are and the values that we should share. Of course, having development at the heart of policymaking should remove the all-too-familiar problems we have with policy undermining development objectives: financial decisions taken at home that undermine tax receipts in developing countries and foreign policy decisions that fail to promote fundamental aspects of human dignity, such as rights for LGBTI people.

Having the Year of Development will put humanity – humans, people – at the heart of our policymaking, and I welcome the decisions made to do that this year.

Interventi su richiesta

Csaba Sógor (PPE). - A Fejlesztés Európai Éve kapcsán fontosnak tartom kiemelni, hogy az Európai Uniónak és a tagállamoknak, valamint a világ legnagyobb segélyezőjének a jelenleginél is nagyobb figyelmet kellene fordítaniuk az emberi jogok érvényesülésére. Persze a humanitárius vészhelyzetek gyors beavatkozást igényelnek, a fejlesztéspolitikában azonban érvényesítenünk kell azokat a szempontokat, amelyek az emberi jogok védelmének terjesztését hivatottak szolgálni. Meggyőződésem, hogy Európának nem csupán a hagyományos humanitárius segélyezésben kell az élen járnia, hanem a fejlődő világ gazdaságának fenntartható és komplex fejlesztésével is segítenie kell ezeket a társadalmakat. Rendkívülinek tartom, hogy az idei év során a hónapokra lebontott témák révén gyakorlatilag világunk legégetőbb problémáira hívjuk fel az európaiak figyelmét. Az oktatás, az egészségügy, a migráció vagy az élelmiszerbiztonság szavak teljesen mást jelentenek a világ kevésbé fejlett térségeiben, mint nálunk.

Ivan Jakovčić (ALDE). - Gospodine predsjedniče, Europa je danas predvodnica u donacijama u svjetskim razmjerima, i to treba i ostati. Dapače, više od toga, treba pozvati naše partnere-prijatelje Ameriku, Japan i druge da sudjeluju zajedno s nama u našim ciljevima, a to je kao što ste dobro rekli, prije svega, prehraniti planet.

Svaki čovjek na ovom planetu ima pravo na obrok, ima pravo na život, i mislim da upravo trebamo postaviti temelje takve solidarnosti danas u svijetu, i otvoreno govoreći, trebamo uzeti u obzir i naše interese. Mi ovdje često govorimo o problemima imigracije u Europu i svemu što ona donosi, a s druge strane imamo i mehanizme kojima možemo djelovati da bismo pomogli zemljama iz kojih dolaze unesrećeni ljudi.

Zato mislim da Europa treba ostati predvodnica i pozvati svoje partnere da sudjeluju zajedno s njom upravo u solidarnosti koja je Europu i dovela na prvo mjesto, visoko mjesto, najveće donatorice u svijetu.

Miguel Viegas (GUE/NGL). - O Ano Europeu do Desenvolvimento acontece num ano chave em que será necessário fazer um balanço sobre a concretização dos Objetivos do Milénio. Será também necessário fazer um balanço sobre o programa para a mudança, aprovado em 2011, e sobre os resultados concretos das reformas então anunciadas.

Ninguém nega o papel importante da União Europeia para o desenvolvimento. O que se questionam são os resultados e os métodos. De acordo com as informações disponíveis, a maioria dos objetivos do milénio ficam longe das metas traçadas, apesar de alguns progressos.

Streda 14. januára 2015

Este ano europeu deverá servir para informar, esclarecer e mobilizar os cidadãos europeus para esta causa. Cidadãos, milhões destes cidadãos que ficaram sem emprego e viram-se remetidos para abaixo do limiar da pobreza em função das políticas de austeridade que afetam a maioria da população e concentram a riqueza e o rendimento nas mãos de uma minoria. Não podemos dar com uma mão e tirar com a outra. Não podemos ajudar o povo palestino e o seu governo e permitir depois que as bombas de Israel destruam escolas construídas com fundos europeus. Temos também de anular a dívida ao terceiro mundo.

Jonathan Arnott (EFDD). - Mr President, I am a strong supporter of humanitarian aid in the case of natural disasters, and the challenge for all nations must be to deliver that quickly. I think we all agree here that the aim must be to help countries develop. Much more, in my view, could be done through trade, by breaking down tariff barriers to make it easier for developing countries. For example, a higher tariff on chocolate than cocoa hardly encourages processing to be done in the countries themselves and the development of their economies. We must also be careful that policies intended to help do not end up hurting people in those countries. I refer, for example, to fishing agreements under which EU vessels are able to exploit the natural resources of other countries, and to the Pesticides Directive, which does not help in terms of the mosquito population or, therefore, the fight against malaria. There are many issues, and I think they are wider than just development. We must not help with one hand whilst hurting with the other.

(Fine degli interventi su richiesta)

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. - Mr President, I would like to underline some of the elements that were raised by some of you and try to answer a couple of questions.

One is the fact that, yes, the European Union is the first donor and this is not charity. This is an investment. It is an investment on the one hand in our own stability and security – and in our prosperity as well, because those of you who may have been in this room at the beginning of the session at 3 p.m. will have heard a long debate about the fact that there are no divisions, no limits and no borders between internal and external threats, and if we do not invest in reaching the objectives we have for development – for sustainable development – and for equality in the world, the threats to our security and also the limits to our economic development will just grow and grow.

So this is an investment in our own future, not just in the future of the people in the rest of the world. And yes, it is one of the most effective tools for preventing conflicts and for foreign policy, and also for following up conflicts, not to mention what was said before regarding the effects this has on other elements of global challenges and policies, starting with migration and asylum-seeker flows.

So I see no contradiction between improving the living conditions of European Union citizens and improving the living conditions of other countries' citizens. Actually I see a certain complementarity in that. I think that making it possible to keep the European Union as the foremost donor in the world is our common challenge and job. This requires a lot of work, not only on communication but also on explaining the fact that, no, this is not charity that we give when we can afford it, but rather it is a strategic investment in our own security and prosperity.

Secondly, someone said, and I agree with this, that it is not just a matter of help, and this is indeed so. It is a matter of policy coherence, and that goes for the challenges we have in front of us this year, when we know that we will be called again to be coherent in all our choices, be this in internal policies or external policies. That means that we need to work hand in hand with many other chapters.

I would like to thank Linda McAvan for reminding us of the role I am trying to play in coordinating the different Commissioners and also the different Councils – but in particular the different Commissioners – because here we have first to make sure that what we do, for instance, on trade does not contradict what we do in development or that what we do on humanitarian issues goes hand in hand with what we do in development, and that we intervene with the right tool at the right moment and in the right place, and that what we do on certain policies does not influence in negative terms what we do with other instruments that we use.

Streda 14. januára 2015

So the concrete effects of this coordination will probably take a little time to emerge, but I think that this is the key issue for post-2015 – the real policy coherence of our policies.

I will try to answer two issues. One is about the commitment to the 0.7%. This was precisely one of the issues we discussed in the last meeting of the Commissioners group. We will have a discussion about this, not only with the development ministers but also probably with the finance ministers and finally with the European Council. Obviously we will discuss that with the Latvian Presidency, but there is a need for Member State ownership in this because it is not only a matter of spending money, but also of setting priorities politically. Yes, we do believe that we should keep this target, but we need to develop a strategy to get there.

The second point on which we will need very close coordination, not only within the Commission but also with the Council, is in managing the mix, the balance, between financing for sustainable development and financing for the climate. This year will be crucial in this regard, and we will need to play this carefully – first of all in the Commission, but I think that we will need coordinated work on this.

Let me say a final word on Expo, because I commented when you introduced the debate that this is the first time that I am not the one talking about Expo because, when I started the Presidency as a Minister, that was one of my main issues. But some of your comments allow me to say that, yes, we will indeed be present, as the European Union, at Expo, and the reason for that is that, as was just mentioned, we need to put the content on our development policy, on feeding the planet, at the centre of the event.

So count on the European Union to be part of that effort, together with the UN Agencies based in Rome, which I know are also going to be major players in focusing on the content of the Development Year, and to make sure that Milan Expo will also be a crucial event politically for the European Year for Development.

Zanda Kalniņa-Lukaševica, *President-in-Office of the Council*. - Mr President, this has been a really fruitful exchange of views, which I think shows once again our common strong engagement for the European Year for Development. I can assure you that the Presidency will do its utmost to ensure the success of this important endeavour. The year 2015 will be a crucial year, with the Financing for Development Conference in July in Addis Ababa and the UN post-2015 summit in September in New York. I think the common event of this year will be COP 21 in Paris in December. We have a unique opportunity to address the global challenges of poverty, education and sustainable development.

We must agree on an ambitious and transformative package in September 2015. The Latvian Presidency will work towards reaching a common European position. We anticipate complex negotiations around means of implementation on how the post-2015 framework will be implemented and by whom. We need to ensure that everybody plays a part, based on shared responsibility, mutual accountability and respective capacities.

We have to admit that awareness on, and civic participation in, development cooperation issues should be improved. The opening event of the European Year for Development in Riga last week was a step towards achieving this goal. We hope that the impact of this Latvian Presidency initiative will be felt long after the end of our Presidency. It is symbolic that at this time, a global alliance for the European Year for Development will be established that will bring together hundreds of European NGOs.

To conclude, I would like to note that successful development cooperation leaves a positive impact on the well-being of our partner countries. This in turn will unavoidably have a positive boomerang effect on the lives of Europeans, most notably in terms of welfare, security and global position. So I really hope we will have a successful and fruitful European Year for Development.

Presidente. - La discussione è chiusa.

Streda 14. januára 2015

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – In 2015 we are launching the year of development, and major challenges lie ahead. The EU has to intervene where it is needed and where it can make a difference. EU development policy is a centrepiece of the Union's relationship with the outside world. With 50% of all global development aid, the EU is the world's leading donor. Now we need to define the post-2015 agenda.

The overarching goal is the eradication of poverty. While the proportion of people living in extreme poverty has dropped, there are many who still live below the internationally defined poverty line. The new framework should provide for improved living standards, access to primary healthcare systems, free education and improvements in agriculture and, above all, for the existence of basic fundamental rights. Working with developing nations and emerging economies should create a win-win situation.

Krzysztof Hetman (PPE), *na písmie*. – Rok 2015 jest dla polityki rozwoju rokiem szczególnym. Właśnie mija uzgodniony 15 lat temu termin na osiągnięcie Milenijnych Celów Rozwoju. Stoimy też u progu kolejnej drogi, wyznaczonej przez nowe Cele Zrównoważonego Rozwoju. Uważam zatem, że wybór roku 2015 na Europejski Rok na Rzecz Rozwoju jest szczególnie trafny. Unia Europejska, będąc największym donatorem na świecie, przeznacza na pomoc rozwojową łącznie ponad 50 miliardów euro rocznie. Niezwykle ważne jest więc, aby nasi obywatele mieli świadomość, dlaczego taka pomoc jest potrzebna, kto z niej korzysta i na jakich zasadach jest ona udzielana. Chciałbym też, aby ten rok pozwolił się nam dogłębnie przyjrzeć skuteczności udzielanej przez Unię pomocy, pomógł w lepszym definiowaniu przeszkód w zwalczaniu ubóstwa, jak również przyczynił się do poprawienia rozpoznawania źródeł biedy. Mam nadzieję, że przez najbliższy rok udowodnimy, że dla Europy dbanie o ludzką godność, spokojną przyszłość i prawa człowieka nie ma granic.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. – Anul european pentru dezvoltare trebuie să reprezinte un moment în care să conștientizăm nevoia ca Uniunea Europeană să se implice în rezolvarea problemelor generate de subdezvoltare în întreaga lume. Țările membre ale UE și-au asumat obiectivele de dezvoltare ale mileniului însă, din păcate, nu și-au respectat angajamentele politice sau financiare. Suntem departe de obiectivul financiar de procentajul de 0,7% din PNB alocat cooperării pentru dezvoltare de către țările membre și încă și mai departe în atingerea criteriilor de dezvoltare de către țările sărace. UE și statele membre trebuie să profite de Anul european pentru dezvoltare pentru a readuce problema dezvoltării internaționale pe agenda publică. Vă asigur în acest sens de toată susținerea mea în calitate de euro-deputat, dar și de cadru universitar specializat în domeniu și sunt sigur că mulți europeni, mulți dintre ei tineri, sunt dornici să se implice în a susține o Europă - lider în domeniul asistenței și cooperării internaționale.

Claudia Schmidt (PPE), *schriftlich*. – Die im Jahr 2000 in New York abgeschlossenen Millenniums-Entwicklungsziele kommen 2015 zu einem Ende. Viele der damals angesprochen Herausforderungen und Ziele konnten leider nicht erreicht werden. Große Meilensteine wie die Gleichberechtigung von Frauen und Männern, die Möglichkeit zu freier Bildung oder die Verringerung der Armut sind nach wie vor existent oder haben sich in manchen Teilen der Welt sogar verschärft. Natürlich waren diese Ziele in vielen Bereichen zu ambitioniert und zu hoch gesteckt. Unsere Aufgabe ist es nun, die Ergebnisse der Entwicklungsziele zu bewerten und positive Ergebnisse innerhalb von Europa weiterzuführen. Europa kann nur dann eine Vorreiterrolle in der Welt übernehmen, wenn es uns gelingt, die bei uns herrschenden Probleme in den Griff zu bekommen und Lösungen für Armut, Jugendarbeitslosigkeit oder Gleichberechtigung zu schaffen. Solange wir auf unserem Kontinent die großen Herausforderungen nicht gemeistert haben, können wir auch nicht auf anderen Kontinenten oder Ländern nach Lösungen suchen!

Olga Sehnalová (S&D), *písemně*. – Vyhlášení roku 2015 Evropským rokem pro rozvoj je příležitostí důrazněji upozorňovat na světové rozvojové problémy a podrobněji se věnovat možnostem jejich řešení. S koncem termínu pro naplnění Rozvojových cílů tisíciletí bude v letošním roce potřeba vytyčit si rozvojové cíle do budoucna. Mezinárodní společenství se bude muset domluvit na novém postupu, jak se pokusit vymýtit chudobu, podpořit hospodářský růst zemí postižených přírodními pohromami i konflikty a jak vyřešit otázky spojené se změnou klimatu. Přestože se již v roce 2010 podařilo dosáhnout jednoho z Rozvojových cílů tisíciletí, snížení extrémní chudoby o polovinu oproti roku 2000, tento výsledek není uspokojivý. Dosažení tohoto cíle navíc více podpořil hospodářský rozvoj Číny a Indie než práce na rozvojových projektech. Evropská unie by se tedy měla důsledněji zasazovat o opatření na zlepšování situace lidí žijících v nejchudších zemích světa. Evropská unie je největší dárcí rozvojové pomoci na světě a je tedy potřeba, aby členské státy na snižování chudoby ve světě spolupracovaly.

Streda 14. januára 2015

Richard Sulík (ECR), písomný – V súvislosti s Európskym rokom rozvoja EÚ nezabúda pripomínať, že je „najväčším donorom oficiálnej rozvojovej asistencie na svete“ a ani to, že „každé euro minuté na rozvoj“ má pomáhať ľuďom v chudobných krajinách a aj v samotnej EÚ. Tieto vyhlásenia síce znejú pekne na papieri, no realita je zásadne odlišná. Za peniaze z rozvojovej pomoci EÚ v Bielorusku napríklad bieloruské tajné služby nakúpili techniku, ktorá slúžila na ešte väčšie utlačanie domáceho obyvateľstva. Ešte absurdnejšie skončila rozvojová pomoc v africkej Ghane. Tam Európska únia roky posielala milióny eur, pričom až neskôr zistila, že tieto peniaze mali putovať ľuďom, ktorí reálne ani neexistovali. EÚ teda vyhlasuje, že každé jedno euro rozvojovej pomoci pomáha, no reálne si nevie ustrážiť ani milióny. Rozvojová pomoc EÚ je navyše kritizovaná aj z jej vnútra – napríklad Európskym dvorom audítorov alebo aj v správe Európskeho parlamentu z roku 2012. Európsky rok rozvoja by tak mal skôr slúžiť na osvetu ohľadom toho, ako zúfalo neefektívna často rozvojová pomoc Európskej únie býva.

Kathleen Van Brempt (S&D), schriftelijk. – Twee kernpunten van het kader voor de periode na 2015 houden ook verband met de vreselijke aanslagen in Parijs: universaliteit en mensenrechten. Met universaliteit wordt afstand genomen van een “wij en zij”- denken, dat de wereld opdeelt in “ontwikkelde” en “onderontwikkelde” landen. De problemen waarmee traditionele ontwikkelingslanden geconfronteerd worden, zijn grensoverschrijdend en komen ook voor in de geïndustrialiseerde wereld. Echte ontwikkeling is onmogelijk zonder dat mensenrechten universeel nageleefd worden.

De omstandigheden waarin terrorisme kan groeien, zijn dezelfde die ontwikkelingssamenwerking tracht aan te pakken: gebrek aan een goed functionerende rechtsstaat, schendingen van mensenrechten, discriminatie, politieke uitsluiting, sociaal-economische marginalisering, gebrek aan behoorlijk bestuur en onderwijs. Zwak sociaal-economisch beleid leidt tot grotere ongelijkheid en draagt bij tot de omstandigheden waarin radicalisering en geweld groeien.

Dat geldt buiten maar ook binnen de grenzen van de Europese Unie. Waar overheden zich terugtrekken, vullen radicale organisaties het vacuüm en promoten ze hun mensonterende ideeën: de rechts-radicale Gouden Dageraad in Griekenland, IS in Irak en Syrië of Boko Haram in Nigeria. We moeten de daad bij het woord voegen door consequent en overal de mensenrechten te verdedigen én door omstandigheden waarin radicalisering kan groeien om te buigen via herverdeling en solidariteit met de zwaksten in elke samenleving, zowel binnen als buiten Europa.

Bogdan Brunon Wenta (PPE), napisany. – Unia Europejska odgrywa czołową rolę w formułowaniu i realizacji koncepcji spójności polityki na rzecz rozwoju. Ważne jest, aby polityka Unii wychodziła naprzeciw potrzebom rozwojowym krajów rozwijających się. W szybko zmieniającym się świecie niezbędne jest stałe wspieranie współpracy na rzecz rozwoju. Około 1,3 mld ludzi nadal żyje w warunkach skrajnego ubóstwa, a potrzeby w zakresie rozwoju społecznego w dalszym ciągu nie są zaspokajane. W większości obszarów świata wzrastają nierówności wewnątrz poszczególnych krajów. Środowisko naturalne jest poddawane coraz większej presji, a kraje rozwijające się szczególnie cierpią z powodu skutków zmiany klimatu. Wyzwania te są powszechne i wzajemnie powiązane, dlatego sprostanie im wymaga współdziałania wszystkich państw. Niezbędne jest informowanie, w jaki sposób Unia zwrócona na zewnątrz może przyczynić się do zapewnienia zrównoważenia w skali globalnej. Europejski Rok Rozwoju powinien, sprzyjać podnoszeniu świadomości. Zwalczanie ubóstwa na świecie pozwoli budować bardziej stabilny, pokojowo nastawiony i sprawiedliwszy świat, odzwierciedlający współzależność krajów bogatszych i biedniejszych.

Iuliu Winkler (PPE), in writing. – Eradicating poverty in developing countries is an important priority for the EU. Our efforts should go hand in hand with those aiming for the achievement of the sustainable development goals. I welcome the European Year for Development initiative and I am convinced that an integrated European approach together with the involvement with the various stakeholders will result in significant progress. Instability and conflict situations are unfortunately typical for the less developed areas in Africa, South America and Asia and in many cases violent conflicts and illegal activities of local militias are financed from mineral extraction and trade. Breaking the link between mineral extraction and conflict financing is a complex challenge. The European Parliament is taking the lead in the EU action to promote responsible behaviour by companies operating in such areas. An integrated approach is entailing a trade-related EU regulation but also foreign policy action and development cooperation initiatives. As the rapporteur for the regulation setting up an EU system for supply chain due diligence self-certification of importers of 3TG originating in conflict-affected and high-risk areas I am committed to contributing to the elaboration and adoption of an efficient and balanced regulation at the core of the EU integrated approach.

Streda 14. januára 2015

(La seduta, sospesa alle 21.30, è ripresa alle 21.50)

10. Situácia v Egypte (rozprava)

Presidente. - L'ordine del giorno reca la dichiarazione del Vicepresidente della Commissione/Alto rappresentante dell'Unione per la politica estera e di sicurezza comune sulla situazione in Egitto (2014/3017(RSP)).

Federica Mogherini, *Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy.* - Mr President, on the situation in Egypt, this is a time that is quite symbolic. If we look back exactly four years ago, Egypt was on the brink of the 25 January revolution, with people taking to the streets calling for dignity, social justice and simply bread – their legitimate political and socio-economic rights. Ever since, the European Union has stood by Egypt and its people, fully supporting these democratic demands.

Today, four years later, Egypt is still in political transition. Eighteen months after the ousting of President Morsi, Egypt is still in transition pending the parliamentary elections planned to start at the end of March, which will be a crucial step in concluding the Constitutional Roadmap. Two steps have been achieved. Egypt has given itself a constitution and it has elected a new President. Both steps were monitored by the European Union with the mission for the presidential elections in May. A delegation of the European Parliament was part of it. Now we would like to see the mission recommendations taken on board, particularly in view of the upcoming parliamentary elections.

Difficulties, however, remain, and I have decided not to send a fully-fledged observation mission this time but, instead, to deploy a smaller Expert Mission (EEM). The purpose of the mission is closely to assess and report on the electoral process, including on the political environment and electoral campaign.

The list of recommendations to be drawn up by this mission will facilitate constructive engagement with the authorities on much-needed reform efforts. But democracy goes beyond elections, and we all know that very well here. A parliament is key to having a legitimate legislator in place to tackle the many tasks of urgent legislative reform – including the law on NGOs and the controversial protest law – and to ensure compliance with the new constitution, which will need to be implemented.

The parliamentary elections are also an important step towards providing a broad base for political engagement that can ensure fundamental rights and freedoms, security and economic reform accepted by the whole of society. Open political engagement and discussion will reduce the risk of radicalisation.

Another challenge is clearly that of the deteriorating security situation spreading beyond the Sinai. We have always affirmed that the European Union stands by Egypt in fighting terrorism. There is no place for violence. The Special Coordinator for Counterterrorism travelled to Egypt in December 2014, and we are looking now into possibilities of holding a dialogue on counterterrorism and security. Let me add that this is not only in Egypt's interest but also in our own European Union interest.

Seeing the fragility, to say the least, of the situation in the whole region, we welcome and have welcomed Egypt's re-emergence as an important regional player. In particular, the role that the country played over the summer in reaching a ceasefire in Gaza, facilitating the Israeli-Palestinian talks, and then more recently with the conference for reconstruction in Gaza that was held in Cairo in the autumn, was very important.

Furthermore, Egypt is re-emerging as an important foreign policy player in the League of Arab States, in the African Union and in Sub-Saharan Africa, in particular over the Nile water issues with Ethiopia and in national dialogue efforts with Sudan.

While still in political transition and facing security threats, Egypt also urgently needs to tackle an economic situation that is particularly difficult. Steps taken by the new authorities go in the right direction, with subsidy cuts and large-scale infrastructure projects such as the new lane in the Suez Canal. The EU will continue to support Egypt in addressing its socio-economic reforms. We will participate in the international investment conference planned for March. We will continue to focus our support in the socio-economic field, to help improve living conditions for the most vulnerable among Egypt's population.

Streda 14. januára 2015

These challenges and the ongoing political transition cannot allow any compromise on human rights. Egypt needs to address its human rights situation, including the lack of political space for dissenting opinion and shrinking space for freedoms of assembly and expression. Too many of the issues that you mentioned in your resolution on freedom of expression and assembly in Egypt last July have not yet been addressed. Only last December we saw another decision by a court to pass preliminary death sentences on 188 defendants. We keep calling on the judicial authorities to respect due process and ensure fair trial. A truly professional and independent judiciary is a key element for functioning and trusted state institutions.

Another concern – a deep concern, as we have said in statements – is the lack of accountability and the continued crackdown not only on the Muslim Brotherhood and affiliates but also on political opponents and liberal activists, illustrated by often disproportionate sentencing. There are too many civilians tried by military courts, and too often, laws such as the new draft anti-terrorism law and the existing NGO law, which does not comply with the new constitution, give too ample a degree of discretion to the executive.

We keep addressing these issues when we meet with our Egyptian counterparts. In particular, I have to thank the Special Representative for Human Rights, Stavros Lambrinidis, a former colleague of some of you, who repeatedly raised these issues with the Egyptian authorities on the occasion of both of his visits to Egypt during 2014. The question for the EU is not whether we should support Egypt – there is no other option but to stay engaged with Egypt – but how best to support its transition. Therefore Egypt, like all our southern and eastern partners, will be closely involved in the review of the European Neighbourhood Policy (ENP).

The outdated Action Plan with Egypt will need to be re-negotiated, taking into account the ENP review and to better reflect the reality on the ground. We will monitor the parliamentary elections with our experts, as I said, and we will monitor the further implementation of the constitution and, with a view to the upcoming parliamentary elections, the freedom of the press and media. But we will also help Egypt with its economic reform efforts and its fight against security threats. We will work with Egypt too in the context of our own efforts and our own fight against our own security threats.

Cristian Dan Preda, în numele grupului PPE. – Mulțumesc, domnule Președinte! Mulțumesc, doamnă Înalt Reprezentant, pentru intervenția dumneavoastră! Aș dori să fac, în primul rând, câteva precizări legate de poziția grupului PPE față de rezoluția comună pe care am negociat-o împreună cu celelalte grupuri politice și aș vrea să spun că avem un text foarte detaliat, foarte lung - aceasta pentru că ne-am dorit să introducem în acest text tot ce s-a întâmplat din iulie încoace, din iulie 2014, când am adoptat ultima dată o rezoluție despre Egipt. Aceasta face ca textul să fie greu de urmărit; uneori cifrele nu sunt foarte fiabile, pentru că am citat diverse surse și de aceea aș vrea să plasăm rezoluția într-un context care este descris de mai multe fapte esențiale.

Și, în primul rând, aș numi relația noastră cu această țară în lupta împotriva terorismului - Egiptul este un partener esențial și nu cred că putem neglija acest fapt, așa cum Egiptul joacă un rol geopolitic extrem de important în procesul de pace din Orientul Apropiat. A doua coordonată importantă este, evident, tranziția la democrație, pe care o dorim, pe care o susținem în Egipt, respectarea principiilor statului de drept, respectarea drepturilor omului - toate acestea trebuie să devină o realitate pentru că asta îmi doresc și cetățenii Egiptului.

În al treilea rând, cred că trebuie să avem în vedere implementarea Constituției care a fost adoptată, care a intrat în vigoare acum aproape un an. Este o Constituție mai bună decât cea dinainte, dar este esențial ca ea să devină un fapt din perspectiva drepturilor fundamentale, în primul rând, cu atât mai mult cu cât avem aceste alegeri pe care le-a pomenit și doamna Mogherini. Subscriu la ceea ce a fost spus despre nevoia implementării recomandărilor făcute de către ultima Misiune de observare, condusă de colegul nostru Mario David.

În fine, aș vrea să abordez chestiunea noilor proiecte legislative care ar putea avea un impact negativ asupra ONG-urilor, știu că este o chestiune controversată în Egipt, dar vreau să fac apel la autoritățile egiptene pentru a aborda aceste proiecte sub semnul deschiderii și nu sub semnul reprimării.

Streda 14. januára 2015

Victor Boștinaru, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, distinguished colleagues, this is a day to remember. The High Representative staying in this House for more than seven hours is a gesture of respect for Parliament, who welcome and respect this gesture. Now I will switch to Romanian.

Mulțumesc, domnule Președinte! Egiptul este o țară-cheie, o țară extrem de importantă pentru Uniunea Europeană - acest lucru s-a mai spus - și trebuie să subliniem contribuția sa la efortul de încetare a focului în urma conflictului din Gaza. Trebuie să subliniem contribuția Egiptului la lupta împotriva Daesh și a amenințărilor regionale și globale de această natură. Din această perspectivă, Parlamentul European este atât de interesat de evoluția procesului de modernizare și democratizare a țării prietene și de aceea trebuie să ajutăm Egiptul să progreseze. Suntem, desigur, îngrijorați de situația actuală în privința respectării drepturilor omului și a libertăților fundamentale. Înțelegem pe deplin situația complexă creată după Revoluție, ca și gravitatea amenințării teroriste cu care se confruntă Egiptul. O înțelegem acum chiar mai mult după recente atacuri de la Paris. Salutăm apelul președintelui Sisi pentru modernizarea gândirii islamice, considerăm că aceasta este o încercare curajoasă, care trebuie sprijinită și susținută de către toți cei care vor o lume mai calmă, o lume mai puțin amenințată de terorism. Alegerile parlamentare așteptate de mult timp sunt esențiale pentru a demara procesul de democratizare. Ele trebuie să asigure accesul liber, trebuie să se desfășoare corect și trebuie să fie incluzive, iar, odată desfășurate alegerile, Parlamentul European trebuie să se angajeze într-o cooperare susținută cu Parlamentul egiptean pentru a asigura evoluțiile pe care ni le dorim cu toții.

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, since the overthrow of President Mubarak, Egypt has undergone many changes and been gripped by much political turbulence. Following the removal of President Morsi in response to genuine public revolt against his rule and the direction in which he was taking his country, we are now beginning to see stability once again return to that great country. Since then, we have seen the adoption of a new Constitution by referendum, the election of President al-Sisi and, most recently, the announcement of parliamentary elections. These achievements are all to be welcomed.

However, this is just the start of the journey rather than the end. Many internal issues need to be addressed if Egypt is to become the pluralistic Arab democracy that its people wish for and deserve. Whilst my Group welcomes the improvements to the lives of Coptic Christians, in particular, and other minorities, it is crucial that this level of tolerance be exercised in other areas too. Freedom of speech, freedom of expression, the right to peaceful protest and the rule of law are all key tenets of democracy which should also be respected. The large number of citizens who have been charged to date, and who have been detained and sentenced in Egypt for non-violently exercising these rights is a grave cause for concern. Reports that, since July 2013, more than 40 000 people have been detained and an estimated 1 400 protestors killed are extremely worrying. I am also concerned by the crackdown on media freedom and the fact that one of my own London constituents, Sue Turton from al-Jazeera television, a journalist, has been tried in absentia and is now prevented from resuming her job anywhere in the region.

In broader terms, we must not forget Egypt's role as a leader of the Arab world, and a regional power and actor, and its ability to play a part in finding solutions to the current situation in neighbouring Libya, for example, or in the fight against Islamist terrorism in the wider Middle East and North Africa. As a friend, there is much to be gained from positive relations with this great country of Egypt, and I welcome the interest of this House in seeking to support Egypt in its transition to democracy. This is a great challenge for the country.

Johannes Cornelis van Baalen, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, Egypt itself made commitments through its new Constitution. In this Constitution, which is better than the previous one, human rights have their place, including equality between men and women. Therefore Egypt has to live up to the commitments it has itself made. I agree with all the previous speakers that we, as the European Union, should be on the side of those people who are fighting for freedom in a democratic way and are now being tried – to our concern – on the basis of emergency laws.

Streda 14. januára 2015

I would recall what Charles Tannock said, that Egypt will play a vital position in the Arab world – and so it should. After the presidential elections we will see parliamentary elections and it would be of great benefit if they were free and fair because this is another milestone in the process leading to real democracy. Let us also see what, apart from being vigilant, we can do to help Egypt to respect human rights, for instance through the European Neighbourhood Programme. Maybe the High Representative can see what we can do together with Egypt to promote human rights.

Marisa Matias, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Vice-Presidente, de facto o diagnóstico é muito semelhante. O Egito atravessa um processo difícil e instável e, por isso, as coisas não podem ser vistas a preto e branco. Todos conseguimos identificar as ameaças que estão a ser colocadas aos direitos democráticos no Egito, nomeadamente a liberdade de expressão ou a liberdade de reunião, como a própria Sr.^a Vice-Presidente referiu, mas nós temos que aprender com as lições do passado e, sobretudo, com os últimos quatro anos nesta região e eu penso que é necessário tirar lições dos acontecimentos recentes e a primeira das lições é evitar dar lições.

Temos que saber que o futuro do Egito passa, necessariamente, pelas mãos e decisões do povo egípcio. Neste processo de transição, obviamente que a União Europeia pode apoiar e deve apoiar, pode apoiar como intermediário, como intermediário se as partes assim o entenderem, um intermediário para tentar promover a instauração da paz social.

Eu entendo que a realização das eleições parlamentares é um passo positivo, mas temos que ter em conta que essa organização cabe sobretudo aos egípcios. Temos seguramente objetivos comuns e a Sra. Vice-Presidente referiu, e bem, a nossa questão é saber como apoiar melhor e não entrar num processo de ingerência. Penso que devemos salvaguardar o direito de o povo egípcio decidir o seu destino.

Mas quero também realçar, Senhora Vice-Presidente, para terminar, o seu profundo respeito por esta Casa, tantas horas aqui a debater connosco. É, de facto, uma honra poder contar com um tratamento da Comissão Europeia como aquele que nos está a conceder hoje nesta Casa.

Judith Sargentini, *namens de Verts/ALE-Fractie*. – Vier jaar geleden bevrijdden de Egyptenaren - tenminste dat poogden zij - zich van dictator Mubarak. Dat werd in dit Huis toegejuicht, zonder dat de vraag werd gesteld hoe het kwam dat Mubarak zo ontzettend lang aan de macht bleef. Toen verkozen ze Morsi. Dat waren verkiezingen die min of meer redelijk gingen, niet geweldig en ook niet naar onze zin qua uitslag. Want er is geen Europeaan die zegt: "Wat waren wij blij met president Morsi." Maar het was er wel. Toen gaf Morsi zichzelf extra rechten. Daar waren wij helemaal niet blij mee, want wij hadden afspraken met hem gemaakt over de opbouw van zijn land. Morsi gaf zichzelf extra rechten en de respons was een militaire coup. Dat wilde dit Huis eigenlijk niet zien. Sommige mensen zeiden: "Het is heel erg goed dat er een militaire coup heeft plaatsgevonden." En nu zitten wij met dat militaire regime.

Ik zeg niet dat het goed was in het verleden. Ik zeg niet dat wij terug moeten naar Mubarak, noch dat wij terug moeten naar Morsi. Maar ik hoor een veranderende toon in dit debat tussen een halfjaar geleden en nu. Nu spreken wij over Egypte als geopolitieke partner, Egypte dat zijn rol in het Middellandse Zeegebied moet spelen en Egypte dat zichzelf moet kunnen beschermen tegen terroristen, zeker in het licht van wat er nu gebeurd is in Parijs.

Die laatste vergelijking vind ik echt stuitend. Het kan niet zo zijn dat wij, omdat wij bang zijn - en wij zijn terecht bang -, zeggen: "De vrijheid van de Egyptenaar moet maar weer even wijken, want het was eigenlijk wel gemakkelijk dat mijnheer Mubarak zijn mensen een beetje rustig hield." Want Sisi is Mubarak 2.0.

En op het moment dat de Egyptische ambassade hier drie mensenrechtenactivisten in de aanbieding heeft en iedereen in dit Huis wil spreken, dan zijn wij toch wakker genoeg om te begrijpen dat mensenrechtenactivisten nooit door de ambassade worden aangenomen.

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Egitto è oggi l'occhio di un ciclone che sta scuotendo l'intero Medio Oriente e buona parte del Nord Africa. Nel paese c'è ancora moltissimo da lavorare in tema di diritto, libertà di espressione, libertà di orientamento sessuale e diritto di assemblea, diritti civili e politici. Non dobbiamo nasconderci, tra amici sinceri il compito è proprio quello di essere uno specchio e portare all'attenzione dell'altro tutte le critiche costruttive necessarie, ma bisogna anche essere oggettivi e riconoscere il grande ruolo svolto dall'Egitto nella lotta al terrorismo, nella conclusione di una tregua tra Israele e Palestina che ha posto fine a un bagno di sangue, la situazione di grande fragilità economica e sociale che affligge il paese, alcuni segnali di distensione e attenzione verso le minoranze religiose. Di certo non basta, ma è già un progresso!

Streda 14. januára 2015

Per questo la tempistica di questa risoluzione non dovrebbe essere letta come un pregiudizio anticipato sulle prossime elezioni, ma interpretata come uno stimolo, un invito a un sano approccio *more for more* nell'ambito del partenariato meridionale. Se nei prossimi mesi non ci saranno i passi in avanti che sono ormai ineludibili, allora, sarà il tempo di criticare e con tutta la forza necessaria. Questa sera chiediamo invece un grande e immediato sforzo, la liberazione dei giornalisti e dei blogger detenuti nel paese, per ridare la giusta eco al vento di libertà che ne ispirò la rivoluzione.

Aymeric Chauprade (NI). - Monsieur le Président, il y a un islam acclimaté aux nations, qui inscrit les préceptes coraniques dans les cultures nationales et qui accepte que la loi des États soit supérieure à la charia. Mais il y a aussi l'islam fondamentaliste, qui refuse l'histoire, qui ne reconnaît comme nation que l'oumma et comme constitution que le Coran. Cet islam nous fait la guerre et, dans ce grand combat qui ne fait que commencer, nous avons besoin d'alliés musulmans.

Nos gouvernements européens ont détruit les forces laïques qui tentaient d'acclimater l'islam au pouvoir des États en Iraq, en Syrie, en Libye, faisant partout le jeu des islamistes. Le résultat est catastrophique. Les régimes sur lesquels nous devons nous appuyer sont confrontés à une pression islamiste considérable. Quel serait le niveau d'état de droit de la France dans la situation égyptienne quand on voit l'état de sidération du pouvoir français provoqué par trois terroristes?

Je rappelle que l'Égypte et ses forces de sécurité en particulier ont eu plus de 500 morts dans les dix-huit derniers mois. Abdel Fattah al-Sissi a lancé un appel exceptionnel venant du plus grand pays arabe. Il a demandé que l'islam lui-même soit purgé de sa violence. Il a appelé à une révolution religieuse.

Mesdames et Messieurs, il est trop facile, dans le confort de cet hémicycle, de lancer des leçons de morale à la terre entière. Le temps est venu d'avoir des alliés et d'assumer les différences politiques qu'ils ont avec nous. Ce n'est pas une manipulation de l'émotion, ce n'est pas un slogan infantilisant que les peuples attendent de nous, ce sont des choix politiques et responsables courageux.

Nous, partis souverainistes, avons fait depuis longtemps ces choix parce que notre priorité est que nos peuples vivent en paix et gardent leur civilisation.

Mariya Gabriel (PPE). - Monsieur le Président, Madame la Haute représentante, l'Égypte est un des pays qui peut jouer un rôle déterminant dans la stabilisation de la région méditerranéenne et sur bien d'autres questions, comme vous l'avez si bien appelé. J'insisterai sur cinq éléments.

Tout d'abord, j'insiste sur la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles en matière de droits fondamentaux et de libertés fondamentales. Nous savons bien que l'énumération de droits et de principes ne suffit pas. Il faut des actions concrètes, et pas seulement des promesses électorales. Mais comment faire en sorte que les autorités égyptiennes respectent réellement la constitution?

Deuxièmement, la liberté de la presse et d'expression. Ni stabilité ni sécurité ne riment avec une presse emprisonnée. Au contraire, la liberté des médias permettra l'émergence d'une société pluraliste inclusive et démocratique, car elle constitue un des instruments de dialogue au sein de la société. C'est ce dialogue qui permettra de dépasser la polarisation de la société égyptienne.

Troisièmement, il me semble que le dialogue interreligieux pourrait grandement contribuer à réduire les tensions et favoriser le pluralisme. J'encourage le gouvernement égyptien et l'Union européenne à soutenir les initiatives qui promeuvent la compréhension mutuelle et la tolérance religieuse.

Quatrièmement, le rôle des femmes. Sans la participation des femmes, la transition démocratique ne peut être que partielle. Il faut garantir leurs droits, lutter contre la violence faite aux femmes et encourager leur participation dans la prise de décisions politiques. Là encore, il nous faut des initiatives concrètes avec des résultats, avec la participation des hommes et avec la participation de l'Union.

Enfin, la lutte contre la traite des êtres humains. C'est un défi majeur auquel l'Égypte s'attaque, sur lequel nous pouvons coopérer davantage. Nous avons les instruments. Il faut maintenant les rendre opérationnels.

Streda 14. januára 2015

Voilà, les défis sont nombreux. Notre soutien doit être à la hauteur pour enfin renforcer les institutions et la société démocratique égyptienne sans lesquelles, nous le savons, aucune stabilité durable du pays n'est possible.

Richard Howitt (S&D). - Mr President, I recognise that Egypt is an important partner to the European Union, but tonight we are debating a resolution that is deliberately critical of Egypt. We want our criticisms to be heard.

The mass detention campaign in that country continues to lock up tens of thousands of people. In 2014, ten thousand people were arrested on charges of rioting, sabotage and terrorism. This is not a credible approach to justice and the rule of law. Equally, the Egyptian representative told me that it is the wrong time for us to protest on the use of the death penalty. But Egyptian courts have this year meted out preliminary death sentences to over a thousand supporters of the ousted President, Mohamed Morsi. The point is not that we oppose or agree with the previous President, but that we absolutely disagree – and always will do – with death sentences. All unwarranted detentions are wrong, but Egypt should understand that the damage to its international reputation comes with the continued detention of the three al-Jazeera journalists. No one outside the country believes them to be anything other than bonafide journalists. After the highest court of law overturned their conviction on procedural grounds, they should, frankly, be released and not retried.

My Group also condemns the attack on LGBT rights, represented by the raid on the bathhouse leading to the arrest of 26 allegedly gay people. I am relieved that these charges have now been dropped, but I emphasise that sexual rights must be respected, just like any human rights.

Finally, it is proper for us to question the status and content of the NGO bill and to insist that international foundations and donors can have a proper role in facilitating the free flow of ideas without improper interference in the political choice of the Egyptian people. Partnership should mean partnership.

Mark Demesmaeker (ECR). - Mijnheer Howitt, u neemt mij de woorden uit de mond. Drie van mijn ex-collega's van Al-Jazeera zitten nog altijd in een cel in Egypte. Ik ben gewezen journalist. Ik zal het blijven herhalen zo lang het nodig is: die mensen horen niét in een gevangenis te zitten, ze hebben gewoon hun werk gedaan en moeten naar huis kunnen gaan, zonder meer!

De controversiële wetten blijven verder afbreuk doen aan burgerlijke vrijheden. Nu is het voor ngo's verboden om fondsen uit het buitenland te ontvangen en wordt de macht van het leger fors uitgebreid. Militaire rechtbanken kunnen nu ook burgers oppakken en vervolgen op basis van de minste aanwijzingen.

Dit alles wordt gelegitimeerd in het kader van de strijd tegen het internationale terrorisme en islamisme. Dat is een strijd die belangrijk is. Maar heiligt het doel nog wel de middelen en is de remedie niet erger dan de kwaal?

Daarom, mevrouw Mogherini, ben ik blij met de nadruk die u legt op mensenrechten en zijn de parlementsverkiezingen van maart en ons toezicht daarop van cruciaal belang.

Илхан Ключюк (ALDE). - Г-н Председател, г-жо Върховен представител, колеги, днес обсъждаме ситуацията в Египет, точно една година след приемането на новата конституция на страната. Конституционният референдум бе важна първа стъпка към всеобхватен политически процес и Европейският съюз застана зад него.

Но за съжаление след провеждането на президентските избори през юни политическата обстановка в страната остана нестабилна, а методите на власт са твърде силови и несъразмерни по отношение на фактора, който ги е предизвикал. Изолацията на определена част от египетското общество от настоящия политически процес в страната ерозира държавността.

Издаването на смъртни присъди, нарушаването на човешките права, натискът върху гражданските организации и липсата на свобода на словото, довела до арест на студенти и журналисти, действа с дестабилизиращ ефект върху демократичния процес и социално-икономическата обстановка.

Streda 14. januára 2015

Редом с негативните тенденции във вътрешнополитически план, трябва да отчетем активната регионална роля на Египет. Страната успя да посредничи за спиране на войната от 2014 г. между Израел и Газа, полага усилия за диалога в Либия, дава нов импулс на разговорите с Етиопия и Судан за спорния проект „Ренесанс“, а през октомври организира международна донорска конференция за възстановяването на Газа.

Ето защо трябва да осъществим диалог и активно да сътрудним с всички представители на египетското общество.

Patrick Le Hyaric (GUE/NGL). - Monsieur le Président, Madame la Haute représentante, ce qui avait été baptisé «Printemps arabe», c'est-à-dire un mouvement populaire cherchant les chemins de l'émancipation et de la démocratie, a manqué d'un vrai soutien politique, social et culturel de la part de nos institutions européennes. C'est l'esprit de liberté et de souveraineté qui aurait dû être soutenu davantage.

Dans un contexte où des ingérences extérieures dans la région, comme l'intervention en Libye, ont libéré des forces de la barbarie fondamentaliste, l'Égypte a connu plusieurs soubresauts dans lesquels la liberté n'a pas gagné, bien au contraire.

Le musellement de toutes les oppositions et de la presse et les exécutions après des jugements de masse ne sont pas acceptables. Nous devons tendre davantage la main vers le peuple égyptien et prendre en compte la dimension régionale de ce grand pays qui a été longtemps l'un des phares culturels de la région de même qu'un élément facilitateur, particulièrement pour le dialogue israélo-palestinien.

Un processus plus suivi doit être engagé avec ce pays pour jeter les bases d'une politique de codéveloppement durable de chaque côté de la Méditerranée.

Eva Joly (Verts/ALE). - Monsieur le Président, Madame la Haute représentante, chers collègues, ce n'est pas la première fois que nous discutons ici de la situation en Égypte.

Malheureusement, et alors que certains osent encore parler de transition démocratique, la situation n'a cessé de s'aggraver. L'Égypte compte aujourd'hui plus de 15 000 prisonniers politiques dont un tiers sont des militants non religieux et 147 sont nos collègues.

En tant qu'ancienne magistrate, je ne peux que dénoncer le manque d'indépendance du système judiciaire égyptien. Une soi-disant justice, qui n'est plus que l'instrument de la répression aveugle et indiscriminée de l'État. Alors que ceux qui étaient hier aux commandes d'un système sophistiqué de corruption et d'abus de biens publics sont acquittés, de jeunes militants pacifiques, dont Yara Sallam et Sanaa Seif, sont condamnés, avec vingt-trois autres personnes, à deux ans d'emprisonnement. Leur seul crime est d'avoir manifesté afin de dénoncer des lois liberticides adoptées par le régime en place.

L'Égypte doit rapidement retrouver le chemin de la transition démocratique sous peine de laisser mourir les espoirs nés de la révolution.

Amjad Bashir (EFDD). - Mr President, Egypt is still reeling from the effect of the Arab Spring. It relies heavily on the tourist industry, and I can testify to that having been there myself. Any perception of instability or danger drives away tourists and increases poverty and despair. Sadly that industry now lies in ruin. About a year ago the country's military dictatorship issued death sentences against 188 defendants, including journalists, political opponents and innocent protesters. The trials were deeply flawed.

Freedom House, a much respected international organisation, recently issued a very disappointing report ranking Egypt as one of the worst countries in terms of free society. It noted with concern the lack of political and civil rights, and another charitable organisation, Open Doors, has stated that Egypt lacks any religious liberty. We now learn with shock and horror that the dictator Hosni Mubarak has been cleared of all charges of conspiracy in the killings of hundreds of protestors and the embezzlement of huge sums of money desperately needed by Egypt's citizens.

Egypt's record with its neighbours and especially Ethiopia is appalling. It denies them the fundamental right of access to the waters from the Nile, although in fact 85% of the water has Ethiopia as its source.

Streda 14. januára 2015

Franz Obermayr (NI). - Herr Präsident! Vorab ein herzliches Dankeschön der Frau Mogherini und ein Kompliment für ihre Ausdauer, dass sie sich die Zeit genommen hat.

Das Verfassungsreferendum von 2014 in Ägypten hat eine Verbesserung der rechtlichen Situation der Minderheiten, insbesondere auch der Christen, gebracht – aber leider nur dem Papier. Das Leben der Kopten ist nach wie vor ein sehr schwieriges. Der rechtliche und der gelebte Schutz klaffen deutlich auseinander, und weiterhin stehen Übergriffe auf koptische Kirchen und ihre Mitglieder auf der Tagesordnung.

Besonders dramatisch ist die Situation in der Region Assiut, wo Kopten laufend entführt werden, ohne Bezahlung eines Lösegeldes leider auch ermordet werden. Noch in anderen Bereichen werden die Kopten massiv benachteiligt. Nach jüngsten Studien werden Christen in vielen Bereichen wie Rechtsprechung, Ausbildung, soziale Dienstleistung und Versorgung kontinuierlich diskriminiert. Deshalb verwundert es auch nicht, dass Ägypten auch im Jahr 2014 im Weltoffenheitsindex traurigerweise noch unter den 25 Topnationen liegt.

Es ist daher die Pflicht der Europäischen Union, sich der Minderheiten, insbesondere der christlichen Minderheiten, im Nahen Osten ernsthaft anzunehmen und von Ägypten den tatsächlichen und nicht nur den rechtlichen Schutz der Christen einzufordern und für eine weitere Zusammenarbeit dies auch zur Bedingung zu machen. Denn wer sonst in Europa sollte sich um diese Minderheiten kümmern? Ich glaube, das ist unsere Aufgabe hier: Schutzfunktion zu übernehmen.

Francisco José Millán Mon (PPE). - Señor Presidente, señora Mogherini, Egipto es para la Unión Europea un socio muy importante de la vecindad mediterránea, como ya se ha dicho. Ocupa tradicionalmente un lugar de liderazgo en todo el mundo árabe, que habitualmente ha tenido en Egipto un auténtico país de referencia. La orilla sur del Mediterráneo y Oriente Próximo atraviesan hoy una situación muy difícil. Son numerosos los enfrentamientos y los conflictos que proliferan en todo este amplio espacio: pensemos en Libia, en el todavía abierto conflicto árabe-israelí, la cuestión de Gaza, la situación en Siria e Irak o el nuevo desafío que supone el EIIL.

Necesitamos, por consiguiente, un importante actor internacional y regional como Egipto que colabore con nosotros en la búsqueda de soluciones en todos estos desafíos, incluido el que supone el terrorismo yihadista, desgraciadamente tan de actualidad estos días.

Necesitamos a Egipto para el restablecimiento de la paz y la estabilidad que pide toda esa región. Señorías, creo que Egipto sabe perfectamente que entre las señas de identidad irrenunciables de la Unión Europea se encuentran lo que llamamos el Estado de Derecho, la democracia pluralista, la división de poderes y el respeto de los derechos humanos y libertades individuales, incluidas la igualdad y la no discriminación. Para nosotros, son valores que consideramos universales y nos gustaría que sean compartidos y disfrutados también por todos los egipcios.

La nueva Constitución egipcia recoge estos derechos pero, desgraciadamente, como ya se ha dicho, no ha habido el desarrollo legislativo necesario para su implementación, mientras que se mantienen además leyes que no están en línea con ese texto constitucional.

Por consiguiente, el Parlamento que nacerá de las elecciones del próximo mes de marzo tendrá una importantísima tarea legislativa que desarrollar. Espero que esas elecciones discurran en un clima de diálogo y apertura, y sean lo más inclusivas posible.

Egipto es un socio relevante de la Unión. Debemos ayudarle en su proceso de transición hacia la democracia y también ayudar a los numerosos ciudadanos egipcios que todavía tienen ante sí muy numerosos problemas.

Josef Weidenholzer (S&D). - Herr Präsident! Es besteht kein Zweifel, dass die Entwicklungen in Ägypten für Europa von elementarer Bedeutung sind, und es ist nicht gleichgültig, was in diesem bevölkerungsreichen und wirtschaftlich potenten Mittelmeeranrainerstaat vor sich geht.

Natürlich ist Stabilität und Berechenbarkeit im Interesse aller Seiten und es ist auch wertzuschätzen, dass sich Ägypten darum bemüht. Stabilität muss aber auf Nachhaltigkeit ausgerichtet sein. Die Politik der gegenwärtigen Regierung As-Sisi, die durch einen Militärputsch an die Macht gelangt ist, ist leider vorrangig an kurzfristigen Resultaten orientiert. Sie bedeutet eine mehr oder minder unverblühte Fortsetzung der bis zum Arabischen Frühling bestehenden Repressionspolitik.

Streda 14. januára 2015

Zivilgesellschaftliche Aktivitäten, egal ob sie aus dem säkularen Sektor oder den Kreisen der Muslimbruderschaft kommen, werden mit autoritären Mitteln unterdrückt. Die rechtliche Grundlage stellt ein Gesetz vom Dezember 2013 dar, das sich euphemistisch das Recht auf öffentliche Versammlungen, Umzüge und friedliche Demonstrationen nennt. Dazu kommt die Praxis, Zivilisten immer häufiger vor Militärgerichte zu stellen.

Alle Maßnahmen, die auf dieser Basis gesetzt werden, tragen dazu bei, dass Unzufriedenheit um sich greift und damit genau das Gegenteil dessen bewirkt wird, was man eigentlich erreichen will: Stabilität gerät dabei immer mehr ins Wanken. Zudem sollte Ägypten daran erinnert werden, dass es sich in seiner per Referendum beschlossenen Verfassung ausdrücklich dazu verpflichtet hat, alle internationalen Menschenrechtsübereinkommen einzuhalten.

Dawid Bohdan Jackiewicz (ECR). - Panie Przewodniczący! Chciałbym zwrócić Państwa uwagę na szczególną sprawę, na sytuację Koptów, egipskich chrześcijan, którzy stanowią 10% populacji Egiptu i są najliczniejszą chrześcijańską mniejszością na Bliskim Wschodzie. W ostatnich tylko kilkunastu miesiącach w Kairze zaatakowanych zostało wiele kościołów, szkół i domów koptyjskich. Przejawem dyskryminacji na tle religijnym w dalszym ciągu jest m.in. brak dostępu do wysokich stanowisk w administracji, wojsku, blokowanie budowy kościołów, ale także oznaczanie sklepów koptyjskich czarnym znakiem „x”, aby odróżnić je od sklepów muzułmańskich. Członkowie duchowieństwa, jak też działacze koptyjscy bezskutecznie zwracali się do władz Egiptu z prośbą o zapewnienie im ochrony.

Co więcej we wrześniu 2013 r. to właśnie służby bezpieczeństwa zaatakowały wioskę Jabal Al-Deir, spłądowały ją, a mieszkańców pobito. Zaznaczam na tym przykładzie, że to nie Bractwo Muzułmańskie było odpowiedzialne za ten atak, ale właśnie funkcjonariusze państwowi. Jest to bez wątpienia efekt islamizacji kraju za rządów Mursiego, która doprowadziła wręcz do zmiany konstytucji i do ustanowienia Egiptu państwem islamu. Dziś funkcjonariusze państwowi, których obowiązkiem jest ochrona wszystkich obywateli, prześladują ich za wyznania religijne inne niż islam. Nadszedł czas, aby społeczność międzynarodowa przestała przymykać oczy na prześladowania chrześcijan w Europie i głośno, zdecydowanie opowiedziała się za ich prawami. O to właśnie apeluję do pani komisarz Mogherini.

Ivo Vajgl (ALDE). - Našli ste prave besede v uvodu, pravo ravnotežje med pomembnostjo države Egipt, tudi za nas, tudi za regionalni mir, za stabilnost, in seveda med našimi pričakovanji od takšne države. Mi se ne moremo odreči najvišjih pričakovanj, ko gre za uresničevanje pravne države, človekovih pravic – individualnih in kolektivnih.

Vendar pa, ko pišemo resolucije – in rekel bi, da je ta naš dokument nekoliko ostrejši, kot si ga mogoče Egipt zasluži v tem trenutku in kot si ga mi želimo –, ko pišemo takšne resolucije, moramo vedeti, da takšno državo, kot je Egipt, na Bližnjem vzhodu potrebujemo. Na turbulentnem Bližnjem vzhodu.

In moramo znati ceniti potencial, ki ga takšna država lahko pomeni pri reševanju stabilnosti, boju proti terorizmu in celi vrsti drugih strateških interesov naše celine in sveta. Zato mislim, da je prav, da pričakujemo, tudi v Egiptu, da se bo razvijal v demokratično smer, da bo uresničeval svojo ustavo in da bo imel demokratične volitve z izvoljenim parlamentom.

Lynn Boylan (GUE/NGL). - Mr President, as we heard yesterday, the Egyptian Foreign Minister has said there is a possibility that the three al-Jazeera journalists could be pardoned. I would ask you to spare a thought for their cellmate, Irish teenager Ibrahim Halawa, who has been imprisoned without trial since August 2013.

Ibrahim, at 17, was a child when first arrested following the protests in Cairo and has since been deemed a prisoner of conscience by Amnesty International and Reprieve. Denied urgent medical attention for a gunshot wound to his hand following the protest, he is now permanently disfigured. He has been badly beaten and subjected to solitary confinement in prison. His trial has been postponed three times and today he still faces a mass trial, along with 493 other prisoners with whom he has been jointly charged, despite a complete lack of evidence. I would like to take this opportunity to remind the High Representative of my requests to meet to discuss Ibrahim's case and the urgent need for his immediate and unconditional release.

Alyn Smith (Verts/ALE). - Mr President, I think we are all agreed that Egypt is a vital strategic partner within the region. I think we are also agreed, as we say in this resolution, that Egypt has a considerable way to go in meeting our norms, and we have a duty to the Egyptian people to be frank about the shortcomings in their governance. We have a duty to the Egyptian people, who took such enthusiastic part in the Arab Spring and the revolution, not to dash their hopes and let them down. Ms Mogherini, I am very impressed by your comments, as ever, this evening. You have a common agenda with us and I hope that we are in a position to strengthen you in your dealings with the Egyptian authorities.

Streda 14. januára 2015

I would echo the previous comments made about political prisoners, journalists, LGBT people, and particularly the NGO rule as NGOs in Egypt are now in a very dangerous position. I would also specifically raise with you paragraph 17, in which we call on Egypt to cooperate with all UN human rights external organisations and mechanisms, and paragraph 6, where we go one better and call on Egypt to ratify the Rome Statute and start the process towards accession to the International Criminal Court. Have you raised that point with them? What would be your attitude towards it? It strikes me as a worthwhile effort to encourage them in that direction.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). - Κύριε Πρόεδρε, η απειλή η οποία προέρχεται από την τρομοκρατική δραστηριότητα των τζιχαντιστών είναι πολύπλοκη και πολυδιάστατη. Οι ομάδες που πραγματοποιούν τις τρομοκρατικές επιθέσεις στις μεγάλες ευρωπαϊκές πόλεις δεν αποτελούνται μόνον από κατοίκους των πόλεων αυτών. Έχουν συνεργάτες και ομοϊδεάτες σε μουσουλμανικές χώρες της νότιας κυρίως γειτονίας της Ευρώπης.

Εάν επιθυμούμε να περιορίσουμε ή να εξαλείψουμε το φαινόμενο αυτό, θα πρέπει να βοηθήσουμε τις κυβερνήσεις των χωρών αυτών να απαλλαγούν από τους τζιχαντιστές στην χώρα τους, ούτως ώστε να μη μπορούν αυτοί να έρχονται στην Ευρώπη. Για να το επιτύχουμε αυτό θα πρέπει να τους βοηθήσουμε να βρουν την χρυσή τομή ανάμεσα στην ασφάλεια και στην προστασία των ανθρωπίνων δικαιωμάτων.

Μία από αυτές τις χώρες για τις οποίες η τζιχαντική τρομοκρατία αποτελεί απειλή είναι η Αίγυπτος. Εκεί, οι τζιχαντιστές δολοφονούν, πραγματοποιούν απαγωγές και στοχοποιούν χριστιανούς ιερωμένους, κυρίως τους ελληνορθόδοξους μοναχούς των Μονών του Όρους Σινά. Για αυτό και το κράτος αντιμετωπίζει τον κίνδυνο αυτόν τόσο με νομοθετικά μέσα όσο και με στρατιωτικά μέσα. Στο σύνταγμα της χώρας χαρακτηρίζονται ως εγκλήματα η τρομοκρατία και η διακίνηση ατόμων. Συνεπώς, η συνεργασία της Ευρωπαϊκής Ένωσης με την Αίγυπτο θα συμβάλει στο να αντιμετωπισθεί η τρομοκρατία εκεί και να αισθανόμαστε περισσότερο ασφαλείς εμείς στην Ευρώπη.

Davor Ivo Stier (PPE). - Gospodine predsjedniče, jasno je da Europska unija mora podržati stabilnost Egipta, a isto tako, podržati i potaknuti daljnji razvoj procesa demokratizacije zemlje. Ta dva spektra nisu kontradiktorna, nego komplementarna. Izgradnja učinkovitih, inkluzivnih institucija, promocija dobre vladavine, poštivanje ljudskih prava, borba protiv korupcije moraju biti prioritet u suradnji s Egiptom, pogotovo ako to gledamo i sa spektra europske politike razvoje suradnje. Bez napretka u izgradnji vladavine prava je nemoguća učinkovita borba u protiv terorizma i radikalizma koji su u ovom trenutku doista glavna prijetnja za stabilnost i razvoj Egipta.

Kratkoročno, prioritet mora biti osigurati stabilnost zemlje, jer je to za Europsku uniju od strateške važnosti, ako želimo spriječiti stvaranje pojasa kaosa na južnom Mediteranu, od Sirije do Libije koji bi najizravnije ugrožavao sigurnost našeg kontinenta. Ali isto tako smatram da je dobro, da je potrebno upozoriti na demokratske deficite, na nedostatke u Egiptu i to ćemo, između ostalog, učiniti izglasavanjem ove rezolucije.

Jeppe Kofod (S&D). - Hr. formand! Mange tak til Federica Mogherini for klart at tale om de helt grundlæggende og store udfordringer, vi står over for, hvad angår menneskerettigheder og demokrati i Egypten. Jeg er selv lige vendt hjem fra Egypten efter at have talt med politiske partier, med pressen, med ngo'er, med medier og med tænketanke, og beskeden fra Kairo er helt klar: Nu må EU vise, at vi tager menneskerettigheder, demokratikamp, ytringsfrihed og mediefrihed alvorligt. Det, vi ser i øjeblikket, er, at præsident al-Sisis greb om civilsamfundet, om demokratiet, om menneskerettighederne er så hårdt, at mennesker ikke kan få lov til at ytre sig, at folk bliver kastet i fængsel, og man ser sig om mod resten af verden for at se, om vi kan hjælpe.

Vi vil ikke have en situation i Egypten, hvor det, der var det arabiske forår mod demokrati, menneskerettigheder og større åbenhed, i realiteten blot bliver et generationsskifte i militærstyret. Det er der mange, der frygter i øjeblikket. Mange siger, at situationen er værre end under Mubarak. Derfor opfordrer jeg til, at man klart fra EU's side kræver en ændring af straffelovens artikel 78, således at menneskerettighedsaktivister og politiske modstandere ikke f.eks. risikerer livsvarig fængsel for at modtage udenlandsk støtte. Dette burde ikke kunne lade sig gøre. Vi skal gøre op med den situation, der er i Egypten.

Jan Zahradil (ECR). - Pane předsedající, paní Mogheriniová, vláda prezidenta as-Sísího je určitě daleko od toho, aby mohla být považována za ideální. Na druhou stranu je to vláda, která zabránila chaosu, která zabránila ekonomickému rozvratu, která zabránila kolapsu státu. A ukazuje se, že v zemích arabského jara, v zemích Maghrebu a Mašreku, vlastně máme dvě možnosti. Jedna možnost je vláda pevné ruky tak, jak to předvádí prezident as-Sísí, druhá možnost je spojení parlamentní demokracie s převládajícím ideologickým a náboženským směrem v zemi, tedy s islámem tak, jak to předvádí třeba Tunisko nebo Maroko, vlastně nejlepší příklad toho je samo Turecko.

Streda 14. januára 2015

Samozrejme, že tá druhá cesta je lepšia než tá prvá, ale mali bychom si ako Evropané zvyknúť, že ani jedna z týchto ciest nevedie a nepovedie k tomu západnému modelu demokracie, na ktorý sme zvyklí, vrátane dodržiavania všetkých ľudských a občanských práv. V každom prípade ale obe tieto cesty sú pořád lepší, a to rádovo lepší, než to, čo vidíme v Iraku, Libii alebo Sýrii. A s tým bychom mali počítat, mali bychom s tým pragmaticky pracovať a ja verím, že pani Mogheriniová, pretože sa týmto témom zabývala, to zvládne.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL). - Señor Presidente, en 2010 millones de egipcios y egipcias ocuparon la plaza Tahrir y las calles de todo Egipto reclamando derechos sociales y libertades.

Cuatro años después asistimos a una oleada de represión en el país, con más de ochocientos muertos en la masacre de la plaza Raba y detenciones de miles de personas, condenas a muerte en macrojuicios masivos, encarcelamiento y represión de opositores, sindicalistas, periodistas, estudiantes y activistas, detenciones y opresión por razón de género u orientación sexual.

Valoramos los llamamientos del Presidente Al Sisi a la moderación de los imanes en su discurso y también el positivo intento de parar la masacre israelí contra la población palestina. Instamos a Egipto a que abra el paso de Rafah para poder aliviar el sufrimiento de los palestinos encarcelados a cielo abierto en la franja de Gaza. Pero no se pueden cerrar los ojos ante la situación de los derechos humanos en el país priorizando las razones de carácter estratégico.

El ejército egipcio vuelve a recibir financiación de los Estados Unidos. El FMI reanuda sus contactos y la Unión Europea parece más preocupada por profundizar en el libre comercio con el país. Esto ya sucedió en el pasado. No debemos repetir la historia. El futuro de Egipto debe estar en manos del pueblo egipcio, sin injerencias. Estas injerencias tampoco pueden ser de la Unión Europea.

Klaus Buchner (Verts/ALE). - Herr Präsident, sehr geehrte Hohe Vertreterin! In Ägypten werden zurzeit die Menschenrechte in dramatischer Weise mit Füßen getreten. Deshalb beschließen wir ja morgen auch die Entschließung. Aber das allein genügt nicht. Die Situation ist so, dass die Muslimbrüder mit aller Macht versuchen, wieder an die Regierung zu kommen. Sie machen bewaffnete Demonstrationen, morden und entführen.

Wichtiger ist auch, dass ein großer Teil der ägyptischen Bevölkerung hungert. Und das ist die Chance für die Muslimbrüder, die eine minimale Hilfe leisten und deshalb großen Zuspruch bekommen.

Deshalb meine dringende Bitte: Es darf nicht bei dieser Entschließung bleiben, sonst wird sie nichts bewirken. Wir müssen die Gründe für die Schwierigkeiten annehmen und müssen die Hilfen für die Regierung aufstocken, sodass die Wirtschaft wieder in Schwung kommen kann. Deshalb meine dringende Bitte an Sie, Hohe Vertreterin: Schauen Sie, dass die Mittel aufgestockt werden, damit die Wirtschaft wieder in Schwung kommen kann.

Bogdan Brunon Wenta (PPE). - Panie Przewodniczący! Pani Wysoka Przedstawiciel! Fala arbitralnych aresztowań, prześladowań przypadków tortur wobec zwolenników byłego prezydenta Mursiego i innych dysydentów są dowodem na pogarszającą się sytuację praw człowieka w Egipcie. Powszechnie są również doniesienia o znikaniu ludzi zatrzymanych przez policję i wojsko. Egipski wymiar sprawiedliwości doznał poważnych porażek w ciągu ostatniego roku, kiedy ogłoszono kilka politycznie umotywowanych wyroków. Seria masowych wyroków śmierci po rażąco niesprawiedliwych procesach wobec zatrzymanych oskarżonych o przemoc ujawnia wady wymiaru sprawiedliwości. W wielu przypadkach oskarżeni nie byli obecni na rozprawach, a prawnikom wielokrotnie uniemożliwiano zaprezentowanie linii obrony i przesłuchanie świadków.

Egipski wymiar sprawiedliwości pokazał ze strasznymi konsekwencjami, że nie jest w stanie wymierzać sprawiedliwości. Pomimo powtarzanych obietnic obecnego i poprzedniego prezydenta o respektowaniu rządów prawa, w ciągu ostatniego roku przerażające naruszenia praw człowieka były kontynuowane na niewyobrażalną skalę. Równocześnie służby bezpieczeństwa otrzymały przyzwolenie, aby bezkarnie te prawa łamać.

Streda 14. januára 2015

Na wszystkich poziomach Egipt pokazuje, że zawodzi pod względem praw człowieka. Dlatego Unia Europejska nie może godzić się na ich łamanie. Kluczowe w tej kwestii jest zdecydowane działanie i odwrócenie tej sytuacji poprzez rozpoczęcie niezależnego bezstronnego śledztwa w sprawie wszystkich doniesień o naruszeniach praw człowieka i wysłanie silnego przekazu, że łamanie tych praw nie będzie tolerowane.

Afzal Khan (S&D). - Mr President, after the military takeover, violations of human rights have reached alarming proportions in Egypt. The current Government led by President Sisi has undermined the democratic journey of Egyptians and is making the issue of radicalism worse by the day. More oppressive Sisi-led government policies will result in more support for ISIS. A quarter of the Middle East lives in Egypt, so what happens there will affect the rest of the region.

Unlawful killing, imprisonment, torture – targeting journalism in particular, as witness the case of the treatment of Al Jazeera's three reporters, who need to be released immediately – and the stifling of civil society are now regular in Egypt. Those responsible for human rights abuses must be held accountable for their actions. The EU cannot turn a blind eye to what is happening. It must use all its available tools to stop this. We must stand in solidarity with the detainees and harassed civil society in Egypt. Only by building a truly pluralistic society that is respectful of the diversity of views can we ensure long-term stability and security in Egypt.

Ангел Джамбазки (ECR). - Г-н Председател, колеги, г-жо Комисар, ситуацията в Египет продължава да бъде особено обезпокоителна. В резултат от вълната от метежи, известни като Арабска пролет, правителството в Кайро беше свалено след вълна от насилие и кръвопролития. Арабската пролет се превърна в дълга ислямистка зима и заплахата една от най-големите арабски държави да бъде превзета и овладяна от ислямисти все още е актуална. Мюсюлмански братя е ислямистка организация, една от първите такива в новото време.

Те са в тесни връзки с останалите ислямистки бойни групи и са основна заплаха за мира и сигурността в региона. По време на ислямистките метежи в Египет бяха избити и изгонени стотици хиляди християни, копти и православни и бяха разрушени техни градове, имуществата и домове. Все още са под заплаха и християнски светини.

Ако овладеят властта в Египет, Мюсюлмански братя ще представляват сериозна военна заплаха за Европа и държавата Израел и ще се превърнат в поредното звено от ислямистката атака срещу Европа и нашата цивилизация, редом с Хамас, Ислямска държава, Боко Харам, Аш Шабаб ал муджахедин, Съвета на ислямските съдилища, Ал Кайда и други.

Не случайно е сътрудничеството между Мюсюлмански братя и неосоманисткия и проислямистки режим на президента Ердоган в Турция.

Уважаема г-жо Комисар, моят въпрос към Вас е: Какво прави комисията, за да подкрепи днешното правителство в Египет и да се противопостави на ислямистката заплаха на Мюсюлмански братя?

Miguel Viegas (GUE/NGL). - Passados quatro anos de ilusões, com inúmeras atrocidades cometidas contra a população, temos novamente à frente da mais populosa nação árabe aqueles que, na prática, nunca deixaram de mandar no Egito. As forças armadas egípcias são, de facto, a instituição mais poderosa do país e o Ocidente sabe disto. Não é por acaso que o regime egípcio foi largamente suportado pelos Estados Unidos com um subsídio médio anual de 1,8 mil milhões de dólares que dura há décadas. Apenas Israel e a Colômbia recebem mais. Ao mesmo tempo que o governo vai às compras para abastecer o seu exército, o povo tem fome de pão e sede de democracia e de direitos sociais. O nosso apelo é para que deixem aquele povo decidir o seu futuro e cessem de apoiar as oligarquias locais em função dos interesses geoestratégicos do Ocidente.

Francesc Gambús (PPE). - Señor Presidente, señora Vicepresidenta, en enero de 2012 una revolución popular derrocó a Mubarak. Egipto se sumaba a la primavera árabe, una primavera a la que no ha seguido el verano. Y es que las realidades complejas siguen empecinándose en resistirse a las soluciones simples.

La sociedad egipcia era compleja en tiempos de Mubarak, era compleja en tiempos de Morsi y es compleja en tiempos a Al-Sisi. Y en su complejidad, Egipto era y es un pueblo amigo de la Unión Europea, porque siempre ha sido un elemento de moderación y equilibrio que ha sintonizado y sintoniza con los objetivos y las ambiciones de la Unión en Oriente Próximo.

Streda 14. januára 2015

Eso no significa que, ante determinadas medidas tomadas que socavan los derechos humanos y las libertades, no debamos alzar la voz para hacer saber a Egipto que debe rectificar y volver a la senda del afianzamiento democrático y el Estado de Derecho. Al contrario, hay que poder decirse con la franqueza de los amigos, pero también con la comprensión y la calidez de quien quiere que el amigo siga siendo amigo —mejor amigo, si cabe—. Y ahí tenemos un programa de vecindad al que hay que dar todo el sentido.

Entiendo y comparto la preocupación del Parlamento sobre el devenir de los acontecimientos en Egipto, igual que aprecio síntomas de mejoría —y ahí tenemos las elecciones de marzo como una oportunidad—. Por ello, les confieso que tengo mis dudas sobre la necesidad de una tercera resolución del Parlamento Europeo en menos de un año sobre la situación en Egipto, especialmente en estos momentos.

¿Hay que ser enérgicos con Egipto? ¿Hay que hacer lo necesario para que Egipto sea una democracia con todos sus estándares? Sí, claro, como en todos los lugares del mundo. Pero es fundamental poder hacerlo sin estropear ese gran motor de moderación y equilibrio que ha sido y debe seguir siendo Egipto en la región.

Pier Antonio Panzeri (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, sappiamo tutti che l'Egitto è un paese chiave nella regione, un paese che ha giocato e può giocare un ruolo importante. La vicinanza al focolaio dello Stato islamico rende maggiormente delicata la posizione di questo paese e credo che dobbiamo esserne consapevoli e usare il giusto equilibrio nel posizionamento politico.

Per questo, non ho dubbi nell'affermare che è decisivo che si concluda positivamente in Egitto il processo di transizione democratica, perché è la migliore risposta che può essere fornita alle sfide di oggi, in particolare quelle poste dal terrorismo, e non quella invece di limitare la libertà e i diritti, ma al contrario di consolidare democrazia e diritti. In definitiva, proprio perché riteniamo l'Egitto importante nel quadro regionale, abbiamo bisogno di un Egitto che assuma i principi democratici come elemento costitutivo della sua azione futura.

Fernando Ruas (PPE). - Pela importância que o Egito representa é natural que acompanhemos a sua situação com preocupação. Nesta secular nação prevalecem ainda alguns dos problemas que levaram à revolução primaveril de janeiro de 2011.

De facto, o elevado desemprego jovem, o desemprego das mulheres, a pobreza crescente, a elevada iliteracia, as tensões religiosas e as dúvidas e sérias preocupações que são expressas pela comunidade internacional sobre o estado geral da democracia e do Estado de direito fazem ainda parte da realidade do mais populoso país árabe.

Contudo, e apesar deste cenário, olhamos com esperança para o futuro do Egito e dos egípcios. Desde logo porque brevemente teremos eleições legislativas, o que implica sempre a abertura de novas janelas de oportunidade, num cenário de maior estabilidade política. Depois porque se evidencia uma recuperação económica que poderá levar o PIB a crescer 3,5% em 2015.

Espera-se, agora, das autoridades egípcias o escrupuloso respeito pelos princípios universais a que se obrigaram e naturalmente que esperamos da União Europeia, através da Sr.^a Alta Representante, um olhar atento sobre o processo eleitoral e uma atenção redobrada no âmbito da aplicação da política europeia de vizinhança.

Ana Gomes (S&D). - A liderança egípcia tem uma escolha a fazer: quer integrar a comunidade internacional como Estado de Direito e ser um ator responsável na região do Médio Oriente e Norte de África ou quer manter um Estado opressor do seu povo, pondo na prisão jornalistas, incluindo os da Al Jazeera, ativistas políticos e de direitos humanos, homossexuais, enquanto liberta o corrupto ditador Mubarak. O Egito pode ter hoje uma Constituição que fala em direitos humanos, direitos das minorias, direitos das mulheres, mas essa Constituição não está a ser aplicada. Esses direitos elementares estão a ser grosseira e massivamente violados. A justiça não funciona independentemente.

Streda 14. januára 2015

No Mediterrâneo, e além dele, bem precisaríamos de um Egito forte, influente, credível. Mas isso não se consegue estrangulando a democracia. Pelo contrário, cada Mubarak fabrica o seu Morsi e eles reaparecerão mais tarde ou mais cedo. A escolha europeia é mais por mais. Tem um reverso: é menos por menos. Perderemos todos no Mediterrâneo e além dele se da grandeza dos faraós, do iluminismo islâmico da Al-Azhar, da esperança renascida na Praça Tahrir pouco restar no Egito hoje amordaçado pelo General Al-Sisi.

Ελένη Θεοχάρους (PPE). - Κύριε Πρόεδρε, φυσικά υπάρχει τεράστιο δημοκρατικό έλλειμμα στην Αίγυπτο, μια χώρα που διαδραματίζει πρωταγωνιστικό ρόλο στη Μεσόγειο και στον αραβικό κόσμο και συνιστά εταίρο της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Σήμερα η Αίγυπτος δίνει τη μάχη μαζί με τη Δύση ενάντια στην τρομοκρατία και μπορεί να αποτελέσει σταθεροποιητικό παράγοντα της περιοχής μαζί με την Κύπρο, το Ισραήλ και την Ελλάδα. Αποτελεί σημαντικό εταίρο σε ζητήματα ασφάλειας και ανάπτυξης. Ειδικά σε μία περίοδο όπου οι πολιτικές επενδύσεις της Ευρωπαϊκής Ένωσης στην δικτατορική Τουρκία του Ερντογάν καταρρέουν.

Από κοινού οι χώρες της Ανατολικής Μεσογείου μπορούν να αποτελέσουν πηγή ενέργειας για την Ευρωπαϊκή Ένωση. Συνεπώς, η στενή συνεργασία της Ευρωπαϊκής Ένωσης με την Αίγυπτο χαλά τους σχεδιασμούς των φανατικών ισλαμιστών, ειδικά μέσα από την ενίσχυση των δημοκρατικών θεσμών και των θρησκευτικών ελευθεριών, όπως και η έκθεσή μας εισηγείται. Να μη ξεχνάμε ότι κανείς δεν είναι τέλειος και ακόμη και μέσα στην Ευρωπαϊκή Ένωση έχουμε δημοκρατικά ελλείμματα. Αλλά η Αίγυπτος χρειάζεται τη στήριξη και την ενίσχυση της Ευρωπαϊκής Ένωσης για να αναπτύξει τη δημοκρατία της και να την κάνει καλύτερη. Η σταθερότητα στη χώρα θα συμβάλει στη βελτίωση της δημοκρατίας, στην ενίσχυση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, στην καταπολέμηση της τρομοκρατίας, στη σταθερότητα της περιοχής.

Neena Gill (S&D). - Mr President, as we have already heard this evening, Egypt's High Court yesterday overturned the only remaining conviction against the former President Mubarak. Given that earlier charges for killing protestors have been scrapped as well, four years of hard sacrifices made by the Egyptian people seem to have been in vain, all the more so given that, under President Sisi, hundreds are sentenced to death in mass trials, activists are punished for peaceful protests and NGOs are facing stiff repression.

In August 2013, around 1000 peaceful protestors were killed in events that were on a par with what happened in Tiananmen, but unlike Tiananmen the world does not know the names of those squares. This crackdown is only pushing greater numbers into the arms of the terrorist organisation so, if we fail to act, this will ultimately hurt Egyptians as well as EU citizens. I would like to ask the High Representative what her strategy is on this. Given also that western technology and equipment are enabling the authorities to repress citizens, a useful first step would be to consider whether there ought to be a ban on exports of such items to Egypt and similar countries.

Monica Macovei (PPE). - Domnule Președinte, în ultimul an, în Egipt, peste 16 000 de oameni au fost arestați, inclusiv cei care au ieșit în stradă să protesteze. Mulți au fost condamnați la moarte. Asistăm la condamnări în masă tot mai frecvente, jurnaliști sunt arestați, după cum știm cu toții, și mare parte a populației trăiește în foamete și nu are niciun fel de tratament medical în caz de nevoie. Este inacceptabil și trebuie să fim fermi față de Egipt! Ajutăm autoritățile din Egipt numai dacă respectă drepturile omului, dacă opresc execuțiile și condamnările la moarte, dacă eliberează prizonierii politici. Dacă Egiptul este un partener important pentru Uniunea Europeană, cum s-a tot spus astăzi în plen, atunci da, Egiptul înseamnă în primul rând oamenii, oamenii care suferă și care astăzi așteaptă ajutorul nostru.

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. - Mr President, I thank everybody very much for the debate and also for your signs of appreciation of my being here in this plenary. I have to say at the ninth hour that I really think you need to review the working procedures of this plenary – not for me but for you.

For me it is not just a duty; I do not know what you are used to but for me it is normal to be in the room when there is a debate concerning my issues. It is also often very interesting and a pleasure to listen to the debate because I think this feeds into my work most usefully. Let me also say that I will be here tomorrow morning too so we will meet each other again, those of you who are here, and that means that when I said during my hearing that I will work with Parliament, I meant it, and I find it also normal.

Streda 14. januára 2015

So no need to compliment me on that. That is just my duty and that is just normal. But, I really encourage the Presidency to work on a more rational way of holding parliamentary work, for the sake of the parliamentary work itself.

Having said that, I believe that the discussion on Egypt tonight – obviously this is the only one I have attended out of the three you have had over the last year – has been a good sign of the balance between two different things. On the one hand, there is the regional role that Egypt can play – and has played – when you talk about the Middle East crisis, and can play even more on many different issues that are also core issues for our regional and foreign policy. On the other hand, there is Egypt's internal transition, which is something that we need to support and encourage – and encourage to move in a certain direction, the direction that you mentioned of full respect for their own commitment and their own Constitution. And it is a transition.

I would not agree with those of you who said that the Arab Spring has turned into an Islamic winter. First of all, the Islamic winter would not exactly be the case in Egypt. We might discuss whether that were an Islamic autumn or a non-Islamic winter but when we apply these categories to Arab countries we are being a little bit ungenerous.

It took many decades, if not centuries, for Europeans to go through transitions, and our transitions were also painful, non-linear, contradictory, sometimes difficult, and history is like that. So it is difficult to imagine now what the outcome will be but I would not declare closed after just a few years a season that was encouraging and full of hope in the Arab world.

And among the Arab Spring experiences we have certainly some – and I would say many – success stories, whether the institutional transitions that were positive ones, as in the case of Tunisia and others, or the rising up of civil society movements that are really of value for the countries and societies concerned. So I think we need to develop a more complex reading of the situation there.

I shall not respond to all the questions that you have raised – partly because that would probably take another nine hours and that would definitely be too much – but I want to mention two things. The first concerns a specific case raised by a Member who has now left the room, but I still want to mention it because I discussed this case just the day before yesterday in Dublin with the Irish Foreign Minister, and that is the case of Ibrahim Halawa, an Irish citizen who is in detention in Egypt. We are following the case and I wanted to inform you that I am following it closely, not only with the services and the delegation there, but also with the Irish authorities, and we discussed it just the day before yesterday.

Secondly, to those of you who asked me if I have raised one or another issue with the Egyptian authorities, I want to inform you that I still have not had an official meeting with the Egyptian authorities in my first two months in post. I have had the opportunity to meet with the Egyptian President and the Foreign Minister in a different capacity on several occasions, but not yet in my current position.

Obviously there are a number of things that we are passing as messages, through our services, but I also want to give you the news that, yes, I will be planning and looking for an early date for official meetings with the Egyptian authorities because, following the suggestions made by a large majority of you, we need to find this balance of encouragement and engagement with Egypt at a direct level and I will be more than ready to do so in the near future.

Presidente. - La discussione è chiusa.

Vi comunico che le proposte di risoluzione presentate conformemente all'articolo 123, paragrafo 2, del regolamento saranno notificate successivamente.

La votazione si svolgerà domani, giovedì 15 gennaio, alle 12.30.

Before the next and last debate, I want to thank you for your work today, Vice-President Mogherini. This link with the Commission and the Council is crucial for the European Parliament. Thank you very much for your engagement.

Streda 14. januára 2015

Credo che la dimostrazione che ha dato oggi faccia onore a Lei e all'istituzione che rappresenta. Avendo lavorato parecchi anni, anche su quei banchi, conosco quanto sia difficile, ma anche importante per il Parlamento, avere interlocutori attenti e responsabili.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – Egypt is a country rightly proud of its historical and cultural traditions. It is dependent upon tourism for the growth of its economy. But recent events, and the erosion of civil liberties and human rights, have led to a decline in the tourist industry. Who is harmed by this? It is not the government, or those in power in Egypt, but the people of that country who lose much of their source of income. Death sentences issued to 188 defendants appear to have been handed down in many cases for non-lethal offences and without what we might consider a fair trial. I hope that Egyptian authorities will reconsider the direction in which their administration is travelling.

Edouard Ferrand (NI), *par écrit*. – Le 6 janvier dernier, le président égyptien Al Sissi a assisté à la messe Noël à la cathédrale Saint-Marc du Caire en présence du patriarche copte Tawadros II. Mers chers collègues, quel geste fort et inédit! Que de chemin parcouru! Car faut-il rappeler qu'en 2011, la nuit du Nouvel An avait été ensanglantée par un attentat contre une église d'Alexandrie qui avait fait des dizaines morts parmi les fidèles. S'en suivit une violente persécution des Coptes organisée, entre autres, par les Frères musulmans portés par un «Printemps arabe» qui avait toutes les faveurs du Parlement européen. Je concluais par ces mots du Président Al Sissi: «Il est important que le monde nous voie comme “des Égyptiens”; et vous noterez que je ne dis que “des Égyptiens”. Il n'est pas acceptable que quelqu'un demande: tu es un Égyptien de quelle religion?» Voilà un message de paix, de tolérance qui mérite notre soutien sans faille, à plus forte raison depuis les attentats islamistes terroristes qui ont frappé mon pays.

11. Prípád dvoch talianskych „marò“ (rozprava)

Presidente. - L'ordine del giorno reca la dichiarazione del Vicepresidente della Commissione/Alto rappresentante dell'Unione per la politica estera e di sicurezza comune sul caso dei due marò italiani (2014/2512(RSP)).

Federica Mogherini, VPC/HR. - Signor Presidente, onorevoli colleghi, vorrei innanzitutto ringraziare i parlamentari per questa discussione, non solo opportuna, ma necessaria, e per i loro contributi al dibattito. L'Unione europea ha seguito il caso dei due fucilieri di marina italiani, Massimiliano Latorre e Salvatore Girone in costante contatto con il governo italiano e le autorità indiane fin dall'inizio della loro detenzione in India, nel febbraio 2012.

Prendiamo atto con soddisfazione oggi della decisione assunta dalla Corte suprema indiana di prorogare il permesso di malattia per Massimiliano Latorre, che tiene giustamente conto delle ragioni umanitarie e del grave stato di salute del militare che ha imposto serie e urgenti cure mediche in Italia. Contiamo sul fatto che questa decisione possa segnare l'inizio di un percorso per trovare finalmente una soluzione rapida, definitiva, equa e condivisa al caso di entrambi i militari italiani, di Massimiliano, ma anche di Salvatore.

Allo stesso tempo dobbiamo sottolineare purtroppo come finora, nonostante i numerosi tentativi, non vi è stato alcun tipo di progresso. Dunque, comprendiamo e condividiamo le preoccupazioni espresse da numerosi parlamentari europei per un contenzioso che riguarda due cittadini europei. Questo caso si trascina ormai da tre anni, un lasso di tempo inaccettabile nel corso del quale i due militari italiani sono stati e sono tutt'oggi ingiustamente sottoposti a misure restrittive della libertà personale, in assenza della formulazione di un capo d'accusa. Tale situazione di illegittima detenzione viola i diritti umani fondamentali riconosciuti e tutelati da numerose convenzioni internazionali.

Streda 14. januára 2015

È utile ricordare come i due marò italiani si trovassero a bordo della petroliera *Enrica Lexie* che incrociava in acque internazionali per partecipare a una missione ufficiale in base alla legislazione internazionale in materia di lotta alla pirateria e protezione del naviglio nazionale. Per il loro impegno nella missione Latorre e Girone godevano dell'immunità funzionale propria di un organo di uno Stato nell'esercizio delle sue funzioni. Tale circostanza comporta, in base ai principi di diritto internazionale generale, che i militari impegnati in missione ufficiale siano funzionalmente immuni dall'esercizio della giurisdizione penale e internazionale di Stati esteri.

Non a caso, l'Unione europea ha sistematicamente invitato l'India a dare una rapida e positiva soluzione alla vertenza, in piena conformità al diritto internazionale e alla Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare, l'UNCLOS, secondo la giurisdizione su incidenti che avvengono in acque internazionali spetta alle autorità dello Stato di bandiera del naviglio, in questo caso quindi italiana. I Presidenti Van Rompuy, Barroso e Schultz come pure l'Alto rappresentante Vicepresidente Ashton hanno sollevato in passato a più riprese la questione con i loro interlocutori indiani, sottolineando le preoccupazioni dell'Unione europea. Personalmente seguo costantemente – come immaginerete – in questa mia nuova funzione e con particolare attenzione questo caso e intendo utilizzare ogni opportunità per continuare a sollevarlo finché trovi finalmente una soluzione accettabile e definitiva per tutte le parti.

È importante richiamare l'attenzione di tutti sul fatto che casi come questo rischiano di avere importanti ripercussioni sulla lotta globale contro la pirateria in cui l'Unione europea è da tempo seriamente impegnata ed è bene che continui ad esserlo. La marineria indiana è stata spesso obiettivo di azioni criminali al largo delle coste della Somalia e grazie all'operazione Atalanta sono stati liberati molti ostaggi. La cooperazione internazionale è risultata essenziale per limitare la minaccia della pirateria e reagire agli attacchi. Unione europea e India condividono dunque un comune interesse a proteggere la libertà della navigazione, ma è necessario che siano rispettati i principi di collaborazione e di fiducia reciproca.

Più in generale, con l'India condividiamo valori e interessi strategici e desideriamo collaborare sulla scena mondiale, ma è bene che tutti abbiano piena consapevolezza di quanto e come la vertenza irrisolta su due ufficiali di marina italiani possa avere un impatto sulle relazioni tra Unione europea e India, che mette a dura prova. L'Unione europea intende onorare il suo impegno per una tutela piena e concreta dei diritti fondamentali dei propri cittadini, di ciascun cittadino europeo in stato di detenzione in ogni parte del mondo, promuovendo la risoluzione pacifica delle controversie internazionali e il rispetto dei diritti umani e del diritto internazionale.

Da ultimo, lasciatemi sottolineare come in questa vicenda però non vi siano solo considerazioni di natura giuridica o politica; questa è anche – per alcuni è innanzitutto – una vicenda umanamente molto dolorosa, per le famiglie dei due pescatori indiani morti, cui siamo vicini, per i due marò e le loro famiglie che vivono da tre lunghi anni nella più completa incertezza. Una situazione sempre più insostenibile da ogni punto di vista ma soprattutto devo dire per le famiglie dei due marò alle quali va un mio pensiero affettuoso umanamente avendo avuto l'occasione di essere al loro fianco per molti mesi, non soltanto da un punto di vista istituzionale ma anche dal punto di vista umano. Dunque, come Unione europea continueremo non solo a seguire il caso da vicino, ma anche e soprattutto a premere in ogni sede, in stretto contatto con il governo italiano, per una soluzione rapida, positiva, condivisa e definitiva del caso.

Lara Comi, a nome del gruppo PPE. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Vicepresidente, sono passati ormai tre anni e il destino dei nostri marò è ancora incerto, come Lei ha ricordato. Oggi apprendiamo che Latorre, che si trova in Italia per cure, ha ricevuto un prolungamento di tre mesi di permesso – è un passo avanti – mentre Girone – ahimè – rimane ancora in India. Vede cara Vicepresidente, io ritengo che abbiamo questi tre mesi di tempo per riportare a casa i nostri marò definitivamente, prima che Latorre sia costretto a ritornare in India. Non deve tornare in India e Girone deve tornare in Italia.

L'Italia non è stata in grado in questi tre anni di riportare a casa i due marò, non ha mai chiesto ufficialmente aiuto all'Europa, sono intervenuti Barroso, la Ashton, Schultz, come Lei ha ricordato, ma non c'è mai stata una richiesta. Lo stesso premier Renzi, ha dichiarato ieri che l'Italia non viene in Europa per chiedere aiuto e invece, Vicepresidente, io chiedo, insieme ai miei colleghi, l'aiuto dell'Europa perché i nostri marò sono tanto italiani quanto europei.

Streda 14. januára 2015

Prima viene la difesa dei diritti dell'uomo e poi gli affari e gli interessi economici in India. Facciamoli tornare a casa al più presto e ci sia un giusto e rapido processo che abbia luogo in Italia o con un arbitrato internazionale. Per questo, domani votiamo per la prima volta una risoluzione che consentirà a Lei di agevolare la soluzione di questa vicenda con l'avvallo, per la prima volta, del Parlamento europeo. Caro Latorre, caro Girone, non siete soli, l'Europa è con voi e lo dimostriamo a parole e anche con i fatti!

Pier Antonio Panzeri, *a nome del gruppo S&D*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, io la ringrazio, signora Mogherini, per le cose che Lei ha detto, per lo stile e per il ruolo che Lei svolge. Penso sia utile sottolineare il senso di questa risoluzione che affronta il caso dei marò coinvolti in questo triste incidente che ha causato purtroppo due vittime.

Lo voglio dire, non è e non vuole essere una risoluzione ostile verso l'India e il popolo indiano verso il quale va il nostro sentimento di amicizia. È invece una risoluzione che chiede di trovare una soluzione equilibrata a questa vicenda, che si trascina da troppo tempo. Intanto saluto anch'io positivamente la decisione della Corte indiana che ha garantito al sergente Latorre una proroga del suo soggiorno in Italia per ragioni mediche.

Noi vogliamo lavorare dunque – questo è il nostro obiettivo – per risolvere il problema seguendo alcune linee guida che riteniamo ragionevoli per superare i ritardi accumulati e le modalità di gestione del caso fin qui seguite. C'è bisogno, nel rispetto dello Stato di diritto, di lavorare per aprire una procedura arbitrale internazionale che serva a decidere sul conflitto di giurisdizione e su quale autorità è legittimata a giudicare il caso, favorendo in attesa il rientro in Italia dei due marò; chiediamo nel quadro dei rapporti con l'India che il suo ufficio possa individuare le azioni necessarie per raggiungere questi obiettivi. Noi siamo convinti e ci auguriamo che la decisione del Parlamento europeo domani potrà essere utile a questo fine.

Geoffrey Van Orden, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, the trouble is that the resolution that is on the table is neither going to help the marines nor improve our relations with India. I respect the Indian legal system and have the deepest sympathy for the families of the fishermen that were killed, but as a former military officer I have sympathy for the plight of the marines. Military personnel often have to make life-or-death judgments in very difficult circumstances and sometimes they get it wrong. These marines were part of an on-board armed protection team to counter piracy. It is such teams that have been the decisive factor in the major reduction in piracy in the high-risk areas of the Arabian Sea and the Gulf of Aden.

Of course I cannot make any judgments about the circumstances and legalities of this particular tragic incidence; nor can anyone else in this Chamber. This is not a court of law and we do not know the answers to a whole range of legal questions and technicalities. It is certainly most distressing that this case has lingered on for three years now. This is unacceptable and every diplomatic effort should be made to bring the case to a rapid and fair conclusion. I urge the High Representative particularly to use her good offices with the Italian Government, and also with the Indian Government, to help bring this about, and I would request our Indian friends that we settle this matter quickly now with the best possible outcome for all concerned.

Ivan Jakovčić, *u ime kluba ALDE*. – Gospodine predsjedniče, 15. veljače 2012. bio je zaista nesretan dan. Nesretan dan za obitelji stradalih indijskih ribara, ali i nesretan dan za osumnjičene talijanske marinece.

Vezano za događaje koji su se zbili na otvorenom moru, danas je svima sasvim jasno da niti su jadni indijski ribari bili pirati niti su osumnjičeni mislili da se na tom malom brodu nalaze ribari. Talijanski marinci borili su se za interese Italije, za interese talijanskog gospodarstva, za Europu, i bili su uvjereni da čine nešto za zaštitu i sigurnost plovidla, odnosno broda na kojem su bili, i imovine koju su prevozili. Proces koji traje toliko dugo, bolje rečeno proces kojeg nema, nešto je zbog čega mi zaista danas moramo reći da je nehaj koji se dogodio činjenica nepostojanja procesa i protokola.

Mi trebamo definitivno zatražiti povrat marinaca u Italiju, mogućnost da se sud u Italiji ili međunarodni sud pozabave tim slučajem. Snažno vjerujem da je to dobar put, a i ono što je učinila do sada talijanska vlada i ono što čini naša rezolucija u odnosu na Indiju i indijske građane, pristup je kojim pokazujemo našu veliku solidarnost s tom velikom državom.

Streda 14. januára 2015

Na kraju, želim vas upozoriti u ime kluba ALDE da imamo još slučaj četnaest estonskih državljana i osam britanskih državljana koji se također pod čudnim okolnostima nalaze u Indiji. Molim da se i s njima pozabavite.

Karima Delli, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, cela fait trois ans que deux marins italiens sont en attente d'une procédure judiciaire après qu'ils ont tué deux pêcheurs indiens. Trois ans! Trois ans sans la moindre annonce d'un procès. C'est contraire à la conception européenne des droits de l'homme.

Il est légitime que l'Union européenne défende le cas de ces deux citoyens européens. Sa mission est claire et notre résolution l'affirme clairement. Nos deux concitoyens italiens doivent être rapatriés sur le sol européen et être jugés en Italie par leurs juridictions nationales. Mais tout cela montre autre chose.

L'Union européenne, si elle veut être crédible, doit agir de manière cohérente avec tous ses partenaires. Oui, l'Inde est un acteur majeur et un partenaire commercial essentiel mais c'est justement là que l'Union européenne peut peser. Les accords de libre-échange conclus par l'Union sont subordonnés au respect de certaines de nos valeurs par nos partenaires commerciaux.

Je vous invite donc, Madame la Haute représentante, à le rappeler lors de vos prochains échanges avec le gouvernement indien. La vie de ces marins italiens ne doit pas être sacrifiée sur l'autel du libre-échange.

Enfin, Madame Mogherini, notre Assemblée vous demande d'intervenir sans attendre la consultation par le Conseil, comme c'est le cas habituellement. Et c'est cela la nouveauté de ce Parlement européen. C'est tout nouveau et nous, écologistes, saurons nous en souvenir et nous espérons que vous ne l'oublierez pas lorsque nous vous demanderons d'intervenir sur d'autres sujets internationaux.

Ignazio Corrao, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, mi fa piacere che l'Alto rappresentante Mogherini abbia preso una posizione forte e decisa su questa storia dei marò, su questo caso che è difficile da giudicare, però sicuramente il dato di fatto è che questi sono dei cittadini europei e che è giusto che venga affrontata come diplomazia europea e non italiana, che si è dimostrata peraltro fallimentare sulla vicenda.

Qui stiamo parlando – come diceva bene Van Orden prima – non di fare il giudice o gli avvocati o i tifosi di una parte o dell'altra, non è la politica che deve giudicare se i marò sono colpevoli o no, si tratta di applicare delle convenzioni internazionali basilari come quella sui diritti civili e politici e non si può ammettere in nessun modo che dei cittadini europei vengano lasciati in India senza capi di imputazione, senza che sia stato iniziato un processo per tre anni, questo è qualcosa che non si può ammettere in nessuno Stato di diritto e credo che siamo tutti consapevoli di questo.

A me dispiace che stiamo tenendo questa discussione a quest'ora e che siano presenti poche persone in Aula però mi fa piacere sentire interventi come quello della collega Delli che si è mostrata verso questa questione con un aspetto europeo, perché questi cittadini se fossero stati francesi, tedeschi o inglesi, io non credo proprio che sarebbero rimasti lì per tre anni senza certezze. Io credo che l'Italia ha bisogno di sentire l'Europa vicina e unita su questo caso.

Mario Borghezio (NI). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, questa è una grande questione nazionale e pesa enormemente sulla responsabilità di chi rappresentava il nostro paese nel semestre italiano: non essere riusciti a imporre come priorità questa questione, la stiamo discutendo adesso e bisogna rendere omaggio a quei colleghi – specialmente a quei colleghi non italiani – agli italiani avrei chiesto magari di sottolineare anche all'Alto rappresentante che i due marò sono innocenti, qui è un altro specie di caso del Dreyfus. Perché non si sa perché per esempio non vengano desegretati i tracciati radar che dimostrerebbero che qui c'è stato un enorme inghippo. Chissà che cosa c'è dietro a questa questione?

Streda 14. januára 2015

È una questione nazionale che dimostra quanto gravi, quante conseguenze gravi conseguano alla perdita delle sovranità della nazione e qui c'è anche l'offesa alla dignità della divisa, della storia di una grande marina nazionale come è la marina italiana. Bisogna che qualcuno abbia il coraggio di dire con chiarezza che ci sono queste responsabilità e queste riflessioni, che devono essere fatte perché la sovranità è una cosa importante. L'abbiamo regalata, l'abbiamo distribuita a un ente che fino adesso, con tutta la buona volontà e anche il tono materno del nostro Alto rappresentante, di cui devo riconoscere un impegno personale, non ha concluso niente. Questa è la realtà!

Poi ricordiamo che uno dei due coraggiosi marò è ostaggio, loro lo dicono chiaramente, le autorità indiane. Ma gli ostaggi li prendono i pirati o i terroristi, non gli Stati! E l'Europa cosa dice su questo punto? L'Europa ha una voce molto debole, molto imprecisa, molto generica, non serve a un tubo! Io l'ho firmata la risoluzione per spirito patriottico, per non stare fuori, ma non serve a niente, ci vuole ben altro! Alto rappresentante, la prenda con altro tono, perché si sta dimostrando la totale inefficacia del ruolo dell'Europa! Questo è l'8 settembre della politica ..

(Il Presidente interrompe l'oratore)

Tunne Kelam (PPE). - Mr President, I fully support, on behalf of the Estonian delegation, the initiative by my Italian colleagues to achieve a rapid and fair solution of two Italian 'maròs'.

I would also take the opportunity to present the urgent problem of 20 EU citizens – 14 Estonians and 6 British – detained by the Indian authorities for almost 16 months by now. These are also anti-piracy security guards of the Seaman Guard Ohio vessel arrested on charges of carrying weapons on board – legal weapons.

In July last year, the Madurai High Court cleared them of all charges. Despite that, they are prevented from leaving India and have their documents and belongings returned pending an appeal by the Indian police. The health of several men had seriously deteriorated. Their families are deprived of any income. Given the fact that these crew members have not been involved in any criminal offences, the indefinite detention in India amounts to gross violation of their human rights.

In fact, they have become victims of a huge and clumsy bureaucracy. Therefore, I appeal to you, as High Representative, to do your utmost to contribute to their quick and safe return home. The fundamental rights and security of EU citizens in third countries should be safeguarded also by the EU diplomatic representations.

Neena Gill (S&D). - Mr President, I rise to express my disappointment about the way in which this matter has been addressed by this House. I have strong reservations about the resolution proposed.

I agree that we need to speed up developments to ensure legal certainty for all sides involved, but my concern is that the failure to address Indian issues will do just the opposite. At the heart of this case is the fundamental question about how we treat our partners. While the EU has a duty to stand up for its citizens, it is hard to understand why the lives of two Indian fishermen should be valued lower than the liberty of two EU citizens. That is the message that could be construed from our actions, and I do not think that we can drown out Indian calls for accountability. It is important that we remember that at the basis of this there is a legal dispute about jurisdiction, which needs to be addressed if we are to make headway.

Yesterday's decision of the Indian Supreme Court to allow Mr Latorre to extend his stay in Italy is an indication of India's goodwill. I urge my fellow MEPs not to reject that open hand. I call on Ms Mogherini to avoid further escalation of this case, which is fundamentally a bilateral issue between Italy and India. That would only hurt all the parties involved, including the marines, and it could have far-reaching consequences for our foreign policy at a time when the EU is struggling to kick-start relations with Delhi.

Tiziana Beghin (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Mogherini, i due marò italiani come abbiamo ricordato sono due cittadini europei e sono trattenuti illegalmente da troppo tempo in un paese, accusati di un crimine orrendo senza prove, in attesa di un processo o un giudizio che nessuno sa, se e quando arriverà. Sono felice di vedere che siamo tutti d'accordo su questo argomento e abbiamo speso più o meno le stesse parole.

Streda 14. januára 2015

Vorrei che non rimanessero parole e mi chiedo perché in questi tre anni non è stato fatto nulla e solo adesso l'Europa si sta muovendo. Perché vedete, l'India sta violando il diritto a un giusto processo che è sancito dalla Convenzione internazionale dei diritti civili che ha firmato e l'Unione europea ne esce semplicemente ridicolizzata. Perché, signori e colleghi, tutti i discorsi, tutti gli impegni e tutte le convenzioni di cui noi ci riempiamo la bocca in questo Parlamento, sono semplicemente carta straccia se noi per primi non facciamo in modo che vengano rispettati.

L'Europa è inoltre la prima potenza commerciale del mondo e in questo momento sta trattando un trattato di libero scambio proprio con l'India. Noi del Movimento 5 stelle di cui io, in questo momento sono il portavoce, sono pronta a chiedere il congelamento dei negoziati se ai nostri due marò non sarà garantito un giusto processo e il ritorno in Italia. I cittadini europei in difficoltà hanno diritto – chiunque essi siano e dovunque essi si trovino – ad avere un'Europa che li supporta e che faccia di tutto per farli ritornare a casa e noi li riporteremo a casa.

Gianluca Buonanno (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, parlando dei marò, facciamo un po' vedere, a chi è qui in Aula perché vista l'ora noi siamo già partiti male, Signora Mogherini. Questi sono i due marò: lei se li ricorda, li vede, no? Li conoscono i suoi parenti? Siamo qua a parlare dei marò, dopo tre anni alle 23.35. Ci sono quattro gatti in questa sala. È così che si parla dei marò? È una vergogna! L'Europa si deve vergognare di come tratta questa situazione.

Invece domani mattina parleremo dei problemi del Kirghizistan sulla legge contro la propaganda degli omosessuali che è molto importante a differenza dei marò. Ma cos'è l'Europa? È uno struzzo che mette la testa sotto la sabbia? È una vergogna! Signora Mogherini, ha fatto il ministro degli Esteri in Italia, che ha fatto per i marò? Adesso viene qua, ha fatto giustamente, come è pagata per quello, tutto il giorno qua dentro. Ma per i marò, concretamente cosa ha fatto? Glielo dico io: zero! Come la pagella! Se io fossi un professore oggi le darei zero perché ha combinato zero e perché un marò è ancora in India e l'altro è solo qua in Italia (non qua perché siamo a Strasburgo) perché ha un problema cardiaco. L'Italia ha fatto zero. Lei e Renzi siete bocciati.

Presidente. - Per informazione non spetta all'Alto rappresentante fissare l'ordine del giorno e dei lavori del Parlamento.

Onorevole Buonanno, l'abbiamo ascoltata, siccome c'è qualche cosa che riguarda l'attività dell'ordine del giorno, quindi attività del Parlamento, ripeto, non è competenza né della Commissione né del Consiglio fissare l'ordine del giorno e dei lavori.

Alojz Peterle (PPE). - V tej razpravi sodelujem, ker sem podprl ustno vprašanje Komisiji z željo, da se primer italijanskih marincev Massimiliana Latorreja in Salvatoreja Girone, spoštujoč legalne in humane standarde, čim prej razreši.

Včerajšnje odločitev vrhovnega sodišča Indije jemljem na znanje kot pozitiven znak v odnosu do bolnega marinca, v sicer zapletenem in občutljivem primeru. Želim si, da bi v nadaljevanju prišlo na obeh straneh do dejanj in atmosfere, ki bi omogočila hitro razrešitev že več let nerešenega primera v bilateralnem okviru.

Patrizia Toia (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Alto Commissario, come i miei colleghi, parlo da parlamentare europeo di due cittadini europei che vedono in un paese terzo calpestati i loro diritti umani fondamentali. I due marò sono trattenuti da lungo tempo nell'incertezza giuridica e umana – come lei ha detto – senza quelle garanzie di diritto basilari per ogni individuo nel mondo. Per questo dobbiamo imprimere una forza maggiore alla trattativa, che c'è anche a livello nazionale, c'è stata e continuerà ad esserci.

Quella forza che può venire da un'autorità europea che può esprimere con più forza e con più vigore, percorrendo le strade più efficaci con le misure più appropriate, che lasciamo alla sua valutazione. Molto confortati dalle sue parole e dal modo con cui le ha dette. Io non so se è materno, certamente è il modo di un politico molto consapevole e molto umano.

Ci rendiamo conto della complessità e della delicatezza del caso, per questo non chiediamo la Luna né chiediamo atti di contrasto con le istituzioni o parole di contrasto con le istituzioni o con il popolo di un paese che per l'incertezza dei suoi organi giudiziari trattiene questi due cittadini europei. Chiediamo solo, ed è poco ma è tutto: chiarezza, certezza, giustizia giusta e rispetto pieno dei diritti umani.

Streda 14. januára 2015

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, gentile Alto rappresentante, chiunque sia arrestato o detenuto in base ad un'accusa di carattere penale deve essere tradotto al più presto dinanzi a un giudice e ha diritto ad essere giudicato entro un termine ragionevole o rilasciato. Questo è l'articolo 9 del Patto internazionale sui diritti civili e politici, firmato e ratificato anche dall'India. No colleghi, tre anni non sono un tempo ragionevole per cominciare un processo, specie se vi è il dubbio che i ritardi siano dovuti a motivazioni di natura ben diversa da quelle giuridiche. Specie se vi è il rischio di condizionamenti indebiti e pressioni.

Il rispetto per lo Stato di diritto non è negoziabile e pertanto riteniamo più giusto che siano giudicati in Italia, o quantomeno che venga rimessa la determinazione della giurisdizione a un arbitrato internazionale. Non esprimiamo pregiudizi ma chiediamo un giudizio sereno, regolare e trasparente, e siamo umanamente vicini anche alle famiglie dei pescatori indiani, altre vittime di questa triste storia.

L'Unione non può esimersi dall'affrontare questa situazione, perché Massimiliano Latorre e Salvatore Girone non sono solo due soldati dell'Italia, sono due cittadini europei e l'articolo 47 della Carta di Nizza non può rimanere lettera morta. Questa risoluzione era un atto dovuto. La solidarietà ai nostri due marò e alle sofferenze delle loro famiglie è un dovere morale. Far prevalere i diritti dei cittadini europei sugli interessi commerciali è un imperativo categorico. È per tutti gli Stati membri così per l'Europa, i diritti umani non si scambiano per due rupie. Non dimentichiamocene mai!

Salvatore Cicu (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, credo che bisogna rimarcare almeno due aspetti: il primo, – e senza voler sollevare polemiche o provocazioni – in questi tre anni mai una volta in questo Parlamento nessun gruppo ha mai presentato nessuna risoluzione. È la prima volta che se una parla, io credo che bisogna – senza strumentalizzare nulla – dare merito a chi in questo momento ha voluto sollevare il problema.

Così come credo che abbiamo ora un'opportunità storica, un'opportunità centrale, fondamentale, nell'evoluzione di questa situazione drammatica, cioè che questo Parlamento possa sentirsi unito. Io credo che la centralità di questo aspetto debba prevalere su ogni altra questione, perché in tempi di terrore, in tempi di terrorismo, in termini di paura di mancata sicurezza, io credo che noi dobbiamo guardare a questi due uomini come uomini che operavano nella sicurezza, come uomini che hanno attivato un esercizio di ruolo in una situazione certamente delicata, che tendeva a sconfiggere gli atti di pirateria, che guardava appunto a eliminare ulteriori situazioni criminali e criminose.

Quindi, non ci può essere una comparazione con delinquenti comuni o con delinquenti qualsiasi o con uomini a cui bisogna voltare le spalle o fare paragoni tra il dolore di famiglia o il dolore di altre famiglie. Io credo che questa centralità debba essere rimarcata, perché questo Parlamento può parlare di diritti umani, può parlare sicuramente di giurisdizione, può parlare sicuramente di centralità, di necessità di sanzioni rispetto alla forza che l'Unione europea può esprimere, ma ancora di più non si può voltare le spalle a uomini che rischiano la loro vita per la sicurezza, non solo del loro paese, ma per la sicurezza dell'intera Europa nel momento in cui compiono operazioni e ruoli di questo livello.

Per cui credo che sotto questo aspetto questa Europa debba muoversi nella direzione in cui i diversi gruppi oggi hanno voluto rappresentare la loro argomentazione e motivazione, ma credo anche, che per come conosco il Presidente Mogherini, ci sarà la possibilità di dare una svolta forte, rigorosa, effettiva e ottenere finalmente un risultato che non eguali, cioè quello di far ritornare i marò in Italia, perché in Italia possano essere giudicati.

Marju Lauristin (S&D). - Mr President, first I would like to thank the High Representative for this long day and for expressing the very strong feeling of solidarity and cooperation which we have witnessed throughout the whole of today.

The case we are discussing now, almost up to midnight, is in some sense symbolic because it is not about some abstract matter, but about the fate of human beings – individuals and co-citizens – and is why we, two Estonians, have joined this effort, because it is not a national issue. It is an issue of human rights and of trust in the EU among people – among citizens and every individual – and we really want to emphasise that the EU has to safeguard the security and fundamental rights of every EU citizen, no matter which Member State they belong to and in which third country this kind of thing may happen. It is also important that we have high respect for the Indian nation. We hope that in relations between India and the EU this spirit of solidarity and human rights will also be respected.

Streda 14. januára 2015

Regarding the separate case involving 14 Estonian marine mercenaries – and also six British – this has also been pending for more than a year. Your predecessor was informed about it, including by letter, and we see that the EU is not very effective in helping citizens in this situation. So we hope very much that, under your management, the European External Action Service will be much more effective in helping to solve cases of this kind. It is with this hope that we are here, we raise this issue and we support our Italian colleagues, and hope that our Italian and all our other colleagues from all the other countries of the EU will support the Estonian marine mercenaries.

By the way it was again, in this case, because they were fighting piracy that they happened to be in that tragic situation, so that is another problem – how people who sacrifice their security for the security of other people are not protected in such circumstances. That is also an issue to be raised.

Barbara Matera (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, Alto rappresentante, sono tre anni che in Italia viviamo con angoscia la vicenda di questi due fucilieri, Massimiliano Latorre e Salvatore Girone, tra l'altro due conterranei, due pugliesi come me. Nessuna soluzione diplomatica o politica è riuscita a dare un esito a questa vicenda, in un'altalena politico-diplomatica infinita, e la nostra frustrazione e quella di tutti i cittadini italiani ed europei è cresciuta negli anni.

I continui rinvii della Corte suprema indiana hanno dato una prova dell'inefficienza della giustizia indiana, incapace di decidere. Situazione inaccettabile che rappresenta una grave e perpetrata violazione di diritti umani. Io mi rivolgo a questa assise, ancora una volta, come ho fatto già in anni passati, proprio in questo Parlamento, per ricordare che i due marò non sono due terroristi, non sono due criminali: sono due militari europei imbarcati per difendere la nostra libertà e il commercio e per questo motivo noi tutti dobbiamo reagire e far sentire la nostra voce.

Ecco mi associo all'Alto rappresentante Federica Mogherini, a lei vanno i miei complimenti per il lavoro svolto oggi, ma soprattutto per l'impegno che sono sicura che metterà in campo per questo problema, che ci addolora da italiani ma da cittadini europei tutti. Allora davvero di cuore il mio ringraziamento speciale all'Alto rappresentante, perché lei alcune settimane fa ha rimproverato New Delhi sui troppi rinvii per risolvere questo caso, affermando che tutto ciò potrebbe incidere sulle relazioni Unione europea e India. Quindi per la prima volta da questo 15 febbraio 2012 un esponente del governo UE ha fatto sentire la propria voce minacciando ritorsioni.

Allora, io mi chiedo: quanto ancora dovremo aspettare per vedere queste sanzioni commerciali implementate, quando potremo rivedere i nostri due fucilieri a casa, quando questa agonia avrà termine? E io volevo ringraziare ancora i colleghi stranieri, i colleghi estoni e tutti coloro che stanno partecipando a questo dibattito perché ci ricordano che questa non è una battaglia italiana, questa è una battaglia per riportare a casa in Europa, due cittadini, due militari europei.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, credo ci sia poco da aggiungere a quanto brillantemente esternato da Lara Comi e dagli altri colleghi. La vicenda dei due marò è davvero paradossale! Sarebbe tragicomica, se non fossero in gioco le vite e le dignità di due militari italiani, arrestati tre anni fa, nell'esercizio delle loro funzioni in acque internazionali nel corso di un'operazione di antipirateria. Non erano certamente lì, impegnati in una guerra simulata di *softkey*. Erano impegnati in una operazione che permetteva alle navi mercantili italiane ed europee di non essere sottoposte all'assalto costante della pirateria.

L'India si sta comportando in maniera assolutamente irresponsabile, calpestando i più elementari principi del rispetto dei diritti umani e delle libertà fondamentali. L'Europa non lo può più consentire e deve riportare in Italia i due marò, sospendendo – come è stato da più parti esternato – le trattative per l'accordo di libero scambio commerciale con l'India, laddove espressamente previsto che l'Europa non possa firmare trattati o accordi con i paesi che non rispettano i diritti umani.

Interventi su richiesta

Daniele Viotti (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, la mia sarà una voce fuori dal coro: credo che attorno alla vicenda che ha coinvolto i due fucilieri della marina militare Latorre e Girone sia stata costruita una retorica patriottica che non solo non è nelle mie corde ma credo sia anche poco utile alla soluzione del caso. La questione naturalmente è molto complessa e si tratta di una triste vicenda processuale e non certo una questione di diritti umani.

Streda 14. januára 2015

Ha ragione (mi sembra quasi incredibile dirlo) l'on. Borghezio: è un'enorme questione nazionale questa. Non riguarda certo l'Unione europea, non riguarda certo questo Parlamento e non riguarda certo il lavoro durissimo che sta facendo l'Alto rappresentante, che ringrazio anch'io per la giornata che ha speso insieme a noi, per le cose che sta facendo. Per tutte le crisi e i dossier che sta affrontando. Questa è una vicenda che deve rimanere e deve risolversi solo a livello giurisdizionale e processuale.

Barbara Spinelli (GUE/NGL). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, sono molto preoccupata anch'io per il diritto violato a un giusto processo e per l'incertezza in cui vivono i marò da tre anni. Credo che l'Alto rappresentante signora Mogherini, veramente non abbia mai dimostrato di sottovalutare la drammaticità della questione. Detto questo, la mia voce anche sarà fuori dal coro.

Sono d'accordo con quanto detto dalla collega Gill: la vita dei due marinai indiani non vale meno della vita e dell'onore dei fucilieri italiani. Ancor meno credo, che possiamo giudicare, qui, noi parlamentari, se i marò hanno agito bene o male e quale fosse la loro funzione. Per questo, ho molti dubbi sulla risoluzione, perché nel testo non si collega chiaramente il rilascio dei fucilieri alla necessità di un processo, internazionale o nazionale che sia. Ci si limita a parlare di lungaggini della giustizia indiana e questo mi dispiace.

Silvia Costa (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, grazie per l'impegno che ha già assunto, credo sia molto importante politicamente un'alleanza, forte, per la prima volta direi, dell'unità del Parlamento e con la Commissione su questa dolorosa vicenda.

Certo, siamo sollevati per la recente decisione della Corte Suprema indiana per la concessione per motivi di salute di prorogare di tre mesi la permanenza di La Torre in Italia, ma è veramente inaccettabile la persistenza di una condizione di questo tipo in violazione del diritto internazionale, richiamato da molti colleghi, con continui rinvii di una soluzione. Abbiamo apprezzato, come cittadini italiani, l'iniziativa che con arbitrato internazionale che aveva già preso l'allora ministro degli Esteri Mogherini e che oggi nella sua qualità di Alto rappresentante per la politica estera – insieme alla Commissione e al Consiglio mi auguro – le dà la forza di assumere tutte le iniziative per tutelare i due fucilieri e garantire (lo dico alla collega Spinelli) certamente un arbitrato internazionale.

La tutela significa questo: tutelare i diritti che si hanno a un processo certo e anche – ritengo – minacciando di sospendere le trattative commerciali dell'Unione europea con l'India e ricordando appunto, come ci hanno richiamato alcuni colleghi estoni, si tratta anche di un'importante questione che riguarda la lotta alla pirateria che è un tema internazionale e che penso debba avere anche dei pronunciamenti molto forti negli accordi internazionali in atto.

(Fine degli interventi su richiesta)

Federica Mogherini, VPC/HR. - Signor Presidente, come lei ha giustamente ricordato, ma vorrei anch'io ricordarlo all'on. Bonanno, non è mia responsabilità personale organizzare l'ordine del giorno e l'agenda dell'Aula così come non è mia responsabilità né capacità, organizzare e garantire la presenza dei parlamentari in quest'Aula, compresi quelli del gruppo dell'on. Bonanno.

Vorrei però ringraziare il Parlamento europeo per questa discussione, per questo orientamento, e anche per aver mostrato che il tema non è una questione solo italiana, ma è una questione che riguarda diversi cittadini europei – sono stati citati alcuni cittadini estoni e britannici – ed è in generale un problema che riguarda la protezione dei diritti umani di cittadini europei, di qualsiasi nazionalità siano delle 28, il rispetto dei principi del diritto internazionale, la tutela dei militari impegnati in missione di antipirateria e quindi la credibilità stessa delle nostre azioni antipirateria.

È una questione quindi che riguarda l'Unione europea e in questo senso me ne faccio carico – anche se ovviamente le decisioni sulla gestione giuridica del caso restano pienamente, com'è giusto che sia, nelle mani del governo italiano, con il quale credo di dovermi continuare a raccordare in modo molto stretto. Così come prendo l'impegno questa sera, anche se non è il caso specifico della risoluzione che voterete, di raccordarmi strettamente con il governo estone e con il governo britannico sui casi simili e su qualsiasi altro caso simile che debba avvenire in altre circostanze. Prenderò quindi personalmente iniziative che spero possano essere utili non solo alla soluzione del caso, ma anche alla prevenzione di altri possibili casi simili in futuro.

Streda 14. januára 2015

Presidente. - La discussione è chiusa.

Vi comunico che le proposte di risoluzione presentate conformemente all'articolo 123, paragrafo 2, del regolamento saranno notificate successivamente.

La votazione si svolgerà domani, giovedì 15 gennaio, alle 12.30.

12. Predložené dokumenty: pozri zápisnicu

13. Delegované akty (článok 105 ods. 6 rokovacieho poriadku): pozri zápisnicu

14. Vykonávacie opatrenia (článok 106 rokovacieho poriadku): pozri zápisnicu

15. Program rokovania na nasledujúci deň: pozri zápisnicu

16. Skončenie rokovania

(La seduta è tolta alle 23.55)

Štvrtok 15. januára 2015

DOSLOVNÝ ZÁPIS Z ROZPRÁV 15. JANUÁRA 2015

(2022/C 447/04)

Obsah	Strana
1. Otvorenie rokovania	419
2. Situácia v Líbyi (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu	419
3. Situácia na Ukrajine (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu	419
4. Situácia v Egypte (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu	419
5. Prípád dvoch talianskych „marò“ (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu	419
6. Pracovný program Komisie na rok 2015 (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu	419
7. Sloboda prejavu v Turecku: nedávne zatknutie novinárov a vedúcich pracovníkov médií a systematický nátlak namierený voči médiám (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu	419
8. Výročná správa ombudsmana za rok 2013 (rozprava)	419
9. Rozpravy o prípadoch porušovania ľudských práv, demokracie a princípov právneho štátu (rozprava)	439
9.1. Rusko, najmä prípad Alexeja Navalného	439
9.2. Pakistan, najmä situácia po útoku na školu v Pěšávare	446
9.3. Kirgizsko: zákon o homosexuálnej propagande	454
10. Schválenie zápisnice z predchádzajúceho rokovania: pozri zápisnicu	460
11. Hlasovanie	461
11.1. Rusko, najmä prípad Alexeja Navalného (RC-B8-0046/2015, B8-0046/2015, B8-0047/2015, B8-0048/2015, B8-0049/2015, B8-0051/2015, B8-0055/2015, B8-0059/2015) (hlasovanie) ..	461
11.2. Pakistan, najmä situácia po útoku na školu v Pěšávare (RC-B8-0050/2015, B8-0050/2015, B8-0052/2015, B8-0053/2015, B8-0057/2015, B8-0058/2015, B8-0060/2015, B8-0062/2015) (hlasovanie)	461
11.3. Kirgizsko: zákon o homosexuálnej propagande (RC-B8-0054/2015, B8-0054/2015, B8-0056/2015, B8-0061/2015, B8-0063/2015, B8-0064/2015, B8-0065/2015) (hlasovanie) ..	461
11.4. Výročná správa ombudsmana za rok 2013 (A8-0058/2014 – Jarosław Wałęsa) (hlasovanie) ...	461
11.5. Situácia v Líbyi (RC-B8-0011/2015, B8-0011/2015, B8-0013/2015, B8-0014/2015, B8-0030/2015, B8-0031/2015, B8-0032/2015, B8-0033/2015) (hlasovanie)	461
11.6. Situácia na Ukrajine (RC-B8-0008/2015, B8-0008/2015, B8-0018/2015, B8-0020/2015, B8-0021/2015, B8-0025/2015, B8-0027/2015, B8-0029/2015) (hlasovanie)	462

Štvrtok 15. januára 2015

Obsah	Strana
11.7. Situácia v Egypte (RC-B8-0012/2015, B8-0012/2015, B8-0019/2015, B8-0022/2015, B8-0023/2015, B8-0024/2015, B8-0026/2015, B8-0028/2015) (hlasovanie)	462
11.8. Prípád dvoch talianskych „marò“ (RC-B8-0006/2015, B8-0006/2015, B8-0009/2015, B8-0010/2015, B8-0015/2015, B8-0016/2015, B8-0017/2015) (hlasovanie)	462
11.9. Pracovný program Komisie na rok 2015 (RC-B8-0001/2015, B8-0001/2015, B8-0007/2015, B8-0034/2015, B8-0035/2015, B8-0037/2015, B8-0038/2015, B8-0039/2015) (hlasovanie) ..	462
11.10. Sloboda prejavu v Turecku: nedávne zatknutie novinárov a vedúcich pracovníkov médií a systematický nátlak namierený voči médiám (RC-B8-0036/2015, B8-0036/2015, B8-0040/2015, B8-0041/2015, B8-0042/2015, B8-0043/2015, B8-0044/2015, B8-0045/2015) (hlasovanie)	462
12. Vysvetlenia hlasovania	463
12.1. Výročná správa ombudsmana za rok 2013 (A8-0058/2014 – Jarosław Wałęsa)	463
12.2. Situácia v Líbyi (RC-B8-0011/2015, B8-0011/2015, B8-0013/2015, B8-0014/2015, B8-0030/2015, B8-0031/2015, B8-0032/2015, B8-0033/2015)	487
12.3. Situácia na Ukrajine (RC-B8-0008/2015, B8-0008/2015, B8-0018/2015, B8-0020/2015, B8-0021/2015, B8-0025/2015, B8-0027/2015, B8-0029/2015)	512
12.4. Situácia v Egypte (RC-B8-0012/2015, B8-0012/2015, B8-0019/2015, B8-0022/2015, B8-0023/2015, B8-0024/2015, B8-0026/2015, B8-0028/2015)	538
12.5. Prípád dvoch talianskych „marò“ (RC-B8-0006/2015, B8-0006/2015, B8-0009/2015, B8-0010/2015, B8-0015/2015, B8-0016/2015, B8-0017/2015)	562
12.6. Pracovný program Komisie na rok 2015 (RC-B8-0001/2015, B8-0001/2015, B8-0007/2015, B8-0034/2015, B8-0035/2015, B8-0037/2015, B8-0038/2015, B8-0039/2015)	583
12.7. Sloboda prejavu v Turecku: nedávne zatknutie novinárov a vedúcich pracovníkov médií a systematický nátlak namierený voči médiám (RC-B8-0036/2015, B8-0036/2015, B8-0040/2015, B8-0041/2015, B8-0042/2015, B8-0043/2015, B8-0044/2015, B8-0045/2015)	609
13. Opravy hlasovania a zámery pri hlasovaní: pozri zápisnicu	633
14. Predloženie dokumentov: pozri zápisnicu	633
15. Rozhodnutia týkajúce sa niektorých dokumentov: pozri zápisnicu	633
16. Oznámenie spoločných pozícií Rady: pozri zápisnicu	633
17. Zaslanie textov prijatých počas rokovania: pozri zápisnicu	633
18. Žiadosť o zbavenie poslaneckej imunity: pozri zápisnicu	633
19. Termíny nasledujúcich rokovaní: pozri zápisnicu	633
20. Prerušenie zasadania	633

Štvrtok 15. januára 2015

DOSLOVNÝ ZÁPIS Z ROZPRÁV 15. JANUÁRA 2015**ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΠΑΠΑΔΗΜΟΥΛΗΣ***Αντιπρόεδρος***1. Otvorenie rokovania***(Η συνεδρίαση αρχίζει στις 9.00)***2. Situácia v Líbyi (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu****3. Situácia na Ukrajine (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu****4. Situácia v Egypte (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu****5. Prípád dvoch talianskych „marò“ (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu****6. Pracovní program Komisie na rok 2015 (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu****7. Sloboda prejavu v Turecku: nedávne zatknutie novinárov a vedúcich pracovníkov médií a systematický nátlak namierený voči médiám (predložené návrhy uznesení): pozri zápisnicu****8. Výročná správa ombudsmana za rok 2013 (rozprava)**

Πρόεδρος. - Το πρώτο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η συζήτηση επί της εκδόσεως του Jarosław Wałęsa, εξ ονόματος της Επιτροπής Αναφορών, σχετικά με την ετήσια έκθεση δραστηριοτήτων του Ευρωπαϊού Διαμεσολαβητή κατά το 2013 (A8-0058/2014) [2014/2159(INI)]

Θα ήθελα να απευθύνω ένα θερμό καλωσόρισμα στην Ευρωπαϊά Διαμεσολαβήτρια κυρία O'Reilly.

Τον λόγο έχει ο εισηγητής για 4 λεπτά.

Jarosław Wałęsa, rapporteur. - Mr President, first I would like to underline the fact that the year 2013 was a special one in relation to the post of European Ombudsman. Taking over from the long-standing and well-respected Mr Diamandouros was definitely a great challenge for Ms O'Reilly. Thanks to her great experience as an Irish Ombudsman, the newly-elected European Ombudsman started her work efficiently from the very beginning of her mandate.

Štvrtok 15. januára 2015

I would like to thank the shadow rapporteurs for their valuable input during all stages of preparing this report: our cooperation was very fruitful and I tried to accommodate most of their ideas. I think we all share the view that the Ombudsman has taken up her duties with admirable commitment and has managed to accomplish a lot, considering her short time in office in 2013. I would like once again to congratulate the European Ombudsman on her efforts to make the institution accessible and user-friendly.

An example of this was demonstrated in the preparation of the annual report. It is divided into two parts: the first includes the most important statistics and the second a more detailed examination of cases of 2013. Topics at the top of the list of the Ombudsman's inquiries in 2013 included transparency-related issues and other key topics such as ethical issues, citizens' participation in EU decision-making and fundamental rights.

In my opinion, it is crucial for the work of the Ombudsman, and the European institutions as well, to observe the tendencies regarding the complaints. I appreciate the fact that the number of complaints about the European Personnel Selection Office (EPSO) more than halved in 2013, and the volume of complaints against Parliament also significantly declined. On the other hand, it is important for the Ombudsman to examine the significant rise in inquiries based on complaints against the Commission – and the same applies to complaints against EU agencies – and especially to monitor developments and indicate the reasons why complaints were lodged.

I would like to stress that the European Ombudsman took a very proactive attitude during the preparation of this report. Her report mentioned the statistics on incoming complaints and, on the basis of 100 exemplary ones, indicated the next steps. This is an interesting way to explain the process but, in my view, including raw data is also crucial so that it is easier to spot the tendencies over the years. This recommendation was taken into consideration and full data will be incorporated in 2014.

Moreover, I think it is important for the European Ombudsman to strike a balance between the traditional and digital communication channels. It is still possible to address a letter just with the title 'The European Ombudsman' and it will reach her office. At the same time it is crucial to further develop social media strategy. From what I recall, the official Twitter account has tripled and now has over 9 000 followers. Also worth mentioning is the fact that the services of the Ombudsman are available in 24 official languages, which is quite impressive considering that her office consists of 67 posts.

Last, but not least, as a PPE Group coordinator on the Committee on Petitions, I have a special interest in improving the timeframe for processing complaints. Therefore I am fond of a mechanism that is used by the European Ombudsman., namely the interactive guide, which enables her to answer requests successfully. I hope we will achieve similar goals in our committee.

To sum up, I am very content with the propositions of Madam Ombudsman and I wish her all the best in her future work.

Emily O'Reilly, Ombudsman. - Mr President, I would like to start by putting on record my deep appreciation for the overwhelming vote of support I received in this Chamber for my re-election last month. It is a huge source of support for me personally, for my strategy and for my colleagues, who work hard on a daily basis to implement that strategy. Such wide parliamentary support is crucial to the success of any ombudsman, and I promise to build on that support by continuing to work closely with this Parliament. I cannot operate without your support, and equally I work to ensure that the people you represent will have access to an independent source of investigation and redress if they feel they have been unfairly treated by an EU institution. Our work is complementary.

Thank you, Mr Wałęsa, and all the shadow rapporteurs, for your work over the past months on the report before us today. The report shows a clear understanding of the challenges and opportunities facing the Office of the European Ombudsman as we attempt to keep pace with the evolving expectations placed upon us by European citizens. And, as their directly elected representatives, you know how fast the hopes, expectations and concerns of people in Europe today are changing.

Honourable Members, this is my first time addressing you in plenary. However, since coming into office in October 2013, I have addressed you in committee a total of eight times, including before the Committee on Petitions, the Committee on Budgetary Control and the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs. Each time I have benefited from your expertise, your advice and support, and from that of the staff who support your work. These committee hearings and our many one-on-one meetings have strengthened my understanding of our work together at European level and have fed directly into the strategy I have developed for my office.

Štvrtok 15. januára 2015

My task as the third European Ombudsman is to take the office to the next level and make sure it continues to succeed and to thrive. My work at the end of 2013, when I took office, and over the past year of 2014 has been about putting those words into action. Recently, I published our five-year strategy entitled 'Towards 2019', which you refer to in paragraph 21 of today's report. My strategy is to combine three objectives – to ensure relevance, to increase visibility and so to achieve greater positive impact.

To begin executing this strategy, I first undertook, as promised, an internal audit of the procedures and practices of the Ombudsman's Office. This involved consulting with staff at every level and is leading to a number of internal changes, including the introduction of a modern complaint-handling system, a process begun by my predecessor, which will enable us to achieve greater internal efficiencies in complaint handling; a review of how we draft our case decisions to make them more citizen-focused; a review of our key performance indicators; and a review of our complaint inquiry processes, which will allow us to identify the key cases early and to prioritise them. These changes will, I believe, lead to an overall better service to citizens.

With an office of around 70 staff, I see it as my duty to use the resources at my disposal to the maximum possible effect.

To ensure our work becomes more relevant to the major concerns of ordinary European citizens and residents, I have made greater use of my power to launch inquiries in the public interest without necessarily a specific complaint as basis. To that end, I appointed an Own Initiative Investigation Coordinator, whose job is to drive the own-initiative inquiries in collaboration with her colleagues and to ensure that the outcomes are both speedy and effective.

Last year we opened own-initiative inquiries into the transparency and balance of Commission Expert Groups, the transparency of the Transatlantic Trade and Investment Partnership negotiations, the way in which EU institutions are implementing the new rules on protecting whistle-blowers, the Commission's handling of the European Citizens Initiative, the way in which fundamental rights are protected in the EU cohesion fund programmes, and how Frontex ensures compliance with the Charter of Fundamental Rights in its important and difficult work.

Two other major ongoing inquiries of significant relevance concern how the Commission manages potential conflict of interest when EU officials leave for employment elsewhere – the so-called 'revolving doors' issue – and an ongoing inquiry into how the European Medicines Agency supports the transparency demands of Parliament in relation to clinical trial studies for medicines in the EU. I appreciate the fact that the Committee on Petitions welcomes these inquiries in point 24 of its report.

To achieve greater visibility, I have focused on ensuring that our work is better communicated to you, the elected representatives, to our stakeholders and to the public. Media commentary and media monitoring suggest that that strategy is having a significant impact, with details of our cases and other work now regularly featuring in the Brussels media outlets and also in mainstream Member State media and further afield. In addition, I now send you, the Members, a digest of our work, and I hope I have demonstrated my willingness to have ongoing dialogue with you on subjects of mutual concern.

We have also focused on our social media outreach and have trebled our Twitter followers in one year. I hope many of you have seen our new-format annual report, which uses many new media technologies to make it more readable and attractive.

I believe the new strategy has already had a positive impact and I am very grateful to all of the officials in the institutions I have dealt with for their largely positive engagement with my office. In December 2013 we had a positive response from the Commission in two major cases. One concerned an unreasonable delay in relation to a state aid investigation into certain professional football clubs; the other concerned an alleged conflict of interest for the former chair of the Ad-Hoc Ethics Committee for Commissioners. The chair stepped down after my intervention, and the Commission has since made the work of the Ad-Hoc Ethics Committee more transparent, which I welcome.

Štvrtok 15. januára 2015

In relation to the European Medicines Agency, I believe the intervention of my Office, together with concerned Members of Parliament and civil society, helped to make sure that their new transparency policy was not rolled back, as it had appeared it would be when details of the new policy were announced in 2014.

Following, again, the strong intervention of a coalition of concerned Members of Parliament and civil society and an inquiry by my office into the lack of transparency around the TTIP negotiations, the Council released the mandate for wider public scrutiny, which I welcome. The Commission, as you know, has also announced other steps forward on transparency. Recently we made further constructive suggestions, and I expect the Commission's response to those suggestions in March.

In recent weeks I have also listened to the new Juncker Commission. I have been heartened by the commitments on, and the real progress made toward, greater transparency, openness and accountability, particularly by Vice-President Timmermans on my right here today, and I pledge to work as collaboratively as possible with the Commission at all levels to help them achieve those goals. Indeed, the Commission is actually leading on many issues of good administration in the EU today, and for that they deserve our recognition.

To conclude, can I put on record again how impressed I am by the high standards of the European civil service, the thousands of dedicated people who work in the EU institutions and agencies all over Europe? The vast majority work hard to achieve high standards in their work and display a true ethic of public service. However, as we know, trust in both the EU and national levels of governance is not always very high at the moment in Europe. There are reasons to hope that we are slowly beginning to emerge from the painful recession and banking crisis. The people of Europe will regain trust in their governing administrations when they begin to see, for their families and in their daily lives, positive changes deriving from the decisions made. However, unlike most nation states in Europe which are largely legitimate in the eyes of their citizens, the EU administration has not yet achieved the high levels of popular legitimacy which, in the eyes of many Europeans, it should enjoy. Today's report correctly recognises, in paragraph 3, that 'wide gap'. This is why it is so important for the EU administration to be not only of the highest possible quality, but indeed to be the 'gold standard' in ethics, transparency, accountability and effectiveness.

My task as European Ombudsman is to work with the institutions and agencies to help make that happen. As you, the Members of the European Parliament, have recently trusted me to continue as European Ombudsman, I promise to do my best to continue working to fulfil that task.

Finally, let me conclude by again thanking the rapporteur, the shadow rapporteurs, their staff and the secretariats for all the work on the report, and I look forward to listening to your contributions and questions.

Frans Timmermans, *First Vice-President of the Commission*. - Mr President, first of all I want to thank Mr Wałęsa for his report. I congratulate him on the excellent work he has done on behalf of your Parliament. Secondly, of course, congratulations are due to Ombudsman Mrs O'Reilly for being re-elected by your Parliament. You appreciate her work and so does the Commission, and I look forward to working with her along the same lines as she has just expressed.

I am really very proud to be part of the leadership of what I would call one of the best administrations public service has in the world. But I am also committed to improving the way it works, to making sure that we work more transparently, that we are more accountable and that we also change the situation when the situation is not up to the standards both Parliament and the Commission want.

We have examined the Wałęsa report with great interest. Transparency, openness, access to information, respect for the rights of citizens, high ethical standards: essential building blocks for creating greater support for European institutions at large. I fully concur with what Mrs O'Reilly just said, namely that the level of quality of our institutions is not reflected in the level of support from European citizens, and we need to work on that if we are to get the mandate from our constituents to do what needs to be done to create more prosperity and to create more jobs and to create more security for European citizens.

I also note, and Mr Wałęsa referred to it, that the share of complaints against the Commission has risen, and I have listened carefully to his call that we should reduce that, and I agree with him. I just want to, very briefly, tell you that in actual numbers, complaints between 2012 and 2013 have gone down. It is the share that has gone up – and this is unacceptable, so we will work on that – but just to make sure we do not misunderstand that there is actually, in numbers, a reduction in complaints.

Štvrtok 15. januára 2015

I would just like to point out that if you compare the institutions, the highest compliance – 84% – by institutions with the Ombudsman's recommendations is by the Commission, and let me just note very briefly that 100% compliance will for legal reasons probably never be possible. But I strive to have the highest possible compliance.

I also want to salute and welcome the approach of the Ombudsman to focus on strategic investigations, because strategic investigations can discern patterns, and patterns are the things we need to change if we want to improve the way we run our administration. I will support her and work with her very closely to make a success of her recommendations emanating from these strategic investigations.

I also note that Mr Wałęsa calls for common binding rules and principles on administrative procedure, and I just want to reiterate what I said at my hearing: that we will discuss the best possible way of implementing that. I know that a European law on administrative procedure is one of the options that could work there, but let us work between the Commission and Parliament on that to see what would be the best possible solutions.

I have noted also the conclusion that the percentage of complaints concerning EU agencies has almost doubled. Here again I offer cooperation, within the possibilities we have legally, to improve that on the boards of these agencies etc., and there again I would like to work closely with the Ombudsman and with Parliament to ensure improvement. Finally, the complaints against EPSO have indeed decreased significantly, and I think I would echo Mr Wałęsa's conclusion that this is to be applauded.

Once again, I look forward to working closely with Mrs O'Reilly and her team. She has an outstanding team. They have a strong dedication to improving the quality of our administration and to answering enquiries and complaints from European citizens, and it is in all our interests to make sure that her work is successful. I will certainly guarantee you my personal commitment to making that happen.

Peter Jahr, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident! Zunächst möchte ich der Bürgerbeauftragten zu ihrer Wahl im vergangenen Dezember noch mal gratulieren. Die Tatsache, dass es bei dieser Wahl keinen Gegenkandidaten gab, kann sicherlich als ein positives Zeugnis ihrer bisherigen Arbeit gewertet werden.

Apropos Wahl: Ich werde mich nach wie vor dafür einsetzen, dass in Zukunft im Parlament wieder die Praxis eingeführt werden sollte, dass der oder die Bürgerbeauftragte bereits unmittelbar nach der Wahl einige Worte an das Parlament richten darf.

Vielen Dank noch mal an den Berichterstatter, Jarosław Wałęsa. Dem Bericht möchte ich mich zu 150 % anschließen. In dem Sinne habe ich noch drei kurze Anmerkungen oder Verdeutlichungen hinzuzufügen. Erstens: In ihrer kurzen Amtszeit ist es Frau O'Reilly bereits gelungen, die Zusammenarbeit mit dem Europäischen Parlament und insbesondere mit dem Petitionsausschuss noch weiter zu intensivieren und vor allen Dingen auch die Distanz zu den Bürger zu verringern. Zweitens: Ich freue mich auch in Zukunft auf eine sehr gute Zusammenarbeit mit ihr, beispielsweise zum Thema Kinderrechte. Speziell zum Thema Sorgerecht liegen uns im Petitionsausschuss viele Beschwerden vor. Frau O'Reilly hat uns bereits zugesichert, dass sie sich aus ihrer Sicht und mit ihrer Verantwortlichkeit diesem Thema auch widmen möchte. Gerade bei der Durchsetzung von Rechten schutzbedürftiger Personen, zum Beispiel Scheidungskinder, sollten die europäischen Stellen enger zusammenarbeiten und die zur Verfügung stehenden Mittel besser ausschöpfen.

Es ist gut zu wissen, dass wir mit Frau O'Reilly eine engagierte und fachlich hochkompetente Bürgerbeauftragte an unserer Seite haben.

Soledad Cabezón Ruiz, *en nombre del Grupo S&D*. – Señor Presidente, yo también quiero comenzar, por supuesto, felicitando la elección de la Defensora del Pueblo, así como el arduo trabajo realizado no solamente por el ponente, Wałęsa —a quien, como ya digo, felicito—, sino también por los diferentes ponentes alternativos, que nos han permitido obtener importantes conclusiones en este informe.

Štvrtok 15. januára 2015

Señorías, en estos momentos de dificultades, es obvio decir que Europa necesita más Europa. Para ello, sabemos que es crucial que la ciudadanía se encuentre o se sienta dentro del corazón de Europa y para ello tiene que sentirse dentro, en el centro, de sus instituciones. Garantizar un adecuado funcionamiento de las instituciones europeas es de suma importancia y esa es la función cardinal de la propia oficina del Defensor del Pueblo, así como de la Comisión de Peticiones, cuyo papel también debemos recordar.

Y lo es porque la ciudadanía debe sentirnos, como digo, cerca y considerar realmente que sus problemas son nuestras reivindicaciones y nuestra tarea. En este sentido, no tengo más que felicitar y decir que este es un buen informe porque ha sido buena la labor de la oficina de la Defensora del Pueblo. Aunque quiero decir que esto no debe ser muestra de autocomplacencia, sino un nuevo impulso en este trabajo y en esta línea de trabajo.

Efectivamente, en cuanto al informe en concreto, en lo que se refiere al funcionamiento de las instituciones, tengo que decir que es positiva la puesta en marcha de la página web en veinticuatro idiomas, aunque lamento que el informe no esté disponible en todos los idiomas, sino solamente en inglés.

Tengo que felicitar el hecho de que se haya empezado a mejorar el acceso a las personas con discapacidad, aunque también reivindico que se haga en pro de la infancia o que se haga en pro de la igualdad de género, mejorando su lenguaje. También tengo que felicitar el hecho de que se haya puesto en marcha la Red Europea de Defensores del Pueblo, así como que se haya trabajado por la transparencia de las instituciones europeas, aunque quiero reivindicar que se incluya en esta mejora de la transparencia a todos aquellos organismos, formales o informales, que toman, en el día a día, decisiones que afectan a los derechos de los ciudadanos y ciudadanas, ya sea la *troika* o el propio Eurogrupo.

Tengo que reivindicar -como ha hecho el señor Wałęsa- la necesidad de establecer plazos y garantías en la respuesta, por parte de las instituciones europeas, a todas las peticiones de los ciudadanos, para disminuir la injerencia política. Y, en cuanto al fondo, quiero decir que estoy de acuerdo con los diferentes temas que ha abordado de oficio la Defensora del Pueblo, aunque ahondaría en la necesidad del precio de los fármacos innovadores, así como en la afectación de los derechos fundamentales en la crisis.

Νότης Μαρίας, εξ ονόματος της ομάδας ECR. – Κύριε Πρόεδρε, χαιρετίζουμε την εδώ παρουσία της Ευρωπαϊκής Διαμεσολαβήτριας, της κυρίας O'Reilly, και την συγχαίρουμε για την πανηγυρική επανεκλογή της. Η ετήσια έκθεση δραστηριοτήτων του Ευρωπαϊκού Διαμεσολαβητή κατά το 2013 αναδεικνύει τη σημαντική δράση του Οργάνου αυτού στη διασφάλιση χρηστής διοίκησης και στην προστασία των δικαιωμάτων των πολιτών. Πιστεύουμε στη συνεργασία των ευρωπαϊκών θεσμών και αποδίδουμε ύψιστη σημασία στον έλεγχο, εκ μέρους του Διαμεσολαβητή, των περιπτώσεων κακοδιοίκησης των οργάνων και των οργανισμών της Ευρωπαϊκής Ένωσης, ιδίως στην παρούσα φάση που η οικονομική κρίση έχει οδηγήσει στην αμφισβήτηση των ιδίων των ευρωπαϊκών θεσμών.

Οι πολίτες απαιτούν πλέον ενδυνάμωση των θεσμών λογοδοσίας και διαφάνειας σε επίπεδο Ευρωπαϊκής Ένωσης, συμπεριλαμβανομένης της FRONTEX, της Τρόικας αλλά και της Ευρωμάδας, προκειμένου να βελτιωθεί η ποιότητα της δημοκρατίας. Ταυτόχρονα, τα εκατομμύρια των φτωχοποιημένων πολιτών των χωρών που τέθηκαν σε προγράμματα δημοσιονομικής προσαρμογής, δηλαδή σε μνημόνια, θεωρούν αναγκαία τη διεξαγωγή μιας έρευνας, εκ μέρους της Ευρωπαϊκής Διαμεσολαβήτριας, σε σχέση με την τήρηση του Χάρτη των Θεμελιωδών Δικαιωμάτων της Ευρωπαϊκής Ένωσης εκ μέρους της Τρόικας.

Επίσης, και σε συνέχεια της σχετικής απόφασης της Ολομέλειας του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου τον Μάρτιο του 2014 για τον καταστροφικό ρόλο της Τρόικας, η Ευρωπαϊκή Διαμεσολαβήτρια πρέπει να ερευνήσει τη σύγκρουση συμφερόντων στην Ευρωπαϊκή Επιτροπή μεταξύ του ρόλου της στην Τρόικα και της ευθύνης της ως θεματοφύλακα των Συνθηκών του κοινοτικού δικαίου.

Τέλος, πρέπει να εξετασθεί από τη Διαμεσολαβήτρια η σύγκρουση συμφερόντων μεταξύ του ρόλου της Ευρωπαϊκής Κεντρικής Τράπεζας στην Τρόικα, όπου συμμετέχει ως τεχνικός σύμβουλος αλλά και πιστωτής των κρατών του μνημονίου, και της εντολής την οποία έχει με βάση τη Συνθήκη. Για τον λόγο αυτό, και κλείνοντας κύριε Πρόεδρε, καλώ τους συναδέλφους να υπερψηφίσουν τις σχετικές τροπολογίες που έχω καταθέσει. Τέλος, θα ήθελα να ευχαριστήσω τον εισηγητή και τους σκιώδεις εισηγητές για τη συνεργασία που είχαμε.

(Ο ομιλητής δέχεται να απαντήσει σε ερώτηση με γαλάζια κάρτα (άρθρο 162 παράγραφος 8 του Κανονισμού))

Štvrtok 15. januára 2015

Bill Etheridge (EFDD), blue-card question. – Would you agree with me that in this, as with many other things in life, size matters? What we have here is tens of thousands of civil servants trying to be involved in every part of life, with hundreds of billions of euros involved. It is simply impossible to run an effective organisation with such a huge remit, with so many great ambitions to be involved in so many things. This cannot possibly ever be run efficiently. Would you agree?

Νότης Μαριάς (ECR), απάντηση «γαλάζια κάρτα». – Κύριε Etheridge, ο ρόλος του Ευρωπαϊού Διαμεσολαβητή - ασχολούμαι με αυτό τον θεσμό εδώ και πάρα πολλά χρόνια ως καθηγητής των θεσμών της Ευρωπαϊκής Ένωσης - είναι να μπορέσει να περιορίσει τις περιπτώσεις κακοδιοίκησης σε επίπεδο Ευρωπαϊκής Ένωσης και κυρίως σε επίπεδο Επιτροπής. Θεωρώ ότι μπορεί να συμβάλει στην προστασία των δικαιωμάτων των πολιτών της Ευρωπαϊκής Ένωσης επιλέγοντας στρατηγικούς τομείς και κάνοντας συγκεκριμένες παρατηρήσεις. Ήδη υπάρχει μία αποτελεσματική λειτουργία του θεσμού του Διαμεσολαβητή και αυτό έχει αποδειχθεί στο παρελθόν και από τον ρόλο που έπαιξε και ο Διαμεσολαβητής, ο κύριος Διαμαντούρος.

Beatriz Becerra Basterrechea, en nombre del Grupo ALDE. – Señor Presidente, gracias, señor Timmerman, por su presencia y su compromiso expreso. Enhorabuena, señora O'Reilly, por su reelección.

En nombre del Grupo ALDE y de la Comisión de Peticiones, quiero agradecer expresamente a la Defensora del Pueblo Europeo, Emily O'Reilly, la excelente labor realizada en el año de mandato y la precisión y autoexigencia reflejadas en su informe.

Es una magnífica muestra de cómo desarrollar un trabajo institucional riguroso, con un enfoque de eficiencia operativa, de trabajo en equipo y de rendición de cuentas proactiva y permanente.

Como refleja este informe, la mayoría de las denuncias de los ciudadanos apunta claramente a un déficit de transparencia en las instituciones europeas y esa es el área de mejora que debemos destacar más.

En este sentido, me gustaría recordar las investigaciones iniciadas desde la Oficina del Defensor del Pueblo, como las relativas a la transparencia en las negociaciones del TTIP, la denuncia de irregularidades en las instituciones de la Unión Europea y de los casos de «puertas giratorias», la exigencia de transparencia en los ensayos clínicos de nuevos medicamentos y también —cómo no— el trabajo incansable en la defensa de los derechos fundamentales en la política de cohesión y de apoyo a la mejora de la Iniciativa Ciudadana Europea.

La principal prioridad del Defensor del Pueblo es garantizar plenamente el respeto de los derechos de los ciudadanos. Hemos de revisar el concepto de «buena administración» asumiendo que el objetivo es una «mejor administración», entendida como un proceso de mejora continua, como el patrón de oro al que se refiere la señora O'Reilly, que ya está puesto en marcha y está basado en un funcionariado excelente.

Esto exige no solo que se cumplan las obligaciones legales, sino también que actuemos con voluntad de servicio velando por que los ciudadanos reciban un trato correcto y puedan ejercer plenamente sus derechos.

La señora O'Reilly, primera mujer elegida para el cargo de Defensor del Pueblo Europeo, ha expresado asimismo su voluntad de trabajo en aras de la excelencia a través de su estrategia «Hacia 2019», basada en tres pilares fundamentales que suscribo con entusiasmo: Impacto, Relevancia y Visibilidad.

Quiero desde aquí refrendar todo el apoyo al trabajo de esta institución que, junto a la Comisión de Peticiones, encarna el principal cauce de participación de los ciudadanos europeos. Ese es el ámbito donde pueden expresar abierta y directamente sus preocupaciones. Pongámoslo todos, Parlamento, Comisión y Consejo, en el corazón de nuestra actividad, que no es otra que el servicio a la ciudadanía.

Ángela Vallina, en nombre del Grupo GUE/NGL. – Señor Presidente, en primer lugar, efectivamente, felicitar a la Defensora del Pueblo por su labor, así como por su informe de actividades, por el cual elaboramos este documento.

Štvrtok 15. januára 2015

Este informe que vamos a votar es claramente insatisfactorio para nosotras porque, cuando no maquillamos la realidad, lo que hacemos es directamente obviarla. Por poner un ejemplo, echo de menos que no se hable de las «puertas giratorias», que es uno de los asuntos que la Defensora destaca en su informe por el elevadísimo número de reclamaciones formuladas. Y, por cierto, en España, gracias al PP y al PSOE, sabemos mucho de todo esto. Sin embargo, preferimos ignorarlo, y yo me pregunto ¿por qué les produce tanta alergia y prefieren obviarlo cuando la misma Defensora lo aborda?

Echo de menos que se destaque el papel de la Defensora al investigar la vulneración de derechos fundamentales que se está llevando a cabo por parte de Frontex. Se está pasando de puntillas sobre una investigación, a iniciativa propia de la Defensora, mientras que se entierra con bonitas palabras una cruda realidad que miles de personas, especialmente inmigrantes, sin otra solución que jugarse la vida a las puertas de nuestras fronteras, sufren en sus carnes. ¿Por qué nos ponemos, de nuevo, este velo de hipocresía?

Echo de menos que se denuncie públicamente que la negociación del ATCI sea una de las más vergonzantes de la historia de la Unión Europea. Y no hace falta que recuerde que no podemos siquiera acceder a la sala de lectura de los documentos con un bolígrafo. Pero quizá al ponente de este informe le parezca normal que la negociación de un acuerdo de esta magnitud —que, sin duda, nos va a empobrecer a todos más— se lleve a cabo como en los peores tiempos de la guerra.

Ni que decir tiene que también echo de menos que se mencionen los recortes, las políticas de austericidio, que atacan el derecho de las personas a tener una vida digna. No es casualidad, señoras y señores, que la mayoría de las quejas vengan a parar a la Comisión. Barroso o Juncker. Da igual cómo los llamemos, porque, al final, son exactamente lo mismo. Podría seguir hablando sobre otros asuntos, pero lo que queda claro es que seguimos jugando a maquillar la realidad.

Por todo ello, presentamos desde nuestro Grupo una serie de enmiendas que esperamos —desde el sentido común— que sean aprobadas, ya que van en la línea de los asuntos que acabamos de explicar.

Margrete Auken, *for Verts/ALE-Gruppen*. – Hr. formand! Først og fremmest tak til Jarosław Wałęsa for en god betænkning og et rigtigt godt samarbejde, hvor vi har mødt god vilje til at få så meget med fra os alle, som muligt, og jeg kan også her mærke, hvor samlet vi står, også i vores tak til Emily O'Reilley for et meget flot stykke arbejde. Hun har arbejdet videre på Nikiforos Diamandouros arbejde, og vi står, synes jeg, i den lykkelige situation i EU, at vi har en rigtig Ombudsmand. Vi har især været glade for fremhævelsen af kampen for åbenhed, som vi så slå effektivt igennem i forbindelse med kravene til TTIP-forhandlingerne, hvor Kommissionen havde været fuldstændig lukket. Vi ser også frem til arbejdet med Ombudsmandens særberetning om Frontex.

Når vi alligevel har stillet en række ændringsforslag, så er det først og fremmest fordi vi synes, at vi trænger til at få endnu mere kraft bag kravet om en rigtig forordning om god forvaltningsskik. Vi har lovet borgerne det. Det står i chartret i artikel 41. Det står i traktatens artikel 298. Det er på tide, at vi kommer i gang med at få dette lovfæstet! Tak til hr. Timmermans her i dag for så klart at gå med til, at vi faktisk får styrket arbejdet med at sikre god forvaltningsskik i alle EU's institutioner. Lad mig her efterlyse, at vi får serviceprincippet i centrum, hvor det er borgerne, der skal beskyttes, ikke embedsmændene, og at vi får en sand kamp mod interessekonflikter, altså mod inhabilitet. Det kniber i alle vores lande - også Danmark - at få en ordentlig forståelse af, hvad habilitet er for noget, og få det respekteret.

Derudover vil jeg gerne nævne, da også hr. Wałęsa bragte det op, at vi selvfølgelig gerne vil have et fint samarbejde med Ombudsmanden og Kommissionen. Men vi skal altså have flere ressourcer! Jeg synes, at vores ressourcer skal matche Ombudsmandens. Ikke at hendes ressourcer skal skæres ned, men vi har brug for flere. Vi kan ikke klare alle vores mange klager ved bare at kvæle så mange af dem som muligt, og det synes jeg lidt en gang imellem, at jeg fornemmer, sker, ikke mindst fra EPP's side. Kan vi kvæle dem, så går det jo hurtigt - det er klart!

Lad mig til sidst sige, og det blev nævnt også fra Peter Jahrs side, at jeg synes det var lidt skamfuldt at opleve, at dette Parlamentet ikke gav O'Reilly en ordentlig velkomst. Mange af de store, gamle lande ved end ikke, hvad en Ombudsmand er. De har ikke nogen. Det har de skandinaviske lande, det har England, det har Irland, det har Holland - og lykkeligt nok også mange af de nye medlemslande. De har oplevet, hvad en rigtig, uafhængig, kvalificeret Ombudsmand er. Derfor vil jeg igen gerne takke Wałęsa for at have styrket os i, at vi har fået det til at fungere, og jeg vil gerne opfordre formandskabet til at tage sig sammen og sørge for, at vi får en bedre velkomst, og at vi aldrig mere ser en formand, der lukker for adgangen til oplysninger om, hvem der har anbefalet Ombudsmanden. Det er barokt i strid med hele Ombudsmandens arbejde, at man pludselig beskytter medlemmerne mod at stå ved, hvem de har anbefalet. Så lad os nu få en god velkomst. Vi har en god Ombudsmand, vi burde også have et parlament, der kan leve op til Ombudsmandens bedste standarder.

Štvrtok 15. januára 2015

Eleonora Evi, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, anch'io accolgo con molto piacere il lavoro che il Mediatore europeo Emily O'Reilly ha fin qui svolto e rintracciando nel suo operato la reale volontà di avvicinare i cittadini e le istituzioni da lei rappresentate, un'istituzione che per i cittadini è stata pensata e con i cittadini vive. Ringrazio anche il collega Wałęsa per la relazione svolta, tuttavia vorrei fare delle considerazioni a partire da un dato che ho trovato molto importante: circa 68 delle 100 richieste che arrivano al Mediatore europeo non rientrano nello spettro delle sue competenze.

Questo dato forse ci dice come l'accessibilità e la pubblicità del Mediatore europeo siano assolutamente da migliorare, adoperando ogni mezzo che le nuove tecnologie ci mettono a disposizione sia per promuovere la figura stessa del Mediatore – non conosciuta ai più – sia per accrescere nel cittadino la consapevolezza dei propri diritti e non meno importante chiarire quali siano le reali competenze del Mediatore europeo.

In questo senso mi voglio anche rivolgere anche al mio paese per ricordare purtroppo qualche record che tristemente detiene: l'Italia infatti è il solo Stato a non aver istituito la figura del Difensore civico nazionale, è tra i pochissimi a non avere neppure una commissione parlamentare per le petizioni. Come se tutto ciò non bastasse, a rilevare la scarsa attenzione che le nostre istituzioni hanno verso la tutela del cittadino, voglio ricordare che con la legge finanziaria del 2010 è stata tagliata anche una figura molto importante, che è quella del difensore civico comunale privando quindi i cittadini dei riferimenti territoriali più vicini che avessero.

Auspico che anche l'Italia venga seriamente esortata a rimediare a questa situazione, come peraltro seguendo appunto le raccomandazioni nella relazione annuale del 2012 della commissione per le petizioni volta all'istituzione di una rete delle commissioni per le petizioni che comprenda tutte quelle presenti negli Stati membri. Ringrazio quindi il Mediatore europeo e gli auguro un proficuo anno di lavoro a tutela dei diritti dei cittadini.

Edouard Ferrand (NI). - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Monsieur le Commissaire, les masques tombent. Il faut un véritable contrôle public de la Commission. 64 % des enquêtes ouvertes par notre Médiateur concernent la Commission. Le nombre des plaintes a augmenté contre la Commission. Elle agit pourtant directement sur les citoyens européens. Il faut en finir avec cette situation.

Depuis dix-huit ans, la Cour des comptes refuse d'avaliser les comptes de la Commission. Ici, le Parlement vote avec la même légèreté la décharge. Pire, vous avez refusé de voter la motion que nous avons présentée il y a quelques semaines, sans parler du mystère qui entoure le TTIP. Ni le Conseil, ni le Parlement ne se sont montrés capables de contrôler la Commission.

Alors, j'ai un seul conseil à vous donner, Monsieur le Commissaire. Un vent souffle et gronde, ici, sur l'Europe. Faites attention parce que les peuples sont très mécontents.

Rosa Estaràs Ferragut (PPE). - Señor Presidente, en primer lugar, quiero dar la enhorabuena a nuestra Defensora del Pueblo, la señora Emily O'Reilly, y también al anterior Defensor, cuyo informe del año 2013 valoramos hoy; también al señor Wałęsa, nuestro ponente en este informe y a todos los ponentes alternativos.

Efectivamente, valoramos de qué manera los ciudadanos quieren combatir la mala gestión en algunos casos de algunos órganos, organismos e instituciones de la Unión Europea, y acuden a la institución del Defensor del Pueblo para que haga de intermediaria entre ellos y estas instituciones. Para ello se requiere no solamente cumplir la ley, sino también que haya voluntad de servicio, de tal manera que se vele para que los ciudadanos tengan una respuesta inmediata y para que los ciudadanos tengan un trato correcto.

Es una oportunidad única para que las instituciones de la Unión Europea sean eficaces y beneficiosas para los ciudadanos y podamos recuperar la confianza en todas y cada una de ellas: en definitiva, que sean instituciones abiertas y efectivas.

Štvrtok 15. januára 2015

Viendo el informe, los principales temas que preocupan a los ciudadanos son temas en torno a la transparencia, el acceso a la información —un tema importante—, las cuestiones éticas, «las puertas giratorias» que pueda haber —problema muy ligado al tema de la transparencia— y, también, la gestión de la Comisión como guardiana de los Tratados, los derechos fundamentales y todos los proyectos y programas de la Unión Europea.

Aunque las recomendaciones de la propia Defensora del Pueblo no son vinculantes, no cabe duda de que se escuchan en un porcentaje muy alto y son una oportunidad única para solucionar un problema.

Acabo diciendo que, por lo que se refiere a los temas de accesibilidad, debo darle la enhorabuena a la Defensora del Pueblo, aunque le pido que se vele por que sea una realidad la implementación en los Estados miembros de la Convención de las Naciones Unidas sobre los derechos de las personas con discapacidad, ya que, aunque haya sido firmada por la inmensa mayoría, la realidad es muy pobre.

Marlene Mizzi (S&D). - Sur President, Sinjura Ombudsman, Nixtieq l-ewwel nett nawguralek talli ergajt ġejt eletta bhala l-Ombudsman Ewropew għal din il-legiżlatura.

Kemm ilha f'din il-kariga, Emily O'Reilly uriet determinazzjoni, enerġija u effiċjenza fil-kariga tagħha. Konvinta li f'dawn il-hames snin li ġejjin - flimkien mal-Parlament Ewropew u l-kumitat PETI - ser isir progress fil-kwalità tal-amminis-trazzjoni għall-gid taċ-ċittadin Ewropew.

Is-sena l-oħra kienet sena tranzitorja, però r-rapport tal-Ombudsman hu wiehed tajjeb hafna, innovattiv u wkoll *user friendly*.

Iżda ma rridu bla ebda dubju nahsbu li l-Unjoni Ewropea lahqet il-livell aċċettabbli ta' akkontabilità u trasparenza. Infatti, in-nuqqas ta' trasparenza u aċċess għall-informazzjoni huma l-ilmenti l-aktar spissi li jsiru.

Barra min hekk, żewġ terzi taċ-ċittadini Ewropej jahsbu li l-vuċi tagħhom ma tiswiex. Hu importanti li ċ-ċittadin ma jitlef il-fiduċja fl-istituzzjonijiet tagħna, speċjalment fi żmien meta x-xetticiżmu fil-Proġett Ewropa qed jikber.

Mod biex dan ma jsirx, u biex nimxu 'l quddiem, hu li nżommu liċ-ċittadin fil-qalba tad-deċiżjonijiet tagħna u nintegraw l-interess taċ-ċittadin fix-xogħol tal-Ombudsman u l-istituzzjonijiet kollha Ewropej. Irridu niżguraw governanza serja u rridu niżguraw li ċ-ċittadin jaraha u jhossha din is-serjetà.

Ninnota bi pjaċir, li aktar minn 23 000 ċittadin sabu għajjnuna mill-Ombudsman. Però ninnota li sfortunatament, minoranza biss tal-ilmenti jaqgħu taht il-kompetenza diretta tal-Ombudsman.

Għalhekk, biex dan l-uffiċċju importanti jkun ta' servizz aktar effettiv għaċ-ċittadin:

- Irridu ntejbju l-kanali ta' informazzjoni lejn iċ-ċittadini biex ikunu aktar mgħarrfa fuq id-drittijiet tagħhom
- Irridu niżguraw li kull cittadin ikollu aċċess għall-uffiċċju tal-Ombudsman, mingħajr diskriminazzjoni ma' min mhux abilitat b'sistemi diġitali u [li] għalhekk ma jistgħux jikkomunikaw onlajn
- Irridu naraw *follow up* effiċjenti għall-ilmenti biex b'hekk iċ-ċittadin ma jhossux injorat
- Irridu fuq kollox inqassru ż-żmien ta' dawk il-każi taht investigazzjoni, biex b'hekk issir ġustizzja, jew tinstab soluzzjoni mingħajr dewmien.

Fl-aħhar nett nixtieq nawgura hidma tajba lis-Sinjura O'Reilly u nringrazzja tal-kooperazzjoni u impenn tagħha lejn din il-pożizzjoni tant oneruża.

Kazimierz Michał Ujazdowski (ECR). - Panie Przewodniczący! Też gratulacje dla Pani Rzecznik! Jej sprawozdanie pokazuje, że Unia cierpi na deficyt transparentności i bardzo często zdarza się tak, że to instytucje narodowe są bardziej przejrzyste niż instytucje unijne. W tej sprawie trzeba przejść od słów do konsekwentnych czynów. Ja proponuję, żeby Pani Rzecznik, nie czekając na Komisję Europejską, opracowała kodeks przejrzystości – zestaw zasad, które uczynią instytucje unijne bardziej transparentnymi.

Štvrtok 15. januára 2015

I wreszcie kwestia druga: mamy nowe prawo obywatelskie, obywatelską inicjatywę prawodawczą. Pani Rzecznik się tym zajęła, ale nie chodzi o zwykłe zainteresowanie, chodzi o to, by stanąć po stronie tych, którzy korzystają z tego prawa. Po stronie największej inicjatywy, jaką była „One of us”. Niestety Komisja Barroso odrzuciła tę inicjatywę popartą przez blisko 2 miliony obywateli. Oczekuję, że Pani Rzecznik w takich przypadkach/sprawach będzie wyraźnie, jednoznacznie stała po stronie praw obywateli, mieszkańców Unii Europejskiej.

Cecilia Wikström (ALDE). - Herr talman! Först och främst vill jag rikta ett stort tack till Jarosław Wałęsa och också till de ledamöter och sekretariatet som har jobbat med det här betänkandet, som är viktigt för oss alla. Som ordförande för utskottet för framställningar är det naturligtvis en stor glädje för mig att i dag gratulera ombudsmannen till det förnyade förtroendet. Jag ser fram emot ett fortsatt gott samarbete.

Ombudsmannens roll är nämligen en mycket viktig del i att skapa en europeisk union som kan åtnjuta respekt och få förtroendet tillbaka hos våra medborgare. Precis som Jarosław Wałęsa skriver i det betänkande som jag hoppas att vi med bredast möjliga majoritet kommer att anta alldeles snart i detta plenum, är transparenta beslutsprocesser och ansvarsutkrävande hos dem som har makt och ansvar en mycket viktig hörnsten och en av de viktigaste aspekterna för den moderna demokratin.

I detta sammanhang tänkte jag att jag än en gång skulle ta upp det krav som parlamentet flera gånger har ställt till kommissionen, nämligen att den ska presentera en fullvärdig, effektiv förvaltningslag för Europeiska unionen. En sådan lag skulle enkelt och tydligt reglera, inte bara våra institutioner, utan också hur alla EU:s myndigheter ska agera i förhållande till medborgarna i våra medlemsländer. Först i och med den rättsliga grunden som infördes i Lissabonfördraget blev detta möjligt. Det har dock varit möjligt ett antal år nu. Jag tycker att det är hög tid att ni utnyttjar den möjligheten, eftersom det skulle kunna bidra till att underlätta också ombudsmannens arbete.

Det är därför som jag nu vänder mig med förtroende till er, kommissionär Timmermans, och ber om att ni skyndsamt tar tag i denna fråga som handlar om en europeisk effektiv förvaltningslag.

Våra nationella institutioner och myndigheter lyder nämligen redan under dessa lagar, och det är hög tid att vi får enhetliga regler på plats också på EU-nivå. Här kan säkert koden om gott administrativt uppträdande ligga till grund för vidare arbete.

Avslutningsvis vill jag önska ombudsmannen, kommissionären och alla kolleger och våra medarbetare i utskottet lycka till. Jag ser fram emot vårt fortsatta samarbete under detta fortfarande ganska nya år.

Liadh Ní Riada (GUE/NGL). - A Uachtaráin, ar dtús báire ba mhaith liom mo chomhghairdeachas a ghabháil le Emily O'Reilly as ucht an obair mhaith atá ar bun aici mar an tOmbudsman.

Aontaím leis an tuairisc sa mhéid agus go gcuirtear béim ar thábhacht na follasachta agus an dea-chleachtais laistigh de hinstiúidí na hEorpa agus ba chóir go mbeadh na prionsabail seo mar dhearbhtosaíocht i gcónaí.

É sin ráite, measaim go raibh an rapóirtéir lag go leor i leith an Choimisiúin agus gur sheas sí leo maidir leis an méid gearán a tháinig isteach fúthu. Is cúis áifeála é go bhfuair oifig an Ombudsman an méid sin gearán maidir le droch-chleachtas. Mar aon leis sin, ceapaim go raibh sé lag maidir le Frontex agus is beag tagairt a rinneadh don 'revolving door' agus do chásanna coinbhleachta sna hinstiúidí AE. Gan dabht, gan trácht ar na fadhbanna ollmhóra atá againn le TTIP agus tá sé scannalach nach bhfuil a fhios ag na Feisirí Eorpacha cad go díreach atá ar bun acu ó thaobh na gcainteanna sin.

Mar fhocal scoir, ba mhaith liom a chuir in iúl gur chúis bhróid é domsa gur bean Éireannach thú agus guím gach rath ort sa todhchaí agus san obair atá amach romhat.

Morvai Krisztina (NI). - Elnök úr, kedves kollégák és kedves európai polgárok, akik talán követnek bennünket! Vagy egy nagyon fontos pozíció az Európai Unióban, az ombudsmannak a pozíciója. Ez egy komoly jogászai tevékenység, amelynek lényege, hogy az 500 millió európai polgár – akik között ugye egyre több a jogfosztottságtól szenvedő – jogainak az érvényesítését és érvényesülését vizsgálja. Azt tehát, hogy a jogszabályokban, bírósági gyakorlatban, jogelvéken biztosított jogaik mennyire érvényesülnek. Olyan furcsa érzésem van, mert itt van két önéletrajz a kezemben, az egyik ombudsman asszonyé, és ebből az derül ki, a másik pedig a riportőrünké, ebből az a furcsa kép tárul a szemünk elé, ami valószínűleg meglepné a jogkeresőket, hogy a mi ombudsmanunk, és ez nyilván tévedés, tehát a kérésem, kérdésem arra irányul, hogy legyen kedves elmondani azt, hogy Ön milyen jogi képzettséget szerzett az élete során, és hogyan képezi folyamatosan a jog területén tovább magát. Önéletrajzából az derül ki, hogy soha egy szemeszter jogot sem tanult és az Ön munkáját ellenőrzi az a kollégánk a Parlament részéről, aki szintén soha életében egy szemeszter

Štvrtok 15. januára 2015

jogot nem tanult. Elnézést, ha ez félreértés, ez derül ki az önéletrajzuktól.

Roberta Metsola (PPE). - Nixtieq nibda billi nirringrazzja lill-kollega Wałęsa tar-rapport eċċellenti tiegħu. Nixtieq ukoll niehu l-opportunità biex nirringrazzja lilek, Sinjura O'Reilly, għall-hidma tiegħek bħala Ombudsman tal-Unjoni Ewropea. Naf li l-hidma marbuta mal-Uffiċċju tiegħek mhijiex għall-wita; xejn ma hu faċli, iżda inti rnexxielek tnaqqas id-distakk bejn iċ-ċittadini tal-Unjoni Ewropea u l-istituzzjonijiet Ewropej billi tohloq u tkompli taħdem fuq uffiċċju li sar aktar aċċessibbli, miftuh, u li jithaddem b'mod aħjar. Nixtieq ukoll nirringrazzjak talli żammejt kuntatt regolari mal-kumitat tagħna tal-petizzjonijiet u mal-MEPs kollha; kont disponibbli kull meta kien hemm bżonn.

Għandna bżonn, għaldaqstant, li nsahhu t-trasparenza fl-istituzzjonijiet Ewropej jekk irridu li i-ċittadini Ewropej ikollhom iktar fiduċja fl-Unjoni Ewropea u l-istituzzjonijiet kollha tagħha.

Għalhekk m'għandniex bżonn lil xi hadd jikkonvincina li hemm bżonn li nsahhu l-uffiċċju tiegħek u li dan l-uffiċċju jkollu r-riżorsi kollha meħtieġa biex jitmexxa b'mod effettiv.

Nagħmel punt iehor: ahna għandna nagħtu wkoll l-appoġġ kollu lil kull Ombudsman fil-pajjiżi tagħna tal-Unjoni Ewropea. Fil-każ ta' Malta l-Ombudsman qed jiehu l-inizjattiva biex iwaqqaf l-International Ombudsman Law Insititute f'pajjiżna. Din hija inizjattiva tajba u li jien nagħti l-appoġġ shih tiegħi għaliha.

Sinjura O'Reilly, nirringrazzjak u jien ninsab herqana li nkomplu nsahhu l-koperazzjoni tagħna tul is-snin li ġejjin.

(Il-kelliem qabel li jwieġeb għal mistoqsija "karta blu" skont l-Artikolu 149(8) tar-Regoli ta' Proċedura).

Maria Grapini (S&D), *Întrebare adresată conform procedurii „cartonașului albastru”.* – Sunt de acord că este o instituție foarte importantă pentru noi, pentru fiecare țară în parte și pentru Uniunea Europeană. Întrebarea mea este: nu credeți că această instituție ar trebui să analizeze mai mult situația țărilor membre ale Uniunii Europene unde bugetele sărăcesc pentru că se pierd procese pe drepturile omului în țară și se câștigă la Curtea Drepturilor Omului și, practic, banii se plătesc de la buget și nu de către cei care greșesc?

Roberta Metsola (PPE), *twegħiba karta blu.* – L-ewwel nett nahseb li mistoqsija bħal din tista' titpoġġa wkoll lill-Ombudsman, imma nista' nirrispondik, iva.

L-ewwel nett, il-fatt li ahna nallokaw hafna riżorsi lill-Ombudsman ma jfissirx li fl-istess hin m'għandniex inpoġġu pressjoni biex il-proċess ġudizzjarju quddiem il-qrati tal-pajjiżi tagħna dejjem imur għall-aħjar.

Jiena fil-fatt kont dejjem fuq quddiem li nargumenta li anki fil-pajjiżi l-oħra tal-Unjoni Ewropea għandna niżguraw li jkun hemm trasparenza, riforma ġudizzjarja u l-possibiltà li kulhadd jingħata d-dritt li jiġi rrapprezentat b'mod korrett quddiem il-qrati nazzjonali.

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D). - Panie Przewodniczący! Chciałabym serdecznie pogratulować pani Emily O'Reilly pierwszego sprawozdania Europejskiego Rzecznika Praw Obywatelskich. Sprawozdanie dotyczy roku 2013, w którym urząd ten sprawował jeszcze poprzedni rzecznik, profesor Nikiforos Diamandouros, rokrocznie bardzo pozytywnie przez nas oceniany. Cieszę się, że jego metoda współpracy z Parlamentem, w szczególności z Komisją Petycji, jest także obecnie kontynuowana.

W 2013 r. o pomoc do rzecznika zwróciło się ponad 23 tysiące obywateli. Z tej liczby blisko 20 tysięcy otrzymało poradę drogą internetową. Zarejestrowano 2420 skarg, co stanowi ich spadek o dokładnie 22 w porównaniu z rokiem poprzednim. Wszczęto 350 nowych dochodzeń, zamknięto 461 rozpoczętych już dochodzeń, 77% dotyczyło skarg złożonych przez indywidualnych obywateli. Do najczęstszych należały te dotyczące przejrzystości w instytucjach unijnych i udziału obywateli w unijnym procesie decyzyjnym.

Uczynienie instytucji rzecznika jak najbardziej przyjazną dla obywateli powinno stać się motywem przewodnim obecnej kadencji. I Pani, jako pierwszej kobiecie na tym stanowisku, bardzo serdecznie tego życzę.

Štvrtok 15. januára 2015

Na koniec gratuluję sprawozdawcy, Panu Wałęsie, rzetelnego sprawozdania.

Steeve Brisois (NI). - Monsieur le Président, chers collègues, le rapport relatif aux activités du Médiateur européen permet de mesurer à quel point l'Union européenne est en totale déconnexion avec les préoccupations des citoyens des États membres.

Pour l'année 2013, moins de 24 000 citoyens ont ainsi consulté les services du Médiateur et seules 461 enquêtes ont été clôturées, ce qui est ridicule au regard, par exemple, de l'activité du défenseur des droits français, qui a traité près de 90 000 dossiers pour la seule année 2011. Ce chiffre prouve le désintérêt des citoyens de chaque État membre à l'égard des procédures et des institutions européennes.

De plus, près de 20 % des propositions du Médiateur n'ont pas été mises en œuvre par les institutions européennes. À ce titre, il aurait été opportun de demander pourquoi ces propositions n'ont pas été suivies de fait. Par exemple, le Médiateur a demandé à la Commission de respecter les règles élémentaires de transparence concernant les négociations du TTIP et du CETA. Il semble cependant que la Commission n'ait pas tenu compte de ces recommandations, ni communiqué aux députés européens les tenants et les aboutissants des négociations de ce traité de libre-échange.

Alors non, le Médiateur européen n'est pas à la hauteur des enjeux et ne pèse quasiment rien face à la toute-puissante Commission européenne.

Csáky Pál (PPE). - Elnök úr, szeretném megköszönni Wałęsa kollégának is az elvégzett munkát. Üdvözlöm a tisztelt Ombudsman asszonyt, és sok sikert kívánok a munkájához! Azért kértem szót a vitában, hogy megerősítem a parlamenti jelentésben leírtakat. Fontos ugyanis hangsúlyoznunk, hogy az európai ombudsman intézménye kulcsfontosságú intézmény, amely az uniós demokrácia megerősítését szolgálja. Az uniós polgároknak a választások során emberközelibb Európát ígértünk, ezen ígéretünk megvalósításához elengedhetetlen az uniós polgári jogok erősítése és tiszteletben tartása. A végső cél ugyanis nem más, mint az Európai Unióba vetett bizalom megerősítése, és ha ez sikerül, akkor mindannyian sikert értünk el. És ha az ombudsman munkája során eléri azt, hogy az európai uniós intézmények hatékonyabbá és polgárközelibbé váljanak, azt mindannyian sikerként értékelhetjük majd, és kedves Ombudsman asszony, ezen az úton természetesen számíthat mindannyiunk támogatásával.

Üdvözlöm azt a tényt is, hogy az ombudsman 2019-ig szóló stratégiájának egyik pillére a „láthatóság” fogalma. Közép-európai képviselőként úgy látom, hogy ez az egyik legnagyobb kihívás: láthatóvá tenni, érzékelhetővé tenni az uniós jogokat és ezen belül az európai ombudsman szerepét. Mindent meg kell tennünk annak érdekében, hogy üzenetünk elérjen a polgárokhoz. Ezért fontos például a dokumentumok több nyelven történő elérhetővé tétele. Ezen az úton is tovább kell haladnunk, kedves Ombudsman asszony, és mindezt nem azért mondom, hogy Ön és a hivatala munkaterheit növeljem, hanem azért hogy az Európai Unió minél több tudatosan cselekvő, tájékozott polgár közössége lehessen.

(A felszólaló hozzájárul egy, az eljárási szabályzat 149. cikkének (8) bekezdése értelmében feltett kék kártyás kérdés megválaszolásához).

Tibor Szanyi (S&D), Kékkártyás kérdés. – Elnök úr, én Csáky úrhoz tennék fel egy kérdést, mondván, hogy hivatkozott Közép-Európára. Én azt szeretném, tudni, hogy ha pár szóban meg tudná világítani, hogy melyek ezek a tipikus közép-európai problémák, amelyek az európai ombudsmant érintik, hiszen én magam is Közép-Európából származom, és érzem, hogy azért van különbség Európa különböző régiói között.

Csáky Pál (PPE), Kékkártyás válasz. – Elnök úr, szeretném a következőt válaszolni. Közép-Európa fogalma alatt, Kelet-Közép-Európa fogalma alatt elsősorban a posztkommunista országokat értem. Azért mondtam azt, hogy nagyon fontos, hogy az ombudsman szerepe is és az emberi jogok szerepe is nyilvánvalóvá váljon az emberek előtt, mert másképp szocializálódtak a volt kommunista országokban élő emberek. Nem annyira fejlett a demokratikus érzékük, mint a nyugat-európai országokban, ahol nem volt 40–50 évig tartó megszakítás. Ezért gondolom azt, hogy kiemelten fontos az, hogy mi, a 2004-ben csatlakozott tíz tagállam képviselői és polgárai jobban tudatosítsuk ezt és beszéljünk otthon a médiában is ezekről a kérdésekről.

Jude Kirton-Darling (S&D). - Mr President, I welcome today's report, as it emphasises the crucial role that the Ombudsman has to play and the importance of her three key pillars for the next five years: relevance, visibility and impact.

Štvrtok 15. januára 2015

The EU can sometimes appear as a faceless bureaucracy, and as parliamentarians we share a common duty with the Ombudsman to make European democracy a tangible reality. Our Ombudsman has been leading from the front in this regard as her actions, particularly on TTIP, demonstrate. A lack of transparency in the TTIP negotiations has generated tremendous frustration across Europe; it only reinforces people's concerns. Our Ombudsman has responded proactively, investigating, requesting and obtaining greater transparency. This achievement bears testimony to the commitment and efficiency of our Ombudsman. I will be voting for this report today as a sign of my support and recognition.

Heinz K. Becker (PPE). - Herr Präsident, Frau Bürgerbeauftragte, Herr Vizepräsident, verehrte Kolleginnen und Kollegen! Vorneweg meine Gratulation und Dank an den Berichterstatter Wałęsa für den exzellenten Bericht, den wir ja in der EVP-Fraktion vollinhaltlich stützen.

Als Mitglied des Petitionsausschusses dieses Europäischen Parlaments möchte ich ausdrücklich betonen, dass wir in Europa darauf stolz sein können, dass wir eine Institution wie die Europäische Bürgerbeauftragte haben – als direkten Ansprechpartner aller 500 Millionen europäischer Bürger. Es ist nachweislich und erfolgreich Beschwerden über die Arbeitsweise von Behörden und Verwaltungen nachgegangen worden, und es konnte Kontrolle ausgeübt werden und nachweislich in den Ergebnissen Verbesserungen und Änderungen in der EU eingeführt werden.

Ich begrüße in diesem Zusammenhang auch die von der Bürgerbeauftragten und ihrem Team initiierten Untersuchungen zum Thema „Ethisches Verhalten und transparente Lobbyarbeit“. Der vorliegende Jahresbericht zeigt, dass diese Themenfelder ganz oben in der Problemliste der Bürger stehen. Ich glaube, dass die Bestrebungen von Frau O'Reilly, die Einrichtungen der Bürgerbeauftragten noch zugänglicher zu machen, zu unterstützen sind. Die Unterstützung des Petitionsausschusses ist Ihnen sicher.

Președinte: ADINA-IOANA VĂLEAN

Vicepreședinte

Bogusław Liberadzki (S&D). - Pani Przewodnicząca! Pani Rzecznik! Przede wszystkim obraz, który mamy ze sprawozdania Pani, rysuje się jako obraz po prostu pozytywny i to był dobry powód, dlatego że pan poseł Wałęsa przygotował również bardzo przyzwoite sprawozdanie. Tak więc, jeżeli można, w nurcie dyskusji dwa momenty, które tutaj padły.

Moment pierwszy, pytanie, że Pani Rzecznik dobrze funkcjonuje, pomimo że nie jest prawnikiem. Dodajmy, że symbolem prawa jest Temida. Temida ma zasłonięte oczy. Pani ma mieć oczy otwarte, bo Pani reprezentuje interes obywateli! I dobrze, że Pani nie jest prawnikiem.

Padł także drugi zarzut, że we Francji to są dziesiątki tysięcy rozpatrywanych spraw. Pani poinformowała tylko zaledwie o kilkuset rozpatrywanych. Po pierwsze, Pani nie może sobie zamawiać tysięcy, żeby wpływały, i uzasadniać Pani istnienie. Ba, co więcej, gdyby żadna sprawa nie wpłynęła, dalej racja bytu rzecznika praw obywatelskich jest ze wszech miar uzasadniona, bo Pani ma być reprezentantem obywateli, ale także swoistym strażnikiem przestrzegania standardów przez Komisję Europejską.

Carlos Coelho (PPE). - Senhor Presidente, Senhora Provedora de Justiça, Senhor Vice-Presidente da Comissão, caras e caros Colegas.

Senhora Provedora, partilho da opinião dos meus colegas e, em particular, do meu colega Wałęsa, que a felicitei pela excelência do trabalho que tem levado a cabo. Gostaria de recordar o seu antecessor, Nikiforos Diamandouros, que nos deixou um extraordinário legado.

A instituição que representa reveste-se de extrema importância. O bom funcionamento da administração pública é não apenas um pilar fundamental de um sistema democrático, como um direito dos nossos cidadãos e o facto de mais de 23 000 cidadãos se terem dirigido ao Provedor de Justiça é revelador não só desta importância, mas também da confiança que nele depositam.

Štvrtok 15. januára 2015

No ano de 2013 vi com muito agrado o relatório especial relativo à Frontex, que deve servir de encorajamento para a abordagem sistémica que pretende imprimir em certos inquéritos. Aliás, é com muita expectativa que espero resultados da sua estratégia rumo a 2019.

Foram, no entanto, as questões de transparência que dominaram 2013. Vimos recentemente com a Europol que esses problemas persistiram em 2014. Espero, por isso, que a sua ação futura se dedique intensamente a este tema. Não posso estar mais de acordo consigo que é intolerável que acordos internacionais permitam a Estados terceiros limitar os poderes das nossas instituições, poderes que estão fixados nos Tratados, ou criar obstáculos ao livre exercício das suas competências.

Espero que continue a trabalhar afincadamente. Obrigado. Continuação de bom trabalho.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). - Dėkoju pranešėjui, o taip pat ombudsmenei už pristatytą jos pirmąjį metinį pranešimą ir už tą atliktą darbą padedant stiprinti atskaitomybės ir skaidrumo struktūras ir institucijas Europos lygmeniu, bei skatinant iš tiesų tinkamą administravimą kiekvieno Europos Sąjungos piliečio labui. Labai vertinu ir tai, kad pranešimą be tradicinės popierinės versijos dabar galima gauti ir persiunčiamą interaktyvią versiją. Tai išties daro Europos ombudsmeno instituciją prieinamesnę, patrauklesnę vartotojams ir šia linkme reikėtų dirbti ir toliau ir tuo pat metu nepaliekant užrįbyje ir tų mūsų piliečių, kurie galbūt dar neturi galimybės naudotis internetu. Vertinu ir ombudsmenės gerą bendradarbiavimą su Parlamentu, ypatingai su Peticijų komitetu. Žinoma, pozityvu yra tai, kad 2013-ais metais skundų dėl Europos personalo atrankos tarnybos sumažėjo, tačiau nerimą kelia tai, kad skundų padaugėjo dėl Komisijos ir dėl Europos Sąjungos agentūrų, todėl labai prašau ponį ombudsmenę išsiginčyti dėl kokių priežasčių tai atsitiko ir kokių priemonių mes bendrai turime imtis? Iš tiesų, labai svarbu yra skaidrumas, atvirumas ir galimybė gauti informaciją mūsų piliečiams.

Емил Радев (PPE). - Искам да поздравя омбудсмана Емили О'Райли за ключовата роля в правенето на работата на Европейските институции по-разбираема и прозрачна, а европейската администрация по-ефективна за всички европейски граждани, включително българските. Отделният доклад за доброто административно управление е важно нововъведение към годишния доклад и бих искал да насърча г-жа О'Райли той да се е превърне в традиция.

Бих искал да отправя две препоръки. На първо място, бих искал да призова офиса на омбудсмана да задълбочи сътрудничеството си с европейските омбудсмани в рамките на Европейската мрежа на омбудсманите. Вярвам, че обмяната на опит и успешните практики между г-жа О'Райли, националните и регионални омбудсмани неминуемо ще допринесе до повишаване качеството на услугите на националните администрации в различните страни и на европейските институции.

Второ, бих искал да я насърча да посвети още повече усилия за защита правата на хората с увреждания и да гарантира, че администрацията на Европейския съюз е запозната с отговорностите си по отношение на тези права. Считаю, че ролята на Европейския Омбудсман е централна в новосъздадената мрежа на Европейския съюз за наблюдение на прилагането на член 33, параграф 2 от Конвенцията на ООН за правата на хората с увреждания. Считаю, че е наше задължение като европейски законодатели също да гарантираме, че хората с увреждания могат достойно и пълноценно да се ползват от своите права и свободи на европейски граждани.

Последната ми препоръка към Вас е да обърнете специално внимание на прилагането на европейското законодателство по отношение на третирането на животните в държавите членки и по-конкретно да проучи дали Европейската комисия и държавите членки спазват задълженията си по директивата за зоологическите градини, регламента за защита на животните по време на тяхното транспортиране, както и регламента за защита на дивата флора и фауна. Решението на Омбудсмана относно ненужните лабораторни тестове върху животни и необходимостта от по-добра координация от страна на Европейската агенция по химикалите е първа стъпка в тази насока.

Niedermüller Péter (S&D). - Elnök asszony, Hölgyeim és Uraim! Mi mindannyian egyetértettünk itt abban, hogy az ombudsmani intézmény az egyik legfontosabb európai intézmény, és abban, hogy O'Reilly asszony egészen nagyszerű munkát végzett az elmúlt időszakban. Ez az intézmény az, amelyik védi az európai polgárok jogait, ez az intézmény az, amelyik kiáll az európai intézmények kiszámíthatósága és átláthatósága mellett, és ezáltal a demokrácia minőségének a javításán dolgozik. Engedje meg O'Reilly asszony, hogy fölhívjam a figyelmét arra, mennyire fontos, hogy mindazoknak a jogait, emberi méltóságát is képviselje az Ön intézménye, akik a társadalom peremére szorultak. Azok, akiknek nincs erős politikai érdekérvényesítő képességük. Arra kérem Önt és az Ön intézményét, hogy a befogadó Európa jegyében fokozott gonddal figyeljen ezeknek az embereknek a jogérvényesítő képességére, álljon ki a jogaik és az emberi méltóságuk mellett!

Štvrtok 15. januára 2015

Tomáš Zdechovský (PPE). – Pane předsedající, děkuji panu Diamandourosovi a paní

O'Reillyové za výsledky jejich úřadů. Jako nový europoslanec jsem si prošel výroční zprávu, protože jsem chtěl vědět, jak hodně se Evropská unie zabývá transparentností, etickými otázkami, základními právy a celkovým zapojením občanů do politiky Evropské unie. Musím říct, že mě aktivita evropského ochránce práv příjemně překvapila. I proto jsem Vás, paní O'Reillyová, podpořil při získání dalšího mandátu. Žádná instituce Evropské unie nemůže být úspěšná bez silné, pracovitě a charizmatické osobnosti, kterou jste prokázala během svého mandátu i během slyšení.

Samozřejmě má paní ombudsmanka před sebou řadu úkolů, které je potřeba co nejrychleji implementovat, aby se její orgán stal přístupnější především pro evropské občany. Jako strážci transparentnosti by se paní O'Reillyová a její úřad měli také více podílet na transparentnosti v rámci vyjednávání základních směrnic, jako je třeba příklad TTIP.

A závěrem mi dovolu, paní ombudsmanko, jednu úsměvnou poznámku. Ve zprávě konstatujete, že výroční zpráva za rok 2013 doznala nové podoby a že je ke stažení i interaktivní verze ve formě elektronické knihy. Já osobně tento „pokrok“ považuju ve 21. století za úsměvný a žádám, aby pro příští období byl prováděn automaticky. Přeju všechno dobré.

Alberto Cirio (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, anch'io voglio congratularmi con il lavoro che è stato svolto dalla Mediatrice, che è stato svolto dal suo ufficio, e credo che da una lettura approfondita della relazione si evincano con chiarezza alcuni elementi che sono di profonda soddisfazione. Anch'io sono un nuovo deputato e vengo qua al Parlamento con il desiderio di vedere un'Europa aperta, un'Europa permeabile, un'Europa con cui i cittadini, specie i più piccoli, i più semplici, i più deboli, possano parlare.

Vedo con grande favore, grande positività il fatto che questo ufficio e il ruolo della Mediatrice stia diventando sempre di più un riferimento costante nella vita delle persone. A volte quando si guarda all'Europa si pensa a qualcosa di lontano, con cui sia difficile parlare, come un mostro di burocrazia. Ecco perché questo ruolo è estremamente importante, perché è la prova concreta che non è così, perché è la prova concreta che invece questa è un'Europa in cui se si vuole conoscere, si può conoscere, se si vuole sapere si può sapere, se si vuole la trasparenza si può avere la trasparenza.

Catch-the-eye procedure

Csaba Sógor (PPE). - Madam President, I take this opportunity to raise two elements that are of great importance. The first is that of overall transparency and accessibility, if information needs to be increased and if we want to keep, or indeed restore, the reputation of our institutions. Secondly, I want to suggest a greater focus, in the work of the Ombudsman, on the struggle of traditional minorities in Europe. Specific measures should be developed to inform these communities, which account for 8% of European citizens, about the work of the Ombudsman. Their rights as enshrined in the EU Charter and the Council documents, and especially their vulnerability, should be kept in mind.

I therefore call on Ms O'Reilly to undertake an own-initiative inquiry on the subject of persons belonging to traditional minority communities and their access to information provided by the European institutions, along the same lines as a past own-initiative inquiry that focused on people with disabilities. It would be extremely useful to verify how sensitive the Commission is in its dealings with these issues.

Nicola Caputo (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, mi congratulo con la Mediatrice O'Reilly per il lavoro svolto. Le statistiche relative al ruolo svolto dal Mediatore europeo registrano una partecipazione in un dialogo diretto con i cittadini significativi ma sicuramente migliorabili. Accolgo con favore una serie di importanti indagini che il Mediatore ha avviato come l'indagine in materia di trasparenza dei negoziati TTIP e CETA, la segnalazione di illeciti da parte di dipendenti nelle istituzioni dell'UE e la trasparenza nei gruppi di esperti della Commissione. Per le istituzioni ciò implica un ulteriore stimolo al rispetto dello Stato di diritto, dei principi di buona amministrazione e dei diritti fondamentali, operando un dialogo amministrazione cittadino basato sulla mediazione, senza ricorso alla fase giudiziale rappresentando un'opportuna valvola di decompressione della litigiosità in rapporto con le istituzioni.

Štvrtok 15. januára 2015

Penso anche che i social media come canale per la comunicazione siano essenziali e incoraggio quindi gli uffici del Mediatore ad avvalersi maggiormente di questi strumenti per sensibilizzare l'opinione pubblica sulle attività del Mediatore e rendere la sua attività più fruibile. La fiducia nei cittadini verso le istituzioni è essenziale nel difficile contesto congiunturale, ben venga quindi la nuova strategia verso il 2019 con la proposizione di indagini sui problemi di impatto e di pertinenza e di visibilità e mi associo al desiderio di vedere il Mediatore come custode della trasparenza dell'Unione.

Ingeborg Gräßle (PPE). - Frau Präsidentin, Herr Vizepräsident! Ich möchte Ihnen, Frau O'Reilly, mein Kompliment machen und mich auch bedanken, auch für den Haushaltskontrollausschuss, für eine wirklich gute Zusammenarbeit. Sie sind ein starker Punkt und ein starker Pfeiler für Glaubwürdigkeit und eine ganz wichtige Anlaufstelle, nicht zuletzt auch für EU-Beamte.

Sie haben im Jahr 2013 ein halbes Dutzend Verfahren in Sachen OLAF gemacht. Da ist auch noch nicht aller Tage Abend. Und Sie haben viel Einfluss – es stimmt ja nicht, was heute hier so gesagt wird, Sie haben viel Einfluss! Wieviel Einfluss Sie haben – und wir sind dankbar dafür –, kann man ermessen, wenn man die letzte Entscheidung des Jahres 2013 nimmt, nämlich den Ad-hoc-Ethikausschuss und den Vorsitz. Die Kommission hat sich zwei, drei Jahre nach Parlamentskritik nicht bewegt, aber nach Ihrem Bericht hat sie sich bewegt. Auch dafür herzlichen Dank.

Herr Vizepräsident Timmermans, da stellen sich viele Fragen nach *lessons learned*. Es wäre schön, wenn es nicht immer irgendwelcher langer Verfahren bedürfte, sondern es selbständige Reaktionen der Kommission gäbe. Das würde ich mir heute wünschen.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL). - Madam President, firstly congratulations to the Ombudsman on her reappointment: she is worthy of the position.

Ombudsman, I would like to bring to your attention a matter that has been totally ignored by the Irish and the European media: the destruction of thousands of millions of euros. It began in March 2011, when three billion was destroyed, and resumed last year with the destruction of a further one billion in two tranches of 500 million each. This obscenity is the legacy of the bail-out in 2010 of the failed institutional investors in two failed non-systematic Irish banks. It served its purpose, bought some time for the euro, prevented the onset of the feared contagion had those banks been allowed to fail.

There was a fall-out, however. The insistence by the ECB that, because the Irish Central Bank printed that money, that must now be taken back into circulation. So you have this obscene situation where a broke, hugely indebted country, where the austerity programme has already wrought havoc, especially among those who can least afford it, is forced to borrow thousands of millions to destroy. The social repercussions of the bank bail-out cost in Ireland have been horrendous: record numbers lying on trolleys; growing numbers suffering from depression; growing numbers taking their own lives; a quarter of a million emigrating. I ask you, please, as a priority, to have a look at this abomination. You talk about confidence in the European institutions; people in Ireland cannot have confidence until this changes.

Milan Zver (PPE). - Zahvaljujem se kolegu iz skupine Evropske ljudske stranke poročevalcu Jarosławu Wałęsi za pravo uravnoteženega poročila o dejavnostih evropske varuhinje človekovih pravic Emily O'Reilly ter njenega predhodnika.

Delo varuhinje je pomembno, saj državljanom Evropske unije daje možnost pritožbe v primeru, da evropske institucije kršijo zakonodajo in pravila. Žal pa se veliko več kršitev zgodi v državah, v nacionalnih ustanovah, kot pa v evropskih.

Ob hudem kršenju človekovih pravic v državah članicah se morajo državljani Evropske unije obrniti na sodišče v Strasbourgu, na institucijo Sveta Evrope. Evropska unija je pri teh vprašanjih popolnoma nemočna in dosedanja prizadevanja, da se stvari na tem področju izboljšajo, so zelo počasna.

Vesel sem, da obstaja Evropski varuh človekovih pravic, a žal ime te institucije daje preveč prazno upanje. Potrebujemo pravega polnomočnega Evropskega varuha človekovih pravic, ki se bo lahko odzval tudi na mnoge kršitve v državah članicah in celovito varoval človekove pravice in svoboščine v Evropski uniji.

Štvrtok 15. januára 2015

Ignazio Corrao (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, io volevo complimentarmi sia con il relatore, con il collega Wałęsa, che con la Mediatrice, la sig.ra O'Reilly, e volevo porre un augurio per il futuro lavoro che l'aspetta durante questa legislatura, perché è vero che il punto di partenza è positivo per quanto riguarda la funzione del Mediatore europeo, ma è anche vero che dobbiamo cercare di fare di più e ha ragione il collega Cirio quando dice che per i cittadini europei, spesso e volentieri, l'Unione europea viene vista come una cosa esterna, lontana, difficile da comprendere e da raggiungere quindi, probabilmente, se riusciamo a centralizzare e ad utilizzare bene la figura del Mediatore europeo gli stessi cittadini possono sentirsi più vicini a quest'istituzione e possono comprenderne meglio la funzione. In tal senso, dovremmo cercare di pubblicizzare, di rendere più conoscibile e più facile l'accesso del normale cittadino, che non si interessa di politica internazionale, a quelle che sono le denunce e le possibilità di accedere al Mediatore.

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, mar Éireannach, ba mhaith liom a rá go bhfuil mé bródúil as an obair atá á déanamh ag an Ombudsman Emily O'Reilly agus gan dabht ar bith tá na Feisirí go ginearálta an-sásta leis an obair atá déanta aici agus dar ndóigh ós rud é gur glacadh léi arís mar Ombudsman don tréimhse atá romhainn d'aon ghuth, taispeánann sé sin go bhfuil jab an-mhaith á dhéanamh aici.

Tá sé an-tábhachtach go mbeadh duine sa bpost sin, duine a bheadh éirimiúil, tuisceanach, ciallmhar agus tá na tréithe sin go léir ag Emily agus tá moladh tuillte aici.

Nuair a thagann daoine go dtí an tOmbudsman, bíonn siad in ísle brí. Ceapann siad nach bhfuil cothrom na Féinne ar fáil ina dtír féin nó san Eoraip agus is iontach go bhfaigheann siad cothrom na Féinne ó Emily O'Reilly agus Oifig an Ombudsman.

Dá bhrí sin, molaim í agus an fhoireann atá aici agus mar fhocal scoir, ba mhaith liom a rá le Ming Flanagan cé go bhfuil drochrudaí b'fhéidir ag tarlú in Éirinn tá a lán dul chun cinn á dhéanamh ann chomh maith agus is fiú é sin a aithint freisin.

(End of catch-the-eye procedure)

Frans Timmermans, Member of the Commission. - Madam President, I have listened carefully to the Members' contributions and I have a number of reactions on some of the points made.

First of all, this Commission is strongly committed to improving transparency and accountability. We have taken measures to that effect in the first weeks of coming into office. Obviously this is not reflected in the report about 2013, which is now two years ago. So, if you want to hold us accountable, also hold us accountable on our actions. I am glad to be accountable in that respect, and I would actually urge this Parliament to follow the example the Commission has set on transparency – for instance, on contacts with lobbyists. This is something on which Parliament could follow suit, and that would be my suggestion.

Secondly, I note that we still need to do much to improve our situation. I would not agree with those of you who have argued that the situation in national administrations is better than at European level. There are many Member States where the levels of transparency and accountability are not the same as in the Commission and the other EU institutions, but still I do acknowledge that we need to improve the situation and I will work very closely with the Ombudsman to that effect.

I also want to point to the fact that, in relation to the Transatlantic Trade and Investment Partnership, we did exactly what the Ombudsman required, and I thank her as well as Mr Wałęsa for acknowledging that. I also acknowledge that most complaints are about the Commission, and that is because most of the legislation and decisions affecting citizens directly are indeed acts taken by the Commission. So there is a correlation with the fact that we are the biggest institution and that we have the most effect on citizens: citizens will then complain. I want to try and increase, as much as I can, the level of compliance with the Ombudsman's recommendations. As pointed out before, we are at 84%, which is the highest level among the institutions. I will try to get it even higher, with the proviso that, in certain cases and for legal reasons, we may not always be able to implement the recommendations of the Ombudsman.

In conclusion, let me say that I am very much looking forward to working closely with Ms O'Reilly and her team. They are making a strong contribution to creating a more accountable Europe, a more transparent Europe and a Europe that is closer to its citizens.

Štvrtok 15. januára 2015

Thank you once again Mr Wałęsa for an excellent report.

Emily O'Reilly, Ombudsman. - Madam President, honourable Members, I would like to thank you all very much for your contributions and the thought that you have brought to them. I take everything that you say on board. I take the compliments, obviously, but I also take the criticism because, without feedback from you, who are even closer to the people than I am, I cannot really know what their true concerns are. I see you as a very valuable resource in relation to that. There were many issues raised, and obviously I cannot deal on an individual basis with all of them, although of course you are more than welcome to come to me as individual MEPs and discuss any matter that you want. But there are a number of general issues that I want to discuss.

A lot of you talked about the visibility of the office. I hope that I am demonstrating that this is certainly a priority for me and that, if people do not know that I am here, the service that I can provide for them is fairly redundant. I have made a very big effort to make the office more visible through a number of techniques.

What is also very important – and some of you have alluded to this – is your own national ombudsmen, Member State ombudsmen, the Petitions Committee or regional ombudsmen and the work that I can do to improve that. As you probably know, as European Ombudsman, I chair the European Network of Ombudsmen, and just yesterday I had a strategy meeting in relation to how they can help me. Equally I can also help them with their own situations. Two of the things I am doing include, for the first time next year, producing an annual report on the work of the Network, in which I will highlight not just my own work but also the work of the Member State ombudsmen. Hopefully, if they agree with this, then they too can present that alongside their annual reports to their respective parliaments.

I am also just about to start for the first time a joint investigation with a number of Member State ombudsmen in relation to Frontex, on one particular element of their work which is bringing people back, i.e. deporting people from countries. We are going to be looking at how Frontex deals with human rights issues that arise in the context of those flights. So for the first time, the European Ombudsman is working with Member State ombudsmen, we are pooling our resources in our respective jurisdictions in order to make an even bigger impact on that. I will be looking for more areas in which to work on that.

Some of you have challenged me and my office in relation to compliance, and also challenged the Commission and the agencies. I set my own challenges as well. Right from the start, I have said that the compliance rate of 80% + is not high enough, because in many Member States, including my own – Ireland – the compliance rate for the recommendations of the Ombudsman is often as high as 95% or even 100%. That is a very high target, but it is one that I will strive to achieve.

In relation to effectiveness, a lot of you have pointed to the fact that many of the complaints that come before me are outside of my remit. Obviously most complaints that European citizens have are with their Member States, but one of the functions of the office is to be as helpful as possible and to direct anybody who comes to us to where they can have their problem resolved. But this is partly why I have begun to focus very intensively on the own-initiative investigations, to see what systemic issues I can deal with which my office and the resources that I have can add greatest value to.

I suppose my overall ambition for the office is simply to be useful – more useful to the citizen, more useful to Parliament, more useful to the Commission and so on. To do that, I need to collaborate with you. You have to support me if you find that my recommendations are rational and that you wish to support them, because without your help I cannot succeed as I might. I also need to collaborate well with the Commission and with the agencies. They have to trust me, just as the citizens have to trust me.

Štvrtok 15. januára 2015

So I thank you all for your contributions. I will take them on board. I just want to make one point about the Troika. Many people have come to me over the last year to see what I can do to investigate the Troika. The Troika is not an EU body per se, even though the ECB and the EU Commission are critical parts of it. What I have said to individual MEPs is that, if they wish to work with me and if there is a particular issue or facet of the work of the Troika, as it relates to an EU institution, that they feel I could legitimately investigate, then that is something that I would be very happy to do. At the moment, as the Irish Members know, there is an investigation into the banking collapse and the financial crisis in Ireland. They are trying to get the ECB over to explain itself to the Irish people, and we will see how that evolves.

Thank you all very much for your contributions and your support.

Jarosław Wałęsa, rapporteur. - Madam President, I would like to thank everyone for joining today's discussion. I think it is safe to say that we have the right person in the right place, and I am very grateful for that – and I am very grateful to you, Ms O'Reilly, for all your work. You are doing a splendid job and I wish you all the best in the future months.

I would like to say one thing, because there were a few voices of discontent, but most of them, I think, misunderstood a very crucial point. This annual report refers to the year 2013; there are lot of issues that came up last year which are going to be addressed in future annual reports, so maybe the debate on this report is not the place to address these. Once again I would like to thank everyone for joining in the discussion, and all the best to Ms O'Reilly.

President. - The debate is closed.

The vote will take place shortly.

Written statements (Rule 162)

Alain Cadec (PPE), par écrit. – Le rôle du médiateur européen est très important pour montrer aux citoyens que les institutions mettent tout en œuvre pour que leurs droits soient respectés. Le médiateur est également un fidèle relais entre les institutions et les citoyens européens. Le projet européen ne peut pas uniquement se construire à Bruxelles. Tous les citoyens doivent pouvoir être en mesure de porter une pierre à l'édifice qu'est l'Union européenne. Je félicite Monsieur Diamandouros et Madame O'Reilly pour leur action en 2013.

Barbara Kudrycka (PPE), na piśmie. – W ciągu zaledwie ostatniego roku rzecznik podjął działania w 2 354 przypadkach, a aż 19 418 osób otrzymało porady za pomocą interaktywnego przewodnika znajdującego się na stronie internetowej, co świadczy o skuteczności systemu umożliwiającego szybkie odpowiadanie na skargi obywateli. Ze sprawozdania wynika jednak, że w dalszym ciągu dostęp do dokumentów instytucji unijnych oraz przejrzystość niektórych procedur są niewystarczające, biorąc pod uwagę, że aż 25,6 % zamkniętych dochodzeń było z tym związanych. Na szczególną uwagę i pochwałę zasługuje opublikowanie nowego wydania Europejskiego Kodeksu Dobrej Praktyki Administracyjnej. Wszystkie instytucje unijne powinny wdrożyć zasady tego kodeksu i w pełni ich przestrzegać, a nowo powołana Komisja powinna przyjąć wspólnie wiążące zasady postępowania administracyjnego dla struktur administracji UE oraz przedstawić projekt rozporządzenia w tej sprawie.

Na szczególną aprobatę zasługuje kilka ważnych dochodzeń wszczętych przez rzecznika: przede wszystkim postępowanie w sprawie odmowy Europejskiej Agencji Zarządzania Współpracą Operacyjną na Zewnętrznych Granicach Państw Członkowskich Unii Europejskiej (Frontex) wprowadzenia w życie mechanizmu składania skarg, co skutkowało specjalnym sprawozdaniem pani rzecznik, dochodzeniem dotyczącym przejrzystości w negocjacjach transatlantyckiego partnerstwa handlowo-inwestycyjnego (TTIP) oraz poinformowaniem o nieprawidłowościach w instytucjach UE. Chciałabym pogratulować pani O'Reilly udanej misji na rzecz zwiększenia przejrzystości w instytucjach oraz pogłębiania dialogu z obywatelami oraz ich skutecznego informowania w kwestii pełnego korzystania z przysługujących im praw.

Štvrtok 15. januára 2015

9. Rozpravy o prípadoch porušovania ľudských práv, demokracie a princípov právneho štátu (rozprava)

9.1. Rusko, najmä prípad Alexeja Navalného

President. - The next item is the debate on six motions for resolutions on Russia, in particular the case of Alexey Navalny.

Tamás Meszerics, author. - Madam President, I would like to welcome the High Commissioner to this debate. Every time we discuss a case of human rights problems or a lack of the rule of law in Russia, we hope and wish that it will be the last such case we need to discuss in this Chamber. In this case too I hope it will be the last one, but I am very much afraid that our hopes will be betrayed yet again.

The case itself is very clear. Alexei Navalny was accused and tried on trumped-up charges for no other reason than because he dared to expose corruption at high levels of the Russian state apparatus; for no other reason than the fact that he dared to run for office in opposition to Putin's rule and Putin's Government. His brother, Oleg Navalny, was sentenced to three-and-a-half years in prison for no other reason than that of being the brother of Alexei Navalny. So, as I say, the case is clear, and I am sure that my colleagues could list a number of similar cases, as we do in fact in the resolution.

Threatening and intimidating political opposition through persecution and harassment of family members is one of the oldest tricks in the handbook of autocrats. It can work from time to time, but I am absolutely sure it is not going to work for all time, because it is a practice that violates our most basic sense of justice.

An autocratic government running on an extreme nationalistic ticket will most likely present all these charges as being basically anti-Russian. This is far from the truth. I know that there are many of us in this Chamber who love and admire the achievements of the Russian people and who wish for Russia the sort of future in which such cases will never be mentioned in this Chamber again because there will be no need to be looking for human rights violations in Russia. This is, unfortunately, not the real future, and as long as Alexei Navalny and his colleagues are imprisoned and sentenced for depicting their vision of Russia's future, we have this duty, and we must be firm and thorough.

Charles Tannock, author. - Madam President, following Russia's illegal annexation of Crimea and its current military aggression in Eastern Ukraine, attention has largely focused recently on Russia's foreign policy rather than its domestic affairs. The case of Alexei Navalny reminds us, however, of the internal problems that Russia also faces and of the increasingly authoritarian regime over which President Putin presides.

As one of the faces of the opposition movement at the forefront of many of the mass demonstrations recently seen in Moscow, Navalny's placement under house arrest since February of last year on the basis of trumped-up and spurious charges is seen as a way to silence one of Putin's most outspoken critics. The arrest and sentencing of Navalny's brother is even more shameful, bearing in mind that he has no role in the protest movements and has been implicated by association, a tactic that we more familiarly associate with totalitarian regimes like North Korea rather than with a full member of the Council of Europe.

This case paints a painful picture of Putin's Russia, and it should serve as a reminder of the regime we are dealing with. Sadly it also has echoes of the Khodorkovsky case a decade ago and demonstrates a serious lack of independence of the judiciary and the increasing role of the FSB – i.e. former KGB – in running Putin's Russia. It is a very sad situation and we do hope that he is released immediately.

Ignazio Corrao, Autore. - Signor Presidente, onorevoli colleghi, il senso di questa risoluzione secondo me non deve essere quello di continuare ad attaccare in maniera continua la Russia e il suo governo per le violazioni. Sì, noi stiamo facendo un monito al governo russo di rispettare la libertà dei media, il pluralismo, la libertà di associazione e fare chiarezza su determinati casi che peraltro succedono in tantissimi posti del mondo. Però, ricordiamoci sempre che la Russia è un nostro vicino di casa, con cui noi dovremmo avere un atteggiamento dialogante, perché è necessario che il ruolo diplomatico dell'Unione europea che è una grande forza non deve essere quello di sbattere la porta in faccia a uno per una questione di tifoseria o una questione preconstituita.

Štvrtok 15. januára 2015

Noi dovremmo cercare di esercitare il nostro ruolo pacificatore come abbiamo fatto all'interno dell'Unione europea fra Stati che erano stati in guerra per centinaia di anni, come la Francia e l'Inghilterra, come la Francia e la Germania, lo dovremmo fare anche nei confronti della Russia, non avere un atteggiamento di chiusura prestabilito dal punto di vista politico.

Marie-Christine Vergiat, *auteure*. - Madame la Présidente, nous allons voter aujourd'hui deux résolutions, l'une sur la Russie et l'autre sur l'Ukraine. Dans les deux, on trouve ce que j'appellerais volontiers les monomanies de certains membres de cette Assemblée, qui sont beaucoup plus prudents quand il s'agit, par exemple, de certains pays du Golfe dans lesquels on peut condamner un jeune blogueur de trente ans à mille coups de fouet sans que cela ne suscite d'émotion.

Que veut l'Union européenne? Faire plier la Russie ou œuvrer à une authentique amélioration de la situation des droits de l'homme dans ce pays?

Au sein du groupe GUE/NGL, nous avons fait notre choix. Nous exprimons une fois encore, ici, notre soutien aux citoyens russes qui exigent de leur gouvernement le respect des droits les plus fondamentaux. Nous demandons notamment aux autorités russes de cesser de harceler les ONG et de porter atteinte à la nécessaire indépendance des magistrats. Nous rappelons que le respect des droits de l'opposition est la condition sine qua non d'une démocratie effective. Je ne suis d'ailleurs pas sûre que le cas de M. Navalny, qui tient des propos pour le moins sulfureux, soit un très bon exemple.

Mais justement, pour toutes ces raisons, comme cela se fait par ailleurs, nous appelons à la reprise du dialogue avec la Russie, sans concession, mais sans volonté de domination, d'hégémonie ou d'humiliation, comme cela se fait avec bien d'autres pays dans cet hémicycle.

Guy Verhofstadt, *author*. - Madam President, first of all I apologise, but I was at a Conference of Presidents meeting and that is the reason why I am here only now.

Alexey Navalny is one of the many Russian citizens who work to uncover corruption in the system of Vladimir Putin, and the system of Vladimir Putin is capitalism for friends. The fabricated process against Navalny's brother is in my eyes yet another step to intimidate and silence his public activity. I find it particularly cynical and also very much like Soviet-era tactics that they are now sentencing Oleg Navalny with the aim of controlling a political opponent by taking a relative as hostage. That is what is happening.

It is important that we condemn this practice today and also encourage the court responsible to handle the appeal procedure in line with Russia's international obligations to hold a fair trial, free from political pressure. In that sense the resolution is deemed absolutely necessary.

It is even more important to develop an EU strategy which would not only enable us to get Russia out of Ukraine and bring peace to Europe but also give us tools to challenge the sense of impunity with regard to Putin's regime and support the Russian people when they stand up for their rights.

It is in that context that I want to conclude. High Representative, I am pretty disappointed by what I have read in the press, reporting that the paper on better relations with Russia that you have presented for the next Foreign Affairs Council does not mention the human rights issue in Russia.

Josef Weidenholzer, *Verfasser*. - Frau Präsidentin! Die Verurteilung der Brüder Nawalny ist ein weiteres Glied in einer langen Kette der Behinderung und Ausschaltung missliebiger politischer Konkurrenten in Russland.

Wie in den anderen Fällen werden nichtpolitische Gründe konstruiert, auf deren Basis dann Urteile gefällt werden, die dazu führen, dass diese Personen nicht mehr politisch tätig sein können. Dies stellt eine systematische Verletzung der politischen Grundfreiheiten dar und behindert vor allem die Entwicklung Russlands zu einer entwickelten parlamentarischen Demokratie.

Die Reaktionen der Bevölkerung, die unter den schwierigen Bedingungen spontane Unterstützung für Nawalny demonstrierte, zeigen, dass die Menschen Alternativen suchen. Genau das aber wollte man verhindern. Eine Verbesserung unserer Beziehungen zu Russland ist dringend notwendig, dafür ist die Beachtung demokratischer Gepflogenheiten Voraussetzung.

Štvrtok 15. januára 2015

Cristian Dan Preda, *auteur*. - Madame la Présidente, la proposition de discuter le cas de M. Navalny vient de notre groupe. Je l'ai soutenue et je suis content que nous en discutons. Je suis désolé de constater que M^{me} Vergiat qualifie les propos tenus par M. Navalny de propos sulfureux.

Ce que M. Navalny dit, en Russie, c'est que le régime de M. Poutine est corrompu, qu'il y a des escrocs et qu'il faut lutter contre la corruption des élites. Je ne trouve pas que cela soit sulfureux. Je crois que dans cette enceinte il ne faut pas insulter les hommes de courage. Tout au contraire, il faut protéger les gens qui ont le courage de dire la vérité en Russie et d'aller contre le régime.

Permettez-moi de vous dire que la candidature de M. Navalny à la mairie de Moscou – qui a recueilli 27 % des voix – est une victoire, car on ne peut pas gagner les élections en Russie sans être le client du régime.

C'est pour cela qu'il faut défendre M. Navalny, d'autant plus que la réaction du Kremlin est une répétition des pratiques stalinienne. On l'a accusé, comme au temps de Staline et des autres bolchéviques dans tous les pays communistes, d'avoir commis des délits. Il a été accusé d'avoir fraudé dans des affaires de bois, des affaires liées à la distribution des produits d'une compagnie française, et ainsi de suite. C'est du stalinisme pur et dur, Madame Vergiat. Je sais que vous êtes touchée chaque fois que nous discutons des crimes du communisme!

Jaromír Štětina, *za skupinu PPE*. – Paní předsedající, někdejší sovětských disident a obránce lidských práv Sergej Kovaljov kdysi řekl: „Obrana lidských práv nemůže být vnitřní záležitostí žádného státu“. Obávám se, vážení kolegové, že ho Evropská rada nevyslyšela.

Když začátkem devadesátých let ruská armáda anektovala Abcházii, Evropa se zmohla jen na to, že vyjádřila znepokojení. Když ruská armáda vyvraždila v Čečensku osmdesát tisíc civilních obyvatel, Evropa nedokázala viníky těchto masakrů nazvat válečnými zločinci. Když v roce 2008 ruská armáda okupovala Jižní Osetii, mnoho evropských politiků neoznačilo za viníky války Kreml, ale zcela protismyslně samotnou Gruzii. Když vloni Rusko okupovalo Krym, byly protesty Evropy už mnohem silnější, nicméně to byly jenom protesty. Rusko Krym okupuje už takřka rok. Byla to, vážení kolegové, naše ustrašenost, která nás dovedla až k Donbasu. To je jeden z důvodů, proč musíme podporovat nový ruský dissent, ke kterému patří i Alexej Navalný.

Ana Gomes, *em nome do Grupo S&D*. – Em outubro de 2013 este Parlamento aprovou uma resolução, de que fui relatora, sobre o impacto da corrupção nos direitos humanos. Nela propúnhamos o alargamento da definição de defensores de direitos humanos nas orientações da União Europeia, a fim de a tornar extensível aos ativistas anticorrupção, como Aleksei Navalny, que, com coragem, têm consistentemente exposto a corrupção dentro dos mais altos níveis do aparelho de Estado russo e da oligarquia Putin.

A condenação dos irmãos Navalny, integrada na estratégia utilizada pelo poder russo de instrumentalizar leis e tribunais para silenciar opositores e a sociedade civil, vem reafirmar a necessidade de apoiarmos aqueles que denunciam a corrupção tanto na Europa como no exterior. Hoje pedimos uma estratégia da União Europeia e dos Estados-Membros que promova os princípios democráticos e o Estado de Direito na Rússia. A meu ver, tal terá de incluir uma lei Magnitsky, agora extensível à condenação dos irmãos Navalny. Uma lei que estabeleça listas de funcionários, procuradores e juizes, que, violando as suas obrigações constitucionais, forjam acusações e condenam ativistas. Essa lei deve impor sanções específicas, tais como a proibição de concessão de vistos na União Europeia e o congelamento de quaisquer ativos financeiros que esses ou os seus familiares próximos possuam em países da União Europeia.

Mark Demesmaeker, *namens de ECR-Fractie*. – Ik kan alleen maar herhalen wat vele collega's al gezegd hebben. De dissidente blogger Aleksei Navalny is uitgegroeid tot één van de boegbeelden van de Russische oppositie. De manier waarop hij zijn huisarrest aanvecht is ongezien in Rusland. Zijn gevangenisstraf werd dan wel opgeschort, maar zijn broer werd onder dezelfde beschuldigingen wel opgesloten.

Spijtig genoeg is hij slechts één van de vele politieke dissidenten die de voortdurende intimidatie van het Putinregime moeten ondergaan. Het is voor Russische ngo's haast onmogelijk om onafhankelijk van het Kremlin te opereren.

Štvrtok 15. januára 2015

Bloggers met meer dan 3000 bezoekers per dag moeten zich bekendmaken en verantwoordelijkheid afleggen voor gepubliceerde informatie. Buitenlandse ngo's moeten een haast Byzantijnse bureaucratie en verregaande pestmaatregelen trotseren. Al wie niet aan de regels voldoet, is automatisch een verrader of buitenlandse spion en riskeert zware boetes en straffen.

Het is onze plicht om alle Russische dissidenten en vrijdenkers te blijven steunen. De mediablokkade van het regime zal de uitwisseling van ideeën gelukkig nooit tegenhouden.

Urmas Paet, fraktsiooni ALDE nimel. – Paraku halveneb Venemaal nii inimõiguste kui ka inimõiguste kaitsjate olukord. Navalnõide kohtuasi on järjekordne näide selektiivsest kohtupidamisest. Samas jätkub inimõigusorganisatsioonide lisamine nn välisagentide nimekirja. Pärast seda, kui näiteks siinsamas Euroopa Parlamendis anti üle Sahharovi auhind, panid Vene võimud välisagentide nimekirja Sahharovi keskuse, mis tegeleb inimõigustega, ning veel kakskümmend organisatsiooni.

Ei maksa unustada, et näiteks ka Peterburi sõduriemade organisatsioon on Vene võimude meelest välisagent. Välisagendi staatus teeb aga sisuliselt võimatuks inimõiguste kaitsmise jätkamise. Niimoodi käitub võim, kes kardab omaenda inimesi. Euroopa Liit peab nendesse arengutesse suhtuma väga tõsiselt ja arvestama sellega ka oma edasise Vene poliitika kujundamises. Lõpetuseks tahan meenutada, et septembri algul võeti Eesti territooriumil Vene julgeolekuteenistuse poolt kinni Eesti politseinik Eston Kohver, kes on jätkuvalt Moskva vanglas. Ka tema tuleb viivitamatult vabastada.

Jiří Maštálka, za skupinu GUE/NGL. – Paní předsedající, pokládám za správné, že cítíme potřebu vyjadřovat se k osudům jednotlivců, kteří čelí soudnímu stíhání a zároveň vyvíjejí politickou aktivitu. Vždycky existuje riziko, že se jedná o kriminalizaci odpůrců moci. Zároveň je ale vždy třeba dát možnost vyjádřit se všem stranám.

Podle mého názoru nelze považovat bez důkazů soudní rozsudek nad bratry Navalnými za zmanipulovaný. Prohlášení představitelů firmy Yves Rocher takovým důkazem rozhodně není. Zároveň nesdílím přesvědčení, že registrace NGO dostávající peníze na svoje politické aktivity ze zahraničí je automaticky chybná. Onen ruský zákon byl zpracován podle vzoru USA a nevzpomínám si, že bychom někdy proti americkému zákonu protestovali. Také nevěřím, že bychom tolerovali například NGO financované ze zdrojů Islámského státu. Měříme všem stejným metrem! Spravedlnost pro bratry Navalné musí přinést soudní odvolání, ne další politizace procesu z naší strany.

Gianluca Buonanno (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, qui ci deve essere, in questo Parlamento, la sindrome di Putin perché ogni volta che vengo in quest'Aula si parla di Putin, ma ve la fate sotto per Putin? Parlate sempre – adesso in questo caso di questo tizio che chissà che cosa gli è capitato? Ma perché non parliamo allora dei marò? Di che cosa è successo che abbiamo parlato qua a mezzanotte e c'erano quattro gatti! I marò italiani, non ve ne frega un tubo dei marò italiani?

Oppure, non sapete dell'imam di Londra che è venuto a dire – attenzione l'imam di Londra, non di un paese sperduto dell'Africa! – che dice che chi parla male di Maometto deve morire – e io gli faccio così all'imam di Londra. Oppure, non vogliamo parlare di quest'altro – cari europei che sembrate come dei conigli bagnati, ve la fate addosso! – questo qua è quello che ha detto che la strage a Parigi è merito loro, di Al-Qaida Zawahiri, questo è stato, e anche questo qua! Voi avete il coraggio di un coniglio bagnato, dovete svegliarvi cara Europa e Lei, Mogherini, si svegli, non dire che sta qua da 8 ore, perché un operaio italiano per 8 al giorno prende 1.000 euro, Lei deve stare qua a lavorare e salvare i marò e dare una sveglia e fare in modo che il terrorismo islamico non ci sia più, che è una vergogna, e voi europei, svegliatevi, questo è un Parlamento di morti viventi!

Štvrtok 15. januára 2015

Enrico Gasbarra (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Alto rappresentante, intervengo per sostenere la risoluzione comune negoziata dai principali gruppi politici con cui ancora una volta il Parlamento europeo si trova ad esprimere preoccupazione per la libertà di espressione e di associazione in Russia. Il processo e la condanna di Alexei Navalny sono circondati da troppe ombre per lasciarci senza reazione e l'Europa, che pur deve lavorare, così come sta facendo l'Alto Commissario per la ripresa delle relazioni con la Russia, in questo caso non può non far sentire la sua voce per ribadire il rispetto dei diritti e di libertà. L'Europa inoltre, con questa risoluzione, si impegna a incrementare il proprio impegno anche finanziario a sostegno delle ONG indipendenti, per non permettere che la fase di stallo tra Bruxelles e Mosca possa danneggiare – e questo sarebbe veramente paradossale! – anche quelle organizzazioni che sono in prima linea per la libertà di espressione.

Dawid Bohdan Jackiewicz (ECR). - Pani Przewodnicząca! Prawa człowieka i prawa obywatelskie oraz zasady państwa prawa w Rosji są nieustannie ograniczane i łamane. Gwałcone jest prawo do wolności słowa, do pokojowych zgromadzeń, do zrzeszania się. Każdą osobę niewygodną dla władzy można dziś w Rosji bezprawnie oskarżyć, aresztować i skazać w pokazowym procesie pod dowolnym pretekstem. Jedną z ofiar takiej polityki jest rosyjski opozycjonista Aleksiej Nawalny – człowiek, który otwarcie sprzeciwia się rządzącej Rosją korupcji, upubliczniając liczne malwersacje z udziałem władzy rosyjskiej i nadużycia z jej strony. Nawalny na zawsze trafił na czarną listę Putina, był prześladowany i bezprawnie aresztowany, a w lipcu 2013 roku został skazany na 5 lat więzienia. Nie ugiął się jednak pod presją i siłą rosyjskiego reżimu i wciąż ma odwagę publicznie krytykować prezydenta Rosji. Z Aleksiejem Nawalnym dzieli nas bardzo wiele. Ciężko zgodzić się z jego stanowiskiem w sprawie Krymu czy Gruzji. Mam jednak nadzieję, że niezależnie od tego, zawsze, gdy w Rosji łamane będą prawa człowieka i zasady praworządności, będziemy głośno i zdecydowanie protestować i występować w obronie ofiar tego reżimu. Nie bójmy się domagać od prezydenta Rosji szacunku dla ludzi i prawa. Nie bądźmy naiwni, nie bądźmy ślepi i bojaźliwi. Rosja to nie jest kraj demokratyczny.

Hans-Olaf Henkel (ECR). - Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Was zeigt eigentlich das Beispiel dieser beiden Brüder? Es zeigt, dass die Meinungsfreiheit, die Pressefreiheit, das Rechtssystem, die Demokratie und die Gleichheit in Russland mit Füßen getreten werden.

Was folgt daraus eigentlich für uns? Nun, erstens natürlich die Pflicht, auf diese Missstände aufmerksam zu machen, und das tut diese Entschließung. Zweitens folgt daraus, dass wir auch die Schönredner und Weißwascher dieses Regimes bloßstellen müssen. Ich finde, es ist eine Schande, dass wir davon auch in diesem Parlament welche haben. Wir haben ja hier auf der ganz rechten Seite und da drüben auf der ganz linken Seite einige leider hören müssen. Übrigens gibt es diese auch in den Nationen, zum Beispiel in meinem eigenen Land haben wir einen ehemaligen Bundeskanzler, der sich von Herrn Putin heute noch bezahlen lässt und der die Stirn besitzt, ihn vor diesem Hintergrund immer noch als „lupenreinen Demokraten“ zu bezeichnen.

Meine Damen und Herren, der Dialog mit Russland ist wichtig, aber er muss immer auch mit der Kritik an den dortigen Zuständen begleitet werden.

Catch-the-eye procedure

Petras Auštrevičius (ALDE). - Madam President, today we are discussing one more disappointing case concerning Russia's policies. The Kremlin's patrons have created a system which enriches very few at the expense of the whole country. Today's Russia in no way complies with democratic countries' criteria, and this is of great concern for all of us.

The European Union has no right to neglect abuses of democratic values and human rights in the Russian Federation. Support for the observance of human rights must become one of the cornerstones in building future relations with Russia and a consistent and united strategy towards Russia. With the Alexei Navalny case in mind, I call on the Council of Europe to keep the present policy of no voting rights for Russia and, especially taking into account the European Union Member State representatives, to keep a united line in the 29 January vote.

Štvrtok 15. januára 2015

Giulia Moi (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, il caso Navalny richiede tutta l'attenzione del Parlamento europeo e della Commissione, in quanto è ritenuto un sopruso ai diritti di libertà di parola e viene utilizzata la giustizia corrotta russa per tenerlo al chiuso e zittire l'opposizione politica. Questo non è giusto e il Parlamento europeo dovrebbe fare qualcosa per tutelare quest'ingiustizia.

Morvai Krisztina (NI). - Elnök asszony, ez az Alekszej Navalnij ügy látszik az orosz Budaházi György, akit a polgárjogi tevékenysége miatt büntetőeljárással és börtönnel sújtanak. Ugyanúgy szívesen kiállnék az ő emberi jogaiért, mint ahogy Budaházi Györgyért kiálltam, akivel egyébként egyáltalán nem volt hajlandó foglalkozni a Parlament. Egy gondom van viszont. Itt van az I. pontja a preambulumnak. Ez a következőképpen szól: „mivel egyre nagyobb szükség van következetes, koherens és átfogó, valamennyi tagállam által támogatott, határozott és igazságos bírálattal alátámasztott uniós politika bevezetésére Oroszországgal szemben”. Ezzel az indokkal vezeti tehát be a jelentés egy állítólagos emberi jogi jogsértés elleni fellépést. Kérdezem Önt is Biztos asszony, a riportőrt, illetve a kollégákat, hogy akkor most pontosan mi a cél-eszköz viszony az e teremben egyre erősödő oroszellenesség és hidegháborús hangulatnak a feszítése és az esetlegesen megalapozott emberi jogi fellépés között.

(End of catch-the-eye procedure)

Federica Mogherini, VPC/HR. - Signor Presidente, onorevoli colleghi, dispiace non vedere in quest'Aula l'onorevole Bonanno perché credo che come lui anche gli altri membri del suo gruppo sia soltanto un mio specifico dovere essere qui a parlare non soltanto del caso dei due marò, ma anche di casi molto importanti in altri paesi ma come è mio dovere farlo è anche dovere credo dei membri del Parlamento europeo partecipare ai dibattiti così importanti.

Let me thank this Chamber for the opportunity not only to focus, as we did yesterday, on the external or foreign policy implications of Russia's behaviour but also on the internal dimension as well.

On 30 December Moscow courts delivered a verdict against Alexei Navalny and his brother Oleg, giving him a suspended sentence and jailing his brother. This new court case against Navalny, an opposition leader and anti-corruption activist, as you mentioned, is illustrative of the flaws which persist in the judiciary in Russia. Procedural irregularities were plentiful from the moment the case was built until the verdict, which was announced in the absence of most press and international observers.

I reacted publicly and immediately when the verdict was announced. I stressed that judicial decisions should be free from political interference, independent and in full compliance with the rule of law. For years, through our Partnership for Modernisation, the European Union worked on ways to professionalise and reform Russia's judiciary, notably by the establishment of an appeal system.

On what Mr Verhofstadt referred to – and I would like us to refer not to leaks from newspapers or from the media but to what we say in this official place – it is a fact that we also need to work and focus on the human rights dimension and on the rule of law dimension in our dialogue with Russia. In fact, in the paper that we will discuss with the ministers on Monday – and again I would invite you not to refer to leaks in the media but to what we do and what we actually say in official places – there is an option of a partial resumption of these forms of cooperation to promote the rule of law. This is mentioned in the paper that has been leaked – and let me mention also that leaking official documents or issuing papers that are intended to contribute to a discussion of ministers is possibly not the best way of having a serious political discussion. But I think that we need to have, as we are having this morning, a serious discussion about, for example, the ways in which we could think of partially restoring options and instruments for cooperation on the rule of law and the judiciary in Russia, because this obviously affects the internal situation of many people in Russia and the respect for basic human rights.

In recent years in too many instances, from the Magnitsky case to the Bolotnaya convicts, from the Kosenko case to Pussy Riot, we have witnessed serious violations of basic human rights, which courts were unable to redress – which they even rubber-stamped. We call upon the Russian authorities to uphold human rights. We will also extend available financial means to Russian NGOs which keep working in that endeavour, as this House has repeatedly asked, even this morning.

Štvrtok 15. januára 2015

Russia's membership of the Council of Europe, which was mentioned by the last speaker, carries a number of obligations. It is our duty, as the European Union, to hold Russia accountable when it ignores those obligations. On Tuesday I discussed with Secretary-General Jagland the ways in which the European Union can provide more and better support for the Council of Europe in these efforts. All relevant instruments should be fully mobilised to respond to human rights violations.

We will be looking forward to forthcoming European Court of Human Rights rulings involving Russia, notably on the case of Mr Navalny and, I should also say, on the case of Mr Magnitsky. The conviction of Mr Navalny; the wave of harassment against civil society, labelling as foreign agents 30 organisations such as Memorial or the Sakharov Centre, which was mentioned; and the threats against human rights defenders dealing with Chechnya are the most recent instances to which we firmly reacted, all of this happening over less than a month.

Human rights are core elements of our policies and our relationships in all countries in the world, and we should always react firmly, as this House did today, when abuses take place, and we should take measures on this.

(Applause)

President. - The debate is closed.

The vote will be held at the end of the debates.

Written statements (Rule 162)

Eduard Kukan (PPE), in writing. – The situation in Russia, with regards to respecting human rights and legal procedures, is worrying. Apart from its violent international excursions, annexation of Crimea and support to paramilitaries in eastern Ukraine, Russia has been continuously and systematically curtailing its own political dissent and civil society, contrary to all international obligations that stem from its membership in the CoE and the OSCE. Basic freedoms of its citizens are constantly challenged. This time, the target is Alexej Navalny. His biggest 'guilt' and 'fault' is that he is someone gaining in popularity, possibly endangering the political dominance exerted by President Putin and his allies. While jailing might not be on the table for the moment, different innovative tactics are used by the government to assure that all opposition voices are effectively marginalised and, eventually, silenced. This contributes to creating a society which is forced into auto-censorship. I believe that this House is the right institution to strongly oppose moves by the government which lead to creating an atmosphere of fear in society. We stand with those who want to see Russia move away from authoritarian practice and those who want to see a functioning, impartial and independent judiciary.

Miroslav Mikolášik (PPE), písomne – Politický nátlak a ovplyvňovanie súdov a sudcov narušuje fungovanie justície v štáte a právnu istotu občanov, ktorých ústavné a zákonné práva sa stávajú arbitrárne interpretované, relativizované a v konečnom dôsledku popierané .

Prípado Alexeja Navaľného sa stal ďalším z mnohých znepokojujúcich prípadov nasvedčujúcich o manipulovaní výkonu spravodlivosti v súdnych konaniach v Rusku.

Malo by byť v záujme Ruska takúto situáciu promptne napraviť, a tak zosúladiť výkon súdnictva so svojimi medzinárodnými záväzkami vyplývajúcimi z plného členstva v Rade Európy a Organizácii pre Bezpečnosť a Spoluprácu v Európe a Organizácii spojených národov.

Z uvedených dôvodov podporím prijatie predmetného uznesenia Európskeho parlamentu o situácii v Rusku.

Dubravka Šuica (PPE), napisan. — Podržavam raspravu o ljudskim pravima i demokratskim načelima jer su to temeljne evropske vrijednosti, a svjedoci smo da se često krše u posljednje vrijeme. Nije novost kršenje ljudskih prava i demokratskih sloboda u Rusiji, ali nedavna događanja dodatno izazivaju brigu. Medijski sadržaji se kreiraju prema nalogima vladajućih struktura, a svako odstupanje od toga znači izloženost represiji. Aleksej Navalny je novinar koji je kritizirao ruske vlasti te je pod kontroverznim okolnostima osuđen za korupciju i pranje novca. Osuđen je na kućni pritvor i zabranjen je njegov blog, a suspendirani su i svi mediji koji su dijelili njegove sadržaje. Treba potaknuti Rusiju na razvoj demokratskih načela i vladavinu prava, jer su poznati i drugi oblici kršenja evropskih vrijednosti poput rata u Čečeniji i progona Čečena, osuđivanje neistomišljenika i oduzimanje njihove imovine. Podržat ću apel na Rusiju da pokrene razvoj demokratskog društva i vladavinu prava uz poštovanje čovjeka i njegove slobode.

Štvrtok 15. januára 2015

9.2. Pakistan, najmä situácia po útoku na školu v Pěšávare

President. - The next item is the debate on seven motions for resolutions on Pakistan, in particular the situation following the Peshawar school attack.

Charles Tannock, author. - Madam President, the ISIS-affiliated Pakistani Taliban is intent upon trying to impose its warped and medieval view of the world on the people of Pakistan, particularly in the tribal areas on the Afghan border. Its latest barbaric, murderous attack against a school is symbolic for much of what it stands, irrationally, in opposition to – enlightenment, education, progress and equal rights for women. It is tragic that so many people, particularly children, have had to lose their lives at the hands of such a vile ideology. The Government of Pakistan obviously needs to do more to combat this form of home-grown terrorism, looking more carefully at the options and capabilities at its disposal.

I would also like to take this opportunity to look at the broader human rights situation in Pakistan. The Ahmadi Muslims, for instance, continue to be discriminated against by law and face hardships, some even paying with their lives. The Hudood Ordinances and the blasphemy laws are also of particular concern to this House. Pakistan's GSP+ status is directly linked to its commitment to upholding universal human rights and, in my view, more needs to be done to ensure that Pakistan is fulfilling these obligations it has made to the European Union.

Jean Lambert, author. - Madam President, all of us in this House share the profound shock and revulsion at the horrendous attack on the army public school in Peshawar. It is the latest and bloodiest attack on schools in Pakistan, and there have been over 800 of those attacks since 2009.

There is quite a high level of illiteracy still in Pakistan, and education is valued by many. Therefore, an attack on education is actually an attack on the country's future. I think we can understand, too, the anger of the people and the desire of the government to be seen to take strong action against those committing terrorist offences. Nevertheless, the resolution reflects the fact that all of us, I think, regret the lifting of the moratorium on the death penalty in Pakistan.

The resolution has no number for those recently executed: it is now up to 19, as of this morning. The EU has a principled position on the death penalty, and we have expressed this in meetings in Pakistan and in other countries of the world. I chair the delegation for this House to the countries of South Asia, which includes Pakistan, and I have raised this issue when we have been there.

I find myself particularly uneasy about a number of the convictions of those currently being executed. Some of those date from the times of the military regime, with allegations of confessions under torture and the use of military courts which do not have a full system of justice. Such convictions do not meet the standards of justice to which Pakistan is now committed under a number of human rights instruments which it signed up to and which are now linked to its Generalised System of Preferences (GSP) Plus status.

However, there is much to be welcomed in terms of the government's move on education – universal and inclusive education for all children in Pakistan. There are a number of other things to welcome, which we point out in this resolution.

Fernando Maura Barandiarán, Autor. - Señora Presidenta, me sumo a la condena de este ataque sin sentido, que, sin duda, supera —en su cruel cobardía— todo lo que una mente enferma puede imaginar. Quisiera, también, pedir a todos los miembros de esta Cámara que mediten sobre la complicada situación en la que se encuentra Pakistán, para el caso de que sucesos como este pudieran volver a repetirse.

Pakistán está al límite de ser un Estado fallido y su estabilidad significa la estabilidad de todo el sur de Asia. Si Pakistán pierde la batalla contra el terrorismo, el mundo entero y los valores que defendemos se verían seriamente en peligro. Por lo tanto, debemos trabajar hombro con hombro con el Gobierno y el pueblo de Pakistán en su lucha contra el terrorismo y el extremismo. Debemos apoyar al Gobierno de Pakistán para la consolidación de la democracia y la instauración de un gobierno civil con todas las garantías.

Štvrtok 15. januára 2015

Hemos de alentar, también, el fortalecimiento de las instituciones democráticas y el Estado de Derecho en todos los ámbitos de la administración pública, en particular, las fuerzas de seguridad y el poder judicial. Debemos, en conclusión, ofrecerles nuestra ayuda para superar la situación en la que están inmersos.

Ignazio Corrao, Autore. - Signor Presidente, onorevoli colleghi, stiamo parlando di una situazione davvero terribile, quella che è successa a Peshawar perché non è secondo me neanche ascrivibile al genere umano un attacco del genere. Stiamo parlando di professori bruciati vivi dinanzi agli alunni, a bambini bruciati vivi, stiamo parlando di 150 vittime innocenti, di bambini a cui è stata tolta la vita senza un motivo, in nome di un principio che non si riesce a capire.

Penso che siamo tutti unanimi, tutti d'accordo, nel dover sostenere una battaglia che non è una battaglia del Pakistan, ma è una battaglia contro un tipo di genere umano che è deviato, contro una tipologia di esseri umani che non possono essere considerati probabilmente neanche esseri umani. Io accolgo con favore la proposta del collega Bashir che ha chiesto titolo simbolico di impegnarci per far sì che lo stesso numero delle vittime – dovrebbe essere 143 – vengano fatti dei posti letto in un ospedale per dare un segnale simbolico a chi toglie la vita a quei bambini.

Marie-Christine Vergiat, auteure. - Madame la Présidente, c'est dans un contexte particulier que ce massacre insoutenable de 148 personnes, dont 132 enfants, nous rappelle que les musulmans sont les premières victimes de la violence terroriste.

Au Pakistan, comme ailleurs, il est impératif de comprendre que ce n'est pas par des lois et des juridictions d'exception que l'on défend la liberté contre ses ennemis.

Le Pakistan a mis en place des tribunaux militaires pour juger les terroristes et vient de lever le moratoire sur la peine capitale. Depuis l'attentat, seize personnes ont encore été condamnées à mort et cinq cents autres devraient l'être dans les prochaines semaines. Huit mille personnes sont, paraît-il, dans les couloirs de la mort. La peur et la surenchère sécuritaire ne peuvent qu'aggraver un cercle de violence sans fin qui revient à tomber dans le piège tendu par ceux qui exacerbent les tensions, vivent les haines et recrutent alors de nouveaux adeptes.

Certes, le statu quo n'est pas acceptable mais le gouvernement pakistanais ne devrait-il pas se pencher aussi sur les relations qu'entretient notamment son armée avec divers groupes djihadistes tolérés, voire instrumentalisés? À ce genre de jeu, ce sont toujours les civils qui sont les premières victimes. Cette horreur est là pour nous le montrer.

Josef Weidenholzer, Verfasser. - Frau Präsidentin! Bereits zum zweiten Mal beschäftigten wir uns im Rahmen der dringlichen Entschließungen mit der Situation in Pakistan.

Immer hat es mit religiösem Extremismus zu tun. Die tragischen Ereignisse an der Schule in Peschawar, als 140 unschuldige Menschen starben, haben uns einmal mehr deutlich gemacht, wie gefährlich die Lage ist. Terroristische Gruppen, die in ihrer Radikalität und in ihrem Wahn dem IS in nichts nachstehen, bedrohen die Zukunft des Landes.

Pakistan ist ein sehr wichtiges und bedeutendes Land, eine Atommacht. Das Land muss mit aller Entschiedenheit gegen diese Bedrohung auftreten: rigoros und klug. Dazu gehört auch eine angemessene Verfolgung der Terroristen – sie verdienen eine harte Bestrafung.

Kriminelle leichtfertig als Terroristen zu behandeln, setzt eine Spirale der Rache in Gang. Eine Reform des pakistanischen Justizsystems, bei der die Menschenrechte beachtet werden, müsste die eigentliche Konsequenz aus den tragischen Ereignissen sein.

Jeroen Lenaers, Auteur. - Meer dan 140 mensen, waaronder 134 schoolkinderen, zijn afgeslacht. Schoolkinderen, van wie de enige wens die dag was om simpelweg naar school te gaan. De Nederlandse taal heeft niet genoeg woorden om mijn afschuw daarover uit te spreken en mijn gedachten gaan uit naar de ouders, families, vriendjes en vriendinnetjes van de slachtoffers en van de Pakistaanse samenleving als geheel.

Štvrtok 15. januára 2015

De strijd van Pakistan tegen terrorisme is ook onze strijd. Dat is een strijd tegen álle terroristische groeperingen, zonder uitzondering. Wij moeten klaarstaan om Pakistan in die strijd te helpen. Maar de strijd tegen terrorisme en religieus extremisme is ook een strijd tegen de voedingsbodem daarvan. Daar hoort ook bestrijding van de armoede, waarborgen van religieuze verdraagzaamheid, versterking van de rechtsstaat en vrije toegang tot onderwijs bij.

Zoals Malala, Sacharovprijswinnaar, hier in dit Huis zei: "Er is armoede, er is gebrek aan vrijheid, er is angst, er is terrorisme, maar er is ook hoop!"

Bogdan Brunon Wenta, w imieniu grupy PPE. – Szanowna Pani Przewodnicząca! Przede wszystkim chciałbym wyrazić jeszcze raz najszczersze kondolencje dla rodzin ofiar, zwłaszcza że w tym przejawie brutalności ucierpiały osoby niewinne i bezbronne, czyli dzieci.

Dlatego też chcę stanowczo potępić sprawców tego bestialskiego czynu i wyrazić swoje zaniepokojenie eskalacją agresji w Pakistanie. Sprawcy posuwający się do ataków terrorystycznych na dzieci nie zasługują na żadne usprawiedliwienie i powinni być karani z całą surowością prawa międzynarodowego.

Codzienne czynności, takie jak chociażby chodzenie do szkoły, stają się w obecnej sytuacji przejawem odwagi i niosą za sobą ogromne ryzyko.

Dlatego też wzywam Wysoką Przedstawiciel Unii do spraw zagranicznych, do nacisku na władze Pakistanu celem wzmocnienia starań o bezpieczeństwo zwykłych obywateli, także i dzieci, tego kraju.

Kashetu Kyenge, a nome del gruppo S&D. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, poco più di un anno fa una giovane donna si indirizzava a quest'Aula con un appello appassionato sostenendo che la forza di un paese non si misura in base al suo esercito ma all'educazione del suo popolo. Questi bambini non vogliono un *iphone*, una *xbox*, una *playstation* o dei cioccolatini, vogliono solo un libro, una matita e una penna. Io chiedo scusa a tutti questi bambini perché non siamo stati in grado di proteggerli!

Cosa è cambiato, signor Presidente, dal giorno della consegna del Premio Sakharov a Malala, perché ci ritroviamo ancora oggi a commemorare 134 giovani studenti e vittime innocenti, colpevoli di avere esercitato il loro diritto fondamentale all'istruzione? Quanti bambini e bambine dobbiamo piangere prima che le autorità pachistane mettano a punto una vera strategia di prevenzione della radicalizzazione e di lotta contro la crisi all'istruzione? Ogni scuola distrutta e sostituita da altre di matrice radicale rappresenta una sconfitta per la civiltà e la premessa di un ulteriore radicamento dell'estremismo islamico nel paese.

Sajjad Karim, on behalf of the ECR Group. – Madam President, I would like to say to the Vice-President/High Representative that her commitment to our parliamentary procedures is truly appreciated by the majority of Members of this House. This resolution comes in truly tragic circumstances. They slay Pakistani children to break their will. They slay our journalists to break our values. The perpetrators are of the same mind-set – Mumbai or Madrid or Peshawar, Pakistan, the perpetrators are one, and we must stand in defiance as one. Let us send a clear message from this House to the people of Pakistan that we stand firm and united with them at this time.

High Representative, we must safeguard measures we have already put in place in terms of our relationship with Pakistan and actually start to build upon them. Strengthening the Pakistani economy is one prong that we must explore further. Recent events demonstrate that we are all on the front line, but the front face is the people of Pakistan, who have carried a very heavy burden on very weak shoulders on behalf of the international community.

José Inácio Faria, em nome do Grupo ALDE. – Caros Colegas, quero manifestar a minha consternação e repulsa pelo atentado do movimento dos talibãs, no Paquistão, que, no passado dia 16 de dezembro, vitimou, numa escola de Peshawar, 148 pessoas, 130 delas crianças estudantes. A este repugnante ataque terrorista - um dos mais sangrentos da história do Paquistão - somam-se mais de 800 outros ataques a escolas no Paquistão. A educação dos jovens, e das meninas em particular, é crucial para o desenvolvimento da sociedade e da economia paquistanesas. A educação é ainda essencial para prevenir a radicalização da sociedade.

Štvrtok 15. januára 2015

Quero, por isso, desde já louvar a Academia Sueca do Prémio Nobel ao atribuir este galardão à menina paquistanesa Malala. Entendo que o Governo paquistanês deve tomar medidas eficazes para assegurar a segurança das escolas e impedir a intimidação e o terror. A este massacre seguiram-se os trágicos eventos em França e agora a carnificina humana levada a cabo pelos terroristas do Boko Haram em Baga, na Nigéria. Combater o terrorismo fundamentalista é um problema europeu e internacional.

Apelo, assim, ao reforço de um compromisso internacional para a cooperação na prevenção da luta contra o terrorismo e pela defesa dos direitos humanos e dos valores democráticos.

Tania González Peñas, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora Presidenta, en primer lugar quiero trasladar nuestras condolencias a todos los que sufren los estragos del fanatismo violento. Estos ataques son despreciables sin excepción. Sin embargo, el dolor provocado no debe llevarnos a responder con medidas de represión y recorte de las libertades, que solo alimentan una espiral de violencia que sirve de justificación a los argumentos de los fanáticos.

Medidas como la anulación —por parte del Primer Ministro de Pakistán en respuesta al ataque— de la moratoria existente sobre la pena de muerte pueden suponer la ejecución de cientos de condenados en las próximas semanas.

Para avanzar hacia una solución real, debemos prestar atención a las causas geopolíticas, económicas y sociales. Entre ellas, la pobreza y la miseria que dejamos avanzar en Europa y en el resto del mundo, y que están generando espacios de marginalidad y exclusión entre los que brotan los extremismos de toda clase.

Solo huyendo del miedo y del odio, solo con justicia y democracia podemos construir pueblos fuertes y libres.

Amjad Bashir, *on behalf of the EFDD Group*. – Madam President, the cold-blooded and barbaric attack in Peshawar resulted in over 145 deaths and an even greater number of injuries, both physical and psychological. Most of the dead were children, along with some brave teachers, like the principal, Tahira Qazi, who was deliberately and brutally burned alive in full view of the pupils. Tehrik-i-Taliban has claimed responsibility for this atrocity as revenge for the military offensive launched by the Pakistani army. Since 2003, when Pakistan joined the American-led war on terror, over 60 000 Pakistanis have died. That is the equivalent to twenty 9/11s. I have visited Peshawar and the Lady Reading hospital where most of the injured and fatalities were brought. I can report that the facilities there are basic, and they can do with our help and support. I urge you to send a team of observers to see for yourself and to make good on our promises for support following the attack.

Barbara Kappel (NI). – Frau Präsidentin! Der Anschlag auf die Schule in Peschawar war sicherlich einer der schlimmsten Anschläge, die in Pakistan je verübt wurden – 145 Menschen sind zu Tode gekommen.

Es war aber nicht der einzige Anschlag auf Schulen, und es war auch nicht der einzige Anschlag auf Kinder. Allein im letzten Jahr gab es in Pakistan zwölf Anschläge auf Schulen – von 372 Anschlägen insgesamt. Ich erinnere an den feigen Anschlag auf die Friedensnobelpreisträgerin Malala im Oktober 2012, die für ihr Engagement für Bildung auch mit dem Sacharow-Preis des Europäischen Parlaments ausgezeichnet wurde.

Die pakistanische Regierung hat mit voller Härte auf diesen Anschlag reagiert, hat das Moratorium der Todesstrafe ausgesetzt, eine Maßnahme, die im hier vorliegenden Entschließungsantrag ausschließlich abgelehnt wird.

Auch Europa ist vom Terror betroffen. Ich erinnere an den Anschlag von Paris in der letzten Woche. Es ist fast Ironie des Schicksals, dass gerade in Peschawar die zwei Kouachi-Brüder, die in Frankreich diesen Anschlag auf Charlie Hebdo verübt haben, von einem muslimischen Geistlichen mit einer besonderen Begräbnisfeierlichkeit noch als Helden des Islam ausgezeichnet wurden.

Das ist schlecht, und Europa reagiert anders, mit einer Antiterrorstrategie. Europa muss entschlossen gegen den Terror vorgehen – die ganze Welt muss entschlossen gegen den Terror vorgehen.

Štvrtok 15. januára 2015

Pavel Svoboda (PPE). - Paní predsedajúcí, i já hluboce lituji útoku ze 16. prosince. Domnívám se, že je potřeba zasadit se o dodržování základních principů vlády práva a uplatňování základních lidských práv i v krizových situacích. Všichni jsme v minulých dnech znovu objevili, že od těchto základních principů nesmíme ustupovat. Tato myšlenka by měla být i základem našeho přístupu v Pákistánu a měla by vést k podpoře všech, kdo jsou diskriminováni, či se v této zemi zasazují o dodržování svobody vyznání, o svobodný přístup ke vzdělání či spravedlivý soudní proces. Měla by vést k podpoře Asii Bibiové, Malály Júsafzájové a všech dalších.

Nicola Caputo (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'attacco dei fondamentalisti talebani in una scuola di Peshawar in Pakistan ha causato la morte di oltre 140 innocenti, in gran parte bambini, e ha suscitato in tutti noi grande orrore e sgomento.

Il mondo deve reagire con grande determinazione e la religione non può essere la chiave per spiegare tanta violenza, in molti casi essa è stata il linguaggio di leader che hanno promosso cambiamenti in senso progressista, ricordo il Dalai Lama, Martin Luther King, la buddista Aung San Su Kyi, il poeta luterano Dietrich Bonhoeffer, purtroppo non è il caso del Pakistan. In questo paese, dopo la strage, riacquista un ruolo politico l'esercito, si sostiene che la democrazia non funziona e che l'unica istituzione in grado di governare davvero il paese sia l'esercito.

Ritengo deplorabile, per esempio, che permangano leggi odiose come quella sulla blasfemia e anche la recente decisione del governo pachistano di revocare la moratoria sulla pena di morte a seguito degli attacchi alla scuola di Peshawar. È chiaro che l'Europa non ha fatto tutto quello che poteva fare, questo è il momento di dimostrare che quest'istituzione ha la forza di fronteggiare un male terribile come il terrorismo e, allo stesso tempo, difendere i diritti fondamentali.

Aymeric Chauprade (NI). - Madame la Présidente, chers collègues, nous sommes en guerre contre une forme d'islam: l'islam global et fondamentaliste, qui ne connaît que l'oumma comme nation et le Coran comme constitution.

Dans cette guerre, nous avons besoin d'alliés. L'armée pakistanaise mène une guerre sans merci aux talibans pakistanais et afghans et nous devons la soutenir. Malheureusement, les fondamentalistes n'ont aucune limite. Pour se venger, ils n'ont pas hésité à massacrer, le 16 décembre 2014, plus de 130 enfants de militaires pakistanais dans une école de Peshawar.

Mais le Pakistan doit être cohérent. S'il fait vraiment la guerre avec nous contre le fondamentalisme, il ne peut tolérer que son système judiciaire reste sous l'emprise de comportements fondamentalistes. Des chrétiens ne peuvent y être condamnés à mort pour blasphème ou des chiites abandonnés à la vindicte populaire. Des efforts doivent être faits de part et d'autre.

Nous sommes prêts à reconnaître une alliance avec le Pakistan contre le fondamentalisme et à accepter sa fermeté implacable contre les talibans, à la condition cependant que cet État atténue la sanction contre le blasphème et protège ses minorités chrétiennes et chiites.

Afzal Khan (S&D). - Madam President, nothing can justify the brutality we witnessed a month ago in Peshawar. It was an act of cowardice to attack a school and kill 132 defenceless children. Unfortunately, Pakistan is the biggest victim of terrorism: more than 70 000 people have lost their lives.

This is the price Pakistan is paying in trying to keep the world safe. Afghanistan must assist and cooperate with Pakistan in its fight against terrorism. A renewed international commitment to fight the financing and sponsorship of terrorism is needed. Pakistan plays an important role in fostering stability in the region and should lead by example and strengthen the rule of law and human rights.

The EU must not stand aside. We have to support Pakistan in our fight against terrorism. As we walked arm in arm in Paris in solidarity with France, we now also need to walk arm in arm with Pakistan. We need to unite globally against radicalisation and extremism. No form of terrorism should be supported, and the EU must assist Pakistan in tackling the threat of terrorism.

Štvrtok 15. januára 2015

Dubravka Šuica (PPE). - Gospodo predsjednice, ovaj je događaj zaista izazvao šok i gnušanje kod svakoga, pa i kod mene. Pakistanski talibani koriste srednjovjekovne metode koje su danas apsolutno neprimjerene. Ovo je drugi put da u ovom forumu govorimo o Pakistanu - prošli put o Aziji i Bibi, danas o školi u Pešavaru. Mislim da je nedopustivo da ovo prolazi mimo nas. Mi kao političari smo odgovorni i moramo djelovati, moramo pomoći pakistanskoj vladi kako bi konačno zaživjele demokratske institucije u toj zemlji.

Sjećamo se ovdje, prošle godine, Malale kad joj je dodijeljena Sakharov nagrada, svi smo se divili tome i mislili da će to biti nekakav poticaj. Nažalost, nije. Ovom rezolucijom pokušavamo na neki način ukazati i suditi ne samo ovaj gnusni čin, već ukazati na pozitivne stvari koje radi pakistanska vlada.

U svakom slučaju ljudska prava se moraju poštivati i zakoni o bogohuljenju moraju biti ukinuti. To je ono na čemu mi ovdje u Europskom parlamentu moramo inzistirati.

Miroslav Mikolášik (PPE) - Brutálny masaker 132 nevinných detí zo 16. decembra v pakistanskej škole ma hlboko zarmútil. Vykonali to Taliban, odnož ISIS v Pakistane, a to je niečo brutálne, neprípustné. Na svete neexistuje nič smutnejšie, ako je smrť dieťaťa. Je to akt násilia voči školákom, je to útok proti budúcnosti detí, proti budúcnosti tejto krajiny.

Chcem preto vyjadriť svoju úprimnú sústrasť a solidaritu postihnutým rodinám a uctiť si pamiatku všetkých zosnulých detí. Tento ohavný akt terorizmu v Pešávare sa stal naliehavou výzvou a urgentné riešenie celosvetového problému terorizmu a násilného extrémizmu a predovšetkým vyostrenej bezpečnostnej situácie práve v Pakistane. Pripájam sa preto a apelujem aj na pani komisárku, aby ten záväzok Európskeho parlamentu bol počutý aj v Komisii, aby sme konali všetci spoločne.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, più di 140 morti, 134 vittime erano studenti, anzi solo bambini, altrettanti sono stati feriti, le cicatrici del corpo si rimargineranno, forse, quelle dell'anima, magari mai! Il massacro di Peshawar non è solo il massacro del fanatismo, della brutalità e della violenza, è il massacro della paura, perché l'estremismo talebano sa bene che l'unica arma che non potranno mai sconfiggere è l'arma della cultura.

Ecco perché la risposta non può essere la giustizia sommaria evocata da più parti in Pakistan, capisco la rabbia, capisco il sentimento della vendetta dei familiari, a loro mandiamo le nostre condoglianze e la nostra vicinanza, ma lo Stato del Pakistan non può commissariare la democrazia né tantomeno sradicare lo Stato di diritto, non deve abbassarsi al loro livello. Il vero messaggio da inviare, colleghi, a chi fa assurgere la violenza a strumento di governo, di propaganda, è lavorare con il Pakistan affinché per ogni bambino morto ci sia una nuova scuola nel paese, affinché sia chiaro che lo spirito di Malala vive e vivrà per sempre nelle nostre coscienze.

(End of catch-the-eye procedure)

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs. - Madam President, thank you for this debate that I think helps us to focus on a couple of important points after the terrible attack by the Pakistani Taliban against the school in Peshawar on 16 December.

First of all, there is the fact that the attack was deliberately against children – boys and girls. But it was also an attack against the right to education for every boy and girl. As many of you said, not only the Sakharov Prize but also the Nobel Peace Prize going to Malala Yousafzai was a strong reaction to that. Let me say that the best news we have had, in reaction to what happened, was the re-opening of the school in Peshawar this week. I think this is the strongest sign of the fact that the right to education of girls and boys cannot be stopped by such terrible attacks.

Štvrtok 15. januára 2015

The second thing that this attack reminded us of – and someone mentioned this – is the fact that the first victims of terrorists are Muslims. Yesterday we discussed Nigeria and today we are discussing Pakistan. I think part of our counter-terrorist measures is the narrative and the awareness that it is not only us we care about, but it is also about all others. Pakistan has paid a high price to terrorism and extremism, with up to 50 000 people killed by terrorists since 2001. A new Comprehensive National Action Plan has been approved. Key elements include regulating madrasas, blocking financing mechanisms of terrorist organisations, and measures against religious persecution. We have set up a specific EU-Pakistan political dialogue on counter-terrorism, the priorities of which are the rule of law and anti-radicalisation.

The EU, through a number of different projects, already supports the Pakistani Government's counter-terrorism activities aimed at reducing the threat from militant groups operating in the territory. This includes support for capacity-building of law enforcement, community policing, promoting dialogue between different communities and strengthening resilience to violence. But, as many of you have said today, counter-terrorism alone does not stand. We have to start from the root causes and from prevention.

In 2008 Pakistan started its transition from military rule to democracy. In 2013 the country experienced its first ever handing-over of power from one democratically-elected government to another. The EU has consistently supported the democratisation process. Our election observation missions were in Pakistan in 2008 and 2013. The transition to civilian democracy led to closer EU cooperation with Pakistan in different fields and to a more structured partnership, including political dialogue on sensitive and complicated issues like human rights and counter-terrorism. Let me stress this, because it is also a coherent part of our work on security, disarmament and non-proliferation, especially in a region crucial for peace and security.

The key priorities in our human rights engagement and dialogue with Pakistan – and let me remind you that the EU Special Representative for Human Rights, Stavros Lambrinidis, made his first ever visit to Pakistan this year – include freedom of religion and belief, women's rights, the death penalty and the rule of law and access to justice.

The issue of religious minorities remains a central aspect of our human rights dialogue. Freedom of religion and expression are constitutional rights in Pakistan, but discrimination remains, severely affecting, for instance, Shias and Ahmadis, but also Christians and other minorities. The use of the blasphemy law has become a reason for particular concern. The overwhelming majority of cases are filed against Muslims, but Christians are also targeted – such as in the case of Asia Bibi, which I know this Parliament has been following particularly closely. Let me say that I am following it closely with you.

Pakistan needs to strengthen civilian courts and institutions. The judicial system has to be adequately resourced, trained and equipped, in order to deal effectively with terrorism. Harsher punishments or the temporary expansion of the jurisdiction of military courts do not address a weak judicial system. Developing an effective, efficient, professional, independent and credible civilian legal system remains a key priority for Pakistan, and the EU is ready to support and train police, prosecutors, defence lawyers and judges.

After Peshawar – as some of you mentioned – Pakistan also lifted the *de facto* moratorium on executions that had been in place since 2008. Let me conclude by saying that the European Union remains – and will remain – opposed to the death penalty in all circumstances. The death penalty is not an effective tool in the fight against terrorism, and I sincerely hope that the moratorium will be re-established.

President. - The debate is closed.

The vote will be held at the end of the debates.

Written statements (Rule 162)

Marie-Christine Boutonnet (NI), par écrit. – Membre de la Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud, la situation au Pakistan me préoccupe particulièrement. Un voyage d'étude est prévu prochainement. Je souhaite que celui-ci permette aux parlementaires européens de mieux appréhender les complexes jeux d'influence de ce pays.

Štvrtok 15. januára 2015

Plus de 130 enfants de militaires pakistanais ont été massacrés dans une école de Peshawar. Cet attentat, revendiqué par le Tehrik-i-Taliban Pakistan (TTP), est particulièrement mal perçu dans le monde musulman.

Près de 60 islamistes radicaux ont été arrêtés récemment avec pour incitation à la haine.

S'agit-il d'un tournant de la politique pakistanaise? Il est encore trop tôt pour le dire.

Il convient de relever que les forces armées de ce pays luttent avec acharnement contre les Talibans afghans et pakistanais.

Cependant nous pouvons regretter que le système judiciaire pakistanais continue d'adopter des comportements fondamentalistes sur de nombreux sujets comme la condamnation de chrétiens pour blasphème ou le lynchage de chiïtes. Nous sommes prêts à aider le Pakistan dans sa lutte contre le fondamentalisme. Mais, il convient que ce pays entreprenne des efforts pour la protection de ses minorités.

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – L'attentato alla scuola militare di Peshawar dello scorso 16 dicembre 2014, che ha portato alla morte di oltre 140 persone, di cui la maggior parte bambini, ha sconvolto il mondo per la sua crudeltà e la sua disumanità rivelando nuovamente la drammatica situazione in cui verte il Pakistan. Con questa risoluzione vogliamo dunque esprimere tutta la nostra preoccupazione per un paese nel quale il terrorismo e l'estremismo religioso stanno prendendo il sopravvento sui diritti fondamentali. È dunque necessario che l'Unione europea ed in particolare la Commissione non resti inerte e si muova concretamente per contrastare tali fenomeni, dimostrando di essere una reale forza a favore della pace, della libertà e della dignità umana, anche per dare un seguito concreto e reale alle parole proferite da Papa Francesco a Strasburgo.

Petr Ježek (ALDE), *in writing*. – I will vote in favour of this resolution strongly condemning the Peshawar school attack, in which Tehrik-i-Taliban terrorists killed at least defenceless 130 children. This horrific attack on children is an inexplicable inhuman act attaining the highest level of human barbarity and must be universally condemned. I consider this act a crime against the future of all children and the nation of Pakistan. The EU and the international community as a whole must assist the Pakistani authorities in the fight against terrorism that has affected the Pakistani people for too long now. The Government of Pakistan must urgently take the necessary measures to prevent the occurrence of attacks and threats against educational institutions. These acts undermine fundamental rights, and in particular the right of women and girls to education. The Government of Pakistan must ensure that perpetrators of these cruel acts are promptly investigated, prosecuted and punished.

Νεοκλής Σουλκιώτης (GUE/NGL), *γραφτως*. – Το Ψήφισμα αποτυπώνει τον καθολικό αποτροπιασμό για το φρικτό έγκλημα που διέπραξαν οι Ταλιμπάν στο Πεσαβάρ. Τα παιδιά του Πακιστάν, αγόρια και κορίτσια, έχουν δικαίωμα να μορφώνονται μέσα σε συνθήκες ασφάλειας και η πακιστανική κυβέρνηση οφείλει να εγγυηθεί αυτό το δικαίωμα. Εντούτοις το Ψήφισμα δεν αναφέρεται στον αποσταθεροποιητικό ρόλο που διαδραματίζουν οι επιθέσεις των αμερικανικών drones που σκοτώνουν αδιακρίτως προκαλώντας έτσι τη λαϊκή οργή, στην οποία επενδύουν οι εξτρεμιστές. Ούτε στηλιτεύονται οι ευθύνες των ΗΠΑ και του πακιστανικού καθεστώτος που σε άλλες εποχές στήριξαν ποικιλοτρόπως τους σκοταδιστές Ταλιμπάν, σε βάρος του λαού του Αφγανιστάν και της ΕΣΣΔ. Μόνο με αφετηρία αυτές τις παραδοχές, μπορεί να έχει ειλικρινές περιεχόμενο ο αγώνας κατά της τρομοκρατίας. Στόχος πρέπει να είναι η εξάλειψη των αιτιών που οδηγούν ανθρώπους στον θρησκευτικό εξτρεισμό, δηλαδή της απόγνωσης που προκαλούν η φτώχεια, ο αναλφαριθμισμός, ο αυταρχισμός και η διαφθορά της εξουσίας αλλά και η αγανάκτηση για τις ξένες επεμβάσεις. Εμείς δεν συναινούμε, στο όνομα της καταπολέμησης της τρομοκρατίας, να καταπατώνται τα ανθρώπινα δικαιώματα ή να επαναενεργοποιείται η θανατική ποινή όπως αποφάσισε ο πρωθυπουργός Σαρίφ. Ο λαϊκός αγώνας για εθνική ανεξαρτησία, κοινωνική ευημερία, δημοκρατικές ελευθερίες και ισοτιμία των φύλων είναι αυτός που θα εξαλείψει και τον τρομοκρατικό θρησκευτικό εξτρεισμό.

Jaroslav Wałęsa (PPE), *in writing*. – Mr President, I must say, the tragedy in Peshawar had left me utterly devastated, and I would like to express my deepest condolences to the survivors, the families of the victims and the whole Pakistani community. Free, compulsory and good quality education must be regarded as a fundamental human right and a crucial means of realising other human rights, as it plays a key role in lifting people out of poverty, enabling them to obtain the means to participate fully in their society. I acknowledge the recent positive change in Pakistan's Constitution establishing the right for children to access free, compulsory education. In my opinion, ensuring this right even in emergencies, such as during a conflict, should be done not only within the individual state's responsibilities, but should also be addressed within the framework of our international cooperation. I encourage Pakistan's development of protective measures against terrorism and religious extremism. Nevertheless, it is extremely important for this widespread learning crisis in Pakistan to be resolved by abiding by the minimum conditions of the international standards of the rule of law and human rights. Especially, methods which disregard the right to a fair trial cannot be accepted.

Štvrtok 15. januára 2015

Tadeusz Zwiefka (PPE), na piśmie. – Dziesięć lat po tragicznym w skutkach ataku terrorystycznym na szkołę w Biesłanie, gdzie zginęło 334 osób, w większości dzieci, doszło do równie krwawego zamachu dokonanego przez Talibów w Peszawarze, w jednej z pakistańskich szkół. Trudno przejść obojętnie wobec tej tragedii, w której pozbawionych życia zostało 132 dzieci. Ze strony państw Unii Europejskiej nigdy nie było i nie będzie zgody na tego typu ataki. Dzieci powinny być szczególnie otaczane troską i opieką osób dorosłych, a nie masowo mordowane i „używane” jako zakładnicy w wojnach domowych, konfliktach między państwami czy starciach na tle religijnym. Żadna ideologia czy religia nie usprawiedliwia zaplanowanego zabijania dzieci. Wyrażam stanowczy sprzeciw wobec tego typu terroru, gdzie życie bezbronnych i niewinnych dzieci mierzone jest kategoriami chęci zemsty, wyrównywania porachunków czy też realizacji własnych celów, i odnoszę się do tego z głęboką dezaprobatą.

Chciałbym z tego miejsca stanowczo zaapelować do wszystkich szefów państw i osób sprawujących władzę, aby nie wahali się podjąć wszelkich możliwych środków zapobiegawczych oraz działań mających na celu wykluczenie pojawienia się podobnych masowych rzezi dzieci. Wydarzenia w Peszawarze są przestrożą dla całego świata, ale przede wszystkim tragedią narodu pakistańskiego, który po raz kolejny przekonał się, do czego – w imię ekstremizmu religijnego – zdolni są posunąć się talibowie, dla których nawet życie dzieci nie jest żadną wartością.

9.3. Kirgizsko: zákon o homosexuálnej propagande

President. - The next item is the debate on six motions for resolutions on Kyrgyzstan: homosexual propaganda bill.

Ulrike Lunacek, author. - Madam President, first of all let me say that Kyrgyzstan is the country in Central Asia that has achieved most progress in its democratic development over the last years. It also decriminalised male homosexuality in 1998, and these are positive things that we respect in the resolution we have prepared. But we also know that the situation is still very difficult. The Human Rights Watch report in January 2014 found widespread violence by police against LGBT people. There are, time and again, political and religious leaders who speak out against same-sex relations, against lesbians and gays. And now on 15 October, the Kyrgyz Parliament has passed, at first reading, a draft bill which contains amendments to the criminal code, the code of administrative responsibility, the law on peaceful assembly and the law on mass media, aimed at prohibiting the promotion of non-traditional sexual relations in an open or indirect way and providing for up to one year of imprisonment. That means they are prohibiting talking about facts of human life.

This will have huge consequences: for journalists – if they write about the existence of lesbians and gays they might go to prison for one year; for human rights NGOs; for the fight against HIV and AIDS; and of course, specifically for lesbians, gays, bisexual and transgender people, who will face more discrimination and violence, as we have seen in other countries where similar bills have been passed.

I would like to say here, from the European Parliament, to Kyrgyz MPs: people fall in love with whoever they fall in love with. You do not decide on that. It can happen to your daughter, to your son. It happens in families, in parliaments, in ministries, in sports associations, so please do not put lesbians and gays into jail for living a life that has been happening all over this world in all cultures, in all regions. Please respect your own constitution, and respect the recommendations of the Council of Europe's Partner for Democracy status that you have, which clearly call for non-discrimination on the basis of sexual orientation.

Let me also thank all those shadows and the parliamentarians of all seven groups in this House who have come together to formulate this resolution. I do hope that the Parliament of Kyrgyzstan will take this law off the agenda and let lesbians and gays live freely in Kyrgyzstan too.

Beatriz Becerra Basterrechea, Autora. - Señora Presidenta. Señora Mogherini, «leyes que niegan o derogan los derechos y libertades del hombre no se adoptarán en la República de Kirguistán», así reza el artículo 16 de su Constitución.

Štvrtok 15. januára 2015

Hoy, los representantes de los ciudadanos que estamos aquí mandamos un claro mensaje para que la República de Kirguistán dé un paso atrás, respete su Constitución y pare el proceso de criminalización de la homosexualidad que se está llevando a cabo en su país.

Me gustaría recordar a sus autoridades que el respeto de los derechos humanos y las libertades fundamentales, incluyendo la libertad de pensamiento, conciencia, religión o creencia, constituye un elemento esencial del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre la Unión Europea y su país. Aprobar este proyecto de ley supone incumplir sus obligaciones.

Hemos visto las horribles consecuencias de una ley similar en Rusia. Por ello, instamos a Kirguistán a no seguir el camino de la homofobia patrocinada por el Estado y a apoyar los derechos fundamentales de todos sus ciudadanos. Vamos a estar vigilantes, al igual que lo están los miles de ciudadanos que en un solo día han levantado su voz contra este agravio a los derechos humanos.

En este sentido, me gustaría felicitar y apoyar iniciativas como las de la organización *All Out*, que en un día han recogido decenas de miles de firmas de apoyo contra la ley de propaganda homosexual en Kirguistán, en defensa de los derechos y libertades fundamentales de todo ciudadano, sea cual sea su condición sexual.

Mark Demesmaeker, *Auteur*. - Kirgizië is eigenlijk een baken van hoop in een regio waar de staatshoofden zonder uitzondering ex-Sovjetdespoten zijn. Het land heeft een bloeiende civiele samenleving en kon twee corrupte presidenten verjagen.

Maar wij maken ons bijzonder ongerust over deze nieuwe discriminerende wetgeving. Deze anti-LGTBI-wet dreigt de democratische en grondwettelijke verwezenlijkingen van het land onderuit te halen. Indien dit wetsvoorstel van kracht wordt, gaat dat ten koste van essentiële mensenrechten: gelijkheid, vrije meningsuiting en het recht op bescherming tegen discriminatie en geweld.

Daarom vind ik dat wij en u, mevrouw Mogherini, het Kirgizische parlement en de president moeten oproepen om bij de behandeling van dit wetsvoorstel even stil te staan bij de vraag welke weg het land wil inslaan. Wil het land weten blijven overnemen van het Russische parlement, met steun van de Kirgizische grootmoefiti? Of wil het de vrijheid in Centraal-Azië bewaren? Ik hoop van harte dat het kiest voor de vrijheid.

Josef Weidenholzer, *Verfasser*. - Frau Präsidentin! Die kirgisische Regierung bekennt sich zum Aufbau eines parlamentarisch-demokratischen Systems. Sie hat sich auch darauf festgelegt, die internationalen Menschenrechtskonventionen einzuhalten. Mit der Europäischen Union gibt es einen regelmäßigen Menschenrechtsdialog. Dieser Dialog ist durchaus positiv zu bewerten, weil es eine Reihe von Fortschritten gibt. Auch das Bemühen, eine unabhängige Gerichtsbarkeit aufzubauen, ist zweifelsohne festzustellen. Umso mehr verwundert der Versuch des kirgisischen Parlaments, die Rechte von Menschen mit gleichgeschlechtlicher Orientierung einzuschränken und die Propaganda für nicht traditionelle sexuelle Beziehungen zu kriminalisieren.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen! Die Menschenrechte sind kein Wunschkatalog, aus dem man sich nach Belieben bedienen kann. Sie sind universell und unteilbar. Mit dieser Entschließung wollen wir Kirgisistan dazu bewegen, die beabsichtigte Gesetzgebung nochmals zu überdenken.

Tunne Kelam, *author*. - Madam President, it is the first time in my memory that the High Representative has attended urgency debates. This is highly inspirational for our further cooperation, especially after her ordeal yesterday evening.

But, as for Kyrgyzstan, we must also have in mind that this country has achieved considerable parliamentary democracy and has made progress in that way. The resolution in question has for me a preventive message, as the draft law has not yet been adopted and we are addressing possible damage to the equality and security of same-sex people. The positive sign is that the Kyrgyzstan authorities have already reacted to Parliament's draft in a cooperative way. The latest message we have got is that the bill in question has been considerably changed, with interested NGOs involved in preparing the final text. Hopefully it will not present any real threat to the security and equal rights of LGBTI people, but of course we continue to watch developments carefully. At the same time, we should welcome the progress made by Kyrgyzstan in the domain of human rights and in cooperation and joint dialogue with the European Union.

Štvrtok 15. januára 2015

Malin Björk, *förslagsställare*. — Herr talman! Trots framstegen i Kirgizistan, riskerar landet nu att sälla sig till den skara länder som utmålar bögar, flator och transpersoner som hotet mot tradition och nation. Så piskar man upp stämningarna mot en påhittad fiende.

Vi har sett denna utveckling och strömningarna i flera andra länder, t.ex. i Frankrike, där hundratusentals människor tog till gatorna i en fullständigt absurd protest mot regnbågsfamiljer och skanderade just att de här familjerna hotade tradition, nation och kultur. Så mycket våld och hat – och så lite kärlek.

Att hitta på en fiende när vi har så mycket annat som vi politiker måste ta tag i, nämligen hur vi bäst ska leva i ett pluralistiskt samhälle, som håller ihop genom att inte förtrycka någon av dess delar, att bygga någonting positivt, ett samhälle som fungerar, välfärd, ekologisk hållbarhet, framtidstro, glädje och varför inte kärlek.

Att ge sig på oss flator och bögar är futtigt, det är oansvarigt och det kränker våra mänskliga rättigheter.

Stanislav Polčák, *za skupinu PPE*. – Paní předsedající, já bych chtěl poukázat na to, že Kyrgyzstán v nedávné době opustil ostudnou kriminalizaci osob jině sexuální orientace. Je sice s podivem, že ženy mohly být za svou sexuální orientaci trestně stíhány ještě i šest let po mužích, nicméně i já vítám demokratický pokrok v Kyrgyzstánu, který byl dosažen v uplynulých několika letech.

Přes tato dílčí zlepšení situace jsou zde v loňském roce návrhy zákonů proti údajnému šíření homosexuality. Je to nepochybně krok zpět. Tyto zákony jsou jistě inspirovány ruským vzorem a jsou nešťastné. Namísto toho, aby mladým lidem společnost pomáhala uvědomit si své vlastní směřování, překonat problémy, třeba odmítnutí jejich nejbližších, ještě dále tuto situaci zhoršuje. Pokud si kyrgyzský parlament myslí, že hlavním problémem jeho země jsou osoby s menšinovou sexuální orientací, tak jej hluboce lituji. Věřím, že paní Mogheriniová najde čas pro řešení i tohoto naléhavého problému.

Tanja Fajon, *v imenu skupine S&D*. – Žalosti me, da smo na dnevni red zaradi kršitev človekovih pravic, demokracije in načel pravne države uvrstili še eno državo, kjer so pravice LGBT skupnosti močno ogrožene.

Kirgizija je v zadnjih letih naredila znaten napredek. Kljub temu je demokracija v državi še vedno krhka. Osnutek sprejetega protipropagandnega zakona je resnično korak v napačno smer. Zastrasovanje ranljivih skupin s strani medijev, javnosti, političnih in verskih voditeljev, pa je nevredno za demokracijo.

Danes državi in celotni regiji pošiljamo zelo jasen signal, da je kakršnakoli diskriminacija na podlagi spolne usmerjenosti nesprejemljiva. Svoboda govora pa ne sme in ne more biti nikoli ogrožena. Dogodki preteklega tedna so ponovno opozorili, da svoboščine niso samoumevne.

Na koncu zato glasno pozivam vse pristojne, naj se vzdržijo dejanj, ki bi te še nadalje ogrozile, ranljive skupine pa še bolj potisnile na rob družbe.

Lidia Senra Rodríguez, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – A homossexualidade não deve ser considerada propaganda. É uma orientação sexual e nenhum ser humano deve ser perseguido ou sofrer violência por motivos de orientação sexual, identidade de género ou a expressão do mesmo. Nenhuma pessoa lésbica, gay, bissexual, transexual ou intersexual deverá ser criminalizada nem obrigada a esconder-se.

Não podemos olhar para o outro lado ou calar perante nenhuma lei que, em qualquer parte do mundo, ataque a dignidade e a liberdade das pessoas pela sua identidade de género, pela sua identidade sexual ou por expressá-la. Não podemos permitir nenhum retrocesso nos direitos das pessoas LGBTI.

O Quirguizistão deve dar cumprimento ao que diz na sua própria Constituição: *Não deve ser adotada nenhuma lei que negue os direitos humanos e as liberdades civis.*

Ignazio Corrao, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, a me sembra abbastanza assurdo, nel 2015, ancora ci troviamo a dover discutere di leggi che discriminano l'orientamento sessuale o l'identità di genere, ed è veramente brutto pensare che in 78 paesi al mondo questo rappresenta un reato, far parte della comunità LGBT, e che in altri 40 paesi del mondo questa comunità subisce violazioni e discriminazioni.

Štvrtok 15. januára 2015

Noi stiamo parlando di una proposta di legge del parlamento del Kirghizistan che viene rappresentato da molti colleghi come una democrazia parlamentare in progresso e che hanno presentato una legge del genere che è assolutamente medievale. Dovremmo esercitare la nostra forza diplomatica, anche attraverso l'Alto rappresentante che è qui presente in Aula, per far capire al Parlamento kirghiso che è assolutamente inaccettabile portare avanti delle leggi del genere, che discriminano un diritto umano, perché il diritto ad amare è semplicemente un diritto umano.

Agnieszka Kozłowska-Rajewicz (PPE). - Pani Przewodnicząca! Pani Komisarz! Rezolucja, nad którą za chwilę będziemy głosować wzywa kirgiski parlament do wycofania projektu ustawy zakazującej tzw. promocji homoseksualizmu. Ustawa ta jest wzorowana na rosyjskiej ustawie z 2013 roku i jest sprzeczna z międzynarodowymi standardami ochrony praw człowieka, narusza swobody obywatelskie i godność człowieka. Tego rodzaju przepisy były wielokrotnie potępiane przez przywódców ONZ, Unię Europejską i organizacje chroniące prawa człowieka. Już samo opracowywanie tej ustawy w Kirgistanie nasiliło akty nietolerancji, agresji i przemocy wobec osób nieheteroseksualnych, gdyż ta praca w Parlamencie jest odczytywana jako przyzwolenie, a nawet zachęta najwyższych władz państwa do gorszego traktowania osób LGBT. Kirgistan depenalizował homoseksualizm w 1998 roku i uchwalenie tej ustawy zniweczyłoby osiągnięty postęp oraz nasiliłoby postawy pogardy i nienawiści wobec mniejszości seksualnych, które są obce demokratycznym państwom prawa.

Miriam Dalli (S&D). - Grazzi Chair, Viçi President Mogherini

Li fis-sena 2015 għad għandna nies li jridu jahbu l-orjentazzjoni sesswali tagħhom għaliex inkella jispiċċaw ippersegwitati mhuwiex aċċettabbli. Aktar u aktar, meta dik il-persekuzzjoni ssir mill-awtoritajiet jew addirittura mill-pulizija li suppost jipproteġu lil dawn iċ-ċittadini.

Li jkollok gvern fil-Kirgizistan li jippreżenta abbozz ta' liġi biex jikkriminalizza t-tixrid ta' informazzjoni dwar orjentazzjonijiet sesswali differenti jmur lil hinn minn hekk u ta' min wieħed jikkundannah bil-qawwa kollha. Dan huwa abbozz ta' liġi li jattakka lill-komunità LGBTI u anki lill-ġurnalisti u jpoġġihom f'sitwazzjoni fejn jistgħu jaffaċċjaw sena habs bl-akkuża li ffurmaw attitudni pożittiva dwar dawh li jissejhu "relazzjonijiet sesswali mhux tradizzjonali". Mhux se noqgħod nidhol fil-mertu ta' x'inhu tradizzjonali imma għaddej diskors iehor ukoll hażin kontra din il-komunità; diskors ta' min qed jgħid li dawn il-persuni għandhom marda psikologika u għandhom bżonn il-kura. Irraġunar li rridu nikkundannah. Li ncaħhdu l-libertà lin-nies li jesprimu mingħajr biża' min fir-realtà huma qatt ma jista' jkun aċċettabbli.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, gentile Alto rappresentante, la proibizione della promozione di relazioni sessuali non tradizionali, un tentativo linguistico mal riuscito di mascherare un'assurda discriminazione! Fatico ancora a credere che nel terzo millennio sia ancora possibile finire in carcere per un anno, semplicemente per voler essere se stessi. È già intollerabile che vi siano discriminazioni striscianti nella società, immaginarsi che sia uno Stato ad arrogarsi tale diritto, tra l'altro, in violazione della sua stessa Costituzione all'articolo 16, è semplicemente aberrante.

E dire che il Kirghizistan era uno degli Stati meno arretrati dell'Asia Centrale, avendo depenalizzato l'omosessualità maschile nel '97 e quella femminile nel 2004. In molti casi si rifugiavano lì, fuggendo dal Turkmenistan e dall'Uzbekistan, adesso non hanno più alcun porto sicuro. Io credo che noi tutti dobbiamo schierarci contro questa bozza, contraria non solo ai diritti umani ma al buon senso, e mettere pressione al Kirghizistan per tornare sui giusti binari, dobbiamo sostenere la sua vivace società civile e ricordare al governo kirghiso che per avere relazioni solide e sane con l'Unione bisogna fare proprio anche lo spirito del nostro motto: Unità nella diversità!

Jiří Pospíšil (PPE). - Paní předsedající, k tomu tématu zde bylo hodně řečeno. Já pouze řeknu, že jsem velmi rád, že tento bod zde dnes projednáváme a že vysoká představitelka paní Mogheriniová může slyšet naše jednoznačné a jasné názory k tomuto bodu.

Štvrtok 15. januára 2015

Já stejně jako ostatní vnímám Kyrgyzstán jako zemi, která ve střední Asii udělala největší pokroky v cestě za demokracií. O to je horší, že dnes na stole kyrgyzského parlamentu leží tento středověký zákon. Bohužel zde vnímám velmi silný vliv Ruska, které podobný zákon již přijalo a praxe tohoto zákona jasně ukazuje, jak výrazně může být proti menšinám zneužíván a jak výrazně lidská práva potlačuje. A to si, prosím, uvědomme, že kyrgyzský návrh zákona je ještě horší než ten, který platí dnes v Rusku, protože za šíření, propagaci a projevy svobody slova může být někdo odsouzen do vězení až na jeden rok.

Prosím, odsudme tento zákon a v případě, že bude přijat, je jasné, že se mu dále musíme věnovat a Evropská unie musí vůči Kyrgyzstánu zaujmout jasnou pozici, a to i v podobě případného ochladnutí vztahů.

Goffredo Maria Bettini (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Unione europea ha concentrato molte risorse nello sviluppo del Kirghizistan e oggi tuttavia discutiamo un progetto di legge aberrante, proposto da quel governo sulla diffusione di informazioni sui rapporti sessuali non tradizionali. È una proposta omofoba, è una proposta che va contro i nostri principi, su questi temi non si scherza, sono fondanti la nostra idea di libertà e dei diritti. Ognuno deve poter esprimere se stesso senza subire minacce o limiti tranne quelli di non dover fare del male ad altri esseri umani. Il diritto di esprimere i propri orientamenti sessuali non è una concessione ai cosiddetti diversi, ma un arricchimento della società, della sua vita complessiva, che sceglie di non mutilare una parte delle sue energie e delle sue potenzialità.

Isabella Adinolfi (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, alcuni potrebbero domandarci perché sentiamo il bisogno di scrivere questa risoluzione. Potrebbero obiettare dicendo che non è interessante occuparsi di un paese sperduto nel cuore dell'Asia. Ci interessiamo, cari colleghi, perché il compito dell'Unione europea, di quest'istituzione che è frutto di migliaia di anni di storia, è anche quello di proteggere il principio di uguaglianza e la non discriminazione delle persone.

È per questo che esprimo la mia più ferma deplorazione per approvazione in prima lettura da parte del parlamento del Kirghizistan della legge sul divieto di promuovere direttamente e indirettamente relazioni sessuali non tradizionali. Non possiamo distogliere lo sguardo di fronte a una campagna di discriminazione chiaramente omofoba. Troppe volte l'Europa ha subordinato il rispetto per i diritti umani ai partenariati economici ed è per questo che auspichiamo che le istituzioni europee richiedano ufficialmente il ritiro della legge.

President. - There is no catch-the-eye today because we are delayed.

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs. - Madam President, yes, I have been told that this is the first time a High Representative has taken part in the urgency debates on human rights, but that is exactly because I believe that human rights are a crucial part of our foreign policy. I was told that urgency debates on human rights are normally not attended by the High Representative. I think it is my duty and also in my interest to be here, as human rights are a crucial part of foreign policy. I said that and I meant that.

(Applause)

Let me also say that we will have to work on the coherence of our internal policies on human rights, because today we are debating something extremely important concerning countries that are not our own Member States, and in our internal work on human rights, and in particular on LGBTI, we have to be coherent internally also.

The Parliament of the Kyrgyz Republic is working on legislation that would discriminate against the LGBTI community, and we regret that the draft law has been approved at the first of the three readings necessary for final adoption. This draft legislation, if adopted, would restrict freedom of expression and association. The title of the law – 'on the promotion of a positive attitude towards non-traditional sexual relations' – is totally misleading. In reality, it is designed to undermine efforts by human rights NGOs, including LGBTI organisations, to advocate equal treatment for LGBTI people.

Štvrtok 15. januára 2015

Since this legislative initiative was initially proposed in March last year, the European Union has raised its concern about the draft law and insisted on the principle of non-discrimination, including in the Human Rights Dialogue in April 2014, and in subsequent high-level discussions with the parliament and government of the Kyrgyz Republic.

The EU has reminded the Kyrgyz authorities of the guarantees for freedom of expression and non-discrimination in the Kyrgyz Constitution, as was mentioned before, and of the Kyrgyz Republic's international commitments. A joint letter from the Heads of Missions and EU Ambassadors was sent to the Speaker of the Kyrgyz Parliament in June, and during the Cooperation Council meeting last November the point was raised. During the Cooperation Council meeting, the Kyrgyz Foreign Minister stressed that the presentation of the draft laws by members of parliament was a democratic right and asserted that the government was not favourable to these draft laws.

The EU has also recalled that the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, when it granted Partner for Democracy status to the Kyrgyz Parliament earlier this year, expressly stated that this should not be followed up.

In line with the Human Rights guidelines of the European Union to promote and protect the enjoyment of all human rights by LGBTI persons, I will personally continue to use all possible means to warn against the risks of adopting the draft resolution and I will coordinate my work with that of Vice-President Timmermans to make sure that we adopt coherent measures internally to protect the enjoyment of all human rights by all LGBTI persons, including in Europe.

(Applause)

President. - The debate is closed.

The vote will take place shortly.

Written statements (Rule 162)

Jiří Maštálka (GUE/NGL), písemně. — Chci upozornit, že ekonomický a sociální propad po rozpadu Sovětského svazu je základním důvodem zhoršování postavení žen a šíření toho, co by se dalo nazvat „kulturní nervozitou“. Jejím projevem je onen zákon zakazující propagandu homosexuality. I když jej vnímám jako krok zpět, chtěl bych učinit dvě poznámky.

Především doporučuji rozvahu. I když musíme dbát na univerzalitu lidských práv, cesta k pochopení práv LGBT (Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender) byla složitá a dlouhá všude. Teprve v 70. letech minulého století se na Západě prosadilo poznání, že homosexualita není psychickou poruchou. Až v roce 1993 odebrala Světová zdravotnická organizace homosexualitu ze seznamu poruch. Navíc nesmíme zapomínat, že i evropský kolonialismus mnohé ve světě zkomplikoval. Neslavně známý paragraf 377 trestního zákoníku např. Indie, ale i dalších bývalých britských kolonií, od 60. let 19. století kriminalizuje sexuální aktivity, které jsou „proti řádu přírody“. Podle dostupných údajů 80 členských zemí OSN homosexualitu kriminalizuje a v šesti státech je to hrdelní zločin. Kyrgyzstán není zrovna příkladem největšího bezpráví pchaného na LGBT.

Druhá poznámka se týká samotné propagace homosexuality. I když hájím práva všech na svobodu vyjadřování, sexuální exhibicionismus jakéhokoli druhu pokládám za nekulturní projev svobody. A zdroj právě tak zbytečných a narůstajících konfliktů.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), por escrito. – El conservadurismo tiende a ver la sociedad a través de dualismos que funcionan como estereotipo (razón - emoción; hombre - mujer; heterosexualidad - homosexualidad; yo - otro) y en los que un concepto aparece siempre como superior a otro. Así se construye una lógica de dominación, de alteridad y negación. La lucha por la igualdad de género, incluyendo la lucha LGTBI, es un ataque directo a la hegemonía del conservadurismo heterocentrista y patriarcal en el que los de arriba basan sus privilegios y justifican la explotación de los de abajo. Esta lucha no solo se da en Kirguistán, sino a diario en nuestras sociedades, pues se trata de deconstruir y de construir algo nuevo realmente basado en la igualdad y en los derechos humanos. Además de condenar cualquier conducta contraria a los colectivos LGTBI, como es el caso de la ley anti propaganda LGTB de Kirguistán, la Unión, que se suele presentar como adalid de la libertad y los derechos humanos, debe tomar medidas concretas para garantizar la libertad de estos colectivos. En este caso, debería explorarse la idea del asilo por identidad de género y violencia sexual.

Štvrtok 15. januára 2015

Ricardo Serrão Santos (S&D), por escrito. — *Estamos abertos para a liberdade de ideias. Amizade e unidade estão nos nossos corações. A terra do Quirguistão, nosso estado nativo, brilhando nos raios do consentimento.* São estes alguns dos versos que podemos ouvir no hino do Quirguistão. Que contradição com a recente proposta de lei aprovada em primeira leitura pelo Parlamento desse país. Caso seja adotada, a legislação proposta constituirá um retrocesso significativo não só no processo de abertura à comunidade LGBT, como também na salvaguarda de direitos humanos que ainda assim distinguia o Quirguistão de outros países vizinhos. O direito à transparência e à liberdade de expressão na comunidade LGBT precisam de ser apoiados. Devemos encorajar o Quirguistão a não dar um passo atrás na proteção desses direitos fundamentais, mas sim a reforçar esses mesmos direitos.

VORSITZ: ALEXANDER GRAF LAMBSDORFF

Vizepräsident

10. Schválenie zápisnice z predchádzajúceho rokovania: pozri zápisnicu

Der Präsident. - Frau Gomes! Sie haben sich gemeldet.

Ana Gomes (S&D). - Mr President, we are going to vote on the urgent resolutions on human rights, but there is also another case that I would like to call to the attention of the President of Parliament. An urgent intervention is required to stop the flogging of Raif Badawi in Saudi Arabia. This is illegal. This is barbaric. This is medieval.

(Sustained applause)

Der Präsident. - Das war offenbar kein Einwand gegen das Protokoll von gestern.

Das Protokoll der gestrigen Sitzung ist genehmigt.

Elmar Brok (PPE). - Herr Präsident! Ich möchte mich bei Frau Mogherini bedanken. Von gestern Mittag bis letzte Nacht um 23.00 Uhr und ab heute Morgen hat sie dem Plenum zur Verfügung gestanden. Das ist nicht selbstverständlich.

(Beifall)

Als zweiten Punkt, Herr Präsident, möchte ich Sie bitten, im Präsidium zu erörtern, ob wir die außenpolitischen Debatten nicht konzentrierter führen können und nicht ewige Einzeldebatten haben, sondern alle zwei Monate eine klare Debatte konzentriert, aber nicht über mehrere Stunden jedes Einzelthema mit einer neuen Debatte.

Ich glaube, das würde diesem Hause dienen, Frau Mogherini dienen und auch der Außenwirkung dieses Hauses dienen. Wir sollten das einmal überlegen.

Der Präsident. - Vielen Dank, Herr Brok! Wir nehmen das zur Kenntnis. Ich korrigiere den Vorsitzenden des Auswärtigen Ausschusses nur ungern, aber die Vizepräsidentin der Kommission und Hohe Vertreterin war hier gestern nicht bis elf Uhr, sondern fast bis Mitternacht. Insofern ist dieser Punkt in der Tat bemerkenswert. Der Dank des Parlaments gilt Ihnen!

(Beifall)

Anna Maria Corazza Bildt (PPE). - Mr President, many of us have been wondering why we did not vote yesterday but are voting today. Statistically, Wednesday is the day when most Members are present, so this is a matter of democratic legitimacy. If this trend should continue – and it is absolutely possible that we will have less to vote on – I would ask Parliament to assess the cost of working here when we could hold the debates somewhere else. We do not want to work less; we want to work more efficiently.

(Applause)

Štvrtok 15. januára 2015

President. - Thank you very much, and indeed I myself have been wondering about this. The reason is that the political groups have decided on the dates and times for the submission of resolutions and amendments that made it impossible to vote on these resolutions that we vote today. Let me say, however, that as the Vice-President in charge of human rights, I am very satisfied that we will vote on the urgency resolutions now with a large presence. I think this underlines the role of this Parliament as a defender of human rights.

The next item is the vote.

(For the results and other details of the vote: see Minutes)

11. Hlasovanie

Der Präsident. - Als nächster Punkt folgt die Abstimmungsstunde.

(Abstimmungsergebnisse und sonstige Einzelheiten der Abstimmung: siehe Protokoll.)

11.1. Rusko, najmä prípad Alexeja Navalného (RC-B8-0046/2015, B8-0046/2015, B8-0047/2015, B8-0048/2015, B8-0049/2015, B8-0051/2015, B8-0055/2015, B8-0059/2015) (hlasovanie)

11.2. Pakistan, najmä situácia po útoku na školu v Pěšávare (RC-B8-0050/2015, B8-0050/2015, B8-0052/2015, B8-0053/2015, B8-0057/2015, B8-0058/2015, B8-0060/2015, B8-0062/2015) (hlasovanie)

11.3. Kirgizsko: zákon o homosexuálnej propagande (RC-B8-0054/2015, B8-0054/2015, B8-0056/2015, B8-0061/2015, B8-0063/2015, B8-0064/2015, B8-0065/2015) (hlasovanie)

– Vor der Abstimmung über Erwägung F:

Ulrike Lunacek, author. - Mr President, I have to move an amendment to recital F, where it reads, 'whereas the Kyrgyz Republic decriminalised male homosexuality in 1998 and female homosexuality in 2004'. We have to delete 'and female homosexuality in 2004' because, I regret – and we had false information – that was never the case. So please support this oral amendment.

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

11.4. Výročná správa ombudsmana za rok 2013 (A8-0058/2014 – Jarosław Wałęsa) (hlasovanie)

11.5. Situácia v Líbyi (RC-B8-0011/2015, B8-0011/2015, B8-0013/2015, B8-0014/2015, B8-0030/2015, B8-0031/2015, B8-0032/2015, B8-0033/2015) (hlasovanie)

– Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 7:

Beatrix von Storch (ECR). - Herr Präsident, sehr geehrte Kollegen! Ich bitte um folgende Ergänzung der Ziffer 14:

„Calls on all parties in Libya to guarantee the safety and freedom of Christians and other religious minority groups who are facing increasing discrimination and persecution and find themselves in the crossfire; calls on the EU and its Member States to ensure that future bilateral agreements include effective monitoring mechanisms for the protection of the human rights of religious minorities“.

— Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.

Štvrtok 15. januára 2015

11.6. Situácia na Ukrajine (RC-B8-0008/2015, B8-0008/2015, B8-0018/2015, B8-0020/2015, B8-0021/2015, B8-0025/2015, B8-0027/2015, B8-0029/2015) (hlasovanie)

11.7. Situácia v Egypte (RC-B8-0012/2015, B8-0012/2015, B8-0019/2015, B8-0022/2015, B8-0023/2015, B8-0024/2015, B8-0026/2015, B8-0028/2015) (hlasovanie)

– Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 4:

Victor Boştinaru (S&D). - Mr President, I would like to put forward the following oral amendment for insertion before paragraph 4: 'Welcomes the fact that Yasser Ali, the former spokesperson of the ousted President Morsi, and prominent figure in the Muslim Brotherhood, has been released and acquitted of charges; calls for the swift release of all political prisoners'.

This is the oral amendment on behalf of my group.

— Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.

– Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 5:

Cristian Dan Preda, author. - Mr President, we want to replace, at the end of J, 'killed 1 150 pro-Morsi demonstrators' with 'according to an independent Egyptian fact-finding committee, killed 607 pro-Morsi demonstrators'.

— Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.

11.8. Prípád dvoch talianskych „marò“ (RC-B8-0006/2015, B8-0006/2015, B8-0009/2015, B8-0010/2015, B8-0015/2015, B8-0016/2015, B8-0017/2015) (hlasovanie)

– Vor der Abstimmung über Ziffer 5:

Pier Antonio Panzeri (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, molto velocemente, bisogna aggiungere un nuovo considerando al considerando H che recita così: «considerando che il 14 gennaio 2015 la Corte suprema ha garantito al sergente Latorre la proroga del suo soggiorno in Italia per ragioni mediche».

— Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.

Pier Antonio Panzeri (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, bisogna aggiungere semplicemente una vocale al punto 5, per evitare che le due istanze siano alternative, tra la giurisdizione affidata alle autorità italiane o a un arbitrato internazionale; si tratta di aggiungere «e/o», quindi una semplice vocale, che però non rende alternative le due cose.

— Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.

11.9. Pracovný program Komisie na rok 2015 (RC-B8-0001/2015, B8-0001/2015, B8-0007/2015, B8-0034/2015, B8-0035/2015, B8-0037/2015, B8-0038/2015, B8-0039/2015) (hlasovanie)

11.10. Sloboda prejavu v Turecku: nedávne zatknutie novinárov a vedúcich pracovníkov médií a systematický nátlak namierený voči médiám (RC-B8-0036/2015, B8-0036/2015, B8-0040/2015, B8-0041/2015, B8-0042/2015, B8-0043/2015, B8-0044/2015, B8-0045/2015) (hlasovanie)

Der Präsident. - Damit ist die Abstimmungsstunde geschlossen.

Štvrtok 15. januára 2015

12. Vysvetlenia hlasovania

Jonathan Arnott (EFDD). - Mr President, I would like to point out, under Rule 162(6), that last night in various debates, including the one on Egypt, blue cards and catch-the-eye were cancelled. We did not have genuine debate but a series of prepared statements.

These things need to be scheduled better in future, but I would just like to draw your attention specifically to the wording of Rule 162(6), which says 'shall', not 'may'. I believe that there is no rationale which entitles Parliament to cancel catch-the-eye. This is a part of parliamentary debate and people should be allowed to have their say. I just wanted to make that point.

President. - I take note of your point and we will come back to discussing it. However, let me say that there was a very lively debate and it lasted until midnight, and whoever is in the chair, whether it is myself or a colleague – and we had this little exchange yesterday as well – has a responsibility to ensure that the debate does not last until 3 in the morning. There is some discretion that the chair can exercise in allowing blue cards or not. We will also always ensure, and that is correct in Rule 162(6), that there is a diversity of views in both the blue cards and the catch-the-eye procedure, but we have taken note of your point and we will happily discuss it in the Bureau.

12.1. Výročná správa ombudsmana za rok 2013 (A8-0058/2014 – Jarosław Wałęsa)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Jiří Pospíšil (PPE). - Pane předsedající, já jsem podpořil tuto zprávu, protože debata i zpráva jasně ukazují, že institut ombudsmana v rámci evropských institucí má svůj smysl, plní svůj účel. Dvacet tři tisíc žádostí, 80 % vyslyšených doporučení ze strany ombudsmana vůči evropským institucím jasně ukazují, že se nejedná o formální institut, ale že se jedná o orgán, který zkvalitňuje činnost evropských institucí vůči občanům. Co chci ještě říci je to, že v debatě také zaznělo, a proto jsem také podpořil zprávu, že do budoucna by měli být evropští občané více informováni o tom, že institut ombudsmana existuje, a do budoucna by tak, podle mého názoru, mohlo dojít k tomu, že se občané na něj budou ještě více obracet a budou tento institut využívat ještě více.

Matt Carthy (GUE/NGL). - Mr President, I wish to congratulate the Ombudsman on the publication of her first Annual Report and also on the dynamism that she has brought to the role.

It is important that the European Institutions be very concerned about the actual number of complaints being received by the Ombudsman's office and, obviously, one of the most common themes of complaints is the lack of transparency. We are moving towards a very important period in the lifespan of this mandate. There is a real threat to democracy, in terms of international trade agreements and specifically the ISDS mechanisms and, with a certain regard, towards TTIP.

I want to commend the Ombudsman on the initiation of a report on transparency around the TTIP negotiations and I would stress that, if these agreements are ratified, they will not only compromise democratically-elected Member States' governments, they are also going to be setting a very dangerous precedent for how the EU Council and Commission view the issue of transparency in the long term.

Stanislav Polčák (PPE). - Pane předsedající, já jsem podpořil rovněž tuto zprávu paní ombudsmanky, protože, podle mého názoru, klíčová role evropského veřejného ochránce práv spočívá v tom, aby napomáhal orgánům Evropské unie zvyšovat míru jejich otevřenosti, účinnosti a vstřícnosti k občanům, v důsledku čehož se posiluje důvěra občanů v Evropskou unii.

V tom, že paní O'Reillyová poprvé zpřístupnila výroční zprávu veřejného ochránce práv on-line a úspěšně vede poradenství poskytované rovněž prostřednictvím interaktivního poradce na internetových stránkách veřejného ochránce práv, je vidět její progresivní styl práce, což já velice oceňuji. Vzhledem k tomu, že plně podporuji konečný cíl paní obudsmanky, to jest tedy přispět k posílení struktur a institutů zodpovědnosti a transparentnosti na unijní úrovni v zájmu prosazování řádné správy pro všechny občany a osoby s pobytem v Evropské unii a ke zkvalitnění demokracie v Evropské unii, hlasoval jsem pro přijetí usnesení Evropského parlamentu.

Peter Jahr (PPE). - Herr Präsident! Auch ich konnte dem Bericht der Bürgerbeauftragten mit großer Freude zustimmen.

Štvrtok 15. januára 2015

Wenn man so will, ist ja der Bürgerbeauftragte gemeinsam mit dem Petitionsausschuss *close to the people*, sehr nah am Bürger, und er verkörpert ein klein wenig – je nachdem wie man das sieht – das gute oder das schlechte Gewissen. Er sollte zumindest das gute oder schlechte Gewissen unseres Parlaments verkörpern und zeigt uns letztendlich auch die Mängel auf. Die Forderung nach Transparenz, beispielsweise bei der TTIP, war ja auch ein großer Wunsch der europäischen Bevölkerung. Ich freue mich immer ganz besonders, wenn diese Dinge dann auch nicht nur von der Bürgerbeauftragten aufgegriffen werden, sondern auch umgesetzt werden.

Und zum Zweiten habe ich mich noch ganz besonders gefreut, dass auch zunehmend die neuen Medien genutzt werden, um dieser Anforderung gerecht zu werden. Das war bis 2013 immer ein Stiefkind. Die neue Bürgerbeauftragte geht da sehr heftig vorwärts, und das ist gut so. Deshalb freuen wir uns auf die weitere Zusammenarbeit mit ihr.

Marian Harkin (ALDE). - Mr President, like my colleague Matt Carthy, I also want to congratulate Emily O'Reilly on her first annual report, and indeed on her very positive start to her tenure in office.

There are many issues raised in the report, but because of time constraints I will only deal with one. I support Amendment 3, which raised the importance of resources, both for the Committee on Petitions and for the Ombudsman's Office. The number of petitions continues to increase, as indeed do the queries to the Ombudsman's Office.

I believe that citizens look to the Ombudsman's Office and the Petitions Committee as their conduit to the EU institutions. It is hugely important that any queries or petitions or investigations are conducted in a timely and efficient manner. In order to do that, adequate resources are required. So in my view it is a crucial issue, because a smoothly-functioning Ombudsman's Office and Petitions Committee help create a much more positive image for the institutions.

Lucy Anderson (S&D). - Mr President, the Ombudsman's remit is limited in legal terms to tackling maladministration but, in doing so, she has successfully had an impact, directly and indirectly, on enforcing EU law and helping EU citizens in this way, both individually and collectively. For this reason in particular, I am very glad to vote for this report. In my view, we do not have a democratic deficit in the EU so much as an enforcement deficit. Citizens have vital rights that this Parliament and its predecessors have voted through, and – whether it is passenger rights, environmental safeguards, the right to a paid holiday – these are not often enforced in the way that they should be.

I am pleased that, when Member States and the Commission do not take infringement proceedings, as they should, in some cases the Ombudsman has had an impact in those types of processes indirectly. I hope that she will do more in the coming years in this respect, both through critical remarks, special reports and in whatever other way is appropriate.

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, ní rachaidh mise thar mo chuid ama ach an oiread ach a rá go bhfuil an-áthas orm gur glacadh leis an tuarascáil seo – díreach anois – le 572 as 675 a vótáil ina bhfabhar. Tabharfaidh sé sin an-ghríosú don Ombudsman Emily O'Reilly agus tá sé tuillte aici mar tá sí ag dul faoina cuid oibre le fuinneamh, le féarailteacht agus le crógacht mar a thaispeáin sí go háirithe lena coinne maidir le TTIP. Luadh freisin go bhfuil an chuid is mó de na hagóidí ag teacht de bharr daoine a bheith míshásta faoi obair an Choimisiúin agus má laghdaítear an obair sin mar atá ráite ag an Uasal Juncker, b'fhéidir nach mbeidh na hagóidí an méid céanna ag dul go dtí an tOmbudsman agus caithfidh go dtiocfaidh laghdú ar an obair a bheidh le déanamh aici amach anseo. Tugann sé sin, is dóigh liom, gríosú do gach duine agus beidh rudaí níos fearr amach anseo.

Janice Atkinson (EFDD). - Mr President, I have to explain to my voters why I voted against Amendment 18 in the Chamber today. The EU should have nothing to do with this. It is up to the individual nation states to seal their external borders. I am heartened that the nation states are deporting migrants onto flights organised by Frontex. I only wish my government would do the same.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), por escrito. — Los socialistas españoles hemos votado a favor del informe de actividad de la Defensora del Pueblo de 2013. Quiero aclarar que hemos votado en contra de las enmiendas 5,6 y 7 del Grupo ECR porque, aunque compartimos la necesidad del fin de la troika, y de los efectos nocivos de las políticas de «austericidio», la troika no forma parte de los Tratados de la Unión y, por tanto, no está bajo la supervisión de la Defensora del Pueblo Europeo. Los partidos euroescépticos quieren debilitar las instituciones europeas mediante la demagogia y eso no se puede apoyar; por eso hemos votado negativamente a estas enmiendas. Exigimos una mayor transparencia en el funcionamiento de todas las instituciones para construir una Europa socialmente comprometida,

Štvrtok 15. januára 2015

justa y creadora de igualdad.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. — Las carencias democráticas de la Unión Europea son una parte integral de su proyecto de reformulación neoliberal de la política y la economía de los Estados miembros. La presencia de un Defensor del Pueblo no altera esta situación, pero permite al menos un pequeño control de la actividad de las instituciones europeas.

En la época de la que hace balance el informe, el Defensor investigó temas tan sensibles y opacos como la violación de los derechos humanos de los migrantes en Frontex, la falta de transparencia en la actividad de las instituciones europeas, incluida su negociación del ATCI, o el sistema de «las puertas giratorias». El informe valora esta actividad y llama a profundizar en la participación ciudadana y escrutinio democrático de las instituciones europeas, por lo que he votado a favor.

Louis Aliot (NI), *par écrit*. — Le 30 juin 2014, Emily O'Reilly déclarait que son ambition était «d'encourager les institutions de l'UE à devenir plus efficaces, transparentes et responsables, en augmentant stratégiquement la visibilité et l'impact du travail de la Médiatrice européenne».

Un long travail reste à faire, et particulièrement concernant la Commission européenne, qui concentre un palmarès record de plaintes auprès du Médiateur. 64% des cas traités par l'institution concernent la Commission européenne, comme le déclarait mon collègue député Édouard Ferrand dans l'hémicycle. Je me suis abstenu sur ce rapport annuel qui ne se penche pas assez, à mon sens, sur l'opacité des méthodes de travail de l'ensemble des institutions de l'UE. Une opacité qui nuit au fonctionnement démocratique tel qu'on le concevrait.

Martina Anderson (GUE/NGL), *in writing*. - Despite having some concerns I voted in favour of the Ombudsman's annual report 2013 as I recognise the good work that Emily O'Reilly has carried out in her role as Ombudsman, and so as to place on record my full support and confidence in her for the time ahead. I agreed with this report in the sense that it stressed the importance of transparency and good administration for the EU institutions. These principles should always be an absolute priority. It was worrying to note that 64.3% of the complaints received by her office concerned the European Commission. I thought the rapporteur's approach in relation to this was soft and found that he was trying to justify the number of complaints received. A strong line should have been taken against the actions of the European Commission. I also believe that it was pretty weak on certain aspects, in particular as concerns Frontex and TTIP. In addition to this, there is little mention made of the 'revolving door' and cases of conflict of interest within the European Institutions. The 'revolving door' practices in the European Commission should absolutely be denounced, as should the lack of transparency and public participation in the TTIP negotiations.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. — Der Europäische Bürgerbeauftragte (oder Europäischer Ombudsmann) untersucht Beschwerden über Missstände in den Organen und Einrichtungen (mit Ausnahme des Europäischen Gerichtshofes) der Europäischen Union. Darunter fallen beispielsweise Unregelmäßigkeiten in der Verwaltung, Diskriminierung, Machtmissbrauch oder auch Nichtbeantwortung von Schreiben. Jeder Bürger der EU sowie jedes Unternehmen, jeder Verein oder Verband oder jede andere Einrichtung mit Sitz in der EU kann Beschwerde einreichen. Seit dem 1. Oktober 2013 wird das Amt des EU-Bürgerbeauftragten von Emily O'Reilly ausgeführt.

Für das Jahr 2013 nahmen 23 245 Bürger die Dienste des Bürgerbeauftragten in Anspruch. Er befasste sich mit 2 354 Beschwerden, führte 350 Untersuchungen durch und schloss 461 Untersuchungen ab. Die meisten Beschwerde- bzw. Untersuchungsanträge kamen aus Belgien, Deutschland, Italien, Polen und Spanien und betrafen vor allem die Europäische Kommission.

Ich begrüße den Jahresbericht 2013 sowie Frau O'Reillys Arbeit und gratuliere ihr nicht nur zu der erbrachten Leistung, sondern auch für die gute Zusammenarbeit mit dem Parlament. Ihre Bemühungen in Sachen Transparenz der TTIP-Verhandlungen sind lobenswert.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — This report contains various criticisms of the European Commission. Much of the text of the report can be supported; however, as with many such resolutions, there also appears to be a call for greater EU action. I therefore abstained on the motion for resolution.

Štvrtok 15. januára 2015

Inés Ayala Sender (S&D), *por escrito*. — Los socialistas españoles hemos votado a favor del informe de actividad de la Defensora del Pueblo de 2013 unánimemente. Quiero aclarar que hemos votado en contra de las enmiendas 5,6 y 7 del Grupo ECR porque, aunque compartimos la necesidad del fin de la troika, y de los efectos nocivos de las políticas de «austericidio», la troika no forma parte de los Tratados de la Unión y, por tanto, no está bajo la supervisión de la Defensora del Pueblo Europeo. Los partidos euroescépticos quieren debilitar las instituciones europeas mediante la demagogia y eso no se puede apoyar; por eso hemos votado negativamente a estas enmiendas. Exigimos una mayor transparencia en el funcionamiento de todas las instituciones para construir una Europa socialmente comprometida, justa y creadora de igualdad.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — Le rapport 2013 de la Médiatrice souligne que la transparence et l'éthique sont les sujets majoritairement abordés dans les plaintes. Ceci démontre une fois de plus l'importance qu'il convient d'accorder à la transparence, à l'ouverture, à l'accès à l'information et au respect des droits des citoyens et des normes éthiques pour renforcer la confiance des citoyens dans le service public européen.

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE), *por escrito*. — El objetivo de este informe de iniciativa es evaluar las actividades del Defensor del Pueblo Europeo en 2013. Destaca en particular la gran labor llevada a cabo por la actual Defensora del Pueblo, Emily O'Reilly, para mejorar la transparencia en las instituciones comunitarias, véanse las investigaciones iniciadas en este sentido: negociaciones sobre el ATCI, irregularidades en las instituciones de la UE, sistema de «puertas giratorias», etc. Por todo ello y por la voluntad de trabajo en aras de la excelencia a través de su estrategia Hacia 2019, basada en tres pilares fundamentales (impacto, relevancia y visibilidad), he votado a favor del Informe.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. — Apoyo el informe porque, para empezar, presenta un formato más ordenado y accesible, lo que favorece la transparencia. Estoy muy de acuerdo con las observaciones planteadas aunque no sean vinculantes y creo que este esfuerzo puede mejorar la transparencia y accesibilidad de la administración europea, que sigue siendo una de las principales causas de reclamación. Ofrece, además, una buena referencia para medir los progresos en este ámbito en futuros ejercicios.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — Ce rapport annuel relatif aux activités du Médiateur européen en 2013 nous permet de savoir que 23 245 citoyens ont sollicité les services du Médiateur pour obtenir de l'aide en 2013 et que 2 420 requêtes ont été enregistrées comme des plaintes (contre 2 442 en 2012). Les plaintes portaient surtout sur l'accès aux documents, des questions institutionnelles ou politiques, le personnel et les concours et procédures de sélection. Ce rapport montre ainsi les progrès à faire en matière de transparence, que cela soit au sein de l'UE ou des États membres. Les agences de l'UE sont directement visées par ce manque de transparence puisque la part des plaintes qui les concerne a presque doublé, passant de 12,5 % en 2012 à 24 % en 2013.

Celles concernant l'Office européen de sélection du personnel (EPSO) ont fortement diminué, tout comme celles sur le Parlement européen, mais cela témoigne bien évidemment que l'UE, si prompt à donner des leçons de bonne conduite et de transparence, devrait avant tout apprendre à balayer devant sa porte. Je me suis donc abstenue sur ce rapport.

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. — Non ho inteso sostenere col mio volto la relazione annuale sulle attività del Mediatore Europeo nel 2013 perché la ritengo poco equilibrata e in parte strumentalizzata del relatore.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — Los socialistas españoles hemos votado a favor del informe de actividad de la Defensora del Pueblo de 2013. Quiero aclarar que hemos votado en contra de las enmiendas 5,6 y 7 del Grupo ECR porque, aunque compartimos la necesidad del fin de la troika, y de los efectos nocivos de las políticas de «austericidio», la troika no forma parte de los Tratados de la Unión y, por tanto, no está bajo la supervisión de la Defensora del Pueblo Europeo. Los partidos euroescépticos quieren debilitar las instituciones europeas mediante la demagogia y eso no se puede apoyar; por eso hemos votado negativamente a estas enmiendas. Exigimos una mayor transparencia en el funcionamiento de todas las instituciones para construir una Europa socialmente comprometida, justa y creadora de igualdad.

Štvrtok 15. januára 2015

Desde luego, la Defensora del Pueblo contribuye con su labor a reforzar las estructuras e instituciones de rendición de cuentas y transparencia a escala europea, a promocionar la buena administración para todos los ciudadanos y residentes en la UE y a mejorar la calidad de la democracia en la UE, desarrollando una función esencial a la hora de gestionar las preocupaciones de los ciudadanos.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), raštu. — Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Parlamentas pritaria Europos ombudsmeno veiklos ataskaitai už 2013 metus. Pagrindinis Europos ombudsmeno veiklos uždavinys – padėti stiprinti atskaitomybės ir skaidrumo struktūras ir institucijas Europos lygmeniu bei skatinti tinkamą administravimą kiekvieno ES piliečio ir gyventojo labui. Pranešime Parlamentas teigiamai įvertina tai, kad 2013 m. skundų dėl Europos personalo atrankos tarnybos (EPSO) sumažėjo daugiau nei perpus, tačiau išreiškė susirūpinimą dėl to, kad padaugėjo skundų dėl Komisijos ir Europos Sąjungos agentūrų, veikiančių valstybėse narėse. Todėl šiuo pranešimu Parlamentas paragino Ombudsmenę E. O'Reilly iširti galimas padaugėjusių skundų priežastis, būtent, ar ši padidėjimą lėmė tai, kad visuomenė daugiau žino apie skundų teikimo procedūras, ar kiti veiksniai. Juk skaidrumas, atvirumas, galimybė gauti informacijos, pagarba piliečių teisėms ir aukšti etikos standartai yra nepaprastai svarbūs norint ugdyti ir išsaugoti piliečių ir gyventojų pasitikėjimą Europos Sąjungos viešąja tarnyba.

Lynn Boylan (GUE/NGL), in writing. — Despite having some concerns I voted in favour of the Ombudsman's annual report 2013 as I recognise the fantastic work that Emily O'Reilly has carried out in her role as Ombudsman, and so as to place on record my full support and confidence in her for the time ahead.

I agreed with this report in the sense that it stressed the importance of transparency and good administration for the EU institutions. These principles should always be an absolute priority.

It was worrying to note that 64.3% of the complaints received by her office concerned the European Commission. I thought the rapporteur's approach in relation to this was soft and found that he was trying to justify the number of complaints received. A strong line should have been taken against the actions of the European Commission. I also believe that it was pretty weak on certain aspects, in particular as concerns Frontex and TTIP. In addition to this, there is little mention made of the 'revolving door' and cases of conflict of interest within the European Institutions. The 'revolving door' practices in the European Commission should absolutely be denounced, as should the lack of transparency and public participation in the TTIP negotiations.

Mercedes Bresso (S&D), in writing. — I voted yes because I agree with the content of the report on the activities of the European Ombudsman.

Daniel Buda (PPE), în scris. — Respectarea drepturilor fundamentale ale cetățenilor europeni în raport cu instituțiile comunitare și promovarea principiilor unei administrații eficiente sunt condiții esențiale pentru păstrarea standardelor democratice ale Uniunii. Consider importantă creșterea credibilității instituției Ombudsmanului ca organism european ce contribuie la consolidarea cadrului instituțional european și la creșterea transparenței prin facilitarea accesului la informații în folosul cetățenilor. Conform statisticilor Eurostat, instituțiile comunitare se bucură de un grad de încredere ridicat în rândul cetățenilor, în multe state membre, depășind încrederea acordată guvernelor naționale. Asigurarea unui acces cât mai facil la platforma sa digitală, precum și schimbul de informații și comunicarea eficientă cu cetățenii sunt câteva aspecte care contribuie la creșterea vizibilității instituției. M-am exprimat în favoarea acestei rezoluții deoarece sunt convins de importanța instituției Ombudsmanului european care, prin independența și imparțialitatea sa, asigură buna funcționare a instituțiilor și agențiilor europene.

Gianluca Buonanno (NI), per iscritto. — Voto negativo poiché il testo fa menzione del fatto che nel 2013 il Mediatore ha presentato una relazione speciale sull'assenza di un meccanismo nell'agenzia Frontex per trattare le denunce sulle presunte violazioni dei diritti dei richiedenti asilo.

Il tema è stato strumentalizzato dall'estrema sinistra (che ha anche presentato un emendamento che si riferisce proprio alla relazione speciale su Frontex).

La Lega Nord è conscia dei limiti di Frontex, ma ritiene che non siano certo quelli dell'assenza di un meccanismo a cui debbano appellarsi gli immigrati.

Štvrtok 15. januára 2015

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. — Los socialistas españoles hemos votado a favor del informe de actividad de la Defensora del Pueblo de 2013. Quiero aclarar que hemos votado en contra de las enmiendas 5,6 y 7 del Grupo ECR porque, aunque compartimos la necesidad del fin de la troika, y de los efectos nocivos de las políticas de «austericidio», la troika no forma parte de los Tratados de la Unión y, por tanto, no está bajo la supervisión de la Defensora del Pueblo Europeo. Los partidos euroescépticos quieren debilitar las instituciones europeas mediante la demagogia y eso no se puede apoyar; por eso hemos votado negativamente a estas enmiendas. Exigimos una mayor transparencia en el funcionamiento de todas las instituciones para construir una Europa socialmente comprometida, justa y creadora de igualdad.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur du rapport sur l'activité du Médiateur européen durant l'année 2015. C'était l'occasion de saluer le travail du précédent médiateur Nikiforos Diamandouros et de réitérer mon soutien à Madame O'Reilly. La tâche du médiateur européen est primordiale. Il constitue un relais entre les institutions européennes et les citoyens. Il assure la protection des droits des citoyens européens et renforce le caractère démocratique de l'Union européenne. J'apprécie le fait que la médiatrice mette en œuvre de nouvelles stratégies pour répondre aux nombreuses questions relatives à la transparence que se posent nos concitoyens, notamment s'agissant des négociations pour le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Oggi ho votato a favore della relazione in questione perché approvo il rapporto annuale per il 2013 presentato dal Mediatore europeo. Il ruolo del Mediatore è cruciale perché permette di avvicinare i cittadini alle istituzioni dell'Unione europea, fattore particolarmente importante considerando la situazione di scollamento che stiamo vivendo attualmente.

Accolgo con favore una serie di importanti indagini che il Mediatore ha avviato, come quelle in materia di trasparenza nei negoziati per un partenariato transatlantico su commercio e investimenti (TTIP), la segnalazione di illeciti da parte di dipendenti nelle istituzioni dell'UE e la trasparenza nei gruppi di esperti della Commissione.

Penso che i social media siano essenziali come canale per le comunicazioni e incoraggio quindi gli uffici del Mediatore ad avvalersi maggiormente di questi mezzi per sensibilizzare l'opinione pubblica sulle sue attività e rendere la sua istituzione il più possibile accessibile.

Noto con preoccupazione che la quota di denunce relative alla Commissione europea è fortemente aumentata rispetto al 2012. Le ragioni alla base di tale incremento andrebbero esaminate dal Mediatore così da rafforzare la credibilità della Commissione stessa.

David Casa (PPE), *in writing*. — I have voted in favour of this report as it serves to congratulate the Ombudsman for the work carried out, but it also gives one important reminder. It shows that the end user can always be treated better, and through measures such as better administration and social media the Ombudsman can be accessed more easily and better serve European citizens.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — L'attività del Mediatore europeo nell'anno 2013 si è concentrata prevalentemente sul lavoro della Commissione (pesando per il 64,3% delle indagini aperte). Questo dato non può che rassicurarci sul ruolo stesso del mediatore. Il voto é favorevole.

Nessa Childers (S&D), *in writing*. — There is much room for improvement on transparency standards across all EU institutions. This is reflected in the fact that the most common complaint from EU citizens received by the European Ombudsman related to EU institutions' refusal of access to documents.

I particularly commend Ombudsman Emily O'Reilly's investigation into the lack of transparency in the TTIP talks, and the vigorous conclusions and recommendations addressed to the Commission, on foot of her own-initiative inquiry.

Štvrtok 15. januára 2015

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — Come ho già avuto modo di dire nel mio intervento durante la discussione, trovo che la signora O'Reilly abbia svolto un ottimo lavoro durante il suo primo mandato, e, per quanto rileva oggi, in particolare nel 2013. Le statistiche sul suo lavoro sono incoraggianti e dimostrano ottime capacità, ma a me piacerebbe rendere ulteriormente pubblico il suo lavoro affinché questa figura diventi sempre più un riferimento importante per i cittadini che si interfacciano con delle Istituzioni Europee che, alla distanza fisica, spesso aggiungono una distanza siderale in termini di linguaggi e intoppi burocratici. Grazie, Mediatore!

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. — Felicito a Senhora Emily O'Reilly pelo excelente trabalho que está a desenvolver como Provedora de Justiça e presto homenagem ao seu antecessor que deixou um legado muito positivo.

O número de cidadãos que recorre ao Provedor é prova de que a sua existência é conhecida e respeitada. Creio, porém, que se deverá continuar a trabalhar para dar mais visibilidade a este poderoso instrumento de defesa dos cidadãos europeus.

Reconheço que a Comissão Europeia é a instituição mais escrutinada pelos cidadãos mas não pode deixar de ser referido o insólito de mais de metade dos casos que chegam ao Provedor terem relação apenas com esta instituição.

Concordo igualmente com a reação da Senhora O'Reilly no que se refere à inaceitável limitação dos poderes de investigação do Provedor na Europol. Espero que o Provedor não se resigne à ideia que os Tratados podem ser revistos ou alterados através de Acordos Internacionais.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Ho espresso il mio voto favorevole in merito alla relazione annuale dell'attività del Mediatore europeo nel 2013 perché essa evidenzia come quest'ultimo abbia avviato 350 indagini atte a verificare eventuali casi di cattiva amministrazione delle principali istituzioni europee. Tali numeri giustificano una valutazione positiva in ordine all'operato del Mediatore posto che, ai sensi dell'articolo 228 del TFUE, ogni cittadino può rivolgersi al mediatore nel caso in cui voglia ottenere tutela nel caso di cattiva amministrazione da parte degli organismi o delle istituzioni europee. D'altro canto il suo ruolo risulta fondamentale nel miglioramento dell'Unione e nel consolidamento del rapporto di fiducia tra cittadini e istituzioni europee.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — I have voted in favour of this report, taking note of the valuable work being done by this office in the interest of EU citizens and of Ms O'Reilly's wish to make the Ombudsman institution as accessible and user-friendly as possible.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — Ho votato a favore della relazione annuale concernente le attività del Mediatore europeo nel 2013. Esorto, però, il Mediatore a dare seguito ai suoi sforzi volti a migliorare i canali di comunicazione e a migliorare le informazioni ai cittadini europei così che questi conoscano i servizi del Mediatore e il suo ambito di competenza. Accolgo inoltre con piacere una serie di importanti indagini che il Mediatore ha avviato, come le indagini in materia di trasparenza nei negoziati del partenariato transatlantico su commercio e investimenti (TTIP). Mi auguro che questo lavoro possa seguire la linea della trasparenza come più volte richiesto e auspicato da me e dal Movimento 5 Stelle.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — Las carencias democráticas de la Unión Europea son una parte integral de su proyecto de reformulación neoliberal de la política y la economía de los Estados miembros. La presencia de un Defensor del Pueblo no altera esta situación, pero permite al menos un pequeño control de la actividad de las instituciones europeas.

En la época de la que hace balance el informe, el Defensor investigó temas tan sensibles y opacos como la violación de los derechos humanos de los migrantes en Frontex, la falta de transparencia en la actividad de las instituciones europeas, incluida su negociación del ATCI, o el sistema de «las puertas giratorias». El informe valora esta actividad y llama a profundizar en la participación ciudadana y escrutinio democrático de las instituciones europeas, por lo que he votado a favor.

Štvrtok 15. januára 2015

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — This report approves the annual report for 2013 presented by the European Ombudsman. It also congratulates Emily O'Reilly on her first annual report as Ombudsman and welcomes her approach in terms of keeping up positive working relations and cooperation with Parliament. The 2013 Ombudsman report also demonstrates the efforts made towards advocating respect for human rights and transparency and the promotion of European institutions. Hence I voted in favour of this report.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Madame O'Reilly a enclenché depuis sa prise de fonction en octobre 2013 une réflexion sur la place du Médiateur européen et son rôle au service des citoyens européens. Élément essentiel de la démocratisation du système politique et administratif européen, le Médiateur a en 2013 ouvert 341 enquêtes sur demande des citoyens européens et neuf enquêtes d'initiative et a fermé 441 enquêtes ainsi que 20 enquêtes d'initiative. Il a également publié une nouvelle version du Code européen de bonne conduite administrative, tout en appelant la nouvelle Commission à adopter des règles et principes contraignants sur la procédure administrative des institutions européennes et de présenter un projet de règlement à cet égard. Ce travail a d'ailleurs été salué et Madame O'Reilly a été confirmée dans sa fonction lors de la plénière de décembre dernier. Pour ces raisons, j'ai voté en faveur de ce rapport.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — Garant de la bonne administration dans les institutions et organes de l'Union européenne, le Médiateur européen joue un rôle clé dans l'amélioration du lien, fortement dégradé, entre l'Union européenne et les personnes physiques ou morales des États membres. C'est la raison pour laquelle je soutiens son action et les moyens nécessaires qui y sont liés. La transparence, les questions d'éthique et la participation des citoyens à la prise de décision dans l'Union sont des éléments essentiels du rétablissement du lien aujourd'hui effrité. L'ambition de la nouvelle Médiatrice européenne Emily O'Reilly d'aider à renforcer les structures et les institutions en termes de responsabilité et de transparence au niveau européen va donc dans la bonne direction. Néanmoins, il importe en effet d'inclure des données chiffrées concrètes dans tous les rapports annuels, afin que des comparaisons d'année en année puissent être établies.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. — Гласувах „въздържал се“ по доклада относно отчета на дейността на Европейският омбудсман, тъй като считам, че нищо особено положително не може да бъде отбелязано в дейността за изминалия период. Духът на доклада на Омбудсмана е в административно-команден стил. От 100 жалби едва 15 се оценят като релевантни. Правилото за допустимост на жалбите е формален критерий, който не дава гаранция, че Омбудсманът правилно е преценил има или няма лоша административна практика. Формалният подход при разглеждането на жалбите води до отказ от произнасяне по петитума на жалбата.

Ниският брой на жалбите и на броя граждани, обърнали се за съдействие, показва, че институцията е непозната на гражданите, те не очакват от нея решаване на проблемите. Ниският брой жалби не означава по-малко лоши административни практики.

Не споделям становището на Омбудсмана, че Агенция „Фронтекс“ следва да създава механизъм и да се произнася по индивидуални жалби на мигранти. Това е от компетенцията на администрациите на държавите-членки. „Фронтекс“ не може да изземва тази компетентност, Агенцията координира и подпомага, но не управлява пряко процеса. Предложеното от омбудсмана е правно недопустимо.

Имайки предвид, че все пак настоящият Омбудсман изпълнява длъжността от м. септември 2013 г. тези забележки са констатации и препоръки, а не упрек.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραφικώς*. — Διαφωνούμε διότι επιθυμεί να δώσει στους λαθρομετανάστες ένα επιπλέον εργαλείο το οποίο μπορούν να χρησιμοποιούν για να τους δοθεί άσυλο, ενώ στις περισσότερες περιπτώσεις δεν το δικαιούνται. Όμως γενικά, θεωρούμε πως ο θεσμός αυτός λειτουργεί προς όφελος των Ευρωπαίων πολιτών.

Rosa Estaràs Ferragut (PPE), *por escrito*. — El Defensor del Pueblo Europeo ha cumplido con acierto durante este periodo su misión de investigar las denuncias contra las instituciones, organismos, oficinas y agencias de la UE. Como saben ustedes, la Oficina del Defensor del Pueblo Europeo pone en marcha las investigaciones a raíz de las denuncias recibidas (341 en 2013) o por iniciativa propia (9 en 2013). Considero que el Defensor del Pueblo Europeo es un ejemplo de independencia y transparencia, y garantiza el respeto pleno de los derechos de los ciudadanos, así como el derecho a la buena administración. Quisiera resaltar en este sentido la presentación de la nueva versión del Código Europeo de Buena Conducta Administrativa, que insta a la nueva Comisión a adoptar normas y principios vinculantes sobre los procedimientos administrativos en la UE y a presentar un proyecto de reglamento.

Štvrtok 15. januára 2015

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — 23 245 cidadãos procuraram auxílio junto dos serviços do Provedor de Justiça em 2013, sendo que 19 418 cidadãos receberam aconselhamento através do guia interativo no sítio Web do Provedor de Justiça, enquanto 1407 pedidos consistiram em pedidos de informação, foram registados como queixas 2420 pedidos (2442 em 2012) e 2354 ações foram tomadas pelo Provedor de Justiça relativamente a queixas recebidas em 2013.

Considero importante que o Provedor de Justiça forneça informações mais pormenorizadas sobre os tipos de formato de queixas, de modo a tornar possível fazer comparações ao longo dos anos entre as queixas recebidas em formato eletrónico através do sítio Web interativo do Provedor de Justiça e as queixas recebidas fora de linha;

Por isso, felicito Emily O'Reilly pelo seu primeiro relatório anual como Provedora de Justiça e congratulo-me com a sua abordagem em matéria da manutenção de uma cooperação e de relações de trabalho positivas com o Parlamento, em particular com a sua Comissão das Petições.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. — Predmetná výročná správa pokrýva iba časť činnosti tohto úradu pod vedením novej ombudsmanky, pretože bola zvolená až v polovici roka 2013, a teda ide aj o prácu jej predchodcu na tomto poste. Je veľmi dôležité, aby bola inštitúcia európskeho ombudsmana čo najotvorenejšia verejnosti a aby mali občania pocit, že im táto inštitúcia pomáha a že je pre nich kedykoľvek k dispozícii. Občania sa obracajú na túto inštitúciu s čoraz viac žiadosťami a je preto potrebné, aby pracovala rýchlo a efektívne. Je veľmi dôležité, aby bol úrad ombudsmana v budúcnosti viditeľnejší, relevantnejší a vplyvnejší s ohľadom na jeho rozpočet, ktorý sa pohybuje vo výške 10 miliónov EUR.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — Quest'anno non posso votare a favore della relazione in quanto quest'ultima è stata strumentalizzata con l'inserimento di disposizioni su Frontex che ritengo inopportune. Per questo voterò contro.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραφτώς*. — Καταψηφίζω και διαφωνώ με την επίσημη έκθεση του Διαμεσολαβητή για το 2013, διότι επιθυμεί να δώσει στους λαθρομετανάστες ένα επιπλέον εργαλείο για να εκμεταλλεύονται προκειμένου να τους δοθεί άσυλο, ενώ στις περισσότερες περιπτώσεις δεν το δικαιούνται. Όμως γενικά, θεωρώ πως ο θεσμός αυτός λειτουργεί προς όφελος των Ευρωπαίων πολιτών.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — He votado a favor del informe después de valorar el trabajo realizado por la Defensora del Pueblo Europeo, la Sra. Emily O'Reilly, durante el año 2013, y de comprobar cómo el trabajo diario de esta institución contribuye a subsanar situaciones de mala administración en la actuación de las instituciones, órganos u organismos de la Unión respecto a los ciudadanos. En mi opinión, esta institución debe mantener un papel fundamental en el seno de la Unión, ofreciendo siempre al ciudadano la máxima accesibilidad y facilidad de contacto. En 2013, la Defensora del Pueblo registró contactos con 23 245 ciudadanos que solicitaron sus servicios a través del portal del Defensor del Pueblo. Muestra del creciente impacto de esta institución es que, en lo que respecta al reparto de las reclamaciones por países, España encabezó la lista con 416 reclamaciones.

Iratxe García Pérez (S&D), *por escrito*. — Los socialistas españoles hemos votado a favor del informe de actividad de la Defensora del Pueblo de 2013. Quiero aclarar que hemos votado en contra de las enmiendas 5,6 y 7 del Grupo ECR porque, aunque compartimos la necesidad del fin de la troika, y de los efectos nocivos de las políticas de «austericidio», la troika no forma parte de los Tratados de la Unión y, por tanto, no está bajo la supervisión de la Defensora del Pueblo Europeo. Los partidos euroescépticos quieren debilitar las instituciones europeas mediante la demagogia y eso no se puede apoyar; por eso hemos votado negativamente a estas enmiendas. Exigimos una mayor transparencia en el funcionamiento de todas las instituciones para construir una Europa socialmente comprometida, justa y creadora de igualdad.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. — Los socialistas españoles hemos votado a favor del informe de actividad de la Defensora del Pueblo de 2013.

Quiero aclarar que hemos votado en contra de las enmiendas 5,6 y 7 del Grupo ECR porque, aunque compartimos la necesidad del fin de la troika, y de los efectos nocivos de las políticas de «austericidio», la troika no forma parte de los Tratados de la Unión y, por tanto, no está bajo la supervisión de la Defensora del Pueblo Europeo.

Štvrtok 15. januára 2015

Los partidos euroescépticos quieren debilitar las instituciones europeas mediante la demagogia y eso no se puede apoyar; por eso hemos votado negativamente a estas enmiendas. Exigimos una mayor transparencia en el funcionamiento de todas las instituciones para construir una Europa socialmente comprometida, justa y creadora de igualdad.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I voted in favour of the Walesa report because I believe the Ombudsman plays a vital role in bringing the EU closer to its citizens by acting as a guardian for transparency, good administration and quality democracy.

Recent statistics show that the number of UK citizens who feel positive towards the EU has risen to 52%. Now we need to pull the other 48% aboard, and we will only succeed if citizens are genuinely enabled to be part of the European project.

I therefore deeply welcome the Ombudsman inquiry into the implementation of the European Citizens' Initiative, a tool launched in 2012 to increase citizens' direct involvement in the EU decision-making process, to make sure it is working to full potential.

Her decision to investigate transparency in the TTIP negotiations – an issue on which constituents write to me on a daily basis – moreover proves that the Ombudsman is serious about addressing issues citizens are truly concerned about.

However, these actions will only make a difference if the Ombudsman's recommendations are acted upon swiftly and decisively. Together with colleagues, I intend to make sure this message is heard loud and clear by every single institution and agency working for the EU.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado abstención. Podemos saluda el trabajo desarrollado por la Defensora del Pueblo y apoya toda modificación conducente a mejorar la eficacia, eficiencia e impacto de su fundamental labor. Sin embargo, se abstiene a la hora de votar esta resolución porque entiende que la tarea de la Defensora del Pueblo respecto de la fiscalización de los procesos de transparencia debe poder llevarse a cabo sin limitación alguna y debe poder ser exigible a las propias instituciones. La Defensora del Pueblo debe no solo poder acceder a más información y documentación que aquella facilitada por la Comisión, sino que debe poder acceder a «toda la información» de las negociaciones en curso, de manera que asegure que tanto en la forma como en el contenido de las mismas no se vulnere la legalidad ni se atente contra los derechos de los ciudadanos y las ciudadanas. La Defensora del Pueblo debería poner un especial énfasis en investigar y poder actuar contra las políticas de austeridad impulsadas por la troika, tanto desde el punto de vista formal (ya que vulneran cualquier proceso de fundamentación legítima de las mismas) como desde el punto de vista de su impacto sobre la garantía de los derechos económicos y sociales de los europeos y las europeas.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour on the Ombudsman's annual report 2013 because I welcome the Ombudsman's activity and efforts to raise public awareness of the Office's work and the efforts to decrease maladministration by EU institutions and bodies through inquiries and reports, with recommendations to the respective institutions and the European Parliament.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado abstención. Podemos saluda el trabajo desarrollado por la Defensora del Pueblo y apoya toda modificación conducente a mejorar la eficacia, eficiencia e impacto de su fundamental labor. Sin embargo, se abstiene a la hora de votar esta resolución porque entiende que la tarea de la Defensora del Pueblo respecto de la fiscalización de los procesos de transparencia debe poder llevarse a cabo sin limitación alguna y debe poder ser exigible a las propias instituciones. La Defensora del Pueblo debe no solo poder acceder a más información y documentación que aquella facilitada por la Comisión, sino que debe poder acceder a «toda la información» de las negociaciones en curso, de manera que asegure que tanto en la forma como en el contenido de las mismas no se vulnere la legalidad ni se atente contra los derechos de los ciudadanos y las ciudadanas. La Defensora del Pueblo debería poner un especial énfasis en investigar y poder actuar contra las políticas de austeridad impulsadas por la troika, tanto desde el punto de vista formal (ya que vulneran cualquier proceso de fundamentación legítima de las mismas) como desde el punto de vista de su impacto sobre la garantía de los derechos económicos y sociales de los europeos y las europeas.

Štvrtok 15. januára 2015

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan.* — Glasovao sam za prijedlog rezolucije o godišnjem izvješću o djelovanju Europskog ombudsmana tijekom 2013. godine jer smatram da zadovoljava kriterije i standarde koji pridonose poštivanju prava europskih građana i načelu dobre uprave. Držim da je gospođa O'Reilly dobro usmjerila svoj rad ka učinkovitijim i transparentnijim europskim institucijama koje stoje na raspolaganju građanima kako bi podigle njihovo povjerenje u iste. Iz izvješća proizlazi da je jedan od glavnih problema manjak transparentnosti institucija kojemu se zasigurno treba suprotstaviti omogućavanjem jednostavnijeg pristupa informacijama i dokumentima. U tom pogledu, važno je da izvješća sadrže također kvantitativne podatke o pritužbama kako bi se razna godišnja izvješća mogla uspoređivati. Nastavno tome, podržavam činjenicu da je u 2013. Ured Ombudsmana objavio novu verziju Europskog kodeksa dobrog administrativnog postupanja, te da je izvješće dostupno u interaktivnoj verziji.

Danuta Jazłowiecka (PPE), *na piśmie.* — Przygotowane przez Europejskiego Rzecznika Praw Obywatelskich sprawozdanie ze swojej działalności za 2013 rok bardzo wyraźnie pokazuje główny problem Unii Europejskiej, tj. oddalenie się od obywateli. Znaczna część skarg w tym okresie dotyczyła odmowy dostępu do dokumentów i informacji, a także braku przejrzystości w funkcjonowaniu unijnych instytucji i agencji. Jest to niezwykle istotny problem, którego od lat nie udaje się rozwiązać.

Trzeba mieć świadomość, że nie da się zbudować zaufania do Unii bez zwiększenia jej otwartości i przejrzystości. Spadek poparcia dla projektu integracyjnego jest między innymi wynikiem tego, że obywatele nie wiedzą, w oparciu o jakie przesłanki podejmowane są decyzje bezpośrednio ich dotyczące. A brak tej przejrzystości zwiększa poparcie dla ruchów i partii antyunijnych. Dlatego też poparłam sprawozdanie, w którym zawarte były nie tylko elementy dotyczące mechanizmów usprawniających odpowiedzi na pytania obywateli, ale również nowe pomysły dalszych usprawnień. Gratuluję sprawozdawcy, Europejskiemu Rzecznikowi Praw Obywatelskich, i z optymizmem oczekuję kolejnych, coraz bardziej pozytywnych sprawozdań.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit.* — Le Médiateur européen joue un rôle primordial pour le contrôle démocratique au sein de l'Union européenne. Il est en effet chargé d'enquêter sur les cas de mauvaise administration dans les organes européens, renforçant ainsi les droits des citoyens européens. Je me réjouis de l'adoption du rapport relatif aux activités du Médiateur en 2013 car il souligne bien le travail accompli par Madame O'Reilly, Médiateur depuis octobre 2013, pour rendre la fonction plus accessible aux citoyens.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit.* — J'ai voté en faveur du rapport annuel relatif aux activités du Médiateur européen en 2013. Indépendant et impartial, le Médiateur européen examine les plaintes à l'encontre des institutions, organes et agences de l'Union et enquête sur des cas de mauvaise administration. En 2013, 23 245 citoyens ont sollicité les services du Médiateur et 2 420 plaintes ont été enregistrées. Madame O'Reilly a réalisé un travail encourageant en faveur de la transparence des institutions et de la protection des droits fondamentaux des citoyens.

Jarosław Kalinowski (PPE), *na piśmie.* — Europejski Rzecznik Praw Obywatelskich, którego urząd od 2013 roku pełni Emily O'Reilly, jest odpowiedzialny za rozwiązywanie problemów obywateli i przedsiębiorstw, które doświadczyły „niewłaściwego administrowania” ze strony instytucji, urzędów i agencji UE. W odpowiedzi na skargi o naruszenie prawa, nieprzestrzeganie zasad dobrej administracji bądź złamanie praw człowieka przez te organy, w 2013 roku rzecznik zakończył 441 dochodzeń i wszczął 341 nowych dochodzeń. Z samej Polski w tym samym roku do rzecznika wpłynęło aż 248 skarg, co potwierdza potrzebę dalszego wypełniania luki pomiędzy obywatelami i instytucjami UE.

Jak podkreślił sprawozdawca, aby to osiągnąć, poza rozpatrywaniem skarg, Europejski Rzecznik Praw Obywatelskich musi strzec również przejrzystości instytucji UE. Istotnie, ułatwienie procesów kontrolowania i oceniania działań władz publicznych przez obywateli jest kluczowe dla zwiększenia ich zaufania, które jest niezbędne dla właściwego funkcjonowania zjednoczonej Europy. Ponadto, aby zwiększyć swoje znaczenie i wpływ, powinien bardziej angażować się w sprawy leżące w centrum zainteresowania publicznego, takie jak negocjacje w sprawie transatlantyckiego partnerstwa handlowo-inwestycyjnego.

Štvrtok 15. januára 2015

Γεώργιος Κατρούγκαλος (GUE/NGL), γραπτώς. — Ψήφισα λευκό στη σχετική ψηφοφορία, ανάμεσα σε άλλους λόγους και γιατί το ΕΚ καταψήφισε την πρόταση να δοθεί εντολή στον Διαμεσολαβητή να εξετάσει τις ευθύνες της Τρόικας ως προς την επιβολή των πολιτικών λιτότητας των Μνημονίων σε αντίθεση με το Χάρτη Θεμελιωδών Δικαιωμάτων της ΕΕ και άλλους κανόνες πρωτογενούς δικαίου. Ο μη έλεγχος της δραστηριότητας παρόμοιων εξωθεσμικών οργάνων πλήττει βαρύντατα τόσο το κράτος δικαίου όσο και το ευρωπαϊκό κοινωνικό μοντέλο.

Afzal Khan (S&D), in writing. — I supported the report, as it seeks to establish the EU Ombudsman as maintaining continuity in tackling systemic issues across all EU institutions.

Jude Kirton-Darling (S&D), in writing. — Whilst I am sympathetic to the substance of the amendments tabled in relation to the economic crisis and scrutiny of the work of the Troika, this issue is beyond the scope of this report. I therefore could not support the amendments tabled today, but hope to address this issue in dialogue with the EU Ombudsman and in the context of my work in the European Parliament's Committee on Petitions.

Kateřina Konečná (GUE/NGL), písemně. — Dne 15. 1. 2015 jsem na půdě Evropského parlamentu podpořila zprávu o činnosti evropského veřejného ochránce práv za rok 2013. Je třeba říci, že tato instituce je z pohledu ochrany práv v rámci EU velmi důležitá. Z pohledu práva EU totiž řeší podněty a stížnosti na situace, které se mohou stát v každodenním životě každému z občanů. Působení evropského veřejného ochránce práv může značně ovlivnit důvěru občanů v evropské instituce. Zpráva EVOP musí poslance EP vést především k zamyšlení, jak zlepšit jednak svoji činnost, tak i působení orgánů EU tak, abychom se všichni více přiblížili samotným občanům EU. A to především ve světle dnešní krize důvěry a legitimacy orgánů EU. Osobně shledávám největší odcizení a absolutní nedostatek transparentnosti především v působení tzv. trojky. EVOP by se měla v následujícím roce soustředit na prozkoumání působení Komise v tzv. trojce, a to zejména ve světle toho, že Komise nese také odpovědnost za naplňování a střežení Smluv. Další obrovské pochybení orgánů EU a Komise především vidím v odporu jakkoliv veřejnost či dokonce samotné poslance EP podrobně informovat o přípravách smlouvy TTIP. Jsem tedy velice ráda, že si evropská veřejná ochránkyně práv vytkla jako prioritu při výkonu svého mandátu posílit svoji roli strážce transparentnosti EU, a to právě také v souvislosti s projednáváním návrhem smlouvy TTIP.

Giovanni La Via (PPE), per iscritto. - Signor Presidente, onorevoli colleghi voto positivamente la relazione del collega on. Walesa in quanto ritengo adeguato il contributo offerto da parte del Mediatore europeo nell'anno 2013. Esso è stato finalizzato a garantire ai cittadini comunitari una adeguata inclusione nel processo decisionale europeo. Nel 2013, il Mediatore europeo ha stabilito un contatto con 23.245 cittadini provenienti dai diversi Stati membri dell'Unione, i quali hanno ricevuto un'adeguata assistenza online. Tra gli argomenti trattati nel corso del 2013 compaiono i temi relativi alla trasparenza, le questioni etiche, progetti e programmi finanziati dall'UE, diritti fondamentali e cultura del servizio, la partecipazione dei cittadini al processo decisionale dell'UE.

Jérôme Lavrilleux (PPE), par écrit. — J'ai voté en faveur du rapport WALESA relatif au rapport annuel du Médiateur européen pour 2013.

Ce rapport met parfaitement en lumière les enjeux qui doivent guider l'action du Médiateur en collaboration avec le Parlement européen, le Conseil de l'Union et la Commission européenne.

Il insiste également sur la qualité du travail du Médiateur en 2013, ce qui a valu à Emily O'Reilly d'être réélue entant que Médiatrice européenne, par le Parlement européen, en décembre 2014.

Juan Fernando López Aguilar (S&D), por escrito. — Los socialistas españoles hemos votado a favor del informe de actividad de la Defensora del Pueblo de 2013 unánimemente. Quiero aclarar que hemos votado en contra de las enmiendas 5,6 y 7 del grupo ECR porque, aunque compartimos la necesidad del fin de la troika, y de los efectos nocivos de las políticas de «austericidio», la troika no forma parte de los Tratados de la Unión y, por tanto, no está bajo la supervisión de la Defensora del Pueblo Europeo. Los partidos euroescépticos quieren debilitar las instituciones europeas mediante la demagogia y eso no se puede apoyar; por eso hemos votado negativamente a estas enmiendas. Exigimos una mayor transparencia en el funcionamiento de todas las instituciones para construir una Europa socialmente comprometida, justa y creadora de igualdad.

Štvrtok 15. januára 2015

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), por escrito. — Las carencias democráticas de la Unión Europea son una parte integral de su proyecto de reformulación neoliberal de la política y la economía de los Estados miembros. La presencia de un Defensor del Pueblo no altera esta situación, pero permite al menos un pequeño control de la actividad de las instituciones europeas.

En la época de la que hace balance el informe, el Defensor investigó temas tan sensibles y opacos como la violación de los derechos humanos de los migrantes en Frontex, la falta de transparencia en la actividad de las instituciones europeas, incluida su negociación del ATCI, o el sistema de «las puertas giratorias». El informe valora esta actividad y llama a profundizar en la participación ciudadana y escrutinio democrático de las instituciones europeas, por lo que he votado a favor.

Antonio López-Istúriz White (PPE), por escrito. — La Defensora del Pueblo Europeo, Emily O'Reilly, fue elegida por el Parlamento Europeo el 3 de julio de 2013 y prestó juramento ante el Tribunal de Justicia de la Unión Europea el 30 de septiembre de 2013. Por consiguiente, el Informe anual correspondiente a 2013 solo abarca una parte de la labor de la Oficina del Defensor del Pueblo Europeo bajo su mandato. Fue presentado al Presidente del Parlamento Europeo el 15 de septiembre y a la Comisión de Peticiones el 24 de septiembre de 2014. El Informe anual se ha modernizado, para conferir la máxima accesibilidad y facilidad de contacto.

Además, la Defensora del Pueblo esbozó su nueva estrategia «Hacia 2019». Dicha estrategia se basa en tres conceptos fundamentales: impacto, relevancia y visibilidad. Pretende llevar a cabo más investigaciones estratégicas acerca de problemas sistémicos, reforzar el papel del Defensor del Pueblo contribuyendo activamente a debates clave en la UE e incrementar la visibilidad de la institución fomentando su acercamiento a las partes interesadas y destacando y reclamando la atención del público hacia asuntos importantes.

Por todo ello di mi voto favorable a esta propuesta.

Ivana Maletić (PPE), napisan. — Emily O'Reilly izabrana je od strane Europskog parlamenta na funkciju Europskog ombudsmana 3. srpnja 2013. godine. Europski ombudsman nezavisno je i nepristrano tijelo koje europsku administraciju može pozvati na odgovornost. Ombudsman provodi ispitni postupak po pritužbama nepravilnosti u radu administracije u institucijama, tijelima, uredima i agencijama EU-a.

Istrage koje je Ured Ombudsmana otvorio u 2013. godini najviše se tiču transparentnosti u institucijama EU-a, etičkih pitanja, sudjelovanja građana u postupku odlučivanja u EU-u, projekata i programa koje financira EU te temeljnih prava i kulture usluga.

Podržavam ovo izvješće jer su transparentnost, poštovanje prava građana i visoke etičke norme ključ povjerenja između institucija EU-a i njezinih građana, a rad gospođe O'Reilly pokazuje da je tijekom 2013. godine zaista unaprijedila taj odnos i razinu demokracije u Uniji.

Andrejs Mamikins (S&D), rakstiski. — Es nobalsoju par, izņemot tos grozījums, pret kuriem iebilda Sociālistu progresīvās alianses grupa. Bet kopumā nobalsoju par kolēģa Valensas ziņojumu, jo Eiropas ombuds ir ārkārtīgi svarīga institūcija Eiropas Savienībā. Klausoties debates, kā arī vērojot reālo situāciju, kad ES pilsoņi vērsas pie ombuda ar savām sūdzībām, ir skaidrs, ka tas ir reāls demokrātijas un cilvēktiesību instruments Eiropas Savienībā. Kopumā tā darbs dod pamatu optimismam, un šis mehānisms jāstiprina.

Vladimír Maňka (S&D), písomne - Inštitút európskeho ombudsmana je dôležitým nástrojom prešetrovania a overovania transparentnosti, nestrannosti a správnosti postupov inštitúcií, orgánov, úradov a agentúr EÚ. Preto je dôležité, aby bol EP podrobne informovaný o výsledkoch činnosti ombudsmanky. Je to jeden z kontrolných mechanizmov, ktorý prevencuje, ako fungujú a postupujú vo svojej činnosti jednotlivé inštitúcie EÚ a ako svoju činnosť vykonáva samotný úrad európskeho ombudsmana. V záujme obyvateľov EÚ je potrebné, aby sa zvýšila informovanosť o úlohách a kompetenciách európskej ombudsmanky a o výsledkoch jej činnosti tak, aby bolo možné využiť tento inštitút na zvýšenú ochranu práv a oprávnených záujmov. Rovnako je dôležité posilňovať komunikáciu v rámci európskej siete ombudsmanov.

Νότης Μαριάς (ECR), γραπτώς. — Καταψηφίζω την Έκθεση διότι δεν έγιναν δεκτές και δεν υπερψηφίστηκαν από την Ολομέλεια του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου οι τροπολογίες που είχα υποβάλει ως σκιώδης εισηγητής σύμφωνα με τις οποίες:

Štvrtok 15. januára 2015

1. Πρέπει να ενδυναμωθούν οι θεσμοί διαφάνειας και λογοδοσίας σε ευρωπαϊκό επίπεδο μεταξύ άλλων και όσον αφορά το Eurogroup και την Τρόικα.
2. Πρέπει να διεξαχθεί έρευνα από την Ευρωπαϊά Διαμεσολαβήτρια όσον αφορά την τήρηση του Χάρτη Θεμελιωδών Δικαιωμάτων της Ε.Ε. από την Τρόικα.
3. Πρέπει να διεξαχθεί έρευνα από την Ευρωπαϊά Διαμεσολαβήτρια για τη σύγκρουση συμφερόντων στην Επιτροπή μεταξύ του ρόλου της στην Τρόικα και της ευθύνης της ως θεματοφύλακα των Συνθηκών και του κοινοτικού κεκτημένου.
4. Πρέπει να διεξαχθεί έρευνα από την Ευρωπαϊά Διαμεσολαβήτρια για πιθανή σύγκρουση συμφερόντων μεταξύ του τρέχοντος ρόλου της ΕΚΤ στην Τρόικα ως «τεχνικού συμβούλου» και της θέσης της ως πιστωτή των τεσσάρων κρατών μελών της Ε.Ε. που τέθηκαν σε μνημόνιο, αφενός, και της εντολής της ΕΚΤ βάσει της Συνθήκης για την Ε.Ε. και της Συνθήκης για τη λειτουργία της Ε.Ε., αφετέρου.

David Martin (S&D), *in writing*. — I voted for this report, which notes that overall compliance with the Ombudsman's recommendations stood at 80% in 2012, slightly down from 82% in 2011; supports the Ombudsman in her ambition to improve the compliance rate; urges the Commission, in particular, to make all efforts to improve its compliance rate; is concerned at the 20% non-compliance rate, and urges the institutions, bodies, offices and agencies of the Union to respond and react within a reasonable time frame to the critical remarks of the Ombudsman and to make all the necessary efforts to improve their follow-up rate by prompt implementation of the Ombudsman's recommendations and critical remarks; looks forward to the specific information that will be provided in the Ombudsman's upcoming annual report on compliance in 2013.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. — Ho votato a favore della relazione annuale concernente le attività del Mediatore europeo nel 2013.

Esprimiamo il mio sostegno alle attività svolte dal Mediatore europeo, ruolo essenziale nell'aiutare le istituzioni dell'Unione europea a diventare trasparenti efficaci e soprattutto vicine ai cittadini.

È fondamentale garantire che i diritti dei cittadini siano pienamente rispettati.

Il rispetto dei diritti rappresenta uno dei principi essenziali per creare e conservare la fiducia nella funzione pubblica europea.

Jiří Maštálka (GUE/NGL), *písemně*. - Dnes jsme projednávali výroční zprávu o činnosti evropského veřejného ochránce práv za rok 2013. Této instituci osobně příkládám velkou důležitost, řeší totiž podněty a stížnosti na situace, které se mohou stát v každodenním životě každému z občanů. Působení evropského veřejného ochránce práv může značně ovlivnit důvěru občanů v evropské instituce, která, jak víme, dnes nedosahuje právě nejvyšší úrovně. Se zájmem jsem sledal, že mezi hlavní témata projednávaných případů náležela v roce 2013 transparentnost, účast občanů na procesu rozhodování EU, základní práva a kultura veřejné služby. Zpráva evropského veřejného ochránce práv musí nás, poslance EP, vést k zamyšlení, jak zlepšit naši činnost, abychom se více přiblížili hlavním prioritám a zájmům občanů, které na půdě Evropského parlamentu reprezentujeme. Protože si evropská veřejná ochránkyně práv vytkla jako prioritu při výkonu svého mandátu posílit svoji roli jako „strážce transparentnosti EU“, a to např. i v souvislosti s projednávaným návrhem smlouvy TTIP, kde si Evropský parlament dlouhodobě stěžuje na nedostatek průhlednosti a informací z jednání, podpořil jsem v hlasování tuto zprávu.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. — Ho deciso di sostenere, con voto favorevole, la relazione Wałęsa, che approva i termini del lavoro svolto da parte del Mediatore nel 2013, poiché ritengo adeguato il contributo offerto da parte del Mediatore europeo durante l'anno in oggetto.

Apprezzabile il fatto che, durante il periodo di riferimento, il Mediatore europeo abbia offerto la propria consulenza a quasi 24.000 cittadini comunitari, desiderosi di rivendicare l'affermazione dei propri diritti in settori come quello della trasparenza, delle questioni etiche, e dei diritti fondamentali.

Štvrtok 15. januára 2015

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Da die Neuerungen nachweislich von den Bürgern der EU-Mitgliedstaaten positiv angenommen wurden und sich auch nun die TTIP Verhandlungen der Transparenz beugen müssen, hätte ich positiv abgestimmt.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. — Le Médiateur européen enquête sur les plaintes contre les institutions et organes de l'UE en cas de mauvaise administration. Le rapport du député de droite renonce à dresser un quelconque bilan politique de son travail annuel. Heureusement, nombre d'amendements de mon groupe y remédient, en commençant par souligner les cas de pantouflages et de conflits d'intérêt au sein de la Commission révélés par la Médiatrice. Des amendements invitent également la Médiatrice à faire des enquêtes sur le respect par la troïka de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Je vote pour ce rapport afin d'appuyer la portée politique de ces mots à l'aube d'un probable gouvernement Syriza en Grèce.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — Em 2013, o Provedor de Justiça registou contactos estabelecidos por 23 245 cidadãos, que recorreram aos seus serviços através do portal do Provedor de Justiça. A grande maioria (19 418) recebeu apoio em linha, mediante o guia interativo disponível no sítio Web do Provedor. Os restantes contactos diziam respeito a pedidos de informação (1 407) a que os serviços do Provedor de Justiça responderam ou a queixas (2 420).

Na apresentação do seu relatório anual à Comissão das Petições, o Provedor de Justiça delineou a sua nova estratégia, *Rumo a 2019*. Esta estratégia assenta em três conceitos principais: Impacto, Relevância e Visibilidade. Com base nestes conceitos, o Provedor de Justiça pretende realizar mais investigações estratégicas a problemas sistémicos (Impacto), reforçar o papel do Provedor de Justiça, contribuindo para os debates essenciais da UE (Relevância) e aumentar a visibilidade da própria instituição, promovendo a sua intervenção junto dos interessados e chamando a atenção para os casos importantes (Visibilidade). Para fomentar a transparência, é recomendável iniciar as investigações de interesse público significativo. Por conseguinte, uma observação próxima das negociações sobre a parceria transatlântica de comércio e investimento reforçaria o papel do Provedor de Justiça enquanto *guardião da transparência da UE*.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — As Vice-Chair of the Committee on Petitions, I enjoy good working relations with Emily O'Reilly and her office. I fully support the Ombudsman's efforts to strengthen the structures and institutions' accountability and transparency at European level and look forward to continuing to collaborate with the Ombudsman in the coming years. Therefore, I voted in favour of this report.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. — S potešením vítam výročnú správu ombudsmana za rok 2013, ktorá prináša mnoho pozitívnych výsledkov, o ktoré sa spoločne zaslúžili Emily O'Reilly a jej predchodca Nikiforos Diamandouros.

Oceňujem predovšetkým aktivitu ombudsmanky v oblasti zverejňovania informácií a textov týkajúcich sa transatlantickej obchodnej a investičnej dohody medzi EÚ a USA, tzv. TTIP, vzhľadom na potenciálny vplyv tejto dohody na mnohé oblasti života európskych občanov vrátane zdravia a bezpečnosti potravín.

Podobne ako ombudsmanka som presvedčený, že je potrebné zaručiť transparentnosť rokovaní, umožniť širší prístup k ďalším dokumentom a zabezpečiť dostatočnú informovanosť občanov o vplyve dohody na ich práva a oprávnené záujmy.

Hlasoval som preto za prijatie výročnej správy ombudsmana.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — As shadow rapporteur for the S&D Group, I recommended a vote in favour of the Walesa Report. During the negotiations in the Committee on Petitions, I proposed a number of amendments that were taken into account, amendments calling for a proper follow-up mechanism for citizens' complaints, measures to improve non-compliance with the Ombudsman's recommendation, and actions to speed up the process of inquiry and improve information channels to our citizens. Nevertheless, I did not support the amendments which fall outside the scope of the European Ombudsman.

Štvrtok 15. januára 2015

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. — Este relatório de iniciativa é uma análise do trabalho desenvolvido pelo Provedor de Justiça Europeu, em 2013. Uma vez que a atual Provedora da Justiça Emily O'Reilly só tomou posse em 30 de setembro de 2014, este documento foca-se no trabalho do seu antecessor Nikiforos Diamandouros.

O Parlamento Europeu considera importante que os relatórios anuais elaborados pelo Provedor de Justiça expressem números concretos dos pedidos dos cidadãos, sejam eles referentes apenas a contactos, ou a pedidos de apoio e/ou a queixas.

Segundo o Tratado sobre o Funcionamento da União Europeia (TFUE), artigos 20.º, 24.º e 228.º o Provedor de Justiça Europeu é competente para receber queixas sobre eventuais casos de má administração na atuação das instituições e organismos da União Europeia, intervindo por iniciativa própria ou com base em queixas apresentadas por cidadãos da UE.

Votei favoravelmente este relatório de iniciativa porque apoio a nova estratégia *Rumo a 2019*, assente nestas três premissas: Impacto, Relevância e Visibilidade.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. — le rapport relatif aux activités du Médiateur européen permet de mesurer à quel point l'Union européenne est en totale déconnexion avec les préoccupations des citoyens des États membres.

Pour l'année 2013, moins de 24 000 citoyens ont ainsi consulté les services du Médiateur et seules 461 enquêtes ont été clôturées, ce qui est ridicule au regard, par exemple, de l'activité du défenseur des droits français, qui a traité près de 90 000 dossiers pour la seule année 2011. Ce chiffre prouve le désintérêt des citoyens de chaque État membre à l'égard des procédures et des institutions européennes. le Médiateur a par ailleurs demandé à la Commission de respecter les règles élémentaires de transparence concernant les négociations du TTIP et du CETA. Or, la Commission n'a pas tenu compte de ces recommandations, ni communiqué aux députés européens les tenants et les aboutissants des négociations de ces traités de libre-échange.

Alors non, le Médiateur européen n'est pas à la hauteur des enjeux et ne pèse quasiment rien face à la toute-puissante Commission européenne.

C'est pourquoi je me suis abstenu sur le vote de ce rapport.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — I voted in favour as the report seeks to establish the EU Ombudsman as maintaining continuity in tackling systemic issues across all EU institutions, especially with regard to the TFEU.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte sur l'activité du Médiateur européen en 2013. Le Médiateur européen, M^{me} Emily O'Reilly, en apportant son aide à plus de 23 000 citoyens européens, a réalisé un excellent travail en 2013. Il a par ailleurs prolongé et accentué sa relation avec le Parlement européen. Ce travail méritait donc d'être salué et encouragé.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — Esprimiamo il nostro pieno appoggio alle attività svolte dal Mediatore europeo, in quanto svolge un ruolo essenziale nell'aiutare le istituzioni dell'Unione europea a diventare più trasparenti, efficaci e vicine ai cittadini, rafforzando così la fiducia dei cittadini nell'Unione stessa. Consideriamo, infatti, prioritario garantire che i diritti dei cittadini siano pienamente rispettati e che il diritto a una buona amministrazione rifletta i più elevati standard, come ci si aspetta dalle istituzioni, dagli organi o dagli organismi dell'Unione. La trasparenza, l'apertura, l'accesso alle informazioni, il rispetto dei diritti dei cittadini ed elevati standard etici rappresentano dei principi essenziali per creare e conservare la fiducia nella funzione pubblica europea. La trasparenza è una pietra miliare di una democrazia avanzata, nella misura in cui consente di esaminare le attività delle autorità pubbliche, valutare le loro prestazioni e chiamarle a rendere conto delle loro azioni. Così come concordiamo ugualmente con l'apertura e l'accesso del pubblico ai documenti, pur ribadendo un fermo sostegno al diritto dei cittadini alla riservatezza e alla protezione dei dati personali. Intendiamo, infine, riaffermare l'importanza dell'iniziativa dei cittadini europei – prevista per la prima volta dal trattato di Lisbona – quale nuovo strumento che consente la partecipazione diretta dei cittadini al processo decisionale durante l'elaborazione della legislazione europea.

Štvrtok 15. januára 2015

József Nagy (PPE), írásban. – Az ombudsman intézményének lényege, hogy felhívja a figyelmet a polgárok aggályaira, és az elmúlt évek jelentéseiből mindenki számára világos, hogy az európai intézmények átláthatósága pozitív irányba indult el. Mindannyian ismerjük az alapelvet, miszerint bármely európai uniós polgár jogosult az Unió intézményeinek, hivatalainak dokumentumaihoz hozzáférni.

Ezért gondolom azt, hogy megengedhetetlen a másik fél hozzáállása az Európai Unió és Egyesült Államok közti TFTP (Terrorist Finance Tracking Program Agreement) egyezmény esetében, ahol a dokumentumokba az elfogadott szerződés alapján nem engedik meg az európai ombudsmannak azt, hogy ellenőrizze, belenézzen azokba.

A jövőben sokkal nagyobb odafigyeléssel kell a nemzetközi szerződéseket kidolgoznunk és aláírunk. Az Európai Parlamentnek sokkal nagyobb szerepet kell kapnia a nemzetközi szerződések előkészítésében.

Tanulva az elvett hibákból, remélem, hogy a jövőben nagyobb körültekintéssel leszünk a polgárainkat nagymértékben érintő egyezmények aláírásakor, például a TTIP esetében is. Ezért tartom jónak azt, hogy az Európai Bizottság több dokumentumot fog publikálni a kétoldalú tárgyalásokról, és esetlegesen az azon részt vevő lobbicsoportokról is, hogy a polgárok és a parlament valamennyi tagja jólinformált legyen, és ne történhessen meg többé a már említett fiaskó.

Victor Negrescu (S&D), în scris. — Am votat această rezoluție deoarece ea sprijină obiectivul principal al Ombudsmanului de a contribui la consolidarea structurilor și instituțiilor răspunderii și transparenței la nivel european. Prin textul său, rezoluția încurajează Ombudsmanul să își consolideze canalele de comunicare și să amelioreze informația cetățenilor europeni, astfel încât aceștia să fie informați corespunzător cu privire la serviciile și sfera de responsabilitate a Ombudsmanului.

Liadh Ní Riada (GUE/NGL), scríofa. — Cé go raibh mé buartha faoi ghnéithe áirithe den tuarascáil seo, chaith mise vóta i bhfabhar Thuarascáil Bhliantúil an Ombudsman 2013, mar aithním an sár-obair atá ar bun ag Emily O'Reilly agus í mar Ombudsman agus chun a chur in iúl go bhfuil muinín agamsa aisti don téarma atá romhainn.

Aontaím leis an tuarascáil sa chaoi go gcuirtear béim ar thábhacht na follasachta agus an dea-chleachtais laistigh d'Institiúidí na hEorpa. Ba chóir go mbeadh na prionsabail seo mar dearbhbhosaíocht i gcónaí.

Ba chúis buartha é áfach go raibh 64.3% de na gearáin a fuair an oifig sin aici bainteach leis an gCoimisiún Eorpach. Is cúis aiféala go bhfuair a hoifig an méid sin gearán maidir le droch-chleachtas. Measaim go raibh an rapóirtéir lag go leor i leith an Choimisiúin agus gur sheas sé leis maidir leis an méid gearán a tháinig isteach faoi. Mar aon leis sin, ceapaim go raibh sé lag maidir le Frontex agus is beag rud a thagair don 'revolving door' agus do chásanna coinbhleachta in Institiúidí AE.

Younous Omarjee (GUE/NGL), par écrit. – J'ai voté en faveur de ce rapport, qui établit un bilan positif de l'activité du Médiateur européen sur l'année 2013. Ce rapport met en lumière les problèmes liés à la transparence au sein de la Commission européenne, et en particulier l'opacité des négociations du traité transatlantique, les conflits d'intérêts parmi les hauts fonctionnaires et les questions d'éthique ou de droits fondamentaux.

Urmas Paet (ALDE), kirjalikult. — Toetasin Ombudsmani aastaaruannet. Ombudsman on teinud head koostööd Euroopa Parlamendiga, tugevdanud Euroopa tasandi struktuuride ja institutsioonide vastutust ja läbipaistvust ning edendanud sellega head haldust.

Rolandas Paksas (EFDD), raštu. —

Pritariu Ombudsmeno pateiktai ataskaitai.

Europos ombudsmenas atlieka vieną svarbiausių vaidmenų sprendžiant piliečiams aktualius klausimus, padedant užpildyti dideles spragas tarp jų ir ES institucijų ir užkertant kelią konfliktų atsiradimui.

Štvrtok 15. januára 2015

Ombudsmenas veikia nepriklausomai ir nešališkai. Jis atstovauja bendriems ES ir jos piliečių interesams. Atsižvelgiant į tai bei į esamą ES padėtį, yra tikslinga, kad Ombudsmenė pradėtų inicijuoti tyrimą dėl Europos Sąjungos pagrindinių teisių chartijos laikymosi taip pat dėl galimo Komisijos interesų konflikto, susijusio su jos vaidmeniu trejeto sudėtyje ir dėl galimo ECB interesų konflikto, susijusio su jo kaip trejeto patarėjo techniniais klausimais.

Atsižvelgiant į gaunamų skundų skaičių, manau, kad regioninių ombudsmenų pareigybės neturėtų būti naikinamos, kadangi būtų apribotos Europos piliečių galimybės veiksmingai naudotis savo teisėmis.

Siekiant, kad viešasis valdymas būtų atviresnis, atsakingesnis bei lankstesnis, visos Sąjungos institucijos ir įstaigos turi glaudžiau bendradarbiauti su Ombudsmenu ir užtikrinti, kad būtų laikomasi jo rekomendacijų, taip pat tinkamai ir laiku reaguojama į kritines pastabas. Atsižvelgiant į Europos Parlamento Peticijų komiteto atliekamas funkcijas, pritariu pasiūlymui, kad turi būti skiriama daugiau išteklių.

Aldo Patriciello (PPE), per iscritto. — Considerato che la relazione annuale concernente le attività del Mediatore europeo nel 2013 è stata modificata per rispecchiare il desiderio di rendere l'istituzione del Mediatore il più possibile di facile accesso e utilizzo, considerato che alla presentazione della sua relazione annuale alla commissione per le petizioni, il Mediatore ha delineato la sua nuova strategia «Verso il 2019», la quale strategia si fonda su tre concetti principali *Impatto, Pertinenza e Visibilità*, considerato che in base a tali concetti, il Mediatore si propone di condurre indagini più strategiche su problemi sistemici (Impatto), di rafforzare il ruolo del Mediatore contribuendo attivamente alle discussioni chiave dell'UE (Pertinenza), e di aumentare la visibilità della sua istituzione migliorando la sua apertura verso le parti interessate e ponendo in rilievo e attirando l'attenzione del pubblico sui casi importanti (Visibilità), per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), par écrit. — Seuls 23 245 citoyens ont eu l'usage des services du Médiateur en 2013. Les institutions européennes ne fonctionnant pas à la quasi-perfection, cela montre que les citoyens ne voient pas l'intérêt de faire appel au Médiateur. Il s'agit donc d'une institution qui coûte bien trop cher pour son utilité. Néanmoins, il s'agit d'un des rares recours existant contre la Commission, objet principal des plaintes. C'est pourquoi, ne voulant ni cautionner ce système coûteux ni priver les peuples d'un relais qui porte leur voix, je m'abstiens.

Andrej Plenković (PPE), napisan. — Podržavam izvješće kolege zastupnika Jaroslawa Walese kojim se odobrava Godišnje izvješće o djelovanju Europskog pučkog pravobranitelja u 2013. godini i pridružujem se čestitkama gospođi Emily O'Reilly na prvom godišnjem izvješću otkad je stupila na dužnost.

S obzirom da pitanje transparentnosti zauzima prvo mjesto u istragama koje je zaključio Ured Ombudsmana (64,3 %) i da je konstatiran značajan porast (52,7 %) u odnosu na 2012. Godinu, možemo zaključiti da je transparentnost prioritet građana EU.

Za jačanje povjerenja javnosti u politički sustav i EU institucije potrebno je transparentnost postaviti na mjesto visokog prioriteta svih institucija EU-a jer se time kontinuirano jača njihov demokratski legitimitet.

Građani su prepoznali Europskog ombudsmana kao nepristrano i nezavisno tijelo koje istražuje njihove pritužbe na rad institucija, službi i agencija EU-a. Smatram da djelovanje Europskog ombudsmana pridonosi uspostavi dijaloga kojim se izgrađuje povjerenje građana i ostvaruju najviši standardi djelovanja u institucijama. Uklanjanjem nepravilnosti u radu službenika i sprječavanjem lošeg upravljanja unapređujemo razinu kvalitete administracije EU-a.

Podržavam Strategiju „U susret 2019.“ i kontinuiranu suradnju unutar Europske mreže pučkih pravobranitelja jer smatram da je važno dijeliti iskustva i najbolje prakse te održavati redovite kontakte Europskog ombudsmana s pučkim pravobraniteljima u državama članicama i državama pristupnicama.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), per iscritto. — L'attuale Mediatore europeo, Emily O'Reilly, è stato eletto dal Parlamento europeo nel luglio del 2013 ma ha prestato giuramento, come consuetudine, il 30 settembre. È chiaro quindi che la relazione annuale oggetto del voto non possa che riguardare l'operato del predecessore in carica Nikiforos Diamandouros. A mio giudizio la relazione è chiara, ma potrebbe essere migliorata per renderla sempre maggiormente esaustiva. I temi trattati nel 2013 sono di assoluta rilevanza, come la trasparenza, le questioni etiche, la partecipazione dei cittadini al processo decisionale dell'UE, progetti e programmi finanziati dall'UE e i diritti fondamentali. Mi rallegro anche della nuova strategia «Verso il 2019» i cui punti principali e di assoluta importanza sono: Impatto, dove il Mediatore si propone di fare indagini più strategiche su problemi sistemici, Pertinenza, si rafforza il ruolo del

Štvrtok 15. januára 2015

Mediatore contribuendo attivamente alle discussioni chiave dell'UE e Visibilità, ovvero l'aumento della visibilità della sua istituzione dove attira l'attenzione del pubblico sui casi importanti.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — Le médiateur européen est un rouage institutionnel essentiel garantissant l'État de droit en Europe. Par son biais, les citoyens ont un accès direct à des voies de droit lorsqu'ils se considèrent désavantagés par rapport à l'administration de l'Union européenne. En cela, je salue l'immense travail du médiateur européen, ainsi que certains éléments apportés par son rapport, tel qu'une plus grande transparence de l'administration européenne et dans les négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et de l'investissement.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — O Provedor de Justiça Europeu apresentou ao Parlamento, nos termos do artigo 220.º do Regimento do Parlamento Europeu, o relatório sobre as suas atividades em 2013. Observo que os problemas relativos à transparência encabeçam, uma vez mais, a lista dos casos tratados em 2013, juntamente com as questões de ética, de participação dos cidadãos no processo de tomada de decisão na União, os direitos fundamentais e a cultura de serviço. Congratulo-me com a nova estratégia apresentada pela Provedora de Justiça, *Rumo 2019*, a qual assenta em três conceitos principais: Impacto, Relevância e Visibilidade e com a publicação de uma nova versão do Código Europeu de Boa Conduta Administrativa e saúdo igualmente a abertura do inquérito sobre a falta de transparência nas negociações sobre a Parceria Transatlântica de Comércio e de Investimento (TTIP), bem como a aspiração de Emily O'Reilly de tornar a instituição do Provedor de Justiça tão acessível quanto possível. Votei favoravelmente.

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la résolution sur le rapport du Médiateur. La médiation joue un rôle essentiel dans nos sociétés, et la mise en place d'un Médiateur européen fut une bonne chose: les citoyens, les entreprises, doivent pouvoir mettre au grand jour les éventuels cas de mauvaise administration de la part des institutions et agences de l'UE.

Ce rapport annuel a le mérite de nous fournir des informations précieuses sur les points à améliorer d'urgence pour être plus efficaces et plus proches des attentes des citoyens et des entreprises, notamment en respectant les procédures, en supprimant toute discrimination, ou encore en introduisant davantage de transparence dans le processus d'élaboration des politiques européennes.

Au-delà de ce rapport, c'est tout le travail du Médiateur européen sur lequel nous nous prononçons: plus d'une vingtaine de milliers de plaintes ont été déposées auprès de ses services en 2013, sans oublier les enquêtes ouvertes de sa propre initiative. Certains des points soulevés devraient nous inciter à balayer devant notre porte, comme les cas suspectés d'anciens responsables européens qui assument des fonctions dans le secteur privé dans leur domaine d'expertise et pourraient ainsi être confrontés à de potentiels conflits d'intérêt.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. — He votado a favor de este informe relativo a las actividades del Defensor del Pueblo Europeo en 2013, que valida la buena gestión de Nikiforos Diamandouros, Defensor del Pueblo Europeo saliente, y de Emily O'Reilly, primera mujer elegida para el cargo en julio de 2013.

En el año 2013, 23 245 ciudadanos solicitaron la ayuda de los servicios del Defensor del Pueblo, se iniciaron 350 investigaciones y otras 461 fueron concluidas. Me gustaría destacar algunas investigaciones importantes iniciadas por la Defensora del Pueblo, como las relativas a la transparencia en las negociaciones sobre el ATCI, la denuncia de irregularidades en las instituciones de la UE, la transparencia en los grupos de expertos de la Comisión, los casos de las «puertas giratorias», los derechos fundamentales en la política de cohesión o la Iniciativa Ciudadana Europea.

La Defensora del Pueblo contribuye con su labor a reforzar las estructuras e instituciones de rendición de cuentas y transparencia a escala europea, a promocionar la buena administración para todos los ciudadanos y residentes de la UE y a mejorar la calidad de la democracia en la UE, desarrollando una función esencial a la hora de gestionar las preocupaciones de los ciudadanos.

Teresa Rodríguez-Rubio (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado abstención. Podemos saludar el trabajo desarrollado por la Defensora del Pueblo y apoya toda modificación conducente a mejorar la eficacia, eficiencia e impacto de su fundamental labor. Sin embargo, se abstiene a la hora de votar esta resolución porque entiende que la tarea de la Defensora del Pueblo respecto de la fiscalización de los procesos de transparencia debe poder llevarse a cabo sin limitación alguna y debe poder ser exigible a las propias instituciones. La Defensora del Pueblo debe no solo poder acceder a más información y documentación que aquella facilitada por la Comisión, sino que debe poder acceder a «toda la información» de las negociaciones en curso, de manera que asegure que tanto en la forma como en el contenido de las mismas no se vulnere la legalidad ni se atente contra los derechos de los ciudadanos y las ciudadanas. La Defensora del Pueblo debería poner un especial énfasis en investigar y poder actuar contra las políticas de austeridad impulsadas

Štvrtok 15. januára 2015

por la troika, tanto desde el punto de vista formal (ya que vulneran cualquier proceso de fundamentación legítima de las mismas) como desde el punto de vista de su impacto sobre la garantía de los derechos económicos y sociales de los europeos y las europeas.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — Votei favoravelmente a apresentação do Relatório Anual da Provedora de Justiça Europeia relativo a 2013 e felicito Emily O'Reilly pela abordagem realizada em matéria da manutenção de uma cooperação e de relações de trabalho positivas com o Parlamento. Presto também homenagem ao Professor Nikiforos Diamandouros, que cessou funções em 2013, pelo legado que deixou enquanto Provedor de Justiça Europeia.

Considero que a nobre função de Provedor deve assentar no apoio ao fortalecimento das estruturas e das instituições de prestação de contas e transparência a nível europeu, promovendo a boa administração e a qualidade da democracia que os cidadãos europeus merecem, pois é para estes que o seu trabalho se dirige.

Uma última palavra de apreço pela nova estratégia da Provedora de Justiça *Rumo a 2019*, assente em três pilares principais orientados para a resolução de problemas sistémicos, sob o tríplice do Impacto, Relevância e Visibilidade; finalmente, gostaria apenas de saudar a importância da iniciativa de Cidadania Europeia, que virá conferir um maior envolvimento direto dos cidadãos no processo de tomada de decisão relacionado com a preparação da legislação europeia.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce rapport afin de souligner le travail accompli par le Médiateur européen durant la première année de son entrée en fonction.

Ce texte rappelle que le sujet de la transparence se trouve en tête des enquêtes menées par le Médiateur (il représente 64,3% des enquêtes). Le manque de transparence dans les négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) a d'ailleurs fait partie de ces enquêtes.

Enfin, notons qu'il est important que chaque organe ou institution de l'Union européenne prenne en compte les remarques du Médiateur et réagisse rapidement. Pour ce faire, le Médiateur doit poursuivre ses efforts de communication auprès des citoyens européens.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera contraria in quanto il testo fa menzione del fatto che nel 2013 il Mediatore ha presentato una relazione speciale sull'assenza di un meccanismo nell'agenzia Frontex per trattare le denunce sulle presunte violazioni dei diritti dei richiedenti asilo. La Lega Nord è conscia dei limiti di Frontex, ma ritiene che non siano certo quelli dell'assenza di un meccanismo a cui debbano appellarsi gli immigrati.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado abstención. Podemos saluda el trabajo desarrollado por la Defensora del Pueblo y apoya toda modificación conducente a mejorar la eficacia, eficiencia e impacto de su fundamental labor. Sin embargo, se abstiene a la hora de votar esta resolución porque entiende que la tarea de la Defensora del Pueblo respecto de la fiscalización de los procesos de transparencia debe poder llevarse a cabo sin limitación alguna y debe poder ser exigible a las propias instituciones. La Defensora del Pueblo debe no solo poder acceder a más información y documentación que aquella facilitada por la Comisión, sino que debe poder acceder a «toda la información» de las negociaciones en curso, de manera que asegure que tanto en la forma como en el contenido de las mismas no se vulnere la legalidad ni se atente contra los derechos de los ciudadanos y las ciudadanas. La Defensora del Pueblo debería poner un especial énfasis en investigar y poder actuar contra las políticas de austeridad impulsadas por la troika, tanto desde el punto de vista formal (ya que vulneran cualquier proceso de fundamentación legítima de las mismas) como desde el punto de vista de su impacto sobre la garantía de los derechos económicos y sociales de los europeos y las europeas.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — Las carencias democráticas de la Unión Europea son una parte integral de su proyecto de reformulación neoliberal de la política y la economía de los Estados miembros. La presencia de un Defensor del Pueblo no altera esta situación, pero permite al menos un pequeño control de la actividad de las instituciones europeas.

Štvrtok 15. januára 2015

En la época de la que hace balance el informe, el Defensor investigó temas tan sensibles y opacos como la violación de los derechos humanos de los migrantes en Frontex, la falta de transparencia en la actividad de las instituciones europeas, incluida su negociación del ATCI, o el sistema de «las puertas giratorias». El informe valora esta actividad y llama a profundizar en la participación ciudadana y escrutinio democrático de las instituciones europeas, por lo que he votado a favor.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — Today I voted in support of the report on the activities of the European Ombudsman 2013.

The European Ombudsman, Emily O'Reilly, was elected by the European Parliament on 3 July 2013 and took her oath before the Court of Justice of the European Union on 30 September. The Ombudsman's Annual Report 2013 therefore covers partly the work of the Ombudsman's Office under her leadership and the other part consists of the work of her predecessor Nikiforos Diamandouros.

The Ombudsman's strategy 'Towards 2019' is founded on three main concepts: impact, relevance and visibility. In addition, observing the Transatlantic Trade and Investment Partnership negotiations closely would strengthen the role of the Ombudsman as 'guardian of EU transparency'.

Davor Škrlec (Verts/ALE), *napisan*. — Smatram kako dosadašnji rad pravobraniteljice pokazuje njezinu spremnost za rad na povećanju transparentnosti i otvorenosti institucija Europske unije. Izneseno izvješće jasno ukazuje na konkretne korake poduzete kako bi se premostio jaz koji postoji između građana i institucija, što posljedično vodi ka povećanju kvalitete demokracije u Europskoj uniji.

Izveštaj navodi kako je u 2013. godini pomoć Ureda Ombudsmana zatražilo 23 245 građana, a savjet dobilo njih 19 418. Također, 2013. godine Ured Ombudsmana otvorio je 350 istraga, a glavne teme bile su transparentnost u institucijama Europske unije, etička pitanja, sudjelovanje građana u postupku odlučivanja, ali i pitanja vezana uz projekte i programe koje financira Europska unija. Podržavam pravobraniteljicu u nastojanjima za povećanje transparentnosti u pregovorima vezanim uz Transatlantski sporazum o trgovini i investicijama između SAD-a i EU-a. Naime, riječ je o Sporazumu koji će utjecati na živote građanki i građana Europske unije. Od velike je važnosti približiti proces pregovora građanima što je pravobraniteljica svojim zalaganjem poticala.

Ivan Štefanec (PPE), *písomne*. — V prvom rade by som chcel zablahoželať Emily O'Reillyovej k jej prvej výročnej správe vo funkcii ombudsmanky. Cením si jej snahu zachovať pozitívne vzťahy a spoluprácu s Európskym parlamentom a pevne verím, že v budúcnosti bude spolupráca s Európskym parlamentom a ostatnými inštitúciami iba narastať. Taktiež podporujem jej úsilie o posilnenie štruktúr a inštitúcií s cieľom zvýšiť transparentnosť v EÚ a zlepšiť správu verejných vecí, ako aj zvýšiť kvalitu demokracie.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. — Pozdravljam odobravanje godišnjeg izvješća uzimajući u obzir da je glavni prioritet Europskog ombudsmana osigurati da se prava građana u potpunosti poštuju i da pravo na dobru upravu odražava najviše standarde, čija se primjena i očekuje od institucija, tijela, ureda i agencija Unije. Europski ombudsman ima ključnu ulogu u pomaganju europskim institucijama da postanu otvorenije, učinkovitije i prilagođenije građanima, kako bi se ojačalo povjerenje građana u Uniju, te je u 2013. godini 23 245 građana zatražilo pomoć Ureda Ombudsmana. Sljedeći upute na internetskoj stranici Ureda Ombudsmana u sklopu interaktivnog vodiča, savjet je dobilo 19 418 građana. 1407 zahtjeva odnosilo se na informacije, 2420 zahtjeva zabilježena su kao pritužbe (a 2012. bilo ih je 2442). Ured Ombudsmana 2013. je poduzeo 2354 radnji u vezi sa zaprimljenim pritužbama. U istragama koje je Ured Ombudsmana otvorio 2013. mogu se utvrditi sljedeće glavne teme: transparentnost u institucijama EU-a, etička pitanja, sudjelovanje građana u postupku odlučivanja EU-a, projekti i programi koje financira EU, temeljna prava i kultura usluga. U današnjem vremenu istaknuo bih važnost društvenih medija kao komunikacijskog kanala i poticanja Ureda Ombudsmana da u većoj mjeri upotrebljava te medije kako bi građane bolje upoznao sa svojim aktivnostima i promicao prava građana EU-a.

Štvrtok 15. januára 2015

Richard Sulík (ECR), písomne — Hlasoval som za prijatie výročnej správy, keďže si myslím, že obmudsmanka O'Reilly vo svojej funkcii vykonáva dobrú prácu. Napriek relatívne obmedzeným právomociam tejto funkcie sa O'Reilly snaží svoj úrad využiť čo najefektívnejšie. Vítam najmä jej stratégiu „Towards 2019“, ktorá je postavená na dopade, relevancii a viditeľnosti. Práve nedostatočné povedomie verejnosti o možnostiach funkcie obmudsmana totiž považujem za jednu z najväčších prekážok plnej realizácie jej potenciálu.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. — Ο Διαμεσολαβητής οφείλει να αντιμετωπίζει τα θέματα που άπτονται των οργάνων της ΕΕ και σχετίζονται με την εξωτερική και εσωτερική ασφάλεια των χωρών-μελών με ιδιαίτερη προσοχή και ευαισθησία.

Tibor Szanyi (S&D), írásban. — Szavazatommal támogattam az európai ombudsman 2013-as éves jelentését, mely tartalmazza az előző ombudsman tevékenységét is. Véleményem szerint az ombudsmáni rendszer fontos eleme az európai demokráciának, melynek magyar megfelelője sajnálatos módon korlátozásra került. Magyarországon 2012 óta a korábbi négy biztos helyett egy működik, a megszűnt posztok között van az adatvédelmi biztos is, melynek a szerepét egy hatóság vette át. Örömmel tapasztaltam, hogy az európai ombudsman olyan ügyeket is kivizsgált, melyek a GMO-kal kapcsolatosak. Meg kell jegyeznem, hogy nagy figyelmet kell fordítani erre a témára, hisz elképzelhető, hogy a jövőben szaporodhatnak a témával kapcsolatos ügyek, az e heti új GMO rendelet tükrében is.

A jelentés szerint a legtöbb panasz az EU-projektekkel kapcsolatban érkezett. Véleményem szerint ez is a szervezett bűnözés egyik nagyon súlyos formája, melyben sokszor kormányzati személyek is érintettek. A tény, hogy az EU-s alapokat, melyek az emberek életében fejlesztéseket kellene hozzanak, sokszor bűnözői csoportok használják. Ez az egész közösség számára mély és hosszú távú károkat okoz, amennyiben ezek az ügyek nincsenek alaposan kivizsgálva és kellően büntetve. Legyen ebben a harcban az ombudsmáni rendszer is partner! Bízom abban, hogy az ombudsmáni rendszer ezeknek a témáknak kellő figyelmet szentel a jövőben is!

Marc Tarabella (S&D), par écrit. — J'ai voté en faveur de la conclusion du rapport de mon collègue Waleza. Nous avons approuvé le rapport annuel sur le Médiateur. Je regrette toutefois le Médiateur ne s'exprime pas devant les élus après son élection mais celui-ci s'est engagé à réinstaurer la pratique qui consiste à inviter le Médiateur en plénière immédiatement après scrutin.

Ruža Tomašić (ECR), napisan. — Podržala sam Izvješće o radu Europskog pravobranitelja za 2013. godinu koje sadrži pozitivne rezultate o rješavanju pritužbi građana i odgovaranju na upite o njihovim temeljnim pravima. Daljne napore u jačanju položaja europskog pravobranitelja smatram opravdanim jer će se kroz njih otvoriti prostor za obranu prava građana, udruga, tvrtki i nevladinih organizacija te prostor za komunikaciju s europskim institucijama. Osobito korisnim držim nove strateške korake iz programa „Towards 2019“ gdje će se pod strategijom „Visibility“ svi važni institucijski procesi nastojati približiti građanima. Novi program donosi bolju suradnju s nacionalnim tijelima, osobito s nacionalnim pučkim pravobraniteljima, kako bi se građane pravovaljano upoznalo s ovlastima i uslugama koje europski pravobranitelj pruža u državama članicama EU-a.

Nadam se da će pravobraniteljica nastaviti raditi u korist europskih građana te ukazivati na slučajeve netransparentnosti i lošeg upravljanja institucijama i tijelima Europske Unije kako bi se pritužbe građana rješavale učinkovito i u najbržem mogućem roku.

Traian Ungureanu (PPE), în scris. — Este salutar faptul că, în decursul scurtului său mandat din 2013, doamna Emily O'Reilly, Ombudsmanul European, aleasă la 3 iulie 2013, a avut o activitate remarcabilă, depunând toate eforturile pentru întărirea cooperării cu Parlamentul European, în special cu Comisia pentru petiții a acestei instituții. Raportul anual al Ombudsmanului este un instrument deosebit de util, deoarece conține, printre altele, informații referitoare la sesizările cetățenilor europeni privitoare la aspecte ce țin de administrația defectuoasă a instituțiilor și organelor Uniunii Europene. Acest lucru reprezintă până la urmă o adevărată șansă pentru ca instituțiile europene să fie eficiente și să aducă cu adevărat beneficii cetățenilor europeni. Raportul anual pentru 2013 al Ombudsmanului European este concis și cuprinzător. Consider însă că, pe viitor, este necesar ca acest raport să conțină cifre exacte în ceea ce privește procentul plângerilor care țin și care nu țin de competența Ombudsmanului. Totodată, este necesară o procedură clară prin intermediul căreia să fie monitorizate reclamațiile transferate către alte instituții sau organisme, pentru a asigura faptul că problemele cetățenilor sunt tratate într-un mod imparțial, echitabil și într-un interval de timp rezonabil.

Štvrtok 15. januára 2015

Viktor Uspaskich (ALDE), *raštu*. — Balsavau už Europos ombudsmeno metinės veiklos ataskaitą ir manau jog dabartinės ombudsmenės darbas yra sveikintinas – ne be reikalo šiandien veiklos ataskaita buvo patvirtinta tokiu didžiuliu balsų skirtumu.

Elena Valenciano (S&D), *por escrito*. — Los socialistas españoles hemos votado a favor del informe de actividad de la Defensora del Pueblo de 2013. Quiero aclarar que hemos votado en contra de las enmiendas 5,6 y 7 del Grupo ECR porque, aunque compartimos la necesidad del fin de la troika, y de los efectos nocivos de las políticas de «austericidio», la troika no forma parte de los Tratados de la Unión y, por tanto, no está bajo la supervisión de la Defensora del Pueblo Europeo. Los partidos euroescépticos quieren debilitar las instituciones europeas mediante la demagogia y eso no se puede apoyar; por eso hemos votado negativamente a estas enmiendas. Exigimos una mayor transparencia en el funcionamiento de todas las instituciones para construir una Europa socialmente comprometida, justa y creadora de igualdad.

Marco Valli (EFDD), *per iscritto*. - Esprimo il mio appoggio a quanto dichiarato dal nuovo Mediatore, che ha manifestato la volontà di contribuire a rafforzare le istituzioni europee per quanto riguarda l'aspetto della trasparenza, che deve essere infatti in cima alla lista delle priorità, così come le questioni etiche, la partecipazione dei cittadini al processo decisionale dell'UE, i progetti finanziati dall'Unione e la cultura del servizio.

Credo fermamente nell'importanza dell'iniziativa dei cittadini quale nuovo strumento che consente la partecipazione diretta al processo decisionale durante l'elaborazione della legislazione europea e sostengo le diverse indagini che il Mediatore ha avviato, come gli accertamenti in materia di trasparenza nei negoziati per un partenariato transatlantico su commercio e investimenti (TTIP), la segnalazione di illeciti da parte di dipendenti delle istituzioni europee, la trasparenza nei gruppi di esperti della Commissione e i diritti fondamentali della politica di coesione.

In questa direzione, è importante sottolineare il fatto che i social media rappresentano sempre più un perno di fondamentale importanza a livello comunicativo che dovrebbe essere potenziato al fine di sensibilizzare l'opinione pubblica sulle attività condotte dal Mediatore europeo, garantendo tuttavia una parità di accesso alle informazioni anche per coloro che si vedono esclusi da questo tipo di canali.

Per i motivi descritti, ho pertanto supportato la relazione.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — Las carencias democráticas de la Unión Europea son una parte integral de su proyecto de reformulación neoliberal de la política y la economía de los Estados miembros. La presencia de un Defensor del Pueblo no altera esta situación, pero permite al menos un pequeño control de la actividad de las instituciones europeas.

En la época de la que hace balance el informe, el Defensor investigó temas tan sensibles y opacos como la violación de los derechos humanos de los migrantes en Frontex, la falta de transparencia en la actividad de las instituciones europeas, incluida su negociación del ATCI, o el sistema de «las puertas giratorias». El informe valora esta actividad y llama a profundizar en la participación ciudadana y escrutinio democrático de las instituciones europeas, por lo que he votado a favor.

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the Ombudsman's annual report as the main priority of the European Ombudsman is to ensure that citizens' rights are fully respected and the right to good administration reflects the highest standards as expected of the institutions, bodies, offices and agencies of the Union.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. — A grande maioria dos inquéritos abertos (64,3%) diz respeito à Comissão Europeia (um aumento importante, em 2012 representavam 52,7%).

Neste relatório aprova-se o Relatório anual de 2013, congratula-se com a abordagem em matéria de manutenção de uma cooperação e de relações de trabalho positivas com o Parlamento, em particular com a sua Comissão das Petições.

Consideramos que a transparência, a abertura, o acesso à informação, o respeito pelos direitos dos cidadãos e os elevados valores éticos são essenciais para gerar e manter a confiança entre os cidadãos e os residentes e as instituições. Contudo, o relatório tem uma abordagem desculpadora relativamente à ação da Comissão Europeia, tentando justificar o grande número de reclamações recebidas, tendo a mesma posição relativamente às reclamações referentes ao FRONTEX, ao TTIP e à questão das *Portas giratórias* (passagem de funcionários do sector público para empregos no sector privado estreitamente ligados às funções que antes desempenhavam, e vice-versa), que criticamos vivamente.

Štvrtok 15. januára 2015

Jarosław Wałęsa (PPE), *in writing*. - I voted in favour of the report on the annual report on the activities of the European Ombudsman in 2013. As a rapporteur on this dossier, I would like to underline the fact that the year 2013 was a special one regarding the post of the European Ombudsman. Taking over office from a long-standing and well-respected Mr Nikiforos Diamandouros was definitely a great challenge for Ms Emily O'Reilly. Thanks to her experience as an Irish Ombudsman, the newly elected European Ombudsman started her work very efficiently from the very beginning of her mandate. Within just a few months, she was able to turn this institution into a more accessible and user-friendly one. I would like to welcome the Ombudsman's important investigations, e.g. into the transparency of the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) talks, whistleblowing in the EU institutions and 'revolving door' cases, which raise concerns that senior EU officials taking private sector jobs in their fields of expertise may be subject to conflicts of interest. It is also important to stress that the whole European Parliament demonstrated support for Ms O'Reilly when electing her for a new term in December 2014.

Janusz Zemke (S&D), *na piśmie*. — Popieram sprawozdanie roczne dotyczące działalności Europejskiego Rzecznika Praw Obywatelskich w 2013 r. Jest to solidny dokument wskazujący, że w 2013 roku z prośbą o pomoc do rzecznika zwróciło się 23 245 obywateli, w tym 19 418 osób otrzymało porady za pośrednictwem interaktywnego przewodnika, a 1 407 wniosków miało charakter informacyjny. Rzecznik potraktował jako skargi i rozpatrzył 2 420 wniosków. Warto zwrócić uwagę, że wśród tych 2 420 skarg najczęściej wpłynęło ich z Hiszpanii (416), z Niemiec (269) i Polski (248). Główne poruszone tematy w skargach dotyczyły braku dostępu do dokumentów UE, zastrzeżeń do procedury naboru urzędników unijnych oraz braku udziału obywateli w procesie decyzyjnym UE. Europejski Rzecznik Praw Obywatelskich podjął szereg interwencji w instytucjach unijnych, zwłaszcza w Komisji Europejskiej. Uważam, że rzecznik powinien wzmocnić swoją rolę poprzez czynny udział w kluczowych debatach unijnych oraz poprzez zwracanie uwagi europejskiej opinii publicznej na ważne sprawy. Pozycja rzecznika będzie bowiem w coraz większym stopniu wynikała z jego aktywności na forum europejskim, a nie tylko z zajmowania się kierowanymi do niego sprawami.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. — O Provedor de Justiça abriu 350 inquéritos, dos quais 341 com base em denúncias e 9 inquéritos por iniciativa própria. A grande maioria (64,3 %) diz respeito à Comissão Europeia (um aumento importante, uma vez que representavam 52,7 % em 2012).

O relator do PE aprova o relatório Anual relativo ao ano de 2013, congratula-se com a abordagem em matéria de manutenção de uma cooperação e de relações de trabalho positivas com o Parlamento, em particular com a sua Comissão de Petições.

Apesar de considerar que a transparência, a abertura, o acesso à informação, o respeito pelos direitos dos cidadãos e os elevados valores éticos são essenciais para gerar e manter a confiança entre os cidadãos e os residentes e as instituições, existe uma abordagem *legalista* que encobre a ação de instituições como a Comissão Europeia (e a política que leva a cabo no quadro da troica) ou a FRONTEX, que diariamente atenta contra direitos dos migrantes e refugiados ao deportá-los para os seus países de origem, políticas que estão no cerne da ação destas instituições e que não acontecem por motivos *acidentais*. Ainda assim, votámos a favor.

Milan Zver (PPE), *pisno*. — Glasoval sem za poročilo Jaroslawa Wałęse o dejavnostih Evropskega varuha človekovih pravic za leto 2013, saj je poročilo korektno, predstavi tako pozitivne vidike varuhovega dela kot tudi možne izboljšave. Ob tem pa bi želel opozoriti na pomanjkljivost osnovnega koncepta Evropskega varuha človekovih pravic, ime te institucije žal daje preveč prazno upanje.

Varuh državljanom EU daje možnost pritožbe v primeru kršitev s strani evropskih institucij, a žal se veliko več kršitev zgodi v ustanovah držav članic. Kadar državne ustanove kršijo človekove pravice in načela pravne države, se morajo državljani EU obrniti na institucijo Sveta Evrope, sodišče v Strasbourgu. EU jim ne more pomagati.

Zato menim, da mora EU najti skupni jezik in tudi na področju pravosodja močno okrepiti sodelovanje, med drugim tako, da se bo Evropski varuh človekovih pravic lahko odzval na mnoge hude kršitve v državah članicah. Tako bo EU resnično temeljila na vrednotah demokracije, enakosti, pravne države in spoštovanja človekovih pravic, kot je zapisano na začetku pogodbe o EU.

Štvrtok 15. januára 2015

12.2. Situácia v Líbyi (RC-B8-0011/2015, B8-0011/2015, B8-0013/2015, B8-0014/2015, B8-0030/2015, B8-0031/2015, B8-0032/2015, B8-0033/2015)**Mündliche Erklärungen zur Abstimmung**

Neena Gill (S&D). - Mr President, I supported this resolution because I believe a sustainable solution to the crisis in Libya is long overdue and I sincerely hope that the new round of talks launched yesterday in Geneva will allow all major stakeholders to reach a sustainable agreement on political transition and bring an end to the appalling humanitarian crisis. However, I believe that just voicing our support is not enough. It is crucial that we start working on a coordinated EU strategy that will allow us to assist a future united Libyan Government in bringing back stability, especially as terrorist groups are increasingly finding a fertile breeding ground in Libya, posing a threat to citizens all over the world, including the EU.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). - Mr President, I completely agree, and I voted for this resolution because of the statement that the solution must be political and not military, based on dialogue between all parties carried out through mediation by the UN and more involvement of the European Union, as the situation in Libya has a considerable influence on Europe's security. We Europeans must step up our efforts to help stabilise the region; we must underline the need to implement a ceasefire and secure the withdrawal of forces; we must push for the establishment of a transitional government that is inclusive of all factions and tribes in order to prevent the spread of terrorism and to weaken and disarm local armed groups. The situation in Libya continues to deteriorate, violence is escalating and the territory is not under government control. Restoring stability in Libya will not be possible without broad-based reconciliation of the Libyans. This must be our goal.

Tomáš Zdechovský (PPE). - Pane předsedající, já jsem hlasoval pro tuto rezoluci, protože pro mě jsou útoky na civilisty, kterých jsme nyní svědky, neakceptovatelné. Dlouhodobá nestabilita Libye a počty imigrantů mají velký vliv na stabilitu Evropské unie, především jižních států. Pro mě je důležité, aby Libye zůstala celistvá a aby i Evropská unie přispěla k tomu, aby se do Libye nedodávaly stranám konfliktu zbraně.

Daniel Hannan (ECR). - Mr President, unremarked and unreported, the Libyan state is decomposing. We have all the classic ingredients of a failed state there – rival governments commanding rival structures, militiamen, closed airports – and it has all happened out of the media eye. It is a quite extraordinary thing: the way in which we seem capable of focusing only on one part of the world at any given time. It is as though we are controlled by that malicious demon of Descartes that dictates our reality by controlling our senses.

I hope that the denouement in Libya has taught us the limits of our power. It was not long ago that the British and French Heads of Government were boasting about having averted catastrophe and put that country on the road to stability and democracy. If nothing else, maybe we will have been taught a lesson in modesty. There is a limit to what we can do outside our own area.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), por escrito. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Štvrtok 15. januára 2015

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución sobre la situación en Libia contiene aseveraciones con las que no estamos en desacuerdo y que, a estas alturas, resultan obvias. Así, recuerda que «no existe una solución militar para el conflicto actual» y apoya las negociaciones auspiciadas por las Naciones Unidas. Sin embargo, considero que el posicionamiento del Parlamento debe ser más contundente y crítico. La solución militar no es admisible, pero en el texto no se recuerda –ni mucho menos se condena– el hecho de que la situación actual es también una consecuencia de una intervención de la OTAN, que no sólo no cumplió con su objetivo declarado, sino que contribuyó al aumento de la violencia y, de paso, destruyó las estructuras estatales libias.

Por otro lado, considero que el apoyo a las negociaciones de las Naciones Unidas tiene que acompañar iniciativas como la impulsada por los países vecinos, fundamentalmente Argelia, para iniciar un diálogo entre las facciones rivales, que, de hecho, han creado dos estructuras estatales paralelas.

Las carencias de la Resolución propuesta para la votación me obligaron a abstenerme en la votación.

Louis Aliot (NI), *par écrit*. — La situation de haute tension dans laquelle se trouve la Libye actuellement relève en grande partie de la responsabilité des dirigeants européens qui ont laissé prospérer les conflits internes après des interventions armées pour éliminer le dirigeant d'un pays en guerre civile. La France a fait preuve d'une ingérence rapide mais sans en mesurer les conséquences, notamment en ce qui concerne le développement de l'Islam radical qui était jusque là contenu. Par conséquent, je me suis prononcé contre cette résolution, qui élude une partie de la réalité de l'historique des problèmes internes de la Libye.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. — Die Verschlechterung der Lage in Libyen ebenso wie die Gewaltanwendung dürfen nicht ohne Antwort unsererseits bleiben. Das Europäische Parlament muss dafür sorgen, dass Demokratie in Libyen neu eingerichtet wird. Ich begrüße daher die Annahme dieses Entschließungsantrags.

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — En 2011, le Conseil de sécurité des Nations unies a voté l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye, en proie à une guerre civile entre forces loyales au colonel Khadafi et groupes armés rebelles, souvent soutenus par le Qatar et l'Arabie saoudite. Outrepasant largement les termes de cette résolution, certains pays occidentaux se sont employés à renverser le gouvernement libyen du colonel Khadafi, en aidant matériellement, financièrement et militairement les groupes armés rebelles. Le Front National avait alors dénoncé les conséquences prévisibles de cette assistance: prolifération des armes dans la région, renforcement des groupes armés islamistes radicaux, déstabilisation de toute la région. Quatre ans après, ces prévisions se sont malheureusement révélées exactes, à tel point que la France a dû aller combattre au Mali les mêmes islamistes qu'elle avait aidés et armés en Libye.

J'ai voté contre cette résolution qui place le Parlement européen dans le rôle du pompier pyromane. Il est trop facile de condamner dans des déclarations de principe une situation que l'on a soi-même contribué à créer.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — I deplore the human rights abuses in Libya. I am concerned about the potential consequences of military intervention.

In the light of recent human rights abuses, I support the principle of this motion, although I am unable to vote for it as a UKIP MEP because of the nature of the requests for Commission action, which has proved to be counterproductive in the past. Consequently, I felt that I had no choice but to abstain.

Jean Arthuis (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte car au lendemain des interventions militaires de quelques États en Lybie, la situation du pays a montré les insuffisances de la diplomatie européenne. J'appelle de mes vœux une vraie vision stratégique globale de la diplomatie de l'Union européenne.

Inés Ayala Sender (S&D), *por escrito*. —

Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

Štvrtok 15. januára 2015

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — La Lybie est aujourd'hui un pays en plein chaos où les civils sont les premières victimes des actes de violence. L'Union européenne doit contribuer, en coordination avec l'ONU, à la stabilisation du pays, à la lutte contre la crise humanitaire et à la relance du processus de transition démocratique.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. — Es necesario denunciar la dramática situación de violencia en Libia, pero es necesario apoyar el proceso impulsado por las Naciones Unidas para que se exija a todas las partes que acepten la paralización de las operaciones militares, así como el respeto al alto el fuego incondicional. Pero es necesario dar todo el apoyo desde la Unión Europea y la comunidad internacional para que el proceso pueda avanzar.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — Après le régime Kadhafi et les suites du printemps arabe, la Libye se trouve désormais dans une situation d'une extrême instabilité. Deux gouvernements différents coexistent en Libye, un à Tripoli et un à Tobrouk (issu des élections de 2014) et les guerres incessantes ne cessent de causer du tort à la population civile qui souffre et, in fine, se retrouve moins bien lotie que lors du précédent régime. Cette situation est d'autant plus désastreuse qu'elle entraîne des milliers de Libyens vers l'immigration en destination de Malte ou de l'Italie. L'intervention française, à l'époque sous la présidence Sarkozy, afin de soutenir les rebelles contre le régime en place a ainsi permis aujourd'hui de financer le terrorisme islamique et d'encourager l'immigration de masse vers l'Europe qui n'a plus les moyens d'accueillir des réfugiés.

Cette proposition de résolution résume tout le paradoxe de l'UE et des dirigeants du système qui tentent ainsi de se donner bonne conscience alors qu'ils sont les instigateurs du chaos qui se déroule actuellement en Libye. J'ai donc voté contre ce texte.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. — Balsavau dėl šios rezoliucijos, kurioje Parlamentas išreiškia solidarumą su Libijos piliečiais ir griežtai smerkia neseniai vykdytus karinius veiksmus ir smurtą bei žmogaus teisių pažeidimus ir piktnaudžiavimą jomis, kilusius dėl vykstančių kovų ir karinių operacijų. Reiškiamo didelį susirūpinimą dėl Libijos civilių gyventojų ir visų į beviltišką padėtį Libijoje patekusių migrantų ir pabėgėlių kančių. Svarbu pareikšti susirūpinimą dėl bendro nesaugumo ir prastėjančio valdymo Libijoje poveikio regiono ir Europos saugumui. Kovos smarkiai išplito, dėl jų kilo chaosas, žuvo daugybė žmonių ir sugriautos strateginės infrastruktūros. Be to, rūpestį kelia ginklų, šaudmenų ir sprogmenų platinimas bei ginklų kontrabanda, kurie kelia pavojų gyventojams, Libijos ir regiono stabilumui. Parlamentas palankiai vertina tai, kad Tunisas priėmė maždaug 1,5 mln. Libijos piliečių, kurie į jį plūsta bėgdami nuo smurto ir prašome ES Tuniso vyriausybei suteikti finansinę ir logistinę pagalbą šiai užduočiai įgyvendinti. Be to, raginame ES ir tarptautinę bendruomenę teikti papildomą humanitarinę, finansinę ir politinę pagalbą humanitarinės padėties Libijoje, šalies viduje perkeltų asmenų ir pabėgėlių bei piliečių, negalinčių naudotis pagrindinėmis paslaugomis, padėčiai spręsti.

Štvrtok 15. januára 2015

Simona Bonafè (S&D), *per iscritto*. — L'intensificarsi della violenza cui assistiamo quotidianamente in Libia ostacola l'impegno congiunto della comunità internazionale per il raggiungimento di una soluzione pacifica alla guerra e alle sue drammatiche ripercussioni, prime tra tutte la massiccia e costante violazione di diritti umani, la crescente minaccia estremista e l'instabilità politica dell'intera regione nordafricana.

Il Parlamento europeo ribadisce che gli sforzi del governo ufficiale di Tobruk, delle diplomazie internazionali e della mediazione delle Nazioni Unite guidata dal Rappresentante speciale Bernardino León supportino un dialogo politico trasparente e inclusivo, unico strumento per tentare di avviare una transizione democratica credibile. Non esiste alternativa al dialogo: la partecipazione di tutte parti coinvolte in Libia è il primo, fondamentale passo per avviare un costruttivo processo di pace nel paese.

Ribadiamo dunque la necessità di un immediato cessate il fuoco, e sosteniamo un rinnovato impegno nel coordinare l'azione UE, l'aiuto e la collaborazione dei paesi confinanti e delle Nazioni Unite. Una volta trovato un accordo, auspichiamo la messa in atto di una vera, unita ed efficace azione della politica europea di sicurezza e difesa a sostegno della popolazione libica nel garantire unità, governabilità e stabilità.

Questi i motivi per cui sostengo con convinzione la proposta di risoluzione oggi al voto.

Marie-Christine Boutonnet (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre la proposition de résolution sur la situation en Libye.

En effet, la déliquescence actuelle de ce pays est la conséquence directe de la folle politique menée par la France et l'Union européenne, à la remorque des États-Unis. Livré à des groupes armés, on peut s'interroger sur l'existence même d'un État libyen, au regard des conditions posées par le Droit international public.

La proposition de résolution relève ainsi que le pays «est en proie à des luttes intestines politiques qui se sont transformées en violent rapport de forces entre deux instances gouvernementales concurrentes et de nombreuses factions rivales (...) forces nationalistes, islamistes, tribales et régionalistes».

L'État islamique s'installe en Lybie et certaines parties de son territoire sont devenues des sanctuaires terroristes.

Nous assistons passivement à une «somalisation» de la région et envoyer nos ministres avec des sacs de riz ne changerait pas grand-chose.

Mercedes Bresso (S&D), *in writing*. — I voted yes on the motion for resolution because I consider fundamental the EU's actions to combat international terrorism and achieve a peaceful solution to the conflict in Libya.

Steve Briois (NI), *par écrit*. — Dans une proposition de résolution fleuve contenant pas moins de vingt «considérants», le Parlement européen s'inquiète de l'escalade de la violence en Libye et dresse le tableau sombre d'un pays en partition et en proie à une véritable guerre civile. Or tout cela n'aurait pas été possible sans la scandaleuse opération d'ingérence militaire réunissant la France, le Royaume Uni, le Canada, les États Unis, et visant à renverser le régime de Mouammar Kadhafi. L'Union européenne s'est comportée comme un véritable pompier pyromane et a soufflé sur les braises de la division, entraînant mécaniquement la progression du djihadisme islamiste. Aujourd'hui, l'État islamique prépare le développement d'antennes locales dans l'est du pays, des chrétiens sont enlevés et massacrés, les frontières ne sont plus contrôlées facilitant ainsi les migrations clandestines des subsahariens. Fidèle à cette maxime qui veut que: «nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude», j'ai bien entendu voté contre ce projet de résolution afin de nier à l'Union européenne, tout légitimité pour s'exprimer à ce sujet.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. — Propunerea de rezoluție a Parlamentului European referitoare la situația dramatică din Libia, care a cunoscut o serie succesivă de crize politice, instituționale și de securitate de la căderea lui Gaddafi din 2011, dorește să atragă atenția asupra evenimentelor recente de răpire a 20 de creștini egipteni și violențelor a zeci de miliții formate care au scăpat de sub control. Din păcate, aspirațiile poporului libian, apărute în urma Revoluției din 2011, au fost înlocuite de un vid al puterii și această situație a dat naștere mai multor miliții care își conduc propriile teritorii, iar guvernele succesive din Tripoli de-abia își pot impune autoritatea. O parte din dramele care au loc în Mediterana, cum ar fi proliferarea traficului de persoane a rețelelor clandestine și unde vase întregi cu emigranți sunt abandonate de echipele inițiale, își au sursa atât în războaiele din Siria și din Irak, cât și în incapacitatea Libiei de a-și controla frontierele.

Štvrtok 15. januára 2015

Acest apel către comunitatea internațională subliniază încă o dată faptul că există un pericol iminent din cauza bazelor teroriste care se dezvoltă în Libia, atât asupra țărilor din jur, cât și asupra Europei.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. — Astensione: la soluzione dell'attuale conflitto non può essere di tipo militare; si ribadisce la condanna dell'intervento militare in Libia del 2011 che ha portato all'attuale situazione di caos e violenze.

Cristian-Silviu Bușoi (PPE), *în scris*. — Criza libiană, rezultat al violentelor lupte politice interne, riscă să destabilizeze întreaga regiune în viitorul apropiat, atât prin dimensiunea sa umanitară, cât și din cauza creșterii riscului de terorism, conform avertizării făcute Consiliului de Securitate al ONU de către Hiroute Guebre Sellassie, trimisul special al ONU pentru regiunea Sahelului. Susțin acordarea de către Uniunea Europeană a sprijinului umanitar, financiar și politic popoului libian în vederea edificării unui stat democratic stabil și prosper, în conformitate cu angajamentele asumate în cadrul politicilor de vecinătate cu privire la zona sudică a Mediteranei.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — L'escalade de la violence en Libye est une grave préoccupation pour l'Union européenne. C'est une véritable guerre civile qui sévit là-bas. En effet, le pays est à présent entre les mains de milices d'ex-rebelles qui se disputent les territoires. Le conflit a également facilité la mise en place de groupes terroristes comme l'État Islamique. Cela constitue une menace non seulement pour la région mais également pour l'Union européenne. J'ai voté en faveur de cette résolution qui appelle à des sanctions ciblées et fortes contre les leaders libyens responsables de ces violences.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Oggi ho votato a favore della risoluzione sulla situazione in Libia per chiedere all'UE di intensificare i suoi sforzi al fine di migliorare le condizioni di un paese che sta diventando un non-stato.

Il caos sanguinoso a Tripoli, Bengasi e in altre città libiche negli ultimi mesi ha portato a gravi violazioni dei diritti umani, compresi attacchi indiscriminati contro i civili e lo sfollamento forzato di circa 290.000 persone all'interno del paese e ha provocato la fuga di oltre 100.000 cittadini costretti a fuggire nei paesi vicini.

Il secondo round di colloqui che si è svolto a Ginevra tra fazioni libiche non ha avuto risultati tangibili, anche perché interlocutori chiave come gli islamisti della coalizione dell'Alba Libica (Fajir) e le brigate di Misurata non hanno partecipato alle discussioni. Il negoziato potrà dar vita a un governo di unità nazionale solo se potrà contare su un ampio sostegno. Chiedo quindi all'inviato speciale dell'ONU per la Libia, Bernardino Leon, di allargare la partecipazione ai colloqui, coinvolgendo tutte le parti in lotta.

David Casa (PPE), *in writing*. — The ever-worsening situation in Libya clearly shows us that the EU needs to assist Libya much more. Conflict resolution in Libya is first and foremost beneficial for the population at large as it will curb the ever-escalating violence and foster national unity. It is also beneficial for European states as large numbers of irregular immigrants start their journey into Europe from Libya. Peace and prosperity in Libya is best for all.

Štvrtok 15. januára 2015

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — La risposta politica nel caso della Libia deve coinvolgere soprattutto l'islam moderato: una deriva fondamentalista sarebbe troppo pericolosa per la nostra sicurezza come continente, soprattutto dopo i gravissimi attacchi sul territorio francese.

Aymeric Chauprade (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre cette résolution qui prouve une nouvelle fois que l'Union européenne souffre du syndrome du pompier pyromane.

Les parlementaires européens s'étonnent de la situation grave de guerre civile qui secoue la Libye après avoir soutenu les actions de déstabilisation de ce pays: l'intervention militaire par les forces armées françaises, anglaises, américaines et canadiennes sous le patronage de l'OTAN est à l'origine du renforcement des groupes terroristes dans cette partie du monde.

Aussi, je ne pouvais voter en faveur de ce texte qui prône une nouvelle ingérence de l'Union européenne dans la zone: on n'envoie pas le pyromane éteindre le feu qu'il a lui-même provoqué.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — L'eco degli spari in Libia giunge netta e distinguibile fino alle nostre coste, attraverso i barconi di migranti, mettendo in pericolo la nostra sicurezza e la vita di queste stesse persone. La sponda Sud del Mediterraneo è una polveriera, e la Libia fa, suo malgrado, la sua parte nel rendere la situazione incandescente. Io ho votato a favore di questa risoluzione con la speranza di vedere presto una soluzione, nell'interesse di tutti. Resta l'amarezza di sapere che questa risoluzione si aggiunge ai fiumi di inchiostro già versati e che non potrà contribuire concretamente, ma nei limiti dei poteri del Parlamento Europeo è un atto assolutamente dovuto.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. — Concordo com o caráter dramático da situação na Líbia (2 governos, 2 exércitos) e com a evidência de que não há solução militar para o conflito.

Apoio a pressão da Alta Representante que, em nome da UE, está a passar a mensagem que esta é a última oportunidade para uma solução negociada e pacífica sob a égide da ONU.

Concordo com a sugestão de que a União Africana e a Liga Árabe devem ser convidadas a desempenhar um papel mais ativo e construtivo.

Apoio sanções específicas, incluindo o congelamento de bens e a proibição de viajar, contra os responsáveis pela violência armada e pelos abusos e violações em matéria de direitos humanos, e pelo boicote às negociações sob a égide da ONU.

Partilho também, a grande preocupação com a crescente presença de grupos terroristas ligados à Al-Qaeda ou às milícias do autodesignado Estado Islâmico e outras organizações e movimentos extremistas na Líbia.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Ho votato favorevolmente questa proposta di risoluzione poiché oggi la Libia è un paese lacerato da pesanti scontri armati tra milizie di fazioni contrapposte e le forze governative. Nel frattempo si sono verificati attentati suicidi e sequestri di occidentali. Inoltre, la presenza dell'Isis è attiva e fortissima e si sta rivelando una vera minaccia per il territorio europeo.

Ritengo che sia necessaria una presenza attiva dell'Europa per avviare e favorire tutte le possibili forme di dialogo che possano favorire una soluzione democratica e pacifica del conflitto. Inoltre, non dobbiamo dimenticare che in Libia è assente il controllo delle frontiere e così il flusso di clandestini verso le coste europee, soprattutto italiane, non sembra avere fine. Considerando la situazione libica chi arriva sulle nostre coste potrebbe non essere più soltanto un «profugo» in cerca di mettere in salvo la propria vita, ma ci potrebbero essere possibili infiltrazioni di cellule terroristiche, circostanza che dovrebbe essere scongiurata attraverso un costante impegno delle istituzioni europee.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — I express my solidarity with the Libyan people and I am deeply concerned over the suffering of the civilian population in Libya. The ongoing fighting perpetuates the serious violation of human rights and causes a dramatic escalation of violence. Libya is in chaos, and this poses a risk to the stability of the entire region. The EU must clearly condemn all those who are responsible for violence and selective killings, kidnappings, torture and other grave human rights violations against civilians.

Štvrtok 15. januára 2015

There is an urgent need to find a negotiated political solution with the formation of a united and inclusive government, so the EU must continue to support the UNSM to move forward with the Ghadames process, which can bring the parties in the conflict together in an exclusive national dialogue.

The EU has to assist Libya in building national dialogue, and the Member States must support Libya in state-building, institution-building and the reform of the justice system.

The EU must assist Libya in resuming a democratic transition which promotes the rule of law and the protection of human rights.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — La crisi libica appare sempre più critica a causa della grave polarizzazione interna e dell'incessante spirale di violenza.

I governi che si sono succeduti non sono riusciti a tenere a freno le milizie armate che avevano riempito il vuoto causato dalla destituzione del governo di Gheddafi nel 2011. Quotidianamente si registrano gravi violazioni dei diritti umani e del diritto internazionale umanitario con conseguenze disastrose per i civili. Il focolaio libico è causa di gran parte dei flussi migratori. Risolvere il problema deve essere una priorità per quest'Europa che agisce solo e sempre in situazioni d'emergenza.

Voto a favore della presente risoluzione in quanto l'Unione europea deve fare quanto in suo potere per contribuire a porre fine alla violenza in Libia e inchiodare alle proprie responsabilità gli autori di tali atrocità, anche attraverso la condanna dei recenti episodi di violenza che minano le prospettive per una soluzione negoziata. La protezione dei civili deve essere una priorità, la Libia non può continuare a sprofondare nel sangue.

Javier Couso Permy (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución sobre la situación en Libia contiene aseveraciones con las que no estamos en desacuerdo y que, a estas alturas, resultan obvias. Así, recuerda que «no existe una solución militar para el conflicto actual» y apoya las negociaciones auspiciadas por las Naciones Unidas. Sin embargo, considero que el posicionamiento del Parlamento debe ser más contundente y crítico. La solución militar no es admisible, pero en el texto no se recuerda –ni mucho menos se condena– el hecho de que la situación actual es también una consecuencia de una intervención de la OTAN, que no sólo no cumplió con su objetivo declarado, sino que contribuyó al aumento de la violencia y, de paso, destruyó las estructuras estatales libias.

Por otro lado, considero que el apoyo a las negociaciones de las Naciones Unidas tiene que acompañar iniciativas como la impulsada por los países vecinos, fundamentalmente Argelia, para iniciar un diálogo entre las facciones rivales, que, de hecho, han creado dos estructuras estatales paralelas.

Las carencias de la Resolución propuesta para la votación me obligaron a abstenerme en la votación.

Andi Cristea (S&D), *in writing*. — Four years after taking to the streets for dignity, freedom and democracy and the tragic experience of state repression which ultimately led to the ousting of the Gaddafi regime, Libyans find themselves today in a country characterised by political division and violence, with the risk of further escalation to an outright civil war.

The intensification of the crisis has heavily affected the population, with civilian suffering, casualties, mass displacement and a spreading humanitarian crisis.

The UN-brokered talks in Geneva represent a last chance. All parties to the conflict are called upon to make the only possible step for peace: that of freezing all military operations as proposed by UN Special Representative Leon in order to create an inclusive environment conducive to maximum restraint, national dialogue and reconciliation.

There is no military solution to the current conflict, and an unconditional ceasefire is the only possible response to the suffering of the Libyan population. The European Union stands ready to provide the necessary support. It is the last opportunity for peace. This is the rationale of this week's new round of political dialogue scheduled to take place in Geneva. This is the call the European Parliament makes by adopting this resolution.

Štvrtok 15. januára 2015

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — Following the last resolution voted in plenary on 17 September 2014, this new resolution addresses the worsening of the situation in the country, supports the UN-led mediation efforts deployed by UNSG special representative Bernardino Leon and calls on neighbouring countries to refrain from actions. It also calls for a political dialogue and a solution to seek de-escalation and peace and for further humanitarian, financial and political assistance. These were also points which I proposed in my intervention during the plenary debate, where I also welcomed the support being extended to Malta's proposal for a UN-authorised peacekeeping mission in Libya. Hence I voted in favour of this report.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — La situation politique et sécuritaire libyenne inquiète et nécessite de trouver une réponse rapide et durable. C'est pourquoi j'ai voté la résolution du Parlement européen appelant l'ensemble des parties à conclure un cessez-le-feu et affirmant son soutien à la mission des Nations unies en Libye. Cette crise libyenne est en premier lieu un drame pour les Libyens eux-mêmes et constitue une menace non seulement pour la stabilité de la région mais aussi pour la sécurité européenne. Par ailleurs, il nous faut rester particulièrement attentifs au cas des minorités religieuses dont les chrétiens, récemment victimes d'enlèvement par les membres de la milice Ansar al-Charia. En outre, j'ai voté un amendement visant à inviter les entreprises multinationales à s'abstenir de conclure des transactions impliquant le pétrole libyen qui pourraient financer les milices et demandant aux entreprises européennes qui exercent leurs activités en Libye de dévoiler leurs transactions financières dans le secteur de l'énergie.

Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. — Având în vedere evenimentele recente, îmi exprim solidaritatea cu poporul libian și sunt împotriva actelor de violență și a încălcărilor grave ale drepturilor omului în contextul în care angajamentul ferm al Uniunii Europene este cel cu privire la protejarea unității și a integrității teritoriale a Libiei și sper să se găsească o soluție pentru dezamorsarea crizei politice tot mai grave din Libia.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. — A meno di quattro anni dall'intervento NATO che ha portato alla rimozione del leader Muammar Gheddafi, la situazione della Libia non sembra mostrare segnali di miglioramento. Ho sostenuto questa proposta di risoluzione perché ritengo sia necessario trovare una soluzione di dialogo al conflitto fra le diverse parti in lotta per il potere nel territorio libico.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. — Le conflit opposant milices et armée en Libye est extrêmement préoccupant. Ce climat délétère qui a permis la prolifération de groupes terroristes et de mouvements extrémistes menace non seulement la stabilité de la région mais au-delà, tous les pays aujourd'hui confrontés au terrorisme. Il faut éviter l'exacerbation de ces violences et mettre un terme à la propagation du conflit notamment vers le Sahel, zone extrêmement sensible qui connaît des trafics dangereux dont celui des armes.

L'UE doit adopter des sanctions ciblées à l'encontre de tous ceux qui seraient responsables de violences armées et de violations des droits de l'homme. Ces sanctions doivent également viser les leaders de groupes armés qui boycottent les négociations menées sous les auspices onusiennes et qui sapent le processus de paix. Elle doit aussi œuvrer pour que les parties au conflit acceptent sans délai le gel des opérations militaires afin de créer un environnement favorable à la sortie de crise.

SEAE et diplomaties nationales doivent se coordonner pour remédier à une situation humanitaire critique et aider à établir un État démocratique et stable.

Le mandat d'EUBAMLibye, actuellement suspendue et transférée en Tunisie, doit être revu pour lui permettre de participer à une mission de stabilisation onusienne.

Štvrtok 15. januára 2015

Mireille D'Ornano (NI), *par écrit*. — En 2011, le Conseil de sécurité des Nations unies a voté l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye, en proie à une guerre civile entre forces loyales au colonel Khadafi et groupes armés rebelles, souvent soutenus par le Qatar et l'Arabie saoudite. Outrepasant largement les termes de cette résolution, certains pays occidentaux se sont employés à renverser le gouvernement libyen du colonel Khadafi, en aidant matériellement, financièrement et militairement les groupes armés rebelles. Le Front National avait alors dénoncé les conséquences prévisibles de cette assistance: prolifération des armes dans la région, renforcement des groupes armés islamistes radicaux, déstabilisation de toute la région. Quatre ans après, ces prévisions se sont malheureusement révélées exactes, à tel point que la France a dû aller combattre au Mali les mêmes islamistes qu'elle avait aidés et armés en Libye.

J'ai voté contre cette résolution qui place le Parlement européen dans le rôle du pompier pyromane. Il est trop facile de condamner dans des déclarations de principe une situation que l'on a soi-même contribué à créer.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Nos hemos abstenido en el voto a la Resolución porque, si bien es cierto que se condena la actual situación que vive el país instando a las partes a la resolución pacífica del conflicto, no alude a la causas originarias del conflicto ni tampoco a las injerencias (intervención de Francia auspiciada por la OTAN) como parte del problema.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτώς*. — Το NATO κατέστρεψε τη Λιβύη. Η Λιβύη καταστράφηκε οικονομικά, υπέστη πολλές υλικές ζημιές και μέτρησε πολλά θύματα. Είναι λοιπόν ειρωνικό ότι η Ευρώπη, με βάση τις πολιτικές γειτονίας, θέλει να βοηθήσει τη Λιβύη να διασφαλίσει την ειρήνη και την τάξη στη χώρα.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — A Líbia continua a braços com lutas políticas internas que se transformaram num violento combate pelo poder entre duas sedes de governo rivais e numerosas fações concorrentes de forças nacionalistas, islamitas, tribais e regionais, provocando um agravamento do sofrimento da população civil, mortes, deslocações em massa e uma crise humanitária que alastra. A última vaga de confrontos provocou a deslocação interna de, pelo menos, 400 000 líbios, tendo forçado outras 150 000 pessoas, incluindo muitos trabalhadores migrantes, a abandonar o país, segundo estimativas, mais de um milhão de líbios encontra-se já na Tunísia.

Condeno esta escalada de violência na Líbia, em particular contra civis, apoiando as conversações mediadas pela ONU. É fundamental que todas as partes envolvidas em atos violentos se comprometam a respeitar um cessar-fogo incondicional e se abstenham de ações geradoras de novas divisões.

Jonás Fernández (S&D), *por escrito*. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. — Líbyu rozdeľuje boj medzi sekulárnou a islamistickou frakciou. Je nepravdepodobné, že by rokovania, ktoré sú naplánované na budúci týždeň, vyriešili patovú situáciu v krajine, ktorá má momentálne dve vlády a dva parlamenty. Otáznik vysí aj nad prínosom operácie NATO Zjednotený ochranca. Viaceré čísla ukazujú, že počas vojenských operácií už bolo zabitých viac ako 1000 civilistov. Medzinárodné spoločenstvo musí vyvinúť väčšie úsilie a usilovať o ukončenie ozbrojeného konfliktu medzi medzinárodne uznanou vládou a parlamentom a islamistami a ich spojencami.

Štvrtok 15. januára 2015

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — L'intervento della NATO ha provocato la morte di civili innocenti, una crisi umanitaria e gravi distruzioni, che hanno portato alla destabilizzazione completa dello Stato libico e a una guerra civile ancora in atto. Ora la Libia è completamente instabile e le crescenti violenze hanno fatto precipitare la Libia in uno stato di caos e guerra totale. L'Europa deve prendersi le proprie responsabilità.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραφτώς*. — Το NATO κατέστρεψε τη Λιβύη. Η Λιβύη καταστράφηκε οικονομικά, υπέστη πολλές υλικές ζημιές και μετρήσε πολλά θύματα. Είναι λοιπόν ειρωνικό ότι η Ευρώπη, με βάση τις πολιτικές γειτονίας, θέλει να βοηθήσει τη Λιβύη να διασφαλίσει την ειρήνη και την τάξη στη χώρα. Για αυτούς τους λόγους η ψήφος μου είναι κατά.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — He votado a favor considerando que, desde la caída del coronel Gadafi, Libia viene atravesando una gran inestabilidad política y graves divisiones internas, circunstancias que han facilitado el crecimiento de grupos terroristas, poniendo en grave riesgo la seguridad misma del Estado. Son muy preocupantes la creciente crisis humanitaria y la polarización política del conflicto en Libia, que corre el riesgo de llegar al punto de no retorno en el diálogo entre las partes en conflicto. Las diferentes facciones libias deben realizar todos los esfuerzos posibles para reconducir la situación y establecer una hoja de ruta que conduzca a un alto el fuego. La búsqueda de soluciones a través del diálogo político es la única solución posible al conflicto. Asimismo, son altamente preocupantes los informes que muestran que el EILL está entrenando a combatientes en Libia y estableciendo una sucursal en la parte oriental del país, lo cual representa un riesgo para la estabilidad de toda la región. La comunidad internacional debe ayudar a Libia en la reconstrucción del Estado así como en la creación de unas fuerzas nacionales efectivas que puedan garantizar la seguridad, el orden y la paz en el país, todos ellos elementos cruciales para la gobernabilidad democrática.

Iratxe García Pérez (S&D), *por escrito*. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Štvrtok 15. januára 2015

Michela Giuffrida (S&D), *per iscritto*. — Ho sostenuto la proposta di risoluzione sull'attuale situazione in Libia alla luce dell'escalation della violenza tra gruppi armati, delle violazioni massicce e sistematiche dei diritti umani, dell'aumento del numero di sfollati, di rifugiati e di migranti che cercano un approdo sicuro sulle nostre coste. La sicurezza dell'intera regione e dell'Europa mediterranea non può prescindere dalla stabilità di un paese a noi così prossimo che rischia di trasformarsi in uno Stato fallito. In questo contesto, il Parlamento europeo deve supportare la Camera dei Rappresentanti libica legittimamente eletta e un processo di dialogo politico nazionale inclusivo. Dichiariamo, quindi, la nostra solidarietà nei confronti del popolo libico

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Nos hemos abstenido en el voto a la Resolución porque, si bien es cierto que se condena la actual situación que vive el país instando a las partes a la resolución pacífica del conflicto, no alude a la causas originarias del conflicto ni tampoco a las injerencias (intervención de Francia auspiciada por la OTAN) como parte del problema.

Enrique Guerrero Salom (S&D), *por escrito*. — Apoyo esta Resolución del Parlamento Europeo, ya que apela al diálogo político. Todas las partes en Libia deben comprometerse a la protección de los civiles en todo momento y a la consecución de una paz que permita el acceso de la ayuda humanitaria y financiera, así como la estabilidad democrática en el país. En la Resolución subrayamos el firme compromiso de la UE con la unidad y la integridad territorial de Libia, así como la necesidad de prevenir la propagación del terrorismo. Asimismo respaldamos plenamente los esfuerzos de mediación del Representante Especial del Secretario General de las Naciones Unidas, Bernardino León, con objeto de ayudar al pueblo libio en la búsqueda de una solución negociada para resolver la crisis y garantizar la unidad, la gobernabilidad, la estabilidad y la creación de instituciones para lograr la paz.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour because I believe that there is a need to ensure accountability for all violations of human rights and international humanitarian law.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Nos hemos abstenido en el voto a la Resolución porque, si bien es cierto que se condena la actual situación que vive el país instando a las partes a la resolución pacífica del conflicto, no alude a la causas originarias del conflicto ni tampoco a las injerencias (intervención de Francia auspiciada por la OTAN) como parte del problema.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. — Glasovao sam za rezoluciju o stanju u Libiji zato jer ona snažno osuđuje eskalaciju nasilja u toj zemlji koje ima niz negativnih posljedica, među kojima je najgore oduzimanje ljudskih života. Zabrinjavajući su teroristički napadi ekstremističkih organizacija i pokreta koji dovode u pitanje cjelovitost libijske države, ali i sigurnost cijele regije i Europe. Podržavam veći angažman Europske unije i međunarodne zajednice u suzbijanju terorizma na tom području čime bi se osiguralo poštivanje međunarodnog prava i stabilizirala situacija velike neizvjesnosti. Stoga držim da je potrebno podržati demokratske procese u Libiji, političkom i financijskom potporom, kako bi se sačuvao teritorijalni integritet države i spriječilo daljnje širenje terorizma.

Štvrtok 15. januára 2015

Petr Ježek (ALDE), *písemně*. — Tento týden Evropský parlament hlasoval o návrhu usnesení o konfliktu v Libyi v souvislosti s narůstajícím nebezpečím zhroutení základního fungování libyjského státu. Hlasoval jsem ve prospěch tohoto návrhu, protože považuji za nezbytné, aby Parlament upozornil na zhoršující se situaci nejen v této zemi, ale také na negativní dopad na stabilitu celého regionu čelícího dramatickému nárůstu uprchlíků a žadatelů o azyl, šíření terorismu a obchodu se zbraněmi.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la résolution sur la situation en Libye. Le texte condamne l'escalade des violences, notamment à l'encontre des civils et appelle à un cessez le feu inconditionnel entre les différentes parties au conflit. Le Parlement y apporte également son soutien aux autorités officielles de la Libye, issues des élections de juin 2014 et appelle les pays de la région de contribuer au règlement pacifique de la situation.

La résolution a été adoptée à une large majorité, ce dont je me félicite.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — J'ai souhaité être cosignataire de la résolution du PPE sur la situation sécuritaire en Libye qui ne cesse de se détériorer et qui amène le pays au bord de l'implosion. La présence de plus en plus forte en Libye de groupes terroristes liés à Al-Qaïda, de milices se revendiquant de l'État islamique et de combattants étrangers constitue une menace très sérieuse pour la stabilité du Maghreb et de la région du Sahel. Cela représente également une menace pour la sécurité en Europe qu'il ne faut pas sous-estimer. Pour l'heure, l'UE doit s'employer à soutenir un règlement politique au conflit libyen. En outre, je me félicite particulièrement de l'adoption du considérant O et du paragraphe 14 qui insistent sur les persécutions subies par les Chrétiens et sur la nécessité pour l'UE de surveiller la protection des droits des minorités religieuses dans les accords bilatéraux.

Barbara Kappel (NI), *schriftlich*. — Die Situation für das libysche Volk wird durch den Bürgerkrieg, zwei rivalisierende Parlamente in Tripolis und Tobruk und die sich bekriegenden Fraktionen von Nationalisten, Islamisten, Regionalisten, verschiedenen Klans und Stämmen weiter verschärft. Alle Parteien haben Menschenrechtsverletzungen und teilweise sogar Kriegsverbrechen begangen. 400 000 Vertriebene und die politische Dreiteilung des Landes führen zu einer Eskalation, die die Flüchtlingsströme anschwellen lassen, das Leid verschlimmern, terroristische Organisationen stärken und die politische und wirtschaftliche Stabilität erschüttern. Die Situation scheint festgefahren, keine Seite redet mit der anderen, und Terrorgruppen wie ISIS und Al-Qaida haben bereits begonnen, Stützpunkte einzurichten. Das Europäische Parlament setzt einen richtigen Schritt, die Gewalteskalation zu verdammen und eine Aufforderung an alle Beteiligten zu richten, einen Waffenstillstand zu akzeptieren. Es ist ratsam, auf Dialog zu setzen und diesen gegebenenfalls mit gezielten Sanktionen gegen die Verantwortlichen zu forcieren. Eine Stabilisierung Libyens wird dazu beitragen, terroristische Organisationen zurückzudrängen und das Flüchtlingselend auf dem Mittelmeer zu lindern. Es geht also auch um die Sicherheit Europas, und deshalb unterstütze ich diesen Entschließungsantrag nach einem Ende der Gewalt, einer strafrechtlichen Aufarbeitung von Menschenrechtsbrüchen und einer harten Hand gegen Terroristen.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. — I very much welcome the resolution calling on the EU to do its utmost to support stabilisation in Libya and for the UN-led talks in Geneva to bring together all factions in the country and halt what could become an all-out civil war. It is essential to bring back security within the country and to restore the democratic transition process, which is what the Libyan people are awaiting and yearning for.

Štvrtok 15. januára 2015

Kateřina Konečná (GUE/NGL), písenně. — Devítiměsíční občanská válka, zásah vnějších vojsk a svržení Kaddáfího režimu v roce 2011 vedly k chaosu a destabilizaci Libye i celého přilehlého regionu. Ambice libyjského lidu byly zmařeny politickým rozdělením a násilím, které postupně přerostlo v totální občanskou válku. Nedomyšlenost kroku bombardovat území Libye, na kterém se podílely i některé členské státy EU, dnes bije do očí. Evidentně nikdo nedomyšlel, o jak komplikovanou etnicko-kmenovou a náboženskou situaci představující časovanou bombu v této zemi i v celém regionu jde. Ten, kdo rozhodl o tomto zásahu, by měl být potrestán před mezinárodním soudem. Neexistence efektivní státní moci vedla k nekontrolovatelnému šíření zbraní v celém regionu, k vzedmutí násilí na jih od hranic Libye. Nestabilita celého regionu, neexistence sociálního systému, rozvrácení hospodářství i vidina žádné lepší budoucnosti vyhnaly k EU silící migrační vlnu, před níž stojíme absolutně bezradní a jen se díváme na přibývajících tragédie. Musím konstatovat, že jsme se z této situace vůbec nepoučili, neboť i dnes přicházejí z mnoha stran výzvy, aby byly ke stabilizaci situace vyslány ozbrojené síly ze zahraničí. Návrh společného usnesení šel dobrou cestou a v omezené míře obsahoval střípky výše zmíněné kritiky, avšak stále neodrážel dostatečně reálné situaci v této zemi, proto jsem se při hlasování zdržela.

Béla Kovács (NI), írásban. - Bámulatos az a cinizmus, ahogy most az EU igyekszik rendezni Líbia helyzetét, megoldani a megoldhatatlannak látszó válságot. Meg sem említve eközben, hogy a valaha virágzó országot a jelenlegi teljes káoszba éppen egyes EU-tagországok légereje bombázta, nem mellesleg az EU bűnrészes a legitim vezető brutális kivégzésében is. Minderre persze a demokrácia terjesztése miatt volt szükség. Egy speciális demokráciáról lehet szó, melyben az ország kőolaja a multik kezébe került, aranytartáléka eltűnt, 3 éve polgárháború dúl, menekültek ezrei tartanak Európába. Szép szavakban most sincs hiány, az állásfoglalás a katonai megoldás ellen érvel, az ENSZ részvételét, a terrorizmus elleni fellépést sürgeti, ezért nem vethető el, de nem is támogatható, mert a problémák gyökeréhez nem nyúl. Érdekes, hogy a nemzetközi jog sárba tiprása mindig csak más országok esetében merül fel, az EU esetében még véletlenül sem.

Kashetu Kyenge (S&D), per iscritto. — L'ampio sostegno di quest'aula alla risoluzione è la riconferma della nostra piena solidarietà al popolo libico. Lo stesso popolo che nel 2011 è sceso in piazza per ottenere diritti civili e politici e che ha ottenuto in cambio un'indiscriminata repressione da parte dello Stato.

Un popolo vittima dei gruppi terroristici legati ad Al-Qaeda, di milizie dello stato islamico e di altre organizzazioni e movimenti estremisti che stanno seminando terrore e violenza e che stanno conducendo il Paese in un caos distruttivo.

Alle vittime innocenti di questa guerra si aggiungono i migliaia di migranti e rifugiati in fuga dalle violenze e persecuzioni che hanno perso la vita nel Mediterraneo nel tentativo di raggiungere l'Europa. E i milioni di migranti dislocati nei paesi limitrofi, come la Tunisia, e nel territorio europeo, soprattutto in Italia.

Occorre sostenere, senza indugio, il lavoro di pacificazione internazionale per un cessate il fuoco incondizionato ed avviare un processo di riconciliazione volto a riunire i gruppi rivali in un dialogo politico nazionale inclusivo.

Ne va della credibilità dell'Europa e della comunità internazionale, tutta.

Giovanni La Via (PPE), per iscritto. - Voto favorevolmente la risoluzione proposta dalla collega on. Gabriel in quanto si chiede all'Unione europea di implementare, in tempi ristretti, sanzioni mirate a scongiurare la perpetrazione di ulteriori violenze armate, e violazioni dei diritti umani in Libia. Particolarmente condivisibile il riferimento alla necessità di sostenere azioni concrete, come il congelamento dei beni ai danni degli autori di azioni terroristiche, finalizzate ad indebolire l'influenza di questi ultimi all'interno del paese. Tale strategia potrebbe, inoltre, avere effetti positivi sul fenomeno migratorio, che indubbiamente risentirebbe del miglioramento della situazione in Libia.

Gabrielius Landsbergis (PPE), raštu. — Nors žlugęs Gaddafi režimas turėjo reikšti permanas Libijoje, tačiau šalyje tebesitęsia politinis susiskaldymas ir smurtas. Politinės vidaus kovos tarp grupuočių neišvengiamai reiškia didžiulius žmogaus teisių pažeidimus, smurto protrūkius, vedančius humanitarinės krizės link.

Štvrtok 15. januára 2015

Ľtempta padėtis Libijoje kelia grėsmę regiono šalims ir Europos saugumui. ES turi dėti visas pastangas, kad terorizmo plitimas į Libiją būtų sustabdytas, o konfliktas su tarptautinės bendruomenės pagalba sprendžiamas prie taikaus derybų stalo, nes karinės konfrontacijos būdu to padaryti neįmanoma.

Todėl koordinuotas ES išorinių santykių tarnybos, Jungtinių Tautų organizacijos veikimas gali prisidėti prie situacijos Libijoje stabilizavimo. Ypač, kai mūsų bendruomenės, ES valstybė narė Italija, susiduria su dideliais pabėgėlių srautais, o tarptautinis terorizmas neturi sienų.

Visiškai pritariu Europos Parlamento išreikštam solidarumui Libijos gyventojams ir remiu jų siekį sukurti demokratinėmis vertybėmis grįstą valstybę, kuri prisidėtų prie lėtai, bet vykstančio padėties regione stabilizavimo.

Marine Le Pen (NI), par écrit. — La Libye évolue vers une situation de chaos et de guerre civile totale. Cette situation donne malheureusement raison aux analyses du Front National, qui dès le début du soi-disant «printemps arabe» a alerté sur les dangers d'une prise de pouvoir des islamistes, à savoir la dislocation du pays, l'instauration de la charia et la disparition de l'État libyen. Aujourd'hui nous constatons l'installation et le renforcement en Libye de groupes terroristes tels que l'État islamique et Al-Qaïda. Ceci constitue une grave menace pour la sécurité de la région et de l'Europe. Autre conséquence toute aussi dramatique: l'explosion de l'immigration clandestine vers l'Europe et la France, et son cortège de drames humains, notamment en mer Méditerranée. Incroyablement, cette résolution commune des groupes politiques de ce Parlement ne fait aucun autocritique, alors que l'Union européenne, inféodée dans ses choix de politique étrangère aux États-Unis, a activement encouragée et soutenue le «printemps arabe» qui a mis la Libye à feu et à sang.

Gilles Lebreton (NI), par écrit. — J'ai voté pour cet amendement car son objet est d'appeler la communauté internationale à tout mettre en oeuvre pour protéger les minorités religieuses en Libye, et notamment les minorités chrétiennes qui sont particulièrement victimes des graves troubles qui s'y déroulent.

Javi López (S&D), por escrito. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Juan Fernando López Aguilar (S&D), por escrito. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Štvrtok 15. januára 2015

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), por escrito. — La Resolución sobre la situación en Libia contiene aseveraciones con las que no estamos en desacuerdo y que, a estas alturas, resultan obvias. Así, recuerda que «no existe una solución militar para el conflicto actual» y apoya las negociaciones auspiciadas por las Naciones Unidas. Sin embargo, considero que el posicionamiento del Parlamento debe ser más contundente y crítico. La solución militar no es admisible, pero en el texto no se recuerda –ni mucho menos se condena– el hecho de que la situación actual es también una consecuencia de una intervención de la OTAN, que no sólo no cumplió con su objetivo declarado, sino que contribuyó al aumento de la violencia y, de paso, destruyó las estructuras estatales libias.

Por otro lado, considero que el apoyo a las negociaciones de las Naciones Unidas tiene que acompañar iniciativas como la impulsada por los países vecinos, fundamentalmente Argelia, para iniciar un diálogo entre las facciones rivales, que, de hecho, han creado dos estructuras estatales paralelas.

Las carencias de la Resolución propuesta para la votación me obligaron a abstenerme en la votación.

Ivana Maletić (PPE), napisan. — Trenutno stanje u Libiji uzrokovano je dubokim podjelama između ekstremističkih skupina i snaga ujedinjenih s libijskom vladom. Stalni sukobi između dviju skupina i rat prisilili su tisuće stanovnika da napuste zemlju i potraže dom u nekoj od susjednih zemalja ili Europi.

Politička podijeljenost uzrokovala je i duboku ekonomsku krizu koja je dodatno pogoršana padom cijene nafte.

Europska unija treba pružiti snažnu potporu Libiji u naporima koje poduzima kako bi se ostvarila demokratska i prosperitetna budućnost. Jačanje ekstremizma u bilo kojem obliku predstavlja prijetnju za sve stoga je važno da svi akteri daju svoj doprinos u uvođenju vladavine prava i razvoju nacionalnog dijaloga.

Podržavam ovu Rezoluciju i nadam se brzom pronalaženju rješenja za Libiju i Bliski istok.

Andrejs Mamikins (S&D), rakstiski. — Kopumā es nobalsoju par rezolūcijas tekstu, jo situācija Lībijā aizvien pasliktinās. Humanitāra krīze, tūkstošiem bēgļu un bērnu bāreņu — pret to Eiropas Savienība pagaidām nevar dot pretspēku vai kaut kāda veida palīdzēt. Nemaz jau nerunājos par tām zvērībām, ko īsteno tā dēvētā “Islāma valsts”. Es atturējos balsojumā par diviem grozījumiem, ko piedāvāja citi deputāti no GUE/NGL grupas, jo nevarēju balsot pret un tādējādi neatbalstīt viņu domas attiecībā uz zināmu NATO atbildību par esošo situāciju Lībijā (par 2 un 3. punktu, groz. Nr. 6), kā arī attiecībā uz kritisku attieksmi pret NATO un Lielbritānijas gaisa spēku uzlidojumu 2011. gadā (arī GUE/NGL grozījums, A apsvērumš, groz. Nr. 4). Bet kopumā es atbalstīju savas grupas pozīciju.

Νότης Μαρτιάς (ECR), γραπτώς. — Ψηφίζω υπέρ της κοινής πρότασης Ψηφίσματος διότι πιστεύω πως θα πρέπει ο λαός της Λιβύης να βοηθηθεί προκειμένου να εκπληρώσει τις προσδοκίες του για τη δημιουργία ενός δημοκρατικού, σταθερού και ευημερούντος κράτους, σύμφωνα με τις αρχές που διέπουν τις πολιτικές γειτονίας για τη Νότια Μεσόγειο.

David Martin (S&D), in writing. — I voted in favour of this resolution. I am deeply concerned by the increasing presence of al-Qaeda-linked terrorist groups, Islamic State militias and other extremist organisations and movements in Libya; I believe that the region risks ending in destructive chaos along the lines of what is happening in Syria and Iraq. I believe that these groups represent a major threat to the stability and security of the whole region, and also to the security of Europe. I welcome the fact that the resolution reaffirms the need to combat by all means – in accordance with the Charter of the United Nations and with international law, including applicable international human rights, refugee and humanitarian law – threats to international peace and security caused by terrorist acts.

Fulvio Martusciello (PPE), per iscritto. — La partecipazione di tutte le parti coinvolte in Libia è il primo, fondamentale passo per avviare un costruttivo processo di pace nel paese.

Quotidianamente si registrano gravi violazioni dei diritti umani e del diritto internazionale umanitario con conseguenze disastrose per i civili.

Štvrtok 15. januára 2015

Risolvere il problema deve essere una priorità per l'UE; non possiamo continuare a tollerare questo ondata di violenza in Libia.

Jiří Maštálka (GUE/NGL), písomně. - Chaos. Tak by se dala jedním slovem označit situace v Libyi po svržení Muhammada Kaddáfího v roce 2011. Tato destabilizace vedla k rozptylu zbraní v celém regionu, k vzednutí násilí na jih od hranic Libye. Sociální nestabilita vede k tomu, že část těch, kdo ztratili naději, zamířila na sever, do Evropy. Netvoří jen sílící migrační vlnu, s níž si nevíme rady. Může se stát i příčinou hororu, před kterým nedávno v Evropském parlamentu varoval papež František – přeměny Středozemního moře ve hřbitov. Jaká nedomyšlená strategie stála v pozadí rozhodnutí bombardovat Libyi? To opravdu nikdo z odpovědných netušil, jak složitá je etnická a náboženská situace v této zemi a ve zmíněném regionu? To opravdu nebude nikdo potrestán za ony tragédie, které svým rozhodnutím způsobil?

Dnes slyšíme z mnoha stran výzvy, aby byly ke stabilizaci situace v Libyi vyslány ozbrojené síly ze zahraničí. Pravděpodobně neexistuje jiné řešení. Myslím, že bychom ale měli pozorně naslouchat těm, kdo chtějí, aby mezi těmito zahraničními vojáky nebyli Evropané. Aby to byly třeba jednotky Africká unie. Té Africké unie, jejíž vznik inicioval Kaddáfí. Návrh společné rezoluce některé prvky této kritiky sice obsahuje, zároveň ovšem neodráží dostatečně reálnou situaci v zemi, proto jsem se při hlasování zdržel.

Barbara Matera (PPE), per iscritto. — La presente risoluzione chiede all'Unione europea di implementare, in tempi ristretti, sanzioni mirate a scongiurare la perpetrazione di ulteriori violenze armate, e violazioni dei diritti umani, in Libia.

Particolarmente condivisibile il riferimento alla necessità di sostenere azioni concrete, come il congelamento dei beni ai danni degli autori di azioni terroristiche, mirate ad indebolire l'influenza di questi ultimi all'interno del paese.

Per tutte queste ragioni ho ritenuto doveroso esprimere il mio consenso nei confronti di questo documento.

Georg Mayer (NI), schriftlich. — Seit dem Jahr 2011 spielen sich in Libyen katastrophale Zustände ab. Seit dem Sturz Gaddafis herrscht Gewalt und Chaos. Die Flüchtlingszahlen aus diesem Land sind erschreckend und steigen stetig an. In den ersten zwei Quartalen im Jahr 2014 sind 118 000 libysche Flüchtlinge in Europa gestrandet. Die Zahl der Flüchtlinge hat sich im Vergleich zu 2013 verdoppelt. Da eine Stärkung des libyschen Demokratiebestrebens diese Lage entspannen wird, hätte ich für diesen Bericht gestimmt.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), par écrit. — La Libye est livrée aux combats entre milices. De nombreux civils subissent des exactions du seul fait de leur appartenance tribale ou pour des motifs religieux. La dégradation extrême des conditions de vie force à l'exil des centaines de milliers de Libyens. Cette résolution appelle à une solution «politique» du conflit en cours. Mais comme souvent, ce texte ne cherche pas à établir la moindre responsabilité dans la fabrication de ce chaos. Pas un mot de l'intervention de l'OTAN, qui avait outrepassé le mandat de l'ONU (celui de protéger les populations) en faisant tomber le régime. D'ailleurs, l'OTAN est appelé à «coopérer» avec l'UE pour «la création de forces de sécurité» dans la région. Pas un mot non plus sur le contrôle des ressources naturelles et leur contrôle actuel par des firmes étasuniennes et européennes. Je vote contre ce texte hypocrite.

Nuno Melo (PPE), por escrito. — Desde a queda do regime de Kadhafi que a Líbia não mais encontrou a estabilidade. A Líbia enfrenta uma escalada dos combates entre os grupos armados, incluindo ataques a civis e a bens privados, que envolvem violações maciças dos direitos humanos.

Tenho que condenar a escalada de violência, em especial dirigida contra a população e as instituições civis, as partes em conflito devem pôr imediatamente termo a todos os atos de violência e chegar a acordo sobre um cessar-fogo, a fim de pôr termo à escalada do sofrimento da população e de dar início a um diálogo político nacional inclusivo, para criar um Estado baseado no respeito pelos direitos humanos, na democracia e no Estado de direito. É para atingir esse objetivo que a UE tem de fazer todos os esforços.

Štvrtok 15. januára 2015

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — I voted in favour of this resolution because it recognises the efforts of the UN Special Representative for Libya, Bernardino León, to initiate a political dialogue and secure an end to the conflict and instability. The resolution also calls on all sides involved in the violence to commit to an unconditional ceasefire, and on all political actors to participate in the UN's talks in Geneva. The resolution references and recognises the regional destabilisation that has been caused by the conflict in Libya. One of the major repercussions of the conflict is the spiralling migration and refugee flow from North Africa, particularly from Libya. It is crucial that a political solution be reached between the key actors in the conflict, and this resolution clarifies Parliament's position.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. — Je condamne avec la plus grande fermeté l'escalade de la violence en Libye et j'appelle les parties à cesser toutes hostilités afin de mettre en place un dialogue politique inclusif. En cela, je réitère mon soutien envers les institutions libyennes en place et les appelle à agir pour permettre le retour à la stabilité. En votant cette résolution, j'apporte mon soutien à la population civile ainsi qu'aux efforts de médiation du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Bernardino León, afin que les droits de l'homme soient respectés et que les violences prennent fin. J'appelle aussi l'Union européenne et ses États membres à agir de manière coordonnée afin d'apporter une réponse efficace visant à soutenir les institutions et à lutter contre les groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique implantés dans la région.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — I have co-signed and voted in favour of the joint motion for a resolution on Libya, which addresses the worsening of the situation in that country, supports the UN-led mediation efforts deployed by the UNSG special representative Bernardino León and calls on neighbouring countries to refrain from action. The resolution calls for political dialogue and a peaceful solution to seek de-escalation and peace, and for further humanitarian, financial and political assistance.

Sorin Moisă (S&D), *în scris*. — Un cetățean român, Eduard Curduman, marinar, a căzut victimă conflictului din Libia când o rachetă a armatei libiene a fost lansată asupra vasului lui, aflat în portul Derna, controlat de o facțiune rebelă. Acest caz arată cum o zonă afectată de un conflict aparent fără ieșire poate afecta interese și cetățeni din orice țară de pe glob. Orice țară „fără stăpân”, fără „suveran”, este un spațiu de risc, de imprevizibil, o posibilă sursă de terorism.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. — A situação política na Líbia, após a denominada Primavera Árabe, tem levado a permanentes conflitos e violência a que muitos já denominam de guerra civil. A situação que opõe diferentes facções e grupos rivais tem levado não apenas a uma crise humanitária sem precedentes no país, bem como a movimentos migratórios em massa de cidadãos líbios.

Atualmente, existe o risco real de uma divisão do país em três partes, caso não se alcance um compromisso entre as partes envolvidas no conflito. Exemplo disso é o aparecimento de dois Governos e dois Parlamentos em paralelo. Para além disso, Trípoli e Benghazi estão parcialmente controladas por milícias, com a presença confirmada de membros do Estado Islâmico.

Entre várias outras razões, mas acima de tudo pelos motivos aqui expostos, apoio a Missão da ONU na Líbia, e os seus esforços em alcançar um compromisso e a aplicação imediata das sanções já aprovadas pela União. Considero essencial que a União continue a sua ajuda humanitária, financeira e política e que os Estados-Membros apoiem de todas as formas possíveis os requerentes de asilo e refugiados da Líbia.

Štvrtok 15. januára 2015

Sophie Montel (NI), *par écrit*. — Dans une proposition de résolution fleuve contenant pas moins de vingt «considérants», le Parlement européen s'inquiète de l'escalade de la violence en Libye et dresse le tableau d'un pays en partition et sujet à une véritable guerre civile. Or tout cela n'aurait pas été possible sans la scandaleuse opération d'ingérence militaire réunissant la France, le Royaume Uni, le Canada, les États Unis, et visant à renverser le régime de Mouammar Kadhafi. L'Union européenne s'est comportée comme un véritable pompier pyromane et a soufflé sur les braises de la division, entraînant mécaniquement la progression du djihadisme islamiste. Aujourd'hui, l'État islamique prépare le développement d'antennes locales dans l'est du pays, des chrétiens sont enlevés et massacrés, les frontières ne sont plus contrôlées facilitant ainsi les migrations clandestines des subsahariens. Fidèle à cette maxime qui veut que: «nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude», j'ai bien entendu voté contre ce projet de résolution afin de nier à l'Union européenne, tout légitimité pour s'exprimer à ce sujet.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — I voted for the resolution as it is simply calling for a peaceful resolution of the on-going conflict in Libya.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte qui condamne fermement les exactions récentes commises contre des civils par les différentes factions politiques libyennes et salue les efforts menés par l'ONU pour réunir les belligérants autour de la table des négociations. Ce texte invite l'Union européenne à soutenir les efforts de paix menés conjointement par l'ONU, l'Union africaine et la Ligue des États arabes, en sanctionnant les responsables des violences et en luttant contre le développement de mouvements terroristes sur le sol libyen.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — Oggi la Libia si trova in una situazione di grande caos, con due diverse autorità politiche (di cui solo una legittimata democraticamente da elezioni nazionali) e alla mercé di terroristi e altri gruppi criminali. Chiediamo con forza la cessazione di tutte le ostilità ed alle parti coinvolte di impegnarsi per la promozione di un dialogo politico costruttivo a livello nazionale. Riteniamo fondamentale il ruolo esercitato dal Rappresentante speciale delle Nazioni Unite Bernardino León nel promuovere il dialogo tra le varie fazioni in guerra alla ricerca di una mediazione pacifica del conflitto e deploriamo l'ingiustificato rinvio del nuovo round dei negoziati di pace che era stato fissato proprio per gli inizi di gennaio. Non possiamo sottovalutare che la violenza armata e la mancanza di un'unica autorità politica, riconosciuta da tutte le parti, rappresentano un serio pericolo non solo per la stabilità dell'intera regione, ma anche per la sicurezza dell'Europa e di tutti i Paesi limitrofi. Sottolineiamo, quindi, la necessità di un intervento congiunto, di tipo diplomatico, di tutti gli Stati membri, che sino ad ora hanno agito invece singolarmente, sotto l'egida del nostro Alto rappresentante per la politica estera Federica Mogherini che potrà sicuramente svolgere un ruolo chiave nella mediazione del conflitto.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am consemnat și votat această rezoluție, care vine să condamne luptele politice interne din Libia, apărute ca urmare a căderii regimului Gaddafi, întrucât în urma acestora unitatea statului libian se află în pericol, existând un risc real de separare, dacă nu se ajunge la un proces de reconciliere cât mai rapid.

De asemenea, din păcate, disputele din planul politic se reflectă și la nivelul populației, mai mulți civili, inclusiv europeni, fiind uciși în luptele stradale, dar și în atentatele teroriste.

Rezoluția subliniază nevoia ca cele 28 de state membre să desfășoare o acțiune comună și coordonată sub supravegherea Înalțului Reprezentant, alături de ONU, NATO și diferiți parteneri regionali, pentru a participa la crearea unor forțe de securitate în zonă pentru a asigura pacea și stabilitatea în Libia.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. — Die Lage in Libyen ist seit Herbst 2011 eine Tragödie. Nach dem Sturz von Muammar Al-Gaddafi herrscht Chaos im Land. Die Zahl der Bootsflüchtlinge aus Libyen steigt kontinuierlich an. Allein in der ersten Jahreshälfte des vergangenen Jahres 2014 sind rund 130 000 Menschen über das Mittelmeer nach Europa gekommen – doppelt so viele wie im Jahr 2013. Davon trafen alleine in Italien 118 000 Flüchtlinge aus Libyen ein. Europas Aufgabe ist es nicht nur, die Arbeit des UN-Sondergesandten für Libyen zu unterstützen, sondern auch den Dialog zwischen verschiedenen Parteien zu fördern und die Legitimität des gewählten libyschen Parlaments zu stärken. Aufgrund dessen habe ich für diesen Bericht gestimmt.

Štvrtok 15. januára 2015

Younous Omarjee (GUE/NGL), par écrit. – Bien que cette résolution fasse état de la situation de chaos total et de la montée de la violence en Libye, elle fait l'impasse sur la place de l'intervention européenne et américaine dans la situation dans laquelle se trouve ce pays actuellement. Je me suis ainsi abstenu sur ce vote.

Urmas Paet (ALDE), kirjalikult. — Toetasin resolutsiooni, sest vägivald tuleb Liibüas kiiresti lõpetada ning kõik osapooled peavad alustama läbirääkimisi, et olukord riigis saaks stabiliseeruda. Liibüa elanikel peab olema ligipääs ja kontroll oma maa ressurside üle ja iga inimese õigused peavad olema kaitstud. Euroopa Komisjon peab tegama kiiremas korras kõik, mis võimalik, et aidata kaasa Liibüas humanitaarkriisi lõpetamisele.

Aldo Patriciello (PPE), per iscritto. — Cari colleghi e care colleghe, considerate le precedenti decisioni del Parlamento europeo sulla situazione in Libia e la Convenzione di Ginevra del 1949, con l'obbligo di rispettare il diritto umanitario internazionale in tutte le circostanze, considerate le manifestazioni del febbraio 2011 in cui i cittadini libici richiedevano il rispetto e la garanzia dei loro diritti e che diedero il via a nove mesi di conflitti interni, considerati i crescenti attacchi ai civili e le violazioni dei diritti umani, che in alcuni casi sono definiti veri e propri crimini di guerra, considerata infine la richiesta di cessare ogni conflitto armato e di aprire un dialogo tra le due parti, per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), par écrit. — Cette résolution est un ensemble de vœux pieux très loin d'être à la hauteur de la situation. Les conséquences de la situation en Libye sont pourtant désastreuses, d'abord pour les Libyens, victimes de la violence des islamistes et des criminels, mais aussi pour les migrants de divers pays qui croient trouver leur salut en venant chercher un passage vers l'Europe dans ce pays, enrichissant des trafiquants de chair humaine, et enfin pour les pays de l'Union européenne, qui n'ont pas les moyens de recevoir autant de réfugiés et qui dépensent des sommes de plus en plus considérables pour essayer en vain de s'occuper des conséquences plutôt que des causes. Je ne peux donc approuver une résolution aussi faible dans ces conditions et je me prononce contre.

Pina Picierno (S&D), per iscritto. — Repressioni, violenze, divisioni politiche: in Libia siamo, ormai da troppo tempo, in piena guerra civile. Prima il conflitto che ha portato alla caduta di Gheddafi, ora le lotte di potere interno. Ho votato questa risoluzione perché porre fine a questa situazione, che viola i diritti umani e il diritto internazionale umanitario, è un dovere per l'Europa. Oltre 400.000 sfollati e 150.000 libici che lasciano il loro paese alla volta della vicina Tunisia: i dati delle organizzazioni internazionali disegnano un quadro estremamente preoccupante. La Libia ormai è teatro di violenti scontri politici in un territorio dove, di fatto, operano due parlamenti rivali e numerose fazioni opposte di forze nazionaliste, islamiche, tribali e regionaliste. L'Unione europea, garantendo sostegno alla Camera dei rappresentanti di Tobruk come unico organo legittimo uscito dalle elezioni del 2014, deve assumere un ruolo centrale nella condanna di tali azioni e nell'imporre sanzioni mirate verso i responsabili delle violenze.

Andrej Plenković (PPE), napisan. — Podržao sam Rezoluciju o situaciji u Libiji jer se stanje ljudskih prava pogoršava širom zemlje, uključujući slučajeve neosnovanog pritvora, nezakonita ubojstva, mučenja, otmice i nasilja nad službenicima, političarima, novinarima i borcima za ljudska prava.

Država više ne može održati unutarnji i vanjski mir i teritorijalni integritet, a jedan od najvećih problema u Libiji je upravo utjecaj raznih naoružanih grupa, koje svoju moć i utjecaj osiguravaju oružjem i nasiljem.

Situacija je vrlo opasna, Libija tone u kaos, a zemlji prijeti raspad. Pozivam EU i međunarodnu zajednicu da nastave putem razgovora u Ženevi i angažmanom posebnog predstavnika Bernardina Leona podržavati nastojanja u borbi protiv terorizma i sprječavanju njegova daljnjeg širenja te uspostavu mira u Libiji, kao i pružanje humanitarne, financijske i političke pomoći.

Želim izraziti pohvale Tunisu za trenutno udomljavanje oko 1.5 milijuna Libijskih izbjeglica.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), per iscritto. — La crisi libica è divenuta nel tempo sempre più critica a causa della grave polarizzazione interna che è degenerata in una vera e propria guerra civile, con conseguente destrutturazione di ogni pur minima parvenza di sistema statale e deflagrazione di una grave emergenza umanitaria. Auspico fortemente che la terza sessione di dialogo, con la mediazione dell'ONU, si possa svolgere il prima possibile, senza ulteriori ritardi e rinvii, e che le parti belligeranti riescano a trovare dei punti di incontro sull'agenda prevista e sugli elementi principali di questa: istituzione di un governo di unità nazionale, cessate il fuoco e progressivo ritiro delle milizie, salvaguardia del percorso dell'Assemblea costituente che porti all'approvazione di una Carta fondamentale attraverso un referendum. Mi auguro anche che venga individuato un nuovo Primo ministro super partes alla testa di un governo di unità nazionale che possa far cessare il caos e le violenze di questo periodo. Anche perché la mancanza di un interlocutore istituzionale

Štvrtok 15. januára 2015

stabile e pienamente controllante il paese africano ha comportato gravi problemi di immigrazione all'Italia e all'Europa, mentre quando fu stipulato un accordo con le autorità libiche si assistette ad un decremento dei flussi migratori verso le coste italiane ed europee.

Jiří Pospíšil (PPE), *písemně*. — Stávající situaci v Libyi sleduji s velkým znepokojením. Musíme si v této souvislosti uvědomit, že země, která je faktickým sousedem Evropské unie, se velmi přiblížila stavu zhroutení státu. Podporujeme proto demokraticky zvolenou vládu a parlament sídlící nyní v Tobruku a pomáháme těm, kteří usilují o návrat stability a vlády práva v této severoafrické zemi. V Evropském parlamentu projednávané usnesení vychází z těchto principů, a proto má moji podporu.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — La situation en Libye, sans compter son impact global, est de plus en plus inquiétante, et il est maintenant urgent que l'Union européenne se positionne une fois pour toute sur les acteurs de la guerre civile en Libye.

J'approuve une telle recommandation. L'Union européenne doit en effet se fixer une politique de long terme correspondant à ses moyens, promouvant la stabilité et la sécurité de la zone.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — Em fevereiro de 2011, o desencadeamento de uma guerra civil levou ao derrube do regime de Kadhafi. Pese embora se tenham realizado eleições legislativas nacionais em junho de 2014, a verdade é que as aspirações democráticas do povo líbio foram travadas pela divisão política e pela violência. De facto, a Líbia continua a braços com lutas políticas internas que se transformaram num violento combate pelo poder entre duas sedes de governo rivais e numerosas fações concorrentes, provocando um agravamento do sofrimento da população civil, mortes, deslocações em massa e uma crise humanitária. A crise líbia ameaça destabilizar toda a região num futuro próximo, representando ademais uma ameaça à segurança da Europa. Associo-me, portanto, ao apelo dirigido às partes beligerantes para que se comprometam a respeitar um cessar-fogo incondicional e participem nos esforços do Representante Especial das Nações Unidas para a Líbia, Bernardino León, para iniciar um diálogo político nacional inclusivo que possa conduzir à reconciliação e à formação de um governo de unidade nacional. Igualmente importante é garantir a prestação de contas por todas as violações dos direitos humanos e assegurar ajuda humanitária, financeira e política, a fim de dar resposta à crise humanitária e ao sofrimento da população.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. — Libia es un Estado caótico prácticamente fallido. Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Teresa Rodríguez-Rubio (GUE/NGL), *por escrito*. - Nos hemos abstenido en el voto a la Resolución porque, si bien es cierto que se condena la actual situación que vive el país instando a las partes a la resolución pacífica del conflicto, no alude a la causas originarias del conflicto ni tampoco a las injerencias (intervención de Francia auspiciada por la OTAN) como parte del problema.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. — En adoptant cette résolution commune, le Parlement européen a appelé l'Union européenne à prendre dès à présent des sanctions ciblées (notamment le gel des avoirs et des interdictions de voyage) à l'encontre de tous ceux qui seraient responsables de violences armées et de violations des droits de l'homme en Libye et du boycott des négociations menées sous les auspices des Nations unies.

Štvrtok 15. januára 2015

M'inquiétant de la présence croissante de groupes terroristes et de mouvements extrémistes en Libye, j'ai signé cette résolution car je considère que de telles sanctions viendraient soutenir les efforts du Représentant spécial des Nations unies pour la Libye, Bernardino León, en faveur de l'instauration d'un dialogue politique. Je suis d'avis qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit actuel et je soutiens totalement les discussions de Genève qui invitent toutes les parties prenantes au conflit à accepter le gel des opérations militaires proposé par M. León, afin de créer un environnement favorable en vue d'un cessez-le-feu inconditionnel.

Cette résolution invite en outre la Commission et le Service européen pour l'action extérieure à ordonner l'action des États membres. Car l'UE doit aider à l'établissement d'un État démocratique, stable et prospère et remédier à la situation humanitaire.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — Votei favoravelmente esta proposta de resolução conjunta que condena de forma veemente a recente vaga de ataques por parte de milícias e grupos terroristas, que comprometem seriamente a possibilidade de uma solução pacífica e de retoma do processo de transição para a democracia por parte deste país.

A gravidade do conflito está a gerar, não só um agravamento da polarização política, como também uma profunda crise humanitária, o que exige a busca de soluções baseadas no diálogo político, de preferência com o suporte da Missão de Apoio da ONU na Líbia, de forma a atingir um cessar-fogo definitivo e passos concretos na direção da implementação de uma efetiva democracia no estrito respeito do Estado de direito e da proteção dos direitos cívicos e humanos da população.

Por esse motivo, subscrevo a necessidade da União Europeia e da comunidade internacional prosseguirem com a ajuda humanitária, financeira e política a este país, assim como a manutenção do apoio aos esforços na luta contra o terrorismo, o qual constitui uma ameaça à estabilidade e à segurança, não só da Líbia como das Regiões do Magrebe, Médio Oriente e mesmo de toda a Europa, como provam os recentes acontecimentos na França e na Bélgica.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — J'ai voté pour cette résolution qui rappelle et insiste sur l'urgence de la situation en Libye. Il est fondamental qu'une solution soit trouvée et apporte un dénouement durable à cette crise.

Au moment même où des parties au conflit se réunissent à Genève, il est important de réaffirmer que le dialogue entre les parties est primordial.

L'Union européenne doit renforcer son soutien et son aide aux côtés du Représentant Spécial des Nations unies pour la Libye, Bernardino León, dans ses actions construites autour de la feuille de route de Ghadamès.

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. — Ho votato a favore della risoluzione presentata dal mio gruppo, il PPE, sulla situazione in Libia poiché la ritengo una dichiarazione sincera e necessaria in un momento delicato come quello che stiamo vivendo. Occorre creare forze di sicurezza efficaci dirette ad garantire la sicurezza di tutti ed bloccare la possibilità di far sì che si verifichi un'escalation di attentati, come purtroppo, in questi giorni stiamo assistendo.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — Nos hemos abstenido en el voto a la Resolución porque, si bien es cierto que se condena la actual situación que vive el país instando a las partes a la resolución pacífica del conflicto, no alude a la causas originarias del conflicto ni tampoco a las injerencias (intervención de Francia auspiciada por la OTAN) como parte del problema.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución sobre la situación en Libia contiene aseveraciones con las que no estamos en desacuerdo y que, a estas alturas, resultan obvias. Así, recuerda que «no existe una solución militar para el conflicto actual» y apoya las negociaciones auspiciadas por las Naciones Unidas. Sin embargo, considero que el posicionamiento del Parlamento debe ser más contundente y crítico. La solución militar no es admisible, pero en el texto no se recuerda –ni mucho menos se condena– el hecho de que la situación actual es también una consecuencia de una intervención de la OTAN, que no sólo no cumplió con su objetivo declarado, sino que contribuyó al aumento de la violencia y, de paso, destruyó las estructuras estatales libias.

Štvrtok 15. januára 2015

Por otro lado, considero que el apoyo a las negociaciones de las Naciones Unidas tiene que acompañar iniciativas como la impulsada por los países vecinos, fundamentalmente Argelia, para iniciar un diálogo entre las facciones rivales, que, de hecho, han creado dos estructuras estatales paralelas.

Las carencias de la Resolución propuesta para la votación me obligaron a abstenerme en la votación.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the motion for a resolution on the situation in Libya on behalf of the S&D Group. The resolution calls on all Libyan parties to agree to an immediate ceasefire, end the fighting and engage in an inclusive national political dialogue. The vote passed today expresses the European Parliament's solidarity with the Libyan people. We strongly condemn the recent military actions and violence and the human rights violations and abuses resulting from the ongoing fighting and military operations. The S&D Group is deeply concerned by the suffering of the Libyan civilian population and all migrants, expatriates and refugees stranded in Libya.

Davor Škrlec (Verts/ALE), *napisan*. — Izražavam zabrinutost zbog stanja u Libiji koje u sve većoj mjeri eskalira. Kršenje ljudskih prava i međunarodnog humanitarnog prava ne doprinosi procesu pomirenja i nastavku izgradnje neutralnih institucija Libije. Mišljenja sam kako prikriveno uplitanje regionalnih aktera može samo dovesti do potpune dezintegracije države i ugroziti stabilnost šireg mediteranskog okruženja. Pozivam stoga na što skorije okončanje destabilizirajuće krize. Smatram kako EU treba osmisliti i ponuditi jasnu i učinkovitu strategiju s ciljem izgradnje mira i sigurnosti uz poštovanje demokratskih načela. Produljenje nasilja i uništavanja samo će nastaviti dodatno razarati već ugroženu infrastrukturu. Isti mogu prouzročiti duboke ekološke posljedice i otežati oporavak zemlje u budućnosti.

Igor Šoltes (Verts/ALE), *pisno*. — Od kar je v Libiji leta 2011 padla vladavina Moamerja Gadafiga se država spopada s politično, institucionalno in varnostno krizo ter notranjimi nemiri. Glede na dejstvo, da se je leta 2011 v vojno vmešala tudi EU in njene države članice, si je potrebno priznati, da tudi mi nosimo določeno odgovornost za pomoč libijskim državljanom. Predvsem nosimo odgovornost pri podpori za ponovno vzpostavitev miru in stabilnosti v državi. Nenehni boji in nemiri so državo v zadnjih šestih mesecih še dodatno razdvojili. V bojih, ki potekajo, so kršene človekove pravice, ubitih je bilo ogromno civilistov in humanitarna kriza se je razširila po celi državi. Več sto migrantov in pribežnikov beži pred nasiljem iz Libije in umirajo na ladjah, ki prevažajo pribežnike čez Sredozemsko morje do Italije in Malte. Strogo obsojam vsakršno nasilje in kršitve mednarodnega humanitarnega prava. Iz tega razloga pozivam EU in njene države članice, da podprejo ZN in ostale iniciative pri reševanju nastale situacije. Predvsem pa naj EU omogoči humanitarno pomoč. Potrebno je pomagati Libiji v tem težkem obdobju tranzicije, ki jo zaznamujejo nemiri in vojna. Zaradi zgoraj navedenih razlogov, sem podpisal resolucijo in jo na glasovanju tudi podprl.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. - Podržavam sve napore da se u Libiji osigura slobodan i siguran život, ali evidentno je da na tom putu postoji još puno prepreka. Osuđujem sve oblike terorizma i apeliram da se poduzmu maksimalni naponi kako bi se podigao stupanj tolerancije i stvorili uvjeti za miran suživot. U izvješću se spominju aktivnosti islamskih terorističkih skupina te se njihove napade treba maksimalno obuzdati i zaustaviti daljnje naoružavanje. Pozdravljam sve aktivnosti koje zagovaraju mir i slažem se s navodima iz izvješća da trebamo podržavati sve pacifističke aktivnosti te im pružiti moralnu i financijsku pomoć. EU treba biti potpora izgradnji institucija i pravnog poretka u Libiji i drugim državama koje se nalaze u sličnoj situaciji. Izražavam podršku libijskoj vlasti u upravljanju energetske resursima te svi zajedno trebamo pomoći i ne ulaziti u odnose s trećim stranama. Još jednom bih istaknula zabrinutost zbog sve veće razdvojenosti društva i humanitarne krize koja se navodi u izvješću Komisije. Izražavam pohvale Tunisu na primanju libijskih izbjeglica i podržavam davanje pomoći u profesionalnom, moralnom i financijskom obliku.

Pavel Svoboda (PPE), *písemně*. — Usnesení o současné situaci v Libyi jsem podpořil, protože správně upozorňuje mimo jiné na množství migrantů, kteří se snaží opustit území Libye, jelikož v Libyi již prakticky neexistuje funkční stát, který by svým občanům zajišťoval alespoň základní bezpečí. Všechny členské státy se musí podílet na řešení této situace a poskytnout uprchlíkům, mezi něž mohou patřit i koptští křesťané, účinnou pomoc.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. — Πρόθεση της ΕΕ δεν πρέπει να αποτελεί ο σχεδιασμός ενεργειών κλιμάκωσης της κατάστασης στη Λιβύη αλλά αντιθέτως η προώθηση αναιμακτων και διπλωματικών λύσεων.

Štvrtok 15. januára 2015

Marc Tarabella (S&D), par écrit. — J'ai bien sûr voté en faveur de cette résolution. L'actualité nous a d'ailleurs rattrapé. Le premier ministre libyen Abdallah Al-Thenni vient de nous exhorter à accroître son soutien, notamment militaire, pour combattre la menace grandissante des djihadistes du groupe État islamique.

«La communauté internationale mène une offensive contre les djihadistes en Syrie et en Irak, mais en Libye, seul l'État avec l'armée combat les groupes terroristes et il ne reçoit aucune aide», a déploré Abdallah Al-Thenni.

Le premier ministre du gouvernement reconnu par la communauté internationale a lancé cet appel à quelques jours d'une réunion à Genève sous l'égide de l'ONU des parties en conflit en Libye.

Nous sommes pour une résolution politique mais nous ne pouvons décemment pas rester sourds à la situation des civils.

Pavel Telička (ALDE), in writing. — Following the June 2014 elections in Libya, a civil conflict burst out as rival governments and parliaments emerged. I voted in favour of the proposed resolution on the situation in Libya which equally condemns the violence on civilians resulting from this instable political situation, and the reluctance from both sides to engage in a peace process conducted by the UN. The conflict led to worrying mass displacement to Tunisia, undermining that country's stability, and favours the growing influence of Islamist militias in certain parts of the country (ISIS and al-Qa'ida in the Islamic Maghreb). We are calling on the EU to place asset freezes and travel bans upon those responsible for human rights violations, and on those boycotting the UN negotiations.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), in writing. — I voted in favour.

I call on the conflicting parties to immediately cease all armed hostilities and to engage in an inclusive political dialogue.

I express my grave concern at the situation in Libya, which threatens to lead the country to chaos and all-out war and to further destabilise the wider region, and I reiterate my support for a political solution to the crisis as the only means to avoid the fragmentation of Libya.

Moreover, I express my deep concern for and full solidarity with the suffering Libyan civilian population and institutions.

I am deeply concerned at the growing presence of al-Qaeda-linked terrorist groups, Islamic State militias and individuals operating in Libya, and I reaffirm the need to combat these by all means, in accordance with the Charter of the United Nations and with international law.

Traian Ungureanu (PPE), în scris. — Privim cu îngrijorare în aceste momente către Libia. Acest stat se confruntă cu o situație gravă și tensionată, întrucât autoritățile nu mai funcționează aproape deloc.

În ultima perioadă, violențele din această țară au escaladat îngrijorător. Au avut loc o serie de atentate, prezența mișcărilor extremiste, a grupărilor teroriste, a milițiilor Statului Islamic fiind o realitate pregnantă. Aceste grupuri reprezintă o amenințare majoră atât pentru stabilitatea și securitatea din întreaga regiune, cât și pentru securitatea Europei.

Un acord imediat de încetare a focului și adoptarea unei foi de parcurs pentru tranziția către democrație sunt esențiale pentru restaurarea stabilității în zonă.

Eforturile reprezentantului special al ONU pentru lansarea unui dialog între fracțiunile rivale în vederea unui proces de reconciliere și a formării unui guvern de unitate națională sunt salutare. La rândul ei, Uniunea Europeană trebuie să acționeze mai ferm și mai rapid în acest caz, inițiativele singulare ale unor state trebuind evitate.

De aceea, prin intermediul acestei rezoluții, am solicitat, printre altele, Uniunii Europene și comunității internaționale să acorde în continuare sprijin umanitar, financiar și politic pentru a face posibilă soluționarea situației umanitare din Libia și pentru ca aspirațiile de edificare a unui stat democratic să devină realitate.

Štvrtok 15. januára 2015

Viktor Uspaskich (ALDE), *raštu*. — Mano nuomone, išpuoliai prieš civilius žmones Libijoje yra nepateisinami, be to, tai smarkiai atsiliepia nelegalios ir pavojingos imigracijos srautams į Europos Sąjungą. Atsižvelgiant į skaudžias praėjusio meto nelaimės, sveikinu Parlamentą su šiaandien išreikšta pozicija.

Elena Valenciano (S&D), *por escrito*. — Los socialistas y demócratas pedimos a la UE que haga todo lo posible para apoyar la estabilización en Libia y las conversaciones lideradas por las Naciones Unidas en Ginebra, para reunir a todas las facciones en el país y para poner fin a lo que podría convertirse en una guerra civil en toda regla. Es esencial para que vuelva a haber seguridad en el país con objeto de restaurar el proceso de transición democrática que el pueblo libio necesita y por el que se movilizó.

He votado a favor de la Resolución sobre la situación en Libia porque no nos podemos permitir en Libia otro escenario de guerra, sufrimiento y destrucción, que puede conducir a la desintegración del país. No podemos permitir la proliferación de armas ni que el país se convierta en un santuario para las organizaciones terroristas.

La seguridad europea y de la región está amenazada en Libia. La UE debe contribuir a una intervención ordenada por las Naciones Unidas en el país, en cooperación con la Unión Africana y la Liga Árabe, para conseguir condiciones de seguridad y la vuelta al proceso de transición democrática.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución sobre la situación en Libia contiene aseveraciones con las que no estamos en desacuerdo y que, a estas alturas, resultan obvias. Así, recuerda que «no existe una solución militar para el conflicto actual» y apoya las negociaciones auspiciadas por las Naciones Unidas. Sin embargo, considero que el posicionamiento del Parlamento debe ser más contundente y crítico. La solución militar no es admisible, pero en el texto no se recuerda –ni mucho menos se condena– el hecho de que la situación actual es también una consecuencia de una intervención de la OTAN, que no sólo no cumplió con su objetivo declarado, sino que contribuyó al aumento de la violencia y, de paso, destruyó las estructuras estatales libias.

Por otro lado, considero que el apoyo a las negociaciones de las Naciones Unidas tiene que acompañar iniciativas como la impulsada por los países vecinos, fundamentalmente Argelia, para iniciar un diálogo entre las facciones rivales, que, de hecho, han creado dos estructuras estatales paralelas.

Las carencias de la Resolución propuesta para la votación me obligaron a abstenerme en la votación.

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. — This week I voted with the S&D to call on the EU to support the stabilisation of Libya. It is essential to bring back security within the country so as to restore the democratic transition process that the Libyan people await and yearn for. If we do not act in Libya then the entire region faces a credible security threat.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. — Ten stelligste veroordeel ik de groeiende agressie en geweldplegingen in Libië. Ik roep de vechtende partijen op om de vijandelijkheden te staken en te starten met een politieke dialoog in een stabiel kader. Ik steun volledig de inspanningen van speciaal gezant Bernardino León en hoop dat de geweldplegingen spoedig tot een einde komen.

Ik roep de Europese Unie en haar lidstaten op om gecoördineerd te werk gaan in de aanpak van deze crisis.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. — La situation en Libye est dramatique. En réalité, il n'y a plus d'État libyen. La première victime de cette situation est le peuple libyen.

Des négociations sont en cours sous l'égide de l'ONU. Par cette résolution, le Parlement européen encourage le dialogue et soutient la recherche de solutions politiques en excluant toute intervention militaire.

On ne peut que s'en réjouir. Les solutions pacifiques doivent toutefois être privilégiées. Mais quelques doutes subsistent.

La résolution est totalement lacunaire sur les interventions précédentes et leurs conséquences, et donc sur les responsabilités des uns et des autres en la matière.

Štvrtok 15. januára 2015

Les amendements déposés par la GUE/NGL concernant ces responsabilités ainsi que le rôle de l'OTAN dans la région ont tous été rejetés.

Tout ceci n'est pas à la hauteur des enjeux. Je me suis néanmoins abstenue, en pensant d'abord au peuple libyen.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. — A situação na Líbia é catastrófica e revela a verdadeira natureza da política externa da UE e das potências ocidentais. Para estas, não há direitos humanos, não há democracia. Só existem os seus interesses económicos e geoestratégicos. Para as potências ocidentais, o critério de aferição usado para medir a democracia e os direitos humanos baseia na maior ou menor submissão aos seus interesses.

Apesar de o regime de Kadhafi ter estado várias décadas no poder, só a partir do momento em que deixou de servir os interesses das grandes potências é que passou a ser um ditador a abater.

Em nome de valores imorais, destruiu-se um país e desestabilizou-se toda uma região. É o dividir para reinar. Em nome destes interesses morreram e continuam a morrer milhares de inocentes. Dezenas de milhares ficaram com a sua vida destruída e vagueiam à sorte, à procura de assistência.

O capitalismo não é o fim da história. Um dia, os povos tomarão os seus destinos entre mãos e saberão construir um outro sistema que acabe com a exploração e com a guerra.

Harald Vilimsky (NI), schriftlich. — Seit dem Sturz von Muammar Al-Gaddafi steigt die Zahl der libyschen Bootsflüchtlinge kontinuierlich an. Allein in der ersten Jahreshälfte des vergangenen Jahres 2014 sind rund 130 000 Menschen über das Mittelmeer nach Europa gekommen – doppelt so viele wie im Jahr 2013. Davon trafen alleine in Italien 118 000 Flüchtlinge aus Libyen ein. Europas Aufgabe ist nicht nur, die Arbeit des UN-Sondergesandten für Libyen zu unterstützen, sondern auch den Dialog zwischen verschiedenen Parteien zu fördern und die Legitimität des gewählten libyschen Parlaments zu stärken.

Beatrix von Storch (ECR), schriftlich. — In Libyen kommt es seit dem Sturz von Muammar Al-Gaddafi immer wieder zu Gewalt gegen Christen. Zuletzt wurde bekannt, dass Islamisten dort 20 koptische Christen entführt haben. Ich danke den Kollegen, dass sie meinem mündlichen Änderungsantrag im Plenum zustimmten, um alle Parteien in Libyen aufzufordern, die Sicherheit und Freiheit von Christen und anderen religiösen Minderheiten, die steigender Verfolgung und Diskriminierung ausgesetzt sind, zu garantieren. Wir haben mit meinem Antrag heute ebenfalls die EU und die Mitgliedstaaten aufgefordert, sicherzustellen, dass zukünftige bilaterale Abkommen vernünftige Mechanismen zum Schutz der Menschenrechte von Christen und religiösen Minderheiten beinhalten. Daher stimme ich dieser EntschlieÙung zu.

Ausgerechnet unter Führung der stellvertretenden Vorsitzenden des Unterausschusses für Menschenrechte Barbara Lochbihler (Grüne) sollte jedoch eine Sperrminorität gegen diesen Antrag organisiert werden! Ist es nicht bemerkenswert, dass eine sogenannte Menschenrechtspolitiklerin von den Grünen die konkrete Unterstützung für schwer gepeinigten Menschen ablehnt? Die fraktionsübergreifenden Buhrufe gegen diese kaltherzige Verweigerung sollte Grünen und Linksradiakalen zu denken geben.

Jana Žitňanská (ECR), písomne — Aj napriek tomu, že od líbyjského povstania a zvrhnutia Kaddáfího režimu uplynuli už takmer štyri roky, boj o moc znepriatelených strán pokračuje a prerastá do deštruktívneho chaosu. Juh krajiny sa stáva miestom voľného pohybu prívržencov Islamského štátu, zvyšok krajiny je rozdelený medzi súperiacimi stranami. Neprehľadná je aj politická situácia. Snemovňa reprezentantov, zvolená v júni minulého roka, bola v novembri zrušená Najvyšším súdom. Vláda má v skutočnosti pod kontrolou len časť východu krajiny. Potom tu je ešte Kongres, zvolený v roku 2012, proti ktorému vyšli minulý rok ľudia do ulíc. Zložitá politická a ekonomická situácia vytvára živnú pôdu pre nárast extrémizmu nielen na domácej pôde, ale aj mimo krajiny, a to aj v dôsledku nekontrolovateľného predaja zbraní. Podľa odhadov totiž existuje v krajine až 40 miliónov dostupných zbraní, ktoré si náchádzajú odbyť aj za hranicami Líbye.

Obeťou tejto destabilizácie je najmä bežné obyvateľstvo krajiny, vrátane žien, snažiacich sa zapojiť do politického života. Obeťami sa však môžu stať aj obyvatelia ďalších krajín, ktorí sa stanú terčom teroristických útokov prívržencov Islamského štátu.

Štvrtok 15. januára 2015

Preto plne podporujem prijaté uznesenie na uvalenie sankcií na tých lýbijských politických predstaviteľov, ktorí nesú zodpovednosť za tento stav.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. — Seria ingenuidade pensar que as forças que dominam o PE e que apoiaram a implementação da denominada *zona de exclusão aérea* na Líbia, abrindo caminho à agressão da NATO em 2011, pudessem arrepiar caminho. Não podem. É da sua natureza promover a ingerência nos assuntos internos dos países e a violação da sua soberania com a negação do inalienável direito de autodeterminação dos povos, fomentar a agressão e a guerra, a ocupação, a violação do direito internacional e da carta da ONU, caráter uma vez mais reiterado nesta resolução. No registo de crimes de que é cúmplice conta-se a morte de milhares de civis inocentes, uma crise humanitária, destruições maciças da infraestruturas, a desestabilização total do Estado da Líbia, uma situação de caos e uma guerra civil em curso. A Líbia é um país destruído pela luta intestina de vários grupos de extrema-direita e de carácter obscurantista, racista e xenófobo, fomentados e apoiados pela NATO e pela UE, os mesmos que a maioria do PE alerta, de forma hipócrita, para a ameaça que eles constituem para a UE, os mesmos que ontem eram os seus aliados quando se tratou de deitar a mão aos recursos petrolíferos daquele que era o primeiro produtor africano.

12.3. Situácia na Ukrajine (RC-B8-0008/2015, B8-0008/2015, B8-0018/2015, B8-0020/2015, B8-0021/2015, B8-0025/2015, B8-0027/2015, B8-0029/2015)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Neena Gill (S&D). - Mr President, the need to send a strong signal on the situation in Ukraine became clear once more when at least 11 people lost their lives on Tuesday as a passenger bus came under heavy fire in Eastern Ukraine. The fact that this week's Kazakhstan summit had to be delayed because of failure to implement the ceasefire agreement is not only deeply worrying, it is also an insult to the thousands of people who have already fallen victim to this conflict, as well as to our own citizens, whose well-being is linked to the developments in Ukraine.

The only option for a sustainable solution is one that respects Ukraine's sovereignty and territorial integrity. We will be able to help bring this about only if we speak with a single, strong, coordinated voice. Ukraine will be a crucial first test for the Juncker Commission on improving foreign policy coordination. Failing is simply not an option.

Jiří Pospíšil (PPE). - Pane předsedající, já jsem podpořil návrh usnesení o Ukrajině. Jsem rád, že prošlo usnesení v podobě, kdy jsou jasně pojmenováni viníci konfliktu, to znamená Rusko a separatisté. Jsem rád, že toto zde jasně říkáme, byť to někomu může připadat jako zbytečné, ale stále jsou zde politici, i v Evropě, kteří relativizují daný konflikt a zpochybňují, kdo je viníkem a kdo je obětí.

Jsem také rád, že to usnesení jasně říká, že je třeba zachovat sankce vůči Rusku. Pokud Rusko nezmění svoji politiku a jeho politika nebude reálně promírová, pak není důvod v tuto chvíli sankce bourat. A jsem také rád, že to usnesení jasně říká, že Ukrajina potřebuje naši pomoc. Ukrajina je naším východním partnerem, její stabilita je i stabilitou Evropy, a my jí musíme ekonomicky, ale i odborně a logisticky pomoci. Ukrajina potřebuje Marshallův plán a Evropská unie může hodně pomoci.

Peter Jahr (PPE). - Herr Präsident! Ich habe der Entschließung zugestimmt, und ich muss sagen: Es schmerzt natürlich ganz besonders, wenn man die Situation in der Ukraine betrachtet.

Da ist ein Land, das möchte demokratisch umgestalten, möchte die Korruption bekämpfen. Da ist ein Land, das sich mitten in einer Wirtschaftskrise befindet. Da ist ein Land, das de facto zahlungsunfähig ist und noch im Land de facto einen Bürgerkrieg zu bewältigen hat.

Ich finde es erst einmal gut, dass wir uns zur Hilfe bekennen, das ist richtig. Und zweitens finde ich besonders gut, dass wir auch die Verantwortung der Nachbarstaaten dann ganz schlicht und ergreifend deutlich erwähnen. Ich denke, es ist einfach zu einfach, wenn Russland immer wieder sagt, dies sei eine innerukrainische Angelegenheit. Das entspricht nicht den Tatsachen, es entspricht auch nicht der Realität.

Štvrtok 15. januára 2015

Ich fordere Russland auf, seiner Verantwortung gerecht zu werden. Ein wichtiger Teil, um die kriegesischen Auseinandersetzungen zu beenden, wäre, dass Russland seiner Verantwortung in der Region endlich gerecht wird.

Tatjana Ždanoka (Verts/ALE). - Mr President, I voted against this resolution. For me, not only the separate paragraphs but also the spirit of the resolution in general are unacceptable. It is a spirit of hatred to all and everything that does not agree with the policy of the present Kiev authorities. The resolution contains statements based on certain anonymous 'credible sources'. How can this be combined with the principle of openness? How can the appeal to counter the Russian propaganda campaign (see paragraph 26), which is in fact an appeal for an information war, be combined with the principle of freedom of speech, which is extremely topical after the Paris attacks? Nevertheless, I do appreciate that the resolution contains a call for an effective investigation of all major moments of violence (paragraph 24) and of the tragic downing of the Malaysian Airlines flight (paragraph 27).

Seán Kelly (PPE). - I was pleased to vote with my Group on all the amendments and, obviously, on the resolution here today. I think it is laudable what we have done in the European Parliament in the past few months in helping Ukraine, a country which is trying to move forward both democratically and also in economic terms. We have moved speedily and that is good.

One thing I must say is that I was taken aback at the last part-session here in Strasbourg when one MEP suggested that by passing resolutions on Ukraine we were heckling or goading, or almost insulting, Russia. This is an absolute farce. Ukraine is an independent country, and it is no business of Russia or China or the USA or any other country what we do to help them. I hope we will continue to help them because they deserve it and we have resources that they may not have.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). - Mr President, I firmly believe that Ukraine needs a strong committed Europe at its side in order to maintain the independence and integrity of its territory and to fulfil the Ukrainian people's desire to live in a civilised democratic state that respects the rights of the national ethnic minorities and has been cleared of a corrupt elite and corrupt judiciary system.

A united and sovereign Ukraine is fundamental to the stable democratic and prosperous future of the region. Today it is of vital importance that the Minsk Protocol be fully implemented, including by Russia. All threats to the lives of Ukrainian citizens are to be condemned. Obstacles to the work by the Special Monitoring Mission must be removed and then Ukraine must carry out the political, economic and social reform that the nation needs. It is my hope that the macro-financial assistance proposal for Ukraine will be approved.

Janice Atkinson (EFDD). - Mr President, UKIP voted, unusually, for Amendment 12, as it calls for the repeal of the EU-Ukraine Association Agreement. The EU has no right to interfere in Ukraine. The EU shook a stick at the Russian bear and it reacted, and this led to brave young people's deaths, directly encouraged by my colleagues here. Then this place voted to impose sanctions against Russia. Yet who did the sanctions harm? The nation states of the EU trying to sell goods and services to Russia. Everything that this place does has unintended consequences.

Daniel Hannan (ECR). - Mr President, European values, at least as understood in Ukraine, are not synonymous with the European Union. That may sound an obvious, even a banal, observation, but it is worth stressing the consequences. By European values, people mean the rule of the law, representative government, personal freedom, secure property and contract rights – essentially that the rulers do not get to change the rules as they go along but there is some judicial framework.

Now I would argue that you find those values in plenty of places outside the European Union – in Norway, New Zealand or whatever – and in fact one place where you do not always find them is in the institutions of this Union. It is the old joke that, if the EU were a country applying to join itself, it would be turned down for being insufficiently democratic.

Why do I say this? Because people in Ukraine, as well as yearning for westernisation, also have an aspiration to national independence. They understand – and we in this Chamber would do well to remember – that those values are not the same as EU membership.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Štvrtok 15. januára 2015

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), *por escrito*. — Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución sobre la situación en Ucrania sometida a votación reúne todas las falsedades que se han vertido en los medios de comunicación sobre el conflicto en ese país y hace un análisis cuyo único objetivo es justificar, por un lado, la política comercial europea hacia el Este de Europa y, por el otro, los razonamientos geopolítico de Estados Unidos; motivo por el cual he votado en contra con total convencimiento. De este modo, el texto se centra en atacar a los militantes rusófonos, calificándolos de «terroristas», y condena su «conducta criminal», mientras que el uso de la fuerza por parte de las autoridades ucranianas no merece el mínimo reproche.

En ninguna parte del texto se menciona la existencia de un golpe de Estado. Por otro lado, la Resolución abre la puerta a la adhesión de Ucrania a la OTAN y, en cada ocasión en la que surge la oportunidad, se culpa a la actitud de Rusia de la situación, mientras que Estados Unidos, país implicado en el golpe de Estado, no aparece mencionado en todo el texto.

Louis Aliot (NI), *par écrit*. — Louis Aliot s'est prononcé contre cette résolution dans la mesure où elle prolonge les sanctions économiques contre la Russie. Ce pays doit rester un allié et non l'inverse, le cadre des relations diplomatiques entre l'UE et la Russie doit s'effectuer dans un esprit de compréhension réciproque, de partenariat durable. De plus ces sanctions provoquent de graves conséquences sur les ménages russes qui ne sont pas responsables de la dislocation de l'Ukraine.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. — Solange die Lage in der Ukraine sich nicht stabilisiert, muss sich die Europäische Union weiterhin mit der Suche nach einer politischen Lösung beschäftigen. Was die Menschenrechtsverstöße anbelangt, dürfen wir als Europäisches Parlament und als Verteidiger der demokratischen Werte nicht untätig bleiben. Aus diesem Grund begrüße ich die Annahme dieses Entschließungsantrags.

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre une résolution contraire aux intérêts de la France et des États-membres de l'Union. L'extension des sanctions au domaine énergétique, et particulièrement gazier, constitue un tort grave à la politique énergétique des États-membres de l'Union. C'est une politique au service exclusif des États-Unis, seuls bénéficiaires d'une détérioration des relations énergétiques entre l'Union européenne et la Russie.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — I deplore the current situation in the Ukraine. The actions of Russia have been unacceptable, and it is right that the international community should take appropriate and proportionate actions such as sanctions (although I do not believe that this should be at EU level – rather a matter for individual nations and/or the UN to determine). I am concerned that European Union action may prove to be undue provocation due to the potential accession of the Ukraine to the EU. I note that an amendment which would have sought to rescind the Association Agreement failed.

Consequently, I felt that I had no choice but to abstain on the motion for a resolution as a whole.

Štvrtok 15. januára 2015

Hugues Bayet (S&D), par écrit. — Via cette résolution, nous apportons notre soutien à la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine. Le nouveau gouvernement doit mettre en œuvre les réformes afin notamment de promouvoir l'état de droit, mettre sur pied un système judiciaire fiable et impartial et protéger les droits des minorités. Dans le même temps, il faut exhorter toutes les parties concernées à arrêter les violences dans l'Est du pays, dont les civils sont les premières victimes.

Dominique Bilde (NI), par écrit. — L'Union européenne, dans le conflit ukrainien, n'a réussi depuis le début qu'à aggraver la situation. En soutenant ouvertement l'Ukraine par ses accords d'association et en refusant de reconnaître le référendum en Crimée, elle a permis l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et elle a ouvert totalement ses marchés. Tout cela sans régler la situation sur place qui est toujours troublée. L'UE prétend soutenir l'indépendance et l'intégrité ukrainiennes, mais use de son droit d'ingérence depuis le début du conflit et augmente ainsi les tensions avec la Russie dans une situation plus que sensible. L'UE est la zone dans le monde où le chômage est le plus fort et la croissance la plus faible. Rien ne sert de vouloir appliquer à d'autres pays la potion amère qu'elle s'inflige à elle-même. C'est pourquoi, je me suis prononcée contre.

Malin Björk (GUE/NGL), skriftlig. — Jag röstade ja till resolutionen, trots att det finns problem med den. Dessa handlar framför allt om det som inte finns med. Resolutionen saknar tyvärr förslag om hur icke-militära lösningar ska komma till stånd. Den nämner inte FN med ett ord, trots att FN är en central aktör som försökt stoppa upptrappningen, både den militära och den verbala. FN, kan tillsammans med OSSE, bidra till att få parterna att sätta sig vid ett förhandlingsbord. Tyvärr måste man också läsa nästan till slutet innan den humanitära situationen för Ukrainas befolkning tas upp. Det är ett misslyckande, liksom att man genom denna resolution vill pressa fram en gemensam utrikes- och energipolitik, vilket borde diskuteras i öppna debatter och borde vara upp till varje medlemsstat att besluta om snarare än att förstulet föras in i resolutioner om ett land i kris. Jag är också motståndare till den dominerande fokuseringen på vapen och militära lösningar. Trots dessa invändningar anser jag att det är oerhört viktigt att stödja Ukrainas väg mot demokrati och med all tydlighet fördöma Rysslands agerande. Jag har därför röstat ja till resolutionen.

José Blanco López (S&D), por escrito. — Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), raštu. — Balsavau dėl šios rezoliucijos, kadangi humanitarinė padėtis kai kuriuose Ukrainos regionuose ir toliau kelia susirūpinimą. Deja, bet galimybės teikti humanitarinę pagalbą tebėra ribotos, o šalies viduje perkelti asmenys patiria didžiules problemas, ypač žiemą civiliai gyventojai kenčia dar labiau. Tad norint išvengti ekstremalios humanitarinės situacijos, būtina didesnė tarptautinė pagalba, todėl Parlamentas ragina toliau teikti humanitarinę pagalbą ir paramą per konfliktą nukentėjusiems gyventojams. Rezoliucijoje raginama atnaujinti nacionalinį dialogą, kuris taip pat sudarytų sąlygas išspręsti socialinių išmokų ir pensijų mokėjimo bei humanitarinės pagalbos, kurią teiktų Ukrainos vyriausybė konflikto zonų gyventojams, teikimo klausimus.

Europos Parlamentas apgailestauja, kad Rytų Ukrainoje ir Kryme toliau pažeidžiama tarptautinė žmogaus teisių teisė ir tarptautinė humanitarinė teisė ir kad nuo rugsėjo 5 d., kai buvo paskelbta apie ugnies nutraukimą, šalies viduje perkeltų asmenų skaičius stipriai išaugo. Būtina pasmerkti visus priverstinio dingimo, kankinimo ir netinkamo elgesio atvejus ir primygtinai raginti atidžiai ištirti informaciją apie kasetinių bombų naudojimą tiek miesto, tiek kaimo vietovėse. Parlamentas ragina Europos Sąjungą teikti daugiau paramos pilietinei visuomenei ir mano, kad pilietinės visuomenės organizacijos gali atlikti svarbų vaidmenį, palengvindamos žmonių tarpusavio ryšius ir supratimą Ukrainoje, skatindamos demokratinius pokyčius ir pagarbą žmogaus teisėms.

Štvrtok 15. januára 2015

Marie-Christine Boutonnet (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre la proposition de résolution sur la situation en Ukraine

On peut douter, comme le suggère la résolution, qu'il «serait utile que l'Union européenne et les États-Unis coopèrent plus étroitement en ce qui concerne les politiques relatives à l'Ukraine».

Condamner «vivement la politique agressive et expansionniste de la Russie» ne ferait que plus attiser encore les tensions.

Mêler les cas, du point de vue du droit international public, de la Crimée et des régions de Donetsk et de Lougansk est approximatif. Je relève l'invitation faite «aux dirigeants ukrainiens à éradiquer la corruption systématique en mettant en œuvre, sans plus tarder et avec efficacité, la stratégie nationale contre la corruption». Jugeons-les aux résultats.

Nous pouvons relever un changement dans l'action du haut représentant. Peu regrettent la fadeur de l'action de la baronne Ashton. M^{me} la haute représentante a évoqué, la semaine passée à Riga, une possible levée des sanctions contre la Russie. Elle voyait des signes positifs en provenance de Moscou.

Mais, hélas, l'Union européenne et ses alliés n'envoient pas des gestes d'apaisement. La recherche d'une solution politique et diplomatique, respectueuse des populations, est à privilégier. Il convient que vous cessiez d'être à la remorque de la diplomatie américaine.

Ce conflit fratricide n'a que trop duré.

Mercedes Bresso (S&D), *in writing*. — I supported the motion because I believe that the EU may find a solution to the critical situation in Ukraine and open a dialogue with Russia.

Steeve Briois (NI), *par écrit*. — Le Parlement européen a proposé un projet de résolution univoque, empreint d'idéologie antirusse et témoignant d'une mauvaise foi manifeste. Le texte assume clairement la demande d'une plus grande implication des États Unis dans un conflit qui ne les concerne absolument pas. Mais surtout, il convient d'extraire une phrase de ce texte: «Fait part de son entière solidarité avec l'Ukraine et avec sa population; tient à rappeler son engagement envers l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières et le choix européen de l'Ukraine». Comment l'Union européenne peut-elle prétendre défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale alors qu'elle s'est construite sur la dilution de la souveraineté des peuples et qu'elle a rendu vide de sens l'intégrité territoriale en imposant le principe de libre circulation. Mais le plus choquant, c'est que l'Union européenne passe totalement sous silence les multiples violations des droits de l'homme et massacres commis par l'armée ukrainienne, le dernier en date étant la mort de 30 civils dans le quartier de Gorlovka à la suite de bombardements par l'aviation ukrainienne ce dimanche 18 janvier 2015.

Pour toutes ces raisons, j'ai voté contre ce projet de résolution.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. — Propunerea de rezoluție comună cu privire la situația din Ucraina aduce în discuție, din nou, situația tensionată din Ucraina. Trebuie amintit faptul că Rusia consideră Parteneriatul estic al UE ca pe o amenințare la adresa propriilor interese politice și economice. UE încearcă să trimită un mesaj cât se poate de evident: Rusia ar avea de câștigat de pe urma acestor activități comerciale și economice, iar securitatea Rusiei poate fi consolidată de o vecinătate stabilă. Prin această rezoluție se cere Comisiei să monitorizeze îndeaproape impactul așa-numitelor „contra-sanctiuni ruse” și să ia rapid măsuri pentru a sprijini producătorii afectați de restricțiile comerciale ale Rusiei și să examineze în ce mod UE poate să facă mai bine față unor crize similare în viitor.

Am votat în favoarea acestei propuneri de rezoluție pentru că trebuie luate toate măsurile necesare pentru a sprijini în mod concret și la timp producătorii europeni afectați în urma acțiunilor Rusiei, care a folosit comerțul ca instrument pentru destabilizarea regiunii și a introdus interdicții pe importurile de produse din Ucraina și Republica Moldova, la fel ca și reintroducerea taxelor clauzei națiunii cele mai favorizate pentru produsele provenind din aceste țări.

Štvrtok 15. januára 2015

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. — Voto negativo: si condanna fermamente il colpo di stato in Ucraina e si denuncia la promozione e il sostegno da parte dell'Unione europea, degli Stati Uniti e la NATO; si denunciano le condizioni in cui le successive elezioni hanno avuto luogo, con un' aperta violazione dei diritti politici e civili e persecuzioni diffuse e la repressione della popolazione russofona.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. — Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Oggi ho votato a favore della risoluzione sulla situazione in Ucraina per chiedere all'UE di rinnovare il suo sostegno alla sovranità, all'integrità territoriale, all'unità ed all'indipendenza dell'Ucraina, e per condannare il continuo afflusso di armi e di truppe provenienti dalla Russia, che deve essere immediatamente interrotto.

Allo stesso tempo, l'Ucraina deve dimostrare l'impegno per il piano di riforme: consolidamento fiscale, proseguimento delle riforme dei settori bancario ed energetico, lotta alla corruzione, trasparenza e riforma della giustizia.

La strategia europea deve essere basata su due direttrici: da un lato, il processo di associazione tra l'UE e l'Ucraina; dall'altro lato il non riconoscimento dell'annessione della Crimea e la progressiva imposizione contro la Russia di misure restrittive che potranno essere revocate solo se si arrivasse ad un completo adempimento di tutti i punti dell'accordo di Minsk, condizione che appare ancora lontana dal verificarsi. E sono convinto che lo strumento politico da adottare sia il dialogo politico con la Russia.

David Casa (PPE), *in writing*. — I express my full solidarity with the people of Ukraine, and agree with the commitment to the independence, sovereignty, territorial integrity, inviolability of borders and European choice of Ukraine. Russia's aggressive and expansionist policy through the use of cyber warfare, economic pressure and even energy blackmail remind us that Europe plays an important part in this situation, as these actions are not only in breach of international law, but also impinge on the European security situation.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — L'Ucraina è una vittima delle scelte strategiche di due blocchi di potere contrapposti: da una parte l'asse USA-UE, dall'altra la Russia di Vladimir Putin. L'accordo di associazione con l'Unione europea è stato firmato con troppa fretta, ponendo tutti gli ucraini in mezzo al fuoco incrociato degli interessi economici e territoriali dei due schieramenti e creando un solco tra l'Unione europea e la Russia, sebbene la prima sia priva di una strategia energetica sicura e credibile alternativa all'importazione di idrocarburi dalla Federazione russa. Una soluzione politica è nell'interesse di tutti gli Stati membri dell'Unione.

Aymeric Chauprade (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre ce texte qui, une fois de plus, donne une lecture idéologique de la réalité historique, politique et géopolitique de la crise ukrainienne.

Non contents d'accuser la Russie d'être la seule et unique responsable de l'instabilité dans le Donbass, les parlementaires européens se gargarisent dans cette résolution d'un quasi centralisme démocratique en Ukraine, se félicitant de l'hégémonie des forces «pro-européennes».

Štvrtok 15. januára 2015

Lorsqu'on est fondamentalement attaché à la liberté et au pluralisme politique comme je le suis, on ne peut décemment pas voter en faveur d'une résolution qui admet par ailleurs que l'objectif à moyen terme est d'intégrer l'Ukraine à l'OTAN pour encercler la Russie.

Je reste profondément attaché au principe de souveraineté des États-nations, c'est pourquoi je refuse de cautionner le fait que les États membres de l'UE ne deviennent que des préfets de la politique américaine.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — Se l'Ucraina fosse tranquilla ne beneficerebbero tutti: i cittadini ucraini per primi, perché potrebbero concentrarsi sul proprio lavoro per migliorare la propria situazione; noi, perché avremmo come vicino un partner commerciale affidabile, sia per l'export, sia per importare materie prime e semilavorati, sia per investire e permettere ai nostri imprenditori di diversificare i propri interessi. È con questo spirito che ho votato a favore di questa risoluzione: è opportuno concentrarsi sul lavoro da svolgere affinché le cose vadano meglio, invece di prendersela con possibili agenti esterni.

Deirdre Clune (PPE), *in writing*. — The EU should be prepared to provide a strong and decisive answer to the Ukrainian crisis resulting from Russia's waged aggression and occupation. It does a lot, but it is still not enough. We often do too little, too late, and in a shy manner. We are hiding behind the OSCE, the UN, the Red Cross, and some Member States. We are not calling things for what they are – war as war and terror as terror. By contributing to security in Ukraine, the EU is providing security for itself. Only determined and united EU and Ukraine actions and Russia's return to the path of respect of the rights of its neighbours and of international law can offer a solution to the Ukrainian crisis. Russian terrorism on Ukrainian territory should be fought with the same determination as any other form of terrorism, like for example Islamic fundamentalism.

At the same time, we should not close our communication channels with Russia, bearing in mind that diplomatic solutions should be sought to resolve the conflict. We therefore support meetings in Geneva or Normandy formats if tangible results can be achieved

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. — Concordo que o Parlamento Europeu expresse, de forma inequívoca, a sua solidariedade para com o povo ucraniano e apoie a sua independência, soberania, integridade territorial, inviolabilidade das fronteiras e opção europeia.

Condeno também os atos de terrorismo e o comportamento criminoso dos separatistas bem como a presença de forças militares estranhas à Ucrânia e a operar no seu território em flagrante violação das suas fronteiras.

Manifesto a minha concordância com a necessidade de manter o atual regime de sanções da UE enquanto a Rússia não respeitar plenamente e não cumprir as suas obrigações decorrentes de Minsk.

Subscrevo o não reconhecimento da anexação ilegal da Crimeia pela Rússia.

Apoio igualmente a investigação internacional das circunstâncias em que ocorreu a trágica queda do avião que fazia o voo MH17 da Malaysia Airlines, de forma a que os seus responsáveis sejam julgados.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Facendo riferimento alla proposta di risoluzione, la situazione tra la Russia e l'Ucraina resta tesa e instabile con relative ripercussioni sia a livello europeo sia a livello italiano. Le sanzioni, nate per ridimensionare i dissidi tra Russia e Ucraina, hanno bloccato l'importazione di tantissimi prodotti agricoli e alimentari provenienti dall'Italia, arrecando un gravissimo danno economico. Queste non hanno soltanto creato conseguenze negative per gli Stati membri e il mercato unico europeo, ma anche per la stessa Russia sull'orlo del default economico. Inoltre, desta grave preoccupazione la presa di decisione da parte del governo di Kiev di interrompere i pagamenti di prestazioni sociali e pensioni in quelle zone non controllate dal governo. Serve una soluzione condivisa tra due paesi democratici, Russia e Ucraina, con la mediazione e l'impegno dell'Europa per risolvere una situazione di così complessa natura.

Štvrtok 15. januára 2015

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — I agree with the importance of the implementation of Minsk agreements. It is important that sanctions are upheld or even broadened should Russia not change its course of action. I welcome the result of free and fair early parliamentary elections and call for the swift implementation of necessary reforms. Positive signals demonstrating a slight shift in Moscow's approach to the Ukrainian situation are not enough.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — Il 26 ottobre 2014 l'Ucraina ha tenuto elezioni politiche che sono state condotte in modo efficiente, ordinato e pacifico e nel rispetto generale delle libertà fondamentali, nonostante il conflitto in corso nelle regioni orientali e l'annessione illegale della Crimea da parte della Russia. Considerando che il nuovo governo, formato da forze filo-europee, gode della maggioranza costituzionale necessaria per portare avanti le riforme e ha già adottato un accordo di coalizione che getta le basi per un processo di riforma rigoroso volto a promuovere una maggiore integrazione europea, a modernizzare e sviluppare il paese, a instaurare un'autentica democrazia e lo Stato di diritto, nonché a elaborare le modifiche costituzionali proposte dal piano di pace di Porošenko. Tuttavia, non posso votare a favore della risoluzione in quanto nella presente vengono richieste nuove sanzioni alla Russia. Ritengo che il voto migliore sia l'astensione poiché anche la Russia ha gravi colpe.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución sobre la situación en Ucrania sometida a votación reúne todas las falsedades que se han vertido en los medios de comunicación sobre el conflicto en ese país y hace un análisis cuyo único objetivo es justificar, por un lado, la política comercial europea hacia el Este de Europa y, por el otro, los razonamientos geopolítico de Estados Unidos; motivo por el cual he votado en contra. De este modo, el texto se centra en atacar a los militantes rusófonos, calificándolos de «terroristas», y condena su «conducta criminal», mientras que el uso de la fuerza por parte de las autoridades ucranianas no merece reproche.

En ninguna parte del texto se menciona la existencia de un golpe de Estado. Por otro lado, la Resolución abre la puerta a la adhesión de Ucrania a la OTAN y, en cada ocasión en la que surge la oportunidad, se culpa a la actitud de Rusia de la situación, mientras que Estados Unidos, país implicado en el golpe de Estado, no aparece mencionado en todo el texto. Al mismo tiempo, el rol de la Unión Europea se limita al de ayudar a Ucrania a implementar el Acuerdo de Asociación.

Andi Cristea (S&D), *in writing*. — Notwithstanding the 5 September ceasefire protocol and the memorandum of 19 September, agreed upon by all parties to the conflict, shooting and shelling continues in Eastern Ukraine. This week alone, hostilities claimed the life of ten innocent people when a bus was hit by a shell. Russia persists in its breach of international law and is thus target of a continued EU sanction regime.

Only restraint, genuine commitment, national dialogue and reconciliation can contribute to a settlement of the conflict. Military confrontation will only escalate the current crisis, taking parties further away from a fair and sustainable political solution which respects Ukraine's sovereignty and territorial integrity.

A swift and effective implementation of priority reforms to address the country's pressing political, security and socio-economic challenges can play a vital role to this end. Ambitious policies fostering higher living standards, effective and transparent institutions and Ukraine's European path represent some of the measures required to ensure bold responses to citizens' demands, needs and aspirations.

A secure and prosperous Ukraine able to rely upon modern democratic institutions and an accountable rule of law system, notwithstanding the challenging security and political circumstances, is the spirit of this resolution and hence deserves this House's support.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — This resolution focuses on the need for the new Ukrainian Government to move forward with the reform agenda in the country, and points out that the European Union will continue to support the new government's efforts to build a new Ukraine. To achieve this the following actions are highlighted: the most effective defence for Ukrainian sovereignty and independence is to rapidly implement reforms in order to obtain a reliable and impartial judicial system, the rule of law, the eradication of corruption, decentralisation, media freedom and minority rights. I voted in favour of this resolution, as I support the efforts to work out a sustainable peace settlement.

Štvrtok 15. januára 2015

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Tenant compte de l'évolution de la situation en Ukraine, cette résolution salue l'organisation positive des élections du 26 octobre dernier, organisée en dépit du conflit en cours dans l'est du pays et l'annexion de la Crimée, et appelle au maintien du régime de sanction européen à l'égard de la Russie. Je me réjouis en outre que le Parlement européen rappelle son soutien et son engagement en faveur de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et du caractère inviolable de ses frontières. Le gouvernement ukrainien a fait un choix clair de renforcer les liens avec l'Union européenne, choix qui doit être entendu. Il est essentiel de ce fait de soutenir l'Ukraine dans la mise en place de réformes nécessaires pour faire face à ses difficultés économiques et politiques actuelles. Je soutiens à ce titre la décision de la Commission européenne de proposer à l'Ukraine une assistance macro-financière d'un montant maximal de 1,8 milliard d'euros sous la forme de prêts à moyen terme. Pour ces raisons, j'ai voté en faveur de cette résolution.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. — Ho votato a favore della proposta di risoluzione riguardante la situazione in Ucraina. Questa proposta mira a sostenere la sovranità, l'integrità territoriale, l'unità e l'indipendenza dell'Ucraina. Auspico fortemente che il nuovo governo e il parlamento ucraino attuino in tempi rapidi le riforme politiche e socio-economiche necessarie per costruire uno Stato democratico prospero basato sullo stato di diritto.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. — Depuis plusieurs semaines, les violences se sont encore intensifiées en Ukraine. La diplomatie européenne doit se mobiliser et agir.

La sortie de crise dans la région passe par la réunion de tous les protagonistes autour de la table. Nous devons être une force de médiation et avoir une approche globale vis-à-vis de la Russie: il faut maintenir le régime de sanctions sans toutefois fermer la porte au dialogue avec Poutine tout en faisant du respect de la souveraineté ukrainienne un préalable. Cette position ne doit pas empêcher de réfléchir, en Ukraine, à une solution d'organisation plus fédérale.

En même temps, il importe de régler le dossier du gaz afin que son prix échappe au contexte et au chantage politique.

Enfin, l'Union européenne doit demeurer aux côtés des Ukrainiens. La crise est loin d'être passée. Il faut que nous les aidions davantage à travers une aide financière et une aide humanitaire d'urgence mais aussi dans les réformes dont le pays a vitement besoin.

Diane Dodds (NI), *in writing*. — Mr President, it is right and proper that members of this Parliament do not shirk their responsibility to highlight the abuses of fundamental freedoms currently witnessed in Eastern Ukraine and Crimea. I am aware of several charitable and faith-based organisations from my own constituency, Northern Ireland, which have been working with people in communities ravaged by the current violence and unrest instigated by the Russian intervention. We cannot ignore the reports of intimidation and the wave of disappearances that has taken place in these communities. In many cases, this has impacted religious minorities, including Christians. The EU must reiterate full commitment to the independence, sovereignty and territorial integrity of Ukraine's borders. But, more importantly, it must ensure that help and support filters through, both in terms of assisting those worst affected through aid work and re-housing, and through allowing EU citizens who are working and living in conflict areas to access all necessary support to return home safely.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado en contra de la Resolución sobre la situación en Ucrania porque, ante la situación de conflicto que se mantiene desde hace meses, así como ante la debilidad actual del alto el fuego, sigue considerando a Rusia como único responsable del conflicto, manteniéndose por parte de la Unión Europea una posición desafiante insistiendo en las sanciones a Rusia, que hasta el momento únicamente han provocado una situación de crisis en el sector agrario con consecuencias significativas para los agricultores.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτώς*. — Η υποκριτική πολιτική της ΕΕ στο θέμα της Ουκρανίας δεν θα βρει την δική μας στήριξη. Ο επεκτατισμός του ΝΑΤΟ και των ακολούθων του οδήγησαν μια χώρα στην αποσταθεροποίηση. Η στήριξη της ΕΕ στην πραξικοπηματική κυβέρνηση της Ουκρανίας νομιμοποιεί την βία.

Štvrtok 15. januára 2015

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — A situação na Ucrânia continua a não ser fácil com o constante violar do cessar-fogo de 5 de setembro de 2014 pelos separatistas e pelas forças russas, com a Rússia a continuar a apoiar as milícias separatistas através de um fluxo constante de equipamento militar, mercenários e unidades russas regulares, incluindo tanques de combate, sistemas antiaéreos sofisticados e artilharia.

Deste conflito armado já resultaram milhares de mortes de militares e civis, um grande número de feridos e várias centenas de milhares de pessoas tiveram de abandonar as suas casas, na sua maioria com destino à Rússia, e a situação na zona de conflito é motivo de grande preocupação, tanto do ponto de vista humanitário, como em termos de saúde pública. Há relato de abusos generalizados dos direitos humanos.

O povo ucraniano merece, por isso, a minha solidariedade, sendo fundamental que as instâncias europeias condenem os atos de terrorismo e o comportamento criminosos dos separatistas e de outras forças irregulares presentes na Ucrânia oriental bem como a política agressiva e expansionista russa, que constitui uma ameaça à unidade e à independência da Ucrânia e à própria União Europeia.

Jonás Fernández (S&D), *por escrito*. — Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. — Konflikt na východe Ukrajiny si od vzniku protiteroristickej operácie vládnych síl proti proruským separatistom vyžiadal už viac ako 4700 obetí. Tvrdé strety v okolí Donbasu a zrušenie plánovaného mierového summitu, ktorý sa mal uskutočniť v Astane, nedávajú dôvod na optimizmus. Dôvodom zrušenia plánovaného stretnutia politických lídrov je neustále porušovanie prímeria v prípade oboch zúčastnených strán a z toho vyplývajúce nedodržiavanie mierovej dohody z Minska. Reálnym v súčasnosti nie je ani splnenie jedného z bodov Minského memoranda o odchode nezákonných ozbrojených zoskupení z územia krajiny. Novozvolená ukrajinská vláda musí podniknúť radikálne kroky a pokračovať v uskutočňovaní reforiem a zabezpečiť skoré vyriešenie konfliktu v záujme občanov.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — L'ingerenza nella questione ucraina e la politica miope nei confronti della Russia è il simbolo del fallimento della politica estera europea.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραφτως*. — Εφόσον η κοινή πρόταση ψηφίσματος καταδικάζει ως έντονα επιθετική και επεκτατική την πολιτική της Ρωσίας, την οποία θεωρεί υπεύθυνη για την κατάσταση στην Ουκρανία καθώς και απειλή για την ενότητα ολόκληρης της Ευρωπαϊκής Ένωσης, η ψήφος μου είναι αρνητική.

Štvrtok 15. januára 2015

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — He votado a favor para mostrar la voluntad del Parlamento Europeo de contribuir a la resolución del conflicto en el este de Ucrania. La situación de conflicto, lejos de mejorar, continúa experimentando un incesante deterioro, muestra de lo cual es el continuo goteo de muertos que se producen en el este del país como resultado de los enfrentamientos. Según un informe de las Naciones Unidas, 4 317 personas han perdido la vida en el este de Ucrania, entre las que figuran casi 1 000 desde el acuerdo de alto el fuego de Minsk del 5 de septiembre de 2014, que sigue sin ser aplicado meses después de su firma. Asimismo, son altamente preocupantes las violaciones de los derechos humanos en el este de Ucrania y en Crimea, en donde los tártaros y otras minorías, en particular religiosas, son objeto de violaciones concretas de los derechos humanos. La anexión ilegal de la península de Crimea por parte de Rusia va en contra del Derecho internacional y constituye una violación de los tratados internacionales suscritos por Rusia. La Unión Europea debe continuar sus esfuerzos diplomáticos encaminados a atenuar el conflicto, así como apoyar al Gobierno ucraniano en el proceso de reformas políticas y económicas emprendido.

Iratxe García Pérez (S&D), *por escrito*. — Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. — Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Michela Giuffrida (S&D), *per iscritto*. — Sottoscrivo la mozione sulla situazione in Ucraina perché la politica aggressiva ed espansionistica della Russia viola sia l'indipendenza che l'integrità territoriale dell'Ucraina. Allo stesso modo, il supporto della Russia ai separatisti dell'Est dell'Ucraina, tramite invio di armi, mercenari e soldati regolari, viola il diritto internazionale e lede i diritti della popolazione civile locale. Per questo, credo che le sanzioni adottate siano necessarie per rendere chiare alla Russia le condizioni su cui l'UE non è disposta a cedere. Ciò non significa rinunciare a una soluzione diplomatica. I canali di dialogo devono restare aperti e disponibili al confronto.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado en contra de la Resolución sobre la situación en Ucrania porque, ante la situación de conflicto que se mantiene desde hace meses, así como ante la debilidad actual del alto el fuego, sigue considerando a Rusia como único responsable del conflicto, manteniéndose por parte de la Unión Europea una posición desafiante insistiendo en las sanciones a Rusia, que hasta el momento únicamente han provocado una situación de crisis en el sector agrario con consecuencias significativas para los agricultores.

Štvrtok 15. januára 2015

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour of the resolution on Ukraine. The European Union has to stand together with the people of Ukraine, who chose a European future. I call for continued sanctions against this aggressive neighbour, Russia.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. — Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. - I voted in favour of this motion for a resolution because I believe that Ukraine needs strong support from the European Union at this difficult time. Armed conflict is still ongoing in the eastern regions of the country and I believe that the EU must act in solidarity with the people of Ukraine and to protect its democratic sovereignty and independence.

Anja Hazekamp (GUE/NGL), *schriftelijk*. — Ik heb tegen deze resolutie over de situatie in Oekraïne gestemd, omdat de tekst onevenwichtig is. Waar aan de ene kant de Rusland terecht wordt afgekeurd, wordt de rol die de EU heeft gespeeld bij de escalatie van het conflict in Oost-Oekraïne niet erkend. De eenzijdigheid van de tekst geeft geen blijk van enige bezinning en zelfreflectie van de kant van de EU en zal eerder een averechts effect hebben. Deze houding van de Europese Unie ten opzichte van Oekraïne heeft grote geopolitieke consequenties. Daarom is terughoudendheid en zorgvuldigheid van groot belang.

Bovendien heeft de Partij voor de Dieren tegen het afsluiten van een associatieovereenkomst tussen de EU en Oekraïne gestemd, omdat daarbij de mensenrechten, de belangen van dieren en de bescherming van natuur en milieu niet gegaandeerd waren. Internationale veiligheid, mensenrechten, democratie en bescherming van onze leefomgeving zijn te allen tijde belangrijker dan kortzichtige handelspolitiek.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado en contra de la Resolución sobre la situación en Ucrania porque, ante la situación de conflicto que se mantiene desde hace meses, así como ante la debilidad actual del alto el fuego, sigue considerando a Rusia como único responsable del conflicto, manteniéndose por parte de la Unión Europea una posición desafiante insistiendo en las sanciones a Rusia, que hasta el momento únicamente han provocado una situación de crisis en el sector agrario con consecuencias significativas para los agricultores.

Robert Jarosław Iwaszkiewicz (EFDD), *na piśmie*. — Głosowałem przeciwko rezolucjom dotyczącym sytuacji na Ukrainie, gdyż brakuje w nich kilku niezwykle ważnych wątków. Po pierwsze, nie uwzględniają one obecnej polityki historycznej państwa ukraińskiego i ukraińskich ochotniczych oddziałów. Ludobójstwo na Wołyniu i zbrodnicze organizacje odpowiedzialne za te morderstwa nie mogą być fundamentem tożsamości ukraińskiej, a za takie są przedstawiane. Po drugie, rezolucje nie uwzględniały w najmniejszym stopniu wyrażonej w referendum wolnej woli społeczeństw Krymu, Doniecka czy Ługańska dotyczącej autonomii wobec rządu w Kijowie lub nawet powrotu do swej historycznej państwowości. Po trzecie w końcu, rezolucje nie odnosiły się w żaden sposób do sytuacji społeczno-politycznej i gospodarczej państwa ukraińskiego, która doprowadziła do obecnego stanu rzeczy. Państwo trawione kryzysami ekonomicznymi, korupcją, patologią rządów oligarchii, ze słabym aparatem państwowym, nieegzekwowalnym wymiarem sprawiedliwości stało się w pierwszym rzędzie areną walk wewnętrznych, które ostatecznie przekształciły się w postulat autonomii poparte powszechną wolą.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. — Glasovao sam za rezoluciju o stanju u Ukrajini s obzirom da podržavam zalaganje međunarodne zajednice u pogledu jačanja ekonomske i političke stabilnosti, te pokretanja ključnih reformi u Ukrajini. Također, smatram da postoji potreba za reformama koje će doprinijeti energetske sigurnosti i rješavanju humanitarne krize koja je pogodila ovu zemlju, uz pomoć Europske unije i ostalih međunarodnih organizacija. Nužno je osnažiti temeljne vrijednosti Ukrajine koje se trebaju oslanjati na demokratska načela i vladavini pravde. Stoga, europski put Ukrajine podrazumijeva nultu stopu tolerancije prema korupciji, koja je još uvijek u velikoj mjeri prisutna i pronalaženje mirnog rješenja krize s Rusijom pridonoseći stabilizaciji tog područja.

Štvrtok 15. januára 2015

Jean-François Jalkh (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre une résolution contraire aux intérêts de la France et de l'Europe. L'extension des sanctions au domaine énergétique, et particulièrement gazier, constitue un tort grave à la politique énergétique du continent. C'est une politique au service exclusif des États-Unis auxquels profite une détérioration de nos relations énergétiques avec la Russie.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la résolution sur la situation en Ukraine. Le texte renouvelle le soutien du Parlement européen au gouvernement légitime ukrainien et condamne la politique expansionniste de la Russie en Ukraine. En raison de cela, le Parlement apporte son soutien au maintien d'un régime de sanction à l'encontre de la Russie, tout en laissant la porte ouverte à des discussions pour régler le conflit.

La résolution a été adoptée à une large majorité, ce dont je me félicite.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette nouvelle résolution sur l'Ukraine qui appelle à trouver une solution politique à une crise qui s'enlise et qui pourrait se transformer en conflit gelé dans l'est de l'Ukraine et en Crimée. Après neuf mois de combats, plus de 4700 personnes ont été tuées, dont de nombreux civils, et les Ukrainiens semblent résignés à de nouveaux affrontements. L'UE doit rester ferme vis-à-vis de la Russie mais la voie diplomatique doit être renforcée afin de l'encourager à participer de manière active à la recherche d'une solution pacifique au conflit. Les accords de cessez-le feu de Minsk conclus, en septembre 2014, ainsi que le mémorandum de paix subséquent, doivent être strictement appliqués afin de permettre la création d'une zone démilitarisée de 30 km de large et d'un statut spécial pour la République de Donetsk et celle de Lougansk.

Γεώργιος Κατρούγκαλος (GUE/NGL), *γραφτώς*. — Καταψήφισα και αυτό το ψήφισμα για την Ουκρανία διότι, όπως το προηγούμενο, δεν αποδίδει ορθά τις ευθύνες για την πρόκληση της κρίσης, αποσιωπώντας ιδίως τις ευθύνες της ΕΕ και του ΝΑΤΟ. Επίσης απαράδεκτη είναι η μη καταδίκη της προσπάθειας να τεθεί εκτός νόμου το ΚΚ Ουκρανίας, σε παράβαση της παράδοσης πολιτικών ελευθεριών της Ευρώπης.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. — I supported the resolution, as it stresses the need for the new Ukrainian Government to move forward the reform agenda and calls on all concerned parties to ensure a peaceful resolution of the crisis. The EU should assist the country to carry out reforms and to cope with its humanitarian and health emergency.

Béla Kovács (NI), *írásban*. - Valaki megkérdezte az EU vezetői közül országának népét, hogy a II. Világháború befejezésének 70. évfordulója táján szeretnének-e egy újabb világháború részesei lenni? Vagy ezek a tisztelt vezetők önszorgalomból eszkalálják a szituációt? Kinek az érdekében? Kinek a megbízásából? Az egyik képviselőcsoport valódi megoldásokat kínál a problémákra, a többi a háborús helyzet konzerválására, sőt a konfliktus elmélyítésére törekszik. A kiegyensúlyozott, valamennyi felet tiszteletben tartó módosítókkal az állásfoglalás támogathatóvá vált volna, ezek elfogadásának hiányában nem. Ha az EBESZ és az Amnesty International egyaránt az ukrán hadsereg és ukrán szabadcsapatok által elkövetett háborús bűncselekményeket tártak fel, akkor az EU miért nem szankcionálja az ezekért felelős személyeket? Hány ezer polgári áldozat kell ahhoz, hogy az emberi jogokra máskor oly kényes demokrataink ingerküszöbét elérje?

Javi López (S&D), *por escrito*. — Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado a favor de la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania, y hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria, instando a la vez a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Štvrtok 15. januára 2015

Juan Fernando López Aguilar (S&D), *por escrito*. — Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución sobre la situación en Ucrania sometida a votación reúne todas las falsedades que se han vertido en los medios de comunicación sobre el conflicto en ese país y hace un análisis cuyo único objetivo es justificar, por un lado, la política comercial europea hacia el Este de Europa y, por el otro, los razonamientos geopolítico de Estados Unidos; motivo por el cual he votado en contra con total convencimiento. De este modo, el texto se centra en atacar a los militantes rusófonos, calificándolos de «terroristas», y condena su «conducta criminal», mientras que el uso de la fuerza por parte de las autoridades ucranianas no merece el mínimo reproche.

En ninguna parte del texto se menciona la existencia de un golpe de Estado. Por otro lado, la Resolución abre la puerta a la adhesión de Ucrania a la OTAN. Al mismo tiempo, el rol de la Unión Europea se limita al de ayudar a Ucrania a implementar el Acuerdo de Asociación, que sin duda contribuirá a que se expandan las desigualdades en Ucrania y subyugará a ese país a los intereses de las potencias europeas.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. — La situación de Ucrania es aún hoy en día muy delicada, y queda aún mucho trabajo para garantizar la resolución positiva del conflicto que está viviendo la zona.

A pesar de esta situación, cabe destacar positivamente el firme compromiso político del democráticamente electo Gobierno ucraniano hacia la paz en su territorio y la planificación de un proceso de reformas estabilizadoras para el país. El actual Gobierno debe esforzarse en volver a poner en marcha su nación, garantizando así el bienestar de sus ciudadanos. Para ello, debe llevar a cabo importantes reformas entre las que destaco la necesidad de crear una oficina anticorrupción independiente, que serviría para erradicar la corrupción sistemática en el país. Las instituciones europeas deben prestar su máximo apoyo ante los esfuerzos del nuevo Gobierno, ya que beneficiará tanto a los ucranianos como a sus vecinos y al resto de ciudadanos europeos.

A su vez, es totalmente reprochable la continuidad, por parte de Rusia, de su política agresiva y expansionista. La UE debe continuar fomentando los canales diplomáticos, pero también mantener las sanciones existentes y evitar en la medida de lo posible los abusos de poder de Rusia.

Por ello voto favorablemente a esta propuesta.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. — Nakon što su pro-ruski separatisti preuzeli kontrolu nad velikim dijelom istočne Ukrajine te nakon što je Rusija na početku 2014. godine pripojila Krim, tenzije između Rusije i zapada su se povećale. Sjedinjene Američke Države, NATO i Europska unija smatraju Rusiju odgovornom za separatizam, stoga su joj nametnute sankcije.

Rezultati prijevremenih parlamentarnih izbora u Ukrajini znak su da ta zemlja želi ići putem europskih integracija. Provedba reformi nužan je preduvjet stabilizacije stanja. Europska unija mora pomoći Ukrajini na svaki mogući način u mirnoj reintegraciji okupiranog teritorija kao i u vraćanju ilegalno anektiranog Krima u ukrajinski ustavnopravni poredak.

Štvrtok 15. januára 2015

Podržavam ovu Rezoluciju i pozivam na hitno pronalaženje rješenja za krizu u Ukrajini. Snažno osuđujem destabiliziranje stanja u istočnoj Ukrajini od strane Rusije te pozivam na implementaciju sporazuma iz Minska.

Светослав Христов Малинов (PPE), *в писмена форма*. — В гласуваната днес, 15.01.2015 г., от Европейския парламент (ЕП) резолюция за ситуацията в Украйна водещите европейски политически групи успяха да се обединят около обща позиция на солидарност със страната и нейните граждани.

Резолюцията осъжда строго всички актове на тероризъм и криминално поведение на сепаратистите и другите незаконни сили в Източна Украйна. Обект на остра критика е агресивната експанзионистична политика на Русия, която представлява заплаха не само за целостта и независимостта на Украйна, но и за Европейския съюз като цяло. Особено удовлетворен съм от факта, че резолюцията подкрепя настоящия режим за налагане на санкции от страна на Съюза и застава твърдо за придържането към него, в случай че Русия продължи да дестабилизира Източна Украйна. Посланието на ЕП ясно гласи, че сключеното между ЕС и Украйна споразумение за асоцииране не представлява крайна цел в двустранните им отношения и напомня за възможността, предвид изявената европейска перспектива на страната, тя да кандидатства за присъединяване към Съюза.

Приветствам силния сигнал на подкрепа за европейските стремежи на Украйна, отразен в пълния текст на резолюцията. Отправлям пожелания за безпроблемно и успешно осъществяване на необходимите реформи, които предстоят на страната.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. — Es nobalsoju pret šo rezolūciju, jo tā tikai saasinās pašreizējo situāciju Ukrainas austrumos, nedos labumu miera panākšanai, kā arī nepalīdzēs miera sarunām starp visām konfliktā iesaistītajām pusēm. Neskatoties uz manas S&D grupas nostāju balsot pret visiem grozījumiem, ko piedāvāja GUE/NGL grupa, es atturējos un nobalsoju pret tiem (kā darīja citi mani kolēģi sociāldemokrāti). Šie grozījumi ir: aiz 1. punkta, grozījums Nr. 8 (angliski: military repression against the Donbas protest movement), grozījums Nr. 9 (angliski: criminalisation of communist ideology), grozījums Nr. 10 (angliski: withdrawal of Ukrainian aggression forces from Donbas), grozījums Nr. 11 (angliski: military aggressiveness of NATO), aiz 3. punkta, grozījums Nr. 6 (angliski: condemnation of attacks against the Communist party). Es nobalsoju par grozījumu 6. punktā, groz. Nr. 2 (angliski: stop sanctions against Russia), jo uzskatu, ka sankcijas nedod nekādu rezultātu un nedarbojas. Arī runājot par grozījumiem šajā tekstā, es nobalsoju pret 13. punkta oriģinālo tekstu, kas atļautu ES dalībvalstīm piegādāt ieročus Ukrainai (angliski: member states to provide defensive arms to Ukraine). Atkārtošos: kopumā es, paceļot roku, nobalsoju pret šo rezolūciju. Ukrainas krīzes jautājumā ir tikai viens ceļš — diplomātija un sarunas.

Νότης Μαρτιάς (ECR), *γραπτώς*. — Καταψηφίζω την κοινή πρόταση Ψηφίσματος διότι θεωρώ ότι δεν συμβάλλει στην εμπέδωση της ειρήνης στην περιοχή της Ουκρανίας.

Jiří Maštálka (GUE/NGL), *písemně*. - Především bych se chtěl znovu distancovat od představitelů EU a některých států členských zemí Unie, kteří se podíleli na rozpoutání politických vášní na Ukrajině. Vášně, které vyústily napřed ve svržení řádně zvoleného – byť mnohdy právem kritizovaného – prezidenta a následně v občanskou válku. Zorganizovaní parlamentních voleb v podmínkách občanské války, mediálního i fyzického násilí je legitimizací převratu jen pro ty, kdo nechápou, co je to svoboda a demokracie. Demokracie není „konečné řešení ruské otázky“ upalováním lidí v Oděse či ostřelováním obytných čtvrtí Donbasu. Demokracie je dohoda různých sociálních skupin, různých etnik, různých konfesí. Nikoli vítězství oligarchů nad chudinou, ne vítězství jedné jazykové skupiny nad jinou, ne jednoho patriarchátu nad druhým. Musíme dát jasně najevo státníkům v Kyjevě, Moskvě i ve Washingtonu, že pokládáme za jediný možný počátek řešení situace na Ukrajině okamžité zastavení bojů. V pluralitní společnosti, jako je ta ukrajinská, se musí různorodost odrazit i v ústavním pořádku. Je nutné připravit takové reformy, které posílí samosprávu, ochrání etnické i náboženské menšiny a zajistí ekonomický rozvoj. Protože společná rezoluce k tomuto tématu se ubírala pro mě zcela nepřijatelným směrem, hlasoval jsem proti.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. — Ho deciso di astenermi dal votare questa proposta di risoluzione, poiché ritengo che sia ancora prematuro che il Parlamento europeo esprima una sua visione definitiva rispetto alla situazione in Ucraina.

Ritengo tuttavia condivisibile il riferimento alla necessità di potenziare il dialogo diplomatico con la Russia, da parte dell'Alto rappresentante.

Štvrtok 15. januára 2015

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Ich hätte diesen Antrag abgelehnt, da er eine falsche Vorstellung von der Wirklichkeit wiedergibt. Anstelle einer nüchternen Problemdarstellung spiegelt der Antrag die antirussische Politik des Westens wider und macht somit eine konstruktive Auseinandersetzung mit dieser Thematik unmöglich.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. — Ce texte, dans la continuité des précédents, vise à renvoyer la responsabilité du conflit ukrainien sur la seule Russie. Il ignore pour cela les divers rapports des organisations internationales ou des ONG condamnant fermement les actes barbares de l'armée ukrainienne et de ses milices fascistes. Ce texte prévoit un soutien européen à l'armée ukrainienne, par l'envoi d'armement défensif. Les insurgés du Donbass, qui bénéficient pourtant d'un très fort soutien civil local, sont d'ailleurs qualifiés de terroristes. Le choix de se priver d'un commerce énergétique avec la Russie y est clairement assumé comme objectif, malgré son absurdité économique et diplomatique. Et pour finir, le texte prévoit de créer une stratégie de communication pour contrer la propagande russe et de «développer des instruments qui permettraient à l'UE et à ses membres de faire sa propre propagande à un niveau européen et national». Ainsi, nos médias, déjà massivement anti-Russes, ne suffisent pas, il faut créer des instruments de propagande assumée au niveau européen. Rappelons que la propagande n'est pas l'information. Sommes-nous donc en guerre avec la Russie? Je vote contre.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — A situação vivida na Ucrânia preocupa-me especialmente. Considero ser um país estratégico na Europa, que tem sido sucessivamente prejudicado pela Rússia. A UE não pode ignorar a escalada do conflito militar na Ucrânia oriental, em que se sabe que militares russos lutam contra as forças ucranianas ao lado dos rebeldes separatistas. A política externa da UE deve estar na linha da frente no que toca ao apoio inequívoco à Ucrânia na elaboração de um plano de paz. Temos que apoiar o Governo e o Presidente, que foram eleitos nas últimas eleições e ajudá-los a manter a Ucrânia una e soberana.

A UE deve manter boas relações de vizinhança com a Rússia, mas não deve deixar-se intimidar pelas suas ameaças sobre a Ucrânia. Devemos ser intransigentes na defesa da soberania da Ucrânia, nem que para isso tenhamos que alargar as medidas de embargo económico sobre a Rússia.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — I voted in favour of this resolution because it covers the multiple and complex issues that the conflict in Ukraine have raised. I support the resolution's call for swifter and more substantial technical assistance by the Commission's 'Ukraine Support Group' and the call for the international community to support the economic and political stabilisation of Ukraine. The Ukrainian people chose to move closer to Europe and we must therefore show full solidarity with them. The resolution also highlights the need to enhance the EU's energy security, thus reducing the EU's vulnerability to external pressure from actors that seek to use energy supplies as a bargaining tool.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. — Je condamne fermement les violences dans l'Est de l'Ukraine et appelle à l'application de l'accord de Minsk. Sa mise en œuvre est la condition sine qua non du dialogue politique qui reste la seule solution au conflit. En cela, je demande aux parties de mettre un terme aux propos belligères afin d'éviter toute radicalisation. Ce dialogue doit être mené en respectant les niveaux de gouvernance nationale, régionale et locale — dans le respect de l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine — afin d'établir un État ukrainien décentralisé. J'accorde une très grande importance à la disposition de la résolution appelant à améliorer la sécurité énergétique de l'Union, son indépendance et sa résilience face aux pressions extérieures, notamment par la mise en place d'une Union européenne de l'énergie.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — The resolution on Ukraine assesses the situation in the light of the formation of a new government in Kiev, the continuous violations of the ceasefire in eastern Ukraine, and the ongoing efforts for a peaceful resolution of the crisis. The resolution focuses on the need to move forward the reform agenda, calls on all parties, and in particular Russia, to fully respect the Minsk arrangements, and looks into the humanitarian aspect of the crisis. Therefore, I voted in favour of a resolution that stresses the need for the new Ukrainian Government to move forward the reform agenda and calls on all concerned parties to ensure a peaceful resolution of the crisis in eastern Ukraine.

Štvrtok 15. januára 2015

Sorin Moisă (S&D), *în scris*. — Uniunea Europeană nu pare destul de abilă pentru a contracara eficient războiul informațional al Rusiei în Ucraina, Moldova și în alte state vulnerabile din Estul Europei. Printre altele, rezoluția de față cere Comisiei Europene să propună o strategie coerentă, în două luni, pentru a contracara o propagandă bazată pe mult neadevăr și intimidare. Rezoluția cere, de asemenea, continuarea sau sporirea sancțiunilor împotriva Rusiei, într-un mod proporțional cu acțiunile destabilizatoare ale Rusiei. Este singura modalitate în care ne putem apăra, de fapt, de o agresiune stupefiantă, în formă continuă, asupra dreptului și ordinii internaționale.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. — A Ucrânia realizou eleições parlamentares, dando lugar a um novo Governo formado por forças pró-europeias que dispõe de uma maioria constitucional. Foi já adotado um acordo de coligação que estabelece os fundamentos de um rigoroso processo de reformas destinado a fomentar uma maior integração europeia.

Considero que está na altura da Rússia deixar de apoiar as forças separatistas nos territórios mais a leste, nomeadamente em Donetsk e Luhansk, e sair definitivamente da Crimeia que anexaram de forma claramente ilegal.

Gostaria de dar o meu apoio às medidas sancionatórias adotadas pela comunidade internacional, sublinhando que a manutenção, o reforço ou a reversibilidade das medidas restritivas da UE devem depender da atitude da própria Rússia e da situação na Ucrânia.

Por fim, gostaria de expressar toda a minha solidariedade e apoio ao povo ucraniano, assim como às reformas económicas e políticas que estão a ser implementadas para modernizar o país.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. — Le Parlement européen a proposé un projet de résolution univoque, empreint d'idéologie antirusse et témoignant d'une mauvaise foi manifeste. Le texte assume clairement la demande d'une plus grande implication des États Unis dans un conflit qui ne les concerne absolument pas. Mais surtout, il convient d'extraire une phrase de ce texte: «Fait part de son entière solidarité avec l'Ukraine et avec sa population; tient à rappeler son engagement envers l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières et le choix européen de l'Ukraine». Comment l'Union européenne peut-elle prétendre défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale alors qu'elle s'est construite sur la dilution de la souveraineté des peuples et qu'elle a rendu vide de sens l'intégrité territoriale en imposant le principe de libre circulation. Mais le plus choquant, c'est que l'Union européenne passe totalement sous silence les multiples violations des droits de l'homme et massacres commis par l'armée ukrainienne, le dernier en date étant la mort de 30 civils dans le quartier de Gorlovka à la suite de bombardements par l'aviation ukrainienne.

Pour toutes ces raisons, j'ai évidemment voté contre ce projet de résolution.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — I voted for this resolution as it reiterates support for non-recognition of Crimea and clarifies that the sanctions imposed on Russian individuals and industries is not directed against Russia or its people but are means to finding a peaceful solution to the conflict in the region.

David Martin (S&D), *in writing*. — I voted for this report and welcome its call for the resumption of a genuine and inclusive national dialogue that could also lead to a solution for the payment of social allowances and pensions and the provision of humanitarian assistance by the Ukrainian Government to the conflict-zone population; it takes the view that it is of crucial importance to impartially and effectively investigate all major moments of violence, including those of Maidan, Odesa, Mariupol, Slovyansk, Ilovaysk and Rymarska; it believes that civil society organisations can play an important role in facilitating people-to-people contacts and mutual understanding in Ukraine, as well as promoting democratic change and respect for human rights; it urges the EU to step up its support for civil society.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. — Ho sostenuto la risoluzione del Parlamento europeo sulla situazione in Ucraina.

L'Unione europea ha il dovere di continuare a sostenere ogni sforzo del governo ucraino al fine di consolidare il processo per il raggiungimento di una pace effettiva.

Štvrtok 15. januára 2015

È prioritario un intervento immediato da parte delle istituzioni internazionali e di tutte le parti coinvolte nel conflitto, per sostenere un rapido processo di risoluzione del suo conflitto interno.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — L'Unione europea ha il dovere di continuare a sostenere ogni sforzo del governo ucraino volto a riaffermare la propria sovranità e indipendenza, attraverso profonde riforme del suo sistema giudiziario e attraverso l'adozione di nuove misure che perseguano la garanzia dello Stato di diritto, la lotta alla corruzione, la tutela della libertà di stampa e dei diritti delle sue minoranze. Con questa risoluzione intendiamo, poi, sottolineare anche la grave situazione umanitaria che si è venuta a creare negli ultimi mesi nei territori orientali del paese e che richiede un intervento immediato da parte delle istituzioni internazionali (Nazioni Unite, Croce Rossa). Chiediamo a tutte le parti coinvolte nel conflitto di favorire la piena attuazione delle disposizioni contenute nel protocollo di Minsk e agli Stati membri di procedere quanto più rapidamente possibile alla ratifica dell'accordo di associazione UE-Ucraina, come primo passo per un rapido processo di avvicinamento dell'Ucraina ai valori e ai principi democratici e di sostegno a un rapido processo di risoluzione del suo conflitto interno.

József Nagy (PPE), *írásban*. — Nagyon fontos az Európai Parlament kiállása Ukrajna mellett, ezért szavaztam meg ezt az állásfoglalást. Ukrajnában háború dúl, s egyre több a civil áldozat, ezért kötelességünk erőteljesen s egységesen fellépünk. A minap az oroszbarát szakadárok 11 civilt gyilkoltak meg Donyecknél, s dúlnak a harcok most is a repülőtérért.

Közben Oroszország rendkívül súlyos gazdasági helyzetben van, s a szankciók miatt nem egyértelmű a kiút számára a válságból. Mindez nem motiválta Putyint, hogy a békétárgyalásokban előbbre jussanak Ukrajnával, hiszen azok Berlinben fagypontra jutottak.

A háború azonban nem csak a fegyverek miatt borzasztó Ukrajna lakosai számára, hanem a már amúgy is gyenge gazdaságot is gyakorlatilag romokba döntötte. Ennek a levét pedig nem az ukrán oligarchák isszák meg, hanem az ukrán nép. Bízom benne, hogy sikerül továbbra is egységes álláspontot kialakítani az EU–Oroszország kapcsolatban. Az Ukrajnával aláírt társulási szerződés aláírása óta fokozottan felelősek vagyunk abban, hogy a békét elősegítsük. Ez pedig úgy tűnik, mégiscsak gazdasági vonalon lesz lehetséges.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am cosemnat și votat această rezoluție, deoarece aceasta încurajează autoritățile din Ucraina să continue reformele politice și socio-economice începute, în vederea construirii unui stat prosper și democratic, bazat pe statul de drept. De asemenea, prin textul său, rezoluția Parlamentului European sugerează că organizațiile din societatea civilă ar putea juca un rol mai important în dialogul social și civic din Ucraina, precum și în promovarea schimbărilor democratice și a respectării drepturilor omului.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. — Die Lage in der Ukraine verschärft sich von Tag zu Tag. Das Land ist nach wie vor auf der Suche nach seiner Identität. Es müssen Wege gefunden werden, um die Solidarität unter den Mitgliedstaaten zu verbessern, wenn die Krise mit Russland weitergeht. Es wurden bereits Milliarden in die Ukraine investiert, und schon wieder ist von einer erneuten finanziellen Unterstützung die Rede. Bislang steht es im Ungewissen, wofür genau das Geld verwendet werden sollte. Aufgrund der zahlreichen Unklarheiten habe ich gegen diesen Antrag gestimmt.

Younous Omarjee (GUE/NGL), *par écrit*. — J'ai voté contre la résolution commune sur la situation en Ukraine car elle est clairement unilatérale en faveur du gouvernement de Kiev, tandis que la situation sur place ne permet pas de prendre une position aussi biaisée, surtout quand on sait qu'une des causes du conflit qui déchire actuellement l'Ukraine était le soutien direct de l'UE au rapprochement entre Kiev et Bruxelles.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. — Toetasin resolutsiooni. Probleem number üks on jätkuv konflikt Ida-Ukrainas ning Krimmi annekteerimine Venemaa poolt. Eile ja üleeile riiksid nn separatistid relvatahu vähemalt 84 korral ning muu hulgas tapeti reisibussis üle kümne inimese. Konflikti lõpetamise võti on aga paraku Venemaa käes. Ukraina saab aga ise lõpuks alustada ulatuslikku võitlust korruptsiooni vastu ning põhjalikku reformide läbiviimist. Aega ei ole selleks lõputult.

Pier Antonio Panzeri (S&D), *per iscritto*. — Ho espresso il mio voto favorevole alla risoluzione del Parlamento europeo sulla situazione in Ucraina in quanto ritengo che l'annessione illegale della Crimea da parte della Russia rappresenti la più grave violazione del principio della sovranità territoriale avvenuta in Europa a seguito della seconda guerra mondiale. La Russia con la sua politica ha esercitato più volte pressioni sui paesi ex satelliti al fine di ristabilire l'influenza perduta. È doveroso che l'UE adotti una risposta decisa, coerente e globale a favore dell'indipendenza, della sovranità, dell'integrità territoriale e dell'inviolabilità delle frontiere, che si traduca, dunque, in una nuova strategia nei confronti

Štvrtok 15. januára 2015

della Russia. La difficile situazione umanitaria legata alle condizioni degli sfollati interni in Ucraina e in Crimea necessita di un impegno concreto da parte della Commissione e del Commissario per gli aiuti umanitari. Ritengo quindi fondamentale insistere sulla linea politica del non riconoscimento dell'annessione della Crimea e delle elezioni tenutesi a Donec'k e Luhans'k il 2 novembre 2014. Solo attraverso una voce forte e unica dei 28 Stati membri dell'Unione europea gli sforzi finora intrapresi potrebbero portare a dei risultati concreti.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. — Considerate le precedenti conclusioni del Consiglio europeo e le risoluzioni del Parlamento europeo sull'Ucraina, considerati i problemi sociopolitici che la stessa continua ad affrontare e che ne minano la stabilità e la prosperità, considerata la necessità di un maggiore controllo delle frontiere e del traffico di armi da parte di Mosca, al fine di consolidare il processo per il raggiungimento di una pace effettiva, considerata l'esigenza di una efficace assistenza alla popolazione locale, soprattutto per gli sfollati e i rifugiati, considerata la necessità di una maggiore assistenza finanziaria a favore dell'Ucraina per promuoverne l'ingresso nell'Unione, per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), *par écrit*. — Tout en accusant la Russie d'envenimer la situation, le Parlement européen se propose d'envoyer des armes au gouvernement de Kiev. L'Union européenne échoue encore une fois à se poser en intermédiaire pour la construction de la paix et mène un pays vers la guerre civile sans même sembler s'en rendre compte. Une résolution aussi peu nuancée et à charge de la seule Russie, sans aucune remise en cause de l'attitude du gouvernement de Kiev, n'est pas acceptable. Je vote donc contre.

Pina Picierno (S&D), *per iscritto*. — Ho votato questa risoluzione perché la grave situazione che si è venuta a creare, nell'ultimo anno, in Ucraina rappresenta una minaccia non soltanto per quei territori, ma per l'Europa intera. La guerra ibrida e non dichiarata che la Russia sta portando avanti con la complicità dei separatisti ucraini non è più tollerabile. Gli atti di terrorismo, le intimidazioni, i flussi di armi, i ricatti energetici devono finire. Per questo l'Unione Europea deve agire su due fronti: da un lato portare avanti il regime di sanzioni stabilito per la Russia, fino a quando Mosca non rispetterà quanto definito nel protocollo di Minsk; dall'altro affiancare il governo filoeuropeo del presidente Porosenko, uscito da regolari elezioni nell'ottobre 2014, nel portare a termine il processo di riforme per la costruzione di uno Stato democratico, nella tutela dei diritti e delle esigenze dei cittadini.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. — Nonostante ritengo di primaria importanza che l'UE, insieme alle autorità ucraine, intervenga in maniera decisa, ma nel pieno rispetto del diritto internazionale e dei principi di neutralità, imparzialità e indipendenza, per alleviare le sofferenze della popolazione dell'Ucraina, che a causa del conflitto paga un salato prezzo in termini umanitari e di emergenza sanitaria, ho deciso di astenermi sulla risoluzione in attesa della ripresa del dialogo fra le parti coinvolte. Ciò al fine di comprendere in maniera più approfondita cosa è veramente necessario fare affinché la ripresa delle negoziazioni porti ad una soluzione politica realmente condivisa e stabile, così da scongiurare la balcanizzazione del conflitto nell'Ucraina orientale e in Crimea.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — Les atteintes répétées aux cessez-le-feu par les forces prorusses sont un fait. Je salue ainsi le courage des parlementaires européens de faire état de la situation en Ukraine. Il est une grande indignation que de constater que les violations aux accords de Minsk minent à la fois les relations entre la Russie et l'Ukraine, mais avant tout nuisent au bien-être des populations.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — Votei favoravelmente a presente resolução referente à crise da Ucrânia e o estado das relações entre a UE e a Rússia por considerar que, tendo em conta o facto de o cessar-fogo de 5 de setembro de 2014 estar a ser sistematicamente violado pelos separatistas e pelas forças russas, se impõe dirigir às partes um apelo para que evidenciem todos os esforços no sentido da aplicação integral e de boa fé do Protocolo de Minsk e exortar a Rússia a retirar imediatamente todos os meios militares e todas as suas forças da Ucrânia e a pôr termo a qualquer apoio, direto ou indireto, às ações das milícias separatistas. Neste sentido, o atual regime de sanções da UE contra a Rússia deverá manter-se até que Moscovo se disponha a modificar a sua política atual e a contribuir ativamente para uma solução pacífica para a crise ucraniana.

Štvrtok 15. januára 2015

Associo-me igualmente à manifestação de solidariedade para com a Ucrânia e o seu povo e saúdo o compromisso reformista das respetivas autoridades no sentido de uma maior aproximação à UE.

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette résolution qui condamne les agissements russes en Ukraine et lui témoigne son entière solidarité. Nous invitons notamment le Conseil européen à mettre le sujet sur la table du sommet qui se tiendra en mars, et à adopter un cadre de référence strict pour définir si les sanctions peuvent être levées ou non. Par ailleurs, l'Ukraine a besoin d'appuis externes pour faire face à la situation actuelle: nous appelons l'Union européenne à agir de toute urgence face à la crise humanitaire qui la frappe actuellement, et à fournir une aide technique plus conséquente en détachant notamment des conseillers pour l'aider à la mise en œuvre des réformes.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. —

Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la Resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Teresa Rodríguez-Rubio (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado en contra de la Resolución sobre la situación en Ucrania porque, ante la situación de conflicto que se mantiene desde hace meses, así como ante la debilidad actual del alto el fuego, sigue considerando a Rusia como único responsable del conflicto, manteniéndose por parte de la Unión Europea una posición desafiante insistiendo en las sanciones a Rusia, que hasta el momento únicamente han provocado una situación de crisis en el sector agrario con consecuencias significativas para los agricultores.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. — Je me félicite du vote de cette résolution qui invite toutes les parties à mettre en oeuvre le protocole de Minsk sans plus attendre dans son intégralité et à ainsi montrer leur véritable détermination en faveur de la désescalade du conflit. La résolution demande en outre à la Russie d'autoriser le contrôle international de la frontière russo-ukrainienne, d'user de son influence auprès des séparatistes pour veiller à ce qu'ils respectent le cessez-le-feu et d'oeuvrer de manière constructive à la mise en oeuvre de l'accord de Minsk. Le Parlement européen a également encouragé l'adoption de mesures de confiance pour soutenir les efforts de paix et de réconciliation et souligné, dans ce contexte, l'importance d'un dialogue politique inclusif et d'un programme économique pour le redressement de l'économie du Donbass.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — Em 26 de outubro de 2014, os ucranianos votaram a favor de um governo favorável ao aprofundar de relações com a UE, numas eleições caracterizadas pela diversidade de candidaturas e pelo respeito das liberdades fundamentais.

A maioria parlamentar eleita possui agora condições para introduzir alterações à Constituição e implementar o conjunto de reformas necessárias para impulsionar a vocação europeia da Ucrânia. Não obstante, este objetivo conta com uma forte oposição por parte da Rússia e dos movimentos separatistas pró-russos.

Urge por isso, dar uma resposta eficaz a este terrível conflito, condenando a política agressiva e expansionista da Rússia, que constitui uma ameaça à unidade e independência da Ucrânia, exigindo o cumprimento das suas obrigações e a aplicação dos acordos de Minsk na sua totalidade, segundo os princípios da boa-fé, do Estado de direito e ao abrigo das disposições internacionais aplicáveis e com as quais a Rússia se comprometeu.

Štvrtok 15. januára 2015

Ao nível das reformas a encetar por parte da Ucrânia, considero essencial, desde já, que a Comissão ajude a elaborar um plano para a Ucrânia que inclua um plano de ação humanitária forte e prioridades para as ações de consolidação do próprio Estado, critérios tangíveis e um calendário para a sua aplicação.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — Compte tenu de la situation difficile en Ukraine, l'Union européenne doit affirmer son soutien à son voisin qui s'est engagé dans un processus de réformes important.

Nous devons encourager l'Ukraine à maintenir ses efforts dans la mise en œuvre de l'accord d'association UE-Ukraine dont la réalisation d'un accord de libre-échange complet et approfondi fait partie.

Il est également impératif que la Russie respecte le cessez-le-feu, retire les troupes russes et les groupes illégalement armés du territoire ukrainien et respecte l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Enfin notons que par cette résolution, le Parlement européen demande à la Commission de présenter prochainement une stratégie de communication afin de contrer les différentes campagnes de communication lancées par la Russie et dirigées notamment vers l'UE.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado en contra de la Resolución sobre la situación en Ucrania porque, ante la situación de conflicto que se mantiene desde hace meses, así como ante la debilidad actual del alto el fuego, sigue considerando a Rusia como único responsable del conflicto, manteniéndose por parte de la Unión Europea una posición desafiante insistiendo en las sanciones a Rusia, que hasta el momento únicamente han provocado una situación de crisis en el sector agrario con consecuencias significativas para los agricultores.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución sobre la situación en Ucrania sometida a votación reúne todas las falsedades que se han vertido en los medios de comunicación sobre el conflicto en ese país y hace un análisis cuyo único objetivo es justificar, por un lado, la política comercial europea hacia el Este de Europa y, por el otro, los razonamientos geopolítico de Estados Unidos; motivo por el cual he votado en contra con total convencimiento. De este modo, el texto se centra en atacar a los militantes rusófonos, calificándolos de «terroristas», y condena su «conducta criminal», mientras que el uso de la fuerza por parte de las autoridades ucranianas no merece el mínimo reproche.

En ninguna parte del texto se menciona la existencia de un golpe de Estado. Por otro lado, la Resolución abre la puerta a la adhesión de Ucrania a la OTAN y, en cada ocasión en la que surge la oportunidad, se culpa a la actitud de Rusia de la situación, mientras que Estados Unidos, país implicado en el golpe de Estado, no aparece mencionado en todo el texto. Al mismo tiempo, el rol de la Unión Europea se limita al de ayudar a Ucrania a implementar el Acuerdo de Asociación, que sin duda contribuirá a que se expandan las desigualdades en Ucrania y subyugará a ese país a los intereses de las potencias europeas.

Czesław Adam Siekierski (PPE), *na piśmie*. — Ukraina boryka się obecnie z licznymi problemami, które poniekąd można sprowadzić do dwóch podstawowych wyzwań: reform wewnętrznych oraz zakończenia konfliktu zbrojnego na wschodzie kraju. Obecny rząd był w stanie odnieść pewne sukcesy;; sytuacja jest jednak trudna, a integralność i trwała suwerenność państwa nadal nie są dostatecznie zagwarantowane.

Zmiany w państwie w pierwszej kolejności powinny dotyczyć reformy konstytucyjnej i dążenia do decentralizacji, reformy wymiaru sprawiedliwości, zmian w ordynacji wyborczej oraz polepszenia klimatu biznesowego i uczynienia go bardziej przejrzystym. Ukraina szuka wsparcia ze strony UE i otrzymuje je, zarówno w formie finansowej, humanitarnej, jak i politycznej. Potrzeby kraju są jednak znacznie większe niż otrzymywana pomoc, gdyż Ukraina jest osłabiona nie tylko przez trwający obecnie konflikt, ale również działania ze strony Federacji Rosyjskiej z okresu jeszcze przed obecnym zaognieniem stosunków. Jakielkolwiek zmiany ustrojowe komplikuje dodatkowo wysoki poziom korupcji oraz fakt, że na terenie kraju prowadzone są działania wojenne.

Štvrtok 15. januára 2015

Potrzebne są rozwiązania dyplomatyczne zmierzające do ograniczania sytuacji prowadzącej do wielu niekorzystnych skutków ekonomicznych. Postępujące osłabienie gospodarcze Ukrainy dodatkowo utrudnia wprowadzanie reform oraz zmniejsza możliwości zapewnienia przez ten kraj swoim obywatelom ochrony, opieki medycznej i innych świadczeń, perspektyw dla ludzi młodych, itd.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the joint motion for a resolution on the situation in Ukraine. Today's vote shows that the majority of Members of the European Parliament have expressed full solidarity with Ukraine and its people. Once again the European Parliament has reiterated its commitment to the independence, sovereignty, territorial integrity and European choice of Ukraine. Together we condemn the acts of terrorism and criminal behaviour of the separatists and other irregular forces in eastern Ukraine.

Davor Škrlec (Verts/ALE), *napisan*. — Nisam podržao rezoluciju o Ukrajini jer smatram kako je potrebno ukazati Rusiji na moguće sankcije koje će imati ukoliko nastavi s kršenjem ljudskih prava u Ukrajini. Međutim, smatram kako nije svrsishodno inzistirati na daljnjem povećanju sankcija.

Predložene sankcije imale su za cilj prisiliti rusku vladu na promjenu njezine aktualne politike i ukazati na potrebu za konstruktivnim rješavanjem ukrajinske krize. Navedeno smatram neučinkovitim načinom rješavanje krize jer je za potpuno pomirenje uključenih strana potreban obostrani konsenzus. Dugotrajno političko rješenje krize jedini je put ka pomirenju zavađenih strana i jačanju jedinstva zemlje. Također, rezolucijom su se zahtijevali stroži uvjeti za pružanje bilo kakve financijske pomoći Ukrajini u borbi protiv korupcije. Ukrajini je potrebna snažnija potpora kako bi se lakše nosila s trenutnim problemima, uključujući korupciju i kršenje ljudskih prava.

Europska unija predstavlja snažan oslonac Ukrajini u nastojanjima da postane neovisna, demokratska, suverena i teritorijalno cjelovita zemlja.

Smatram kako Europska unija može pružiti Ukrajini potrebnu pomoć i vodstvo, kako bi ista što prije provela nužne reforme te okončala krizno stanje u kojem se trenutno nalazi.

Igor Šoltes (Verts/ALE), *pisno*. — Konec oktobra 2014 so v Ukrajini potekale parlamentarne volitve. Kljub nemirom, ki potekajo v državi, so volitve potekale mirno in demokratično. Nova vlada, ki jo sestavljajo proevropske sile, ima večino za sprejetje potrebnih reform in sporazumov. Slednje so pomembne za hitrejšo evropsko integracijo, modernizacijo in razvoj države, vpeljavo demokracije in vladavino prava. Kljub temu, si ne smemo zatiskati oči, da je situacija zelo resna. Oboroženi konflikt na vzhodu Ukrajine je povzročil več tisoč smrtnih žrtev, pustil ogromno ranjenih oseb in več sto tisoč oseb je moralo zapustiti svoje domove. V okupiranem vzhodnem delu in na Krimu dnevno prihaja do kršenja človekovih pravic, vključujoč ustrahovanje prebivalcev in izginjanje oseb. Iz tega razloga izražam popolno solidarnost z Ukrajino in njenimi državljani. Obsojam kakršno koli teroristično dejanje ali kaznivo ravnanje s strani separatistov ali drugih nezakonitih sil v vzhodni Ukrajini. Obenem pa toplo pozdravljam pozitivno ocenjene oktobrske volitve, ki so potekale mirno kljub težki politični situaciji v državi. V težkih trenutkih je potrebno Ukrajini nuditi ekonomsko in politično podporo, da se bo država čim hitreje stabilizirala in situacija umirila. Predvsem, da bodo državljani imeli možnost do boljšega življenja. Ker želim, da se situacija izboljša, sem podprl resolucijo in glasoval zanjo.

Ivan Štefanec (PPE), *pisomne*. — Utorňajší útok na ukrajinský autobus musíme odsúdiť rovnako ako parížske udalosti. Jednoznačnú vinu na smrti desiatich ľudí nesie prezident Putin, ktorý v sebe nedokáže nájsť dostatok politickej odvahy, aby prestal podporovať separatistov. Len na základe toho sa môže naštartovať mierový proces.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. — Podražavam ovu Rezoluciju o situaciji u Ukrajini koja snažno osuđuje agresivnu politiku Rusije, koja predstavlja prijetnju jedinstvu i nezavisnosti Ukrajine, te njezinu vojnu intervenciju i zauzimanje dijela ukrajinskog teritorija.

Naglašavam da je nezakonito pripajanje Krima prvi slučaj nasilne promjene granica i prisvajanja dijela teritorija druge države u Europi nakon Drugog svjetskog rata.

Ovom rezolucijom pozivamo institucije EU-a da snažno i odlučno odgovore na krizu u kojoj Rusija zanemaruje slobodu, demokraciju, suverenitet i teritorijalnu cjelovitost druge zemlje.

Štvrtok 15. januára 2015

Svakako naglašavam da politički i diplomatski kanali prema Rusiji moraju ostati otvoreni kako bi se diplomatskim putem pronašlo rješenje sukoba.

Europski parlament daje apsolutnu potporu formiranoj proeuropskoj većini kojom se postavljaju temelji za rigorozan proces reformi usmjerenih na poticanje daljnje europske integracije.

Dubravka Šuica (PPE), napisan. - Podržavam izjavu potpredsjednice Komisije o stanju u Ukrajini i izražavam zabrinutost zbog stanja u toj zemlji. Izvješće podržava ukrajinsku vladu u provođenju reformi. EU se zalaže za razvoj demokracije, ljudskih sloboda, teritorijalnu integraciju i vladavinu prava u Ukrajini, a kritizira aneksiju Krima od strane Rusije što su učinile i druge uvažene međunarodne institucije. EU također podržava ukrajinski put prema euro-atlantskim integracijama. Osuđuje sve oblike vojnih akcija Rusije i sve pretenzije na ukrajinski teritorij. Podržavam poziv ukrajinskim vođama da ulože maksimalne napore kako bi iskorijenili strukturnu korupciju te da podupru razvoj antikorupcijskog odbora u Ukrajini. Istaknuta je važnost stabilnosti i energičke sigurnosti u EU-ovom susjedstvu. Istaknut je stav ruskog ministra energije koji trilateralni ugovor između EU-a, Rusije i Ukrajine o dostavi ruskog plina u Europu smatra neobvezujućim. EU će poduzeti sve da se što prije uspostavi mir i stabilnost te da Ukrajina krene demokratskim putem.

Pavel Svoboda (PPE), písenně. — Podpořil jsem dnešní rezoluci o situaci na Ukrajině, jelikož je stále třeba zdůrazňovat požadavky na zajištění územní celistvosti Ukrajiny a odsoudit agresivní politiku současného vedení Ruské federace. Podporuji snahu stanovit další podmínky, jejichž splnění bude předpokladem dalšího nerozšiřování sankcí vůči Ruské federaci. Vítám taktéž zmínku o pozastavení dodávky francouzské vojenské lodě Ruské federaci, o což jsem se zasazoval i zde v Evropském parlamentu.

Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL), γραπτώς. – Το Ψήφισμα επιχειρεί να εξωραΐσει και να αντιστρέψει την αλήθεια για το συνεχιζόμενο δράμα του ουκρανικού λαού. Η αλήθεια είναι ότι τον Φλεβάρη του 2014 διενεργήθηκε πραξικόπημα στη χώρα, στο οποίο συμμετείχαν ενεργά ακροδεξιά και νεοναζιστικά στοιχεία. Ακολούθως, το ουκρανικό καθεστώς εξαπέλυσε επιχείρηση άγριας καταστολής της λαϊκής αντίστασης στο πραξικόπημα, ενώ μέχρι σήμερα ο ουκρανικός στρατός συνεχίζει να σκοτώνει τον λαό του στην Ανατολική Ουκρανία. Οι πρόσφατες εκλογές διεξήχθησαν μέσα σε συνθήκες βίας και τρομοκρατίας κάθε αντίθετης φωνής, ιδιαίτερα των κομμουνιστών και όλων όσων διαφωνούν με την εθνικιστική, νεοφιλελεύθερη και φιλοδυτική ατζέντα του σημερινού καθεστώτος. Η επιθετικότητα του NATO στην Ανατολική Ευρώπη και η πολιτική των κυρώσεων της ΕΕ σε βάρος της Ρωσίας υπονομεύουν την ειρήνη και την ασφάλεια της ηπείρου μας ενώ ταυτόχρονα θυματοποιούν τους λαούς μας. Ζητούμε: απόσυρση των ουκρανικών στρατευμάτων από το Ντονμπάς, ακύρωση των στρατιωτικών σχεδίων του NATO στην Ανατολική Ευρώπη, τερματισμό των κυρώσεων σε βάρος της Ρωσίας, αφοπλισμό των παραστρατιωτικών ακροδεξιών ομάδων στην Ουκρανία, άρση της ποινικοποίησης του ΚΚ Ουκρανίας, αναστολή της Συμφωνίας Σύνδεσης ΕΕ-Ουκρανίας και τερματισμό των αντιλαϊκών πολιτικών ΕΕ-ΔΝΤ-Κυβέρνησης Ποροσένκο (σαρωτικές ιδιωτικοποιήσεις, λιτότητα, κατάργηση εργατικών δικαιωμάτων) οι οποίες επιτείνουν την εξαθλίωση του ουκρανικού λαού.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. — Η ΕΕ πρέπει να διαφοροποιήσει τη στάση της απέναντι στη Ρωσία και την Ουκρανία. Μια πιο θετική στάση απέναντι στη Ρωσία θα αποφέρει περισσότερα θετικά αποτελέσματα.

Tibor Szanyi (S&D), írásban. – A következő időszakban Ukrajna sorsa lesz közös kül- és biztonságpolitikánk, illetve a keleti partnerség igazi tesztje. Erőfeszítéseink kimenetele a térség és az egész kontinens biztonsága és stabilitása szempontjából meghatározónak bizonyulhat. Az EU sikeres ukrajnai szerepvállalásának kulcsa a következetesség és az egység: következetesség közös fellépésünkben az erőszak beszüntetéseért, a minszki megállapodás maradéktalan betartásáért, és mindenekelőtt a Krim félsziget illegális annektálásának elutasításában kell megjelenjen, egyértelműen beleértve az eredeti állapot visszaállításának követelését. Ez elvi kérdés, ami nem rendelhető alá a politikai pragmatizmus szempontjainak.

Štvrtok 15. januára 2015

Az egység az Unió és tagállamai politikájában, különösen az Oroszországgal szembeni magatartásunkban és a szankciók kérdésében kell, megtestesüljön. A Moszkvával való együttműködés helyreállítása kívánatos, de ez csak valódi EU-orosz párbeszéd keretében érhető el. Minden olyan tagállami törekvés, amely partikuláris gazdasági érdekek és egyéni politikai célok mentén homályos különalkukkal szolgálja ki Putyin taktikáját, súlyosan árt Ukrajna, a térség és az Unió érdekeinknek. A főképviselőnek – a Bizottság és az Európai Tanács teljes tekintélyére is támaszkodva – mindent meg kell tennie azért, hogy egy tagállam kormánya se kompromittálhassa tovább az EU egységét az orosz, illetve az ukrán kérdés kezelésében. Tekintettel arra, hogy a közös állásfoglalás e kérdésekre megfelelően reflektál, azt szavazatommal magam is támogattam.

Dario Tamburrano (EFDD), per iscritto. — Ritengo che la democrazia e la riappacificazione di popoli che si sono fatti la guerra per secoli debbano essere valori fondanti dell'UE, che non ha bisogno di una politica filorussa o antirussa, ma di una politica di pace per sventare la minaccia dello scoppio ai suoi confini della terza guerra mondiale.

Il testo di questa risoluzione condanna esclusivamente i separatisti filorussi e la Russia e dimentica le stragi e i profughi di civili di lingua russa in atto oggi in Ucraina.

Dimentica inoltre che il governo ucraino:

- ha ai suoi ordini reparti armati come il battaglione Azov di ispirazione neonazista, il cui emblema era già in uso presso reparti delle SS;
- comprende tre ministri stranieri, tra cui un'ex dipendente del Dipartimento di Stato statunitense, scelti da un'agenzia internazionale di *recruiting* sponsorizzata dal finanziere Soros, il quale per sua ammissione, ha giocato un ruolo nelle vicende ucraine dello scorso anno.

Ho pertanto votato contro questa risoluzione perché:

- ripudia di fatto il sangue con cui l'Europa si è liberata in passato dal nazismo e dalle pulizie etniche
- non coincide a mio parere con l'interesse, i valori e la volontà della maggior parte dei cittadini europei.

Charles Tannock (ECR), in writing. — The crisis in Ukraine, including Russia's annexation of Crimea in March 2014, continues to cause a strategic shock for Europe. Russian aggression has threatened the European security order that we have taken for granted since the end of the Cold War. The sending of troops into Crimea and arming militants in eastern Ukraine has significantly heightened tensions in neighbouring countries, and it would seem that Russia's actions imply that the Kremlin is no longer interested in a partnership with Europe. In response to this violation of international law, the EU has adopted a number of sanctions against Russia. Even though a new government has been formed in Ukraine, the situation in the east is still challenging, with the ceasefire constantly being broken by the Russian-led separatists in addition to an upsurge of regular Russian troops sent into the region. Whilst it has been suggested that Ukraine should attempt to compromise with Russia, this currently seems implausible, as Mr Poroshenko recently tweeted 'we are prepared for a scenario of total war'. My Group wholeheartedly supports the territorial integrity of Ukraine and continues to loudly call for withdrawal of Russian troops from the eastern part of the region, and in Crimea, the control over which must be returned to Kiev.

Marc Tarabella (S&D), par écrit. — J'ai voté en faveur de la résolution. Le maintien de l'embargo russe est toujours d'actualité vu que la situation évolue toujours à l'encontre des valeurs européennes. De l'autre côté, nous avons décidé d'accorder une nouvelle aide «macro-financière» à l'Ukraine, sous la forme de prêts à moyen terme d'un montant maximal de 1,8 milliard d'euros.

Cette aide, qui doit être approuvée par le Conseil des ministres et le Parlement européen, doit aider l'Ukraine à faire face aux difficultés majeures auxquelles elle est confrontée, notamment la faiblesse de sa balance des paiements et de sa situation budgétaire.

«Nos actes en disent beaucoup plus long que nos paroles». L'Union européenne a déjà apporté un soutien financier sans précédent et la proposition présentée aujourd'hui prouve que nous sommes prêts à continuer. C'est cela, la solidarité européenne.

Štvrtok 15. januára 2015

Cependant il y a des conditions: le versement de la dernière tranche de 250 millions d'euros doit intervenir sous peu, sous réserve de la bonne mise en oeuvre par l'Ukraine des mesures convenues. Car l'aide européenne n'est pas inconditionnelle: pour en bénéficier, Kiev doit respecter une série de critères de réforme, en matière de budget, de banques, d'énergie ou de système judiciaire.

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. — I have voted in favour of the draft resolution on the situation in Ukraine in order to keep the focus on this very issue and thus contribute to a peaceful resolution. I am glad that we could have once again expressed the solidarity with Ukraine and its people, many of whom live in continuously deteriorating conditions. I am satisfied by the explicit mention of the need to continue with the sanctions against Russia and with the call to have the sanctions as a part of a broader approach towards Russia. I equally welcome the condemnation of Russia's aggressive and expansionist policy. On the other hand, the resolution rightly expects Ukraine to implement deep reforms.

Traian Ungureanu (PPE), *în scris*. — Salut rezoluția adoptată de Parlamentul European asupra situației din Ucraina. În lumina ultimelor evenimente însă, devine extrem de important ca Uniunea Europeană să acționeze unitar în ce privește poziționarea față de Rusia. Mai exact, se impune ca atât statele membre, cât și Uniunea Europeană, prin toate instituțiile sale, să reziste tentației de a aborda așa-numite poziții „flexibile” în relația cu Rusia. Este nevoie să se mențină poziții decise și să nu se mai cedeze prin concesii și exprimări diplomatice unor abuzuri grave și evidente. În aceeași măsură, este extrem de important ca Uniunea Europeană să nu facă greșeala de a accepta așa-zise semnale pozitive din partea Rusiei de a suspenda sancțiunile impuse Rusiei în luna martie, odată cu expirarea lor. În absența unor schimbări de atitudine și acțiune, aceste sancțiuni trebuie prelungite și întărite.

Totodată, în lumina noilor amenințări de securitate la adresa Uniunii Europene, care se confruntă cu situația unui conflict deschis la granița sa estică, devine extrem de important ca UE să consolideze cooperarea atlantică și să sprijine demersurile de întărire a capacităților defensive pe flancul de est al Uniunii Europene, cu precădere cele din România și Ucraina.

Elena Valenciano (S&D), *por escrito*. —

Los socialistas apoyamos la soberanía, la integridad territorial, la unidad y la independencia de Ucrania. Por eso apoyamos al nuevo Gobierno de Ucrania, que intenta reformar el país.

He votado la resolución porque creo que la mejor defensa de la soberanía y la independencia de Ucrania será llevar a cabo rápidamente esas reformas, necesarias para tener un sistema judicial fiable e imparcial, promover el Estado de Derecho, la erradicación de la corrupción, la descentralización del poder y proteger la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

El Protocolo de Minsk es el documento de referencia para alcanzar la paz. Instamos a todas las partes a que apliquen plenamente el Protocolo. Estamos junto a los civiles inocentes que están sufriendo en las zonas afectadas por el conflicto del este de Ucrania. Hacemos un llamamiento para que les llegue más ayuda humanitaria e instamos a todas las partes a que detengan inmediatamente los combates. No hay una solución militar para esa crisis. Se debe encontrar una solución pacífica a través de un diálogo nacional inclusivo para la reconciliación.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución sobre la situación en Ucrania sometida a votación reúne todas las falsedades que se han vertido en los medios de comunicación sobre el conflicto en ese país y hace un análisis cuyo único objetivo es justificar, por un lado, la política comercial europea hacia el Este de Europa y, por el otro, los razonamientos geopolítico de Estados Unidos; motivo por el cual he votado en contra con total convencimiento.

En ninguna parte del texto se menciona la existencia de un golpe de Estado. Por otro lado, la Resolución abre la puerta a la adhesión de Ucrania a la OTAN y, en cada ocasión en la que surge la oportunidad, se culpa a la actitud de Rusia de la situación, mientras que Estados Unidos, país implicado en el golpe de Estado, no aparece mencionado en todo el texto. Al mismo tiempo, el rol de la Unión Europea se limita al de ayudar a Ucrania a implementar el Acuerdo de Asociación, que sin duda contribuirá a que se expandan las desigualdades en Ucrania y subyugará a ese país a los intereses de las potencias europeas.

Štvrtok 15. januára 2015

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. — I voted with my S & D partners in support of the sovereignty, territorial integrity, unity and independence of Ukraine. The S&D Group will continue to support the new Ukrainian Government's efforts to build a new country. The only way forward and most effective defence for Ukrainian sovereignty and independence is to rapidly implement reforms. These are needed in order to obtain a reliable and impartial judicial system, promote the rule of law, eradicate corruption, decentralise power and protect media freedom and minority rights.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. — De toepassing van het akkoord van Minsk is mijns insziens op dit moment de enige uitweg uit deze crisis. De beide oorlogvoerende partijen dienen onmiddellijk de strijd te staken en er dient een dialoog op gang te komen. Ik roep Rusland op zijn troepen terug te trekken van het Oekraïens territorium. Een oplossing voor het Oekraïens conflict zorgt ervoor dat de Europese en Russische sancties kunnen vervallen. Dat zou de Europese fruitkwekers, die sterk lijden onder het Russisch invoerverbod van Europees fruit, enorm helpen.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. — Avec cette résolution, le Parlement européen a une nouvelle fois perdu une occasion d'être à la hauteur des valeurs européennes de paix et de dialogue entre les peuples. A l'inverse de la résolution de la GUE/NGL qui refuse toute vision manichéenne, cette résolution défend une posture unilatérale pro-ukrainienne sans nuance.

En diabolisant la diplomatie russe et les forces d'opposition ukrainiennes, sans jamais évoquer les autres ingérences à l'œuvre dans ce pays, ni même la participation de ministres d'extrême-droite au gouvernement de Petro Porochenko, ce texte prend clairement partie dans ce conflit, alors qu'il y a plus que jamais besoin de médiation.

L'Union européenne est à rebours de ses soi-disant valeurs, et par-dessus tout celle du droit d'auto-détermination des peuples.

L'Ukraine ne doit pas être le centre d'un nouveau conflit entre impérialismes aux relents de guerre froide, tant dans l'intérêt de sa population que pour l'équilibre géopolitique européen et mondial.

De même doit-on plus que jamais se garder des prophéties auto-réalisatrices concernant une soi-disant guerre des civilisations. Je me suis donc une nouvelle fois opposée à cette résolution.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. — A situação na Ucrânia revela a posição seguidista da UE relativamente aos Estados Unidos e à NATO. Sem olhar para os interesses europeus, a UE embarcou numa aventura através da qual promoveu um golpe anticonstitucional e quebrou laços económicos e culturais entre a Ucrânia e a Rússia que perduravam há séculos.

O resultado está à vista. Os agentes que exportavam para a Rússia estão fortemente penalizados. Estamos a importar sem necessidade as exportações da Ucrânia que eram dirigidas para a Rússia. Estamos a pagar as faturas de gás que a Ucrânia deixou de pagar às empresas russas. Finalmente, já vamos no terceiro empréstimo ao Governo da Ucrânia que se afunda de dia para dia.

Para cúmulo, temos um governo onde estão partidos fascistas que está a violar reiteradamente direitos civis e democráticos. Persegue ativistas, procura ilegalizar partidos políticos e bombardeia populações civis indefesas. O balanço não podia ser, de facto, pior.

Harald Vilimsky (NI), *schriftlich*. — Die Lage in der Ukraine verschlechtert sich von Tag zu Tag. Die Kampfhandlungen flammen immer wieder erneut auf, und die Zahl der zivilen Opfer bleibt leider konstant hoch. Mehrere Milliarden Euro, welche dem Wohle der ukrainischen Bevölkerung zugeführt werden sollten, sind in unnachvollziehbaren Kanälen versickert. Aufgrund dieser zahlreichen Ungereimtheiten konnte ich dem Antrag meine Zustimmung nicht erteilen.

Beatrix von Storch (ECR), *schriftlich*. — Dem vom Parlament in großer Einmütigkeit gefassten Beschluss kann ich nicht zustimmen. Insbesondere bereitet die Entschließung den Weg für die Ukraine über die Assoziierung mit der EU zur Vollmitgliedschaft. Die ukrainische Bevölkerung mag sich in einem Referendum für den Beitritt zur EU aussprechen. Es liegt allerdings in der Verantwortung der Mitgliedstaaten, ob die Ukraine aufgenommen wird. Vor dem Hintergrund der inneren organisatorischen Unordnung der EU, ihrer mangelnden demokratischen Rückkopplung und der bedenklichen Verlagerung von Kompetenzen im Gefüge der Gewaltenteilung von den Parlamenten zu den Regierungen ist jede Erweiterung der EU ausgeschlossen. Damit verbietet sich auch jede engere Beziehung der EU mit der Ukraine, die nur als ein Schritt in Richtung Beitritt verstanden werden kann.

Štvrtok 15. januára 2015

Indes hält die Entschließung auch viel Richtiges. Ausdrücklich teile ich u. a. die Aufforderung an die Ukraine, die „systematische Korruption“ zu bekämpfen. Nicht billigen kann ich allerdings die angestrebte Verschärfung der Sanktionen gegen Russland, die nur seine Bevölkerung treffen. Stattdessen sollten wir freien Handel mit Russland anstreben. Denn wo Waren die Grenzen passieren, werden es Armeen nicht tun.

Iuliu Winkler (PPE), *în scris*. - Rezoluia cu privire la situaia din Ucraina adoptat azi în plenul reunit la Strasbourg, pe care am votat-o i eu, reprezintă doar unul dintre rezultatele preocupării permanente a Parlamentului European cu privire la evoluțiile din acest stat. În contextul în care Federaia Rusă nu respectă pe deplin obligaiile asumate în cadrul acordului de la Minsk din septembrie 2014, consider salutară solicitarea Parlamentului European cu privire la continuarea regimului de sancțiuni impuse acesteia.

De asemenea, este importantă i cererea adresată Comisiei de a găsi căile prin care să fie consolidată solidaritatea statelor membre în privina continuării acestor sancțiuni atta vreme ct Rusia va alimenta criza ucraineană. Salut, de asemenea, preocuparea manifestată de Parlamentul European cu privire la respectarea în Ucraina a drepturilor i libertăților fundamentale ale omului i ale minoritilor etnice. Este nevoie de consecven i coeren în politica UE i a statelor membre în relaia cu Ucraina i în privina politicilor de sancțiuni aplicate Federației Ruse, în consolidarea relaiei UE- NATO. elul nostru este pacea i stabilitatea în regiune i menținerea nivelului de ambiie în ceea ce privește obiectivele Parteneriatului estic.

Jana itansk (ECR), *psomne* — Hoci parlamentn volby, ktor sa na Ukrajině uskutočnili v októbri minulého roka, priniesli nádej na pozitívny vývoj u nášho vchodnho suseda, sasn situácia v tejto postsovietskej krajine je aj naalej velmi vzna.

Nestle prímerie, narastjca humanitárna katastrofa, kedy s tisícky ld odrezan od prísunu potravín, liekov i tepla, ako aj stupnjca sa informan vojna zo strany Ruska, s realitou dnešných dní. Európska nia preto v záujme vyriešenia zložitej situácie za svojimi východnými hranicami nemá in možnosť než zotrvať na sankciách uvalených voči Rusku. Sankcie by sa mohli zmierniť alebo zrušiť jedine v prípade, ak by došlo k rešpektovaniu prímeria, bezpodmienenému stiahnutiu všetkých ruských vojsk a ilegálnych ozbrojených skupín z Ukrajiny, k výmene všetkých zajatcov a k obnove ukrajinskej kontroly nad celm svojm zemm vrátane Krymu.

Km sa tak stane, je naou morlnou povinnosou podporova reformn snahy ukrajinskej vldy, ako aj konfliktom zasiahnutch obanov Ukrajiny.

Ins Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. — Esta resolução difunde uma visão grosseiramente manipulada da situação na Ucrânia, um ato de propaganda que, em vez de contribuir para apaziguar tensões existentes e contribuir para a resolução do conflito na região do Donbass, vem deitar mais lenha para a fogueira. E branqueia as responsabilidades da UE, EUA e NATO na promoção da agressão por parte do regime ultranacionalista e fascista contra a resistência popular e patriótica e os crimes perpetrados contra as populações e a destruição de infraestrutura civil fundamental.  urgente encontrar uma solução para o conflito, com diálogo direto entre as partes, que tem de passar pelo reconhecimento do estatuto beligerante  resistência popular, tendo em vista o estabelecimento de um processo de paz real e inclusivo, bem como o inalienável direito de resistência  opressão.

Com o objetivo de legitimar o regime golpista na Ucrânia e a ação daqueles que, como a UE, o apoiam e promovem - recorde-se a assinatura do Acordo de Associação UE-Ucrânia -, encobre-se que as eleições subsequentes ao golpe decorreram num quadro de permanentes violações dos direitos civis e políticos, com a perseguição generalizada e a repressão da população, particularmente do Partido Comunista da Ucrânia, com um processo judicial de ilegalizao em curso.

12.4. Situácia v Egypte (RC-B8-0012/2015, B8-0012/2015, B8-0019/2015, B8-0022/2015, B8-0023/2015, B8-0024/2015, B8-0026/2015, B8-0028/2015)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Štvrtok 15. januára 2015

Marian Harkin (ALDE). - Mr President, I voted in favour of this resolution, but I would like to use the opportunity of my explanation of vote to raise once again the issue of the continued detention of Ibrahim Halawa.

Last July I raised this issue in the Parliament here in Strasbourg, and what we find in that period of time is that his trial has once again been postponed. It has now been postponed for the fourth time. He has been declared a prisoner of conscience by Amnesty International, and the Irish Minister for Foreign Affairs, Charlie Flanagan, has expressed his deep concern about his detention. Ibrahim Halawa is an Irish citizen. His detention, I believe, is a violation of the EU-Egypt Association Agreement and is a clear breach of his human rights.

Furthermore, I believe Ibrahim should not be tried as part of a group trial which involves a large number of defendants. He is entitled to be tried as an individual.

Marek Jurek (ECR). - Panie Przewodniczący! Wszyscy na tej sali słyszeliśmy przedwczoraj przemówienie premiera Renziego, kiedy kończył prezydencję włoską i kiedy chwalił wystąpienie prezydenta Sisi na uniwersytecie w Kairze. Wystąpienie, w którym prezydent Egiptu potępił gwałty dokonywane w imię islamu. W Egipcie praktycznie od dziesiętek lat toczy się wojna domowa, w której rząd musiał walczyć z przemocą. Z przemocą dokonywaną przeciwko muzułmanom, których ekstremiści chcą reedukować, i z przemocą dokonywaną przeciwko chrześcijanom, którym odmawiają prawa do życia w pokoju, a często prawa do życia w ogóle. Najlepszym sposobem, w jaki świat zachodni może pomóc chrześcijanom w krajach, w których są prześladowani, jest współpraca z rządami, które chrześcijan szanują. Dlatego głosowałem przeciwko tej rezolucji.

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, vótáil mé arís le mo ghrúpa sna vótaí go léir anseo agus glacadh leis an tuarascáil freisin.

Like my colleague Marian Harkin, I too spoke about the position of Ibrahim Halawa last July, and I want to reiterate it again today: his situation is not acceptable. This is basically a teenager who went to Egypt and got caught up in the protests there. His three sisters were with him; they were allowed to go home but he has been detained ever since. He is awaiting a mass trial, as Marian pointed out. We would again earnestly ask the Egyptian authorities to return him to Ireland so that he can pursue his studies, and let us watch his development from there. I think that would be the best course of action. Hopefully it can be done.

Daniel Hannan (ECR). - Mr President, the Egyptian army seized power in 1952 and has not relinquished it, and everything we are talking about needs to be seen against that background. We have had, in the current government, a more repressive regime than we had under Mubarak. Mubarak never ordered the gunning down of unarmed demonstrators. Yet all of the instances of repression, whether of journalists or of civil society or of opposition groups in Egypt, are things that we effectively turned a blind eye to when we sanctioned the coup in the first place and refused to call it a coup.

This repression does not become justified simply because Sisi has made a good speech in Cairo about the need for reform of Islam, or simply because he has normalised relations with Israel. On the contrary, if we set up as the only antonym to Islamism a basically autocratic government then we kill the prospects for the development of moderate conservative democracy in the Muslim world. We give people the wretched choice between generals and mullahs, which has been the curse of that region for two generations now. The people of Egypt deserve better.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), por escrito. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Štvrtok 15. januára 2015

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución propuesta para votación en el caso de Egipto contiene cuestiones fundamentales, como la denuncia de la introducción de una nueva legislación sobre orden público que, entre otras cosas, puede hacer que un ciudadano o ciudadana pueda ser procesado en la jurisdicción militar en el caso de que haya indicios de delito cometido en dominio público. Se solicita también la puesta en libertad de los 167 parlamentarios elegidos en 2011 que actualmente se encuentran en prisión, se condenan las condenas a muerte masivas y se hace una denuncia de la situación de la comunidad LGBT, en la que la represión del Gobierno ha llegado al punto de aprobar una «ley sobre libertinaje» en la que se condena la libre expresión de la orientación sexual de las personas.

Sin embargo, la Resolución no incluye una petición expresa de la apertura del paso de Rafah, que impide la comunicación de los habitantes de Gaza con el exterior, y presenta un carácter de marcada injerencia, motivos por los cuales me he abstenido.

Louis Aliot (NI), *par écrit*. — Dans cette résolution, le Parlement s'inquiète vivement de l'atteinte généralisée en Égypte aux droits démocratiques, condamne une nouvelle fois le coup d'État militaire et la répression brutale menée par l'armée égyptienne, déplore vivement les pertes humaines et j'en passe. Si chacun s'accorde à l'unanimité sur ces belles phrases, il ne suffit pas de déplorer, de condamner et de s'inquiéter pour résoudre des problèmes, mais d'apporter notre soutien réel à celles et ceux qui se battent pour défendre un modèle démocratique pour l'Égypte. Ce texte refusant toute ingérence extérieure pour promouvoir les valeurs démocratiques et lutter contre les persécutions en tout genre (notamment sur les femmes et les chrétiens), je me suis prononcé contre.

Martina Anderson (GUE/NGL), *in writing*. - I abstained on this motion for resolution on Egypt. I was disappointed that reference to the case of Ibrahim Halawa was not included in the joint motion. Sinn Féin was successful in including his case in the GUE/NGL resolution and it is regrettable that the joint motion does not mention him. As a prisoner of conscience who was imprisoned as a child following protests in August 2013, his case is an important example of the brutal repression of human rights, including the freedom of expression. I also regret that there was an emphasis on Egypt as a strategic partner for trade and security for the European Union. Relations between the EU and third countries should not be predicated on trade issues – Egypt's citizens are currently experiencing severe repressions of their democratic rights to freedom of expression, speech and association. Concern for the violation of their democratic rights should not be diluted by mentioning trade concerns.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. — Ich begrüße die Verabschiedung dieses Entschließungsantrags. Die Verschlechterung der Lage der Meinungsfreiheit darf nicht ohne Antwort unsererseits bleiben. Wir müssen sowohl die Grundlagen der Demokratie als auch die Menschenrechte weltweit verteidigen und jegliche Anstöße verurteilen.

Štvrtok 15. januára 2015

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — Après le renversement du Maréchal Moubarak en 2011, l'Égypte a connu une période de troubles sociaux et religieux qui ont culminé avec l'arrivée au pouvoir de Mohammed Morsi, membre des Frères musulmans, organisation affiliée à l'Émirat du Qatar. Le gouvernement des Frères musulmans n'a eu de cesse de vouloir transformer l'Égypte en société islamiste, d'ériger la charia en source unique du droit et de discriminer les chrétiens, qui représentent pourtant 10% de la population, tout en fermant les yeux sur les violences qui les frappaient. Depuis l'arrivée au pouvoir du Maréchal al-Sissi, le gouvernement égyptien lutte contre les tentatives des Frères musulmans de radicaliser la société égyptienne pour revenir au pouvoir. La nouvelle constitution égyptienne est la plus favorable pour les minorités religieuses qu'ait jamais eue l'Égypte. Le président al-Sissi, musulman pieux par ailleurs, a d'ailleurs lui-même assisté à la messe de Noël célébrée par le Pape des coptes orthodoxes en signe de solidarité avec les chrétiens égyptiens. Pour toutes ces raisons, je trouve que le Parlement européen devrait soutenir les volontés réformatrices du gouvernement égyptien plutôt que de tenter de lui imposer des sanctions pour l'empêcher de lutter contre les Frères musulmans.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — Egypt is a country rightly proud of its historical and cultural traditions. It is dependent upon tourism for the growth of its economy. But recent events, and the erosion of civil liberties and human rights, have led to a decline in the tourist industry.

In the light of recent human rights abuses, I support the principle of this motion although I am unable to vote for it as a UKIP MEP because of the nature of the requests for Commission action – which has proved to be counterproductive in the past. Consequently, I felt that I had no choice but to abstain.

Inés Ayala Sender (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. —

L'Égypte joue un rôle clé en raison de son importance régionale. C'est un interlocuteur important pour l'Union européenne. Il est impératif que les autorités égyptiennes répondent aux attentes en ce qui concerne la transition démocratique et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — Trois ans après le soulèvement du peuple égyptien et la démission d'Hosni Moubarak, et depuis la chute du gouvernement Morsi dirigé par les Frères musulmans, l'Égypte est dirigée par le général Al-Sissi. La situation est catastrophique, avec une quasi-guerre civile permanente, et des mesures répressives ont été prises. La nouvelle Constitution, pourtant, a été validée à 98 % par les Égyptiens et le président Al-Sissi élu avec 96 % des voix (doublant le nombre de voix de l'ancien président Morsi). Face à la montée de l'islamisme radical et du fondamentalisme musulman dans le monde arabe, qui ont essayé de surfer sur l'après-printemps arabe et le vide laissé, la situation n'est toujours pas sereine et il est clair que seule la stabilité permettra à ces pays comme l'Égypte de retrouver le chemin du progrès et de la démocratisation afin d'éviter l'emprise de la charia.

J'ai donc voté contre ce texte qui ne règle en rien la situation.

Štvrtok 15. januára 2015

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. — Non ho sostenuto col mio voto la risoluzione che analizza la situazione in Egitto perché non condivido le posizioni in essa sostenute.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. — Balsavau dėl šios rezoliucijos, kadangi Europos Parlamentas griežtai smerkia visus smurto aktus, kurtymą, neapykantą kurstančias kalbas, priekabiavimą, bauginimą ir cenzūrą, kuriuos prieš politinės opozicijos atstovus, protestuotojus, žurnalistus, tinklaraštininkus, profesinių sąjungų atstovus, moterų teisių gynėjus, pilietinės visuomenės veikėjus ir mažumas naudoja valstybės institucijos, saugumo pajėgos bei tarnybos ir kitos grupės Egipte. Parlamentas ragina nedelsiant nutraukti šiuos veiksmus ir primena Egipto vyriausybei apie jos pareigą užtikrinti visų piliečių apsaugą ir saugumą, nepaisant jų politinių pažiūrų, narystės politinėse organizacijose ar tikėjimo, ir garantuoti, kad šalyje būtų galima naudotis susirinkimų, asociacijų, žodžio ir spaudos laisvėmis be jokių neteisėtų apribojimų ir cenzūros. Be to, svarbu, kad Egipto valdžios institucijos palaikytų dialogą, nenaudotų smurto ir užtikrintų piliečių teises bei laisves. Europos Parlamentas yra su nerimais dėl Egipto baudžiamojo teisingumo sistemos nepriklausomumo ir nešališkumo praradimo, kuri tapo vyriausybės represijų įrankiu.

Marie-Christine Boutonnet (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre la proposition de résolution. On peut relever que la résolution «salue et encourage les mesures adoptées par le gouvernement égyptien en faveur du respect des droits et des libertés des communautés religieuses; rappelle l'article 235 de la constitution égyptienne, qui dispose que durant sa première législature, le parlement nouvellement élu doit adopter une loi pour organiser la construction et la rénovation des églises, garantissant aux chrétiens la liberté de pratiquer leurs cultes; salue la présence, inédite de la part d'un président égyptien, du président Al-Sissi à la messe dans une église du Caire à l'occasion du Noël copte et estime qu'il s'agit d'un geste symbolique important qui s'inscrit dans les efforts entrepris en faveur de l'unité de la société égyptienne». Mais les gouvernements européens ont déstabilisé les régimes laïcs de la région. Nous commençons à en subir les conséquences. Le résultat des politiques européennes est catastrophique. Il conviendrait de soutenir les efforts des pays de la région qui luttent contre le fondamentalisme.

Lynn Boylan (GUE/NGL), *in writing*. — I abstained on this motion for resolution on Egypt. I was disappointed that reference to the case of Ibrahim Halawa was not included in the joint motion. Sinn Féin was successful in including his case in the GUE/NGL resolution and it is regrettable that the joint motion does not mention him. As a prisoner of conscience who was imprisoned as a child following protests in August 2013, his case is an important example of the brutal repression of human rights, including the freedom of expression. I also regret that there was an emphasis on Egypt as a strategic partner for trade and security for the European Union. Relations between the EU and third countries should not be predicated on trade issues – Egypt's citizens are currently experiencing severe repressions of their democratic rights to freedom of expression, speech and association. Concern for the violation of their democratic rights should not be diluted by mentioning trade concerns.

Štvrtok 15. januára 2015

Mercedes Bresso (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the motion because I consider Egypt a strategic partner of the EU. Also, I consider a priority the establishment of democracy and ending the violation of human rights in that country.

Steeve Briois (NI), *par écrit*. — Le Parlement européen s'inquiète dans ce projet de résolution, de la politique de répression menée à l'encontre des frères musulmans. Aveuglés par leur droit de l'homisme, les députés européens ne comprennent pas que le régime du maréchal Al Sissi est l'un des seuls à mener une guerre implacable au fondamentalisme islamiste. Par ailleurs, il devient suspicieux de constater les condamnations à géométrie variable de la part du Parlement européen. En effet, à quand une proposition de résolution pour dénoncer la politique anti chiite menée par le régime ultra minoritaire du Bahreïn? À quand une résolution exigeant du Qatar qu'il cesse de tolérer de véritables pratiques esclavagistes à l'encontre des migrants népalais? À quand une condamnation ferme des lois de l'Arabie Saoudite qui proscrivent notamment aux femmes le droit de conduire une voiture?

Dans l'attente d'une clarification, j'ai voté contre ce projet de résolution

Daniel Buda (PPE), *în scris*. — Votul pe rezoluția comună referitoare la situația din Egipt subliniază importanța acestui stat ca actor internațional și partener strategic al UE și speră că această țară va avea în continuare un rol activ în lansarea unor negocieri de pace reale care vor pune capăt acestor conflicte și pentru a milita pentru lupta împotriva terorismului. Trebuie amintit faptul că libertatea de conștiință, gândire și religie ar trebui să fie un drept fundamental, universal valabil, iar faptul că îți arăți public acest drept ar trebui respectat, ar fi un punct important de plecare pentru tranziția acestui stat spre democrație. În acest context, regret decizia instanței egiptene din 10 ianuarie 2015, din provincia Baheira din Delta Nilului, care l-a condamnat pe Karim al-Banna, un student de 25 de ani, la trei ani de închisoare pentru că acesta a anunțat pe Facebook că este ateu și pentru insulte aduse Islamului. Având în vedere situația alarmantă din regiunea Maghreb/Mashreq, doresc să subliniez faptul că autoritățile egiptene au obligații legale, naționale și internaționale pentru protejarea și promovarea drepturilor omului prin Constituția adoptată în 2014, ca o prioritate prin administrarea independentă și imparțială a justiției.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. — Voto negativo: si insiste affinché il futuro dell'Egitto resti saldamente nelle mani del popolo egiziano, senza alcuna ingerenza esterna; si ribadisce che le relazioni economiche, politiche, sociali, culturali o di qualsiasi altro tipo tra l'UE e i paesi della politica europea di vicinato devono basarsi sulla parità di trattamento, la non interferenza, la solidarietà, il dialogo e il rispetto delle asimmetrie e delle caratteristiche specifiche di ciascun paese.

Cristian-Silviu Bușoi (PPE), *în scris*. — Poporul egiptean s-a confruntat cu o serie de provocări politice și sociale dificile după Revoluția din 2011 și are nevoie de sprijin din partea comunității internaționale pentru a continua lupta pentru respectarea drepturilor omului și democratizarea statului. Egiptul este un partener important al Uniunii Europene în vecinătatea sudică. Susțin această rezoluție, având convingerea fermă că autoritățile din Egipt trebuie să facă eforturi semnificative pentru garantarea libertății presei, protejarea tuturor comunităților religioase și restituirea proprietăților confiscate abuziv de fostele regimuri dictatoriale.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Štvrtok 15. januára 2015

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Oggi ho votato a favore della risoluzione riguardo alle vicende occorse in Egitto esprimendo la mia vicinanza nei confronti delle aspirazioni del popolo egiziano.

Tali aspirazioni, connaturate nella essenza più profonda di ogni popolo, ovvero la libera esplicazione e tutela dei diritti umani, la libertà di espressione, associazione e riunione, il pluralismo politico e lo Stato di diritto, portate avanti dopo la destituzione del Presidente Hosni Mubarak nel febbraio 2011, sono purtroppo state inesorabilmente mortificate dalle autorità egiziane nel periodo successivo al golpe militare del 2013.

La progressiva perdita di indipendenza e di imparzialità del sistema giudiziario penale in Egitto, strumento di repressione nelle mani del governo locale, impone una revisione della legge sull'autorità giudiziaria, al fine di assicurare un'effettiva separazione dei poteri che determini, in modo stabile e definitivo, l'indipendenza dell'amministrazione ed imparzialità della giustizia.

Non posso che condannare gli atti di violenza, vessazione, intimidazione o censura perpetrati contro ogni oppositore politico, manifestante, giornalista, blogger, ovvero attore della società civile da parte delle autorità statali, delle forze e dei servizi di sicurezza in Egitto. È essenziale che vengano avviate indagini imparziali e indipendenti in merito agli abusi sui diritti umani.

Matt Carthy (GUE/NGL), *in writing*. - I abstained on this motion for a resolution on Egypt. I was disappointed that reference to the case of Ibrahim Halawa was not included in the joint motion. Sinn Féin was successful in including his case in the GUE/NGL resolution and it is regrettable that the joint motion does not mention him. As a prisoner of conscience who was imprisoned as a child following protests in August 2013, his case is an important example of the brutal repression of human rights, including the freedom of expression. I also regret that there was an emphasis on Egypt as a strategic partner for trade and security for the European Union. Relations between the EU and third countries should not be predicated on trade issues – Egypt's citizens are currently experiencing severe repression of their democratic rights to freedom of expression, speech and association. Concern for the violation of their democratic rights should not be diluted by mentioning trade concerns.

David Casa (PPE), *in writing*. — I have supported this resolution as, even though Egypt has advanced quite notably in its democratic principles and it is a key regional partner to the EU, legislation such as the Protest Law of November 2013 serve to diminish its democratic credentials. Egypt needs to better engage in dialogue with civil society to ensure maximum citizen participation and can help instil a fairer society for both males and females.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — Nel riconoscere il ruolo fondamentale dell'Egitto per la conclusione della tregua tra Israele e Palestina e per la lotta al terrorismo, non possiamo esimerci dal porre l'accento anche sulle violazioni dei diritti umani a danno di giornalisti e bloggers detenuti nel paese.

Aymeric Chauprade (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre cette résolution qui, de façon irréaliste, attaque le pouvoir du maréchal Al-Sissi, actuellement l'un des seuls remparts au fondamentalisme islamiste. Les régimes sur lesquels nous devons nous appuyer sont confrontés à une pression islamiste considérable. Quel serait le niveau d'État de droit de la France, dans la situation égyptienne, quand on voit l'état de sidération du pouvoir français provoqué par 3 terroristes? Je rappelle que l'Égypte et ses forces de sécurité en particulier ont eu plus de 500 morts dans les 18 derniers mois. Abdel Fatah al-Sissi a lancé un appel exceptionnel venant du plus grand pays arabe. Il a demandé que l'islam lui-même soit purgé de sa violence. Il a appelé à une révolution religieuse. Dans ces conditions, il me semblait irréaliste de voter en faveur d'une résolution qui, une nouvelle fois par de l'ingérence, met en difficulté un régime, certes imparfait, mais seul capable d'endiguer la menace terroriste en Égypte et dans cette partie du monde.

Štvrtok 15. januára 2015

Nessa Childers (S&D), *in writing*. — The ongoing restrictions of human rights in Egypt under the rule of Field Marshal Abdel Fattah al-Sisi are of serious concern to the EU and we call for the immediate release of those detained for exercising their freedom of speech. The EU must work to secure the release of 19-year old Dublin teenager Ibrahim Halawa, who has been imprisoned without trial since August 2013.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — Trovo che, nella pessima situazione attuale della sponda Sud del Mediterraneo, l'Egitto rappresenti una ragione di ottimismo. Certo: al momento non ci si può rilassare e lasciarlo andare alla deriva, ma bisogna individuare le priorità da perseguire per migliorare i principali indicatori politici ed economici in modo da aiutare a costruire un modello per gli altri paesi dell'area. È per questo che ho voluto votare a favore di questa risoluzione, e mi auguro che il prossimo documento del Parlamento europeo in merito possa recitare «si compiace dei risultati raggiunti».

Deirdre Clune (PPE), *in writing*. — Two years ago we were all very enthusiastic about the Arab Spring and excited about the birth of a new democracy, but I am afraid we are slipping back into an Islamist Winter.

The transition is difficult and will take a long time in Egypt, therefore you need patience, determination and solidarity. In order to establish a good partnership between Egypt, the EPP Group and the European Union, we must share some basic values. The EU should not only give money for unclear purposes.

We need to be attentive to what is going on in Egypt. The status of Christians is of particular interest; however, apart from that, the EU is looking to ensure the respect of human dignity for everybody, and the respect of minorities, which is based on this principle as well. We should be talking about a 'Civilisational Dialogue'

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. — Creio que o Governo do Egipto deve dar mais atenção à União Europeia e à Comunidade Internacional quando manifestamos profunda preocupação com as atuais restrições aos direitos democráticos fundamentais, em especial às liberdades de expressão, associação e reunião, ao pluralismo político e ao Estado de direito no Egipto.

Não podemos deixar de condenar de forma clara o uso da violência excessiva contra manifestantes por parte de autoridades públicas, forças e serviços de segurança.

Exorto o Egipto a ratificar o Estatuto de Roma e a tornar-se membro do TPI e a não hesitar em promover investigações judiciais céleres, imparciais e independentes às alegações de uso excessivo de força, de maus tratos e de outras violações dos direitos humanos, inclusive abusos sexuais, cometidos pelas forças policiais durante as manifestações.

Concordo com a proibição, à escala da UE, das exportações para o Egipto de tecnologias de intrusão e de vigilância que possam ser utilizadas para fins de espionagem e de repressão dos cidadãos.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Ho espresso il mio voto favorevole in merito alla mozione di risoluzione 2014/3017 poiché, nell'ultimo anno, in Egitto, sono emersi diversi casi di violazione dei diritti umani e delle libertà fondamentali quali, a titolo esemplificativo, la violazione della libertà di espressione, della libertà religiosa e del diritto ad un giusto processo.

Sostengo le indicazioni fornite dall'Unione europea al governo egiziano riguardo l'adozione di una politica di sicurezza concreta, idonea ad assicurare e promuovere le disposizioni nazionali ed internazionali dirette a rafforzare e difendere i diritti umani e promuovere la sicurezza e la giustizia sociale. Le autorità egiziane sono chiamate ad assicurare la protezione e la promozione dei diritti fondamentali richiamati nel Patto Internazionale dei diritti civili e politici ratificato dall'Egitto nel 1982.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — Egypt deserves support and assistance from the European Union to address its economic, political and security challenges. Although the adoption of the Egyptian Constitution in 2014 was an important step in the democratic process, Egypt still needs to strengthen its democratic institutions, promote social justice and security and better defend human rights. Egypt could be a good partner in establishing stability in the Mediterranean and in the Middle East. For these reasons I voted in favour of the motion for a resolution.

Štvrtok 15. januára 2015

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — La nuova Costituzione egiziana afferma che «la libertà, la dignità umana e la giustizia sociale sono diritti riconosciuti ad ogni cittadino» ed ancora che «la dignità è un diritto riconosciuto ad ogni essere umano e non può essere violato». Dalla sua entrata in vigore, però, si sono verificati gravissimi eventi in contrasto con tali principi. Vengono subito in mente le emissioni di condanne di morte di massa, prima a marzo 2014 di 1 212 persone e poi a dicembre 2014 di 188 persone.

Inoltre, ci allarma il fatto che 3 mesi fa, nell'ottobre 2014, il Presidente Al-isi ha ordinato che tutti i «servizi necessari e pubblici» siano sottoposti alla giurisdizione militare. Ciò determina quale conseguenza che anche i minori possono essere esaminati da giudici militari. Tali giudici rispondono al ministero della difesa e non a quello della giustizia.

Ciò non può che destare preoccupazione per il grande numero di manifestanti, giornalisti, attivisti, sindacalisti che sono stati attualmente incarcerati senza giusto processo. Inoltre, è auspicabile una chiara distinzione dei poteri al fine di garantire uno svolgimento pacifico delle elezioni del marzo 2015. Per tutti questi motivi voto a favore della presente risoluzione.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución propuesta para votación en el caso de Egipto contiene cuestiones fundamentales, como la denuncia de la introducción de una nueva legislación sobre orden público que, entre otras cosas, puede hacer que un ciudadano o ciudadana pueda ser procesado en la jurisdicción militar en el caso de que haya indicios de delito cometido en dominio público. Se solicita también la puesta en libertad de los 167 parlamentarios elegidos en 2011 que actualmente se encuentran en prisión, se condenan las condenas a muerte masivas y se hace una denuncia de la situación de la comunidad LGBT, en la que la represión del Gobierno ha llegado al punto de aprobar una «ley sobre libertinaje» en la que se condena la libre expresión de la orientación sexual de las personas.

Sin embargo, la Resolución no incluye una petición expresa de la apertura del paso de Rafah, que impide la comunicación de los habitantes de Gaza con el exterior, y presenta un carácter de marcada injerencia, motivos por los cuales me he abstenido.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — I support the EP's resolution that points out that the 2013 military takeover and the newly elected President Abdel Fattah el-Sisi have not brought the change that the people have been fighting for in Egypt. It also acknowledges that the country continues to play a key role in the regional context, as demonstrated by the mediation after the Gaza summer war; however, the internal situation is characterised by abuses against political opponents, protesters, freedom of expression, and by a worrying use of military courts against civilians. Finally, the resolution calls for an end to the human rights abuses, for respect for the new Constitution, for the restoration of political pluralism and for parliamentary elections which have been postponed.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. — L'Egitto è un paese chiave per l'Unione europea per il suo importante ruolo regionale. Tuttavia, è estremamente importante che il paese rispetti i diritti umani e le libertà fondamentali perché le proteste non possono essere schiacciate con la violenza e i tribunali militari non possono sostituirsi a un sistema giudiziario indipendente. Ho sostenuto questa proposta di risoluzione per chiedere alle autorità egiziane di rilasciare immediatamente e senza condizioni tutti i detenuti arrestati per il solo fatto di aver esercitato il loro diritto alla libertà di espressione e di riunione pacifica.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. — De très graves restrictions aux droits de l'Homme ont lieu en ce moment en Égypte. Il s'agit en particulier d'entraves à la liberté d'expression, d'association et de réunion, d'atteinte au pluralisme politique et à la primauté du droit, ainsi que des violences très préoccupantes à l'égard des femmes.

Les autorités égyptiennes doivent immédiatement mettre fin aux mesures de répression à l'égard d'une population qui exerce pacifiquement ses droits et veiller à ce que les procès politiquement sensibles soient équitables et réguliers.

Le Parlement condamne sans réserve les violences à l'encontre des journalistes, des manifestants, des opposants politiques ainsi que la détention de prisonniers d'opinion et appelle les services d'action extérieure à exercer sa vigilance.

Štvrtok 15. januára 2015

L'Union et ses États membres doivent également interdire l'exportation de matériel militaire ou de technologies de surveillance ou d'intrusion pouvant être utilisés au mépris du respect des principes élémentaires du droit.

Diane Dodds (NI), *in writing*. — Mr President, the current political climate in Egypt has offered a vacuum for an escalation in violence and persecution against religious minorities, including Christians living in that country. I would add my voice to those calling for a peaceful and democratic transition to a political system, an economy and a society that is inclusive and respectful of fundamental freedoms. Events in France this month have sent shockwaves across the world and carry a message that the freedom of the press is not something that is easily secured or which can be taken for granted. With this in mind, I would call on the High Representative to do all in her powers to seek the release of the three Al-Jazeera journalists currently awaiting trial in Egypt. The freedoms of expression, speech and the press, as well as the right to a fair trial, are principles that should be at the core of the EU's policy dialogue with Egypt in the days ahead.

Mireille D'Ornano (NI), *par écrit*. — Après le renversement du Maréchal Moubarak en 2011, l'Égypte a connu une période de troubles sociaux et religieux qui ont culminé avec l'arrivée au pouvoir de Mohammed Morsi, membre des Frères musulmans, organisation affiliée à l'Émirat du Qatar. Le gouvernement des Frères musulmans n'a eu de cesse de vouloir transformer l'Égypte en société islamiste, d'ériger la charia en source unique du droit et de discriminer les chrétiens, qui représentent pourtant 10% de la population, tout en fermant les yeux sur les violences qui les frappaient. Depuis l'arrivée au pouvoir du Maréchal al-Sissi, le gouvernement égyptien lutte contre les tentatives des Frères musulmans de radicaliser la société égyptienne pour revenir au pouvoir. La nouvelle constitution égyptienne est la plus favorable pour les minorités religieuses qu'ait jamais eue l'Égypte. Le président al-Sissi, musulman pieux par ailleurs, a d'ailleurs lui-même assisté à la messe de Noël célébrée par le Pape des coptes orthodoxes en signe de solidarité avec les chrétiens égyptiens. Pour toutes ces raisons, je trouve que le Parlement européen devrait soutenir les volontés réformatrices du gouvernement égyptien plutôt que de tenter de lui imposer des sanctions pour l'empêcher de lutter contre les Frères musulmans.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. — Подкрепих проекта за резолюция за ситуацията в Египет, защото е изключително важно да бъде подкрепено светското управление в една от най-големите арабски държави. Катастрофалните последици от т.нар. Арабска пролет, която се превърна в ислямистка зима, доведоха до гражданска война и в Египет, където светския характер на държавата е под ударите на „Мюсюлмански братя“. Групиранката е една от най-старите ислямистки организации, отрича светския характер на държавата и държавността и се стреми чрез насилие да установи шериатска държава. Овлабяването на политическата власт в Египет от ислямистите е огромна заплаха

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor de la Resolución porque expresa la preocupación por la situación de represión generalizada de los derechos democráticos, pide a las autoridades egipcias que pongan fin a todos los actos de hostigamiento y represión, y declara la oposición a la restricción de derechos fundamentales.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραφώς*. — Η ψήφος μου είναι θετική διότι πρέπει να στηριχθεί η Αίγυπτος ώστε να παραμείνει μια δύναμη στην περιοχή και να διασφαλιστεί ο σεβασμός των ανθρωπίνων δικαιωμάτων από μέρους της για να μπορέσει να έχει έναν σημαντικό ρόλο στη Νοτιοανατολική Μεσόγειο.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — A liberdade de expressão e a liberdade de reunião são pilares essenciais de uma sociedade democrática e pluralista. Desde o golpe militar de junho de 2013, o governo egípcio levou a cabo uma campanha de detenções arbitrárias, assédio, intimidação e censura em larga escala contra críticos do governo unicamente por exercerem os seus direitos à liberdade de reunião, de associação e de expressão, que incluiu jornalistas, defensores dos direitos humanos e opositores políticos, nomeadamente da Irmandade Muçulmana. Foram detidas mais de 40 mil pessoas, na sequência de uma vaga de detenções sem precedentes, e mortos cerca de 1400 manifestantes em resultado da utilização excessiva da força das forças de segurança. A importância que a UE atribui à sua cooperação com o Egito leva-me a manifestar a minha solidariedade para com o povo egípcio e salientar o compromisso em dar um apoio contínuo ao Egito no âmbito do processo de reforço das suas instituições democráticas, do respeito e da defesa dos direitos humanos e da promoção da justiça social e da segurança. No entanto, não posso deixar de manifestar a minha profunda preocupação com as atuais restrições aos direitos democráticos fundamentais, em especial às liberdades de expressão, associação e reunião, ao pluralismo político e ao Estado de direito no Egito.

Štvrtok 15. januára 2015

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* — Situácia v oblasti ľudských práv v Egypte po ozbrojenom prevrate v roku 2013 sa stále zhoršuje. Podľa dostupných správ a informácií je momentálne v krajine viac ako 40 000 tisíc politických väzňov, z ktorých sú stovky odsúdení na trest smrti. Ide najmä o členov Moslimského bratstva, ktorá bola vládnyimi predstaviteľmi označená ako teroristická. Sloboda prejavu je významne obmedzená. Režim Abdulfattáha Sísího zameral svoju pozornosť aj na rôzne skupiny obyvateľov, ako napríklad LGBT komunitu, aby získaval politické body v krajine, ktorá je hlboko konzervatívna. Nad demokratickými parlamentnými voľbami, ktoré by sa mali uskutočniť do marca 2015, visí veľký otáznik, pretože je veľmi nepravdepodobné že by tieto voľby splnili aspoň minimálne štandardy na demokratické a slobodné voľby. Politický režim v krajine, ktorý prenasleduje opozíciu a občiansku spoločnosť, neprináša krajine prosperitu a stabilitu v dlhodobom horizonte, ale naopak otvára dvere extrémizmu a násiliu.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — L'Europa e questo Parlamento - non tutti ma a larga maggioranza - esultarono alla tanto declamata Primavera Araba. Anche in questo caso i fatti ci danno tristemente ragione e questa risoluzione non mi ricorda altro che la superficialità di cui è colpevole l'Europa.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραφτως*. — Η ψήφος μου για την κοινή πρόταση ψηφίσματος σχετικά με την κατάσταση στην Αίγυπτο είναι θετική, διότι η Αίγυπτος, η οποία βρίσκεται σε μια ευαίσθητη περιοχή, πρέπει να βοηθηθεί ώστε να μπορέσει να παίξει έναν σημαντικό ρόλο σταθεροποίησης.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — Desde la revuelta que derrocó a Hosni Mubarak en enero de 2012, Egipto ha vivido momentos de grandes turbulencias políticas, pese a lo cual sigue siendo uno de los pocos países de la región que goza de estabilidad política. Durante los últimos meses, en Egipto se han implementado medidas que han provocado preocupación en relación con la situación de los derechos humanos en el país. No obstante, durante la última semana hemos sido testigos de elementos muy positivos; la convocatoria de elecciones legislativas para el 21 de marzo, la liberación de Jaled Al Qazzaz, ex asesor del presidente Morsi, y de los hombres que fueron arrestados en una casa de baños en El Cairo el 7 de diciembre son ejemplo de ello. Entiendo y comparto la preocupación del Parlamento sobre el devenir de los acontecimientos acaecidos en Egipto, pero del mismo modo se aprecian mejoras en la situación de los derechos humanos en el país a la luz de los últimos acontecimientos, por lo que, pese a que debemos ser enérgicos en la exigencia de observancia de los derechos fundamentales, al mismo tiempo debemos alentar los pasos que está tomando Egipto en esta dirección.

Iratxe García Pérez (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Štvrtok 15. januára 2015

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. — Egypt relies heavily on tourism, and any perception of instability or danger will ruin this industry. The government of Egypt is ranked as one of the worst societies in the world in terms of freedoms. Mubarak has recently been cleared of all charges and the government has an appalling record of working with its neighbours.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I voted in favour of this resolution because we urgently need to send a strong signal to the Sisi government that the human rights situation in Egypt is unacceptable. 40 000 political activists have been made prisoners, hundreds are being sentenced to death in mass trials, civilians can be brought before military courts and NGOs are facing stiff repression. We cannot close our eyes to this. I am particularly baffled by the fact that no one has been made to answer for the killing of over 1 000 demonstrators at the Raba'a al-Adawiya and an-Nahda squares in August 2013. This crackdown will only be pushing greater numbers into the arms of terrorist organisations, and I find the potential role that could be played by Western technology and equipment in enabling the Egyptian authorities to repress its citizens deeply worrying. We need to take a strong stance, because our failure to act will not only jeopardize the lives of Egyptians, but those of citizens all over the world, including our own.

Michela Giuffrida (S&D), *per iscritto*. — Ho dato il mio sostegno alla mozione sulla situazione in Egitto perché le violazioni dei principi democratici e dello Stato di diritto all'interno di questo paese divengono giorno dopo giorno più preoccupanti. La politica di vicinato dovrebbe concedere all'Egitto assistenza tecnica e finanziaria da parte dell'UE sulla base di condizioni legate al rispetto dei diritti umani, delle minoranze e del pluralismo democratico. È scoraggiante che tale politica non stia portando i risultati sperati. Pertanto è fondamentale subordinare il livello di assistenza al raggiungimento di obiettivi precisi, riguardanti il rispetto delle libertà civili e politiche, la riforma del sistema giudiziario, l'abrogazione delle leggi incostituzionali, il rilascio degli oppositori politici, dei giornalisti e dei manifestanti pacifici arbitrariamente detenuti.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. - Nos hemos abstenido sobre la Resolución porque expresa la preocupación por la situación de represión generalizada de los derechos democráticos, pide a las autoridades egipcias que pongan fin a todos los actos de hostigamiento y represión, y condena la oposición a la restricción de derechos fundamentales. No obstante, la Resolución final no hace hincapié en la importancia de la soberanía del pueblo egipcio en el futuro del país, así como tampoco tiene en cuenta que las relaciones entre la UE y cualquier país deben basarse en la igualdad de trato, la no injerencia, la solidaridad, el diálogo y el respeto de las asimetrías y las características específicas de cada país.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour of the resolution on the situation in Egypt. I support closer EU cooperation with Egypt by providing all the knowledge and experience we have to build democratic institutions, which would respect and defend human rights and promote social justice and security in this country.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Štvrtok 15. januára 2015

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. - I voted in favour of this joint motion for a resolution as I believe the EU has a responsibility to work to promote democracy and open society in Egypt. Although it was not included in the text of the joint motion, I believe that the EU should call for the immediate release of Irish teenager Ibrahim Halawa, who has been detained in Egypt without trial since August 2013.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Nos hemos abstenido sobre la Resolución porque expresa la preocupación por la situación de represión generalizada de los derechos democráticos, pide a las autoridades egipcias que pongan fin a todos los actos de hostigamiento y represión, y condena la oposición a la restricción de derechos fundamentales. No obstante, la Resolución final no hace hincapié en la importancia de la soberanía del pueblo egipcio en el futuro del país, así como tampoco tiene en cuenta que las relaciones entre la UE y cualquier país deben basarse en la igualdad de trato, la no injerencia, la solidaridad, el diálogo y el respeto de las asimetrías y las características específicas de cada país.

Robert Jarosław Iwaszkiewicz (EFDD), *na piśmie*. — W ostatnich latach doszło w Egipcie do prawdziwej rewolucji. Dzięki interwencji wojska udało się powstrzymać pełzającą islamską rewolucję przygotowywaną przez Bractwo Muzułmańskie. Nowa władza szybko przystąpiła do modernizacji kraju, wprowadzając ułatwienia dla prowadzenia przedsiębiorstw oraz na nowo przyciągając zagranicznych inwestorów. Zwiększyło się bezpieczeństwo kraju, co wraz z korzystnymi warunkami prowadzenia biznesu doprowadziło do wzrostu gospodarczego. Siły rządowe aktywnie rozprawiły się z islamskimi radykałami, aresztując ponad 167 z nich, bez względu na ich partyjne mandaty. Wciąż trwają walki z odpryskami Bractwa Muzułmańskiego, które przeniosły się na teren półwyspu Synaj i dążą do utworzenia Państwa Islamskiego.

Wbrew obawom rządu wojskowe z dużą otwartością odnoszą się do zamieszkujących Egipt chrześcijan. Koptowie w końcu mogą odetchnąć z ulgą. Kościoły i msze są zabezpieczane przez oddziały. Podjęto również szeroko zakrojony dialog między władzą a chrześcijanami. To wielki plus. Niestety w głosowanej rezolucji mało się o tym mówi. Nie wyraża ona nawet części tych postulatów. Jej tekst pokazuje, że kolejny raz Parlament Europejski nie radzi sobie z komentowaniem spraw zagranicznych. Nigdy nie miał do tego mandatu i kolejny raz potwierdza słuszność decyzji obywateli w tej sprawie.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. — Glasovao sam za rezoluciju o situaciji u Egiptu s obzirom da ova država zauzima važnu poziciju i ulogu na Bliskom Istoku i Sredozemlju, te predstavlja strateškog partnera za Europsku uniju, s kojom ima znatne trgovinske odnose. Smatram da je značajno osigurati zaštitu svih građana bez obzira na njihovu pripadnost ili vjeru, te da slobode tiska i mišljenja predstavljaju temeljne demokratske vrijednosti za koje se EU bori na svjetskoj razini. Budući da postoji dugogodišnja tradicionalna veza između Egipta i Europe, držim da upravo Europska unija, u cilju stabilizacije ovog dijela svijeta, može egipatskim vlastima pomoći pri osnaživanju pluralističkog društva i smirivanju tenzija.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la résolution sur la situation en Égypte. Le texte condamne les répressions exercées sur les opposants politiques et les médias et demande la libération des prisonniers d'opinion. Même si l'Égypte est l'un des principaux partenaires de l'Union européenne dans la région et un facteur de stabilisation, la protection des droits de l'homme et de la liberté d'opinion n'est pas optionnelle.

La résolution a été adoptée à une large majorité, ce dont je me félicite.

Tunne Kelam (PPE), *in writing*. — I voted in favour of this resolution.

Egypt today is a troubled country. Basic human rights are under constant attack by extremist groups as well as authorities. The situation of Christians and women has worsened, regardless of new protective laws.

Štvrtok 15. januára 2015

Mass trials and death penalties passed are an indication of judicial partiality.

Whereas it is symbolically important gesture that President Abdel Fattah al-Sisi visited for the first time a Christian Copt church, on the occasion of Christmas Eve, Egypt needs to put real effort in protecting Christian minority against terrorist attacks by islamist extremists and people under their influence. Those responsible for attacks against religious minorities should be dealt with under the responsibility of the authorities and experience real punishments.

Allowing freedom of expression and assembly is a test case for any country that has overcome a long history of repressive regimes. I also support the call to ban the export to Egypt of surveillance technologies which could be used to spy on and repress citizens and, in line with the Wassenaar Arrangement, to ban the export of security equipment or military aid that could be used in the suppression of peaceful protest.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. — I very much welcome the resolution. The EU cannot turn a blind eye to all the repressions and human rights abuses happening in Egypt. It must use all its available tools to stop this. Only by building a truly pluralistic society that is respectful of the diversity of views can one ensure long-term stability and security in Egypt.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Sostengo con voto favorevole la proposta di risoluzione del collega on. Preda, in quanto ritengo che l'Unione europea debba mobilitarsi affinché in Egitto vengano a crearsi le condizioni per il definitivo stabilimento di una società pluralistica e pienamente democratica. Credo che tutte le forme di libertà che si esprimono attraverso la libertà di espressione, la libertà di unione, così come la libertà di stampa, rappresentino la base di qualsiasi società democratica. L'Unione europea, pertanto, dovrebbe farsi sostenitrice di azioni concrete volte a promuovere, all'interno del territorio egiziano, un'adeguata tutela di questi diritti alla luce anche del ruolo strategico che l'Egitto potrebbe svolgere nel processo di risoluzione dei conflitti nella strategica regione del mediterraneo.

Gabrielius Landsbergis (PPE), *raštu*. — Vos prasidėjus šioms metams, sausio 10 d., Egipto teismas egiptiečiui studentui skyrė trejų metų laisvės atėmimo bausmę už pareiškimą tinkle „Facebook“, kaltinant ateizmu.

Egipto demokratija, nors ir 2014 m. priimtoje konstitucijoje yra įtvirtinta, bet vis dar patiria didelių išbandymų pagrindinių laisvių, žmogaus teisių, žiniasklaidos laisvės užtikrinimo srityse.

„Freedom house“ organizacijos reitingas skelbia, kad Egipte laisvė nėra užtikrinama, tačiau matydami, kad Egiptas – vienas iš regiono lyderių, nuolat turime ieškoti būdų, kaip su tarptautinės bendruomenės pagalba daryti poveikį pokyčiams tiek regione, tiek ir pačiame Egipte.

Egiptas patiria didelių institucinių išbandymų kuriant politinę, teisinę ir ekonominę sistemą. Todėl pilietinės visuomenės stiprinimas – viena iš galimybių ir atspirties taškų siekiant pokyčių šalyje. O šie pokyčiai neišvengiami be tarptautinių įsipareigojimų ir susitarimų laikymosi, spaudos, susirinkimų laisvės užtikrinimo, nediskriminavimo principo laikymosi, terorizmo, korupcijos prevencijos.

Egiptas, buvęs vėliavnešiu Arabų revoliucijos metu, privalo stabilizuoti padėtį, o kartu su mūsų, Europos Sąjungos, atsakinga finansine pagalba – sukurti demokratinėmis vertybėmis grįstą valstybę.

Marine Le Pen (NI), *par écrit*. — La résolution du Parlement insiste à juste titre sur l'importance de l'Égypte en tant que voisin et partenaire majeur. L'Égypte joue un rôle actif et essentiel pour la stabilité en Méditerranée et au Proche-Orient. Le pays a un long chemin de démocratisation à parcourir, notamment en matière de liberté d'expression et d'association, et en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. Il faut cependant saluer la présence du président Al-Sissi dans une église copte au Caire à l'occasion de la messe de Noël, et son engagement à protéger les chrétiens et à garantir leur liberté de pratiquer leur culte. Il faut aider l'Égypte à combattre le terrorisme, notamment dans la péninsule du Sinaï. L'Union européenne et les États membres doivent également saluer les élections législatives annoncées pour le 21 mars et le 25 avril, et envoyer une mission d'observation.

Štvrtok 15. januára 2015

Javi López (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Juan Fernando López Aguilar (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución propuesta para votación en el caso de Egipto contiene cuestiones fundamentales, como la denuncia de la introducción de una nueva legislación sobre orden público que, entre otras cosas, puede hacer que un ciudadano o ciudadana pueda ser procesado en la jurisdicción militar en el caso de que haya indicios de delito cometido en dominio público. Se solicita también la puesta en libertad de los 167 parlamentarios elegidos en 2011 que actualmente se encuentran en prisión, se condenan las condenas a muerte masivas y se hace una denuncia de la situación de la comunidad LGBT, en la que la represión del Gobierno ha llegado al punto de aprobar una «ley sobre libertinaje» en la que se condena la libre expresión de la orientación sexual de las personas.

Sin embargo, la Resolución no incluye una petición expresa de la apertura del paso de Rafah, que impide la comunicación de los habitantes de Gaza con el exterior, y presenta un carácter de marcada injerencia, motivos por los cuales me he abstenido.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. — La Unión Europea atribuye gran importancia a su cooperación con Egipto por su condición de vecino y socio. Se condenan con firmeza los recientes ataques terroristas en la península del Sinaí y todos los demás actos terroristas perpetrados contra Egipto. Se pone de relieve que la UE y la comunidad internacional deben mostrarse firmes y cooperar con Egipto en su lucha contra el terrorismo. Además, se celebran los pasos dados por el Gobierno egipcio en favor del respeto de los derechos y libertades de las comunidades religiosas.

Štvrtok 15. januára 2015

Por otro lado, se solicita a las autoridades egipcias que apliquen plenamente los principios de los convenios internacionales, que subsanen las deficiencias de las elecciones presidenciales en la preparación de las elecciones legislativas anunciadas para los días 21 de marzo y 25 de abril de 2015 y que hagan de la protección y promoción de los derechos humanos una prioridad.

Por todo ello di mi apoyo a esta Resolución.

Ivana Maletić (PPE), *napisan.* — Egipat prolazi dugotrajan proces političke tranzicije nakon ostavke dugogodišnjeg predsjednika Hosnija Mubaraka u veljači 2011.

Egipatska vojska trenutno je glavni politički akter i donositelj odluka u zemlji, a zabrinjavajuća je činjenica da je veliki broj političkih oponenta osuđen na smrtnu kaznu.

Politička nesigurnost ogleda se u neprekidnim političkim prosvjedima, štrajkovima, i sukobima između muslimana i kršćana.

Podržavam ovu Rezoluciju i pozivam na dijalog između suprotstavljenih strana. To je jedini ključ napretka i rješenja krize kroz koju ova država prolazi već dugi niz godina.

Stabilizacija stanja u Egiptu bila bi dobar primjer ostalim državama na Bliskom istoku što je od presudne važnosti u ovom trenutku, pogotovo s obzirom na izrazito jačanje terorističkih skupina u tom dijelu svijeta.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski.* — Es nobalsoju par, jo stāvoklis Ēģiptē nav normāls, un mana politiskā grupa to nosoda. Situācija, kad vēlēšanas notiek zem armijas stobriem, kā arī kad iet bojā cilvēki, ir liela traģēdija. Žēl, ka tika pieņemts grozījums, saskaņā ar kuru bojā gājušo skaits ir ap 600 cilvēkiem, jo patiesībā tekstā runa bija par vairāk nekā 1100 bojā gājušajiem, kā to atzīmēja nevis Ēģiptes valdībai pietuvināti eksperti, bet tādi neatkarīgi un cienījami eksperti, kā *Human Rights Watch*. Visus S&D grupas grozījumus es arī atbalstīju.

Νότης Μαρτιάς (ECR), *γραπτώς.* — Απείχα από τη ψηφοφορία διότι το Ψήφισμα δεν είναι ισορροπημένο. Σταθερή πεποίθησή μου είναι ότι αφενός μεν πρέπει να αναγνωριστεί ο σημαντικός ρόλος που διαδραματίζει η Αίγυπτος στην περιοχή της Νότιας Μεσογείου και αφετέρου θα πρέπει η Αίγυπτος να δώσει προτεραιότητα στην προστασία και την προαγωγή των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και να λάβει μέριμνα για να υπάρξει λογοδοσία για τις παραβιάσεις των ανθρωπίνων δικαιωμάτων με ανεξάρτητη και αμερόληπτη απονομή της δικαιοσύνης.

David Martin (S&D), *in writing.* — I voted for this resolution which reminds the Egyptian Government that the long-term success of Egypt and its people depends on the protection of universal human rights and on the establishment and anchoring of democratic and transparent institutions also engaged in protecting citizens' fundamental rights; it calls, therefore, on the Egyptian authorities to fully implement the principles of international conventions.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto.* - Ho votato a favore della risoluzione del Parlamento europeo sulla situazione in Egitto. Esprimo la mia piena solidarietà al popolo egiziano nella sua lotta contro il terrorismo e una profonda preoccupazione per i trentadue giornalisti recentemente incarcerati in Turchia. La libertà di espressione e la libertà di riunione pacifista, elementi essenziali per una democrazia sana, devono essere considerati una priorità del governo turco, perché rappresentano una componente essenziale per ogni paese democratico.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto.* — La libertà di espressione, la libertà di unione, così come la libertà di stampa, rappresentano le fondamenta di qualsiasi società democratica e civile.

Sulla base di tale presupposto, ritengo che l'Unione europea dovrebbe farsi sostenitrice di azioni concrete volte a promuovere, all'interno del territorio egiziano, un'adequata tutela di questi diritti inalienabili.

Non dobbiamo perdere di vista il fatto che, l'Egitto, potrebbe svolgere un ruolo chiave nel processo di risoluzione dei conflitti nella regione del Mediterraneo.

A tal ragione è più che mai necessario che, all'interno del paese, vengano i principi assoluti stabiliti dalla costituzione.

Štvrtok 15. januára 2015

Ho offerto il mio consenso alla risoluzione, poiché sono dell'idea che essa veicoli efficacemente il messaggio secondo il quale, l'Unione europea debba mobilitarsi, in tempi brevi, affinché in Egitto vengano a crearsi le condizioni per il definitivo stabilimento di una società pluralistica e pienamente democratica.

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Da ich der Meinung bin, dass der vorliegende gemeinsame Entschließungsantrag den Status quo in Ägypten nicht verbessern würde, hätte ich mich der Stimme enthalten.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. — Cette résolution tient un double discours. D'une part, elle critique la répression générale à l'œuvre en Égypte: des dizaines de milliers d'emprisonnés après le coup d'État militaire et des centaines de personnes condamnées à la peine de mort dans les procès de masse. Mais d'autre part, elle soutient le gouvernement d'Al-Sissi, l'Égypte étant un partenaire stratégique de l'UE (et des USA). À noter que dans le même temps, un accord de libre-échange est en cours de négociation avec l'UE. Dans ces conditions, je m'abstiens.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — O Egito é o maior país árabe, um país crucial na região do Mediterrâneo do sul, um importante parceiro comercial da UE e um dos principais beneficiários da ajuda da UE. Os acontecimentos políticos, económicos e sociais neste país têm importantes consequências para toda a região.

Temos que condenar os confrontos e as mortes que têm acontecido. É necessário apelar a todos os intervenientes para que tomem consciência de que é imperativo acabar com os confrontos, de modo a que o Egito volte à normalidade e que as suas populações não mais sejam afetadas.

Temos que reiterar a nossa profunda solidariedade com o povo do Egito e continuar a apoiar as suas legítimas aspirações democráticas bem como os seus esforços no sentido de assegurar uma transição pacífica e democrática para reformas políticas, económicas e sociais. Os nossos esforços têm que fazer com que cessem as confrontações no Egito e se inicie um novo caminho para a paz e a democracia.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — It is my view that this resolution reaches a balance between the recognition of positive steps taken by the current Egyptian Government and the need for greater commitment to the safeguarding of human rights. The resolution also identifies the security challenges that Egypt is currently facing, not only in the Sinai Peninsula, but also on its border with Libya and the constant threat of terrorism. However, the shortcomings in the human rights sphere must also be addressed. There is a need to ensure freedoms of expression, association and assembly and political pluralism. Therefore, I voted in favour of this resolution in the hope that an appropriate balance between security enforcement and the protection of human rights can be found in Egypt.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. — Je condamne les violations constantes des droits de l'homme commises par les autorités égyptiennes depuis le mois de juillet 2013, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression, et les appelle à libérer les personnes actuellement en prison pour avoir exercé ce droit. La liberté d'expression et la liberté de la presse s'inscrivent dans le concept plus large de la gouvernance, qui est au centre de la stratégie de développement de l'Union européenne. Une presse libre et responsable, qui suit des principes déontologiques forts, est un ressort indispensable de la démocratie et de l'état de droit.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. — Minuloročné prijatie novej ústavy v Egypte, ktorá zakotvuje základné práva a slobody občanov, považujem za významný krok smerom k demokratizácii egyptskej spoločnosti.

Skutočnou výzvou však zostáva, ako vznešené právne princípy preniesť do každodenného života a predovšetkým do fungovania súdnictva, ktoré má zaručovať spravodlivý proces a rovnosť všetkých pred zákonom.

V tomto ohľade považujem za vysoko znepokojivé masové zatýkanie a hromadné súdne procesy s vysokým počtom obvinených, v ktorých nie je možné adekvátne zaručiť ich procesné práva, ako aj časté vynášanie rozsudkov smrti, čo je praktika, ktorú EÚ dlhodobo odsudzuje ako nezlučiteľnú so základným ľudským právom na život.

Štvrtok 15. januára 2015

Zdôrazňujem, že dlhodobá stabilita, bezpečnosť a prosperita Egypta závisí od dôvery vlastných občanov v štátne zriadenie a jeho predstaviteľov.

Takúto dôveru však nemožno získať bez zabezpečenia základných ľudských práv a slobôd transparentnými štátnymi orgánmi a inštitúciami na čele s nezávislým a nestranným súdnictvom. Nabádam preto Egypt, aby plne uplatňoval právne princípy medzinárodných dohovorov a zároveň rešpektoval svoje mezinárodné záväzky.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. — Após os primeiros sinais de ventos de mudança, a denominada Primavera Árabe, que teve lugar em 2011 num conjunto de países na região do Mediterrâneo e do Médio Oriente, não tem trazido o desejado Estado de direito a estas sociedades frágeis.

Exemplo disso é o Egito. O golpe de Estado perpetuado em 2013 levou ao poder o Presidente Abdel Fattah al-Sissi, que tem sido acusado de detenções arbitrárias constantes, intimidação, violação da liberdade de expressão e de reunião. A ONU e várias vozes internacionais já condenaram a falta de independência do sistema judicial plasmado no caso mediático dos três jornalistas da televisão Al-Jazira presos há um ano e condenados por apoio à Irmandade Muçulmana - movimento político classificado internamente como terrorista.

A perseguição e detenção permanente de homossexuais, o aumento do número de casos de violência contra as mulheres e a prática da mutilação genital feminina são sinais claros de atentados aos Direitos fundamentais numa sociedade cada vez mais polarizada.

Sou a favor desta proposta de resolução e da adoção de uma estratégia comum para o Egito, apoiada no princípio da condicionalidade e do apoio financeiro necessário para uma verdadeira reforma democrática.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. — Le Parlement européen s'inquiète dans ce projet de résolution, de la politique de répression menée à l'encontre des frères musulmans. Aveuglés par leur droit de l'homisme, les députés européens ne comprennent pas que le régime du maréchal Al Sissi est l'un des seuls à mener une guerre implacable au fondamentalisme islamiste. Par ailleurs, il devient suspicieux de constater les condamnations à géométrie variable de la part du Parlement européen. À quand une proposition de résolution pour dénoncer la politique anti chiite menée par le régime ultra minoritaire du Bahreïn? À quand une résolution exigeant du Qatar qu'il cesse de tolérer de véritables pratiques esclavagistes à l'encontre des migrants népalais? À quand une condamnation ferme des lois de l'Arabie Saoudite qui proscrivent notamment aux femmes le droit de conduire une voiture?

Dans l'attente d'une clarification, j'ai voté contre ce projet de résolution

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — I voted in favour of the resolution as I believe that the human rights situation in Egypt as it stands is unacceptable.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — L'Egitto continua a svolgere un ruolo fondamentale nel contesto regionale, basti pensare all'intervento di mediazione svolto nell'ambito del conflitto israelo-palestinese dopo gli scontri di quest'estate. Purtroppo la situazione interna continua ad essere caratterizzata da abusi nei confronti degli oppositori politici, da proteste e manifestazioni represses nel sangue, dall'utilizzo delle corti militari contro i civili. Con questa risoluzione invitiamo, dunque, le autorità egiziane a rilasciare tutte le persone incarcerate per la sola ragione di avere esercitato il proprio diritto di espressione e di manifestazione: oppositori politici, blogger, giornalisti, attivisti dei diritti umani, sindacalisti, esponenti della società civile e delle minoranze. Chiediamo che venga assicurata la sicurezza di tutti i cittadini indipendentemente dalla loro appartenenza politica o confessione religiosa. Chiediamo, infine, nuove azioni volte a promuovere il pluralismo politico, l'imparzialità del sistema giudiziario e la cessazione di tutte le violazioni dei diritti umani.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am votat această rezoluție deoarece aceasta vine, prin solicitările stipulate în textul său, să sublinieze importanța respectării drepturilor omului, libertății presei, dar și a rolului activ pe care îl poate juca acest stat în menținerea securității și păcii în regiune.

Štvrtok 15. januára 2015

Liadh Ní Riada (GUE/NGL), in writing. — I abstained on this motion for resolution on Egypt. I was disappointed that reference to the case of Ibrahim Halawa was not included in the joint motion. Sinn Féin was successful in including his case in the GUE/NGL resolution and it is regrettable that the joint motion does not mention him. As a prisoner of conscience who was imprisoned as a child following protests in August 2013, his case is an important example of the brutal repression of human rights, including the freedom of expression. I also regret that there was an emphasis on Egypt as a strategic partner for trade and security for the European Union. Relations between the EU and third countries should not be predicated on trade issues – Egypt's citizens are currently experiencing severe repressions of their democratic rights to freedom of expression, speech and association. Concern for the violation of their democratic rights should not be diluted by mentioning trade concerns.

Franz Obermayr (NI), schriftlich. — Ägypten befindet sich in einem schwierigen Prozess. Die Aufgabe der EU sollte es sein, den Frieden zu fördern, um einen politischen und sozialen Frieden zu erreichen. Terrorismus muss bekämpft und Menschenrechte geschützt werden. Die Pflicht der Europäischen Union ist es, die christliche Minderheit zu unterstützen und im Sinne der Schutzfunktion weiter zusammenzuarbeiten. Nach wie vor ist die Situation der Kopten eine sehr schwierige. Laufend werden sie entführt und ermordet. Des Weiteren werden Christen kontinuierlich diskriminiert. Ich fordere eine tatsächliche Veränderung und effektive Verbesserungen. Da ich keine tatsächliche Verbesserung im Antrag auffinden kann, habe ich gegen diesen Antrag gestimmt.

Younous Omarjee (GUE/NGL), par écrit. – Malgré la critique exprimée dans cette résolution contre les répressions policières abusives et l'utilisation de la peine de mort en Égypte, le texte continue d'afficher un soutien au régime d'Al-Sissi en tant que partenaire stratégique de l'UE et des États-Unis. Je me suis abstenu sur ce texte car j'estime que la lutte contre l'extrémisme ne justifie pas l'oubli des droits démocratiques, et je ne vois pas pourquoi l'Europe devrait s'immiscer dans les choix politiques du peuple égyptien.

Urmas Paet (ALDE), kirjalikult. — Toetasin resolutsiooni, sest see toetab demokraatlikke põhimõtteid ja Egiptuse elanike põhivabadusi. Egiptuse kodanikel peab olema õigus inimväärikusele, sotsiaalsele kaitsesele, parematele elamistingimustele ning ausale ja õiglasele kohtumõistmisele. Egiptus peaks võtma suuna demokratiseerumisele.

Aldo Patriciello (PPE), per iscritto. — Cari colleghi e care colleghe, considerate le precedenti decisioni del Parlamento europeo sulla situazione in Egitto, le risoluzioni del Consiglio Affari esteri (agosto 2013, febbraio 2014) e la Dichiarazione universale dei diritti umani, considerate le libertà di espressione e di associazione due pilastri indispensabili per una società pluralistica e democratica, considerati i 41 000 arresti dal luglio 2013 in relazione a manifestazioni pacifiche, la crescente violenza contro le donne, la soppressione dei diritti umani e di ogni libertà di opinione e di espressione, considerata la richiesta al governo egiziano di tutelare le minoranze etniche e religiose e di condannare ogni tipo di attacco alla libertà, per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), par écrit. — La résolution proposée est ridiculement en-deçà des enjeux. Penser que l'urgence en Égypte soit d'établir une société pluraliste ménageant les Frères musulmans n'a pas de sens à l'heure où le prétendu État islamique étend son emprise. Il est d'ailleurs absolument faux de penser qu'une société pluraliste soit nécessairement moins conflictuelle, comme on le voit bien avec la montée de tensions et de dérives djihadistes dans tous les pays de l'Union européenne. Je vote contre cette résolution.

Andrej Plenković (PPE), napisan. — Podržao sam Rezoluciju o stanju u Egiptu zbog potrebe za potporom međunarodne zajednice te za lakše i uspješnije rješavanje političkih i ekonomskih kriza i izazova.

Egipt je započeo proces političke transformacije koja je praćena političkom nestabilnošću. Korjenite političke promjene uzrokovale su brojne štrajkove, političke proteste te nepovjerenje između stranaka te je pravosuđe često nametalo oštre kazne političkim protivnicima. Došlo je do ograničenja sloboda i ljudskih prava, ponajviše slobode izražavanja mišljenja što se posebno istaknulo kod predsjedničkih izbora 2014. godine.

Štvrtok 15. januára 2015

Smatram da je suradnja Europske Unije i Egipta od najveće važnosti za jedinstvenost i stabilnost ovog područja te da će Egipat uz pomoć Europske Unije povratiti snagu demokratskih institucija koje će promicati solidarnost, poštovanje i zaštitu ljudskih prava te promovirati socijalnu osjetljivost i pravdu. Za ostvarivanje ovakvih ciljeva potrebno je da egipatske vlasti u potpunosti primjene međunarodne konvencije.

Želim istaknuti kako je suradnja Europske Unije i Egipta nužna u borbi protiv terorizma te kako trebamo zajedničkim snagama osigurati odgovornosti kod povrede i narušavanja ljudskih prava.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. — L'Egitto è un paese partner d'importanza strategica per la cooperazione con l'UE nella regione del Mediterraneo meridionale. È di fondamentale importanza che l'UE lo sostenga nel cammino verso la costruzione delle sue istituzioni democratiche e che il governo egiziano s'impegno per rispettare gli accordi internazionali presi con l'UE. Sono favorevole alla risoluzione ed al sostegno finanziario che l'UE darà all'Egitto, sempreché siano soddisfatte le condizioni politiche e democratiche indicate nel testo. Il paese ha bisogno, per far sì che la sua economia si sviluppi, e le condizioni del popolo migliorino, che la transizione democratica porti ad un governo stabile basato sui fondamenti della democrazia e che sia garante di tutti i cittadini. Solo la creazione di una società pluralista, che sia rispettosa delle minoranze e delle diversità di opinioni e di stili di vita, può garantire la stabilità del paese nel lungo periodo.

Jiří Pospíšil (PPE), *písemně*. — Fakt, že na jednáních Evropského parlamentu projednáváme v současnosti tolik bodů týkajících se mezinárodních záležitostí a otázek lidských práv, svědčí o tom, jak složitá situace panuje aktuálně ve světě. K tomuto okruhu patří i současná situace v Egyptě, kterou se zabývá naše usnesení. Situaci v Egyptě sleduji a osobně oceňuji jeho roli určitého prvku stability v regionálním měřítku. Rubem této stability by ovšem podle mého názoru nemělo být omezování základních svobod a lidských práv. K tomu bohužel v Egyptě v současnosti v některých případech dochází a já souhlasím s tím, že na to Evropský parlament formou usnesení reaguje.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — La situation en Égypte est inquiétante sur le plan des droits fondamentaux et je partage la majorité des considérations de cette résolution. Néanmoins, ce vote ne me semble pas pertinent à l'heure actuelle. L'Égypte souffre d'une grande instabilité et à moins de 2 mois d'élections législatives cruciales, ce texte ne s'adresse à aucun interlocuteur. Les affirmations de cette résolution seront en effet lettre morte dans l'attente de la création d'un nouveau gouvernement. Par conséquent, je m'abstiens. L'heure des critiques fondées viendra lorsque les dirigeants de ce pays auront les moyens de répondre, et qu'ils pourront être tenus responsables de leurs politiques.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — Votei favoravelmente a presente resolução que dá conta da grave situação que se vive no Egito, onde, desde o golpe militar de junho de 2013, se tem assistido a uma campanha de detenções arbitrárias, intimidação e censura contra jornalistas, defensores dos direitos humanos e opositores políticos. Neste sentido, importa apelar ao governo egípcio para que ponha termo a estes atos e se comprometa a assegurar o respeito e a defesa do Estado de direito, do pluralismo político e dos direitos fundamentais, nomeadamente a liberdade de expressão, associação e reunião, bem como a garantir a realização de julgamentos justos e imparciais, a investigação célere das alegações de uso excessivo da força, de maus tratos e de outras violações de direitos humanos e a punição dos respetivos responsáveis. O Egito é um parceiro estratégico de longa data da UE, sendo de destacar o seu importante papel para a estabilidade na região. A UE está, por isso, empenhada em apoiar continuamente o Egito no âmbito do processo de reforço das suas instituições democráticas. Tal apoio está, no entanto, dependente da cooperação das autoridades egípcias, que não poderão deixar de garantir o cumprimento das obrigações e condições políticas e democráticas necessárias.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Štvrtok 15. januára 2015

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Teresa Rodríguez-Rubio (GUE/NGL), por escrito. - Nos hemos abstenido sobre la Resolución porque expresa la preocupación por la situación de represión generalizada de los derechos democráticos, pide a las autoridades egipcias que pongan fin a todos los actos de hostigamiento y represión, y condena la oposición a la restricción de derechos fundamentales.

Claude Rolin (PPE), par écrit. — Inquiet par la situation des droits de l'homme en Égypte, le Parlement européen s'est prononcé en faveur d'une interdiction des exportations de matériel de sécurité ou d'aide militaire qui pourrait être utilisé dans la répression de manifestations pacifiques ou contre les intérêts stratégiques et de sécurité de l'Union. En signant cette résolution commune, j'ai soutenu l'interdiction, à l'échelle de l'Union européenne, de l'exportation vers l'Égypte de technologies d'intrusion et de surveillance susceptibles d'être utilisées pour espionner et réprimer les citoyens.

Car, gravement préoccupé par les restrictions des droits fondamentaux, et particulièrement les libertés d'expression, d'association et de réunion, le pluralisme politique et la primauté du droit, je réclame, dans cette résolution, la fin de tous les actes de violence contre les opposants politiques, les manifestants, les journalistes, les acteurs de la société civile. Et demande la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers d'opinion, de toutes les personnes détenues pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association, ainsi que de ceux détenus pour leur appartenance présumée aux Frères musulmans.

Fernando Ruas (PPE), por escrito. — Como afirmei neste debate, é com preocupação e alguma inquietude que olhamos para a atual situação no Egipto, pois, infelizmente, o conjunto de problemas que levaram à revolução primaveril de janeiro de 2011 prevalecem em grande medida na sociedade, na economia e na organização político-administrativa desta secular nação, a saber: elevado desemprego jovem e entre as mulheres; pobreza persistente; baixa taxa de literacia; tensões religiosas fomentadas por grupos extremistas; ataques terroristas; as dúvidas e sérias preocupações expressas pela comunidade internacional sobre o estado geral da democracia, a realização de julgamentos em massa e o uso da pena de morte.

Considero, contudo, que poderemos olhar para o futuro do Egipto e dos egípcios com alguma esperança, pois brevemente teremos eleições legislativas- o que implica sempre a abertura de novas janelas de oportunidade para a população e porque se evidencia uma recuperação económica que poderá levar o PIB da mais populosa Nação Árabe a crescer 3,5 % em 2015.

Espera-se agora uma atitude proativa das autoridades egípcias no cumprimento das recentes alterações constitucionais aprovadas, sublinhando ainda que continuaremos atentos, principalmente ao processo eleitoral que se avizinha e no âmbito da aplicação no território egípcio das medidas concretas constantes da Política Europeia de Vizinhança.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), por escrito. — Hemos votado a favor de la Resolución porque expresa la preocupación por la situación de represión generalizada de los derechos democráticos, pide a las autoridades egipcias que pongan fin a todos los actos de hostigamiento y represión, y declara la oposición a la restricción de derechos fundamentales.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), por escrito. — La Resolución propuesta para votación en el caso de Egipto contiene cuestiones fundamentales, como la denuncia de la introducción de una nueva legislación sobre orden público que, entre otras cosas, puede hacer que un ciudadano o ciudadana pueda ser procesado en la jurisdicción militar en el caso de que haya indicios de delito cometido en dominio público. Se solicita también la puesta en libertad de los 167 parlamentarios elegidos en 2011 que actualmente se encuentran en prisión, se condenan las condenas a muerte masivas y se hace una denuncia de la situación de la comunidad LGBT, en la que la represión del Gobierno ha llegado al punto de aprobar una «ley sobre libertinaje» en la que se condena la libre expresión de la orientación sexual de las personas.

Štvrtok 15. januára 2015

Sin embargo, la Resolución no incluye una petición expresa de la apertura del paso de Rafah, que impide la comunicación de los habitantes de Gaza con el exterior, y presenta un carácter de marcada injerencia, motivos por los cuales me he abstenido.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — Today alongside the S&D Group I voted in support of the motion for a resolution on the situation in Egypt. Freedom of expression and freedom of assembly are indispensable pillars of a democratic and pluralist society, and freedom of the press and media is a vital element for democracy and an open society. Since the military takeover of June 2013, the Egyptian Government has conducted a large-scale campaign of arbitrary detention, harassment, intimidation and censorship against government critics solely for exercising their rights to free assembly, association and expression, including journalists, students and human rights defenders, and against political opponents. This resolution calls for the immediate and unconditional release of all prisoners of conscience, all those detained for peacefully exercising their right to freedom of expression, assembly and association, as well as those detained for their alleged membership of the Muslim Brotherhood.

Davor Škrlec (Verts/ALE), *napisan*. — Situacija u Egiptu dosegla je svoj vrhunac u nepoštivanju temeljnih ljudskih prava. Stanje se pogoršava iz dana u dan. Režim koji ne dopušta slobodu govora i izražavanje mišljenja te loše upravljanje državom dodatno otežavaju ionako nezavidnu situaciju.

Naime, egipatske vlasti ne jamče vladavinu prava u svom punom opsegu, što dovodi do nepoštovanja temeljnih sloboda, a sektor civilnog društva nije dovoljno razvijen za pokretanje pozitivnih promjena.

Također, vezano za slobodu govora, bitno je naglasiti kako je u posljednjih 18 mjeseci zbog prekomjerne upotrebe sile od strane egipatskih snaga sigurnosti umrlo oko 1400 prosvjednika. Uz navedeno, nasilje nad ženama sve više eskalira, a slična situacija je i s LGBT zajednicom, koju se sustavno sramoti i progoni. Veliki problem predstavlja i eliminiranje opozicije s političke scene, čime se otvara prostor za neograničenu moć vladajućeg režima.

Iskreno se nadam kako će uz nastojanja i potporu Europske unije Egipat pokrenuti demokratske procese koji će jamčiti mir i sigurnost njegovih građanki i građana.

Igor Šoltes (Verts/ALE), *pisno*. — Svoboda govora, izražanja, združevanja in zbiranja so med osnovnimi stebri demokratične in pluralne družbe. Teptanje teh temeljnih svoboščin je potrebno strogo obsoditi in opozoriti širšo javnost na kršitve, ki se dogajajo v Egiptu. Iz tega razloga sem tudi podprl omenjeno resolucijo, saj menim, da je potrebno storiti vse, kar je v moči Evropskega Parlamenta, da se v 21. stoletju take kršitve ne bodo pojavljale. Ocenjeno je, da je bilo od posega vojske v Egiptu julija 2013 aretiranih že 41.000 ljudi, okoli 1.400 oseb pa ubitih. Med njimi je mnogo takih, ki so jih pridržali ali ubili zgolj in samo zaradi miroljubnih protestov ali ker so izrazili nestrinjanje z obstoječim režimom. Na žalost je poleg omenjenega nasilja močno prisotno tudi nasilje nad ženskami. Zatirane so LGBT skupine in osebe, ki jih podpirajo. Situacija se slabša tudi za nevladne organizacije, saj država vztraja in vsiljuje vse večji nadzor nad njimi. Kršena je svoboda govora, izražanja in dela. Ljudje so zatirani in ustrahovani. Evropski Parlament ne sme več stati križem rok in nemo opazovati krivic ter strahot, ki se dogajajo. Omenjena dogajanja je potrebno javno obsoditi in storiti vse, da se jih prepreči.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. - Podržavam izvješće o stanju u Egiptu i izražavam zabrinutost zbog nemilih događaja koji su spomenuti u izvješću. U duhu europskih vrijednosti ne podržavam nikakav oblik suđenja nevinima, političke likvidacije niti sprječavanja izražavanja mišljenja ljudi. U izvješću je opisano više političkih represija na neistomišljenike. Ističu se i islamistički napadi na kršćane i izražava se potpora izgradnji demokratskih institucija u Egiptu, jednom od glavnih faktora stabilnosti u regiji. EU će i dalje rado biti posrednik u različitim mirovnim pregovorima i najoštrije osuđivati sve oblike terorizma. Podržavamo egipatsku vladu u poticanju poštivanja ljudskih prava i kao promotora mira na Bliskom istoku. Apelira se da se uredi i da bude transparentan izborni sustav te da se ukine smrtna kazna. EU iskazuje zabrinutost zbog opstrukcije medija i mnogobrojnih prepreka oko izgradnje civilnog društva. Još jednom se aludira na egipatsku vladu da ima međunarodnu obvezu poštivanja ljudskih prava, vladavinu prava i izgradnju civilnog društva te medijske slobode. Želim izraziti vjeru da će se situacija u Egiptu, što je prije moguće, popraviti te da će krenuti stazama stabilnog razvoja temeljenog na jakom civilnom društvu i vladavini prava.

Štvrtok 15. januára 2015

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. — Η κατάσταση στην Αίγυπτο πρέπει να διευθετηθεί με διπλωματικά μέσα και κάθε προσπάθεια πρέπει να είναι προς αυτήν την κατεύθυνση.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. — J'ai voté pour cette résolution. L'Égypte se trouve dans un processus compliqué pour mettre fin à la crise suite à une période de grande instabilité. Nous devons l'aider dans son processus de transition et l'Union européenne pourrait se proposer en tant qu'intermédiaire, si l'Égypte en exprimait le souhait, afin de travailler avec toutes les parties pour arriver à une réconciliation politique nationale.

Nous devrions promouvoir la paix civile et organiser les élections parlementaires est une étape positive. Les objectifs doivent permettre la paix sociale et politique, contrer le terrorisme et protéger les droits de l'homme.

L'Égypte tiendra ses prochaines élections parlementaires en mars et avril 2015. Les députés européens ont exprimé leur inquiétude à propos de la montée de la répression et des attaques physiques envers les médias et la société civile en Égypte.

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. — The worsening of the democratic situation in a long-standing partner like Egypt is worrying, and this is why I voted in favour of the proposed resolution on the situation in Egypt. The text is well balanced and on the one hand acknowledges the difficult socio-economic and political background in Egypt following the 2011 revolution and the military takeover in 2013, while on the other hand strongly condemning the numerous breaches in the rule of law that have led to mass arrests of political opponents and the banning of NGOs receiving foreign funding. It also denounces the climate of fear and insecurity placed upon civil society (protesters, journalists, women and LGBTI people). Egypt is an important partner for the EU, but it needs to urgently make deep democratic and economic reforms.

Josep-Maria Terricabras (Verts/ALE), *por escrito*. — Egipto ha vivido dos revoluciones en poco más de dos años. El Gobierno de Al Sisi ha creado la arquitectura para aplicar un marco legal de represión que ataca frontalmente las libertades fundamentales de asociación, expresión y prensa, piezas básicas de cualquier Estado democrático, hecho que supone un grave obstáculo a la consolidación de un Estado democrático y de Derecho en Egipto. La injerencia de tribunales militares en asuntos civiles es otra muestra de la grave situación de vulneración de derechos básicos que atraviesa el país. Del mismo modo, es alarmante la discriminación que sufren las mujeres y el colectivo LGTB. El Estado egipcio tiene la obligación de proteger a todos sus conciudadanos, sin importar la ideología política, el género, la orientación sexual o la religión.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. — I vote in favour and support this resolution fully.

I express my grave concern about the on-going restrictions of fundamental democratic rights, notably the freedom of expression, association and assembly, political pluralism and rule of law in Egypt; I call for an end to all acts of violence, incitement, hate speech, harassment, intimidation or censorship against political opponents, protesters, journalists, bloggers, students, trade unionists, women's rights activists, civil society actors and minorities by state authorities, security forces and services, and other groups in Egypt; I condemn the excessive use of violence against protesters.

I want to emphasise that respect for freedom of the press, information and opinion (online and offline) and political pluralism are fundamental to democracy; I call on the Egyptian authorities to guarantee that those freedoms can be exercised without arbitrary limitations and censorship in the country, and I call on authorities to ensure freedom of expression.

I call for the immediate and unconditional release of all those detained for peacefully exercising their rights to freedom of expression, assembly and association, including the journalists Mohammed Fahmy, Peter Greste and Baher Mohamed, as well as those detained for their alleged membership of the Muslim Brotherhood; I call on the Egyptian authorities to ensure the right to a fair trial in accordance with international standards.

Štvrtok 15. januára 2015

Traian Ungureanu (PPE), *în scris*. — De la Revoluția din 2011 și până în prezent, Egiptul s-a confruntat cu o serie de provocări politice dificile. Alegerile prezidențiale din 2014 au avut loc într-un context în care libertatea de exprimare a fost îngrădită foarte mult. Viitoarele alegeri parlamentare ce vor avea loc în primăvara acestui an sunt așteptate de mult timp și sunt esențiale pentru a demara procesul de democratizare a țării.

Perioada de tranziție către o democrație consolidată nu este deloc ușoară, de aceea, eforturile guvernului trebuie intensificate pentru a o depăși cu succes. Acest stat trebuie să facă din protejarea și promovarea drepturilor omului o prioritate și să asigure tragerea la răspundere a tuturor celor care se fac vinovați de încălcarea drepturilor fundamentale, prin administrarea independentă și imparțială a justiției.

Egiptul este un partener strategic al Uniunii Europene în lupta împotriva terorismului și joacă un rol geopolitic esențial în procesul de pace din Orientul Apropiat. UE a fost și va rămâne un partener de încredere al Egiptului și va continua să ofere sprijin acestui stat în procesul de consolidare a instituțiilor sale, de respectare și apărare a drepturilor omului și de promovare a justiției sociale și a securității.

Am votat în favoarea acestei rezoluții.

Elena Valenciano (S&D), *por escrito*. — Para los socialistas europeos la situación interna de Egipto desde la revolución, su proceso de democratización y la estabilidad son muy importantes. Nuestro grupo pide a las autoridades egipcias que liberen inmediatamente y sin condiciones a todas las personas detenidas por ejercer su derecho a la libertad de expresión y de reunión pacífica.

He votado la Resolución sobre la situación en Egipto porque es un país clave para la Unión Europea debido a su rol regional y su aportación siempre en el conflicto entre Israel y Palestina, como ha quedado tan demostrado en la negociación del reciente alto el fuego en Gaza y también en la cooperación y en la lucha contra el Estado Islámico y otras amenazas regionales.

Queremos ver a Egipto en la dirección correcta para la transición democrática. Instamos a las autoridades egipcias a que trabajen respetando los derechos humanos y las libertades fundamentales. No son aceptables para la UE el acoso, la intimidación o la censura de los opositores políticos, representantes de la sociedad civil y las minorías.

Las elecciones parlamentarias convocadas para marzo son esenciales para dar un impulso real al proceso democrático, y se debe garantizar que sean libres y justas.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución propuesta para votación en el caso de Egipto contiene cuestiones fundamentales, como la denuncia de la introducción de una nueva legislación sobre orden público que, entre otras cosas, puede hacer que un ciudadano o ciudadana pueda ser procesado en la jurisdicción militar en el caso de que haya indicios de delito cometido en dominio público. Se solicita también la puesta en libertad de los 167 parlamentarios elegidos en 2011 que actualmente se encuentran en prisión, se condenan las condenas a muerte masivas y se hace una denuncia de la situación de la comunidad LGBT, en la que la represión del Gobierno ha llegado al punto de aprobar una «ley sobre libertinaje» en la que se condena la libre expresión de la orientación sexual de las personas.

Sin embargo, la Resolución no incluye una petición expresa de la apertura del paso de Rafah, que impide la comunicación de los habitantes de Gaza con el exterior, y presenta un carácter de marcada injerencia, motivos por los cuales me he abstenido.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. — De vrijheid van meningsuiting en de persvrijheid liggen zwaar onder vuur in Egypte sinds 2013. Ik veroordeel de schendingen van deze mensenrechten ten stelligste. Beide zijn fundamenten van de rechtstaat en als Europese Unie moeten we er alles aan doen deze te beschermen, zowel binnen als buiten onze grenzen.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. — La situation en Égypte est grave. Quoique l'on pense des Frères musulmans, l'armée a renversé un régime démocratiquement élu et même soutenu par la liesse populaire, c'est d'un coup d'État militaire qui a été organisé par le général Al Sisi. Les méthodes mises à l'œuvre depuis par les autorités égyptiennes ne peuvent que renforcer ce sentiment.

Štvrtok 15. januára 2015

Si je peux me féliciter de la reconnaissance des multiples violations des droits de l'Homme commises par les autorités égyptiennes en matière de pluralisme politique, d'atteintes à liberté de la presse ainsi que de l'utilisation de méthodes coercitives telles que les arrestations et détentions arbitraires, le harcèlement, l'intimidation ou encore la censure et ce contre toute opposition quelle qu'elle soit et ce à grande échelle, cette résolution me paraît pour le moins contradictoire.

Sous couvert de partenariat stratégique de l'Union européenne dans la région, il est surtout préconisé de poursuivre le soutien et l'assistance de l'UE pour mener des soi-disant réformes économiques et démocratiques dans la droite ligne du «plus pour plus», pilier de la politique européenne de voisinage, et on sait ce que cela veut dire.

En fait on soutient le gouvernement égyptien après quelques «remontrances».

Le peuple Égyptien mérite mieux, la priorité est de rétablir l'ordre démocratique.

J'ai donc choisi de m'abstenir.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. — Passados quatro anos de ilusões, com inúmeras atrocidades cometidas contra a população, temos novamente à frente da mais populosa nação árabe, aqueles que, na prática nunca deixaram de mandar no Egito. As forças armadas egípcias são, de facto, a instituição mais poderosa do país e o Ocidente sabe disto.

Não é por acaso que o regime egípcio foi largamente suportado pelos Estados Unidos com um subsídio médio anual de 1.8 mil milhões de dólares que dura há décadas. Apenas Israel e a Colômbia recebem mais. Ao mesmo tempo que o governo vai às compras para abastecer o seu exército, o povo tem fome de pão e sede de democracia e de direitos sociais.

O nosso apelo é para que deixem aquele povo decidir do seu futuro e cessem de apoiar as oligarquias locais em função dos interesses geoestratégicos do Ocidente.

Harald Vilimsky (NI), schriftlich. — Die christlichen Minderheiten, welche in Ägypten täglich Diskriminierung und Gewalt erfahren, müssen von der Europäischen Union unterstützt werden. Die schwierige Situation der Kopten, die laufenden Entführungen und Ermordungen und die generelle Diskriminierung der christlichen Gemeinde erfordern konkrete Verbesserungsvorschläge, die ich dem Antrag leider nicht entnehmen kann. Deswegen habe ich ihm auch nicht zugestimmt.

12.5. Prípád dvoch talianskych „marò“ (RC-B8-0006/2015, B8-0006/2015, B8-0009/2015, B8-0010/2015, B8-0015/2015, B8-0016/2015, B8-0017/2015)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Jean-Luc Schaffhauser (NI). - Monsieur le Président, nous avons voté pour cette résolution. Nous soulignons que les deux marins italiens doivent être rapatriés car il s'agit de la violation de leur liberté selon le droit international. Cela souligne aussi la perte de souveraineté, en l'occurrence de l'Italie.

Nous regrettons la manière dont les gouvernements italiens, sous les différentes présidences Monti, Letta et Renzi, ont géré cette affaire et apportons notre soutien à toutes les parties en présence qui recherchent une solution raisonnable et acceptable pour tous.

Nous encourageons M^{me} la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité à prendre toutes les dispositions nécessaires pour la libération des deux marins italiens.

Gerolf Annemans (NI). - Vlaams belang is solidair met de collega's van Lega Norte in deze en ik onderstreep ook onze grote bezorgdheid inzake het lot van die Italiaanse mariniers. Zij moeten meteen huiswaarts kunnen keren, zonder dat hun bewegingsvrijheid nog verder beperkt wordt, wat totaal onaanvaardbaar is. Wij betreuren ook de wijze waarop de zaak door de opeenvolgende Italiaanse regeringen is behandeld.

Wij moedigen wel mevrouw Mogherini aan om alle nodige stappen te ondernemen om in deze zaak snel en voldoening gevend resultaat te bereiken.

Štvrtok 15. januára 2015

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), *por escrito*. — He votado esta resolución pensando en las familias de los dos infantes de marina italianos que llevan más de dos años presos en India. Su caso es controvertido desde el punto de vista del Derecho internacional y el Derecho del Mar. Pero ellos iban como militares en una misión oficial de protección a un barco de su país, con todas las autorizaciones.

Desgraciadamente en el cumplimiento de su misión resultaron muertos dos pescadores indios. La responsabilidad debe ser del Estado italiano, o del Ejército italiano o de los superiores de los dos marinos presos. O del armador del buque al que protegían frente a la amenaza de la piratería en el Índico.

Debe haber una responsabilidad que se asuma y una reparación a las familias de los pescadores que resultaron trágicamente víctimas de un malentendido entre dos barcos.

El Gobierno de la India todavía no ha presentado cargos después de dos años. Para no hacer mayor la tragedia, los infantes de marina deben volver a sus casas en Italia. Uno de ellos gravemente enfermo. Y cualquier litigio debe resolverse según marca la legalidad internacional.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución se refiere a la detención de dos infantes de marina de nacionalidad italiana tras ser identificados como responsables de los disparos que acabaron con la vida de dos pescadores indios. Considero que la complejidad del caso no se ve adecuadamente reflejada en la Resolución y excede el ámbito competencial de la UE, por lo que no he votado a favor.

Louis Aliot (NI), *par écrit*. — En ce triste troisième anniversaire de l'affaire des deux fusiliers marins italiens, je me suis naturellement prononcé pour la résolution visant à soutenir que la compétence de juger les faits revienne soit aux autorités italiennes, soit à un arbitrage international. A ce jour, l'Inde soutient qu'elle est compétente pour connaître de cette affaire, car l'incident a eu lieu dans les eaux littorales qui relèvent de sa juridiction. Ces événements liés à des tensions diplomatiques ponctuelles ne doivent pas remettre en cause l'acquis de la sécurité des citoyens de l'Union dans les pays tiers.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. — Am Abend des 15. Februar 2012 ereignete sich vor der Küste von Kerala (Indien) ein Unfall, bei dem zwei indische Fischer von zwei italienischen Marineinfanteristen (Marò) getötet wurden. Letztere befanden sich an Bord eines italienischen Handelsschiffs, um es vor möglichen Piratenangriffen zu schützen. Aufgrund von Befürchtungen, ein solcher Angriff stehe bevor, gaben sie Warnschüsse auf ein sich näherndes Fischerboot ab, auf dem sich die beiden Fischer befanden, die so auf tragische Weise ums Leben kamen. Der Vorfall führte zur Verhaftung der beiden Marò, ohne dass jemals Anklage gegen sie erhoben wurde.

Ich begrüße den Entschließungsantrag, weil er die Anstrengungen der italienischen und indischen Parteien unterstützt, auf eine angemessene und für alle annehmbare Lösung hinzuarbeiten, um eine positive Klärung des Falls zu ermöglichen.

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — J'ai voté pour cette résolution car tout signe de l'Union européenne est aujourd'hui un soutien dont ces deux marins ont besoin. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le sort de ces deux soldats italiens dont l'un vit à l'ambassade d'Italie en Inde depuis février 2012.

Mais ne soyons pas dupes: l'Union, par cette déclaration, montre une faiblesse qui nous est insupportable. Je soutiendrai toujours les soldats qui protègent les ressortissants des États membres, notamment contre ce fléau qu'est la piraterie.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — This was not the subject of a roll-call vote. I believe, in the interests of democracy, that my constituents have the right to know how I voted. I therefore formally confirm that I chose to abstain on this motion.

Nicolas Bay (NI), *par écrit*. — Il était temps que l'Union européenne se préoccupe du sort de ces deux fusiliers-marins que l'on ne pouvait ainsi abandonner après les avoir envoyés en mission contre la piraterie. J'ai donc voté en faveur de cette résolution.

Štvrtok 15. januára 2015

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — Nous sommes avant tout ici face à une triste affaire où deux pêcheurs indiens ont trouvé tragiquement la mort.

Il est extrêmement préoccupant de constater le maintien en détention sans mise en accusation des fusillers marins italiens 3 ans après les faits. Il faut ici respecter la primauté du droit en veillant à ce que les droits des deux auteurs présumés soient pleinement respectés. Il faut également œuvrer à une solution mutuellement acceptable dans l'intérêt des deux familles, indienne et italienne, et des deux pays.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — En février 2012, dans les eaux au large de l'Inde, un accident a eu lieu lorsque deux pêcheurs locaux ont été tués et que deux officiers de la marine italienne ont été considérés comme responsables et arrêtés. Après plus de 3 ans de détention, ils ne sont toujours pas passés en justice et l'incertitude demeure dans cette affaire. Il devient vital pour les marins et leurs familles de trouver une solution rapide et appropriée afin de leur permettre d'être libres et de revenir en Italie. Cette résolution engage donc un soutien aux deux fusiliers-marins italiens et j'ai donc voté pour comme mes collègues italiens de la Ligue du Nord.

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. — Ho votato a favore della risoluzione che analizza il caso dei due Marò italiani trattenuti in India dal 2012. È necessario e doveroso che il Parlamento europeo si esprima sulla vicenda, chiedendo all'India di affidare il caso al giudizio delle autorità italiane.

Fintantoché i cittadini europei continueranno a pagare profumatamente per mantenere le sedi della rappresentanza diplomatica dell'Unione nei paesi terzi, la loro sicurezza dovrà essere garantita anche da queste strutture che dovrebbero attivarsi concretamente per la difesa dei diritti umani dei detenuti comunitari nel mondo.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — He votado esta resolución pensando en las familias de los dos infantes de marina italianos que llevan más de dos años presos en India. Su caso es controvertido desde el punto de vista del Derecho internacional y el Derecho del Mar. Pero ellos iban como militares en una misión oficial de protección a un barco de su país, con todas las autorizaciones.

Desgraciadamente en el cumplimiento de su misión resultaron muertos dos pescadores indios. La responsabilidad debe ser del Estado italiano, o del Ejército italiano o de los superiores de los dos marinos presos. O del armador del buque al que protegían frente a la amenaza de la piratería en el Índico.

Debe haber una responsabilidad que se asuma y una reparación a las familias de los pescadores que resultaron trágicamente víctimas de un malentendido entre dos barcos.

El Gobierno de la India todavía no ha presentado cargos después de dos años. Para no hacer mayor la tragedia, los infantes de marina deben volver a sus casas en Italia. Uno de ellos gravemente enfermo. Y cualquier litigio debe resolverse según marca la legalidad internacional.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. — Balsavau dėl šios rezoliucijos dėl dviejų suimtų jūrų pėstininkų, kurie, kaip buvo nustatyta, buvo atsakingi už šaudymą į žvejybos laivą. Situacija yra tokia, jog dėl šių įvykių kilo diplomatinė įtampa, nes šiam dviejų Italijos jūrų pėstininkų atvejui būdingas teisinis netikrumas ir net po trejų metų Indijos valdžios institucijos vis dar nepateikė kaltinimų. Europos Parlamentas didžiai liūdi dėl tragiškos dviejų Indijos žvejų mirties ir reiškia savo užuojautą. Tačiau pabrėžia, kad, nepaisant prieš trejus metus įvykusio įvykio pasekmių, Indija turėtų griežtai laikytis teisinės valstybės principų, visapusiškai gerbiant žmogaus teises ir teisėtus asmenų, kurie, kaip manoma, dalyvavo šiame įvykyje, teises. Parlamentas reiškia didelį susirūpinimą dėl to, kad Italijos jūrų pėstininkai yra sulaikyti nepateikus jiems kaltinimų. Ilgas vilkinimas ir jūrų pėstininkų judėjimo laisvės apribojimas yra nepriimtini ir tuo rimtai pažeidžiamos jų žmogaus teisės. Taigi Europos Parlamentas ragina ES vyriausiąją įgaliotinę užsienio reikalams ir saugumo politikai imtis visų reikiamų veiksmų, kad būtų apsaugoti du Italijos jūrų pėstininkai, siekiant rasti greitą ir patenkinamą šios bylos sprendimą.

Štvrtok 15. januára 2015

Simona Bonafè (S&D), *per iscritto*. — Ho votato con convinzione la risoluzione del Parlamento Europeo sul caso dei due marò italiani Massimiliano Latorre e Salvatore Girone che, svolgendo attività di antipirateria a largo dello stato del Kerala, sono accusati della morte di due pescatori indiani.

Condivido infatti la preoccupazione espressa nella risoluzione per la restrizione della libertà di movimento ai due fucilieri e per la loro detenzione senza capi d'imputazione, entrambi elementi che denotano una grave violazione dei diritti umani da parte delle autorità indiane.

Considero dunque fondamentale compiere ogni sforzo necessario per garantire un processo equo ai due marò, nel pieno rispetto dei diritti fondamentali dei cittadini dell'Unione europea detenuti in un paese terzo. Alla luce di quanto emerge dall'incidente, avvenuto in acque internazionali, auspico che la competenza giurisdizionale venga attribuita all'autorità italiana e/o ad un arbitrato internazionale. Il Parlamento chiede infine con forza che venga presa ogni misura possibile per arrivare a una soluzione pacifica e veloce del caso, nell'interesse delle famiglie italiane e indiane coinvolte.

Marie-Christine Boutonnet (NI), *par écrit*. — Federica Mogherini n'est pas plus efficace en qualité de haute représentante que précédemment, à la tête de la diplomatie italienne, pour libérer ses compatriotes, que l'on peut considérer comme des otages. Il est grand temps de souligner «la lenteur extrême de la procédure». Ces deux fusiliers-marins italiens ont agi dans le cadre de la lutte internationale contre la piraterie. Il conviendrait d'étudier, avec la plus grande attention, les données radar relatives à cet incident afin d'établir d'éventuelles responsabilités. Mais, comme le relève la résolution, «trois ans après les événements, les autorités indiennes n'ont toujours pas retenu de charges».

Mercedes Bresso (S&D), *in writing*. — I voted 'yes' because I consider it fundamental for the principle of Italian sovereignty to bring back the two 'Marò' to Italy.

Steeve Briois (NI), *par écrit*. — J'ai voté pour le projet de résolution du Parlement européen réclamant le rapatriement des deux fusiliers marins, et le traitement de l'affaire, soit par une juridiction italienne, soit par un arbitrage international. Le conflit d'interprétation quant à la zone de survenance de l'accident, témoigne des carences juridiques qui découlent du droit de la mer issu de la convention de Montego Bay. À ce titre, il convient de s'interroger sur la pérennité du principe de liberté en haute mer, principe de plus en plus menacé par la volonté des États de contrôler leur propre zone d'influence maritime.

Gianluca Buonanno (NI), *per iscritto*. — Voto positivo: ogni iniziativa utile al rimpatrio definitivo in Italia di Salvatore Girone e Massimiliano Latorre non può che essere accolta con favore e sostenuta.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. — He votado esta resolución pensando en las familias de los dos infantes de marina italianos que llevan más de dos años presos en India. Su caso es controvertido desde el punto de vista del Derecho internacional y el Derecho del Mar. Pero ellos iban como militares en una misión oficial de protección a un barco de su país, con todas las autorizaciones.

Desgraciadamente en el cumplimiento de su misión resultaron muertos dos pescadores indios. La responsabilidad debe ser del Estado italiano, o del Ejército italiano o de los superiores de los dos marinos presos. O del armador del buque al que protegían frente a la amenaza de la piratería en el Índico.

Debe haber una responsabilidad que se asuma y una reparación a las familias de los pescadores que resultaron trágicamente víctimas de un malentendido entre dos barcos.

El Gobierno de la India todavía no ha presentado cargos después de dos años. Para no hacer mayor la tragedia, los infantes de marina deben volver a sus casas en Italia. Uno de ellos gravemente enfermo. Y cualquier litigio debe resolverse según marca la legalidad internacional.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — Deux fusiliers-marins italiens sont détenus en Inde pour avoir tiré sur deux pêcheurs indiens alors qu'ils croyaient à une attaque de pirates. Ces fusiliers-marins sont retenus sans mise en accusation ce qui est totalement contraire aux principes des droits de l'homme. Cette situation constitue également un problème diplomatique en raison du désaccord existant entre les autorités indiennes et italiennes quant au déroulement des faits dans les eaux internationales ou nationales. J'ai voté en faveur de cette résolution qui demande un apaisement immédiat de la situation et un respect total des droits de l'homme.

Štvrtok 15. januára 2015

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Oggi ho votato a favore della risoluzione sui marò per esprimere grande preoccupazione riguardo la loro attuale condizione di detenzione, attuata con modalità e motivazioni che pongono numerosi interrogativi sulla tenuta della tutela dei loro diritti, certamente compressi da ritardi e restrizioni alle libertà fondamentali di giusto processo e difesa.

Complessi interrogativi si pongono infatti riguardo alla corretta applicazione, nella specie, dei principi di base del diritto internazionale marittimo con riferimento ai procedimenti penali e disciplinari, normalmente istruiti innanzi le autorità dello Stato di bandiera della nave.

Si frappongono inoltre, nel caso in esame, evidenti limiti all'esercizio di una competenza, che non sia quella di bandiera, a esercitare atti di giurisdizione o investigativi che provengano da altra autorità nazionale.

Chiedo quindi alle autorità indiane il rilascio dei marò, conformemente ai suesposti principi di giurisdizione nazionale e di diritto internazionale.

David Casa (PPE), *in writing*. — I voted in favour of this resolution as Europe cannot stand idle to the plight of these two Italian marines. International law should always serve to protect citizens and ensure that their human rights are safeguarded. The fact that, almost three years later, charges have not been brought forward by the Indian authorities sheds serious doubt on the reason for their incarceration. I urge that diplomacy be used to its full extent for the peaceful resolution of this situation.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — Approvare una risoluzione sul caso dei marò italiani Massimiliano Latorre e Salvatore Girone era un atto dovuto per il Parlamento europeo, poiché i due fucilieri di marina non sono solamente militari italiani ma anche cittadini europei, limitati nella loro libertà di movimento da più di tre anni sebbene non sia stata formulata contro di loro alcuna imputazione. Per questo esortiamo l'Alto rappresentante ad attivarsi in ogni modo per risolvere positivamente la crisi diplomatica nel più breve tempo possibile, mettendo sul tavolo anche le relazioni economiche e commerciali tra India e UE in caso di ulteriori rinvii infondati posti in essere da parte delle autorità indiane.

Aymeric Chauprade (NI), *par écrit*. — J'ai voté pour cette résolution car j'apporte tout mon soutien aux deux marins italiens dont l'un est toujours retenu en Inde.

Ces deux européens méritent de pouvoir être jugés par une juridiction nationale, étant donné que l'affaire a eu lieu dans les eaux internationales et qu'ils menaient des activités de contre-piraterie.

Caterina Chinnici (S&D), *per iscritto*. — A distanza di quasi tre anni dal giorno dell'arresto i due fucilieri di marina italiani sono ancora sottoposti in India a custodia cautelare senza sapere quale sia il capo d'imputazione a loro carico.

Tale ritardo, che è una chiara violazione dei loro diritti fondamentali, non è più accettabile.

In base al principio internazionale dell'immunità funzionale i militari di uno Stato, in servizio all'estero in forza di una norma di legge nazionale, sono soggetti, per gli atti compiuti nell'esercizio delle proprie funzioni, esclusivamente alla giurisdizione del paese d'invio. Anche per tale ragione giuridica, sono convinta che la soluzione alla vicenda debba passare necessariamente attraverso un processo davanti le corti italiane o al limite attraverso un arbitrato internazionale in base al VII° protocollo della Convenzione di Montego Bay.

La risoluzione spinge in questa direzione, proponendo nuovi spunti per proseguire il difficile negoziato.

Per questi motivi ho votato a favore.

Štvrtok 15. januára 2015

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — Questa risoluzione rappresenta un tassello importante nel mosaico di iniziative che si stanno conducendo per fare sì che questi due uomini tornino a casa. Per questo motivo ho votato a favore: desidererei davvero vedere in Italia Latorre e Girone, orgoglio della Nazione! Riscontro tuttavia un problema: questa risoluzione, così come tutte le altre iniziative del mosaico di cui parlavo prima, non ha nulla di concreto. È il governo italiano, in nome e per conto del quale i due marò erano su quella nave, a doverli riportare a casa sani e salvi, a tutti i costi. Hanno già atteso troppo, e noi abbiamo già sprecato troppo tempo.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Ho espresso il mio voto favorevole in merito alla mozione riguardante il caso dei due fucilieri della Marina italiana Massimiliano Latorre e Salvatore Girone.

Tale mozione, di cui sono stata promotrice, ha visto il voto favorevole di una pluralità di deputati provenienti da diversi Stati membri e di credo politico diverso.

Il largo consenso ottenuto deriva dal fatto che le autorità indiane stanno perpetrando una chiara e continuata violazione dei diritti umani, sia perché a distanza di 3 anni i Marò italiani sono ancora in attesa di un capo d'accusa, sia poiché gli stessi sono assoggettati ad un regime restrittivo della libertà personale senza che ve ne sia una valida ragione.

Inoltre, l'inerzia mostrata dall'autorità giudiziaria di Nuova Delhi viola il principio di civiltà giuridica di certezza del diritto che è compatibile con l'esistenza di poteri giurisdizionali discrezionali purché l'esercizio di questi sia fondato su elementi almeno in parte cognitivi e, quindi, oggettivamente controllabili.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — The case of the two Italian 'marò' has the potential to impact overall EU-India relations. The EU plays a central role in the respect of human rights at an international level and is also expected to take any necessary steps to protect the rights of its citizens. The absolute uncertainty about the future of the two Italians after almost three years, and the incredible delay in the process is unacceptable. The EU needs to apply all necessary restrictive measures to facilitate a solution. I voted in favour.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — Il caso marò va affrontato a livello europeo, perché europei sono i due cittadini protagonisti della vicenda. Il caso deve coinvolgere quindi l'intera diplomazia del vecchio continente e non solo quella italiana, dato peraltro che l'azione diplomatica italiana sul caso si è mostrata assolutamente fallimentare. Non è la politica che deve giudicare se i marò sono colpevoli o no in quanto si tratta di applicare delle convenzioni internazionali basilari come quella sui diritti civili e politici. Non si può quindi consentire in alcun modo che dei cittadini europei vengano lasciati in India senza alcun capo di imputazione, sono certo che se questi due cittadini fossero stati inglesi, francesi o tedeschi non sarebbero stati abbandonati al loro destino in India per tre anni. L'Italia ha bisogno di sentire l'Europa vicina e unita su questo caso. Per questo non posso che dare il mio voto favorevole alla presente risoluzione.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución se refiere a la detención de dos infantes de marina de nacionalidad italiana tras ser identificados como responsables de los disparos que acabaron con la vida de dos pescadores indios. Considero que la complejidad del caso no se ve adecuadamente reflejada en la Resolución y excede el ámbito competencial de la UE, por lo que no he votado a favor.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — In the resolution the EP expresses great sadness at the tragic death of the two fishermen and extends its condolences. However, the resolution also takes into account the position of Italy as a Member State that is arguing that jurisdiction should fall to either the Italian authorities or international arbitration. The resolution also expresses great concern at the detention without charge of the Italian marines and stresses that the marines must be repatriated. It also states that rights and security of EU citizens in third countries should be safeguarded by the EU diplomatic representation. Hence I voted in favour of this resolution.

Nicola Danti (S&D), *per iscritto*. — Ho sostenuto con convinzione l'approvazione della risoluzione congiunta sul caso dei due marò italiani, testo di cui peraltro sono co-firmatario.

Štvrtok 15. januára 2015

Trovo molto significativo che, con il dibattito di ieri sera in aula e con l'approvazione a stragrande maggioranza della risoluzione oggi in plenaria, la triste vicenda dei due marò abbia finalmente assunto una dimensione davvero europea.

L'Unione europea, anche attraverso il contributo che l'Alto rappresentante Federica Mogherini certamente saprà fornire al caso, dovrà e potrà aiutare l'Italia a raggiungere una soluzione definitiva, equa e condivisa dalle due parti, ad un contenzioso internazionale che dura ormai da troppo tempo.

Soluzione che non potrà prescindere dalla liberazione dei due marò e dall'individuazione di una cornice giurisdizionale idonea.

L'illegittima detenzione da tre anni di due cittadini europei senza alcun capo di accusa chiaramente formulato non fa onore all'India: l'Europa deve dimostrare anche questa volta di essere in prima linea nella sua azione a difesa dei diritti umani nel mondo.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Monsieur Latorre et Monsieur Girone sont détenus en Inde depuis trois ans, après avoir tué, le 15 février 2012, deux pêcheurs qu'ils affirment avoir pris pour des pirates. Victimes des tensions diplomatiques entre l'Italie et l'Inde ainsi que du flou juridique s'appliquant aux eaux maritimes, territoriales ou internationales, dans lesquelles le cas d'espèce s'est produit, ces deux fusiliers-marins n'ont toujours pas eu connaissance des charges retenues contre eux et aucun procès n'a encore été organisé. Par cette résolution, le Parlement européen rappelle le caractère inaliénable du droit des citoyens européens à avoir un procès équitable et dans des délais raisonnables. Le Parlement européen appelle également l'État italien et l'Inde à trouver une solution mutuellement acceptable dans l'intérêt des familles des accusés comme des victimes. Enfin le texte charge la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de prendre toutes les mesures nécessaires pour appuyer l'État italien. Estimant que la représentation diplomatique européenne a un rôle à jouer dans la résolution de cette affaire et se doit garantir les droits de M. Latorre et M. Girone, j'ai voté en faveur de cette résolution.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. — Ho votato convintamente la proposta di risoluzione riguardante il caso dei due marò italiani, che mira a intraprendere ogni azione necessaria a proteggere i due fucilieri ai fini del raggiungimento di una soluzione rapida e soddisfacente della vicenda. Esprimo il mio profondo cordoglio alle famiglie per la tragica fine dei due pescatori indiani, ma ritengo che il contenzioso dovrebbe essere gestito nella rigorosa osservanza dei principi dello Stato di diritto, rispettando pienamente i diritti umani e giuridici delle persone presumibilmente coinvolte. Auspico quindi che la giurisdizione sull'intera vicenda sia attribuita all'Italia o quantomeno a un arbitrato internazionale.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. — Подкрепих предложената резолюция по случая с двамата италиански морски пехотинци, защото вярвам, че принципите на правовата държава, правата на човека, както и правата на заподозрените, трябва да бъдат уважавани и защитавани. Смятам, че този случай позволява на ЕС да покаже своят капацитет и способностите си за действие що се отнася до защита на правата на европейските граждани в трети страни, защото именно гражданите ни са тези, които най-вече имат нужда да усещат подкрепата на Съюза, да виждат, че той защитава интересите им както в Европа, така и извън нея.

На мнение съм, че върховният представител на ЕС по въпросите на външните работи и политиката на сигурност следва да предприеме необходимите действия в защита на двамата италиански морски пехотинци с цел да се постигне бързо и задоволително решение на случая като се осигури независимо разследване и честен процес.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Nos hemos abstenido en el caso de esta Resolución. Aun entendiendo la importancia de los puntos en común que tenían todas las resoluciones presentadas sobre este caso, como es que uno de los infantes de marina padece una grave enfermedad o que llevan encarcelados sin que se les hayan imputado cargos los tres años transcurridos desde que los dos soldados asesinaran presuntamente a dos pescadores indios confundiéndolos con piratas, la Delegación de Podemos ha decidido votar abstención para remarcar que el proceso se ha encontrado con una falta absoluta de transparencia, incluyendo la disputa internacional por la jurisdicción de los hechos o la no imputación formal de cargos a los infantes de marina.

Štvrtok 15. januára 2015

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), γραπτώς. — Η ψήφος μου είναι θετική διότι οι συγκεκριμένοι στρατιώτες ήταν σε αποστολή προστασίας και ακολουθούσαν εντολές. Η Ευρώπη πρέπει να επέμβει για την απελευθέρωση τους και για ανθρωπιστικούς λόγους, αφού ο ένας εκ των δύο είναι άρρωστος.

Eleonora Evi (EFDD), *per iscritto*. — Esprimo il mio voto favorevole a questa risoluzione perché, se è vero che non è la politica a dover giudicare, è però sicuramente vero che compito della politica e soprattutto del Parlamento europeo è difendere il diritto di questi due cittadini europei ad avere un processo equo ed in tempi ragionevoli così come sancito dall'articolo 9 del Patto internazionale sui diritti civili e politici sottoscritto anche dalla stessa India. Credo anche sia necessario garantire ai due Italiani che sia un giudice terzo a giudicare circa la determinazione della giurisdizione al fine di garantire la maggiore imparzialità possibile. Esprimo inoltre il mio sostegno alla mozione perché desidero che siano sempre i diritti umani a prevalere su qualsiasi interesse economico.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. — Dňa 15. februára 2012 došlo v medzinárodných vodách k zabitiu dvoch miestnych rybárov a k obvineniu dvoch talianskych námorných dôstojníkov Massimiliana Latorreho a Salvatoreho Girona. Títo občania Európskej únie sú v Indii zadržíavaní už tri roky. Vzhľadom na polohu talianskeho ropného tankeru by mal byť prípad predložený Stálemu rozhodcovskému súdu zriadenému podľa Haagskej mierovej konferencie a tento súd by mal predmetný prípad riešiť a posudzovať ako záležitosť najvyššej naliehavosti. Je veľmi poľutovaniahodné, že indické úrady konajú veľmi neefektívne a pomaly a po troch rokoch stále čakáme na výsledok sporu.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — Il caso dei due marò italiani è un tema sul quale si dovrebbe riflettere attentamente. Questa risoluzione va nella giusta direzione e impegna il Parlamento europeo nel sostenere gli sforzi, finora inutili, degli ultimi governi italiani.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), γραπτώς. — Η υπόθεση των δύο ιταλών πεζοναυτών εκφράζει την σοβαρή παραβίαση του διεθνούς δικαίου αφού βρίσκονται φυλακισμένοι χωρίς να έχουν απαγγελθεί συγκεκριμένες κατηγορίες. Η Ευρώπη πρέπει να επέμβει για την απελευθέρωσή τους και επομένως ψηφίζω υπέρ.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — He votado a favor para solicitar a las autoridades indias una solución al caso de los dos infantes de marina italianos arrestados tras ser considerados culpables de la muerte de dos pescadores el 15 de febrero de 2012, cuando se produjo un incidente en aguas indias. Hay que tener presente que los dos oficiales se encontraban en un petrolero italiano en el marco de operaciones contra la piratería. El 10 de mayo de 2012, el Parlamento aprobó una Resolución sobre la piratería marítima en cuyo apartado 30 afirmaba que «de conformidad con el Derecho internacional, en alta mar, en todos los casos, incluyendo las medidas adoptadas en la lucha contra la piratería, se aplicará a los buques interesados y al personal militar empleado a bordo la jurisdicción nacional del Estado del pabellón», y señalaba que «ninguna autoridad salvo las del Estado del pabellón podrá ordenar el arresto o la detención del buque, ni siquiera como medida de investigación». Asimismo, los retrasos en el proceso han provocado que, después de casi tres años, aún no se haya formulado una acusación oficial en relación con los disparos.

Iratxe García Pérez (S&D), *por escrito*. — He votado esta resolución pensando en las familias de los dos infantes de marina italianos que llevan más de dos años presos en India. Su caso es controvertido desde el punto de vista del Derecho Internacional y el Derecho del Mar. Pero ellos iban como militares en una misión oficial de protección a un barco de su país, con todas las autorizaciones.

Desgraciadamente en el cumplimiento de su misión resultaron muertos dos pescadores indios. La responsabilidad debe ser del Estado italiano, o del Ejército italiano o de los superiores de los dos marinos presos. O del armador del buque al que protegían frente a la amenaza de la piratería en el Índico.

Debe haber una responsabilidad que se asuma y una reparación a las familias de los pescadores que resultaron trágicamente víctimas de un malentendido entre dos barcos.

El Gobierno de la India todavía no ha presentado cargos después de dos años. Para no hacer mayor la tragedia los infantes de marina deben volver a sus casas en Italia. Uno de ellos gravemente enfermo. Y cualquier litigio debe resolverse según marca la legalidad internacional.

Štvrtok 15. januára 2015

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. — He votado esta resolución pensando en las familias de los dos infantes de marina italianos que llevan más de dos años presos en India. Su caso es controvertido desde el punto de vista del Derecho internacional y el Derecho del Mar. Pero ellos iban como militares en una misión oficial de protección a un barco de su país, con todas las autorizaciones.

Desgraciadamente en el cumplimiento de su misión resultaron muertos dos pescadores indios. La responsabilidad debe ser del Estado italiano, o del Ejército italiano o de los superiores de los dos marinos presos. O del armador del buque al que protegían frente a la amenaza de la piratería en el Índico.

Debe haber una responsabilidad que se asuma y una reparación a las familias de los pescadores que resultaron trágicamente víctimas de un malentendido entre dos barcos.

El Gobierno de la India todavía no ha presentado cargos después de dos años. Para no hacer mayor la tragedia, los infantes de marina deben volver a sus casas en Italia. Uno de ellos gravemente enfermo. Y cualquier litigio debe resolverse según marca la legalidad internacional.

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. — Con spiacere constato l'assordante silenzio da parte dell'intero governo sulla questione durante il semestre di presidenza italiana. L'adozione della risoluzione odierna rappresenta una svolta per la vicenda dei marò ed un grande successo della delegazione di Forza Italia.

Per la prima volta infatti il Parlamento europeo, su proposta della nostra delegazione condivisa da tutti i gruppi politici, prende una posizione chiara e netta sulla questione, affermando con fermezza la violazione dei diritti umani dei due marò e dando un mandato forte all'Alto rappresentante Mogherini e a tutti gli altri organi europei affinché Latorre e Girone possano finalmente e definitivamente tornare a casa.

Enrico Gasbarra (S&D), *per iscritto*. - Dichiaro il mio voto favorevole alla risoluzione sul caso dei due marò italiani: l'Europa proceda con determinazione nei negoziati con l'India. I nostri concittadini, Latorre e Girone, ritenuti colpevoli della morte di due pescatori nei mari indiani, vengano al più presto liberati dal regime di detenzione cui sono costretti dal 15 febbraio 2012, per esser giudicati da tribunali internazionali o dalle autorità italiane, salvaguardando la giustizia nell'interesse e nel rispetto del bene dei due paesi e del dolore comune che la vicenda ha comportato.

L'Europa ribadisca il suo ruolo di garante del rispetto dei popoli e tra i popoli, nell'ottica di una politica di difesa e di tutela dei diritti dei propri cittadini. Abbiamo ricevuto la notizia che la Corte suprema ha accordato a Latorre un prolungamento di tre mesi del suo permesso in Italia per potersi sottoporre alle cure mediche di cui necessita. Auspichiamo, come il ministro degli Esteri italiano Gentiloni dichiara, che sia il primo segnale di un dialogo che finalmente porti a una reale risoluzione del negoziato con l'India che, come premesso dall'Alto rappresentante per la politica estera e sicurezza Federica Mogherini, rischierebbe diversamente di incidere sulle relazioni UE-India e sulla lotta globale contro la pirateria in cui l'UE è invece fortemente impegnata.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - As I already stated during the debate in the presence of High Representative Mogherini, I believe the adoption of a resolution on the Italian marines is premature and I hope that measures will be taken to make sure this initiative does not negatively influence EU-India relations at a time when the Commission is already struggling to kick-start relations with Delhi.

Michela Giuffrida (S&D), *per iscritto*. — Ho dato pieno appoggio alla proposta di risoluzione sul caso dei due «marò», Latorre e Girone, perché il diritto a un processo equo costituisce il fondamento di ogni sistema democratico. Rinnovo il mio rammarico per la morte dei pescatori indiani, tuttavia, tengo a sottolineare che la giurisdizione competente a processare i due fucilieri spetta allo Stato della bandiera dell'*Enrica Lexie*, l'Italia. La confusione sulla vicenda ha generato solo ritardi ingiustificati nell'istruzione dei procedimenti giudiziari e nel rimpatrio dei due imputati. In questa sede, vorrei evidenziare che la vicenda riguarda l'intera UE poiché spetta alle rappresentanze diplomatiche dell'UE accertarsi che i diritti e la sicurezza di cittadini europei detenuti in Stati terzi siano salvaguardati.

Štvrtok 15. januára 2015

Tania González Peñas (GUE/NGL), por escrito. — Nos hemos abstenido en el caso de esta Resolución. Aun entendiendo la importancia de los puntos en común que tenían todas las resoluciones presentadas sobre este caso, como es que uno de los infantes de marina padece una grave enfermedad o que llevan encarcelados sin que se les hayan imputado cargos los tres años transcurridos desde que los dos soldados asesinaran presuntamente a dos pescadores indios confundiéndoles con piratas, la Delegación de Podemos ha decidido votar abstención para remarcar que el proceso se ha encontrado con una falta absoluta de transparencia, incluyendo la disputa internacional por la jurisdicción de los hechos o la no imputación formal de cargos a los infantes de marina.

Antanas Guoga (ALDE), in writing. — I voted in favour of the case of the two Italian 'marò'. These two 'marò' have been waiting for three years to know their fate, and I therefore think that the European Union has to step in and help Italy protect the rights of its citizens.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), por escrito. - Nos hemos abstenido en el caso de esta Resolución. Aun entendiendo la importancia de los puntos en común que tenían todas las resoluciones presentadas sobre este caso, como es que uno de los infantes de marina padece una grave enfermedad o que llevan encarcelados sin que se les hayan imputado cargos transcurridos tres años desde que los dos soldados asesinaran presuntamente a dos pescadores indios confundiéndoles con piratas, la Delegación de Podemos ha decidido abstenerse para remarcar que el proceso se ha encontrado con una falta absoluta de transparencia, incluyendo la disputa internacional por la jurisdicción de los hechos o la no imputación formal de cargos a los infantes de marina.

Ivan Jakovčić (ALDE), napisan. — Glasovao sam za rezoluciju o slučaju dvojice talijanskih marinaca zbog toga što je taj slučaj doveo do diplomatske krize koju je potrebno riješiti na što prihvatljiviji način za sve obitelji, ali i za talijanske i indijske vlasti. Držim da nesretni događaj, koji se dogodio na otvorenom moru, treba okončati pred talijanskim ili međunarodnim sudom. Smatram da su ljudska prava talijanskih marinaca vrlo ugrožena jer ni nakon tri godine nije započet sudski proces pred indijskim vlastima. Očito je sada svima da pokojni indijski ribari nisu bili pirati niti su talijanski marinci pojmlili da se radi o ribarima već su mislili da im je ugrožen život od gusarskog napada i tragedija se dogodila iz nehaja. Poznato je da se u međuvremenu zdravstveno stanje marinaca znatno pogoršalo i zato mislim da slučaj treba hitno okončati u korist svih zainteresiranih strana jer sam uvjeren da je to moguće.

Jean-François Jalkh (NI), par écrit. — J'ai voté pour cette résolution car tout signe de l'UE est aujourd'hui un soutien dont ces deux marins ont besoin. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le sort de ces deux soldats italiens dont l'un vit à l'ambassade d'Italie en Inde depuis février 2012.

Mais nous ne sommes pas dupes: l'Union, par cette déclaration, montre une faiblesse qui nous est insupportable. Je soutiendrai toujours les soldats qui protègent les Européens, notamment contre ce fléau qu'est la piraterie.

Marc Joulaud (PPE), par écrit. — J'ai soutenu l'adoption par le Parlement européen d'une résolution sur l'affaire des deux fusiliers-marins italiens maintenus en détention en Inde sans mise en accusation. Si je suis naturellement attristé par la mort tragique de deux pêcheurs indiens, j'estime en effet qu'il convient de considérer les conséquences des événements survenus le 15 février 2012 du strict point de vue de la primauté du droit, en veillant à ce que les droits des auteurs présumés soient bien respectés.

Philippe Juvin (PPE), par écrit. — J'ai soutenu la résolution appelant au respect des droits humains et juridiques des deux fusiliers marins italiens arrêtés et détenus par les autorités indiennes depuis février 2012. Accusés d'avoir abattus deux pêcheurs indiens dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions de protection d'un navire de la marine marchande italienne, ces deux fusiliers marins sont toujours maintenus en détention, sans mise en accusation et lourdement restreints dans leur liberté de mouvement, ce qui constitue une atteinte à leurs droits. Cette résolution invite l'ensemble des parties, dont la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, à prendre les mesures nécessaires afin de parvenir rapidement au règlement de cette affaire.

Štvrtok 15. januára 2015

Barbara Kappel (NI), *schriftlich*. — Obwohl es tragisch ist, dass zwei Fischer aufgrund eines Missverständnisses bei Warnschüssen gegen eine mögliche Piratenattacke umgekommen sind, so ist es keineswegs akzeptabel, dass die zwei Seemänner, die diese Schüsse abgaben, nach drei Jahren noch immer nicht wissen, (1) welche Vorwürfe gegen sie (2) in welchem Land und (3) vor welchem Gericht erhoben werden. Indiens Handlungen in diesem Fall widersprechen nicht nur den Gepflogenheiten des internationalen Rechts, sondern unterminieren die Rechtssicherheit im internationalen Handelsverkehr wie auch die Bemühungen der Union im Kampf gegen Piraterie. Indien muss endlich bereit sein, eine mit internationalem Seerecht konforme Lösung zu finden, die internationale Rechtsgepflogenheiten respektiert. Rechtsstaatliche Prinzipien und der Respekt vor Menschenrechten müssen auch in Indien gelten, zumal bis heute keine Anklage gegen die beiden Seeleute erhoben wurde und alle Anfragen auf eine Rückführung nach Italien abgelehnt wurden. Die unnötigen Verzögerungen und die Einschränkung der Bewegungsfreiheit der Seeleute kommen einem schweren Bruch der Menschenrechte gleich. Eine Lösung muss gefunden werden, die für alle Seiten akzeptabel ist und dem Seerecht entspricht. Eine Anklage vor einem italienischen oder internationalen Gericht ist dabei eine Voraussetzung. Aus diesem Grunde unterstütze ich den gemeinsamen Entschließungsantrag in der Hoffnung, dass hier bald eine Lösung herbeigeführt werden kann.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. — I extend my condolences over the tragic death of the two Indian fishermen. The consequences of the event should nevertheless be treated strictly within the rule of law, fully respecting the fundamental rights of those allegedly involved. The Commission must stress the human rights situation in the framework of relations with India and consider further measures to facilitate a positive resolution to the case.

Kashetu Kyenge (S&D), *per iscritto*. — Ho votato con convinzione a favore di questa risoluzione, nella convinzione della gravità della vicenda che sta riguardando due fucilieri italiani detenuti dal febbraio 2012 in India, senza che da allora siano stati formulati capi d'imputazione. Il fatto che non ci siano stati fino ad ora passi in avanti significativi è frustrante e sta scuotendo l'opinione pubblica italiana. La risoluzione va nella direzione giusta: il protrarsi di questa situazione è inaccettabile, sono in discussione e violati diritti umani fondamentali. I fucilieri, cittadini europei, debbono essere rimpatriati, e la competenza giurisdizionale rispetto ai fatti che li hanno visti coinvolti va attribuita alle autorità italiane o ad un arbitraggio internazionale. Confido, nello spirito della risoluzione, in un rilancio dell'azione diplomatica da parte dell'Alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri e la politica di sicurezza perché gli obiettivi della risoluzione siano raggiunti, intraprendendo cioè ogni azione necessaria e non lasciando nulla di intentato per addivenire a una soluzione rapida e soddisfacente del caso. Sono certa che sarà così: il rinnovato impegno del nuovo Alto rappresentante dell'Unione è una rassicurante premessa, come lo sono le parole del portavoce del Segretario generale delle Nazioni Unite Ban Ki-moon. Riportiamo a casa i marò

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Oggi, grazie ad una iniziativa della delegazione italiana del PPE, sostenuta a grandissima maggioranza dai colleghi, il fenomeno dei Marò è divenuto una questione europea e non più solo nazionale. Purtroppo ad oggi, dopo tre anni, nessuna soluzione diplomatica o politica è riuscita a garantire un esito positivo a questa vicenda, che ritengo ora debba trovare una soluzione condivisa a livello europeo. Mi associo quindi con forza all'invito, rivolto nei confronti della Commissione europea e del Consiglio, a tenere conto di questa vicenda, in sede di negoziazione di nuovi accordi con l'India.

Javi López (S&D), *por escrito*. — He votado esta Resolución pensando en las familias de los dos infantes de marina italianos que llevan más de dos años presos en la India. Su caso es controvertido desde el punto de vista del Derecho Internacional y el Derecho del Mar. Pero ellos iban como militares en una misión oficial de protección a un barco de su país, con todas las autorizaciones.

Desgraciadamente, en el cumplimiento de su misión resultaron muertos dos pescadores indios. La responsabilidad debe ser del Estado italiano, o del Ejército italiano o de los superiores de los dos infantes de marina presos. O del armador del buque al que protegían frente a la amenaza de la piratería en el Índico.

Debe haber una asunción de responsabilidad que se asuma y una reparación a las familias de los pescadores que resultaron trágicamente víctimas de un malentendido entre dos barcos.

Štvrtok 15. januára 2015

El Gobierno de la India todavía no ha presentado cargos después de dos años. Para no hacer mayor la tragedia, los marinos deben volver a sus casas en Italia -uno de ellos gravemente enfermo-. Y la resolución de cualquier litigio debe hacerse según marca la legalidad internacional

Juan Fernando López Aguilar (S&D), *por escrito*. — He votado esta resolución pensando en las familias de los dos infantes de marina italianos que llevan más de dos años presos en India. Su caso es controvertido desde el punto de vista del Derecho internacional y el Derecho del Mar. Pero ellos iban como militares en una misión oficial de protección a un barco de su país, con todas las autorizaciones.

Desgraciadamente en el cumplimiento de su misión resultaron muertos dos pescadores indios. La responsabilidad debe ser del Estado italiano, o del Ejército italiano o de los superiores de los dos marinos presos. O del armador del buque al que protegían frente a la amenaza de la piratería en el Índico.

Debe haber una responsabilidad que se asuma y una reparación a las familias de los pescadores que resultaron trágicamente víctimas de un malentendido entre dos barcos.

El Gobierno de la India todavía no ha presentado cargos después de dos años. Para no hacer mayor la tragedia, los infantes de marina deben volver a sus casas en Italia. Uno de ellos gravemente enfermo. Y cualquier litigio debe resolverse según marca la legalidad internacional.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución se refiere a la detención de dos infantes de marina de nacionalidad italiana tras ser identificados como responsables de los disparos que acabaron con la vida de dos pescadores indios. Considero que la complejidad del caso no se ve adecuadamente reflejada en la Resolución y excede el ámbito competencial de la UE, por lo que no he votado a favor.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. — Lamento la forma en que las autoridades de la India están gestionando el caso de los dos marinos italianos, quienes todavía están a la espera de saber cuál será su suerte, después de tres años. Los retrasos que se están produciendo constituyen violaciones de los derechos humanos.

Además de respaldar al Gobierno italiano, considero que la UE tiene que intervenir para proteger los derechos de sus ciudadanos solicitando la aplicación de la jurisdicción nacional del Estado del pabellón con arreglo al Derecho internacional, como ya se pidió en la Resolución de 10 de mayo de 2012, e instando a la VP/AR a que adopte todas las medidas necesarias para protegerles y a que intente resolver este caso urgentemente y de forma satisfactoria.

Además, se pide a la Comisión y al Consejo que otorguen suma importancia al caso en el marco de sus relaciones bilaterales con la India y que, si fuese necesario, consideren la adopción de medidas restrictivas para encontrar una solución.

Por todo ello voté favorablemente a esta propuesta de Resolución.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. — 2012. godine dvojica pripadnika talijanske mornarice optužena su za ubojstvo dvojice indijskih ribara uz obalu južne indijske države Kerale. Pripadnici talijanske mornarice u svojoj obrani su iznijeli kako su zamijenili ribare za pirate. Incident koji se dogodio izazvao je veliki diplomatski spor između dviju zemalja.

S obzirom da presuda nije donesena već dvije godine, daljnje odlaganje može negativno utjecati na odnose Europske unije i Indije, a slučaj ima i važnu ulogu u globalnoj borbi protiv piratstva.

Podržavam Rezoluciju kako bi se što prije riješio spor između Indije i Europske unije u skladu s Konvencijom UN-a o pravu mora i međunarodnim zakonom.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. — Šī lieta ir ļoti dīvaina un joprojām līdz galam nesaprotama. Es nobalsoju par šo rezolūciju, jo tādas situācijas var atkārtoties: kad tūkstošiem bēgļu cenšas aizpeldēt līdz Eiropas Savienības dienvidu krastiem, parādīsies arvien vairāk tādu pseidokapteiņu, kuri ņems un ņems bēgļus uz kuģiem, un vēlāk šo cilvēku dzīvība var tikt apdraudēta. Eiropas Savienībai jārisina migrācijas politika, aktīvāk sargājot Eiropas intereses, no vienas puses, un sniedzot palīdzību grūtībās nonākušajiem cilvēkiem, no otras puses.

Štvrtok 15. januára 2015

Νότης Μαρτιάς (ECR), γραπτώς. — Απείχα από την ψηφοφορία λόγω της τεράστιας αμφισημίας περί τα πραγματικά περιστατικά τα οποία δεν επέτρεπαν την εκ μέρους μου συγκρότηση αξιόπιστης και αντικειμενικής αντίληψης της πραγματικής κατάστασης προκείμενου εν συνεχεία να κριθούν και μάλιστα δια της ψήφου μου οι περίπλοκοι νομικοί ισχυρισμοί των εκατέρωθεν πλευρών.

David Martin (S&D), in writing. — I voted for this resolution which encourages the EU High Representative for Foreign Affairs and Security Policy to take any necessary action to protect the two Italian marines in order to achieve a quick and satisfactory resolution to the case.

Fulvio Martusciello (PPE), per iscritto. — Ho votato a favore della risoluzione sul caso dei marò, i due fucilieri di Marina, Massimiliano Latorre e Salvatore Girone trattenuti in India da tre anni in attesa dell'avvio di un processo per l'accusa di avere ucciso due pescatori durante un'operazione antipirateria al largo delle coste somale nell'oceano Indiano.

È fondamentale intraprendere ogni azione necessaria per proteggere i due fucilieri italiani. Chiediamo il rimpatrio dei due marò, perché la loro detenzione senza accusa è una grave violazione dei diritti umani.

L'UE deve procedere con determinazione nei negoziati con l'India e onorare il suo impegno per una tutela piena e concreta dei diritti fondamentali dei propri cittadini, di ciascun cittadino europeo in stato di detenzione in ogni parte del mondo.

Barbara Matera (PPE), per iscritto. — È da tre anni che in Italia viviamo con angoscia la vicenda dei due fucilieri Latorre e Girone.

Nessuna soluzione diplomatica o politica è riuscita a garantire un esito positivo a questa vicenda.

Ritengo che, l'inettitudine della giustizia indiana, abbia determinato una grave e perpetrata violazione dei diritti umani.

Sulla scorta delle precedenti valutazioni ho deciso di sostenere, con voto favorevole, tale proposta di risoluzione.

Essa veicola efficacemente l'idea secondo la quale, il caso dei marò italiani, dovrebbe acquisire una dimensione europea.

Mi associo con forza all'invito, rivolto nei confronti della Commissione europea e del Consiglio, a tenere in considerazione questa vicenda, in sede di negoziazione di nuovi accordi con l'India.

Georg Mayer (NI), schriftlich. — Da ich bereits die diesbezügliche Anfrage zur mündlichen Beantwortung unterzeichnet habe, hätte ich auch bei der Abstimmung für den Entschließungsantrag gestimmt.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), par écrit. — Le 15 février 2012, au large des côtes indiennes et du port de Cochín, un pétrolier italien escorté par les membres d'une équipe de protection embarquée (EPE) militaire italienne, composée de six fusiliers marins, croise la route d'un navire de pêche indien, le St Antony. Deux des commandos de l'EPE, Massimiliano Latorre et Salvatore Girone, identifient le navire comme étant une embarcation de pirates, font usage de leurs armes et tuent deux marins pêcheurs. Depuis, les deux militaires sont retenus en Inde, d'abord incarcérés, puis en résidence surveillée au sein de l'ambassade d'Italie où ils se trouvent actuellement. Or en vertu du droit international, le navire se trouvant au moment des faits en eaux internationales, le droit «du pavillon» s'applique plutôt que le droit indien. En conséquence, la résolution demande le rapatriement des deux marins italiens. Cependant, la partialité de cette résolution qui justifie que les marins aient ouvert le feu me pousse à m'abstenir.

Nuno Melo (PPE), por escrito. — Concorde com as conclusões da presente resolução. Deve ser encontrada uma solução justa para a situação vivida pelos dois fuzileiros italianos. A Índia deve respeitar os direitos humanos dos dois italianos e encontrar rapidamente uma forma que lhes possa devolver a liberdade. Daí o meu voto favorável.

Štvrtok 15. januára 2015

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — I voted in favour of this resolution. I hope that a mutually acceptable solution is reached that respects the interests of all the people, as well as of both countries, involved.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne* — Držanie vo väzbe dvoch talianskych námorníkov v Indii po incidente vo februári 2012 pokračuje napriek tomu, že nebolo formálne vznesené obvinenie a nie sú naplnené medzinárodne uznávané štandardy na držanie vo väzbe.

India sa hrdo hlási ku skutočnosti, že je najväčšou demokraciou sveta. Zdôrazňujem však, že demokratický štát nie je len ten, ktorý formálne prijal demokratické princípy, ale ten, ktorý systematicky vyvíja skutočné úsilie o ich naplňovanie v praxi pre blaho svojich občanov.

Princíp právneho štátu leží v srdci všetkých demokratických spoločností a jedným z jeho základných pilierov sú právna istota a spravodlivý súdny proces. Porušovanie práva na spravodlivý proces žiaľ patrí medzi časté praktiky a jeho obeťou sú vo väčšine prípadov samotní občania Indie, ktorí strávia vo väzbe aj niekoľko desiatok rokov predtým, než sú postavení pred súd a dočkajú sa rozsudku.

Dvomi európskymi občanmi sú ich základné práva odopierané už tri roky. Žijú v neistote o tom, koľko rokov ich ešte v indickom väzení čaká, pričom podmienky vo väzení sú podľa mnohých ľudských právnych organizácií označované za žalostné. Dôkazom je snád aj to, že jeden z nich už utrpel infarkt a náchádza sa vo vážnom zdravotnom stave.

Pripájam sa preto k výzve, aby základné procesné práva týchto dvoch občanov boli rešpektované a táto záležitosť bolo riešená prioritne.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. — Deux fusiliers-marins italiens opérant sur le navire Enrica Lexie ont été arrêtés par les autorités indiennes après avoir ouvert le feu sur un navire de pêche indien, tuant deux pêcheurs. La présence des fusiliers sur le navire de la marine marchande italienne s'inscrivait dans la lutte contre la piraterie. Je regrette que deux personnes y aient trouvé la mort et je remets mes plus sincères condoléances aux familles et proches des victimes. Il est toutefois essentiel que l'effectivité du respect des droits fondamentaux soit assurée aux deux ressortissants européens arrêtés par les autorités indiennes et qu'une solution diplomatique équilibrée entre les différentes parties soit trouvée dans de brefs délais. J'invite la haute représentante à se saisir du dossier.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — I gave my full support to, and also co-signed, the motion for a resolution on the case of the two Italian 'marò', calling for fair treatment strictly within the rule of law and fully respecting the human and legal rights of those allegedly involved.

Sorin Moisă (S&D), *în scris*. — Dacă răspunzi unei injustiții cu o altă injustiție, este împotriva ideii însăși de dreptate. Acesta pare să fie cazul a doi pușcași marini italieni, acuzați fără să fie puși sub acuzare, de a fi ucis doi pescari indieni pe care i-au crezut ca făcând parte dintr-un atac pirateresc. Un caz dramatic de ambele părți. Cei doi italieni, europeni, ar trebui judecați de o jurisdicție care are dreptul să o facă, fără întârziere. A-i ține însă într-un fel de prizonierat administrativ, fără reguli, nu este corect. Este ceea ce li se întâmplă acum, în India.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. — Em 2012, o navio de pesca indiano St. Anthony aproximou-se do navio mercante italiano Enrica Lexie que navegava ao largo da costa do Estado de Kerala (Índia). Dois dos seis fuzileiros navais que se encontravam a bordo abriram fogo para se protegerem de um eventual ataque de pirataria. No entanto, atingiram de forma mortal dois pescadores indianos, tendo sido depois detidos e presos pelas autoridades indianas. Encontram-se ainda hoje a aguardar acusação.

Sabendo que os dois fuzileiros navais são cidadãos europeus e que se encontravam a bordo de um navio mercante italiano, em águas internacionais e a lutarem contra a pirataria, entendo que devem ser repatriados e devem ser estudadas as circunstâncias relativas ao incidente. Entendo também que a competência jurisdicional deve ser atribuída às autoridades italianas e/ou a uma arbitragem internacional.

Gostaria ainda de sublinhar a importância que assume o término deste conflito e espero que seja garantida a máxima proteção dos cidadãos europeus pelos respetivos serviços diplomáticos, sobretudo quando estes se encontrem detidos em qualquer país terceiro.

Štvrtok 15. januára 2015

Sophie Montel (NI), *par écrit*. — J'ai voté pour le projet de résolution du Parlement européen réclamant le rapatriement des deux fusiliers marins, et le traitement de l'affaire, soit par une juridiction italienne, soit par un arbitrage international. Le conflit d'interprétation quant à la zone de survenance de l'accident, témoigne de l'incertitude juridique qui entoure le droit de la mer issu de la convention de Montego Bay. À ce titre, il convient de s'interroger sur la pérennité du principe de liberté en haute mer, principe de plus en plus remis en cause par la volonté des États de contrôler leur propre zone d'influence maritime, compte tenu des nouveaux enjeux géopolitiques.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte, qui encourage la résolution d'un différend entre l'Italie et l'Inde. En 2012, deux fusiliers italiens en mission de lutte contre la piraterie à bord d'un navire marchand italien croisant au large du Kérala ont, de nuit, tiré des coups de semonce en direction d'un chalutier indien qui approchait. Deux pêcheurs indiens ont malheureusement perdu la vie dans l'action. Depuis, les fusiliers italiens, dont l'un est malade, sont maintenus en détention en Inde, sans qu'une mise en accusation ait été prononcée à leur encontre. Le texte appelle à faire prévaloir le droit international dans cette tragique affaire et à parvenir à une solution raisonnable pour les parties ainsi que pour les familles italiennes et indiennes.

Luigi Morgano (S&D), *per iscritto*. — Sono ormai quasi tre anni che Massimiliano Latorre e Salvatore Girone, due fucilieri della Marina militare italiana, sono detenuti in India senza essere ancora stati sottoposti a regolare processo, dopo l'incidente verificatosi a bordo della Enrica Lexie, durante il quale, per proteggere la nave da potenziali attacchi, scambiarono per pirati due pescatori indiani che nello scontro rimasero tragicamente uccisi. Nonostante i numerosi sforzi diplomatici, l'incertezza giuridica di questa vicenda non ha permesso di chiarire in quali acque si siano verificati questi tragici fatti e, di conseguenza, nessun accordo per una soluzione consensuale e definitiva, in conformità con il diritto internazionale, è stato ancora raggiunto. Ricordo solo che il 15 febbraio del 2012, i due marò italiani, cittadini europei, stavano svolgendo il loro compito nell'ambito delle attività di contrasto alla pirateria internazionale contro la quale l'Unione europea è fortemente impegnata. Massimiliano Latorre e Salvatore Girone, devono essere urgentemente rimpatriati e sottoposti a un giusto e rapido processo in Italia o, al limite, sotto la competenza di un arbitrato internazionale, che accerti definitivamente le circostanze dell'accaduto e le eventuali responsabilità. Non si può più rimandare: è una richiesta etica, prima che giuridica, alla quale, oggi, finalmente, si associa anche il Parlamento europeo.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — Con questa risoluzione intendiamo richiamare l'attenzione sulla grave situazione di incertezza giuridica, sulla lentezza del processo e le conseguenti lungaggini burocratiche che in questi anni hanno condotto alla lunga ed ingiustificata detenzione, con conseguente restrizione della libertà di movimento, dei nostri due fucilieri. Ciò rappresenta una seria violazione dei loro diritti umani e delle maggiori convenzioni internazionali in materia. Deploriamo il modo in cui sono state condotte sino ad ora le indagini e intendiamo sostenere ogni possibile sforzo per il raggiungimento di una soluzione accettabile per entrambi i paesi. Chiediamo l'intervento dell'Europa, nello specifico dell'Alto rappresentante per la politica estera dell'UE, affinché si risolva soprattutto la questione relativa al problema della giurisdizione applicabile e al possibile ricorso allo strumento dell'arbitrato internazionale. Ricordiamo che si tratta di due cittadini europei, che hanno quindi diritto alla protezione diplomatica UE. Il continuo rinvio da parte indiana rischia di incidere pesantemente non solo sulle relazioni tra l'Unione europea e l'India, ma anche sulla lotta globale contro la pirateria in cui l'Unione europea è fortemente impegnata.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am votat această rezoluție deoarece ea aduce în discuție încă o dată necesitatea respectării drepturilor omului, în toate situațiile. Rezoluția subliniază, de asemenea, un aspect important, și anume că drepturile și securitatea cetățenilor Uniunii în țările terțe ar trebui ocrotite de reprezentanțele diplomatice ale UE. Cazul celor doi pușcași marini italieni nu trebuie să se mai repete.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. — Am 19. Februar 2012 erschossen die italienischen Marò-Marinesoldaten – bei einem Einsatz gegen Piraten vor der indischen Küste zwei indische Fischer. Hier handelte sich um einen schweren Irrtum. Der Vorfall liegt bereits drei Jahre zurück und lastet nach wie vor schwer auf den Beziehungen zwischen Italien und Indien. Die Marinesoldaten wurden in Indien verhaftet und unter Mordklage gestellt. Im Land gilt die Todesstrafe, wird jedoch nur selten vollstreckt. Das Europäische Parlament fordert die Rückkehr der Marinesoldaten nach Italien, da es sich hier um eine Inhaftierung ohne Anklage handelt. Da es sich des Weiteren hier um eine schwere Verletzung der Menschenrechte handelt, habe ich diesen Antrag unterstützt.

Štvrtok 15. januára 2015

Younous Omarjee (GUE/NGL), *par écrit*. – J'ai voté contre ce texte car il me paraît inacceptable qu'une résolution du Parlement européen vise à influencer une procédure judiciaire en cours en Inde.

Urmās Paet (ALDE), *kirjalikult*. — Toetasin resolutsiooni, sest India peab tagama põhiõiguste kaitse ning õiglase kohtumõistmise. Antud teema puudutab lähedalt ka Eesti kodanikke, keda juba üle aasta Indias kinni hoitakse. Kuigi nad on kohtus võidu saavutanud, ei saa nad jätkuvalt riigist lahkuda. Lisaks Itaalia kodanikele tuleb ka Eesti ja Suurbritannia kinnipeetud laevakaitsjad kiiresti vabastada ja oma kodumaale lähedaste juurde tagasi saata.

Rolandas Paksas (EFDD), *raštu*. — Balsavau už šią rezoliuciją. Diplomatinė įtampa ir teisinis netikrumas turi būti kuo skubiau pašalinti ir priimtas abiems šalims priimtinas sprendimas.

Šių dviejų Italijos jūrų pestininkų atvejis kelia itin didelį susirūpinimą ne tik Indijos ir Italijos valstybėms, bet ir visai ES. Tai dar kartą parodo, kad ES diplomatinės atstovybės turėtų aktyviau ginti pagrindines trečiose šalyse sulaikytų ES piliečių žmogaus teises. Šios institucijos turi tinkamai užtikrinti ES piliečių teises ir saugumą.

Pritariu nuostatai, kad įvykiams, susijusiems su šiuo incidentu, būtų taikoma Italijos ar tarptautinio teismo jurisdikcija. Kiekviena problema turi būti sprendžiama taikiai, teisėtai, remiantis tarptautinės teisės standartais ir nepažeidžiant žmogaus teisių.

Reikia atkreipti dėmesį į tai, kad konflikto sprendimas gali turėti įtakos ES santykių su Indija plėtrai, ypač derantis dėl laisvos prekybos sutarties.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. — Cari colleghi e care colleghe, considerate la Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo e la Convenzione ONU sul diritto del mare, considerata la risoluzione del 10 Maggio 2012 del Parlamento europeo riguardo la pirateria marittima, considerato il dilungarsi dei tempi del processo e l'assenza totale di un' accusa nei confronti dei due militari, considerato che i due fucilieri di marina sono cittadini dell'Unione europea e che il 15 febbraio 2012 essi espletavano i loro compiti di lotta alla pirateria, per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), *par écrit*. — Il est tout à fait normal que les institutions de l'Union européenne apportent leur soutien à l'État italien pour défendre les intérêts des deux marins impliqués dans la tragique méprise qui a coûté la vie à deux pêcheurs indiens. Il faut tout faire pour leur assurer un procès rapide et équitable. Je soutiens donc cette résolution.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. — Podržavam Rezoluciju o slučaju dva talijanska marinca „marò” budući da se radi o kršenju ljudskih prava građana Europske unije od strane institucija Indije.

Prilikom sudara talijanskog tankera u službi borbe protiv piratstva „Enrica Lexie” i indijskog ribarskog broda „St. Antony” 2012. godine stradala su dva indijska državljana. Uzimajući u obzir da službena optužnica od strane indijskih vlasti protiv privedenih talijanskih marinaca Massimiliana La Torre i Salvatorea Gironea u protekle tri godine nije podignuta, prekršena su njihova ljudska prava i protuzakonito im se onemogućuje povratak u Italiju.

U Rezoluciji Europskog parlamenta o borbi protiv pomorskih pirata iz 2012. u članku 30. stoji kako je prema međunarodnom pravu u svim slučajevima borbe protiv piratstva na otvorenom moru, u eventualnom sudskom sporu, nacionalno zakonodavstvo pod čijom zastavom brod plovi, nadležno za brod i posadu.

Visoka predstavnica za vanjsku i sigurnosnu politiku EU-a Federica Mogherini je u prosincu 2014. izrazila zabrinutost zbog utjecaja ovog slučaja na bilateralne odnose Europske unije i Indije.

S ciljem sprječavanja daljnjeg narušavanja odnosa, Europski parlament jasno zahtijeva povratak talijanskih marinaca, državljana EU-a, u matičnu zemlju kako bi ih se procesuiralo prema talijanskim zakonima, u skladu s međunarodnim pravom.

Štvrtok 15. januára 2015

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — Par le biais de cette recommandation, le Parlement européen se penche sur la question de l'accident tragique intervenu entre un navire de la marine commerciale italienne et des pêcheurs indiens. Les conséquences de cet événement doivent être jugées selon les canevas du droit international, des premières exigences de la présomption d'innocence et des conditions de détention. En ce sens, il convient d'améliorer les relations diplomatiques, qui se sont depuis dégradées entre l'Italie et l'Inde, afin de permettre la venue d'une issue à ce conflit, et plus particulièrement par le biais de voies de droit équitables et effectives.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — Na noite de 15 de fevereiro de 2012, um navio de pesca indiano aproximou-se de um navio mercante italiano, que navegava ao largo da costa do Estado de Kerala, na Índia. Encontravam-se a bordo seis fuzileiros navais italianos, que tinham como missão proteger o navio de eventuais ataques de piratas. Aquando da aproximação e por receio de um ataque, foram disparados tiros de aviso contra o navio indiano, tendo dois pescadores indianos sido mortalmente atingidos. Na sequência deste incidente, as autoridades indianas detiveram dois fuzileiros que foram identificados como sendo responsáveis pela abertura do fogo contra o navio de pesca. O caso causou tensões diplomáticas, sendo particularmente preocupante que, passados três anos, as autoridades indianas mantenham os fuzileiros italianos detidos sem que nenhuma acusação tenha sido formulada. Votei, por isso, favoravelmente a presente resolução, que insta as partes a envidarem esforços, tendo em vista a obtenção urgente de uma solução razoável e mutuamente aceitável, que assegure o pleno respeito pelos direitos humanos e jurídicos dos supostos envolvidos.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. — En la noche del 15 de febrero de 2012, el petrolero italiano Enrica Lexie se cruzó con el pesquero St. Anthony frente a las costas de Kerala, en la India. Temiendo el ataque de piratas, los militares italianos a bordo del Enrica Lexie abrieron fuego contra el pesquero, a resultas de lo cual dos pescadores indios fallecieron. Cuatro días después, dos marinos italianos identificados como los autores de los disparos fueron detenidos por las autoridades indias. Tres años después, las autoridades indias aún no han presentado cargos y han negado la prórroga de los permisos de estancia en Italia de los dos detenidos. Dado que el Derecho internacional establece que los procesos penales y disciplinarios contra un acusado deben seguirse ante las autoridades del Estado del pabellón —en este caso el mismo que el de los acusados— y que ninguna otra autoridad nacional tiene derecho a ejercer jurisdicción o llevar a cabo tareas de investigación, deben respetarse los derechos humanos de los marinos y el Servicio Europeo de Acción Exterior de la Unión debe velar por los mismos y por que se llegue a una resolución rápida y satisfactoria del conflicto, tal y como recoge esta Resolución sobre la que he votado favorablemente.

Teresa Rodríguez-Rubio (GUE/NGL), *por escrito*. - Nos hemos abstenido en el caso de esta resolución. Aun entendiendo la importancia de los puntos en común que tenían todas las resoluciones presentadas sobre este caso, como el hecho de que uno de los infantes de marina padece una grave enfermedad o que llevan encarcelados sin que se les hayan imputado cargos los tres años transcurridos desde que los dos soldados asesinaran presuntamente a dos pescadores indios confundiéndoles con piratas, la Delegación de Podemos ha decidido abstenerse para remarcar que el proceso se ha encontrado con una falta absoluta de transparencia, incluyendo la disputa internacional por la jurisdicción de los hechos o la no imputación formal de cargos a los infantes de marina.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. — Dans cette résolution qui a été votée, le Parlement européen a insisté sur le besoin d'assurer le rapatriement des deux militaires italiens accusés d'avoir tué deux pêcheurs indiens en 2012, qu'ils avaient pris pour des pirates. En adoptant cette résolution commune, les députés se sont dits préoccupés par leur maintien en détention, sans mise en accusation, ainsi que par la lenteur extrême de la procédure et les restrictions imposées à la liberté de mouvement des fusiliers marins. Regrettant le traitement réservé à cette affaire, le Parlement a donc souscrit aux efforts consentis par toutes les parties intéressées pour rechercher sans tarder une solution raisonnable et acceptable par toutes les parties.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — Estou de acordo com esta proposta de resolução comum sobre o caso dos dois fuzileiros navais italianos, pois visa encontrar uma solução célere e definitiva, à luz do Direito internacional, para o impasse da detenção sem acusação ao qual se encontram sujeitos, mercê do incidente mortal que vitimou dois pescadores indianos em 15 de Fevereiro de 2012.

Štvrtok 15. januára 2015

Lamentando profundamente e, desde já, a trágica morte dos dois pescadores indianos, a cujas famílias envio as minhas sentidas condolências, considero que volvidos mais de dois anos sobre o incidente, é urgente encontrar uma solução definitiva para o julgamento destes dois fuzileiros navais, a qual deverá passar pelo seu repatriamento, pois este impasse constitui uma inaceitável e incompreensível violação dos seus direitos humanos.

Espero ainda, e à semelhança do que se pode ler no relatório hoje aprovado, que a competência jurisdicional para dirimir este conflito territorial seja atribuída às autoridades italianas ou à arbitragem internacional, com vista à obtenção de uma solução razoável, de rápida resolução e mutuamente aceite pelos países e famílias envolvidos e que, a curto prazo, a representação diplomática da UE assegure os direitos e a segurança destes cidadãos europeus.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — Depuis 2012, deux fusiliers-marins italiens sont détenus en Inde et accusés d'avoir tué deux pêcheurs indiens durant une opération anti-piraterie.

J'ai soutenu cette résolution car il est important qu'une solution diplomatique à ce conflit soit trouvée tout en respectant les principes du droit international. Ainsi les recours à une voie d'arbitrage international ou à la justice italienne pour le cas des deux fusiliers-marins pourraient être envisagés.

Par cette résolution, le Parlement appelle la vice-présidente et haute représentante de l'UE à prendre toutes les mesures nécessaires et à mettre en relation toutes les parties concernées pour aboutir à une solution acceptable.

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. — Ho votato a favore della risoluzione in cui si chiede di rimpatriare i due marò italiani e attribuire la competenza giuridica del caso alle autorità italiane o a un arbitraggio internazionale. La risoluzione va nella giusta direzione, ma noi delegati italiani siamo comunque stupiti dall'eccesso di prudenza, al limite del sospetto, che ha dimostrato il Parlamento. La prova è che in una partita di questo calibro, davanti a violazioni dei diritti umani così evidenti, la diplomazia italiana è stata lasciata sola. Mi auguro che i troppi lati oscuri e negativi di questa vicenda diano almeno la possibilità di compiere una seria riflessione da parte del Parlamento europeo al fine di guidare le nostre azioni alla realizzazione di un'effettiva unità, che non sia solo economica, ma anche culturale, sociale e politica.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera favorevole questa risoluzione in quanto si chiede che la competenza giurisdizionale sia attribuita alle autorità italiane e/o a un arbitraggio internazionale ed inoltre incoraggia l'Alto rappresentante per la politica estera dell'UE Federica Mogherini a intraprendere ogni azione necessaria per proteggere i due fucilieri italiani ai fini del raggiungimento di una soluzione rapida e soddisfacente del caso.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — Nos hemos abstenido en el caso de esta Resolución. Aun entendiendo la importancia de los puntos en común que tenían todas las resoluciones presentadas sobre este caso, como es que uno de los infantes de marina padece una grave enfermedad o que llevan encarcelados sin que se les hayan imputado cargos los tres años transcurridos desde que los dos soldados asesinaran presuntamente a dos pescadores indios confundiendo con piratas, la Delegación de Podemos ha decidido votar abstención para remarcar que el proceso se ha encontrado con una falta absoluta de transparencia, incluyendo la disputa internacional por la jurisdicción de los hechos o la no imputación formal de cargos a los infantes de marina.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución se refiere a la detención de dos infantes de marina de nacionalidad italiana tras ser identificados como responsables de los disparos que acabaron con la vida de dos pescadores indios. Considero que la complejidad del caso no se ve adecuadamente reflejada en la Resolución y excede el ámbito competencial de la UE, por lo que no he votado a favor.

Štvrtok 15. januára 2015

Remo Sernagiotto (PPE), *per iscritto*. — Riportiamo a casa i nostri marò! È questo il nostro forte appello contenuto nella risoluzione approvata oggi a larghissima maggioranza. Mi auguro che l'Europa si impegni affinché venga trovata una soluzione equa e in tempi rapidi al caso di Massimiliano Latorre e Salvatore Girone. Dal 2012 i fucilieri italiani sono detenuti in India senza precisi capi d'imputazione. Questa grave situazione di incertezza giuridica rappresenta una palese violazione dei diritti umani, ed è per questo che chiediamo che la competenza giurisdizionale del caso sia attribuita alle autorità italiane o a un arbitraggio internazionale. Invitiamo pertanto l'Alto rappresentante europeo Federica Mogherini a intraprendere tutte le misure necessarie per rimpatriare quanto prima i nostri ragazzi.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — I voted to adopt the resolution on the case of the two Italian 'marò'. The consequences of the event of 15 February 2012, resulting in the death of the two Indian fishermen, should be treated strictly within the rule of law, fully respecting the human and legal rights of those allegedly involved. The European Parliament supports the efforts of all parties involved to work urgently towards a reasonable and mutually acceptable solution in the interest of all the families – Indian and Italian – involved, as well as of both countries.

Davor Škrlec (Verts/ALE), *napisan*. — Zabrinut sam zbog uhićenja talijanskih marinaca s obzirom na to da je riječ o očiglednom kršenju osnovnih ljudskih prava. Marinci su pritvoreni bez optužnice te im je uskraćen pristup potrebnoj pravnoj pomoći.

Osim kršenja prava i građanskih sloboda, dugotrajni proces ograničava pristup njihovim obiteljima kao i pružanje adekvatne liječničke pomoći.

Zbog nedostatnosti pregovaračkih napora između Republike Indije i Republike Italije, nakon tri godine indijske vlasti još nisu podigle službenu optužnicu.

Nužno je u što kraćem roku omogućiti pošteno suđenje koje će marincima garantirati poštovanje ljudskih prava. Također, potrebno je što prije okončati ovu nehumanu situaciju i pronaći rješenje prihvatljivo za obje strane. Podržao sam Rezoluciju jer smatram kako poštovanje ljudskih prava treba biti prioritet Europske unije i pozivam na što skorije rješenje problema.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. — Prije svega izrazio bih veliku tugu zbog tragične smrti dvojice indijskih ribara i upućujem svoju sućut. Posljedice slučaja od 15. veljače 2012., svakako treba tretirati strogo u skladu s vladavinom prava, ali i uz puno poštovanje ljudskih i zakonskih prava onih koji su u slučaj uključeni. Izražavam veliku zabrinutost za talijanske mornare u pritvoru, te naglašavam da bi marinci trebali biti vraćeni u vlastitu zemlju članicu zbog dugotrajnog kašnjenja i ograničenja slobode kretanja marinaca za koje držim da su neprihvatljivi i predstavljaju ozbiljnu povredu svojih ljudskih prava. Podsjećam da bi prava i sigurnost građana EU-a u trećim zemljama trebali biti zaštićeni od strane diplomatskog predstavništva EU-a, koje bi trebalo aktivno raditi na obrani temeljnih ljudskih prava građana EU-a u pritvoru u bilo kojoj trećoj zemlji. Također podsjećam na priopćenja i napore prethodne visoke predstavnice Catherine Ashton i aktualne Federice Mogherini u rješavanju ovoga slučaja. Sukladno svemu navedenom podržavam ovu rezoluciju.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. - Podržavam donošenje rezolucije o talijanskim marincima, jer se radi o slučaju s brojim preprekama i predugom procesu razjašnjavanja činjenica. Talijanski marinci su u vodama Indijskog oceana ubili dvojicu indijskih ribara. Marinci su pratili brod pod talijanskom zastavom, kao zaštitari u području opasnosti od pirata. Mislili su da su ribari pirati i postupili su u dobroj vjeri, a kasnije je konstatirano da se radi o nesretnom slučaju. Indija je zatražila da se marincima sudi u Indiji, jer se slučaj zbog u njezinom teritorijalnom moru, dok Italija tvrdi da se treba suditi u Italiji, jer je u pitanju brod s talijanskom zastavom, a slučaj se zbog u međunarodnim vodama. Gotovo tri godine Italija i Indija pregovaraju o mjestu na kojem se treba suditi marincima i po kojem zakonu, jer po indijskom zakonodavstvu mogu biti osuđeni na smrtnu kaznu. Slučaj su obilježili brojni politički pregovori i nesuglasice, a marinci još uvijek čekaju odluku o svojoj sudbini u talijanskom Veleposlanstvu u New Delhiju. Ova rezolucija bi pomogla dvojici Talijana, a bila bi i dobar temelj za eventualne buduće slične slučajeve.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. — Η ΕΕ πρέπει να στηρίζει τις προσπάθειες των ανθρώπων που εκτελούν αποστολές προστασίας της ανθρώπινης ζωής και ασφάλειας.

Štvrtok 15. januára 2015

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. — La situation des deux «Maro» (fusiliers-marins) italiens en Inde est scandaleuse. La Cour suprême de l'Inde a, en effet, refusé d'examiner les deux demandes des Maro italiens. «L'enquête sur la mort des pêcheurs n'est pas terminée. Et les charges n'ont pas encore été présentées», estime la Cour, citée par la presse italienne. Les juges indiens ont ainsi refusé de prolonger, pour une nouvelle période de quatre mois, le séjour pour convalescence de Massimiliano Latorre en Italie; sauf autre décision, il devrait rentrer en Inde le 13 janvier, fin de sa permission. Ils ont également rejeté la demande de Salvatore Girone d'avoir une permission pour retourner en Italie à Noël.

Une décision jugée «décevante» par la haute représentante de l'Union, Federica Mogherini, qui regrette, dans un communiqué rendu public mardi soir, qu'une «solution mutuellement convenue n'ait pas été rendue possible».

La situation de ces deux militaires européens est en attente depuis près de trois ans maintenant. L'Union européenne a toujours appelé à une solution mutuellement acceptable, dans l'intérêt de l'Italie et l'Inde, fondée sur le droit international

Elena Valenciano (S&D), *por escrito*. — He votado esta resolución pensando en las familias de los dos infantes de marina italianos que llevan más de dos años presos en India. Su caso es controvertido desde el punto de vista del Derecho internacional y el Derecho del Mar. Pero ellos iban como militares en una misión oficial de protección a un barco de su país, con todas las autorizaciones.

Desgraciadamente en el cumplimiento de su misión resultaron muertos dos pescadores indios. La responsabilidad debe ser del Estado italiano, o del Ejército italiano o de los superiores de los dos marinos presos. O del armador del buque al que protegían frente a la amenaza de la piratería en el Índico.

Debe haber una responsabilidad que se asuma y una reparación a las familias de los pescadores que resultaron trágicamente víctimas de un malentendido entre dos barcos.

El Gobierno de la India todavía no ha presentado cargos después de dos años. Para no hacer mayor la tragedia, los infantes de marina deben volver a sus casas en Italia. Uno de ellos gravemente enfermo. Y cualquier litigio debe resolverse según marca la legalidad internacional.

Marco Valli (EFDD), *per iscritto*. - L'approvazione della risoluzione sui due marò italiani rappresenta un atto dovuto nei confronti di due cittadini europei, Massimiliano Latorre e Salvatore Girone, la cui situazione attende una risposta da più di tre anni.

Attraverso questa risoluzione il Parlamento europeo ha giudicato la restrizione della loro libertà e i lunghi ritardi delle autorità indiane nell'istruzione del procedimento come una grave violazione dei diritti umani.

Tali diritti sono sanciti da trattati internazionali quali la Convenzione Internazionale sui diritti civili e politici ratificata anche dalle stesse autorità indiane.

La risoluzione del Parlamento europeo ha chiesto che la competenza giurisdizionale sia attribuita al più presto alle autorità italiane e/o ad un arbitraggio internazionale ed invita la Commissione e il suo Alto rappresentante per gli affari esteri e la politica di sicurezza, Federica Mogherini, di avviare iniziative politiche concrete per una soluzione rapida e soddisfacente del caso anche sacrificando gli accordi commerciali presenti e/o futuri se necessario.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — La Resolución se refiere a la detención de dos infantes de marina de nacionalidad italiana tras ser identificados como responsables de los disparos que acabaron con la vida de dos pescadores indios. Considero que la complejidad del caso no se ve adecuadamente reflejada en la Resolución y excede el ámbito competencial de la UE, por lo que no he votado a favor.

Štvrtok 15. januára 2015

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. — Na sequência do acidente entre o petroleiro italiano *Enrica Lexie*, com seis fuzileiros italianos destacados para proteção contra eventuais ataques de piratas, e o navio de pesca indiano *St. Anthony*, ao largo da costa de Kerala (Índia), no qual morreram dois pescadores, a Índia confiscou as armas e deteve os dois fuzileiros responsáveis pela abertura do fogo contra o navio de pesca.

O governo indiano considera que a fatalidade ocorreu em águas de jurisdição indiana, pelo que os responsáveis devem responder em tribunal indiano. A Itália afirma que o incidente ocorreu em águas internacionais e que os militares deveriam ser julgados no seu país ou num tribunal internacional.

Esta resolução apoia claramente os dois fuzileiros italianos, insistindo que devem ser repatriados, que *as restrições à liberdade de circulação dos suspeitos são inaceitáveis e constituem uma violação grave dos direitos humanos*. A Alta Representante da União para os Negócios Estrangeiros e a Política de Segurança é instada a *tomar as medidas necessárias para proteger os dois fuzileiros*, colocando praticamente para segundo plano o crime alegadamente cometido por estes militares.

Harald Vilimsky (NI), schriftlich. — Am 19. Februar 2012 erschossen die italienischen Marò-Marinesoldaten – bei einem Einsatz gegen Piraten vor der indischen Küste zwei indische Fischer. Hier handelte sich um einen schweren Irrtum. Der Vorfall liegt bereits drei Jahre zurück und lastet nach wie vor schwer auf den Beziehungen zwischen Italien und Indien. Die Marinesoldaten wurden in Indien verhaftet und unter Mordklage gestellt. Im Land gilt die Todesstrafe, wird jedoch nur selten vollstreckt. Das Europäische Parlament fordert die Rückkehr der Marinesoldaten nach Italien, da es sich hier um eine Inhaftierung ohne Anklage handelt. Weiters handelt es sich hier um eine schwere Verletzung der Menschenrechte.

Marco Zanni (EFDD), per iscritto. — Finalmente è stata portata in plenaria la disputa diplomatica tra Italia e India riguardo i due marò italiani accusati di aver ucciso due pescatori indiani. I due fucilieri italiani, che non dobbiamo dimenticare sono anche cittadini europei, il 15 febbraio 2012 si trovavano a bordo di una nave mercantile italiana e stavano svolgendo le proprie mansioni nell'ambito delle attività internazionali antipirateria, che vedono fortemente impegnata anche la stessa Unione europea. Mi auguro che in relazione agli eventi collegati all'incidente, la competenza giurisdizionale sia attribuita alle autorità italiane o comunque ad un arbitraggio internazionale e che l'alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri e la politica di sicurezza faccia il possibile per intraprendere ogni azione necessaria per proteggere i due fucilieri italiani ai fini del raggiungimento di una soluzione rapida e soddisfacente del caso.

Purtroppo in questa faccenda la diplomazia italiana si è dimostrata totalmente assente e il governo italiano incapace di lavorare per trovare una soluzione definitiva.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. — Em fevereiro de 2012, o petroleiro italiano *Enrica Lexie*, com seis fuzileiros italianos destacados para proteção contra eventuais ataques de piratas, cruza-se com o navio de pesca indiano *St. Anthony*, ao largo da costa de Kerala (Índia). Por receio de um ataque, os fuzileiros dispararam tiros de aviso contra o navio que se aproximava, sendo que dois pescadores indianos foram mortalmente atingidos.

A Índia confiscou as armas e deteve os dois fuzileiros responsáveis. A Itália afirma que o incidente ocorreu em águas internacionais e que os militares deveriam ser julgados no seu país ou num tribunal internacional. O governo indiano considera que a fatalidade ocorreu em águas de jurisdição indiana, pelo que os responsáveis devem responder em tribunal indiano.

Esta resolução apoia claramente os dois fuzileiros italianos, insistindo que devem ser repatriados, que *as restrições à liberdade de circulação dos suspeitos são inaceitáveis e constituem uma violação grave dos direitos humanos*. A Alta Representante da União para os Negócios Estrangeiros e a Política de Segurança é instada a *tomar as medidas necessárias para proteger os dois fuzileiros*. Este é claramente um assunto que deve ser negociado entre as autoridades dos dois países, de forma a chegarem a um acordo, sem interferência nem tomadas de posição exteriores.

Štvrtok 15. januára 2015

Marco Zullo (EFDD), *per iscritto*. - Sostengo convintamente la risoluzione che il Parlamento ha approvato per chiedere che si arrivi il prima possibile ad una soluzione per la situazione in cui versano i due marò italiani, Gironi e Latorre, che da molti mesi sono ormai detenuti ingiustamente in India, in aperta violazione dei loro diritti internazionalmente riconosciuti. Da troppo tempo essi sono oggetto e vittime di un braccio di ferro diplomatico che sembra poco interessato ad un vero accertamento dei fatti.

Condivido appieno l'appello del Parlamento a fare in modo che vengano rispettati i principi dello Stato di diritto, riconoscendo la competenza giurisdizionale alle autorità italiane o, in subordine, ad un arbitraggio internazionale.

La detenzione dei fucilieri senza chiari capi d'imputazione è un fatto grave ed allarmante. Si deve porre termine alla restrizione arbitraria della loro libertà, consentendone il rimpatrio affinché siano sottoposti ad un giudizio rispettoso delle norme internazionalmente riconosciute.

Mi unisco in particolare all'esortazione all'Alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri, Mogherini, a intraprendere ogni azione necessaria per tutelare i due fucilieri, alla luce della considerazione che i diritti e la sicurezza dei cittadini dovrebbero essere salvaguardati dalla rappresentanza diplomatica dell'Unione.

12.6. Pracovný program Komisie na rok 2015 (RC-B8-0001/2015, B8-0001/2015, B8-0007/2015, B8-0034/2015, B8-0035/2015, B8-0037/2015, B8-0038/2015, B8-0039/2015)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Petr Mach (EFDD). - Já jsem hlasoval proti návrhu Evropské lidové strany a chtěl bych poukázat na pokrytectví, kdy oni na jednu stranu říkají, jak by si přáli snížit byrokracii Evropské unie, a na druhé straně oni jsou ti, kdo podporují zřízení nového investičního fondu Evropské komise. K tomu fondu bych chtěl říct, že je to velmi pokrytecká záležitost, říká se, že Evropská unie zajistí investice 315 miliard eur. Ve skutečnosti mají z rozpočtu 8 miliard eur, které mají sloužit jako jistá záruka. To znamená, že v lepším případě Evropská komise pouze vytlačí soukromé investice, nebudou to investice navíc, budou to investice místo jiných soukromých investic. A pokud ne, pokud naláká nové investice, tak to je o to horší, to budou investice, které by vlastně na trhu nikdy nevznikly, protože by je nikdy žádný investor, žádná banka nechtěla financovat, a pouze s touto dodatečnou zárukou vzniknou. Hlasoval jsem tedy proti.

Daniel Hannan (ECR). - Mr President, the Commission's work programme contains a perfectly logical response to the crisis in the eurozone: more fiscal and economic harmonisation, including debt pooling, and common taxation and all of the other instruments of a common finance ministry. I completely understand that. But you must also see that it puts countries like mine in a very difficult position. Plainly we never signed up either for political or monetary union.

Is there not a solution here that would leave all sides satisfied? Is it not plain that countries – possibly not limited to the United Kingdom, possibly other Member States – who are not part of this federal vocation could negotiate some kind of associate membership where we stay in the single market but withdraw from the other policies – on justice and home affairs, foreign policy, environmental protection and so on? Would that not take the sting out of our relations? You would be losing a bad tenant and you would be gaining a good neighbour.

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, bhí sé suimiúil nár éirigh le haon ghrúpa tromlach a fháil dá rún anseo inniu ach bíodh sin mar atá, tá obair le déanamh againn agus tá plean againn ón Uachtarán Juncker.

Štvrtok 15. januára 2015

I must say that the Commission is going to be judged on the success of its plans, and there are three particularly strong areas. One: cutting red tape. Two: less legislation, particularly at the European level, that can best be done at national or local level under subsidiarity. Three: the investment plan. President Juncker and the Commission never said they were going to invest over EUR 300 billion themselves. It is all predicated on being able to leverage private investment. Some people are sceptical, some are not, but I think it behoves us all to try and give as much support as we can to try and make this happen so that Europe can become more competitive and we can get back to jobs and growth and a better quality of life for everybody.

Mark Demesmaeker (ECR). - Mijn partij, de NVA, betreurt dat het Parlement vandaag geen duidelijk signaal kon geven over het werkprogramma 2015 van de Commissie. Het Parlement mist daarmee een afspraak met de toekomst en schiet tegelijk ook in de eigen voet. De limieten van de zogeheten grote coalitie werden duidelijk bereikt. Deze artificiële coalitie verlamt het Parlement en zet de unieke vrijheid van dit Huis om dossier per dossier nieuwe coalities te vormen, ernstig op de helling.

Wij hebben de ECR-resolutie gesteund en benadrukken dat het werkprogramma veel positieve punten bevat. Groei, jobs en competitiviteit moeten inderdaad centraal staan de komende vijf jaar. Wij geloven sterk in slimmere wetgeving en steunen ook voluit dat de Commissie wil inzetten op die terreinen waar Europa een concrete meerwaarde heeft.

Precies daarom vinden wij het cruciaal dat inzetten op kringlooeconomie en luchtkwaliteit hoog op de agenda blijven. Twee pakketten, die overigens brede steun genieten, niet alleen in dit Parlement, maar ook in de Raad en bij de betrokken sectoren en de burgers.

Morvai Krisztina (NI). - Elnök úr! Az Európai Bizottság 2015-ös munkaprogramjával kapcsolatban a szavazásnál számomra az egyik irányadó kérdés az volt, hogy a TTIP-ről az Európai Unió és az USA között folyamatban lévő szabadkereskedelmi tárgyalásokról hogyan vélekedik egyik vagy másik jelentés. A Néppárt jelentésére nemmel szavaztam, mivel az általában is üdvözli a Bizottság munkaprogramját, és benne pedig sürgeti és mintegy támogatja a szabadkereskedelmi megállapodást. Meglepetés volt számomra, hogy magyar képviselőtársam is jegyzi ezt a jelentést, holott otthon nagyon is kritikusak kezdenek lenni ezzel a szabadkereskedelmi megállapodással szemben, mert úgy látják, hogy sok minden mögött igazából ez van, noha a látszat és a valóság különbözik. Kénytelen voltam egy baloldali programra szavazni vagy egy baloldali jelentésre, amelyik ellenkező véleményen van, és sürgeti a TTIP-val kapcsolatos titkosságot azonnali feloldását.

Janice Atkinson (EFDD). - Mr President, UKIP voted against Amendment 6 because it effectively calls for a change in EU taxation policy where the end game is harmonisation of individual and corporate tax rates. This will lead directly to companies leaving the EU because it will become uncompetitive and stop growth and innovation, leading to massive job losses. Let us be clear: we will stop you taking over the UK tax rates. Although if Labour wins the next general election, they get the keys to the Treasury, so you might as well.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), por escrito. — Finalmente no pudo ser y, pese a los esfuerzos del Grupo S&D, no hubo resolución común con los otros grupos. La UE hace frente a un periodo de bajo crecimiento, alto desempleo, exclusión social, desigualdad y riesgo real de deflación económica.

La Resolución presentada por el Grupo S&D pide a la Comisión que afronte las siguientes prioridades: un plan de inversión para generar más empleo y mayor crecimiento, un contexto fiscal que favorezca la inversión de los Estados miembros en el Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas o la inclusión de una dimensión social. También la Comisión debe ocuparse de alcanzar una Unión energética con un papel dominante de las energías renovables, afrontar una política de inmigración europea y evitar el fraude fiscal y los paraísos fiscales.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), por escrito. — El programa de trabajo de la Comisión profundiza en las estrategias de desregulación, liberalización y gobernanza económica que han llevado a la actual crisis social, económica y ambiental y al profundo vaciamiento de la democracia europea. Sólo un cambio de rumbo podría devolver a las clases populares europeas su esperanza. En lugar de ello, la Comisión sigue actuando en beneficio de los intereses de las finanzas y las grandes empresas: por ejemplo, con una apertura acelerada de los mercados energético y financiero; con las opacas negociaciones del acuerdo de comercio con los EE.UU.; con los subsidios financieros en beneficio de la privatización de la política industrial y la iniciativa pública que pretende el plan Juncker; con la institucionalización en la zona del euro del «golpe de Estado permanente» que supone la actuación de la Comisión y el BCE en los rescates que siguieron a

Štvrtok 15. januára 2015

la crisis de la deuda. Tampoco en migraciones y seguridad interior hace la Comisión autocrítica alguna: al contrario, ampara el grave deterioro de la situación de los derechos humanos en los Estados miembros. Por todo ello, he votado en contra.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. — Das Arbeitsprogramm der Europäischen Kommission beinhaltet die von ihr geplanten Maßnahmen für das nun angelaufene Jahr. 2015 liegt der Schwerpunkt auf den Bereichen Wachstum, Beschäftigung und Investitionen.

Die Kommission hat sich zunächst eine ganze Reihe konkreter Initiativen vorgenommen (digitaler Binnenmarkt, europäische Energieunion, Migrationspolitik, gerechte steuerliche Rahmenbedingungen etc.), die vor allem auf EU-Ebene ihre volle Wirkung zeigen können. Ferner bewirkt sie, dass mittels des sogenannten „REFIT-Programm“ zwecklose und aufwändige Rechtsvorschriften neu überprüft und entsprechend geändert werden. Schließlich beabsichtigt sie auch, ältere Rechtsvorschlüsse zu streichen, deren verfolgten Ziele auf bessere Art und Weise erreicht werden können.

Ich begrüße dieses Arbeitsprogramm, weil es ganz im Sinne des Subsidiaritätsprinzip steht und maßgeblich den Bürokratieabbau der EU vorantreibt.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — There were various motions by the political groups on this matter.

As a UKIP MEP I believe in the principle of national sovereignty. Whilst the UK is in the EU, I believe that the European Parliament should have as little influence as possible in the lives of the British people so I voted against the motions, or abstained, as appropriate.

Janice Atkinson (EFDD), *in writing*. — I voted against this as it effectively gives a common EU asylum visa, an open corridor for migrants, an allocation of migrants for distribution across EU states, funding and entitlement to work permits and equal rights to all EU countries. David Cameron and his Conservatives have no hope of curbing current immigration numbers, this will lead to a tsunami of migration the likes of which we have never seen.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. — Face à la situation socio-économique et au risque de déflation, au niveau bien trop élevé du chômage et au nombre inacceptable de personnes vivant en situation de pauvreté, la Commission n'a d'autre choix que de mettre en oeuvre une stratégie de relance basée sur un large plan d'investissements privé et public afin de créer massivement de l'emploi surtout pour les jeunes. Ces priorités, de même que la dimension sociale, auraient dû être bien plus affirmées dans le programme de travail 2015 de la Commission.

Idem pour la nécessité d'une action résolue afin de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et la planification fiscale agressive à l'échelle de l'Union et dans le monde. L'Europe ne peut se bâtir sur des injustices sociale et fiscale.

J'ai soutenu la proposition de résolution S&D qui met en exergue ces priorités sociales et humaines absolues.

Dominique Bilde (NI), *par écrit*. — Ce programme de la Commission pour 2015 fièrement nommé «Un nouveau départ pour l'Europe» consiste tout simplement à aller toujours plus loin dans l'ultralibéralisme, la défense de la monnaie unique et l'austérité à tout prix qui broie les peuples européens. Rien de nouveau en fait, si ce n'est la valse des commissaires européens d'octobre dernier.

Avec le récent scandale «LuxLeaks», il est en tout cas clair que cette Commission ne s'attaquera pas au problème de la fraude fiscale en Europe ou de la concurrence déloyale puisque son président n'est nul autre que l'homme qui dirigea le Luxembourg pendant 19 ans.

Depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle Commission, je n'ai vu aucun sujet intéressant émerger ou quand ils le sont, ils sont vidés de leur substance par les technocrates bruxellois soumis aux marchés financiers et aux lobbyistes. Je ne crois pas au plan de relance dont on nous vante les mérites. Le véritable renouveau consisterait en un changement de politique radical et un retour à une Europe plus modeste mais basée sur la coopération entre États-nations libres et indépendants. J'ai donc voté contre ce texte.

Štvrtok 15. januára 2015

Mara Bizzotto (NI), *per iscritto*. — La risoluzione è equilibrata e ben ponderata, essa condivide le mie posizioni critiche rispetto all'austerità e alla gestione sin ora portata avanti del TTIP, per questi motivi l'ho sostenuta col mio voto.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — Finalmente, y a pesar de los esfuerzos del Grupo S&D, no se ha logrado una resolución conjunta con los otros Grupos. La UE hace frente a un periodo de bajo crecimiento, alto desempleo, exclusión social, desigualdad y riesgo real de deflación económica.

La Resolución presentada por el Grupo S&D pide a la Comisión que afronte las siguientes prioridades: un plan de inversión para generar más empleo y mayor crecimiento, un contexto fiscal que favorezca la inversión de los Estados miembros en el Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas o la inclusión de una dimensión social. También la Comisión debe ocuparse de alcanzar una Unión energética con un papel dominante de las energías renovables, afrontar una política de inmigración europea y evitar el fraude fiscal y los paraísos fiscales.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. — Palaikau socialdemokratų frakcijos rezoliuciją, kurioje mes kviečiame nepamiršti, kad skurdas ir socialinė atskirtis įgavo tokį mastą, kokio niekada anksčiau nėra buvę, ir dėl to labiausiai kenčia pažeidžiamiausios visuomenės grupės: moterys, jaunimas, vaikai, senjorai, neįgalieji. Mes raginame Komisiją skubiai imtis priemonių, mažinančių šalių narių ar regionų socialinius skirtumus, diskriminaciją darbo rinkoje, skurdą, nes tai reiškia, nesuderinami su Europos vertybėmis, kenkiantys augimo ir konkurencingumo potencialui. Raginame Komisiją greta visų rengiamų teisėkūros projektų pateikti ir vertinimą, kaip teisės aktai, jeigu būtų priimti, darytų poveikį socialiniams Europos gyvenimo aspektams. Palaikome tikrai ambicingą naujosios Komisijos pasiūlytą investicijų programą. Tačiau primygtinai prašome užtikrinti, kad šios investicijos pirmiausiai būtų nukreiptos į kokybiškų ir saugių darbo vietų kūrimą, prioritetą teikiant jaunimui, o taip pat į didžiausio nedarbo regionus.

Nors Ž. K. Junkeris, pristatydamas būsimus Komisijos darbus, pabrėžė, kad programa yra orientuota į žmogų, siekiant atgauti europiečių pasitikėjimą Europa. Tačiau detaliau panagrinėjus pristatytą programą, paaiškėja, kad socialinė politika tarp visų kitų prioritetų atrodo tik kaip priedas. Dar blogiau, socialinė politika pateikiama, kaip administracinė našta, įgyvendinat ekonominius bendrosios rinkos uždavinius. Taip neturėtų būti šiandieninėje Europoje, kai ant skurdo ribos balansuoja 126 milijonai žmonių, kai 25 milijonai – neturi darbo, 5 milijonai iš jų – jaunimas.

Biljana Borzan (S&D), *napisan*. — Glasala sam za prijedlog rezolucije o Programu rada Komisije za 2015. jer je konačan izgled teksta putem amandmana kluba socijalista i demokrata bio zadovoljavajući.

Žao mi je što nije postignut dogovor s drugim političkim grupama jer je rezolucija bila najbolji način da Europski parlament poruči Komisiji što misli o njihovom planu za 2015. Neizglasavanjem rezolucije na neki način smo pokazali da nemamo mišljenje, što je loša politička poruka.

Marie-Christine Boutonnet (NI), *par écrit*. — La Commission européenne risque de glisser en prenant un «nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement». Elle entraînera dans sa chute, hélas, les peuples européens.

Écouter M. Juncker parler de lutte contre la fraude fiscale est assez surprenant et pourrait faire sourire s'il ne s'agissait pas d'un vol au préjudice des autres États européens.

Son programme de travail pour l'année 2015 n'est qu'une énumération de vagues déclarations d'intention. Comme elle l'a annoncé en introduction, la Commission ne rentre pas dans les détails sur la mobilisation de ces fameux «315 milliards». Cela relève de l'enfumage...

M. Timmermans, premier vice-président de la Commission, nous annonce fièrement «un ordre du jour équilibré pour l'immigration: les citoyens demandent que l'immigration soit mieux gérée en Europe tout en permettant à l'Europe de rester une destination attrayante pour les talents».

Il était temps. Nous le répétons depuis quarante ans. Nous sommes ravis de cette soudaine conversion à une politique moins laxiste en matière d'immigration. Mais nous doutons fort de sa capacité à appréhender le dossier.

Štvrtok 15. januára 2015

Mais, aujourd'hui, nos concitoyens ne veulent plus subir cette immigration extra-européenne de masse qui détruit notre système de civilisation.

Mercedes Bresso (S&D), *in writing*. — I voted 'no' because I believe this motion does not help the implementation and execution of the work programme.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. — Finalmente no pudo ser y pese a los esfuerzos del Grupo SD, no hubo resolución conjunta con los otros Grupos. La UE hace frente a un periodo de bajo crecimiento, alto desempleo, exclusión social, desigualdad y riesgo real de deflación económica.

La Resolución presentada por el grupo SD pide a la CE que afronte las siguientes prioridades: un plan de inversión para generar más empleo y mayor crecimiento, un contexto fiscal que favorezca la inversión de los Estados miembros en el Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas o la inclusión de una dimensión social. También la CE debe ocuparse de alcanzar un Unión energética con un papel dominante de las energías renovables, afrontar una política de inmigración europea, y evitar el fraude fiscal y los paraísos fiscales.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. — Le programme de la Commission pour l'année 2015 est synonyme de progrès et d'innovation. Conformément à ce que nous avait promis Jean-Claude Juncker, l'accent sera mis sur la croissance, la création d'emplois et l'investissement. La nouvelle Commission a d'ailleurs déjà proposé un texte législatif pour la création d'un fonds européen pour les investissements stratégiques.

Par ailleurs, en ma qualité de président de la commission de la pêche, je suis entièrement d'accord avec la Commission lorsqu'elle rappelle la nécessité de mettre en place la politique commune de la pêche réformée. J'insiste cependant pour qu'une attention particulière soit accordée à la place de la pêche dans la croissance bleue.

Il n'y aura pas de résolution sur le programme de la Commission pour l'année 2015. C'était le souhait depuis le départ du Groupe PPE. En effet, nous soutenons M. Juncker dans son programme et nous n'estimons pas qu'une résolution soit nécessaire. J'ai bien entendu voté en faveur de la résolution du Groupe PPE. Cette dernière était claire et simple à l'image du programme de la Commission pour cette année.

Enrique Calvet Chambon (ALDE), *por escrito*. — Respecto al apartado 4 de la Resolución del Parlamento Europeo sobre el Programa de trabajo de la Comisión para 2015 (2014/2829(RSP)), abre debates interesantes en los que habría que profundizar, particularmente, el indispensable reforzamiento de la dimensión social en el proyecto de trabajo de la Comisión Europea. No obstante, se redacta de una manera —a juicio de este diputado— escandalosa y acusatoria, achacando a la Comisión unas intenciones negativas que están por demostrar. El Parlamento vigilará la puesta en marcha del programa y actuará en consecuencia para promover una Europa social. Por todo ello, he decidido abstenerme.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. — Oggi ho votato a favore della proposta di risoluzione sul programma di lavoro della Commissione per il 2015 proposta dai Socialisti & Democratici, il mio gruppo. Essa ha avuto il merito di evidenziare una serie di punti che ritengo particolarmente importanti.

In primis, ha portato l'attenzione sulla dimensione sociale dell'Unione Europea, sottolineando che 25 milioni di europei, tra cui 5 milioni di giovani, sono disoccupati e che la povertà e l'esclusione sociale sono aumentati molto negli ultimi anni.

Per quanto riguarda l'ambiente, la risoluzione ha sottolineato la necessità dell'elaborazione di proposte legislative importanti per l'attuazione del pacchetto «clima ed energia 2030» e ha posto l'accento anche sul fatto che le proposte relative all'economia circolare devono continuare a rappresentare un punto prioritario nell'agenda della Commissione.

Infine, il richiamo alla lotta ai paradisi fiscali e alla necessità di una tassazione equa che incoraggi l'economia reale ha contribuito a definire una risoluzione che delinea un programma di attività della Commissione particolarmente rispondente alle esigenze dell'Unione europea.

Štvrtok 15. januára 2015

David Casa (PPE), *in writing*. — The choice of 'A New Start' as a title for the Commission Work Programme 2015 shows the willingness for change the new Commission has. The focus placed on reducing administrative burdens on citizens and companies will serve as a much-needed change to the current situation. Measures to protect the Union's financial interests through combatting tax fraud and tax evasion can help ensure that taxpayers' money is used where needed most. For these reasons I have supported this resolution.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — L'Europa attraversa un periodo estremamente difficile in cui gli Stati membri fanno fatica ad adattarsi alle rigide regole di bilancio delle Istituzioni, auspichiamo che la Commissione sia consapevole riguardo l'urgente necessità di regole più flessibili per la contabilità pubblica.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — La risoluzione del PPE, alla quale ho dato il mio voto favorevole, conferma al Presidente Juncker la fiducia già accordata ad ottobre. Questo programma di lavoro mostra grandi differenze rispetto a Barroso ed io, ancora una volta, voglio sottolineare che mi piace giudicare dai fatti più che dalle dichiarazioni. Se Juncker ha ritenuto di ridurre le attività per concentrarsi su pochi atti per farli bene, io lo giudicherò dalla qualità delle proposte legislative che presenterà, e questo per me è un fatto positivo: lascia al Parlamento maggiore spazio di manovra nei settori di cui non si occupa durante il 2015. Ne riparliamo fra un anno.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. — Lamento que não tenha sido possível obter um compromisso entre os principais grupos políticos para votar um parecer sobre o Programa de Trabalho da Comissão para 2015.

É verdade que este exercício tem um pouco de inércia, na medida em que parte das medidas e iniciativas resultam de propostas da Comissão anterior presidida por Durão Barroso.

Mas não é menos verdade que muitas prioridades da Comissão Juncker estão bem patentes no documento e que, por falta de consenso, o Parlamento não foi capaz de votar uma posição.

Fica assim o programa legislativo da Comissão amputado da maior legitimidade democrática que só o Parlamento poderia conceder e não por culpa da Comissão mas por exclusiva responsabilidade dos Grupos Parlamentares que insistiram cada um em fazer aprovar (sem sucesso) a sua exclusiva opinião.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Il nuovo programma di lavoro della Commissione europea promette bene stando anche da quanto dichiarato da Presidente Junker, che ha assunto l'impegno di «di guidare un'UE che sia più grande e più ambiziosa sulle grandi cose e più piccola e più modesta sulle piccole cose», ma personalmente nutro ancora forti dubbi in merito.

Purtroppo persiste ancora troppa burocrazia a tutti i livelli (regionale, nazionale ed europeo), il denaro dei contribuenti viene talvolta sprecato in azioni e proposte legislative obsolete ed inadeguate che non rispondono alle necessità dei cittadini e che non riescono neanche ad affrontare in modo incisivo le grandi sfide socioeconomiche come la lotta alla disoccupazione, soprattutto giovanile, e il miglioramento della competitività delle nostre imprese.

Dobbiamo puntare a una riduzione sostanziale degli oneri burocratici, a una valutazione d'impatto delle nuove proposte sulle PMI ma soprattutto a un piano d'investimenti capace di dare impulso all'economia e a una maggiore equità sociale con misure volte a combattere l'evasione fiscale e la frode.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — I welcome the readiness for change and simplicity of the Commission proposals, aimed at reducing bureaucracy and simplifying the lives of economic players. It is noted that the work programme contains 23 new initiatives for 2015, while it proposes to withdraw or amend 80 existing ones, thereby communicating that the EU needs to focus on major priorities instead of introducing burdensome legislation. I fully support the proposal to revise the Interinstitutional Agreement on Better Law-making so as to improve the efficiency of the legislative process.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. — El programa de trabajo de la Comisión profundiza en las estrategias de desregulación, liberalización y gobernanza económica que han llevado a la actual crisis social, económica y ambiental y al profundo vaciamiento de la democracia europea. Sólo un cambio de rumbo podría devolver a las clases populares europeas su esperanza. En lugar de ello, la Comisión sigue actuando en beneficio de los intereses de las finanzas y las grandes empresas: por ejemplo, con una apertura acelerada de los mercados energético y financiero; con las opacas negociaciones del acuerdo de comercio con los EE.UU.; con los subsidios financieros en beneficio de la privatización de la política industrial y la iniciativa pública que pretende el plan Juncker; con la institucionalización en la zona del euro del «golpe de Estado permanente» que supone la actuación de la Comisión y el BCE en los rescates que siguieron a la crisis de la deuda. Tampoco en migraciones y seguridad interior hace la Comisión autocrítica alguna: al contrario,

Štvrtok 15. januára 2015

ampara el grave deterioro de la situación de los derechos humanos en los Estados miembros. Por todo ello, he votado en contra.

Andi Cristea (S&D), *în scris*. — Comisia Europeană și-a adoptat programul de lucru pentru 2015, fiind definite acțiunile care să producă o schimbare reală în ceea ce privește ocuparea forței de muncă, creșterea economică, investițiile, precum și pentru a face față provocărilor pe plan extern.

În materie de politică externă, este nevoie de o Europă mai puternică. Criza din Ucraina, situația îngrijorătoare din Orientul Mijlociu, cât și recente atacuri teroriste din Franța arată cât de important este ca Europa să fie unită pe plan extern.

Pentru ca politica externă europeană comună să funcționeze mai eficient trebuie instituite mecanisme mai bune pentru a anticipa din timp evenimentele și pentru a identifica rapid răspunsuri comune și trebuie să fim mai eficace în reunirea instrumentelor de acțiune externă ale Europei.

Consider că forul executiv european trebuie să își intensifice, de asemenea, angajamentul cu vecinii din est, precum Ucraina, Republica Moldova și Balcanii de Vest, pentru a continua negocierile în vederea oferirii unei perspective europene, dar și pentru a promova o cooperare, o asociere și un parteneriat mai strânse care să ne consolideze și mai mult legăturile economice și politice.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — Although I have my personal reservations on the specific details of paragraphs 27 and 41 and on the potential outcomes of some of these measures at EU level, suggested in the motion for resolution tabled on behalf of S&D, I support the overall objective of the resolution, and find it highly important that the European Parliament and its members express their priorities for the Commission's annual work programme.

Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. — Consider că prioritatea maximă a Uniunii Europene trebuie să fie aceea de a asigura o creștere economică sustenabilă și locuri de muncă de calitate pentru cetățenii săi. Când e vorba de oameni, trebuie să privim la viitorul Europei în toate dimensiunile sale, dar mai ales la dimensiunea socială pe care o consider substanțială și cred că Comisia Europeană trebuie să o includă în programul său de lucru.

Nicola Danti (S&D), *per iscritto*. — Ritengo grave che il Parlamento non sia riuscito ad esprimere con una sola voce una risposta forte al programma di lavoro presentato dalla nuova Commissione Juncker per il 2015.

L'assenza di una mozione di risoluzione congiunta pesa ancora di più alla luce dell'inspiegabile decisione della Commissione di ritirare numerosi dossier legislativi di recente presentazione o sui quali non si sia ancora trovato un compromesso tra Parlamento e Consiglio.

Ritengo che, dove vi sia stato già un pronunciamento legislativo, la Commissione, debba sentirsi politicamente vincolata ad una consultazione inter-istituzionale prima di procedere al ritiro della proposta legislativa esercitando i suoi diritti in modo esclusivo.

Nonostante le lacune relative alla mancata previsione di una dimensione sociale adeguata, nel programma 2015 vi sono iniziative strategicamente importanti per rafforzare la coesione del mercato unico europeo come il pacchetto sul mercato unico digitale e la strategia di mercato interno per beni e servizi che si concentra particolarmente sulle esigenze delle PMI.

Auspico, infine, che la Commissione dia concreti seguiti nelle sue differenti iniziative legislative alla svolta politica intrapresa sotto la presidenza di turno italiana nel segno di una maggiore attenzione alla flessibilità nella politica economica e alle esigenze della crescita e della ripresa dell'economia reale.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — Le Président Jean-Claude Juncker ainsi que le collège des commissaires ont présenté lors de la session plénière de décembre le programme de travail de la Commission européenne pour 2015. En ligne avec les engagements pris lors de la campagne des élections européennes de mai dernier, ce programme de travail traduit les orientations politiques du Président Juncker en 23 propositions législatives en faveur de l'emploi, la croissance et l'investissement. Le programme de travail propose également de réduire la charge administrative qui pèse sur les citoyens et les entreprises et présente une liste de propositions retirées, jugées obsolètes ou inadéquates. Je m'associe à cette nouvelle méthode de travail, plus en adéquation avec ce que les citoyens attendent de l'Union européenne dont ils jugent les législations parfois trop complexes. J'ai donc voté en faveur de la résolution déposée par le groupe du Parti populaire européen qui soutient la présente démarche.

Štvrtok 15. januára 2015

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. — En tant que membre du Parti populaire européen (PPE), je me suis prononcée en faveur de la résolution de mon groupe politique à propos du programme de travail de la Commission européenne pour 2015. Refusant, à la différence des autres groupes politiques, de produire une résolution qui aurait été un catalogue de lois, il n'a pas pu trouver de terrain d'entente avec les autres groupes. Néanmoins, une résolution succincte, comme celle du PPE, était amplement suffisante: le programme de la Commission européenne est largement connu puisque son investiture par le Parlement européen date d'octobre 2014. Je suis notamment particulièrement favorable à l'idée, présente dans le programme de travail, selon laquelle l'Union européenne devrait intervenir uniquement là où elle apporte une véritable valeur ajoutée. C'était un de nos engagements de campagne pendant les élections européennes, il doit être tenu.

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado en contra de las resoluciones presentadas por los otros grupos sobre el programa de trabajo de la Comisión Juncker porque ninguna refleja suficientemente el vicio fundamental que afecta a ese programa: que no responde en absoluto a los problemas fundamentales que afectan a la vida cotidiana de los ciudadanos de la Unión. Este programa de trabajo no aporta soluciones viables y eficaces para atajar los problemas macroeconómicos de la deuda, la corrupción, la evasión fiscal y el desempleo, ni promueve una política de energía renovable y sostenible, ni plantea la democratización profunda que es necesario acometer para garantizar la viabilidad de las instituciones europeas, ni transforma las líneas principales de una política exterior y comercial que no persigue la promoción efectiva de los valores fundamentales de la Unión y de los derechos de sus ciudadanos. Hemos votado a favor de la Resolución de nuestro Grupo porque entendemos que refleja una visión política democrática, viable y sostenible para aportar soluciones a la emergencia económica y social que están sufriendo nuestros pueblos por obra de las políticas de austeridad, las involuciones en materia de protección social, y la falta de democracia de las instituciones políticas que rigen sus destinos.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραφτώς*. — Θεωρούμε ότι το πρόγραμμα της Επιτροπής αντιμετωπίζει τον Ευρωπαίο σαν αριθμό και τα κράτη - έθνη σαν εχθρούς. Η πολιτική λιτότητας και οικονομικής συρρίκνωσης που προωθεί η Επιτροπή μας βρίσκει αντίθετους και θεωρούμε ότι το πρόγραμμά της, αντί να λύσει τα ήδη υφιστάμενα προβλήματα, τα γιγαντώνει.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — As prioridades políticas da União Europeia devem ser adequadas aos recursos financeiros disponíveis e ter uma real influência ao ajudar os cidadãos a antecipar e reagir a uma sociedade em rápida mudança. Por isso, na Europa o modelo da economia social de mercado é aquele que assegura um crescimento sustentável, até porque irá proporcionar empregos em vez de dívidas à próxima geração.

Posto isto, congratulo-me com o programa de trabalho da Comissão que vem promovendo a redução significativa da carga administrativa dos cidadãos e das empresas e aposta no emprego, no crescimento e no investimento com 23 propostas concretas. A redução do custo das obrigações burocráticas e o estabelecimento de avaliações independentes são medidas que contribuem para eliminar a burocracia a todos os níveis e para todos os agentes económicos e cidadãos na sua vida quotidiana.

Jonás Fernández (S&D), *por escrito*. — A pesar de los esfuerzos del Grupo S&D, no hubo resolución común con los otros grupos. Por tanto, nuestro Grupo votó su propia Resolución, que en este contexto de bajo crecimiento, alto desempleo, exclusión social, desigualdad y riesgo real de deflación económica afirma como prioridades inaplazables para 2015 las siguientes: un plan de inversión para generar más empleo y mayor crecimiento, un contexto fiscal que favorezca la inversión de los Estados miembros en el Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas o la inclusión de una dimensión social para las políticas de la UE. También es fundamental avanzar en una Unión energética que supere la dependencia energética o la lucha decidida contra el fraude fiscal y los paraísos fiscales.

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — Come dichiarato più volte questa Commissione è partita già con il piede sbagliato. Juncker e i suoi commissari non stanno dando quell'impulso positivo di cui l'Europa in crisi avrebbe bisogno e il tanto decantato piano Juncker sarà la prova di questo fallimento.

Vicky Ford, *on behalf of the ECR Group, in writing*. — In the votes on the seven group motions on the Commission work programme the ECR only voted for its own text.

Štvrtok 15. januára 2015

The ECR motion offered a detailed and comprehensive assessment of the 2015 work programme. The motion gave a cautious welcome overall to the general approach taken by the Commission in focusing on the economy and seeking reductions of the legislative and bureaucratic burden on businesses and individuals. But the motion also highlighted areas of serious concern and emphasised the Group's priorities on competitiveness and on respecting the principles of subsidiarity and proportionality. The motion covered all the issues raised in the work programme in detailed and precise language as a result of thorough collective discussion.

For these reasons, the ECR did not vote for any parts of any other Group motions, even when the Group was sympathetic to some of the content, as the ECR stands by the carefully considered collective positions taken in its own piece of work.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), γραπτώς. — Σε ορισμένα θέματα όπως η προστασία των πολιτών και του περιβάλλοντος συμφωνώ με το Πρόγραμμα της Επιτροπής για το 2015 και σε άλλα διαφωνώ, δεδομένου ότι το εν λόγω πρόγραμμα στηρίζεται σε πιο σφιχτή οικονομική πολιτική και παρουσιάζει στόχους που δεν είναι δυνατόν να επιτευχθούν υπό τις υπάρχουσες συνθήκες.

Ashley Fox (ECR), in writing. — Mr President, I voted in favour of the ECR's resolution on the Commission's Work Programme for 2015. The ECR's resolution was the only one which put forward core priorities, such as growth and prosperity, in order to benefit citizens. Furthermore, the emphasis on the prioritisation of the Digital Single Market is key to bringing jobs to Member States and to expanding our economies.

Eugen Freund (S&D), schriftlich. — Erstmals hat die Kommission bei der Erstellung ihres Arbeitsprogramms auf das Europäische Parlament zurückgegriffen. Die Sozialdemokratische Fraktion ist sich einig: 2015 wird das Jahr sein, in dem wir die angekündigten Maßnahmen und Investitionen auch umsetzen. Das Arbeitsprogramm der Kommission für 2015 braucht konkrete und ehrgeizige Strategien, u. a. für neues Wachstum, die Erschließung des digitalen Binnenmarktes und für eine Europäische Energieunion. Allerdings weist das Programm noch Schwächen auf. Die soziale Dimension kommt (noch) zu kurz. Gerade im Hinblick auf die hohe Arbeitslosigkeit in Europa und den sozialen Einschnitten erwarten sich die Bürgerinnen und Bürger zu Recht, dass die EU diese Probleme angeht. Transparenz und Bürgernähe sind in dieser Hinsicht wichtiger denn je.

Die Aufdeckungen rund um die Steuertricksereien in Luxemburg haben uns ein weiteres dringliches Problem vor Augen geführt: Wir benötigen eine faire Steuerpolitik. Steuertricksereien verzerren den Binnenmarkt und unterminieren Solidarität. Schließlich brauchen wir auch einen ganzheitlichen Ansatz im Hinblick auf eine integrale Asyl- und Migrationspolitik unter vollständiger Einhaltung der Grundrechte. Angesichts der Anschläge in Paris muss das Programm um eine neue sicherheitspolitische Komponente erweitert werden. Auf eines werden wir aber ganz genau schauen: Werte, die die Europäische Union ausmachen, nämlich bürgerliche Freiheiten und Demokratie, dürfen hierbei auf keinen Fall eingeschränkt werden.

Francesc Gambús (PPE), por escrito. — He votado a favor de la Resolución tras valorar las prioridades de trabajo de la Comisión Europea. Es un hecho muy positivo que la Comisión haya presentado con prontitud su Programa de trabajo para 2015, orientado claramente al empleo, el crecimiento y la inversión, factores claves para consolidar la recuperación económica en Europa. Hay que insistir en la necesidad de aplicar de manera completa la legislación existente en ámbitos como el mercado único, el Derecho medioambiental, los sectores financiero y bancario, etc. Del mismo modo, es necesario lograr una reducción significativa de la carga administrativa que soportan los ciudadanos y las empresas, reduciendo el número de propuestas legislativas y centrándose en las prioridades principales, con objeto de contribuir a eliminar burocracia en todos los niveles, así como continuar la lucha contra el fraude y la evasión fiscal.

Iratxe García Pérez (S&D), por escrito. — Finalmente no pudo ser y, pese a los esfuerzos del Grupo S&D, no hubo resolución común con los otros grupos. La UE hace frente a un periodo de bajo crecimiento, alto desempleo, exclusión social, desigualdad y riesgo real de deflación económica.

Štvrtok 15. januára 2015

La Resolución presentada por el Grupo S&D pide a la Comisión que afronte las siguientes prioridades: un plan de inversión para generar más empleo y mayor crecimiento, un contexto fiscal que favorezca la inversión de los Estados miembros en el Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas o la inclusión de una dimensión social. También la Comisión debe ocuparse de alcanzar una Unión energética con un papel dominante de las energías renovables, afrontar una política de inmigración europea y evitar el fraude fiscal y los paraísos fiscales.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. — Finalmente no pudo ser y, pese a los esfuerzos del Grupo S&D, no hubo resolución común con los otros grupos. La UE hace frente a un periodo de bajo crecimiento, alto desempleo, exclusión social, desigualdad y riesgo real de deflación económica.

La Resolución presentada por el Grupo S&D pide a la Comisión que afronte las siguientes prioridades: un plan de inversión para generar más empleo y mayor crecimiento, un contexto fiscal que favorezca la inversión de los Estados miembros en el Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas o la inclusión de una dimensión social. También la Comisión debe ocuparse de alcanzar una Unión energética con un papel dominante de las energías renovables, afrontar una política de inmigración europea y evitar el fraude fiscal y los paraísos fiscales.

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *na písmie*. — Grupy polityczne Parlamentu Europejskiego nie doszły niestety do porozumienia w kwestii przedstawionego przez Komisję Europejską programu prac na 2015 rok, pomimo zawartych w nim projektów, takich jak plan inwestycyjny, Europejska Unia Energetyczna czy wspólnotowy rynek cyfrowy.

Osiągnięcie zamierzonych celów, jakimi są wzrost gospodarczy w UE i walka z bezrobociem, będzie wymagało zasobów finansowych. Dla ich pozyskania koniecznym jest np. szybkie wprowadzenie nowych środków przeciwdziałania oszustwom podatkowym w Unii.

Cieszę mnie, że w planach na ten rok znalazł się przegląd porozumienia międzyinstytucjonalnego o lepszym stanowieniu prawa, w tym zaproponowane wspólnie przez Komisję i Radę działania mające na celu poprawę skuteczności procesu legislacyjnego. Plan obejmuje też bardziej sprawiedliwy podział obowiązków w walce z nielegalną migracją, o co zabiegają graniczne kraje unijne, zwłaszcza Grecja i Włochy.

Mam nadzieję, że Komisji uda się stworzyć podstawy dla zrównoważonego rozwoju gospodarczego i dzięki temu zmniejszyć bezrobocie, zwłaszcza wśród młodych ludzi. Ponadto jako Parlament liczymy na ścisłą współpracę w negocjacjach TTIP, tak by nasze standardy socjalne, konsumenckie i środowiskowe były zawarte w nowej umowie.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. — UKIP voted against paragraph 6 of the S&D resolution on the Commission Work Programme 2015. We of course oppose any illegal action in the realm of tax. However, we cannot call on the EU to do anything, as this is a step in the direction of further tax powers being handed over to the undemocratic and unaccountable institutions of the EU. The second half of the paragraph calls for more EU legislation on country-by-country reporting for all cross-border companies. UKIP will not support more EU legislation and EU red tape on businesses. UKIP voted against split 1 on paragraph 9 of the EPP resolution on the Commission Work Programme 2015. UKIP was elected to oppose all new EU legislation, get rid of existing EU laws, support powers to be returned to Member States and campaign to leave the EU. As this text concerns the withdrawal of EU proposals, we voted against opposing the withdrawal of the named legislative proposals. Only the unelected EU Commission can initiate new, start to amend existing, or begin repeal of, EU legislation. No one who the people can vote for can change EU laws. This is why the EU is not legitimate in creating laws that the UK is forced to abide by.

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I am deeply disappointed that Parliament has failed to reach agreement on the Commission Work Programme for 2015, because this hampers Parliament in its most crucial role, which is making sure the Commission develops a programme that addresses citizens' priorities, and holding the executive to account in the implementation of this programme. I believe our citizens deserve strong EU action that delivers growth, quality jobs and progress on tackling climate change. 25 million people in the EU do not have a job, over 224 000 of whom live in my region of the West Midlands. If we really want to address this, we need to kick-start action on tackling tax havens and develop a truly integrated strategy for job creation. This means finally realising that the economy cannot be fuelled without adopting strong policies on issues like affordable housing, energy poverty, and education. It is equally disappointing that the Commission has withdrawn the Air Quality Package, while the future of the Circular Economy Package is shrouded in clouds – pieces of legislation which have the potential to save lives and create hundreds of thousands of jobs. I hope the Commission will finally connect the dots on all these issues in 2015.

Štvrtok 15. januára 2015

Julie Girling (ECR), *in writing*. — I strongly support the inclusion of the air and waste packages in the WP and voted as such in the specific votes today (paragraphs 16, 18, 21(1), 9(1) and 23). Air quality in particular is a hugely important issue for European citizens, and we cannot underestimate the benefits, both for the health of our nations and to the wider environment, that would be found with improved legislation in this area. Better regulation is of the utmost importance, and I welcome the Commission's quest to weed out legislation that is ineffectual, intractable or just plain bad. It is, however, imperative that we do not sacrifice the potential benefits by scrapping legislation with potential in such a wholesale manner. I am confident that on the Air Quality Package the co-legislators can come up with a solution that delivers real value here without imposing unnecessary burdens on industry or Member States.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado en contra de las resoluciones presentadas por los otros grupos sobre el programa de trabajo de la Comisión Juncker porque ninguna refleja suficientemente el vicio fundamental que afecta a ese programa: que no responde en absoluto a los problemas fundamentales que afectan a la vida cotidiana de los ciudadanos de la Unión. Este programa de trabajo no aporta soluciones viables y eficaces para atajar los problemas macroeconómicos de la deuda, la corrupción, la evasión fiscal y el desempleo, ni promueve una política de energía renovable y sostenible, ni plantea la democratización profunda que es necesario acometer para garantizar la viabilidad de las instituciones europeas, ni transforma las líneas principales de una política exterior y comercial que no persigue la promoción efectiva de los valores fundamentales de la Unión y de los derechos de sus ciudadanos. Hemos votado a favor de la Resolución de nuestro Grupo porque entendemos que refleja una visión política democrática, viable y sostenible para aportar soluciones a la emergencia económica y social que están sufriendo nuestros pueblos por obra de las políticas de austeridad, las involuciones en materia de protección social, y la falta de democracia de las instituciones políticas que rigen sus destinos.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour of the resolution on the Commission Work Programme 2015. I support Commission's focus on priorities, especially on the single digital market, which is of utmost importance for me and my country.

Jytte Guteland, Anna Hedh, Olle Ludvigsson, Jens Nilsson och Marita Ulvskog (S&D), *skriftlig*. - Vi röstade ja till S&D-resolutionen om kommissionens arbetsprogram. Innehållet i resolutionen är till största delen bra.

Samtidigt finns det några skrivningar som vi inte fullt ut kan stödja. Vi vill t.ex. inte se någon expansion av EU-budgeten.

I frågan om ett gemensamt arbetslöshetsförsäkringssystem motsätter vi oss inte en konsekvensanalys begränsad till euroländerna. Vi ställer oss dock inte bakom skapandet ett sådant system för hela EU.

Hans-Olaf Henkel (ECR), *schriftlich*. — Es gibt viele Gründe dafür, dass das Arbeitsprogramm der EU-Kommission heute im EP durchgefallen ist. Allein die Tatsache, dass zur Finanzierung des Juncker-Investitionsprogramms das Forschungsbudget geplündert werden sollte, macht es in meinen Augen inakzeptabel.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado en contra de las resoluciones presentadas por los otros grupos sobre el programa de trabajo de la Comisión Juncker porque ninguna refleja suficientemente el vicio fundamental que afecta a ese programa: que no responde en absoluto a los problemas fundamentales que afectan a la vida cotidiana de los ciudadanos de la Unión. Este programa de trabajo no aporta soluciones viables y eficaces para atajar los problemas macroeconómicos de la deuda, la corrupción, la evasión fiscal y el desempleo, ni promueve una política de energía renovable y sostenible, ni plantea la democratización profunda que es necesario acometer para garantizar la viabilidad de las instituciones europeas, ni transforma las líneas principales de una política exterior y comercial que no persigue la promoción efectiva de los valores fundamentales de la Unión y de los derechos de sus ciudadanos. Hemos votado a favor de la Resolución de nuestro Grupo porque entendemos que refleja una visión política democrática, viable y sostenible para aportar soluciones a la emergencia económica y social que están sufriendo nuestros pueblos por obra de las políticas de austeridad, las involuciones en materia de protección social, y la falta de democracia de las instituciones políticas que rigen sus destinos.

Štvrtok 15. januára 2015

Robert Jarosław Iwaszkiewicz (EFDD), *na piśmie*. — Głosowałem za rezolucjami, które zmierzają do zmniejszenia unijnej biurokracji, zastępowania unijnych aktów prawem państw członkowskich, zwalczania korupcji i marnotrawienia środków finansowych, odpowiedzialnej i stanowczej polityki migracyjnej. Jestem za ponownym przemyśleniem obecnej europejskiej polityki klimatyczno-energetycznej oraz za potępieniem wszelkich przepisów UE, które nakładają obciążenia administracyjne i wprowadzają dodatkowe przeszkody biurokratyczne dla MŚP będących głównym źródłem miejsc pracy i wzrostu.

Jestem głęboko przekonany, że polityka wszystkich instytucji unijnych, na czele z Komisją Europejską, musi być predefiniowana z budowania biurokratycznego imperium słabego ekonomicznie na budowę silnej Europy państw narodowych z silnymi gospodarkami.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. — Glasao sam ZA rezoluciju koju je pripremila politička grupa ALDE jer ona najbolje iskazuje moje viđenje budućeg programa rada Junckerove Komisije. Glasao sam PROTIV svih ostalih programa koje su ponudile ostale političke opcije jer držim da svaki od tih prijedloga ne sadrži cjelovit i konzistentan program kao što je to izraženo u dokumentu kojega je ponudila ALDE grupa.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — J'ai voté contre la résolution sur le programme de travail de la Commission pour 2015. Le programme de travail ayant déjà été adopté par la Commission et étant entré en vigueur, il n'y avait aucun intérêt, juridique et politique, à ce que le Parlement fasse une résolution sur le sujet.

Les propositions des autres groupes politiques auraient mené à ce que l'on passe à un programme de travail de plus de 200 textes, ce qui serait allé complètement à contre-sens de l'idée de mieux légiférer et de réduire le degré de bureaucratie en se concentrant sur les grands sujets.

Cette critique de la tendance de l'Union à légiférer en permanence sur tout et n'importe quoi avait été au centre des échanges avec les citoyens lors des élections européennes de mai dernier. On ne peut que se réjouir à cet égard que Jean-Claude Juncker ait pris la décision de répondre à cette inquiétude et de privilégier la qualité à la quantité.

Je me félicite donc du rejet de cette résolution.

Josu Juaristi Abaunz (GUE/NGL), *in writing*. — In the absence of a joint motion for a resolution on the Commission Work Programme 2015, EH Bildu has voted against the motions for resolutions presented by the EPP, Greens/EFA, ALDE, S&D, ECR and EFDD, and in favour of the motions for resolution presented by our group, GUE/NGL. In our opinion, the CWP 2015 does not include legislative proposals worked out and discussed in the previous term, and we are deeply dissatisfied about that fact. Indeed, we strongly condemn the Commission's principle of political discontinuity as it completely undermines the European Parliament's rights as co-legislator; insisting that the decision to withdraw a legislative file must be the result of decision-making procedures. In that line, we strongly oppose the proposed withdrawal of the Waste Package, the Clean Air Policy Review, and the Circular Economy initiative, identified as crucial for sustainable growth and the well-being and health of EU citizens, as well as the Maternity Leave Proposal. It is true that the Commission's Work Programme for 2015 is not the item to be voted, but no other motion than that proposed by GUE/NGL expresses the deep dissatisfaction that EH Bildu feels about the CWP 2015, and hence the direction of our vote.

Tunne Kelam (PPE), *in writing*. — I voted in favour of the EPP Group resolution on the Commission Work Programme for 2015. I would like to underline the call to focus on key priorities and thus to enforce needed legislation and to remove obstacles.

The digital single market is both a short- and long term key priority, thus rapid progress is needed so that appropriate legislation is put in place. We need to accomplish the Data Protection Directive, Telecoms Single Market and Network and Information Society Directive this year!

I especially support the paragraph on cutting red tape that calls for reducing bureaucratic burdens by 25 % and establishing independent assessments in order to measure the administrative burden and related costs of new proposals, including a mandatory SME test.

Štvrtok 15. januára 2015

Finalising TTIP talks this year is crucial for transatlantic relations; we cannot drag out these negotiations forever. We need to agree now and create the biggest free trade area based on democratic values and principles. Agreeing on an ambitious, balanced and comprehensive TTIP respecting EU social, environmental and consumer standards will give a new impetus to economic growth, but also set standards on a global scale that others could follow.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. — I do not believe the Work Programme is adequate in the areas of job creation and social protection and I think we need a strong line on tax havens and environmental policy. I therefore voted for the S&D resolution, which disagrees with the Commission's intention to withdraw a number of legislative proposals, notably the Air Quality Package and the Maternity Leave Directive, calls to address the growing issue of precarious employment including zero hour contracts, asks for a full revision of the Posting of Workers Directive and for a radical and effective change in EU taxation policy, urging the Commission to make an unequivocal commitment to the fight against tax fraud.

Gabrielius Landsbergis (PPE), *raštu*. — EPP frakcija, teikdama rezoliuciją dėl 2015 m. Komisijos darbo programos, akcentavo administracinės naštos sumažinimą mažoms ir vidutinėms įmonėms, pritarimą darbo vietų kūrimui, inovacijų plėtrai.

Tvirtai remiu visas kovos su mokestiniu sukčiavimu ir mokesčių slėpimu priemones ir pritariu, jog būtina veiksmingiau naudoti mokesčių mokėtojų pinigų ir imtis tolesnių veiksmų siekiant apginti Europos Sąjungos finansinius interesus. O skaidrus, racionalus ir pagrįstas finansų naudojimas – prioritetas planuojant tiek ES, tiek ir valstybių narių finansus.

Constance Le Grip (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la résolution préparée par le PPE, qui visait à soutenir le programme de travail de la Commission en l'état. Les autres groupes politiques ont tenté d'amender ce programme de travail en proposant leurs résolutions, ce qui nous semblait inutile puisque la Commission européenne a déjà, à plusieurs reprises, bénéficié de la confiance du Parlement européen. Finalement, faute de majorité, aucune résolution n'a été adoptée. De cette manière, nous avons donc en quelque sorte, nous, députés du PPE, renouvelé notre confiance en la Commission européenne, qui nous semble avoir le courage politique nécessaire pour «réveiller l'Europe», relancer la croissance et l'emploi et sortir l'Europe de son atonie.

Juan Fernando López Aguilar (S&D), *por escrito*. — Finalmente no pudo ser y pese a los esfuerzos del Grupo SD, no hubo resolución conjunta con los otros Grupos. La UE hace frente a un periodo de bajo crecimiento, alto desempleo, exclusión social, desigualdad y riesgo real de deflación económica.

La Resolución presentada por el grupo SD pide a la CE que afronte las siguientes prioridades: un plan de inversión para generar más empleo y mayor crecimiento, un contexto fiscal que favorezca la inversión de los Estados miembros en el Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas o la inclusión de una dimensión social. También la CE debe ocuparse de alcanzar un Unión energética con un papel dominante de las energías renovables, afrontar una política de inmigración europea, y evitar el fraude fiscal y los paraísos fiscales.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), *por escrito*. — El programa de trabajo de la Comisión profundiza en las estrategias de desregulación, liberalización y gobernanza económica que han llevado a la actual crisis social, económica y ambiental y al profundo vaciamiento de la democracia europea. Sólo un cambio de rumbo podría devolver a las clases populares europeas su esperanza. En lugar de ello, la Comisión sigue actuando en beneficio de los intereses de las finanzas y las grandes empresas: por ejemplo, con una apertura acelerada de los mercados energético y financiero; con las opacas negociaciones del acuerdo de comercio con los EE.UU.; con los subsidios financieros en beneficio de la privatización de la política industrial y la iniciativa pública que pretende el plan Juncker; con la institucionalización en la zona del euro del «golpe de Estado permanente» que supone la actuación de la Comisión y el BCE en los rescates que siguieron a la crisis de la deuda. Tampoco en migraciones y seguridad interior hace la Comisión autocrítica alguna; al contrario, ampara el grave deterioro de la situación de los derechos humanos en los Estados miembros. Por todo ello, he votado en contra.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. — Puedo argumentar que estoy satisfecho con el programa de trabajo de la Comisión 2015 por una serie de razones.

Štvrtok 15. januára 2015

La primera es que guarda coherencia entre las prioridades políticas y la disponibilidad de recursos financieros. La segunda, que plantea reducir el número de propuestas legislativas, hecho que permite centrarse en las principales prioridades para los ciudadanos europeos y que evita malgastar recursos en propuestas legislativas obsoletas o inadecuadas. Finalmente, celebro que la Comisión, en su programa de trabajo para el 2015, centre sus esfuerzos en el empleo, el crecimiento y la inversión.

A pesar de lo anterior, recuerdo a la Comisión que, para que estos buenos objetivos se lleven a cabo, no debe descuidar el rápido y efectivo uso de la legislación ya existente en ámbitos como el mercado único, el Derecho medioambiental, los sectores financiero y bancario, la política de cohesión y las políticas agrícola y pesquera comunes revisadas recientemente. Además debe ser especialmente firme con la lucha contra el fraude y la evasión fiscal.

Por tanto, voto favorablemente esta resolución y animo a la Comisión a no desistir en su máximo esfuerzo.

Petr Mach (EFDD), písmeň. — Hlasoval jsem proti bodu 6 usnesení S&D. Samozřejmě jsem proti nelegální činnosti v oblasti daňových podvodů. Nicméně nemohu vyzývat EU k tomu, aby v této věci konala, protože se jedná o další krok k tomu, aby byly na nedemokratické a nikomu neodpovědné instituce EU převedeny další daňové pravomoci. Druhá část bodu volá po další evropské legislativě. Svobodní nemohou podpořit narůstání legislativy EU.

Hlasoval jsem proti první části bodu 9 usnesení PPE. Byl jsem zvolen, abych bojoval proti nové evropské legislativě, rušil stávající evropské zákony, podporoval vrácení pravomocí zpět na členské státy a vedl kampaň za vystoupení z EU. Tento text se týká zpětvzetí návrhů EU, hlasoval jsem proti kritice zpětvzetí těchto návrhů. Pouze nevolená Komise může iniciovat novou, začít pozměňovat nebo odstraňovat stávající evropskou legislativu. Nikdo z těch, pro koho občané hlasují, nemůže měnit zákony EU. Proto EU není legitimním zákonodárcem předpisů, kterými se Česká republika musí řídit.

Zdržel jsem se u hlasování o druhé části bodu 9 usnesení. Zatímco na jedné straně rozhodně podporuji redukci a zpětvzetí unijní legislativy, nejsem proti mateřské dovolené, a mohl bych být jinými politickými stranami mylně napadán, pokud bych hlasoval pro. Svobodní věří, že legislativa ohledně mateřské dovolené by měla být rozhodována na úrovni členských států.

Ivana Maletić (PPE), napisan. — Europska komisija užurbano radi na uspostavi Europskog fonda za strateške investicije (EFSl). Cilj je mobilizirati što više privatnih izvora financiranja za financiranje rizičnijih investicija i ulaganja u srednje i malo poduzetništvo.

Uz pravnu i institucionalnu uspostavu EFSl-a kvalitetni i pripremljeni projekti ključni su za uspjeh novog Junckerovog investicijskog programa. Uspostavit će se Europski investicijski savjetodavni centar (HUB) u Europskoj investicijskog banci kao jedinstvena točka za primanje pitanja vezanih uz tehničku pomoć za investicije.

Cilj investicijskog programa je gospodarski rast i razvoj Europske unije te otvaranje novih radnih mjesta, a za to nisu dovoljne samo investicije već set mjera vezanih uz strukturne reforme i pametnu fiskalnu konsolidaciju.

Europska komisija je zato uz prijedlog nove regulative za uspostavu EFSl-a, predstavila i nove smjernice o primjeni postojećih pravila Pakta o stabilnosti i rastu kako bi se ojačala poveznica između strukturnih reformi, investicija i fiskalne odgovornosti u poticanju ekonomskog rasta i otvaranju novih radnih mjesta.

Smjernice imaju tri ključna cilja: osnažiti uspješnu implementaciju strukturnih reformi, promovirati investicije, osobito u kontekstu novog EFSl-ja, te posvetiti više pažnje ekonomskom ciklusu u državama članicama.

Светослав Христов Малинов (PPE), в писмена форма. — Подкрепям програмата, внесена от екипа на председателя Юнкер, както и предложението за резолюция на ЕНП, защото вярвам, че мерките предложени от ЕК ще спомогнат за по-бързото възстановяване на Европа от кризата. Новата Европейска комисия е натоварена с високите очаквания на европейските граждани, свързани с преодоляването на значимите икономически и социални проблеми, пред които е изправена Европа.

Štvrtok 15. januára 2015

Убеден съм, че доброто и адекватно законодателство, комбинирано с ефективното му прилагане може да спомогне за създаването на нови работни места, за повишаването на растежа и конкурентноспособността. В ерата на нови технологии и комуникации, дигиталният вътрешен пазар в Европа е от ключово значение за нейното икономическо развитие.

Не на последно място, събитията по източната граница на Съюза през последната година доказаха необходимостта от нови мерки за гарантиране енергийната сигурност на ЕС. Създаването на Европейски енергиен съюз би спомогнало за диверсификацията и енергийната устойчивост на редица европейски страни, сред които и България.

Днес в пленарна зала станахме свидетели на остро противоречие между амбициите на ЕК и политическата воля на ЕП. Изразявам надежда, че групите на ЕНП и Сид ще успеят да преодолеят различията си по важните европейски теми и ще гарантират подкрепа за работата на Европейската комисия през настоящия ѝ мандат.

Andrejs Mamikins (S&D), rakstiski. — No visiem rezolūciju variantiem es balsoju par S&D grupas rezolūcijas projektu, tomēr šis mūsu teksts ar Eiropas Parlamenta deputātu vairākumu diemžēl netika pieņemts. Tas joprojām ir visstrīdīgākais jautājums, kā mēs attīstīsim ekonomiku pēc krīzes ES, kā radīsim darbas vietas. Sociāldemokrātiem ir sava vīzija, žēl, ka ne visi kolēģi EP to saprot.

Vladimír Maňka (S&D), písomne - Podporujem masívny investičný program, ktorý ukončí dramatický prepád v investíciách a zvýši rastový potenciál a zamestnanosť. Európa nutne potrebuje investície do dopravnej, energetickej, telekomunikačnej infraštruktúry, digitálneho, kultúrneho a kreatívneho priemyslu, vzdelávania, vedy, výskumu a inovácií. Je potrebné, aby Komisia zabezpečila, že súkromné investície sa vynaložia aj v regiónoch ťažko postihnutých krízou.

Je potrebné, aby Komisia pripravila zmeny v daňovej politike, ktoré povedú k efektívnemu boju s daňovými únikmi, daňovými podvodmi a agresívnym daňovým plánovaním. Od Komisie potrebujeme pripraviť legislatívne návrhy na vytvorenie energetickej únie.

Komisia si nemôže sama zaradiť do programu úlohu, aby pokračovala v agende systému vlastných zdrojov, ktorý je pre lepšie fungovanie Európy nevyhnutný. Túto úlohu jej musí dať Rada alebo Európsky parlament. Pretože od Rady nič také neprišlo, je potrebné takúto úlohu schváliť v našom uznesení.

Νότης Μαριάς (ECR), γραπτώς. — Καταψήφισα όλες τις τεθείσες σε ψηφοφορία Προτάσεις Ψηφισμάτων σχετικά με το Πρόγραμμα Εργασίας της Επιτροπής για το 2015, διότι καμία από τις παραπάνω Προτάσεις Ψηφισμάτων δεν καταδικάζει επαρκώς και με σαφήνεια την εκ μέρους της Επιτροπής επιμονή στην εφαρμογή της μερκελικής λιτότητας και της βίαιης δημοσιονομικής προσαρμογής η οποία έχει γεμίσει τον Ευρωπαϊκό Νότο με στρατιές ανέργων και φτωχών. Ταυτόχρονα, οι ως άνω Προτάσεις Ψηφισμάτων δεν καταδικάζαν το Πρόγραμμα Εργασίας της Επιτροπής για το 2015 το οποίο δεν διαθέτει σοβαρούς πόρους για αύξηση της απασχόλησης, συνεχιίζει την πολιτική κοινωνικοποίησης των ζημιών των τραπεζών, δεν περιορίζει τις περιφερειακές ανισότητες και εξακολουθεί να στηρίζει τις παράνομες πολιτικές της Τρόικας στην Ελλάδα.

David Martin (S&D), in writing. — I regret that No Resolution on the Commission Work Programme 2015 was carried and therefore Parliament is silent in response to the Commission proposals.

Fulvio Martusciello (PPE), per iscritto. — Ho votato a favore del programma di lavoro della Commissione per il 2015. Dall'UE si aspetta un intervento decisivo per affrontare le grandi sfide socioeconomiche quali la lotta alla disoccupazione e il miglioramento della competitività. I cittadini domandano altresì all'Unione una maggiore trasparenza sulle sue iniziative e sul modo in cui le attua.

Il programma di lavoro adottato per il 2015, che si articola in 23 iniziative, costituisce un buon punto di partenza in questa direzione perché espone le azioni, che la Commissione europea intende attuare nei prossimi 12 mesi, in totale trasparenza, per cambiare realmente le cose in termini di occupazione, crescita e investimenti e portare vantaggi concreti ai cittadini.

Štvrtok 15. januára 2015

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. — Ritengo che questa proposta di risoluzione, il cui testo è volutamente essenziale, contenga riferimenti del tutto condivisibili. Del documento ho apprezzato, in particolare, il richiamo alla necessità, da parte della Commissione europea, di diminuire il numero di proposte presentate, con lo scopo di rendere l'attività legislativa il più razionale possibile, così come il riferimento al bisogno di favorire una veloce e completa attuazione della legislazione vigente in ambiti chiave, quali il mercato unico, il diritto ambientale, i settori finanziario e bancario, la politica agricola comune, la politica comune della pesca e la politica di coesione.

Condivisibile, inoltre, l'apprezzamento espresso nei confronti delle priorità individuate da parte della Commissione per il 2015, ovvero l'occupazione, la crescita, e gli investimenti. Alla luce di quanto affermato, ho deciso di offrire il mio consenso nei confronti di questo documento.

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Ich hätte gegen die Entschließungsanträge von EVP, ALDE, S&D und EFDD gestimmt, da im Großen und Ganzen keine Kritik am bisherigen Vorgehen geäußert wird, sondern vielmehr eine Fortsetzung der jetzigen Politik gefordert wurde. Es wurden Regulierungen für Themen gefordert, die nicht in den Zuständigkeitsbereich der EU fallen. Zudem hat man sich für eine verstärkte Zentralisierung und einen Beitritt der Türkei ausgesprochen. Diese Punkte lehne ich entschieden ab!

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. — I voted in favour of paragraph 23, B8-0035/2015, to register my concerns on poor air quality and health.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. — La résolution de la droite qui nous est proposée salue le programme de travail de la Commission, notamment dans sa lutte contre «la charge administrative qui pèse sur les citoyens et les entreprises». Elle demande donc «de réduire de 25 % le coût des charges bureaucratiques et de mettre en place des évaluations indépendantes pour mesurer la charge administrative et les coûts liés aux nouvelles propositions», afin bien sûr «d'éliminer la bureaucratie à tous les niveaux». Enfin, elle appelle à la conclusion rapide du grand marché transatlantique et des autres négociations commerciales en cours afin de libéraliser un peu plus le marché européen. Je vote contre.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — Congratulo-me com o Programa de Trabalho da Comissão (PTC) para 2015 e considero que uma redução significativa da carga administrativa dos cidadãos e das empresas só pode ser conseguida através da redução do número de propostas legislativas, pondo antes a ênfase nas grandes prioridades.

É importante que a Comissão apresente o seu Programa de Trabalho para 2015 o mais cedo possível, demonstrando a sua vontade de agir rapidamente. Congratulo-me pelo facto de o mesmo se orientar para o emprego, o crescimento e o investimento, traduzindo em 23 propostas concretas as Orientações Políticas apresentadas pela Comissão em novembro de 2014. Daí o meu voto favorável.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — I support the Commission Work Programme (CWP) and its approach of focusing on a few major priorities rather than a larger number of less essential ones. This is a positive signal that this Commission is ready and willing to be effective in achieving the goals it has set for itself and in reacting to the concerns of the EU's citizens. The Commission's commitment to reducing red tape at the various levels of citizens' day-to-day life is essential. This will lead to the EU's institutions being able to better focus on effectively implementing existing legislation, especially with regard to the Common Agricultural Policy (CAP), Common Fisheries Policy (CFP) and the Cohesion Policy. Furthermore, the commitment to fight tax fraud and tax evasion in this CWP will also lead to better use of the taxpayer's money and safeguard the EU's financial interests. I have therefore voted for the EPP resolution on this matter.

Angelika Mlinar (ALDE), *in writing*. — I am really disappointed at the missed opportunity to send a strong message to the Commission.

The Commission stated in the work programme for 2015 that the college was asked 'to do different things and to do things differently'. I welcome the Commission initiative on the Investment Plan that will unlock public and private investments in the real economy of at least EUR 315 billion over the next three years (2015-2017).

Štvrtok 15. januára 2015

At the same time the Commission sent us a clear message about the bilateral relationship with the Parliament. We cannot accept the attempt of the Commission to diminish Parliament's legislative opportunities to shape EU policies through a deregulation agenda. The EU has, now more than ever, big challenges ahead and cooperation and transparency should be the guidelines to follow.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. — A Comissão Juncker tem como objetivo centrar-se em grandes iniciativas e ser menos interferente em áreas em que os Estados-Membros são mais competentes. Gostaria de felicitar a Comissão Europeia por esta nova abordagem e salientar que é necessário legislar de forma menos frequente e em menos circunstâncias, devendo-se assim focar em grandes áreas sociais e económicas que importam verdadeiramente merece maior suporte a nível europeu.

Felicitó a Comissão por pretender apresentar 23 propostas concretas, diretamente relacionadas com as orientações políticas já apresentadas em novembro de 2014, simplificar 79 iniciativas legislativas já existentes e eliminar 80 propostas anteriormente apresentadas e que não vão ao encontro das prioridades de Juncker ou para as quais não existe acordo no Conselho ou no Parlamento.

Voto favoravelmente a presente resolução do PPE (B8-0001/2015) por focar de forma bastante concreta as prioridades da Comissão Europeia para 2015, nomeadamente no que diz respeito à redução da burocracia, adoção do Plano de Investimentos e avanço nas negociações do TTIP, mas também por defender a rápida entrada em vigor dos fundos da Política de Coesão, PAC ou PCP que são tão fundamentais para o desenvolvimento e crescimento económico de Portugal.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — The EPLP have pushed to ensure that fighting zero hour contracts as well as tax evasion and strengthening environmental policy is a priority for the European Parliament.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — Prendiamo atto dell'ambizioso programma di lavoro incentrato sui temi della crescita e dell'occupazione, chiediamo però di avviare una più ampia riflessione sul futuro dell'Europa, al fine di realizzare una vera unione politica in grado di ripristinare la necessaria legittimità democratica. Accogliamo naturalmente con favore il programma di investimenti previsto, sperando che essi siano capaci di favorire anche nuovi investimenti privati in quelle regioni europee più gravemente colpite dalla crisi economica. Ricordiamo, a questo proposito, l'importanza di garantire norme di bilancio favorevoli agli investimenti, in modo da incoraggiare la partecipazione degli Stati membri al futuro Fondo europeo per gli investimenti strategici attraverso, ad esempio, la neutralizzazione, nel contesto del patto di stabilità e crescita, del capitale versato ed il cofinanziamento pubblico dei progetti di investimento. Notiamo la mancanza di un'adeguata e opportuna dimensione educativa e culturale: in questo caso, chiediamo alla Commissione di adottare nuove misure che tengano conto della crescente inter-relazione tra sviluppo del mercato digitale, investimenti nella formazione professionale e culturale e nell'istruzione dei cittadini UE. Invitiamo, infine, la Commissione ad adoperarsi per raggiungere un accordo commerciale equilibrato con gli USA, capace di promuovere crescita e occupazione, tutelando al tempo stesso le norme UE in ambito sanitario, sociale, ambientale.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am votat programul de lucru al Comisiei pe 2015 întrucât în termeni strategici elementele prevăzute de Comisie sunt corecte. Axarea agendei pe investiții, dezvoltare economică și crearea de locuri de muncă este un lucru pozitiv care trebuie însă să fie susținut de măsuri și politici sociale europene. Este important însă ca, pe viitor, Comisia să respecte programul de lucru aprobat de Parlamentul European.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. — Das Arbeitsprogramm enthielt viele positive Anätze, war jedoch in seiner Gänze erneut von Defiziten im Bereich der Überprüfbarkeit der Umsetzung geprägt. Für mich stehen Überprüfbarkeit, Nachvollziehbarkeit und Transparenz des Handelns im Mittelpunkt – auch und gerade im Bereich der Europäischen Institutionen. Daher habe ich dagegen gestimmt.

Štvrtok 15. januára 2015

Younous Omarjee (GUE/NGL), *par écrit*. — J'ai soutenu par mon vote la proposition législative de mon groupe, car elle met l'accent sur les priorités dont la Commission doit tenir compte, telles que le développement d'un volet social, des engagements forts pour l'environnement, une nouvelle politique fiscale et une politique de cohésion et de solidarité plus ambitieuse. J'ai également soutenu tous les amendements qui dénonçaient le retrait par la Commission européenne de textes cruciaux tels que la directive maternité, le paquet sur l'économie circulaire ou la directive sur la qualité de l'air.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. — Toetasin komisjoni tööprogrammi. Euroopa Komisjoni programm püüab pakkuda ja ellu viia lahendusi, kuidas praegustest raskustest ELis välja võidelda. Oluline on süvenemine eri valdkondadesse ning muu hulgas ka ELi ühtse välispoliitika edasiarendamine.

Margot Parker (EFDD), *in writing*. — UKIP voted against paragraph 6 of the S&D resolution on the Commission Work Programme. UKIP opposes any illegal action in the realm of tax. However, we cannot call on the EU to do anything, as this is a step in the direction of further tax powers being handed over to the unaccountable EU institutions. The second part calls for more EU legislation on country-by-country reporting for all cross-border companies. UKIP will not support more EU red tape on businesses.

UKIP voted against split 1 on paragraph 9 of the EPP resolution on the Commission Work Programme. UKIP was elected to oppose new EU legislation, get rid of existing EU laws, return powers to Member States and campaign to leave the EU. As this concerns the withdrawal of EU proposals, we voted to support the withdrawal.

UKIP abstained on split 2 on paragraph 9 of the EPP resolution on the Commission Work Programme concerning the withdrawal of the Maternity Leave Directive. While on the one hand we certainly support the reduction of EU legislation; we are not against maternity leave, which other parties would wrongfully attack us for if we voted in favour.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. — Considerato che la proposta della Commissione dal titolo «Programma di lavoro della Commissione per il 2015 — Un nuovo inizio» prende anche spunto dalle conclusioni del Consiglio europeo del 26-27 giugno 2014 e del 18 dicembre 2014, considerato che la politica e l'azione dell'UE, condotte di concerto con gli Stati membri nel rispetto del principio di sussidiarietà, possono e devono avere un'incidenza effettiva nell'aiutare i cittadini ad anticipare i rapidi mutamenti della società e a reagire a essi, considerando che l'Europa deve impegnarsi a favore di un modello di economia sociale di mercato che garantisca la crescita sostenibile per assicurare alla generazione futura posti di lavoro anziché debiti, per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), *par écrit*. — Nous n'attendons rien de la Commission présidée par M. Juncker, dont l'affaire LuxLeaks a révélé l'absence totale de crédibilité sur des sujets importants comme la fiscalité et la concurrence fiscale déloyale entre les différents États de l'UE. Quant au plan d'investissement, son financement reste toujours aussi flou. Il est donc hors de question de voter en faveur de ce programme de travail et je me prononce contre.

Tonino Picula (S&D), *napisan*. — Pred današnjim je generacijama izazov obnova vrijednosti na kojima se temelji Europska unija, solidarnosti i jednakih prilika za sve. Taj izazov je tim i teži uzmemo li u obzir da se EU već neko vrijeme nalazi u najvećoj krizi od svoga nastanka, koja se najjasnije očitava u postotcima nezaposlenosti i to prvenstveno nezaposlenosti mladih ljudi.

EU mora birati kako će dalje rasti i odgovoriti na to – planiranjem zajedničke budućnosti i novih proširenja ili usmjeravanjem na ograničeniju Uniju. Tu je također i kriza eura, za koju su mnogi u Europi vjerovali da je završena, a na žalost sve se više suočavamo i sa sigurnosnim izazovima i krizama.

Iako predloženi program nije idealan jer uvelike izostavlja teme poput zaštite okoliša, snažno podržavam njegovu temeljnu odrednicu, a to je Plan ulaganja kao jedno od ispunjenih obećanja. Ostaje za vidjeti koje konkretne ciljeve ulaganja će Komisija predložiti krajem mjeseca. No, obzirom da su se kao područja ulaganja spominjali energetski sektor, prometna povezanost i istraživanje, mislim da su mogućnosti ovog Plana i za Hrvatsku velike bez obzira koji od 77 prijavljenih projekata budu prihvaćeni, zbog čega mu još jednom izražavam svoju podršku.

Štvrtok 15. januára 2015

Andrej Plenković (PPE), *napisan.* — Podržavam prijedlog rezolucije koju je u ime Kluba zastupnika EPP-a podnio kolega zastupnik József Szájer nakon izjave Komisije o svom Programu rada za 2015. godinu.

Prilikom izlaganja novoizabranog predsjednika Junckera podržali smo njegov tim i političke smjernice nove Komisije kojima se u središte pažnje stavlja zapošljavanje, rast, pravednost i demokratske promjene.

Program rada za 2015. godinu upravo potvrđuje da će 2015. godina biti godina velikih izazova za Europsku uniju. Smatram da će Program rada Komisije s najavljenim Planom ulaganja u vrijednosti od 315 milijardi eura znatno doprinijeti rastu i zapošljavanju u državama članicama i time vratiti povjerenje građana u EU.

Pozitivno ocjenjujem najavljeni uspostavu novog Europskog fonda za strateška ulaganja kojim će se podupirati dugoročni projekti ulaganja te ambiciozni akcijski plan kojim bi Europa privukla ulaganja koja će jačati europsko gospodarstvo i imati pozitivan učinak na standard građana.

Građani EU-a s pravom očekuju od institucija veću otvorenost, transparentnost, odgovornost, učinkovitost uz smanjenje administrativnih troškova te novi pristup i nova rješenja u suzbijanju ekonomskih i društvenih problema, što zapravo jamče konkretni prijedlozi iz Programa rada Komisije za 2015. godinu.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto.* — Esprimo il mio voto favorevole al programma di lavoro della Commissione e condivido l'attenzione data a favore dell'occupazione, della crescita e degli investimenti. È importante che ci si concentri su un numero ben definito di priorità chiave, e che altresì si mettano da parte le iniziative non essenziali. In un periodo di scarse risorse è giusto che esse non siano sprecate in azioni non di primaria importanza per i cittadini dell'UE, che si riducano gli oneri burocratici e che si combatta la frode e l'evasione fiscale, e si utilizzi in modo più efficace il denaro dei contribuenti. Inoltre è fondamentale che la legislazione vigente si attui in maniera completa in ambiti quali il mercato unico, il diritto ambientale, i settori finanziario e bancario nonché la politica agricola comune, la politica comune della pesca e la politica di coesione.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito.* — Votei favoravelmente a proposta de resolução B8-0001/2015, apresentada pelo Grupo PPE, sobre o Programa de Trabalho da Comissão para 2015, por considerar que tal programa deve ser objeto de uma avaliação positiva, sendo, em particular, de saudar o facto de o mesmo propor uma redução significativa da carga administrativa dos cidadãos e das empresas, estar orientado para o emprego, o crescimento e o investimento, incluir medidas destinadas a combater a fraude e a evasão fiscal e prever a revisão do Acordo interinstitucional *Legislar melhor*. Lamento, contudo, que não tenha sido possível alcançar um acordo entre os vários grupos políticos para apresentação de uma resolução conjunta de apoio ao Programa de Trabalho da Comissão para 2015.

Julia Reid (EFDD), *in writing.* — UKIP voted against paragraph 6 of the S&D resolution on the Commission Work Programme. UKIP opposes any illegal action in the realm of tax. However we cannot call on the EU to do anything, as this is a step in the direction of further tax powers being handed over to the unaccountable EU institutions. The second part calls for more EU legislation on country-by-country reporting for all cross-border companies. UKIP will not support more EU red tape on businesses. UKIP voted against split 1 on paragraph 9 of the EPP resolution on the Commission Work Programme. UKIP was elected to oppose new EU legislation, get rid of existing EU laws, return powers to Member States and campaign to leave the EU. As this concerns the withdrawal of EU proposals, we voted to support the withdrawal. UKIP abstained on split 2 on paragraph 9 of the EPP resolution on the Commission Work Programme concerning the withdrawal of the Maternity Leave Directive. While on the one hand we certainly support the reduction of EU legislation; we are not against maternity leave, which other parties would wrongfully attack us for if we voted in favour.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito.* — Finalmente no pudo ser y, pese a los esfuerzos del Grupo S&D, no hubo resolución común con los otros grupos. La UE hace frente a un periodo de bajo crecimiento, alto desempleo, exclusión social, desigualdad y riesgo real de deflación económica.

Štvrtok 15. januára 2015

La Resolución presentada por el Grupo S&D pide a la Comisión que afronte las siguientes prioridades: un plan de inversión para generar más empleo y mayor crecimiento, un contexto fiscal que favorezca la inversión de los Estados miembros en el Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas o la inclusión de una dimensión social. También la Comisión debe ocuparse de alcanzar una Unión energética con un papel dominante de las energías renovables, afrontar una política de inmigración europea y evitar el fraude fiscal y los paraísos fiscales.

Teresa Rodríguez-Rubio (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado en contra de las resoluciones presentadas por los otros grupos sobre el programa de trabajo de la Comisión Juncker porque, a nuestro entender, ninguna refleja suficientemente el vicio fundamental que afecta a ese programa: que no responde en absoluto a los problemas fundamentales que afectan a la vida cotidiana de los ciudadanos de la Unión. Este programa de trabajo no aporta soluciones viables y eficaces para atajar los problemas macroeconómicos de la deuda, la corrupción, la evasión fiscal y el desempleo, ni promueve una política de energía renovable y sostenible, ni plantea la democratización profunda que es necesario acometer para garantizar la viabilidad de las instituciones europeas, ni transforma las líneas principales de una política exterior y comercial que no persigue la promoción efectiva de los valores fundamentales de la Unión y de los derechos de sus ciudadanos. Hemos votado a favor de la resolución de nuestro grupo porque entendemos que refleja una visión política democrática, viable y sostenible para aportar soluciones a la emergencia económica y social que están sufriendo nuestros pueblos por obra de las políticas de austeridad, las involuciones en materia de protección social y la falta de democracia de las instituciones políticas que rigen sus destinos.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — Votei favoravelmente esta proposta de resolução, pois este Programa de Trabalho apresenta um conjunto de 23 propostas concretas relativamente às orientações políticas previamente apresentadas pelo Presidente Juncker, para o mandato da Comissão 2014-2019.

As propostas para 2015, das quais se salienta o Plano de Investimentos que prevê injetar na economia europeia 315 mil milhões de euros entre 2015 e 2017, encontram-se direccionadas para matérias tão essenciais como o emprego, o crescimento e o investimento, sem descuidar o desenvolvimento sustentável, a preservação do meio ambiente e a economia social.

Recordo ainda, como proposto no documento, que é essencial evitar o desperdício de recursos com propostas legislativas obsoletas ou inadequadas, que já não são capazes de responder às prioridades e preocupação dos cidadãos europeus, assim como utilizar, de forma mais eficiente, o dinheiro dos contribuintes, adotando medidas de proteção dos interesses financeiros da União.

Por último, sublinho e subscrevo a necessidade de aplicar, de forma plena, rápida e eficaz a legislação em vigor em matérias como o mercado único, o direito do ambiente, os setores financeiro e bancário, assim como as recentemente revistas Política Agrícola Comum, Política Comum de Pescas e Política de Coesão.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. — J'ai soutenu la résolution du groupe PPE sur le programme de travail de la Commission pour 2015.

En effet, le texte du PPE soutient le programme proposé par la Commission de Jean-Claude Juncker qui se veut efficace et opérationnel en ayant notamment pour objectif la réduction de toute charge administrative ou bureaucratique et la réorientation des actions européennes sur les priorités de la Commission.

Cette résolution fait également référence à la politique commerciale de l'UE et rappelle notamment l'objectif d'aboutir à un traité transatlantique UE-États-Unis (TTIP) équilibré et complet, respectant les normes européennes sociales et environnementales et celles concernant la protection des consommateurs.

En parallèle, le texte évoque également le niveau multilatéral des négociations commerciales et l'importance de la mise en œuvre du paquet de Bali.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera contraria alla risoluzione B8-0007/2015 presentata dal gruppo dei Verdi sul programma di lavoro della Commissione per il 2015 in quanto chiede una maggior attività legislativa all'Europa su questioni di fondamentale importanza togliendo le competenze agli Stati membri.

Štvrtok 15. januára 2015

Ho deciso di votare in maniera contraria alla risoluzione B8-0035/2015 presentata dal gruppo S&D sul programma di lavoro della Commissione per il 2015 in quanto essa tende a togliere sempre più competenze agli Stati membri su questioni di fondamentale importanza come ad esempio in materia fiscale.

Ho deciso di votare in maniera favorevole alla risoluzione B8-0038/2015 presentata dal gruppo EFDD sul programma di lavoro della Commissione per il 2015 in quanto su molti argomenti, come la critica all'austerità, all'euro e al TTIP, si avvicina alle posizioni del mio partito.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), por escrito. — Hemos votado en contra de las resoluciones presentadas por los otros grupos sobre el programa de trabajo de la Comisión Juncker porque ninguna refleja suficientemente el vicio fundamental que afecta a ese programa: que no responde en absoluto a los problemas fundamentales que afectan a la vida cotidiana de los ciudadanos de la Unión. Este programa de trabajo no aporta soluciones viables y eficaces para atajar los problemas macroeconómicos de la deuda, la corrupción, la evasión fiscal y el desempleo, ni promueve una política de energía renovable y sostenible, ni plantea la democratización profunda que es necesario acometer para garantizar la viabilidad de las instituciones europeas, ni transforma las líneas principales de una política exterior y comercial que no persigue la promoción efectiva de los valores fundamentales de la Unión y de los derechos de sus ciudadanos. Hemos votado a favor de la Resolución de nuestro Grupo porque entendemos que refleja una visión política democrática, viable y sostenible para aportar soluciones a la emergencia económica y social que están sufriendo nuestros pueblos por obra de las políticas de austeridad, las involuciones en materia de protección social, y la falta de democracia de las instituciones políticas que rigen sus destinos.

Alfred Sant (S&D), in writing. — My vote is conditioned by the following reservation:

The European Commission work programme 2015 is condensed and to the point. As such, it can only be welcome. The programme also rightly acknowledges the need for urgent action to stimulate new investment.

The question remains whether the proposal to set up a new strategic investment fund can make much difference. The fund is being built out of monies that have already been appropriated. They will be jacked up by private commitments, still to materialise, up to a total envelope of EUR 315 billion.

In reality no fresh money is involved. Yet the need for a substantial injection of investment funds is most urgent. Contrast this with the USD 788 billion fund voted by the Obama administration in the US covering the years 2009 - 2011 under the American Recovery and Reinvestment Act of 2009. Of this amount, USD 224 billion went as grants to the states.

Clearly, the strategic fund proposed in the Commission programme is too little, and comes too late. I hope that those of us who believe so will be proved wrong.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), por escrito. — El programa de trabajo de la Comisión profundiza en las estrategias de desregulación, liberalización y gobernanza económica que han llevado a la actual crisis social, económica y ambiental y al profundo vaciamiento de la democracia europea. Sólo un cambio de rumbo podría devolver a las clases populares europeas su esperanza. En lugar de ello, la Comisión sigue actuando en beneficio de los intereses de las finanzas y las grandes empresas: por ejemplo, con una apertura acelerada de los mercados energético y financiero; con las opacas negociaciones del acuerdo de comercio con los EE.UU.; con los subsidios financieros en beneficio de la privatización de la política industrial y la iniciativa pública que pretende el plan Juncker; con la institucionalización en la zona del euro del «golpe de Estado permanente» que supone la actuación de la Comisión y el BCE en los rescates que siguieron a la crisis de la deuda. Tampoco en migraciones y seguridad interior hace la Comisión autocrítica alguna; al contrario, ampara el grave deterioro de la situación de los derechos humanos en los Estados miembros. Por todo ello, he votado en contra.

Czesław Adam Siekierski (PPE), na piśmie. — Jedną z rzucających się w oczy cech przedstawionej przez Komisję 10-punktowej listy priorytetów jest, moim zdaniem, to, że nie zawiera ona ani jednego odniesienia do rolnictwa oraz WPR, co jest zaskakujące biorąc pod uwagę wagę tej polityki w ujęciu politycznym i budżetowym. Nawet jeśli podstawowe filary legislacyjne nowej WPR są już postawione, wiele pozostaje jeszcze do zrobienia w kwestii wdrażania zarówno na szczeblu UE jak i krajowym, a sukces lub porażka reformy będzie zależeć w sporej mierze właśnie od jej wdrażania.

Štvrtok 15. januára 2015

Kolejným aspektom, ktorého nie spôsob v dostatečnom stopniu podkrešlil, jest zagražajúce unijným roľníkom narušenie sektora roľníctva na krízysy. Obecne dowodzą tego szkody, jakich doświadczają główne segmenty roľníctwa UE z powodu rosyjskiego embargo, na co w przeciągu kilku następnych miesięcy może nałożyć się poważny kryzys w sektorze mleczarskim w następstwie wygaśnięcia systemu kwotowania.

Kolejným zásadniczej wagi problemem wymagającym pełnej uwagi w następujących miesiącach jest komponent rolny w ramach negocjacji handlowych TTIP z USA oraz ochrona europejskiego modelu roľníctwa, jak również interesu UE w zakresie roľníctwa w ramach tych negocjacji.

Chciałbym zatem zachęcić Komisję, aby poważnie potraktowała te kwestie podczas przygotowywania programu prac Komisji na rok 2015, oraz przedstawienia inicjatyw i propozycji, które będą adekwatne do stojących przed naszym sektorem wyzwań.

Siôn Simon (S&D), in writing. — Today I voted with the majority of the Members in support of the Commission Work Programme 2015. Labour MEPs have called for more action on workers' rights and tackling tax dodging. Tory and UKIP MEPs voted against the S&D motion calling for the Commission to clamp down on large-scale tax avoidance. The S&D Group strongly supports the measures to fight tax fraud and tax evasion and stress the need for more efficient use of taxpayers' money and for further steps to protect the Union's financial interests.

Davor Škrlec (Verts/ALE), napisan. — Podržao sam Rezoluciju Kluba zastupnika Zeleni/ESS jer sam kao izvijestitelj u sjenu za zakonodavni paket o gospodarenju otpadom – cirkularnoj ekonomiji izrazito nezadovoljan njezinim isključivanjem iz Programa za 2015. godinu.

Komisija svojim Programom pokazuje zabrinjavajuće ignoriranje zakonodavne institucije Europske unije. Sve političke grupacije podržale su zadržavanje Paketa cirkularne ekonomije što jasno ukazuje na širok politički konsenzus da se isti zadrži i provede kroz zakonodavnu proceduru. Kao direktno izabrani predstavnici europskih građanki i građana, dužni smo braniti njihove interese. Za vrijeme prethodne Komisije, uložena su znatna javna sredstva u razvijanje zakonodavnog prijedloga o navedenom Paketu. Izostavljanje Paketa iz Programa rada znači neminovno odgađanje uspostave kvalitetnog gospodarenja otpadom. Bolje upravljanje oskudnim resursima u Europskoj uniji najbolje je rješenje trenutne gospodarske krize u kojoj se ista nalazi.

Stoga pozivam Komisiju da povuče nepromišljenu odluku o povlačenju Paketa cirkularne ekonomije i nastavi u sadašnjim nastojanjima razvijanja boljeg gospodarenja otpadom u interesu svih građanki i građana Unije.

Igor Šoltes (Verts/ALE), pisno. — Na januarskem plenarnem zasedanju smo poslanci glasovali o predlogu resolucije o delovnem programu Komisije za leto 2015, ki ga je vložila politična skupina Zeleni/Evropska svobodna zveza.

Ta predlog je bil odziv na dejstvo, da delovni program nove Komisije večinoma odraža prednostne naloge Evrope pred krizo, saj ohranja tradicionalni okvir ekonomske politike, ki je privedel h krizi, in ne prepoznava, kaj zares potrebuje Evropska unija in kaj dejansko zahtevajo njeni prebivalci.

Predlog resolucije med drugim izpostavlja namero Komisije, da umakne predlog spremembe šestih delov zakonodaje o odpadkih („krožno gospodarstvo“) ter jo spodbuja, da kot del zakonodajnega postopka v teku spodbuja zviševanje ambicij in ta postopek po potrebi dopolni z dodatnimi pobudami.

Področje odpadkov je v celotni EU velik problem. V preteklem mandatu so bili vloženi precejšnji napor v ureditev tega področja, ki bi pripomogla k zmanjšanju odloženih odpadkov, se usmerila v reciklažo, sežig in ponovno uporabo ter s tem k zmanjšanju tveganj škodljivih vplivov odpadkov na ljudi in okolje. Ker verjamem, da je potrebno ohraniti predlog spremembe šestih delov zakonodaje o odpadkih, sem podprl predlog resolucije skupine Zeleni/Evropska svobodna zveza.

van Štefanec (PPE), písomne — Víтам odhodlanie Komisie priniesť zmenu a zjednodušiť návrhy, ktoré sú primárne zamerané na zníženie byrokracie a zjednodušenie života pre hospodárske subjekty. Je dôležité, aby ekonomika bola na prvom mieste a aby zahŕňala vybudovanie digitálnych trhov a vytvorenie lepších podmienok pre jednotlivé sektory ekonomiky, ako aj zvýšenie zahraničného obchodu. Komisia by sa taktiež mala od začiatku svojej práce sústrediť na zlepšenie prostredia pre tvorbu pracovných miest. Prvý pracovný rok Komisie je kľúčový pre naplnenie cieľov, ktoré očakávajú všetci občania EÚ.

Štvrtok 15. januára 2015

Jutta Steinruck (S&D), *schriftlich*. - Ich begrüße die S&D-Entschließung zum Arbeitsprogramm der Kommission 2015, da sie die Stärkung und Nachhaltigkeit der europäischen Sozialpolitik adressiert. So wird die Europäische Kommission dazu aufgerufen, die wachsende Ungleichheit zwischen Mitgliedstaaten, die Diskriminierung am Arbeitsmarkt, Kinderarmut und Sozialdumping in den Fokus ihrer Arbeit zu rücken. Arbeitsrecht und -schutz, soziale Sicherheit, faire Löhne und Gleichbehandlung sollen darüber hinaus der Kommission als Stützpfeiler des neuen Arbeitsprogramms dienen. Dazu findet die Schaffung guter, nachhaltiger Arbeit als höchste Priorität der Europäischen Union Erwähnung. Ebenso wird kritisch auf die Aussparung jeglicher Sozialpolitik im bisherigen Entwurf der Kommission hingewiesen.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. — Podržavam prijedlog rezolucije kolege Szájera u ime Kluba zastupnika Europske pučke stranke o programu rada Komisije za 2015. godinu koja svakako pozdravlja odluku Komisije da što prije predstavi svoj program rada za 2015 godinu. Time pokazuje spremnost za brzo djelovanje te pozdravlja činjenicu da su radna mjesta, rast i ulaganje u središtu pozornosti programa rada Komisije.

Također podržavam promjenu metode kojom se želi pripremiti za djelovanje kako bi se izbjeglo trošenje sredstava na zastarjele ili neprimjerene zakonodavne prijedloge kojima se više ne može odgovoriti na prioritete i brigu građana EU-a te poziva na smanjenje troškova birokratskih opterećenja za 25%, što doprinosi smanjenju birokracije na svim razinama te za sve gospodarske aktere i građane.

Slažem se da je za ostvarivanje novih prilika za rast ključan brz napredak u vezi sa sveobuhvatnim transatlantskim partnerstvom za trgovinu i ulaganje uz poštovanje svih normi EU-a.

Čvrsto podupirem mjere za borbu protiv poreznih prijevара i utaje poreza te naglašavam potrebu za učinkovitijim korištenjem novca poreznih obveznika.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. - Podržavam program rada Komisije, jer program sadrži sve važne teme kao što su rješavanje sporog rasta, smanjivanje stope nezaposlenosti, podizanje konkurentnosti europskih gospodarstava, poticanje investicija i slično, a ističe se i povratak povjerenja građana. Naglasak se stavlja na socijalnu zaštitu, zaštitu okoliša i zaštitu prava potrošača. Naglašena je potreba za prekidanjem politike diskontinuiteta. Komisija će raditi na smanjenju birokratskih prepreka u razvoju jedinstvenog tržišta. Poticati će se izvoz, a snaga EU-a je važna i za njezino susjedstvo. Komisija će poticati sve države članice da postignu maksimalni rast gospodarstva, a ističu se eko-investicije, eko-inovacije, ribarstvo, poljoprivreda, financije i drugi ciljevi te stvaranje jedinstvenog digitalnog tržišta bez mnogobrojnih barijera i ograničenja. Komisija će odlučiti o budućnosti GMO hrane. Energetska sigurnost je istaknuta kao preduvjet za stabilnost i razvoj, a mala i srednja gospodarstva su istaknuta kao simbola zdravog gospodarstva. Monetarna politika i regulacija banaka provodit će se odgovorno i razvojno kako bi se osigurala sigurnost i kontrola, a porezna politika će raditi na smanjenju jaza i sprječavanju pranja novca. Odlučno se nastavlja borba protiv svih oblika diskriminacije i socijalne isključenosti, borba protiv terorizma i svih oblika nasilja. Dodatno će se ojačati obrana i granice Unije zbog sve većih imigrantskih pritisa i ilegalnog useljavanja.

Richard Sulík (ECR), *písomne* — Komisia hovorí o programe na tento rok ako o „novom začiatku“. No aj keď je možné vidieť určité rozdiely oproti predchádzajúcej Európskej komisii, skutočných zmien sa zrejme nedočkáme. Európska komisia totiž stále vychádza z nesprávneho presvedčenia o tom, že rast a zamestnanosť môže podporovať byrokratické prerozdeľovanie, a nie väčšia ekonomická sloboda a trh. Aj preto má byť Junckerov investičný balík jedným z najkľúčovejších opatrení súčasnej Komisie.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. — Το πρόγραμμα της Επιτροπής αποτελεί περισσότερο ένα ευχολόγιο παρά είναι σωστά δομημένο σχέδιο ανάπτυξης της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Δεν προωθεί τρόπους αντιμετώπισης των αιτιών της οικονομικής κρίσης και δεν προσεγγίζει το θέμα της λαθρομετανάστευσης στη σωστή του βάση.

József Szájer (PPE), *in writing*. - Since day one the EPP Group has supported the 10 priorities of the Juncker programme as they facilitate effective regulation.

The other groups in the European Parliament wanted to water the proposals down by increasing them to more than 200. This would have adversely affected the successful implementation of the programme.

Štvrtok 15. januára 2015

Based on the framework agreement between the Commission and the Parliament and the Rules of Procedure, the programme has already been adopted and has entered into force. For this reason as well we have opposed the adoption of any resolution since the beginning. There is no legal or political obligation for the EP to adopt a resolution.

Tibor Szanyi (S&D), *írásban.* – A Bizottság 2015-ös munkaprogramja igen fontos, ugyanakkor reális célokat vázolt fel. Természetesen minden ilyen munkaprogramban fel lehet fedezni hiányosságokat, de örömmel vettem tudomásul például, hogy a Bizottság kiemelten kezeli az adóparadicsomok, az adócsalás és adóelkerülés kérdését. Jelen helyzetben az Európai Unió nem engedheti meg, hogy adóparadicsomok tovább károsítsák a gazdaságát, így mindenképp üdvözlendő azon javaslat, hogy a vállalatok ott fizessenek adót, ahol nyereségüket szerzik. Az adóunió felé mutató intézkedésekkel az összes tagországban komoly eredményeket érhetünk el. Egységes, kiszámítható és átlátható adótörvényekkel ösztönözhetjük a gazdasági szereplőket, hogy vállalják a rájuk háruló adóterheket. A felélénkített gazdasági környezet „friss pénz” vonz a rendszerbe, valamint ösztönözzen hat a foglalkoztatás mértékére is.

Szavazatommal támogattam az S&D frakció állásfoglalását, mely további fontos problémákra hívja fel a figyelmet. Így például bízom abban, hogy az adótörvények revíziója során kiemelt figyelmet fog kapni a túladóztatás problémája is. Ez nem csak a rendszerhibák kijavítása miatt fontos, hanem segítene helyreállítani a társadalmi igazságosságot is. A gazdasági fejlődés mellett e lépések igen fontos eredménye lenne a polgárok uniós intézményekbe vetett bizalmának visszaszerzése. Továbbra is bízom a Bizottság nyitottságában, abban, hogy a szocialisták és demokraták javaslatait a jövőben is befogadja, és konstruktívan tudunk Európa jövőjéért dolgozni.

Dario Tamburrano (EFDD), *per iscritto.* — Ho votato a favore delle risoluzioni dell'EFDD e dei Verdi-ALE in quanto difendono i pacchetti legislativi sull'economia circolare e sulla qualità dell'aria come obiettivi strategici dell'Unione Europea.

Ritengo che l'economia circolare debba rimanere parte integrante delle politiche europee come unica via praticabile che permetta di far coesistere sul lungo periodo lo sviluppo e la prosperità umana con un pianeta che presenta: A) risorse non rinnovabili con limiti fisici (metalli, minerali, terre rare, superfici coltivabili); B) ecosistemi con degli equilibri in pericolo (biodiversità, clima); C) risorse rinnovabili con cicli e tempi di rigenerazione molto lunghi (acqua, foreste, fertilità del suolo, riserve ittiche) o intere ere geologiche (petrolio, gas).

Il ritiro del pacchetto sull'economia circolare e la messa in dubbio del pacchetto sulla qualità dell'aria nella proposta di programma della nuova Commissione sono un pessimo segnale di retromarcia delle politiche europee nel campo della protezione ambientale e climatica, della salute umana e degli ecosistemi. Invece di spingere verso l'innovazione sociale, tecnologica e produttiva per una gestione responsabile e scientifica delle risorse planetarie, si vuole privilegiare un modello economico fallito, anacronistico e irrecuperabile basato sulla priorità del mercato, del profitto e della crescita.

Claudia Tapardel (S&D), *in writing.* — The Commission Work Programme (CWP) for 2015 can be used as a powerful tool for tackling the current social, economic and political reality in Europe which is linked, to a large extent, to the years of austerity, rising unemployment – especially among young people – increasing inequality and lowering of social standards. Through the 23 proposals outlined in the Commission's agenda, the Work Programme aims to deliver an investment plan for Europe, promote economic stability and advance the creation of a single digital market package. While an ambitious programme, I believe the CWP lacks a substantial social dimension that I view as essential for tackling Europe's current needs. We need stronger proposals on creating more opportunities for young people, combating growing economic inequalities, fighting rising poverty, social dumping and labour market discrimination. Europe needs a new sustainable model where economic, social and environmental progress is equally assured and mutually reinforced. We need a broad reflection on the future of Europe to achieve a fully-fledged Political Union which would regain its democratic legitimacy and citizens' trust. These elements are reflected in the S&D resolution, which I voted in favour of today.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit.* — J'ai voté en faveur de la résolution socialiste et en faveur des amendements verts. Pour le dire autrement, j'ai voté en faveur de ce qui me semblait être progressiste, invitant la Commission européenne à une vraie roadmap. Je tiens à souligner à cet égard les manquements de la Commission qui à aucun moment n'a demandé l'avis du Parlement dans les travaux préparatoires. À l'heure d'écrire ces quelques mots, c'est toujours le brouillard autour de certains textes dont on ne sait s'ils se verront votés en 2015, mais aussi autour des motivations qui ont sanctionné d'autres textes. Transparence zéro!

Štvrtok 15. januára 2015

Isabelle Thomas (S&D), *par écrit*. — Nous pouvons certes nous satisfaire que certaines priorités politiques S&D aient été intégrées au programme de travail de la Commission pour 2015. C'est le cas notamment du plan de relance de l'investissement en Europe et de la lutte contre les paradis fiscaux. Malheureusement, d'autres priorités pour la cohésion et le développement durable de l'Union manquent à l'appel. Il faut mentionner notamment la faiblesse du volet social des projets de la Commission, qui démontre son refus de prendre en compte les répercussions de la crise sur les Européens. Chaque groupe politique a proposé sa propre résolution sur ce programme de travail sans parvenir à obtenir l'adhésion de la majorité des membres du Parlement. Je me réjouis que certains amendements socialistes aient rassemblé une majorité des députés, signe encourageant pour nos combats futurs. Ceux où nous nous sommes opposés fermement au retrait, par la Commission, de propositions législatives écologiques ou sociales, sur la qualité de l'air ou les mesures sur les déchets, et de la directive sur le congé maternité ont recueilli la majorité.

Viktor Uspaskich (ALDE), *raštu*. — Manau, jog Komisijos darbo programa turi skirti didžiausią dėmesį trimis dalykams – biurokratijos mažinimui, subsidiarumo skatinimui ir, žinoma, investicijų planui. Taip pat manau, kad svarbu, jog Komisarai būtų vertinami priklausomai nuo jų pasiektų rezultatų, o ne deklaruotų tikslų.

Elena Valenciano (S&D), *por escrito*. — Pese a los esfuerzos de los socialistas, no se ha podido presentar resolución común con los otros grupos. La UE hace frente a un periodo de bajo crecimiento, alto desempleo, exclusión social, desigualdad y riesgo real de deflación económica.

La Resolución presentada por el Grupo S&D pide a la Comisión que afronte las siguientes prioridades: un plan de inversión para generar más empleo y mayor crecimiento, un contexto fiscal que favorezca la inversión de los Estados miembros en el Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas o la inclusión de una dimensión social. También la Comisión debe ocuparse de alcanzar una Unión energética con un papel dominante de las energías renovables, afrontar una política de inmigración europea y evitar el fraude fiscal y los paraísos fiscales.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — El programa de trabajo de la Comisión profundiza en las estrategias de desregulación, liberalización y gobernanza económica que han llevado a la actual crisis social, económica y ambiental y al profundo vaciamiento de la democracia europea. Sólo un cambio de rumbo podría devolver a las clases populares europeas su esperanza. En lugar de ello, la Comisión sigue actuando en beneficio de los intereses de las finanzas y las grandes empresas: por ejemplo, con una apertura acelerada de los mercados energético y financiero; con las opacas negociaciones del acuerdo de comercio con los EE.UU.; con los subsidios financieros en beneficio de la privatización de la política industrial y la iniciativa pública que pretende el plan Juncker; con la institucionalización en la zona del euro del «golpe de Estado permanente» que supone la actuación de la Comisión y el BCE en los rescates que siguieron a la crisis de la deuda. Tampoco en migraciones y seguridad interior hace la Comisión autocrítica alguna: al contrario, ampara el grave deterioro de la situación de los derechos humanos en los Estados miembros. Por todo ello, he votado en contra.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. — O programa de trabalho da Comissão Europeia representa mais do mesmo. Está em continuidade direta com todas as políticas erradas que estão na origem da atual crise económica e social. Propõe três pilares, um plano de investimento, a responsabilidade fiscal e as reformas estruturais, usando palavras novas mas com a mesma lógica de sempre.

Do lado do investimento temos um exercício mirabolante de contabilidade criativa que é insuficiente e carente de qualquer base de sustentação empírica capaz de poder dar uma luz mínima de entusiasmo ou de otimismo. Vamos, por outro lado, continuar com a austeridade e com os ataques ao estado social, juntando mais recessão à crise.

O que a Europa necessita é de promover investimento público capaz de gerar coesão e desenvolvimento. Precisa de mais justiça fiscal e de uma melhor distribuição do rendimento que promova o consumo e o investimento. Precisa, em suma, é de um outro processo de integração centrado nas pessoas e não no grande capital.

Harald Vilimsky (NI), *schriftlich*. — Ich unterstütze das Arbeitsprogramm der Kommission für 2015. Die angekündigten Vorschläge, die einen konkreten Nutzen für die Bürgerinnen und Bürger schaffen sollen, bewerte ich als durchaus positiv. Beispiele dafür sind die geplante Verbesserung der Arbeitsmarktsituation, wirtschaftliches Wachstum und geplante Investitionen.

Štvrtok 15. januára 2015

Henna Virkkunen (PPE), kirjallinen. — Arvoisa puhemies, komission työohjelma vuodelle 2015 keskittyy vahvasti kasvuun, kilpailukykyyn ja investointeihin – kaikki erittäin keskeisiä asioita myös työpaikkojen luomisen kannalta. Kaikki ylimääräinen on pyritty karsimaan ja paremman sääntelyn tavoite on nyt myös otettu tosissaan.

Pidän hyvänä ja oikeana suuntana, että komissio ei automaattisesti jatka edeltäjänsä aloittamia keskeneräisiä lainsäädäntöhankkeita, vaan se on esittänyt poisvedettäväksi tai uudelleen valmisteltavaksi noin 80 säädöstä, asetusta tai direktiiviä. Tuen vahvasti tätä linjaa.

Yksi keskeinen asia investointiohjelmassa on juuri sääntelyn järkevöittäminen sekä poliittisen ennustettavuuden luominen Euroopan unionin alueelle. Tämä on keskeistä, jotta yritykset uskaltavat investoida alueellemme. Vain siten saamme koko Euroopan takaisin nousu-uralle.

Beatrix von Storch (ECR), schriftlich. — Die Juncker-Kommission verfehlt erneut Unterstützung für ihr Arbeitsprogramm: Juncker muss zurücktreten. Zum zweiten Mal in Folge kann sich das EP nicht auf einen gemeinsamen Standpunkt zum Arbeitsprogramm 2015 der Juncker-Kommission einigen. Bereits im Dezember 2014 hatten die Fraktionen die Gespräche vertagt. Am 13. Januar 2015 scheiterten die Verhandlungen über einen gemeinsamen Entschließungsantrag. Bei der Abstimmung setzte sich keine Fraktion mit ihrem eigenen Entschließungsantrag durch. Das bedeutet: Das Arbeitsprogramm der EU-Kommission findet keine Zustimmung durch das Parlament. Herr Juncker ist durchgefallen. Die Mehrheit, die zuvor das vertragswidrige Prinzip der „Spitzenkandidaten“ erfand und ihn ins Amt gewählt hat, verweigert ihm jetzt die Unterstützung für sein Arbeitsprogramm. Damit hat sie ihm faktisch das Misstrauen ausgesprochen. In einer Demokratie tritt die Regierung zurück, wenn sie keine Unterstützung im Parlament mehr hat. Wenn Juncker der Meinung wäre, dass er die demokratische Legitimation des Parlaments für die Arbeit der Kommission bräuchte, dann müsste er also nun seinen Hut nehmen. Aber natürlich tut er das nicht, und so zeigt er, dass das Parlament für ihn nur eines ist: eine große, hübsche Kulisse für das von ihm gespielte Theater. Und die große Mehrheit im Parlament spielt mit. Einen echten, formellen Misstrauensantrag, um Juncker seines Amtes zu entheben, fordern Christdemokraten, Sozialdemokraten, Liberale, Linke und Grüne nicht.

Marco Zanni (EFDD), per iscritto. — Non credo affatto che la Commissione europea guidata da Juncker sia in grado di risolvere le sorti di questa Europa sempre più in affanno. Il suo programma di lavoro proseguirà infatti nel solco già tracciato dalle due precedenti Commissioni a guida Barroso, e i cambiamenti che tanto vengono sbandierati sono ahimè solamente di facciata.

La maggiore flessibilità in ambito di regole economiche e fiscali non esiste, e la comunicazione assai lacunosa di questa settimana ne è la prova: in Europa non vogliono capire che se non ci sarà un cambiamento radicale sarà la stessa Unione a rischio. Il team di Juncker è frutto dell'accordo tra i grandi partiti europei, ovvero popolari, socialisti e liberali, che nelle ultime elezioni europee hanno visto drasticamente ridursi il loro consenso quasi ovunque, a discapito di forze che, in un modo o nell'altro, vogliono cambiare questa Europa.

Questa Commissione, espressione dei partiti al governo in tutti i paesi dell'UE, non può certo rappresentare una svolta e lo si capisce in maniera chiara dalla sua guida, un politico che per oltre venti anni ha partecipato e condiviso tutte le scelte che ci hanno portato sull'orlo del baratro dove siamo ora.

Jana Žitňanská (ECR), písomne — Politické frakcie pôsobiace v Európskom parlamente neboli schopné dospieť k spoločnému stanovisku ohľadom pracovného programu novej Komisie na rok 2015. Všetky frakcie predložili vlastné uznesenia, o ktorých sa hlasovalo samostatne, pričom ani jedno z nich nezískalo hlasy väčšiny poslancov. ECR víta, že Komisia sa zaviazala stiahnuť legislatívne návrhy, ktoré sa stali neaktuálnymi, nadbytočnými alebo v rámci ktorých nie je možné dosiahnuť politický konsenzus. Ja osobne sa stotožňujem s vyjadrením komisára Timmermansa, že fakt, že nejaký problém Únia považuje za dôležitý ešte neznamená, že v súvislosti s ním musí automaticky prijímať novú legislatívu. V našom uznesení dôrazne upozorňujeme na potrebu eliminovať byrokratickú záťaž vo vzťahu k malým a stredným podnikateľom, a to najmä pravidelnou evaluáciou pridanej hodnoty jednotlivých politik tak, aby spĺňali potreby našej doby a jej občanov. Kriticky sa tiež pozeráme na Junckerov investičný balíček a budeme pozorne sledovať jeho uvedenie do praxe. Nie je totiž zrejmé, ako chce Komisia dosiahnuť mobilizáciu súkromných investícií, ani na základe akých kritérií plánuje vyberať a prioritizovať projekty uchádzajúce sa o podporu z tohto balíčka.

Štvrtok 15. januára 2015

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. — A inexistência de uma resolução final aprovada pela maioria do PE com propostas próprias - alternativas ou não -, demonstra contradições face ao rumo a seguir neste momento de profunda crise da e na UE, mas não apaga a manutenção da convergência entre direita e social-democracia nas opções de fundo da UE. A aparente inação esconde a opção por políticas que continuarão a agravar os problemas existentes, nomeadamente os elevadíssimos níveis de dívida pública dos países da periferia da UE, uma consequência da natureza assimétrica do processo de integração cujas medidas que estão a ser impostas a países como Portugal - supostamente para lhe fazer face - aumentam-nos, servindo simultaneamente como justificação para destruir direitos e conquistas fundamentais dos trabalhadores e dos povos, nomeadamente salários, segurança social pública e universal, saúde e educação públicas. A solução para estes problemas continua a ser a renegociação da dívida (com a sua reestruturação e redução substancial), a criação de um programa para os países intervencionados pela troika para os quais a permanência no euro se tenha tornado insustentável, o início de um processo de dissolução da UEM, a extinção do Pacto de Estabilidade, com a sua substituição por um pacto de progresso social e desenvolvimento sustentável.

12.7. Sloboda prejavu v Turecku: nedávne zatknutie novinárov a vedúcich pracovníkov médií a systematický nátlak namierený voči médiám (RC-B8-0036/2015, B8-0036/2015, B8-0040/2015, B8-0041/2015, B8-0042/2015, B8-0043/2015, B8-0044/2015, B8-0045/2015)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Mark Demesmaeker (ECR). - Wij hebben deze resolutie over de aanvallen op de vrije meningsuiting in Turkije gesteund, omdat het een krachtig signaal is dat Turkije steeds meer krediet aan het verliezen is in Europa en in de vrije wereld. Sinds Erdogan in 2002 het land begon te leiden, is hij de grootste onderdrukker van de vrije pers geworden.

Ondanks de massale internationale aandacht voor dit probleem blijft journalistiek een levensgevaarlijk beroep dat gevangenisstraffen tot 166 jaar kan opleveren. Arrestaties van journalisten en de brutaliteit daarbij tonen voor mij aan dat de Turkse rechtsstaat een gigantisch probleem heeft. Democratische staten respecteren immers de vrijheid van meningsuiting in overeenstemming met hun grondwet en met het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Meer nog, het enige antwoord van Erdogan is dat er nog meer journalisten, ik citeer, “de binnenkant van een gevangeniscel zullen zien”. Wij moeten conclusies trekken uit de groeiende autoritaire aard van dit regime, niet in het minst bij de toetredingsonderhandelingen. Want noch voor Turkije, noch voor Europa, komt wat gebeurt de geloofwaardigheid ten goede.

Tomáš Zdechovský (PPE). - Pane předsedající, děkuji i za skvělou výslovnost mého příjmení, která je v tomto parlamentu obdivuhodná. Já bych chtěl k této otázce říct jednu důležitou věc. Pokud chceme Turecko považovat za demokratickou zemi, musí přestat s omezováním a utlačováním tamtího tisku. Jakékoliv omezování sociálních sítí a jejich blokování, jakékoliv omezování opozičních žurnalistů vede k tomu, že Turecko nebude vnímáno jako partner.

Pocházím z rodiny, která má dlouholetou tradici, jejíž členové zemřeli v první a druhé světové válce, jejíž členové byli v koncentračních táborech za komunistického i za nacistického režimu. A já pevně věřím, že Turecko má na víc a že Turecko využije své šance ukázat Evropě, že je opravdu demokratickou zemí a že patří do našeho prostoru.

Daniel Hannan (ECR). - Mr President, for decades Turkey was the great democratic success story in the Muslim world. When the Arab Spring risings happened you heard the same sentiment expressed all across the region, from Morocco to Jordan. People would say: ‘We want to be like Turkey. We want to be a free-market, pluralist, multiparty, secular Muslim democracy.’

That places a particular burden on our Turkish allies to hold themselves to a higher standard. It may well be the case that there is, as Turks say, a parallel state, with supporters of the Gülen movement in parts of the security services. It may well be the case that they have sympathisers in the media. I think even the Gülen people themselves do not deny that they have a network in the security apparatus. Of course, we can see what journalists have said about it. But none of that justifies lowering your standards. On the contrary, it places you under an obligation to behave more cleanly than you otherwise would.

Štvrtok 15. januára 2015

Turks deserve better; we expect better.

Gerolf Annemans (NI). - Met mijn stem tegen deze resolutie heb ik vooral willen protesteren tegen het feit dat de hier heersende meerderheid nog steeds niet duidelijk en uitdrukkelijk heeft willen erkennen dat Turkije geen lid van de Europese Unie kan zijn en, integendeel, zelfs de resolutie helemaal in het teken plaatst van de toetreding en van de pretoetredingssteun.

Mijn partij zegt dit vanuit haar visie op wat Europese samenwerking en Europese eenheid kan zijn en in dit geval wat zij niet kan zijn. Wij hebben daarbij niet gewacht op de komst van Erdogan en zijn islamitische partij, die jaar na jaar en keer op keer de illusies de grond instampt dat Turkije een bron zou kunnen zijn, waar islam en democratie als verenigbaar uit naar voren zouden kunnen komen.

Gisteren, in volle "Charlie Hebdo"-crisis, bereikte ons hier in het centrum van Europa het bericht dat de rechtbank in Diyarbakir alle websites die de gewraakte cartoons publiceerden, heeft geblokkeerd. Doorheen alle verwarring moet toch één ding duidelijk worden: Turkije is géén Europees land en heeft géén Europese traditie inzake vrije meningsuiting en ook niet inzake mensenrechten. De situatie verbeterde niet onder Erdogan, integendeel, het lidmaatschap van de Europese Unie is niet enkel problematisch, maar moet op principiële gronden afgewezen worden.

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), por escrito. — He votado a favor de la propuesta de Resolución sobre la libertad de expresión en Turquía debido a que condena las redadas policiales y la detención de periodistas y representantes de medios de comunicación en diciembre de 2014 y señala una tendencia general en cuanto al retroceso de la democracia y de la tolerancia del Gobierno turco frente a las protestas públicas y los medios de comunicación críticos.

Louis Aliot (NI), par écrit. — Cette résolution relève une fois de plus d'une grande hypocrisie de la part des autorités européennes. En effet, alors que l'ensemble des nations représentées au Parlement européen dénonce les atteintes à la liberté de la presse et aux libertés publiques, leurs dirigeants défilaient tous aux côtés du Premier ministre turc à l'occasion des manifestations de soutien aux victimes de l'attentat de Charlie Hebdo à Paris. D'autre part, en lieu et place d'une énième résolution, il aurait été plus judicieux de suspendre l'ensemble du processus d'adhésion de la Turquie au sein de l'UE. La poursuite du processus d'intégration de cet État au sein de l'UE est un très mauvais signal pour nos partenaires internationaux.

Dominique Bilde (NI), par écrit. – Depuis quelques années, la liberté d'expression est malmenée en Turquie et nous voyons apparaître le vrai visage d'Erdogan. Le gouvernement a recommencé à arrêter des gens et à leur imputer des crimes politiques de toutes natures, accusant écrivains, éditeurs et journalistes d'enfreindre les lois antiterroristes, très souvent en raison de liens ou de sympathies pour le mouvement kurde. Erdogan et son parti l'AKP, au pouvoir depuis 12 ans, multiplient les pressions contre les journalistes. Fin février 2014, des enregistrements audio sont même apparus sur internet. On y entend un Premier ministre corrompu, malhonnête, usant de son pouvoir pour faire taire la presse.

La solution est désormais simple pour l'Union européenne, confrontée à une crise sociale et économique: il faut stopper immédiatement les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE comme je l'ai demandé avec six autres collègues dans ma proposition de résolution de décembre dernier. C'est pourquoi j'ai voté contre ce texte, qui n'est qu'une déclaration de bonnes intentions.

Mara Bizzotto (NI), per iscritto. — Ho votato a favore di questa risoluzione poiché ritengo fondamentale continuare a lottare affinché vi sia finalmente coerenza nella politica di allargamento europeo. Non posso accettare che un paese come la Turchia entri a far parte dell'UE, di certo non possiamo continuare a finanziare con nostri fondi paesi che platealmente e impunemente continuano a violare i diritti umani: i paesi in fase di preadesione devono impegnarsi a rispettare le nostre regole se vogliono i nostri soldi.

Rachida Dati (PPE), par écrit. – Le 14 décembre dernier en Turquie, 27 personnes, principalement des journalistes, ont été arrêtées. Cette vague d'arrestations vient confirmer la répression que subissent aujourd'hui les médias d'opposition en Turquie, alors qu'un grand nombre de journalistes sont toujours emprisonnés. Par cette résolution, le Parlement européen a ainsi souhaité condamner ces événements et réaffirmer son attachement à la liberté d'expression, au cœur des valeurs de l'Union européenne et dont l'une des illustrations est l'existence d'une presse libre, indépendante et diverse.

Štvrtok 15. januára 2015

Neena Gill (S&D), *in writing*. - I voted in favour of this resolution because recent attacks on the media by the Turkish Government are deeply worrying. It is simply shocking that Turkey currently has one of the highest numbers of jailed journalists in the world. Turkey is an extremely important partner for the EU in many fields – not least for our economy and in the fight against terrorism – but it will only continue to be so if it returns to the path of democracy and respect for civil rights. It is in all our interests that we work together to make this happen. That is why, while we do need to make clear that this situation is in no way acceptable to us, it is also important not to allow parties on the right to use this as a pretext to call for halting accession negotiations. This will benefit neither EU citizens nor the Turkish, as it will only result in taking away the most important sticks and carrots we have for encouraging Istanbul to increase media freedom and improve collaboration with the EU in areas of common interest.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. - I voted in favour of this motion for resolution as I believe it is vital that the European Parliament condemn actions that disregard the freedom of the media. Freedom of speech and freedom of the media are core democratic principles, ones which the EU is founded upon and ones which should be defended at all times. A free press is an essential part of any functioning democracy.

Pablo Iglesias (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado a favor, porque esta Resolución Común condena las detenciones de los periodistas en Turquía, así como la persecución por parte del Gobierno de Turquía a periodistas y medios de comunicación de manera sistemática y que ha conducido a la autocensura de algunos medios. Además, exige juicios con todas las garantías para los detenidos, además de mostrar preocupación por la falta de independencia de la justicia en Turquía. Asimismo la Resolución Común exige que Turquía respete derechos y libertades fundamentales: el Estado de Derecho, el Derecho internacional, la libertad de expresión. Se reitera el derecho a la libertad de prensa, siendo un mecanismo que garantiza pluralidad, necesaria en las sociedades democráticas. También, se enfatiza la importancia de las organizaciones de la sociedad civil, ya que sólo una sociedad transparente puede fomentar la confianza entre los diferentes componentes de una sociedad democrática.

Béla Kovács (NI), *írásban*. - Megható az a végtelen aggódás, ami az Európai Parlamentben folyamatosan tapasztalható a világ összes médiamunkásának, újságírójának elnyomtatása miatt. Leginkább persze azok miatt, akik az arab tavaszhoz, a Majdanhoz hasonló forgatókönyvek megvalósításán fáradozva igyekeznek destabilizálni az adott országot, globális érdekkörök zsoldjában állva. Valódi sajtószabadságra van szükség, nem képmutatásra, így ez az állásfoglalás nem támogatható ebben a formában. Törökország ma egy virágzó, dinamikusan fejlődő ország, mely természetesen nem mentes a problémáktól, de nem szeretne Líbia sorsára jutni és ezért tenni is képes.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. - Voto a favore di questa risoluzione presentata dalla collega on. Sommer perché trovo giusto che l'Unione europea condanni con forza tutte le azioni che limitano i diritti dei cittadini, e la stessa idea di democrazia. In Turchia, molti giornalisti sono in carcere, o in attesa di giudizio, per aver espresso posizioni critiche nei confronti del governo del loro paese. Ciò evidenzia che la Turchia continua ad attuare azioni repressive nei confronti di chi, sulla scorta dell'inalienabile diritto alla libertà di espressione, dimostra il proprio disaccordo.

Gabrielius Landsbergis (PPE), *raštu*. — Pagarba teisinei valstybei ir pagrindinems teisėms, įskaitant žodžio laisvę, yra pagrindinės ES vertybės, kurių laikytis Turkija oficialiai įsipareigojo pateikdama paraišką dėl narystės ES ir vykstant susijusioms deryboms.

Pritariu raginimui naudojant Pasirengimo narystei pagalbos priemonę teikti daugiau dėmesio nepriklausomai žiniasklaidai ir pažaboti bet kokią valdžios kišimąsi ir daromą spaudimą, o žurnalistų suėmimai, bauginimas ar bet kokia cenzūra XXI a. demokratinėse visuomenėse negali būti toleruojama ir pateisinama jokių atvejų, ypač atsižvelgiant į ES plėtrą ir Turkijos narystės perspektyvą.

Constance Le Grip (PPE), *par écrit*. — Nous avons adopté une résolution contre les violations de la liberté d'expression en Turquie, suite aux récentes arrestations de journalistes et de responsables de médias. Nous avons fermement condamné les pressions systématiques sur les médias et insisté sur le fait que le pays devait respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Štvrtok 15. januára 2015

Vladimír Maňka (S&D), *písomne* - Európska únia je založená na zásadách slobody, demokracie a dodržiavania ľudských práv a slobôd, preto musí odsúdiť akýkoľvek prejav porušovania ľudských práv. Právo na slobodu slova patrí k základným ľudským právam, ktoré chránia nielen zákony každej demokratickej krajiny, ale aj medzinárodné zmluvy a dohovory. Všetky členské štáty EÚ garantujú svojim občanom tieto práva. Európska únia rešpektuje identitu nielen svojich členských štátov, ale aj ostatných krajín sveta. Nemôže však tolerovať porušovania základných ľudských práv. Právny štát nesmie zneužívať právo v neprospech svojich obyvateľov.

Νότης Μαριάς (ECR), *γραφικώς*. — Ψήφισα υπέρ του Ψηφίσματος διότι στηρίζω την ελευθερία της έκφρασης στην Τουρκία και καταδικάζω τις πρόσφατες συλλήψεις δημοσιογράφων καθώς και τη συστηματική άσκηση πίεσης στα μέσα μαζικής ενημέρωσης από τις τουρκικές αρχές. Η Τουρκία πρέπει να προχωρήσει σε βαθιές δημοκρατικές μεταρρυθμίσεις οι οποίες θα πρέπει να εξασφαλίζουν πλήρεις εγγυήσεις της ελευθερίας, συμπεριλαμβανομένων της ελευθερίας της σκέψης, της έκφρασης και των μέσων ενημέρωσης, της δημοκρατίας, της ισότητας, του κράτους δικαίου και του σεβασμού των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, για να σταματήσουν έτσι στην Τουρκία οι διώξεις των λειτουργών του Τύπου και να εμπεδωθεί η απρόσκοπτη ελεύθερη διακίνηση ιδεών.

David Martin (S&D), *in writing*. — I voted for this Resolution which condemns the recent police raids and the detention of a number of journalists and media representatives in Turkey on 14 December 2014, and stresses that these actions call into question respect for the rule of law and freedom of the media, which is a core principle of democracy.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. — Ho sostenuto la risoluzione concernente la libertà di espressione in Turchia. Esprimo profonda preoccupazione per i trentadue giornalisti recentemente incarcerati in Turchia.

La libertà di espressione, problema di lunga data in Turchia, deve essere considerata una priorità del governo Turco perché rappresenta una componente essenziale per ogni sana democrazia.

Jiří Maštálka (GUE/NGL), *písemně*. - Hluboce si vážím výsledků, které Turecko dosáhlo v posledních letech v ekonomickém rozvoji, ale i jeho některých vnitropolitických opatření, například v podobě omezení role armády jako arbitra demokracie. Na druhé straně je ale nejvyšší čas říci, že asociační dohoda EU-Turecko by měla být Evropskou unií vypovězena, jestliže turecká vláda bude nadále porušovat svobodu slova a bude odmítat právo na sebeurčení kurdského národa. Za aktuálně nejnebezpečnější jednání Ankary pokládám politiku vůči Sýrii. Turecká podpora nejrozumnějších skupin bojujících se zbraní v ruce proti syrské vládě, vytváření logistického zázemí pro ně, povolení transportu zbraní a lidí ze zahraničí pro tyto militantní skupiny, diplomatická i propagandistická podpora války v Sýrii – to vše jsou kroky, které od počátku nesměřovaly jen k destabilizaci Sýrie. Dnes už každý pochopil, že výsledkem této politiky je vytvoření fanatických bojůvek tzv. Islámského státu. Ten destabilizuje celý region, a to včetně Turecka. A v konečném důsledku, jak ukázaly nedávno zločinné teroristické útoky v Paříži, destabilizuje i Evropu. Evropská unie by měla být organizací či institucí, v níž se řeší problémy demokratickými nástroji. Nelze tolerovat dlouhodobé porušování lidských práv a jednání v rozporu s mezinárodním právem u státu, s nímž nás váže asociační dohoda. Podpořil jsem dnes společnou rezoluci.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. — In Turchia un elevato numero di giornalisti è in carcere, o in attesa di giudizio, soltanto per aver espresso posizioni critiche nei confronti del governo del paese. Sebbene la Turchia si sia dichiarata formalmente predisposta a garantire il rispetto dello Stato di diritto, e dei diritti fondamentali, il governo del paese continua a farsi promotore di azioni reazionarie e repressive nei confronti di chi, sulla scorta dell'inalienabile diritto alla libertà di espressione, si dimostra in disaccordo con le proprie posizioni.

Ho votato a favore di questa risoluzione perché trovo giusto che l'Unione europea condanni con forza tutte le azioni che castrano i diritti dei cittadini, e la democrazia.

Georg Mayer (NI), *schriftlich*. — Da sich die Türkei unter ihrem derzeitigen Ministerpräsidenten Erdoğan immer mehr rückentwickelt und gleichzeitig mehrere Milliarden Euro an Heranführungshilfe nach Ankara überwiesen werden, hätte ich für diesen Antrag gestimmt.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. — De récentes arrestations de journalistes en Turquie nous rappelle la politique de répression de la liberté d'expression et de la presse pratiquée par le régime d'Erdogan. Alors que le Parlement européen votait en mars dernier un rapport complaisant sur la «démocratisation» de la Turquie, force est de constater aujourd'hui que nous sommes loin du compte. La résolution dénonce ces arrestations de journalistes et militants politiques ou syndicaux. Celles-ci sont adossées à une justice partielle où les lois anti-terroristes servent régulièrement de prétexte pour bafouer les droits fondamentaux. Je déplore que le contexte politique en Turquie, et notamment

Štvrtok 15. januára 2015

sa politique étrangère, soit absent de cette résolution. Mais comme hier encore la police turque a menacé d'interdire la diffusion de Cumhuriyet, le quotidien d'opposition, qui publiait alors certaines pages de Charlie Hebdo, je vote POUR.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. — A atual situação na Turquia é preocupante. A detenção de vários jornalistas põe em causa a liberdade de expressão e a defesa dos direitos humanos.

A UE tem que alertar os responsáveis turcos para essa situação e ajudar a encontrar soluções para que as detenções por delito de opinião cessem imediatamente. Daí o meu voto favorável.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. — The recent actions of the Turkish Government towards the independent media in its country are unacceptable. Turkey's ongoing application for EU membership as well as its membership of the Council of Europe requires it to follow EU values, including those of freedom of expression and freedom of the media. I have therefore voted in favour of this resolution.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. — Ces dernières années, la liberté de la presse en Turquie a été victime d'une pression croissante. De nombreux journalistes et responsables de médias, dont Ekrem Dumanlı, rédacteur en chef du journal Zaman, et Hidayet Karaca, directeur général du groupe de radiodiffusion Samanyolu, ont été poursuivis, emprisonnés ou sont toujours dans l'attente de leur jugement. Je regrette profondément que des responsables politiques pratiquent des déclarations d'intimidation et utilisent les lois antiterroristes pour poursuivre des journalistes s'opposant à certaines pratiques gouvernementales. Au-delà des arrestations scandaleuses, cela conduit également à une autocensure généralisée. La Turquie doit inverser sa tendance et consolider ses efforts afin de renforcer la démocratie en son sein. Les droits fondamentaux, tels que la liberté de la presse, la présomption d'innocence, le droit à un procès juste et l'état de droit doivent être garantis effectivement.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. — Správa o pokroku Turecka za rok 2014 ukazuje, že Turecko sa svojím konaním vzdáľuje od princípov stanovených v Európskom dohovore o ľudských právach, a to predovšetkým v kľúčovej oblasti súdnictva a slobody prejavu.

Prijatie akčného plánu týkajúceho sa porušovania Európskeho dohovoru o ľudských právach a zníženia trvania vyšetrovacej väzby len formálne rieši neblahú situáciu, avšak prijímané právne predpisy, ktoré by mali akčný plán plniť, sa nesú v opačnom duchu

Za znepokojujúce považujem predovšetkým oslabovanie nezávislosti a nestrannosti súdnictva, ktoré nezaručuje právo na spravodlivý proces ani dodržiavanie práv obžalovaných. V spojení s arbitrárnymi raziami a zatýkaním novinárov sú tak narušané samotné základy demokratického fungovania štátu, ktoré je vlastné všetkým vyspelým krajinám.

Hlasujem preto za prijatie uznesenia Európskeho parlamentu o slobode prejavu v Turecku a vyzývam Turecko, aby plne zaručovalo zásady právneho štátu a základné ľudské práva, vrátane slobody myslenia, prejavu a médií.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. — I gave my support to the resolution on freedom of expression in Turkey following the debate on the recent arrests of journalists and editors from the Turkish media. The resolution therefore takes a very critical stance regarding these latest attacks on freedom of the media and expression in Turkey. Freedom of the media is a key EU value, which any country willing to join should scrupulously respect.

Sorin Moisă (S&D), *în scris*. — Turcia este un aliat crucial al Occidentului într-o zonă extrem de importantă a lumii și, în orice caz, vitală pentru Europa și Statele Unite. Destructurarea proiectului democratic și eventual laic turc ar fi o dramă pentru Occident. Rezoluția de față este un semnal important dat de Parlamentul European unei țări prietene, aliate, apropiate, de a rămâne în interiorul unui model liberal-democratic. Este de discutat, în perspectivă istorică, în ce măsură dezamăgirile produse Turciei de Uniunea Europeană au contribuit la această situație. În tot cazul, Turcia trebuie să fie o democrație modernă în primul rând pentru ea însăși, pentru cetățenii ei, și nu pentru nisaiva condiționalități europene.

Štvrtok 15. januára 2015

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. — Os últimos acontecimentos na Turquia, nomeadamente as detenções de jornalistas e dos responsáveis de meios de comunicação social, a pressão e assédio sistemático sobre os mesmos, as restrições no acesso ao Twitter e ao Youtube, bem como a crescente intolerância quanto à oposição política e demonstrações públicas, têm posto em causa todo um sistema político e judicial, que se tem vindo a consolidar.

Considero importante que estes acontecimentos sejam explicados e claramente enquadrados nos pilares de um Estado de direito como é a Turquia. Este retrocesso só reforça a necessidade de um diálogo contínuo com a Turquia, país com o qual a União tem uma parceria estratégica.

Sophie Montel (NI), *par écrit*. — Le Parlement européen propose de condamner l'arrestation récente de journalistes et la pression exercée par le pouvoir à l'égard des différends médias. Il pourrait également s'inquiéter du recul de la liberté d'expression et d'information dans certains États membres de l'Union et particulièrement en France. Mais surtout, ce projet de résolution s'inscrit dans le cadre des négociations relatives à l'adhésion de la Turquie à l'Union, menacées par le refus de ce pays de se conformer au cadre «moral» européen. Il faut donc tirer les conclusions qui s'imposent et mettre un terme aux négociations d'adhésion avec ce pays. C'est pourquoi j'ai voté contre ce projet de résolution inutile.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. — I supported the resolution as I believe that there are worrying developments in Turkey. The resolution calls on the Turkish Government to follow through on its declared intention to reinvigorate the EU accession process with concrete actions, such as putting an immediate end to the harassment of the critical and independent media.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de ce texte, qui condamne les arrestations et les placements en détention de journalistes en Turquie pour leurs opinions, qu'ils soient turcs ou européens. Ces violations récurrentes des droits fondamentaux, auxquelles s'ajoutent régulièrement des tentatives de bloquer internet et les réseaux sociaux, sont d'autant plus graves que la liberté d'expression figure au cœur des valeurs de l'Union européenne, à laquelle la Turquie entend pourtant adhérer.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. — Con questa risoluzione, intendiamo esprimere profonda preoccupazione per l'elevato numero di giornalisti recentemente incarcerati in Turchia e chiediamo alle autorità giudiziarie turche di rivedere al più presto i propri provvedimenti detentivi. Riteniamo che la libertà di espressione debba essere considerata una priorità del governo turco, il quale dovrebbe poter garantire un quadro giuridico di garanzia per tutti gli operatori dei mass-media in linea con gli standard internazionali. La libertà e il pluralismo della stampa rappresentano una componente essenziale di ogni democrazia e sono alla base dei nostri valori europei. Pertanto, consideriamo che siano principi basilari di ogni processo di ampliamento dell'Unione Europea e siano fondamentali per il positivo proseguimento dei negoziati di adesione della Turchia all'Unione Europea.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. — Am votat pentru această rezoluție întrucât libertatea presei și de exprimare reprezintă valori importante ale Uniunii Europene. Turcia este un stat partener al Uniunii Europene, fidel valorilor democratice, și trebuie încurajat de către statele europene în așa fel încât să stopeze posibilele abuzuri sau derapaje nedemocratice.

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. — Aufgrund dessen, dass sich in der Türkei bereits sehr viele Journalisten in Haft befinden bzw. auf ihr Gerichtsverfahren warten und der Druck gegen die Medien in den letzten Jahren sehr stark zugenommen hat, habe ich für diesen Antrag gestimmt. Des Weiteren wurde die EU bezüglich der Pressefreiheit stark von der Türkei kritisiert. Sie können sich mit den europäischen Werten nicht identifizieren und sich auch nicht mit der Medienfreiheit, welche ein Grundprinzip der Demokratie ist, anfreunden.

Younous Omarjee (GUE/NGL), *par écrit*. — La présente résolution se focalise sur les récentes arrestations en Turquie de journalistes et la répression de la liberté de la presse. J'ai bien sûr voté en faveur de cette résolution.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. — Toetasin resolutsiooni, sest pean meediavabadust üheks demokraatia põhialuseks. Demokraatlikus ühiskonnas peab igaüks saama vabalt end väljendada. Türgi valitsus peab astuma samme ja läbi viima reforme, et need põhivabadused oma kodanikele tagada.

Rolandas Paksas (EFDD), *raštu*. — Balsavau už šią rezoliuciją.

Štvrtok 15. januára 2015

Žiniasklaidos laisvė yra pamatinis žmogaus teisių principas. Tai yra labai svarbus ES užsienio politikos principas.

Todėl labai svarbu, kad nuolatos būtų užtikrinama visapusiška pagarba pagrindinėms teisėms ir laisvėms bei pabrėžiama spaudos laisvės ir pagarbos demokratinėms vertybėms svarba.

Reikia atkreipti dėmesį į tai, kad Turkijos veiksmai – neseniai įvykdyti žurnalistų bei žiniasklaidos įmonių vadovų suėmimai ir sistemingi žiniasklaidai daromas spaudimas, yra nesuderinami su Europos vertybėmis ir su žiniasklaidos laisve.

Be žodžio ir žiniasklaidos laisvės nebus demokratinės ir atviros visuomenės. Todėl labai svarbu, kad Turkijos valdžios institucijos imtųsi neatidėliotinių veiksmų, kurie pakeistų esamą teisinę ir politinę šalies aplinką, kad būtų užtikrinta visapusiška pagarba pagrindinėms teisėms ir laisvėms. Siekiant darnių tarpusavio šalių santykių, Turkija turi reaguoti į ES išreikštą susirūpinimą, įgyvendinti priimtus tarptautinius įsipareigojimus ir žiniasklaidos laisvės klausimo sprendimui teikti pirmenybę.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. — Considerato che trentadue giornalisti sono stati arrestati in retate in tutta la Turchia, mettendo in luce problematiche salienti nel paese come la carente rappresentanza delle minoranze, il carattere autoritario del governo e l'assenza di uno Stato di diritto e di un buon governo, nonché l'assenza di processi giusti ed equi, considerato che la libertà dei media è un problema di lunga data in Turchia e che questo, unito al giusto processo e all'indipendenza della magistratura, rappresentano elementi chiave per ogni sana democrazia e sono sanciti dalla Costituzione turca, considerato che nel 2013 la Turchia ha ricevuto una dotazione finanziaria di 902,9 milioni di EUR attraverso lo strumento di assistenza preadesione (IPA) per sostenere le riforme politiche ed economiche, aprendo la strada ai diritti e agli obblighi connessi all'adesione all'Unione europea, per tali ragioni esprimo il mio voto favorevole.

Florian Philippot (NI), *par écrit*. — Les violations de la liberté d'expression en Turquie ne doivent amener à de petites remontrances sans effet. Les événements récents ont montré à quel point cette liberté était menacée et devait être défendue avec force. Il est temps de cesser les négociations d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et de donner une réponse aussi ferme que négative à ce pays. Je me prononce donc contre cette résolution.

Pina Picierno (S&D), *per iscritto*. — Ho votato a favore della risoluzione sulla preoccupante condizione in cui versano i media - nazionali e internazionali - in Turchia. La libertà di espressione è un valore fondamentale dell'Unione europea e, in quanto tale, non è negoziabile. Un'informazione libera e pluralista è presupposto fondamentale per ogni democrazia: in Turchia c'è un numero elevato di giornalisti in carcere o in attesa di giudizio e i recenti fatti di cronaca dimostrano quanto, negli ultimi anni, sia cresciuta la pressione nei confronti dei media. Si tratta di azioni anche contro editori, dirigenti e restrizioni sul web e sui social media.

Nella prospettiva di un processo di allargamento dell'Unione, i cui negoziati già sono difficili, la libertà di stampa e il diritto all'opposizione, alla protesta e alla critica sono valori fondamentali da rispettare: credo fermamente che il governo turco debba occuparsi della questione e proporre un quadro normativo che garantisca il pluralismo dei media in linea con gli standard europei.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. — Podržao sam Rezoluciju o slobodi izražavanja u Turskoj, u vezi nedavnih uhićenja novinara, medijskih rukovoditelja te sustavnog pritiska na medije.

Nakon uhićenja glavnog urednika novina Zaman Ekrema Dumanlija te glavnog menadžera Samanyolu Broadcasting grupe Hidayeta Karacae, ponovno se ističe važnost dobrosusjedskih odnosa između Europske unije i Turske, i potreba za nastavkom provedbi reformi, a pogotovo mjera koje su izdane u rujnu 2013. godine, a usmjerene su na prevenciju zloupotrebe Europske konvencije o ljudskim pravima. Osuđujem nedavna uhićenja i zadržavanje novinara i predstavnika medija u Turskoj, zemlji koja je u procesu pristupnih pregovora s Europskom unijom.

Zbog nedavnih napada na novinsku redakciju u Parizu „Charlie Hebdo“, posebno ističem važnost medijske različitosti i slobode izražavanja. Potrebno je poticati i razvijati neovisne medije koji omogućuju da građani i novinari budu aktivni sudionici društva te da putem slobode izražavanja i mišljenja rade na očuvanju europskih vrijednosti; demokracije, poštovanja ljudskih prava te vladavine prava.

Štvrtok 15. januára 2015

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. — Ho votato favorevolmente sulla risoluzione perché ritengo fondamentale, e un principio non transigibile, l'esistenza in ogni Stato democratico di una stampa libera e imparziale. Ho l'impressione che in questo momento in Turchia ci sia uno stop alle riforme democratiche e poca tolleranza del governo nei confronti dei mezzi di comunicazione critici e delle proteste pubbliche. È importante che i cittadini turchi possano esprimere il loro consenso, oppure dissenso, in manifestazioni pubbliche libere e pacifiche, e che i mezzi di comunicazione siano egualmente liberi di esprimere in maniera diretta il loro pensiero ed esercitare il diritto di critica. Inoltre trovo ingiustificate le misure che restringono l'uso dei mezzi di comunicazione sul web, i media sociali ed i forum sul web. Mi auguro che vengano prese le misure necessarie dal governo turco per avere un sistema che garantisca la libertà di pensiero e di espressione, la libertà dei media, lo stato di diritto ed il rispetto dei diritti umani di tutti i cittadini.

Stanislav Polčák (PPE), *písemně*. — Považuji se za přítele Turecka, k této zemi mám veskrze kladný vztah, o to více mě tak znepokojuje situace, která je předmětem této rezoluce. Bezprecedentní policejní zásah, završený zběsilým zatýkáním řady novinářů a zástupců médií, je dle mého názoru neslučitelný se svobodou sdělovacích prostředků a svobodou slova, základních pilířů demokratické společnosti. Pokud chce turecká vláda vést svoji zemi blíže evropským demokratickým hodnotám, měla by pro ni být svoboda sdělovacích prostředků prioritní záležitostí a poskytnutí adekvátního právního rámce, zaručujícího funkční pluralismus v souladu s mezinárodními standardy, samozřejmostí. Vládní snahy zakázat přístup na sociální média, restriktivní přístup ke svobodě projevu a tlak na sdělovací prostředky a novináře není možno tolerovat. Je nezbytné, aby Evropa podporovala ty státy, které sdílí její hodnoty. Proto vzhledem k tomu, že je Turecko přístupující kandidátskou zemí, by měla Rada skutečně tyto věci jasně pojmenovat a žádat po Turecku nápravu.

Jiří Pospíšil (PPE), *písemně*. — Považuji Turecko za klíčového partnera Evropské unie, a to zvláště v situaci, která panuje v regionu sousedícím s touto zemí. Přesto je ale nezbytné, aby Unie sledovala, zda v Turecku nedochází k případům, které by mohly znamenat potlačování svobody médií. Z tohoto důvodu jsem se rozhodl návrh usnesení k událostem, ke kterým v zemi došlo 14. prosince 2014, podpořit.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. — Plus que jamais nous apprenons l'importance de la liberté de la presse tout autant que son pouvoir de provoquer le courroux des hommes politiques les plus déterminés. À cet égard, je salue cette résolution du Parlement européen face aux atteintes à la liberté d'expression que peut subir la presse. Cette valeur est un fondement de la société démocratique qu'il convient de réaffirmer.

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. — A presente proposta de resolução do Parlamento Europeu condena as respostas do governo turco, chefiado pelo Presidente Erdogan, que, com a detenção de vários jornalistas e representantes de meios de comunicação social, põe em causa o respeito pelo primado do direito e pela liberdade de imprensa. O relator alerta para os sinais de parcialidade do poder judicial e de intolerância face à oposição política, sintomáticos de um regime afetado por um desequilíbrio de poderes dos órgãos de soberania, que, pese embora a sua interdependência institucional, deveriam observar, necessariamente, uma separação funcional de poderes. A este respeito, as respostas do governo às alegações de corrupção delatadas por alguns media, suscitaram sérias dúvidas quanto à independência e imparcialidade do poder judicial. O número excecional de jornalistas detidos e jornalistas que aguardam julgamento, no seguimento de mandatos de detenção fundamentados em informação escassa e pouco transparente, indica que um conjunto de disposições do quadro jurídico turco e a respetiva interpretação pelos magistrados obstruem a liberdade de expressão e dos meios de comunicação social, pondo em causa o respeito pelo primado do direito e pela liberdade de imprensa, que constitui um princípio nuclear da democracia, cerne dos valores da UE. Considerando a gravidade do exposto, voto favoravelmente a presente resolução.

Evelyn Regner (S&D), *schriftlich*. — „In demokratischen Staaten auf der Welt existieren Gesetze, um Journalisten zu schützen. In der Türkei existieren Gesetze, um Journalisten zu bestrafen.“ So beschreibt ein türkischer Schriftsteller, der selbst in Untersuchungshaft war, die Pressefreiheit in der Türkei. Erst heute wurde wieder bekannt, dass gegen die türkische Zeitung Cumhuriyet der Staatsanwalt ermittelt, weil diese die Seiten der aktuellen Charlie Hebdo-Ausgabe nachdruckte.

Štvrtok 15. januára 2015

In den letzten Jahren hat sich die Türkei zu einem der größten Gefängnisse für Journalisten entwickelt. Selbst dann, wenn in regierungskritischen Zeitungen Parlamentsreden von Oppositionsführern zitiert werden, drohen Haftstrafen von bis zu 17 Jahren! Die „Neue Türkei“ – wie Präsident Erdoğan seine Ära bezeichnet – ebnet gleichzeitig auch das Ende der Presse- und Medienfreiheit in der Türkei!

Ich habe daher selbstverständlich für die Entschließung des Parlaments gestimmt, die die systematischen Verletzungen der Pressefreiheit scharf kritisiert.

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette résolution qui condamne les récentes entraves à la liberté d'expression en Turquie. Les descentes policières et l'incarcération de plusieurs journalistes en décembre dernier constituent une grave atteinte à cette liberté fondamentale à laquelle nous sommes profondément attachés, attachement que nous vivons peut-être encore plus passionnément depuis les attentats à Paris le 7 janvier dernier. Notre Assemblée s'inquiète de la stagnation voire du recul des réformes vers plus de démocratie entamées jusqu'alors par le gouvernement turc, et rappelle qu'elles sont indispensables à l'octroi des financements de l'instrument d'aide de préadhésion. Nous devons rester fermes sur le respect des valeurs fondamentales de l'Union européenne dans nos relations bilatérales avec la Turquie.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. — La libertad de pensamiento y expresión son fundamento mismo de la democracia. Los medios de comunicación juegan un papel esencial para garantizar una democracia vigorosa, dado que una prensa independiente y plural ayuda a la participación de la ciudadanía en los asuntos públicos.

Por ello, la detención de varios periodistas el pasado diciembre en Turquía reviste una gravedad especial, dado que no se trata de un hecho aislado, sino que se enmarca en un proceso de creciente deterioro de la libertad de expresión, con tentativas por parte del Gobierno de prohibir el acceso a redes sociales, desproporcionadas prohibiciones de sitios web y presiones crecientes sobre los medios de comunicación y los periodistas.

Tal y como recoge esta Resolución sobre la que he votado favorablemente, urge, por tanto, que las autoridades judiciales de Turquía revisen y se ocupen de estos casos lo antes posible y que los detenidos tengan pleno conocimiento de las acusaciones que se les formulan y pleno acceso a las pruebas inculpatorias, así como plenas garantías para su defensa y sobre la imparcialidad de la justicia. Y urge que la UE refuerce el diálogo y cooperación con Turquía especialmente en todo lo relativo al Estado de Derecho y el respeto de los derechos fundamentales de los ciudadanos.

Teresa Rodríguez-Rubio (GUE/NGL), *por escrito*. - Hemos votado a favor, porque esta Resolución Común condena las detenciones de los periodistas en Turquía, así como la persecución por parte del Gobierno de Turquía a periodistas y medios de comunicación de manera sistemática y que ha conducido a la autocensura de algunos medios. Además, exige juicios con todas las garantías para los detenidos, además de mostrar preocupación por la falta de independencia de la justicia en Turquía. Asimismo la Resolución Común exige que Turquía respete derechos y libertades fundamentales: el Estado de Derecho, el Derecho internacional, la libertad de expresión. Se reitera el derecho a la libertad de prensa, siendo un mecanismo que garantiza pluralidad, necesaria en las sociedades democráticas. También, se enfatiza la importancia de las organizaciones de la sociedad civil, ya que sólo una sociedad transparente puede fomentar la confianza entre los diferentes componentes de una sociedad democrática.

Štvrtok 15. januára 2015

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. — Dans cette résolution commune que j'ai soutenue, le Parlement européen condamne les descentes policières et la mise en détention de plusieurs journalistes qui ont eu lieu le 14 décembre dernier en Turquie. Le Parlement appelle en outre le gouvernement turc à davantage défendre la liberté des médias et rappelle «qu'une presse libre et plurielle est une composante essentielle de toute démocratie». Et demande aux autorités turques «des informations complètes et transparentes sur les allégations retenues contre les défenseurs, d'accorder aux défenseurs le droit d'accéder sans restriction aux éléments de preuve qui les accusent ainsi qu'aux droits de la défense et d'assurer un traitement correct des affaires afin d'établir la véracité des accusations sans délai et hors de tout doute raisonnable». La liberté d'expression et la liberté des médias constituant la pièce maîtresse pour le fonctionnement d'une société démocratique et ouverte, je suis très préoccupé par le recul des réformes démocratiques en Turquie et, en particulier, le recul de la tolérance du gouvernement à l'égard des manifestations publiques et des médias critiques. La liberté des médias doit être une priorité pour Ankara, qui doit mettre en place les structures juridiques nécessaires pour garantir cette liberté!

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. — Sou contra todas as formas de repressão da liberdade de expressão e, no caso que subjaz à presente proposta de resolução, estamos perante uma violação grosseira da liberdade de imprensa, claramente atentatória dos direitos basilares de um Estado de direito democrático e daqueles que são os valores que estão no cerne da União Europeia.

Sublinho, à semelhança do que efetuei em plenário, que o Estado de direito e a independência do sistema judicial são, a par com a anteriormente referida liberdade de imprensa, três dos pilares fundamentais em que assentam as democracias europeias e muito concretamente os nossos direitos, liberdades e garantias enquanto cidadãos.

Aguardo ainda da parte da Turquia que este Estado candidato à nossa União efetue investigações judiciais de uma forma independente, transparente e escrutinadora.

Sendo a Turquia um país candidato à adesão, parece-me evidente o cumprimento destes princípios. Por estas razões, subscrevo o teor da presente proposta de resolução, a qual votei favoravelmente.

Matteo Salvini (NI), *per iscritto*. - Ho deciso di votare in maniera favorevole questa risoluzione in quanto condanna il governo di Erdogan dopo l'arresto di diversi giornalisti. La libertà di pensiero e di parola è uno dei pilastri fondamentali di ogni democrazia.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. — He votado a favor, porque esta Resolución Común condena las detenciones de los periodistas en Turquía, así como la persecución por parte del Gobierno de Turquía a periodistas y medios de comunicación de manera sistemática y que ha conducido a la autocensura de algunos medios. Además, exige juicios con todas las garantías para los detenidos, además de mostrar preocupación por la falta de independencia de la justicia en Turquía. Asimismo la Resolución Común exige que Turquía respete derechos y libertades fundamentales: el Estado de Derecho, el Derecho internacional, la libertad de expresión. Se reitera el derecho a la libertad de prensa, siendo un mecanismo que garantiza pluralidad, necesaria en las sociedades democráticas. También, se enfatiza la importancia de las organizaciones de la sociedad civil, ya que sólo una sociedad transparente puede fomentar la confianza entre los diferentes componentes de una sociedad democrática.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. — He votado a favor de la propuesta de Resolución sobre la libertad de expresión en Turquía debido a que condena las redadas policiales y la detención de periodistas y representantes de medios de comunicación en diciembre de 2014 y señala una tendencia general en cuanto al retroceso de la democracia y de la tolerancia del Gobierno turco frente a las protestas públicas y los medios de comunicación críticos.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. — I voted alongside my S&D colleagues to support the resolution on freedom of expression in Turkey. The resolution focuses on recent arrests of journalists and media executives and systematic pressure against the media in December 2014. These actions call into question respect for the rule of law and freedom of the media, which is a core principle of democracy. Turkey should work on reforms to guarantee freedom of thought, of expression and of the media, democracy, equality, the rule of law and respect for human rights. At a time when freedom of expression is under threat everywhere, the motion underlines the importance of press freedom and respect for democratic values in terms of the EU enlargement process.

Štvrtok 15. januára 2015

Davor Škrlec (Verts/ALE), napisan. — Rezolucijom o slobodi izražavanja u Turskoj Europska unija treba promicati svoje standarde izvan svojih granica te tako ustrajati na gradnji tolerantnog društva.

Opća zabrinutost zbog neprovođenja demokratskih reformi, posebice turske vlade koja ne tolerira javne prosvjede i slobodne medije, istovremeni je poziv za rješavanje prioritarnog pitanja slobode medija te za ostvarivanje pravnog okvira koji će jamčiti pluralizam u skladu s međunarodnim standardima.

Nedavne policijske racije i uhićenja novinara, napadi na vlasnike i vodeće ljude medijskih grupacija kao i na internetske platforme i platforme društvenih medija, otežavaju proces pridruživanja Turske Europskoj uniji.

Mediji imaju važnu ulogu u uspostavi demokracije i promicanju ljudskih prava. Svojim angažmanom u javnoj sferi omogućuju nam pristup sadržajima od javnog interesa i ukazuju na krucijalne probleme u svrhu promicanja društvene pravednosti. Kao neophodni akteri demokracije koji doprinose javnom općem dobru mediji trebaju imati pravo na slobodu izražavanja, a to ujedno i vodi prema slobodnom i sigurnom društvu.

Država kandidatkinja za pristup EU-u mora poštovati ljudska prava i temeljne slobode kao nužan preduvjet za napredak provedbe predpristupne strategije i korištenje fondova.

Igor Šoltes (Verts/ALE), pisno. — Konec lanskog leta so turške varnostne sile brez pravnomočnih razlogov aretirale precejšnje število novinarjev. Neizpodbitno dejstvo je, da se je v zadnjih letih v Turčiji pritisk na medije, medijske hiše in osebe, zaposlene v tej branži, zelo povečal. Turčija spada med države, kjer je svoboda medijev zelo omejena. Na to kaže podatek, da je trenutno v turških zaporih priprtih kar 70 novinarjev. Na podlagi vladavine prava in temeljnih človekovih pravic je svoboda govora najbolj osnovna človekova pravica. Turčija je kot kandidatka za polnopravno članstvo v Evropski Uniji zavezana do upoštevanja tega. In ne samo to, medijem in svojim državljanom mora omogočiti možnost do svobode govora in pisanja. Žal pa množično zaprtje novinarjev decembra 2014 kaže ravno obratno sliko. Tako dogajanje dojemam kot nov napad na svobodo medijev, zatiranje svobode govora in pravice do drugačnega mnenja. Iz tega razloga podpiram resolucijo in se strinjam z zahtevo po takojšnji izpustitvi zaprtih novinarjev. Če obstajajo kakršni koli dokazi, da so obtoženi novinarji res kršili zakon, naj se jim to dokaže. Svoboda medijev, govora in raznolike debate je ena osnovnih in temeljnih načel demokratične države, zato je naj Turčija ukrepa ter tudi ravna kot suverena in demokratična država.

van Štefanec (PPE), písomne — Ľudské práva a ich rešpektovanie patria medzi kľúčové hodnoty EÚ. Turecko ako kandidátska krajina dlhodobo nerešpektuje slobodu prejavu a slobodu tlače a ostro zasahuje proti kritickým médiám. Je potrebné podporovať politický dialóg, oživiť úsilie o reformu vlády práva a najmä dodržiavanie základných ľudských práv.

Jutta Steinruck (S&D), schriftlich. - Ich begrüße den Bericht zur Meinungsfreiheit in der Türkei, da er auf die Notwendigkeit einer staatsrechtlichen Garantie von Pluralismus hinweist. Die Meinungsfreiheit ist Grundpfeiler unserer Demokratie und darf nicht, wie geschehen, durch Zensurversuche berührt werden. Gerade im Hinblick auf die Perspektive einer Mitgliedschaft in der Europäischen Union muss die türkische Regierung ihre Rechtsvorschriften, welche zum Verbot der Versammlungsfreiheit und zur Verfolgung von Regierungskritikern missbraucht werden, dringend mit europäischen Standards in Einklang bringen.

Davor Ivo Stier (PPE), napisan. — 14. prosinca 2014. turska policija uhitila je novinare i medijske djelatnike, Ekrema Dumanlija, glavnog urednika u novinama „Zaman” i Hidayeta Karaca, glavnog urednika emitiranja Samanyolu grupe.

Nalog za uhićenje izdao je sudac u Istanbulu i u njemu se navodi da su pod kaznenom istragom zbog sumnje u formiranje organizacije koja je „zbog pritiska, zastrašivanja i prijatni pokušavala smijeniti državnu vlast”, a da su to učinili lažima i falsificiranjem dokumenata i informacija. Smatram da turska vlada treba poticati slobodu medija kao pitanje od prioriteta i osigurati da pravni okvir jamči pluralizam u skladu s međunarodnim standardima. Podsjećam na nastojanja vlade da zabrani pristup društvenim medijima, restriktivni pristup na slobodu izražavanja te pritisak na medijske kuće i novinare.

Štvrtok 15. januára 2015

Izražavam zabrinutost zbog odstupanja u demokratskim reformama, a posebice smanjenju vladine tolerancije oko javnih prosvjeda i kritičkih medija. Naglasio bih važnost slobode medija i poštovanje demokratskih vrijednosti za proces proširenja EU-a te izražavam uvjerenje u potrebu za nastavkom pristupnih pregovora s Turskom. Stoga, podržavam rezoluciju.

Dubravka Šuica (PPE), napisan. - Podržavam donošenje rezolucije o stanju u turskim medijima i slobodi izvještavanja u toj zemlji, jer su se ponovno intenzivirali pritisci na medije u Turskoj. Nedavno je tamo došlo do privođenja desetaka novinara na temelju lažnih optužbi, a sve iz razloga što nisu izvještavali u skladu sa željama vladajućih struktura. Takvo ponašanje već dugo karakterizira turski medijski prostor te je ugrožena sloboda izražavanja. Turska kao kandidatkinja za pristupanje Uniji mora poštovati slobode i druge vrijednosti Unije pa je potpuno neprihvatljivo ovakvo ponašanje vlasti. Turska je bila primjer sekularne države, ali vladajuća struktura želi ugušiti takve vrijednosti i stvoriti okruženje jednodimenzionalnosti i pokornosti. Valja napomenuti da se Turska nalazi pod međunarodnom istragom zbog lošeg upravljanja i ljudskih prava. Prema Transparency International (TI), od svih zemalja stanje se najviše pogoršalo u Turskoj, a najnoviji događaji samo pojačavaju potrebu za više demokracije u turskoj politici.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. — Η Τουρκία έχει πράξει και συνεχίζει να πράττει εγκλήματα κατά της ανθρωπότητας και οποιαδήποτε προσέγγιση της Ευρωπαϊκής Ένωσης με αυτή τη χώρα επί του παρόντος πρέπει να σταματήσει.

Tibor Szanyi (S&D), írásban. – Szavazatommal támogattam a határozatot, mert fontosnak tartom a kritikus párbeszéd fenntartását a fontos tagjelölt partner Törökországgal. A határozat komoly figyelmeztetés a török kormánynak, hogy az EU nem fogadja el az európai demokratikus értékek további visszaszorítását, ezen belül a demokrácia érvényesülésének legfontosabb biztosítékát jelentő sajtószabadság durva megsértését. Az ilyen lépések veszélyeztetik a csatlakozási folyamat sikerét és rámutatnak, hogy a csatlakozási tárgyalások keretében nagyobb figyelmet kell fordítani a jogállamiság, az állampolgári jogok és a törvényesség kérdéseire. A törökországi demokratikus viszonyok alakulása azért is fontos az Európai Unió számára, mert az ország fontos igazodási pont a térség számos más országa számára és ezzel befolyásolja az EU szomszédságpolitikájának esélyeit is.

Emellett magyar politikusként kénytelen vagyok azt az abszurd és veszélyes jelenséget is figyelembe venni, hogy a magyar kormány vezetője a közelmúltban – más súlyosan demokráciadeficitos államok gyakorlata mellett – egyfajta követendő mintaként nevezte meg a török vezetés autoriter módszereit. Bízom benne, hogy az EP mostani határozott állásfoglalása is hozzájárul ahhoz, hogy a török kormányzat mielőbb felismerje a demokrácia leépítésének súlyos következményeit és visszaforduljon erről a veszélyes útról.

Charles Tannock (ECR), in writing. — Freedom of expression is a vital component of any democracy, as one of the key tools with which to hold government to account. This fundamental right faces increasing pressure in President Erdogan's Turkey and I am pleased to see the topic on this week's agenda. The number of journalists imprisoned in Turkey has long been of concern, but the past year has seen an increasing number of high-profile arrests as part of a clear assault on freedom of the press. Erdogan's ill-fated attempt to block access to Twitter during last year's Presidential election fits only too well into this narrative, and we should welcome the Constitutional Court's ruling against that ban. Indeed, amidst the myriad of reports questioning the Turkish judiciary's independence, particularly in light of the corruption scandal last year, I am only too pleased take advantage of this opportunity to offer praise to the judiciary. The assault on press freedom and expression is illustrative of the wider changes that we are witnessing in Turkey as it moves away from the shared values it was hoped it would have with the EU

Marc Tarabella (S&D), par écrit. — Les violations de la liberté de la presse en Turquie sont aussi nombreuses qu'acceptables. Intimidations, arrestations, violences, brimades: le gouvernement turc a de très loin dépassé les limites et se rend hors la loi en regard du droit international!

Je me suis cependant abstenu sur ce vote compte tenu du fait qu'à la version originale, à laquelle j'adhérais totalement, ont été rajoutés les paragraphes 7 et 8 qui, pour moi, rendent le texte hétérogène. Une résolution se concentrant essentiellement sur les atteintes à la liberté d'expression eût été plus efficace, sans profiter de ce texte pour faire passer d'autres messages comme le voulait le PPE.

Štvrtok 15. januára 2015

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. — I have voted in favour of the draft resolution on 'Freedom of expression in Turkey: Recent arrests of journalists, media executives and systematic pressure against media'. Turkey is a strategic partner of the EU and a candidate country for accession. The recent arrests and pressure on the media are therefore drawing major attention, and rightly so, and deserve a clear political message that such behaviour is unacceptable in any democratic country. We cannot make any exceptions when fundamental freedoms are in danger, in the EU or outside. Any progress in the accession negotiations is subject to deeper reforms in Turkey and respect for fundamental rights.

Josep-Maria Terricabras (Verts/ALE), *por escrito*. — Las libertades de expresión y de prensa, sobre todo a raíz del brutal atentado terrorista contra *Charlie Hebdo*, deben defenderse como pilar básico de cualquier Estado democrático. Arrestar a periodistas por el simple hecho de que no compartan las ideas del Presidente Erdogan es inaceptable y una conculcación clara de la libertad de prensa. Es necesario que Turquía, como miembro que es del Consejo de Europa, realice importantes reformas y mejoras en las áreas de justicia, Estado de Derecho y derechos humanos, las cuales son sin duda necesarias para avanzar en el proceso de adhesión a la Unión Europea.

Viktor Uspaskich (ALDE), *raštu*. — Balsavau už, kadangi manau jog didžiulės baismės ir dažni žurnalistų suėmimai labai kenkia Turkijos, kaip Europos Sąjungos partnerės, statusui.

Ángela Vallina (GUE/NGL), *por escrito*. — He votado a favor de la propuesta de Resolución sobre la libertad de expresión en Turquía debido a que condena las redadas policiales y la detención de periodistas y representantes de medios de comunicación en diciembre de 2014 y señala una tendencia general en cuanto al retroceso de la democracia y de la tolerancia del Gobierno turco frente a las protestas públicas y los medios de comunicación críticos.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. — Ahmet Davutoglu, Premier ministre turc, a osé participer à la marche républicaine, le dimanche 11 janvier à Paris, à la suite des attaques en France contre *Charlie Hebdo*. Un drôle de symbole quand on sait que la Turquie détient le record mondial du nombre de journalistes en prison.

Le moins que l'on puisse dire c'est que la liberté est à géométrie variable pour M. Erdogan et son gouvernement.

Les arrestations arbitraires et massives de journalistes se poursuivent, comme cela a été le cas le 14 décembre dernier, lors de l'arrestation, notamment, d'Ekrem Dumanlı, rédacteur en chef du journal *Zaman*, et de Hidayet Karaca, directeur général du groupe *Samanyolu*.

Les pressions et restrictions sur la presse et les médias sont grandissantes.

Pas plus tard que le 14 janvier, les autorités turques ont ordonné le blocage en Turquie de toutes les pages web qui reproduisent la «Une» de *Charlie Hebdo*, journal à qui M. Davutoglu avait soi-disant pour le moins rendu hommage le 11 janvier.

Au sein de la GUE/NGL, nous ne cessons de dénoncer l'attitude des autorités turques et nous continuons à rappeler qu'une presse libre et pluraliste est une composante essentielle de toute démocratie. C'est ce qu'a fait cette résolution, j'ai donc voté pour.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. — Quando a crise aperta são as liberdades democráticas que sofrem em primeiro lugar. A situação na Turquia é complexa. Todavia, os ataques sistemáticos à liberdade de imprensa só podem ser condenados, assim como outros ataques a todos aqueles que procuram lutar por direitos sociais e por outras políticas económicas e por uma distribuição da riqueza mais justa. Para estes segue também a nossa solidariedade.

O que não aceitamos são as ingerências da UE e das potências ocidentais nos assuntos internos dos países. A UE carece de legitimidade moral e política para dar lições a quem quer que seja. Condenamos a repressão na Turquia. Mas temos também a convicção que cabe ao povo turco decidir do seu futuro e encontrar os seus próprios caminhos de libertação.

Harald Vilimsky (NI), *schriftlich*. — Die Pressefreiheit ist in der Türkei faktisch nicht mehr existent. Viele Journalisten sehen in den Gefängnissen des Landes ihren Verhandlungen entgegen, und der Druck auf all jene, die diesen Missstand aufzeigen, wächst kontinuierlich. Ein Grundpfeiler einer funktionierenden Demokratie ist jedoch eine gelebte Medienfreiheit. Da die Türkei dieses Prinzip jedoch nicht akzeptieren kann und auch unter Betrachtung der vergangenen Geschehnisse in diesem Land habe ich für diesen Antrag gestimmt.

Štvrtok 15. januára 2015

Jarosław Wałęsa (PPE), *in writing*. — I have voted in favour of the motion for a resolution on freedom of expression in Turkey, concerning recent arrests of journalists and media executives and systematic pressure against the media. Oppression against journalists practicing critical journalism in Turkey is a disturbing sign of a practical withholding of the constitutional guarantees of freedom of the media and of a major threat to freedom of expression. These imprisonments and trials can only be viewed as violations of basic human rights and fundamental values, which are recognised as pillars of our European Community. I firmly believe that such actions cannot be overlooked and should be condemned. The Turkish Government's commitment to silencing the public debate over major internal problems or politically sensitive issues is a clear sign of the crisis in Turkey's democracy and growing radical tendencies. Even though Turkish integration with European Union is at risk now, more than ever before, the European Union cannot remain indifferent and must call for application of the rule of law and fundamental rights.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. — Ich begrüße die Annahme dieses Entschließungsantrags. Die Verschlechterung der Lage der Meinungsfreiheit darf nicht ohne Antwort unsererseits bleiben. Wir müssen die Grundlagen der Demokratie ebenso wie die Menschenrechte weltweit verteidigen und jegliche Anstöße verurteilen.

Marie-Christine Arnautu (NI), *par écrit*. — Recep Tayyip Erdogan et son parti l'AKP dirigent la Turquie d'une main de fer depuis 2003. Depuis, il n'a eu de cesse de rogner les prérogatives de l'armée et de tous les autres bastions du kémalisme. Au nom de la démocratie, l'Union européenne n'a eu de cesse de soutenir sa politique, alors même que l'objectif clairement affiché de Monsieur Erdogan est l'instauration d'un régime islamique. La restauration d'un califat néo-ottoman est également une constante de la politique turque depuis 2003 et se manifeste notamment par le soutien de la Turquie aux groupes armés terroristes agissant en Syrie. Les récentes attaques du gouvernement d'Ankara contre la presse ne sont donc qu'un épisode parmi d'autres dans la politique du parti au pouvoir depuis dix ans. J'ai voté contre cette résolution qui n'est qu'une déclaration d'intention pour se donner bonne conscience car j'attends que l'Union européenne stoppe immédiatement les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union et lui demande fermement de cesser son soutien aux groupes armés terroristes dans la région.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. — Sadly, the EFDD amendment to this resolution was rejected. The motion therefore encourages Turkish EU membership. Whilst much of the rest of the sentiment of this motion is laudable, I could not vote in favour of a motion containing such text.

I therefore abstained on the resolution.

Jean Arthuis (ALDE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de cette résolution car elle va dans le bon sens. Ce texte condamne clairement les restrictions de la liberté de la presse et les pressions effectuées sur les maisons d'édition et ne prend pas de position sur le processus d'adhésion.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. — La libertad de pensamiento y expresión son fundamento mismo de la democracia. Los medios de comunicación juegan un papel esencial para garantizar una democracia vigorosa, dado que una prensa independiente y plural ayuda a la participación de la ciudadanía en los asuntos públicos.

Por ello, la detención de varios periodistas el pasado diciembre en Turquía reviste una gravedad especial, dado que no se trata de un hecho aislado, sino que se enmarca en un proceso de creciente deterioro de la libertad de expresión, con tentativas por parte del Gobierno de prohibir el acceso a redes sociales, desproporcionadas prohibiciones de sitios web y presiones crecientes sobre los medios de comunicación y los periodistas.

Tal y como recoge esta Resolución sobre la que he votado favorablemente, urge, por tanto, que las autoridades judiciales de Turquía revisen y se ocupen de estos casos lo antes posible y que los detenidos tengan pleno conocimiento de las acusaciones que se les formulan y pleno acceso a las pruebas inculpatorias, así como plenas garantías para su defensa y sobre la imparcialidad de la justicia. Y urge que la UE refuerce el diálogo y cooperación con Turquía especialmente en todo lo relativo al Estado de Derecho y el respeto de los derechos fundamentales de los ciudadanos.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. — Balsavau dėl šios rezoliucijos, kadangi žiniasklaidos laisvės klausimui Turkijoje turėtų būti teikiama pirmenybė ir sukurama tinkama teisinė sistema, kuria užtikrinamas pliuralizmas, vadovaujantis tarptautiniais standartais. Negalima remti pastangų uždrausti naudojimąsi socialine žiniasklaida, ją ribojanti požiūrį į žodžio laisvę ir žiniasklaidos priemonės ir žurnalistams daromą spaudimą. Europos Parlamentas smerkia naujausius policijos reidus ir daugelio žurnalistų ir žiniasklaidos atstovų sulaikymą Turkijoje, nes laisva ir pliuralistinė spauda, tinkamas teisminis procesas ir teisminių institucijų nepriklausomumas yra esminiai bet kokios demokratijos elementai.

Štvrtok 15. januára 2015

Be to, Parlamentas pabrėžia, kad teisminės bylos prieš žurnalistus ir rašytojus ir daugelis atleidimų, bauginimų, priekabiavimų ir kitų spaudimo kritiškų žiniasklaidos priemonių ir žurnalistų atžvilgiu formų turi būti panaikintos. Tokiais veiksmais apribojama žurnalistų galimybė atlikti savo profesines pareigas, taip pat informuoti visuomenę apie svarbius klausimus ir aktualijas bei naudotis savo žodžio laisve.

Steeve Briois (NI), par écrit. — Le Parlement européen propose de condamner l'arrestation récente de journalistes et la pression exercée par le pouvoir à l'égard des différends médias. Il pourrait également s'inquiéter du recul de la liberté d'expression et d'information dans certains États membres de l'Union et particulièrement en France. Mais surtout, ce projet de résolution s'inscrit dans le cadre des négociations relatives à l'adhésion de la Turquie à l'Union, menacées par le refus de ce pays de se conformer au cadre «moral» européen. Il faut donc tirer les conclusions qui s'imposent et mettre un terme aux négociations d'adhésion avec ce pays. C'est pourquoi j'ai voté contre ce projet de résolution inutile.

Daniel Buda (PPE), în scris. — Constat cu stupoare că libertatea de expresie este flagrant încălcată în Turcia. Cu toate că s-au înregistrat unele progrese, raportul intermediar 2014 relevă faptul că se fac în continuare presiuni asupra mass-mediei, cazurile în justiție împotriva jurnaliștilor s-au înmulțit, mass-media a căzut sub influența grupurilor de interese, iar cenzura exercitată de proprietarii grupurilor de presă a crescut. Evenimentele tragice ce au avut loc săptămâna trecută în Franța au confirmat cât se poate de clar faptul că libertatea de expresie este o valoare esențială a unui stat democratic, iar aceasta nu poate fi îngrădită. Protestul de masă ce a urmat pe străzile Parisului a reconfirmat solidaritatea cetățenilor europeni și a aliaților lor că există un consens general pentru păstrarea cu sfințenie a acestui drept. M-am exprimat în favoarea acestei rezoluții deoarece consider că violarea unui drept esențial, precum cel al liberei exprimări, duce la sfârșitul democrației. Oficialii turci trebuie să înțeleagă că revizuirea legislației penale ce îngreudește exercitarea unor drepturi fundamentale precum libertatea presei și egalitatea trebuie să constituie o prioritate absolută.

Gianluca Buonanno (NI), per iscritto. — Voto positivo: assolutamente contrario ai fondi preadesione soprattutto per la Turchia ma visto che sono già stati stanziati almeno supportiamo l'idea che ci sia il rispetto dei diritti umani per i beneficiari.

Cristian-Silviu Bușoi (PPE), în scris. — Subliniez importanța libertății presei și a respectării valorilor democratice pentru procesul de extindere a UE, în contextul în care o serie de dispoziții din cadrul juridic din Turcia și interpretarea acestora de către unii reprezentanți ai puterii judecătorești limitează în continuare libertatea de exprimare, inclusiv libertatea mass-media, creând astfel cadrul în care a avut loc și ultimul val de arestări din Turcia, în 14 decembrie 2014, când o serie de jurnaliști și directori de organe mass-media au fost arestați de poliția turcă. Susțin libertatea de exprimare și libertatea presei ca valori esențiale pentru funcționarea unei societăți democratice, în acest scop consider necesară respectarea garanțiilor procedurale, prezumția de nevinovăție și independența sistemului judiciar. Susțin solicitările adresate Guvernului Turciei de a pune capăt presiunilor și intimidărilor operate împotriva jurnaliștilor și a organelor de mass-media.

Alain Cadec (PPE), par écrit. — La situation en Turquie est intolérable. Nous ne pouvons pas accepter que des journalistes et des responsables de médias soient arrêtés parce qu'ils exercent leur métier. La liberté d'expression est une valeur européenne fondamentale. Nous l'avons vu avec les récents attentats contre Charlie Hebdo à Paris. Le monde entier s'est uni pour envoyer un signal fort pour la liberté d'expression. Il ne faut pas que cette mobilisation reste marginale. Le combat pour la liberté d'expression et pour la liberté de la presse doit être un combat quotidien. Avec cette résolution, le Parlement européen envoie un message à la Turquie. Nous ne tolérons pas qu'un partenaire de l'Union européenne soit l'instigateur de telles pratiques au sein de son pays. J'ai voté en faveur de cette résolution qui prouve bien que la Turquie ne peut pas adhérer à l'Union européenne.

Nicola Caputo (S&D), per iscritto. — Oggi ho votato a favore della proposta di risoluzione sulla libertà di espressione in Turchia intervenuta a seguito del recente arresto di giornalisti e dirigenti mediatici.

Štvrtok 15. januára 2015

Ritengo che la libertà di stampa sia un elemento cardine di ogni democrazia e credo che le misure di carcerazione preventiva a cui sono sottoposti un numero cospicuo di giornalisti turchi non possano non destare preoccupazione.

Sono a favore del proseguimento dei negoziati di adesione tra Unione europea e Turchia e considero che la libertà di stampa abbia un ruolo fondante ai fini del processo di allargamento dell'UE.

Auspico dunque che, in seguito alla risoluzione approvata da questo Parlamento, le autorità turche rivedano la loro posizione nei riguardi dei giornalisti e dei mezzi di informazione che sono stati oggetto di misure restrittive.

David Casa (PPE), *in writing*. — Freedom of expression and freedom of the press are cornerstones of the European Union and can be taken as a prerequisite for participation in EU structures. Turkey has a very large number of jailed journalists, and pressure on the media has increased over the past few years. Political intimidation of critical journalists has led to widespread self-censorship by media owners and journalists. These actions show that there is a need for more action, and hence I have voted in favour.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. — L'Alto rappresentante deve avere una posizione ferma e chiara nei confronti della Turchia di Erdogan, dove ogni sussurro pronunciato in opposizione al governo viene brutalmente represso. Non possiamo continuare ad avere un dialogo debole con un partner strategico fondamentale che inoltre aspira a diventare membro dell'Unione.

Aymeric Chauprade (NI), *par écrit*. — J'ai voté contre cette résolution qui consacre une fois de plus le principe d'ingérence dans les relations qu'entretient l'Union européenne avec le reste du monde.

Je tiens à rappeler mon attachement à la liberté, sous toutes ses formes, et notamment à la liberté d'expression, particulièrement menacée ces dernières semaines, comme on l'a vu avec les attentats terroristes ayant frappé la France.

Je dénonce cependant la manœuvre spécieuse menée par les parlementaires européens. Le texte s'appuie sur les droits de l'homme pour pousser la Turquie à se réformer, mais cela, avec un but qu'on peut lire en filigrane dans la résolution: rendre la Turquie présentable dans la perspective de son adhésion future à l'Union européenne.

Parce que je suis Européen, hériter de la pensée grecque, du droit romain et de la spiritualité chrétienne, mais aussi parce que l'Europe a des frontières géographiques, culturelles et politiques claires, j'ai voté contre ce texte.

Caterina Chinnici (S&D), *per iscritto*. — Da oltre dieci anni la Turchia arretra nella classifica sulla libertà di stampa e d'espressione redatta annualmente da «Reporters sans Frontière»: emblematici in proposito gli attacchi a social media come facebook e twitter, linfa vitale dei movimenti che da anni si oppongono ad ogni tendenza limitativa della libertà di espressione.

Le violenze e poi gli arresti dello scorso dicembre tornano a colpire la libertà di riunione, di espressione, di stampa ed il pluralismo politico e dei media, avendo di mira giornalisti, professionisti della comunicazione e membri dell'opposizione. Si tratta di inaccettabili violazioni di quei diritti fondamentali sui quali, come spesso ricordato, l'Unione europea si fonda: diritti che abbiamo il dovere di proteggere e promuovere.

Per fare ciò, questo Parlamento e le altre istituzioni europee non devono solo riconoscere i progressi di un Paese che da tempo aspira a entrare nell'Unione, ma prima di tutto evidenziarne le criticità e i più gravi problemi, esercitando tutta la propria influenza affinché tali problemi vengano rapidamente e pienamente risolti.

La risoluzione si muove in questa direzione e, per questo, ho votato a favore.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. — La Turchia è un paese con cui intratteniamo un rapporto che si regge su un equilibrio molto delicato: io non sono d'accordo con le ultime mosse riguardanti la libertà di stampa, soprattutto alla luce di ciò che è successo a Parigi, ed è per questo che ho votato a favore della risoluzione.

Štvrtok 15. januára 2015

Tuttavia mi piace sottolineare che noi non abbiamo nessuna autorità per criticare il comportamento in altri Stati sovrani, soprattutto se non siamo riusciti in decenni di avvicinamento diplomatico a trasmettere i nostri valori. Certo: questi fatti vanno messi in evidenza nel dossier di candidatura della Turchia all'UE, ma probabilmente quel dossier rimarrà chiuso ancora a lungo.

Deirdre Clune (PPE), *in writing*. — I feel that at this point in time, the intention of the Turkish authorities is no longer clear - do they still want to join the EU or not? Do they still want to build a democratic, free society? Those in the Turkish society that support EU accession, and particularly businessmen, are extremely worried about the independence of the judiciary and the freedom of the press. More than anything, this should raise the alarm about the recent events to all those who support the European future of this country.

I call once again on the European Commission to establish clear benchmarks for the opening of negotiations on Chapters 23 and 24 on Justice and Fundamental Rights, because in doing so the European Union could contribute constructively to the debate on these issues in Turkey. We need the cooperation of the Turkish authorities for this to be successful.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. — Acontecimentos recentes têm posto em causa a liberdade de pensamento, de expressão e de imprensa na Turquia (país candidato à adesão da UE), valores essenciais para a União Europeia e cuja violação é incompatível com qualquer processo de alargamento.

Condeno as recentes rusgas policiais e a detenção de vários jornalistas e meios de comunicação social no passado mês de dezembro e o retrocesso nas reformas democráticas que haviam sido alcançadas na Turquia e que são postas em causa com esta nova abordagem política.

Uma sociedade democrática exige-se plural sem obliterar direitos humanos básicos como a liberdade de pensamento e de expressão. Como escreveu Paul Valéry, *é próprio das censuras violentas tornar credíveis as opiniões que elas atacam*.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. — Hho votato a favore della risoluzione sulla libertà di espressione in Turchia per le recenti incursioni da parte della polizia turca e la detenzione di alcuni giornalisti tra cui Ekrem Dumanli e Hidayet Karaca. Difensori dei diritti umani, giornalisti e rappresentanti dei media che continuano a subire vessazioni e pressioni da parte delle autorità turche e che sono costretti a scontare lunghe condanne ingiuste. Essendo tutto ciò incompatibile con la libertà di stampa e di espressione, principi fondamentali della democrazia, esprimo profonda preoccupazione per i mancati controlli e rispetto dei diritti fondamentali che le autorità giudiziarie turche dovrebbero rispettare e tutelare al fine di garantire uno Stato di democrazia, di uguaglianza e di diritto.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. — I am concerned over the recent arrests of journalists in Turkey and condemn all actions against media freedom. These arrests are incompatible with the freedom of the media, which is a core principle of democracy. Freedom of expression is at the heart of European values, but in the field of human rights and freedom of expression in Turkey, there are many barriers which needed to be overcome. The new legislative reforms in Turkey should provide for necessary and adequate checks and balances guaranteeing democracy, rule of law, freedom of expression and human rights. I agree that the EU needs to stress the revision of all relevant law and the Criminal Code of Turkey as well. I voted in favour.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. — Nel dicembre 2014 trentadue giornalisti sono stati arrestati in retate in tutta la Turchia, tra cui giornalisti di rilievo, dirigenti mediatici e sceneggiatori, accusati di formare o guidare un'organizzazione terroristica armata, o di appartenervi. La libertà dei media è un problema di lunga data in Turchia, che già ha portato a ondate di arresti di giornalisti nel 2011, al divieto di Twitter e all'arresto di utenti dei media sociali. La libertà dei media, il giusto processo e l'indipendenza della magistratura sono elementi chiave per ogni sana democrazia e sono sanciti dalla Costituzione turca, in particolare dall'articolo 26 che garantisce la libertà di espressione e dagli articoli 27 e 28 che tutelano la «libertà di espressione» e la «libera divulgazione del pensiero».

Štvrtok 15. januára 2015

Voto a favore della presente risoluzione al fine di sollecitare l'immediato rilascio di tutti i giornalisti, attivisti dei media sociali e operatori mediatici attualmente detenuti. Voto a favore per chiedere che sia applicato il principio della presunzione di innocenza. Attraverso il mio voto favorevole intendo dare il mio contributo affinché vengano effettuate indagini indipendenti e trasparenti e insisto sul fatto che tutti i detenuti devono potersi liberamente avvalere di avvocati di loro scelta.

Javier Couso Permyu (GUE/NGL), *por escrito*. — He votado a favor de la propuesta de Resolución sobre la libertad de expresión en Turquía debido a que condena las redadas policiales y la detención de periodistas y representantes de medios de comunicación en diciembre de 2014 y señala una tendencia general en cuanto al retroceso de la democracia y de la tolerancia del Gobierno turco frente a las protestas públicas y los medios de comunicación críticos.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. — This resolution expresses concern over the backsliding in democratic reforms in Turkey, in particular the government's diminishing tolerance of public protests and critical media. It recalls that the freedom of speech and media pluralism are at the heart of European values and that an independent press is crucial to a democratic society, as it enables citizens to take an active part in the collective decision-making processes on an informed basis and therefore strengthens democracy. Hence I voted in favour of this report.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. — En ces heures de deuil et de recueillement faisant suite à la violente attaque dont Charlie Hebdo a fait l'objet, provoquant la mort de journalistes, de dessinateurs et de personnels de la rédaction, nous devons rappeler que toute limitation de la liberté d'expression, toute arrestation de journalistes, de responsables de médias et toute pression à l'égard de la presse est intolérable. L'Union européenne, de par ses valeurs et son histoire, garantit et protège la liberté et l'indépendance de la presse. Pour ces raisons, j'ai voté en faveur de cette résolution.

Isabella De Monte (S&D), *per iscritto*. — Ho approvato questa proposta di risoluzione per condannare le retate della polizia turca contro i media e gli arresti di giornalisti avvenuti lo scorso 14 dicembre in Turchia. Una stampa libera e pluralista è una componente essenziale di ogni democrazia e principio di ogni Stato di diritto. Con questa risoluzione chiediamo alle autorità turche di fornire informazioni ampie e trasparenti sulle accuse mosse agli imputati arrestati e di garantire che questi abbiano pieno accesso agli elementi di prova a loro carico e pieno diritto alla difesa.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. — En décembre, la police turque a interpellé Ekrem Dumanli, le rédacteur en chef de l'un des principaux quotidiens du pays, Zaman, le président de la chaîne de télévision Samanyolu et 23 autres personnes dans treize villes du pays. Et des mandats d'arrêt ont été délivrés contre 32 personnes, accusées entre autres de «former un gang pour attenter à la souveraineté de l'État».

Ces arrestations sont contraires aux valeurs de l'Union européenne et doivent être fermement condamnées. Le gouvernement turc doit urgemment prendre les mesures qui s'imposent pour garantir une presse libre, plurielle, condition sine qua none de l'exercice de la démocratie.

De telles restrictions des droits fondamentaux et de violations de l'État de droit doivent conduire l'Union à réagir fermement notamment en conditionnant les aides qu'elle octroie à Istanbul au respect des principes démocratiques.

Mireille D'Ornano (NI), *par écrit*. — Recep Tayyip Erdogan et son parti l'AKP dirigent la Turquie d'une main de fer depuis 2003. Depuis, il n'a eu de cesse de rogner les prérogatives de l'armée et de tous les autres bastions du kémalisme. Au nom de la démocratie, l'Union européenne n'a eu de cesse de soutenir sa politique, alors même que l'objectif clairement affiché de Monsieur Erdogan est l'instauration d'un régime islamique. La restauration d'un califat néo-ottoman est également une constante de la politique turque depuis 2003 et se manifeste notamment par le soutien de la Turquie aux groupes armés terroristes agissant en Syrie. Les récentes attaques du gouvernement d'Ankara contre la presse ne sont donc qu'un épisode parmi d'autres dans la politique du parti au pouvoir depuis dix ans. J'ai voté contre cette résolution qui n'est qu'une déclaration d'intention pour se donner bonne conscience car j'attends que l'Union européenne stoppe immédiatement les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union et lui demande fermement de cesser son soutien aux groupes armés terroristes dans la région.

Štvrtok 15. januára 2015

Pablo Echenique (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor, porque esta Resolución Común condena las detenciones de los periodistas en Turquía, así como la persecución por parte del Gobierno de Turquía a periodistas y medios de comunicación de manera sistemática y que ha conducido a la autocensura de algunos medios. Además, exige juicios con todas las garantías para los detenidos, además de mostrar preocupación por la falta de independencia de la justicia en Turquía. Asimismo la Resolución Común exige que Turquía respete derechos y libertades fundamentales: el Estado de Derecho, el Derecho internacional, la libertad de expresión. Se reitera el derecho a la libertad de prensa, siendo un mecanismo que garantiza pluralidad, necesaria en las sociedades democráticas. También, se enfatiza la importancia de las organizaciones de la sociedad civil, ya que sólo una sociedad transparente puede fomentar la confianza entre los diferentes componentes de una sociedad democrática.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτώς*. — Συμφωνούμε με την κοινή πρόταση ψηφίσματος. Είναι γενικά απαράδεκτο να λαμβάνει η Τουρκία χρηματοδότηση από την Ε.Ε., από τη στιγμή που κατέχει παράνομα σχεδόν το μισό έδαφος ενός κράτους μέλους, της Κύπρου. Θεωρούμε ότι η Τουρκία αποδεικνύει καθημερινά πως η θέση της είναι έξω και όσο το δυνατόν μακρύτερα από την Ευρώπη.

Rosa Estaràs Ferragut (PPE), *por escrito*. — La Unión Europea se construye sobre la democracia y el respeto de los derechos humanos y del Estado de Derecho. Son tres pilares básicos que conforman la convivencia de cualquier sociedad democrática. Es por ello que, en los potenciales contextos de violación de estos principios, Europa debe dar una respuesta colectiva y condenar cualquier tipo de acto, amenaza o presión que los haga peligrar, sea en el ámbito europeo o en terceros países. Recientemente hemos visto ataques a la libertad de prensa o los derechos humanos en países cercanos a Europa, y se ha constatado que, ante estos hechos, miembros de distintos grupos políticos expresaron su preocupación y mostraron su condena. Esta respuesta debe seguir manteniéndose y, en este sentido, mediante herramientas como el artículo 135 del Reglamento del Parlamento Europeo, se debe seguir promoviendo el debate, el análisis y, en su caso, el rechazo y la condena de futuros casos de violación de estos principios democráticos.

Eleonora Evi (EFDD), *per iscritto*. — Desiderio sostenere questa mozione al fine di affermare con forza che la violazione dei diritti fondamentali di libertà di espressione va in netto contrasto con l'idea stessa di una società moderna, nonché con i principi fondanti dell'Unione europea. Desidero anche ricordare che la Turchia ha ricevuto più di 900 milioni di euro dallo strumento di assistenza preadesione per incentivare la creazione di riforme che la portino ad essere un paese civile garantendo pluralismo politico, libertà di stampa e rispetto della separazione dei poteri ed è quindi impossibile non notare che atti come quelli in oggetto si configurano come gravissimi ostacoli al processo di democratizzazione.

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. — A polícia turca tem vindo a deter jornalistas e responsáveis de meios de comunicação social locais, reforçando o vasto número de jornalistas detidos e de jornalistas que aguardam julgamento e exercendo sobre os meios de comunicação social uma forte pressão com declarações intimidatórias proferidas por políticos e processos intentados a jornalistas que se manifestam de forma crítica.

Uma imprensa livre e pluralista constitui um elemento essencial de qualquer democracia, tal como acontece com o processo justo, a presunção de inocência e a independência do poder judicial e, por isso, considero que as autoridades turcas devem ter o maior cuidado na forma como lidam com os meios de comunicação social e os jornalistas, uma vez que as liberdades de expressão e dos meios de comunicação social continuam a ser essenciais para o funcionamento de uma sociedade democrática e aberta.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. — V posledných dňoch prišlo v Turecku k zatknutiam novinárov a editorov tureckých médií, ktoré poukazovali na zvyšujúcu sa tendenciu autoritárstva a netolerancie prezidenta Recep Tayyipa Erdogana a jeho vládnucej strany AKP. Tieto útoky na slobodu prejavu a slobodu médií jasne naznačujú nezáujem tureckej vládnej strany o uskutočňovanie demokratických reforiem. Sloboda médií predstavuje jednu zo základných hodnôt Európskej únie, ktorú by malo Turecko ako krajina, ktorá sa snaží integrovať do európskych štruktúr, rešpektovať. Práve takéto nedemokratické kroky zo strany tureckej vlády môžu mať na svedomí zastavenie asociačných rokovaní, čo by bolo kontraproduktívne pre všetky zúčastnené strany a spoločné záujmy, ako napríklad boj proti IS.

Štvrtok 15. januára 2015

Lorenzo Fontana (NI), *per iscritto*. — Appoggio la risoluzione comune che condanna il governo di Erdogan dopo l'arresto di diversi giornalisti. Dobbiamo però ricordarci che l'ingresso di questa stessa Turchia che arresta i giornalisti è sostenuto da gran parte dei parlamentari qui presenti.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραφτως*. — Είναι απαράδεκτο να λαμβάνει η Τουρκία χρηματοδότηση από την Ε.Ε., από τη στιγμή που κατέχει παράνομα σχεδόν το μισό έδαφος ενός κράτους μέλους, της Κύπρου. Πρακτικές όπως οι πρόσφατες συλλήψεις δημοσιογράφων, διευθυντικών στελεχών των μέσων μαζικής ενημέρωσης και η συστηματική άσκηση πίεσης στα μέσα μαζικής ενημέρωσης δεν την κάνουν άξια προς ένταξη στην ΕΕ. Έτσι η ψήφος μου είναι υπέρ της κοινής πρότασης ψηφίσματος.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. — He votado a favor de la Resolución habiendo considerado las anteriores Resoluciones sobre Turquía así como los últimos acontecimientos acaecidos, por ejemplo, la detención en diciembre de 2014 de periodistas y ejecutivos de medios de comunicación bajo la premisa de que estaban bajo investigación criminal por la formación de una organización en la que «por presiones, la intimidación y las amenazas intentaron tomar el poder del Estado». Turquía ya tiene un gran número de periodistas críticos con el Gobierno encarcelados en espera de juicio, por lo que existen dudas sobre la independencia e imparcialidad del poder judicial. El respeto del Estado de Derecho y de los derechos fundamentales, incluida la libertad de expresión, se encuentra en el núcleo de valores de la UE, que Turquía se ha comprometido formalmente a respetar a través de su candidatura para las negociaciones de adhesión a la UE. Por lo tanto, estas detenciones ponen en cuestión el respeto al Estado de Derecho y la libertad de los medios de comunicación, que es un principio básico de la democracia.

Michela Giuffrida (S&D), *per iscritto*. — Ho sottoscritto la proposta di risoluzione sulla libertà di espressione in Turchia a seguito dei recenti arresti di giornalisti e dirigenti mediatici, dietro accusa di attività terroristiche. Tali arresti pongono seri dubbi circa l'indipendenza e l'imparzialità del sistema giudiziario turco e spingono i proprietari dei media all'autocensura. Uno Stato parte della Consiglio d'Europa e in procinto di negoziare l'accesso all'UE, qual è la Turchia, non può effettuare arresti incompatibili con valori fondamentali per ogni democrazia: la libertà di pensiero e di espressione

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. — Hemos votado a favor, porque esta Resolución Común condena las detenciones de los periodistas en Turquía, así como la persecución por parte del Gobierno de Turquía a periodistas y medios de comunicación de manera sistemática y que ha conducido a la autocensura de algunos medios. Además, exige juicios con todas las garantías para los detenidos, además de mostrar preocupación por la falta de independencia de la justicia en Turquía. Asimismo la Resolución Común exige que Turquía respete derechos y libertades fundamentales: el Estado de Derecho, el Derecho internacional, la libertad de expresión. Se reitera el derecho a la libertad de prensa, siendo un mecanismo que garantiza pluralidad, necesaria en las sociedades democráticas. También, se enfatiza la importancia de las organizaciones de la sociedad civil, ya que sólo una sociedad transparente puede fomentar la confianza entre los diferentes componentes de una sociedad democrática.

Françoise Grossetête (PPE), *par écrit*. — Jeudi 15 janvier, j'ai voté en faveur d'une résolution sur la liberté d'expression en Turquie à la suite de l'arrestation de 24 journalistes par la police turque en décembre dernier. Dans cette résolution, le Parlement européen demande que soit mis un terme aux pressions et aux intimidations à l'égard des médias et des journalistes turcs. J'observe depuis quelque temps un recul des réformes démocratiques en Turquie qui n'est pas acceptable! Mercredi dernier, j'ai été extrêmement choquée par l'attentat qui a coûté la vie à de nombreuses personnes, au journal Charlie Hebdo, à Paris. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons défendre nos valeurs démocratiques et rappeler qu'elles ne sont en aucun cas négociables!

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. — I voted in favour of the resolution on freedom of expression in Turkey. Freedom of speech is a supreme value of the European Union and it is our duty to protect and spread it all over the world.

Štvrtok 15. januára 2015

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. — Glasao sam za rezoluciju o slobodi izražavanja u Turskoj jer smatram da su sloboda izražavanja i pluralizam medija među ključnim vrijednostima Europske unije. Zbivanja u Turskoj dovode u pitanje poštovanje ljudskih prava jer je sloboda medija i izražavanja temelj demokratskog ustrojstva jedne države. Također, u vrijeme digitalnog doba kojemu se cijeli svijet okreće, držim da je zabrana pristupa pojedinim internetskim stranicama i društvenim medijima, koji ničim ne ugrožavaju ljudska prava, nedopustiva. Ova zajednička rezolucija odraz je stajališta svih klubova zastupnika te je i zato podupirem.

Petr Ježek (ALDE), *in writing*. — I voted in favour of this common resolution on press and media freedom in Turkey, following the recent arrests of journalists. I strongly condemn any restriction of press freedom which is too often curtailed. The recent Paris attacks must represent a watershed moment in the struggle to protect this freedom globally.

We cannot turn a blind eye to the deterioration in the rule of law and fundamental rights in Turkey. A free and pluralistic press is an essential component of democracy, as are due process, the presumption of innocence and judicial independence. These rights urgently need to be treated as a matter of priority in Turkey.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. — J'ai voté en faveur de la résolution sur la liberté d'expression en Turquie. En décembre dernier, la police turque a mené des arrestations multiples contre des journalistes et opposants. La résolution condamne cette logique de pression lamentable à l'encontre de la presse et des opposants et rappelle que le respect de la pluralité des médias, de la liberté de la presse et d'expression est un prérequis pour toute entrée dans l'Union. Les actions de la Turquie démontrent bien que la continuation de toute négociation d'adhésion est donc inutile à ce stade.

La résolution a été largement adoptée, ce dont je me félicite.

Josu Juaristi Abaunz (GUE/NGL), *por escrito*. — EH Bildu ha votado en contra de la Resolución Común del Parlamento Europeo «sobre la libertad de expresión en Turquía: detenciones recientes de periodistas y directivos de medios de comunicación y presión sistemática contra los medios de comunicación» no porque la moción no exprese, en conjunto, posiciones que no compartamos, sino porque es inadmisibles que al hablar de la vulneración de derechos fundamentales ejercida por el Estado turco no se haga mención alguna, también en el ámbito de la libertad de expresión, a la grave situación de opresión del pueblo kurdo.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. — J'ai souhaité voter en faveur de cette résolution qui condamne les récentes descentes policières et la mise en détention de plusieurs journalistes en Turquie. Ces atteintes à la liberté de la presse et des médias sont particulièrement préoccupantes et sont le signe d'un recul démocratique. La résolution insiste très justement sur la nécessité de renforcer la cohérence entre l'assistance financière octroyée à la Turquie par l'UE et les progrès réels que réalise ce pays, notamment en matière de respect des libertés et des droits fondamentaux.

Barbara Kappel (NI), *schriftlich*. — Diesem Entschließungsantrag kann ich nur zustimmen: Die Verletzung der Presse- und Medienfreiheit sowie der Meinungsfreiheit in der Türkei ist auf das Schärfste zu verurteilen. Presse- und Meinungsfreiheit zählen zu den Grundpfeilern jeder modernen Nation, und wenn die Türkei als solche angesehen werden möchte, darf sie die Arbeit von Journalisten, Redakteuren und Medien nicht durch systematische Aktionen beeinträchtigen.

Zwar ist diese Entschließung unverbindlich, doch sie setzt ein wichtiges Zeichen gegen die Repressionen, die aktuell vom türkischen Staat ausgehen. Es wäre daher angebracht, zusätzlich zu der schriftlichen Verurteilung konkrete Maßnahmen zu setzen, die klarmachen, wie wenig diese Repressionen mit den europäischen Werten, die die Türkei ja als Beitrittskandidat zu vertreten behauptet, zu tun haben. Solche Maßnahmen könnten sein: ein Aussetzen der Beitrittsverhandlungen, eine Streichung der Heranführungskosten von ca. einer Milliarde Euro im Jahr und eine Aufarbeitung und Veröffentlichung aller Menschenrechtsverletzungen, die die Türkei unter Premier Erdoğan begangen hat.

Tunne Kelam (PPE), *in writing*. — I voted in favour of this resolution.

Štvrtok 15. januára 2015

Free and pluralistic media are a cornerstone of democracy. Turkey has committed itself to democracy through the accession talks with the EU. Despite Ankara's commitment, according to Reporters without Borders Turkey has become one of the biggest prisons for people representing media. In the 2013 Gezi park demonstrations, 39 journalists were detained and 153 were injured. Self-censorship was applied, so that the violent demonstrations were more present in European media than in Turkish.

Currently more than 70 journalists are subject to legal proceedings for having exposed and informed about corruption cases involving high level politicians, including the Prime Minister. The investigating parliamentary committee last week decided to drop its investigations.

It was rather ironic to see the Turkish foreign minister showing solidarity with French victims of free speech in Paris on January 11, when at home in Turkey, media freedom is constantly under threat.

I urge our Turkish neighbours to pledge for democratic values in their actions and not only in words. Turkey's best guarantee for prosperity and European future is a vibrant democracy.

Afzal Khan (S&D), in writing. — I supported the resolution, as I am very concerned over backsliding on democratic reforms in Turkey. The government should address media freedom as a matter of priority and provide an adequate legal framework to guarantee pluralism in line with international standards. These developments, however, call for more, not less, engagement with Turkey. Respect for fundamental freedoms is at the heart of the EU accession negotiation process. Opening new negotiating chapters on the rule of law and human rights could increase the pressure and help the country address the reforms needed.

Kateřina Konečná (GUE/NGL), písemně. — Dnes jsem podpořila společné usnesení týkající se Turecka. Problematika vztahu EU a Turecka je snad nikdy nekončící odyseou. Na jednu stranu se jedná o východní bránu do EU a kanál, kterým byl Evropě vždy zprostředkován kontakt s blízkovýchodní kulturou, a stát, se kterým máme společnou historii. Na stranu druhou se však jedná o stát, který se svojí současnou kulturou, hodnotovým žebříčkem a stylem života natně liší od toho, na co jsme v EU zvyklí. I přesto, že Turecko učinilo v poslední dekádě mnoho kroků ke zlepšení své demokracie a stavu ochrany lidských práv, je v současné době u něho znát značný posun zpět z již dosažených standardů. V této zemi lze dnes pozorovat rostoucí omezování nezávislosti a nestrannosti soudů, zvyšující se netoleranci současné vlády vůči jakékoliv politické opozici, protestům veřejnosti a kritickým sdělovacím prostředkům a odmítání práva na sebeurčení kurdského národa. Musím s politováním říci, že pokud by měl tento vývoj pokračovat takto i nadále, měla by být asociační dohoda EU-Turecko Evropskou unií vypovězena. Za aktuálně nejnebezpečnější jednání Ankary pokládám politiku podpory nejrůznějších ozbrojených skupin bojujících proti syrské vládě. Nelze tolerovat dlouhodobé porušování lidských práv a jednání v rozporu s mezinárodním právem u státu, s nímž nás váže asociační dohoda.

Marine Le Pen (NI), par écrit. — Le 14 décembre dernier, la police turque a arrêté plusieurs journalistes et responsables de médias, dont le rédacteur en chef du journal Zaman. Ces arrestations ont jeté une fois de plus de sérieux doutes sur l'impartialité et l'indépendance de l'appareil judiciaire en Turquie. Elles ne font que confirmer que la Turquie ne répond pas aux critères d'adhésion à l'Union européenne, notamment en matière de respect des droits fondamentaux et de la liberté d'expression, et de la liberté de la presse en particulier. Les arrestations du 14 décembre ne sont pas des cas isolés. Il s'agit d'une intolérance systématique à l'égard de l'opposition politique et des journalistes critiques. Nulle part ailleurs, on ne trouve autant de journalistes emprisonnés. Le processus d'adhésion de la Turquie s'avère un échec total, un échec que les députés du Front National avaient d'ailleurs prévu avant même le début des négociations. Voilà des années que l'on nous dit que ces négociations peuvent être interrompues au cas où la Turquie ne répondrait pas aux critères de manière flagrante, or cette possibilité n'est même pas évoquée dans la résolution commune qui vient d'être votée. Il faut mettre un terme définitif aux négociations d'adhésion et à l'aide de préadhésion.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL), por escrito. — He votado a favor de la propuesta de Resolución sobre la libertad de expresión en Turquía debido a que condena las redadas policiales y la detención de periodistas y representantes de medios de comunicación en diciembre de 2014 y señala una tendencia general en cuanto al retroceso de la democracia y de la tolerancia del Gobierno turco frente a las protestas públicas y los medios de comunicación críticos.

Štvrtok 15. januára 2015

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. — Considero que la libertad de expresión y el pluralismo de los medios de comunicación son los pilares de una prensa independiente. Este elemento es esencial en cualquier sociedad democrática, ya que un ciudadano desinformado no puede ejercer con coherencia sus derechos y obligaciones en los procesos decisorios.

Por ello, considero pertinente condenar las recientes redadas policiales y la detención de periodistas y representantes de los medios de comunicación en Turquía.

Estas acciones atentan contra el respeto de la libertad de prensa y, por ende, insto a que las autoridades turcas se esfuercen en desarrollar unas reformas que establezcan, dentro de su marco jurídico, unos mecanismos y equilibrios dirigidos a garantizar la libertad de prensa y expresión.

Nuevamente recalco la importancia de que se aseguren estas garantías con el fin de fomentar y defender la democracia, y finalmente por estos motivos voto favorablemente a esta propuesta.

Monica Macovei (PPE), *in writing*. — The recent police raids and detention of journalists and media representatives in Turkey are deplorable and must be condemned. It is unacceptable to harass and detain journalists. Increasing political pressure on the media restricts access to news for the people. Recently, opposition journalists, including Ekrem Dumanlı, editor-in chief of Zaman newspaper, and Hidayet Karaca, general manager of the Samanyolu Broadcasting Group, have been detained because of criticising the government in Turkey. A group of international journalists were harassed and deported for reporting on the Gezi Park and Kobane protests. Let us remind the Turkish authorities that journalism is not a crime, but a crucial instrument of democracy. I join my colleagues in calling on the Turkish authorities to respect, ensure and guarantee media freedom and implement the Action Plan on Violations of the European Convention on Human Rights adopted in 2014. The Turkish Government must ensure that such practices as political harassment and arbitrary detention due to freedom of expression are no longer tolerated. I strongly urge the government of Turkey to make every effort possible to release as soon as possible the detained journalists.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. — U prosincu 2014. godine turska policija uhitila je novinare i rukovoditelje medijskih kuća zbog optužbi da su formirali organizaciju koja će pritiskom, prijetnjama i zastrašivanjem pokušati preuzeti vlast u državi.

Podržavam ovu Rezoluciju kako bi se Turska što prije vratila na put demokracije i europskih vrijednosti i snažno osuđujem ovakvo ponašanje turskih vlasti. Principi demokracije moraju biti poštovani i njihova implementacija nipošto ne smije biti ugrožena pogotovo s obzirom na želje Turske da se pridruži Europskoj uniji.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. — Iesēdināt cietumos žurnālistus par to, ka viņi pilda savus profesionālos pienākumus ir nepieņemami, vēl jo vairāk, ja Turcija joprojām ļoti grib būt pieņemta Eiropas Savienībā. Tagad, kā mēs zinām, tai ir asociatīvās valsts statuss. Erdogana režīms kļūst arvien nedemokrātiskāks, un var tikai izteikt nožēlu šajā sakarā. Es balsoju par dokumenta projektu sakarā ar vārda brīvības problēmu Turcijā, un tas tika pieņemts.

Iuliu Winkler (PPE), *în scris*. - Am votat Rezoluția comună a Parlamentului European cu privire la libertatea de expresie în Turcia, acest document reprezentând una dintre manifestările îngrijorării noastre, a deputaților europeni, cu privire la degradarea accelerată a statutului de jurnalist în țara vecină UE. Parlamentul European condamnă în rezoluția adoptată azi presiunile exercitate de poliție și reținerea, la 14 decembrie 2014, a unor ziariști și reprezentanți ai mass-media.

În documentul Parlamentului European, se arată că aceste acțiuni pun sub semnul întrebării respectarea principiilor statului de drept și a libertății de exprimare, care sunt esența democrației. În această rezoluție, este exprimată îngrijorarea cu privire la regresul înregistrat în reformele de democratizare a Turciei. În document, se mai subliniază faptul că Instrumentul de asistență pentru preaderare (IPA II) pentru perioada 2014-2020 prevede introducerea unor principii mai coerente care vizează acordarea de asistență financiară Turciei și progresele generale înregistrate în ceea ce privește punerea în aplicare a strategiei de preaderare și respectarea deplină a drepturilor și libertăților fundamentale, inclusiv a libertății de exprimare.

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. — Lo scorso 14 dicembre, in seguito a retate della polizia, numerosi giornalisti turchi sono stati arrestati, con l'accusa «di aver cercato di impadronirsi del potere statale mediante pressioni, intimidazioni e minacce», ma in realtà si tratta di colpire in questa maniera alcuni oppositori del presidente Erdogan. Non è la prima volta che la Turchia dimostra crescente intolleranza nei confronti dell'opposizione politica, delle proteste pubbliche e dei mezzi di comunicazione che esprimono posizioni critiche, ma azioni come quelle di dicembre mettono ancora più in dubbio il rispetto dello Stato di diritto e della libertà dei media, che costituisce un principio fondamentale della democrazia.

Štvrtok 15. januára 2015

In un momento come questo, considero prioritaria la questione della libertà dei media e mi auguro che il governo turco fornisca presto un quadro giuridico adeguato a garanzia del pluralismo in linea con le norme internazionali. L'UE con questa risoluzione ha chiesto a gran voce che vengano cessate le pressioni e le intimidazioni nei confronti dei mezzi di informazione e dei giornalisti che esprimono posizioni critiche.

Jana Žitňanská (ECR), písomne. — Napriek tomu, že Turecko sa už roky hlási k demokratickým a vyspelým krajinám v Európe a usiluje sa byť súčasťou Únie, situácia v oblasti slobody prejavu a slobody médií je v tejto krajine viac ako alarmujúca. Už pred tromi rokmi Európska federácia novinárov upozornila na fakt, že až 100 novinárov je uväznených kvôli údajnému pokusu o štátny prevrat, a prenasledovaní sú aj spisovatelia a intelektuáli, ktorí sa rozhodli verejne vyjadriť svoj kritický politický názor. Aj napriek viacerým mobilizačným kampaniam a upozorneniam zo strany západných krajín sa situácia v Turecku v tejto oblasti za ostatné roky nijako nezlepšila. Aj v uplynulom roku boli prenasledovaní a zadržávaní mnohí novinári v súvislosti s informovaním o účasti vysokých politických funkcionárov na veľkom korupčnom škandále. Verejná moc sa pritom neodvolávala na pravdivosť či nepravdivosť novinárskych tvrdení, ale na súdny zákaz podávať akékoľvek informácie o tejto korupčnej kauze v súvislosti so spomínanými politikmi. Takýto postup, keď sú novinári (konajúci v súlade s verejným záujmom) zastrašovaní, sú im zhabané ich počítače, databázy, keď im nie je dovolené slobodne písať, je neprijateľný, a preto plne podporujem rezolúciu odsudzujúcu tento stav a vyzývajúcu tureckých vládnych predstaviteľov nastoliť skutočnú slobodu slova a slobodu médií.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. — Uma vez mais, expressamos a nossa preocupação com detenções e campanhas contra jornalistas, argumentistas e editores e outros críticos do governo, nomeadamente da oposição, de setores laicos, progressistas e de esquerda, e apelamos à sua libertação, bem como de todos os presos políticos. Estas ações das autoridades da Turquia são inseparáveis de esta ser uma potência da NATO, com uma postura arrogante, belicista e expansionista, bem como das sistemáticas ingerências e violações da soberania de países vizinhos, constituindo disso exemplo o seu apoio, financiamento, treino e equipamento de grupos de extrema-direita, racistas e xenófobos, que continuam a ter um papel ativo na desestabilização da Síria e do Iraque e a cometer os mais hediondos crimes contra os seus povos e uma brutal repressão. Um apoio totalmente contrário ao Direito internacional e à Carta da ONU, contrário à paz e à resolução política e pacífica dos conflitos. Uma política cujo carácter se manifesta igualmente na manutenção da ocupação de uma parte do território de Chipre e no novo Navtex da Turquia, em relação ao qual exigimos a sua imediata revogação, bem como a retirada de todas as embarcações turcas da Zona Económica Exclusiva da República de Chipre.

Milan Zver (PPE), pisno. — Glasoval sem za resolucijo o svobodi izražanja v Turčiji. Nedavne aretacije novinarjev v Turčiji namreč pomenijo nedemokratičen poseg v eno izmed temeljnih človekov pravic, to je pravice do svobode govora in izražanja. Vlada, ki ne neguje teh pravic, je vlada, ki deluje v nasprotju s temeljnimi načeli Evropske unije. Zaskrbljujoče je, da se poleg nasilja nad predstavniki sedme sile, v delu turške javnosti pojavlja tudi vprašanje neodvisnosti in nepristranskosti turškega pravosodnega sistema.

Velike težave z delovanjem sodnega sistema in z zagotavljanjem temeljnih človekovih pravic pa ima tudi Evropska unija, natančneje, njena polnopravna članica Slovenija. Sodstvu zaupa le 25 % ljudi, v zadnjih desetih letih pa so sodišča v kar 422 primerih kršila človekove pravice in temeljne svoboščine. Najbolj znan primer je primer političnega zapornika in predsednika SDS Janeza Janše, ko ga je sodišče obsodilo, da je neugotovljenega dne, na neugotovljen komunikacijski način in neugotovljenem kraju sprejel neugotovljeno obljubo nagrade. Njegov krivični zapor je konec leta 2014 prekinilo šele Ustavno sodišče.

Evropska unija mora pomagati vsem državam, še posebej pa svojim članicam. Sprejeti mora ukrepe, ki bodo zagotovili odpravo ostankov nedemokratičnih sistemov, ki bodo vzpostavili neodvisno sodstvo in ki bodo zagotovili spoštovanje temeljnih človekovih pravic in svoboščin.

Der Präsident. - Damit sind die Erklärungen zur Abstimmung geschlossen.

Marek Jurek (ECR). - Odnosnie głosowania w sprawie Kirgistanu jest zarejestrowane wyjaśnienie.

Štvrtok 15. januára 2015

Der Präsident. - Zu den Dringlichkeitserklärungen, die unter einem eigenen Verfahren hier verabschiedet werden, sind Stimmerklärungen gemäß der Geschäftsordnung nicht vorgesehen. Ich bedaure das, aber das ist so, und es lässt mir insofern keine andere Wahl.

- 13. Opravy hlasovania a zámery pri hlasovaní: pozri zápisnicu**
- 14. Predloženie dokumentov: pozri zápisnicu**
- 15. Rozhodnutia týkajúce sa niektorých dokumentov: pozri zápisnicu**
- 16. Oznámenie spoločných pozícií Rady: pozri zápisnicu**
- 17. Zaslanie textov prijatých počas rokovania: pozri zápisnicu**
- 18. Žiadosť o zbavenie poslaneckej imunity: pozri zápisnicu**
- 19. Termíny nasledujúcich rokovaní: pozri zápisnicu**
- 20. Prerušenie zasadania**

Der Präsident. - Ich erkläre die Sitzungsperiode des Europäischen Parlaments für unterbrochen.

(Die Sitzung wird um 13.30 Uhr geschlossen.)

ISSN 1977-1045 (elektronické vydanie)

ISSN 1725-5244 (papierové vydanie)



Úrad pre vydávanie publikácií Európskej únie
L-2985 Luxemburg
LUXEMBURSKO

SK